

La réunion du cinquantenaire de l'U.R.S.S à Moscou, les bombardements criminels sur Hanoi et la nécessité d'une réponse écrasante.

J. POSADAS 22.12.1972

(voir page 3)

« La substitution de l'Etat Proletarien à l'Etat bourgeois n'est pas possible sans révolution violente. »

Lénine.

« Sans le Parti, nous ne sommes rien; avec le Parti, nous sommes tout. »

Trotsky.

Abonnement 12 num. . . 70 F
Abonnement 24 num. . . 150 F
Abonnem. de soutien . 300 F
Correspondance :

B. P. 273 - Charleroi
C.C.P.: 9762.34 de C. Pôlet.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

LUTTE OUVRIERE



SOMMAIRE :

Bilan des manifestations pour le Vietnam, page 3.

Conclusions de l'assemblée du Front Commun à Charleroi, page 2.

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE

Section Belge de la IVe INTERNATIONALE

7 FB

11e année

15 JANVIER 1973

No 183

Bi-mensuel

EDITORIAL : La solution ouvrière à la crise du gouvernement : Unification des Partis Ouvriers et des Syndicats avec un programme anticapitaliste.

Les ouvrières de l'Usine Sitel à Liège, sont en grève depuis 75 jours, pour exiger d'être représentées par une délégation syndicale dans l'usine. Elles ont tenu tête et tiennent encore face au patronat, aux pompiers, à la gendarmerie, qui a fait amener 4 camionnettes blindées avec gendarmes en tenue de combat pour introduire dans l'usine « des chômeuses mises au travail ». Elles sont 30 dans cette petite usine, un petit nombre, apparemment insignifiant, arrive à faire front à tout l'appareil de répression capitaliste pendant 75 jours, parce qu'il a la volonté, la décision, sociale de triomphe. Les ouvrières se sentent, puissantes capables de vaincre, comme les masses vietnamiennes, qui sans rien, avec des forces matérielles relativement moins puissantes que les yankees, sont en train de lui infliger une historique défaite sociale.

La grève des ouvrières de Sitel expriment partiellement le profond processus qui se passe au Vietnam. Elles sentent, comme les masses vietnamiennes, qu'elles ne sont pas seules, qu'elles ont l'appui de toute la classe ouvrière du pays. Elles sentent la profonde décomposition du système capitaliste, qui n'est même pas capable de mettre sur pied un gouvernement après plus d'un mois de crise. Un gouvernement qui de toutes façons n'est pas capable et ne le sera jamais, de résoudre les problèmes, de l'emploi, du chômage, des logements, des routes, de la pollution etc... Elles sentent que dans toutes les usines, la classe ouvrière est en train d'attendre les résultats des négociations pour les nouvelles conventions collectives et que la colère et le mécontentement grandit et s'accumule et que les directions syndicales répondent seulement très partiellement à la volonté de pouvoir et d'en finir avec tout ce qui empêche le progrès. Et tout cela est prêt d'exploser avec toutes les mesures antisociales que nous prépare le gouvernement à venir. La dureté, la combativité, de la grève est pour obtenir une délégation syndicale dans l'entreprise. Ce qu'elles ont exprimé directement, par leur mouvement, leurs méthodes et leurs sentiments est une attaque au capitalisme.

Il existe une identification de sentiments entre les ouvrières de Sitel, l'avant garde ouvrière de tout le pays et les masses du Vietnam. Le même sentiment les unit. La volonté inébranlable de triompher, d'anéantir, toute structure, appareil et force qui empêche le développement et l'expression du progrès social. L'impérialisme américain et le capitalisme belge. Un profond sentiment de puissance et de victoire alimenté par toute la situation mondiale, par l'appui massif de millions et de millions pour le Vietnam, par le processus de double pouvoir qui existe dans toute l'Europe capitaliste, en France et en Italie en particulier. Quand, en Italie, les trois grandes centrales syndicales font un appel à la grève générale, immédiatement du nord au sud tout le pays s'arrête, 12 millions de travailleurs paralyse tout a fait le fonctionnement capitaliste. C'est la classe ouvrière qui décide.

C'est ce même sentiment qui a animé toutes les dernières manifestations, contre les bombardements au Vietnam. Dans toutes les grandes villes, il y a eu des manifestations importantes.

A Charleroi, pour la première fois, le Front Commun syndical FGTB et CSC, a fait appel à participer ainsi que le PSC. Alors que en principe c'est un parti bourgeois qui défend le régime capitaliste et en est un point d'appui. Il condamne la politique impérialiste au Vietnam. De plus la Belgique, s'est prononcée contre les bombardements. Elle a aussi reconnu la RDA. Alors qu'elle a signé des accords avec l'OTAN, disant qu'elle ne prenait aucune initiative en politique extérieure sans consulter l'OTAN, elle a reconnu l'Etat Ouvrier allemand sans demander l'avis de l'OTAN. Nixon n'a pas trouvé un seul pays capitaliste pour appuyer dans sa politique d'intensification de la guerre. Au contraire, tous condamnent. Même au sein du Congrès américain, les démocrates condamnent les bombardements de Hanoi. La crise la plus profonde que cela provoque s'exprime surtout au sein de l'armée américaine et de son « élite ».

Quatre pilotes de B52, fait prisonniers par les nord vietnamiens, refusent de retourner aux Etats-Unis, dé-

clarent être des pilotes et non des assassins, déclarent avoir été trompés en devant bombarder des objectifs civils. Un autre, capitaine de B52, a donné sa démission, refusant de continuer à servir le « génocide », de l'impérialisme et préférant faire deux ans de prison plutôt que de poursuivre sa carrière.

Cela, exprime la révolte très profonde qu'il y a au sein de l'armée, qui sent que Nixon n'offre pas d'avenir certain, ni aucune garantie de bonheur pour les masses américaines.

Quelle que soit la solution que vont adopter les partis, et Leburton, le gouvernement n'est pas capable de résoudre les problèmes des masses exploitées de Belgique. Un gouvernement biou tripartite ne résoudra pas les problèmes, du chômage, des fermetures d'usines, des logements, des routes, du

coût de la vie, de l'enseignement. Leburton va choisir probablement un gouvernement tripartite, PLP, PSC et PSB comme un moindre mal, parce que le Parti socialiste dans l'opposition représente un danger trop grand pour le capitalisme, et que cela va accentuer la crise intérieure du PSB et donner des points d'appui à la gauche socialiste, aux Jeunesses socialistes pour intervenir et faire pression sur lui. De nouvelles élections sont aussi trop dangereuses pour la bourgeoisie.

La seule chose qu'ils peuvent faire est une tripartite, pour maintenir, vaille que vaille, la stabilité du régime.

Les militants du PSB, les JS, souhaiteraient voir le PSB dans l'opposition, et le PC fait ces mêmes propositions. Mais si le PSB se met dans l'op-

(Suite page 4.)

AUX ATELIERS HANREZ (métallurgie - Charleroi)

**EXAMINONS LES PROBLEMES DANS L'ENTREPRISE.
ORGANISONS-NOUS POUR IMPOSER NOS REVENDICATIONS!
EXIGEONS L'APPUI DE NOS ORGANISATIONS SYNDICALES POUR
MENER CETTE LUTTE!**

Beaucoup de problèmes préoccupent les camarades dans l'usine. Le mécontentement, l'insatisfaction, sont constants chez chacun de nous. Nous avons l'impression que, au lieu de progresser, c'est la marche arrière que nous faisons. Beaucoup de faits précis, petits et grands, nous montrent que le patron, derrière de beaux mots de « réorganisation etc... », s'attaque directement, sous 36 formes, à nos conditions de travail, nos salaires, notre emploi même.

Divers ouvriers, sous prétexte de maladie prolongée ou répétée sont « écartés » de l'entreprise. Deux employés sont actuellement dans le même cas. Nous pensons qu'à chacun de ces cas, même pour les employés, la délégation syndicale devrait provoquer une assemblée pour discuter. Le patron n'est pas médecin. Nous ne devons pas le suivre dans ses explications et sa théorie des « carottiers ». Malades ou non, nous sommes tous visés à partir du moment où nous ne sommes plus rentables pour le patron. Attention à ce problème, camara-

des! qui de nous est sûr de n'être jamais malade? Une solidarité immédiate et totale doit intervenir dès qu'un seul d'entre nous est menacé. N'est-ce pas le patron qui disait que « nous sommes une grande famille »?... Défendons aussi les employés. L'unité doit être la plus solide possible entre nous. N'oublions pas la vieille règle des patrons : « diviser pour régner ».

Nous rejetons fermement, dès maintenant, le projet de nous imposer de consacrer 5 jours de nos congés pour faire les ponts en 1973. Nos jours de congés, nous les avons bien gagnés. Nous entendons en profiter comme bon nous semble. Nous proposons à tous les ouvriers de rejeter toute application, même partielle, du projet.

Chacun de nos 5 jours, nous entendons nous en servir comme nous voulons. La délégation doit nous défendre pour cela. Beaucoup d'entre nous seraient très ennuyés pour prendre 3 semaines de vacances si ce système était appliqué. Certains travailleurs de-

(Suite page 4.)

MANIFESTONS EN MASSE LE 4 FEVRIER A BRUXELLES

Pour le triomphe de la révolution vietnamienne!

USA Hors d'Indochine! A bas l'OTAN!

Boycott des produits yankee pour la guerre!

L'assemblée du Front Commun Syndical à Charleroi : Unir les Syndicats, les usines, les quartiers, mobiliser la population travailleuse sur un programme anticapita- liste pour continuer la lutte pour le maintien du volume de l'emploi.

Trois semaines après la réalisation du congrès syndical de Charleroi, la classe ouvrière et la population restent dans l'ignorance de ce que cette réunion a débattu, proposé et résolu. Les seules informations sont celles parues dans la presse, celles qu'ont données les militants syndicaux par leur initiative individuelle, et l'activité d'information et de discussions de notre Parti. Cela montre bien que cette assemblée n'a pas été organisée par les directions syndicales, comme un instrument pour la lutte; celles-ci ont du faire ce congrès de front unique, sous la pression et l'impulsion de la classe ouvrière; mais maintenant elles veulent utiliser la combativité de l'assemblée pour faire une pression plus forte sur les patrons, sur la direction syndicale nationale, sur la direction du Parti Socialiste, avec la même politique conciliatrice, de négociations.

Le problème central qu'il fallait discuter c'est : le capitalisme est incapable de résoudre le problème de l'emploi, ni à Charleroi ni dans le reste du pays. Il faut organiser une solution ouvrière à cette crise. C'est cela que les militants présents au congrès sont venus chercher. Mais ce congrès était sélectionné. Ceux qui pouvaient prendre la parole avaient été désignés d'avance et le débat a été sans intérêt parce qu'il ne représentait pas la volonté, les idées, les discussions des ouvriers dans les usines.

Notre Parti avait appuyé la tenue de ce congrès, qui a suivi l'exemple de Liège en montrant que c'était un reflet de l'unification qui existe déjà depuis longtemps dans la classe ouvrière, de sa volonté d'intervenir et de lutter, de sa volonté de pouvoir. Mais nous avions montré aussi le manque de préparation démocratique de la réunion, et l'impossibilité pour l'avant-garde ouvrière d'y transmettre toute la force qui monte des usines. Les militants ouvriers et les délégués de base venus de toutes les usines de la région qui ont participé à la réunion, savaient aussi qu'ils n'auraient pas la parole. Ils ne sont pas allés écouter les dirigeants, mais ils sont allés faire pression sur eux, et faire sentir, de toutes les façons possibles, que la classe ouvrière est disposée au combat et qu'elle se concentre dans les syndicats pour cela, mais qu'elle ne vas pas attendre sans fin les directives des dirigeants qui ne viennent pas!

C'est pour cela que les ouvriers appuyaient par des cris, des applaudissements tout ce qu'on disait d'un peu plus combatif; et quand Davister a du lire, de la tribune, la motion d'appui de notre Parti à cette assemblée, la plus grande partie de la salle a applaudi avec une ardeur

et une force très grande. C'était une façon de dire : voilà le chemin qu'il faut prendre! il faut se mobiliser activement contre le capitalisme! il faut élever notre front unique et y entraîner les partis ouvriers! il faut la démocratie syndicale! il faut unir toutes nos revendications immédiates et locales à celles de toute la classe ouvrière, pour renverser ou empêcher un gouvernement de droite et lutter pour un gouvernement de gauche! il faut un programme pour exproprier le capitalisme, responsable de toute la crise!

Tels étaient les mots d'ordre que les trotskystes-posadistes proposaient de discuter dans un manifeste qui a été distribué à tous les participants. La mention qui a été lue à la tribune disait :

Cette assemblée n'a donc pas été un organisme pour représenter les sentiments, la volonté, les idées les discussions qui viennent des usines. C'est pourquoi ses effets sont tellement limités. Les directions syndicales croient qu'elles peuvent se contenter d'enregistrer le mécontentement, la pression de la classe ouvrière, et puis laisser les choses comme avant. C'est ce qui se passait dans cette réunion. Autrement il en serait sorti, en premier lieu, la résolution de faire des assemblées immédiatement dans toutes les entreprises, d'y apporter des propositions d'actions, de programme, des idées pour avancer contre le capitalisme. Ce qui est sorti, ce sont des commissions, des groupes de travail, et c'est tout.

Nous croyons que cette assemblée a de toutes façons été un lieu de rencontre, entre ouvriers CSC et FGFB, socialistes, communistes, chrétiens et trotskystes de différentes entreprises, et qu'on a pu sentir mieux l'accord qu'il y a entre tous les militants à la base. Même si la salle n'a pas pu parler, elle s'est communiquée de l'un à l'autre, une grande fraternité de combat, la preuve qu'entre les travailleurs il y a le front unique, il y a la décision de lutter, de faire grève, et de changer tout ce régime capitaliste. Et les dirigeants syndicaux ont été obligés de tenir cette réunion, ils ne vont pas pouvoir rester les bras croisés; ils vont être obligés de faire certaines mobilisations. Ils doivent céder.

Il faut s'appuyer sur cela pour organiser les forces de l'avant-garde dans le mouvement syndical. Le centre principal de cette lutte, c'est LA DEMOCRATIE SYNDICALE. Il faut faire une campagne pour la démocratie syndicale, dans les entreprises, dans les élections, dans tout le fonctionnement du syndicat! en même temps que la défense de toutes les revendications immédiates : pour le contrôle ouvrier face à toute menace de fermeture ou de licenciements, pour le refus de la

paix sociale - même si les directions la signent dans les conventions collectives qu'ils sont en train de discuter au sommet, - pour continuer la lutte pour les salaires, et pour un plan pour l'emploi; pas une usine fermée - expropriation des entreprises en crise, et des principales entreprises - un plan ouvrier de développement - nationalisation des banques pour financer ce plan.

Mais pour mener toute cette lutte, il faut imposer la démocratie syndicale dans la vie du front commun à Charleroi : contre toute assemblée où les travailleurs n'ont pas la parole! il faut des assemblées, des réunions, dans l'usine, comme dans toute la région, où chacun peut apporter ses idées, ses critiques, son jugement. Il faut des délégués représentant réellement ce que pensent les travailleurs : ils doivent être contrôlés par eux en permanence, et ils doivent être révoqués quand ils ne font pas ce que l'assemblée des travailleurs qui les élit, a décidé. Il faut en finir avec les permanents syndicaux qui sont les deuxièmes patrons dans les usines ou qui vivent dans des bureaux comme de directeurs et ont perdu tout contact avec les ouvriers. Il faut nous organiser pour faire un nettoyage dans le mouvement syndical, parce que cette bureaucratie est le frein principal pour l'action, et pour triompher du capitalisme. Prenons l'exemple de la Yougoslavie, en Yougoslavie, les travailleurs de la principale entreprise électronique (20 000 ouvriers) viennent de chasser tous les directeurs, les technocrates, les administrateurs, les bureaucrates et ont formé un conseil ouvrier, élu directement par des assemblées générales des ouvriers dans toutes les sections, et responsable devant elles, et révoquant par elles; c'est ce conseil qui a pris en mains la direction de l'usine, à tous points de vue.

Les ouvriers montrent bien leur capacité de diriger l'économie dans l'Etat Ouvrier; nous sommes aussi capables de diriger notre syndicat, nos organisations de classe. C'est une con-

clusion qu'il faut tirer de ce congrès, pour tous les militants de l'avant-garde ouvrière, délégués ou non, FGFB et CSC : pour faire triompher la lutte pour l'emploi, il faut un programme contre le capitalisme, et organiser l'action pour réaliser ce programme; et pour cela il faut organiser la volonté, la force que la classe ouvrière a montrée encore une fois, même indirectement, dans cette assemblée, et il faut la démocratie syndicale pour faire cette tâche. Ce sera le point d'appui pour la formation de la gauche syndicale, qui est très nécessaire pour donner une direction à la lutte.

Nous faisons un appel à préparer une nouvelle assemblée de tous les délégués du Front Commun Syndical de Charleroi, qui devra être le résultat des discussions, des échanges d'idées, des résolutions venant des usines. Il faut la préparer en faisant des assemblées dans toutes les entreprises, dans les différentes sections, les ateliers, ou des assemblées générales. Nous faisons cet appel à tous les délégués et militants qui ont pris part à l'assemblée du 19. Il faut discuter comment riposter au capitalisme qui porte, lui,

toute la responsabilité de la crise économique, sociale et politique dans la région et en Belgique : développer la mobilisation de la classe ouvrière et de toute la population pour faire le programme des besoins de la population de la région, de ce que doivent produire les entreprises, empêcher toute fermeture et licenciements, et le chômage. Les déclarations, les menaces, les motions votées dans l'assemblée vont rester de simples morceaux de papier sur les bureaux des capitalistes. Il faut organiser toutes les forces anti-capitalistes pour imposer le programme que doit proposer le Front Commun Syndical : contrôle ouvrier sur l'embauche, sur les cadences, sur les salaires! diminution du temps de travail à 36 heures et partage du travail entre tous les ouvriers pour empêcher le chômage et les licenciements! nationalisations de toutes les usines en crise et de toutes les grandes entreprises de la région! plan ouvrier pour développer la région et le pays, en fonction des besoins de la population et nationalisation des banques pour réaliser ce plan! mobilisation des masses pour le gouvernement de gauche! front unique des syndicats et des partis ouvriers pour cet objectif!

Faire la même chose dans tous les quartiers de la région. Sur la base d'une telle campagne, nous appelons à préparer une nouvelle assemblée : mais elle doit avoir la force de décision, et décider : quelle action allons nous mener! grèves de 24 heures, manifestations, grève générale, occupations des entreprises! Dans cette prochaine assemblée, nous proposons que le Front Commun invite les partis ouvriers, PSB, PC, POR(trotskyste) à prendre la parole, donner leur programme; inviter aussi la démocratie chrétienne de gauche, le Rassemble-

SUPPLEMENT de « LUTTE OUVRIERE »

LA NECESSITE DE LA DEMOCRATIE SYNDICALE, LE ROLE POLITIQUE DES SYNDICATS ET LA LUTTE POUR LE GOUVERNEMENT DE GAUCHE ET LE POUVOIR.

LUTTE ETUDIANTE EST PARUE

Le n° 2 de « Lutte Etudiante », bulletin de la fraction étudiante du POR(T) est paru. On peut l'obtenir en écrivant à l'adresse du Parti, en s'adressant à la permanence du local ou aux camarades du Parti dans les écoles.

Au sommaire : — Les mobilisations du secondaire montrent la volonté des étudiants d'abattre le gouvernement réactionnaire.

La remise en question de l'enseignement et la nécessité d'un syndicat anti-impérialiste et anti-capitaliste.

— Un extrait d'un article de J. POSADAS sur le rôle des syndicats dans cette étape de l'histoire.

Dans le prochain numéro de « Lutte Ouvrière » : un article sur la signification et les perspectives des mobilisations actuelles du mouvement étudiant, secondaire et universitaire.

ment Wallon pour débattre devant les travailleurs : quelle est l'issue progressiste à la crise du capitalisme.

Nous appelons le Parti Communiste à intervenir — avec toute la voix et le programme des communistes — dans ces assemblées et dans cette activité. Le Parti Communiste est resté indifférent à l'assemblée du 19. Il n'a distribué aucun tract, ni vendu ses journaux. La présence dans l'assemblée de délégués syndicaux communistes, la prise de parole du camarade Dussart, n'ont pas permis une clarification, ni une élévation de la discussion. Dussart a proposé une journée nationale d'action — et nous appuyons entièrement cette proposition —, mais avant, il a parlé comme un permanent syndical, pas comme un dirigeant communiste du syndicat, et il a approuvé sans réserve le rapport du Front Commun, la ligne de Davister. Nous appelons les camarades communistes à intervenir avec des idées, des propositions, des moyens d'action anti-capitalistes dans les prochaines assemblées, et appuyer toute la lutte pour la démocratie syndicale à Charleroi.

Le 12 janvier 1973

**A bas les projets V.D.B. et Vranckx, antisociaux, antidémocratiques !
Vive la grève des 5.300 travailleurs du pétrole !**

LA REUNION DU CINQUANTENAIRE DE L'U.R.S.S A MOSCOU, LES BOMBARDEMENTS CRIMINELS SUR HANOI ET LA NECES-SITE D'UNE REponse ECRASANTE. J. POSADAS 22.12.1972

Les Yankee bombardent le Vietnam au moment même où se tient la réunion de commémoration du 50e anniversaire de l'Union Soviétique, en vue de faire pression sur Moscou. C'est la façon de lui dire : vous êtes en train de préparer de centraliser les forces de la révolution mondiale. Cela signifie un accroissement de la capacité d'action de la révolution mondiale. De plus, les yankee vont vouloir montrer qu'ils ne se laissent pas intimider, qu'ils resistent fermes et veulent sur cette base, imposer les négociations.

La réunion de Moscou est une réunion d'Internationale Communiste. Elle mais sans en avoir les conclusions, ni le fonctionnement, elle en a la structure. Il y a là tous les Partis Communistes, tous les syndicats. Pourquoi sont-ils là ? pour se lancer contre le capitalisme. Les Yankee le voient et pour cela ils réagissent avec fureur. Leur action de guerre répond à cette préparation des Soviétiques, ce qui montre aussi une gauchisation de la part de l'URSS, accélérant ainsi les rythmes de la régénérescence partielle.

Tous les mouvements des soviétiques, tous les pas et mobilisations des impérialistes sont des actions de guerre et non de discussions. La norme de ces mouvements répond au fait que l'on va vers la guerre. La bourgeoisie européenne est désespérée. Les yankees essaient de l'attirer à eux dans la guerre. Mais au même moment, les deux Allemands signent un accord en avance sur la date prévue.

Avec les bombardements du Vietnam du Nord, les yankees veulent faire pression sur les soviétiques, pour leur montrer qu'ils sont décidés et qu'ils doivent par conséquent céder. Ces bombardements ne visent pas seulement à faire pression sur Hanoi, sur le Vietnam. Ce que font les yankees est complètement absurde, sans aucun sens. Le Vietnam en fait les frais. Mais c'est l'URSS qui est visée. La destruction des avions yankees, des dizaines de B 52 est un coup énorme au moral d'une armée qui se sentait invincible et hors de tout danger. Maintenant, ils ont peur. Ils se sentent affaiblis et se voient obligés de respecter les vietnamiens, un peuple sans rien qui leur fout tout par terre.

Les yankees bombardent pour que l'URSS ne profite pas de cette situation de montée, d'ascension de l'intervention révolutionnaire des masses dans les Etats Ouvriers, dans le monde entier. C'est pourquoi, le Vietnam se situe constamment au bord de l'éclatement de la guerre atomique. Le langage que tient Brejnev, la préoccupation de la presse mondiale provient de ce qu'ils voient que cela peut être la guerre atomique.

Le discours de Brejnev au cours de la commémoration du 50e anniversaire de l'URSS est une réponse qui tend à contenir les yankees. Les mesures de bombardements prises par les yankees visent à intimider cette réunion de Moscou, en disant : « Non, malgré votre réunion, malgré tout ce que vous déciderez nous répondrons de cette façon ». Ils cherchent à intimider.

Ces bombardements n'ont pas un sens militaire concret. Ils ne visent pas non plus à ce que le Vietnam fléchisse. Ils visent l'Union Soviétique et cette réunion de Moscou. Comme nous, les Soviétiques comprennent qu'il en est ainsi. C'est la raison pour laquelle Brejnev utilise un tel langage. Dans le passé, les yankees ont déjà procédé à de tels bombardements, moins forts quantitativement : Destructions, assassinats, tueries. En bombardant aujourd'hui, ils ne passent pas de la discussion au bombardement, ils ont déjà bombardé antérieurement. La réaction des yankees est présentement destinée à autre chose. Elle s'adresse à la réunion de Moscou. Elle veut monter aux soviétiques, que le front unique et la campagne de l'URSS ne leur font pas peur.

Quatorze Etats Ouvriers préservent, protègent et impulsent la Révolution Mondiale, affaiblissent le système capitaliste, provoquant la déception de la bourgeoisie, la rendant défaitiste, permettant ainsi l'avance de la Révolution, même sans direction consciente. Ce sont les masses qui par leur action révolutionnaire mènent cette politique et non les directions. Celles-ci recueillent, à

cause de la situation existante dans le monde, cette politique des masses.

C'est un processus très dynamique. Les affrontements constants tendent à mener à la guerre atomique, comme le ce que nous vivons ces jours. Ce ne sont pas les conditions qui manquent pour qu'elle éclate, mais le capitalisme est indécis. Il a peur. Cependant, toutes les actions qu'il fait sont des actions de guerre atomique.

C'est ainsi qu'il faut le comprendre.

Cette réunion de Moscou est une réunion d'Internationale Communiste. Elle n'en a ni la force, ni le programme, ni les objectifs, mais elle en a la structure. Elle va exercer une grande influence sur le mouvement ouvrier et révolutionnaire mondial. Onze Etats Ouvriers y assistent y inclus les Yougoslaves et leurs Syndicats, même si c'est de façon indirecte, puisque Tito n'a pas pu s'y rendre à cause de la lutte intérieure dans le reste du Parti Communiste. Ainsi, il ne veut pas apparaître comme soumis à Moscou, ou montrer qu'il offre une résistance afin de pouvoir négocier avec ses opposants. Sa conception bureaucratique le fait agir ainsi.

Mais le remarquable de cette réunion, n'est pas l'absence de Tito, mais la présence de 70 délégations syndicales qui ont signé une résolution contre l'impérialisme yankee et d'appui au Vietnam. Cette résolution marque un progrès, montrant que la coexistence pacifique n'implique pas d'abandonner la lutte, mais qu'elle n'en est qu'un aspect. Ce qui reste décisif est la lutte idéologique entre deux régimes antagoniques. Voilà ce qu'a posé Brejnev, soulignant ainsi la profondeur des divergences avec le système capitaliste. Cela n'a rien à voir avec la coexistence pacifique, ni avec la compénétration.

C'est une élévation de l'Etat Ouvrier avec les Syndicats du monde, y inclus ceux qui ne sont pas communistes. Il y a aussi la recherche d'organiser le Front Unique mondial, avec les mouvements qui ne sont pas d'origine communiste, pour mener de l'avant une politique anti-capitaliste.

Sans être révolutionnaire, la méthode va contre le système capitaliste créant ainsi dans le monde entier, des conditions qui impulsent et favorisent le progrès du mouvement ouvrier et politique communiste révolutionnaire. Cette réunion de Moscou va avoir de grande et profondes répercussions dans le monde. C'est avec une telle conclusion qu'il faut compter.

Il ne s'agit pas d'une réunion de plus, mais d'une réunion dans laquelle le PC d'Union Soviétique, avec une partie encore de la bureaucratie, se lance à organiser le front unique mondial pour affronter le capitalisme. Cela ne peut se faire que lorsque le développement du processus de la guerre est en perspective.

Cette décision de la bureaucratie soviétique de faire un Front Unique mondial, va inévitablement se heurter à la politique de coexistence pacifique. Elle est en train de donner une réponse aux préparatifs de guerre de l'impérialisme. La réponse de celui-ci au Vietnam est donc en vue de peser sur la réunion et montrer au capitalisme mondial qu'il ne se laisse pas intimider par la réunion de Moscou, qu'il ne faiblit pas, qu'il ne fait pas de concessions.

Telle est la signification de l'attitude des yankees : Faire pression sur le capitalisme mondial, mais aussi sur Moscou. C'est une réponse de guerre qui démontre que l'impérialisme va répondre avec la guerre atomique.

Le mouvement ouvrier et révolutionnaire va répondre aussi, comme il est en train de faire : Avec une mobilisation mondiale. Les conditions existent pour lancer un appel à répondre militairement comme vient de faire le gouvernement d'Amin d'Ouganda en s'adressant à l'URSS et la Chine pour qu'elles interviennent militairement. Cette nécessité de répondre militairement est dans la tête de chacun. La réponse des Soviétiques montre qu'ils ne peuvent pas se taire. Plus important que les déclarations de Brejnev, qui restent encore très limitées, sont les dizaines de B 52 que les vietnamiens viennent de descendre. C'est là un avertissement aux yankees et une réponse aussi importante

que les déclarations de Brejnev. Elle indique : « Nous avons assez d'armes pour entrer encore plus profondément dans la guerre ». La déclaration de Brejnev sur l'appui sans limite aux vietnamiens à le même sens.

Des manifestations sont actuellement en cours dans le monde entier : Etats-Unis, France, Italie, etc... La presse infore du boycott des bateaux yankees dans plusieurs ports italiens. C'est un événement qui va peut-être se généraliser au monde entier.

Les Etats Ouvriers, les Partis Communistes, la réunion de Moscou doivent appeler à appuyer la lutte contre l'impérialisme et pour le triomphe du Vietnam, en lançant des appels à la grève générale dans le monde entier contre les yankees. En unissant aux luttes locales pour des gouvernements de gauche avec un programme anticapitaliste. Il faut appeler à de tels mouvements. Il faut faire un appel dans le monde entier pour le Front Unique mondial anti-impérialiste entre les Syndicats, les Partis Ouvriers, les partis catholiques de gauche. Il faut étendre au monde entier cet appel de l'Union Soviétique et discuter de l'intervention de toutes les ten-

dances y compris les trotskystes.

Nous appelons à l'intervention et l'envoi des brigades internationales. Il faut donner une aide maximum au Vietnam et appeler à la lutte pour écraser l'impérialisme dans le monde entier. Même si le capitalisme répond avec la guerre civile ou avec la guerre mondiale, c'est cet appel qu'il faut lancer. Il faut profiter de ce processus pour acculer l'impérialisme et pouvoir avancer sur les positions mondiales, économiques, politiques et sociales, dans la lutte de classes.

Il faut appeler les Syndicats du monde entier, à ce qu'ils appellent les masses des Etats-Unis à s'unir dans une mobilisation pour paralyser le pays contre Nixon et contre l'impérialisme.

Nous appelons à l'Unité du mouvement communiste mondial, à la cessation du conflit sino-soviétique, et à faire une discussions pour coordonner de façon centralisée la planification de tous les Etats Ouvriers avec le mouvement ouvrier impérialiste. Nous appelons les masses au monde à la lutte pour renverser le système capitaliste.

22 décembre 1972

J. Posadas.

LA DEFAITE QUE SIGNIFIE POUR L'IMPERIALISME LA SUSPENSION DES BOMBARDEMENTS, LE COURAGE SOCIAL-HISTORIQUE DES MASSES DU VIETNAM ET LA LUTTE POUR LE SOCIALISME.

J. JOSADAS - 31.12.1972.

Bilan des manifestations pour le Vietnam à Charleroi

Nous croyons qu'il est important de faire le bilan de ces deux manifestations. C'est d'autant plus important que c'est une des premières fois que le PS et le PSC et le front commun syndical participent à ce genre de manifestation, en plus des autres organisations qui y participent habituellement.

La participation du PSC est un signe de ce qu'il n'est plus possible de trouver des solutions au chômage, au niveau de vie, à la crise sociale et économique dans le cadre du capitalisme. Un autre élément caractéristique, c'est que le front commun qui, maintenant, s'occupe de politique, sépareit auparavant la politique et l'activité syndicale, alors que ces deux choses sont inséparables. Ceci a été impulsé surtout par l'aile gauche du MOC dont le dirigeant, dans son discours, disait que la lutte du Vietnam c'est aussi la lutte ici contre le régime capitaliste.

Mais il faut se demander pourquoi il n'y avait pas plus de monde ? Nous pensons que c'est surtout parce que ces organisations n'ont pas fait, ni d'appel dirigé aux usines, ni de discussions directes. Une autre raison, c'est que la classe ouvrière se dit : « ces mêmes dirigeants qui nous appellent à manifester, ne font pas grand-chose pour l'emploi ; ils n'ont pas fait de manifestations contre les capitalistes qui créent du chômage, « ni pour les conventions collectives ». Cela signifie qu'ils ne font pas confiance à leurs dirigeants parce qu'ils ne les voient pas déterminés à affronter le capitalisme.

En tout état de cause, la participation du PSC à la manifestation exprime le niveau de décomposition du capitalisme. Même les partis qui sont le soutien et servent au maintien du régime capitaliste, font des manifestations contre l'impérialisme au Vietnam, lui qui est le défenseur de la propriété privée et de l'exploitation dans le monde.

De telles actions ne seraient pas possibles si le degré d'effondrement et de perte de confiance dans le régime capitaliste n'atteignait, aujourd'hui, des niveaux tellement hauts que ses propres forces se désagrègent.

Mais, tant la première manifestation que la deuxième, manquaient, en partie, de dynamisme et de combativité. Nous croyons que ces manifestations sont très importantes de par leur signification mais, en même temps, limitées dans leur organisation.

Nous proposons pour les prochaines manifestations :

1° Que le Comité Vietnam régional publie cela, non seulement dans la presse, mais par des appels directs dans les centres de travail au travers des organisations syndicales.

2° Que les organisations qui ont le plus de moyens collaborent principalement et appellent la population à manifester au travers de tracts, de manifestes distribués aux usines, aux écoles, en ville, à la sortie des cinémas, etc....

Ces organisations qui dépensent d'énormes sommes pour les élections,

(Suite page 4)

AU LOCAL DU PARTI

CONFERENCE - DEBAT

LE JEUDI 25 JANVIER 1973, A 19 H 30

LA DEFAITE DE L'IMPERIALISME YANKEE AU VIETNAM
LA CRISE TOTALE DU CAPITALISME
ET L'ORGANISATION DE LA GAUCHE EN BELGIQUE POUR LE POUVOIR

322, chaussée de Charleroi à 6080 Montignies-sur-Sambre
Au local, il y a une permanence tous les jeudis, de 19 à 21 h.
On peut y trouver toutes les publications de l'Internationale, les documents du camarade J. Posadas, ainsi que tous les tracts et bulletins du Parti.

Editions « Revue Marxiste »

- N° 1. La construction de l'Etat Ouvrier et de l'Etat Ouvrier au socialisme.
J. Posadas - 2.1968.
- N° 2. La Révolution Politique en Pologne, la construction des Etats Ouvriers et la IVe Internationale.
J. Posadas - 2.1971.
- N° 3. L'article de Ponomarev et la fonction historique et concrète du trotskysme comme continuateur conséquent du marxisme.
J. Posadas - 26.12.1971.
- N° 4. La régénérescence partielle, la rencontre historique, le développement de la IVe Internationale et le processus de la révolution permanente à cette étape.
J. Posadas - 8.1971.
- N° 5. L'échec de la contre-révolution au Chili et la nécessité d'établir des organes de pouvoir des masses pour le progrès de la révolution vers l'Etat Ouvrier.
J. Posadas - 21.10.1972.
La contre-révolution au Chili, le rôle de l'armée et la nécessité de la mobilisation des masses pour le progrès de la révolution socialiste.
J. Posadas - 3.11.1972.
- N° 6. La crise de croissance du P.C.F., la profusion des groupes gauchistes et la lutte pour le pouvoir en France.
Résolution du Secrétariat International de la IVe Internationale - 29.6.1972.
Gauchisme, putschisme, la lutte de classe et la révolution socialiste mondiale.
J. Posadas - 12.11.1972.
- N° 7. La décomposition du capitalisme, la crise de croissance du Parti Communiste et la lutte pour le pouvoir en France.. Lettre du Secrétariat International - 7.10.1972.
- N° 8. Les causes historiques de la régénérescence partielle, l'économie dans les Etats Ouvriers et la construction du socialisme.
J. Posadas - 24.8.1972.
- N° 9. Sur l'Angleterre... (en cours de composition)
J. Posadas - 10.1972.
- N° 10. Les problèmes fondamentaux du marxisme.
J. Posadas - 12.1963.
- N° 11. La fonction de la cellule et la formation du militant comme dirigeant de la lutte pour le pouvoir et de la construction du socialisme.
J. Posadas - 21.11.1972.
- N° 12. La crise totale du système capitaliste, le développement sans contenu possible, de la révolution socialiste mondiale et la nécessité de l'unité du mouvement communiste mondial.
J. Posadas - 21.10.1972.
- N° 13. La médecine, l'être humain, le militant, le Parti et la lutte pour le socialisme.
J. Posadas - 5.4.1968.
- N° 14. L'art, la culture, la science, la lutte de classe la révolution et la construction de la société socialiste.
J. Posadas - 14.11.1972.
- N° 15. L'Etat Révolutionnaire, sa fonction transitoire et la construction du socialisme.
J. Posadas - 28.9.1969.
- N° 16. Les discussions sur l'architecture à Cuba se situent dans le cours des luttes sociales actuelles et dans la préparation de la guerre atomique par l'impérialisme.
J. Posadas - 9.1963.
- N° 17. La culture, la science, l'art, la formation des sentiments de l'humanité, la lutte de classe, la révolution prolétarienne et la construction du socialisme.
J. Posadas - 26.6.1968.

Ces documents peuvent être obtenus en écrivant aux adresses suivantes :

EN FRANCE :

M. Roc'hongar
63, rue Victor Hugo
92400 - Courbevoie
CCP-Lutte Communiste
Paris - 13.623.56

EN BELGIQUE :

C. Pôlet
311, ch. de Charleroi
6080 Montignies/s/Sambre
CCP 9762.34
1060 Bruxelles

EDITORIAL : (suite de la page 1).

position, il faut lui exiger un programme minimum, il doit présenter un programme pour donner une solution ouvrière à la crise capitaliste et non pour le sauver. Il doit discuter ce qui est le centre de la crise capitaliste : la crise sociale, du régime, l'élévation de l'intervention de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie. Il doit faire une politique à la Willy Brandt, d'ouverture à l'Est, laisser entendre la voix des usines, et des quartiers, en organisant des assemblées d'usines et de quartiers, pour discuter tous les problèmes : économiques, sociaux, culturels, production, logements, construction d'écoles, crèches, enseignement.

Que le PSB dans l'opposition présente un programme de nationalisations de toutes les usines en crise, sous contrôle ouvrier, en prenant exemple sur le programme de l'Union Populaire en France... Qu'il s'adresse à tous les partis ouvriers, et aux Syndicats pour réaliser et mettre en application ce programme. Qu'il s'adresse au PC pour mener une campagne de discussions dans les usines, dans les quartiers, dans les écoles et dans tous les secteurs.

La gauche socialiste et les JS peuvent faire pression sur le PSB pour l'obliger à mener une telle politique ouvrière qui est la seule solution possible, pour l'obliger à rompre, la participation au gouvernement bourgeois, l'obliger à organiser l'unification des partis ouvriers et des syndicats pour résoudre tous les problèmes.

Il reste aussi, le recours aux élections. Mais cela ne plairait pas du tout aux partis bourgeois.

Les travailleurs, les communistes, les socialistes ont gagné dans les élections dans plusieurs pays du monde. Il y a même au travers d'élections un glissement à gauche évident. Au Japon, les

communistes ont triplé leur nombre de voix, après une campagne électorale dynamique menée aux portes des usines, en Australie, les travailleurs ont gagné, en Allemagne, la social-démocratie a remporté une victoire électorale immense avec 46 % des voix, c'est un appui des masses allemandes à toute la politique d'ouverture à l'Est de Willy Brandt. Les élections sont un danger pour la bourgeoisie belge et les ministres préfèrent arranger un gouvernement instable en récoltant tous des morceaux, plutôt que d'envisager des élections. De toutes façon ce gouvernement prochain ne vivra pas très longtemps. La petite bourgeoisie, étudiants, employés de banques, vendeurs des grands magasins, etc... s'exprimeraient d'une manière beaucoup plus radicale, après la désagrégation des petits partis bourgeois, FDF, RW, dans lesquels ils avaient mis leur confiance.

Les dernières manifestations des étudiants, ont été importantes. Ils ont agi et continuent à se mobiliser contre Van den Boeynants, qui a du suspendre son projet de loi sur la suppression des sursis. La décision et la sécurité avec laquelle ils sont intervenus et vont continuer à le faire est un reflet de toutes les actions et du sentiment et de la volonté anticapitaliste de la classe ouvrière, des ouvrières de Sitel, des masses du Vietnam. Ce n'est pas seulement dans leurs rangs qu'ils trouvent ces forces, mais dans l'unification, l'identité d'objectifs avec la classe ouvrière.

Pour organiser, orienter et donner un programme anticapitaliste à toute cette volonté de lutte, il est fondamental, indispensable que se réalise l'unification des partis ouvriers et des syndicats pour donner une issue ouvrière à la crise capitaliste.

BILAN DES MANIFESTATIONS
POUR LE VIETNAM A CHARLEROI

(Suite de la page 3)

peuvent bien en faire autant pour une situation comme celle du Vietnam, où l'impérialisme voudrait massacrer jusqu'au dernier habitant, enfants, femmes, hommes et ses pilotes qui voient vivre ces gens avec ce sentiment de confiance et de sécurité sociale, cette allégresse de construire, même sous les bombes, ces pilotes se sentent des criminels.

3° Que ces manifestations unissent à l'expulsion des américains du Vietnam, les implications directes qu'ont les américains ici dans le chômage, la fabrication d'armes et les bases américaines.

Nous faisons notre appel de la F.S.M. (Fédération Syndicale Mondiale) de boycotter les bateaux et usines américaines et appelons le comité Vietnam à organiser ce boycott.

Les dockers ont déjà décidé cela. Mais il faut l'organiser à Zeebrugge où l'on embarque des armes pour le Vietnam. Il faut boycotter la fabrication de bombes à billes de la F.N., faire connaître que les bombes fabriquées par nous ici, tuent des enfants vietnamiens à Hanoi et Haiphong. Est-ce que, sachant cela, on va continuer à les fabriquer ? Boycoter aussi la réparation des hélicoptères de la SABCA à Gosselies, ce sont des hélicoptères américains qui servent à mitrailler des villages au Sud-Vietnam. Arrêtons de tels crimes. Et ne nous laissons pas utiliser comme des bourreaux.

4° Parcourir les rues avec des haut-parleurs sur les voitures, pour appeler toute la population à manifester.

Les participants à cette manifestation, où notre parti a participé très activement, distribué des tracts, des manifestes et vendu des publications, ont défilé pour voir leurs forces centralisées dans le même objectif : celui de lutter contre la folie impérialiste de Nixon et du Pentagone. Ceux-ci ne s'arrêteront pas car, ni avec ces bombardements, ni avec la bombe atomique ils ne pourront faire plier le peuple vietnamien qui sent qu'il lutte pour quelque chose de juste, pour le socialisme, tandis que les soldats américains, les pilotes ont le sentiment d'être des assassins. Un capitaine va être traduit en conseil de guerre pour avoir refusé de bombarder le Nord Vietnam, ainsi que quatre pilotes, il y a quelques jours. Les militaires sentent que le bou-

lot qu'ils font est celui de fumeurs à gages et ils se refusent maintenant à le faire. L'armée américaine se décomposera chaque fois plus. C'est par centaines qu'ils se soulèveront contre l'Etat-Major, et alors il ne leur restera plus qu'à les bombarder eux-mêmes, soit-disant « par erreur », comme à Danang, la plus grande base américaine au Vietnam, qu'ils ont bombardé « par erreur » en blessant des dizaines de leurs. L'impérialisme n'hésitera pas à bombarder ses militaires s'ils refusent d'obéir.

De tels bombardements sur Hanoi montrent sa nature irraisonnable, démentielle. Face à cela, il ne faut pas baisser les bras, mais déjà discuter des prochaines actions comme celles-ci, mais massives, et aussi comment le PSB permet et maintient les accords avec l'OTAN et le SHAPE. Nous appelons tous les camarades socialistes dignes de ce nom à mener une campagne ouverte pour que le PSB se prononce publiquement pour l'expulsion de l'OTAN de la Belgique.

5° Nous appelons le PC, le PSB et le PSC de Charleroi et du pays à participer à la manifestation nationale du 4 février à Bruxelles et à faire une campagne pour venir en masse.

Pour le bilan de la manifestation de Charleroi, il faudrait ajouter qu'il est absurde que des mouvements, à savoir la LRT, veulent faire croire que c'est eux qui ont organisé cette manifestation, pour s'en approprier ainsi tout le bénéfice, alors qu'il s'agit en fait d'une manifestation de Front-Unique où nous-mêmes sommes intervenus en lançant les mots d'ordre qui ont été repris par tous les manifestants.

Nous appelons ces camarades à faire preuve d'honnêteté et à laisser à leur esprit de clocher, à un moment où ce qui importe c'est d'unifier toutes les forces.

VIVE LE TRIOMPHE ET LA DECISION DES MASSES VIETNAMIENNES
VIVE LES MANIFESTATIONS DANS TOUT LE PAYS QUI MONTRENT LA DECISION DE L'AVANT-GARDE EN BELGIQUE.

POUR L'EXPULSION DES BASES AMERICAINES EN BELGIQUE CONTINUONS LA CAMPAGNE POUR LE VIETNAM. MANIFESTATION LE 4 FEVRIER A BRUXELLES.

AUX ATELIERS HANREZ : (suite de la page 1).

vraient prendre conscience aussi que le fait de ne pas prendre tous leurs jours de congés nuit à nos revendications. Sur 550 ouvriers, des centaines de jours de congés restent à prendre pour 1972.

Un problème limité, mais discuté par les ouvriers : voici deux semaines, nous avons voté pour les horaires de travail. Nous avions à choisir entre 5 positions... et c'est une 6ème qui a été appliquée. Cela n'est pas grave pour sa répercussion, mais cela montre bien ce qui ne marche pas. On ne nous consulte pas assez, on ne compte pas dans la boutique !

Derrière une « réorganisation » inoffensive, pour sauver « notre » usine, se cache une intention et des actes que nous n'acceptons pas. Chaque jour, des « temps de travail » sont diminués. Tous les ouvriers à « production » savent que toutes les occasions sont bonnes pour diminuer les temps ; même sans le moindre motif, on diminue les temps. Dans beaucoup d'endroits cela devient insupportable. A ce rythme-là, le patron nous donnera lui-même les primes dans les salaires, sans rien à perdre ! Puisque seule une minorité fait encore « tous ses bénéfices ». Nous devons sans attendre exiger l'incorporation des primes dans les salaires. Discutons tous avec nos délégués et en assemblée, comment organiser le mieux et le plus rapidement possible, cette intégration des primes. Il paraît que l'on en discute en délégation : et bien ! qu'on nous demande notre avis ! et pas en 21 minutes !

Du point de vue des salaires, nous sommes en pleine catastrophe : des centaines de salaires différents, avec des primes différentes. On parvient même à payer des primes différentes à des magasiniers-faisant le même travail ! Et ces primes diffèrent d'un mois à l'autre. Ces derniers temps, l'usine a encore enregistré de nombreux départs d'ouvriers, surtout des jeunes, qui sont les plus lésés pour les salaires, les primes aussi. 40 % des jeunes engagés ces 5 dernières années ont déjà quitté l'usine.

Aux derniers jeunes entrés cette année, beaucoup de promesses ont été faites aussi. L'apprentissage, accéléré dont on leur parle depuis quelque mois

doit leur mettre « la puce à l'oreille ». Le patron veut se servir d'eux au maximum : un rendement maximum, dans des temps minimum. Les salaires et les bénéfices... on verra après... ça viendra progressivement... C'est pour cela que bien des jeunes rentrés ces dernières années sont partis ! Eux aussi avaient été millionnaires « en promesse ».

Les jeunes et les vieux doivent se serrer les coudes. On est tous dans le même sac. Il faut forcer le patron à améliorer tout cela. Il y a quelques semaines, lors du paiement de la prime de fin d'année, nous avons arrêté le travail plus d'une heure pour protester et exiger une assemblée. Il était, paraît-il, impossible, d'obtenir plus. Tant pis pour les jeunes et les malades. Mais notre arrêt de travail a imposé une augmentation de la prime des jeunes et des malades. Ce minimum-là, sans notre arrêt de travail, nous ne l'aurions même pas eu. Et la boutique n'a pas fait faillite, et n'a pas été vendue aux américains...

Nous avons aussi montré que nous pouvions nous organiser pour faire quelque chose. Nous devons pousser au maximum nos deux organisations syndicales à agir. Si elles ne le font pas nous recommencerons.

Pensons, dès maintenant, à ce que nous voulons comme primes en avril. N'écoutons plus les « pleurnichements » qui vont venir pour nous expliquer qu'on ne saurait nous donner plus. Le dernier journal d'entreprises — du patron — était un bel optimisme pour 1973. Nous y voyons en 1973. La réalité ne semble pas correspondre aux belles promesses. Soyons attentifs. Demandons des explications claires et nettes sur la situation. Nous en avons le droit.

Tous les problèmes doivent être débattus en assemblée générale. Fini la division de l'usine en 4 secteurs ! « Tout Hanrez au réfectoire ! ». Une plus large démocratie syndicale nous permettra de mieux avancer dans la lutte pour nos revendications. Les deux organisations syndicales doivent prendre leurs responsabilités dans notre lutte.

Le 15 janvier 1973.

La cellule Hanrez du P.O.R.(T).

La crise du capitalisme belge et la nécessité de la gauche révolutionnaire. J. POSADAS. 26 novembre 1972.

(voir page 3)

« La substitution de l'Etat Proletarien à l'Etat bourgeois n'est pas possible sans révolution violente. »

Lénine.

« Sans le Parti, nous ne sommes rien; avec le Parti, nous sommes tout. »

Trotsky.

Abonnement 12 num. . . 70 F
Abonnement 24 num. . . 150 F
Abonnem. de soutien . 300 F
Correspondance :
B.P. 273 - Charleroi
C.C.P. : 9762.34 de C. Pôlet.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE



Supplément de « LUTTE OUVRIERE », ronéotypé.

SOMMAIRE :

- La nouvelle crise du dollar J. POSADAS 14.2.73
- Sur le M.P.W.
- Résolution du PCR(t) Section française.

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE

Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB 11e année 1er MARS 1973 No 184 Bi-mensuel

LE TRIOMPHE DE L'HUMANITE AU VIETNAM CONTRE L'IMPERIALISME YANKEE, L'EXTENSION DE LA REVOLUTION SOCIALISTE ET L'UNITE DU MOUVEMENT COMMUNISTE MONDIAL. J. POSADAS. 27 JANVIER 1973

PRESENTATION :

C'est avec retard que nous publions, sous forme imprimée, ce texte fondamental du camarade J. Posadas. Il a été édité dès sa parution dans un « supplément de LUTTE OUVRIERE ». Mais de ce fait, nous lui avons donné une diffusion limitée, qui traduisait un manque de compréhension de la direction du Parti, de l'importance théorique et organisationnelle de ce document. L'orientation de la direction internationale et l'exemple d'autres sections de l'Internationale — en particulier des sections d'Amérique Latine —, nous conduisit à le republier dans ce numéro de LUTTE OUVRIERE, qui sort sur 8 pages.

Ce n'est pas un article pour répondre à la situation immédiate posée après la signature des accords sur le cessez-le-feu au Vietnam. Il arme le mouvement communiste et révolutionnaire mondial pour dominer les nouvelles conditions historiques qui surgissent de cette défaite historique de l'impérialisme yankee et mondial au Vietnam. L'impérialisme n'a pas été capable de maintenir le front mondial capitaliste face au front mondial révolutionnaire des masses du Vietnam, des Etats Ouvriers et des masses du monde. Il a été vaincu par toute l'humanité. Mais il cherche comment réorganiser ces forces mondiales pour lancer la guerre atomique, tandis que les masses du monde cherchent, sur la base de ce grand triomphe, comment élever leur unification révolutionnaire pour en finir avec le système capitaliste. Le camarade Posadas compare ce triomphe à celui de la Révolution Russe en 1917. Cela fait comprendre qu'il est nécessaire de discuter profondément toutes « les expériences qui surgissent du triomphe de l'humanité au Vietnam ». C'est ce qu'ont fait en partie le PC d'URSS, et le PC Italien, quand Berlinguer au dernier Comité Central, a consacré les 3/4 de son rapport à analyser la situation mondiale « de l'après-Vietnam » comme base pour déterminer les tâches en Italie, en s'appuyant en partie sur ce texte de Posadas. C'est une discussion qu'il faut mener dans l'avant-garde communiste, socialiste, révolutionnaire en Belgique aussi !

Posadas montre aussi la profondeur du processus de la régénérescence partielle dans les Etats Ouvriers et les Partis Communistes, qui ont affrontés en front unique l'impérialisme, malgré les divergences entre les bureaucraties chinoise et soviétique. Un aspect très important, c'est la reconnaissance que Posadas exprime au nom de la IVe Internationale, au Parti Communiste Nord-Vietnamien, pour avoir accompli dignement une fonction révolutionnaire communiste face à l'impérialisme. Cela va servir de stimulant dans tout le mouvement communiste mondial pour transformer les Partis Communistes, en faire des instruments révolutionnaires pour prendre le pouvoir. C'est une tâche à laquelle la IVe Internationale participe et pour laquelle ce texte du camarade Posadas, et son analyse et orientation objective communiste, sont indispensables.

Nous appelons tous les camarades, lecteurs de LUTTE OUVRIERE, tous les militants communistes, socialistes, chrétiens, trotskystes à lui donner une grande attention et à le discuter et le faire discuter, proposer de faire, comme le PC Italien l'a fait en partie, des bilans de cette étape ouverte par le triomphe historique au Vietnam.

L'élément le plus important qui ressort du cessez-le-feu au Vietnam est la reconnaissance de fait que l'impérialisme n'a pas eu la force de s'imposer d'écraser, d'assujettir, de soumettre la volonté de combat d'un pays socialiste, d'un Etat Ouvrier, alors que le reste du monde — y compris les Etats capitalistes — ont soutenu des mesures qui allaient contre l'impérialisme yankee. Toute la campagne, l'agitation, les mouvements de tous les pays du monde se sont dirigés contre l'impérialisme yankee et de chercher à écraser le Vietnam. Car cela signifierait l'élévation de la ter ouvertement, ou matériellement.

Les conséquences et conclusions de ces faits sont beaucoup plus importants que ce que l'on peut voir maintenant ou d'ici quelques jours, parce que c'est un problème de système contre système. Par intérêt de classe (et même contre son intérêt commercial) le capitalisme est obligé de se mettre aux côtés de l'impérialisme yankee et de chercher à écraser le Vietnam. Car cela signifierait l'élévation de la décision de la classe capitaliste de s'unifier contre son ennemi le socialisme, l'Etat Ouvrier, contre le Vietnam. Au lieu de cela, l'immense majorité des pays capitalistes ont agi en sens contraire, faisant pression sur l'impérialisme yankee pour qu'il cède, qu'il fasse un accord ou arrête les bombardements.

C'est la preuve de la division, de l'indécision du capitalisme mondial, de son sentiment de pessimisme. Sans être défaitiste, il est pessimiste quant à l'avenir. En son sein de petites couches sont défaitistes. Ne décidant pas, elles préfèrent — faute de perspectives — s'accommoder de ce qui pourrait arriver.

Une autre conclusion fondamentale, c'est que les peuples du monde ont vu l'impuissance du capitalisme à écraser une révolution en marche. Ils ont vu que cette révolution en marche, le Vietnam, a le soutien de tous les Etats Ouvriers. Ils comptent inexorablement sur cet appui. Ce n'est pas une révolution quelconque mais

une révolution qui construit un Etat Ouvrier, où tout a été étatisé et structuré dans les mains de l'Etat. L'impérialisme a été impuissant. Il n'a pas pu, ne peut pas et ne pourra pas faire plier les masses du Vietnam. De même que le Vietnam a reçu l'appui de tous les Etats Ouvriers, les masses vietnamiennes représentent la volonté de triomphe de l'immense majorité du monde.

Il ne s'agissait pas d'un banc d'essai mais d'un affrontement système contre système, et on a pu voir que dans cette étape du règlement de comptes final, le système capitaliste se présente divisé, déconcerté, tandis que les Etats Ouvriers, malgré leurs divergences comme celle entre l'URSS et la Chine, se présentent unifiés. Malgré de profondes divergences intérieures, des luttes de camarillas, de bureaucratie, (plus particulièrement la bureaucratie chinoise, qui cherche à se développer dans un sens nationaliste réactionnaire), tous les Etats Ouvriers sont parvenus à concentrer, à centraliser l'appui des masses du monde.

Le Vietnam a influencé, en l'impulsant, la volonté de combat des masses du monde, tandis que l'impérialisme n'a pu attirer, soumettre ou imposer aucun mouvement, d'une quelconque importance. Même des pays capitalistes comme l'Angleterre, en partie la France, l'Italie, l'Allemagne ne se sont pas prononcés directement. C'est une preuve de la manière dont les esprits et les classes s'ajustent en vue du règlement final des comptes, comment les uns et les autres se préparent.

Le Vietnam n'était pas un pays quelconque, un pays soumis. Ce n'est pas St-Domingue que les Yankees ont envahi. Le Vietnam est un pays socialiste, il influence toute l'Asie. Il est avec la Corée le centre d'influence de toute l'Asie. Pourtant le régime capitaliste s'est concentré pour écraser le Vietnam et il a échoué. Il n'a pas

échoué seulement parce que le peuple vietnamien était résolu et décidé, et a eu la capacité, le courage social historique de tout supporter, mais parce qu'il était soutenu par la lutte des masses du monde, par l'exemple des masses du monde. La volonté des masses du monde l'influencait chaque jour, chaque heure, à chaque moment, avec le triomphe de grèves, d'occupations d'usines, de progrès dans les luttes des masses, de triomphes des tendances socialistes, nationalistes de gauche, catholiques de gauche, avec le progrès des luttes de masses et de leurs conquêtes, grâce aux occupations d'usines, de villages et de villes, aux manifestations et meetings de front unique des masses du monde, à l'unification des centrales syndicales, aux manifestations de front unique entre socialistes (suite page 2)

EDITORIAL :

L'INCAPACITE DU GOUVERNEMENT FACE A L'INFLATION ET LE DEVELOPPEMENT DE GREVES ET MOBILISATIONS DES MASSES EN BELGIQUE ET EN EUROPE.

C'est avec un plan complètement inopérant que le gouvernement pense faire face au processus d'inflation. Aucune des mesures prises n'attaque directement, ni la classe ouvrière (car ils ne bloquent pas les salaires), ni le capitalisme car ils ne majorent pas les taxes et laissent les mains libres aux indépendants. Ceci est évident. Le gouvernement a peur de toucher n'importe quel secteur, par crainte de déclencher un sérieux processus dont il est en train de voir les résultats maintenant en Angleterre. Le gouvernement conservateur anglais veut bloquer les salaires. Depuis, ils doivent faire leurs œufs frites le matin sur du charbon car les ouvriers du gaz font la grève. Ils doivent aussi parcourir les rues dans des immenses embouteillages car les trains et le métro sont aussi en grève.

Mais ce n'est pas le privilège de l'Angleterre. En Italie, deux grèves générales avec des manifestations, à Rome, de 200.000 métallurgistes qui expriment que ce qu'ils cherchent c'est le pouvoir. En France, le capitalisme et Pompidou se préparent à faire leurs valises car la gauche se prépare à leur donner un coup de pied. Les aiguilleurs font grève en France et en Belgique.

Et c'est avec un tel plan que la tripartite belge veut faire face à la crise capitaliste, au mouvement permanent de grèves dans les usines, glacières, aéroports, bureaux, écoles, instituts... Cela montre, d'une part, l'incapacité de la bourgeoisie, la crise de son équipe dirigeante, et l'imbécillité de certains socialistes de participer à une marche de kamikazes comme l'est cette tripartite. (suite page 8)

Le triomphe de l'humanité au Vietnam contre l'impérialisme yankee, l'extension de la révolution socialiste et l'unité du mouvement communiste mondial. J. POSADAS. 27 janvier 1973.

tes, communistes, catholiques et nationalistes de gauche et mouvements syndicaux.

C'est dans cette étape que la guerre du Vietnam a eu lieu; ces cinq dernières années il y a eu un processus d'élévation constante de la concentration, de la centralisation de la volonté de triomphe des masses. Cela doit être clair et net. La guerre ne s'est pas faite indépendamment, ni à n'importe quel moment. Elle s'est faite dans ces conditions. Au cours de ces cinq dernières années les masses vietnamiennes ont senti qu'elles étaient soutenues par la volonté, par l'élévation de la lutte révolutionnaire des masses du monde qui accablait chaque pays capitaliste — en particulier, la France, l'Angleterre, l'Allemagne, la Belgique, l'Italie, les Etats-Unis. Dans chaque pays capitaliste, la lutte des masses a approfondi une crise plus grande, qui a aiguë, qui a aiguë et qui aiguë les contradictions internes du système capitaliste. Les masses vietnamiennes n'ont pas mené une lutte de façon indépendante. Elles l'ont menée dans ces conditions-là. Tandis que les masses développaient la lutte au Vietnam, en Angleterre, aux Etats-Unis, au Japon, en Allemagne, en France, en Italie, les masses élevaient, élèvent et élèveront leur niveau de lutte. Elles assiégeaient le capitalisme, l'empêchaient de trouver les moyens et les bases pour s'unifier, pour décider d'une intervention en faveur de l'impérialisme yankee. Ce n'était pas la volonté qui manquait au capitalisme mondial pour intervenir aux côtés de l'impérialisme yankee — il ne manque et ne manquera pas de volonté — c'est la lutte des masses du monde qui l'en a empêché.

C'est la lutte des masses du monde sous forme de grèves, de lutte électorales, d'occupations d'usines, de front unique, qui, dans chaque pays, a empêché la bourgeoisie de s'unifier, de triompher, de décider, d'intimider et de réprimer les masses et l'a empêché de stimuler l'impérialisme yankee avec les armes atomiques. Tandis que cette lutte des masses du monde accablait la bourgeoisie de chaque pays, que se développaient l'élévation dans les Etats Ouvriers, les rectifications, les crises intérieures très profondes — comme celle de Yougoslavie, Pologne, Hongrie, Union Soviétique, Tchécoslovaquie — des changements favorables au développement des Etats Ouvriers. Dans tous ces pays, à commencer par la Yougoslavie, il y a un progrès constant, ininterrompu.

En même temps que cette élévation dans les Etats Ouvriers, il se produit une plus grande participation de ceux-ci à la lutte des masses du monde,

un plus grand appui aux mouvements d'Amérique Latine, d'Asie et d'Afrique — appui sous forme politique, économique, sous forme de prêts, très avantageux, d'assistance scientifique et technique gratuite, sous forme d'armements et de techniciens militaires, une augmentation des échanges commerciaux avec tous ces pays. Tout cela a déterminé, détermine et déterminera un accroissement des relations, beaucoup plus étroites, entre les Etats Ouvriers et les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine. Ce processus à son tour va impulser dans les Etats Ouvriers une augmentation des corrections, des rectifications, des conclusions de méthodes bureaucratiques, en éliminant des postes et des secteurs fondamentaux de la bureaucratie.

L'impérialisme yankee s'est lancé à la tâche d'écraser le Vietnam dans ces conditions de l'histoire. Il a échoué parce que les masses vietnamiennes l'ont fait échouer en s'appuyant sur ces conditions historiques. C'est un exemple pour n'importe quelle action importante dans le monde entier. C'est pour cette raison que nous disons que dans le cas de toute élection importante, dans n'importe quelle partie du monde, ce sont toutes les masses du monde qui votent! Toutes! Elles ne déposent pas toutes un bulletin dans l'urne, mais elles stimulent par leurs luttes, par leurs pressions, les masses de chaque pays à prendre des décisions à gauche, à gagner la petite-bourgeoisie, le petit commerçant, le petit artisan, à décider les paysans, influencer et gagner les militaires, les nationalistes, l'église. Les masses de chaque pays ne participent pas directement aux élections d'un autre pays, mais elles font pression, elles font sentir leur propre décision, et participent indirectement. Elles ne déposent pas de bulletin dans l'urne, mais dans les pays où il y a des élections, les masses sont impulsées par les luttes dans le reste du monde, contre le système capitaliste. Il faut donc prendre cette défaite de l'impérialisme yankee comme une conséquence de ce processus.

La lutte des masses du Vietnam prend alors une immense valeur. Leur héroïsme social historique — qui se base sur cette conclusion — démontre aussi qu'on dispose d'une puissance invincible quand on comprend le processus historique et qu'on s'y appuie. Sans la résistance des masses du Vietnam, les Etats Ouvriers n'auraient pas été stimulés et obligés à intervenir. Si elles avaient faibli, l'impérialisme les aurait balayées.

LA VOLONTE INEBRANLABLE DE TRIOMPHE DES MASSES DU VIETNAM

L'intervention de l'URSS et de la Chine a été importante, et fondamentalement l'aide militaire soviétique. Mais quel effet aurait l'aide militaire sans la volonté de triomphe des masses? Ce sont elles qui ont voulu lutter. C'est ici que l'on voit la valeur immense du fonctionnement et de la volonté des masses de lutter comme parti révolutionnaire. Elles n'ont pas pu s'adresser comme un parti aux masses du reste du monde, mais elles ont eu l'exemple de ce que les masses vietnamiennes ont lutté pour soutenir la conquête que représente l'Etat Ouvrier. Elles n'ont pas lutté pour la terre, la patrie ou pour une augmentation de salaires, de meilleures conditions de travail, mais pour défendre une terre dévastée sur laquelle elles vont construire le socialisme. Elles ont montré qu'elles ne redoutaient pas de voir tout abattre, liquidé. Elles reconstruisent tout! Elles ne défendent pas d'intérêts matériels, ce n'est pas cela qui les lie à la défense du Vietnam. Elles démontrent que l'intelligence et la raison sont dans leur conscience socialiste. Elles ne cherchent pas simplement à vivre mieux. La vie meilleure que va procurer le socialisme, sera une relation humaine supérieure au régime capitaliste. Il est certain que le socialisme résout les problèmes économiques. Cependant l'humanité ne cherche pas à établir une meilleure relation économique, mais une meilleure relation humaine. Le Vietnam en est l'exemple.

Le Vietnam équivaut à 10 guerres atomiques. C'est un petit pays encerclé assiégé. Les bombes déjà lancées par les Yankees depuis vingt ans — et en particulier ces dix dernières années, de destruction et reconstruction — suffisaient à décourager n'importe quel pays, à le décomposer et le détruire

moralement. Les masses vietnamiennes n'ont pas été détruites, ni physiquement, ni moralement: il y a eu des milliers de morts, mais elles se sont transmises le courage, la décision et la certitude de l'invincibilité du socialisme.

Il faut rendre hommage au parti communiste du Vietnam parce qu'il a su préparer une telle capacité historique. Ce qui est essentiel pour le progrès de l'histoire n'est pas ce qu'il a fait ou n'a pas fait dans le passé, mais le fait qu'il ait été capable d'organiser une telle volonté, un tel parti. Il faut considérer aussi que cette volonté vient des masses du monde mais elle a été transmise par l'organisation du Parti communiste du Vietnam. L'action historique accomplie, compense, corrige les erreurs historiques commises.

Les masses vietnamiennes ont montré aux masses du monde qu'elles ne se laissent pas intimider par les bombes ni par les destructions, mais qu'elles sont guidées par leur volonté de construire le socialisme. C'est pour cela qu'elles reconstruisent immédiatement tout ce qui a été détruit, tout en sachant que les Yankees vont recommencer les bombardements le lendemain, car l'accord de cessez-le-feu est très fragile. Mais les masses ont déjà la preuve que ce ne sont pas les bombes qui gagnent, mais la volonté socialiste de triompher.

L'impérialisme a lancé sur le Vietnam des bombes ayant la même capacité de destruction que des armes atomiques, avec l'intention d'épouvanter le peuple vietnamien. Il cherchait à faire pression sur lui, à provoquer la crainte de l'avenir, la peur de voir ses propriétés détruites. Mais le peuple et le gouvernement vietnamiens ont été capables d'organiser la vie des masses avec une telle assurance qu'elles ne se sont pas laissées intimider ni par les bombes, ni par les destructions. Avec cette action, on voit une fois de plus que cette volonté ne venait pas seulement du Parti communiste et du gouvernement vietnamiens, mais aussi des masses du monde qui se transmettaient leur assurance les unes aux autres. Les masses du Vietnam

voyaient, sentaient et recevaient cette même volonté et cette assurance. Elles le prénaient comme un stimulant pour leur propre organisation. Derrière chaque guerillero, derrière chaque soldat vietnamien les masses du monde étaient présentes. Il y avait la présence des grèves en Italie, en France, en Allemagne, en Argentine, du triomphe du Parti socialiste et communiste au Japon, la défaite électorale et sociale du capitalisme, des grèves du monde entier, des mouvements dirigés contre l'impérialisme — pas seulement contre la guerre mais aussi pour le retrait de toutes les troupes du Vietnam.

Il n'y a jamais eu de démonstration plus éclatante dans l'histoire: dans les actions locales se développe tout un processus mondial. L'impérialisme a essayé d'intimider, d'écraser le moral et la volonté des masses du Vietnam, pour étouffer la lutte des masses d'Asie et du monde. Il a essayé de les intimider pour continuer à écraser les masses du reste du monde, et pour préparer l'attaque contre les Etats Ouvriers. Les masses du Vietnam, comme auparavant les masses de Corée, de Chine, comme les autres Etats Ouvriers et l'U.R.S.S. en 1947, ont montré qu'elles luttent pour le progrès et pour des relations humaines supérieures — qui comportent aussi une relation économique supérieure. Elles veulent diriger elles-mêmes la société, elles veulent en finir avec l'exploitation, avec la mauvaise répartition, elles veulent vivre «à chacun selon ses besoins» et non «à chacun selon sa capacité». Les masses du Vietnam ont montré qu'on peut déjà vivre maintenant «à chacun selon ses besoins» et non «à chacun selon ses capacités». Le Vietnam a développé des principes qui vont très bientôt peser dans les relations au sein des Etats Ouvriers et dans le reste du monde.

LA FAIBLESSE ET LA DESARTICULATION DU FRONT MONDIAL

CAPITALISTE ET L'ELEVATION DU FRONT UNIQUE

OBJECTIF DES MASSES DU MONDE

L'impérialisme a été vaincu, montrant toute son impuissance aux yeux des masses du monde, et cela malgré ses armes et sa capacité militaire — en avions ou en armes atomiques. La volonté de triompher des masses du monde est supérieure à tout cela. D'autre part, le cessez-le-feu que l'impérialisme a été obligé de signer est un résultat de la combinaison entre cette volonté des masses du Vietnam et l'existence des Etats Ouvriers. Il ne faut pas se tromper sur cette conclusion. Si les Etats Ouvriers et leurs armes atomiques n'avaient pas existé, l'impérialisme aurait lancé des bombes atomiques sur le Vietnam. Mais maintenant ce n'est plus seulement l'Etat Ouvrier Soviétique et ses armes atomiques qui entrent en jeu, ou bien l'Etat Ouvrier Chinois, ou bien les puissants Partis Communistes italien, français ou japonais: c'est tout l'ensemble qui intervient.

L'impérialisme aurait déjà lancé la guerre atomique si les Etats Ouvriers et leur puissance atomique n'avaient pas existé ou n'avaient pas fait une telle intervention. Mais ceux-ci mènent une politique davantage dirigée à répondre aux besoins de la révolution, au développement de la lutte des masses du monde. Sans en venir à soutenir la lutte révolutionnaire, ils donnent un appui plus grand à la lutte des masses du monde; ils s'orientent de façon beaucoup plus précise à chercher l'unification, des relations supérieures entre les Etats Ouvriers, avec la lutte des masses du monde, comme un moyen d'atteindre un stade supérieur et plus avantageux pour la lutte des Etats Ouvriers et des masses du monde.

Mais la seule existence des Etats Ouvriers ne suffit pas. Ils ne seraient pas intervenus comme ils l'ont fait

si l'y avait pas eu la lutte des masses du monde, du Japon, d'Angleterre, de Belgique, les triomphes électoraux des masses dans le monde entier, des partis communistes et socialistes, les grandes grèves et occupations d'usines, les grands fronts uniques, les actions unifiées des masses du monde. Il y a un processus unifié de cause à effet sur lequel il faut s'appuyer et qui doit servir de guide pour élaborer la politique de tous les partis communistes, de tous les partis socialistes, de toutes les centrales ouvrières, de tous les grands syndicats.

Dans le rapport de forces mondial, le capitalisme a montré son impuissance. Il n'est pas seulement perdant: il est impuissant! Les conditions existent déjà pour faire un front unique mondial de tous les Partis communistes

(suite page 4)

NOUS SALUONS AVEC UNE TRES GRANDE JOIE REVOLUTIONNAIRE LE TRIOMPHE DE L'UNION POPULAIRE AU CHILI ET EN FRANCE. AU CHILI COMME EN FRANCE, CELA EXPRIME ELECTORALEMENT LA VOLONTE DES MASSES DE PRENDRE LE POUVOIR, ET LA CRISE TOTALE, SOCIALE DU CAPITALISME QUI NE VA PAS POUVOIR SUPPORTER DE TELS TRIOMPHE ET PREPARE LA GUERRE CIVILE.

Texte du télégramme envoyé à SALVADOR ALLENDE.

Camarade Allende. — Palais Gouvernemental, Santiago, Chili.

Au nom du Parti Ou. Rév. (trotsky.) IVE Inter. Posadiste et prolétariat Belge. — Saluons triomphe Unidad Popular — expression revolution. — masses continuer continuer transformation Socialiste Chili.

LA CRISE DU CAPITALISME BELGE ET LA NECES- SITE DE LA GAUCHE REVOLUTIONNAIRE.

26 novembre 1972

J. POSADAS

PRESENTATION :

Nous saluons avec une très grande joie révolutionnaire ce texte du camarade Posadas sur la Belgique. D'emblée il situe la crise du capitalisme belge dans le monde. Ce qui détermine la crise, c'est l'avance des luttes de la classe ouvrière, le processus de régénérescence partielle dans les Etats Ouvriers, la crise de croissance des Partis Ouvriers. Dans tous les Etats Ouvriers et le mouvement ouvrier mondial il y a une lutte contre la bureaucratie. Ce processus fait pression avec une telle profondeur qu'une partie même de la direction bureaucratique — fondamentalement en Union Soviétique — ne peut plus agir uniquement bureaucratiquement. De tels changements ne sont pas déterminés par la préparation marxiste antérieure de ces directions, mais par la pression de la révolution mondiale, par le triomphe de l'humanité au Vietnam, et par la « crise globale » du système capitaliste, qui écarte du capitalisme des couches très vastes de la petite-bourgeoisie et les incorpore au camp de la révolution : intellectuels, cadres, militaires, paysans, l'Eglise.

Ce processus mondial fait comprendre la profondeur et le caractère irréversible de la crise du capitalisme en Belgique. C'est une crise sociale, économique et de direction politique également. Le capitalisme n'a plus la force d'imposer une issue fasciste dont il aurait besoin. Toutes ses tentatives réactionnaires se heurtent à la résistance, les mobilisations et les luttes des masses. Pour cela l'échec d'imposer « la loi Vranckx, la loi Van den Boeynants, la loi des revenus, le gouvernement fort.

La conclusion fondamentale de ce texte c'est qu'il est indispensable — et très possible! — d'organiser le Front Unique des Partis ouvriers et des syndicats pour imposer un gouvernement de gauche, préparant le renversement du régime capitaliste. La bourgeoisie est divisée, mais les directions ouvrières le sont aussi. Pour donner une issue anti-capitaliste à la crise en Belgique, il faut que la gauche socialiste, communiste, chrétienne, syndicale s'arme du programme anti-capitaliste — prenant l'exemple du programme de la Gauche en France, et donne comme objectif à toutes les luttes : A BAS LE SYSTEME CAPITALISTE ! Nous appelons les militants du PC, du PSB, de la FGFB et de la CSC, les militants qui se revendiquent du trotskysme, les groupes révolutionnaires à lutter pour ce front et pour construire le courant de gauche révolutionnaire.

Les événements en Belgique découlent et font partie de la structure du monde. Le cours mondial de la révolution se caractérise fondamentalement — non exclusivement — par l'élévation des Etats Ouvriers. Ce sont le développement des Etats Ouvriers, les luttes révolutionnaires des masses, le progrès en tout sens de l'intervention des masses, qui déterminent dominant et structurent le cours de l'histoire. Le capitalisme se défend, tout en ayant de moins en moins de possibilité de se maintenir. L'avance des Etats Ouvriers s'impose dans le domaine de la culture, de la science, de l'art, des relations sociales, de l'économie, et même de la guerre. Le capitalisme ne dicte plus aucune norme importante; au contraire, il est obligé d'accepter que le progrès de la révolution s'impose à lui. Ce progrès s'exprime, de façon concentrée, dans les Etats Ouvriers. Mais ce n'est pas seulement là qu'il se manifeste. Le Vietnam l'exprime aussi au travers des discussions très profondes qu'est en train de faire le Parti Communiste, et de la présentation d'un programme trotskyste. Ce progrès se manifeste également dans la crise des Partis Communistes, dans lesquels des ailes cherchent et veulent avancer dans la voie d'un programme communiste qui consiste à éliminer les phases d'alliances, d'accords, de maintien de mesures capitalistes, pour passer directement au renversement du système capitaliste.

La volonté de triomphe des masses est l'élément essentiel qui anime et dynamise ce processus. Telle est la structure du monde; c'est d'un tel centre que partent ensuite toutes les forces pour aller vers la périphérie, ni le capitalisme, ni la bureaucratie des Partis communistes des Etats Ouvriers ou des pays capitalistes n'ont la force, la capacité, les perspectives de contenir ce processus. Tout ce qu'ils font, c'est d'essayer de diminuer, de ralentir le rythme du processus, mais ils ne peuvent ni l'arrêter ni le faire reculer. Ils peuvent, tout au plus, en ralentir le rythme. Ce processus englobe le monde entier. Les relations mondiales sont caractérisées par cette relation. Cette pensée domine tout, tout. Elle a déjà créé, au sein de la classe capitaliste, la notion, le sentiment de défaite, d'impuissance, d'incapacité, une incertitude constante. Cette insécurité se développe avec chaque fois plus d'ampleur. Elle s'exprime bien clairement, dans la réunion des 9 pays qui préparent la conférence sur la sécurité européenne. Cette conférence va se préparer, avec un des principaux pays de l'OTAN, la Belgique plongé dans une crise sans issue. En Angleterre, le gouvernement est près de tomber et ils vont à cette conférence en plein désaccord. En Italie, il y a un progrès des Partis socialistes et communistes. Voilà ceux qui vont aller discuter de « la sécurité européenne ».

Aux Etats-Unis, il y a un processus constant de recul de l'autorité du gouvernement capitaliste face aux masses, à la petite-bourgeoisie. En Allemagne, le triomphe de Willy Brandt résulte d'un progrès très important du Parti Socialiste et des syndicats. Les syndicats, le Parti Socialiste, les masses non syndiquées ont cherché à se prononcer de façon concentrée — au moyen de ces élections — pour le progrès socialiste de l'Allemagne. Tel est le vote global de l'Allemagne : pour le progrès socialiste ! Les forces qui ont poussé à un tel vote proviennent des luttes des syndicats, de la participation de la jeunesse.

Cette jeunesse n'est pas intervenue abstraitement, elle a été influencée par les syndicats. Elle ne peut pas, en tant que telle, donner une solution politique. Mais c'est elle qui reflète, exprime, peut sentir et manifester la volonté, la décision d'avance vers le pouvoir. En Allemagne, la jeunesse s'est incorporée à la lutte, avec une magnifique décision d'appuyer Brandt et de soutenir le mouvement pour le Vietnam contre l'impérialisme. Elle a été et elle est influencée par la lutte constante, ininterrompue des syndicats, qui à son tour, a influencé le Parti Socialiste; le cours mondial de la révolution a influencé les syndicats et ceux-ci entraînent les masses allemandes.

DOCUMENTS RECENTMENT PARUS :

— La fonction de la cellule et la formation du militant comme dirigeant de la lutte pour le pouvoir et de la construction du Socialisme

21 novembre 1972

J. POSADAS

— La crise totale du système capitaliste, le développement sans contention possible de la Révolution Socialiste Mondiale et la nécessité de l'Unité du Mouvement Communiste Mondial

21 octobre 1972

J. POSADAS

Ces documents sont en vente sur demande à l'adresse du Parti.

Il y a un progrès très grand des Etats Ouvriers, dans un aspect vital pour leur développement vers le socialisme, qui est la lutte intérieure contre la bureaucratie. C'est une lutte encore limitée, car elle n'est pas programmatique. La lutte programmatique est à peine ébauchée.

Ils veulent liquider certaines initiatives et objectifs; mais ils laissent encore entières les bases qui ont permis à ces directions d'exister : c'est à dire l'économie de marché, la réduction des plans économiques, la désarticulation et la décentralisation de la production et — fondamentalement — l'absence de fonctionnement soviétique dans les Etats Ouvriers. Le retour au fonctionnement démocratique soviétique : dans laquelle toute la population intervient et discute de la même manière l'économie, la géographie, la distribution des aliments, les prix; il n'y a pas de divisions de pouvoirs; il y a une centralisation de la direction, à la différence du système capitaliste.

Tel est le cours suivi par l'Etat Ouvrier; c'est un processus d'avance, d'extension constante. Il n'y a pas encore de détermination programmatique. On ne discute pas encore de chasser les bureaucrates de l'administration, de faire intervenir toute la population pour décider. On ne discute pas encore de tout cela. Il s'agit encore de luttes au sein de l'appareil bureaucratique; mais un secteur cesse déjà, pour l'essentiel, d'être bureaucratique, et se met à agir en fonction de mesures, d'objectifs, de programme, de politique qui se heurtent à tout l'appareil, et la structure bureaucratique. Un secteur se heurte déjà à tout cela. Manifestement, il y a un heurt constant entre la structure bureaucratique et ce secteur qui cherche à comprendre, à répondre au besoin de progrès de l'économie, de la science, de la technique, et surtout, au progrès social révolutionnaire du monde; il cherche à comprendre, il se sent attiré et impulsé par ce processus; il ne peut pas arrêter, retenir ni éluder ce processus; si ce secteur le fait, un autre viendra le remplacer. Mais ce processus exerce encore son influence de façon désarticulée. Il cherche une cohérence qui puisse s'exprimer au travers de la direction. Mais comme il n'est pas parti d'une direction centralisée ou consciente, il s'exprime encore de façon désarticulée, très hétérogène.

Le processus de la révolution politique est en élévation. Mais celle-ci n'est pas le produit d'une conception programmatique. Même en Union Soviétique, ce progrès ne se réalise pas au travers d'une direction qui sentirait le besoin de revenir à la démocratie soviétique. Le processus ne part pas de cette conception. Il n'a pas de programme, ni d'objectif, il n'a pas de point de départ. Il est surgi empiriquement,

LA CRISE DE DIRECTION BOURGEOISE EN BELGIQUE FAIT PARTIE DE LA CRISE TOTALE DU SYSTEME CAPITALISTE

Il y a une crise dans les Etats Ouvriers, dans tous les partis communistes. Il y a une crise également dans tous les partis capitalistes, dans la bourgeoisie mondiale. Chaque direction du mouvement ouvrier se trouve face à la nécessité de répondre par des mesures de lutte à la très grande pression, initiative qui part de la classe ouvrière et entraîne la petite-bourgeoisie. De plus en plus souvent, la petite bourgeoisie — fonctionnaires d'Etat, paysans —, hauts fonctionnaires — interviennent dans la lutte à un niveau toujours supérieur.

Il y a un progrès constant de l'initiative des masses, de leur résolution combative. Ceci oblige les dirigeants des partis communistes à donner une réponse, pour ne pas rester en arrière, à l'écart, pour ne pas être eux-mêmes balayés. C'est l'initiative des masses qui impose ce processus. Les masses montrent clairement, par leur résolution, qu'elles ont l'initiative. Toutes les initiatives les plus importantes sont celles qui surgissent des usines, des quartiers ouvriers. Les moins importantes viennent des partis — inclus les partis communistes. Même quand les Partis communistes sont obligés de recueillir, de recevoir la pression des masses, ils la limitent, ils essaient de la contenir; ils ne lui donnent pas toute sa force. Pourtant c'est le devoir d'une direction de recueillir l'initiative des masses, la comprendre et la lier au reste de la population. C'est le devoir de tout parti révolutionnaire, de recueillir l'initiative des masses, et de comprendre quand les masses annoncent, par leur combat, qu'elles sont disposées à prendre le pouvoir. Si les masses veulent prendre le pouvoir, cela crée les bases, les conditions pour le prendre. Quand les masses veulent prendre le pouvoir, elles entraînent toute la population extérieure aux usines : la petite-bourgeoisie, les paysans, les fonctionnaires, et aussi l'armée.

Ces conditions se développent de plus en plus favorablement dans le monde. Il faut étudier à fond cette analyse pour la communiquer, dans la discussion, dans les textes, pour avoir une solide base de compréhension qui permet ensuite de comprendre tout le cours du processus. Les Etats Ouvriers et les masses forment un bloc invincible qui unit la capacité des 14 Etats Ouvriers à la volonté révolutionnaire des masses. C'est de là que partent toutes les initiatives, tout le progrès, toutes les activités importantes de cette étape de l'histoire. Les initiatives ne partent d'aucun pays capitaliste, d'aucun bloc capitaliste. Ils n'en ont pas la force, la capacité, ils n'ont pas de perspectives. Ils perdent chaque fois plus leur appui social. Si on fait une comparaison historique, il y a aujourd'hui 100 fois plus de raisons qu'avant, d'instaurer le fascisme, pour assurer la survie du capitalisme.

(suite page 6)

LE TRIOMPHE DE L'HUMANITE AU VIETNAM CONTRE L'IMPERIALISME YANKEE SOCIALISTE ET L'UNITE DU MOUVEMENT COMMUNISTE MONDIAL.

(suite de la page 2)

tes, de tous les partis socialistes, de tout le mouvement ouvrier et révolutionnaire du monde, sur la base d'un programme de lutte pour chasser l'impérialisme de partout dans le monde. Le chasser de partout! Voilà la conclusion vivante et logique. L'impérialisme, n'a pas abandonné le Vietnam, il a dû céder!

Entre autres raisons pour lesquelles il cède, il y a la recherche pour rétablir le front unique mondial de l'impérialisme, lui-même à la recherche de meilleures conditions. La désarticulation du capitalisme mondial a affaibli et affaiblit le système capitaliste: l'impérialisme yankee a cherché à l'entraîner dans la guerre du Vietnam.

Les récents bombardements, qui correspondent à autant de bombes atomiques, ont eu pour objectif d'écraser, d'épouvanter, de soumettre les masses du Vietnam et d'essayer de faire pression sur les Etats Ouvriers pour qu'ils ne répondent pas militairement, et d'entraîner le capitalisme à intervenir. Les masses du Vietnam et du monde entier ont continué la lutte sans hésiter.

En plein danger de guerre atomi-

que, les masses d'Europe, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine ont fait des grèves, des occupations d'usines, remporté des triomphes électoraux. Il y a eu des progrès au niveau des programmes de gauche, de gouvernement de gauche et d'élections où la gauche a triomphé, que ce soit au Chili, en Europe ou au Japon. Le capitalisme a échoué. Ce cessez-le feu est imposé par la volonté des masses du Vietnam, du monde, et les Etats Ouvriers, par l'unification de fait qui existe entre les Etats Ouvriers et les masses du monde et le Vietnam. Il y a un front unique de fait, mais sans coordination parce qu'il n'y a pas une direction qui organise. Les masses du monde agissent de manière coordonnée, en cherchant à accentuer ce qu'il y a de meilleur, en cherchant à s'y centraliser. L'événement le plus récent est le gouvernement qui vient d'être constitué en Belgique: on y a mis des ministres de gauche pour avoir des points d'appui dans l'aristocratie ouvrière pour essayer de contenir la lutte de classe des masses. Ce qui veut dire que le capitalisme ne peut pas sortir de cette crise par ses propres moyens.

L'IMPERIALISME NE PEUT PAS ADMETTRE SA DEFAITE AU VIETNAM

L'impérialisme yankee a senti la faiblesse du front mondial capitaliste. Il a essayé de se lancer dans la guerre atomique, il a menacé, mais le front mondial capitaliste s'est montré faible. Les capitalistes ont vu que la guerre était leur propre fin, et l'ont fait savoir à l'impérialisme. Ils ont vu que les Etats Ouvriers se préparaient à répondre, que les masses du monde n'étaient pas intimidées par le danger, par la menace de guerre atomique. L'impérialisme a dû reculer. Mais il recule pour se mieux préparer, il recule pour faire de nouveaux sauts, pour essayer de remettre de l'ordre dans le front mondial capitaliste, en préparant des conditions qui lui permettent de choisir le moment de se lancer à la guerre. L'impérialisme n'a pas reculé, il n'a pas abandonné ses intentions de guerre: il a reculé dans son offensive sur le Vietnam, mais il la prépare à nouveau, autrement.

Tandis que l'impérialisme yankee essaie de préparer ce front mondial capitaliste, les masses du monde ont montré qu'elles étaient, elles, préparées dans un front unique mondial. Jamais dans l'histoire il n'y a eu comme aujourd'hui un tel mouvement mondial, qui ait concentré unanimement tant de mobilisations, y compris à l'intérieur des Etats Ouvriers. Les mobilisations dans les Etats Ouvriers ont eu un effet immense, sur l'impérialisme yankee lui-même, qui va entrer dans la guerre sans confiance et sans sécurité propre, assiégé et harcelé de partout. Il cherche des conditions qui lui permettent de lancer un coup de griffe, puis la guerre, qui en ce cas, sera atomique.

L'impérialisme ne peut pas admettre sa défaite au Vietnam. Il doit l'accepter, mais il ne va pas s'en accommoder. Il va chercher à répondre de manière foudroyante. Il faut s'y préparer et avertir les masses du monde de ce danger, en faisant une mobilisation mondiale, des assemblées, des meetings, des réunions, constantes, une agitation et une lutte constantes pour aller au pouvoir dans chaque pays. Cela donnera aux masses américaines une immense impulsion pour maintenir et élever leur lutte à l'intérieur des U.S.A.

Le cessez-le-feu va avoir des conséquences très graves pour le capitalisme. La bureaucratie soviétique et le PCUS ne peuvent pas le prendre simplement comme un triomphe. C'est une impulsion aux luttes des masses. Il est certain que l'impérialisme yankee va chercher à utiliser la Chine contre l'URSS. Il va même chercher à stimuler la Chine en y faisant des investissements, en lui accordant des crédits, et en augmentant le commerce avec elle, ce qui lui permettra d'avoir une plus grande influence sur elle. L'impérialisme est désorienté, il ne sait que faire, que répondre. Le capitalisme est paralysé. Il n'a pas de mesures à proposer. Son intérêt est d'être du côté des yankees pour écraser le Vietnam et l'URSS. Ils ont essayé de le faire, ils ont perdu. Ils se sentent impuissants, désorientés, ils ne savent que faire.

L'impérialisme yankee cherche comment reconstruire son front intérieur pour passer ensuite à l'offensive à bref délai. Pendant ce temps, tous les capitalistes cherchent comment se placer. Il n'y a pas un plan capitaliste. Personne ne se souvient des Nations-Unies et à quoi elles servent. Tout se fait en dehors de ces organismes, par des accords au sommet.

L'impérialisme yankee a été vaincu et avec lui tout le capitalisme parce qu'il en est le représentant. C'est le petit pays socialiste qui gagne contre le géant impérialiste. Les masses du monde le voient, l'observent, et elles l'encouragent à progresser. Alors qu'au

contraire cela augmente la décadence, le pessimisme du capitalisme et ça l'empêche d'utiliser toutes ses forces — même celles qu'il a — et de les mettre en ordre, Les pilotes américains qui refusent de se battre, qui désertent ou se retournent contre les Etats-Unis en sont la preuve.

Le cessez-le-feu au Vietnam, ce n'est pas la paix, c'est simplement une défaite de l'impérialisme, que celui-ci va chercher à compenser autrement. Du côté démocratique, ils ont vu qu'ils ne peuvent pas y arriver, aussi va-t-il y avoir la tendance à instaurer un régime de dictature aux Etats-Unis. C'est une conclusion fondamentale: l'impérialisme va rechercher des tendances du type Goldwater, Wallace, des tendances fascistes, pour faire un coup d'Etat et instaurer une dictature. Cela signifie la guerre.

L'impérialisme va essayer d'en profiter pour susciter un affrontement entre la Chine et l'URSS. La tentative du capitalisme de vouloir contenir la révolution et de se débarrasser de la crise en investissant au Vietnam est irréalisable, parce qu'ils savent bien que l'Etat Ouvrier va les avaler. Et en deuxième lieu, parce que ce faisant, ils aident au développement d'un Etat Ouvrier. Ils sont bien obligés de le supporter, mais ils doivent contrôler, limiter les investissements qu'ils osent quand même faire, parce qu'ils n'ont pas de perspectives. Le capitalisme est désorienté.

C'est une situation formidable qu'il faut discuter dans tout le mouvement ouvrier mondial. C'est une courte trêve dans laquelle l'impérialisme cherche à gagner du temps. Il a essayé d'écraser le Vietnam, s'il a fait une trêve c'est parce qu'il n'avait pas d'autre solution. C'est une trêve pour se réapprovisionner, pour se réencourager intérieurement dans le front capitaliste mondial, politique, social et militaire. L'impérialisme essaie de se refaire et de se préparer pour préparer les conditions pour se lancer à écraser,

d'un seul coup, le mouvement ouvrier et révolutionnaire mondial, pour envahir les Etats Ouvriers et, subrepticement, sans déclaration de guerre, se lancer à essayer d'écraser la révolution, les Etats Ouvriers et la lutte des masses du monde au moyen des armes atomiques.

Toutes les conclusions montrent le contraire, c'est lui qui est vaincu, qui sort de l'épreuve avec, en tant que classe, tout un sentiment pessimiste qui lui crée des difficultés et l'entrave en l'empêchant de concentrer consciemment ses forces comme classe, il doit chercher à le faire et il va le faire, mais il a le sentiment pessimiste que lui cause le fait de voir que les masses ne sont pas intimidées, que se sont elles qui gagnent et qui désorganisent le front capitaliste, qui gagnent la petite-bourgeoisie, une partie de l'église, une partie du mouvement nationaliste et de l'armée, détruisant ainsi une des bases de confiance et de sécurité sociale et politique du système capitaliste.

La guerre du Vietnam a servi pour influencer une partie de l'appareil militaire de l'armée nord-américaine, pour la décomposer et la faire raisonner. Une fois que l'armée raisonne le capitalisme est perdu. Le soldat voit que la guerre est injuste et dit: « Mais pourquoi la faisons-nous? Qu'avons-nous besoin de tuer un peuple qui est en train d'avancer, de lutter pour le socialisme et qui le dit clairement? » Tous ces militaires sont gagnés par cela. Ils refusent de détruire un pays socialiste au nom d'un pays capitaliste. Ils sont amenés à s'élever vers le raisonnement socialiste. Ils doivent suivre un tel raisonnement, bien qu'ils n'aient pas de conscience politique. La supériorité des relations sociales au Vietnam se manifeste là aussi.

Tout cela pèse et va peser de façon déterminante pour faire évoluer les jugements d'une partie considérable de l'armée nord-américaine. Le capitalisme va être obligé de faire des changements, de restructurer l'armée ou de lancer la guerre atomique avant que cela ne devienne insupportable pour lui. La révolution mondiale influence l'armée américaine. C'est pour cette raison que celle-ci n'en peut plus. Quand une telle influence s'exerce sur l'armée, elle est cent fois plus forte sur les masses, parce que celles-ci sont davantage en contact avec le travail, les luttes politiques et sociales, les idées. L'armée est un lieu à part. Les militaires sont éduqués et structurés dans cette profession. Si l'influence arrive jusqu'à eux, cela veut dire que ces mêmes sentiments existent dans la population sous une forme infiniment supérieure. Au sein des Etats-Unis, une couche très grande de la population est contre la guerre, pas seulement contre la guerre du Vietnam. Contre la guerre! Elle sent déjà que la guerre est une sauvagerie et elle ne considère pas les Etats Ouvriers com-

me un ennemi. Elle voit que ce sont des pays socialement supérieurs tandis que les autres pays capitalistes comme l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie, se disputent avec les Etats-Unis.

La révolution vietnamienne a été le centre de regroupement de la volonté de combat des masses du monde. Mais le Vietnam à son tour a été une expression de cette volonté. C'est cela qui va déterminer, guider les jugements dans les prochains événements; les prochaines grandes luttes. Les masses du Vietnam font partie d'un processus qui n'est pas du tout circonstanciel mais a au contraire la plus grande importance historique. Les masses du monde voient que l'impérialisme n'a pas été désarmé. Il a été vaincu mais il a les armes pour recommencer la guerre à tout moment. Il faut dire: « Avant qu'il ne commence, faisons-là nous-mêmes! Front Unique mondial pour empêcher le système capitaliste de faire un nouveau Vietnam! Et pour l'écraser quand il recommencera! »

Tout ce processus va signifier une élévation énorme, fulgurante de la crise dans les partis communistes, parce que les tendances qui cherchent à écraser le régime capitaliste vont dire: « Nous sommes puissants, nous avons gagné ». Même sans le discuter directement, elles vont sentir que le capitalisme a été impuissant et incapable de triompher et qu'il est pessimiste. Il doit envisager la guerre dans un processus de désarticulation intérieur très profond. Le roi et le premier ministre de Suède font des collectes pour aider le Vietnam! Tous les pays capitalistes les plus importants parlent maintenant d'investir au Vietnam. Mais ils savent tous qu'ils peuvent investir, aider et prêter tant et plus sans pouvoir pour autant contenir le développement du Vietnam en tant qu'Etat Ouvrier. Le Vietnam va vers un Etat Ouvrier et va élever les relations socialistes intérieures. Les masses vietnamiennes ont vu que c'est ainsi qu'elles ont gagné la guerre.

Cette guerre ne signifie pas une première expérience pour elles. Elle survient alors qu'il existe 14 Etats Ouvriers. Par conséquent, l'expérience des masses vietnamiennes va se traduire par des relations sociales socialistes plus élevées qu'avant. Elles vont se baser sur un principe moral essentiel: « A chacun selon ses besoins ». C'est une impulsion immense. C'est l'élimination du bureaucrate! Les masses ont vu que le Parti est dynamique. Le dynamisme, la résolution et la concentration si profonde des masses vietnamiennes dans la guerre vont se prolonger dans toute leur vie et cela va influencer le monde entier. Les masses vietnamiennes vont donner une contribution énorme au monde, par ce progrès social socialiste. Elles ont supporté tous les efforts et les sacrifices. Maintenant elles vont faire la même chose pour développer la nation socialiste.

S'APPUYER SUR LA VICTOIRE HISTORIQUE DE L'HUMANITE AU VIETNAM POUR IMPULSER L'UNIFICATION DU MOUVEMENT COMMUNISTE MONDIAL!

Cet événement est une des défaites historiques les plus importantes du système capitaliste. Il est comparable à la révolution russe! Le système capitaliste se présente divisé, dans une lutte entre un pays capitaliste et un Etat Ouvrier! Il se présente divisé! Cela sépare de lui la petite-bourgeoisie, qui est gagnée par la révolution, qui voit la puissance historique du prolétariat au travers du comportement héroïque des masses du Vietnam, des masses du monde et des Etats Ouvriers. Elle voit que dans le camp capitaliste, chacun essaie de se sauver soi-même parce que s'ils entrent en guerre, ils vont tous mourir!

Cet événement a une importance historique comparable à la révolution russe. Le régime capitaliste doit mener un combat, une lutte à mort entre le système capitaliste et un Etat Ouvrier, et il se présente divisé. En 1917, il s'est présenté unifié et a mené une guerre pendant trois ans. Maintenant il se présente divisé. Une partie d'entre eux va même jusqu'à dire: « Nous allons vous donner de l'argent! Nous allons vous donner de l'argent! » Ils espèrent de cette manière se sauver eux-mêmes aux yeux de la petite-bourgeoisie. Ils essaient de restructurer leurs économies, épuisées par l'augmentation de la concurrence intérieure. Ils n'ont aucune issue.

La concurrence la plus importante n'est pas économique, mais sociale avec la petite-bourgeoisie qui est gagnée par le prolétariat, par la révolution. Ils cherchent à garder de l'autorité sur la petite-bourgeoisie. Le reste du capitalisme mondial souffre avec satisfaction devant le cessez-le-feu, alors qu'il devrait souhaiter l'écrasement du Vietnam. Au lieu de cela, il pousse des soupirs de soulagement parce que l'incendie n'a pas gagné sa

propre maison. Il ne se sent pas de force pour faire la tâche qui lui reviendrait. Il a des armes. Mais les masses du monde retournent ces armes contre le capitalisme comme ces militaires qui ont fait demi-tour parce qu'ils ne voulaient plus bombarder.

La défaite de l'impérialisme au Vietnam n'est pas un événement normal. Elle a des conséquences historiques très profondes contre le système capitaliste et contre la bureaucratie. Elle

EE, L'EXTENSION DE LA REVOLUTION

J. POSADAS.

27 JANVIER 1973

va encourager et stimuler tous les secteurs dans les Partis communistes qui vont chercher le programme, l'action, la politique, la vie révolutionnaire, la lutte pour le pouvoir. Elle désarticule le front unique mondial du système capitaliste. L'avant-garde prolétarienne est en train de raisonner : « Mais nous l'avons remporté ! Mais alors, pourquoi ne pas en faire autant ici ? » De l'une ou l'autre manière, l'avant-garde prolétarienne va montrer comme elle se sent puissante. Elle va le faire sentir dans les Partis communistes, dans les syndicats, dans les centrales ouvrières.

Le système capitaliste s'effondre. Il ne s'écroule pas de vieillesse : les masses le font tomber ! Cet effondrement n'est pas plus rapide parce que la direction manque. Mais il est en train de s'effondrer de toutes façons. Les armes atomiques de l'impérialisme n'ont pas intimidé les masses du Vietnam ni les masses du monde.

Il faut intervenir, faire des discussions dans les Partis Communistes, montrer qu'il s'agit d'un processus mondial, montrer toute la force mondiale qui n'est pas utilisée, expliquer qu'il faut l'utiliser et se baser sur elle pour mener une offensive mondiale. Maintenant même, prendre l'offensive ! Front unique mondial de tous les Etats Ouvriers — Chine y compris — ! Pour une discussion publique sur le pourquoi des divergences sino-soviétiques.

Si le peuple indochinois a été capable de vaincre les Yankees sans abandonner leur résolution de construire le socialisme, comment ne peut-on pas arriver à un accord entre la Chine et l'Union Soviétique ! Il faut imposer un accord, la cessation des divergences et des disputes et appeler à un front unique de tous les Etats Ouvriers. L'Indochine a été un centre pour unifier la volonté des masses du monde et la participation de tous les Etats Ouvriers, on doit donc faire un accord, une résolution de front unique de tous les Etats Ouvriers ! S'il y a des divergences, ce n'est pas parce que l'Etat Ouvrier chinois est contre l'Etat Ouvrier soviétique ou inversement, ce sont les directions qui sont l'une contre l'autre, qui ne dirigent pas, qui ne résolvent pas les problèmes en accord avec les besoins de chaque pays.

Il faut programmer une discussion mondiale dans laquelle interviennent les masses chinoises et les masses de l'URSS, il faut appeler à discuter pour éliminer les divergences et faire un front unique anti-impérialiste pour expulser l'impérialisme de partout et porter les masses au pouvoir partout : gouvernements de gauche, gouvernements ouvriers et paysans, avec un programme d'écrasement du système capitaliste. Il faut préparer les masses du monde pour la guerre atomique que prépare l'impérialisme et qu'il va reprendre en cherchant à attaquer par surprise, après sa défaite au Vietnam.

Quelle est la conclusion qui surgit du Vietnam ? Ce n'est que par la force et non au parlement, qu'on s'impose à l'impérialisme ! Et la force, qu'est-ce que c'est ? Les masses dans la rue, occupant les endroits, les postes de commande du capitalisme, les centres de décision de l'économie et aussi le recours aux armes ! Il faut développer cette conclusion, que les communistes vont être amenés à discuter inévitablement. C'est la première expérience qui se dégage : ce n'est que par la force que l'impérialisme comprend !

L'impérialisme yankee ne peut pas supporter encore pendant une période importante cette situation. Actuellement, il tente de réanimer le front

mondial capitaliste. Tel est son objectif — pour lancer la guerre atomique à n'importe quel moment. A travers cette expérience, il faut démontrer qu'il est possible de faire la révolution mondiale : Front Unique Mondial de lutte des masses pour prendre le pouvoir dans le monde entier ! L'objectif est : Front Unique Mondial pour en finir avec l'impérialisme, et même si, dans un premier temps cette politique ne conduit pas directement à la prise du pouvoir, que ce soit l'annulation de tous rapports, de toutes bases d'accord avec l'impérialisme. De cette manière on stimule énormément les masses en vue de cette conclusion.

Il faut considérer qu'il est nécessaire, dans le monde entier de progresser dans les conquêtes, dans l'instauration de gouvernements de gauche avec des programmes anti-impérialistes et anti-capitalistes, ou au minimum avec un programme qui étatique les principaux moyens de production et d'échanges comme le programme d'étatisation de l'Union Populaire en France, qui sans être complet et en restant très limité, prévoit l'expropriation de 13 entreprises décisives, ce qui, inévitablement, va limiter le fonctionnement du système capitaliste et stimuler l'intervention des masses pour en finir avec ce système.

Il faut faire un appel à l'unification des Etats Ouvriers, au Front Unique Mondial Anti-impérialiste en y appelant toutes les masses du monde et en montrant que l'impérialisme prépare une nouvelle guerre. Ceci n'est qu'un arrêt circonstanciel, imposé par les masses d'Indochine, par les masses des Etats-Unis et les masses du monde entier. Les mobilisations des masses américaines, les désertions de militaires, le refus de pilotes américains de bombardier, y ont contribué. Tout cela est le produit de l'action des masses du monde. Si les masses du monde n'avaient pas agi, s'il n'y avait pas eu de grèves, d'occupations d'usines, de grandes conquêtes, cela n'aurait pas produit d'effet sur les masses des Etats-Unis ! Et l'impérialisme américain aurait eu les mains libres pour dire à son pays : nous sommes en guerre contre les communistes d'Indochine. Au lieu de cela, les masses des Etats-Unis ont vu les masses du monde entier se mobiliser contre l'impérialisme yankee et elles ont dit à celui-ci : « C'est toi qui es en guerre, et non le peuple américain. Tu es en guerre contre un pays progressiste, que toutes les masses du monde appuient ! » Le peuple américain a entendu cela et il est fondamentalement et décisif d'en tenir compte. Ce doit être une base fondamentale à prendre en considération pour toute stratégie.

Il faut appeler à constituer les Etats-Unis Socialistes Soviétiques d'Europe, les Etats-Unis Socialistes Soviétiques d'Asie et appeler au Front Unique Mondial Anti-impérialiste. Il faut appeler à l'unification, à la centralisation et à la planification communes de tous les Etats Ouvriers. Appeler les masses du monde à appuyer, à unifier leurs luttes pour mener de l'avant l'étatisation des principaux moyens de production et d'échanges ; appeler à se préparer à répondre à la guerre que prépare l'impérialisme yankee en la repoussant et en l'écrasant. Le Vietnam a été une défaite pour l'impérialisme mais celui-ci va revenir à la charge : il faut y répondre par la lutte révolutionnaire pour renverser ce qui reste du système capitaliste, et répondre à la nouvelle tentative de guerre de l'impérialisme par la lutte pour prendre le pouvoir dans n'importe quelle partie du monde.

montrer que l'impérialisme a été vaincu au Vietnam par l'intervention et la lutte de toutes les masses du monde qui l'ont paralysé et empêché d'intervenir pour écraser la révolution socialiste au Vietnam.

Il faut discuter et organiser une mobilisation mondiale ! Que les masses soient debout, prêtes à intervenir ! à nouveau ! Ceci va avoir un poids immense sur les masses des Etats-Unis en maintenant et retenant l'impérialisme. Quand celui-ci déclarera la guerre, il va sentir son isolement et il sera très simple d'écraser ce qui reste du capitalisme. L'URSS doit faire cet appel !

POUR L'UNIFICATION DU MOUVEMENT COMMUNISTE MONDIAL, y compris la IVe Internationale Posadiste. Nous faisons partie du mouvement communiste mondial et c'est comme telle que nous agissons.

Tous les Etats Ouvriers doivent intervenir, faire des réunions, des assemblées, des conférences, des meetings dans les usines. Si on fait ces réunions pendant les heures de travail, on récupère après. Il est très important d'interrompre le travail pendant une heure pour faire un meeting. Il faut appeler tout le mouvement ouvrier, tous les Etats Ouvriers à travailler chaque semaine ou chaque mois une, deux ou trois heures pour le Vietnam, pour la reconstruction du Vietnam, en avertissant que le capitalisme ne va pas accepter la reconstruction socialiste du Vietnam et qu'il se prépare pour la guerre. Il faut le dire et faire des appels : « L'impérialisme prépare la guerre ». Il ne faut pas permettre que cette préoccupation soit écartée par les déclarations de l'impérialisme et des autres bourgeoisies du monde qui promettent d'investir des capitaux au Vietnam : ce sont des artifices pour distraire l'attention des masses !

La reconstruction du Vietnam doit servir, doit être la base pour la restructuration de tous les Etats Ouvriers. Il faut montrer que c'est la centralisation de l'Etat Ouvrier et la révolution mondiale qui ont abattu le capitalisme : « L'humanité vainc l'impérialisme au Vietnam ». C'est l'humanité qui l'a vaincu ! Comme le disent maintenant les Vietnamiens : « L'humanité nous aide ».

Nous proposons de faire un grand meeting des masses vietnamiennes, et que celles-ci s'adressent aux masses du monde avec le salut du Peuple du Vietnam, qu'on chante l'Internationale et les chansons du mouvement ouvrier de chaque pays.

Les positions du PC italien, qui sont la ligne de tous les PC, indiquent une élévation de leur manière d'interpréter les événements.

L'impérialisme peut continuer à lancer des bombes sur le sud, sur Saigon, et il va le faire, mais dans l'esprit de la population du monde entier il y a la conclusion que l'impérialisme est un tigre de papier. Il est démontré que l'impérialisme est une puissance militaire atomique, mais il n'a pas la base sociale pour triompher. Pour triompher il ne suffit pas d'avoir des armes, il faut avoir le droit historique de triompher. D'autres peuples, moins forts, ont triomphé dans l'histoire comme le Vietnam.

Il faut appeler à un arrêt mondial de travail de trois minutes, en signe d'adhésion au triomphe des masses vietnamiennes contre l'impérialisme que toute la population se réunisse, qu'on chante l'Internationale, que dans tous les ports, en commençant par ceux des Etats Ouvriers, les navires fassent retentir leurs sirènes. C'est un jour d'allégresse ! Parce que cette victoire indique que la raison triomphe contre l'arrogance, la prépotence et l'arriération du système capitaliste !

Il faut faire des réunions de toutes les sections d'usine, dans les bureaux, pour célébrer la défaite de l'impérialisme et le triomphe de l'intelligence et de la raison. Les Vietnamiens disent que toute l'humanité les a aidés et ils saluent le peuple des Etats-Unis et tous les peuples du monde. Il est très important qu'ils voient que c'est une victoire de toute l'humanité contre l'impérialisme yankee. De leur déclaration surgit aussi qu'ils posent la conception mondiale de la lutte de classe. C'est un triomphe mondial et il faut s'appuyer sur le processus mon-

dial de la révolution. Cela va stimuler les luttes des masses de tous les pays et leur permettre de s'appuyer sur la conception mondiale de la lutte de classes pour faire avancer les Partis Communistes vers des positions logiques, ce qui sera d'un grand poids contre la droite et dans la lutte interne de chaque Parti Communiste.

Ce triomphe va intervenir dans les prochaines élections au Chili, en Argentine, en France. Il stimule et prend part au vote, sans voter lui-même, il émet une force qui se transmet à ceux qui votent. Celui qui vote pense alors ainsi, dans la tête de toutes les masses il y a le Vietnam qui fait pression et qui met de l'ordre, qui donne de l'assurance, qui oriente et élève la confiance en faisant voir la force de la classe ouvrière et la chute du système capitaliste.

Il faut faire des réunions pour discuter analyser et tirer les conclusions du triomphe du Vietnam contre l'impérialisme et faire des appels au mouvement ouvrier, aux Partis communistes, pour qu'ils fassent des réunions, des meetings, des assemblées, qui montrent que c'est la centralisation des masses du monde qui a vaincu l'impérialisme yankee. Il faut faire de grandes mobilisations en utilisant ce triomphe, en s'y basant pour étendre les luttes des masses du monde dans chaque pays, pour augmenter leurs conquêtes, leurs triomphes, et élever le rôle dirigeant de la classe ouvrière, que ce soit dans les usines, dans le quartier, dans les conseils d'usines. Il faut faire des appels concrets à former des organismes dans les luttes du mouvement ouvrier, dans les mouvements politiques, et appeler à des fronts unifiés dans le monde entier. Il faut démontrer que ce triomphe indique la nécessité et la possibilité, la volonté des masses du monde d'organiser le monde entier. Il faut démontrer que ce triomphe indique la nécessité et la possibilité, la volonté des masses du monde d'organiser le Front Unique. C'est la conclusion pratique, qu'il faut tirer, et c'est ce que les Soviétiques cherchent à faire, mais sans conclusion organisationnelle.

Il faut expliquer le sens de ce triomphe à l'intérieur des Partis Communistes. Il faut poser que telle est la voie l'impérialisme ne comprend que le langage de la force. C'est la conclusion que doivent tirer l'Union Populaire du Chili, et l'Union Populaire de France !

Il faut appeler au front unique de tous les courants, à la lutte anti-impérialiste et anticapitaliste en unissant la lutte pour des objectifs syndicaux politiques. C'est le rapport de forces mondial, c'est l'aggravation de la lutte de classes qui retiennent l'impérialisme et l'empêchent d'utiliser de manière coordonnée tous les moyens qu'il a. C'est ce qui produit sa désintégration, le démembrement intérieur du système capitaliste, et l'empêche de se concentrer et d'agir de manière unifiée. Tous les peuples du monde, en appuyant le Vietnam, en se mobilisant pour le Vietnam, en se mobilisant pour le Vietnam, en ne se laissant pas intimider, ont attiré la petite-bourgeoisie, désorganisé l'autorité du capitalisme sur la petite-bourgeoisie et augmenté la force du prolétariat, et, en retour, ont renforcé la compétition et la concurrence, les contradictions internes du système capitaliste.

Il faut s'appuyer sur ces conditions pour mesurer, analyser et comprendre l'histoire, et apprendre à utiliser les forces de l'histoire, le processus mondial de la révolution dont chaque pays est un aspect. Ce n'est pas un ensemble de traits qui se rejoignent, c'est un processus unique, qui a des traits divers. Le Vietnam en est un très important, celui qui dans ce cas, a projeté le plus de lumière, mais ce n'est qu'un trait. Il dépend du processus mondial, et celui-ci intervient et exerce une influence très forte sur les Etats Ouvriers, sur les Partis Communistes, et les impulse à la lutte et à avancer sur la voie de voir que le capitalisme est impuissant, incapable.

Le Vietnam est maintenant la base qui répond aux conclusions pour organiser le monde. C'est ce qu'était l'Internationale Communiste : un centre organisateur de la volonté, de la confiance et de la sécurité des masses. Le triomphe de la révolution élève le rapport de forces favorablement à la révolution. Il faut prendre l'offensive en se basant sur toutes ces conclusions et en les discutant dans tout le mouvement communiste

J. POSADAS 27 janvier 1973.

UNE IMPULSION ILLIMITEE A LA REVOLUTION SOCIALISTE MONDIALE

La conclusion est une très grande impulsion, en élévation et en extension, à la révolution socialiste mondiale, au trotskysme, à la IVe Internationale, parce que cela conduit à raisonner : la révolution vietnamienne oblige à raisonner ! Pham Van Dong lui-même a dit : « Nous sommes fiers et orgueilleux de ce triomphe qui fait partie de la révolution socialiste mondiale ! »

La conclusion est un affaiblissement mondial du système capitaliste, de la bureaucratie, des directions de droite et de centre dans les Partis Communistes, et cela stimule le développement de tendances de gauche.

L'URSS aurait du exiger, doit exiger maintenant l'organisation de meetings et de réunions de tous les Partis Communistes, de tout le mouvement ouvrier, appelant à un mouvement unifié, les Centrales Syndicales Ouvrières, les Partis Ouvriers, communistes, socialistes, catholiques de gauche, nationalistes anti-impérialistes, pour

LA CRISE DU CAPITALISME BELGE ET LA NECESSITE DE LA GAUCHE REVOLUTIONNAIRE

J. POSADAS

26 novembre 1972

(suite de la page 3)

Celui-ci a essayé de le faire. Il l'a fait en Allemagne, en Italie, en Autriche, il a essayé de le faire en France, aujourd'hui le parti fasciste italien a dégénéré : la moitié à des ambitions électoraliste, et n'a plus rien à voir avec le fascisme. La moitié du parti fasciste est devenue électoraliste, cherchant des votes, cherchant à être président, sénateur, député. Un tel événement est possible parce que le mouvement fasciste n'a pas trouvé de forces, de conditions, de bases pour se développer. Il ne parvient pas à influencer la petite-bourgeoisie. Il n'a pas le courage, le cran, la décision de lancer un petit groupe, parce que la moitié de l'armée, de la police, des fonctionnaires d'état sont ouvertement contre. Il n'existe plus aucune des conditions qui sont nécessaires à la survie du capitalisme. C'est de là que doivent partir toutes les analyses, toutes les initiatives audacieuses, toute l'inspiration. C'est sur cette base qu'il faut discuter, écrire, et participer au mouvement ouvrier.

Toutes ces conditions n'existent pas intégralement en Belgique; mais plus de la moitié y sont présentes : crise du capitalisme, crise individuelle de chaque groupe bourgeois — catholiques, libéraux —, crise dans le Parti Socialiste : il y a trois ailes dans le PSB. Il y a une crise dans le Parti Communiste; il y a des conditions constantes de crise du capitalisme, de luttes des masses, de rébellions syndicales, de front unique des masses. Cela fait dix ans que les masses élèvent sans cesse leur front unique, et le Parti Communiste se développe très peu. Il devrait déjà avoir dans ses mains le pouvoir des masses. Le PSB se désintègre. Mais le pouvoir, la concentration des syndicats augmentent. Le syndicat libéral a même du faire un front unique avec les autres pour survivre. Le capitalisme n'est pas capable d'initiatives, il ne peut soutenir les initiatives réactionnaires qu'il prend et il n'a pas de forces pour se maintenir longtemps encore au pouvoir. Il va faire des tentatives de coups réactionnaires, mais tous vont échouer. Un exemple très clair doit servir de critère : le capitalisme anglais a gagné les dernières élections à 75 députés près. Il a fait la loi anti-grève, il l'a préparée, il en a fait de la propagande, il faisait passer des séquences sur cette loi dans tous les cinémas, il a préparé la loi pendant un an. Le jour suivant son approbation, les ouvriers l'ont mise en échec! Le résultat est que la loi ne s'applique pas. Les juges qui devaient la faire appliquer disent qu'elle est anti-constitutionnelle. Ils sentaient que ceux qu'ils condamnent aujourd'hui, seront au pouvoir demain. Le parti conservateur vient d'être battu par 25 voix à propos de la loi sur l'émigration; c'est une loi importante pour eux, parce qu'elle concerne les relations avec l'Inde, le Pakistan, toutes les colonies et ex-colonies qui sont dans le Commonwealth.

En Allemagne, le gouvernement de Brandt a du s'appuyer sur les syndicats pour gagner. Avant les élections, il a appelé les syndicats à se prononcer sur l'accord avec l'Allemagne-Etat Ouvrier. Les syndicats se sont prononcés, par des grèves, de manifestations, des meetings. Les ouvriers ont fait une fête quand le pacte a été conclu avec l'Etat Ouvrier allemand; ils lisaient les journaux à l'usine, prenaient le thé, se promenaient, chantaient l'Internationale. Ils ont communiqué à toute la population que c'est de là que les victoires sortent. Mais la base de fomentation de cette victoire se trouve dans la révolution mondiale.

En Italie, le capitalisme va faire un gouvernement de centre droite. Son intention était de préparer la défaite de la gauche démocrate chrétienne, de décourager les communistes, de terroriser la classe ouvrière et ouvrir la voie à des mesures réactionnaires. Malgré toutes les initiatives que la bourgeoisie a prises au travers d'Andreotti, le gouvernement réactionnaire a du en rester à un gouvernement de centre droite, pas très droite. Il a du se contenir. La crise de la démocratie chrétienne se poursuit, l'aile gauche maintient la lutte, la dispute contre la direction démocrate chrétienne, les masses continuent à se mobiliser : grèves, occupations, liaisons entre les masses, mobilisations communes, front unique de toutes les masses du nord au sud, du sud au nord. Les masses sont en train d'accomplir une des tâches les plus importantes et les plus nécessaires pour le futur immédiat de l'Italie : unir le Nord et le Sud. Cette lutte a déjà conduit à une conclusion très importante pour la lutte pour le pouvoir en Italie : le gauchissement du Parti Socialiste. Au dernier congrès du Parti Socialiste, la moitié environ des délégués a voté pour un programme de gauche, d'alliance avec les communistes. Dans la majorité, il y a une aile de 25 % qui est favorable à un accord avec les communistes. Voilà le résultat de cette politique de centre-droite : elle a poussé à gauche le reste du pays. Elle n'a pas de perspectives. Il faut se baser sur cette conclusion pour intervenir en Belgique.

Peron est arrivé avec empressement en Argentine. Une semaine après son arrivée, il ne s'est rien passé. Il n'y a eu aucune mobilisation, aucune initiative spontanée des masses. Par contre, les grèves, les occupations d'usines, le front unique des masses ont continué de s'élever.

Le phénomène le plus clair, le plus évident, de cette étape, est la tendance au front unique mondial des masses de tous les pays. La base de ce front unique se trouve dans l'initiative du prolétariat. Celui-ci s'unifie dans son action à l'usine. Il s'unifie dans les usines ! entre toutes les tendances, et il est en train de réaliser la démocratie soviétique, qu'il appliquera quand il sera au pouvoir demain, et qu'il imposera dans les Etats Ouvriers. Les conditions sont meilleures maintenant que quand le prolétariat russe a pris le pouvoir.

Voilà quelle situation se développe dans l'histoire, exerçant son influence sur les Partis Communistes de pays capitalistes et des Etats Ouvriers. Il s'ajoute à cela dans les Etats Ouvriers, la nécessité de développer la science, la technique, l'économie, le progrès social du pays. En même temps que l'élévation de la structure économique, scientifique, technique, s'élève la préoccupation, la capacité scientifique, culturelle des masses, leur plus grande préoccupation pour tous les problèmes, et leur désir d'intervenir. Cette structure exige un comportement rationnel, dialectique; il exige une direction consciente, qui permette une expansion illimitée de l'économie. C'est à cela que doit servir la propriété étatisée, la planification centralisée. Autrement, l'économie étouffe, s'arrête et recule. Tout ce processus crée une structure qui exige avec force une direction consciente, capable de développer l'économie sans limites. Pour faire cela, il faut les soviets, il faut étendre la révolution mondiale, il faut que les Etats Ouvriers se prolongent vers d'autres pays, indépendamment de ce qu'il existe encore des secteurs bureaucratiques. Ce processus est irréversible, parce que l'intelligence et la raison sont une nécessité. C'est une exigence qui vient de la structure de l'économie, de la science, de la technique, du développement des Etats Ouvriers, de l'intervention des masses, de l'incorporation constante à la révolution de nouvelles couches de la population.

Le fascisme est étouffé. L'Allemagne en est un exemple très clair. Venir parler du fascisme quand il existe 14 Etats Ouvriers ! Le fascisme répond à une étape de l'histoire, des relations de forces de classes. Les fascistes, contrairement au passé, ont des points d'appui très faibles : l'Espagne, la Grèce, le Portugal. En Grèce, une crise énorme est en train de se développer et elle va finir par la formation d'une aile nationaliste socialiste. Les Yankees voient si bien le danger qu'ils veulent maintenant « démocratiser la Grèce ». Ils veulent empêcher cette aile de se développer. Celle-ci fait du commerce avec l'Albanie, la Roumanie, l'URSS, la Chine. Les Yankees veulent couper court à tout cela. Mais ils arrivent trop tard; ce processus est déjà en marche. Le fascisme n'a pas la force de triompher. Les Etats Ouvriers, la IVe Internationale, ont cette force. Les relations mondiales de forces nous sont favorables à tout point de vue. Il y a une élévation ininterrompue de la révolution socialiste mondiale. C'est le capitalisme qui se cache. Sans quoi, il aurait déjà répondu par le fascisme en Belgique, en Allemagne.

En Belgique, le capitalisme en est à sa quinzième crise. Les journaux disent que lors de la première coalition entre les socialistes et les sociaux-chrétiens, l'alliance couvrait 85 % des voix des électeurs. Aujourd'hui ils n'ont que 57 % des voix. La bourgeoisie est désagrégée en petits partis, en petits groupes, en mouvements régionalistes. Cela ne peut se produire que si l'autorité centrale du capitalisme s'est effondrée. Quand le capitalisme encourage l'apparition de petits cercles locaux, de groupes, de partis locaux, qui tendent à se décentraliser et à ne pas dépendre du

grand parti bourgeois, c'est qu'il n'a plus d'autorité. La raison en est que les masses sont plus puissantes que le capitalisme. Cela lui crée des problèmes, des contradictions qui s'ajoutent aux contradictions normales du capitalisme et deviennent insupportables. Toute cette crise dure depuis 1960, comme nous l'avons analysé alors. La base en est que les masses sont résolues à intervenir. Dans ce processus, les communistes ont progressé seulement de 0,001 %. Du point de vue qualitatif, notre Parti a plus progressé qu'eux. Ils sont les représentants de l'Etat Ouvrier, ils ont de l'argent. Malgré l'aide immense des Chinois, le groupe de Grippa et les autres groupes pro-chinois se sont désagrégés.

Mandel a eu peur d'affronter les élections parce qu'il craignait de ne pas obtenir assez de voix et d'en obtenir moins que notre Parti. Et son groupe s'est scissionné très nouvellement.

La bourgeoisie ne dispose pas d'un centre de décision. Elle est éparpillée en dix groupes. Le mouvement ouvrier est également divisé en dix groupes. Il manque un centre. Les communistes ne comprennent pas cela. Il y a une crise dans le Parti Communiste. La mort de Drumeaux en a été la manifestation. Pendant ce temps la tendance de la classe est de chercher à intervenir, au travers des syndicats, au travers de petits partis. Il faut inclure dans ce processus les trois mille voix obtenues que nous avons obtenues à Charleroi. Ces votes participent à la crise du Parti Communiste, du Parti Socialiste, des directions syndicales. Il y a un secteur conscient qui nous cherche.

Telle est la structure que nous devons comprendre, sur laquelle nous devons nous baser, et dont nous devons profiter pour nous développer, pour impulser une tendance, au moyen des textes, de notre propre intervention. Cette crise est peut-être la plus grande que la Belgique ait jamais passée. La bourgeoisie acquiert la conscience qu'elle est en faillite, quelle n'a rien sur quoi s'appuyer. Elle doit permettre cette foule de petits partis alors que la crise économique et sociale se présente chaque fois plus fortement.

Les dirigeants socialistes ont fait un voyage en Union Soviétique, pour chercher un appui politique, parce que, du point de vue capitaliste, les contradictions sont insolubles. Même en mettant d'accord les flamands et les wallons, il n'y a aucune solution. C'est le système capitaliste qui fait faillite. Ils peuvent chercher mille solutions : divisions en communauté, unification, régionalisation. Qu'ils cherchent tant et plus : il n'y a aucune solution. Ils veulent unifier un pays fait de deux morceaux. Seule la lutte de classes est capable de l'unifier. Eux, non. Les contradictions du capitalisme rendent celui-ci incapable de cette tâche.

Il faut se préparer pour entrer dans le cours de cette crise du capitalisme belge, qui va être très intense et profonde. Ils vont chercher des solutions, faire des concessions. Avant, ils se partageaient le pouvoir à deux. Mais maintenant, ils ont peur de laisser un vide. Déjà ils se sont trouvés pendant deux

mois sans pouvoir installer un gouvernement. La crise était très, très profonde. C'est chaque fois plus dangereux pour eux de laisser un vide, de laisser le pays sans gouvernement. Cela stimule la petite-bourgeoisie à suivre le prolétariat pour chercher une solution de classe. Pour cette raison le capitalisme est décidé à faire assez bien de concessions pour garder les socialistes au pouvoir. Mais il n'a pas les moyens de faire beaucoup de concessions. Il subit des contradictions très profondes. Il ne dépend plus seulement de lui faire des concessions. La crise va s'approfondir.

Le capitalisme mondial, l'impérialisme yankee, l'OTAN, ont intérêt à une solution de la crise belge. La Belgique est une des piliers de l'OTAN. Ils vont faire pression pour trouver une solution rapidement. Mais l'intervention des masses, les luttes des masses, les grèves, les occupations d'usines, les mobilisations des étudiants, — et notre propre succès dans le mouvement étudiant — indiquent le développement d'ailes très semblables à un « Mai Français ». Il y a des secteurs qui veulent entrer en lutte et tout balayer et qui n'attendent aucune réponse favorable à leurs revendications.

Le capitalisme belge est très faible.

Quelques grandes sociétés financières détiennent toute la puissance. De là vient la division de plus en plus grande des partis politiques de la bourgeoisie. Il ne se forme pas de nouveau parti, mais il se produit de nouvelles divisions au sein de chaque parti existant. La même crise se donne en Hollande, en Italie, pays où le capitalisme est le plus faible et n'a pas les moyens de résister à la crise.

Il n'y a pas de crise économique en Allemagne. En Belgique, il y en a une. Le chômage n'est pas encore très important, mais la crise économique est en train de se dérouler. L'Allemagne, par contre, est en expansion. Telle est la concurrence inter-capitaliste. Les secteurs qui se maintiennent, se concentrent. Ce processus s'exprime politiquement, dans la faiblesse politique du capitalisme. En outre, les couches petites-bourgeoises — inclus les couches aisées — sont gagnées par le prolétariat, par la lutte de classes. La base sociale, la puissance politique du capitalisme s'en trouve affaiblie.

Il n'y a pas encore de grande crise en Belgique. Un capitalisme faible comme celui-ci, aurait besoin d'un plein emploi constant, et d'une situation de paix sociale. Il n'a pas les moyens de réaliser une telle situation. Il a perdu les colonies du Congo. Le capitalisme américain augmente ses investissements en Belgique. Le capitalisme belge recule. Ce sont les américains et les allemands qui remplacent le capitalisme belge. Pour unifier et centraliser les grands usines, d'importants capitaux sont nécessaires. Ce sont les grandes sociétés financières qui les possèdent : les français, les yankees, les allemands. Voilà pourquoi il y a un affaiblissement constant du capitalisme belge. Il perd de sa puissance politique, au sein des partis bourgeois.

LA BELGIQUE VA VERS UNE ISSUE REVOLUTIONNAIRE, QUI EXIGE UNE DIRECTION CONSCIENTE

Il faut considérer que cette crise du gouvernement belge va s'approfondir, et va poser les conditions pour un renouvellement, une extension et un approfondissement de la lutte de classes. Les masses vont voir que le capitalisme est impuissant, incapable de résoudre aucun problème. Elles vont résister à toute tentative de répression. Il redoute de la faire ouvertement, parce que tout cela peut se retourner contre lui. Il redoute surtout, et fait tout le possible pour ne pas laisser se développer, dans le Parti Socialiste, une gauche capable d'assumer la direction du Parti. Il a une peur panique de cela. Il ne fait pas confiance au PSB. Il voit ce qui est en train de se passer au Chili, au Pérou — où Velasco Alvarado vient de dire catégoriquement que le capitalisme n'est pas la voie pour le Pérou, bien qu'ils ne soient pas encore partisans du communisme d'état. Ce pays n'a pas d'origine communiste ni socialiste, et il suit les voies d'un Etat ouvrier. Ces faits exercent une pression constante sur le capitalisme belge.

Ce n'est pas seulement le capitalisme qui est en crise : le PSB, le PC le sont aussi. Ni l'un ni l'autre ne donne de solution révolutionnaire à la crise capitaliste. Ils veulent que les masses s'adaptent à cette crise. Les masses offrent une grande résistance. La crise économique du capitalisme demande une solution urgente. Les dirigeants socialistes ne sont pas allés en URSS au nom du PSB, mais au nom d'une aile de la bourgeoisie qui cherche à augmenter le commerce avec les Etats Ouvriers. Ils sentent qu'ils étouffent. Leur déclin interne est la preuve. Il faut intervenir et montrer la nécessité de direction répondant à cette situation.

Il est nécessaire d'avoir un programme, une politique, une perspective. Eux n'en ont pas. La désintégration du Parti Social Chrétien se poursuit. Le conflit wallon-flamand continue, parce qu'il s'agit en fait d'un conflit économique. Il n'a aucune solution à ces problèmes. Le capitalisme aurait besoin d'un gouvernement fasciste pour trouver une issue. Avec quoi va-t-il le faire ! Dans ces conditions, la crise va continuer. Les tentatives de répression du capitalisme n'obtiennent pas de résultats. Les grèves, la crise du mouvement étudiant continuent. Le processus de grèves, de mobilisation s'approfondit constamment en Belgique et dans toute l'Europe. Le capitalisme n'a pas de programme, de politique, de moyens, d'économie pour répondre à cette crise, tandis que les masses élèvent constamment leur volonté révolutionnaire et tendent de plus en plus à occuper les usines, à refuser les licenciements.

Les étudiants, la petite-bourgeoisie sont gagnés par le mouvement ouvrier. En plus de la classe ouvrière belge, le cours mondial de la révolution exerce son influence sur eux. Ni les communistes, ni les socialistes ne donnent une réponse. Ils ont des réponses très vagues, très éloignées de nécessités. Ils ne proposent pas de programmes, de mobilisations pour répondre à la crise du système capitaliste. Cette crise est concrète : elle est économique et sociale. Ce n'est pas la crise normale du système, c'est une crise économique. Des quantités d'usines ferment; le capitalisme a besoin toujours plus de restructurer l'économie, d'éliminer les petits concurrents, de se concentrer dans de grandes entreprises. Il faut proposer un programme pour répondre à ces problèmes.

Les ouvriers veulent travailler. Le capitalisme ne peut offrir du travail. La programmation capitaliste conduit au chômage, à la baisse des salaires, à des licenciements. Il faut étatiser. Il faut faire une discussion publique en Belgique. Que tout le monde intervienne: les lycées, les universités. Il faut discuter que la crise universitaire fait partie de cet ensemble. Il y a une crise de l'enseignement; mais sa base vient de ce que le capitalisme n'a pas de perspective pour résoudre les problèmes universitaires, il faut restructurer la Belgique. Il faut étatiser, planifier l'économie, mettre l'éducation au service du progrès de l'économie: cela va contre le capitalisme. Il faut s'appuyer sur les exemples de la France et de l'Italie. Dans toutes les grandes universités italiennes, les syndicats participent aux discussions. Les dirigeants ouvriers participent aux discussions, avec les professeurs, et polémiquent sur les objectifs de l'enseignement. Les syndicats montrent que l'enseignement n'a aucune valeur. L'enseignement se base sur un vide, sur une perspective inexistante; c'est le cas pour la technique, la science, pour n'importe quelle branche. Une preuve bien claire: mille étudiants obtiennent leur diplôme. Deux cent seulement trouvent du travail. La capacité d'imagination, de création des étudiants se heurte à un patron qui donne une recette et oblige son personnel à la suivre. Les étudiants ne sont que des ouvriers du cerveau. Les aspects scientifiques des études diminuent de plus en plus, à l'avantage des aspects techniques qui servent les patrons. Absolument toutes les sciences sont au service des patrons. Le capitalisme détruit toute possibilité de développement scientifique, de capacité créatrice des étudiants. Pour pouvoir développer la capacité créatrice des étudiants, une nouvelle société est nécessaire: à bas le système capitaliste!

Ces mots d'ordre doivent être au centre de tout. Les communistes ni les socialistes n'agitent le mot d'ordre « À bas le système capitaliste »! Ils proposent des améliorations, quelques innovations, quelques étatisations. Mais ils ne proposent pas: « à bas le système capitaliste! » Quand nous agitons ce mot d'ordre, ils attrapent peur. Par contre quand on dit cela à un ouvrier, il dit: « d'accord, construisons une autre société ».

Le voyage des dirigeants socialistes en Union Soviétique indique qu'ils n'espèrent plus grand chose du commerce avec les pays capitalistes. A cela, s'ajoute la crise normale du capitalisme. Le charbon, qui était sa base de soutien essentielle, n'a plus de perspective dans le monde. Il en a chaque fois moins. Maintenant, il existe même une machine dans les Etats Ouvriers, capable de produire en une heure ce qu'on produisait avant en 4 jours. Le capitalisme belge doit reconstruire toute cette industrie. Mais il n'en a pas le courage. Il n'a pas de perspective. Il ne trouve pas de solution centrale; c'est pourquoi il se brise en vingt morceaux.

Il faut mener cette discussion dans des tracts, des brochures. Une discussion publique. Il ne faut pas montrer seulement la crise de façon abstraite. Non. Il n'y a pas de solution pour le capitalisme, maintenant même! La concession que le capitalisme fait en donnant à l'armée et à la gendarmerie le droit de se syndiquer, indique son manque de perspectives et de forces. Cela va, au contraire, pousser de nombreux militaires ayant un petit grade, et des policiers, à chercher un soutien plus direct des syndicats. Il faut s'adresser à eux.

Nous devons impulser la discussion sur le gouvernement de gauche. On peut faire, maintenant, un gouvernement de gauche! Il faut discuter quelle est la tâche immédiate: organiser la gauche dans le PSB! organiser la gauche dans le Parti Communiste! organiser la gauche dans les mouvements fédéralistes! Il faut discuter qu'il ne s'agit pas d'un problème de wallons ni de flamands. Il s'agit d'établir l'unité en se basant sur le mouvement ouvrier. Pour un Front Unique des partis ouvriers et des syndicats sur un programme anti-capitaliste! Il n'y a pas d'autre solution. En même temps

LES PARTIS DE GAUCHE DOIVENT INTERVENIR DANS LA CRISE AVEC UN PROGRAMME POUR ALLER VERS UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE

Les étudiants ne revendiquent pas seulement de meilleures conditions de travail et d'études. Ils manifestent un refus de se conformer à la vie capitaliste. C'est cela qu'il y a au fond de leurs plaintes. Ils sont en train de perdre confiance. Ils sont méfiants, ils se sentent incompris. Leur protestation est d'une profonde agressivité.

Ce processus de protestation, de discordance, d'agitation du mouvement universitaire et secondaire est déterminé par l'influence mondiale des luttes des masses contre le système capitaliste, contre le système d'enseignement, contre la prépotence de l'enseignement bourgeois, contre l'inégalité, l'injustice et les mensonges de l'enseignement, capitaliste qui camoufle les principaux problèmes de l'histoire. A l'uni-

que cela, il faut intervenir sur les problèmes concrets de chaque usine, de chaque région. Il faut répondre, avec toute la préoccupation nécessaire, aux problèmes de chaque usine, de chaque lieu de travail, aux problèmes de baisses des salaires, de chômage, de licenciements. On ne peut empêcher tous ces problèmes d'apparaître: le capitalisme ne peut pas faire autrement. Il est chaque fois plus acculé par la concurrence mondiale, que ce soit pour le charbon, l'acier, les produits industriels. Son marché se rétrécit de plus en plus. C'est ainsi que 20 groupes éclatent. Chacun essaie de résoudre son propre problème.

Tant que les affaires marchent bien, se développent, un seul parti peut tout résumer. La bourgeoisie se présente de façon centralisée devant la petite bourgeoisie, la classe ouvrière. Mais elle n'a plus de capacité d'action. Quand elle doit se disséminer, se désintégrer, cela veut dire que le centre ne peut déjà plus répondre aux besoins de chacune de ses composantes. Il résout seulement les problèmes du centre et s'en fout du reste. De là vient la division. Cette division n'est pas un fait temporaire, du à des divergences d'intérêts politiques. Ces derniers représentent des intérêts économiques et sociaux. Cette abondance de petits partis, de petits groupes, de petites coalitions indiquent un aiguïsement, ou approfondissement de la crise belge.

De plus, il n'y a aucune solution en perspective pour cette crise. Les paysans belges accompagnent le mouvement ouvrier, depuis la grande manifestation européenne qui s'est faite à Bruxelles, et qui va se répéter.

La Belgique va vers une issue révolutionnaire. Nous ne pouvons pas en déterminer maintenant le cours précis. Les crises répétées du gouvernement se produisent en même temps que l'augmentation de la crise économique, des fermetures d'usines, de la répression culturelle. Bien qu'il n'y ait pas d'importantes répressions policières, il existe un répression culturelle dans tous les pays capitaliste d'Europe. D'autre part, la réaction des masses et la lutte révolutionnaire s'élèvent également. La répression n'intimide personne, nulle part. Au contraire. En Allemagne par exemple, la victoire de Willy Brandt montre une concentration dans la décision de progrès des masses. Brandt montre une concentration dans la décision de progrès des masses. Brandt doit son triomphe en partie aux étudiants. Ceux-ci ont voté socialiste parce que les ouvriers les y ont poussés. On calcule que trois millions, sur les 4 millions de jeunes qui ont voté, ont voté pour Brandt. Il faut compter que 500 mille à un million de voix de droite ont abandonné le Parti Socialiste: c'est le même nettoyage qui s'est produit en Italie. Il y a une qualification plus grande dans les votes. Les voix de la droite s'en vont, et sont remplacées par les votes des jeunes gens qui sont impulsés par la révolution. La bourgeoisie n'a pas notion de ce que cela signifie. Elle voit le danger, mais elle n'en a pas une réelle notion. Les jeunes ont voté communiste ou socialistes, pour prendre le pouvoir! Ce sont les mêmes qui mettent en question et rejettent le programme d'éducation capitaliste. Ils remettent tout en question. Il en va de même dans les usines.

Dans toute l'Europe, un nouveau bond révolutionnaire se prépare. Les réunions des « Dix », de la « sécurité européenne », vont mettre à nu et approfondir la crise du système capitaliste, pousser les grands monopoles à se mettre d'accord. Il va y avoir une division nette en Europe entre les grands monopoles et le reste de la bourgeoisie. Le système capitaliste va se diviser, s'affaiblir. Mais qu'ils se mettent d'accord ou non, là n'est pas le fondamental. Le triomphe de Willy Brandt indique qu'il existe déjà une nouvelle tendance, ferme, dans l'histoire. Cette tendance cherche comment s'exprimer soit au travers des communistes, soit au travers de Willy Brandt. C'est une nouvelle tendance, partant de la force énorme des Etats Ouvriers, qui progresse et cherche un canal pour s'exprimer harmonieusement.

à l'école, l'étudiant sent qu'il est à l'écart de la réalité. Il discute des faits, des problèmes étrangers à son expérience et son observation. Il se sent à l'écart. Il entre à l'université pour être mis de côté. C'est cela qui est la base de l'agitation des étudiants. Ils veulent étudier, discuter les problèmes vécus par le monde. Les étudiants veulent étudier pour répondre à ces nécessités. L'étude la médecine, de la chimie, n'occupent qu'une petite partie du cerveau des étudiants; le reste est rempli par une préoccupation sociale. L'université ne répond pas à cette préoccupation.

C'est pourquoi il faut donner de l'importance au fait que les syndicats sont en train d'intervenir, de se mêler et s'unir au mouvement universitaire. En Italie, en Amérique Latine, ils fonctionnent ensemble. Voilà la conquête à laquelle aspirent les étudiants! Ils ont perdu confiance dans le système capitaliste. Il faut donc un programme pour répondre à cette nécessité des étudiants, qui unit le mouvement étudiant à la lutte du mouvement ouvrier. Il faut proposer que le mouvement étudiant s'adresse au mouvement ouvrier en vue de faire un mouvement en commun, sur la base d'un programme donnant une solution immédiate aux problèmes des masses qui sont sans travail, qui ont des bas salaires. Il faut proposer d'augmenter les sources de production au moyen de l'étatisation, de la planification. Il faut proposer que les étudiants étudient tout cela. En même temps, il faut incorporer à ce programme, des revendications concrètes du mouvement étudiant: les modes de sélection des étudiants, les examens, le manque de débouchés etc...

Une des raisons de l'insatisfaction, du mécontentement et de la rébellion des étudiants, c'est qu'ils voient leur avenir fermé, incertain, ils voient qu'ils n'ont plus de perspectives.

Il faut montrer que le capitalisme ne peut donner aucune sécurité aux étudiants. L'Etat Ouvrier par contre, peut la donner. Il n'y a pas d'étudiants sans travail. Les plans d'études des Etats Ouvriers ne répondent pas non plus aux nécessités, mais ils sont infiniment supérieurs à ceux du système capitaliste. Le marxisme est considéré comme une base de l'enseignement. Il doit être effectivement la base et la source de toute connaissance, parce qu'il domine la méthode pour comprendre et pour étudier.

Dans le mouvement étudiant, il n'existe pas de courant, organisé par les communistes ni par les socialistes, ni par les mandélistes. Il y a pourtant des bases très importantes pour développer un grand courant. Ces groupes sont liés à des secteurs faisant de l'agitation, occupant certains postes, mais ils ne dirigent pas un mouvement de masses. La raison en est que leur politique est incorrecte. Ils n'ont pas un fonctionnement de Parti. Cependant les étudiants regardent de plus en plus ce que font les ouvriers. Il y a dans le mouvement étudiant un processus de rétention par rapport au mouvement explosifs qu'ils faisaient avant. Leur mouvement est plus ordonné, il est influencé par le mouvement ouvrier. Ce n'est pas seulement le cas en Belgique. Dans toute l'Europe il en va de même. Les exemples de la France, de l'Allemagne, de l'Italie sont bien clairs.

C'est pour cette raison que le groupe de Mandel est en train d'étouffer. Il vit encore avec l'oxygène qu'il avait en réserve, mais il ne le renouvelle pas. Il est en train de se rétrécir, de perdre pied. Il mène une activité réduite et n'apparaît pas comme un centre de décision et d'orientation. Il ne montre pas ce qu'il faut faire maintenant. Aucun mouvement étudiant ne peut vivre s'il ne vit pas la vie du pays; il étouffe à l'étape actuelle, il y a encore moins de revendications proprement estudiantines, qu'à toute autre étape. Il existe, dans les universités, des revendications du mouvement ouvrier et révolutionnaire. Le capitalisme est acculé devant tout cela et approfondit sa crise.

Il faut lancer une polémique avec les camarades du groupe de Mandel, et les appeler à raisonner: il faut répondre aux problèmes de la Belgique, qui ne se limitent pas aux problèmes universitaires. Les revendications concrètes de l'université doivent être défendues, mais elles-mêmes ne pourront pas s'accomplir sans abattre le système capitaliste, sans mener une lutte d'ensemble.

Le capitalisme n'a pas de moyens, ni de fonds, ni d'intérêt, ni de capacité pour donner une issue. Il diminue toujours plus ses préoccupations militaires, ou scientifiques destinées à l'industrie. Il cherche comment élever la productivité, affronter la concurrence mondiale, tend de plus en plus à s'exercer au travers des grands monopoles, qui constituent de vastes sociétés. Le capitalisme est obligé de développer des monopoles à cause de la concurren-

ce que lui font les Etats Ouvriers. Ce n'est plus seulement la concurrence normale du système capitaliste qui entre en jeu; il ne s'agit plus seulement des contradictions internes propres au capitalisme qui ne peut avancer que sous forme de disputes, de luttes intérieures. Maintenant, le capitalisme aurait besoin de répondre à cette concurrence par la guerre et il n'a pas le courage de la faire. Il a peur! Au contraire, il cherche à établir de plus grandes relations commerciales, économiques, financières, avec les Etats Ouvriers. Un courant du capitalisme va jusqu'à se demander s'il ne vaudrait pas mieux investir dans les Etats Ouvriers. Mais cela revient au même que se mettre soi-même au cou la corde avec laquelle on va être pendu. Le capitalisme devrait répondre à cette crise par le fascisme. Il n'en a pas la force. La petite bourgeoisie est gagnée par la révolution.

Il doit répondre au moyen de la guerre atomique! Il s'organise pour la guerre atomique mais il n'ose pas encore la lancer. Entretemps il faut qu'il vive. Il faut discuter dans le mouvement étudiant pour lui faire voir cette perspective. Pour progresser, les luttes universitaires doivent s'unir aux luttes du prolétariat, des partis ouvriers contre le système capitaliste.

Il faut organiser l'activité, en fonction de cette crise — tant du capitalisme belge, que des partis ouvriers et du propre groupe de Mandel. Celui-ci ne peut se développer comme un parti révolutionnaire sans entrer en crise. S'il veut progresser du point de vue révolutionnaire, il va exploser. Et même s'il veut se développer comme un parti électoral, il doit chercher l'appui de la classe ouvrière. Il ne regroupe qu'un noyau d'étudiants. Mais pour obtenir l'appui de la classe ouvrière, il doit évoluer au sein de celle-ci. Cela lui est impossible. Aucune de ces tendances — que ce soit « Rouge » ou de ce groupe de Mandel — ne se développera jamais comme tendance dans la classe ouvrière. Ce sont des groupes très sélectionnés, qui représentent le subjectivisme dans le mouvement ouvrier. Ils ont des positions bonnes et correctes sur l'un ou l'autre point, mais ce qu'il faut avoir, c'est un programme de lutte pour le pouvoir.

Mandel persiste à intervenir au nom du trotskysme. Quelle est la position du trotskysme? comment justifier le

(suite page 8)

AU LOCAL DU PARTI

CONFERENCE - DEBAT

Vendredi 9 mars 1973, à 19 h. 30

LES ELECTIONS EN FRANCE, LA CRISE DU DOLLAR, LA LUTTE DES MASSES D'EUROPE POUR LE POUVOIR ET LA GREVE DU 28 MARS.

322, chaussée de Charleroi à 6080 Montignies-sur-Sambre

Au local, il y a une permanence tous les jeudis, de 19 à 21 h.

On peut y trouver toutes les publications de l'Internationale, les documents du camarade J. Posadas, ainsi que tous les tracts et bulletins du Parti.

LA CRISE DU CAPITALISME BELGE ET LA NECESSITE DE LA GAUCHE REVOLUTIONNAIRE

J. POSADAS

26 novembre 1972

trotskysme? Il ne faut pas mesurer le trotskysme au travers de la Belgique. Il faut le voir au travers de la Pologne, de l'URSS, du Chili. Aucun de ceux du groupe de Mandel n'a discuté les expériences, les conclusions du Chili, de la régénérescence partielle. Ils vivent dans une grande désintégration théorique et politique. Ils se sont unifiés dans un organisme au sein duquel ils sont tous divisés. Ils n'ont pas d'avenir. Ils ne se préoccupent d'aucun des problèmes de cette époque. Tous ces groupes sont des résidus du passé. Il faut s'attendre à une crise chez eux. Mais nous devons intervenir, leur faire parvenir nos textes, ne pas les insulter, ni les mépriser. Notre fonction n'est pas de mépriser. Nous méprisons le capitalisme. Mais nous ne méprisons aucune de ceux qui luttent dans le camp de la révolution. Mandel est inclus dans ce camp. Son groupe représente une aile timide de la révolution, dont une partie est restée liée au capitalisme. Ils ont peur de la disparition du système capitaliste, parce qu'ils ne savent pas quoi faire. Ils voudraient changer la société, mais ils paniquent en se demandant ce qu'ils feront ensuite. Ils vivent en fonction de leur intérêt, de leur disposition individuelle. Une partie de ce mouvement veut progresser. Les communistes et les socialistes sont responsables de ne pas avoir eu la capacité de gagner, d'éduquer, ces secteurs, et de développer ces tâches. Nous pouvons le faire et nous allons gagner une grande base.

Il faut intervenir dans toute cette crise. La bourgeoisie a une peur panique de laisser sa liberté au PSB. Le Parti Communiste ne fait rien pour cela non plus. Il a peur d'intervenir parce qu'il ne sait pas comment. Que ferait-il s'il vient une crise comme en 60-61? Les dirigeants communistes s'effraient à l'idée d'une telle possibilité. Ils n'ont pas d'objectifs, ils ne voient pas l'issue révolutionnaire. Mais aussi bien dans le Parti Communiste, que dans le PSB et dans les syndicats, des ailes gauches se développent avec cette aspiration. Il faut appeler à l'unification sur la base d'un programme anti-capitaliste. La classe ouvrière doit intervenir dans les problèmes du pays. Cette crise n'est pas simplement le résultat d'une dispute inter-bourgeoise. C'est une crise de la direction bourgeoise du pays! Il faut intervenir! Le Parti va gagner une autorité très grande et accéder à la gauche communiste et socialiste, à la gauche wallonne et flamande, aux gauchistes. Ils ne savent pas quoi faire.

Les partis de gauche, les organisations qui se disent révolutionnaires, doivent intervenir dans cette crise, en avançant un programme: étatisations, nationalisations, contrôle ouvrier, plein emploi, investissements financiers contre le capitalisme. Si une entreprise n'est plus rentable: qu'ils meurent tous! mais les ouvriers doivent vivre! Il faut renverser les patrons. Une entreprise se propose de licencier 300 ingénieurs et techniciens: à mort l'entreprise! mais les employés doivent avoir du travail. Ils ne sont pas responsables de l'existence du système capitaliste. Il faut faire en sorte qu'ils aient du travail.

Il faut répondre à tous ces problèmes avec un programme de plein emploi, d'investissements publics, et montrer qu'il faut prendre le pouvoir pour compléter cette tâche. Il ne faut pas mener cette activité, aux dépens de la lutte pour le pouvoir. Il faut répondre aux problèmes immédiats tout en montrant qu'il faut prendre le pouvoir pour appliquer de telles mesures. Il faut nationaliser les banques pour orienter les crédits d'investissements en fonction des besoins de la population. Toute cette discussion est d'une grande importance, elle va avoir beaucoup d'écho dans l'avant-garde communiste. C'est une conclusion irréfutable.

Il faut poser également le Front Unique socialistes - communistes - gauche chrétienne-syndicats, un Front Unique National. Répondre à la crise du gouvernement, c'est répondre à la crise du système capitaliste: pour cela, il faut un front unique des partis ouvriers et des syndicats, sur la base d'un programme de revendications, d'expropriations, d'étatisations, de planification centralisée de l'économie, de développement du contrôle ouvrier, de la démocratie prolétarienne, d'augmentation de l'intervention du prolétariat dans toutes les fonctions de la production; diminution des heures de travail, cri-

entation des investissements en fonction des besoins de la population et non des bénéfices capitalistes. Il faut montrer les exemples des Etats Ouvriers: à part en Yougoslavie, il n'y a pas de chômage; au contraire, il y a un manque de main-d'œuvre. C'est l'économie planifiée et centralisée qui permet le développement de l'économie en fonction des besoins généraux de la population.

Il faut agiter deux mots d'ordre, et faire intervenir toutes les masses: ménagères, enfants, grands-pères, grand-mères, tous les petits-enfants. Il faut élever l'intervention des masses: conseils d'usines, conseils de quartiers, unification des conseils d'usines, de quartier pour résoudre tous les problèmes du quartier et de l'usine. Intervention des ouvriers, des usines, des syndicats dans le mouvement universitaire. Les syndicats doivent intervenir donner leurs plans, faire des assemblées ouvrières dans les usines, les quartiers, les syndicats, faire des assemblées unissant les quartiers, les usines, et les syndicats; des assemblées avec les écoles, les universités les quartiers et les usines pour discuter tous les problèmes: Voilà une démocratie plus grande que toute celle qu'ils peuvent donner, eux!

Il faut se préoccuper en permanence de faire une agitation, une mobilisation pour le prolétariat espagnol. La bourgeoisie prépare un accord pour s'unifier, pour centraliser l'exploitation en Europe, au travers du Marché Commun. Les syndicats de toute l'Europe doivent s'unifier et se centraliser. Il faut étatiser et planifier l'économie. Il faut organiser l'unité syndicale, répondre à toutes les revendications concrètes. Mais il faut poser des revendications à plus longue échéance: une seule Centrale Syndicale Européenne! Pour les Etats-Unis Socialistes Soviétiques d'Europe! Il faut insister beaucoup sur le mot d'ordre de l'unification socialiste d'Europe.

Tous ces problèmes doivent être discutés publiquement, dans une activité de publications, de brochures, de tracts, d'articles. Il faut discuter avec le Parti Communiste pour que celui-ci élève sa vie, son intervention, pour qu'il discute les problèmes de la crise des partis communistes dans le monde, la nécessité de la lutte pour le pouvoir, la nécessité d'appliquer toutes ces idées et les agiter. Il faut montrer que c'est la droite du PC qui s'oppose à cette lutte parce qu'elle n'a pas confiance dans les masses, dans les idées marxistes, dans les méthodes de lutte révolutionnaire. La droite du PC est un mouvement réformiste, comme un autre. Ce qu'elle attend de l'Union Soviétique c'est de recevoir un appui et elle espère, d'ici quelques années, arriver jusqu'au pouvoir. Voilà sa mentalité.

Il est nécessaire de changer une partie de la direction du Parti Communiste. Ces dirigeants sont des types qui se sont emparés du PC et qui le traitent comme des patrons; ils ne considèrent pas le Parti comme un instrument de l'histoire. Etre un instrument de l'histoire, cela signifie avoir un Parti qui vit, qui pense, qui raisonne, juge, compare, analyse, s'intéresse à tous les problèmes, prend position en fonction des expériences antérieures, se base sur la méthode marxiste. Ce parti développe une vie pleinement scientifique. C'est ainsi que vivait le Parti Bolchévique, et que vit notre Parti. C'est le contraire de ce que vit le Parti Communiste. Mais l'histoire exige une telle vie des Partis Communistes. Ceux-ci sont en train d'avancer dans ce chemin. Mais les appareils sont contre. Un secteur de la bureaucratie défend des intérêts matériels: elle a des autos, des maisons, de l'argent à défendre. Un autre secteur, par contre, n'a pas d'intérêts matériels à défendre, mais il a peur parce qu'il a une confusion terrible dans l'esprit du fait qu'il n'a pas été éduqué sur la base du marxisme. L'autre secteur, ce sont les riches: ce sont ceux que Tito a accusés récemment en Yougoslavie. Mais les mêmes types existent en Pologne, et partout. Ils existent également dans le Parti Communiste Belge. Mais un processus de nettoyage est en marche. Il y a une discussion très profonde en Belgique, comme en France, en Italie et partout; il y a un processus de luttes internes dans les Partis Communistes. Il faut intervenir dans cette lutte.

Un secteur du Parti Communiste veut que nous intervenions dans son Parti, tandis que d'autres souhaitent

nous voir liquidés tous. Le militant communiste voit que nous sommes résolus à conquérir un des droits historiques fondamentaux: faire sentir que nous avons la force de conquérir tout ce qui est nécessaire au triomphe! Le militant communiste sent cela. Il voit que nous ne sommes pas indécis, que nous sommes, bien au contraire, puissants, résolus. Face à toute leur arrogance, nous avons le droit, nous exigeons le droit d'entrer dans le Parti Communiste pour y faire sentir notre fonction, sans faire partie organiquement du PC.

Tel est le cours de l'histoire. Aucun d'eux ne s'imaginait un tel processus parce que chaque parti était « son propre maître ». Nous sommes les seuls qui avons posé « la rencontre historique », et la nécessité d'accomplir cette tâche d'agir et penser comme membres du Parti Communiste, sans en faire partie, et, en outre, entrer dans le Parti Communiste! Nous seuls pouvions décider une pareille tâche. Trotsky ne pouvait pas se l'imaginer non plus.

A son époque, ce n'était pas possible de prévoir cette perspective. C'est nous qui l'avons prévue. Le cours mondial de la révolution — son approfondissement et son extension mondiale — est dirigé par l'intelligence et la raison et oblige au raisonnement. Nous basons notre confiance et notre assurance sur la conscience de la nécessité des changements dans les Partis Communistes, dans les Etats Ouvriers. Nous ferons partie des Partis Communistes comme aile trotskyste-posadiste. Entretiens nous en ferons partie, même sans nous trouver à l'intérieur. Nous militerons à l'intérieur du PC, de la façon que nous pourrions, pour impulser le militant communiste à remplir une fonction critique envers sa direction et à réaliser les changements nécessaires sans s'arrêter. Il y a beaucoup à changer dans les Partis Communistes. Il faut détruire toute la vieille direction. La détruire! Pour comprendre cela, il suffit de voir ce qu'a fait la direction du Parti Communiste Belge lors de l'enterrement de Marc Drumeaux: Les dirigeants se sont préoccupés d'utiliser le camarade mort pour appuyer les vivants de la droite! Ils disaient: « Marc Drumeaux est mort. Il faut empêcher le Parti de dévier vers la gauche, même si les gauchistes aiment ces choses importantes ». C'est absurde. C'est comme si vous

laient retenir le progrès de la science. Ils forment toute une structure au sein du Parti Communiste qui résiste à tout progrès. Ils ont pu résister à Grippa. Mais ils n'ont pas de forces pour résister aux idées qui représentent le progrès. Il faut se baser sur cette confiance et cette assurance. Nous ne défendons pas une vue égoïste. Nous ne revendiquons pas non plus notre abnégation. Nous défendons cette conception parce qu'elle répond à un processus nécessaire et parce que ces forces sont déjà en train de se développer.

La Belgique entre dans une crise très profonde. Ils ne peuvent en sortir avec un nouveau gouvernement. Un simple exemple: ils font la «réunion des Dix» pour renforcer la bourgeoisie européenne face aux Etats Ouvriers et aux Etats-Unis. Mais chacun veut tirer les marrons du feu. Il y a une crise énorme: la victoire de Willy Brandt, la crise en Belgique, la crise en France, en Italie, en Angleterre. Qu'est-ce qui leur reste? Ces réunions n'augmentent pas la force du capitalisme. Bien au contraire, elles mettent en évidence toute sa faiblesse. Les communistes ne répondent pas à cela, ils restent immobiles. Si on regarde le niveau de la crise capitaliste, les communistes devraient être dix fois plus nombreux. Ils ont très peu progressé. Les socialistes non plus. Ce sont, au contraire, les divisions, le fractionnement qui augmentent dans le mouvement ouvrier.

Malgré cette crise, le capitalisme n'a pas pu mettre les communistes, ni les trotskystes, hors la loi. Il ne fait pas de répression importante, alors qu'il en aurait grand besoin. Il n'ose pas parce qu'il ne se sent pas fort. S'il ne maintient pas une apparence de démocratie, la petite-bourgeoisie va s'écarter de lui; les socialistes et communistes seront impulsés à prendre le pouvoir. Le capitalisme maintient cette apparence de démocratie pour empêcher la formation d'une aile gauche.

Il faut préparer notre intervention. Nous devons intervenir avec des textes, des documents s'adressant au Parti Communiste, à la gauche socialiste. Il faut mener une vie de Parti plus dynamique, plus compacte, élever la compréhension, élever le développement organique du Parti pour accomplir cette tâche.

Le 26.11.72.

J. POSADAS.

EDITORIAL: (suite de la page 1).

L'incapacité du gouvernement face à l'inflation et le développement de grèves et mobilisations des masses en Belgique et en Europe

lisme se lance à l'assaut avec la guerre économique qu'il a préparée avec le dollar, et qui va contre le capitalisme Européen, parce qu'une guerre militaire serait mise à profit par les masses pour les liquider tous.

Pour sortir de cette crise, il faut taxer les gros revenus, il faut liquider les grandes fortunes; de cet argent, il faut investir 50% dans la reconversion et le reste dans la création de nouveaux emplois.

Il faut imposer, dans toutes les entreprises, un contrôle direct de la classe ouvrière sur l'utilisation des bénéfices des entreprises.

Il faut casser tous les engagements de soutien du dollar. En pleine crise en Belgique, où le capitalisme américain n'hésite pas à mettre en pagaille toute l'industrie ici, la banque nationale soutient le dollar en achetant des milliards! Qui est-ce qui paie la note de cela? La classe ouvrière!

La gauche socialiste, la gauche social-chrétienne, le mouvement populaire Wallon, le Parti Communiste doivent discuter avec les syndicats un plan d'application de ces mesures.

L'appel que faisait la FGFB en Flandres est important, car il montre que cette crise n'est pas un problème de fédéralisme mais de la crise du capitalisme en Flandres et en Wallonie. Elle disait que le problème de l'emploi n'est pas particulier à la Wallonie mais que, d'ici 5 ans, ils auraient besoin en Flandres de 370.000 emplois de plus.

Unir ceci à l'appel lancé par le Front Commun syndical à la grève du 28 mars à Charleroi, mais au lieu de faire une ville morte, faire une ville pleine de mobilisations avec des manifestations, cortèges dans toutes les communes qui convergent à Charleroi-ville en une seule manifestation, et que chaque permanent, à l'usine avec la délégation se compromette de sortir

avec au moins 80% des syndiqués. Cela serait une vraie démonstration de force et non une ville morte qui n'est que du défaitisme.

Nous appelons toutes ces organisations à discuter de l'expérience du front de gauche en France, mais sans cacher le programme comme le fait le MPW. S'il y a une telle cohésion c'est parce qu'il y a un programme qui la donne.

Discuter pour ici quelles nationalisations sont nécessaires pour développer le pays. En premier lieu, les usines qui sont ici les points d'appui de la politique de l'impérialisme: Carterpillar, Westinghouse, la Sabca.

Nationaliser tous les trusts de grande distribution, les grands magasins, les principales industries sidérurgiques et métallurgiques, les grands de la chimie de Gand, Anvers qui sont contrôlés par les capitaux étrangers, faire un plan pour le contrôle des verreries et, comme le demandait la direction syndicale de Gilly, le contrôle plus approfondi de la classe sur certains domaines et que ce soit elle qui décide sur le travail, les heures, les cadences, etc.

La classe ouvrière en Belgique va appuyer un tel programme si elle sent un front de gauche avec l'appui des syndicats qui soit décidé à le mener de l'avant. C'est ainsi que la classe ouvrière Française va appuyer le programme commun de la gauche et c'est pour cela la panique de la bourgeoisie, les déclarations hargneuses de Pompidou.

Aussi en Belgique il faut préparer cette issue et à cette tâche nous appelons les partis et les tendances ouvrières, les militants socialistes, chrétiens de gauche, communistes, syndicalistes, les militants et tendances révolutionnaires, l'avant-garde ouvrière, toute la population exploitée du pays.

« La substitution de l'Etat Pro-
létarien à l'Etat bourgeois n'est
pas possible sans révolution
violente. »

Lénine.

« Sans le Parti, nous ne som-
mes rien; avec le Parti, nous
sommes tout. »

Trotsky.

Abonnement 12 num. . . 70 F
Abonnement 24 num. . . 150 F
Abonnem. de soutien . 300 F
Correspondance :
B.P. 273 - Charleroi
C.C.P. : 9762.34 de C. Pôlet.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE



SUPPLEMENT

PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE (TROTSKYSTE)
Section Belge de la IVe Internationale - Posadiste

SUPPLEMENT DU N° 184 DU 1er mars 1973.

LE REVEIL DU M.P.W., LE TRIOMPHE DE LA GAUCHE AU CHILI ET EN FRANCE,
LA NECESSITE D'ORGANISER LE FRONT UNIQUE WALLONS-FLAMANDS ET LA GAUCHE SOCIALISTE
ET SYNDICALE AVEC UN PROGRAMME ANTI-CAPITALISTE.

Le monde entier avance vers la gauche. Ce progrès s'est élevé d'une façon très grande, surtout avec la victoire des masses du Vietnam et de toute l'humanité contre l'im-
périalisme yankee. Le triomphe historique-
du gouvernement populaire d'Allende au Chi-
li et le puissant progrès de l'Union Popu-
laire en France, dès le premier tour sont
une partie de cette victoire. Mais il y a
aussi le progrès de la gauche en Allemagne
où, depuis la victoire de Willy Brandt, la
gauche socialiste gagne la majorité dans
les congrès du SPD des villes les plus im-
portantes et le congrès de Jeunes Socialis-
tes va discuter l'adoption d'un programme
anti-capitaliste et d'un plan d'action pour
en impulser la réalisation, basé sur la mo-
bilisation et l'intervention des masses —
travailleuses. En Angleterre, le congrès
des Trade Unions a résolu une journée de
grève générale politique le 1er Mai, pour
(suite p.2)

AU SOMMAIRE DE CE NUMERO

- La crise du dollar, la banqueroute
du capitalisme et la nécessité du
Front Unique anti-impérialiste et
anti-capitaliste
14.2.73 - J. Posadas p. 3
- Résolution du Bureau Politique du
P.C.R.(Trotskyiste) - section fran-
çaise de la IVe Internationale p.7
- Vie de l'Internationale p.11
- Editions REVUE MARXISTE p.10
- LUTTE ETUDIANTE N° 3 p.13

Résolution du B. P. du P.C.R. (t) -

pour appeler à la mobilisation, à la discussion pour entraîner toutes les couches exploitées à la lutte électorale et sociale contre le capitalisme.

Nous appelons la base socialiste. Le Parti socialiste à imposer à sa direction un engagement total avec le programme de l'Union Populaire, son application par un gouvernement de gauche, que celle-ci cesse ses colloques avec la bourgeoisie et engage tout le parti socialiste à des actions en commun avec les communistes dans la campagne électorale : meetings, réunions, comités, ensemble.

Nous appelons les gauchistes, la Ligue Communiste à orienter leur campagne en soutien de l'Union Populaire, non de façon subversive, mais comme une force d'appui à la volonté de lutte anticapitaliste de l'avant-garde communiste, de la masse communiste et socialiste. Nous les appelons à agir dans leur campagne la nécessité de l'unification et la centralisation de toutes les forces anticapitalistes, pour leur mobilisation et leurs interventions

dans les usines, les quartiers, dans les réunions, les meetings, des assemblées, des comités de front unique où participent aussi les jeunes, ceux qui se réclament du trotskisme et les gauchistes.

Nous appelons l'avant-garde communiste, socialiste, de la CGT à adresser des appels à l'incorporation de toutes les forces anticapitalistes dans l'Union Populaire : la CFDT, le FSU, la FEN, FO, les groupes gauchistes, en établissant le plus haut niveau de discussion dans le respect de la démocratie ouvrière, ce qui donnera une force et une cohésion incomparable à l'Union Populaire dans ses actions et interventions sociales face à la bourgeoisie.

Nous appelons le PC, le PS, l'Union Populaire, la CGT à maintenir toute la campagne pour le retrait de l'impérialisme yankee du Vietnam, du Laos, du Cambodge, du Moyen-Orient. Nous appelons à faire des meetings dans tout le pays pour évaluer la signification de la victoire des

masses vietnamiennes, des masses du monde.

Nous appelons tout le mouvement ouvrier, communiste, socialiste à faire de cette dernière phase de la campagne électorale un instrument d'agitation et de mobilisation contre le capitalisme avec l'organisation de grands meetings de front unique comme le 1^{er} décembre, de manifestation de rue, d'assemblées-débats et de réunions sur tous les lieux de travail et les quartiers, comme un moyen décisif de briser toutes les tentatives de manœuvres de la bourgeoisie, les feux de la droite socialiste et des radicaux de gauche, pour faire peser sur eux tout le poids des masses socialistes et communistes.

Telles sont les raisons de notre appel à voter communiste au premier tour et Union Populaire au second tour, pour le triomphe de la gauche au pouvoir, contre le capitalisme, pour avancer vers le pouvoir ouvrier et la construction du socialisme en France.

Bureau Politique du P.C.R. (t)
section française de la IV^e
Internationale (posadiste)
20 février 1973

suite de la page 5

La crise du dollar

la crise du système capitaliste par un programme d'étatisation, de planification, de contrôle de la production, de défense des libertés démocratiques, de front unique de toutes les tendances, syndicats et partis ouvriers pour se lancer à la conquête du pouvoir.

Telle est la réponse qu'il faut donner immédiatement au capitalisme en l'unissant à l'appui inconditionnel à toutes les masses du monde qui luttent contre l'oppression coloniale, pour expulser l'impérialisme de partout et faire des programmes de développement et d'étatisation dans tous les pays capitalistes. Il faut passer le Front Unique sur la base d'un programme d'étatisation et prévoir le cours de la crise générale. Il faut appeler à une conférence de tous les Partis Communistes d'Europe pour qu'ils organisent ce Front Unique avec les syndicats et les partis socialistes pour offrir un programme ouvrier, de restructuration anticapitaliste de toute l'Europe contre la crise et le chômage pour l'unification socialiste européenne.

J. PUGADAS 14-2-1973.

Editions « Revue Marxiste »

- N° 1. La construction de l'Etat Ouvrier et de l'Etat Ouvrier au socialisme.
J. Posadas - 2.1968.
- N° 2. La Révolution Polonoise en Pologne, la construction des Etats Ouvriers et la IVe Internationale.
J. Posadas - 2.1971.
- N° 3. L'Etat de Bonapartisme et la fonction historique et concrète du trotskisme comme construction conséquente du marxisme.
J. Posadas - 26.11.1971.
- N° 4. La régénérescence partielle, le racisme historique, le développement de la IVe Internationale et le processus de la révolution permanente à cette étape.
J. Posadas - 4.1971.
- N° 5. L'échec de la contre-révolution au Chili et la nécessité d'établir des organes de pouvoir des masses pour le progrès de la révolution vers l'Etat Ouvrier.
J. Posadas - 11.10.1972.
Le contre-régime au Chili la rôle de l'armée et la nécessité de la multiplication des masses pour le progrès de la révolution socialiste.
J. Posadas - 11.10.1972.
- N° 6. La crise de croissance du P.C.F., la profusion des groupes gauchistes et la lutte pour le pouvoir en France.
Bilan du Secrétariat International de la IVe Internationale - 25.8.1972.
Gauchisme, trotskisme, la lutte de classe et la révolution socialiste révolutionnaire.
J. Posadas - 12.11.1972.
- N° 7. La décomposition du capitalisme, la crise de croissance du Parti Communiste et la lutte pour le pouvoir en France. Lettre du Secrétariat International - 2.10.1972.
- N° 8. Les causes historiques de la régénérescence partielle, l'économie dans les Etats Ouvriers et la construction du socialisme.
J. Posadas - 24.8.1972.
- N° 9. Sur l'Angleterre, les routes de composition.
J. Posadas - 10.1972.
- N° 10. Les problèmes fondamentaux du marxisme.
J. Posadas - 12.1967.
- N° 11. La fonction de la cellule et la formation du militant comme dirigeant de la lutte pour le pouvoir et de la construction du socialisme.
J. Posadas - 21.11.1972.

VIE DE L'INTERNATIONALE

- CHILI -

VIVE LES MEETINGS ORGANISES PAR LE P.O.R.(T) PENDANT LA CAMPAGNE ELECTORALE !

A Santiago et à Concepcion, le Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyiste) section chilienne de la IVe Internationale a organisé deux meetings, aux quels ont participé chaque fois, de 200 à 220 personnes. Ceux-ci se sont tenus sous le mot d'ordre :

" APPUI A LA VICTOIRE POPULAIRE ET POUR LE POUVOIR PROLETARIEN, POUR L'UNITE DU MOUVEMENT COMMUNISTE NOBLE, POUR LE PARTI UNIQUE DE LA CLASSE OUVRIERE ET LES ORGANES DE POUVOIR ".

Au premier meeting, ont pris la parole des camarades du Parti, un délégué de la IVe Internationale, et aussi les camarades Fidelma Allende, dirigeante du Parti Socialiste et secrétaire des Relations Internationales de la CUTCh, et Sieves Yancovich, de la Gauche Chrétienne, tous deux candidats députés pour l'Unidad Popular. Une chaîne de télévision - occupée et mise en fonctionnement sous contrôle des travailleurs- a filmé le meeting.

A la fin du meeting, les assistants ont fait une manifestation, drapeaux rouges et banderoles en tête, dans les rues du centre de la ville.

Au meeting de Concepcion, il y eut une participation aussi importante, les militants communistes, socialistes, chrétiens du MFP, de la Gauche Chrétienne et militants du MIR. Des camarades ont parlé, au nom de la Fraction Etudiante du Parti, de la fraction de la métallurgie de Huachipato, au nom du Parti et de l'Internationale. Un camarade du MFP, secrétaire régional pour Concepcion, et le candidat pour le Parti socialiste, Manuel Rodriguez, prirent également la parole. Tous ces camarades ont souligné l'importance du front unique qui se réalisait au cours de ce meeting, et l'ont pris comme un exemple pour élever les relations au sein de l'Unidad Popular entre les tendances, sur la base d'une discussion objective pour faire progresser la révolution. Les camarades ont vendu une très grande quantité de journaux "Lucha Obrera" et de brochures contenant des textes du camarade J. Posadas.

Ces meetings et toute l'activité développée par le Parti au cours de cette campagne pour le triomphe de l'Unidad Popular ont une grande importance pour donner impulsion à l'Unidad Popular à s'appuyer sur la mobilisation des masses, sur leur organisation dans les organismes de pouvoir, à avancer vers le Parti Unique de la révolution. Tout ce progrès au posadisme au Chili s'est appuyé sur l'orientation, sur les analyses, les textes du camarade Posadas, en particulier tous les textes sur le Chili, où Posadas a, en particulier, été le seul à analyser et prévoir le triomphe de l'Unidad Popular. Nous saluons et remercions avec toute notre affection révolutionnaire notre section chilienne pour cette magnifique activité et le camarade Posadas qui en a été le centre d'orientation et de préparation! Nous embrassons toutes les masses chiliennes, l'avant-garde communiste, socialiste, chrétienne et du MIR qui ont assuré ce triomphe de l'Unidad Popular et qui font avancer le Chili vers le socialisme!

SUR L'ACTIVITE DE LA SECTION FRANCAISE DE LA IVe INTERNATIONALE PENDANT LA CAMPAGNE ELECTORALE, AINSI QUE DE LA SECTION ARGENTINE, NOUS INFORMERONS DANS LE PROCHAIN SUPPLEMENT DE " LUTTE OUVRIERE " .

- SUEDE -

Les camarades de la section suédoise de la IVe Internationale, le GROUPE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE (TROTSKYSTE) viennent de publier leur journal: "KOMMUNISTISK KAMP" (Lutte Communiste), qui va dorénavant sortir régulièrement. Les premières publications éditées par les camarades suédois, avec des textes du camarade J. Posadas avaient connu un très important écho au sein de l'avant-garde communiste et socialiste de Suède. Nous saluons avec une très grande affection les camarades de la section suédoise pour la décision, la centralisation posadiste qu'ils expriment en commençant la publication régulière d'un organe de Parti! Ce numéro contient un article du camarade J. Posadas intitulé: "Le Vietnam, la crise de la social-démocratie, la révolution socialiste mondiale et la lutte de classes en Suède" (2.1.1973)

Projektörer i alla länder, förena Er!

Kommunistisk Kamp



"Utän Partiet
är vi ingenting,
med Partiet
är vi allting"
TROTSKII

ORGAN FÖR REVOLUTIONÄRA KOMMUNISTISKA GRUPPEN (trotskist-kommunistisk)
Fjärde Internationella Gruppen Sönder:

- FORTSÄTTNINGEN PÅ DEN VÄRLDSVISA FÖR DEN VÄSTVÄSTRE RÖRELSEN
- SÖNDERSÖK OCH NYA TRADITIONER FÖR ATT KASTA UT IMPERIALISMEN UR VIETNAM
- ORGANISERA ANSÄMNINGAR - GRUPPORGANISERING I KOMMUNISTISKA FÖRENINGAR,
KOMMITTEER I ARBETARSTÄMOR OCH I NYTT-KAPITALISTISKA PROGRAMER
FÖR ATT FRAMMÄTTA KOMMUNISTISKA OCH NYA RÖRELSEFRÅGOR I LIDANDE
BASERAT PÅ FAKTERIERINGARNA, VPK OCH KAPIT

Vi håller med revolutionära glödjor de vietnamesiska arbetarnas fortsatta kamp, den omogna solidaritetsaktionen bland arbetarna, studenterna och arbetarna här i Sverige och i hela världen, och USA, Kina och alla arbetarnas fortsatta, ouslösta strid mot imperialismen och den kapitalistiska

Inför den nya historiska betydelsen som Nixon gestaltar, är det nödvändigt att svära ned på världsbildningen. Nixon har beslutat vid Brasilia att intensifiera besattnings- och befästningsarbetet i Kina och Sibirien, utöver en del av en världsprocess av konfrontation mellan imperialismen och världensrevolutionen och arbetarna. Detta kommer att bli en kulmen i atomkriget som imperialisterna koncentrerar till sina styrkor på att förbereda världens arbetarnas avstånd från att lösa den världens imperialistiska kapitalistiska handling och att organisera sig för att bekämpa den, utan att förbereda alla människors krafter för att framdriva arbetarnas och alla de revolutionära arbetarna i världen för att krossa imperialismen en gång för alla.

Attackerarna kom efter de nederlag som tilldelades de reaktionära krafter som är i allierad allians med yankeimperialismen i Japan, kapitalistiska Tyskland, Australien, Nya Zeeland, Holland, Norge, Danmark och Sverige. De kom efter den djupa anti-kapitalistiska utvecklingen i Frankrike, Italien och Storbritannien och efter den revolutionära oblianta stridens seger. Men denna akt av förändring

Suite de la page 2

J.Yerna se réfère aux succès de l'Union Populaire en France, pour proposer que le MPW impulse le rassemblement des progressistes en Wallonie. C'est bien. Mais il est nécessaire aussi de discuter quelle est la base de ce succès: c'est le programme commun et le front entre communistes et socialistes -- qui ouvrent la perspective du triomphe du gouvernement de gauche en France. Ce que propose le MPW, c'est un programme qui a déjà montré son impuissance, aussi bien pour regrouper les forces de gauche dispersées -- dans plusieurs partis, que pour attirer la petite-bourgeoisie qui a perdu toute confiance dans le capitalisme et cherche dans la classe ouvrière une direction pour changer la société. Le programme du fédéralisme va contre l'unification des forces de la classe ouvrière. En mettant en avant l'objectif du fédéralisme le MPW ne peut pas s'appuyer sur un programme, qui a fait gagner la gauche en France: ce sont les nationalisations des 13 principales industries capitalistes, et des banques pour donner des bases à une planification de l'économie en fonction des besoins de la population. Ce programme s'attaque, même si c'est encore de façon limitée, à des intérêts centraux du capitalisme et exige la venue au pouvoir d'un gouvernement de gauche, d'un gouvernement centralisé dirigé par l'Union Populaire pour pouvoir s'appliquer. Au Chili c'est la même chose. La première victoire de l'Unidad Popular, et aujourd'hui, le renforcement, l'affirmation du pouvoir du gouvernement populaire a été possible sur la base du programme d'expropriation des grandes entreprises impérialistes et capitalistes, des banques. Avec "le fédéralisme", le MPW, la gauche socialiste se trouvent sans force pour attaquer le capitalisme dans sa structure et son fonctionnement, parce qu'on n'attaque pas les bases de ce pouvoir, qui est la propriété privée des moyens de production. Le journal COMBAT constate qu'aujourd'hui, les voix de la gauche sont dispersées dans différents partis, ce qui fait que même en cas de régionalisation et d'élections d'assemblées régionales, la bourgeoisie pourrait

rester majoritaire dans ces parlements locaux. Sans le vouloir, le MPW montre ainsi la faillite des méthodes parlementaires. Pour triompher, on peut utiliser tous les moyens même parlementaires, mais il faut s'appuyer fondamentalement sur la mobilisation, l'intervention, l'action des masses. Au Chili, c'est une des conclusions fondamentales qui est en train de se discuter: Allende et le Parti Socialiste affirment encore, aux lendes mains des élections, que la guerre civile se prépare et que la victoire a été arrachée -- par la résolution et la mobilisation de la classe ouvrière et qu'il faut éliminer le Parlement et les institutions de la bourgeoisie. En France aussi, c'est possible que l'Union Populaire gagne la majorité aux élections. -- Mais cela va ouvrir plus directement un processus de guerre civile parce que le capitalisme n'est pas disposé à laisser la place, ni à s'avouer "démocratiquement" vaincu. On peut gagner, même électoralement, mais sur la base de luttes, de mobilisations et en préparant l'intervention pleine et dirigeante des masses.

En Belgique aussi se développe un processus de guerre civile "contenu, comprimé". Il y a des luttes importantes de la classe ouvrière, des étudiants, des artisans et commerçants, de Flandres comme de Wallonie, contre le capitalisme, contre la paix sociale, pour
(suite p.14)

LUTTE ETUDIANTE N° 3 EST SORTI !

Ce numéro contient le manifeste de la fraction étudiante du Parti, sur les manifestations des lycéens et l'organisation du syndicat étudiant

-un texte du camarade Posadas sur "l'art, la culture et la structuration des sentiments de l'humanité", et sur la situation du mouvement étudiant en Belgique; (extraits)
-sur des activités de l'avant-garde étudiante à Gênes et en France; - sur l'incendie du lycée de Paris dont le capitalisme est responsable.

suite de la page 13

pour la défense de l'emploi. Le capitalisme est chaque fois moins en conditions de faire des concessions. Le déclin économique qui touche la région de Liège, de Charleroi, du Borinage, touche aussi des parties importantes de la Flandre. Les dirigeants flamands de la FGFB l'ont dénoncé et montré qu'il fallait au moins 320.000 emplois nouveaux dans la région flamande d'ici 8 ans pour garantir le droit au travail. Tous ces problèmes ne peuvent être résolus avec le capitalisme. Il faut l'exproprier, planifier l'économie en fonction des besoins de la population, il faut un plan ouvrier de développement; cela ne peut se réaliser qu'en unifiant toutes les forces anti-capitalistes de Belgique. Avec le fédéralisme on ne peut avancer. C'est le programme même du fédéralisme qui laisse la bourgeoisie gagnante, parce qu'il ne permet pas un front de classe. En se repliant en Wallonie, le MPW ne fait pas profiter les travailleurs de l'expérience, des luttes très grandes de la classe ouvrière dans la région flamande.

S'il faut ou non une organisation fédéraliste de la Belgique, la population le décidera quand elle sera en pouvoir de décider. Pour cela il faut que toutes les forces anti-capitalistes en Belgique soient unifiées. Où sont ces forces: dans le PSB, il y a un courant de gauche à échelle nationale; dans la démocratie chrétienne la crise touche tous les secteurs aussi, la gauche chrétienne lutte de façon dispersée, sans pouvoir encore se regrouper; pour cela il faut l'impulser à organiser, nationalement, un parti catholique de gauche pour s'unir à la gauche socialiste et communiste avec un programme anti-capitaliste.

Le MPW doit discuter ce programme. Et surtout, la gauche socialiste doit s'appuyer à fond sur les exemples du Chili, de la France, de l'Allemagne pour s'organiser nationalement.

Cools, dans sa discussion à la radio avec Mitterand, et dans l'interview à la Libre-Belgique", est sur la défensive devant ce courant de gauche. Il veut mettre de la confusion en jouant sur les mots: il dit que nationalisations et "utilisation dans l'intérêt public" c'est la même chose. De cette façon il essaie d'escamoter qu'il faut exproprier les capitalistes. Pour cela il affirme que le PSB, participant à un gouvernement avec la bourgeoisie, peut progresser dans un programme semblable à celui de l'Union Populaire en France!

Les militants syndicaux qui sont dans le MPW en y cherchant un centre pour s'organiser, les militants socialistes, doivent mettre toutes les forces pour structurer une tendance de gauche dans le PSB. Si le MPW resurgit maintenant, c'est parce que cette gauche socialiste est nécessaire et parce qu'elle existe et cherche à avancer. Il faut se décider, à partir d'une section, d'une fédération, à ouvrir un débat sur le programme de l'Union Populaire en France et le programme socialiste du gouvernement populaire du Chili, organiser une tendance ouvertement, sortir des publications pour alimenter cette discussion dans toute l'avant-garde ouvrière.

Nous appelons aussi le Parti Communiste à intervenir avec le programme pour conduire la gauche au pouvoir, pour le gouvernement de gauche. Ce n'est pas assez d'être satisfait ou de constater que le MPW se ranime. La direction du MPW veut refaire un mouvement comme celui d'André Renard, du lendemain de la grève de 60-61. Cela n'est pas possible. La classe ouvrière a tiré de la grande grève la leçon qu'elle a manqué de direction pour la conduire au pouvoir. Elle s'est enrichie depuis de toutes les expériences des masses du monde, et en particulier de celle du Chili et de la France. Pour cela elle ne va pas appuyer un mouvement fédéral

(suite p. 15)

SOLIDARITE AVEC MONCHERET ET SITEL!

suite de la page 14

liste, elle appuie tout ce qui fait progresser le front unique et la lutte pour le pouvoir. Même quand les dirigeants du MFW ont réintégré le PSB, ils n'ont pas empêché qu'il continue à s'affaiblir. Partout où le Parti Socialiste progresse, c'est quand il a changé vers la gauche, quand il a élevé ses relations avec les Etrés Ouvriers comme en Allemagne, quand il a été obligé de s'unir au Parti Communiste comme en France, ou bien quand c'est un Parti avec des positions marxistes comme au Chili. En Belgique le PSB n'a pas progressé parce qu'il s'est enfoncé plus dans la collaboration de classe dans sa direction. Maintenant le MFW veut ressortir mais il maintient le même programme qui l'avait condamné à l'impuissance.

Ce qu'il faut faire, c'est que la gauche socialiste et syndicale s'affirme, en Flandres et en Wallonie, avec un programme socialiste et en même temps qu'elle lutte pour changer la vie et le fonctionnement des syndicats, pour unir ce programme avec une vie démocratique

tendances de l'avant-garde ouvrière, et qu'il informe de toutes les luttes de la classe ouvrière de la région flamande, comme de toutes les régions de la Wallonie. De même qu'il a appuyé et appuie la grève résolue des ouvrières de SIBB, il doit appuyer toutes les luttes des travailleurs, d'où qu'elles viennent, pour étendre les expériences, coordonner, élever et structurer sur la base de la lutte anti-capitaliste le front unique des ouvriers flamands et wallons pour lutter pour le pouvoir, pour un gouvernement de gauche en Belgique.

tique du syndicat, une vie de réunions, de discussions, d'assemblées d'usines où tous les ouvriers discutent et décident sur tous les problèmes et contrôlent constamment leur délégation. Pour organiser un courant de gauche il faut passer par toute cette lutte! : programme socialiste - démocratie syndicale et ouvrière - front unique de toutes les tendances anti-capitalistes et révolutionnaires, inclus les communistes et les trotskystes.

Nous condamnons et appelons tous les militants socialistes à condamner les déclarations de Cools disant que le front des progressistes n'a pas besoin des communistes. Il ne veut pas faire ce front parce qu'il veut éluder la discussion d'un programme qui de toutes façons est en opposition avec le capitalisme. D'autres dirigeants socialistes et les ouvriers, l'avant-garde socialiste sont contre ces exclusives. Il faut un front de toutes les tendances, disposées à s'appuyer sur l'exemple de la France, du Chili, pour le faire vivre en Belgique aussi.

Nous proposons que le journal COMBAT ouvre ses colonnes à cette discussion entre les

imposer le respect des droits et des conditions de vie des masses au capitalisme et au gouvernement conservateur. En Italie, la classe ouvrière, qui a déjà imposé l'unification sur le plan syndical, a fait une nouvelle démonstration de sa volonté, sa disposition et sa décision de prendre le pouvoir, lors de la manifestation des 200.000 métallurgistes à Rome. Cette manifestation a été préparée avec l'appui solidaire de toute la population travailleuse d'Italie qui s'est cotisée pour payer les frais de train aux ouvriers qui sont venus du Nord et du Sud manifester à Rome aux cris de : "à bas le gouvernement Andreotti! Nous sommes prêts"! C'était une véritable ASSEMBLEE CONSTITUANTE des masses italiennes!

Mais c'est surtout le triomphe du gouvernement de gauche au Chili et l'avance de l'Union Populaire en France qui sont un centre de discussion dans la gauche socialiste, syndicale et dans la classe ouvrière en Belgique. Ce sont des expériences très importantes pour aider à organiser la gauche révolutionnaire qui est une nécessité en Belgique - comme le montre le camarade Posadas dans le texte que nous publions dans ce numéro de "Lutte Ouvrière". Ces expériences s'incorporent au progrès en train de se réaliser dans le courant de gauche en Belgique.

La classe ouvrière a déjà fait sentir qu'elle ne va pas accepter de payer les frais de la crise capitaliste, dans les grèves, les résolutions, dans l'impulsion et la pression qu'elle fait sur le mouvement syndical et le Parti Socialiste. Cette force de la classe ouvrière - qui recueille toutes les expériences et le progrès révolutionnaires des masses du monde - provoque tous les changements dans les organisations ouvrières, dans les syndicats, dans le PSB et est aussi la base de la ranimation du Mouvement Populaire Wallon.

Le camarade Posadas analyse que le processus de la régénérescence partielle, de la ranimation de la fonction des Etats Ouvriers et du mouvement communiste mondial - avec la crise sans issue du système capitaliste mondial, provoque et alimente à son tour une crise de croissance dans les partis socialistes et dans toutes les organisations du mouvement ouvrier. Le réveil du MPW fait partie de cette crise de croissance.

Le M.P.W. a publié "la lettre au Roi" et propose un plan de discussions dans les usines, dans le mouvement ouvrier de Wallonie, après le dernier congrès du PSB. 44% des délégués s'y étaient prononcés contre la politique de collaboration de classes de la direction socialiste, contre la participation au gouvernement tripartite. Cela montrait la profondeur du courant d'opposition au sein du PSB et que les conditions existent pour développer une très puissante gauche socialiste dans tout le pays. Ce qui est en train de se réaliser en Allemagne, c'est la même chose qui mûrit dans le mouvement socialiste en Belgique. C'est la même chose qu'en France.

Le M.P.W. est une expression lointaine et déformée de cette nécessité d'organisation de la gauche dans le PSB. Il s'appuie principalement sur l'appareil de la FGTB, mais aussi sur l'inquiétude, le besoin d'intervention que ressentent les militants et les cadres syndicaux devant le mécontentement, la résistance et les luttes des ouvriers dans les usines. Le MPW sort, en partie, comme un reflet de toutes ces forces qui mûrissent au sein du mouvement ouvrier et surtout de la gauche socialiste pour passer à l'offensive, structurer un front unique face au capitalisme, mais en partie aussi, pour contenir cette nécessité dans le cadre réformiste du "fédéralisme et des réformes de structure anti-

(suite p. 13)

ETENDRE L'EXEMPLE DE LA GREVE DES OUVRIERS DE GLAVERBEL! DEMOCRATIE SYNDICALE!

LA NOUVELLE CRISE DU DOLLAR, LA BANQUEROUTE DU CAPITALISME ET LA NECESSITE DU FRONT UNIQUE ANTI-IMPERIALISTE ET ANTI-CAPITALISTE

J. Posadas

14.2.73

PRESENTATION

Ce texte du camarade Posadas n'est pas une simple analyse économique de la crise, mais il met en évidence que ce ne sont plus les raisons économiques qui déterminent les crises économiques et monétaires mais bien les raisons sociales en ce sens que le développement social et économique de l'humanité exige aujourd'hui une forme supérieure d'organisation de la société. Le capitalisme qui, à ses débuts, a été un facteur de développement est aujourd'hui le principal frein au progrès de l'humanité. Ce phénomène s'exprime dans la crise du dollar. A l'époque de la toute puissance du capitalisme, les Etats-Unis auraient déjà déclenché une guerre intercapitaliste pour résorber la crise. Aujourd'hui on est à une époque où toute guerre signifie une victoire révolutionnaire des masses. C'est pourquoi les Etats-Unis ont préféré la guerre économique et essaient de se décharger de leur crise sur les autres pays capitalistes et principalement sur ceux d'Europe. La Belgique est, parmi ces pays, un de ceux qui vont subir le plus le contre-coup de cette crise économique parce que c'est un des capitalistes les plus faibles étant donné que son économie est surtout basée sur l'industrie de transformation. Les autres pays capitalistes vont essayer d'amortir le choc en développant leur marché intérieur au maximum pour acheter le moins possible à l'extérieur. La Belgique ne le pourra pas. Il faut donc s'attendre à ce que la crise soit particulièrement aigue ici avec toutes les conséquences sociales que cela comporte: diminution du pouvoir d'achat, et surtout, chômage massif. Il n'y a pas de raisons que ce soient les masses travailleuses du monde qui paient les conséquences sociales de la politique criminelle de l'impérialisme au Vietnam ni de l'anarchie capitaliste qui a pour corollaire les crises économiques. Les syndicats et les partis ouvriers doivent organiser la résistance et la riposte de la classe ouvrière, refuser de payer les conséquences de la crise et, pour cela, établir un plan ouvrier de direction et de gestion du pays, qui prévoie la nationalisation des secteurs-clé de l'économie, l'imposition sévère des gros revenus et le maintien de toutes les revendications ouvrières.

L'actuelle crise de la monnaie est la crise du système capitaliste, qui prépare la guerre atomique parce qu'il n'a pas d'issue dans une guerre commerciale. Toute guerre commerciale, est l'annonce d'une guerre utilisant les moyens militaires. Dans la mesure où les pays capitalistes ne peuvent se faire la guerre entre eux, ils vont la faire contre l'Etat Ouvrier. Ils vont donc chercher à faire de nouveau ce qu'avait fait les fascistes, les nazis: rechercher l'appui des autres pays capitalistes pour lancer la charge contre l'URSS. Telle est la conclusion générale à prévoir en ce qui concerne cette crise du système monétaire, qui n'a pas de solution économique.

Il existe une masse d'argent qui est le résultat de la crise du système capitaliste. Dans le passé, la guerre éclatait pour moins de dollars que ça. Maintenant, ils sont obligés de l'avalier. Ils ont voulu dévorer le Vietnam et ils ont échoué. Maintenant, ils doivent procéder à une invasion de dollars, qui va produire inévitablement parce qu'il n'y a aucune force capable de l'arrêter, une dégradation des relations existantes actuellement dans le régime capitaliste. Cette invasion de dollars signifie que l'économie des Etats-Unis a une base malsaine, qu'elle repose sur un dollar dévalué d'au moins 30%. Le capitalisme nord-américain veut faire payer au reste du monde capitaliste la guerre du Vietnam, la guerre contre-révolutionnaire mondiale. Il veut faire payer aussi sa propre faiblesse dans la concurrence, face à des capitalistes qui lui sont supérieurs, comme c'est le cas en partie des capitalistes japonais et allemands.

On assiste à une aggravation des contradictions du système capitaliste. Etant donné que les pays capitalistes ne peuvent les résoudre par la guerre, parce qu'il y a les Etats Ouvriers et qu'ils ont peur que cela les favorise, ils vont amplifier leurs contradictions dans des crises toujours plus profondes. Des tendances fascistes vont se développer soit aux Etats-Unis, soit au Japon, en Angleterre ou en Allemagne, qui vont chercher à imposer des gouvernements « forts », capables d'imposer au nom du grand capital, ce qu'ils ont été incapables de faire au Vietnam. Mais ils ne vont pas pouvoir le faire maintenant non plus. La crise va s'aggraver énormément dans tout le système capitaliste, favorisant l'intervention des masses. Il faut prévoir le développement de ce processus à bref délai.

Ils ne peuvent maintenir le cours du dollar. Les dépenses du capitalisme au Vietnam s'élèvent de 80 à 120 millions de \$ Mais il n'y a pas seulement le Vietnam. Il y a la crise contenue de tout le système capitaliste qu'il essaye de digérer sous forme de mesures administratives et éco-

La nouvelle crise du dollar...

nomiques. Les contradictions et la concurrence inter-capitalistes s'aggravent et s'expriment par l'invasion de dollars. Ce n'est déjà plus le capitalisme nord-américain qui décide du cours de l'histoire, ce qui explique la résistance qu'il rencontre. Il est clair qu'il ne décide plus du cours de l'histoire. La concurrence inter-capitaliste se fait sous forme d'une aggravation violente de la bataille du commerce extérieur, y compris au chapitre des produits agricoles. Ces contradictions internes sont constamment aggravées et exacerbées par la lutte de classes, par le progrès de la révolution.

Cette crise monétaire n'est pas une crise « normale ». Sa base essentielle — que le dollar exprime — est que le capitalisme ne peut plus contenir le développement de la révolution. Il n'ose pas encore y répondre par la guerre atomique, bien qu'il s'y prépare. Il doit avaler toute cette crise et recevoir en son sein toutes ses conséquences ; ce qui l'oblige à des dépenses infiniment supérieures. Il ne peut prendre que deux mesures : ou bien lancer des dollars dans toutes les directions, en coulant les autres capitalistes et en les empêchant de progresser, empêchant les progrès de l'Allemagne et du Japon (même si dans l'immédiat, les Etats-Unis s'en sentiraient soulagés, cette mesure affaiblirait deux centres essentiels, et la crise postérieure n'en serait que plus grave), ou bien inventer des marchandises qui n'existent pas. Ils faisaient dans le passé la guerre pour faire face à une telle situation. Maintenant, ils ne le peuvent plus. Si le capitalisme yankee faisait la guerre au capitalisme français, anglais, allemand ou japonais, ce serait l'Etat ouvrier qui gagnerait.

Le capitalisme ne peut plus décider à l'échelle mondiale comme au temps où les Etats ouvriers n'existaient pas, où il n'y avait pas la révolution. Il est constamment contraint, obligé à concentrer ses contradictions internes et il peut y avoir d'un coup un éclatement, c'est-à-dire la guerre atomique. Il est certain que les Etats ouvriers cherchent à profiter au maximum, de manière compénétrative de cette situation. Ce n'est pas incorrect. De là leur politique de faire un certain nombre de concessions en Europe, sans pour autant n'en faire aucune de fondamentales. Ils essaient d'utiliser les contradictions du capitalisme européen contre les Yankees. Ils font toutes sortes de démarches politiques pour essayer d'attirer l'Europe ; ce n'est pas incorrect. Les Yankees s'en rendant compte et c'est la raison pour laquelle Heath est allé à New York pour leur dire : « ou bien vous nous aidez, ou bien la moitié d'entre nous se met à négocier avec les Soviétiques ». Le camp capitaliste s'affaiblit. Les Yankees menacent l'Europe et disent : « nous allons retirer nos troupes d'Allemagne et de toute l'Europe ». Et Heath leur répond que s'ils retirent leurs troupes, ils vont laisser l'Europe politiquement dans le vide. Le problème n'est pas les troupes en elles-mêmes, qui sont sans aucune valeur et qui, en cas de conflit, disparaîtraient en une fraction de seconde. Une fraction de bombe atomique suffirait à les faire disparaître. Ce sont des troupes de répression d'une armée enfiee, amorphe, passive.

La crise monétaire mondiale, même si elle ne produit pas d'effets immédiats va entraîner un chômage immense dans les pays capi-

talistes. Où commencera-t-elle ? Ça c'est une autre question. Peut-être en Angleterre, en Allemagne, au Japon, en France, ou en Italie. C'est un processus qui conduit nécessairement à ce que deux ou trois pays capitalistes connaissent un chômage massif.

Il n'est pas possible de résoudre le problème de la monnaie. Ou bien les Etats-Unis jettent cette monnaie et perdent cette quantité de richesses, ou bien ils doivent inventer des marchandises pour une valeur équivalente et doivent inventer aussi un marché qui les absorbe, les achète, et cela n'existe pas non plus. Cette crise doit se refléter de toutes façons dans une crise ultérieure de chômage. Elle va signifier aussi une accentuation de la crise de concurrence et de guerre commerciale intercapitaliste.

Le Vietnam a fait sauter une digue de contention. Le Vietnam contenait la crise du système capitaliste, et celle-ci saute maintenant à une guerre commerciale dont personne n'est disposé à faire les frais. Normalement, en système capitaliste, cela se résout par la guerre. Mais comme maintenant une telle guerre faciliterait le développement de la révolution et des Etats Ouvriers, ils vont essayer de l'empêcher d'éclater. Il n'est pas exclu que certaines escarmouches aient lieu entre grands pays capitalistes, mais elles seront commerciales, bancaires, monétaires. Ils ne peuvent pas se faire la guerre militairement. Il faut par conséquent s'attendre, au sein du capitalisme, au développement d'une tendance à s'organiser mondialement pour lancer la guerre contre les Etats Ouvriers. Mais cela va aggraver toute la situation mondiale, et au lieu d'avoir le temps de se préparer comme s'étaient préparés les nazis, cela va signifier une accélération du cours de la révolution mondiale. En effet, cela va accélérer le développement du chômage, de l'inflation. Le capitalisme va essayer de faire payer la crise aux masses, au moyen de bas salaires, élevant l'action des masses, développant les grandes luttes. Cette situation va peser sur les Partis Communistes. L'URSS va essayer de profiter, de s'allier avec un secteur du capitalisme contre les autres capitalistes et d'y calmer les luttes. Mais les masses ne vont pas accepter ces « apaisements » et elles vont poursuivre la lutte parce qu'il y a toutes les conditions pour le faire. Il y a de grands syndicats, de grands partis ouvriers, de grandes mobilisations, une petite-bourgeoisie gagnée à la mobilisation anticapitaliste et à une issue socialiste et révolutionnaire à la crise sociale.

Il faut compter avec ce processus mondial de crise et d'affaiblissement du système capitaliste dont cette crise monétaire est le reflet. Elle s'est exprimée en tout premier lieu dans la fait que l'impérialisme yankee a été pratiquement abandonné au Vietnam par le reste du système capitaliste qui a voulu profiter de ce que l'impérialisme yankee était très absorbé par le Vietnam pour se donner un grand développement économique et commercial.

Mais maintenant que les Yankees sont obligés de se retirer du Vietnam, et doivent faire face à cette offensive, comme ils ne peuvent faire la guerre aux Etats Ouvriers, comme ils ont peur, hésitent, doutent, vacillent, ils sont obligés de prendre des mesures pour tenter de stabiliser l'économie, de contenir le processus d'inflation et de détérioration du circuit monétaire pour

La crise du dollar...

pouvoir commercer avec le reste du monde et trouver une compensation au déficit immense creusé par la guerre du Vietnam, mais aussi par l'accumulation de crises normales du système capitaliste. Voilà tout ce qui les conduit maintenant à une guerre monétaire qui n'a pas de solution en elle-même, sur le plan monétaire. Aucun arrangement monétaire ne peut empêcher que cette énorme quantité d'argent ne corresponde pas à une accumulation de marchandises. En effet, les quantités de marchandises effectivement produites ont été des marchandises de guerre, qui ne se sont pas incorporées au circuit du système capitaliste, qui n'ont pas été à la consommation. La crise de production, normale au système capitaliste a été aggravée par la guerre du Vietnam. Or ceci a des limites. La rapidité avec laquelle l'impérialisme passe de la guerre du Vietnam à la guerre monétaire indique qu'il existait d'avance une crise contenue, sinon elle n'aurait pas éclaté immédiatement, elle aurait tardé des mois et des mois. La guerre du Vietnam se termine, et aussitôt éclate la guerre économique. Cela veut dire que l'un des facteurs qui ont imposé au capitalisme la signature du cessez-le-feu est cette crise sur le point d'éclater. Cette explosion aurait signifié un énorme chômage aux Etats-Unis.

Il est urgent pour l'impérialisme yankee de résoudre ce problème. Ce l'est aussi pour le reste des pays capitalistes et c'est pourquoi ils luttent entre eux. Ce sont leurs contradictions intérieures qui se trouvent maintenant aggravées par l'existence des Etats Ouvriers et aussi par le fait que les masses, dans le monde entier, luttent, résistent et affrontent le système capitaliste. S'il y avait des conditions semblables, à celles de 1936, 37, 38, le capitalisme ferait la guerre et instaurerait le fascisme. Mais ces conditions n'existent pas.

L'impérialisme ne peut pas résoudre les divergences monétaires sans que cela ait des conséquences qu'il ne peut éviter : très forte inflation, hausses des coûts de production, chômage et luttes accrues entre eux, car l'un ou l'autre pays va devoir payer les frais de la crise. Même si cela tarde il va falloir en subir les conséquences. C'est une immense masse d'argent qui, même si on la stocke, représente une richesse accumulée qui va exploser pour sortir. De toutes façons le capitalisme va être obligé de la faire sortir de ses réserves et de l'utiliser, aggravant par conséquent encore la crise du système capitaliste. Même si elle avait été le produit de l'accumulation de richesses, une telle somme d'argent serait produite du chômage, parce que fruit de la production. Si celle-ci n'est pas consommée il y a chômage en masse, parce qu'elle a peur des conséquences sociales, elle va essayer de continuer à se fier à des manœuvres monétaires. Mais ce sont précisément seulement des manœuvres, et rien d'autre. Elles ne peuvent pas remplacer la production et les richesses que seul le travail produit. Cela va conduire à une crise très profonde qui peut conduire au chômage en masse. Les capitalistes peuvent étirer le cordeau, mais plus pour longtemps.

Cette crise du système monétaire va se poursuivre et même s'il est encore possible de la contenir, elle n'a pas de solution. En effet, pour faire face à une telle situation monétaire, le

capitalisme aurait besoin de faire la guerre : la guerre militaire ou la guerre commerciale, cette dernière étant la préférence de la guerre militaire. La guerre commerciale est de courte durée et signifie que l'un des deux belligérants doit supporter les conséquences, réduire sa production, détruire ses biens, et être éliminé de la concurrence. Les capitalistes vont le faire, mais alors ils vont ouvrir les portes aux luttes révolutionnaires. Et alors, dans leur ensemble, en temps que système, ils vont chercher à se lancer contre les Etats Ouvriers. L'impérialisme yankee va tenter de persuader le reste du système capitaliste que telle est bien la solution. Il va essayer de montrer à ses partenaires qu'il n'y en a pas d'autre.

Il est évident que l'impérialisme yankee court le risque de voir certains secteurs du capitalisme en Europe comprendre qu'il les conduit à la guerre atomique. Or ils en ont peur parce qu'ils savent qu'ils vont disparaître. Ils vont donc chercher à s'arranger, à faire une politique de rapprochement commercial avec les Etats Ouvriers. Ils peuvent le faire et la politique de l'URSS peut favoriser cette tendance. Les Chinois misent sur cette situation en s'offrant comme marché commercial, à un niveau supérieur. C'est l'encouragement qu'espère la couche droitière, conciliatrice, du gouvernement et du PC chinois. Mais cette politique n'a pas de perspectives, parce qu'à eux seuls, ils ne peuvent rien résoudre.

Les masses luttent et veulent le pouvoir. Il y a la montée de la révolution dans toute l'Amérique Latine, en Afrique et en Asie. Il y a aussi la montée de la régénérescence partielle qui empêche l'impérialisme de trouver les conditions de stabilité nécessaires pour résoudre la crise monétaire, en chargeant ses conséquences sur le dos des masses, sous forme de chômage, de hautes salaires, ou en augmentant la technification, autre recours dont dispose le capitalisme. La bureaucratie des Etats Ouvriers et des Partis Communistes ne peut pas non plus contenir les masses, celles-ci défontent toutes mesures tendant à les contenir et à les écarter. Leur lutte démontre qu'elles vont vers le pouvoir. Il y a donc au contraire de bonnes conditions pour un Front Unique mondial des Partis Ouvriers, des Partis Communistes, Socialistes, catholiques de gauche, nationalistes de gauche, syndicaux, pour en finir avec ce qui reste du système capitaliste.

Cette crise économique va nécessairement s'approfondir, et la lutte commerciale intercapitaliste va augmenter, avec la tendance à une solution de guerre. Comme ils ne peuvent faire une guerre entre eux, parce que cela affaiblirait le système capitaliste vis-à-vis des Etats Ouvriers, ils chercheront à travers l'impérialisme yankee à coordonner tous les Etats capitalistes pour les lancer dans la guerre contre les Etats Ouvriers. Il n'y a cependant pas les conditions historiques pour qu'ils puissent triompher. Il y a au contraire toutes les conditions pour qu'ils soient écrasés. C'est la raison de notre appel simultané aux camarades Anglais, pour qu'ils appliquent cette politique avec l'Irlande, et aux Etats Ouvriers, pour qu'ils mêmes appellent à un front unique de tous les pays opprimés, coloniaux et semi-coloniaux, contre la crise du sys-

La crise du dollar

même capitalistes.

Il faut lancer un appel à tous les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine et que tous les Etats Ouvriers leur offrent une aide pour qu'ils affrontent le système capitaliste. Il faut proposer à ces pays aide et planification de leurs économies : front unique et coordination entre eux des différents Etats Ouvriers, planification conjointe des Etats Ouvriers et de tous les Etats Révolutionnaires, avec les centrales syndicales, les partis communistes et socialistes, les mouvements catholiques et nationalistes de gauche, front unique sur la base d'un programme de développement de l'économie de tous les pays. Il faut poser le développement économique de tous les pays, contre les plans de guerre, contre les programmes de fabrication d'armes atomiques, toute la richesse doit servir au développement de leur économie.

Il faut faire une campagne d'agitation accompagnée de lettres pour abattre le capitalisme, exposer l'impérialisme et appeler le peuple nord-américain à poursuivre l'activité qu'il a faite en défense des masses du Vietnam. Il faut faire un appel et une démonstration exemplaire, avec mobilisations, assemblées, conférences, meetings, une campagne d'agitation dans le monde entier contre l'impérialisme, contre le capitalisme et pour la planification de l'économie, pour résoudre les problèmes nés des crises engendrées par le système capitaliste. Dans les Etats Ouvriers, il n'y a pas de telles crises. Elles ont la caractéristique de l'Etat capitaliste. Il faut se lancer dès maintenant à démontrer que le système capitaliste a été vaincu au Vietnam, qu'il a été vaincu par les Etats Ouvriers et que c'est la raison pour laquelle il prépare actuellement les conditions pour lancer la guerre.

Il faut adresser un tel appel aux partis communistes, socialistes, catholiques et nationalistes de gauche, militaires révolutionnaires, à tous les pays opprimés d'Amérique, d'Afrique, et d'Asie pour qu'ils s'unissent dans un front unique pour planifier l'économie, la développer et refuser de payer les frais de la crise du système capitaliste. Il faut appeler les masses nord-américaines à entrer dans cette planification, et il faut appeler dans les pays capitalistes, au front unique des centrales ouvrières, des partis communistes, des partis socialistes, des catholiques et nationalistes de gauche pour lutter pour porter au pouvoir des gouvernements de gauche, afin de liquider le système capitaliste, appeler à la lutte révolutionnaire pour en finir avec le système capitaliste !

Tel est l'appel qu'il faut adresser aux masses d'Irlande, aux syndicats britanniques et aux partis ouvriers. Il faut appeler les centrales ouvrières d'Europe à s'unir dans un front unique. Il faut répondre avec ce front à la crise du capitalisme en Europe, en donnant un programme, en faisant en sorte que toutes les centrales syndicales, et chacune en particulier, dans la lutte spécifique de chaque pays, fassent front unique avec les partis ouvriers pour répondre à la crise que prépare le système capitaliste. Et répondre à cette crise par le mot d'ordre : Etats Unis Socialistes Soviétiques d'Europe ! Conjointement à cette campagne, chaque secteur, chaque branche d'industrie doit répondre de manière

particulière à cette crise, en s'unissant à travers toute l'Europe, pour la lutte pour ses revendications. Il faut faire la même chose en Amérique Latine, en Asie, et répondre à la pression qui va exercer l'impérialisme pour essayer de se décharger lui de la crise. L'impérialisme yankee va donner le champ libre aux exportations de capitaux, c'est-à-dire qu'il va inonder le monde entier, et en particulier l'Amérique Latine, l'Afrique et l'Asie, de capitaux, en faisant des concessions, pour essayer de concurrencer le reste du capitalisme, de le ruiner, de développer l'organisation des monopoles géants dans le monde entier. C'est une manière pour lui de faire face à la crise du système. C'est une lutte de phagocytose mutuelle, qui élimine des capitalistes et renforce la puissance des Yankees. Comme celui-ci n'a pas assez de forces pour réprimer dans le monde entier, il va préparer la guerre.

Tout est prêt pour la guerre. C'est pour cette raison que l'impérialisme yankee va donner champ libre aux exportations de capitaux, c'est un moyen de défense, pour alléger les conditions dans lesquelles l'impérialisme se voit plus à l'aise dans son propre pays, parce que sa politique de guerre se restreint au parti. Il doit intervenir dans le reste du monde. Même en poursuivant sa politique de guerre, il est obligé d'agir ainsi pour essayer de combler le déficit de milliards de millions de dollars par an que présente sa balance commerciale. C'est la même vieille histoire de la dure concurrence intercapitaliste. Ceci peut durer un certain temps, mais l'objectif est d'échapper la préparation de la guerre.

Toutes les crises antérieures ont préparé des guerres. Avant la dernière guerre mondiale et pour mettre de l'ordre, il y a eu la guerre civile espagnole, le fascisme et le nazisme. Maintenant aussi le système capitaliste va vers la guerre, mais il doit y aller avec l'existence de 94 Etats Ouvriers et d'un état de guerre civile dans chaque pays. C'est la raison pour laquelle tous ajournent ce processus, mais en l'ajournant, ils ne l'évitent pas. Au contraire, l'accumulation de la crise augmente et la violence de l'explosion aussi.

Nous appelons le mouvement ouvrier, les Etats Ouvriers et les Partis communistes à faire face à cette perspective possible — à bref délai — de chômage massif et de grandes pressions sur le mouvement ouvrier pour lui faire payer les conséquences de la crise monétaire du système capitaliste.

Nous appelons les Etats Ouvriers et les Partis Communistes à établir un plan pour que le capitalisme paie les conséquences de sa propre crise, lutter pour un gouvernement de gauche avec un programme d'étatisation. Il faut généraliser à tous les 12 points du programme de l'Union Populaire en France : étatisation, contrôle ouvrier, planification de l'économie. Il faut appeler la gauche-bourgeoise à faire, sur cette base, un gouvernement de gauche qui soit la base du gouvernement ouvrier et paysan. Il faut se lancer dès maintenant à répondre à

Suite page 10

Pour vaincre et déjouer le chantage de la bourgeoisie, faire intervenir et mobiliser immédiatement la classe ouvrière

La bourgeoisie voit qu'elle est en train de perdre. C'est ce qui explique la déclaration de Messmer sur le refus de tenir compte du suffrage universel. Aussi Messmer s'adresse-t-il à la petite-bourgeoisie pour lui faire peur, la détacher de l'Union Populaire ou l'empêcher de s'y rallier en montrant une perspective de guerre civile, un avenir imprévisible. Tout comme Ceyrac, voilà quelques jours, Messmer lance une déclaration de guerre civile, d'affrontement de classe. En proclamant qu'ils ne respecteront pas les résultats électoraux, ils veulent peser sur la petite-bourgeoisie, le Parti socialiste, les radicaux de gauche et les carriéristes pour leur montrer qu'ils vont être, en cas de victoire de la gauche, logiquement soumis au Parti Communiste car il est celui qui peut concentrer la décision et les forces. L'attitude de Messmer est la même

que celle de l'impérialisme yankee qui a dû céder au Vietnam parce qu'il n'avait plus les possibilités d'y rester ; il devait s'en aller en vue d'essayer de mettre de l'ordre dans la structure capitaliste, en vue d'affronter la guerre. Il en va de même du capitalisme français, qui doit s'en aller. Pour cela il se livre directement au chantage de la guerre civile. Leurs déclarations reflètent leur désespoir, mais aussi leur objectif principal qui est de barrer la route aux communistes, sans en avoir cependant les forces sociales. La bourgeoisie se lance avec toutes ses forces à empêcher que les communistes ne gagnent. Mais elle ne peut le faire en comptant uniquement sur ses propres forces, pour cela elle essaye de prendre pieds dans l'Union Populaire, de s'appuyer sur la droite socialiste, radicale de gauche, pour

diviser. Elle ne peut pas s'opposer directement, en lançant la guerre civile parce qu'elle a conscience que la moitié des gens la quitterait, aussi essaye-t-elle de couvrir son jeu derrière des aspects légaux.

La bourgeoisie sent qu'elle ne peut pas gagner sur sa propre politique, sur ses propres forces, en tant qu'UDR. Voilà pourquoi elle tâche de faire de Mitterrand, de Maurice Faure des interlocuteurs, des partenaires. Cela fait partie de sa stratégie, car même si elle gagne les élections, elle est perdante, parce qu'il ne s'agit pas d'une élection comme les autres, mais d'un processus pour le pouvoir dont les élections sont un aspect. La classe ouvrière qui n'aura pu, par les urnes, obtenir ce qu'elle veut, par manque de capacité de sa direction pour organiser la victoire, cherchera par d'autres moyens à atteindre ses objectifs.

Les masses n'accepteront aucune défaite électorale

L'Angleterre le montre bien. Les conservateurs l'ont emporté aux dernières élections parce que la classe ouvrière a voulu donner à sa direction un avertissement et s'est abstenue. Mais immédiatement après, elle s'est lancée dans le plus important mouvement de grève depuis 1926 et aujourd'hui elle impose à sa direction syndicale de menacer le gouvernement avec la grève générale pour le faire céder sur sa politique de blocage des salaires. La grève des mineurs avait déjà fait céder le gouvernement. Aujourd'hui la grève des gâliers -- la première dans l'histoire --, des fonctionnaires de l'Etat, prélude à une grève générale, va aussi faire céder la bourgeoisie.

Même si la bourgeoisie gagne aux élections, ce sera la même conclusion pour les masses que si les communistes avaient gagné, parce qu'elles sont déjà entrées dans le combat avec cette position. Avec mai 68 elles ont montré ce qu'elles voulaient, et leur décision de l'obtenir est restée intacte. La classe ouvrière ne s'est jamais sentie écrasée, au contraire. Elle a vu sa force, sa capacité d'entraîner la petite bourgeoisie et elle a vu ce qui lui avait fait défaut pour vaincre : une direction décidée à organiser sa volonté de pouvoir. C'est elle qui a imposé le front unique, l'Union Populaire, par dessus ses directions et c'est pour cette raison aussi qu'elle mettra en échec toutes les tentatives de faire marche arrière sur ces acquis.

C'est pour cela aussi que Messmer et la bourgeoisie ne cherchent pas à attirer les communistes, à leur offrir la conciliation. Ils savent qu'ils sont obligés d'en finir avec le capitalisme, mais aussi qu'ils le veulent, même si c'est sous un délai plus long que nécessaire. C'est ainsi que leur langage, leur programme sont aussi de guerre civile, de fermeté face aux menaces et au chantage de la bourgeoisie, comme on le voit en partie, dans la réponse de Marchais à la déclaration de Messmer. Il y a encore beaucoup de limitation par le fait que ces répon-

ses et déclarations tant de Marchais que de Séguy ou des autres dirigeants communistes ne sont pas accompagnées d'appels à la mobilisation, à l'intervention des masses, pour peser socialement, mais elles sont contre le capitalisme et montrent non seulement qu'ils doivent affronter la lutte pour le pouvoir, mais qu'ils veulent abattre le capitalisme. Mais ils ne sont pas préparés pour une telle lutte, car toute la préparation antérieure a été parlementaire, électoraliste, de conciliation et de coexistence pacifique.

C'est encore pour cela que les secteurs droitiers peuvent peser, imposer le maintien de la campagne dans de strictes limites électorales.

C'est parce que le PC n'a pas changé à temps sa politique en vue de baser la campagne sur la mobilisation de la classe que Mitterrand peut répondre, comme il le fait, aux appels du pied de la bourgeoisie. Son attitude vise à préparer une issue à la crise du capitalisme, déjà en train de se manifester et qui n'éclate pas avec une plus grande rapidité de par le manque de direction et d'orientations

des essées à la classe ouvrière. Il faut appeler la classe ouvrière à se mobiliser sur le programme concret des nationalisations, des revendications

Les tentatives de la bourgeoisie sont vouées à l'échec

Toute l'opération de la bourgeoisie tend à montrer qu'un regroupement est possible avec les socialistes, les radicaux de gauche, les réformateurs, les Hervé-Schreiber, les gaullistes comme Ed. Faure et Giscard d'Estaing. La discussion Mitterrand-Giscard indique bien que Mitterrand se sent du même bord que Giscard, mais qu'il doit aussi avertir la bourgeoisie qu'il ne peut plus agir comme dans le passé, sous peine d'être balayé. Le jeu qu'il a fait durant la guerre d'Algérie n'est plus possible. Ni lui, ni le capitalisme n'en ont la force, ni les moyens. Et s'il continue à faire ce jeu intermédiaire, il va être débordé par la brève socialiste, par les communistes. Il en ira de lui comme de Guy Mollet.

Pour cela, nous appelons la base socialiste à exiger de son parti une prise de position nette et claire, d'appui au programme de l'Union Populaire, au moment où Mitterrand esquive de plus en plus toute référence à celui-ci. La base du parti socialiste doit exiger qu'il se définit nettement par rapport au gouvernement, le refus, l'abandon de toutes les combinaisons et colloques avec lui et la réaffirmation que ses dirigeants, une fois au gouvernement, appliqueront le programme anticapitaliste sur la base

Ce processus s'œuvre sur une situation dangereuse quant à la possibilité de voir la direction socialiste essayer de briser son alliance. Mais en même temps c'est une situation, une étape où, plus que jamais, l'avant-garde exerce son contrôle sur sa direction, mesure et suit chacun de ses actes, élève son intérêt et sa concentration pour s'imposer. Mais toute cette opération qui tend à séparer l'Union Populaire, à ouvrir un chemin de conciliation aux socialistes et aux radicaux de gauche montre avant tout l'immense faiblesse et le manque de moyens et de forces de la bourgeoisie. Elle doit affronter des élections en pleine crise monétaire, en pleine débacle du dollar, alors que comme le rose le camarade Posadas dans l'article qu'on nous publie dans ce numéro, le système capitaliste fait banqueroute. Pour la classe ouvrière, au contraire, c'est une situation de pur triomphe et les élections sont pour elle un moyen pour progresser contre le capitalisme.

La classe ouvrière se sent avec toute la force de la victoire du Vietnam. L'expérience qu'elle signifie quant à la nécessité de la lutte internationale, les armes à la main pour échanger l'emprise de classes, fait que cette lutte est victorieuse. Toutes les masses du monde ont vu que la plus grande puissance impérialiste a été mise en déroute, défaits qui se prolongent maintenant dans la crise du dollar et dans la lutte inter-capitaliste acharnée qui va maintenant déboucher sur une guerre économique et commerciale sans merci. Le capitalisme va vouloir faire payer cette crise aux masses, avec le chômage, mais celles-ci ne vont pas l'accepter et la lutte pour le renverser va s'élever. Ces élections s'inscrivent dans cette situation où quels qu'en soient les résultats, c'est une étape d'affrontements, de lutte, de guerre civile qui se prépare.

sur les salaires, le niveau de vie, les conditions de travail, les droits démocratiques.

Cette crise du dollar est un coup politique puissant contre la bourgeoisie en France dans toute étape électorale. Ainsi il devient clair pour toute la petite-bourgeoisie que la pagaille économique, la fuite des capitaux dont menaçait déjà encore quelques jours la bourgeoisie en cas de triomphe de la gauche est bien le fait de cette même bourgeoisie, incapable d'assurer la fonctionnerie normale de son économie. Tout cela rétrécit les marges de manœuvre du capitalisme en France et accroît la pression que la bourgeoisie exerce sur les socialistes et les radicaux, mettant en évidence la lutte politique au sein du parti socialiste avec le Front, comme nous l'avions annoncé dès après le meeting du 1^{er} décembre.

Mais l'avant-garde aussi d'insiste de pourquoi la direction ne l'a pas prévenu des sottises de Mitterrand. Elle discute de façon critique de ce que le type de campagne électorale, de polémique et de débat avec les leaders de la bourgeoisie, sans mobilisation ni intervention directe des masses, fait le jeu de toutes ces manœuvres. L'avant-garde communiste et socialiste veut que depuis le 1^{er} décembre il n'y a plus de meeting commun, qu'aucun des deux directions ne représentent ou appellent à la réalisation de tels meetings. Si on ne le considère socialiste qui met des obstacles, il faut le dire publiquement et elle peut déboulonner par ses voix et la masse socialiste, car sur le plan des réunions des quartiers l'accord est le plus de relations en commun. Ce qui manque est la direction qui les organise. Ce refus, cette résistance sur cette commune bruit la pour être débordé, de s'engager sur le terrain de l'abandon de la base.

La masse socialiste sait très bien que son parti va gagner. Elle veut dire de "bon" parce qu'il se présente comme l'Union Populaire, alors que seul il va recevoir l'adhésion pleine

C'est l'unité, le front unique qui attire et donne confiance. Divisés, les partis communiste et socialiste ne se montrent pas capables d'entraîner et de gagner une infinité de secteurs qui n'appuient que lorsqu'ils voient un front unique, parce que c'est un gage de victoire, comme cette campagne le montre bien. La réduction de la campagne à une campagne comme parti et non ensemble comme Union Populaire restreint et diminue la capacité d'attraction de larges secteurs encore hésitants à se détacher électoralement des partis bourgeois. C'est pour cela que nous appelons le P.C., le P.S., la masse socialiste et communiste à faire de toute cette dernière étape de la campagne une présente action en commun, comme l'Union Populaire. Ce n'est pas un hasard si le meeting du 1^{er} décembre a été un tel succès et qu'ensuite au même meeting, ce parti isolé n'a pu attirer la même foule.

Les Mitterrand, les Defferre ont occupé l'Union Populaire à cause de la pression de leur base, des mobilisations de front unique de mai 68. Cette masse socialiste n'acceptera pas de se laisser tirer par la masse communiste. L'Union Populaire n'est pas une simple addition de dirigeants capables de discuter et de stopper, de par leurs idées réactionnaires, cette Union. Elle est un mouvement populaire très profond dont le centre est la classe ouvrière et c'est cela qui décide, et non tel ou tel dirigeant. Après mai 68, cette masse socialiste a déjà mis en évidence et isolé les secteurs droitiers de son parti obligeant aux changements du Congrès d'Issy-les-Moulineaux, obligeant au front unique avec les communistes. Non seulement la forte qui a conduit à cela ne s'est pas rompue, mais elle est en contrôle supérieur sur les parties de la droite du Vietnam, des élections électorales en Allemagne, au Japon, en Australie, des brèves du prolétariat anglais, italien, des pays scandinaves. En Allemagne c'est la limite de la social-démocratie à vouloir modifier la politique de rapprochement avec les Etats Ouvriers, l'Etat socialiste de Schiller s'est précipité contre la tendance Brandt. En Italie c'est la limite de son propre front électorale au P.S.I., de la même façon, il est en pleine condition pour le jeu que fait le Front. Il le fait principalement à partir du P.C. le lui laisse faire, en maintenant dans des limites d'indépendance la campagne. Cela permet à Mitterrand, Defferre, et autres d'être en force d'avoir un poids qu'ils n'ont en aucune façon lorsque la classe ouvrière, par sa mobilisation, fait des grèves, des manifestations, entre en contact direct avec les autres couches.

Le bilan réel et véritable s'élève pour nous à l'adhésion de la bourgeoisie qui en était à l'intérieur de l'Union Populaire, c'est parce que la progra-

droite du PCF, les secteurs habitués aux actions parlementaires, électoraux le leur permettent. Lorsque la classe ouvrière est mobilisée, la droite est immédiatement isolée, sans moyen de communication avec la base.

Pour déjouer toutes ces manœuvres de la bourgeoisie, pour faire cesser le jeu de Mitterrand, il faut faire pe-

ser la classe ouvrière, appeler son intervention pour briser l'alliance de la masse communiste avec la masse socialiste et préparer la lutte pour le gouvernement de gauche, la lutte pour le pouvoir. C'est la façon d'insérer, d'éliminer les secteurs bourgeois ou alliés de la bourgeoisie qui demeurent à l'intérieur de l'Union Populaire.

L'Union populaire va vaincre parce qu'elle ouvre la voie à des changements

La tendance, qui existe dans le PCF à amoindrir le Programme de l'Union Populaire, à donner des garanties de ce que l'on verra pas plus loin, à vouloir « ne pas faire peur » ne renforce pas l'Union Populaire, mais l'affaiblit. Le succès de celle-ci, la crainte qu'elle inspire à la bourgeoisie vient de ce qu'elle ouvre le chemin à de profonds changements, quelle entend s'acharner au système capitaliste, satisfaire les revendications ouvrières, élever l'intervention de la classe ouvrière et des masses à la direction du pays, ouvrir la voie pour le pouvoir des travailleurs.

Pour renforcer la lutte pour la gauche au pouvoir, il faut organiser la pleine intervention des masses. La polémique sur les objectifs, les méthodes de l'Union Populaire ne peut être à mots couverts entre Maccabius, Karapaz et Mitterrand. Elle doit être ouverte, publique, dans des réunions, des assemblées, dans des comités d'Union Populaire, de défense du Programme commun où tous le monde puisse intervenir.

Il y a des millions et des millions de gens qui veulent intervenir, qui cherchent à peser, autrement que par leur bulletin de vote. Ils ne sont pas organisés dans les partis et syndicats ouvriers et ne vont pas l'être. Ils passent pourtant d'une façon décisive dans les grèves, les occupations d'usines, la lutte quotidienne contre le patronat, contre l'impérialisme au Vietnam. Ils sont pour le programme anti-capitaliste de l'Union Populaire, pour son application, pour affronter la résistance de la bourgeoisie. Ces millions et ces millions de paysans, d'étudiants, de fonctionnaires, de soldats, de cadres et de techniciens, de chrétiens, il faut les organiser, leur permettre de peser, de donner leur avis, de décider. C'est pour cette raison que nous appelons à des comités de front unique : parce que cela répond à une nécessité de la lutte pour la gauche au pouvoir, pour briser le sabotage, les manœuvres, le chantage de la bourgeoisie.

Le Chili le montre. Il n'est pas juste de vouloir reconnaître, comme le fait l'Humanité, l'expérience du Chili. Tant qu'il s'agissait de montrer que la gauche pouvait vaincre électoralement, on a négligé l'expérience du Chili, mais maintenant qu'il faut tirer l'expérience de passage du gouvernement au pouvoir, de la destruction des structures capitalistes, des résistances et des actions contre-révolutionnaires de la bourgeoisie, le Chili n'est plus un exemple valable pour la France. Bien sûr le Chili n'est pas la France, mais la France c'est une situation plus difficile qu'au Chili, parce qu'ici la bourgeoisie a un autre pouvoir et une autre force qu'au Chili. Alors, il faut prendre pour les multiples par cent et par mille les expériences d'affrontement de classe au Chili. Il va aussi y avoir dans ce pays des élections législatives le 4 mars, élections qu'Allende a qualifié d'instrument de lutte pour le pouvoir ouvrier, et l'Humanité n'en dit rien du tout. Pourquoi n'y a-t-il aucun article, aucune analyse sur le processus labou. Non pour penser qu'on peut l'appliquer mécaniquement, mais pour aider à préparer, à armer la classe ouvrière et l'avant-garde communiste et socialiste en France. Il y a un im-

portant intérêt et une discussion sur ce qui va se passer après les élections. L'avant-garde doit se préparer et il faut intervenir dès maintenant. Pour cela nous sommes intéressés des comités de front unique qui discutent avec la participation de toutes les tendances de comment organiser l'application du programme commun. Une majorité de gauche aux élections ne suffit pas.

Pompidou et les autres qui d'ailleurs évidemment ont le dessus. Il faut se préparer dès maintenant en poursuivant l'action pour les revendications, en maintenant l'organisation des grèves pour les 40 heures, la diminution de l'âge de la retraite, l'augmentation des salaires, le contrôle ouvrier, les droits démocratiques dans l'usine, la lutte contre les licenciements et le chômage.

Lorsque Séguin déclare qu'on est en de défense de la gauche aux élections il faut s'attendre à une vague de grèves, à une coordination nationale des actions, c'est bien, mais insuffisant, parce que cela devrait être accompagné l'appel dès aujourd'hui à la mobilisation, à maintenir les luttes pour de nouvelles conquêtes dans l'usine. L'action syndicale n'a pas à se subordonner à la campagne électorale. Cela

affaiblit les forces de la classe ouvrière en donnant un répit au patronat. C'est une conception erronée. Et la classe ouvrière n'est pas d'accord avec cela.

La classe ouvrière doit rester mobilisée à tous les instants, parce que c'est elle qui est le centre et le garant des transformations. Elle est la seule qui ait une conscience résolue pour accomplir son rôle historique, en fonction des intérêts de tout le peuple. C'est pour cela qu'il est correct de dire que le prolétariat est le représentant de tout le peuple, à cause de son rôle dans la société, dans l'économie, de par sa structure et sa situation historique de classe. On ne peut à aucun moment lui demander de subordonner son action incessante de classe aux intérêts d'une campagne électorale. Sa mobilisation est au contraire la garantie de la victoire d'une telle campagne contre la bourgeoisie, comme c'est l'objectif de l'Union Populaire.

Voilà pourquoi, pour déjouer toutes les manœuvres, toute cette opération de division, anticommuniste, contre la masse socialiste, la campagne électorale ne peut être seulement une suite d'appels au vote, de déclarations télévisées, de débats polémiques avec les leaders bourgeois, comme elle l'est en grande partie. Elle doit être un instrument pour faire intervenir et peser toute cette force populaire, les millions de gens qui vont voter pour l'Union Populaire.

C'est à cette campagne de mobilisation, d'intervention de toutes les forces sociales anticapitalistes, des paysans, des étudiants, des petits commerçants, de toutes les couches de la petite-bourgeoisie que nous appelons le PC, le PS, la CGT, la CFDT, l'Union Populaire.

Nous appelons à organiser à la porte des usines des meetings, des portes de parole, ainsi que dans les quartiers, les marchés, devant les stades, les lieux de l'ULM, où chacun puisse venir prendre la parole. Il faut combiner dans les usines et les quartiers la mobilisation pour la défense des revendications avec la discussion de tous les problèmes de la société, de l'économie, la crise du dollar, la décadence de l'impérialisme au Vietnam etc...

Nous appelons à la formation de comités de quartiers, d'usine au appui à l'Union Populaire, de défense du programme commun, pour développer et conquérir de nouvelles revendications. Nous appelons à l'organisation de meetings et d'actions de rues dans toutes les grandes villes, au niveau de toutes les grandes entreprises du pays, de toutes celles qu'il faut en particulier nationaliser, que les ouvriers parcourent les quartiers, les campagnes pour expliquer, divulguer le programme de l'Union Populaire.

En faisant progresser l'Unité Populaire, au Chili, les masses ont voté pour le Socialisme.

J. POSADAS.

8 mars 1973.

(voir page 4)

« La substitution de l'Etat Proletarien à l'Etat bourgeois n'est pas possible sans révolution violente. »

Lénine.

« Sans le Parti, nous ne sommes rien; avec le Parti, nous sommes tout. »

Trotsky.

Abonnement 12 num. . . 70 F
Abonnement 24 num. . . 150 F
Abonnem. de soutien . 300 F
Correspondance :
B. P. 273 - Charleroi
C.C.P. : 9762.34 de C. Pôlet.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE



SOMMAIRE :

Bilan des grèves à Charleroi, page 5.

Aux Glaces de Courcelles, page 3.

Vietnam, page 3.

Suède : Imposer le respect de la démocratie ouvrière, page 5.

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE

Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB

11e année

AVRIL 1973

No 185

Bi-mensuel

L'APPROFONDISSEMENT DE LA CRISE DU CAPITALISME ET LA NECESSITE DE LA GAUCHE SYNDICALE EN BELGIQUE

J. POSADAS.

21 janvier 1973.

Le capitalisme belge est dans une crise très profonde. La crise s'aiguise encore par la tendance actuelle de la bourgeoisie belge à chercher des accords avec les Etats Ouvriers. La reconnaissance de l'Etat Ouvrier Allemand en a été un indice. La bourgeoisie ne trouve pas une issue au sein du système capitaliste. Voilà un indice très direct de la crise économique de ce système. Si la crise n'a pas encore éclaté, n'est pas encore apparue au plein jour, c'est par ce qu'ils essaient de la contenir en commerçant avec les Etats Ouvriers. La bureaucratie des Etats Ouvriers et des Partis Communistes essaient de profiter compénétrativement, de cette situation. La crise est beaucoup plus profonde qu'il semble. Il n'y a pas de gouvernement stable. Ils ne trouvent pas de solution. Les divisions locales, linguistiques, ethniques s'accroissent. Cela signifie une perte de confiance dans la centralisation du capitalisme. Chacun cherche sa propre solution. S'il en était autrement, ils chercheraient une solution centralisée. Mais quand chacun s'accroche à ses intérêts particuliers, c'est parce qu'il n'a pas confiance dans la centralisation et dans le fonctionnement mondial du système capitaliste. Tous les remèdes, toutes les mesures pour contenir la crise sont temporaires. Il ne peut y avoir de solution équilibrée. Voilà douze ans — depuis 1961 — qu'il y a des crises constantes. La base en est que le mouvement ouvrier a déséquilibré la centralisation du capitalisme et a fait éclater une de crises intérieures très grandes.

Celles-ci ne s'expriment pas d'une façon beaucoup plus directe parce que ni les communistes, ni les socialistes — ces derniers surtout, qui ont la direction, la majorité et la force — ne comprennent quel programme est nécessaire pour répondre à cette crise. La direction socialiste est liée et alliée au capitalisme et cherche une solution, qui maintienne en vie le capitalisme, tout en utilisant les masses. Mais il y a une résistance très grande des masses et un très grand progrès dans leur recherche d'une solution sortant du système capitaliste. Les masses sont sous la pression des événements du monde, elles sont stimulées par le progrès mondial de la révolution. Le capitalisme cherche des solutions, en même temps qu'il essaie de contenir et d'éluder la pression des masses. C'est cela la fonction du PSB et de la FGTB. Mais les contradictions intercapitalistes augmentent, le capitalisme n'a pas d'issue, il montre son instabilité. Une bonne offensive — maintenant — va augmenter cette instabilité et va permettre l'avance de tendances plus à gauche.

Dans les prochaines étapes, il va se produire un progrès mondial de telles tendances. La mobilisation mondiale contre le capitalisme en est un écho. Les Yankees n'ont reçu aucun appui direct d'aucun pays capitaliste. Rien ! Même des pays très proches d'eux, comme l'Angleterre, ont dû se taire, sinon la moitié de leur public petit bourgeois passait dans l'autre camp. Tous les pays capitalistes continuent à soutenir l'impérialisme, parce qu'ils ont des intérêts communs, mais ils ont peur des réactions sur le plan électoral et social. Maintenant, ils font semblant de désapprouver les Yankees et ne disent rien pour les soutenir. Même Wilson a dû se prononcer contre les bombardements américains sur Hanoï, alors qu'il est un associé de l'impérialisme yankee. Il est obligé de modifier son point de vue pour maintenir son autorité sur le Parti Travailleur, pour ne pas être liquidé.

Il faut intervenir dans une telle étape. En Belgique, l'avant-garde prolétarienne cherche comment s'orienter et se structurer théoriquement et politiquement. Une des conditions qui permet à notre Parti — malgré ses petites forces numériques — d'avoir une telle autorité, est le fait que l'avant-garde prolétarienne veut des idées et ne reçoit aucune réponse de

ses directions. Celles-ci se lancent dans des considérations sur la crise du capitalisme, sur son impuissance, sur les possibilités d'avancer, de progresser, de faire des changements, des réformes de structures. Les gens voient que tout cela est mensonge. Ils voient qu'il y a un processus de progrès révolutionnaire dans le monde. Ni le Parti Communiste, ni le P.S.B., ni les groupes de gauche, n'ont donné d'explications aux masses belges sur les raisons du changement d'orientation de la Belgique par rapport à l'Allemagne; pourquoi est-ce la politique de Willy Brandt qui l'emporte? Comment répondre à cela? Comment expliquer le fait que c'est l'Allemagne-Etat Ouvrier qui influence l'Allemagne capitaliste, comment comprendre l'appui énorme reçu par l'Union Populaire en France, par le Parti Communiste en Italie, comment comprendre ce processus et y intervenir? Pourquoi ces partis n'interviennent pas dans la crise immense de direction du mouvement ouvrier en Belgique? Il y a une crise constante ininterrompue du capitalisme, depuis 12 ans. Les communistes et les socialistes n'ont montré à aucun moment la capacité de répondre à cette crise au moyen d'un programme de direction pour remplacer le capitalisme. En France, par contre,

l'Union Populaire se développe, avec un programme anticapitaliste. L'avant-garde est en train de se demander : comment riposter à cette crise? On ferme des usines, on ferme des charbonnages, il y a une réduction constante des moyens de production et une augmentation de la productivité. La bourgeoisie cherche une issue dans le commerce avec les Etats Ouvriers.

La reconnaissance de l'Allemagne obéit à un intérêt commercial, et au besoin de se défendre de l'impérialisme. C'est une preuve de la faiblesse du capitalisme. Il faut mener une discussion sur : où en est le capitalisme belge, dans cette crise sans issue; la nécessité pour le mouvement ouvrier, paysan, universitaire, petit bourgeois, de donner une issue à la crise. Il faut intervenir sur ces problèmes. L'avant-garde discute de tout cela. La direction

socialiste — et en partie le Parti Communiste — se contentent de discuter de réformes? Mais il n'y a aucune issue. Le capitalisme ne permet aucune issue au moyen de réformes. Il n'y a pas de réforme capable de pallier à la crise capitaliste. La production de charbon, d'acier, de produits de consommation courante est en crise. La consommation n'augmente pas proportionnellement à la capacité de production. C'est la concurrence mondiale qui augmente. En Europe, il y a un nombre toujours croissant de consortiums, depuis l'acier jusqu'à la production européenne d'automobiles (comme veut le faire actuellement Fiat) et la constitution de grands centres européens producteurs d'aliments pour toute l'Europe. En France, en Angleterre, en Al-

(suite page 2)

EDITORIAL : FRONT-UNIQUE DE LA GAUCHE POUR ABATTRE LE GOUVERNEMENT TRIPARTITE ET PREPARER LA GREVE GENERALE

Il y a une avance évidente dans la discussion de la nécessité de la grève générale. Charleroi en a été un exemple ces jours-ci. C'est un centre de bouillonnement, d'actions entre les usines, de vie active de l'avant-garde ouvrière. Le 28 mars, jour de la grève générale de 24 heures, des dizaines et des dizaines d'ouvriers parcouraient la ville pour faire des piquets mobiles pour faire arrêter toute la région. Aujourd'hui la grève continue dans plusieurs points centraux. Et dans tout le pays des grèves éclatent, avec ou sans les directions syndicales, et ces dernières doivent courir pour rattraper la tête du mouvement.

Tout ceci est le reflet de la profonde crise sociale que vit le système capitaliste, son incapacité de résoudre quoi que ce soit. Le ministre de l'emploi et du travail va d'une grève à l'autre pour tâcher d'arranger les choses, mais il ne peut rien empêcher. Il ne s'agit pas d'un problème de bonnes volontés. Mais c'est la lutte classe contre classe. D'un côté, le capitalisme veut se maintenir pour continuer sa course au profit et l'exploitation des masses, de l'autre côté, la classe ouvrière cherche à imposer sa décision, son pouvoir et ne veut pas payer les frais de la crise capitaliste.

Cette crise empêche toute stabilité sur le plan du gouvernement. La grève de Caterpillar est une expression de la crise qui peut éclater au sein même du gouvernement à bref délai. La direction du

P.S.B. s'est lancé dans le gouvernement tripartite. A Charleroi par exemple, des députés comme Baudson et Glinne « le rebelle » ont plaidé pour y participer. On voit les résultats maintenant : ils sont tous plus impuissants les uns que les autres pour résoudre ou intervenir comme conciliateurs dans le conflit de Caterpillar, ou des Glaces de Courcelles. Dans ce dernier cas, Glinne croyait pouvoir faire plier le patron. Mais celui-ci maintient toutes ses positions. A Caterpillar, avec le refus de conciliation de la part de Fabrimétal, le gouvernement, et surtout les socialistes, ont reçu une nouvelle manifestation de leur impuissance. Tandis que le P.L.P. et la droite du P.S.C. se trouvent derrière Fabrimétal, les chrétiens « de gauche » et les socialistes se retrouvent le piquet de grève qui est venu manifester en masse devant Caterpillar, avec Harmegnies et Baudson en tête.

Le P.S.B. a fait échec en participant à ce gouvernement. Caterpillar en est une expression. Pour affronter les problèmes de l'emploi, la reconversion des régions les plus atteintes par la crise capitaliste, le P.S.B. doit se lancer dans la lutte, rompre avec ce gouvernement, imposer par la mobilisation de la classe ouvrière, des conquêtes, le maintien de l'emploi, la réintégration des ouvriers et délégués licenciés, l'expropriation de toutes les entreprises en crise, des Industries clé pour le pays, la nationalisation des

(suite page 6)

Pour un Premier Mai de Front-Unique Anti-capitaliste !
Pour des manifestations unitaires de toutes les tendances !

L'APPROFONDISSEMENT DE LA CRISE DU CAPITALISME ET LA NECESSITE DE LA GAUCHE SYNDICALE EN BELGIQUE

J. POSADAS.

21 janvier 1973.

Allemagne, par exemple, un consortium des plus grandes firmes financières européennes et yankees est en train de se former, en vue de produire et distribuer des aliments dans toute l'Europe. Il produit de tout, même des caramels.

Le développement des Etats Ouvriers a permis d'élever le niveau de vie de la moitié de l'humanité. C'est de là que vient l'augmentation de la consommation mondiale. Le capitalisme prétend que la consommation mondiale s'élève. Mais c'est dans les Etats Ouvriers que la consommation s'élève ! Ils ne disent rien de cela. Il y a une augmentation de la production dans les pays capitalistes ; mais celle-ci est due à la concurrence qu'ils subissent des Etats Ouvriers et des luttes des masses, des conquêtes arrachées par les masses. Le capitalisme connaît en même temps une augmentation constante du chômage, une diminution de la consommation, une augmentation des prix un déséquilibre constant de ses finances. En Allemagne aussi, qui est le pays capitaliste le plus solide d'Europe, il y a une augmentation constante de l'inflation. En Belgique, celle-ci est galopante. En France et en Italie, encore plus.

Le capitalisme belge est tenné dans ce processus et, en dernière instance, il dépend de l'assistance du reste du système capitaliste. Pour cette raison, la crise se répercute plus gravement sur le capitalisme belge. Les socialistes empêchent le prolétariat de trouver une issue de classe, de faire des conquêtes de classe. Par exemple, ils ne donnent aucun mot d'ordre d'étatisations, comme en Italie ou en France. L'Union Populaire de France a, dans son programme, l'étatisation de treize grandes entreprises. Il faut combiner le programme d'étatisations avec celui du développement du contrôle ouvrier. Il faut donner une réponse globale à la situation générale de crise du capitalisme en Belgique.

Entre-temps, il faut faire appel au front unique, afin de faire un mouvement unifiant partis ouvriers et syndicats, mouvements petit bourgeois, wallons ou flamands. Faire un front unique en vue de lutter pour surmonter la crise du capitalisme en Belgique, au moyen d'un programme pareil à l'Union Populaire en France, un programme d'étatisations accompagné des revendications normales du mouvement ouvrier. La Belgique commerce assez bien avec les Etats Ouvriers. Mais cela ne suffit pas pour donner une issue à la crise.

Le capitalisme a besoin de concentrer la production du charbon. Le charbon a de moins en moins d'importance dans l'économie. Voilà la base essentielle de la crise des charbonnages. Il faut donc dire : on peut demander l'établissement de vingt nouvelles usines, mais le capitalisme n'a pas intérêt à les installer, il ne fait pas d'investissements. Il faut donc prendre le pouvoir pour réaliser un tel objectif. Nous ne voulons pas qu'un seul ouvrier soit sans travail. Mais le capitalisme ne peut pas résoudre cela.

Les conquêtes obtenues par le prolétariat sont infimes par rapport aux conquêtes scientifiques et techniques de l'humanité. L'automation augmente la capacité de productivité ; mais le capitalisme l'utilise pour augmenter le capital. C'est un cycle inévitable du capitalisme, à cause de la propriété privée. Avec la propriété étatisée, il en va autrement : au lieu d'une crise semblable à celle du capitalisme, il y a une expansion et une amélioration de la vie de la production, une élévation du niveau de vie des habitants. Dans le capitalisme, l'accumulation du capital se termine par des investissements pour l'industrie de guerre. Les investissements dans les armes et les produits pour la guerre augmentent de plus en plus. Les Etats-Unis en sont un exemple.

Il faut discuter tous ces problèmes en même temps que discuter des revendications constantes de chaque usine.

Il faut faire appel à une discussion publique de tous ces problèmes pour en finir avec cette situation de guerre constante. L'exemple des bombardements en Indochine montre quelle est la perspective du système capitaliste. C'est seulement par la force qu'on peut empêcher le capitalisme d'agir. C'est par la force qu'il faut le chasser.

La crise du capitalisme en Belgique s'exprime de façon notoire quand la bourgeoisie se met à adresser une protestation contre les bombardements sur le Vietnam du Nord et reconnaît l'Etat Ouvrier allemand. La Belgique a des relations avec tous les Etats Ouvriers, mais l'O.T.A.N., lui, interdisait de reconnaître la République démocratique allemande. Maintenant, c'est l'impérialisme qui doit suivre les autres pays. Il a dû reconnaître la Chine. Il y aurait eu une rébellion s'ils ne l'avaient pas reconnue. C'est le processus d'élévation mondiale de la révolution et la crise du capitalisme mondial qui l'ont obligé à reconnaître la Chine. Pour le capitalisme, il s'agit d'un moindre mal. Le fait de reconnaître la R.D.A. et de protester contre l'assassinat de l'impérialisme au Vietnam indique qu'un secteur de la bourgeoisie belge voit que tout va mal.

Il existe une grande préoccupation dans un secteur du grand capital financier belge. Il voit que cette situation signifie sa mort et cherche à se sauver en faisant le jeu de la compénétration et de l'opportunisme, en voulant faire, pour son propre compte, ce que les Yankees font pour le leur. Il ne croit plus que les Yankees ne vont rien résoudre. S'il en était autrement, ils aideraient les Yankees à donner une solution à leurs problèmes, en tant que classe. Par contre, ils cherchent une solution pour eux-mêmes. Ils laissent aux Yankees le soin de s'armer, tandis qu'ils essaient de gagner du temps pour se sauver eux-mêmes.

Quand la bourgeoisie doit permettre que des syndicats s'organisent dans l'armée, à partir des sous-officiers, c'est qu'elle voit qu'elle ne pourra pas compter sur l'armée en cas de guerre ou de répression violente. D'autre part, elle s'imaginerait qu'elle pourrait compter sur la gendarmerie. Cela montre qu'elle est obligée d'agir les yeux fermés, qu'elle est à la fois naïve et stupide. La gendarmerie reçoit, elle aussi, la pression qui vient de tout le pays. En France, en Italie, la moitié des gendarmes ont déclaré : « Nous ne voulons plus réprimer ; partout où nous allons, nous sommes sifflés, insultés. Personne ne veut s'asseoir à côté de nous. Personne ne veut adresser la parole à nos enfants. »

Il existe quatorze Etats Ouvriers, seize Etats Révolutionnaires ! Comment penser qu'ils ne vont pas exercer leur influence ? Une telle influence détruit l'appareil bourgeois. Les policiers, les militaires, les fonctionnaires ont de l'assurance quand ils voient un appareil fort, puissant, devant eux. Maintenant, par contre, ils voient son instabilité et ils voient que l'appareil des Etats Ouvriers a une grande fermeté. Le système capitaliste perd de son influence sur eux. Ils voient que le futur ne lui appartient pas. Tout cela vient de l'influence de la révolution, du Vietnam.

La bourgeoisie voit se défaire, se désagréger toute l'autorité du système capitaliste, et elle ne parvient pas à former une équipe d'assassins. Les Yankees essaient de créer dans le monde une équipe qui se prépare à la guerre atomique, à affronter n'importe quelle conséquence. Mais ils ne peuvent la rencontrer. La seule chose que possède le système capitaliste, c'est la propriété privée ; il s'y accroche désespérément. Mais il existe même des secteurs, auparavant sous l'influence du capitalisme, qui sont déjà gagnés par la révolution, qui sont déjà partisans de notre camp. Les capitalistes ne peuvent comprendre cela. Ils n'ont pas de capacité ni de raison pour comprendre, parce qu'ils n'ont rien. Que peuvent-ils comprendre ? Rien. Ils doivent assister à tout ce processus.

L'armée professionnelle qu'ils veulent faire en Belgique est une stupidité. Ils croient qu'ils peuvent le faire avec de l'argent ? Mais les gens voient que le futur est d'un autre côté. Le futur est dans l'Etat Ouvrier. Une telle situation dans l'histoire, dominée par

Notre Parti doit développer une activité très dynamique dans ce processus, parce qu'il faut préparer la construction d'une gauche syndicale. C'est nécessaire et urgent. Ils sentent tous que la crise vient de ce qu'ils doivent affronter le mouvement ouvrier et ils cherchent comment contenir la pression du mouvement ouvrier. La construction d'un nouveau Parti Libéral à Bruxelles, plus à droite, indique l'ampleur de leur crise. Chacun essaie de tirer profit pour soi, et en plus le pays est en train de se fragmenter.

Il faut intervenir, le mouvement ouvrier doit donner son opinion ! Comment résoudre cette crise ? en quoi consiste-t-elle ? c'est une crise de l'emploi, des salaires, de la production, de la commercialisation. Il y a une crise au sein du capitalisme parce que la bourgeoisie se dispute pour une redistribution du pouvoir, et chaque secteur tire de son côté. Ils ne sont pas d'accord. Mais la dispute entre eux pour la distribution augmente, parce qu'il leur reste bien peu. Ils sont en crise parce que la concurrence est très grande et qu'il n'y en a pas assez pour tous. Le grand capital veut attirer tout pour lui, et il se heurte à une résistance très grande du reste de la bourgeoisie, qui ne veut pas se soumettre au grand capital. Comme il n'y en a pas pour tous, ce sont les grands cercles financiers qui prennent le plus pour eux.

La nécessité de former une gauche syndicale va surgir inévitablement. Nous ne pouvons pas en déterminer les délais. Il faut faire appel à la constituer. Les directions syndicales se sont mises à lancer des appels à la mobilisation pour le Vietnam, ou à faire des assemblées comme celles de Liège et Charleroi, parce que les ouvriers veulent agir, se mobiliser pour améliorer leurs conditions de salaires, de travail, et, en même temps que cela, ils réclament : « démocratie syndicale ! nous devons décider nous-mêmes qui nous élisons ! on ne veut pas recevoir des délégués déjà désignés à l'avance ! ». Il faut mener toute une campagne d'explications dans le mouvement ouvrier, sous forme de tracts, de publications, de manifestes distribués aux usines et aux maisons. Il faut faire une sorte de campagne électorale, sans appeler à des élections, mais en expliquant pourquoi il n'y a pas de démocratie syndicale. C'est à cause du manque de démocratie syndicale que l'on ne fait pas de plus grandes conquêtes. Par contre, au moyen de la démocratie syndicale, on peut obtenir beaucoup plus, parce qu'on élève la capacité de lutte. En même temps, il faut expliquer la crise du capitalisme, la crise du gouvernement qui est une expression de la crise du capitalisme. Le capitalisme ne parvient pas à surmonter ses divergences et s'affaiblit constamment. Quel que soit le gouvernement qui se constitue, ce sera un compromis de courte durée. Toute va contre eux, mondialement. Aucun gouvernement ne peut se stabiliser.

Il faut organiser toute une activité de lutte pour une gauche syndicale, non pour obtenir des résultats immédiats, mais comme une partie de la lutte pour la direction de gauche. Les syndicats sont en train de faire une mobilisation pour le Vietnam, pour éluder les mobilisations contre le patronat, tout en montrant qu'ils sont actifs. Même s'ils essaient de remplacer la mobilisation syndicale par une manifestation pour le Vietnam, qui est quelque chose d'abstrait (comme ils ont fait à Charleroi), ces faits vont stimuler les ouvriers à intervenir. Il faut mener toute une campagne pour expliquer le fonctionnement syndical démocratique, la nécessité pour tous les ouvriers de donner leur opinion. Si le délégué ne représente pas la volonté des ouvriers, il présente celle de qui ? Il faut montrer que ce fonctionnement est anachronique et permet la désintégration du mouvement ouvrier.

Il faut proposer une série de mesures qui centralisent le mouvement ouvrier, augmentent la participation des ouvriers, les droits démocratiques. Il y a un retard brutal à cause de l'absence de direction à la hauteur de la situation. Après la grève 1960-61, les ouvriers doivent en arriver à supporter une telle situation ! La situation mondiale va pousser le mouvement à avancer. Il faut compter sur elle. Il faut expliquer cette nécessité en Belgique, en montrant que la révolution mondiale va venir en renfort, permettre d'organiser la gauche syndicale. Il faut faire une campagne, en y incluant les problèmes des revendications ; ce qu'il faut faire entre autres, c'est éliminer la façon actuelle de désigner les responsables syndicaux ! On n'a pas besoin de « responsable », ni de « délégué principal », ni de « premier délégué ». C'est une forme bourgeoise, féodale. Un seul type décide. Non ! Il faut faire une commission interne dans les usines, élue par les ouvriers, avec des délégués de chaque section. Chaque section doit se réunir et déterminer les propositions, que son délégué doit défendre. Celui-ci doit discuter avec sa section. Ce sont les ouvriers qui l'élisent et qui le remplacent. Le syndicat peut proposer, mais c'est la section qui décide, parce que le délégué présente la section et l'usine.

Il faut élever la vie démocratique

et l'intelligence et la raison, doit s'exprimer dans le Parti Communiste, d'une façon ou d'une autre. L'intelligence et la raison ne rencontrent pas encore une direction qui leur correspondent, mais elles sont bien présentes.

syndicale de façon à ce que tous les ouvriers puissent intervenir. Dans ce but : élire des délégués par section, faire des assemblées de section tous les mois, toutes les semaines ou tous les jours si c'est nécessaire. Il faut faire des propositions. Il faut discuter aussi comment unir l'organisation du mouvement ouvrier sous forme de partis (socialiste, communiste, trotskyste) avec son organisation sous forme de syndicat. Il ne faut pas considérer le mouvement syndical tout seul. Quand le fonctionnement syndical n'est pas dirigé politiquement, quand les masses ne sont pas organisées à la fois dans les syndicats et dans les partis de classe, le processus subit un retard. Il faut discuter beaucoup ces problèmes pour aider à organiser la tendance qui veut faire la gauche syndicale ; montrer qu'en même temps que la gauche syndicale, il faut aider à organiser la gauche de classe dans les partis ouvriers. Sans quoi, le mouvement de gauche syndicale se réduit, étouffe et retombe dans un syndicalisme qui négocie avec le patron.

On peut former une gauche syndicale. Il faut la faire, elle répond à une nécessité, tout comme la gauche dans le Parti Socialiste et dans le Parti Communiste ; il faut préparer les conditions pour un Front des partis ouvriers et des syndicats. Il faut aider le mouvement à s'orienter sur la base de la méthode marxiste. Aujourd'hui, plus qu'à toute autre étape de l'histoire, il faut se baser sur l'expérience générale de la lutte des masses, sur la construction du socialisme, sur la lutte pour prendre et garder le pouvoir, il faut comprendre la crise des partis communistes, de la Yougoslavie, de Pologne, de Tchécoslovaquie, U.R.S.S., etc...

Il faut mener une offensive centralisée de toutes les centrales ouvrières, faire un appel aux syndicats pour une mobilisation nationale accompagnée de manifestations, avec le programme suivant : plein emploi, diminution des heures de travail, augmentation des salaires, échelle mobile des salaires et des heures de travail, augmentation des droits démocratiques des ouvriers, droit à élire des délégués par section, à tenir des assemblées d'usines, de sections, droit pour chaque usine à déterminer ses positions, à établir son jugement, droit démocratique à discuter,

SOLIDARITE AVEC LES MASSES ESPAGNOLES POUR ABATTRE LE REGIME DE FRANCO !

décider, élection de directions sur cette base ; éliminer le fonctionnement avec des « délégués principaux ».

Voilà comment faire les critiques aux dirigeants ; lutter pour cela signifie lutter pour une direction de gau-

che. Il faut combiner cette lutte avec l'appui au Vietnam. Mais appuyer le Vietnam, cela veut dire faire croître la lutte dans le pays pour des conquêtes des masses. La profondeur, la volonté, la décision de la lutte s'expriment au-

tant par la persistance du combat des ouvriers, des syndicats, des paysans, des petits bourgeois, des fonctionnaires, que par la tendance au sein de l'armée et de la police à s'organiser en syndicats. Ce ne sont pas des ten-

dances circonstancielles motivées par des intérêts de salaires. En même temps que la préoccupation pour les salaires, cette tendance est impulsée par une force qui l'encourage à conquérir plus de droits sociaux, à ne pas être de simples exécutants ou défenseurs du capitalisme. Cela signifie que les conditions existent pour mobiliser toutes les masses et que l'on peut aller beaucoup plus loin que ce que font les directions actuellement. Il faut proposer des discussions dans toutes les usines, des assemblées d'usine pour mener cette discussion.

Le mouvement syndical doit poser un programme appuyant la décision d'une grande partie du P.S.B. et des syndicats de refuser un gouvernement tripartite avec les libéraux. Il faut proposer un programme socialiste, un gouvernement de gauche. Faire une grande agitation dans tout le mouvement syndical pour un gouvernement de gauche, en discuter dans toutes les usines. Il faut agiter un programme d'expropriation de tous les principaux moyens de production et des finances, combiner cela avec la nécessité de faire les assemblées d'usines et d'élire des délégués par section, d'éliminer les « délégués principaux » représentant les patrons et faire des commissions internes composées des délégués qui doivent, eux, consulter leur section. Un seul homme ne peut rien décider seul. C'est l'assemblée d'usine qui doit décider. On ne peut prendre aucune résolution sans assemblées. Il faut stimuler cette activité et proposer une discussion dans tout le mouvement ouvrier sur : quelle est l'issue de la crise à laquelle la bourgeoisie a conduit le pays ?

Il faut appuyer les syndicats qui se sont opposés à l'incorporation des socialistes à ce gouvernement avec les libéraux. L'issue est dans le gouvernement de gauche, la mobilisation des syndicats. Il faut appeler à l'unification avec les travailleurs flamands ; il faut ranimer toute cette agitation. Les grèves actuelles sont un exemple de la situation, de tout le climat qu'il y a en Belgique. Le plus important de tout cela, c'est que la direction syndicale s'oppose à un gouvernement incorporant les libéraux, et qu'elle cherche à avoir un gouvernement sur lequel elle peut faire une plus grande pression pour obtenir plus de concessions. Elle s'oppose à l'alliance avec les libéraux parce qu'elle est contre un gouvernement comprenant des secteurs qui vont offrir plus de résistances aux revendications des syndicats.

Voilà le fond du problème. Les directions syndicales sentent la pression de la classe et la possibilité d'obtenir de plus grandes conquêtes et d'éviter un affrontement avec les masses. Pour eux, c'est le moindre mal. Il faut intervenir pour organiser cette issue du gouvernement de gauche et de construction d'une gauche syndicale, une gauche socialiste et communiste en vue de donner une direction de classe à ce processus.

Le 21 janvier 1973.

J. POSADAS.

AUX GLACES DE COURCELLES.

Un exemple de mobilisations et d'organisation de la classe ouvrière en défense de l'emploi.

Nous saluons avec toute notre fraternité communiste la résolution des ouvriers et employés des Glaces de Courcelles de continuer la grève, qui dure depuis 15 jours et l'occupation de l'usine depuis une semaine. L'objectif des patrons américains PPG est la fermeture de l'usine. Ils prétendent que cette usine n'est plus rentable. Ils ont déjà reçu de plantureux subsides de l'Etat pour la maintenir en fonctionnement. Et ils les ont utilisés pour augmenter leurs bénéfices. Rien de plus

Les démarches du Ministre Gline, n'ont pas abouti. Les capitalistes, qu'ils soient belges ou américains ne cèdent pas sur simple demande. Il faut leur imposer par la force, par les mobilisations, grèves comme le fait toute la classe ouvrière du pays. Dans la dernière discussion avec les patrons la seule garantie est : le patron payerait directement les 4 mois de garantie de salaires après licenciements (résultats de la conférence nationale de l'emploi), 15 des travailleurs licenciés seraient reclassés dans d'autres verreries et tous les autres seraient prioritaires sur les listes de l'ONEM. C'est un véritable scandale. C'est la démonstration de l'incapacité d'un ministre, prisonnier du système capitaliste aussi rebelle qu'il soit, du gouvernement capitaliste. On ne peut pas compter sur un ministre quel qu'il soit. Seule la mobilisation des travailleurs paye. Maintenant, après l'échec de l'intervention de Glinne, une partie des dirigeants se rend compte que ce n'est plus un terrain de discussion possible.

Ils vont être obligés de voir, que c'est l'action, la mobilisation unifiée de la classe ouvrière qui porte des fruits, et vont devoir les appuyer pour approfondir, développer la lutte. Il faut gagner la première manche de la bataille maintenant, la grève avec occupation pour empêcher les 120 licenciements. Il faut faire céder les patrons sur ce point. Mais même s'il cède s'il ne licencie personne maintenant, il fait maintenir la vigilance. Le patronat ne va pas se résigner. Il va chercher de toutes façons à liquider cette usine, parce que cela

fait partie du plan de rationalisation, de centralisation de l'entreprise multinationale PPG. Les glaces de Courcelles n'ont pas grand intérêt pour eux. Ils vont l'éliminer.

S'il ne le font pas aujourd'hui, ils s'arrangeront pour le faire dans un mois, dans cinq mois en licenciant un petit nombre d'ouvriers, à la fois, en mettant au chômage technique. Ils ont déjà démontré quels étaient leurs plans 60 ouvriers et ensuite 35 ont déjà été licenciés ou menacés. Maintenant ils voulaient encore en licencier 120. C'est la grève avec occupation et la continuation de ce mouvement, l'unification avec les autres entreprises du verre, avec les autres secteurs qui va entraver les patrons PPG dans leurs plans, et démontrer que la classe ouvrière ne veut pas payer la crise du capitalisme.

Nous invitons les communistes à faire des propositions concrètes d'organisation, pour faire triompher maintenant la grève et l'occupation, pour que le comité de grève intervienne comme un centre organisateur, qu'il fasse appel à ce que tous les ouvriers participent à l'occupation de l'usine, ou du moins viennent tous à l'assemblée du matin et restent dans l'usine, organisent des groupes pour aller aux autres usines, avec des autos-radios, pour faire des collectes, des appels à la solidarité.

Nous invitons les camarades du PC à voir que le ministre Glinne ne peut pas prendre plus de responsabilité que celles qu'il a déjà prises. On en a vu le résultat ! Il faut faire des propositions concrètes pour que la grève soit une victoire. Aujourd'hui !

Et ensuite il faut discuter ; les patrons veulent fermer. Que l'état prenne l'usine en charge et sans indemniser les patrons, déjà l'Etat a donné suffisamment de subsides. Ils ne les ont pas investis pour rénover l'usine, pour améliorer les conditions de travail, pour l'agrandir et permettre de nouveaux emplois. Au contraire, 60 ouvriers ont été licenciés et ils veulent en licencier 120. Où est passé cet argent de l'Etat qui servait à maintenir l'usine ?

Les patrons PPG les ont mis dans leurs poches. Par conséquent, il faut les exproprier, que l'usine devienne une propriété de l'Etat avec contrôle ouvrier et non plus une propriété privée gérée anarchiquement.

La manifestation régionale du secteur verrier, va être une démonstration de force. Qui décide ? les patrons ou les travailleurs. Nous saluons la décision du syndicat du verre de réaliser une telle manifestation. Cela va être une démonstration de l'unification de la classe ouvrière, des employés, de tous les travailleurs du secteur du verre.

PLUS UN SEUL LICENCIEMENT ! D'USINE !

PARTAGE DU TRAVAIL ENTRE TOUS LES TRAVAILLEURS !

40 ET 36 HEURES IMMEDIATEMENT SANS PERTES DE SALAIRES !

ETATISATION SANS INDEMNISATION DES VERRERIES SOUS CONTRÔLE OUVRIER !

Il faut mettre aussi en discussion la mise en fonctionnement de l'usine. Le patron prétend qu'elle n'est plus rentable. La classe ouvrière peut démontrer quand elle décide et organise la production, que l'usine est non seulement très rentable, mais le prix du verre reviendrait même moins cher. Au nord de Gilly, les mineurs ont calculé le prix de revient du charbon, en comptant un salaire digne pour tous les travailleurs, le paiement du matériel nécessaire etc. . . Le résultat a été que si eux-mêmes organisent la production et la vente à la population de Charleroi, il reviendrait 40 % moins cher.

En Angleterre, aux chantiers navals de la Clyde, les travailleurs ont fait fonctionner les chantiers, dirigeaient tout, même les Soviétiques ont passé des commandes. Ce sont des expériences utiles pour les Glaces de Courcelles et que nous appelons à discuter.

12/4/73.

VIETNAM

Pour une campagne mondiale de mobilisations en défense de la vie et l'intégrité physique des emprisonnés politiques au Sud-Vietnam, pour leur libération immédiate

Nous dénonçons devant toute l'opinion publique mondiale, devant le mouvement ouvrier et révolutionnaire les risques qui pèsent sur l'ensemble des emprisonnés politiques et syndicaux au Sud-Vietnam. Ce sont des centaines de milliers de révolutionnaires, d'hommes, de femmes et d'enfants qui sont en danger de mort. La violation de ce point des accords de Paris sur la libération et la sauvegarde de la vie des emprisonnés politiques au Sud-Vietnam montre que Thieu et sa clique ne reculeront devant aucun crime pour tenter de survivre, pour se venger de la défaite que le peuple vietnamien leur a imposé et continue de leur imposer.

Nous appelons à maintenir le fonctionnement du front unique mondial réalisé pour soutenir la lutte du Vietnam contre l'impérialisme. En ce sens nous saluons la prochaine réunion à Hanoi de la Fédération Syndicale Mondiale pour discuter de la reconstruction du Vietnam. Nous l'appelons à lancer un appel à tous les syndicats du monde pour qu'ils maintiennent leur action en solidarité au Vietnam, pour l'expulsion immédiate de l'impérialisme, pour l'application des Accords de Paris, pour l'unification du pays et la construction du socialisme.

Il faut que partout dans le monde s'organisent des manifestations, des mobilisations pour empêcher le crime que se prépare à commettre et qu'a déjà commencé à perpétrer Thieu, avec le massacre des emprisonnés politiques dans ses bagnes et ses prisons.

Le mouvement ouvrier et démocratique mondial peut empêcher ce crime. Nous appelons les Partis Ouvriers, les syndicats en Belgique, toutes les organisations qui se sont unies dans les mobilisations pour le Vietnam

à organiser une manifestation de rue dans toutes les villes en Belgique pour exiger la vie sauve et la libération des emprisonnés au Sud-Vietnam. Nous appelons à des actions coordonnées sur le plan européen, à ce que se réunissent des délégations des syndicats, des partis ouvriers de France, d'Italie, de Belgique, d'Allemagne, d'Angleterre, des pays nordiques pour organiser des actions en commun et simultanées.

Il faut maintenir toute la solidarité agissante des peuples avec les masses et les révolutionnaires du Vietnam, avec ceux qui dans cet instant se trouvent en prison en danger de mort. Il existe toutes les conditions pour arrêter le bras assassin de Thieu et de sa clique, pour faire respecter les points des accords y relatifs avec une mobilisation nationale et mondiale, des Etats Ouvriers qui aussi exercera une pression sur l'impérialisme yankee pour l'obliger à respecter sa signature. Cette mobilisation est d'autant plus urgente qu'il faut la lier à la dénonciation des plans en cours de l'impérialisme et de ses menaces de reprendre les bombardements sur le Nord-Vietnam. C'est par une action mondiale incessante et ininterrompue qu'il sera possible de déjouer les plans de guerre que continue de fomenter l'impérialisme au Vietnam, parce qu'il ne peut pas, comme l'a analysé le camarade Posadas, admettre sa défaite.

VIVE LA VICTOIRE HISTORIQUE DES MASSES DU VIETNAM CONTRE L'IMPERIALISME !

LIBERATION IMMEDIATE DE TOUS LES EMPRISONNES POLITIQUES DU SUD-VIETNAM !

FRONT UNIQUE MONDIAL ANTI-IMPERIALISTE !

EN FAISANT PROGRESSER L'UNITE POPULAIRE, LES MASSES ONT VOTE POUR LE SOCIALISME AU CHILI. J. POSADAS 8 MARS 1973

Le Chili a voté pour le socialisme. Le triomphe du Chili n'est pas un triomphe en chiffres : numériquement la droite a gagné ; elle a obtenu plus de voix. Pourquoi parlons-nous de triomphe ? Pourquoi toute la presse mondiale parle-t-elle d'un triomphe de Allende ? Pourquoi ? Parce que la droite espérait écraser le gouvernement de l'Unité Populaire. C'était une lutte de classe contre classe. Le triomphe de l'Unité Populaire, c'est-à-dire l'obtention d'un nombre de voix suffisant pour que l'Union Populaire reste au gouvernement, cela signifie continuer la politique de mesures anticapitalistes. C'est pour cette raison que c'est un triomphe : c'est cette ligne qui est un triomphe.

Les masses du Chili ont voté pour le socialisme, pas pour Allende ni pour le Parti Communiste. Elles ont voté pour le socialisme et cette nouvelle élection est très importante car c'est la vérification irréfutable que les 200 ou 300 mille analphabètes qui sont intervenus pour la première fois, ont voté pour l'Union Populaire. Ils ne savent ni lire ni écrire mais ils savent décider. Ces analphabètes sont gagnés par le programme, par l'objectif et par leur propre intervention, non par la lecture. Cela va stimuler l'intervention de la classe.

Maintenant un autre problème se pose : le gouvernement a triomphé en ce sens qu'il peut se maintenir, mais il ne peut pas réaliser son programme comme Allende l'espérait en créant une seule Chambre. La bourgeoisie a encore assez de force. Il faut créer des organes, développer les organes de pouvoir social des masses. La nomenclature entre Teitelbaum, Millas et la gauche socialiste, le MAPU, le MIR et les trotskystes va recommencer : c'est une lutte publique sur la portée du programme de gouvernement.

Ces élections ont démontré que les masses chiliennes veulent le socialisme. Ce n'est pas vrai que l'Unité Populaire a obtenu 43,5 % : c'est 45 %, car il faut y ajouter les voix d'un petit groupe socialiste l'USOPO*. De plus, le recompte n'est pas terminé.

Mais même avec 43,5 % c'est une augmentation très grande. Il ne faut pas le mesurer en comparaison avec les élections présidentielles de 1970 où l'Unité Populaire avait obtenu 36 %. Mais en comparant avec les dernières élections de députés et de sénateurs sous le gouvernement de Frei, où les partis qui composent maintenant l'Unité Populaire avaient obtenu 28 %. Maintenant ils ont obtenu 45 %, cela veut dire une augmentation de 15 %. Cela signifie que le changement et le progrès sont très profonds : très profonds. C'est comme ça qu'il faut le prendre ! Et comme les racines de ce progrès sont très profondes, elles vont se charger d'attirer le reste de la population. Ce progrès a des racines très profondes : paysans, petits-bourgeois, militaires, techniciens sont entraînés dans ce progrès. Mais même de cette façon l'Unité Populaire ne peut pas avoir la majorité électorale. Dans des pays comme l'Allemagne ou l'Angleterre on peut obtenir la majorité électorale. Mais il y a une différence : en Allemagne et en Angleterre cette majorité électorale était remportée par un programme social-démocrate. Au Chili c'est un programme socialiste. En Allemagne et en Angleterre, des secteurs de la petite-bourgeoisie sont attirés par la social-démocratie parce que celle-ci fait une politique qui correspond mieux aux intérêts de ces secteurs populaires, en écartant la crainte du « danger communiste ». Au Chili la politique est communiste, il n'y a pas de « danger communiste » : c'est le communisme ! Alors il n'a pas le même pouvoir d'attraction et il n'a pas non plus la possibilité de prendre une plus grande extension de manière à obtenir la majorité pour arracher la petite-bourgeoisie et la paysannerie : l'Unité Populaire n'a pas le temps historique pour cela, elle ne peut pas non plus espérer obtenir la majorité dans de nouvelles élec-

* USOPO : Union Socialiste Populaire (note du traducteur).

tions. Par contre les masses peuvent aujourd'hui gagner tous ces secteurs socialement : l'augmentation de voix enregistrée par l'Unité Populaire sont des voix qui ont été gagnées socialement par les mobilisations des masses dans la rue, dans les quartiers, dans les manifestations. Les 18 % d'abstentions ne sont pas des bourgeois. Ce sont des voix qui correspondent aux secteurs, aux couches périphériques de la petite-bourgeoisie, de la paysannerie. Tout le prolétariat a voté. Mais ces 18 % ne sont pas des bourgeois, c'est un secteur de la population qui n'a pas osé voter, mais qui n'a pas voté pour la droite, ce qui signifie un pourcentage supplémentaire d'appui au gouvernement. Si ces secteurs avaient été de droite ou du côté de la bourgeoisie, ils auraient voté contre l'Unité Populaire, car la bourgeoisie toute entière a voté parce qu'il s'agissait de défendre son compte en banque, son intérêt de classe tandis que les masses ont voté pour le socialisme. De toute façon, quand il y a une telle polarisation : 18 % d'abstention c'est beaucoup. Cela veut dire qu'il y a tout un secteur mécontent qui n'a pas été attiré par le manque d'une politique plus profondément anticapitaliste. La bourgeoisie a voté toute entière, ces 18 % d'abstentions ne lui appartiennent pas. Ces secteurs, qui ne votent pas, sont dans notre camp mais ils sont indécis, hésitants. Alors il faut chercher comment les attirer. On peut gagner ce secteur en organisant l'activité du prolétariat au moyen de manifestations de meetings, de discussions sur le programme d'intervention des masses dans le contrôle et la planification : sur ces 18 %, 12 % au moins peuvent être gagnés.

Dans les élections sont intervenus des secteurs qui n'ont rien à voir avec la production, des secteurs nuls. Ce ne sont même pas des parasites, alors que les votes qu'a recueillis Allende sont les votes de ceux qui produisent toute l'économie du pays. Si ceux-là s'arrêtent, c'est le pays tout entier qui s'arrête. Si ceux qui votent pour la bourgeoisie s'arrêtent, le pays continue de marcher. C'est ce qu'on a vu au moment des manifestations « des casseroles ». Dans les élections interviennent des secteurs qui ne décident pas économiquement ni socialement. La bourgeoisie participe, alors que 30 % d'entre elle n'a rien à voir avec le processus de la production. Le droit de vote universel est injuste : tous n'ont pas le droit de voter. Par exemple la bourgeoisie dit : « Les criminels et les assassins ne peuvent pas voter, alors pourquoi ce faignant de président d'une usine aurait-il le droit de voter. Par exemple la bourgeoisie dit : les autres ! » Quelle fonction joue-t-elle dans l'économie ? Quelle différence y a-t-il entre eux et ceux qui sont en prison : la différence c'est que que les premiers commandent ! Mais ils n'ont aucun rôle social. Cela pèse sur la société, il n'est donc pas possible de résoudre ce problème électoralement. Dans la prochaine étape il faut proposer le développement des organes d'intervention des masses. Que les ouvriers, les étudiants, les fonctionnaires, les petits-bourgeois, les paysans forment des organes, des instruments d'organisation de la société pour décider, à travers ces organes, où va l'économie. Il faut avancer vers des mesures socialistes au moyen du contrôle ouvrier et du double pouvoir dans les usines, les syndicats et les quartiers. Il faut étendre les JAP (Juntas de abastecimiento y precios = Comités de ravitaillement et de prix).

Le fait que l'Unité Populaire ait obtenu 43 % des voix indique que c'est toute la classe ouvrière et un secteur des paysans qui ont voté pour ça. Et déjà un secteur de l'armée a été gagné lui aussi. Il faut donc faire un plan sur la base de cette situation nouvelle et favorable. La bourgeoisie ne se trompe pas quand elle dit « l'Unité Populaire a triomphé ». Et elle ajoute « en réalité c'est la droite qui a triomphé, mais comme elle ne peut rien

faire contre Allende, c'est Allende qui gagne ». La bourgeoisie doit inventer un faux raisonnement pour dire sous une autre forme « nous avons perdu ».

Le triomphe de l'Unité Populaire au Chili — même si elle a eu moins de voix que la bourgeoisie — a renforcé la décision du prolétariat. Il montre en même temps la très grande influence des mesures socialistes qui ont attiré plus de 7 % des voix supplémentaires par rapport aux élections présidentielles de 1970. Ce sont les mesures socialistes qui ont attiré ces voix nouvelles. Millas a voulu rendre 45 des usines nationalisées : la gauche socialiste, les trotskystes, le MIC, le MIR, et le MAPU se sont opposés. Ils ont rendu public le scandale, ils ont fait une discussion publique. Allende est revenu de sa tournée à l'étranger, il a bloqué cette tentative et il a dit : « nous ne rendrons aucune usine ! » La droite communiste a déclaré « ça va nous faire perdre les élections ». La bourgeoisie disait « ils reculent, nous gagnons ! » Et le résultat a été que l'Unité Populaire a obtenu 43 % des voix. La droite a gagné mais ce qui triomphe c'est la politique de maintien des expropriations. La classe ouvrière a vu que c'est comme ça qu'il faut faire. Ce résultat va avoir une influence très grande pour continuer les mesures socialistes, et cela va influencer sur le reste de l'Amérique Latine, en particulier sur l'Argentine et l'Uruguay.

Le Chili a démontré de nouveau que même à travers des moyens électoraux, un gouvernement qui compte avec l'appui de la masse ouvrière, de puissants partis communiste et socialiste et de petits groupes de tendance révolutionnaire, peut réaliser la tâche d'infliger des coups au capitalisme et de préparer les conditions pour la construction d'un Etat Ouvrier.

Ce triomphe au Chili va influencer très puissamment sur les élections en Argentine, en démontrant que la voie à suivre est la voie chilienne améliorée. Les masses chiliennes ont montré quelle est la voie à travers les organismes de quartier qu'elles ont formé, à travers leurs organes syndicaux, leurs comités de quartier, leurs comités de paysans, leurs comités d'usines, leurs comités d'entreprises, à travers les grèves qu'elles ont faites, contre la bureaucratie, comme celles qui ont eu lieu à Chuquicamata et dans d'autres mines. C'étaient des grèves qui n'affectaient pas la politique du gouvernement, ni la finalité objective de celui-ci ; c'étaient des grèves faites par la classe contre les bureaucrates. Par contre, l'autre grève qui a eu lieu, à laquelle ont participé des secteurs dont les intentions n'étaient pas d'impulser la démocratie ouvrière, a été moyennement suivie et presque ignorée des masses. Lors des grèves antérieures, les ouvriers ont balayé presque toute la direction et le prolétariat n'avait aucune résistance à faire de telles grèves car elles n'affectaient en rien le pays. La grève provoquée par la droite et la bourgeoisie en octobre dernier, la grève des camionneurs a soulevé contre eux la réaction de toutes les masses. Celles-ci se sont substituées aux camionneurs pour assurer les livraisons et le ravitaillement. Les masses ont déjà fait une expérience très riche. Elles ont montré qu'il est possible de remplacer l'appareil de production et de distribution du capitalisme : les masses du Chili ont déjà fait cette expérience. Lors de la dernière étape, quand tous les magasins fermaient il s'est formé des comités de quartiers, dirigés par le gouvernement, mais appuyés par les quartiers, les usines et les syndicats, et ce sont ceux qui ont remplacé les commerçants pour assurer le ravitaillement. La même chose lors de la grève des camionneurs. Quant à « la marche des casseroles » elle n'a eu aucune conséquence.

Cela indique que la classe ouvrière du Chili est bien entraînée. Elle en a donné les preuves, elle est intervenue pendant deux ans dans des activités et des actions de classe de forme soviétique, même si ce n'est pas comme ça qu'on les appelle.

Elle est déjà préparée pour exercer cette fonction. Elle a vu qu'elle est capable de résoudre tous les problèmes et pas seulement par le bulletin de vote mais qu'elle les résout encore mieux en les affrontant avant l'élection, comme quand elle a supporté la grève d'octobre, grève qui était une pression pour essayer d'affaiblir la solidarité entre la classe et le gouvernement. Les conclusions de ce triomphe de l'Unité Populaire (même si elle a obtenu moins de voix que la droite) montrent que celle-ci a déjà une base solide pour impulser les organes de pouvoir qui vont entraîner une partie de la petite-bourgeoisie qui suit encore la démocratie chrétienne. Il faut donc faire postérieurement un plébiscite de forme soviétique. C'est constitutionnel parce que la Constitution c'est nous. La Constitution d'aujourd'hui est bourgeoise, elle a des limites bourgeoises et le prolétariat a démontré qu'il veut continuer cette expérience.

C'est comme ça qu'il faut mesurer : 43 % des voix à l'Unité Populaire ça signifie tous les secteurs qui déterminent la vie économique et sociale du pays ; l'opposition au gouvernement a eu 54 % parmi lesquels de 25 à 30 % ne représentent absolument rien dans l'économie du pays. Telle est la forme d'élection bourgeoise, le résultat de la Constitution bourgeoise : il faut discuter tout ça. Cette constitution c'est eux qui l'ont faite, pas nous. Il faut entrer dans cette nouvelle discussion. Le gouvernement a tendance à résoudre parlementairement ; or il n'y a pas de solution parlementaire. La bourgeoisie va se lancer à la guerre civile : il faut se préparer à la guerre civile parce qu'elle arrive. Il faut développer une activité pour gagner l'armée, en comptant que l'armée va se diviser et qu'une aile va progresser. Mais pour cela elle doit sentir le poids des masses, leur capacité d'action et d'organisation, elle doit voir les masses fonctionner dans leur propres organismes, il faut donc préparer tout cela, car cela fait partie de la préparation de la guerre civile : créer les organes d'intervention de la population dans les quartiers, les usines, les syndicats, les comités de paysans, les organes joints à un programme de contrôle ouvrier sur les usines et les quartiers, sur le ravitaillement et sur la planification il faut faire une grande tâche d'agitation pour montrer qu'il faut planifier la production beaucoup. Grâce à la planification, sans quoi celle-ci ne peut pas augmenter et avoir une grande augmentation de la production, une grande augmentation des exportations, et une amélioration des conditions de vie. Mais pour cela il faut étatiser. Mais pour étatiser et planifier, sans que ce soit une nouvelle source de bureaucratie, il est nécessaire d'implanter le contrôle ouvrier, l'intervention des masses, et une éducation de tout le peuple en rapport avec la construction du socialisme. Tout le peuple doit intervenir comme il le fait aujourd'hui, comme il l'a fait dans les élections. Avoir voté ainsi démontre d'une très haute maturité, une très très haute maturité du peuple chilien.

Il faut organiser le développement des organes de pouvoir, étendre les JAP, les comités inter-entreprises et les comités municipaux en les élevant au rôle d'organes de pouvoir. Il faut unir ces comités d'organisation et de contrôle aux syndicats, aux quartiers et aux usines pour appliquer le programme d'étatisations et impulser le programme d'étatisations et impulser les transformations économiques et sociales plus profondes dans le pays. Il faut lancer des appels aux militaires pour qu'ils s'intègrent pleinement et transportent à l'intérieur des casernes la discussion politique d'appui au programme de l'Unité Populaire.

Il est nécessaire d'impulser un processus d'unification beaucoup plus grand des partis qui composent l'Unité Populaire : faire un plan d'action commun de tous ces partis afin d'élever les militants et les cadres à la compréhension du rôle nécessaire du front unique pour en arriver, dans une étape postérieure, au parti

**Hors du Moyen-Orient et d'Indochine, l'impérialisme !
A bas l'impérialisme assassin des dirigeants Palestiniens !
Vivent les manifestations des masses au Liban !**

SUEDE Imposer le respect de la démocratie ouvrière

Nous dénonçons devant tout le mouvement ouvrier en France et en Europe, devant les groupes gauchistes, se réclamant du trotskisme, l'attaque dont ont été l'objet des camarades de la section suédoise de la IVe Internationale, alors qu'ils distribuaient des tracts contenant le film sur la mort de Trotsky, à la porte d'un cinéma en Suède. Un groupe de quelques personnes se réclamant du groupe mandeliste de Suède a frappé nos camarades, leur a arraché les tracts, saisi des documents dans les cartables qu'ils avaient avec eux.

Nous adressons à nos camarades de la section suédoise tous nos saluts pour leur digne comportement face à cette honteuse attaque ayant recours à des méthodes historiquement condamnées et par ceux mêmes qui les ont employées, dans tout le mouvement ouvrier mondial. Nous saluons l'immense décision de nos camarades, de la section suédoise de la IVe Internationale pour diffuser et défendre les idées du camarade Posadas, de la IVe Internationale qui rencontrent en Suède un puissant écho, comme l'exprime indécemment cette attaque désespérée. C'est parce que les idées posadistes rencontrent un tel écho dans l'avant-garde en Suède, communiste, socialiste, mais aussi des groupes gauchistes, parmi la petite-bourgeoisie radicalisée, les étudiants, que ces quelques éléments irrités, exacerbés se sont lancés à une telle attaque qui signifie une immense perte d'autorité pour eux-mêmes.

Nous appelons les militants des groupes gauchistes, de ce groupe mandeliste à discuter des idées, des positions posadistes, de la IVe Internationale. Nous les appelons à ce qu'ils opposent des idées, des positions, programme et politique. Le recours à ces méthodes est signe de faiblesse et de désespoir.

VIVE LA SECTION SUEDOISE DE LA IVe INTERNATIONALE !

VIVE L'AVANCE DES IDEES MARXISTES DANS L'AVANT-GARDE OUVRIERE ET ETUDIANTE EN SUEDE !

VIVE LE PROLETARIAT SUEDOIS !

unique. Il faut y intégrer toutes les tendances révolutionnaires, entre autres, notre parti, les trotskystes posadistes, et aussi le MIR.

Ce qui vainc le capitalisme, c'est le développement de la démocratie prolétarienne, dans laquelle tout le monde discute, tout le monde parle et tous se concentrent autour d'un objectif, celui d'élever le pays, de gagner la petite-bourgeoisie, la paysannerie, et de désorganiser le capitalisme en montrant que nous sommes socialement supérieurs et que notre programme est supérieur. Il faut démontrer que la démocratie existe parce que nous n'avons pas peur de discuter publiquement tous les problèmes.

Les ouvriers ont manifesté leur compréhension, leur capacité, leur intelligence et leur raison. Ils ont montré qu'ils comprenaient le programme, la politique et la nécessité de faire un effort pour renverser le capitalisme. Dans l'économie ils sont déjà en train de faire cet effort. Ce qu'il faut faire maintenant c'est enlever au capitalisme le pouvoir qui lui reste, dans l'usine, lui enlever ses juges, sa justice, toute sa structure juridique. Il est nécessaire de lui arracher ce pouvoir. Mondialement ce pouvoir recule, les Etats Ouvriers progressent.

Au Chili le pouvoir du capitalisme se maintient encore : il faut le lui enlever. Plus l'intervention des masses s'élève, plus augmentent les possibilités d'ôter leur pouvoir au capitalisme. Il faut développer les organes de pouvoir des masses en unissant usine-quartiers-syndicats, pour étatiser tout, planifier toute l'économie de manière centralisée, ôter au capitalisme son pouvoir au capitalisme. Il faut développer militaire, et établir une constitution socialiste.

J. POSADAS.

8-3-1973.

LES GREVES A CHARLEROI, LA LUTTE POUR LA DEMOCRATIE SYNDICALE ET LE PROGRES DE LA GAUCHE SYNDICALE.

La situation actuelle à Charleroi met à l'ordre du jour l'organisation de tendances de gauche dans le mouvement syndical avec un programme pour donner une issue ouvrière à la crise capitaliste.

La grève de Caterpillar, la grève avec occupation des Glaces de Courcelles, les grèves tournantes et les mobilisations qui s'organisent dans toute la métallurgie et la sidérurgie, la préparation de la manifestation régionale des ouvriers verriers en solidarité avec les Glaces de Courcelles, les piquets de grève de masses qui viennent renforcer le piquet de Caterpillar : toutes ces actions de la classe ouvrière, ces initiatives débordent de toutes parts la direction du Front Commun Syndical, et continuent l'action victorieuse du 28 mars.

Elle montre aussi qu'il faut mettre sur pied un programme et un plan d'action pour unifier toutes ces luttes dans une GREVE GENERALE DE TOUS LES SECTEURS. On voit aussi que les directions actuelles du Front Commun sont dépassées par la situation; ces dirigeants ne se sont pas préparés pour le mouvement qui éclate et se développe maintenant; ils sont en train de perdre la tête; d'un côté ils ne peuvent plus rester les bras croisés; et de l'autre ils ont peur d'organiser toutes les forces disponibles de la classe ouvrière parce qu'ils ne savent pas où cela les conduirait. Autrement ils auraient déjà donné le mot d'ordre de grève générale depuis le vendredi 6 avril.

Mais dans les propres rangs de l'appareil du syndicat, les militants, les cadres moyens se rebellent. C'est la classe ouvrière qui a pris l'initiative dans toutes les grèves actuelles : à Caterpillar les équipes de nuit ont commencé une grève, sans préavis, pour satisfaire leurs revendications. Aux Glaces de Courcelles, les travailleurs ont réagi tout de suite en se mettant en grève, à l'annonce du licenciement de 120 d'entre eux. Devant ces attaques patronales aux droits syndicaux et au droit au travail, une partie des cadres et des militants de la FGTB et de la CSC, Davister ou Camarata ou autres, sont contraints de suivre; autrement c'est la révolte ouverte contre eux.

Le 28 mars, c'était la même chose; la CGSP ne faisait qu'une heure de grève, les autres secteurs une journée; cela à cause des disputes de la concurrence entre les bureaucraties des appareils. Les travailleurs ont donné une formidable expression de leur unification à la base, en imposant une grève générale totale de 24 heures dans tous les secteurs! Dans l'élan de ce front unifié, dans ce puissant mouvement de lutte, beaucoup de délégués syndicaux, de militants des régionales syndicales, et même des permanents, se sentent poussés à progresser, se rendent compte qu'il faut agir et se montrent plus ouverts à la volonté de lutte des ouvriers et les appuient.

Depuis la grève de 1970 à Caterpillar, quel changement! en 1970, Davister et d'autres venaient avec des matras pour attaquer le piquet de grève. Aujourd'hui il est obligé de venir avec des centaines et des centaines de délégués syndicaux et des travailleurs pour défendre et renforcer le piquet de grève et défendre les délégués syndicaux licenciés. En 1970 pourtant les patrons de Caterpillar avaient fait exactement la même attaque contre les ouvriers et les délégués combattifs. Le changement des directions, c'est la volonté et la persistance de l'avant-garde ouvrière qui l'a imposé. Malgré le sabotage honteux de la grève en 70 par la bureaucratie syndicale, les ouvriers en lutte avaient tenu ferme sur leurs positions de principes. Ils ont affronté les licenciements, les procès intentés par les patrons. Ce sont les camarades trotskystes, socialistes, communistes chrétiens de gauche, ou sans parti, révolutionnaires qui donnaient l'exemple de la défense intransigeante des principes. Ils ont été mis à la porte par les patrons de Caterpillar, mais grâce à cet exemple, de nouveaux dirigeants les ont remplacés dans l'usine pour continuer la lutte sans relâche. Aujourd'hui cette lutte ne reste plus isolée parce que l'avant-

garde a transmis à toute la classe ouvrière la confiance dans ses propres forces, et parce que toute la situation à Charleroi, dans le pays et dans le monde entier avance toujours en faveur de la lutte révolutionnaire, que l'impérialisme et le capitalisme américain et mondial, sont vaincus au Vietnam, en Amérique Latine, constamment, et que le front unique anti-capitaliste des masses progresse et triomphe dans de nombreux pays. Tout cela fait changer le rapport de forces à Charleroi.

Ce ne sont pas les Davister, Camarata, les permanents agissant comme des patrons dans leurs usines, à Hamrez, à La Providence, à Hainaut-Sambre, qui vont conduire ce mouvement à la victoire. Pour mettre toutes les forces de la classe ouvrière dans la lutte il faut respecter et impulser LA DEMOCRATIE SYNDICALE LA PLUS COMPLETE, dans toutes les actions, les décisions, les propositions. Mais dans l'assemblée du 27 mars, les dirigeants à la tribune ne donnaient pas la parole aux délégués dans la salle; dans les usines on ne demande pas l'avis des travailleurs sur l'organisation de la solidarité avec Caterpillar, ni pourquoi, ni comment.

Il faut battre les patrons de Caterpillar! mais il faut aussi vaincre l'arrogance, la dictature des dirigeants syndicaux sur les travailleurs, pour pouvoir gagner cette bataille. Il faut donner la parole à la classe ouvrière, tenir des assemblées dans toutes les usines, discuter UN PLAN POUR RIPOSTER POUR UNIR TOUTES LES REVENDICATIONS AVEC LA DEFENSE DES DROITS SYNDICAUX ET POUR LA CONQUETE DE NOUVEAUX DROITS SYNDICAUX!

Les dirigeants du Front Commun veulent utiliser les ouvriers comme une masse de manoeuvre parce qu'eux-mêmes se sentent attaqués pour le moment, dans le conflit avec Caterpillar. Un exemple: ils ne revendiquent pas la réintégration des 8 ouvriers licenciés, mais seulement celle des délégués syndicaux. On ne peut absolument pas séparer une chose de l'autre. Les ouvriers sentent cette manoeuvre. Ils n'ont pas confiance dans les dirigeants actuels. C'est pourquoi il faut faire un programme d'action immédiate pour reprendre toutes les revendications ensemble.

Une autre raison très importante de faire fonctionner la démocratie syndicale, c'est dans le but d'entraîner les couches plus timides dans la lutte, de gagner les employés. Pourquoi les employés de Caterpillar sont-ils nombreux à travailler alors qu'à d'autres occasions les employés ont montré qu'ils suivaient la classe ouvrière et savaient lutter eux aussi (grève de Cockerill, des employés de banque). Les responsables, ce sont les propres directions syndicales. En 1970, les employés n'étaient pas hostiles à la grève. Ils étaient dans l'expectative. Mais c'est alors qu'ils ont vu les méthodes des bureaucrates syndicaux contre les ouvriers, et cela les a rendus particulièrement méfiants. S'ils sont moins conscients sur le plan syndical, en voilà la cause. Davister dit que «ce sont des jeunes qui ignorent les traditions syndicales de Charleroi». Non. Il faut regagner leur confiance

avant tout. Et pour cela, faire fonctionner la plus grande démocratie syndicale dans tout le mouvement ouvrier.

A Glaverbel-Gilly, les travailleurs ont fait un comité de grève pour diriger leur lutte, c'était un bon exemple de démocratie syndicale, cela a aidé à concentrer les énergies, les idées, la capacité des ouvriers pour assurer l'entretien de l'outil pendant la grève et pour organiser tout collectivement. Dans la grève qui se poursuit aux Glaces de Courcelles, le Comité de Grève doit aussi jouer un rôle fondamental pour organiser toutes les forces. Les comités de grève, élus par les ouvriers et contrôlés en permanence par eux dans les assemblées, sont des instruments de la démocratie syndicales et des embryons de pouvoir ouvrier dans les usines. Mais cette organisation est nécessaire, avant que la grève ne se produise. Il faut des délégués élus et révocables à tout instant par la section qu'ils représentent, il faut en finir avec les permanents qui se comportent comme des patrons.

Pour préparer la grève générale à Charleroi, il faut discuter, décider toutes les actions dans les entreprises en premier lieu. La FGTB, la CSC proposent, mais ce sont les assemblées de sections, d'ateliers qui décident comment faire, avec quel programme.

La bataille en cours à Caterpillar, comme aux Glaces de Courcelles met en question le pouvoir du capitalisme. Ce n'est pas seulement une lutte contre un patron. Derrière ces patrons il y a tout Fabrimétal, et tout FEB. Fabrimétal a fait bloc avec la direction de Caterpillar en refusant toute conciliation nationale. Le gouvernement a été impuissant, malgré tous ses ministres soi-disant de gauche, à contrecarrer cette décision. C'est un gouvernement au service du capitalisme. Même des dirigeants syndicaux ont dû se mettre à l'évidence : un ministre de gauche, comme Glinne, ne peut rien face au pouvoir capitaliste. Pour faire céder le capitalisme, il faut employer la force, la mobilisation de la classe ouvrière. Il faut mettre ce pouvoir en question. Par exemple aux Glaces de Courcelles : comment empêcher le patron - qui a le droit de propriété privée sur l'usine - de licencier 120 ouvriers et de fermer l'usine quand il estime qu'elle n'est plus rentable : il faut lutter pour son expropriation, et la faire fonctionner sous contrôle ouvrier.

Dans une interview à «La Libre Belgique», M. Frère, président de la Chambre Industrielle et Commerciale de Charleroi disait : pour attirer les investisseurs à Charleroi, il faut un «climat social plus rassurant», il faut construire des maisons de luxe et des terrains de golf pour les «cadres»: ce sont ceux-là qu'on va convaincre de développer la région? C'est la lutte classe contre classe qui va décider. Et quand M. Frère annonce des investissements pour 7 milliards dans la sidérurgie de Charleroi, il dit aussi que cela ne va pas signifier des emplois nouveaux, car ils vont rationaliser. Dans tous les organismes de concertation de la sidérurgie, le Front Commun Syndical n'obtiendra jamais aucune garantie. Il a rompu maintenant les négociations, pendant le conflit de Caterpillar. Il ne faut pas

(suite page 6)

CONFERENCE PUBLIQUE

Vendredi 27 avril 1973

à 19 heures au « Café du Square »

Boulevard Janson, à Charleroi-Centre

— Caterpillar, Glaces de Courcelles, l'organisation de la gauche syndicale.

Nous invitons tous les militants des partis ouvriers, des syndicats, des groupes révolutionnaires à y participer.

EDITORIAL : (suite de la page 1)

banques pour financer un plan de développement du pays en fonction des besoins de la population. Les grèves de Charleroi mettent en évidence, l'impossibilité de concilier avec le capitalisme; elles sont un élément d'approfondissement de la crise sociale; elles montrent la nécessité d'abattre ce gouvernement, et mettent à l'ordre du jour la discussion du gouvernement de gauche, sans lequel il sera impossible de venir à bout de la résistance capitaliste. Le gouvernement de gauche est nécessaire, pour décider toutes les mesures économiques et sociales qui permettent le développement du pays, que ce soit en Wallonie, à Bruxelles ou en Flandre.

Un grand nombre de grèves sont en train de se développer dans le pays, sans attendre que la bureaucratie syndicale donne son appui; elles sont une preuve très claire que la classe ouvrière cherche à imposer son pouvoir de décision.

De son côté, le capitalisme se prépare, avec une certaine conscience de la voie que prend le processus, tant au niveau belge qu'europpéen et mondial. Sinon, pourquoi les lois Vanden Boeynants et Debré existent-elles en même temps, en France et en Belgique? Elles visent à préparer l'armée pour jouer un rôle de répression des masses; mais aussi pour affronter les Etats ouvriers et, en particulier l'Union Soviétique. Vanden Boeynants se justifie ainsi des demandes d'augmentations des budgets militaires. Il montre que l'U.R.S.S., tout en pratiquant une politique de coexistence pacifique se prépare à la guerre; par exemple le discours de maréchal Gretchko aux communistes de l'armée rouge prenant le rôle d'éducateur de la jeunesse de l'armée, non seulement dans un sens patriotique, mais pour inculquer à la jeunesse la conception communiste du monde, et pour se préparer à vaincre la guerre, système contre système que l'impérialisme mondial prépare pour régler le conflit historique entre le capitalisme et le socialisme. Le capitalisme voit que l'U.R.S.S. se prépare à la guerre pour lui répondre et il s'arme le plus possible.

La réforme de l'armée en France et en Belgique, de même que toutes les manœuvres constantes de l'O.T.A.N. ont pour but, tant de se préparer à affronter les mouvements des masses, que les Etats ouvriers. Pompidou appelle à être « plus sûr » maintenant contre le mouvement étudiant en France. Mais ce n'est plus seulement le mouvement étudiant qui est en jeu. La C.G.T. et la C.F.D.T. appellent à manifester ensemble les ouvriers et les étudiants.

La bourgeoisie française, le gouvernement Pompidou essaient de renforcer l'armée, face au progrès gigantesque de l'unification des masses exploitées, de la classe ouvrière, de la paysannerie, des étudiants, de la petite-bourgeoisie. Et en France le Parti Communiste et une partie du Parti Socialiste font un front unique pour appuyer les mobilisations des masses. Cela donne un point d'appui très important à l'avant-garde communiste pour peser contre le secteur conservateur du P.C., qui ne veut pas avancer dans cette voie.

En mai 1968, la direction du P.C.F. accusait les manifestations étudiantes de provocations. Maintenant c'est la direction elle-même qui fait appel à manifester en Front Unique.

Il faut nous baser sur ce progrès en Belgique, pour continuer à pousser la discussion à tous les niveaux, de l'organisation de la grève générale pour imposer un programme comme l'Union Populaire en France, et le front ouvriers-étudiants. Notre tâche est différente en Belgique, mais elle s'appuie sur la même décision de la classe ouvrière. Les grèves de Charleroi, des dockers de Gand, de Cockerill, de Sitel, du gaz et de l'électricité montrent toutes une résolution qui va au-delà de leurs revendications particulières: elles posent le problème de la nécessité d'abattre le système capitaliste, du contrôle ouvrier sur les cadences, sur l'emploi.

En même temps se pose la question de la fonction des directions syndicales. Au sein même des organisations syndicales, il y a un fossé qui se creuse entre une partie des cadres syndicaux qui veulent pousser les luttes — comme à Caterpillar — et les directions au sommet qui s'y opposent et les entravent. C'est ainsi que la grève générale qui devait commencer à Charleroi, le 6 avril, a été ajournée. C'est à cause du fonctionnement bureaucratique du front commun qui prend des décisions en dehors de la classe ouvrière.

En se basant sur la combativité qui surgit de chaque usine, nous croyons nécessaire et possible d'organiser une gauche syndicale, avec les secteurs de cadres syndicaux qui sentent la nécessité de riposter à cette crise capitaliste — non plus par des discussions, par des signatures d'accords, d'ailleurs non respectés par les patrons, mais par une mobilisation partant des usines et englobant toute la population. Ceci est une base pour préparer l'unification des forces de gauche avec un programme anti-capitaliste. Les syndicats doivent y prendre une part active.

Dans de telles conditions, il est possible de faire de nouvelles conquêtes, bien plus grandes que ces accords interprofessionnels qui viennent d'être signés par les syndicats. Ils ne reprennent pas la plupart des revendications posées par la classe ouvrière, ou s'ils le font, c'est pour les voir réalisées dans deux ou trois ans (les 40 heures, le salaire minimum vital). Certains aspects de ces accords sont importants, comme le salaire mensuel garanti, la 4e semaine de congés payés; mais par contre, des problèmes fondamentaux, comme celui du partage du travail, du contrôle ouvrier sur l'emploi ne sont même pas repris.

Nous appelons à discuter ces points et à élaborer un plan d'action pour tout le pays pour arrêter les licenciements et le chômage, et pour écraser l'arrogance des patrons comme à Caterpillar qui n'est pas différente de celle avec laquelle l'impérialisme assassinait les masses au Vietnam et au Cambodge, mais a été vaincu.

6 avril 1973.

Les grèves à Charleroi, la lutte pour la démocratie syndicale et le progrès de la gauche syndicale : (suite de la page 5.)

y retourner! Les ACEC ont obtenu une certaine garantie de l'emploi, parce qu'ils sont prêts à employer la grève générale. Aux Glaces de Courcelles, à Caterpillar, c'est la lutte dure et unie qui va décider, avec un programme attaquant les intérêts du capitalisme.

Il faut préparer la grève générale à Charleroi, pour imposer par la force, les décisions de la classe ouvrière contre le capitalisme. La grève unanime du 28 mars a montré que les conditions existent pour le faire. Il faut, dans le cours même de la lutte, organiser la direction de cette lutte, sans attendre l'orientation, du Front Commun: dans la grève du 28, ce sont les piquets de grève, composés de militants de toutes les tendances ouvrières: communistes, socialistes, chrétiens de gauche, syndicalistes sans parti, qui ont assuré la victoire de la grève; ce sont ces dizaines et dizaines de camarades qui ont préparé l'unification de la classe ouvrière dans les discussions, dans les familles, les cafés, à l'usine, partout. C'est la même avant-garde qui se retrouve dans des réunions communes entre le comité de grève de Glaverbel-Gilly, le comité des Glaces de Courcelles, les ACEC, Hanrez, etc., et qui viennent renforcer le piquet de grève à Caterpillar et qui veulent la grève générale à Charleroi.

Dans le congrès du Parti Socialiste le 17 mars, cette avant-garde s'est aussi exprimée en partie, au travers des camarades qui ont dénoncé l'incurie du système capitaliste, qui ont attaqué le gouvernement actuel comme serviteur du capitalisme, qui ont montré la nécessité de régénérer le PSB pour régénérer la région.

Notre Parti est intervenu dans ce

mouvement avec des tracts pour organiser et orienter l'action et les perspectives le 28 mars, et toutes les grèves qui ont suivi, la participation directe des militants à toutes les activités de lutte; dans le but d'impulser et d'organiser concrètement ce front unique de tendances, de les faire peser dans le mouvement syndical pour aider à la formation d'un courant marxiste dans le syndicat. La gauche syndicale doit voir clairement la crise du capitalisme, quel programme est nécessaire, comprendre dans quel cadre se situe cette crise du capitalisme en Belgique, la fonction des Etats Ouvriers, la crise actuelle dans les Etats Ouvriers, toute une perspective que le camarade Posadas montre dans l'article que nous publions dans ce journal. L'expérience très riche que l'avant-garde ouvrière est en train de vivre actuellement à Charleroi, peut aboutir à la formation, l'organisation de cette tendance de gauche, qui lutte pour assumer la direction du syndicat et pour un programme anti-capitaliste pour unir la lutte de Charleroi à celle de tout le pays.

Nous faisons un appel, en particulier aux camarades du Parti Communiste, pour que toutes les actions concrètes dans lesquelles se retrouvent côte à côte nos militants, soient la base pour un front unique beaucoup plus grand, pour discuter et lutter ensemble pour ce programme et pour cette perspective. Nous faisons cet appel également aux camarades des groupes révolutionnaires, aux militants qui se revendiquent du trotskysme, de la LRT, à lutter objectivement, en front unique pour la démocratie syndicale, et pour ce programme.

DERNIERES PUBLICATIONS**EDITION REVUE MARXISTE**

Les problèmes de la Révolution en Espagne et le VIIIe Congrès du Parti Communiste Espagnol (en espagnol et en français)

J. POSADAS — Février 1973

Les causes historiques de la régénéscence partielle, l'économie dans les Etats Ouvriers et la construction du socialisme

J. POSADAS — 20 août 1972

Le triomphe de l'humanité au Vietnam contre l'impérialisme yankee, l'extension de la révolution socialiste et l'unité du mouvement communiste mondial.

J. POSADAS — 27 janvier 1973

Le « Piccolo An » et l'humanité qui écrase l'impérialisme au Vietnam

J. POSADAS — 31 décembre 1972

La crise totale du système capitaliste, le développement sans contention, possible de la révolution socialiste mondiale et la nécessité de l'unité du mouvement communiste mondial

J. POSADAS — 21 octobre 1972

L'Etat Révolutionnaire, sa fonction transitoire et la construction du socialisme

J. POSADAS — 28 septembre 1969

Suppléments de Lutte Ouvrière

La crise du dollar, la banqueroute du capitalisme et la nécessité du Front Unique anti-impérialiste et anti-capitaliste

J. POSADAS — 14 février 1973

Le coup d'état militaire nationaliste en Uruguay et la lutte de classe

J. POSADAS — 11 février 1973

Les conséquences révolutionnaires du triomphe électoral du péronisme

J. Posadas — 14 mars 1973

Nous consacrons le prochain numéro de « LUTTE OUVRIERE » à la publication du

MANIFESTE DU 1er MAI

du Secrétariat International
de la IVe INTERNATIONALE-POSADISTE

Organe de la fraction étudiante du P.O.R.(t).

Demandez « Lutte Etudiante »

Section belge de la IVe Internationale

LE PROGRES DES TENDANCES DE GAUCHE DANS LE PARTI SOCIALISTE ET DANS LES SYNDICATS EN ALLEMAGNE

J. POSADAS.

(Voir pages centrales)

26 février 1973

« La substitution de l'Etat Pro-létarien à l'Etat bourgeois n'est pas possible sans révolution violente. »

Lénine.

« Sans le Parti, nous ne sommes rien; avec le Parti, nous sommes tout. »

Trotsky.

Abonnement 12 num. . . 70 F
Abonnement 24 num. . . 150 F
Abonnem. de soutien . 300 F
Correspondance :
B. P. 273 - Charleroi
C.C.P.: 9762.34 de C. Pôlet.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE



SOMMAIRE

L'organisation de la gauche socialiste pour impulser la gauche au pouvoir en Belgique, (voir page 3.

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE

Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB

11e année

MAI 1973

N° 186

Bi-mensuel

EDITORIAL : Front Unique avec les dockers pour le triomphe de la grève et pour changer tout le fonctionnement des syndicats !

La détermination des dockers de Gand et d'Anvers à faire vaincre la grève, coûte que coûte, recueille les sentiments, la volonté, la décision de lutte de toute la classe ouvrière, de tout le pays. C'est une lutte qui a une portée politique, pas seulement syndicale, très importante. Les dockers ont reçu l'appui de très nombreux syndicats, d'organisations socialistes, alors que la direction de l'UBOT refuse de reconnaître leur grève, s'accroche à « la paix sociale » qu'elle a signé avec les capitalistes, fait appel à la gendarmerie pour empêcher les grévistes de se rassembler, et aux jaunes pour assurer le travail. Les dockers, non seulement ont résolu, à l'unanimité, de poursuivre la grève au finish, Gand et Anvers unis, mais ils exigent maintenant la démission de tous les responsables et délégués syndicaux du port. Une telle résolution, après 5 semaines de grèves, est possible parce que les dockers se sentent le porte-parole de ce que toute la classe ouvrière veut et cherche à imposer dans tout le pays : unifier toutes ses forces pour se mobiliser contre le capitalisme, et imposer dans ses propres organisations, la démocratie syndicale et ouvrière, indispensable pour arracher de nouvelles conquêtes au capitalisme. Cette action des dockers, qui continue les grèves de Charleroi, de Liège, montre le front unique qui existe dans la classe ouvrière, c'est une action de double pouvoir, qui dispute aux patrons, et aux dirigeants syndicaux alliés des capitalistes, le « droit à la dignité humaine », le droit de grève, de décider, et le droit de rejeter la paix sociale pour ne pas payer les frais de la crise capitaliste.

Les manifestations du Premier Mai n'ont pas représenté toute cette unification, cette volonté d'avancer vers le pouvoir qui se développe au sein des masses. Tandis que dans les usines, dans les quartiers, dans la rue, l'unité est complète, le Premier Mai, il y avait des cortèges séparés : les socialistes d'un côté, les communistes et les trotskystes, d'un autre; où même, bien souvent, aucune présence des partis ouvriers dans les manifestations. La classe ouvrière n'est pas sortie en masse dans la rue le Premier Mai, parce qu'elle ne trouve pas encore de direction pour exprimer politiquement le front unique qu'elle impose dans toutes les actions concrètes, dans les syndicats. Cependant à Gand et à Anvers, les manifestations ont été massives. La classe ouvrière a pu les utiliser pour manifester sa solidarité et son appui aux dockers en grève, pour montrer qu'elle avait les mêmes objectifs. C'est ainsi que les dockers ont manifesté en plein milieu du cortège de l'Action Commune : parce que les travailleurs des autres syndicats leur ont ouvert leurs rangs et ont imposé leur participation intégrale au cortège. Mais dans les autres centres ouvriers, il y avait très peu de travailleurs présents. La classe ouvrière, qui dans une ville comme Charleroi avait fait grève massivement le 28 mars, a montré, le 1er mai, qu'elle ne fait aucune confiance dans la direction du PSB, de la FGTB.

Malgré cette apparente désaffection, les dirigeants du PSB se sont tous lancés dans des discours radicaux, utilisant un langage de gauche, attaquant le capitalisme, défendant le droit de grève de la classe ouvrière. Ils ont fait venir leurs « personnalités » dans les centres qui viennent de connaître de grandes luttes ouvrières. C'est parce qu'ils se sentent en danger face à un développement croissant de l'opposition à la politique de la direction socialiste au gouvernement, à la direction bureaucratique, féodale des syndicats. Dans le PSB et dans la FGTB cette opposition rencontre de plus en plus d'écho. La rupture se prépare, à l'intérieur même de la FGTB et du PSB, pour déborder et déloger les directions droitières. C'est cela la signification et l'importance de la grève des dockers. La grève se maintient avec une telle vigueur parce que les dockers ont conscience des forces qu'ils sont en train de faire progresser dans tout le mouvement syndical, dans le Parti Socialiste, nationalement. C'est une exigence qui monte de toute les luttes, de chaque discussion, de chaque activité de la classe ouvrière : c'en est assez de ces dirigeants qui se croient des patrons dans le syndicat ! et dans les partis ouvriers ! il faut la démocratie syndicale.

L'appel de l'assemblée des dockers à faire démissionner tous les délégués syndicaux du port est très important : il faut l'étendre à toutes les usines, à tout le pays, faire une discussion dans tout le mouvement ouvrier pour suivre l'exemple des travailleurs de Gand et Anvers : pour

avoir des délégués qui représentent la volonté, la résolution des sections, des assemblées qui les ont élus, devant lesquelles ils sont responsables et peuvent être révoqués à tout instant. Pleine démocratie syndicale, dans les usines, les ports, sur tous les lieux de travail.

Lors du Premier Mai cette volonté de la classe ouvrière s'est exprimée, aussi bien dans la participation importante à Gand et Anvers, que dans le refus de prendre part massivement aux cortèges, dans les autres villes. Cette attitude des masses est sentie comme un grand danger par le capitalisme, comme par la direction droitière du PSB et de la FGTB.

Un porte-parole de la bourgeoisie, De Staercke, de Fabrimetal a fait appel à un « nouveau pacte social » entre la bureaucratie syndicale et le capitalisme. La bourgeoisie belge a besoin, encore plus que les autres capitalistes qui sont plus forts qu'elle économiquement, de la paix sociale et du plein emploi pour survivre. La concurrence mondiale furieuse d'une part, et les luttes des masses en Belgique et dans le monde ne le lui permettent pas. Le dernier discours de Kissinger, posant la nécessité de renouveler le fonctionnement de l'OTAN, de revoir les critères de l'alliance entre le capitalisme yankee et européen, va encore approfondir cette crise. La bourgeoisie belge n'est pas en conditions de payer les frais de la contre-révolution mondiale organisée par l'impérialisme américain; mais elle ne peut pas se séparer non plus des yankees parce qu'elle n'a pas de forces financières ni militaires pour

lutter contre les Etats Ouvriers, contre la révolution, contre les masses de son propre pays. Elle va devoir contribuer plus aux frais de guerre de l'impérialisme mondial, à la préparation de la guerre mondiale atomique. Tout cela elle a besoin de le faire payer aux masses. La population travailleuse de Belgique refuse de

faire les frais de cette crise ! Les directions syndicales, de la FGTB comme de la CSC, n'ont pas les moyens d'empêcher, ni de contenir longtemps la volonté de combat de la classe ouvrière. Elles ne sont pas non plus en conditions de

(Suite page 4)

INTERVENTION DU P.O.R.(T) AUX MANIFESTATIONS DU PREMIER MAI

Le front unique des partis ouvriers et des syndicats est une nécessité, pour former un seul bloc contre le système capitaliste. Nous pensons que cela doit se manifester également le Premier Mai, dans une manifestation unitaire de toutes les tendances du mouvement ouvrier : Parti Socialiste, Communiste, Chrétiens de gauche, Trotskystes, Syndicats. Cela ne s'est pas passé ainsi.

Pour cette raison, notre Parti a participé aux deux manifestations, du PC et du PSB, à Charleroi, en distribuant le Manifeste du Premier Mai du Secrétariat International de la IVe Internationale et un appel de la section belge et en vendant le dernier numéro de «LUTTE OUVRIERE» et les publications de textes du camarade J. Posadas sur le Vietnam. Nous avons également participé avec une énorme banderole rouge, portant les mots d'ordre suivants :

VIVE LE TRIOMPHE DE L'HUMANITE AU VIETNAM !
VIVE L'UNIFICATION DU MOUVEMENT COMMUNISTE MONDIAL !
FRONT UNIQUE POUR ABATTRE LE CAPITALISME EN BELGIQUE !
CONSEILS D'USINES, DE QUARTIERS, ASSEMBLEES, DEMOCRATIE PROLETARIENNE : PREPARONS LA GREVE GENERALE POUR IMPOSER TOUTES NOS REVENDICATIONS !
LA GAUCHE AU POUVOIR !

La manifestation avec le Parti Communiste s'est déroulée sans aucun problème, dans un front unique complet. Nous invitons les camarades du Parti Communiste à discuter cela et le généraliser dans tout le Parti. Avec le PC à Anvers par exemple, qui, au lieu d'impulser le front unique des tendances, s'est occupé d'insulter les « gauchistes », et rejeter leur participation au cortège du Premier Mai.

Pour la première fois, un groupe de la LRT est venu manifester à Charleroi. Les militants ont été très étonnés de pouvoir participer à la manifestation du Parti Communiste sans problèmes.

Leur direction les avait préparés à se disputer avec les communistes, à les considérer comme « une bureaucratie stalinienne ». Nous invitons les militants de la LRT à discuter, à comprendre, pourquoi ils ont pu manifester comme ils l'ont fait dans le cortège communiste. Le front unique est une conquête de la IVe Internationale posadiste et de l'avant-garde communiste et ouvrière. Ce front unique fait partie du progrès mondial de la crise de croissance du mouvement communiste mondial. Il est une conséquence aussi de l'influence, de l'autorité des idées des textes du camarade J. Posadas au sein de l'avant-garde communiste.

En France aussi, le PCR(T) est intervenu au cœur du cortège communiste à Paris et à Marseille. (Dans le prochain numéro de « Lutte Ouvrière » nous informerons de l'activité de la IVe Internationale Posadiste ce Premier Mai).

Le front unique réalisé cette année est le résultat d'un travail de discussions et d'organisation réalisé avec le Parti Communiste, et dans les usines, dans le syndicat. La direction de la LRT a envoyé des militants de Bruxelles, de Mons, à Charleroi, pour chercher à tirer profit de l'autorité du trotskysme, pour faire la concurrence à notre Parti. Mais ils n'ont pas de forces propres au sein de l'avant-garde ouvrière. Nous invitons les camarades de la LRT à tirer les conclusions de cette manifestation, et à intervenir dans le Parti Communiste, dans le PSB, non pour en retirer les membres, mais pour donner des idées pour l'organisation des tendances de gauche.

A la manifestation du PSB, nos camarades ont déroulé la banderole devant la porte du palais des beaux-arts. Le service d'ordre a cherché à arracher et déchirer notre banderole. Les camarades l'ont maintenue ouverte jusqu'à la fin. C'est un droit fondamental que toute les tendances du mouvement ouvrier puissent s'exprimer, participer à toute manifestation du mouvement ouvrier. Le Premier Mai n'est la propriété de personne. Cette attaque de la bureaucratie du PSB a été contenue, désarmée par la désapprobation des militants socialistes qui étaient présents. Cela se retournera contre eux. Dans ce même meeting du PSB, nous avons vendu une grande quantité de LUTTE OUVRIERE et de documents de J. Posadas. Des militants sont venus discuter, exprimer leur désir de voir progresser le front unique de la gauche. Nous invitons tous les militants socialistes à condamner ces méthodes de leur direction et à exiger une discussion publique de toutes les tendances de l'avant-garde ouvrière pour faire progresser leur unification, pour un programme anti-capitaliste.

LE PROGRES DES TENDANCES DE GAUCHE DANS LE PA ET DANS LES SYNDICATS EN ALLEMAGNE

J. POSADAS.

PRESENTATION :

Le progrès de la gauche socialiste en Allemagne s'est encore affirmé, dans la dernière période, lors du congrès des Jeunesses Socialistes, avec l'adoption d'un programme anti-capitaliste — trotskyste sur plusieurs aspects —, et lors du congrès récent du Parti Socialiste Allemand, où la tendance de gauche a obligé à éliminer les dirigeants les plus droitiers de la direction du SPD et a gagné des positions importantes. Le camarade Posadas analyse dans cet article les raisons fondamentales pour lesquelles, dans un des pays capitalistes les plus développés, progresse un des partis socialistes les plus à gauche de tout le monde capitaliste. Toutes les conclusions, les tâches qui surgissent de ce processus sont très valables pour intervenir dans la crise du Parti Socialiste en Belgique : le progrès qui s'exprime en Allemagne se fait sur la base du programme anti-capitaliste, d'expropriation du capitalisme, de front unique avec les Etats Ouvriers, et de front unique avec le Parti Communiste dans le pays, de développement de la démocratie syndicale et ouvrière. C'est sur cette base que tout une tendance peut progresser nationalement, recueillir les sentiments et la décision de lutte des masses, assimiler l'influence du progrès de la révolution mondiale, pour faire peser toutes ces forces dans le Parti Socialiste. C'est une tâche qui se pose en Belgique : la construction d'une tendance de gauche, dans le PSB, comme dans le mouvement syndical. Le texte de Posadas que nous publions ici (ainsi que d'autres sur les progrès de la gauche dans les partis socialistes en Angleterre, en Suède, qui va paraître prochainement), est une orientation, théorique et concrète, pour l'avant-garde socialiste, pour donner une forme organisée au courant qui s'est opposé à la participation gouvernementale actuelle. C'est une orientation aussi bien, pour l'avant-garde communiste, dans le PSB, en comprenant qu'il ne peut devenir, lui-même, le parti de la classe pour que le Parti Communiste intervienne dans cette tâche d'organiser la gauche ouvrière.

Le développement économique de l'Allemagne capitaliste progresse accompagné d'une crise sociale très profonde. Tandis que le capitalisme allemand s'étend et atteint une capacité telle qu'il peut acheter six milliards de dollars, les syndicats allemands cherchent à établir des relations avec l'URSS et avec l'Allemagne Etat Ouvrier. La police de Essen se prononce à son tour pour l'élimination de la propriété privée. La Démocratie chrétienne, (aussi bien Barzel que Strauss) est en crise. Les syndicats connaissent un progrès puissant, qui s'exprime dans les rapports avec les Etats Ouvriers. L'Etat capitaliste allemand montre une grande inclination vers l'Etat Ouvrier allemand. Il y est contraint par la structure actuelle du monde et par le développement de la crise du capitalisme. C'est ce qui a obligé toutes les tendances en Allemagne — y compris Barzel et Strauss — à appuyer les traités passés avec l'Allemagne Etat Ouvrier, avec la Pologne, et maintenant avec la Tchécoslovaquie. C'est une défaite très, très profonde.

Il faut se baser sur le processus qui se produit dans le monde entier et en Allemagne capitaliste, et sur les formes très frappantes sous lesquelles il s'exprime dans ce pays. Il s'exprime de la façon la plus élevée qui puisse exister à cette étape tant dans le Parti Socialiste que dans les syndicats et par l'attitude de la population. Etant donné qu'il n'y a pas de direction révolutionnaire, le Parti Socialiste est soumis à une direction de centre ; non liée à la droite, mais de centre. Les masses, les syndicats ne peuvent donc pas trouver un canal d'expression. Le processus ne s'exprime donc que de manière très désorganisée et très lointaine, dans la volonté de lutte des masses. En même temps et bien que le Parti Socialiste et les syndicats ne représentent pas les masses, le voyage de ces derniers en URSS et en Allemagne Etat Ouvrier, l'accord entre eux et la très bonne activité fraternelle qu'ils mènent actuellement indiquent qu'une nouvelle direction est en cours d'élévation. Celle-ci est une combinaison de secteurs, qui sans être communistes sont très liés à l'Etat Ouvrier. Ce sont des socialistes qui évoluent vers la gauche et qui déjà admettent comme conclusion la nécessité de l'Etat Ouvrier.

L'aristocratie ouvrière fournit encore un des secteurs de la direction des syndicats allemands. Mais le secteur qui s'est rendu en Allemagne Etat Ouvrier n'est pas l'aristocratie ouvrière. Sinon il n'aurait pas fait cela. On n'est déjà plus à l'étape où l'aristocratie ouvrière peut affirmer sa force ou même simplement la maintenir. Elle doit céder, céder de plus en plus. La régénérescence partielle dans les Partis Communistes est le produit d'un processus de l'histoire, que nous interprétons et dans lequel nous intervenons pour donner la conscience qui organise l'intervention et impulse le processus révolutionnaire. Cela influe sur les Etats Ouvriers qui se voient obligés d'avancer, de faire front au processus de crise du système capitaliste. Ces directions social-démocrates, entre autres, sont obligées de changer : elles ne sont plus strictement social-démocrate, elles se rapprochent davantage d'un niveau socialiste. L'aristocratie ouvrière n'a déjà plus de base historique pour se

soutenir, pour se reproduire. La bureaucratie soviétique ne se reproduit plus, l'aristocratie ouvrière non plus. Même si, formellement elle peut se reproduire, elle ne le fait plus en tant que pouvoir social. Elle peut même croître en nombre, mais les conditions historiques qui lui permettaient de se développer n'existent déjà plus. Par contre, les tendances qui recherchent le communisme, la politique révolutionnaire sont en plein développement. Voilà ce qui est en train de se multiplier. L'Allemagne a une puissante aristocratie ouvrière, mais elle a en même temps à ses côtés l'Allemagne Etat Ouvrier ! Elle a un puissant prolétariat qui, en s'accrochant à l'Etat Ouvrier est sous l'influence et la pression venant du monde entier, cherche à changer les rapports intérieurs dans le pays. C'est dans le Parti Socialiste et dans les syndicats qu'il va le faire.

Cette analyse est fondamentale. Dans le Parti Socialiste se développe un rapport de force tellement favorable à la gauche que la droite elle-même doit prendre des positions de gauche ! Au moins sur certains aspects comme par exemple la reconnaissance du Vietnam ou le refus d'acheter des dollars. Ce sont des positions qui affectent la structure du système capitaliste. Ce sont des mesures qui les affectent, mais ils ne peuvent faire autrement, parce que c'est pour eux, le moindre mal. Cela veut dire qu'il y a une intense vie politique dans les masses. Les journaux allemands sont parmi les plus politisés du monde. Ce sont des journaux qui constituent presque des tendances politiques ; ce ne sont pas de simples journaux informatifs, qui racontent les accidents de travail, (ils les racontent aussi !) mais qui expriment une lutte très aigüe entre tendances politiques. Cette lutte doit s'exprimer ainsi parce que le capitalisme n'a pas de représentant direct : ni Barzel, ni Strauss ne le sont ; il y a au contraire, lutte entre eux. Cela indique une intense préoccupation politique, une intense vie de polémique et de discussions politiques.

Le mouvement ouvrier, l'avant-garde syndicale et l'avant-garde dans le Parti Socialiste, n'ont pas encore de moyens d'expression directe. Le mûrissement du mouvement ouvrier s'exprime par le voyage des dirigeants syndicaux en URSS et en Allemagne Etat Ouvrier, par les conquêtes qu'il réalise, par la pression constante à laquelle on sent que la direction syndicale est soumise et à laquelle elle doit céder, et par sa solidarité avec le Vietnam et l'Etat Ouvrier Allemand. Tout un processus en élévation appuie le triomphe du Parti Socialiste, triomphe qui est, fondamentalement le fait de l'avant-garde prolétarienne qui a attiré la petite-bourgeoisie et qui est en train de démolir les libéraux et la gauche démocrate-chrétienne. Il faut se plonger dans ce processus, où se forme la nouvelle direction ! Le congrès de Francfort où la gauche a gagné — comme dans ceux de Cologne et de Munich — indique que cette nouvelle direction est déjà en cours de formation. Il y a une élévation, un accroissement de la participation de JUSOS (Jeunesse Socialistes), le poids et la force numérique augmentent. La nouvelle direction se forme, elle avance !

La gauche socialiste est en marche

Le triomphe de la gauche socialiste à Francfort, le progrès des JUSOS, la défaite de Strauss, l'accroissement du nombre des députés représentant les JUSOS, la défaite de Strauss et l'acceptation, par ce dernier et par Barzel, du fait que les traités signés par l'Allemagne capitaliste avec l'Etat Ouvrier Allemand, avec la Tchécoslovaquie, la Pologne et l'URSS sont convenables, leur acceptation du fait qu'il y ait deux Allemagne, devant tenir compte l'une de l'autre et établir des relations entre elles, indiquent le développement d'immenses possibilités.

Dans le Parti Socialiste, comme partout dans le monde, une gauche est en voie de formation. Avant, pendant et après le Vietnam, le processus est allé en se développant. Il continue de le faire et va se poursuivre avec une logique implacable. Ce processus de mûrissement de la révolution conduit à la formation d'une gauche dans le Parti Socialiste et dans le Parti Communiste. Une gauche, cela veut dire, un programme qui conduise à élever le pouvoir prolétarien ! Au Chili, la gauche se forme actuellement, (et quelle gauche !) avec une série de groupes et de tendances qui sont révolutionnaires et qui accusent le Parti Communiste et le Parti Socialiste de ne pas être capables d'être un centre polarisateur. Quand de tels courants, de telles tendances existent et se développent au Chili et ne passent pas, rapidement, au Parti Socialiste, ou au Parti Communiste, c'est qu'ils se sentent au-dessus de ces partis. Sur certains aspects, certaines formes, ou sur certains points fondamentaux du programme, ils sont effectivement au-dessus des Partis Communiste et Socialiste, et ils le sentent. C'est pour cette raison que Partis Communiste et Socialiste ne les gagnent pas.

La gauche socialiste est en marche. Même si pour le moment on parvient encore à la contenir, la gauche est en marche. Et les forces qui l'impulsent ne sont pas seulement à Francfort mais aux Etats-Unis, en URSS, en France, au Congo-Brazaville. C'est un processus mondial qui en accord avec les conditions locales, stimule les forces locales. La base essentielle de toute inclination vers la gauche est que le système capitaliste ne marche plus il a épuisé toutes ses ressources historiques en tous genres, y compris la guerre atomique. Si cette guerre était un moyen pour écraser l'impérialisme aurait déjà écrasé l'humanité par la terreur. Or personne ne fait cas de la guerre et les Vietnamiens sont tout ce qu'il y a de plus tranquilles. A quatre heures vingt les bombardements ont pris fin, et à quatre heures vingt-cinq, ils se sont réunis pour décider de prendre toute une série de mesures socialistes ! La guerre atomique n'effraie plus personne : toute l'humanité est préparée à la recevoir, comme un bourbier par lequel on est obligé de passer et non comme une conclusion écrasante. C'est simplement un bourbier, et les masses sentent qu'elles sont capables de le traverser, qu'elles en ont la force nécessaire. Le Vietnam a démontré comment on traverse un tel bourbier. Ce n'est pas Hiroshima et le Japon, mais le Vietnam qui montre les conséquences de la guerre atomique. Comparativement, le Vietnam a reçu des bombes d'une puissance de destruction plus de sept fois supérieure à celles d'Hiroshima et de Nagasaki réunis, plus de sept fois ! Or le Vietnam a démontré que l'organisation socialiste est infiniment supérieure à tout le système capitaliste ; qu'à 4 heures 20 les bombardements ont cessé et qu'à quatre heures 25, les écoles se sont rouvertes !

La gauche syndicale avance parce qu'elle est dans l'ordre logique du progrès. L'avance se produit d'abord dans le Parti Socialiste parce que c'est là que la gauche est la plus libre, qu'elle reçoit l'influence la plus directe. C'est la raison pour laquelle ce développement n'a pas lieu en premier dans le camp syndical. En Angleterre, en France, en Italie, il y a dans ce camp une montée de la gauche dans les Centrales Ouvrières respectives. Pourquoi cela ne se produirait-il pas en Allemagne aussi, en fait, les conditions réunies dans le Parti Socialiste ne le sont pas encore dans le camp syndical. Il faut voir qu'il y a un « boom » énorme, très grand, et une grande confiance dans le Parti Socialiste et dans Willy Brandt, qui doit cependant « encaisser » le développe-

ment de la gauche. Ce que les ouvriers ne peuvent pas faire dans le camp syndical, ils le transmettent au Parti et en particulier à la Jeunesse Socialiste et de là au Parti. C'est pour cette raison que chaque pays a des conditions concrètes, particulières — non à part, mais des conditions concrètes propres — Il y a, néanmoins, dans tous les pays les mêmes rapports et ce sont eux qui impulsent la gauche. Il faut voir de quel type sont ces rapports, comment ils sont, pour pouvoir asseoir alors, la position de cette gauche. A la gauche en développement correspond et avance maintenant, assez profondément, la gauche dans le camp syndical.

La lutte pour la gauche domine la vie politique en Allemagne. Il y a une aristocratie ouvrière très profondément installée dans les syndicats, mais il y a un prolétariat beaucoup plus puissant, beaucoup plus important, de beaucoup plus de poids et beaucoup plus décisif que la bureaucratie. Cette aristocratie ouvrière, dans le mouvement ouvrier et syndical, souffre de la défaite sur défaite. Elle est actuellement vaincue dans le Parti Socialiste, elle va l'être très rapidement dans le camp syndical. Une des conditions essentielles, préalables au développement de cette gauche, d'origine syndicale ou politique, (les deux se soutiennent d'ailleurs mutuellement) est que les conditions objectives, tant mondiales que nationales, le permettent. Mondialement, ces conditions sont toujours pires pour le capitalisme mais nationalement aussi.

La crise qui a lieu dans le Parti Socialiste existe aussi dans le camp syndical, s'il y a crise dans le Parti Socialiste, si la gauche y avance, c'est la même chose dans les syndicats. L'aristocratie ouvrière va perdre sa base, ses points d'appuis. Une grève maintenant va produire comme résultat un bond dans le changement de direction. Il faut se préparer pour ce processus. Le prolétariat s'est mobilisé en faisant les grèves les plus importantes et qui ont obtenu les triomphes les plus importants depuis la fin de la guerre. Avec l'appui à Brandt, le prolétariat a obtenu son triomphe le plus important. Comme classe, le prolétariat a pesé pour gagner la Jeunesse, qui s'est incorporée à cette occasion aux élections, ainsi qu'une partie de la petite-bourgeoisie, qu'il a arrachée aux libéraux et aux démocrates chrétiens, pour la lancer dans l'appui au Parti Socialiste. Au cours de cette même étape, le prolétariat a fait aussi des grèves, des occupations d'usines, des mobilisations en appui au Vietnam, des discussions publiques dans les syndicats, les usines, en appui au Gouvernement au Vietnam. C'est ce qui a eu pour résultat le triomphe du Parti Socialiste et la crise des sociaux-chrétiens. Ce triomphe du Parti Socialiste, ce triomphe des masses dans le camp syndical, ont eu pour résultat, le triomphe de Willy Brandt et le développement de la gauche dans le Parti Socialiste. A son tour ce développement va encourager, et créer les conditions, les bases, pour le développement de la gauche dans le camp syndical. Il faut intervenir avec cette perspective.

Mondialement, tout favorise ce processus. Quelles que soient les conditions immédiates, d'arrêt ou de contention du processus en cours vers la gauche à échelle mondiale, telle est la voie. Le capitalisme n'a pas la force de se soutenir au pouvoir. Il prépare la guerre parce qu'il n'a pas cette force. Cela va s'exprimer en Allemagne, d'une manière beaucoup plus aigüe dans le camp syndical. Il faut préparer l'activité, un programme de discussion qui partent du Parti Socialiste et du camp syndical, vers la gauche, un programme de gauche. Un des mots d'ordre essentiels de ce programme est : l'unification des deux Allemagne sur la base de la forme la plus élevée, la plus progressiste de deux, qui est celle de l'Allemagne Etat Ouvrier, accompagnée de la démocratie syndicale et soviétique. Discussion ! Front Unique ! Un programme de développement de l'économie en fonction des besoins de la population.

L'Allemagne est sortie écrasée de la guerre. Les capitalistes eux-mêmes accusaient les « Russes » d'avoir tout pris à l'Allemagne Etat Ouvrier, tout pris, de ne rien lui avoir laissé. Mais aujourd'hui l'Allemagne Etat Ouvrier connaît un progrès industriel supérieur

RTI SOCIALISTE

26 février 1973

à celui de l'Allemagne capitaliste ! Elle fait partie des 10 pays industriels les plus puissants du monde. Cela montre que c'est comme ça qu'il faut faire ! Cela veut dire que les structures économiques, les formes, le régime de propriété étatisée, l'organisation de l'économie et de la production, le monopole du commerce extérieur, ont permis un tel développement. Le voyage des dirigeants syndicaux à Moscou et en Allemagne Etat Ouvrier a visé à contenir la gauche, à se débarrasser d'une gauche qui avance. Entre autres manifestations importantes de cette avance, il y a la Centrale Unique qui vient de se former en Europe. Dix organisations syndicales environ y ont participé. Ce n'est pas encore tout à fait une Centrale Unique, cela ne fonctionne pas encore comme tel, mais cette réunion indique que la nécessité existe. Même si elle a été retardée, elle n'en existe pas moins et il y a maintenant les conditions pour le faire.

La formation et le comportement de l'aile gauche dans le Parti Socialiste donnent déjà à celui-ci la physionomie concrète d'un passage de la social-démocratie au fonctionnement com-

me Parti Socialiste. Le programme de la gauche n'est pas social-démocrate. La social-démocratie a abandonné Marx, le marxisme, et s'est lancée dans une politique de collaboration de classes, une politique dont l'objectif essentiel était la collaboration. La social-démocratie a réprimé, éliminé, tout ce qui pouvait ressembler à la lutte de classes et révolutionnaire. Elle n'a pu éliminer cette lutte, mais sa politique, son programme, ses objectifs conscients et déclarés étaient : un programme de réformes pour le fonctionnement du système capitaliste. La social-démocratie s'est submergée dans une politique dont l'objectif central était la collaboration de classes. Maintenant, les socialistes allemands ont dû prendre une série de mesures qui attentent contre la structure concrète du système capitaliste : reconnaissance de l'Etat Ouvrier Allemand, accords avec la Pologne, la Tchécoslovaquie, l'URSS. Ces accords brisent une des forces de stabilité du système capitaliste. Ce processus avance intérieurement et progresse de telle manière que les socialistes de gauche, dirigés par les Jusos élaborent un programme qui les rapproche de l'Etat Ouvrier. Cela n'a plus rien à voir avec la social-démocratie. La direction est encore social-démocrate, mais des couches, des tendances dans ses forces intérieures sont en train de se développer qui vont renverser, dépasser la conception social-démocrate, qui choquent avec elle. Elles donnent déjà au parti des caractéristiques socialistes et non plus social-démocrates. Il faut considérer que ce développement va s'exprimer dans la gauche socialiste et dans le camp syndical, et partir de

cette considération pour mener une offensive dans le Parti Socialiste.

Une des erreurs essentielles du Parti Communiste est de ne pas comprendre cela et de rester immobile, en attendant que les gens deviennent communistes parce qu'il espère recueillir les effets de l'impulsion et de la force de l'Etat Ouvrier. C'est incorrect, car tout en espérant recevoir cette force, l'inclination des masses allemandes à avancer vers le socialisme est plus puissante que l'influence que peut exercer le Parti Communiste de la DDR sur le

Parti Communiste d'Allemagne capitaliste. Ceci est la base essentielle de la possibilité de développement d'une tendance trotskyste — en commençant par le développement de ce courant.

Les conditions pour le développement d'une gauche dans le Parti Socialiste s'élèvent. Celle-ci est déjà en marche à Munich, Francfort, Cologne et aussi dans le camp syndical. Le processus mondial aide et influence cette nécessité et, par conséquent la possibilité d'organiser nous-mêmes un courant.

Changer la direction conciliatrice du parti socialiste

et des syndicats

Une série de textes est nécessaire. Il faut voir que le processus de crise de la social-démocratie et des syndicats ne signifie pas détachements, explosions, mais simplement que la direction actuelle ne va pas. Elle ne coïncide pas avec le mûrissement de la base qu'elle affronte. Celle-ci cherche alors à exprimer ses besoins d'une politique plus active, plus anticapitaliste, plus orientée à défendre les conquêtes réalisées, à organiser et à programmer la lutte pour de nouvelles conquêtes. Elle s'oriente à accroître son poids dans la société et son rôle de direction par rapport à l'actuelle. La base cherche à constituer des organes de

double pouvoir, comme ces Commissions qui viennent de se former. Ce sont en principe, des organes de double pouvoir. La tentative des syndicats de participer à la vie du Parti Socialiste est aussi une tentative de double pouvoir, à l'intérieur du Parti Socialiste cette fois, qui est la base pour le contrôle du pays. De puissants facteurs de crise de croissance correspondant à la régénérescence partielle sont en train de mûrir, de grandir et de se développer dans le Parti Socialiste. Nous devons donc y prêter toute notre attention et écrire, continuellement, en permanence, des textes à ce sujet, et non simplement tel ou

(Suite page 4)

La nécessité de l'organisation de la gauche Socialiste pour impulser la gauche au pouvoir en Belgique :

Ici, en Belgique, il est nécessaire de discuter la nécessité de l'organisation de la gauche socialiste.

Se basant sur toutes les mobilisations (surtout les dernières comme celles des dockers) de la classe ouvrière qui cherchent à imposer, en même temps que leurs revendications, le fonctionnement de la démocratie syndicale. La classe ouvrière décide par dessus les appareils. Se basant sur les congrès du propre PS avant la tripartite, où il y avait en moyenne 46 % contre, et se basant aussi sur le mécontentement croissant de toute une aile du Parti Socialiste qui cherche à impulser ou à mener de l'avant des positions de gauche à l'intérieur du Parti.

L'organisation de cette gauche va de pair avec le fonctionnement d'une gauche syndicale pour arrêter toutes les manœuvres de l'appareil, de conciliation, pour développer dans la forme la plus large la démocratie syndicale. « Dans la forme la plus large » veut dire surtout et principalement que le syndicat doit être un instrument de la classe ouvrière dont elle doit pouvoir se servir, que ce soient les travailleurs qui puissent décider en assemblées, avec leur organes des usines, comités d'entreprise, conseils d'usine, avec la révocabilité des mandats des dirigeants par les assemblées elles-mêmes. Ce ne sont pas les ouvriers qui doivent se soumettre aux directions syndicales; au contraire, ces dernières ne sont que des représentants tenus d'agir en fonction des intérêts des travailleurs, et non en fonction de leurs intérêts d'appareil.

La crise du capitalisme est mondiale. Après la double crise du dollar l'impérialisme doit se lancer chaque fois plus à s'imposer au reste du capitalisme et, en plus, les marchés se restreignent de plus en plus et la concurrence est des plus sérieuses. En somme, pour subsister, le capital doit se concentrer chaque fois plus, monopoliser et détruire les concurrents les plus faibles. La Belgique se trouve dans cette situation. Le chômage, le manque d'emplois, le manque d'investissements en Wallonie ou en Flandre ne viennent pas de la « mauvaise volonté » ou du « manque de dynamisme » comme le proclamait la régionale du Front Commun syndical à porpos de la région de Charleroi, dans la dernière grève du 28.

Au contraire, ceci provient de la crise générale du régime capitaliste qui, ici, étant basé sur la sidérurgie, métallurgie, en partie la chimie, est moins compétitif que les grands trusts multinationaux. Comment est-il possible de faire face à cela ? Simonet proposait de développer, dans l'Europe des Neufs, du « contre-pouvoir » pour faire face à l'empire des trusts. Glinne dit que le néo-capitalisme est l'ennemi des travailleurs et propose la « mise en propriété sociale des instruments de production dominants ». Mais

en même temps il se fait l'instrument du capitalisme dans son action au cours de la grève de Courcelles.

Là, ils avaient la possibilité d'appliquer la nationalisation, surtout avec les prêts consentis par l'Etat à cette entreprise, prêts basés sur des promesses mensongères de la direction.

Il est certain que c'est seulement à travers l'expropriation des trusts, de l'industrie lourde, de la chimie, des textiles, que peut, en partie, changer la situation. Mais le gouvernement n'est pas du tout décidé à cela, bien que certains socialistes aient voulu impulser, à travers la création de la société IBRAMCO, une certaine base de contrôle sur les holdings, et les entreprises multinationales. Mais ni le PSC, ni le PLP ne vont appuyer cela, surtout si cela prend l'allure de s'étendre à d'autres branches de l'économie.

En même temps, et ceci est une des entraves principales, la direction du Parti Socialiste n'est nullement décidée à entamer un processus d'étatisations.

Certains le posent parce qu'ils sentent que si ça continue le capitalisme belge, lié des pieds et des mains à l'impérialisme, s'enfoncé chaque fois plus, et ils tentent, à travers certaines mesures, de se sauver de la crise en cherchant, par exemple, d'autres marchés, raison pour laquelle les dirigeants du PS sont allés en URSS), les socialistes pour assurer une survie au capitalisme. Pendant ce temps, la crise du PS continue et la direction syndicales s'entête à défendre des directions syndicales pourrie comme celles des dockers et trouve le moyen d'accuser les gauchistes. Mais qui est-ce qui a permis ce fonctionnement d'appareil ? C'est le PS ! L'ancien ministre du travail, Major, est sorti justement du même syndicat que ce Lambotte qui est répudié par les dockers et par les autres syndicats qui ont appuyé les dockers.

C'est pour cela qu'il est nécessaire de donner une forme organisationnelle à la gauche syndicale et à la gauche socialiste. Ce n'est ni impossible, ni utopique. C'est une nécessité pour avancer. Nous appelons à discuter sur la base du programme des jeunes socialistes allemands qui a été repris par le PS en Congrès à Francfort, à Hanovre.

Le programme des jeunes socialistes comprenait comme points essentiels :

- Etatisation de la banque
- Etatisation des industries de base
- Contrôle par l'Etat des investissements privés.
- Programmation des investissements sociaux par l'Etat.
- Relations avec les Etats Ouvriers, avec les partis communistes d'Europe
- Retrait de l'Allemagne de l'OTAN

- Développer les liens entre les socialistes pour une Europe des travailleurs
- Solidarité avec le Vietnam, avec les mouvements anti-impérialistes
- Lutte pour ce programme dans les syndicats et dans le SPD.

Maintenant, dans un congrès du SPD de Munich, on vient aussi de résoudre d'établir des liens et de travailler avec d'autres tendances et le Parti Communiste. Ceci, alors que le PC était interdit en Allemagne il y a seulement 2 ou 3 ans.

Dans le monde entier il existe un progrès des partis communistes et socialistes.

Le triomphe d'Allende, du PS, est dû fondamentalement aux mesures d'expropriations de l'impérialisme, à l'intervention des masses, de la classe ouvrière qui a senti la possibilité d'impulser le gouvernement d'Allende, par les mesures qu'il avait pris, de nationalisations d'une partie de la banque, par l'expropriation des latifundias, la nationalisation du cuivre.

Le prolétariat a senti que le gouvernement était perméable et l'a impulsé avec sa décision et ses mobilisations, encore aujourd'hui, contre les manœuvres contre-révolutionnaires des yankees avec I.T.T. et aussi, de la bourgeoisie nationale appuyée par le parti de Frei.

En France, le progrès de l'Union Populaire s'est fait sur la base de la discussion du programme commun, des nationalisations etc. S'ils ne sont pas allés plus loin, s'ils n'ont pas triomphé, c'est parce que chacun, dans la campagne électorale, est intervenu de son côté, et certains secteurs du Parti Socialiste ont reculé face aux menaces de Pompidou.

Une intervention en front unique, dans toute la France, avec des meetings dans toutes les villes, avec des appels à la classe ouvrière et à toute la population à intervenir auraient montré les partis de l'Union Populaire décidés à mener de l'avant le programme commun. Ils ont fait l'inverse. Il n'y a eu qu'un seul meeting commun, à Paris, trois mois avant les élections; rien de plus. Autrement, ils auraient entraîné un secteur beaucoup plus large.

En Belgique l'organisation de cette gauche socialiste est nécessaire pour s'imposer au Parti. Nous ne sommes pas contre la « mise en propriété sociale des industries dominantes ». Mais cela se réalise au travers de la plus large discussion, dans tous les secteurs, dans les usines, avec la préparation, dès maintenant, des congrès régionaux du PSB, la discussion d'un programme comme le Programme Commun de France, de la mise en fonctionnement des principales entreprises sous contrôle ouvrier et de

l'Etat, la préparation du congrès du PSB par la discussion la plus large.

Pourquoi retarde-t-on depuis deux ans ce congrès ? La direction socialiste ne veut pas ouvrir la discussion sur le programme de revendications syndicales, de la IVe Internationale — notamment dans les deux articles de J. Posadas sur la Belgique, publiés dans les numéros précédents de LUTTE OUVRIERE — un programme de revendications syndicales, de démocratie syndicale, d'élimination de la structure actuelle du syndicat dans laquelle les permanents sont tout-puissants, leur remplacement par des délégués élus démocratiquement par la base et révocables à tout instant; il faut développer une vie de discussions, de fonctionnements des comités d'usine, avec des délégués élus par la base, et éliminer les clans de délégués qui établissent les listes des candidats entre eux pour empêcher les délégués combattifs de passer. Il faut en finir avec la structure féodale du syndicat et développer la démocratie prolétarienne. Si le capitalisme ose donner des coups à la classe ouvrière, comme à Fairey, à Caterpillar où il licencie des ouvriers et des délégués syndicaux, comme à Courcelles; s'il faut mener des luttes comme à Sitel, à Anvers et Gand pour avoir des droits syndicaux, et pour avoir la direction du syndicat; c'est parce que l'organisation actuelle du syndicat n'est pas démocratique, elle est féodale. C'est un clan qui empêche la vie de la classe ouvrière. Il faut discuter cela aussi dans le PSB : comment imposer la démocratie à l'intérieur des syndicats, à l'intérieur du Parti.

Il faut discuter, et faire des actions communes avec les communistes, les chrétiens de gauche, les trotskystes, établir des programmes communs d'action, d'étatisations, de contrôle ouvrier, de conseils et comités d'usine, de front ouvrier-étudiants, de planification de la production pour une distribution équitable du produit national, d'accords et d'échanges avec les Etats Ouvriers, avec les Etats Révolutionnaires comme le Chili, etc.

On peut faire face à la crise du capitalisme, par la planification de l'économie. Mais s'il faut pour cela, étatiser les industries-clé, il faut une seule centrale ouvrière, l'unification syndicale. C'est sur cette base qu'en Italie, la classe ouvrière a arraché des conquêtes au capitalisme, dans les dernières conventions collectives.

Il faut faire cette discussion pour sortir de la crise capitaliste, qui est sans remède. Seule la classe ouvrière, en front unique avec les autres secteurs de la population exploitée, avec ses organisations de classe, peut impulser cette solution, avec la mobilisation générale des masses, en imposant la gauche au pouvoir.

LE PROGRES DES TENDANCES DANS LE PARTI

SOCIALISTE ET DANS LES SYNDICATS EN ALLEMAGNE

(Suite de la page 3)

J. POSADAS

tel tract. Il faut avoir constamment en tête la préoccupation d'écrire des articles, des textes, destinés au Parti Socialiste et aux syndicats.

Un processus mûrit et se développe, marqué par la continuelle élévation et croissance de la décision de l'avant-garde prolétarienne en Allemagne capitaliste. Cette avant-garde intervient dans les syndicats, dans la Centrale Ouvrière et dans le Parti Socialiste pour peser sur la direction et la décider en manifestant l'impulsion qui vient de la classe ouvrière. Cette impulsion se manifeste dans les grèves du prolétariat, dans ses conquêtes; dans le programme de réduction de la durée du travail, l'augmentation des salaires. La classe combat, dans l'industrie, la programmation économique du gouvernement et des patrons de l'industrie, programmation qui consiste à ne pas accorder d'augmentation de salaires pour être compétitif à l'échelle mondiale. Cette lutte oblige la bourgeoisie à augmenter les salaires, et, par conséquent à augmenter sa capacité technique, pour pouvoir, dans le cadre de la compétition mondiale, concurrencer le reste du système capitaliste.

Sous très peu de temps, le prolétariat va exploser contre le gouvernement, contre ses achats récents de 6 milliards de dollars ! Le prolétariat va accuser le gouvernement ! Il va l'accuser de l'avoir fait sur le dos des masses, pour défendre le système capitaliste ! Cela va susciter dans la classe une discussion sur comment utiliser le Parti Socialiste : pour diriger et gouverner en faveur du système capitaliste : ou pour développer l'économie et appliquer un programme, une politique, des positions qui fassent progresser le peuple et, parmi celui-ci, les couches principales qui sont le prolétariat et les masses exploitées ? Tout cela va se discuter !

La politique, d'achat des dollars, est une mesure de Brandt pour sauver le système capitaliste. La classe ouvrière va protester, affronter, rejeter et répudier cette politique. Elle le fait déjà de manière indirecte en s'opposant à ses directions et en formant une aile gauche, parce qu'elle ne dispose pas d'autres moyens. Cependant, cela exprime un sentiment très profond qui va éclater. On peut le mesurer quand on voit, à Francfort, la droite du Congrès, essayer de gagner le prolétariat en se prononçant contre la poursuite des achats de dollars et pour la reconnaissance du Vietnam. Elle choisit ces thèmes parce que ce sont des points de contact avec les sentiments et l'état de la classe, sinon elle aurait avancé n'importe quelle autre position adressée à la petite-bourgeoisie et à l'aristocratie ouvrière. Il faut intervenir avec un programme adressé à l'avant-garde à trouver le moyen organique de pouvoir progresser, gagner des positions pour pouvoir s'adresser à la classe. Il faut l'aider à avoir l'assurance théorique et politique nécessaire, et pour cela, lui répondre, chaque jour, par des textes.

Il faut aider cette avant-garde à faire un programme destiné constamment à organiser. Une gauche socialiste liée à la gauche syndicale est pour cela nécessaire. Il faut donc aider à sa forma-

tion. La base doit être la lutte pour augmenter les droits du prolétariat dans le fonctionnement de l'usine, la démocratie syndicale. Le prolétariat Allemand a obtenu une série de conquêtes importantes. Il a imposé la liberté de l'horaire d'entrée au travail : chaque ouvrier choisit, avec une tolérance de deux heures, le moment d'entrer au travail et il rattrape ensuite. Le prolétariat allemand a obtenu du temps pris sur la journée de travail pour lire les journaux, prendre le café ou le thé. C'est une conquête que le patronat a dû concéder, mais l'aristocratie ouvrière, en se basant là-dessus, maintient un contrôle rigoureux, policier sur le mouvement ouvrier. La bourgeoisie essaie ainsi de contenir le développement de la dualité des pouvoirs, parce que de telles conquêtes économiques et sociales réalisées par le prolétariat exigent pour se maintenir, un pouvoir correspondant. Cela veut dire que le prolétariat dispose d'une force sociale énorme qui correspond à la dualité de pouvoirs. Par contre le prolétariat a obtenu en Allemagne des conquêtes économiques, mais non politiques. C'est pour cela qu'il est en train de se battre maintenant. Comme il n'a pas pu le faire dans le camp syndical, il le fait à l'intérieur du Parti Socialiste, et c'est pour cette raison que surgit cette gauche. Il y a des conditions optimales pour développer une activité adressée à gagner autorité dans l'avant-garde communiste, socialiste et syndicale.

Il faut faire un appel à la démocratie syndicale et un appel à ce que le système capitaliste paie les effets de sa crise et de la crise du dollar. Il faut faire une discussion et que le prolétariat se mobilise. De la même façon qu'une gauche s'est formée dans le Parti Socialiste, il faut faire une gauche dans le mouvement syndical en commençant par attaquer et détruire toute la forme actuelle d'organisation syndicale, où les délégués sont une espèce de patrons ! Il faut nommer des délégués qui répondent de leur tâche devant les ouvriers, imposer la démocratie syndicale totale, discuter de tout ! et faire toute une campagne d'agitation contre les lois de répression pour le droit de grève, libertés d'expression, de presse, d'organisation et d'association.

Il faut faire une campagne pour l'élimination de toutes ces lois qui limitent l'exercice du droit de la parole, de presse, d'organisation, la liberté des idées; en finir avec tout ça ! Et lancer un appel pour un programme d'étatisations, de planification de l'économie, de contrôle ouvrier, de développement de l'intervention des masses dans l'économie pour aller vers l'unification entre l'Allemagne capitaliste et l'Etat Ouvrier Allemand, pour organiser et unifier tout le pays sous la forme la plus favorable pour le progrès, qui est la forme de l'Etat Ouvrier. En Allemagne, c'est les masses exploitées, opprimées, qui représentent 70% de la population : ouvriers, paysans, petits-bourgeois ! Il faut faire un programme qui parte de l'abolition de toutes les lois de répression, de contention

des droits ouvriers, éliminer toutes les entraves mises par les patrons ou par les délégués à l'exercice de ces droits, éliminer les colloques et les rapports directs entre les délégués et les patrons. Par contre les ouvriers ont le droit d'être informés et de déterminer quelle doit être la fonction du délégué en assemblée de section ou d'atelier. Les délégués doivent être élus par les assemblées de sections avec révocabilité des mandats. Chaque délégué doit tenir des réunions hebdomadaires et périodiques, des Congrès, des conférences, dans chaque usine, dans chaque branche d'industrie, avec discussion de tous les problèmes économiques.

Il y a en Allemagne une immense richesse. Qui l'a produite ? Le prolétariat ! Sans le prolétariat allemand, une telle richesse n'existerait pas, car c'est lui qui a développé l'Allemagne et non l'argent des Yankees. Si le peuple allemand avait été écrasé par la guerre, il n'y aurait pas un tel redressement : c'est lui qui a tout fait et c'est l'impulsion de l'Etat Ouvrier Allemand qui a déclenché, en grande partie, le développement de l'Allemagne. Le prolétariat allemand a vu que le développement de l'Etat Ouvrier est infiniment supérieur à celui de l'Allemagne capitaliste, alors que celle-ci a été soutenue par les Yankees, qu'elle n'a pas dû payer les réparations de guerre, ni de frais d'occupation. Toute la base de son équipement industriel s'est faite avec du matériel volé qui a ensuite été remplacé par ce qu'il y avait de plus moderne : cela a donné une richesse immense, une capacité de productivité énorme, dont profite la bourgeoisie.

Il y a en Allemagne, une énorme bureaucratie ouvrière, mais celle-ci n'a plus de point d'appui pour continuer à se multiplier et à s'étendre, ni même pour maintenir son pouvoir. Mondialement son pouvoir s'affaiblit. Il faut donc s'adresser à l'avant-garde prolétarienne avec des textes qui parlent du monde, de l'Allemagne, des problèmes des Etats Ouvriers, de l'Etat Ouvrier Allemand et de l'impossibilité pour le capitalisme, de subsister; proposer un programme d'expulsion de toutes les troupes étrangères, demander aux Soviétiques de se retirer, qu'ils déclarent qu'ils sont disposés à se retirer si les autres le font, que les Soviétiques fassent la demande de retrait de toutes les troupes, et proposer alors les milices ouvrières. L'Allemagne n'a pas besoin d'une armée de type capitaliste. Quand, dans un des secteurs essentiels comme Essen, la police se préoccupe de rechercher quelle est sa fonction et en arrive à une conclusion contraire à ce qui lui a donné origine, c'est-à-dire, contre la propriété privée, c'est parce que le système capitaliste a déjà perdu toute autorité. Il faut discuter de tous ces problèmes.

Il faut faire ce programme et aussi un appel à discuter de l'unification de l'Allemagne, avec l'Etat Ouvrier, sans faire de cela un centre essentiel pour le moment. Il faut en parler comme propagande, et non comme agitation. L'agitation doit porter sur le nettoyage des syndicats, l'élimination des lois ré-

répressives, la liquidation du fonctionnement administratif bureaucratique et en finir avec la dictature de la bureaucratie syndicale qui empêche le fonctionnement démocratique des ouvriers. Il faut discuter dans les syndicats des problèmes économiques de l'Allemagne, discuter pourquoi le gouvernement doit acheter 6 milliards de dollars. En discuter et s'y opposer ! Faire une discussion publique contre cette mesure.

Il faut poser en même temps un programme de développement de l'industrie en Allemagne : diminution des heures de travail, augmentation des congés payés, que toute amélioration dans le travail, obtenue soit par des moyens techniques, soit par une meilleure organisation scientifique du travail, soit par l'introduction d'une innovation (les Allemands et les Américains sont ceux qui impulsent le plus l'automation, la cybernétique, appliquées à l'industrie), que tout progrès soit appliqué en bénéfice des masses sous forme de diminution des heures de travail, augmentation des congés payés, augmentation des salaires, à travail égal salaire égal; que tous les ouvriers étrangers jouissent, au bout d'un an, des mêmes droits que les ouvriers allemands. Revendiquer en Allemagne, les mêmes droits qu'ont obtenus les ouvriers italiens qui vivent en France : au bout de 5 ans, ils ont le droit de voter, de participer. Il n'y a pas d'ouvriers «étrangers» : ce sont des ouvriers des autres pays d'Europe, ils ont les mêmes droits que les ouvriers allemands. Ils sont exploités de la même façon qu'eux, ils prennent part à toute la vie du pays, ils doivent donc avoir les mêmes droits politiques que les ouvriers allemands. Le prolétariat allemand doit lutter pour ces conquêtes tout en luttant pour augmenter la participation des ouvriers à la direction de l'économie du pays sous forme de contrôle ouvrier. Il faut commencer à développer des comités d'usine pour contrôler tous les problèmes de production, de salaire, d'hygiène, d'heures de travail. Il faut éliminer toutes les lois répressives et le délégué doit être soumis à la section qui l'a élu, les dirigeants doivent informer et il doit y avoir un fonctionnement d'assemblées, de réunions, de discussions, de conférences par section, par atelier, par usine et par branche d'industrie; que ces assemblées discutent et adoptent des résolutions. Publier des bulletins pour l'ensemble de la branche d'industrie, sur les problèmes syndicaux, économiques et sociaux du pays, et même sur les Etats Ouvriers, mettre en discussion la réunification avec l'Etat Ouvrier Allemand.

Il faut intervenir dans la crise du Parti Socialiste. L'immense majorité du prolétariat allemand est socialiste. Les syndicats doivent intervenir dans le Parti socialiste ! Sans avoir des représentants au sein du Parti Socialiste, les syndicats doivent intervenir en posant que leurs membres doivent former une aile gauche dans ce parti, avec un programme anticapitaliste, en s'orientant vers un programme de planification conjointe avec l'Etat Ouvrier Allemand, avec tous les droits démocratiques et des formes démocratiques socialistes, de discussion et de planification.

26.2.1973

J. POSADAS

EDITORIAL : (suite de la page 1)

répondre à l'appel au nouveau «pacte social». Même si elles l'acceptent, la classe ouvrière va passer outre ! Le processus qui se développe va vers l'élimination de tous ces dirigeants qui ne vivent que pour négocier et concilier avec le capitalisme. Ce bouleversement est déjà en marche. Mais il va encore lentement, parce que la classe ouvrière ne rencontre pas dans ses directions, dans les partis ouvriers, une réponse pour donner la mesure de toutes ses forces et de sa capacité de lutte : devant la grève des dockers, il faudrait, dans tout le pays, organiser des assemblées, des discussions, des actions de front unique, pour appliquer le même exemple dans toute les usines, sur tous les lieux de travail ! C'est pour cela qu'il faut développer, organiser une gauche syndicale, et la gauche dans le PSB, dans le Parti Communiste.

Le Parti Communiste est intervenu dans la grève des dockers, comme une partie de sa direction. Les militants communistes ont fait une grande activité dans les comités de grève, dans la lutte pour imposer la démocratie syndicale, pour changer la direction réactionnaire de l'UBOT, il faut prendre cela comme point d'appui pour mener cette lutte à l'échelle de tout le pays, faire une campagne pour la démocratie syndicale, pour la réorganisation complète du mouvement syndical, pour en finir avec tous les dirigeants

syndicaux qui se croient les patrons des ouvriers. Il est nécessaire aussi de donner une perspective à toute les luttes, les revendications immédiates, en liant celles-ci avec un programme anti-capitaliste, pour l'union de la gauche. En partie, le front unique s'est réalisé dans les cortèges du Premier Mai à Charleroi, entre le Parti Communiste et le P.O.R.(T) et inclus des groupes gauchistes, comme la LRT. Mais c'est un progrès partiel. Pendant ce temps la direction du PC n'a pas participé comme Parti, dans les manifestations de Gand et d'Anvers et s'est soumise aux limitations imposées par la bureaucratie socialiste. Par contre, elle s'est plus occupée d'insulter les groupes gauchistes. Nous condamnons cette attitude, qui ne donne pas de points d'appui pour gagner ces courants, petits-bourgeois, mais qui veulent lutter contre le capitalisme. C'est possible de les influencer, de les gagner, avec un programme et une politique révolutionnaire, socialiste. En plus, le Premier Mai n'est la propriété de personne, pas plus du PSB, que de la FGTB, ou d'un seul parti. C'est la journée mondiale de combat, d'unification de toute la classe ouvrière, dans tous les pays du monde.

Dans le monde entier, le Premier a été vécu comme une journée de Front Unique, pour le socialisme !

En France, malgré les interdictions d'un secteur droitier de la direction CGT et

communiste, les manifestations ont été un immense cortège de Front Unique, de volonté de pouvoir des masses, de faire triompher, par la mobilisation, l'Union populaire ! Le fait que notre Parti a participé pleinement dans le cortège, avec tous ses mots d'ordre, ses publications, sa banderole, au milieu des militants communistes, en est une des plus belles expressions. En Angleterre, c'était la grève générale; en Italie, des manifestations de milliers et de milliers de travailleurs de toutes tendances; dans les Etats Ouvriers aussi, des milliers de travailleurs ont manifesté leur décision de construire le socialisme, de s'unir à la révolution mondiale pour en finir avec le capitalisme et l'impérialisme mondial. En Union Soviétique, le Premier Mai s'est déroulé, à la suite de changements très importants à la direction du Parti Communiste, avec l'affirmation de la tendance qui veut intervenir plus dans le processus mondial contre le capitalisme et dont une partie se prépare à répondre à la guerre mondiale que prépare l'impérialisme. Pour cela, l'importance de l'entrée de Kretchko au bureau politique. A Hanoi, c'était un Premier Mai de profonde décision des masses de construire le socialisme, de se préparer à de nouvelles agressions de l'impérialisme, et à le vaincre encore !

La direction du PSB ou de la FGTB n'ont aucun droit, aucun monopole pour

manifeste le Premier Mai. Le Parti Communiste devait intervenir, comme Parti, dans tous les cortèges. C'est un droit pour lequel il faut encore se battre dans le mouvement ouvrier et encore dans le propre Parti Communiste, et qui est un élément très important de la démocratie ouvrière et syndicale : le droit à toutes les tendances du mouvement ouvrier à intervenir, à discuter, influencer, et participer aux décisions.

Cools a attaqué les «gauchistes» dans le congrès administratif du PSB. Il a dit qu'il ne fallait à aucun prix se laisser déborder par eux. Ce dont il a peur, c'est de la gauche dans son propre parti. Il veut intimider son progrès, son organisation en l'accusant d'être aventurière, de vouloir mettre un fossé entre militants syndicaux et politiques etc... Mais tout cela montre au contraire que le courant de gauche a une très grande force ! Les dockers en sont une expression. Pour cela il faut que le Parti Communiste intervienne avec le programme, la politique socialiste, pèse comme Parti, et intervienne pour aider le courant de gauche à s'organiser dans le PSB. Nous l'appelons à participer pleinement à une campagne, nationale, pour la démocratie syndicale et ouvrière, pour une gauche syndicale et socialiste qui se donne cet objectif.

9.5.73

**MANIFESTE DU 1^{er} MAI****DU SECRÉTARIAT INTERNATIONAL DE LA IV^e INTERNATIONALE (POSADISTE)**

● **Au prolétariat, aux masses exploitées, ouvrières, paysannes, petites-bourgeoises, aux mouvements nationalistes révolutionnaires, aux mouvements démocrates-chrétiens de gauche, aux courants militaires nationalistes de gauche, aux Etats Ouvriers, aux Etats Révolutionnaires comme le Chili et l'Algérie, aux partis communistes et socialistes**

Ce 1^{er} Mai 1973 montre une profonde avance mondiale de la révolution, des luttes des masses du monde pour mettre de l'ordre dans le chaos que développe le système capitaliste. Il y a un progrès immense de la capacité sociale, économique, politique, syndicale et culturelle des masses exploitées du monde. C'est un processus unique où les Etats ouvriers, les Etats révolutionnaires, les masses exploitées du monde, à travers leur activité syndicale et politique, les masses des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, sont en train d'impulser l'histoire.

Le triomphe de l'humanité au Vietnam, le triomphe des masses vietnamiennes, est celui du front unique mondial contre le système capitaliste.

La défaite de l'impérialisme yankee au Vietnam, dans le reste du monde où il est acculé par les masses, le progrès incessant de l'activité constante du prolétariat, du mouvement syndical, du développement des luttes sociales et politiques, le progrès constant et ininterrompu des luttes syndicales du prolétariat en France, en Italie, en Angleterre, en Belgique, qui avancent sans arrêt dans des actions de double pouvoir; l'élévation constante des organes qui disputent la direction de la société au système capitaliste, la montée constante des luttes des masses de France, d'Italie, d'Angleterre, qui organisent à travers leur action syndicale et politique des organes pour diriger soit les usines, soit une partie de la société, le triomphe incessant soit électoral, soit syndical des masses de France, d'Italie, de Belgique, la montée constante, ininterrompue des actions de front unique des masses socialistes, communistes, trotskystes, des paysans, des étudiants: tout cela montre un processus unifié, une activité d'ensemble unifiée des masses qui avancent dans le sentiment, la conscience, la volonté d'abattre le système capitaliste.

Le système capitaliste s'exprime à travers ses crises constantes, crise du dollar, crise de la monnaie, crise permanente du Marché commun européen, exacerbation de la dispute et de la concurrence intercapitaliste, exacerbation de la concurrence de l'impérialisme yankee avec le reste du système capitaliste mondial; exacerbation des crises partielles et générales du système capitaliste, crise totale du système. Cette crise ne s'exprime pas partout sous forme économique comme dans les pays d'Amérique Latine, d'Afrique, d'Asie. Elle s'exprime dans les grands pays capitalistes par une dispute et une concurrence constante entre eux et par la dévaluation de la monnaie, par la crise du dollar pilier essentiel du système capitaliste. L'appareil capitaliste est en pleine décomposition, immoralité, corruption. Le cas « Watergate » aux Etats-Unis n'en est qu'une démonstration, alors que la solidarité, le front unique des masses du monde, leur action héroïque comme au Vietnam, les sentiments et les objectifs communistes s'élèvent.

Dans le camp prolétarien l'unité d'action des masses s'élève constamment, à travers leur sentiment d'unification, la centralisation de leurs actions communes, soit dans le camp syndical, soit sur le terrain électoral ou des luttes sociales. Le front unique des masses d'Italie, de France, d'Angleterre, de Belgique, démontre d'un profond sentiment d'assurance historique, des masses qui s'unifient en vue de faire pression, d'orienter, d'entraîner et impulser leurs directions, de les décider à avancer dans la lutte vers le pouvoir. C'est le fait électoral de l'Union Populaire en France qui, avec un programme limité mais anticapitaliste, signifie le progrès de l'unité de classe des masses. Ce sont les puissants mouvements syndicaux des masses d'Italie, de leur immense triomphe de leurs conquêtes sociales, syndicales, de salaire, de leurs conquêtes de double pouvoir sur le capitalisme, sous différents aspects. C'est le triomphe de la gauche, du parti social-démocrate en Allemagne. C'est le poids énorme des masses nord-américaines qui, en s'unifiant à l'action mondiale des masses, impulsent, obligent, en même temps que les luttes des masses du Vietnam, l'impérialisme yankee à devoir se retirer du Vietnam, à devoir signer le cessez-le-feu au Vietnam. C'est le triomphe des masses péronistes en Argentine où le prolétariat entraînant les masses exploitées, après 18 ans de persécution et de répression, en ayant maintenu et développé la lutte sur le plan syndical, en ayant adopté les programmes anti-impérialistes de Huelta Grande et La Falda, a montré sa volonté de combat comme reflet de la pression, de la montée mondiale de la révolution. C'est le triomphe des masses chiliennes, le front unique socialiste, communite au Chili. C'est l'influence de la révolution dans les mouvements nationalistes et démocrates chrétiens de gauche, les impulsions vers des tendances socialisantes, vers des impulsions et des inclinations socialistes. C'est le passage rapide des mouvements démocrates chrétiens,

nationalistes, à base populaire et ouvrière, à la révolution. C'est le progrès immense des luttes des masses d'Asie, d'Afrique, d'Amérique Latine à travers d'immenses conquêtes!

Dans les grands pays capitalistes, les masses disputent au patronat la décision sur tous les problèmes relatifs au travail, au salaire, au temps de rendement. Elles imposent une série de conquêtes et s'unifient. Les luttes des masses ouvrières, étudiantes, paysannes vont en s'unifiant. Des assemblées de masse, de milliers, se tiennent dans les usines avec l'intervention des voisins de quartiers, des étudiants, des professeurs, des instituteurs, des parents. Les luttes des étudiants, des ouvriers, des paysans s'unifient en actions et assemblées communes, où s'incorporent massivement le mouvement étudiant, lycéen, des enfants de 14 à 16 ans, les universitaires. Professeurs et élèves s'incorporent dans un seul mouvement. On assiste à un commencement de développement, d'instauration de gouvernement ouvrier-étudiant dans les universités. Il y a une participation massive des jeunes, des enfants de 14, 16 et 18 ans qui interviennent dans les luttes étudiantes des lycées ou universités en donnant à celles-ci un caractère anticapitaliste. Ils disputent au pouvoir capitaliste les lois qui condamnent et répriment le mouvement universitaire et l'unification du mouvement lycéen et étudiant avec le mouvement ouvrier, avec les Partis Communiste et Socialiste.

Tout ce processus exerce une influence sur les Etats-Unis où la réaction s'accroît avec le plan Nixon de poursuivre la guerre du Vietnam mais où aussi la petite-bourgeoisie élève sa protestation et son opposition aux plans de l'impérialisme yankee; une élévation de la participation des Etats ouvriers dans le monde entier avec des progrès incessants et constants de l'intervention de l'URSS, de la Chine, de la Pologne, de Cuba, de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie, de la Roumanie dans le processus mondial de l'économie, dans la vie sociale et politique partout dans le monde. Il y a un accroissement constant de l'influence, de l'autorité du poids des Etats ouvriers. Tel est le centre essentiel de cette étape de l'histoire.

Cette étape est dominée par le processus des luttes de masses, par le progrès des Etats ouvriers, appelés « pays socialistes », par le progrès incessant de l'unification centralisée des masses, dans le sentiment d'unification des ouvriers, paysans, étudiants. Tout cela influence énormément à l'intérieur de l'appareil de répression du système capitaliste, le décomposant et le désintégrant, comme l'expriment les tendances à l'organisation syndicale, de mouvements de policiers, de militaires, qui tâchent de prendre la même voie, de suivre l'exemple des ouvriers: il y a des mobilisations, des grèves de policiers en Europe, en Amérique Latine, et même de militaires, comme en Suède. Ils agissent de la même façon que les syndicats. C'est le produit de l'influence du développement des Etats ouvriers, des luttes des masses du monde sur les organes répressifs du système capitaliste; cela les influence, les affaiblit et les décompose. Il y a les progrès immenses, économiques, culturelles et scientifiques des Etats ouvriers, l'avance gigantesque du rapport de forces favorables au développement de la révolution mondiale, au développement des luttes pour abattre le système capitaliste. L'unification de l'humanité a pesé et réussi à vaincre l'impérialisme yankee. Tel est la caractéristique essentielle de cette étape.

Le triomphe des masses du Vietnam montre leur capacité héroïque, celle du gouvernement, de la direction du Parti Communiste du Vietnam et sa décision et résolution qui, avec l'appui des Etats ouvriers et des masses du monde a organisé la lutte, la résistance et la victoire des masses du Vietnam sur l'impérialisme yankee. Là est l'exemple. Là est la norme pour les autres luttes des masses contre l'impérialisme contre le système capitaliste dans le monde entier. Le Vietnam est l'exemple, qui montre la capacité d'action inépuisable des masses et la voie qu'il faut prendre, la décision qu'il faut organiser pour vaincre l'impérialisme.

L'impérialisme et le système capitaliste subsistent des défaites constantes, constantes et constantes sous l'action des masses syndicales, étudiantes, lycéennes et universitaires, en France, en Italie, en Angleterre, en Belgique, en Argentine, en Uruguay, au Chili, de part le développement des luttes des masses des pays coloniaux et semi-coloniaux, des progrès de la révolution algérienne, du développement incessant et ininterrompu des luttes des masses pour abattre le système capitaliste s'exprimant dans un sentiment permanent d'unification, d'action et de solidarité mondiale contre ce système. Telle est la norme essentielle de ce cours progressiste de l'histoire. C'est le progrès de l'histoire qui organise les masses. Ce sont les luttes unifiées des masses en un front

commun contre le système capitaliste, des ouvriers, des paysans, des employés, des lycéens, des universitaires qui entraînent policiers et militaires. Le capitalisme se désintègre. Et comme conséquence de ce processus d'avance de la révolution la crise intérieure, la concurrence du système capitaliste s'accroît comme l'exprime la dispute incessante du Marché commun européen, la double dévaluation du dollar et la constante dispute pour la conquête des marchés. Tels sont le caractère et la démonstration du progrès de l'histoire.

Le système capitaliste est en plein processus de désintégration, en plein recul. Il n'a intérêt ni dans la culture, ni dans l'éducation, ni dans la science. Il ne porte intérêt qu'à la technique et à la science dans la mesure où elle sert et lui est utile pour préparer la guerre, la répression, l'invasion, pour essayer de contenir et d'empêcher le développement de la révolution et du progrès de l'histoire. Ce progrès s'exprime dans des pays qui passent des mains de l'impérialisme au développement direct du socialisme, comme au Vietnam. Les masses du Vietnam, les déclarations du Pham Van Dong et du Parti Communiste du Vietnam montrent qu'ils passent directement de la soumission à l'impérialisme au développement de la révolution socialiste, déclarant que leur voie, leur programme, leur objectif est la construction du socialisme. Ils n'ont rien! Tous leurs biens matériels ont été détruits par l'impérialisme. Mais ils ont la conscience, la capacité, la résolution de construire le socialisme. Telle est la volonté indestructible que montre le Vietnam, un exemple qui représente les masses du monde.

Pendant ce temps l'impérialisme est seulement intéressé à survivre, à subsister, à développer la technique et la science militaire, la science pour la destruction. Il ne développe ni la culture, ni l'art, ni la littérature, ni l'enseignement, ni la science pour le progrès de l'humanité. Il ne s'intéresse qu'aux mesures qui développent la concurrence à l'intérieur de lui-même et avec les Etats ouvriers. Toutes ses énergies — le peu qui lui reste — son intérêt, sa préoccupation sont dédiées à essayer de maintenir sa domination mondiale. Voilà pourquoi il utilise l'essentiel de ses forces à la préparation militaire et n'a aucun intérêt, aucune préoccupation, aucun moyen, aucune capacité pour développer la technique, la science, la culture et l'art. C'est par contre l'initiative des masses qui permet le développement de la technique, de la science, de la culture, de la littérature, comme au Vietnam, comme dans les pays qui s'élèvent à la révolution. Ce sont elles qui impulsent, incorporent, développent la capacité culturelle. Ce sont des masses qui ne vivent pas soumises aux intérêts du développement du capitalisme, au développement de l'intérêt de la concurrence pour le profit. Aussi s'élèvent-elles dans la capacité de développer des idées, la science, l'art, la culture et la littérature. Elles n'ont pas de moyens matériels mais vont à leur recherche comme au Vietnam. Les conquêtes syndicales des masses en Europe, en Asie, en Afrique, en Amérique Latine, les conquêtes politiques et de front unique qui se réalisent dans les partis ouvriers, avec les étudiants et les paysans, montrent la puissante force qui progresse universellement et cherche à se concentrer pour abattre le système capitaliste.

Mais dans ce processus, il y a un déficit énorme: car en même temps qu'il y a dans le processus mondial de l'économie de la société une plus grande intervention des Etats ouvriers, de l'Union Soviétique, de la Tchécoslovaquie, de la Chine, la division des Etats ouvriers augmente. Cela diminue la capacité et la force pour attirer les masses des Etats-Unis, qui ont démontré qu'elles veulent et désirent intervenir dans la lutte mondiale pour abattre le système capitaliste. Elles ont pesé de façon considérable pour obliger l'impérialisme yankee à se retirer du Vietnam. Mais elles voient les Etats ouvriers divisés, elles voient que l'Union Soviétique et la Chine se disputent publiquement, que la Chine attaque constamment l'Union Soviétique la traitant d'impérialiste, d'alliée à l'impérialisme yankee, avec des accusations et des critiques. Elles ne voient pas le raisonnement nécessaire de la part des Etats ouvriers et de l'Union Soviétique. Les Etats ouvriers ne se présentent pas unifiés face au système capitaliste. Le capitalisme est en train de manœuvrer pour essayer de se maintenir, en s'appuyant sur un Etat ouvrier contre l'autre, en cherchant à établir des liens commerciaux pour développer les Etats ouvriers des couches et des tendances intéressées au commerce capitaliste, affaiblissant les défenses de classe et révolutionnaires des Etats ouvriers, affaiblissant l'unification mondiale de la lutte des Etats ouvriers et les masses du monde contre le système capitaliste, l'unification des Etats ouvriers — qu'on appelle pays socialistes — avec les pays qui s'élèvent au développement mondial de l'histoire, les Etats révolu-

tionnaires et les pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique Latine.

La division des Etats ouvriers est un avantage très grand pour le système capitaliste. A elle seule, cette division donne au capitalisme un champ de manœuvre, une force de soutien ! L'impérialisme a montré que même s'il a été obligé d'arrêter la guerre au Vietnam il la continue au Laos et au Cambodge, et en prépare sa reprise au Vietnam à n'importe quel moment. Tandis qu'ils mènent des discussions économiques et politiques avec les Etats ouvriers, avec la Chine et l'Union Soviétique, il poursuit son plan terroriste et ses répressions, pour essayer d'intimider le développement mondial de la révolution en Asie, en Afrique, et en Amérique Latine. L'impérialisme n'a ni l'intention ni l'intérêt de se retirer d'Indochine et de laisser que le développement de la révolution vietnamienne influence le reste du Sud-Est asiatique. Il va intervenir et se prépare à le faire. Il maintient le foyer de guerre au Moyen-Orient à travers Israël. L'intérêt essentiel de l'impérialisme est en permanence de développer les moyens d'actions criminelles, des attaques contre les peuples et les masses du monde, ce qui est pour lui la seule façon de maintenir sa domination de classe. L'impérialisme yankee, centre vital de l'impérialisme mondial, cherche à maintenir le système capitaliste en pleine action. Il maintient des foyers d'actions, de guerre, d'intervention militaire, maintient constamment la décision d'intervenir, pour essayer d'intimider et de terroriser le développement mondial de la révolution.

Mais les masses du monde, soit au Moyen-Orient, soit en Amérique Latine, soit en Afrique, soit au Vietnam ont montré qu'elles ne craignent pas le système capitaliste. Le capitalisme n'a plus intérêt au progrès de l'humanité, mais il essaie seulement de se survivre. Les luttes des masses en France, en Italie, en Argentine, en Allemagne, au Chili, au Pérou, au Mexique, en Colombie, au Venezuela, en Equateur, montrent l'immense progrès des masses et que ce sont elles avec ces luttes qui cherchent à développer la société. La seule forme possible de le faire, est de développer la révolution. Le capitalisme n'a ni la capacité, ni l'intérêt, ni le désir, ni le moyen de le faire. Il essaie seulement de se survivre. Ce sont les masses du monde qui sont en train de développer la culture, la science, qui sont en train de stimuler le développement de la technique au service du progrès de l'humanité, comme l'ont démontré les masses vietnamiennes avec leurs luttes et leur triomphe sur l'impérialisme yankee. C'est l'initiative des masses révolutionnaires du monde qui est en train d'incorporer et de développer des actions d'ouvriers, d'employés, de paysans, de techniciens, de scientifiques, d'enseignants, d'élèves en commun, en cherchant des formes de progrès de la société, et de surmonter la division d'intérêts individuels imposés par le système capitaliste.

Tels sont les progrès dans toute l'Amérique Latine, en Afrique, en Asie, en Europe, en Italie, en France, en Angleterre, en Belgique. Le récent triomphe de la gauche et de la jeunesse dans le Parti social démocrate allemand, montre l'immense progrès du poids de la révolution dans les partis socialistes pour impulser à la formation des gauches. C'est là une des tâches essentielles à organiser : la formation des ailes gauches, de tendance de gauche avec un programme de lutte anticapitaliste, pour orienter la lutte des masses vers le renversement du système capitaliste, vers le passage de la société à l'Etat ouvrier. Le capitalisme n'a plus aucun intérêt au progrès ; il veut seulement survivre, mais il n'en a ni la force, ni les moyens, ni le souffle, ni les conditions historiques.

Dans ces actions de front unique et de dualité de pouvoir, les masses sont au-dessus de leurs directions. Les directions se montrent timides et hésitantes. Les masses montrent qu'elles veulent aller au pouvoir. Alors que les directions lancent des appels à des actions sociales limitées et des mots d'ordre également limités, les masses créent des organes de pouvoir qui avancent vers le remplacement du système capitaliste. Il faut affirmer cette tendance et organiser des débats publics pour aller vers le pouvoir.

Il faut que les Etats ouvriers interviennent de façon plus éloquente, plus directe, plus constante et permanente dans le développement de la lutte des masses du monde. Il faut coordonner, harmoniser les luttes anti-impérialistes et anticapitalistes, les luttes des Etats ouvriers avec les masses des pays capitalistes. Il faut en finir avec la division des Etats ouvriers, où chacun a sa politique particulière, ses intérêts particuliers et un développement programmatique particulier. La nécessité du socialisme oblige, impulse, doit imposer l'unification, la planification de tous les Etats ouvriers en vue de développer les pays les moins développés, pour donner l'exemple aux masses du monde entier, de comment passer de l'Etat capitaliste à l'Etat ouvrier. Il faut une discussion publique de tous les syndicats, de tout le mouvement ouvrier mondial, de tout le mouvement communiste, socialiste, syndical et de gauche, en appelant les Etats ouvriers à discuter les divergences et différences et à s'unifier avec un plan central unique face au système capitaliste. C'est un crime contre l'histoire d'utiliser comme ils le font les organismes mondiaux comme les Nations Unies ou d'autres semblables pour se disputer entre eux. Cela affaiblit l'autorité, le crédit, la force, les moyens et les plans du développement de la lutte pour le socialisme.

Il faut éliminer toutes ces disputes, faire une

discussion publique à l'intérieur du mouvement communiste mondial, du mouvement ouvrier, avec la participation de toutes les tendances. Il faut unifier le mouvement communiste mondial. L'unification du mouvement communiste, socialiste, trotskiste, du mouvement syndical, est nécessaire pour faire front unique contre le système capitaliste. Le triomphe des masses du Vietnam est l'exemple le plus complet de la capacité d'action sociale des masses. Le triomphe des masses péronistes en Argentine démontre que le prolétariat a été l'axe conducteur et organisateur de cette volonté de triomphe des masses. Il en est ainsi dans le monde entier : en Allemagne, en France, en Italie, en Angleterre.

Il faut partir de la nécessité de cette discussion pour unifier le mouvement communiste mondial, pour réaliser le front mondial anti-impérialiste et anticapitaliste, avec le programme de lutte qui aille des conquêtes les plus simples aux conquêtes les plus élevées : contre le chômage, pour l'échelle mobile des salaires et des heures de travail, pour la diminution du temps de travail, pour que tous les progrès de la technique, de la science et de l'automatisme soient mis au service des masses ; que chaque progrès de l'automatisme signifie une diminution des heures de travail, une augmentation des vacances payées, du repos, du salaire. Il faut que le mouvement ouvrier établisse un plan de production en fonction de la nécessité et de l'attention à la vie des masses : contre la pollution de l'air, de l'eau, pour l'utilisation des espaces verts qu'empêche le système capitaliste. Il faut développer et étendre les conseils d'usine, qui sont des organes de dualité de pouvoir, et les faire intervenir dans la planification de l'économie. Il faut les étendre vers le pouvoir en combinant les tâches syndicales, électorales, aux tâches du pouvoir. Il faut faire un plan de front unique mondial de lutte pour mener de l'avant les conquêtes ouvrières et avancer dans la lutte contre le système capitaliste. Il faut appuyer les luttes comme celles qui viennent d'être décidées dans la réunion syndicale mondiale organisée par la Centrale des Travailleurs du Chili, contre le système capitaliste, contre le monopole mondial que dirige l'impérialisme. Il faut opposer au système capitaliste la lutte mondiale des masses, leurs luttes concrètes, économiques, de concurrence ; il faut appeler les masses nord-américaines à la lutte contre le système capitaliste.

L'unification, la centralisation, la planification des Etats ouvriers, la discussion publique des divergences sino-soviétiques, la centralisation en un front unique va signifier une puissante impulsion aux masses des Etats-Unis pour organiser un mouvement indépendant de la bourgeoisie, de la bureaucratie syndicale, et avancer dans la lutte contre le système capitaliste. Il faut faire une large discussion démocratique, une large discussion de front unique de toutes les divergences, de toutes les expériences pour unifier et élever ces dernières dans la lutte pour la révolution ; il faut une large discussion démocratique de tous les problèmes de la révolution, de la lutte contre le capitalisme, de tous les problèmes syndicaux, politiques, sociaux et militaires. Il faut faire dans tous les Etats ouvriers une large discussion syndicale avec la participation de toutes les masses ; réanimer l'activité syndicale publique de manière à peser sur les masses nord-américaines et du reste du monde, pour intervenir dans la lutte contre le système capitaliste ; que les Etats ouvriers donnent l'exemple de la démocratie soviétique, de la discussion et du débat public, de la discussion et du débat public pour construire le socialisme. C'est une des sources essentielles d'autorité sur les masses nord-américaines et du monde.

Ce 1^{er} Mai montre les progrès immenses de l'unification mondiale des masses contre le système capitaliste, des conquêtes réalisées sur le plan économique, syndical, politique et révolutionnaire, de l'unification des ouvriers, paysans, étudiants, employés, lycéens, universitaires dans un front commun pour abattre le système capitaliste. Toute l'humanité est avide de changements, veut des changements. Dans chaque lutte s'exprime la nécessité de changements démontrée par la volonté des jeunes de 14 ans, des femmes et des hommes de 70, 80 et 90 ans, d'intervenir activement dans les luttes sociales et révolutionnaires. Les femmes et les enfants participent avec une activité et une énergie jamais vues auparavant. C'est le désir et le sentiment exprimés et impulsés par le triomphe des masses au Vietnam mais aussi par les luttes des masses du monde et par le progrès de la lutte anti-capitaliste. Il faut se baser sur la volonté démontrée par les jeunes, les femmes, d'intervenir et de peser dans les luttes sociales, politiques, syndicales et révolutionnaires : il faut s'appuyer sur elles et leur faire place.

Que les femmes et les jeunes aient le droit de discuter de tous les problèmes, de débattre amplement, démocratiquement, de façon soviétique. Le poids de l'immense décision de la jeunesse exprime leurs sentiments et leur volonté de résoudre les problèmes de la société en renversant le système capitaliste. Le capitalisme est acculé. Il faut faire avancer et progresser les conquêtes, et le front unique mondial des Etats ouvriers, leur unification dans le front unique mondial anti-impérialiste et anticapitaliste qui va raccourcir les étapes et diminuer les maux que le système capitaliste provoque avec la préparation de la guerre, et va provoquer avec la guerre elle-même.

Il faut avancer dans ces progrès avec un appel mondial pour le front unique et la discussion publique de toutes les différences sino-soviétiques,

de toutes les différences entre les Etats ouvriers ; une discussion publique de tout le mouvement ouvrier et syndical mondial sur la construction du socialisme, des problèmes de la démocratie syndicale, de la formation et de l'organisation des soviets. Il faut discuter de l'élevation des droits démocratiques des masses du monde entier, de la réinstauration de la démocratie soviétique dans tous les Etats ouvriers. Il en faut discuter publiquement dans tous les Etats ouvriers, dans tous les syndicats et partis communistes de ces Etats comme partie de la lutte pour abattre ce qui reste du système capitaliste.

Ce sont les masses du monde qui mènent de l'avant les progrès de l'histoire. De tous les points de vue, culturel, social, économique, artistique, ce sont les luttes des masses du monde dans tous les pays, dans les Etats ouvriers, les luttes des masses syndicales, des partis socialistes, communistes, trotskistes, nationalistes, catholiques de gauche qui impulsent et élèvent les progrès de l'histoire.

En ce 1^{er} Mai, il faut lancer un appel au front unique mondial à tous les partis ouvriers, communistes, socialistes, trotskistes, aux mouvements syndicaux, aux centrales ouvrières en vue de planifier en commun l'action de tout le monde pour écraser ce qui reste du système capitaliste.

Il faut appeler au front unique des pays qui sont en train de se libérer de la tutelle du système capitaliste et planifier leur action dans le monde entier. Appeler à une seule centrale ouvrière en Amérique Latine, et en Europe ; appeler à lutter contre le Marché Commun Européen, pour les Etats Unis socialistes soviétiques d'Europe ; appeler à la lutte pour la libération des masses d'Espagne, du Portugal, de Grèce. Il faut lutter pour le front unique de tous les partis ouvriers en Europe et des centrales ouvrières, avec un programme anticapitaliste et anti-impérialiste ; pour l'unification de l'économie à travers le front unique anti-impérialiste ; pour l'appel aux masses nord-américaines à discuter d'un programme commun de lutte, pour le progrès de l'histoire, pour abattre ce qui reste du système capitaliste.

Les masses du monde ont démontré leur volonté de triomphe. Il faut que les Etats ouvriers, l'URSS, la Chine, Cuba, la Tchécoslovaquie, la Pologne, l'Allemagne Etat ouvrier, pèsent et interviennent davantage dans ce processus de l'histoire, et pour ce faire, planifier leur économie en commun, discuter publiquement sur tous les points de vue, économique, politique, social et militaire contre le système capitaliste. Il faut une discussion publique incluant les syndicats et partis communistes des Etats ouvriers, pour un front unique mondial contre le système capitaliste.

La lutte des masses d'Asie, d'Afrique, d'Amérique Latine, de France, d'Italie, d'Angleterre, d'Allemagne, montre leur volonté de triomphe. Le triomphe du Vietnam représente la volonté des masses du monde qui veulent écraser ce qui reste du système capitaliste. Tel est l'appel qu'il faut faire ce 1^{er} Mai : front unique mondial contre l'impérialisme et le système capitaliste.

La IV^e Internationale (Posadiste) appelle les Partis Communistes, Socialistes, le mouvement syndical mondial, tous les courants et tendances nationalistes révolutionnaires, le mouvement démocrate-chrétien de gauche, à un front unique mondial anti-impérialiste et anticapitaliste ; appelle les Etats ouvriers, l'URSS, la Chine, à une discussion publique des divergences. Elle appelle toutes les centrales ouvrières, tous les syndicats, à ce que dans toutes les usines du monde on discute ces divergences et qu'on appelle à se mettre d'accord, à discuter sur la construction du socialisme, en élevant les droits démocratiques et la démocratie soviétique pour résoudre les divergences entre les Etats ouvriers. Ce sera l'exemple le plus puissant pour faire progresser la lutte pour le socialisme. Nous appelons à un programme de conquêtes syndicales, politiques et sociales, à un programme d'unification du mouvement ouvrier, syndical mondial, pour abattre ce qui reste du système capitaliste et construire le socialisme.

VIVE LE TRIOMPHE DE L'HUMANITE QUI A VAINCU L'IMPERIALISME AU VIETNAM !

VIVE L'EXEMPLE DE L'HEROISME SOCIAL-HISTORIQUE DES MASSES VIETNAMIENNES ORGANISEES PAR LE PARTI COMMUNISTE DU VIETNAM ET QUI SE PREPARENT A CONSTRUIRE LE SOCIALISME !

VIVE L'UNIFICATION DU MOUVEMENT COMMUNISTE MONDIAL !

VIVE LA REVOLUTION SOCIALISTE MONDIALE !

VIVE LES MASSES ET LE PROLETARIAT DU MONDE ENTIER EN TRAIN DE VAINCRE LE CAPITALISME !

VIVE LES ETATS OUVRIERS ET LES MASSES DES ETATS OUVRIERS !

VIVE MARX, ENGELS, LENINE, TROTSKY !

VIVE LA IV^e INTERNATIONALE, INSTRUMENT CONSCIENT DES LUTTES ANTICAPITALISTES DES MASSES ET DE LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME !

VIVE LE FRONT UNIQUE MONDIAL ANTI-IMPERIALISME !

VIVE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE DE MASSE !

Secrétariat International
de la IV^e Internationale (Posadiste)
1^{er} Mai 1973.

Supplément de LUTTE OUVRIÈRE
N° 186

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

LUTTE OUVRIERE



JUIN 1973

**SUPPLEMENT
DU N° 187**

**"LA VIE COMMENCE AVEC
LA REVOLUTION,"**

J. POSADAS

SOMMAIRE

LES CONDITIONS FAVORABLES A L'ORGANISATION DE LA GAUCHE DANS LE PARTI TRAVAILLISTE ET DANS LES SYNDICATS EN ANGLETERRE.

J. POSADAS 24-4-1973

- sur la crise de croissance du Parti Communiste.
- l'organisation de la gauche syndicale.
- vie de l'Internationale.



S'APPUYER SUR LA GREVE DES DOCKERS POUR IMPOSER LA DEMOCRATIE SYNDICALE! CONSEILS D'USINES ET DE QUARTIERS! POUR UN PLAN D'ACTION NATIONAL ANTI-CAPITALISTE!

Les dockers luttent pour la dignité humaine, pour changer la société. Quelle que soit l'issue immédiate de la grève, les dockers de Gand et d'Anvers ont déjà accompli une tâche immense pour le progrès de tout le mouvement ouvrier en Belgique : comme le comité de grève l'a dit lui-même, "Ce sera la fin de la dictature syndicale, non seulement à Anvers et à Gand, mais dans tout le pays". Notre Parti salue, avec toute sa fraternité révolutionnaire, le courage, la résolution, la sécurité, la volonté de triomphe des camarades en grève à Anvers et à Gand.

Dans tout le pays, une solidarité formidable est en train de se développer. Cela signifie que la grève des dockers a rencontré un écho, une approbation très large dans la classe ouvrière et dans d'autres couches de la population exploitée, qui veulent la même chose, qui cherchent à unir toutes les luttes et les revendications pour les faire triompher, contre le capitalisme, contre le gouvernement et malgré les directions syndicales réactionnaires. La solidarité est montée des usines métallurgiques, des verreries, des différentes branches de l'industrie, des quartiers populaires, des Services Publics, des petits commerçants et des artisans, des étudiants et même des policiers - qui ont pris part à des collectes! - Des arrêts de travail ont eu lieu, sans poser de revendications particulières, mais pour affirmer la solidarité aux dockers de Gand et d'Anvers. Cet appui, qui a été fondamental pour aider les dockers à maintenir la grève coûte que coûte, signifie que les masses en Belgique veulent se mobiliser, intervenir, s'organiser, affirmer leur unification, décider elles-mêmes. Chaque geste de solidarité représente beaucoup plus que l'argent donné : il représente une lutte au sein des organisations syndicales, dans le Parti Socialiste pour imposer la démocratie ouvrière, pour disputer le pouvoir, le droit de décider aux directions. Il est une condamnation et une dénonciation de ces dirigeants syndicaux de l'UBOT et de toute la FGTB et la CSC qui sont des agents du capitalisme dans le mouvement ouvrier. Il est une manifestation de la volonté et de la décision de la classe ouvrière de CHANGER SES ORGANISATIONS DE FOND EN COMBLE, parce que c'est nécessaire pour se préparer à vaincre le capitalisme. Les comités de grève formés avec des militants syndicaux et politiques, communistes, socialistes, chrétiens de gauche, trotskystes, agissent comme une direction de la grève directement, mais aussi comme une nouvelle direction du mouvement ouvrier : ils ont fait appel à l'unification des travailleurs flamands et wallons, ils ont posé qu'il faut changer tous les délégués syndicaux, faire de nouvelles élections syndicales, ils ont fait des tournées dans tout le pays pour discuter avec l'avant-garde ouvrière des grandes usines, et ils n'ont pas reculé non plus à parler devant des tribunes politiques, comme le meeting à Charleroi avec notre Parti, ils ont décidé que les comités de grève devront continuer à fonctionner après la grève. Les dockers continuent les actions de l'avant-garde ouvrière dans tous les coins du pays : de Glaverbel-Gilly, des glaces de Courcelles, de Caterpillar, de Sitel, de la F.N., de Ford, etc...

du port, appuyant l'exigence de leur démission et de nouvelles élections syndicales -- démocratiques.

La réunion s'est terminée par un vigoureux chant de "l'Internationale" et des vivas au progrès du Front Unique de la classe ouvrière contre le capitalisme, à la victoire des camarades en grève.

La salle était décorée de banderoles exprimant la solidarité avec la grève et la nécessité d'unifier toutes les luttes contre le capitalisme. Au cours du meeting, 1500 Fr. ont été rassemblés, plus l'argent des collectes faites dans différentes usines.

Le président a remercié les animateurs de la Maison de la Paix qui n'ont pas hésité à prêter leur salle pour cette action de front unique, bien que celle-ci ait été demandée à la dernière minute, à cause du sabotage et des pressions exercées par la bureaucratie de la FGTB et du PSB contre les camarades qui avaient offert leur local (socialiste) pour faire la réunion. Cette attitude a été dénoncée et condamnée en même temps que le président a appelé les militants socialistes à continuer la lutte dans leurs organisations en défense des intérêts de la classe ouvrière et pour la démocratie ouvrière.

LA GAUCHE SYNDICALE DOIT SE PROPOSER DE CHANGER LA STRUCTURE ET LE FONCTION- NEMENT DU SYNDICAT !

Les changements que la CSC propose : dissoudre les conseils d'entreprise pour les remplacer par des conseils ouvriers, sont très importants. Ils ne sont pas importants parce que c'est la CSC qui le dit, mais parce que cela signifie que, à l'intérieur du syndicat, l'appareil arrive à la conclusion de la nullité du rôle et de la fonction du conseil d'entreprise.

La direction syndicale sent que la classe ouvrière, l'avant-garde ne se soumet pas à ces organismes. D'un autre côté, la direction syndicale voit que le capitalisme n'utilise le conseil d'entreprise que pour résoudre ses propres problèmes, utilise la bureaucratie syndicale dans son rôle de conciliatrice et de frein de la classe ouvrière et se soucie peu du syndicat; ce qui l'intéresse, ce sont les directions syndicales pour les utiliser comme "Etat-tampon". C'est, en effet, le rôle qu'a joué la bureaucratie du syndicat des dockers contre laquelle ils se sont rebellés dans leur grève.

Nous sommes d'accord avec la dissolution des conseils d'entreprise où patrons et directions syndicales discutent. En effet, il faut les remplacer par des organismes représentatifs de la classe ouvrière, des conseils d'ouvriers avec, non seulement des délégués syndicaux, mais avec des représentants au nombre de 2 ou 3 de chaque section ou atelier, avec des techniciens et employés, où la majorité soit ouvrière, où ces représentants soient élus à main levée et soient révocables à n'importe quel moment.

Ces organismes qui doivent exécuter et élargir les décisions des ouvriers, émises en assemblées, sont obligés de rendre compte à l'assemblée de tout le travail fait, des discussions, il doit fonctionner pour étendre le contrôle ouvrier sur les cadences, les horaires, la distribution du travail, pouvoir contrôler les livres de comptes, les contrats, les ventes, bénéfices, etc.

Si la direction de la CGO le propose, c'est pour que l'appareil du syndicat garde le contrôle de tout ça. C'est aussi parce que, avec la crise du capitalisme, la bureaucratie syndicale ne peut plus offrir quoi que ce soit à la classe ouvrière pour la contenir. D'autre part, parce que la classe ouvrière est en train d'agir et d'intervenir par-dessus ses directions syndicales. Les dockers, Cokerill, les "grèves sauvages" qui se multiplient de plus en plus.

Dans un mouvement comme celui-ci, à quoi sert encore la bureaucratie syndicale ? Pour le capitalisme, à presque rien car elle n'arrive plus à contenir les luttes de la classe ouvrière qui se font de la paix sociale. Elle ne sert plus comme négociateur car les travailleurs agissent indépendamment d'elle.

De la loi est délaissée de plusieurs secteurs du syndicat. Ils voient que si la direction syndicale continue à jouer le rôle de briseur de grève, elle ne pourra plus contenir la classe. Et face au capitalisme, elle est aussi impuissante parce qu'elle signe des accords sociaux et, deux mois après, les grèves éclatent à nouveau.

Cette crise se donne à tous les niveaux de l'appareil et non seulement avec les dockers, mais sur le plus petit problème. A Charleroi, la direction régionale aussi se trouve dans le même draps, après la nouvelle trahison qu'a signifié le licenciement de cinq délégués ouvriers combattifs à Caterpillar et où ce groupe, ne voulant pas cacher son efficacité comme l'a fait Davister et compagnie, a distribué une lettre ouverte à tous les ouvriers de la région.

Où est la démocratie syndicale ? Ce ne sont même pas les ouvriers de Caterpillar qui, à l'époque, ont décidé la reprise du travail; ce sont les permanents régionaux qui n'ont même pas permis aux 500 ouvriers qui étaient à cette assemblée de décider. C'est l'appareil qui a imposé la reprise.

En ce qui concerne l'accord conclu avec la direction Caterpillar, les communistes ont été au premier lieu qui était valable et on restait vigilant. C'est sur ce manque de discernement, entre autres, que le patron américain s'est basé pour licencier les délégués. Ils ont corrigé par la suite en disant qu'il y avait eu de graves manquements à la démocratie mais, de par leur centralisation avec l'appareil syndical, les camarades communistes ont participé à la manœuvre de Davister sans pour autant le vouloir.

Cela aurait-il porté atteinte au syndicat que Davister soit dénoncé dans cette manœuvre ? Non, au contraire, c'est Davister qui porte atteinte au syndicat quand il va négocier les conditions ou quand il fait des accords qui aboutissent au licenciement des délégués combattifs.

Les camarades doivent comparer avec l'action des dockers : qui est-ce qui porte atteinte au syndicat si ce n'est la bureaucratie comme dans l'UBOF ?

Camarades communistes : si vous avez gagné 100 militants ou affiliés à Gand, c'est parce que vous avez été suffisamment l'appareil qui ne permettait pas la démocratie syndicale. Vous avez agi là avec la décision de la classe ouvrière.

Par contre, à Charleroi, vous portez des permanents régionaux et ceci, non seulement vous coupe de la classe ouvrière qui mesure objectivement le rôle de ses directions, mais vous empêchez de vous développer.

Toutes les initiatives de la classe ouvrière dans le pays, à Cokerill, au pont, à Liège, partout, prennent chaque fois la forme plus claire, nette, décidée de lutter contre la bureaucratie syndicale, d'écraser l'appareil féodal de la bureaucratie et de le remplacer par la démocratie syndicale, les conseils ouvriers, les comités de grève.

Pour lutter contre le capitalisme, pour l'écraser ou, plus simplement, pour lutter pour les revendications, il n'est plus possible de le faire avec l'appareil bureaucratique et, pour cela, tout le fonctionnement du syndicat est mis en cause. Tout le désir de la classe ouvrière retrouve comme nécessité l'organisation de la gauche syndicale, ceci en discutant une série de points comme : les comités d'ouvriers, de section, d'atelier, le fonctionnement des assemblées, la révocabilité par vote direct, le fonctionnement, comme chez les dockers, de comités de grève associant la population à la lutte, avec les familles, les femmes, les enfants qui sont intervenus comme un seul bloc avec les dockers.

Il faut se préparer à expulser toutes les directions qui sont conservatrices, alliées du capitalisme et, pour cela, partir de la création de comités, choisir à main levée les représentants ouvriers dans les assemblées de section puis discuter, s'il le faut, d'organiser des grèves jusqu'à expulser les dirigeants (s'ils veulent l'être, ils doivent travailler et ce ne sont pas eux qui décident, c'est l'assemblée), se réunir, choisir plusieurs camarades qui soient les représentants à l'usine et qui fassent des réunions avec les autres usines, mais restent assujettis aux décisions des ouvriers et rendent compte à tout moment de toutes les discussions.

Si la bureaucratie s'oppose, comme elle va le faire pour garder ses privilèges, il faut organiser une nouvelle forme de paiement des cotisations syndicales. Comme l'ont fait les ouvriers de Glaverbel-Gilly au moment de la grève des dockers, toutes les cotisations ont été versées aux dockers en grève. Toutes les cotisations doivent être versées pour les grèves que la direction syndicale ne reconnaît pas. Que le comité élu les recueillent et, sous contrôle ouvrier, disent en assemblée où sont allées ces cotisations, à quelle grève elles ont été versées, quelle quantité.

Nous ne voulons plus, la classe ouvrière ne veut plus que son argent soit utilisé pour que les Mrs. Debunne et Co mènent une vie de haute société, habillés comme les plus parfaits bourgeois et ceci, non avec l'argent de leur travail, mais avec celui des travailleurs.

Chaque fois qu'ils font une réunion, les bureaucrates syndicaux ont des primes de réunion. Être délégué, c'est lutter pour les droits des ouvriers et pas pour profiter de leurs cotisations. Pourquoi les Partis de gauche ne dénoncent-ils pas cela ? Nous appelons la gauche socialiste, la gauche chrétienne, le Parti communiste à discuter et dénoncer cela, à organiser des mouvements, meetings, assemblées d'usines pour rendre cela public, pour balayer tout l'appareil. Nous les appelons, ainsi que les militants ouvriers d'avant-garde, à publier des bulletins pour discuter, proposer, dénoncer tout cela.

Discuter les formes du contrôle ouvrier, exercé par les conseils ouvriers et non par l'appareil syndical, discuter les cadences, les salaires, le temps de travail, ... Si le capitalisme dit qu'il ne peut pas accepter à cause de la concurrence et qu'ils sont en difficulté, eh bien ! qu'ils s'en aillent, la classe ouvrière n'en a pas besoin. Les ouvriers de l'usine fabriquant les montres LIP en France le montrent bien. L'usine allait à la faillite et il était question de licencier. Les ouvriers, employés et cadres ont simplement décidé d'organiser eux-mêmes la production. Ils ont élu des commissions chargées d'organiser le travail depuis la production jusqu'à la vente. Ils ont organisé le calcul des salaires en fonction des charges familiales de chaque travailleur, en fonction des besoins et non plus sur des bases d'inégalité arbitraire comme le fait le capitalisme pour diviser les travailleurs. Résultat : ils arrivent à vendre les marchandises 40 % moins cher qu'avant et font ainsi la preuve de la supé-

riorité de la gestion ouvrière sur la gestion capitaliste.

La discussion de la gauche syndicale n'est pas une invention, c'est une nécessité pour avancer dans l'affrontement avec un appareil syndical bureaucratique paralysant les luttes ouvrières dans la paix sociale, la conciliation avec les exploités. La gauche syndicale est en train de prendre forme dans les luttes de la classe ouvrière contre le capitalisme, pour la démocratie syndicale. Elle a déjà pris forme à Caterpillar, Gilly, Courcelles, chez les dockers ouvertement, et il y a encore des grèves qui sont en train d'éclater partout et qui sont reconnues par les directions de peur qu'elles n'aillent plus loin, et aussi parce qu'il y a aussi des dirigeants qui ne sont pas corrompus, même s'ils gardent encore une conception d'appareil, où les ouvriers doivent être soumis à la direction syndicale. Non !!! C'est la direction syndicale qui doit se soumettre aux décisions des ouvriers, comme le disait Treintin, dirigeant principal de la FIOM (Fédération Italienne des Ouvriers Métallurgistes). Ne fût-ce que par morale prolétarienne, les syndicats ouvriers doivent reconnaître les grèves de la classe ouvrière et les appuyer.

VIE DE L'INTERNATIONALE

BRESIL

Nous apprenons avec une grande joie révolutionnaire la libération de plusieurs camarades du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste, section brésilienne de la IVe Internationale, Claudio VASCONCELLOS CAVALCANTI, Almerio MELQUIADES DE ARAUJO, Maria DO SOCORRO CUNHA.

Malgré les conditions de répression et de clandestinité, la section a fait reparaitre son journal FRENTE OPERARIA. Cette activité signifie la résolution et la capacité de l'équipe posadiste au Brésil pour agir comme direction révolutionnaire consciente du processus au Brésil et préparer l'intervention de l'avant-garde pour diriger les luttes des masses contre la dictature réactionnaire et s'unir au progrès révolutionnaire très profond dans lequel est engagée toute l'Amérique Latine au travers d'Argentine, Chili, Pérou.

ITALIE

Une déclaration du Bureau Politique de la section italienne de la IVe Internationale a été distribuée par milliers d'exemplaires dans les principaux lieux d'intervention du Parti. Elle analyse les récents événements survenus en Italie dont le centre est l'accentuation des affrontements à cause de l'échec subi par les fascistes dans leur tentative de provoquer une situation favorable à un coup d'Etat. Le tract portait de l'analyse du processus de guerre civile que vit l'Italie dont ces actions sont une démonstration, de l'immense volonté

de pouvoir des masses, pour imposer la nécessité pour les partis ouvriers et les syndicats, de mener de l'avant la lutte pour imposer le gouvernement de gauche, qui est le moyen le plus concret d'écraser les tentatives impuisantes de coup de la bourgeoisie.

Le numéro 8 de "Lotta Operaia Liguria" organe du comité régional de Gênes, est sorti, avec les articles suivants:

- organiser la grève générale pour abattre Andreotti et imposer le gouvernement de gauche (déclaration du Bureau Politique du PCR(T))
- Pour un plan d'études réalisé par les étudiants et les ouvriers!
- Elaborer un plan ouvrier de développement de la Ligurie en front unique entre les partis ouvriers et les syndicats.

IRAN

L'équipe de militants iraniens de la IVe Internationale (Posadiste) a publié une brochure contenant l'article du camarade Posadas sur "la victoire de l'humanité au Vietnam" et l'appel du Secrétariat International de la IVe Internationale au front unique mondial anti-impérialiste en appui au Vietnam.

GRECE

La section grecque a publié deux brochures avec des articles du camarade Posadas sur la lutte des masses du Vietnam, dont celui sur la "victoire de l'humanité au Vietnam". Ces textes vont jouer un rôle fondamental pour donner une compréhension scientifique du processus révolutionnaire mondial à l'avant-garde révolutionnaire grecque. La victoire au Vietnam est déterminante pour la compréhension du processus d'élévation des luttes des masses grecques, qui dépend étroitement du processus mondial et par conséquent, pour l'intervention dans ce processus.

CHILI

Le Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyiste), section chilienne de la IVe Internationale réalise une émission de radio de 15 minutes par semaine, à Talcahuano, ville de la province de Concepcion, près du grand centre sidérurgique de Huachipato. C'est un instrument d'une grande importance avec lequel la section chilienne peut transmettre immédiatement les analyses, orientations et directives du camarade Posadas et de la section à tous les centres ouvriers et paysans de la région.

Ce succès du P.O.R.(T) lui permettra d'élever son intervention au sein de l'avant-garde prolétarienne du PC, du PS, du MAPU, du MIR, de la gauche chrétienne, pour l'unification de ces partis en un Parti Unique marxiste, pour mener de l'avant les tâches de passage de l'Etat Révolutionnaire à l'Etat Ouvrier et à la construction du socialisme au Chili.

ARGENTINE

DECLARATION DU PARTI OUVRIER (TROTSKYSTE) section argentine de la
IVe Internationale

NE PAS FAIRE LE JEU DE LA PROVOCATION!

" Devant l'évidence des actions provocatrices et anarchistes de secteur qui se proclament "trotskystes" et suite à la référence faite par Peron sur le fait que "la provocation se réfugie dans les centres gorilles et trotskystes" nous déclarons:

La proclamation de l'ERP, les provocations à Villa Devoto et Plaza de Mayo visent entre autres à briser le FRONT UNIQUE, la fusion des idées socialistes avec le processus nationaliste révolutionnaire qui s'est installé le 25 mai, avec le Gouvernement Populaire Basé sur les Syndicats du compagnon Campora. Elles vont à contre-courant de l'histoire dans la mesure où, mondialement et en Argentine, le progrès que signifie le nationalisme révolutionnaire et populaire va de pair avec la recherche du socialisme, même "national", mais indiscutablement fondu au processus révolutionnaire mondial au triomphe des Etats ouvriers, au Vietnam, au Chili, à Cuba. L'impérialisme, la CIA et la droite font ces provocations en s'appuyant sur des méthodes anarchistes de substitution à l'action et organisation révolutionnaire des masses, de la part de ces groupes, en vue de créer des foyers de tension qui justifient la contre-révolution, et pour dévier les véritables idées marxistes. Voilà pourquoi, notre Parti a été le premier et le seul à dénoncer depuis son apparition la provocation, à travers de l'ERP, tout comme le font aujourd'hui la Jeunesse Péroniste et Peron.

Le trotskysme, dirigé par J.Posadas, est représenté en Argentine, par le PARTI OUVRIER (Trotskyte) et son organe "VOZ PROLETARIA", qui depuis 26 ans luttent au sein du mouvement des masses, et fondamentalement au sein du mouvement péroniste et dans les syndicats, pour l'organisation de la direction consciente pour la lutte pour le pouvoir et pour le socialisme, pour le Parti OUVRIER BASE SUR LES SYNDICATS, pour la CGT unique de classe et révolutionnaire, pour le front unique anti-impérialiste et pour les organes de contrôle et d'intervention des masses dans la lutte pour l'Etat Révolutionnaire vers l'Etat ouvrier. Cette politique a déterminé notre appui critique au PREJULI. Jamais ces idées ne peuvent être le refuge de "la provocation".

Notre déclaration vise seulement à empêcher que cette mention de "trotskyte" soit utilisée par des groupes et ces secteurs mal intentionnés, de droite ou bureaucratiques, pour semer la confusion sur la ligne réelle du trotskysme qu'a été et est le Parti Ouvrier (Trotskyte)

Vive l'installation du Gouvernement Populaire du compaero CAMPORA!

Vive l'application des Règles Programmatiques sur la voie des programmes du mouvement ouvrier de Huerta Grande et La Falda!

Vive les droits démocratiques déjà conquis, la liberté des emprisonnés politiques, les relations avec Cuba, et les autres Etats Ouvriers, et les mesures populaires qui commencent à être appliquées!

1/6/73

Parti Ouvrier (Trotskyte)

(Cette déclaration a été insérée dans les deux principaux journaux d'Argentine: CLARIN et MAYORIA (péroniste))

Ed.Resp.: C.Pêlet - 322, chaussée de Charleroi 6080 Montignies/sur/Sambre.

Il est nécessaire de construire, de faire fonctionner des organismes dans toutes les usines, où tous les travailleurs discutent, décident, prennent des résolutions et les appliquent directement, pour disputer le pouvoir au patronat et au capitalisme. Il faut s'appuyer sur l'exemple des dockers pour former des CONSEILS D'USINES partout ! La structure et le fonctionnement actuel des syndicats ne permet pas à la classe ouvrière de s'exprimer, et surtout aux secteurs les plus combatifs d'intervenir. Il faut changer toute cette structure ! Les dockers donnent un grand exemple à toute la classe ouvrière. Partout on sait très bien que les directions syndicales ne représentent plus la volonté anticapitaliste des travailleurs. Les dockers montrent comment il faut s'organiser pour changer cette situation intolérable.

Dans beaucoup d'usines, les ouvriers partent en grève pour des revendications immédiates, pour imposer la démocratie syndicale, pour le droit de tenir des assemblées, pour obliger leurs dirigeants à respecter la volonté des ouvriers : c'est le cas actuellement aux usines Hanrez, à la FW, à Cockerill, dans la métallurgie à Anvers.

Nous appelons à faire toute une campagne nationale pour discuter l'expérience de la grève des dockers, et comment organiser toutes les forces de l'avant-garde ouvrière, en front-unique entre les tendances anticapitalistes pour constituer une GAUCHE SYNDICALE, pour faire fonctionner les comités de grève et les transformer en COMITÉS D'USINES, D'ATELIERS, DE PORT, pour discuter un programme qui unit toutes les luttes de la classe ouvrière et de toute la population travailleuse contre le capitalisme. Nous appelons à unir les différents comités de grève pour discuter ensemble un programme pour continuer la lutte. Nous appelons à un Front Unique de tous les secteurs du mouvement syndical qui se sont prononcés en solidarité avec les dockers : ils sont l'expression d'un courant de gauche qui mûrit dans le camp syndical. Il faut donner un contenu stable et un programme à la solidarité qu'ils ont exprimée avec les dockers en grève.

La grève des dockers rencontre un écho très profond, non seulement dans la classe ouvrière, mais aussi dans la petite bourgeoisie. Si le comité de grève s'est senti l'audace de donner un appui aux revendications des policiers et a voulu manifester avec eux dans la ville, c'est parce que dans la police - tout comme dans l'armée d'ailleurs - toute une couche a perdu confiance dans le capitalisme, ne se sent pas l'énergie d'exercer la fonction que la bourgeoisie leur a inculqué. C'est un indice de rébellion très profonde de la population en Belgique contre le capitalisme, de la volonté d'en finir avec toutes les forces qui oppriment et répriment les masses et la volonté de pouvoir des masses !

Cette force immense ne trouve pas le moyen de s'exprimer, parce qu'il n'y a pas de direction dans le mouvement ouvrier pour y répondre, il n'y a pas de programme pour unir toutes les revendications des différentes couches de la population et pour donner toute sa force au front-unique des masses qui s'exprime partout. Quand ce Front-Unique trouve un moyen de s'exprimer, il montre toute sa puissance : c'est ce qui se passe en France avec le programme commun et l'Union de la Gauche; en Italie, avec l'unification syndicale et le développement des Conseils Ouvriers et de quartiers.

Cette lutte des dockers et tout l'appui qu'elle reçoit, montre comme les conditions sont mûres pour préparer une grève générale, pour toutes les revendications de la classe ouvrière et des masses contre le capitalisme. La no-

Les conditions favorables à l'organisation de la gauche dans le parti travailliste et dans les syndicats en Angleterre

J. POSADAS

24-4-1973

Comme nous l'avons exposé déjà dans d'autres documents, la tâche essentielle est en Angleterre la formation d'une gauche dans le Parti Travailliste et dans les syndicats. La lutte pour les changements passe, avant, pendant et après, à l'intérieur des organisations de masses, Trade Unions et Parti Travailliste. Lutter pour l'organisation d'une gauche est lutter pour briser l'appareil de droite, pour briser les liens et les rapports entre la droite, le centre et le capitalisme, pour briser les rapports des organes du prolétariat avec le capitalisme. Il faut briser tout cela. La lutte pour la formation de la gauche passe par la lutte à

l'intérieur du Parti Travailliste et des syndicats.

Le système capitaliste en Angleterre est en crise : une crise très profonde dont l'origine remonte aux lendemains de la seconde guerre mondiale, au moment où il a perdu toutes ses colonies. Celles qui lui restent encore, ne sont d'aucune valeur. Sa structure de Commonwealth est morte. Les changements dans la structure des relations commerciales et économiques de l'impérialisme anglais s'expriment dans cette crise : et si cet impérialisme vit encore, c'est parce que les travaillistes ne l'ont pas jeté dehors.

Ni le mouvement communiste mondial, ni le PC anglais ne répondent à cette polémique. Ils repréentent sans le dire nos qualifications. Ainsi, ils disent : « on peut passer de l'Etat capitaliste au socialisme par une courte phase que nous appellerions Etat démocratique ». Pourquoi ? Qu'est-ce l'Etat démocratique ? Il faut démontrer de la réalité d'une telle qualification.

C'est un Etat qui donne les droits démocratiques ; mais sur la base de quelle économie ? en défense de quelle structure économique ? en fonction de quelle perspective ? L'Etat révolutionnaire se développe sur la base d'une structure économique irréversible, indépendante de la direction politique. Eux parlent d'Etat démocratique ; c'est un vide. La France aussi est un Etat démocratique. Ils parlent souvent aussi de la qualification de « phase véritablement démocratique ».

Le P.C. ne sera jamais un parti de masse en Angleterre

C'est avec ces conclusions qu'il faut s'adresser au Parti Communiste, sans attendre de lui. Le rôle essentiel de ce Parti en Angleterre est d'aider à la formation d'une gauche révolutionnaire dans le Parti Travailliste et pour qu'il prenne le pouvoir. Tel est son rôle et il n'en a pas d'autre, car il n'a aucune perspective d'être un parti de masse. Il ne le sera jamais.

La perspective, l'avenir du mouvement ouvrier, syndical et politique d'Angleterre est de devenir communiste, mais cela ne signifie pas que cette direction, que ce parti vont le devenir. Le mouvement ouvrier, lui, va être communiste. C'est le même chose pour le péronisme où une aile est déjà devenue socialiste et demain deviendra communiste, et cela non comme mouvement péroniste. Déjà maintenant, l'aile la plus importante se déclare socialiste et a un programme socialiste.

Le PC en Angleterre, tout comme le mouvement communiste mondial, n'a aucune tradition de discussions scientifiques. Ils écrivent ce qui leur passe par la tête, pour justifier leur politique. La polémique qu'ils font avec nous est incorrecte. Ce n'est pas avec nous qu'ils polémiquent, lorsque face à chaque événement nous disons : « telle est la position pour telle raison historique », comme dans l'exemple de l'Etat Révolutionnaire. Nous montrons les raisons de son existence, en quoi ce n'est pas bonapartisme, mais Etat Révolutionnaire. Le bonapartisme correspondait à une autre étape de l'histoire. Aujourd'hui c'est différent. S'il peut encore y avoir bonapartisme, c'est à une autre échelle et sans aucune signification. Les grands pas de l'histoire entre capitalisme et Etat ouvrier, qui passaient autrefois par une étape bonapartiste, passent maintenant par une étape d'Etat révolutionnaire. Dans certains Etats, ils peuvent encore se faire à travers le bonapartisme, mais les rapports actuels de forces de l'histoire permettent que les 14 Etats Ouvriers passent immédiatement. Autrefois il n'y avait pas de tels rapports et il y avait en conséquence place pour le bonapartisme. De Gaulle en est mort ; il était le bonapartiste et il a dû s'en aller face au processus de lutte des masses.

Ils nous critiquent parce que nous parlons de guerre atomique inévitable. Ils nous accusent sans argumenter, sans démontrer en quoi cette guerre n'est pas inévitable. Ils ne démontrent pas qu'elle peut être évitée. Nous soutenons qu'il aurait été possible d'expulser bien avant l'impérialisme yankee du Vietnam avec une intervention et un appui plus grands des Etats ouvriers, avec une mobilisation des masses du monde, avec des grèves générales et avec la mobilisation des masses des Etats ouvriers dans des meetings et des manifestations. Ils ne répondent pas à cela. Ils nous accusent au contraire de vouloir perturber la production des Etats socialistes. Non, cela ne perturbe rien. On ne peut même pas parler de perte d'heures de travail puisqu'elles sont gagnées avec le bénéfice que signifie l'expulsion des yankees du Vietnam. Mais chaque bureaucratie de chaque Etat ouvrier pense à elle et non à la construction du socialisme. Ils ont la planification politique pour eux, mé-

me s'ils sont obligés d'aider davantage maintenant les autres Etats ouvriers. Cependant, leurs plans ne projettent pas d'unifier tous ces Etats, ni d'aider les Etats révolutionnaires à passer à l'Etat ouvrier.

Il faut discuter de tout cela avec le Parti Communiste, en lui montrant qu'il n'a pas de perspective de développement propre. Sans l'insulter, sans l'accuser, sans le diminuer, il faut écrire et analyser. Le PC peut accomplir sa tâche et se développer postérieurement comme Parti en faisant partie de la direction révolutionnaire, en aidant à ce que se forme une gauche dans le Parti travailliste et que ce Parti prenne le pouvoir. Et pour cela, il faut appuyer tous les progrès de ce Parti, même s'ils sont limités.

En 1945, les communistes ont été contre les nationalisations réalisées par Atlee, alors qu'il s'agissait de nationalisations assez importantes. Elles furent la réponse que la bourgeoisie anglaise dut donner à la pression des masses après guerre. Les masses ont imposé la nationalisation de l'acier, des transports, des mines, de l'électricité. Elles ont aussi occupé des maisons, les premières grandes occupations de maisons faites après la guerre. Les masses décidèrent de l'expropriation des maisons vides pour ceux qui n'en avaient pas. Tout cela était discuté dans les syndicats qui, dans la première étape, furent d'accord. Les communistes ont été contre, mais ils durent ensuite appuyer.

Les communistes mesurent et jugent en fonction d'intérêts de groupe et non de Parti exerçant le rôle historique d'impulser la révolution. Voilà pourquoi ils n'appuient pas le développement de mesures et les tendances qui sont révolutionnaires, et correctes. Ils se situent en concurrence avec elles, alors qu'ils appuient la bourgeoisie sans lui faire aucune concurrence.

Le PC anglais est très petit et sans aucune vie politique intérieure. Le noyau qui se préoccupe est très petit, et encore plus petit le secteur qui lit, réfléchit, compare et analyse historiquement. C'est un parti qui s'est créé et développé à l'ombre de l'Union Soviétique et en est resté là, il n'a pas été capable de comprendre qu'il ne peut remplacer la classe ouvrière anglaise qui a son Parti travailliste qu'elle n'abandonnera pas. Elle prendra le pouvoir avec lui et avec les Trade Unions.

Les mobilisations actuelles de la classe ouvrière montrent comment elle a recouru à ses traditions comment elle

les fait ressortir. Il faut s'appuyer sur ces démonstrations qui montrent la profondeur de la volonté de l'avant-garde prolétarienne anglaise pour changer de direction, pour impulser et accroître les victoires pour renverser le système capitaliste. Toutes les dernières grèves du prolétariat anglais ont démontré d'une très grande décision. Il n'y a eu aucun échec. Il faut s'appuyer sur ces progrès, sur ces démonstrations pour avoir confiance qu'il est possible de développer une gauche dans le Parti travailliste.

Il faut promouvoir des discussions publiques dans le Parti travailliste et dans les syndicats, sur les luttes des masses dans toute l'Europe; appelez à un seul syndicat dans toute l'Europe, à une seule centrale européenne, à des grèves et mobilisations coordonnées dans tous les pays. Il faut appeler à la défense, à l'action, à l'agitation, à la mobilisation en appui au prolétariat espagnol, grec, portugais. Il faut un programme de revendications qui aille jusqu'au contrôle ouvrier. Il faut appeler à des Conseils d'usine, de manière à faire peser les secteurs les plus combatifs du prolétariat sur les autres.

Dans la structure actuelle des syndicats, ces secteurs plus combatifs n'ont pas accès aux autres. Le système de vote et d'élection des délégués les empêche. Les couches les plus combattives, les moins payées, les plus décidées se trouvent empêchées de triompher. Il y a tout un découpage en catégories qui empêche les 40 ouvriers d'un même atelier de voter ensemble. Il y a toute une structure juridictionnelle qui empêche les moins payés, les plus combattifs d'influencer les autres et de pouvoir s'imposer. Ils utilisent l'aristocratie ouvrière pour écraser le reste du prolétariat. Il ne faut pas attendre de pouvoir triompher démocratiquement aux élections ou dans des discussions dans le mouvement ouvrier, parce qu'ils n'en laissent pas la possibilité. Il faut changer la structure. Mais comme il n'y a pas non plus le temps de le faire, il faut faire en même temps avancer les conquêtes de double pouvoir dans le syndicat, pour avancer dans la dualité de pouvoir avec la bourgeoisie, tout comme les masses l'ont fait en 1945. Toute dualité de pouvoir se développe d'abord dans les organes de pouvoir: les syndicats, les partis et mouvements de masse. Là il faut la conquérir contre les secteurs qui s'opposent.

Il y a eu dans toute cette période de grands mouvements d'étudiants, d'universitaires, de petits-bourgeois. Lorsque de hauts fonctionnaires du gouvernement, les cols-durs se lancent à des grèves et manifestations, c'est parce que

l'indignation est très grande, mais aussi parce que les besoins économiques et matériels sont très grands. Comment organiser ces forces? Lorsque la lutte atteint ces couches de la population, les employés mêmes du gouvernement, c'est parce que l'indignation contre ce dernier est très grande. La direction travailliste ne mobilise pas cette force pour abattre le gouvernement conservateur. Voilà pourquoi elle ne veut pas d'élection maintenant. Avec elles, les travaillistes prendraient le gouvernement. Il faut poser aujourd'hui même: grève générale et élections. Les travaillistes ne le font pas parce qu'ils sentent qu'ils seraient prisonniers de leur base. Voilà pourquoi, ils tâchent de gagner du temps pour organiser la direction travailliste et syndicale pour contenir en s'appuyant sur l'aristocratie ouvrière. A l'inverse, ils auraient déjà pu profiter électoralement de la situation.

Les résultats des élections municipales actuelles où triomphent les travaillistes, montrent que ceux-ci gagneraient dans une élection générale de 150 à 200 députés. Ils ne veulent pas la promouvoir parce qu'ils savent qu'ils seraient enserrés, prisonniers de la base. Aussi tâchent-ils de gagner du temps en repoussant l'échéance électorale. Voilà pourquoi également, Heath ne fait pas de grand scandale. Il sent que dans ce cas, les gens s'arrêteraient obligeant les travaillistes à une grève générale ou à des élections anticipées. Il se créerait tout un climat de déconcertation qui obligerait à ces mesures.

Il faut constituer une gauche qui soit un organe. L'actuelle direction travailliste et syndicale manœuvre pour empêcher l'avance de la gauche. La tournée de Wilson dans différents Etats ouvriers s'est faite en vue de trouver là un appui lorsqu'il sera au gouvernement, car il espère être à nouveau candidat. En parole et d'une certaine manière Wilson a été obligé de se « gauchiser » un peu, bien qu'il reste le même qu'avant. Il va devoir se « gauchiser » davantage, tout comme a dû le faire Atlee en préférant la nationalisation comme un moindre mal. Il va en être de même pour Wilson. Maintenant, il va vouloir contenir les voies pour la gauche.

Il faut promouvoir une grande activité littéraire, écrire beaucoup, tenir des réunions, organiser des conférences, développer une grande activité politique. Il faut développer des dirigeants, des cadres, des militants syndicaux en vue d'aider à la formation d'une nouvelle direction dans le parti travailliste. Pour cela, une série de critiques de la fausse position du Parti

bilisation générale des travailleurs est nécessaire pour arracher de nouvelles conquêtes au capitalisme, pour imposer la volonté et le droit de décider, pour lui disputer le pouvoir et pour faire triompher cette lutte pour la DIGNITE — HUMAINE !

VIVE LA GREVE DES DOCKERS ! VIVE LE FRONT UNIQUE DES MASSES EN BELGIQUE
POUR LA FAIRE TRIOMPHER !
POUR LA DEMOCRATIE OUVRIERE ET SYNDICALE : CONSEILS D'USINES !
FRONT UNIQUE DES COMITES DE GREVES POUR LA GAUCHE SYNDICALE !

Ce texte a été distribué à la soirée de solidarité avec les dockers organisée à Bruxelles et dans différentes usines.

MEETING AVEC LE COMITE DE GREVE DES DOCKERS

Une délégation du Comité de Grève des dockers est venue parler à Charleroi à l'invitation de notre Parti. Plusieurs organisations politiques (groupes -- "L'exploité", "Le travailleur", LRT, Chrétiens de gauche, syndicat Ecole Normale, MJT), des militants ouvriers des usines de la région (Hanrez, Caterpillar, Glaverbel-Gilly, Ruau, Honeywell,..) et des étudiants de différentes écoles -- sont venus apporter leur solidarité avec les dockers en grève et expliquer leur propre lutte dans les entreprises et écoles pour obtenir des actions de solidarité avec les dockers. Des camarades ont parlé également au nom du P.O.R.(t) pour montrer l'importance immense de la grève des dockers dans le mouvement ouvrier, pour changer les relations de forces, pour avancer dans la lutte contre la bureaucratie syndicale; la grève des dockers recueille la force et la volonté révolutionnaire de toute la classe ouvrière en Belgique, de toutes les luttes des masses qui avancent en Europe et dans le monde, au Vietnam, au Chili; la grève rencontre un tel écho parce que toutes les masses en Belgique sont unies dans les mêmes sentiments de vaincre le capitalisme, de conquérir la dignité -- humaine en luttant pour abattre le capitalisme. Le Comité de grève des dockers fait partie de la nouvelle direction ouvrière qui avance, il est un exemple de l'organisation de la démocratie syndicale.

La discussion entre tous les camarades dans la salle a été très fraternelle et organisatrice. Tous intervenaient comme si on était d'un seul et même parti, parce qu'il y avait en chacun les mêmes sentiments, la même volonté d'aider au triomphe de la grève des dockers et de mener la lutte dans son usine, son école, pour vaincre les directions syndicales et politiques qui sont contre les actions, les mobilisations anticapitalistes des masses.

Au travers de cette grève, c'est la lutte pour organiser la gauche socialiste, la gauche syndicale, pour impulser le PC. à agir comme direction révolutionnaire qui avance. Les camarades parlaient en flamand et en français, chacun participant à la traduction pour que tout soit compris de tous.

Des propositions concrètes ont été émises pour organiser la solidarité financière, pour imposer des prises de position, des résolutions au sein du mouvement syndical et organiser des arrêts de travail exigeant la reconnaissance de la grève par l'UBOT, condamnant l'attitude bureaucratique arrogante des syndicats

(suite page 10)

Les Trotskistes ont manifesté leur appui aux dockers d'Anvers en grève en tenant un meeting à la Maison de la Paix (Charleroi)

Nouvelle Gazette

Vendredi 25 mai 1973

La Maison de la Paix, à Charleroi (qui est quelquefois la Maison de la Lutte) a été, ce mercredi, le théâtre d'un meeting organisé par le Parti révolutionnaire Trotskyste, en faveur des dockers du port d'Anvers en grève.

Militants divers, quelques délégués syndicaux, ils étaient environ une centaine de personnes à participer au débat.

Les orateurs dirent la volonté des dockers de continuer la lutte basée sur des revendications de salaires et sur la sécurité des lieux de travail (36 000 accidents en 7 ans). Les représentants des dockers ont affirmé que leur lutte n'était pas diri-

gée contre les syndicats, mais était en faveur de la démocratie syndicale et contre la dictature de certains dirigeants syndicaux. Es ont évoqué les thèmes de structure d'une société nouvelle, des relations sociales et de la fraternité.

D'autre part, ils ont déclaré protester contre, ce qu'ils affirment, les réactions violentes qu'ils ont subies lors de leur dernière manifestation avec femmes et enfants. Ils ont parlé aussi de la censure, de la déformation des communiqués de la radio et de la presse.

Un appel a été lancé pour une action de soutien dans toutes les en-

treprises, résolutions, pétitions, arrêt de travail. Une manifestation a été annoncée à Anvers, pour vendredi à 14 h.

Plusieurs travailleurs des usines de la région ont apporté aux dockers leur soutien financier ; c'est ainsi que des ouvriers de chez Hanrez ont remis une première somme de 4.000 frs.

Des positions fermes et percutantes ont été prises à la fin de la réunion par plusieurs délégués syndicaux, dont un de Glaverbel-Gilly, des Glaces de Courcelles, des tramway-m.n. d'Hanrez ainsi que des licenciés de Caterpillar. R.A.M.

MOUVEMENT SOCIAL

GREVE SURPRISE AUX COMPTES CHEQUES

Vers 11 h. 30, hier, tous les membres du personnel des comptes chèques postaux sont sortis des bureaux et ont manifesté dans la rue de Louvain à Bruxelles. Ils ont ensuite gagné la rue Royale et la place Madou d'où ils ont regagné les bâtiments des CCP. Il s'agit d'une grève surprise d'avertissement de deux heures, qui a débuté à 10 heures, afin d'appuyer leurs revendications. Les employés des CCP réclament de meilleures conditions de travail, un mois de vacances et un treizième mois.

Les manifestants étaient escortés par la police et la gendarmerie.

LE P.O.R. (TROTSKYSTE) ET LES DOCKERS

Mercredi soir, à l'initiative de la section belge de la IVème Internationale (Posadiste), un meeting s'est déroulé à Charleroi en présence de dockers d'Anvers. Ce meeting avait pour thème, la situation actuelle dans les ports d'Anvers et de Gand. Des militants, au nombre d'une centaine, des différentes usines de la région et de tendances politiques diverses avaient tenu à participer au débat.

Les dockers ont fait part de leur volonté de poursuivre la lutte jusqu'à la victoire, c'est-à-dire satisfaction sur les revendications salariales, en matière de sécurité sur les lieux de travail (36.000 accidents en 7 ans) et reconnaissance de la grève par les syndicats. Ils ont longuement insisté sur le fait que leur action n'est pas dirigée « contre les syndicats » mais qu'il est nécessaire d'imposer la démocratie syndicale. Au-delà des revendications immédiates, les dockers ont montré que leur but était aussi, et même surtout, de changer tout le fonctionnement de la structure de la société actuelle pour établir des relations sociales de fraternité.

Les dockers ont exprimé le retentissement, que provoquent à Anvers et à Gand, les manifestations de solidarité des travailleurs wallons.

La répression violente subie lors de la dernière manifestation a été également dénoncée. Un appel a été lancé pour continuer les actions de soutien dans toutes les entreprises.

Plusieurs usines de la région ont apporté au cours de la réunion un soutien financier. Des ouvriers de chez Hanrez notamment ont remis une somme provisoire de 4.000 francs. Les collectes continuent.

(N.D.L.R.) A propos de la reconnaissance de la grève par les organisations syndicales, il faut noter que plusieurs prises de position favorables viennent d'être enregistrées à Bruxelles et en Wallonie et que le Bureau national de la F.G.T.B. doit se réunir dans les prochains jours pour examiner le problème.

LE JOURNAL & Indépendance

Vendredi 25 mai 1973

communiste sont indispensables, en même temps que le développement des idées sur la façon d'organiser, de manière que les cadres dirigeants communistes voient que nous nous intéressons à ce qu'ils organisent et non à ce qu'ils disparaissent.

La récente adoption par les syndicats d'un programme de gauche et l'établissement d'une liaison organique avec le Parti travailliste est une défaite de la droite. Cela peut aussi conduire à une paralysie dans la mesure où ils cherchent au fond un accord entre l'aristocratie ouvrière et la direction travailliste. Pour qu'une telle décision de progresser avec un programme anticapitaliste ait de l'effet, il faut développer la démocratie ouvrière, les droits démocratiques des ouvriers de se réunir, de discuter de tous les problèmes, de s'organiser en comités d'usine, de quartiers, en syndicats. Il faut tendre à appeler à des conseils d'usine, comme en Italie, à des fédérations de conseils d'usines liés aux quartiers, car ce sont là des organismes de pouvoir. Voilà ce que cherchent les ouvriers anglais.

Tout le mouvement ouvrier européen vit ces problèmes. Des usines comme Renault en Europe ont trois syndicats, la CGT, la CFDT, FO. Ce dernier était contre les récents événements; la CFDT n'avait pas de rapports officiels avec la CGT sur les problèmes de l'usine. Chaque syndicat agissait pour son compte alors que maintenant ils doivent agir sous

une seule direction. La CGT et la CFDT se sont mis d'accord et FO doit appuyer partiellement. La CGT et la CFDT ont dû faire un front sous peine de voir se former une nouvelle direction au-dessus d'eux. Ils ont fait un front pour contrôler le mouvement, dans la crainte qu'il ne prenne le chemin de mai 68. C'est la lutte sur ce chemin qu'est en train de mener le prolétariat français.

Il faut discuter les expériences des luttes du prolétariat européen et mondial, en vue d'élever la capacité de jugement des ouvriers. Il faut créer des organes démocratiques dans les quartiers, les usines, les ateliers; faire des publications d'usine où chaque ouvrier puisse écrire, donner son avis; des bulletins d'ateliers ouverts à toutes les tendances.

Il faut faire de tels bulletins de discussion dans tous les ateliers, pour aborder tous les problèmes, pour que toutes les tendances interviennent, tous les courants, avec l'opinion des différentes couches ouvrières. Il faut écrire là sur les problèmes du travail, des salaires, des étatisations, du contrôle ouvrier, de la situation des luttes, de l'unification syndicale. Lorsqu'il n'y a plus de syndicats se faisant la concurrence, l'unification signifie, la décision prise en accord avec la volonté de lutte des ouvriers. Il faut insister pour montrer que les étatisations sont nécessaires. Le socialisme c'est les étatisations, le contrôle ouvrier, le contrôle des masses sur l'économie. Il faut liquider la monarchie, étatiser la propriété et planifier la production.

Tous les groupes gauchistes, ultra-gauchistes et putchistes — ce dernier terme étant la qualification la plus exacte — trouvent leur origine dans les conditions favorables de la protestation contre la direction. Ils montrent la volonté de lutter politiquement contre le capitalisme, de le renverser. Ils expriment une volonté de lutte à laquelle les directions syndicales et politiques ne répondent pas. Mais par ailleurs, ils ne voient pas que le prolétariat est organisé, avance et progresse, sans rompre avec sa centralisation. Si celui-ci agissait comme ils le proclament, il la briserait, compte tenu du niveau inégal de maturité de la classe. L'avant-garde a la maturité pour comprendre, le reste ne l'a pas; alors celle-ci ne veut pas s'en détacher.

Le comportement politique de Healy et de son groupe est éloigné et va à l'encontre de la nécessité du fonctionnement et du développement des tendances révolutionnaires. Il sort à combattre toutes ces tendances, quelle que soit leur nature, quel que soit leur motif. Il attaque le Parti travailliste, l'Union Soviétique et les groupes trotskistes, l'IRA, la politique de classe. Toute son activité est de critique et d'attaque à tous les groupes, tendances et organisations qui mènent de l'avant la politique révolutionnaire. Il ne cherche jamais à coïncider, à s'entendre ou à faire front unique. Jamais. Il cherche par contre toujours motif à refuser, à s'opposer, à se disputer. Il ne cherche jamais à comprendre et à appuyer des mesures progressistes ou qui soient la base d'un progrès, soit de la part du PC, soit du Parti travailliste. Sur tous les problèmes fondamentaux qui décident de la lutte, de la critique, de l'attaque contre le régime capitaliste, Healy est contre. Tel est son rôle.

Cliff n'a aucune valeur, ni théorique, ni politique; aucune. Mais son groupe peut être un réceptacle, un centre d'attraction de groupes anti-soviétiques, anti-État-ouvrier. Ce n'est pas un groupe sceptique, comme il le fut à ses origines, mais une organisation qui répond aux intentions de l'impérialisme d'organiser des groupes anti-soviétiques. Cliff alimente tout cela. Il n'était pas ainsi à ses origines. On ne put être ni naïf, ni ignorant de la situation du monde. Aussi lorsqu'à cette étape une telle position subsiste, c'est comme agent direct du système capitaliste; qu'il soit payé ou non. Cliff est un agent de ce système. Il n'y a là dessus aucun doute à avoir, compte tenu de l'étape dans laquelle nous sommes. Les gauchistes correspondent aujourd'hui aux éclatements de l'étape

L'échec des groupes gauchistes

« Tribune » et « Left » se montrent incapables de faire cette tâche. Ils ne répondent pas aux nécessités de la gauche qu'il faut former. Ce sont les protestataires les plus réguliers, les plus constants, mais ils n'ont ni programme, ni politique, ni capacité pour former la gauche. Voilà pourquoi ils sont restés de côté.

Dans les conditions actuelles de progrès constant de la classe ouvrière, de mobilisations immenses, de triomphe de la classe ouvrière face au gouvernement, de nouvelles conquêtes face au capitalisme, les mouvements gauchistes perdent force, reculent et s'appuient chaque fois plus sur des mouvements chaque fois plus jeune d'âge. Ils perdent de ce fait, importance, effet et influence sociale, brisant la possibilité d'influencer le prolétariat dans les étapes qui viennent.

Ces groupes gauchistes sont composés de gens très jeunes, de 14, 15 et 16 ans, de lycéens qui n'interviennent pas dans les manifestations, les discussions, les luttes du prolétariat. Se maintenant ainsi éloignés et en marge du prolétariat, ils ne peuvent l'influencer. Ils se sentent protecteurs vis-à-vis du prolétariat pour lequel ils nourrissent toute une série de sentiments critiques et méprisants. Sans le mépriser vraiment, ils n'ont pas confiance en lui, ne le croient pas et le considèrent suiviste à ses directions, aveuglément fidèle à la bureaucratie ou à l'appareil syndical dirigeant. Ce sont des mouvements sans perspective, qui expriment un mécontentement. Ils jouent sous certains aspects un rôle nécessaire. Leur recrutement exprime le mécontentement, le refus, l'indignation par manque d'une politique révolutionnaire, mais leur politique n'est pas révolutionnaire. C'est le cas par exemple du « Manifesto » surgi du Parti Communiste Italien et qui exprimait la nécessité de changements sans pour autant les représenter.

où le groupe Cliff s'est formé, mais les gauchistes défendent l'Etat ouvrier, alors que Cliff parle toujours de l'URSS comme d'un « Etat capitaliste ». Il cherche par là à créer dans ses rangs, parmi des cercles intellectuels, la méfiance, le doute, l'hésitation, empêchant ainsi l'attraction de l'Etat ouvrier sur eux. Tout cela est très arriéré, parce qu'il n'a aucune force, aucune importance, absolument aucun poids.

Ce groupe de Cliff est agent du système capitaliste, ou de la CIA, du Pentagone ou de l'impérialisme anglais. Il faut le dénoncer et le considérer ainsi. Même s'il dit qu'il ne se sent pas un tel agent, le rôle qu'il joue va seulement dans le sens des intérêts du capitalisme. Aucun autre groupe ne prend une telle position. Il ne s'agit d'aucune dispute avec la bureaucratie soviétique, ni d'aucune discussion théorique ou politique.

Dans l'étape actuelle de l'Angleterre, avec de tels mouvements dans les Trade Unions, avec l'échec du PC, le fait qu'existe un mouvement comme celui de Healy ne s'explique que parce qu'il y a dans le mouvement universitaire une couche de jeunes qui s'oppose à la passivité du PC et des travaillistes. Tout cela passe sur le mouvement des jeunes de 14 à 18 ans. Ils sont influencés par cette

décision de protester contre la direction travailliste et communiste. Ils reflètent la volonté de changement, d'intervention, de décision. Voilà pourquoi ces jeunes sont avec Healy.

Mais ils ne sont en même temps, ni éduqués, ni organisés pour comprendre le prolétariat, pour le suivre. Ces gens devraient organiser des mouvements, des cours, des conférences, adressées au prolétariat, pour l'aider et lui montrer la nécessité d'organiser la gauche. Ils devraient appuyer ses mouvements, aller avec lui dans ses manifestations, généralisant les expériences que font les masses du monde, pour organiser la nouvelle direction ils devraient lui montrer entre autres le besoin d'appuyer des mesures de contrôle ouvrier, l'extension des droits démocratiques des masses et de la prise de décision démocratique, pour opérer des changements dans les Trade Unions. Ils devraient l'appeler à refuser les votes ou un délégué représente 5.000 ouvriers, et que celui-ci soit l'élu de l'atelier, de la section d'usine.

Il faut briser la méthode électorale actuelle qui trompe le prolétariat. C'est une forme aristocratique pour que l'appareil gagne toujours. Il faut briser cela !

Pour le Programme anti-capitaliste

Il faut promouvoir une discussion et une polémique ouverte pour accroître en même temps que les droits du prolétariat, les conquêtes de contrôle des ouvriers, sur les décisions, sur les délégués à travers la révocabilité des mandats, pour les étatisations. Tel est le devoir de ces groupes. C'est leur seule justification historique. A l'inverse ils ont une représentation historique qui correspond à une autre étape. Sans perspective, ils meurent. S'ils ont des perspectives, ils doivent alors s'incorporer à ce mouvement pour former l'aile gauche.

Il faut faire des polémiques publiques, éditer des brochures, organiser des conférences, des discussions, des meetings, tenir des réunions, pour aider à former la gauche dans le parti travailliste et dans les syndicats. Cette tâche est urgente. Il faut une gauche avec un programme d'étatisations, de contrôle ouvrier, de délégués par atelier, de conseils d'usine.

Il faut appeler le PC à réaliser cette tâche, à formuler le programme de formation de la gauche, de revendications immédiates et ultérieures. Les revendications fondamentales sont : échelle mobile des salaires, des heures de travail. En Angleterre comme dans tout le monde capitaliste, le coût de la vie augmente chaque fois. Voilà est la norme, même si cela varie selon les pays. En Amérique du Nord cette augmentation est permanente et son rythme et ampleur chaque fois plus élevés. Tout le monde capitaliste est ainsi, comme conséquence de la guerre ou l'échec de la préparation de la guerre atomique et des traits qu'elle entraîne. Et le coût de la vie va augmenter plus encore.

Les déficits de l'impérialisme yankee, anglais, français sont énormes. Celui de l'impérialisme allemand l'est moins parce qu'il n'a pas de frais militaires importants. Mais même ainsi, l'inflation et l'élévation du coût de la vie est constant dans tout le monde capitaliste : le coût de la vie augmente même lorsqu'il n'entraîne pas une inflation importante.

Il faut donner pour tout cela un programme qui aille de l'échelle mobile des salaires, des heures de travail, au contrôle ouvrier de la production, à la lutte contre la pollution, aux conditions de travail. Tout cela va aider à former une gauche dans le parti travailliste et dans les syndicats. Elle doit s'unir sur un programme de revendications précises, con-

crètes, sociales et politiques. Sur le plan syndical il faut lutter pour les droits des ouvriers à intervenir sur les lieux de travail ; sur le plan social, c'est la défense de la dignité humaine et sur le plan politique, c'est la revendication d'une politique révolutionnaire, d'affrontement face à la direction réformiste.

Nous sommes contre le Marché commun Européen, mais pour les Etats-Unis socialistes, soviétiques d'Europe. Il faut unifier l'Europe à travers un programme socialiste. Là est la véritable unification de l'Europe, le MEC n'est que celle de la bourgeoisie européenne.

Les syndicats doivent intervenir et développer leur activité de manière à ce que toute la base puisse donner son avis. Il faut mener de l'avant la lutte pour la démocratisation du mouvement ouvrier. Il est faux de dire que les décisions prises actuellement le sont démocratiquement. Ce sont les appareils qui décident. Ils sont démocratiques pour eux, comme appareils et encore, c'est à voir car ils ne le sont pas. Un type peut représenter jusqu'à 10 ou 20.000 voix. C'est se moquer du monde ! Il faut critiquer et attaquer une telle position.

Il faut que la classe puisse se prononcer sur chaque lieu de travail ce qui n'est pas le cas avec ce qui se fait présentement. Cela doit être fait directement, à travers des comités dans chaque entreprise, usine, dans chaque quartier. Il faut éliminer la forme de représentation indirecte. Il faut une représentation directe avec révocabilité des mandats. Chaque section d'usine doit pouvoir élire son délégué. Si la section vote pour la grève, le délégué doit aller et voter pour elle et informer ensuite. Le mouvement des Trade Unions n'est pas centralisé maintenant. Seul un appareil bureaucratique centralise le pouvoir. Ce n'est pas cela la centralisation qui n'est réelle que lorsque l'on se base sur une large discussion démocratique, sur des décisions prises démocratiquement, où la base puisse se mettre d'accord. C'est cela la centralisation. Par contre, le mouvement tel qu'il est maintenant est soumis à un appareil qui empêche l'élection de délégués représentant la volonté de lutte des masses, qui puissent discuter de la situation du pays, démontrer que le capitalisme est impuissant.

La pression qui existe en Irlande de la part de la classe ouvrière des deux parties de ce pays, en vue de se mettre d'accord, tout comme la recherche d'accord entre des parties de la direction catholique et protestante, est la raison pour laquelle ils viennent de rétablir la peine de mort, et une loi fasciste où la police peut accuser qui bon lui sem-

ble. Tout cela est en prévision de cette situation où ils craignent et voient venir un accord entre les directions. La loi n'a pas été faite seulement contre les catholiques d'Irlande, mais aussi pour empêcher l'unification des deux Irlande contre l'impérialisme anglais. C'est un échec, car cette loi n'empêche rien.

Il faut un programme d'opposition de gauche pour former la gauche dans le

camp syndical et politique. C'est là une des tâches essentielles en Angleterre. Ni «Left», ni «Tribune» n'ont mené d'activité pour l'organisation d'une réelle gauche. Leur conception de la gauche est simplement d'une opposition plus à gauche que le Parti travailliste. La gauche qu'il faut former, doit avoir par contre un programme anticapitaliste, de contrôle ouvrier, de contrôle des masses

sur les syndicats, les usines, le gouvernement; un programme qui tende vers un gouvernement qui nationalise sous contrôle ouvrier et qui pose le problème de mesures d'étatisations, de fonctionnement sous contrôle ouvrier, d'un passage vers la collectivisation. Telle est l'étape actuelle des luttes en Angleterre.

24.4.1973

J. POSADAS

J. Posadas

**LE TRIOMPHE DE
L'HUMANITÉ AU
VIET-NAM CONTRE
L'IMPÉRIALISME
YANKEE, L'EXTENSION
DE LA RÉVOLUTION
SOCIALISTE ET L'UNITÉ
DU MOUVEMENT
COMMUNISTE MONDIAL**

27 Janvier 1973

**LE "PICCOLO" AN
ET L'HUMANITÉ QUI
ECRASE L'IMPÉRIALISME
AU VIET-NAM**

31 Décembre 1972

Édition Revue Marxiste N° 18

Correspondance :

Belgique : POLET, B P 273
6000 Charleroi Sud
CCP Polet 9762-34

J. POSADAS

**LES SYNDICATS,
LES MASSES PÉRONISTES
ET LA NOUVELLE ÉTAPE
DE LA LUTTE
POUR LE SOCIALISME
EN ARGENTINE**

18 Mars 1973

Édition Revue Marxiste N° 21

France : ROCH CONGAR, 63, rue Victor-Hugo
92400 Courbevoie
CCP : Lutte Communiste Paris 1362356

9



APRES CE 1ER MAI : DANS LA LUTTE POUR LA DEMOCRATIE SYNDICALE : CONSTRUISONS LE FRONT UNIQUE DE LA GAUCHE ! PREPARONS LA GREVE GENE- RALE POUR TOUTES LES REVENDICATIONS ! POUR LA GAUCHE AU POUVOIR !

Les manifestations du Premier Mai n'ont pas été en Belgique, comme en France, en Italie, ou en Angleterre, un centre où la classe ouvrière a pu exprimer sa volonté de lutte pour en finir avec le capitalisme, son unification. Les organisations ouvrières ont manifesté séparées. Les travailleurs, qui ont été à la tête de toutes les grandes luttes de la dernière période n'étaient pas présents. Mais à Anvers et à Gand, c'était différent: les dockers en grève se sont imposés massivement dans la manifestation de l'Action Commune! C'est une grande victoire pour toute la classe ouvrière. Ce sont les ouvriers, défilant sous les banderoles des autres syndicats, qui ont ouvert leurs rangs pour faire entrer les dockers en plein milieu de la manifestation. Ils ont porté un coup très grand contre la direction droitiste des syndicats et contre la direction du PSB. Pour cela ils ont agi comme représentants de toute la classe ouvrière. Dans les autres villes, à Charleroi, à Bruxelles, Liège etc..., les travailleurs n'ont pas voulu sortir en masses, montrant par là tout leur rejet de la politique pro-capitaliste des dirigeants socialistes, de la conciliation et des méthodes bureaucratiques des directions syndicales.

L'intervention des dockers à Gand et à Anvers a une portée très grande, politique: elle est un centre de discussions, de radicalisations, de ruptures - non pas entre le Parti Socialiste et les syndicats-, mais une rupture qui passe au sein même du PSB et à l'intérieur de la FGTB: c'est la rupture avec la droite socialiste et syndicale qui est en train de se préparer, nationalement. Devant ce danger, les ministres socialistes, Cools, Glinne, Callewaert ont employé un langage radical le Premier Mai, attaquant le capitalisme, défendant le droit de grève. Ce ne sont que des paroles! Mais des paroles pour se défendre des critiques, du progrès du courant de gauche qui avance dans les syndicats et dans le PSB. Des changements très importants se préparent, sous l'impulsion de l'action mûre et déterminée des dockers, et des grèves qui ont précédé celle-ci, dans tout le pays. Dans leurs grèves, leurs mobilisations, les masses montrent leur unification - communistes, socialistes, chrétiens, trotskystes, sans parti -, contre le capitalisme et en même temps pour en finir avec le fonctionnement féodal des syndicats, avec l'absence de démocratie ouvrière. Les masses en Belgique, comme dans le monde entier, sont avides de changements! Comme le montre le Manifeste du Premier Mai du Secrétariat International de la IVe Internationale (Posadiste), la volonté des masses dans chaque pays, d'avancer vers le pouvoir, fait partie des luttes, des conquêtes constantes que font les masses du monde, comme le progrès de l'unification syndi-

tract 1

cale en Europe, en Amérique Latine, la conquête de programmes anti-impérialistes et anti-capitalistes, comme en France, au Chili, en Argentine, le progrès de tendances de gauche comme la gauche socialiste en Allemagne, et fondamentalement, l'exemple le plus élevé que le Vietnam continue à donner aux masses du monde: malgré les destructions matérielles immenses provoquées par l'impérialisme, le peuple du Vietnam construit le socialisme!

En Belgique, le capitalisme est acculé par les luttes des masses. Il ne parvient pas à leur imposer la paix sociale, à leur faire payer sa propre crise. L'action de la classe ouvrière fait s'effondrer la structure de conciliation, de négociation avec le capitalisme sur laquelle se basait l'appareil syndical. Mais il n'y a pas encore de Front Unique pour donner le programme, la perspective, la politique anti-capitaliste à toute cette volonté de pouvoir que les masses expriment.

Pour organiser, unifier toutes ces forces sur la base d'un programme pour le pouvoir, il faut établir une discussion dans tout le mouvement ouvrier, mondialement et nationalement. C'est à cela que fait appel le Manifeste de la IVe Internationale. Notre Parti fait appel à développer cette discussion en Belgique! Nous appelons le Parti Socialiste, le Parti Communiste, les syndicats à UN FRONT UNIQUE POUR AVANCER VERS LE POUVOIR! à adopter un programme, comme celui de l'Union Populaire en France et au Chili, pour un gouvernement de gauche, pour unir toutes les revendications immédiates à la lutte pour exproprier le capitalisme, pour planifier l'économie en fonction des besoins de la population: c'est cela que les dockers, que des milliers d'ouvriers ont exprimé quand ils viennent aux manifestations, aux piquets de grèves, avec toutes les revendications immédiates à résoudre, mais en même temps, avec le poing levé et avec le chant de l'Internationale!

Notre Parti est intervenu dans les manifestations du Premier Mai, avec cet objectif. Nous avons participé tant à la manifestation du Parti Communiste, que celle du PSB, à Charleroi. Avec les militants communistes, la discussion et les relations ont été très fraternelles et marqué un grand progrès dans le désir de faire progresser le front unique. Avec le PSB, une petite partie du service d'ordre a attaqué brutalement notre banderole, ainsi que celle du groupe de la LRT-, mais il a été rapidement désarmé à cause de la désapprobation des militants socialistes qui ont manifesté, eux aussi, leur volonté de discuter, de faire progresser l'unification de la gauche. Nous condamnons cette attaque et appelons à la condamner dans le PSB, et, en même temps, à élever la discussion, la polémique fraternelle entre les tendances du mouvement ouvrier. Le déficit de ce Premier Mai a été ce manque de front unique.

Nous appelons à maintenir et à étendre les comités que la classe ouvrière est en train d'organiser dans toutes les luttes: transformer les comités de grèves en comités d'usines, unir les usines, les quartiers, et syndicats, établir une discussion dans toute la population pour un plan pour le progrès du pays! Nous appelons à discuter et étendre les expériences de la grève des dockers pour imposer la démocratie syndicale, pour changer toute la structure féodale des syndicats, pour développer une gauche syndicale. Nous appelons à organiser le courant de gauche dans le PSB sur cette base, à préparer la riposte d'ensemble de la classe ouvrière et des masses à la crise capitaliste: PRÉPARER LA GRÈVE GÉNÉRALE POUR IMPOSER TOUTES LES REVENDICATIONS ET POUR METTRE LA GAUCHE AU POUVOIR!

4.5.75

Le Bureau Politique du P.O.A. (Trotskyiste)

Une distribution spéciale du Manifeste du Premier Mai du Secrétariat International de la IVe Internationale Posadiste est faite, à cause de l'importance très grande de ce document, que nous appelons à lire, étudier et discuter au sein de l'avant-garde ouvrière, étudiante et avec notre Parti.

Ed. Resp.: C. Pôlet-322, ch. de Charleroi-6080. Montignies/s/Sambre
Ne pas jeter sur la voie publique.

Tract 2



PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE (TROTSKISTE)

SECTION BELGE DE LA IV^e INTERNATIONALE (POSADISTE)

MANIFESTE DU 1^{er} MAI

DU SECRÉTARIAT INTERNATIONAL DE LA IV^e INTERNATIONALE (POSADISTE)

● Au prolétariat, aux masses exploitées, ouvrières, paysannes, petites-bourgeoises, aux mouvements nationalistes révolutionnaires, aux mouvements démocrates-chrétiens de gauche, aux courants militaires nationalistes de gauche, aux Etats Ouvriers, aux Etats Révolutionnaires comme le Chili et l'Algérie, aux partis communistes et socialistes

Ce 1^{er} Mai 1973 montre une profonde avance mondiale de la révolution, des luttes des masses du monde pour mettre de l'ordre dans le chaos que développe le système capitaliste. Il y a un progrès immense de la capacité sociale, économique, politique, syndicale et culturelle des masses exploitées du monde. C'est un processus unique où les Etats ouvriers, les Etats révolutionnaires, les masses exploitées du monde, à travers leur activité syndicale et politique, les masses des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, sont en train d'impulser l'histoire.

Le triomphe de l'humanité au Vietnam, le triomphe des masses vietnamiennes, est celui du front unique mondial contre le système capitaliste.

La défaite de l'impérialisme yankee au Vietnam, dans le reste du monde où il est acculé par les masses, le progrès incessant de l'activité constante du prolétariat, du mouvement syndical, du développement des luttes sociales et politiques, le progrès constant et ininterrompu des luttes syndicales du prolétariat en France, en Italie, en Angleterre, en Belgique, qui avancent sans arrêt dans des actions de double pouvoir; l'élévation constante des organes qui disputent la direction de la société au système capitaliste, la montée constante des luttes des masses de France, d'Italie, d'Angleterre, qui organisent à travers leur action syndicale et politique des organes pour diriger soit les usines, soit une partie de la société, le triomphe incessant soit électoral, soit syndical des masses de France, d'Italie, de Belgique, la montée constante, ininterrompue des actions de front unique des masses socialistes, communistes, trotskystes, des paysans, des étudiants: tout cela montre un processus unifié, une activité d'ensemble unifiée des masses qui avancent dans le sentiment, la conscience, la volonté d'abattre le système capitaliste.

Le système capitaliste s'exprime à travers ses crises constantes, crise du dollar, crise de la mon-

nationalistes, à base populaire et ouvrière, à la révolution. C'est le progrès immense des luttes des masses d'Asie, d'Afrique, d'Amérique Latine à travers d'immenses conquêtes!

Dans les grands pays capitalistes, les masses disputent au patronat la décision sur tous les problèmes relatifs au travail, au salaire, au temps de rendement. Elles imposent une série de conquêtes et s'unifient. Les luttes des masses ouvrières, étudiantes, paysannes vont en s'unifiant. Des assemblées de masse, de milliers, se tiennent dans les usines avec l'intervention des voisins de quartiers, des étudiants, des professeurs, des instituteurs, des parents. Les luttes des étudiants, des ouvriers, des paysans s'unifient en actions et assemblées communes, où s'incorporent massivement le mouvement étudiant, lycéen, des enfants de 14 à 16 ans, les universitaires. Professeurs et élèves s'incorporent dans un seul mouvement. On assiste à un commencement de développement, d'instauration de gouvernement ouvrier-étudiant dans les universités. Il y a une participation massive des jeunes, des enfants de 14, 16 et 18 ans qui interviennent dans les luttes étudiantes des lycées ou universités en donnant à celles-ci un caractère anticapitaliste. Ils disputent au pouvoir capitaliste les lois qui condamnent et répriment le mouvement universitaire et l'unification du mouvement lycéen et étudiant avec le mouvement ouvrier, avec les Partis Communiste et Socialiste.

Tout ce processus exerce une influence sur les Etats-Unis où la réaction s'accroît avec le plan Nixon de poursuivre la guerre du Vietnam mais où aussi la petite-bourgeoisie élève sa protestation et son opposition aux plans de l'impérialisme yankee; une élévation de la participation des Etats ouvriers dans le monde entier avec des progrès incessants et constants de l'intervention de l'URSS, de la Chine, de la Pologne, de Cuba, de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie, de la Roumanie dans le processus mondial de l'économie, dans la

commun contre le système capitaliste, des ouvriers, des paysans, des employés, des lycéens, des universitaires qui entraînent policiers et militaires. Le capitalisme se désintègre. Et comme conséquence de ce processus d'avance de la révolution la crise intérieure, la concurrence du système capitaliste s'accroît comme l'exprime la dispute incessante du Marché commun européen, la double dévaluation du dollar et la constante dispute pour la conquête des marchés. Tels sont le caractère et la démonstration du progrès de l'histoire.

Le système capitaliste est en plein processus de désintégration, en plein recul. Il n'a intérêt ni dans la culture, ni dans l'éducation, ni dans la science. Il ne porte intérêt qu'à la technique et à la science dans la mesure où elle sert et lui est utile pour préparer la guerre, la répression, l'invasion, pour essayer de contenir et d'empêcher le développement de la révolution et du progrès de l'histoire. Ce progrès s'exprime dans des pays qui passent des mains de l'impérialisme au développement direct du socialisme, comme au Vietnam. Les masses du Vietnam, les déclarations du Pham Van Dong et du Parti Communiste du Vietnam montrent qu'ils passent directement de la soumission à l'impérialisme au développement de la révolution socialiste, déclarant que leur voie, leur programme, leur objectif est la construction du socialisme. Ils n'ont rien! Tous leurs biens matériels ont été détruits par l'impérialisme. Mais ils ont la conscience, la capacité, la résolution de construire le socialisme. Telle est la volonté indestructible que montre le Vietnam, un exemple qui représente les masses du monde.

Pendant ce temps l'impérialisme est seulement intéressé à survivre, à subsister, à développer la technique et la science militaire, la science pour la destruction. Il ne développe ni la culture, ni l'art, ni la littérature, ni l'enseignement, ni la science pour le progrès de l'humanité. Il ne s'intéresse qu'aux mesures qui développent la concu-

naie, crise permanente du Marché commun européen, exacerbation de la dispute et de la concurrence intercapitaliste, exacerbation de la concurrence de l'impérialisme yankee avec le reste du système capitaliste mondial; exacerbation des crises partielles et générales du système capitaliste, crise totale du système. Cette crise ne s'exprime pas partout sous forme économique comme dans les pays d'Amérique Latine, d'Afrique, d'Asie. Elle s'exprime dans les grands pays capitalistes par une dispute et une concurrence constante entre eux et par la dévaluation de la monnaie, par la crise du dollar pilier essentiel du système capitaliste. L'appareil capitaliste est en pleine décomposition, immoralité, corruption. Le cas « Watergate » aux Etats-Unis n'en est qu'une démonstration, alors que la solidarité, le front unique des masses du monde, leur action héroïque comme au Vietnam, les sentiments et les objectifs communistes s'élèvent.

Dans le camp prolétarien l'unité d'action des masses s'élève constamment, à travers leur sentiment d'unification, la centralisation de leurs actions communes, soit dans le camp syndical, soit sur le terrain électoral ou des luttes sociales. Le front unique des masses d'Italie, de France, d'Angleterre, de Belgique, démontre d'un profond sentiment d'assurance historique, des masses qui s'unifient en vue de faire pression, d'orienter, d'entraîner et impulser leurs directions, de les décider à avancer dans la lutte vers le pouvoir. C'est le fait électoral de l'Union Populaire en France qui, avec un programme limité mais anticapitaliste, signifie le progrès de l'unité de classe des masses. Ce sont les puissants mouvements syndicaux des masses d'Italie, de leur immense triomphe de leurs conquêtes sociales, syndicales, de salaire, de leurs conquêtes de double pouvoir sur le capitalisme, sous différents aspects. C'est le triomphe de la gauche, du parti social-démocrate en Allemagne. C'est le poids énorme des masses nord-américaines qui, en s'unifiant à l'action mondiale des masses, impulsent, obligent, en même temps que les luttes des masses du Vietnam, l'impérialisme yankee à devoir se retirer du Vietnam, à devoir signer le cessez-le-feu au Vietnam. C'est le triomphe des masses péronistes en Argentine où le prolétariat entraînant les masses exploitées, après 18 ans de persécution et de répression, en ayant maintenu et développé la lutte sur le plan syndical, en ayant adopté les programmes anti-impérialistes de Huelta Grande et La Falda, a montré sa volonté de combat comme reflet de la pression, de la montée mondiale de la révolution. C'est le triomphe des masses chiliennes, le front unique socialiste, communite au Chili. C'est l'influence de la révolution dans les mouvements nationalistes et démocrates chrétiens de gauche, les impulsant vers des tendances socialisantes, vers des impulsions et des inclinations socialistes. C'est le passage rapide des mouvements démocrates chrétiens,

vie sociale et politique partout dans le monde. Il y a un accroissement constant de l'influence, de l'autorité du poids des Etats ouvriers. Tel est le centre essentiel de cette étape de l'histoire.

Cette étape est dominée par le processus des luttes de masses, par le progrès des Etats ouvriers, appelés « pays socialistes », par le progrès incessant de l'unification centralisée des masses, dans le sentiment d'unification des ouvriers, paysans, étudiants. Tout cela influence énormément à l'intérieur de l'appareil de répression du système capitaliste, le décomposant et le désintégrant, comme l'expriment les tendances à l'organisation syndicale, de mouvements de policiers, de militaires, qui tâchent de prendre la même voie, de suivre l'exemple des ouvriers: il y a des mobilisations, des grèves de policiers en Europe, en Amérique Latine, et même de militaires, comme en Suède. Ils agissent de la même façon que les syndicats. C'est le produit de l'influence du développement des Etats ouvriers, des luttes des masses du monde sur les organes répressifs du système capitaliste; cela les influence, les affaiblit et les décompose. Il y a les progrès immenses, économiques, culturelles et scientifiques des Etats ouvriers, l'avance gigantesque du rapport de forces favorables au développement de la révolution mondiale, au développement des luttes pour abattre le système capitaliste. L'unification de l'humanité a pesé et réussi à vaincre l'impérialisme yankee. Tel est la caractéristique essentielle de cette étape.

Le triomphe des masses du Vietnam montre leur capacité héroïque, celle du gouvernement, de la direction du Parti Communiste du Vietnam et sa décision et résolution qui, avec l'appui des Etats ouvriers et des masses du monde a organisé la lutte, la résistance et la victoire des masses du Vietnam sur l'impérialisme yankee. Là est l'exemple. Là est la norme pour les autres luttes des masses contre l'impérialisme contre le système capitaliste dans le monde entier. Le Vietnam est l'exemple, qui montre la capacité d'action inépuisable des masses et la voie qu'il faut prendre, la décision qu'il faut organiser pour vaincre l'impérialisme.

L'impérialisme et le système capitaliste subsistent des défaites constantes, constantes et constantes sous l'action des masses syndicales, étudiantes, lycéennes et universitaires, en France, en Italie, en Angleterre, en Belgique, en Argentine, en Uruguay, au Chili, de part le développement des luttes des masses des pays coloniaux et semi-coloniaux, des progrès de la révolution algérienne, du développement incessant et ininterrompu des luttes des masses pour abattre le système capitaliste s'exprimant dans un sentiment permanent d'unification, d'action et de solidarité mondiale contre ce système. Telle est la norme essentielle de ce cours progressiste de l'histoire. C'est le progrès de l'histoire qui organise les masses. Ce sont les luttes unifiées des masses en un front

rence à l'intérieur de lui-même et avec les Etats ouvriers. Toutes ses énergies — le peu qui lui reste — son intérêt, sa préoccupation sont dédiées à essayer de maintenir sa domination mondiale. Voilà pourquoi il utilise l'essentiel de ses forces à la préparation militaire et n'a aucun intérêt, aucune préoccupation, aucun moyen, aucune capacité pour développer la technique, la science, la culture et l'art. C'est par contre l'initiative des masses qui permet le développement de la technique, de la science, de la culture, de la littérature, comme au Vietnam, comme dans les pays qui s'élèvent à la révolution. Ce sont elles qui impulsent, incorporent, développent la capacité culturelle. Ce sont des masses qui ne vivent pas soumises aux intérêts du développement du capitalisme, au développement de l'intérêt de la concurrence pour le profit. Aussi s'élèvent-elles dans la capacité de développer des idées, la science, l'art, la culture et la littérature. Elles n'ont pas de moyens matériels mais vont à leur recherche comme au Vietnam. Les conquêtes syndicales des masses en Europe, en Asie, en Afrique, en Amérique Latine, les conquêtes politiques et de front unique qui se réalisent dans les partis ouvriers, avec les étudiants et les paysans, montrent la puissante force qui progresse universellement et cherche à se concentrer pour abattre le système capitaliste.

Mais dans ce processus, il y a un déficit énorme: car en même temps qu'il y a dans le processus mondial de l'économie de la société une plus grande intervention des Etats ouvriers, de l'Union Soviétique, de la Tchécoslovaquie, de la Chine, la division des Etats ouvriers augmente. Cela diminue la capacité et la force pour attirer les masses des Etats-Unis, qui ont démontré qu'elles veulent et désirent intervenir dans la lutte mondiale pour abattre le système capitaliste. Elles ont pesé de façon considérable pour obliger l'impérialisme yankee à se retirer du Vietnam. Mais elles voient les Etats ouvriers divisés, elles voient que l'Union Soviétique et la Chine se disputent publiquement, que la Chine attaque constamment l'Union Soviétique la traitant d'impérialiste, d'alliée à l'impérialisme yankee, avec des accusations et des critiques. Elles ne voient pas le raisonnement nécessaire de la part des Etats ouvriers et de l'Union Soviétique. Les Etats ouvriers ne se présentent pas unifiés face au système capitaliste. Le capitalisme est en train de manœuvrer pour essayer de se maintenir, en s'appuyant sur un Etat ouvrier contre l'autre, en cherchant à établir des liens commerciaux pour développer les Etats ouvriers des couches et des tendances intéressées au commerce capitaliste, affaiblissant les défenses de classe et révolutionnaires des Etats ouvriers, affaiblissant l'unification mondiale de la lutte des Etats ouvriers et les masses du monde contre le système capitaliste, l'unification des Etats ouvriers — qu'on appelle pays socialistes — avec les pays qui s'élèvent au développement mondial de l'histoire, les Etats révolu-

Tract 2 - recto

tionnaires et les pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique Latine.

La division des Etats ouvriers est un avantage très grand pour le système capitaliste. A elle seule, cette division donne au capitalisme un champ de manœuvre, une force de soutien ! L'impérialisme a montré que même s'il a été obligé d'arrêter la guerre au Vietnam il la continue au Laos et au Cambodge, et en prépare sa reprise au Vietnam à n'importe quel moment. Tandis qu'ils mènent des discussions économiques et politiques avec les Etats ouvriers, avec la Chine et l'Union Soviétique, il poursuit son plan terroriste et ses répressions, pour essayer d'intimider le développement mondial de la révolution en Asie, en Afrique, et en Amérique Latine. L'impérialisme n'a ni l'intention ni l'intérêt de se retirer d'Indochine et de laisser que le développement de la révolution vietnamienne influence le reste du Sud-Est asiatique. Il va intervenir et se prépare à le faire. Il maintient le foyer de guerre au Moyen-Orient à travers Israël. L'intérêt essentiel de l'impérialisme est en permanence de développer les moyens d'actions criminelles, des attaques contre les peuples et les masses du monde, ce qui est pour lui la seule façon de maintenir sa domination de classe. L'impérialisme yankee, centre vital de l'impérialisme mondial, cherche à maintenir le système capitaliste en pleine action. Il maintient des foyers d'actions, de guerre, d'intervention militaire, maintient constamment la décision d'intervenir, pour essayer d'intimider et de terroriser le développement mondial de la révolution.

Mais les masses du monde, soit au Moyen-Orient, soit en Amérique Latine, soit en Afrique, soit au Vietnam ont montré qu'elles ne craignent pas le système capitaliste. Le capitalisme n'a plus intérêt au progrès de l'humanité, mais il essaie seulement de se survivre. Les luttes des masses en France, en Italie, en Argentine, en Allemagne, au Chili, au Pérou, au Mexique, en Colombie, au Venezuela, en Equateur, montrent l'immense progrès des masses et que ce sont elles avec ces luttes qui cherchent à développer la société. La seule forme possible de le faire, est de développer la révolution. Le capitalisme n'a ni la capacité, ni l'intérêt, ni le désir, ni le moyen de le faire. Il essaie seulement de se survivre. Ce sont les masses du monde qui sont en train de développer la culture, la science, qui sont en train de stimuler le développement de la technique au service du progrès de l'humanité, comme l'ont démontré les masses vietnamiennes avec leurs luttes et leur triomphe sur l'impérialisme yankee. C'est l'initiative des masses révolutionnaires du monde qui est en train d'incorporer et de développer des actions d'ouvriers, d'employés, de paysans, de techniciens, de scientifiques, d'enseignants, d'élèves en commun, en cherchant des formes de progrès de la société, et de surmonter la division d'intérêts individuels imposés par le système capitaliste.

discussion publique à l'intérieur du mouvement communiste mondial, du mouvement ouvrier, avec la participation de toutes les tendances. Il faut unifier le mouvement communiste mondial. L'unification du mouvement communiste, socialiste, trotskiste, du mouvement syndical, est nécessaire pour faire front unique contre le système capitaliste. Le triomphe des masses du Vietnam est l'exemple le plus complet de la capacité d'action sociale des masses. Le triomphe des masses péronistes en Argentine démontre que le prolétariat a été l'axe conducteur et organisateur de cette volonté de triomphe des masses. Il en est ainsi dans le monde entier : en Allemagne, en France, en Italie, en Angleterre.

Il faut partir de la nécessité de cette discussion pour unifier le mouvement communiste mondial, pour réaliser le front mondial anti-impérialiste et anticapitaliste, avec le programme de lutte qui aille des conquêtes les plus simples aux conquêtes les plus élevées : contre le chômage, pour l'échelle mobile des salaires et des heures de travail, pour la diminution du temps de travail, pour que tous les progrès de la technique, de la science et de l'automation soient mis au service des masses ; que chaque progrès de l'automation signifie une diminution des heures de travail, une augmentation des vacances payées, du repos, du salaire. Il faut que le mouvement ouvrier établisse un plan de production en fonction de la nécessité et de l'attention à la vie des masses : contre la pollution de l'air, de l'eau, pour l'utilisation des espaces verts qu'empêche le système capitaliste. Il faut développer et étendre les conseils d'usine, qui sont des organes de dualité de pouvoir, et les faire intervenir dans la planification de l'économie. Il faut les étendre vers le pouvoir en combinant les tâches syndicales, électorales, aux tâches du pouvoir. Il faut faire un plan de front unique mondial de lutte pour mener de l'avant les conquêtes ouvrières et avancer dans la lutte contre le système capitaliste. Il faut appuyer les luttes comme celles qui viennent d'être décidées dans la réunion syndicale mondiale organisée par la Centrale des Travailleurs du Chili, contre le système capitaliste, contre le monopole mondial que dirige l'impérialisme. Il faut opposer au système capitaliste la lutte mondiale des masses, leurs luttes concrètes, économiques, de concurrence ; il faut appeler les masses nord-américaines à la lutte contre le système capitaliste.

L'unification, la centralisation, la planification des Etats ouvriers, la discussion publique des divergences sino-soviétiques, la centralisation en un front unique va signifier une puissante impulsion aux masses des Etats-Unis pour organiser un mouvement indépendant de la bourgeoisie, de la bureaucratie syndicale, et avancer dans la lutte contre le système capitaliste. Il faut faire une large discussion démocratique, une large discussion de front unique de toutes les divergences, de toutes les

de toutes les différences entre les Etats ouvriers ; une discussion publique de tout le mouvement ouvrier et syndical mondial sur la construction du socialisme, des problèmes de la démocratie syndicale, de la formation et de l'organisation des soviets. Il faut discuter de l'élévation des droits démocratiques des masses du monde entier, de la réinstauration de la démocratie soviétique dans tous les Etats ouvriers. Il en faut discuter publiquement dans tous les Etats ouvriers, dans tous les syndicats et partis communistes de ces Etats comme partie de la lutte pour abattre ce qui reste du système capitaliste.

Ce sont les masses du monde qui mènent de l'avant les progrès de l'histoire. De tous les points de vue, culturel, social, économique, artistique, ce sont les luttes des masses du monde dans tous les pays, dans les Etats ouvriers, les luttes des masses syndicales, des partis socialistes, communistes, trotskistes, nationalistes, catholiques de gauche qui impulsent et élèvent les progrès de l'histoire.

En ce 1^{er} Mai, il faut lancer un appel au front unique mondial à tous les partis ouvriers, communistes, socialistes, trotskistes, aux mouvements syndicaux, aux centrales ouvrières en vue de planifier en commun l'action de tout le monde pour écraser ce qui reste du système capitaliste.

Il faut appeler au front unique des pays qui sont en train de se libérer de la tutelle du système capitaliste et planifier leur action dans le monde entier. Appeler à une seule centrale ouvrière en Amérique Latine, et en Europe ; appeler à lutter contre le Marché Commun Européen, pour les Etats Unis socialistes soviétiques d'Europe ; appeler à la lutte pour la libération des masses d'Espagne, du Portugal, de Grèce. Il faut lutter pour le front unique de tous les partis ouvriers en Europe et des centrales ouvrières, avec un programme anticapitaliste et anti-impérialiste ; pour l'unification de l'économie à travers le front unique anti-impérialiste ; pour l'appel aux masses nord-américaines à discuter d'un programme commun de lutte, pour le progrès de l'histoire, pour abattre ce qui reste du système capitaliste.

Les masses du monde ont démontré leur volonté de triomphe. Il faut que les Etats ouvriers, l'URSS, la Chine, Cuba, la Tchécoslovaquie, la Pologne, l'Allemagne Etat ouvrier, pèsent et interviennent davantage dans ce processus de l'histoire, et pour ce faire, planifier leur économie en commun, discuter publiquement sur tous les points de vue, économique, politique, social et militaire contre le système capitaliste. Il faut une discussion publique incluant les syndicats et partis communistes des Etats ouvriers, pour un front unique mondial contre le système capitaliste.

La lutte des masses d'Asie, d'Afrique, d'Amérique Latine, de France, d'Italie, d'Angleterre, d'Allemagne, montre leur volonté de triomphe. Le

Tels sont les progrès dans toute l'Amérique Latine, en Afrique, en Asie, en Europe, en Italie, en France, en Angleterre, en Belgique. Le récent triomphe de la gauche et de la jeunesse dans le Parti social démocrate allemand, montre l'immense progrès du poids de la révolution dans les partis socialistes pour impulser à la formation des gauches. C'est là une des tâches essentielles à organiser : la formation des ailes gauches, de tendance de gauche avec un programme de lutte anticapitaliste, pour orienter la lutte des masses vers le renversement du système capitaliste, vers le passage de la société à l'Etat ouvrier. Le capitalisme n'a plus aucun intérêt au progrès ; il veut seulement survivre, mais il n'en a ni la force, ni les moyens, ni le souffle, ni les conditions historiques.

Dans ces actions de front unique et de dualité de pouvoir, les masses sont au-dessus de leurs directions. Les directions se montrent timides et hésitantes. Les masses montrent qu'elles veulent aller au pouvoir. Alors que les directions lancent des appels à des actions sociales limitées et des mots d'ordre également limités, les masses créent des organes de pouvoir qui avancent vers le remplacement du système capitaliste. Il faut affirmer cette tendance et organiser des débats publics pour aller vers le pouvoir.

Il faut que les Etats ouvriers interviennent de façon plus éloquente, plus directe, plus constante et permanente dans le développement de la lutte des masses du monde. Il faut coordonner, harmoniser les luttes anti-impérialistes et anticapitalistes, les luttes des Etats ouvriers avec les masses des pays capitalistes. Il faut en finir avec la division des Etats ouvriers, où chacun a sa politique particulière, ses intérêts particuliers et un développement programmatique particulier. La nécessité du socialisme oblige, impulse, doit imposer l'unification, la planification de tous les Etats ouvriers en vue de développer les pays les moins développés, pour donner l'exemple aux masses du monde entier, de comment passer de l'Etat capitaliste à l'Etat ouvrier. Il faut une discussion publique de tous les syndicats, de tout le mouvement ouvrier mondial, de tout le mouvement communiste, socialiste, syndical et de gauche, en appelant les Etats ouvriers à discuter les divergences et différences et à s'unifier avec un plan central unique face au système capitaliste. C'est un crime contre l'histoire d'utiliser comme ils le font les organismes mondiaux comme les Nations Unies ou d'autres semblables pour se disputer entre eux. Cela affaiblit l'autorité, le crédit, la force, les moyens et les plans du développement de la lutte pour le socialisme.

Il faut éliminer toutes ces disputes, faire une

expérience pour unifier et élever ces dernières dans la lutte pour la révolution ; il faut une large discussion démocratique de tous les problèmes de la révolution, de la lutte contre le capitalisme, de tous les problèmes syndicaux, politiques, sociaux et militaires. Il faut faire dans tous les Etats ouvriers une large discussion syndicale avec la participation de toutes les masses ; réanimer l'activité syndicale publique de manière à peser sur les masses nord-américaines et du reste du monde, pour intervenir dans la lutte contre le système capitaliste ; que les Etats ouvriers donnent l'exemple de la démocratie soviétique, de la discussion et du débat public, de la discussion et du débat public pour construire le socialisme. C'est une des sources essentielles d'autorité sur les masses nord-américaines et du monde.

Ce 1^{er} Mai montre les progrès immenses de l'unification mondiale des masses contre le système capitaliste, des conquêtes réalisées sur le plan économique, syndical, politique et révolutionnaire, de l'unification des ouvriers, paysans, étudiants, employés, lycéens, universitaires dans un front commun pour abattre le système capitaliste. Toute l'humanité est avide de changements, veut des changements. Dans chaque lutte s'exprime la nécessité de changements démontrée par la volonté des jeunes de 14 ans, des femmes et des hommes de 70, 80 et 90 ans, d'intervenir activement dans les luttes sociales et révolutionnaires. Les femmes et les enfants participent avec une activité et une énergie jamais vues auparavant. C'est le désir et le sentiment exprimés et impulsés par le triomphe des masses au Vietnam mais aussi par les luttes des masses du monde et par le progrès de la lutte anti-capitaliste. Il faut se baser sur la volonté démontrée par les jeunes, les femmes, d'intervenir et de peser dans les luttes sociales, politiques, syndicales et révolutionnaires : il faut s'appuyer sur elles et leur faire place.

Que les femmes et les jeunes aient le droit de discuter de tous les problèmes, de débattre amplement, démocratiquement, de façon soviétique. Le poids de l'immense décision de la jeunesse exprime leurs sentiments et leur volonté de résoudre les problèmes de la société en renversant le système capitaliste. Le capitalisme est acculé. Il faut faire avancer et progresser les conquêtes, et le front unique mondial des Etats ouvriers, leur unification dans le front unique mondial anti-impérialiste et anticapitaliste qui va raccourcir les étapes et diminuer les maux que le système capitaliste provoque avec la préparation de la guerre, et va provoquer avec la guerre elle-même.

Il faut avancer dans ces progrès avec un appel mondial pour le front unique et la discussion publique de toutes les différences sino-soviétiques,

triomphe du Vietnam représente la volonté des masses du monde qui veulent écraser ce qui reste du système capitaliste. Tel est l'appel qu'il faut faire ce 1^{er} Mai : front unique mondial contre l'impérialisme et le système capitaliste.

La IV^e Internationale (Posadiste) appelle les Partis Communistes, Socialistes, le mouvement syndical mondial, tous les courants et tendances nationalistes révolutionnaires, le mouvement démocrate-chrétien de gauche, à un front unique mondial anti-impérialiste et anticapitaliste ; appelle les Etats ouvriers, l'URSS, la Chine, à une discussion publique des divergences. Elle appelle toutes les centrales ouvrières, tous les syndicats, à ce que dans toutes les usines du monde on discute ces divergences et qu'on appelle à se mettre d'accord, à discuter sur la construction du socialisme, en élevant les droits démocratiques et la démocratie soviétique pour résoudre les divergences entre les Etats ouvriers. Ce sera l'exemple le plus puissant pour faire progresser la lutte pour le socialisme. Nous appelons à un programme de conquêtes syndicales, politiques et sociales, à un programme d'unification du mouvement ouvrier, syndical mondial, pour abattre ce qui reste du système capitaliste et construire le socialisme.

VIVE LE TRIOMPHE DE L'HUMANITE QUI A VAINCU L'IMPERIALISME AU VIETNAM !

VIVE L'EXEMPLE DE L'HEROISME SOCIAL-HISTORIQUE DES MASSES VIETNAMIENNES ORGANISEES PAR LE PARTI COMMUNISTE DU VIETNAM ET QUI SE PREPARENT A CONSTRUIRE LE SOCIALISME !

VIVE L'UNIFICATION DU MOUVEMENT COMMUNISTE MONDIAL !

VIVE LA REVOLUTION SOCIALISTE MONDIALE !
VIVE LES MASSES ET LE PROLETARIAT DU MONDE ENTIER EN TRAIN DE VAINCRE LE CAPITALISME !

VIVE LES ETATS OUVRIERS ET LES MASSES DES ETATS OUVRIERS !

VIVE MARX, ENGELS, LENINE, TROTSKY !
VIVE LA IV^e INTERNATIONALE, INSTRUMENT CONSCIENT DES LUTTES ANTICAPITALISTES DES MASSES ET DE LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME !

VIVE LE FRONT UNIQUE MONDIAL ANTI-IMPERIALISTE !

VIVE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE DE MASSE !

Secrétariat International
de la IV^e Internationale (Posadiste)
1^{er} Mai 1973.

Supplément de LUTTE OUVRIÈRE
N° 186

« La substitution de l'Etat Proletarien à l'Etat bourgeois n'est pas possible sans révolution violente. »

Lénine.

« Sans le Parti, nous ne sommes rien; avec le Parti, nous sommes tout. »

Trotsky.

Abonnement 12 num. . . 70 F
Abonnement 24 num. . . 150 F
Abonnem. de soutien . 300 F
Correspondance :
B. P. 273 - Charleroi
C.C.P. : 9762.34 de C. Pölet.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE



VA PARAITRE

La Junte militaire et la
lutte de classe en Grèce.
26.4.73

J. POSADAS.
EDITION REVUE MARXISTE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE

Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB 11e année JUIN 1973 N° 187 Bi-mensuel

LA REUNION DU COMITE CENTRAL DU PCUS, LA CRISE DU CAPITALISME, LA LUTTE DE CLASSE ET REVOLUTIONNAIRE ET L'UNIFICATION DU MOUVEMENT COMMUNISTE MONDIAL

1er MAI 1973

J. POSADAS

Le Comité Central du Parti Communiste de l'Union Soviétique montre un aspect du processus de la régénérescence partielle, et en même temps le conservatisme et l'instabilité de la politique de la bureaucratie soviétique et du PCUS. Il est nécessaire de suivre la politique qu'affirme cette réunion pour voir quelles sont les causes qu'elle implique et les effets qu'elle peut avoir. Cette réunion n'a pas résolu une politique nouvelle n'a fait que renforcer une ligne qui était déjà suivie. C'est ce que signifient les changements intervenus.

Cette réunion du Comité Central du PC de l'URSS montre l'existence d'une phase qui s'était déjà exprimée antérieurement. C'est un renforcement de la politique de l'équipe actuelle, qui consiste à combiner la « compénétration » avec le système capitaliste, en avançant dans cette ligne, sans renoncer aux progrès réalisés dans les changements et la purification des partis communistes. Ces changements sont favorables à la lutte pour remplacer le capitalisme dans l'exercice du pouvoir, pour changer de régime sans renverser le capitalisme. Sans être une ligne révolutionnaire, c'est une ligne d'opposition au système capitaliste.

Les changements actuels dans le Bureau Politique du PCUS n'ont aucune importance, aucune signification : ils ne font que renforcer le pouvoir et la politique de Brejnev. Ils affirment la politique de « compénétration » envers le système capitaliste, accompagnée — comme nous l'avons analysé au moment de la proposition faite par les soviétiques aux japonais d'investir dans l'extraction du pétrole en Sibérie — d'un élargissement et d'un renforcement de la ligne de négociations avec le système capitaliste, en lui accordant des concessions accrues.

Les capitalistes doivent, eux aussi, faire des concessions à l'Union Soviétique. L'objectif de cette politique n'est pas pour la bureaucratie soviétique, de réaliser une interpénétration avec le système capitaliste pour, ensuite le vaincre. Sa tentative consiste à essayer d'attirer, d'incorporer et de développer une aile de ce système mondial dans la négociation avec les Etats ouvriers. Pour cela, il faut donner à cette aile des perspectives pour discuter; élever les propositions d'opposition à la politique de préparation de la guerre atomique et de poursuite de guerres comme celle du Vietnam.

La bureaucratie soviétique n'a pas de politique pour affronter le système capitaliste au nom de la révolution : mais elle le fait au nom de l'opposition au système capitaliste, ce que ne faisait pas Staline. Il est possible que les Soviétiques fassent cela en concurrence directe avec les Chinois. En effet, la politique

de ces derniers, est de négocier au maximum avec le système capitaliste, même si cela n'a été que très limité dans la première période. Ils se heurtent à une grande résistance intérieure mais Brejnev aussi en rencontre une. Ils ont peur d'affronter l'aile qui s'oppose à la négociation — ou en tout cas aux grandes négociations — avec le système capitaliste. Les concessions que font actuellement les soviétiques ont pour but de regrouper un secteur du capitalisme mondial pour « dissuader » l'impérialisme yankee, le contenir, retarder et désintégrer sa politique de guerre atomique.

La politique actuelle de l'URSS, de développement du commerce et des investissements, fait partie de cette tentative. La bureaucratie utilise aussi cette politique pour profiter des très grands progrès de la révolution mondiale constatés et acceptés par l'URSS : progrès des Etats ouvriers, progrès de la politique qui met en échec le système capitaliste. La bureaucratie et le PC de l'URSS craignent tous les deux et surtout qu'une politique destinée à remplacer le système capitaliste en Europe ne déchaîne dans le monde entier une mobilisation qui se répercuterait en URSS et provoquerait également la guerre atomique. Ils veulent éviter cela. La bureaucratie cherche donc comment dépla-

cer le capitalisme du pouvoir, sans la révolution et sans la guerre. Elle n'omet cependant pas de considérer que la révolution comme la guerre, seront peut-être nécessaires. Tel est l'ensemble de sa politique.

Ce changement de dirigeants ne produit aucun changement fondamental. Il n'y a pas le moindre changement : la politique menée maintenant est la même que celle d'avant. Elle est seulement plus étendue, plus importante, mais la différence n'est pas fondamentale. Le seul aspect dangereux, dans cette politique, avant comme maintenant, est que si — comme nous l'avons critiqué — ces négociations avec les Japonais, ne sont pas contrôlées par le prolétariat et le Parti communiste, elles vont fomentier et stimuler le fonctionnement de la bureaucratie dans le cas où la politique d'opposition au capitalisme ne serait pas maintenue. C'est ce qu'exprime, Pissar théoricien yankee des investissements dans les Etats ouvriers. Il montre que de tels investissements développeraient à nouveau le goût du confort et de l'accumulation, la tendance à la vie individualiste, dans de très larges couches de la bureaucratie soviétique. Les yankees espèrent pouvoir s'appuyer sur une telle situation, d'où leur intérêt jour intervenir. L'impérialisme yankee ne peut pas rêver de

créer maintenant une aile bureaucratique bourgeoise en URSS. Il n'y pense même pas ! C'est le capitalisme qui, en dernière instance et complètement désespéré doit se raccrocher à cette politique parce que la concurrence mondiale intercapitaliste ne leur permet pas autre chose. L'impérialisme devrait faire la guerre tout de suite, et trois guerres à la fois : contre les Japonais, contre les Allemands et contre l'Europe; et ils ne le peuvent pas ! Pour unir le système capitaliste, ils doivent faire toute une série de manœuvres pour se cacher, magnifier leur état. Ils savent qu'ils ne peuvent pas faire de guerre parce qu'elle signifierait l'affrontement final, aussi acceptent-ils de réaliser des investissements en URSS. Ces capitaux ne vont pas à l'industrie : ils sont limités à certaines sphères dans lesquelles ils ne peuvent rien créer ni dominer, et auxquelles ils doivent apporter la technique, qui pourrait être aussi bien élaborée en Union Soviétique, à n'importe quel moment : il n'y a vraiment aucun besoin qu'elle vienne des Yankees.

La bureaucratie soviétique a intérêt à permettre aux capitalistes d'intervenir pour désorganiser leur Front Mondial. D'où sa politique en Europe, tendant à profiter de la concurrence intercapitaliste,

(Suite page 2)

Editorial : S'appuyer sur l'expérience des dockers :

Editorial : S'APPUYER SUR L'EXPERIENCE DES DOCKERS :

Comités d'usines, pour imposer la démocratie syndicale !

Préparer la grève générale pour imposer les revendications au capitalisme !

Les masses manifestent, par toutes les initiatives qui surgissent de partout, leur volonté de lutter et de vaincre le capitalisme, la volonté de disputer le pouvoir au capitalisme dans les usines, sur les différents lieux de travail ; et pour arriver à unifier toutes leurs forces contre le capitalisme, elles luttent aussi pour prendre le pouvoir dans leurs organisations de classe, principalement dans les syndicats ; la grève des dockers de Gand et d'Anvers a représenté les sentiments, la combativité de toute la classe ouvrière. Les dockers ont du rentrer au travail, sans obtenir les revendications qu'ils voulaient ; mais ils ne sont pas rentrés vaincus ! ils sont rentrés en fanfare, en chantant et en prolongeant la grève de trois jours en fait pour bien montrer que rien n'est fini. La Comité de Grève va continuer à fonctionner, c'est un organisme de double pouvoir qui s'est créé et qui va permettre aux couches les plus exploitées et les plus combattives de la classe ouvrière de s'exprimer, et de poursuivre la lutte pour changer la structure et le fonctionnement des syndicats, pour imposer la démocratie syndicale.

Dans tout le pays, les ouvriers développent mille initiatives qui débordent sans cesse les directions syndicales et qui portent des coups décisifs à la « paix sociale » et à l'appareil bureaucratique. Comme les dockers, les ouvriers de Cockerill,

en grève, veulent décider eux-mêmes de leur lutte, tenir des assemblées générales des grévistes et prendre les décisions à main levée, après une discussion collective. Leur grève pour 3 F d'augmentation pour tout le monde — contre la vie chère

— est un appel à la mobilisation générale de toute la classe ouvrière en Belgique ! Le front unique des masses de tout le pays, pour risquer à la crise du capitalisme, a fait des progrès très importants dans toutes les récentes luttes. Les dockers ont montré et dit qu'ils luttent pour la dignité humaine, pour changer les conditions de vie, les relations sociales, pour changer la société et détruire le capitalisme. C'est ainsi que l'ont senti les ouvriers, les étudiants, les secteurs très larges de la population qui les ont soutenu, parce qu'ils représentaient ce que cherche toute la classe ouvrière. Les grèves éclatent, sans arrêter, d'un secteur à l'autre, d'une région à l'autre. Les ouvriers d'une toute petite entreprise à Liège occupent leur usine, dressent des barricades et prennent

(suite page 6)

LA REUNION DU COMITE CENTRAL DU PCUS, LA CRISE DU CAPITALISME, LA LUTTE DE CLASSE ET REVOLUTIONNAIRE ET L'UNIFICATION DU MOUVEMENT COMMUNISTE MONDIAL

1er MAI 1973

J. POSADAS

qui est très grande. Il y a une concurrence à mort, et si l'impérialisme yankee ne fait pas la guerre, c'est seulement parce qu'elle favoriserait directement la révolution. Ces jours-ci, les pays capitalistes membres du Marché commun ne parviennent même pas à se mettre d'accord sur les prix à donner aux produits agricoles. La bureaucratie soviétique et le PC de l'URSS essaient de profiter de ces dissidences, de cette dispute intercapitaliste pour diviser les forces du capitalisme mondial, pour les diminuer et retarder la préparation et l'éclatement de la guerre.

La bureaucratie n'a pas une politique arrêtée. Sans que ce soit une politique fixe, il y a aussi chez elle une tendance à rechercher un front des Partis communistes vers la gauche. Cette politique n'est pas la sienne; c'est la nôtre. Les Soviétiques ne parlent plus de calmer la lutte dans les pays capitalistes — comme le faisait Staline — Staline arrêtait les luttes et c'est la raison pour laquelle tout accord commercial entre l'URSS et un pays capitaliste signifiait à l'époque, mettre fin à la vie du parti communiste dans ce pays pour en faire un parti soumis à l'URSS. Aujourd'hui, par contre, les partis communistes des pays capitalistes ne sont pas soumis à l'URSS qui a, au contraire, intérêt à les maintenir comme des instruments, comme des partis d'opposition anticapitaliste, ce qui ne veut pas dire d'opposition révolutionnaire, ni que ces partis aient l'intention de prendre le pouvoir de force.

Voilà ce qu'il faut voir dans ce qui se passe actuellement. Il n'y a pas le moindre changement important. Chelest n'est pas du tout un marxiste-léniniste, comme ils disent. Quelles sont ses positions, sa politique? Qu'a-t-il écrit? Quelle est son intervention sur les problèmes de la construction du socialisme? C'est un bureaucrate mis en place par Kroutchev! Le capitalisme invente des positions, recherche des désaccords, des négligences, des disputes dans l'appareil de l'URSS. Il cherche d'une part, à comprendre, à guider le capitalisme mondial, et d'autre part, à désorienter également les Partis Communistes, Socialistes et à créer un champ de confusion. Ils sont incapables de comprendre. Chelest n'a rien à voir avec le marxisme: c'est un grand bureaucrate, un grand chef de région, à la tête d'une république aussi importante que l'Ukraine, et c'est tout. Son élimination ne change rien. L'opposition de Chelest, à l'invitation faite à Nixon l'an dernier de se rendre en URSS n'a aucune importance. Au nom de quoi faisait-il cette opposition? Les Chinois aussi se sont opposés à beaucoup de choses. Eux aussi s'opposaient aux dirigeants bourgeois, et ils ont fini par recevoir Nixon et, fait plus grave encore, par concilier avec l'impérialisme, soit à propos du Vietnam, soit à propos du Sud-Est asiatique. La liquidation de Chelest et de Voronov n'a aucune importance. Voronov était partisan d'une politique beaucoup plus libérale à l'égard des paysans des kolkhozes, ce qui signifiait leur accorder plus d'indépendance, plus de liberté d'action, stimuler leur intérêt privé.

Aucun de ces changements n'est le résultat de la discussion du programme révolutionnaire, de positions sociales, économiques, politiques ou syndicales. Il n'y a pas eu de discussion du programme révolutionnaire mondial ou local. Toutes ces discussions restent dans les sphères de la bureaucratie et du Parti communiste, et portent sur des problèmes où n'interviennent ni les masses, ni les syndicats, ni le Parti communiste. Il n'y a ni programme ni politique. On

ne peut donc prendre aucun des changements intervenus comme l'indice de changements de la politique de l'URSS. On ne peut y voir aucun signe de ce que le capitalisme appelle la détente, l'apaisement, la concorde. C'est un artifice de la politique de la bureaucratie soviétique.

La bureaucratie ne peut plus concilier même si elle le voulait avec le capitalisme. L'article de « Pravda » est un rectificatif de l'omission ou de la faute qui apparaissait dans la résolution du Comité Central. Cet article indique que la bureaucratie doit s'appuyer sur les luttes des masses contre le système capitaliste, sans toutefois les appeler à prendre le pouvoir. Du temps de Staline, c'était tout le contraire: tout accord de Staline avec un pays capitaliste s'accompagnait de la transformation du Parti Communiste de ce pays en un agent de Staline pour calmer les luttes dans le pays. La politique de Staline — aussi

celle de Kroutchev pendant toute une période, était de s'appuyer sur un capitalisme contre l'autre. Cette politique, qui consiste à tirer profit des disputes intercapitalistes est correcte, mais elle ne doit pas être menée au prix de faire cesser toute vie politique dans les partis Communistes, de manière à avancer vers le pouvoir, ou le gouvernement, ou simplement en vue de provoquer un changement de gouvernement, sans prendre le pouvoir par la force, sans révolution, en écartant le capitalisme. Cette même politique, telle que l'applique aujourd'hui la bureaucratie soviétique n'implique pas un appel à cesser les luttes, à les arrêter. La bureaucratie ne fait aucun appel à cesser la lutte de classes pour se soumettre à la politique de paix. Elle ne l'a pas dit, elle ne peut pas le dire, et même si elle le faisait, elle ne rencontrerait aucun appui.

nistes par peur des conséquences. Mais cela fait aussi hésiter, douter et trembler le système capitaliste. C'est dans ces conditions qu'il faut replacer ces changements en URSS

Il faut exiger que le prolétariat intervienne, que les syndicats participent, contrôlent cette négociation et ces investissements. Les fonctionnaires qui entrent dans ce jeu doivent être du Parti et être soumis à la vie de celui-ci. Les syndicats doivent tout contrôler. Au lieu de faire des affaires avec le système capitaliste, on peut faire des affaires avec les autres Etats ouvriers. Les Soviétiques répondent à cela: « Les Etats ouvriers n'ont pas de capitaux, ils n'ont pas la science et la technique dont dispose le capitalisme » C'est relativement vrai. Mais il faut poser alors: « Pourquoi l'Etat ouvrier n'a-t-il pas tout cela? » Parce qu'il n'y a pas chez lui une vie suffisante. Il est bien meilleur pour l'histoire de l'humanité, que les Etats ouvriers se présentent comme une classe qui construit l'histoire, au lieu d'apparaître comme recherchant la compénétration avec le système capitaliste: c'est infiniment supérieur!

Il n'est pas possible d'empêcher la guerre. Le capitalisme ne va pas renoncer à la faire. Il la fera de toutes façons. C'est pourquoi Epichev déclare: « la guerre, c'est nous qui la gagnerons! » Grechko fait partie de cette affirmation, parce qu'Epichev a parlé au nom de l'Armée. Ils préparent donc ces changements pour faire des affaires avec le système capitaliste tout en devant assurer qu'ils ne créent, ni ne stimulent, ni ne suscitent une nouvelle aristocratie ouvrière, comme cela va se produire inévitablement.

Le capitalisme ne peut pas ne pas tenir compte de cette situation et chercher à en profiter. Il n'a pas de politique il est battu partout. Sur le plan intérieur, il y a à nouveau une offensive contre Nixon. Watergate en est l'expression. Il ne faut pas croire que s'ils révélaient maintenant cette affaire, c'est parce qu'ils viennent de la découvrir: non et non! L'opposition dispose depuis longtemps de ces cartes. Elle se lance maintenant contre Nixon pour le contenir. Il y a longtemps qu'ils le savaient, même si tel ou tel type peut-être ne le savait pas. Tout à coup a surgi un type qui s'est mis à brûler des lettres compromettantes dont seul lui et un autre savaient qu'elles l'étaient. Ils auraient pu ne rien en dire. Cette affaire est desti-

La désagrégation du capitalisme mondial et la nécessité de la planification des Etats Ouvriers

Il faut prendre ce qui se passe, tant en URSS que dans les partis communistes du monde, comme partie du processus de régénérescence partielle. Le capitalisme a d'abord cherché à tirer profit des changements intervenus en URSS: « Que se passe-t-il? Nous nous attendions à un coup de vent, mais c'est une tempête! » Comment, une tempête? On éliminé deux hommes, et c'est fini. Quel changement de politique y a-t-il? C'est la même politique qu'ils ont menée jusqu'ici! On retrouve les mêmes positions qu'avant: Dans les déclarations des soviétiques, ils n'avancent pas dans la lutte contre l'impérialisme. Ils continuent à ne pas s'appuyer sur le cours mondial révolutionnaire pour mener une politique révolutionnaire. Cependant ils s'y appuient pour concilier ce cours avec leur politique de compénétration, qui consiste à affaiblir le capitalisme de l'intérieur pour lui porter atteinte. Staline ne faisait pas cela. A Téhéran il a trahi. Aujourd'hui, la bureaucratie va aux Etats-Unis pour faire des affaires, mais en même temps elle impose à l'impérialisme de se retirer du Vietnam, et elle appuie et stimule le remplacement du capitalisme.

La réunion du Comité du PCUS ne signifie aucun changement, absolument aucun. Les journaux bourgeois ont voulu faire un grand scandale, en disant qu'il y avait de grands changements, mais ils doivent se contenter de citer la biographie des dirigeants, rien de plus. Ils ne disent pas un mot de ce qui va se passer, de comment tirer parti de ces changements, rien! C'est qu'il n'y a rien dont ils puissent profiter! Il n'y a rien qui puisse être bénéfique au système capitaliste. La seule chose qui peut l'être sont les affaires qui vont se traiter. Si elles sont importantes, cela peut être une impulsion à la formation d'une nouvelle bureaucratie, à l'apparition d'une nouvelle phase pour la bureaucratie. C'est pour cette raison qu'il y a eu et qu'il y a aussi maintenant, un certain nettoyage. On fait intervenir davantage les syndicats pour contenir la formation de nouvelles couches de la bureaucratie. Mais ce sont des mesures très faibles.

Il n'est pas incorrect de chercher à diviser le camp capitaliste, et à profiter des disputes entre eux. Il faut bien voir qu'il s'agit du règlement de comptes

final entre le capitalisme et les Etats ouvriers, qu'il s'agit de la guerre atomique et que cela fait hésiter, douter et vaciller presque tous les partis commu-

VIVE LA LIBERATION DE NOS CAMARADES AU BRESIL !

NOUS SALUONS AVEC TOUTE NOTRE FRATERNITE
REVOLUTIONNAIRE NOS CAMARADES DE LA SECTION
BRESILIENNE QUI ONT DECIDES LA REPARUTION
DU JOURNAL « FRENTE OPERARIA » DANS DES
CONDITIONS DIFFICILES DE CLANDESTINITE !

née à peser sur l'appareil de Nixon pour arrêter la guerre atomique. Cela démontre le sentiment de terreur qu'éprouve le capitalisme yankee. Sinon il ne ferait pas ça ! Il ne s'agit pas d'une dispute intercapitaliste due à la concurrence politique, ou à une rivalité politique, économique et commerciale. Il s'agit de concurrence, c'est certain, mais avec un sens beaucoup plus profond et destiné à contenir la politique de la CIA à travers Nixon. Il est possible qu'il y ait un secteur du gouvernement des Etats-Unis qui cherche à contenir la situation au Cambodge en liquidant Lon Nol et arriver à un accord. C'est pour cette raison que le Sénat attaque maintenant Nixon en l'accusant de préparer de nouveaux bombardements, y compris contre le Nord-Vietnam. C'est l'indice que tout cela est constamment en train de flotter et de se développer.

Il n'y a aucune possibilité pour le capitalisme, d'avoir la capacité historique de faire du commerce avec les Etats ouvriers. Aucune possibilité ! L'Etat ouvrier n'a pas un marché pour le système capitaliste. Pour faire un grand commerce avec cet Etat le système capitaliste devrait transformer ce marché, transformer cette économie en économie de marché. Or l'URSS vient de déclarer : « Ici, il n'y a pas d'économie de marché. Notre économie est une économie dirigée ». C'est ce qu'ils viennent de faire tout récemment, ainsi qu'en Yougoslavie.

Le capitalisme n'a pas la possibilité de développer des investissements dans les Etats ouvriers. Il ne peut le faire que très latéralement sans aucune incidence sur le marché intérieur, comme dans le cas de l'exploitation du pétrole, ou dans celui de l'installation sans aucune importance d'une usine de Pepsi-Cola. Les investissements des Japonais et des Yankees pour exploiter les pétroles de Sibérie ne vont pas avoir davantage d'incidence sur le marché. Cela ne va toucher que de petits cercles, ainsi les couches de grands techniciens et savants. Cela stimule chez ceux-ci la recherche individuelle du profit et de l'usufruit, mais il n'est pas possible de créer à partir de là une couche entière, car il n'y a pas de liens suffisamment importants, de relations commerciales ou d'extension du marché. La transaction est très limitée et peut se faire de gouvernement à gouvernement. De toutes façons, nous proposons qu'au lieu de permettre aux yankees d'investir, on appelle à planifier tous les Etats ouvriers ensemble.

Nous appelons l'URSS à planifier l'ensemble des Etats ouvriers, de manière à développer l'économie en ayant pour objectif immédiat la progression des Etats ouvriers les moins développés jusqu'au niveau des plus développés. La classe ouvrière, la petite-bourgeoisie, la paysannerie du monde entier doit voir cela. Il est évident que l'impérialisme

ne va pas permettre que ce circuit soit parcouru, sans faire la guerre. Mais puisque de toutes façons il va la faire ! Il va investir en URSS et faire la guerre Quand ? Cela dépend. Mais le programme de la planification mondiale de tous les Etats ouvriers va avoir, à déjà, une force immense dont l'influence va s'exercer sur les pays capitalistes sauf les Etats-Unis. C'est la force immense de la base historiquement puissante qu'est le prolétariat qui domine, même au Japon.

Les ouvriers des transports japonais viennent de gagner une grève très importante. La presse ne dit pas si l'un des points essentiels des revendications, le droit de grève, a été accordé aux employés des services publics ! Par contre le gouvernement a cédé sur tout le reste ! Il faut tenir compte de l'état d'esprit de la population du monde entier. Partout au Japon, à la même heure, le même jour, il y a eu une rébellion des gens contre les transports. Tout le monde s'est soulevé contre eux, on a incendié, brûlé des véhicules, des gens ont volé, lapidé, mais ce n'est pas le plus important, le plus important, est la rébellion des gens. C'est un état d'esprit de protestation contre la direction du pays. Les journaux disent que ce fut une réaction contre les ouvriers en grève ; mensonge ! L'unanimité du mouvement montre que ce n'était pas contre eux mais contre le système capitaliste, contre la direction bourgeoise. La preuve en est que la bourgeoisie a cédé. Autre chose très importante : les ouvriers expliquaient leurs raisons de faire grève, pourquoi ils demandaient des augmentations de salaire, de meilleures conditions de travail leurs droits syndicaux.

Le capitalisme n'a pas la possibilité de réaliser des investissements dans les Etats ouvriers pour y développer une nouvelle aristocratie ouvrière. Il faut dire « nouvelle », parce que celle que Staline a développée, l'a été sur la base de l'URSS, alors que celle-ci surgirait en liaison avec l'extérieur. Cela encouragerait les intérêts d'usufruit, de privilèges, d'autres couches à travers leur participation au commerce capitaliste, les détachant ainsi de tout intérêt pour le développement soviétique et créant en conséquence un lien entre le système capitaliste et les Etats ouvriers.

Il faut poser tout cela en URSS pour empêcher que ces mesures aient une influence dans les Etats ouvriers. Il faut développer le contrôle ouvrier. Il faut que les fonctionnaires qui interviennent dans ce commerce soient contrôlés par le syndicat et le parti, que leur salaire soit déterminé par eux, qu'ils ne disposent d'aucun usufruit individuel. Il faut que les syndicats et le parti déterminent les relations économiques avec les pays capitalistes qui investissent. Et pendant ce temps, il faut développer une campagne pour la planification mondiale de tous les Etats ouvriers.

ouvrier. Il n'y a pas, comme le disent à tort les gauchistes, l'intention de livrer l'URSS au capitalisme, mais il y a par contre, une politique erronée, pour essayer d'empêcher la guerre. Ils font cette politique parce qu'ils voient le capitalisme préparer la guerre et tâchent en conséquence de désintégrer le front capitaliste en s'appuyant sur l'Allemagne sur la France. Ils cherchent à gagner du temps en divisant le capitalisme. Cette politique est incorrecte dans sa forme, parce qu'elle affaiblit l'Etat ouvrier devant la classe ouvrière nord-américaine et de tous les pays capitalistes, devant la classe ouvrière mondiale. Elle favorise l'un des objectifs essentiels du capitalisme yankee : gagner du temps pour préparer la guerre atomique. Voilà pourquoi nous disons que c'est une politique incorrecte, parce qu'elle ne peut conduire à des conséquences favorables. Elle ne va de toutes façons par signifier un grand avantage pour le capitalisme qui n'a pas les moyens d'en profiter. Elle ne fait que lui donner de nouveaux délais historiques pour subsister.

Il faut en même temps prendre en considération les garanties que l'équipe Brejnev a dû donner à l'opposition, à la classe ouvrière, au parti, l'avant-garde ouvrière. Il y a eu avant cette réunion, d'autres déclarations et parmi elles, celle de l'armée : « nous nous préparons pour la guerre. Les bombes atomiques existent et l'impérialisme yankee ne change pas son caractère historique de classe ». Le gouvernement Brejnev lui-même a dû faire des déclarations similaires pour tenter de compenser une politique très dangereuse en vue d'assurer qu'il n'y aurait aucun abandon ou relâchement. De là l'épuration dans les PC à travers le renouvellement des cartes et les exigences du point de vue moral. C'est avec cela qu'ils veulent préserver le Parti.

Ce n'est pas la même situation qu'au temps de Staline. Celui-ci faisait des concessions au capitalisme et bloquait les Partis communistes, les faisait servir à ses fins. Aujourd'hui, ils négocient, mais écrivent dans la « Pravda » : « la ligne de l'histoire est le front unique de gauche ». Ce n'est pas une concession au capitalisme, mais une politique erronée avec laquelle ils pensent gagner du temps. Il faut aussi tenir compte de ce que 12 jours avant cette politique, ils ont fait la déclaration sur la violence,

posant que celle-ci n'est pas mauvaise en soi, mais qu'elle l'est lorsqu'elle est mal utilisée et qu'il ne faut ni la discréditer ni l'interdire. Voilà pourquoi la tâche n'est pas de crier : « eh ! regardez, ils se livrent à l'impérialisme yankee ; ils négocient avec lui ». Lénine aussi a négocié avec le capitalisme. Le problème est celui de la politique qu'il convient de faire maintenant : négocier avec les yankees ou développer la centralisation des Etats ouvriers ? Voilà ce qu'il faut poser. Les Etats ouvriers sont divisés et il faut poser leur unification la discussion pour leur centralisation leur planification en commun. Telle est la tâche, et c'est ce que nous faisons. Mais ils ne l'acceptent pas. Il y a un manque de décision historique, d'instrument historique pour cette politique et c'est pourquoi, les PC ne la font pas. Il se développe par contre chez eux et hors d'eux des groupes, des tendances, des courants et parmi eux beaucoup de groupes trotskistes, qui sont en train de comprendre qu'il s'agit de former une direction conséquente et consciente.

Il faut voir que la lutte en URSS fait partie d'un processus où les soviétiques doivent faire face à la désintégration de l'appareil capitaliste en ayant conscience que les yankees sont décidés à la guerre. Ils voient l'opposition très forte qu'il y a aux Etats-Unis, aussi veulent-ils en profiter pour repousser les délais de la guerre, ou essayer de l'empêcher. Ils ne disent à aucun moment que « l'on peut éviter la guerre ». Ils ne le disent plus. Dans la dernière résolution du CC du PCUS ils maintiennent même toute leur méfiance envers ce que fait l'impérialisme à échelle mondiale. A aucun moment, ils ne cessent d'avertir de ce danger et de dire qu'il est nécessaire de faire avancer les luttes de la classe ouvrière. La situation n'est pas la même qu'avant lorsqu'ils passaient des accords avec l'impérialisme sur le dos de la révolution, de la lutte pour le pouvoir. Aujourd'hui, ils les passent au prix des rythmes, du dynamisme du processus révolutionnaire, mais non au prix des objectifs du parti.

Il faut savoir mesurer tous ces changements pour pouvoir intervenir. Bien des secteurs des PC dans le monde ont déjà vu qu'il s'agissait là d'une politique erronée, que l'on peut aller beaucoup plus loin ; mais ils n'ont pas de moyens de discuter n'ont pas de tradition, d'an-

(suite page 4)

L'intervention des masses Soviétiques est nécessaire dans la discussion et la décision de la politique de l'URSS

Ce changement s'est produit au URSS pour donner aux pays capitalistes l'assurance que telle serait l'attitude de Brejnev. Il n'était absolument pas nécessaire d'éliminer Chelest et Voronov. Il faut tenir compte du fait que le bureau politique du PCUS est énorme. Quelle influence avaient ces deux là ? De la même façon qu'ils les expulsent, il auraient pu les faire taire, les empêcher de parler et les laisser là. Leur élimination est une mesure adressée aux Yankees, aux Japonais, aux Allemands : « Vous voyez ? Nous éliminons les méchants !... ». Tel est le sens de cette mesure, il n'y en a pas d'autre, parce que Chelest et Voronov ne pouvaient rien décider. Ils auraient aussi bien pu rester où ils étaient, parce qu'ils n'avaient aucun poids. L'incorporation de Gromyko est due à ce qu'il est le diplomate de la « détente » mais il faut aussi tenir compte du fait que rappelle la presse capitaliste, à savoir que « c'est ce même diplomate qui a appliqué la politique de la guerre froide à l'époque antérieure, alors que telle était la politique de l'URSS ». Kroutchev a dit dans une déclaration que c'était un type obéissant. C'est possible, mais c'est un homme de l'appareil du Parti, c'est-à-dire, qu'il peut discuter avec le capitalisme. Il faut aussi tenir compte de la dispute qu'il a soutenue aux Nations Unies, dans les rapports diplomatiques avec le capitalisme. Gromyko n'est pas seulement un homme mis là pour faire moins dur, mais pour assurer au Parti qu'on a placé un homme capable de négocier dans un sens ou dans l'autre.

Grechko joua le même rôle. C'est l'armée qui est présente là avec lui, la même armée qui vient de déclarer : « l'impérialisme prépare la guerre atomique ». Avec l'armée et en partie avec le Parti, il y a une garantie contre toute politique d'abandon ou de type Staline, pour laquelle il n'y a historiquement aucune condition économique, ni sociale. Ils veulent assurer le Parti de l'impossibilité de faiblir devant le système capitaliste.

En effet, permettre au système capitaliste d'investir en URSS est lui faire une grande concession. Il n'est pas correct de dire que les investissements japonais ou yankees vont faciliter le développement de l'Union Soviétique. Ce n'est ni correct, ni vrai. Que ces investissements développent l'économie, c'est certain, mais ce sont les yankees qui vont en tirer profit. De plus l'URSS, bien qu'étant un Etat ouvrier va apparaître devant les masses des Etats-Unis comme ayant intérêt à développer le profit et l'usufruit. Cela va contre la classe ouvrière nord-américaine et renforce la bureaucratie syndicale ; l'effet est direct et immédiat. Nous autres rejetons cette politique erronée.

Ce n'est pas une politique qui convienne économiquement. Que sert-elle à résoudre ? Le développement économique peut s'obtenir avec une meilleure planification et s'il manque de techniciens, c'est parce que la base de développement de l'éducation n'a pas été conçue en fonction de toute la puissance acquise par l'Etat ouvrier. Il n'y a pas encore un fonctionnement adéquat en ce sens ; celui-ci est très très limité par rapport à la puissance de l'Etat ouvrier. Il n'y a pas encore une préparation scolaire, scientifique complète du commencement à la fin ; les usines n'interviennent toujours pas, les syndicats non plus, la démocratie soviétique est inexistante.

Etant donné la discussion posée, l'accord passé, nous proposons à l'Union Soviétique que la discussion se fasse dans

toutes les usines et proposons aux ouvriers qu'ils rejettent cet accord ; qu'ils le rejettent ! Il ne convient pas à l'Etat

HOMMAGE MILITANT

A LA CAMARADE Josée Wayemberg

La camarade Josée Wayemberg est morte, à la suite d'une longue maladie, à l'âge de 62 ans.

Au nom de toute l'Internationale, le Parti lui a rendu hommage, lors de l'enterrement, et dans ses réunions, et adressé à la famille de la camarade le salut fraternel, solidaire de toute l'Internationale.

La camarade Josée Wayemberg a apporté une aide très grande et très utile, dans la mesure de ses moyens, à la IVe Internationale, au travers de son activité militante dans son milieu de travail, en ouvrant toujours, sans réserves, sa maison aux camarades ; elle a fait partie de la liste des candidats du P.O.R.(T) à toutes les élections où le Parti se présentait. Elle communiquait autour d'elle, dans sa famille, dans son travail, la passion révolutionnaire consciente qui l'animait, sa confiance dans le communisme, dans la révolution mondiale, dans la capacité révolutionnaire des masses du monde de trouver le chemin et construire les instruments pour triompher du capitalisme.

La camarade Josée Wayemberg est trotskyste dès avant la guerre 40-45. Elle a maintenu cette conviction et cette confiance dans les idées, le programme trotskyste au travers de toutes les épreuves, les répressions, et surtout, malgré le manque d'organisation de la IVe Internationale en Europe — comme un Parti Bolchévique tel que l'a construit le cde Posadas à partir de l'Amérique Latine — pendant et après la guerre. Au travers de camarades comme Josée Wayemberg, la tradition trotskyste s'est maintenue vivante, ancrée au sein de l'avant-garde ouvrière et révolutionnaire en Belgique. Lorsque le camarade Posadas a réorganisé les sections de la IVe Internationale en Europe, il a pu compter, immédiatement, sans réserves, sur de tels camarades. La camarade Josée Wayemberg s'est identifiée au posadisme, fondamentalement parce qu'elle appuyait sa confiance et sa compréhension trotskyste sur une analyse et une vision du processus mondial de la révolution, sur la force de la structure des Etats Ouvriers, et l'influence que cela allait développer inévitablement au sein de la classe ouvrière en Belgique. Et aussi, elle voyait, au travers du camarade Posadas, le retour à la conception bolchévique pour construire le Parti, comme un seul organisme mondial capable d'harmoniser les idées, la capacité, les sentiments communistes des militants.

A un moment aigu de sa maladie, la camarade Josée disait qu'elle savait bien que la révolution va triompher, le socialisme va triompher, en Belgique, dans tout le monde et qu'elle n'était pas triste de mourir même sans avoir vécu cette victoire ; mais qu'elle regrettait beaucoup de ne pas avoir pu revoir et saluer le camarade Posadas, et encourageait les camarades à poursuivre la lutte.

Nous sentons une grande peine pour la mort de la camarade Josée Wayemberg, pour la perte d'une camarade de valeur ; mais — comme le pose le camarade Posadas quand il analyse le progrès de l'histoire, le rôle des masses vietnamiennes surtout — la mort triompho encore individuellement, mais l'humanité a déjà vaincu la mort socialement : la IVe Internationale, comme une partie de l'humanité consciente, continue la vie des camarades qui sont morts, en élevant constamment sa capacité, ses forces pour atteindre les objectifs pour lesquels ces camarades, dédiaient toutes leur vie. Les vieux camarades trotskystes, comme Josée Wayemberg, en Belgique et dans le monde entier, et surtout dans les Etats Ouvriers, en Union Soviétique, représentent des points d'appui indispensables du trotskysme. Aussi la peine est unie à la joie que nous sentons, à la fierté et la sécurité d'avoir de tels camarades.

La camarade José Wayemberg vit dans la lutte, dans les progrès de la IVe Internationale, avec tous les autres camarades trotskystes posadistes qui sont morts, de la maladie ou à cause de la répression comme les camarades Jeremias et Olavo Hansen du Brésil. Notre hommage à la camarade Josée Wayemberg, c'est de faire progresser, développer les idées et l'organisation de la IVe Internationale Posadiste en Belgique.

La réunion du Comité Central...

técédents. Aussi cherchent-ils à comprendre pour pouvoir avancer dans ce processus. Chercher à comprendre, signifie voir ce processus de désintégration de l'appareil capitaliste et avoir conscience qu'une couche veut et cherche la guerre.

Les soviétiques essayent d'utiliser la technique et la science capitalistes; c'est vrai, mais d'une façon très relative. Leur réel besoin est d'intéresser un secteur du capitalisme à peser internationalement pour contribuer à retenir, à empêcher que le secteur qui veut la guerre maintenant ne la lance. Tel est le but de la politique de la bureaucratie soviétique et du parti communiste de l'URSS. Ce n'est ni l'abandon, ni la liquidation; absolument pas. C'est très loin d'être cela. C'est la recherche d'un gain de temps au moyen de la compénétration. Ils veulent gagner du temps et cherchent également avec la compénétration à impulser, à élever leurs relations avec les mouvements coloniaux et semi-coloniaux dans le monde entier. C'est ce qu'ils font maintenant, réitérant leur appui à tous les peuples qui luttent pour leur indépendance, pour le progrès. Ce n'est pas là seulement une politique visant à concilier avec le capitalisme au prix de la révolution et de l'avance des luttes des masses. Non. C'est une conclusion visant à essayer de gagner du temps.

Pendant ce temps les conditions révolutionnaires l'intervention des masses, les progrès de la lutte révolutionnaire s'élèvent dans le monde entier. Il faut tenir compte des déclarations de Campora posant qu'ils ne sont pas des modérés et vont faire une révolution en Argentine. Il faut tenir compte de la signification de cela. C'est anticapitaliste. De là la résistance de l'impérialisme. Le problème de Péron ne concerne pas seulement l'Argentine. Si le régime de Campora se maintient six mois, c'est dans toute l'Amérique Latine qu'il y aura une révolution: au Brésil, en Colombie, au Venezuela, au Mexique. Dans tous ces pays, c'est la même chose. Les mouvements n'ont aucune tradition communiste ou socialiste. Ce sont des mouvements aux traditions nationalistes et le péronisme leur montre la voie, comme il la montrée aux partis chrétiens-démocrates qui existent encore, comme au Chili, au moment où les communistes mènent là une politique qui vise à diviser et à secouer la démocratie chrétienne, dans le but de gagner des secteurs. C'est pourquoi devant l'assassinat d'un ouvrier lors de la manifestation d'appui à Allende organisée avant le 1er mai, ils ont dit à la démocratie chrétienne: «vous n'avez pas honte? Ce sont des assassins. Où vont-ils s'arrêter? Que reste-il des aspirations chrétiennes de la démocratie chrétienne?». Cela peut produire un effet sur l'un ou l'autre dirigeant mais non dans la masse démocrate-chrétienne ouvrière. Si les communistes étaient disposés à dominer le pays ils pourraient le faire. Il est incorrect de dire comme le font les gauchistes qu'Allende trahit. Il ne trahit rien du tout. Il dit: «c'est un processus révolutionnaire et nous allons au socialisme». Il n'utilise pas les moyens corrects mais il ne renonce pas à la lutte objective. Il faut tenir compte de l'étape que nous vivons et qui oblige ces camarades à devoir se baser sur le programme de la révolution. La même chose en ce qui concerne les partis communistes.

Il n'y a aucune possibilité que les soviétiques puissent contenir la révolution, en accord avec les yankees. Ni politiquement, ni socialement, ni économiquement, les yankees ne peuvent faire de grands investissements en Union Soviétique, car ils n'ont pas intérêt à développer l'Etat ouvrier. C'est la première chose dont il faut tenir compte. S'ils investissent dans le pétrole, c'est parce que les soviétiques s'appuient sur leurs dissidences intérieures très grandes par exemple entre le Japon et les Etats-Unis. Le Japon a besoin d'un grand marché et l'URSS est un marché pour lui. Mais le marché le plus important pour le développement de la révolution sont les Etats ouvriers.

C'est cette politique que nous critiquons, cette voie réformiste, compénétrative, parce qu'il n'y a pas une politique de trahison pour empêcher la révolution. Nous critiquons le fait qu'ils donnent des chances au système capitaliste. C'est la critique principale qu'il faut faire à l'URSS. Ils sont dans une étape où ils veulent développer davantage l'économie, la production et cherchent dans l'association avec les capitalistes à réaliser un tel programme. C'est incorrect. Nous proposons qu'ils transforment les rapports des kolkhozes. Le problème est simple et réside dans l'éducation des masses, dans leur intervention et parti-

icipation politiques. Les PC et la bureaucratie des Etats ouvriers ne comptent pas avec les masses pour leur plan, mais partent du fait qu'elles acceptent. Ils n'écourent pas leur opinion, ne les font pas raisonner, ne leur permettent pas de délibérer, de se prononcer.

Les masses doivent discuter. Elles sont la base essentielle, la puissance de l'Etat ouvrier, la base de l'accumulation constante de celui-ci, de la reproduction de son capital. C'est le développement communiste des masses qui en est la base, mais pour cela les PC doivent fonctionner et discuter de tous les problèmes dans les usines.

Nous répétons aux camarades dirigeants du PC de l'URSS et des autres Etats ouvriers qu'il est nécessaire de faire de chaque usine de chaque faculté un centre de discussion de tous les problèmes. Les ouvriers de Roumanie, de Yougoslavie surtout mais aussi de Chine ont formé en six mois des techniciens meilleurs que ceux du capitalisme. En six mois! Nous ne nous passons pas de la technique, mais disons comment il faut l'organiser à partir des usines. La connaissance scientifique s'acquiert dans les usines. Alors, pourquoi dépendre de toute une structure d'appareil technocratique, de gérants, de directeurs? Il n'y a aucune raison de dépendre d'eux. Cela limite la capacité de penser, d'agir de toutes les masses. La pensée scientifique n'implique pas une partialisation de l'activité, supposant que l'un pense scientifiquement et que l'autre travaille. Tous sont égaux. On peut faire les deux choses, comme l'ont fait les soviétiques. Il n'y a pas d'antécédents immédiats de ce fonctionnement. Il faut remonter aux sept premières années de l'URSS. Mais il y a une tentative de contenir cela et de ne pas le développer. Il faut faire

savoir que c'est ainsi que l'on a fait au cours des sept premières années de l'URSS et il est faux de dire que l'époque de Lénine était différente. Ce sont d'autres conditions, mais non différentes de celles de Lénine. Pour construire le Parti, il faut faire intervenir les masses, construire à travers les syndicats et les usines, tout comme à l'époque de Lénine.

On est en train de discuter dans les syndicats de Roumanie toute une série de problèmes très intéressants qui démontrent du manque de vie révolutionnaire. Ils posent qu'à la différence de Lénine, il ne pense pas que le Parti doit dominer les syndicats. Ils partent de la phrase de Lénine disant qu'à travers le militant communiste, le parti est dans le syndicat, lorsque Lénine parle du syndicat comme courroie de transmission du Parti. Ils considèrent cela comme une domination bureaucratique du Parti sur les syndicats, à la façon dont l'a fait Staline. Ce n'est pas ainsi. Ce que disait Lénine signifiait que le militant du parti dans le syndicat menait l'avant les idées révolutionnaires, l'organisation révolutionnaire, ce qui implique l'élimination des impositions de l'arrogance, de l'arbitraire, du gaspillage, du bureaucratisme. Permettre la discussion démocratique, c'est cela le Parti. Il intervient pour que tout le développement de l'usine et du syndicat se fasse au profit du développement du socialisme. Aussi le militant communiste dans le syndicat doit-il voir ce qui convient le mieux, non sa petite usine, son petit coin, son quartier mais le pays tout entier et le processus mondial. C'est à cela qu'il faut revenir.

Nous appelons les camarades de l'Union Soviétique à ce qu'ils réalisent cette tâche.

Le « NOUVEAU PACTE ATLANTIQUE »

et la préparation du capitalisme pour la guerre

Le capitalisme n'a ni force, ni temps, ni capacité, ni intérêt à développer l'économie. Si par besoin de faire face à la concurrence mondiale avec le capitalisme européen, le capitalisme yankee développe son expansionnisme, il n'en est pas moins animé par le souci de se préparer, comme tout le système, pour la guerre. Tel est le sens du « nouveau Pacte Atlantique » qu'il propose. Tous les pays européens doivent en vertu de ce nouveau plan défendre les yankees quoi qu'il fassent, doivent le défendre, y inclus le Japon. Tel est ce nouveau Pacte, au moment où les résistances de la bourgeoisie européenne montrent qu'elles peuvent négocier avec les Etats ouvriers. Au centre de tout cela se trouve le problème économique. Si les yankees versent toute leur production agricole excédentaire en Europe, ils écrasent une série de pays, les obligeant à acheter une quantité immense de millions de dollars, ce qui va à l'encontre de l'intégration des agriculteurs européens. Cela élève par ailleurs les coûts de production, le coût de la vie pour les masses européennes, créant les conditions d'un grand développement des luttes sociales. Les yankees leur offrent en même temps de régler le problème du dollar, du commerce avec eux, de permettre l'entrée directe des marchandises sans impôt, sans taxe douanière, soit un « nouveau Pacte Atlantique ». Il précise qu'en cas d'acceptation de ce Pacte, ils seraient alors disposés à faire certaines concessions. Ce nouveau plan est tout à la fois le « Pacte Atlantique », le MEC, la préparation de la guerre.

La bourgeoisie européenne est en train de discuter de la maturité de l'armée dans les pays capitalistes. Elle sent et voit qu'une grande partie de la mentalité, des inclinations des soldats, des sous-officiers, d'une partie importante des officiers et des chefs, est qu'une fois commencée la guerre, ils retournent leur fusil. Cette armée entrerait en guerre sous la contrainte de la mécanisation de la discipline et non pour la défense du pays. L'existence des 15 Etats ouvriers, des 16 Etats révolutionnaires, la lutte des masses d'Italie, de France, du Japon et des Etats-Unis ont profondément influencé les pays capitalistes, déchirant et désintégrant l'armée et les organes de pouvoir capitaliste.

Le capitalisme voit tout cela, sent que l'armée est faible. L'expérience du Vietnam a confirmé cette inclinaison, mais il tâche de répondre. Il maintient le service militaire, la mécanisation du commandement. L'armée organise la volonté des habitants en fonction de ce que dicte l'appareil d'Etat, centralisé c'est-à-dire en fonction de la bourgeoisie, de la grande bourgeoisie. Celle-ci voit la résistance et le refus qu'il y a maintenant à tout cela et que les lycéens, les ouvriers et les soldats agissent en fonction d'un même intérêt, qui va à l'encontre de la défense du système capitaliste, de sorte que la prochaine guerre contre les Etats ouvriers, sera un soulèvement contre le système capitaliste. Voilà pourquoi la bourgeoisie cherche à faire une armée professionnelle, qui tout comme une armée de mercenaires, est un instrument contre les ouvriers. Une telle armée sera utilisée pour briser les grèves, de façon contre-révolutionnaire, mais aussi contre les secteurs les plus faibles de la bourgeoisie locale. Elle sera une base équivalente à ce qu'était le fascisme. Tel est le rôle des armées professionnelles, et c'est en ce sens que la bourgeoisie hésite. Un secteur important intéressé dans le marché interne, se rend compte du danger que représenterait un tel pouvoir aux mains du grand capital, et n'en veut pas. Il voit qu'il serait utilisé contre lui, pour l'éliminer en tant que concurrent. Si une telle armée est contre les mas-

ses, contre les Etats ouvriers, elle est aussi contre ce secteur et lui ôte en conséquence en assurance.

Le capitalisme n'a ni réponse ni politique, ni programme, ni moyens pour résoudre ce problème. Les enfants de France mettent tout l'appareil capitaliste de ce pays en difficulté et en crise. Ce n'est pas que les enfants aient une force propre pour le faire, mais ils représentent un désir une volonté, ils mettent à nu sa faiblesse. Tels sont tous les problèmes qu'engendre le système capitaliste et qui divisent l'Europe de l'Amérique du Nord. Pour l'instant, cette division n'est pas antagonique. Elle est produite des contradictions de ce système de la concurrence du marché, exacerbée par le développement de la révolution dans chaque pays et qui chaque jour va en s'approfondissant. C'est ainsi qu'ils doivent faire pour le Marché commun une discussion sur la façon d'organiser l'entrée de chaque pays, en vue de se mettre d'accord sur un fonctionnement pour soutenir la grande finance, car c'est elle qui domine. Ils doivent discuter de la façon de maintenir un grand marché interne, de la façon de maintenir l'autorité politique et sociale sur les petits paysans, la petite-bourgeoisie. Tel est le fond de tout cela. Ils ne discutent pas pour savoir ce qui convient le mieux, mais pour se mettre d'accord en vue de faire une concurrence d'ensemble avec les yankees. Ils n'en restent pas moins divisés entre eux, dans la mesure où leurs intérêts vis-à-vis des yankees ne coïncident pas. Ils sont en concurrence, leurs intérêts sont inégaux. Les allemands dépendent beaucoup des yankees, non que Brandt se livre à eux, mais parce que la moitié de l'économie allemande est dans leurs mains. Aussi, n'ont-ils d'autre remède. Voilà pourquoi les JUSOS (Jeunesse Socialiste) proposent de liquider non seulement les bases militaires mais aussi leurs bases économiques. La moitié de l'économie allemande est aux yankees, et ce, depuis le Plan Marshall et les années qui ont suivi. Ce « nouveau Pacte Atlantique » voudrait pouvoir souder un accord économique total, réaliser un accord politique, militaire sur la base essentielle d'un commandement unique en vue de résoudre tous les problèmes du système capitaliste. C'est face à cela que les soviétiques tâchent de contenir avec leur politique compénétrative.

C'est inadéquat parce que cette politique ne parviendra pas à contenir l'impérialisme. Au contraire, elle favorise son autorité politique devant les masses nord-américaines. Elle lui fait gagner du temps historique. Si elle ne lui est historiquement pas favorable, elle le favorise dans l'immédiat. Le capitalisme tâche aussi de son côté de gagner du temps, le plus possible, tout comme la bureaucratie, le PC et le gouvernement soviétiques. Ils tâchent de gagner du temps dans l'espoir d'une plus grande dispute inter-capitaliste. Voilà pourquoi un aspect essentiel de cette étape est de parvenir à l'accord recherché avec les Etats-Unis et le Japon pour investir en URSS, d'imposer la politique de sécurité européenne contre les yankees. Les soviétiques sont pour une politique d'accords, de commerce, de discussion entre les pays capitalistes et les Etats ouvriers pour que les pays ne s'associent pas au programme militaire des yankees. Le seul succès partiel que peut avoir une telle politique est le gain de temps.

Les yankees feront la guerre de toutes façons, même si les délais dépendent d'une série de circonstances. Les soviétiques misent sur le développement et

Edition Revue Marxiste N° 21

J. POSADAS

**LES SYNDICATS,
LES MASSES PERONISTES
ET LA NOUVELLE ETAPE DE
LA LUTTE POUR LE SOCIALISME
EN ARGENTINE — 18 MARS 1973.**

Sur demande à l'adresse du journal :
Boîte postale 273, Charleroi. - C.C.P. de Pôlet Cl. 976234. —
Prix : 20 FB.

le maintien de ces circonstances. C'est par exemple, l'opposition du Sénat à Nixon, l'opposition que lui fait un secteur du capitalisme, même si elle est relative. Le scandale de Watergate était visible, Nixon y a trempé, il ne pouvait pas ne pas être au courant. C'est tout une affaire tramée d'en haut, mais personne n'ose apparaître en disant que Nixon est le coupable. Un Sénateur demande sa destitution et Nixon fait une déclaration qui n'a aucun sens; admettre la responsabilité, mais non la culpabilité. Il dit qu'il ne savait rien, qu'il est un pauvre type très occupé. Cela montre qu'aucune opposition bourgeoise ne peut empêcher une quelconque saloperie de Nixon ou de l'impérialisme, car c'est la structure de la grande bourgeoisie qui l'a mis là électoralement. C'est la structure du grand capital, de la haute finance qui appuie Nixon.

Les soviétiques veulent gagner du temps. Mais ils ne font que semer la confusion avec leur politique et aident de façon indirecte l'impérialisme à maintenir son autorité sur la classe ouvrière des Etats-Unis. Même si cette politique n'a pas de perspective, elle ouvre un chemin bénéfique à l'impérialisme, à qui on laisse entendre qu'il est possible de négocier avec les Etats ouvriers.

Nous proposons au gouvernement soviétique, au Parti communiste et aux syn-

La réunion du Comité Central...

dicats d'URSS un appel aux masses nord-américaines, aux masses d'Amérique Latine, du monde entier, à expulser de partout l'impérialisme. Les soviétiques appellent à appuyer les luttes, mais non à expulser l'impérialisme. C'est à cela que nous appelons : à expulser l'impérialisme de tous les lieux où il se trouve.

Nous appelons en même temps à organiser aux Etats-Unis un Parti Marxiste basé sur les syndicats. Ce serait un Parti ouvrier basé sur les syndicats mais ayant un caractère marxiste. Même si cela n'est pas immédiat et qu'il faille passer par des voies subsidiaires, il faut appeler le PC des Etats-Unis à le faire en lui montrant qu'il n'a aucune perspective d'être le Parti de la classe ouvrière. C'est un petit parti, mais qui peut faire une grande tâche en agissant comme axe du Parti marxiste basé sur les syndicats. Il doit appeler à organiser le parti avec le programme anticapitaliste et anti-impérialiste. Nous appelons le PC de l'URSS à faire cela.

intérieurement cette lutte, indiquant qu'il existe des forces assez développées qui sentent que le système capitaliste ne peut rien donner de plus. Tous les derniers textes publiés récemment en URSS vont dans ce sens et, de plus les Soviétiques le disent clairement et textuellement : l'accord réalisé, l'expansion des échanges commerciaux avec les pays capitalistes ne signifient en aucun cas égalité, ni conciliation idéologique, ni sociale. Dans la déclaration qu'il a faite au moment où Khrushchev était à Moscou, Brejnev dit « Pourquoi ne pourrions-nous pas commencer avec les Etats-Unis ? Nous les laissons investir sous contrôle ouvrier. Nous pouvons faire des affaires même si nous appartenons à des régimes différents, même si nous n'allons jamais nous mettre d'accord ». Cette déclaration est destinée à se défendre en se justifiant, et à calmer ceux des cadres dirigeants du PC qui ne veulent pas donner l'avantage au capitalisme. En même temps, l'épuration qui a eu lieu récemment à l'occasion de la reprise des cartes d'affiliation au PC était destinée à empêcher la bureaucratie de disposer d'un poids plus grand, en utilisant cette politique à son propre profit. Ce sont des mesures défensives : elles nous paraissent insuffisantes et, de plus, ce n'est pas la méthode à employer.

Il est correct de nettoyer le Parti, mais c'est la fonction qui crée les conditions. En Roumanie, en Yougoslavie, on a créé les conditions nécessaires et fait des propositions aux capitalistes pour qu'ils investissent. Lors de la récente entrevue avec Ceausescu, W. Brandt commentait qu'environ un million et demi d'Allemands se rendent en Roumanie par année et qu'ils y dépensent pas mal d'argent. Il paraît que Ceausescu aurait répondu : « Bon, et pourquoi n'investissez-vous pas directement en Roumanie ? Ici, vous disposez d'une main-d'œuvre à bon marché, qui vous permettrait de faire de grands bénéfices ». Il y a effectivement un secteur, dans l'Etat ouvrier, qui veut le faire. Mais cela provoque en même temps une inquiétude des syndicats roumains, et en partie, du Parti Communiste, qui voudraient contenir ces mesures.

Il faut tenir compte de ce qu'il n'y a pas de tradition de vie communiste d'organisation, de discussion. Depuis 1927, cela n'a plus jamais existé. Tous ces dirigeants partent donc de rien, ils ne se développent pas politiquement. Les Soviétiques et les Chinois sont les seuls à disposer d'une tradition plus complète. Tous ces dirigeants ne partent pas d'une tradition qui leur dise « telle est la voie à suivre, telle est la manière d'agir, le socialisme doit s'unir ». Ce qu'ils voient, c'est que chacun voudrait attraper l'autre. Il faut partir de cette situation et de ce sentiment existant chez eux.

En Yougoslavie, la crise continue et elle est très grande. Ils ont liquidé presque tout le vieil appareil, ce qui indique la pourriture qu'il y avait là-dedans. Ils accordent maintenant une plus grande participation au mouvement ouvrier. Sans la poser clairement, ils discutent actuellement déjà du sens de l'autogestion : « pour une autogestion plus pure plus complète, plus démocratique, plus directe ». Ils discutent tout cela, mais ils discutent aussi une plus grande participation des syndicats. C'est l'expression du fait que dans les Etats ouvriers on discute du rôle des syndicats, même si cette discussion est encore limitée, même si on ne prononce pas de prises de positions importantes. Il faut proposer que les syndicats interviennent, qu'ils donnent leur opinion. Pourquoi les syndicats n'interviennent-ils pas ? On discute actuellement en Yougoslavie des problèmes du développement du pays : les syndicats doivent intervenir !

Un dirigeant syndical roumain a fait une déclaration en réponse à un journaliste français qui lui posait une question mal intentionnée : « Prenez-vous pour guide la pensée de Lénine, qui dit que le Parti doit être présent dans les syndicats à travers ses militants ? » Ce dirigeant a répondu : « non, non, nous avons décidé que le Syndicat doit être indépendant du Parti et de l'Etat ». Au sens où il l'emploi « indépendant » signifie que la bureaucratie syndicale ne veut pas partager avec le parti, ou avec les

autres dirigeants les bénéfices de l'autogestion, de la production de l'usine où ils sont implantés puisqu'il y a un pourcentage direct, de participation aux bénéfices de chaque entreprise. C'est pour cette raison qu'ils disent : « Non, non, l'usine doit être indépendante ». Mais ils s'appuient aussi sur toute la tradition antérieure, à savoir que depuis Staline les syndicats des Etats ouvriers ont toujours été soumis aux bureaucraties du Parti. Ils prennent cet exemple pour briser la soumission à cette bureaucratie et laisser les mains libres à celle des syndicats. Cela veut dire qu'il va y avoir à bref délai des conflits à un niveau supérieur, parce que le problème ne consiste pas à poser l'indépendance des syndicats par rapport au Parti et à l'Etat ouvrier. Les syndicats doivent être indépendants dans leur fonctionnement, dans leurs objectifs, ils ne peuvent pas être indépendants de ceux du Parti et de l'Etat ouvrier !

Ils n'ont aucune tradition qui leur indique comment il faut faire. Il n'y a pas chez eux de discussions, de tradition antérieure, qui indiquent comment construire le socialisme. C'est pourquoi chaque Etat ouvrier a sa propre méthode pour construire le socialisme. Or il n'y a pas de méthodes différentes : il y a une seule manière de construire le socialisme : étatisation, planification, intervention des syndicats, contrôle ouvrier, conseils ouvriers, participation de toutes les masses à travers les soviets, fonctionnement des soviets. Telle est la structure nécessaire pour la construction du socialisme, structure dans laquelle l'intervention des masses est le centre essentiel.

Intervention des masses signifie : polémique, discussion, intervention massive des organes des masses : soviets, syndicats, conseils ouvriers. Cela signifie intervention massive de toute la population sur tous les problèmes; vie politique de masse de manière à élever le niveau. La richesse la plus grande de l'Etat ouvrier est l'élévation de la capacité politique, de la vie politique des masses et cette élévation doit être la plus grande possible. L'accumulation de capitaux pour leur réinvestissement est très importante et fondamentale, mais la plus grande richesse d'un Etat ouvrier est sa capacité accumulative, sa capacité de développer l'intervention des masses. Telle est l'accumulation de capitaux la plus importante pour un Etat ouvrier : c'est la capacité des masses d'intervenir et de ne pas dépendre d'organes spécifiques pour chaque chose. L'organe spécifique engendre, de toutes façons, la bureaucratie en faisant surgir la distinction, l'intérêt individuel. Tel ou tel organe spécifiquement préparé par tel ou tel rôle pour fonctionner sous contrôle des Conseils ouvriers : pour une raison ou pour une autre, de tels organes peuvent exister. Mais le sens générale de la structure de l'Etat ouvrier est qu'il n'y a aucune raison qu'il existe un seul organe.

(Suite page 6)

L'élévation de la discussion dans le mouvement communiste mondial et le besoin de la formation des gauches

Tout cela fait partie de la politique de régénérescence partielle et de rencontre historique. Ces problèmes sont discutés dans tous les PC et la politique de l'Union Soviétique ne contiendra ni ne déviara la lutte des masses du monde. Elle reste indépendante de n'importe quelle influence de contenance. C'est un processus que ni le capitalisme, ni la bureaucratie soviétique, ni les PC ne peuvent contenir, ni dominer parce qu'il part de la volonté des masses du monde de changer l'histoire.

Il faut en conséquence observer chaque phase, le lien entre les phases successives, pour intervenir, gagner de l'autorité dans les PC, leur donner des idées. Il faut suivre avec attention le processus en URSS et dans les PC; mesurer les limites de tous les changements, des changements de dirigeants, même s'ils ne sont pas politiques, des changements de composition de la direction, même sans changement d'objectifs de la bureaucratie et du PC. Il faut suivre attentivement la façon dont s'expriment tous ces événements d'URSS à l'intérieur du mouvement communiste. Il faut voir s'ils sont la norme, la ligne qui va influencer et déterminer la vie des PC, si c'est une conclusion logique et rigide ou si ce sont des changements de peu de portée dans le processus de régénérescence partielle, ou au contraire la renforçant.

Il faut étudier attentivement ce processus et les changements en cours dans le monde entier. Il ne suffit pas de voir seulement l'Union Soviétique mais aussi le reste du monde. Même si l'URSS a le plus de pouvoir, de décision, le plus de force, ce n'est pas elle qui contrôle, qui décide dans les PC du monde. Il y a au contraire une crise très profonde dans ces PC et qui se développe en même temps que les luttes en URSS, que les changements alternatifs immédiats, sans modification d'objectifs. Des crises très profondes sont en développement dans les PC, mais aussi les progrès très profonds des tendances de gauche. Tout confirme, affirme et soutient dans son ensemble le besoin de l'activité, de la politique, de l'objectif de former des gauches dans les PC, dans les P.S., dans le camp syndical. Tout confirme cette conclusion.

Il faut intervenir et discuter pour aider à la formation d'ailes, de tendances dans les partis communistes, en les critiquant, en montrant que rien ne pourra empêcher le développement de forces et de tendances de gauche vers le pouvoir. De telles forces aussi vont se développer pour changer l'Union Soviétique. Le développement de la lutte pour le pouvoir en France, en Italie, change aussi l'URSS. Elle ne peut s'opposer; elle n'en a pas les forces. Les changements vont s'imposer, même avec les voies pacifiques électorales que proposent les communistes français, avec le Programme Commun. Aujourd'hui ils ne peuvent d'ailleurs plus parler de ces voies électorales, mais parlent d'appuyer les mobilisations des masses pour imposer ce programme. Il faut prendre cela en considération. De même en Italie.

Il ya un processus de développement de la gauche, non organisé, sans tradition, sans discussion et vie politique révolutionnaire, sans comparaisons, sans expérience antérieure, sans appui sur les textes et sur les expériences de la révolution russe. Mais ils sont obligés d'affronter les problèmes. Il faut tenir compte du fait que les œuvres de Trotsky s'épuisent partout; qu'il s'agisse de « l'histoire de la révolution russe », de « Ma vie ». Tous ses textes s'épuisent partout dans le monde. Nos textes aussi s'épuisent. Alors que la bureaucratie soviétique, le PC de l'URSS (ses deux ailes), et les partis communistes essayent d'avancer vers le pouvoir sans préparation, toute la littérature révolutionnaire trotskiste, posadiste se vend partout.

Il y a un développement de la préoccupation pour comprendre et s'orienter, de la part de secteurs de l'avant-garde communiste, de secteurs intégrés aux partis communistes, socialistes, de secteurs, en

partie indépendants, en partie « gauchistes ». Ils cherchent à comprendre ce processus. Il n'y a ni littérature, ni orientation pour ordonner, orienter cela. Les PC défendent des intérêts de parti et n'agissent pas comme bien public de l'histoire. Ils sont obligés cependant de s'intéresser, de se préoccuper pour voir la façon de diriger ce processus scientifiquement. Les conditions mûrissent. Elles sont saturées de maturation. Les masses se disposent à prendre le pouvoir, mais il n'y a pas de Parti, qui les organise. De là viennent les luttes intérieures dans les PC qui s'expriment à travers des articles sur des lignes différentes, dans toutes leurs publications. Lorsque Marchais dit dans une interview que lui fait Piquet : « nous ne sommes pas en 1917, mais en 1973; nous ne sommes pas en octobre, il s'adresse à un secteur de gauche, même s'il ne le dit pas. Il déclare aussi cela, pour montrer à la bourgeoisie qu'ils ne vont pas prendre les voies d'octobre, qu'il y a un autre chemin. Mais il ne parle pas de ne pas aller au pouvoir. Ils veulent emprunter les voies du réformisme compénétratif, mais pour aller au pouvoir. C'est un réformisme de la méthode révolutionnaire, mais où ils ne peuvent faire autrement que de conserver un aspect essentiel de la politique révolutionnaire : le pouvoir; alors que le réformisme des partis socialistes d'autrefois consistait dans le refus d'aller au pouvoir, au profit de la recherche de réformes du système capitaliste. Aujourd'hui, le PC cherche en France, au moyen de la politique réformiste d'aller au pouvoir; la preuve en est le Programme Commun. Il n'attend pas d'être au pouvoir pour ensuite formuler le programme, mais part déjà avec le programme anticapitaliste.

La méthode Marxiste est nécessaire pour construire le Socialisme

Il y a un très grande lutte de tendances en URSS, dont l'une d'elles cherche à préserver l'URSS d'une politique bureaucratique conciliatrice avec le système capitaliste. Les assurances que donne Brejnev sont destinées en partie à contenir

Supplément ronéotypé de « Lutte Ouvrière »

SOMMAIRE :

- Les conditions favorables à l'organisation de la gauche dans le parti travailliste et dans les syndicats en Angleterre
- J. POSADAS 24.4.73
- Meeting du Parti à Charleroi, avec le comité de grève des dockers d'Anvers.
- Vie de l'Internationale : Brésil, Italie, Iran, France
- Sur l'organisation de la gauche syndicale.

LA REUNION DU COMITE CENTRAL..

nisme en dehors de la vie démocratique et soviétique des masses, car ce sont elles qui donnent des idées. émettent des jugements, exercent le contrôle; empêchent le gaspillage, empêchent la désorganisation. Et de plus, techniquement, elles apprennent le nécessaire en une semaine, comme elles l'ont déjà démontré en Yougoslavie, en Roumanie. Les ouvriers expulsent les chefs et prennent leur place, sans le moindre dommage pour la production. Ils démontrent ainsi qu'ils sont capables de remplacer — et bien — la capacité technique.

Voilà ce qu'il est nécessaire de discuter. Il est en même temps nécessaire de comprendre que ce ne sont pas de vrais partis communistes qui dirigent les Etats ouvriers. Ils progressent parce qu'ils y sont obligés et parce qu'ils le veulent (les deux choses à la fois) pour éliminer le capitalisme et le remplacer au pouvoir. ils veulent empêcher la guerre, parce qu'ils en ont peur, et ils en ont peur parce qu'il en craignent les conséquences: ils ont peur de se voir eux aussi délogés du pouvoir. Ils cherchent donc à empêcher l'éclatement de la guerre et à approfondir toutes les concurrences, toutes les contradictions du système capitaliste, tous les conflits entre l'Europe, les Etats-Unis et le Japon, pour gagner du temps historiquement et affaiblir le système capitaliste. Mais il n'y a pas de plan pour discuter comment on construit l'Etat ouvrier. Cela n'existe pas. Ils ne peuvent se baser sur des antécédents qui n'existent pas. Et ce n'est pas la bureaucratie soviétique qui va leur en fournir: les seuls antécédents sont donnés par les sept premières années de fonctionnement de l'Union Soviétique, et ce sont des antécédents qui vont contre la bureaucratie, puisqu'ils lui enlèvent tout rôle. La bureaucratie doit donc au contraire cacher, dissimuler les antécédents des sept premières années: tout le reste, c'est Staline, c'est-à-dire l'ordre bureaucratique imposé aux autres Etats ouvriers.

Il n'y a pas un organisme créé pour prendre le pouvoir, un organisme pour construire le socialisme et dont les tâches essentielles seraient de comprendre les difficultés du système capitaliste pour se baser sur elles, les utiliser, et les exploiter. Il faudrait en ce sens accentuer ces difficultés, et non les partialiser, les contenir, y pallier. C'est en les accentuant qu'on gagne la petite-bourgeoisie, et qu'on attire la paysannerie déjà gagnée. L'existence de 14 Etats ouvriers, le triomphe du Vietnam, montrent à toutes les masses du monde que les Etats ouvriers sont la puissance de l'histoire. C'est une autorité acquise. Le capitalisme ne peut soutenir aucune comparaison, il n'y en a d'ailleurs aucune à faire. Telle est la force qu'il faut utiliser.

Ces accords avec le capitalisme, ces changements en URSS ne signifient aucun changement dans le sens d'un rapprochement, d'une conciliation avec le système capitaliste: C'est la même politique compénétrative que les Soviétiques menaient jusqu'ici, et c'est tout. Ils l'accentuent en partie, mais c'est la même politique qu'avant; Chelest, Voronov ne représentent en aucune façon une gauche, ni le marxisme léninisme. Aucun d'eux n'a rien à voir avec le marxisme-léninisme. Il s'agit simplement d'une épu-

ration pour assurer le succès de cette politique. La bureaucratie doit donner en même temps l'assurance que l'Armée est là, pour que celle-ci pèse sur le Parti; l'Armée est représentée au Comité Central pour empêcher tout accord qui mette en danger la puissance et la sécurité de l'URSS. Ce n'est pas simplement donner une satisfaction à l'Armée pour qu'elle accepte: c'est le Parti qui commande, non l'Armée. Alors pourquoi font-ils entrer Grechko au Comité Central? C'est un vieux cadre des couches dirigeantes du parti. Il faut rappeler que 90 pour cent des officiers soviétiques sont membres du Parti communiste, que l'immense majorité de ces officiers sont des jeunes qui acceptent la lutte pour le communisme. Telle est l'Armée Soviétique, même si le communisme est pour eux l'opposition au système capitaliste et non l'établissement de relations supérieures aux relations actuelles: telle est la base.

Il n'y a aucune possibilité que ces mesures signifient un progrès des tendances en URSS et en Roumanie, les tendances à augmenter les concessions au système capitaliste et à ses investissements. Mais la Yougoslavie a déjà eu cette tendance. Il y a eu jusqu'à près de 40% d'investissements yankees, les entreprises faisaient du commerce directement avec les banques capitalistes. Quel a été le résultat? Quand on en est arrivé à l'étape à laquelle ces investissements avaient besoin de l'autonomie politique, de l'indépendance politique pour se détacher de la centralisation de l'Etat ouvrier, le système a échoué. Les Soviétiques n'ont pas la possibilité de revenir en arrière: ces mesures ne peuvent pas être une base de contre-révolution! Et il n'y a pas la moindre possibilité, ni historique, ni sociale, ni économique, ni militaire, de voir se rétablir dans le commerce et dans les accords avec le capitalisme, aucune tendance à développer à nouveau la technocratie. Ils ne peuvent pas la faire, par contre ils peuvent contenir le processus en élévation de la révolution politique. Ils ne peuvent pas l'empêcher parce que l'Union Soviétique et son Parti communiste y sont en partie obligés par la structure de la révolution mondiale et de l'Etat ouvrier, et en partie parce qu'ils acceptent d'impulser le développement des luttes vers la constitution de gouvernements de gauche. Sans appeler à la prise du pouvoir la direction de l'URSS tend à impulser les gouvernements de gauche.

Le pouvoir capitaliste n'augmente pas, au contraire, il diminue. Les Soviétiques cherchent à profiter de la crise, des disputes et de la concurrence inter-capitaliste. Si on en reste là, il y a un certain risque, qui peut être important, de stimuler les mêmes courants dans les autres Etats ouvriers et d'affaiblir ainsi la nécessité de leur centralisation commune.

Nous le répétons: il faut réaliser la centralisation de tous les Etats ouvriers, leur planification; qu'ils planifient en commun leurs investissements et établissent une planification économique qui tende à développer les Etats ouvriers les moins avancés pour les mettre au niveau des plus avancés. Il faut faire un plan économique, politique et militaire commun à tous les Etats ouvriers, en rétablissant le développement des Soviétiques, le fonctionnement et la démocratie

soviétique, en rétablissant le fonctionnement des syndicats et des Conseils d'usine, en développant les discussions dans toutes les usines, dans tous les syndicats, dans tous les quartiers, dans tous les soviets, dans tout le Parti, de tous ces problèmes. Et adopter des résolutions appelant les masses du monde à renverser le système capitaliste, à le supprimer, en accompagnant cette politique d'appels à l'intervention des syndicats: que tous les fonctionnaires qui interviennent dans ce processus soient dirigés et contrôlés par le syndicat, que leur salaire soit le même que l'ouvrier le mieux payé de cette zone, ou le responsable des syndicats correspondant. Il faut développer dans les usines, la formation de techniciens, les discussions politiques et syndicales sur tous les problèmes du monde, adopter des résolutions d'appui, de fraternité, de solidarité et d'aide politique directe des syndicats envers tous les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine. Appeler au Front Unique mondial anticapitaliste et anti-impérialiste; appeler les masses des Etats-Unis à se constituer en Parti Marxiste Révolutionnaire, basé sur les Syndicats. Appuyer le Front Unique communiste, socialistes et sociaux-démocrates, sur un programme anticapitaliste et anti-impérialiste au Japon. Appeler au Front Unique mondial anti-impérialiste et anticapitaliste en appelant les masses des Etats-Unis à lutter pour appuyer le développement de toutes les luttes révolutionnaires de tous les peuples pour écraser le système capitaliste. Il faut faire peser la nécessité de la pleine liberté de discuter de tous ces problèmes dans les syndicats soviétiques.

Il est certain qu'ils nous voient comme des idéalistes; « ils ne sont pas objectifs... ils ne voient pas qu'il est possible d'exploiter la crise de l'impérialisme ». Non seulement nous le voyons, mais nous l'exploitons: Trotsky a été un champion l'exploitons: Trotsky a été un champion pour ce qui est d'exploiter cette crise. Une partie importante des officiers qui composaient l'Etat Major de l'Armée soviétique venait de l'Armée tsariste, mais la base, la structure, le programme et les objectifs de cette armée n'étaient pas tsaristes! mais bolchéviques et c'est à cela que les chefs s'intégraient. Une partie importante de l'Armée tsariste a été gagnée par les bolchéviques! Une partie importante des savants et des techniciens du système capitaliste ont été gagnés par la révolution. Mais une chose est gagnée des savants et des techniciens et une autre de faire du commerce avec le système capitaliste, ce qui introduit dans l'Etat ouvrier l'intérêt, le développement de la bureaucratie, l'exercice du pouvoir bureaucratique qui à tout intérêt à la « pacification » au non-appui à la révolution, au maintien de la politique du « Statu quo » avec le système capitaliste dans le monde. Tout cela peut conduire à la politique de statu-quo. Pour empêcher d'arriver à ce statu-quo, pour empêcher le poids des techniciens, il faut développer l'intervention des syndicats, des partis communistes des Etats ouvriers et du monde entier.

Il est correct, permis de profiter des immenses divergences du système capitaliste, mais pour profiter de cette étape où il y a déjà 14 Etats ouvriers, il faut faire fonctionner les syndicats, les partis, communistes, les soviets. Sinon, il y a danger.

Toute la politique menée par la bureaucratie soviétique et par le PCUS court le risque de susciter stimuler et élargir des couches bureaucratiques et

technocratiques. Les mesures de défense que vient de prendre le CC ont pour but de protéger le Parti. L'introduction de Grechko et de Gromyko n'a aucune importance parce qu'ils sont des membres du parti qui ont une tradition. Les autres aussi. Telle n'est donc pas la question. Ces mesures ont pour but de donner à la bourgeoisie l'assurance aux Allemands, aux Japonais, aux Yankees que l'on va tenir les engagements. Mais cette politique n'a ni portée ni perspectives. Elles va durer peu de temps. Ce qui a par contre une portée, des perspectives et une durée, est la nécessité de la gauche. La gauche est une nécessité, une nécessité indispensable. La gauche n'est pas organisée. Et pour se faire elle n'a ni antécédents, ni tradition. Elle doit organiser un monde nouveau et elle n'a pas d'antécédents. Il y a 14 Etats ouvriers et chacun a sa manière à lui d'arriver au socialisme, alors qu'il y en a une seule.

Tout cela crée à la direction du PCUS toute une série de problèmes qu'elle ne peut pas résoudre. Elle essaie d'y répondre en gagnant du temps, en essayant d'empêcher la guerre, mais en même temps elle est obligée de répondre à la révolution qui avance. C'est pour cette raison qu'elle est obligée de faire cette politique qui consiste à dire aux capitalistes japonais: « investissez quatre milliards de dollars en Sibérie » et aux communistes de France et d'Italie: « toutes les conditions sont mûres pour le front unique des gauches ». La bureaucratie ne parle pas de front unique, mais seulement de « la gauche ». Cela ne veut pas dire qu'elle cherche à cacher des tendances: c'est la contradiction qu'elle vit et qu'elle ne peut plus résoudre comme le faisait Staline en frappant. Elle ne peut plus le faire!

La base essentielle, le centre de l'histoire est de comprendre que l'Etat ouvrier ne peut pas revenir en arrière. Le processus de la régénérescence est partiel, il est un aspect de la révolution politique, mais partiel. Cette régénérescence se combine avec la préparation de la guerre. La guerre n'est pas pour tout de suite, elle n'est pas imminente, mais les manœuvres de l'impérialisme conduisent à la guerre!

C'est pour cette raison que la résolution soviétique dit: « nous invitons les Etats-Unis à investir mais il faut surveiller l'impérialisme, en prévision des manœuvres qu'il peut faire et des coups de patte qu'il peut lancer ». On ne peut pas dire: « nous espérons pouvoir nous intégrer... » C'est aussi une manœuvre de la bureaucratie soviétique, qui croit qu'elle va pouvoir la réaliser, et qui va avoir des conséquences dans tous les Partis communistes. En France, en Italie ils ne se soumettent pas à la bureaucratie soviétique. Staline leur imposait ses mesures, cette direction-ci ne peut rien leur imposer. C'est elle-même qui est obligée de changer. Le Parti communiste japonais lui-même se lance à conquérir la majorité dans trois ans, et il y parviendra, comme une partie du front de la gauche japonaise.

La bureaucratie soviétique, les partis ouvriers, les partis communistes, l'URSS ne peuvent esquiver ce processus. Il y a dans le monde une structure économique qui ne peut pas revenir en arrière. Les 14 Etats ouvriers, les 16 Etats Révolutionnaires, les puissants partis communistes de France, d'Italie, du Japon, le puissant parti socialiste d'Allemagne et d'Angleterre forment ensemble une structure dans le monde qui ne peut plus revenir en arrière.

1.5.1973.

J. POSADAS..

EDITORIAL : (suite de la page 1)

un échevin du PLP en otage pour imposer le droit à travailler, et parce qu'ils veulent faire fonctionner leur usine que le capitalisme veut fermer « car non rentable ». Les ouvrières de SITEL continuent la grève depuis plus de 7 mois. Dans plusieurs usines, les ouvriers font des débrayages pour exiger le respect de la démocratie syndicale, pour avoir le droit de tenir des assemblées, de se réunir, de discuter.

Le PSB, la FGTB, la CSC sont profondément secoués, bouleversés et débordés par les initiatives, par le front unique que les masses leur imposent. Dans ces luttes, il n'y a pas de direction pour répondre à la volonté des masses, pour donner un programme et pour organiser la grève générale. Malgré ce manque de direction, les masses sont impulsées par tous les progrès révolutionnaires des masses dans le monde, par l'augmentation de la crise et de la division dans le système capitaliste. par l'avance de l'unification des masses. Elles voient un pays minuscule comme l'Islande, qui défie l'impérialisme et met en question sa participation à l'OTAN! elle voit le triomphe des masses en Argentine avec l'installation du gouvernement péroniste, le front qui se développe contre l'impérialisme yankee dans toute l'Amérique Latine; les défaites constantes de l'impérialisme au Cambodge,

au Laos. En Europe, la gauche progresse et prend forme dans le mouvement ouvrier: quand on voit en Angleterre, dans le Parti Travailleuse qui a la bureaucratie la plus vieille et la plus réactionnaire de tout le mouvement socialiste une tendance de gauche qui avance, qui lutte pour un programme de nationalisations des principales entreprises capitalistes du pays: on voit ce qui est possible de faire en Belgique! En Italie, dans un grand meeting de cent mille travailleurs, les dirigeants du Parti Communiste Français et du PC Italien Marchais et Berlinguer, ont du appeler au front unique des partis communistes, socialistes et des syndicats de toute l'Europe contre le capitalisme. Sans poser le programme de lutte pour le pouvoir, d'unification socialiste de l'Europe, ils ont cependant exprimé une profonde nécessité de la lutte des masses européennes.

L'avant-garde communiste, socialiste, trotskyste, syndicale en Belgique, qui est en train de diriger toutes les grèves, toutes les mobilisations actuelles, transmet toutes ces expériences, ces progrès des masses dans le monde pour faire avancer et organiser les luttes des masses en Belgique. Il n'y a pas de direction ouvrière qui organise la volonté de pouvoir formidable de la classe ouvrière, mais le progrès de la révolution dans le monde sti-

mule et donne l'exemple, constamment, pour appliquer ces expériences aux luttes contre le capitalisme ici.

Dans toutes ces actions de la classe ouvrière, qui sont des préparatifs pour la grève générale, un courant de gauche est en train de se former, de prendre de l'assurance, de s'organiser pour donner une direction, pour impulser la formation des organismes de pouvoir, pour déloger les dirigeants les plus réactionnaires, les agents patronaux au sein du mouvement syndical, pour changer toute la structure et le fonctionnement des syndicats.

Même la CSC a reflété, en partie et avec opportunisme, cette nécessité des organismes de discussion, de délibération, de décision de la classe ouvrière: la direction CSC propose comme thème de son prochain congrès, de supprimer les conseils d'entreprises où les délégués ouvriers sont les prisonniers des patrons, et de constituer des conseils de travailleurs, composés uniquement d'ouvriers élus par les travailleurs des usines. Cela montre la profondeur de la discussion dans la classe ouvrière! La gauche socialiste, communiste et syndicale doit développer une grande campagne pour la formation de ces organismes de double pouvoir dans les usines, dans les quartiers, les écoles, pour changer tout le fonctionnement du

mouvement syndical, et pour unifier toutes les revendications des masses dans un programme commun anti-capitaliste: pour l'augmentation immédiate des salaires! échelle mobile des salaires, en fonction de coût réel de la vie, pour la semaine de 40 et 36 heures immédiatement! contre le chômage, les licenciements; échelle mobile des heures de travail, partage du travail entre tous les ouvriers! pour l'expropriation de toutes les usines en crise et leur fonctionnement sous contrôle ouvrier! pour la nationalisation des grandes entreprises, du port d'Anvers et de Gand, des sources d'énergie! pour un gouvernement de gauche pour garantir ces mesures anti-capitalistes.

Nous appelons le PC, les sections socialistes, les JS, les secteurs syndicaux, les fédérations socialistes et syndicales, tous les groupes qui ont appuyé la grève des dockers et lutté pour aider à sa victoire à s'unir, continuer à discuter et lutter ensemble pour ce programme, à intervenir résolument contre la droite socialiste, contre la bureaucratie syndicale, en s'organisant comme tendances de gauche qui luttent pour prendre le pouvoir dans les organisations ouvrières, comme une préparation à la lutte pour arracher le pouvoir au capitalisme.

Le 7 juin 1973.

LE NOUVEAU COUP MILITAIRE, LE ROLE DE LA C.N.T. ET L'ISSUE D'UN GOUVERNEMENT POPULAIRE EN URUGUAY

8 Juillet 1973

(Voir pages centrales)

J. POSADAS

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE



OUVRIERE

ORGANE DU

PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB 11e ANNEE JUILLET 1973 N° 188

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F

Abonnem.
de soutien 300 F

Correspondance :

B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

Dans ce numéro :

La rébellion des cadres et des techniciens et la lutte pour la destruction du capitalisme

J. POSADAS - 5 décembre 1972

ARGENTINE :

La démission de Campora, l'impossibilité de retour en arrière et la structuration de la gauche dans le mouvement péroniste.

PREPARER UN PLAN DE REVENDICATIONS ET DE MOBILISATIONS DES SYNDICATS ET DES PARTIS OUVRIERS ! QUE LE CAPITALISME PAIE SA CRISE !

préparation, directs et indirects : IL NE FAUT PAS LE LAISSER FAIRE ! C'est cela que le Front Commun n'a pas pu ignorer dans ses prises de position sur l'inflation. Toutes les grèves et les luttes de cette dernière période font mûrir encore le front unique et la résolution de ne pas faire les frais de la crise capitaliste.

(Suite page 8)

EDITORIAL

Avec la continue dévaluation du dollar, les pressions économiques sur l'Europe capitaliste, le capitalisme américain accentue sa guerre économique, commerciale, monétaire contre les autres secteurs bourgeois et cherche en même temps, comme le pose Posadas ("Le progrès ininterrompu de la Révolution Mondiale et la nécessité d'organiser la gauche dans les partis communistes" 17 Juillet 1973) à forcer le capitalisme mondial à un nouveau front pour faire face aux progrès constants de la révolution mondiale, des Etats Ouvriers, au progrès du front unique des masses en Europe. Il y a une alarme et une panique dans la bourgeoisie qui sent tout ce processus lui échapper complètement des mains ; tandis qu'un secteur essaie de rassembler des forces pour tenter - avec la CIA, le Pentagone, - des coups réactionnaires aux masses comme en Argentine, en Uruguay, en France aussi, et en Belgique ; la bourgeoisie cherche désespérément comment se soulager de cette crise, mais elle n'a pas de forces ni de sécurité pour la décharger sur le dos des masses. Toutes les discussions et les réunions du gouvernement belge avec les représentants patronaux et les directions syndicales le montrent bien. Le capitalisme belge va se ressentir, comme un des capitalismes les plus faibles d'Europe, de cette guerre. Le gouvernement prépare des mesures qui vont être impuissantes à contenir la crise, parce qu'il n'ose pas attaquer de face les masses populaires, et par contre il met des entraves au développement des exportations, envisage la réévaluation du franc belge et risque ainsi une augmentation du chômage, des fermetures d'usines.

N'importe quelle mesure que veut prendre la bourgeoisie, elle redoute les conséquences sociales et politiques sur la classe ouvrière, les masses travailleuses. Pour cela, la prudence du gouvernement. Il n'ose pas présenter une nouvelle "Loi Unique", parce que le PSB n'est plus en conditions de contenir l'opposition des masses et le progrès de la gauche dans le Parti lui-même et les syndicats. La FGTB et la CSC ont du, devant les propositions du gouvernement pour contenir l'inflation, déclarer une ferme résolution de s'opposer à tout blocage des salaires. Le Front Commun n'a cependant proposé aucune riposte du mouvement ouvrier face à cette crise, mais derrière son durcissement il y a toute la résistance de la classe ouvrière ; ce qui ne s'exprime pas publiquement pour le moment en Belgique, elle le montre par contre dans les grèves, les mobilisations constantes en France, en Angleterre, en Italie.

La classe ouvrière n'a pas d'organismes, d'instrument pour manifester massivement sa volonté de lutte, sa résolution de ne pas payer les frais de cette crise du capitalisme : pas d'assemblées dans les usines, pas de réunions, de meetings des syndicats ou du PSB, ni même du Parti Communiste. Malgré cela, l'annonce de la dissolution de la Ligue Communiste en France, provoque une réponse dans le mouvement ouvrier en Belgique comme il n'y en a jamais eue : le PSB, le PCB, les syndicats prennent position en défense d'un groupe "gauchiste", en défense des libertés démocratiques et du droit à toutes les tendances, révolutionnaires inclus, à s'exprimer. Cela montre bien que l'avant-garde socialiste, communiste, chrétienne, syndicale maintient toute une vie politique intérieure dans le PSB, le PC, les syndicats et recueille, elle, les discussions, les sentiments de lutte, de combat et le front unique des ouvriers dans les usines, les quartiers. Il y a une grande discussion à l'usine, dans les maisons, les quartiers : le capitalisme, au travers du gouvernement, fait monter tous les prix, tous les produits les plus nécessaires pour vivre montent en flèche, les transports, tous les services publics ; de nouveaux impôts sont en

Voir en page 2 - 3

LE MEETING ORGANISE EN DEFENSE DE LA LIGUE COMMUNISTE ET LES CONCLUSIONS POUR FAIRE AVANCER LE FRONT UNIQUE EN BELGIQUE

Lettre ouverte à la guérilla...

FRANCE

ELARGIR A TOUTES LES LUTTES LE FRONT UNIQUE DU CIRQUE D'HIVER



«LA VIE COMMENCE AVEC LA REVOLUTION» J. Posadas

DE "LUTTE COMMUNISTE" DU 15 JUILLET ORGANE DU

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE (TROTSKISTE)
SECTION FRANÇAISE DE LA IV^e INTERNATIONALE (POSADISTE)

ELARGIR A TOUTES LES LUTTES LE FRONT UNIQUE DU CIRQUE D'HIVER

PRESENTATION

L'objectif qu'on poursuit en publiant cet article c'est de lancer en Belgique aussi une telle action de front Unique. Ces changements ainsi que la nécessité de planifier l'action commune se donne au niveau du PCB qui s'est lui aussi prononcé contre la dissolution de la "Ligue Communiste". Le PC aujourd'hui intervient comme dans la grève des dockers. Avant ils ne seraient jamais intervenus au centre d'un mouvement qui pouvait apparaître comme anti-syndical bien que la classe ouvrière, au contraire, cherchait à imposer la démocratie syndicale à l'appareil de l'UBOT. C'est en se basant sur cela et aussi sur la gauche socialiste qu'il faut donner, structurer un programme comme le pose cet article. Les groupes de gauche et révolutionnaires doivent intervenir pour faire avancer ces changements en se basant sur la décision de la classe ouvrière et des masses dans tout le pays. Sans se limiter ni s'arrêter à ce que veulent faire ces directions, préparer déjà dans les assemblées, des réunions communes, la discussion de l'issue ouvrière à la crise du capitalisme.

Le meeting du Cirque d'Hiver contre l'interdiction de la Ligue Communiste a signifié un immense progrès dans la lutte de classe et révolutionnaire en France. Cette réunion a été une concentration de l'avant-garde qui a établi des relations très élevées de discussions, d'échange fraternel d'idées et de front unique anticapitaliste. Les 15.000 militants qui y ont assisté exprimaient la volonté invincible de Front Unique qui monte du plus profond du prolétariat et des masses de ce pays et que celles-ci manifestent à l'occasion de chaque lutte. L'avant-garde qui s'est réunie au Cirque d'Hiver a concentré, sous la forme la plus élevée, des discussions, des relations comme celles qui s'établissent dans un véritable soviet. Ce meeting a été un aspect essentiel du front unique qui est la norme de toutes les luttes de cette étape dans le monde entier. Il faut partir de cette conclusion, de cette immense conquête dans les relations intérieures de la révolution, pour toutes les prochaines actions, pour le progrès de la lutte pour les revendications des masses et pour le

pouvoir. Le meeting du Cirque d'Hiver a marqué l'un des points les plus élevés de la préoccupation de l'avant-garde communiste, socialiste, gauchiste et des trotskystes-posadistes pour organiser la direction révolutionnaire. Telle est la conclusion essentielle pour mesurer le progrès réalisé et les forces que ce meeting a concentrées.

L'avant-garde communiste a recherché la discussion avec les gauchistes. Elle s'est préoccupée d'assumer en permanence une attitude responsable, de polémique fraternelle. Elle a montré une énorme décision d'avancer, d'impulser son parti vers une politique anticapitaliste conséquente, de le pousser à recourir dans ce but, à toutes les forces utiles. L'avant-garde communiste sent que les gauchistes, malgré leur manque de politique et de programme et même si leurs méthodes ne sont pas correctes, expriment cependant une volonté de lutte, une combativité anticapitalistes dont manquent la politique du Parti Communiste Français et encore plus celle du Parti Socialiste. Elle cherche donc à attirer les gauchistes, sans accepter leur politique mais en voulant incorporer tous les éléments, toutes les impulsions légitimes et nécessaires.

Le centre, la ligne générale des discussions n'a pas été la dispute ou l'affrontement, malgré l'attitude initiale du secteur le plus sectaire du gauchisme, qui chercha à prendre cette voie. Il s'agissait davantage de rechercher les méthodes, les conclusions, la politique pour l'objectif commun d'abattre le capitalisme. Par son attitude, l'avant-garde communiste a exprimé sa joie immense de voir son parti prendre la défense d'un mouvement révolutionnaire comme la Ligue Communiste. Celle-ci en effet, a malgré sa politique erronée un but anticapitaliste, et c'est en cette qualité qu'elle subit la répression du gouvernement.

L'appareil conservateur et droitier du Parti Communiste et de la C.G.T. a saboté le meeting. Il n'a pas organisé la participation massive de ses militants, il a essayé par tous les moyens, de réduire la portée du meeting lui-même. Entre autre et d'accord en cela avec l'appareil du

Parti Socialiste, il a imposé comme condition que l'organisation victime de la répression gouvernementale n'ait pas droit à la parole. L'avant-garde communiste et socialiste a rejeté, comme une manœuvre inadmissible, le refus de donner la parole à la Ligue Communiste. L'avant-garde communiste a vu là combien le secteur de sa direction qui veut avancer dans le sens d'une politique anticapitaliste, le fait avec indécision, sans l'assurance nécessaire pour affronter le sabotage et la résistance de l'appareil, auquel elle fait des concessions innécessaires. Ce secteur, présent à la direction du Parti Communiste, se heurte au manque de vie de parti. Il veut mener une politique pour aller au gouvernement mais son parti ne s'y est pas préparé ; il n'a pas la vie intérieure nécessaire pour réaliser cette tâche. Ce secteur est donc conduit à limiter ses propres progrès, et à concilier avec la droite, lui permettant d'exercer un chantage alors qu'il peut recourir au poids de l'avant-garde communiste dans les usines, dans les syndicats, dans le parti, pour obliger la droite et l'appareil à se soumettre à la nécessité du progrès anticapitaliste. L'avant-garde est consciente de cette indécision ; par son attitude et sa participation au meeting du Cirque d'Hiver, elle a cherché à impulser sa direction à avancer.

C'est une nouvelle expression de la crise d'élévation du Parti Communiste qui, comme l'a analysé le camarade J. Posadas se développe sans direction et sans objectifs précis, mais avec une force irréversible. C'est le résultat d'une impulsion qui vient du plus profond de la structure atteinte par l'histoire : 14 Etats

(Suite page 4)

LE MEETING ORGANISE EN DEFENSE DE LA LIGUE COMMUNISTE ET LES CONCLUSIONS POUR FAIRE AVANCER LE FRONT UNIQUE

Notre Parti est intervenu dans le meeting organisé à Bruxelles, à l'initiative d'un front de plusieurs organisations de gauche, pour exprimer ainsi sa décision de s'opposer avec toute son énergie à la dissolution de la Ligue Communiste en France, de même qu'aux tentatives réactionnaires que la bourgeoisie belge va chercher à lancer, tout comme elle le fait en France.

Cette réunion est un progrès, car à la table de présidence il y avait des représentants de différentes tendances : Jeunesses socialistes, Jeunesses communistes, LRT, UCMLB etc. Mais ce fonctionnement leur était imposé. On le voyait dans l'intervention des militants qui, au lieu de discuter sur quelles bases faire avancer le front unique, s'occupaient plus à dénoncer toutes les autres organisations, disant qu'elles étaient réformistes, ou allant même jusqu'à dire que les "trotskystes étaient les troupes de choc du fascisme". On se demande alors pourquoi des organisations comme l'UCMLB intervient dans un pareil meeting de défense de la Ligue Communiste, tendance qui se revendique du trotskysme, tandis qu'ils les dénoncent comme des alliés du fascisme. Nous croyons qu'ils agissent ainsi, d'une part parce qu'ils sont profondément opportunistes et ne comprennent pas un radis de la situation, et d'autre part parce qu'ils sont obligés d'intervenir à cause de leur propre base qui voit cette attaque à la Ligue Communiste comme une attaque à toute la gauche ; cette base ne considère pas les militants trotskystes, de quelque organisation

que ce soit, comme des alliés du fascisme, mais comme des militants révolutionnaires.

Le public du meeting, les militants des différentes organisations venaient là pour chercher à avancer en front unique, mais les orateurs n'ont pas cessé de se faire des attaques les uns contre les autres. C'était l'inverse de ce qui s'est passé en France, au meeting du Cirque d'Hiver, où la réunion marquait une préoccupation très élevée de l'avant-garde communiste, socialiste, gauchiste et des trotskystes posadistes pour organiser la direction révolutionnaire, pour rechercher les méthodes, la politique, la tactique à suivre en fonction d'un objectif commun d'abattre le capitalisme. Dans la réunion de Bruxelles, par contre, il y avait dans les différents groupes le sentiment de se disputer, de chercher des affrontements.

Bien que notre Parti ait envoyé, parmi les premiers, une résolution condamnant la dissolution de la Ligue, la comité organisateur du meeting et la LRT n'ont pas invité notre Parti. Indépendamment de cela, nous sommes intervenus, nous avons distribué un tract au nom du Comité Régional de Bruxelles, comprenant, au verso, un extrait de la Résolution du P.C.R.(T), section française de la IV^e Internationale Posadiste au sujet de la dissolution de la Ligue. La direction de la LRT a peur de confronter les idées. Elle ne fait pas de problèmes pour inviter l'UCMLB parce qu'il ne faut pas beaucoup d'arguments pour démontrer qu'ils disent des imbécillités au sujet du trotskysme. Par contre, les idées de la IV^e

Internationale sur la régénérescence partielle dans les Etats Ouvriers et les Partis Communistes développées par son secrétaire général, le camarade J. Posadas, sont autrement difficiles à contester. D'autant plus que des camarades de la LRT analysent le rôle du PC Vietnamien et consentent que celui-ci a agi comme un parti révolutionnaire. Mais d'autre part ils mesurent les changements dans les autres PC comme de simples manœuvres opportunistes. C'est évident qu'un secteur du PC le fait par opportunisme ; un autre, parce qu'il y est obligé par la pression de la base. Même en ce qui concerne la défense de la Ligue Communiste, le PC pouvait en rester là et ne plus rien faire. C'est pourquoi notre section française appelait toutes les organisations à discuter avec l'avant garde communiste et à continuer à impulser le processus de progrès de la gauche communiste : il y a tout un secteur dans le PC, tout un courant qui est impulsé par la décision de l'avant-garde communiste, par la mobilisation mondiale des masses et qui est en train de changer, de ne plus penser comme bureaucrate. Mais le PC n'est pas préparé à une telle vie, parce qu'il y a encore des secteurs droitiers et conservateurs qui s'opposent à ces changements.

Notre rôle, celui que nous appelons les organisations et les militants révolutionnaires à remplir, est d'aider l'avant-garde communiste à avancer avec le secteur de gauche, pour obliger son Parti à prendre le pouvoir. Le Parti Communiste doit se soumettre à la nécessité du Front Unique. En France il progresse

beaucoup dans cette voie.

En Belgique, le Parti Communiste doit faire la même chose en partie. C'est pourquoi il a envoyé des représentants au meeting de Bruxelles et a publié un communiqué se solidarisant avec la Ligue Communiste. Il reste cependant très en arrière du processus de la régénérescence partielle tel qu'il s'exprime en France, dans l'Union Populaire, la défense ferme du Programme Commun de Gouvernement : le représentant des J.C. au meeting n'a fait aucune proposition, donné aucune idée pour faire progresser ces conclusions en Belgique. Mais le fait même de prendre part à ce meeting est important. De même que le PSB. Quel besoin avait Cools de faire une déclaration en défense de la Ligue Communiste et d'écrire tout un éditorial dans "Le Peuple" là-dessus ? Il le fait, d'une part pour prévenir des coups de la droite en Belgique, et arrêter la droite du PSB qui, comme Vranckx, veut faire la même chose que les lois de répression en France. Il le fait aussi pour contenir la gauche socialiste.

Pour nous, comme pour tous les militants révolutionnaires, la conclusion de ce meeting à Bruxelles doit être de mener de l'avant un programme pour faire avancer justement ce front unique et organiser la lutte pour la défense des libertés démocratiques, la démocratie syndicale, pour aider à structurer la gauche socialiste sur la base d'un programme anti-capitaliste. Ce secteur, dans le PSB est

(Suite Page 7)

La rébellion des cadres et des techniciens et la lutte pour la destruction du capitalisme

J. POSADAS - 5 décembre 1972

Il faut prendre très au sérieux la rébellion des cadres et des techniciens. Ce n'est pas par spéculation économique que ce secteur de la société se lance à une telle dénonciation contre le capitalisme, mais à cause d'un état de protestation sociale. Il proteste, se sent utilisé. Il s'agit pourtant des cadres utilisant la technique et qui sont les plus proches à la connaissance scientifique, mais ils se sentent utilisés comme un instrument de plus. Ils voient par contre que dans les Etats Ouvriers, dans les luttes du prolétariat, une telle utilisation n'existe pas, qu'ils sont au contraire traités comme des êtres humains. Il n'en va pas ainsi dans le capitalisme ; ce sont des « cadres », c'est-à-dire des espions, des organisateurs et représentants du système ; ce qui leur crée un sentiment de haine pour les gens, un sentiment particulier, en marge de la population. Ils sentent que sous certains aspects, le système capitaliste dépend d'eux, dans la programmation, la planification, la direction technique. Mais ils voient aussi que le prolétariat fait des organismes sans avoir besoin d'eux.

Lorsqu'il y a une telle rébellion, c'est parce qu'ils sentent la supériorité de l'Etat Ouvrier sur l'Etat capitaliste, sinon, ils n'agiraient pas ainsi. Au fond de leur rébellion, il y a leur plainte, leur protestation de devoir être des agents, des instruments, sans indépendance d'action. Le prolétariat, lui, est indépendant. Eux, sont soumis, moins libres que lui. Tel le veut la structure, la programmation de la production en système capitaliste, dont ils sont les instruments, alors que cela n'existe pas pour le prolétariat. Au contraire, il y a dans la classe ouvrière une lutte contre le rôle des cadres : planificateurs, techniciens, ingénieurs.

Ces secteurs de la société que sont les cadres moyens, ont dans l'Etat Ouvrier, un rôle immense à jouer, mais non au prix d'une annulation sociale. Il faut les appeler à s'incorporer à la lutte pour renverser le système capitaliste. Les techniciens n'ont aucun avenir. Leur avenir est dans l'économie, dans le développement vers l'Etat Ouvrier. Partie des forces de travail, leur rôle va diminuer, mais leur niveau de vie, leur capacité, leur condition, leur représentation sociale va augmenter. Le Parti communiste ne les appelle pas à ces tâches.

Les techniciens et les cadres doivent s'unir à la lutte des ouvriers, pour planifier l'économie et la production de manière à ce que la qualité humaine s'élève, à ce que la programmation de la production, les orientations, la direction s'élèvent... Le capitalisme va y perdre au profit de la dignité humaine, car son système

de vie en fait des esclaves. Culturellement, ce qui progresse sont les idées révolutionnaires, celles qui tendent à accroître l'intervention de la population dans la direction de la société, et ce, dans le monde entier. En France, le capitalisme annonce la perte de ses forces, de son contrôle et de son autorité sur la base petite-bourgeoise.

Il y a aussi des luttes dans les Etats Ouvriers : en Yougoslavie, Pologne, Roumanie, en Union Soviétique. C'est la rébellion contre la soumission des techniciens, des planificateurs, instruments de la domination de l'appareil, ce qui limite la capacité de production. Les « cadres » en régime capitaliste n'ont aucun avenir et chaque jour moins encore. Dans les Etats Ouvriers, ils ne sont pas nécessaires dans ce rôle. Ils auront par contre de

meilleures conditions de vie, une meilleure organisation de leur existence dans la mesure où la programmation de la production est mieux organisée. Loin de diminuer, leur niveau de connaissance ira en augmentant, tout comme leur condition de vie et leur importance sociale.

Lorsque les cadres moyens de capitalisme se rebellent, c'est parce qu'ils n'ont plus confiance dans un système qui les annule comme être humains : ils sont des machines devant vivre obsédés par leur rôle, sous peine de n'être rien, d'être expulsés. Ils sont le résultat de la structuration mécanico-technique du système capitaliste. L'Etat Ouvrier va supprimer tout cela, non dans la situation où il se trouve aujourd'hui, mais dans la lutte en train de se développer déjà en Pologne, en URSS, en Roumanie, en Yougoslavie. En dehors même du rôle criminel qu'on leur fait jouer en système capitaliste, ils n'ont là aucune perspective ; ni le marché, ni le commerce, ni la production capitaliste n'ont d'avenir. La lutte pour dépasser tout cela est nécessaire, et là, tous les cadres moyens, tous, ont sous mille formes leur place et aussi pour la transformation de la production que nous allons faire.

Les ouvriers de Milan et de Turin ont déjà discuté de la nécessité de transformer les usines automobiles comme Fiat en usines de fabrication électro-domestique, de frigidaires, de cuisinières etc...

Ce ne sont pas des voitures individuelles qu'il faut construire, mais des autobus, des trains, des hélicoptères ; il faut éliminer les transports individuels au profit des transports collectifs et faire cette discussion publiquement. Le syndicat de la métallurgie de Milan a proposé la transformation des usines Fiat en usines capables de donner du travail à tous les ouvriers, en produisant, non des voitures

privées, mais tout ce qui est nécessaire aux masses et entre autres des moyens de transports collectifs. Il faut assurer l'avenir de la classe ouvrière, son travail, ses salaires, l'augmentation de son niveau de vie ; faire en sorte que la culture s'élève, se développe, que les relations familiales s'élèvent au lieu de se distendre. On peut tout changer. Si cela ne se fait pas, c'est parce que le capitalisme ne veut pas perdre ses bénéfices. Il dépend de sa structure économique et c'est la raison pour laquelle la littérature capitaliste se dédie à montrer, à tromper sur la soi-disant impossibilité de changer l'économie. Mensonge ! Pourquoi ne pourrait-on pas la changer ? Tout comme on fait autre chose, on peut faire cela. Il faut en discuter.

Les communistes ne discutent pas ainsi, parce qu'ils continuent dépendants de la structure bureaucratique. Par contre, les ouvriers peuvent faire un plan de production indépendant d'une telle forme d'organisation de l'économie. En France par exemple, il faut cesser de produire des voitures individuelles chez Renault, pour produire des moyens de transports collectifs, des appareils électro-ménagers. Il y a mille façons de développer la capacité d'intervenir, de gagner, de maintenir le niveau de vie et de l'élever. Le système capitaliste ne peut répondre à ce que veulent les ouvriers. Il faut le lui imposer. Le programme de l'Union Populaire doit être la préparation à cette tâche : montrer comment la volonté des masses est d'écraser le système capitaliste.

Les communistes ne discutent pas ainsi, parce qu'ils continuent dépendants de la structure bureaucratique. Par contre, les ouvriers peuvent faire un plan de production indépendant d'une telle forme d'organisation de l'économie. En France par exemple, il faut cesser de produire des voitures individuelles chez Renault, pour produire des moyens de transports collectifs, des appareils électro-ménagers. Il y a mille façons de développer la capacité d'intervenir, de gagner, de maintenir le niveau de vie et de l'élever. Le système capitaliste ne peut répondre à ce que veulent les ouvriers. Il faut le lui imposer. Le programme de l'Union Populaire doit être la préparation à cette tâche : montrer comment la volonté des masses est d'écraser le système capitaliste.

Le prolétariat a une capacité d'initiative supérieure à toute planification capitaliste. Il le montre lorsque lui-même planifie, car il tient alors compte des besoins de la population, des masses, des ouvriers et non du profit. Le profit est un facteur qui empêche le développement de la production, de l'intelligence, de la

raison, de la fraternité humaine, des rapports humains. Le profit va contre tout cela. Il faut l'éliminer ! Le profit accroît la richesse de l'un, de l'autre sur le dos du reste de l'humanité. Il faut le supprimer.

Aucune planification du travail faite en fonction du profit ne peut être rationnelle, car celui-ci n'a aucune justification : il est assassin et criminel, despotique, immoral, corrompu ; n'est bon pour lui que ce qui sert à l'accroître. Il faut en finir avec son existence, planifier de manière à éliminer toute production en fonction de lui. Il faut discuter de ce problème dans les usines.

Les communistes ne discutent pas ainsi, mais la base communiste a intérêt à discuter de l'élimination du profit, et de la production en fonction des besoins. Ils vont dire : « Mais le commerce, la concurrence, le prix... ». Tout cela est fonction du système basé sur le profit ; une fois celui-ci éliminé, il n'y a ni commerce, ni prix, ni concurrence.

Tout cela va se discuter sous peu, en même temps que la lutte pour le pouvoir, la réorganisation de l'appareil de production, y inclus de l'agriculture. Il faut en discuter. Nous sommes contre la forme de produire du système capitaliste. Nous pouvons l'améliorer, mais pour ce faire, il faut changer le système de production. Voilà ce qu'il faut poser ! Poser aussi l'attitude des gens vis-à-vis de la production qui doit être mieux organisée de manière à ce qu'elle ne soit pas un esclavage et montrer que l'on peut produire plus et mieux.

Les cadres moyens vivent tous ces problèmes ; techniciens, ingénieurs qui ne trouvent pas leur place dans le système capitaliste. Dans l'Etat Ouvrier, ils vont trouver mille moyens de travailler, de gagner leur salaire, d'élever leur condition de vie, leur connaissance culturelle, leur dignité humaine. Ils n'auront plus à exercer une fonction d'espion, de gérant, de persécuteur, exigeant des ouvriers un travail inhumain. L'Etat Ouvrier les feront se sentir partie du progrès de l'histoire, participant de ses progrès. Voilà tous les problèmes qu'il faut discuter.

Pour avancer, comme technicien, comme planificateur, il faut discuter de la perspective qu'offre le système capitaliste. Quelle est-elle pour revendiquer plus, pour de plus grands progrès ? Sans issue. Aussi faut-il placer la lutte pour les revendications en liaison avec celle pour renverser le système capitaliste. Il faut lier les deux choses ; sans nier ni s'opposer aux revendications immédiates, il faut faire conjointement un plan d'agitation, de propagande, de réunions, de manifestations, d'assemblées permettant aux ouvriers, aux cadres, de comprendre qu'il est impossible d'obtenir des revendications solides. Même étant d'importance, elles ne peuvent être solides parce qu'elles n'ont aucune perspective de pouvoir durer, dans la mesure même où le capitalisme en est à ses dernières possibilités. Quelle est la situation du capitalisme ? Quelle force a-t-il ? Quelle structure ? Rien. Le mouvement ouvrier est par contre tout puissant, non pour conquérir telle ou telle augmentation, pour affronter partiellement le capitalisme, mais pour l'affronter dans son ensemble. Etant donné la structure existante que nous ne pouvons modifier, il faut intervenir dans la lutte politique pour aller au delà de ce que le capitalisme ne peut donner ; c'est-à-dire un gouvernement qui permette d'avancer vers la gauche, vers la destruction du système capitaliste. Les cadres et les techniciens doivent s'incorporer pleinement à cette tâche.

J. POSADAS
5 décembre 1972

Lettre ouverte à la guérilla...

Nous reproduisons ci-dessous des extraits de la lettre adressée par un commissaire de police de Santa Fé en Argentine aux guérilleros qui l'ont blessé dans un affrontement armé et publiée dans le journal CLARIN du 2 juin 1973.

« Messieurs les extrémistes,

Il est regrettable que ceux qui ont eu l'intention de me tuer n'aient pas pris en considération le fait que si l'officier qui m'accompagnait et moi-même avions agi avec le même acharnement, le résultat aurait pu être tout autre et avant tout très défavorable pour vous, car le chauffeur regardait vers le sud et nous aurions pu le blesser avant qu'il ne commence à tirer... Je ne l'ai pas blessé pour les raisons suivantes : 1° parce que je ne suis pas un assassin — 2° je ne ressens aucune haine pour vous — 3° il pourrait s'agir d'un enfant ou d'un parent à moi — 4° je suis aussi un idéaliste de profession et n'agit pas en conséquence arbitrairement et on ne me fait pas plier par la force dans la mesure où ma mission est avant tout de protection y compris au prix de ma vie — 5° depuis que je fais usage de ma raison, je sais que Sarmiento * a écrit : « barbares, les idées ne peuvent être tuées » et je sais en conséquence que les divergences entre idéalistes ne se règlent pas par la force.

Messieurs les révolutionnaires — conclut la lettre — je sais que je suis le premier policier fou qui s'adresse à vous et je le fais, convaincu que vous avez assez d'intelligence, que vous n'avez rien à gagner en tuant des policiers et que nous y avons encore moins à gagner en vous tuant ».

* Sarmiento, politicien et idéologue de la bourgeoisie argentine dans la deuxième moitié du XIX^e siècle.

Cette lettre ne vient pas de rien. L'Argentine a connu toute cette dernière période d'importants mouvements de protestation allant jusqu'au soulèvement et à l'affrontement avec l'armée. Dans la police argentine, s'exprime aussi l'immense crise du régime capitaliste dans ce pays. Des grèves ont eu lieu à Santa Fé et Mendoza, posant la nécessité de réformer démocratiquement la police et d'établir des relations d'égalité entre officiers et sous-officiers.

Un fort courant dans la police réclame la création de syndicats pouvant intervenir sur tous les problèmes et en appui au gouvernement populaire de Campora. Cela montre que sous la pression du processus révolutionnaire, de l'immense mobilisation des masses, de la crise mortelle de l'impérialisme en Amérique Latine entre autres, la police perd son sens de défenseur de la propriété privée.

La lettre de ce policier exprime bien cet effondrement de l'autorité sociale du système capitaliste. En demandant un « nettoyage de la police pleine de corrompus et de types immoraux », et en insistant sur le fait qu'il est « policier et non fait pour réprimer », il veut donner une dignité à sa fonction, en défense de la justice, de la morale, bien que par nature cela soit impossible.

Tout cela montre à quel point le processus de décomposition de l'appareil capitaliste est profond et combien les forces qui ont imposé la victoire du péronisme aux élections, tout comme celles qui au Chili ont fait triompher l'Unité Populaire, sont suffisamment puissantes pour mettre en échec toutes les tentatives de la CIA, de l'impérialisme, de la contre-révolution.

Les conséquences révolutionnaires du triomphe électoral du péronisme.

14 Mars 1973

— J. POSADAS —

(Sur demande à l'adresse du journal)

LE NOUVEAU COUP MILITAIRE, LE ROLE ET L'ISSUE D'UN GOUVERNEMENT PO

8 Juillet 1973

EN URUGUAY

En Uruguay, l'armée a été secouée par le processus en cours dans le monde entier et en Amérique Latine. Cela ne date pas d'aujourd'hui, il y a longtemps que c'est en marche. Il se confirme que, comme nous l'avions posé il y a un an, la tactique consistait à faire appel à l'armée, à un Front Unique avec un programme. Il fallait être audacieux dans les appels et plus encore à la suite du

coup d'Etat, en prévoyant que l'armée allait se sentir une direction politique et qu'il fallait s'en préserver. Il était nécessaire que le mouvement ouvrier se mobilise et montre sa capacité, son autorité de direction et dans le pays, pour éviter que dans le cours des luttes intérieures les tendances droitières ou centristes ne cherchent à prendre la direction.

La C.N.T. doit lutter pour le programme anticapitaliste

La CNT n'a pas de programme. Elle ne dit pas quel est le programme, quelle est la politique, quelle est l'analyse qu'il faut faire de la situation économique du pays, et du monde. C'est ce que la CNT doit faire maintenant : elle doit se lancer à poser aux militaires que le pays est défait, que le coût de la vie augmente de manière astronomique, que le niveau de l'emploi diminue, que les exportations sont en baisse, que la consommation se réduit tandis qu'augmente la richesse de quelques petits groupes et que s'amenuisent les possibilités d'exportation de la production et d'industrialisation du pays. Il faut montrer que ce sont ces petits groupes qui empêchent ce développement et proposer un plan. Un secteur de l'armée, par exemple, accepte la nationalisation de la banque, le partage et l'étatisation des terres les plus importantes des grands propriétaires fonciers. (Ils n'acceptent pas l'étatisation de l'ensemble des terres, mais sont d'accord pour une partie). Cela signifie qu'il existe un secteur de l'armée qui peut être influencé, et très profondément, comme au Pérou, comme en Argentine (tout en tenant compte du fait que l'Argentine est un pays plus développé du point de vue capitaliste).

Au lieu de cela, la CNT mobilisée laisse maintenant l'initiative aux mains des partis bourgeois, du Parti Colorado, à travers l'aile réactionnaire de Jorge Battle, du Parti Blanco qui a gardé le silence jusqu'à maintenant. Ce Ferreira Aldunate a voté toutes les lois contre le prolétariat, a été l'allié du gouvernement pour toutes les lois répressives. Maintenant, ils veulent changer le gouvernement, le renverser en comptant sur les militaires, mais ce sont les syndicats qui ont fait ce mouvement. Alors, il faut faire peser le fait qu'alors que les partis politiques ont été incapables de secouer, de mobiliser et d'organiser le pays, les masses, la petite-bourgeoisie, la paysannerie, les syndicats, grâce à leur grève, ont entraîné tout le monde.

Il faut appeler les syndicats à prendre la tête, à ne pas rester dans le rôle de simple instrument de pression et de force, à être l'instrument de direction du pays. Il faut appeler les syndicats à partir de ce mouvement pour renverser le gouvernement et élever toutes les structures juridiques et sociales du pays. Il ne faut pas laisser ces structures entre les mains du capitalisme. Il faut faire comme en Argentine : nationalisation de la Banque, nationalisations des

exportations — ce qui représente un coup terrible porté à l'oligarchie. En Argentine, on a nationalisé les dépôts bancaires et le gouvernement promet de nationaliser la banque et les exportations dans un délai de six mois. Etatiser les exportations de viandes et de céréales signifie porter un coup très grand à l'oligarchie et à la haute finance et c'est, pour l'Etat, un moyen d'accumulation de capitaux qui vont lui permettre d'investir dans le développement industriel, et dans la politique des salaires. C'est briser le pouvoir économique de l'oligarchie. On peut faire la même chose en Uruguay ! Il faut le faire tout de suite !

Il y a déjà une aile qui veut réaliser cela et qui vient avec nous parce qu'elle a vu que nous avons raison. Dans le texte que nous avons écrit en février, (*) au moment du coup militaire, nous proposons à la CNT d'agir de manière indépendante, de mobiliser, d'appeler les masses à faire des débrayages, des grèves générales, et d'appeler les militaires au front unique. Les militaires doivent voir

(*) Posadas : « Le coup militaire nationaliste et la lutte des classes en Uruguay ». Lutte Communiste, n° 281, 2 mars 1973.

PRESENTATION

Cet article du camarade Posadas que nous saluons avec une grande fraternité révolutionnaire a été écrit avant la fin de la grève générale. Il permet de comprendre les raisons profondes et la signification transitoire du coup porté par la droite militaire, oligarchique dans ce pays pour prévenir la prise du pouvoir par l'aile nationaliste révolutionnaire « péruvienne » de l'armée. Si cette fois-ci la C.N.T. s'est lancée à combattre avec l'appui des partis ouvriers, elle l'a fait de façon encore limitée parce qu'orientant uniquement sa mobilisation à faire pression sur ce secteur de gauche de l'armée pour que lui, prenne le pouvoir, au lieu de se lancer elle, avec le P.C., le Front élargi à prendre le pouvoir en s'appuyant sur la mobilisation et la grève générale des masses. C'est ce manque de décision, de programme qui a conduit à la décision d'arrêter la grève. De son côté, le secteur nationaliste de gauche de l'armée a vu ce manque de décision, d'orientation politique, de programme.

Ce coup donné par les secteurs de droite contre-révolutionnaires de la bourgeoisie, de l'oligarchie avec l'appui de l'impérialisme yankee est l'expression de la crise mortelle du régime capitaliste dans ce pays, crise accélérée par les avances et victoires de la révolution latino-américaine en Argentine, au Chili, au Pérou. Il n'y a aucune condition historique, politique et sociale pour que ce coup assure durant une longue période une survie au régime. Il est transitoire et tout comme en Bolivie après l'expulsion de Torres il ne pourra imposer un renforcement durable et un développement du capitalisme pour résoudre les problèmes des masses en Uruguay.

Nous appelons toute l'avant-garde communiste, socialiste, des syndicats, les militants du courant gauchiste à discuter de l'analyse et des conclusions de cet article du camarade Posadas, comme un facteur nécessaire de la compréhension du processus contradictoire de la révolution mondiale pour appliquer dans les tâches de la lutte pour le pouvoir

que le mouvement ouvrier est disposé — et en a la capacité — à intervenir pour impulser l'économie et le progrès social, et que pour ce faire, il faut prendre une série de mesures que ni le gouvernement ni les militaires ne peuvent réaliser tout seuls.

La CNT le fait maintenant, mais très lentement. Mais aussi, c'est un processus nouveau, qui enseigne beaucoup de choses sur la façon d'agir, et surtout sur les aspects de la tactique, ce qui est fondamental : à quel moment intervenir ? Si la CNT s'était lancée à intervenir il y a deux mois avec l'attitude qui est maintenant la sienne, elle aurait impulsé une tendance dans l'armée. Il y a eu — et il y a encore — dans l'armée, une lutte de tendances très grande, qui s'est exprimée à travers ce qu'ils appellent les « communiqués ». Les 4 et 7, par exemple, étaient en contradiction avec tous les autres, parce qu'ils contenaient une série de mesures économiques contre l'oligarchie. Cela indiquait qu'un secteur de l'armée était influencé et acceptait des mesures économiques et sociales contre l'oligarchie. La mobilisation des masses, l'agitation, auraient eu un grand poids et auraient permis à cette aile de remporter un tel succès. Au lieu de cela et comme la CNT n'est pas intervenue, la décision est restée entre les mains des « sommets » de l'appareil militaire. Ce n'est pas comme cela qu'on éduque, que l'on transmet confiance. Les militaires ne veulent pas la force et la décision du côté du prolétariat, on lui montre que tout se déroule sur le plan du parlement et des démarches entre directions politiques. Les militaires ne veulent pas en conséquence, le facteur que sont les masses ; or, c'est ce qu'ils doivent voir.

La crise actuelle a lieu après que trois millions de personnes soient allées accueillir Péron, mais aussi après que la Jeunesse Péroniste, la direction syndicale et nous-mêmes aient résisté à la droite qui cherchait à intimider et à terroriser les masses. Ce qui se passe en Uruguay n'est pas seulement un fait uruguayen, mais un événement alimenté par la situation à échelle mondiale. Il a aussi ses propres racines, ses propres motivations.

Dans le même temps, a lieu le processus en cours au Brésil qui signifie un très grand recul de la droite. Et du coup, la lumière se fait sur le « mystérieux miracle » du développement du Brésil. Personne ne savait comment développer le Brésil et tout d'un coup celui-ci apparaît à la tête de six milliards de

dollars de réserves. Ce qu'ils ne disent pas, c'est que sur ces six milliards, ils en doivent quatre milliards huit cents millions. Les fameuses réserves sont des investissements à court terme, et le Brésil doit payer des dettes énormes.

Un développement économique doit s'exprimer en investissements, développement de l'industrie, consommation et reproduction de capital. Dans ce cas, l'accumulation de capital est le résultat de la commercialisation de la production. C'est le cycle investissement, production, consommation, recapitalisation, reinvestissement. Au lieu de cela, on voit apparaître des milliards du jour au lendemain au Brésil. Il s'agit d'investissements réalisés par des capitalistes, yankees en particulier, mais qui arrivent à terme et maintenant les capitaux repartent. Toute cette tendance « à la brésilienne » a eu la vie brève. Mais ce qui est en train de se développer beaucoup, par contre, c'est la ligne « à la péruvienne ».

Les trois millions de personnes qui sont allées accueillir Péron, la résistance à coups d'armes à feu ! — contre la droite, montrent l'existence d'un très profond processus de gauchissement de toutes les masses. Mais ce processus, bien qu'ayant lieu en Amérique Latine, en Afrique, en Asie, part des Etats Ouvriers et se produit également en Europe. Il existe dans les armées capitalistes et en particulier en France et en Italie, des ailes, des tendances déjà très nombreuses, qui sont partisans des solutions socialistes. Les trois millions de personnes qui sont allées accueillir Péron montrent l'approfondissement irrésistible de la volonté des masses de prendre le pouvoir. Elles montrent en outre, que ni la droite ni le centre n'ont de possibilités et de perspectives. Les trois millions de personnes se sont déplacées pour pousser Péron à aller vers le socialisme : elles ne sont pas allées recevoir le leader justicialiste, mais le pousser à développer l'Argentine vers le socialisme. La tuerie de Ezeiza a obéi à un plan impérialiste. En même temps que cette tuerie, il y a eu le soulèvement au Chili, une tentative de coup au Pérou, le coup en Uruguay, c'est-à-dire toute une tentative de la part de la CIA de coups de main. Elle a échoué partout. L'assassinat en Irak a, lui aussi, échoué.

Tous les vieux groupes, qui voulaient profiter du mouvement péroniste sont dissous. Ils n'ont pas de politiques, ne comprennent pas, parce qu'ils ne s'attendaient pas à ce mouvement. Ils ne s'attendaient, ni à un triomphe aussi grand

ÉDITION REVUE MARXISTE

Les Syndicats, les masses péronistes et la nouvelle étape de la lutte pour le Socialisme en Argentine

J. POSADAS - 18-3-73

brochure n° 21

Sur demande à l'adresse du journal :
Boîte postale 273, Charleroi. - C.C.P. de Pôlet Cl. 976234.
Prix : 20 FB.

J. POSADAS

du péronisme, ni à ce que trois millions de personnes aillent à Ezeiza. Ils continuent à croire que ce sont des masses très arriérées parce qu'elles suivent Péron. Alors que c'est Péron qui est obligé — et d'ailleurs c'est sa tendance — à poser la réalisation d'une tournée en Amérique Latine, et à proposer d'être le représentant de l'Argentine à la réunion des pays non alignés qui se tiendra à Alger. Sa femme et son secrétaire ont séjourné pendant quinze jours en Chine, pour étudier la vie dans les communes chinoises. Il y a un peu de comédie dans tout cela, mais tout n'est pas comédie. Il cherche comment progresser et il fait des propositions qui, inévitablement, sont des coups portés contre le système capitaliste.

L'importance de ce processus du péronisme vient de la très grande autorité qu'il a sur l'Amérique Latine toute entière, où il n'y a ni Partis Communistes, ni Partis Socialistes de masse. Le seul Parti Communiste de masse important, est celui du Chili et dans ce pays, il y a aussi un Parti socialiste de masse, et

des mouvements qui ne sont ni socialistes ni communistes et qui ont ensemble, autant de force que les deux premiers : Le MIR, le MAPU et la gauche démocrate chrétienne sont des secteurs très importants qui démontrent que dans le mouvement ouvrier, des courants se sont développés en dehors des partis communiste et socialiste. Et ces courants n'ont pu le faire parce que ni communistes ni socialistes n'ont répondu à la volonté révolutionnaire de ces couches, qu'ils n'ont pas comprises et dont ils n'ont pas vu le niveau atteint. C'est pour cette raison qu'ils n'ont pas compris la Bolivie, ni l'Argentine, ni le coup militaire en Uruguay. Maintenant ils veulent comprendre, mais il arrivent trop tard. C'est nous qui avons approfondi la compréhension théorique et politique de ce processus placé sous l'influence de la révolution socialiste mondiale, des Etats Ouvriers, de la défaite de l'impérialisme et même de la tournée de Brejnev aux Etats-Unis, qui, tout en représentant une attitude d'une certaine conciliation avec l'impérialisme va cependant aussi contre le capitalisme. Les masses voient que c'est lui qui sort vaincu de ces rencontres, que c'est lui qui doit dire qu'il ne fait pas la guerre, alors que dans le cas de l'URSS tout le monde sait qu'elle ne la fait pas, que l'objectif de l'Etat Ouvrier n'est pas de la faire. Si on pouvait arriver au socialisme sans guerre, l'Etat Ouvrier le ferait. Par contre, l'impérialisme ne peut pas se maintenir sans faire la guerre. Les masses voient qu'il est vaincu au Vietnam, au Cambodge, au Laos, elles le voient faire des « Watergate » partout.

Le Parlement n'a plus aucune valeur

Dans la situation actuelle, en Uruguay, il y a un président, mais quel gouvernement mettre en place ? Si on met un de droite, le centre et la gauche vont s'y opposer. Si c'est le centre seul qui le compose, la droite va s'opposer et la gauche l'appuyer. Les mesures prises, comme la fermeture du parlement, vont contre le capitalisme. Avec ce coup, ils ont liquidé le parlement parce que c'était une nécessité aussi bien pour la droite que pour la gauche. Le parlement n'a plus aucune valeur. Qui va le défendre ? Assassins ! Canailles ! Ils osent accuser l'armée de tuer des gens, alors qu'eux en ont tué bien plus que l'armée !

Bordaberry est sur le point d'être liquidé : il n'a plus d'autorité. Quand un tel processus se produit dans un délai si court, cela signifie que les yankees ne peuvent plus rien imposer en Amérique Latine.

Il faut intervenir maintenant pour faire peser le mouvement ouvrier de manière indépendante dans la lutte intérieure au sein de l'armée. Il faut que l'armée sente la force du mouvement ouvrier, sa capacité, et il faut gagner l'aile gauche pour qu'elle continue. Il est très important que notre parti puisse intervenir. Si les communistes l'avaient fait, ils auraient encouragé l'aile gauche des militaires à comprendre. Il n'y a pas de direction politique. La droite est la seule à avoir un programme décidé. Les autres n'ont pas encore décidé ce qu'ils vont faire. Ils veulent prendre des mesures ; mais ils n'ont pas d'orientation précise. La droite est décidée : elle veut maintenir le système capitaliste, tout le pouvoir dont il dispose, pour empêcher tout changement.

La crise du système capitaliste, signifie une bagarre entre secteurs et entre facteurs. Leur désorganisation vient de ce qu'aucun d'eux n'a assez de force pour décider. S'il y a 25 fractions, c'est parce qu'il n'y a personne qui canalise, représente ou élimine le poids des différentes fractions. Ils voient le mouvement ouvrier avancer, ils voient ce qui

se passe en Argentine, le poids des changements au Brésil qui se font contre le processus antérieur de renforcement et d'extension de la droite. Ils se lancent à intervenir pour se couvrir. Toutes les tendances, tous les courants se lancent à agir de manière abrupte pour peser, couper un processus dont ils voient qu'il leur échappe des mains. Le processus d'Argentine influence et va avoir pour résultat l'organisation d'un groupe de militaires de gauche qui va s'appuyer sur les syndicats ou que ceux-ci vont impulser. Les autres interviennent pour couper court à ce processus. Ce n'est pas un mouvement inconscient, désordonné, mais la droite n'a pas assez de force pour atteindre son but. Sans force propre, elle doit compter avec le centre et celui-ci, pour se préserver de la droite, doit se raccrocher à la gauche ; tel est le mécanisme de ce jeu. Les communistes n'y ont absolument rien compris. Qu'ils interrogent l'histoire ! Ils verront que c'est le même mécanisme depuis le siècle dernier jusqu'à nos jours, avec des différences de rythme, de forces et de composition.

Donner assurance à la gauche de l'armée

La gauche militaire a peur de se lancer à intervenir parce qu'elle est d'accord avec les idées progressistes, avec le progrès, mais elle n'a pas de vie de parti. Elle a peur des partis politiques et elle ne voit pas ceux-ci décidés, sûrs d'eux-mêmes et confiants. Il est donc logique qu'elle ne puisse avoir d'assurance. Si, dans ce jeu, les syndicats se lancent, ils entraînent, forment des organes de pouvoir sur la base des usines et des quartiers, approfondissant la crise du capitalisme et aidant la gauche en Argentine à aller plus loin.

Ferreira Aldunate intervient pour arrêter ce processus. Il se lance pour canaliser la volonté, la décision des masses ouvrières, petites-bourgeoises et des secteurs paysans qui veulent impulser des secteurs politiques de l'armée à aller de l'avant, en appliquant des mesures qui signifient une base de progrès pour l'économie : les nationalisations, les étatisations, le partage des terres. Ces secteurs de l'armée ne se sentent pas avec assez de force pour appliquer ces mesures pourtant très limitées. Ils manquent d'assurance et de confiance pour pouvoir atteindre ces résultats. Par contre, l'Argentine toute proche parvient à ces résultats. Evidemment, il y a dans ce pays le prolétariat ; il y a les trois millions de personnes qui sont allées à Ezeiza, et les masses qui ont tout supporté pendant 18 ans, sans se disperser.

L'armée en Uruguay est intervenue après les grandes grèves. La CNT intervient maintenant en montrant qu'elle est le noyau qui donne au prolétariat la con-

fiance qu'il communique ensuite au reste de la population.

Faire fonctionner les organes de pouvoir dans les usines et les quartiers,

avec le Parti Communiste et le Parti Socialiste cela donnera confiance politique aux secteurs de l'armée et leur permettra de s'élever. Il ne faut pas poser maintenant le renversement du régime capitaliste. Il s'agit d'une étape de transition avec des mesures qui peuvent permettre de peser sur les militaires en leur donnant confiance, en leur montrant qu'il est possible de procéder à des nationalisations etc, comme Péron l'a fait quand il a imposé le monopole de l'exportation des deux principaux produits que sont la viande et le blé, constituant par là un commencement de monopole du commerce extérieur, la centralisation de la banque et l'élimination de l'utilisation du crédit au bénéfice de la propriété privée. Cette dernière mesure établit que la banque centrale détermine l'orientation du crédit. C'est une base de rationalisation pour orienter le cours de l'économie. C'est une mesure qui reste dans le camp bourgeois mais elle limite la capacité individuelle du capitalisme et des secteurs qui veulent l'utiliser. Cela renforce les secteurs qui cherchent à développer l'économie au nom de l'Etat, contre le système capitaliste.

Il faut appeler à constituer des organes de pouvoir, à constituer des gouvernements locaux. Il faut appeler l'armée à faire des analyses économiques. Faire un programme et le divulguer en montrant la nécessité de la planification de l'économie. Sans planification, l'économie n'a pas la possibilité de progresser, ni en Uruguay, ni dans aucun pays. Qu'ils se regardent donc dans le miroir du dollar !

Il faut chercher à faire pression par des initiatives, de manière à les pousser à rompre ; il faut appeler la population à prendre les armes, à diriger, à organiser, à distribuer les ravitaillements à agir comme une direction et à démontrer que ce gouvernement est une merde. Il faut

en même temps appeler l'armée à y participer et à s'organiser aux côtés de la population. Il faut appeler la population, l'armée, la police, toute la petite-bourgeoisie moyenne et aisée, en démontrant que par ce chemin on va à l'hécatombe. La population montre sa volonté de combat. Le parti Communiste, le Parti Socialiste et la CNT ne montrent pas quelle issue donner à la situation. Ils espèrent impressionner avec la grève, mais ils ne cherchent pas à prendre eux-mêmes l'initiative c'est pourquoi c'est l'armée qui l'a prise. L'armée n'a pas d'autre force que ses démonstrations d'armes. La gauche est timide, pleine de crainte, et de limitations.

Il faut être prêt à dissoudre l'armée maintenir les manifestations, occuper les lieux de travail, faire face aux affrontements. La bourgeoisie n'a aucun intérêt à affronter le Frente Amplio (Front élargi) parce que cela la dépasse. Ni communistes, ni socialistes, ni la CNT n'agissent comme direction, il n'y a rien, sauf des appels, des grèves. Mais quel est l'objectif de la grève ? faire céder le gouvernement. Qu'il accorde des augmentations de salaire ! qu'il abaisse les prix ! Mais ce qu'il faut résoudre, c'est le problème de fond et le gouvernement est impuissant pour le faire.

Il faut faire appel aux militaires et montrer que le gouvernement est impuissant. Ce n'est pas la même chose qu'en Argentine ! Là, les ouvriers ont tout supporté pendant 18 ans et quatre millions ont défilé en appui à Péron ! En Uruguay, il n'y a pas cela, la perspective est donc la mobilisation, l'occupation des lieux de travail en appelant à établir un programme de gouvernement, comprenant une série de mesures qui soient un moyen de se mettre d'accord avec le secteur de gauche de l'armée.

J. POSADAS

8 juillet 1973

LA PRESSE TROTSKISTE

ALGERIE

REVOLUTION SOCIALISTE - Organe du Groupe IV^e Internationale

ALLEMAGNE

ARBEITER STIMME - Organe de la section allemande de la IV^e Internationale. Paul SCHULZ - Postfach 16708 Frankfurt/M - 16.

ANGLETERRE

RED FLAG Organe du Revolutionary Worker's Party, 24, Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.

ARGENTINE

VOZ PROLETARIA - Organe du Partido Obrero (T) Casilla de Correo n° 2938. Correo Central - Capital Federal.

BELGIQUE

LA LUTTE OUVRIERE - Organe du Parti ouvrier révolutionnaire (T) C. Polet

BOLIVIE

LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (trotskiste). Amadeo Vargas Arce, Casilla 644 Oruro (Bolivie).

BRESIL

FRENTE OPERAIA - Organe du Partido Operário (T) Clandestin.

CHILI

LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T) Juan Urrutia Muñoz Coquimbo 791. Talcahuano (Chili).

CUBA

VOZ PROLETARIA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T) Montes 12 ap II Piso 2, Habana (Cuba).

EQUATEUR

LUCHA COMUNISTA - Organe du Partido Comunista Revolucionario (T) Apartado 3726 - Quito.

ESPAGNE

LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T) Clandestin (s'adresser aux journaux belge, français, italien).

GRECE

KOMMUNISTIKIPALI - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T) Clandestin.

ITALIE

LOTTA OPERAIA - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T) Pietro Leone - Casilla Postale 5059. 00153 Rome Ostiense.

MEXIQUE

VOZ OBRERA - Organe du Parti Obrero Revolucionario (T) Jose L. Hernandez - Apdo. Postal - Num. 66-587, Mexico 12 DF.

MOYEN-ORIENT

REVOLUTION SOCIALISTE - Bulletin en langue arabe et perse organes des militants arabes et perses de la IV^e Internationale.

PEROU

LUCHA OBRERA - Organe du Parti Obrero Revolucionario (T) Apartado 5044 Correo Central, Lima.

URUGUAY

FRENTE OBRERO - Organe du Parti Obrero Revolucionario (T) Montevideo. Zulma Noguera, Casilla de Correo 1204, Montevideo (Uruguay).

CUARTA INTERNACIONAL - Organe du Comité exécutif de la IV^e Internationale, Casilla 1204, Montevideo (Uruguay).

REVISTA MARXISTA LATINO-AMERICANA - Organe du S.I. de la IV^e Internationale, Casilla 1204, Montevideo (Uruguay).

EUROPEAN MARXIST REVIEW - Organe du B.E. du S.I. de la IV^e Internationale. Edition en anglais, 24 Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.

REVUE MARXISTE EUROPEENNE - Organe du B.E. du S.I. de la IV^e Internationale Edition en Français, 63, rue Victor-Hugo. 92-Courbevoie.

REVISTA MARXISTA EUROPEA - Organe du B.E. de la IV^e Internationale (édition en italien) Pietro Leone - Casilla Postale 5059 - 00153 Roma Ostiense (Italia)

REVUE MARXISTE EN ARABE - Organe du Bureau Arabe du S.I. de la IV^e Internationale (Edition en langue arabe)

ARGENTINE : LA DÉMISSION DE CAMPORA, L'IMPOSSIBILITÉ DE RETOUR EN ARRIÈRE ET LA STRUCTURATION DE LA GAUCHE DANS LE MOUVEMENT PERONISTE

La démission de Campora est une tentative de coup de barre à droite, à travers laquelle l'armée, l'oligarchie, la droite péroniste et la CIA cherchent à contenir le développement et l'approfondissement du processus révolutionnaire en Argentine. L'impérialisme est conscient que le cours suivi par le gouvernement de Campora, depuis le triomphe des élections, il y a un mois et demi, dépasse les frontières de l'Argentine et est un puissant stimulant à tous les mouvements qui, comme le péronisme, plongent leurs racines dans le nationalisme et évoluent aujourd'hui vers des positions, des programmes et des mesures anti-impérialistes et affectant la survie du capitalisme dans toute l'Amérique Latine.

L'impérialisme et l'oligarchie doivent s'y opposer, mais ils manquent de forces propres pour le faire : la résistance et le triomphe des masses péronistes après 18 ans de répression ont montré qu'il est exclu d'écraser ou de faire reculer ce mouvement, impulsé par les masses et par l'influence des progrès de la révolution socialiste mondiale. L'armée, la police sont en pleine désintégration parce qu'elles ont échoué dans leur rôle de répression du mouvement des masses. La réaction n'a donc pas d'autre solution que d'intervenir clandestinement, en jouant sur les contradictions de classes dans le mouvement péroniste, pour essayer de contenir, d'arrêter le développement du processus.

Le renvoi de Campora, celui des ministres Puig et Righi, les plus proches de la gauche péroniste, se situent dans la même ligne que le massacre de Ezeiza. A ce propos le camarade Posadas écrit, dans l'article : « LA C.I.A. LA TUERIE DE EZEIZA ET LE PROCESSUS REVOLUTIONNAIRE EN ARGENTINE » qu'a publié Lutte communiste dans son numéro du 6 juillet : « C'est une action de commando réalisée par qui a intérêt à saboter la stabilité du mouvement péroniste... à empêcher que la gauche gagne de l'autorité, s'élève, acquière un poids important ou prédominant au sein du péronisme... ils ont un plan qu'ils vont développer... »

Le mois et demi pendant lequel Campora a été à la tête du gouvernement a été mis à profit pour promulguer une série de mesures qui, en renforçant les bases du nationalisme révolutionnaire ont conduit à l'inévitabilité de cette crise du mouvement péroniste, qui est une crise de définition, entre le nationalisme révolutionnaire qui veut conduire le pays vers des structures socialistes, et les secteurs bourgeois qui dominent l'appareil justicialiste. En politique internationale, il y a eu la reconnaissance de Cuba, de la Corée du Nord, du Nord Vietnam et du GRP du Sud Vietnam, le développement des relations avec le Chili, le voyage en Chine, qui ont établi des liens avec les Etats ouvriers et le mouvement communiste mondial. La prise de position en faveur du non alignement et l'annonce de la participation de l'Argentine — probablement représentée par Péron lui-même — à la Conférence des pays non alignés d'Alger signifie en réalité un « alignement » dans le camp anti-impérialiste.

Sur le plan économique intérieur, malgré la conception erronée que signifie le pacte entre la C.G.T. et le patronat, des mesures comme le contrôle d'Etat sur les dépôts bancaires et sur les exportations de viande et de céréales, en attendant l'extension de ce contrôle à l'ensemble des exportations promises pour dans six mois, sont des coups profonds, sévères au pouvoir de décision économique de l'oligarchie et à ses liens — à travers la finance et le commerce extérieur avec le système capitaliste mondial. — Mais ce qui est décisif, c'est la structure sociale d'intervention des masses que le mois et demi de pouvoir de Campora a permis de mettre en place. Ce qui caractérise le processus actuel et lui donne son caractère irréversible, c'est l'intervention massive des masses, c'est l'intervention indépendante du prolétariat dirigeant la participation de l'ensemble de la population ; c'est ce qu'on a vu avec le million de personnes qui s'est concentré à l'occasion de la prise de pouvoir de Campora, des 3 à 4 millions qui se sont massés à Ezeiza pour recevoir Peron. Les masses péronistes sont conscientes de leur rôle et de leur pouvoir de décision. C'est ainsi qu'elles ont mis au centre de leurs exigences l'abolition de toutes les lois répressives, la libération de tous les emprisonnés politiques et syndicaux, le libre

fonctionnement des partis, y compris du parti communiste, avec ses locaux et sa presse. La réparation imprimée de l'organe des trotskystes-posadistes d'Argentine, VOZ PROLETARIA, le retour au fonctionnement légal de notre parti sont des effets de cette imposition des masses qui ont fait passer leurs revendications sur les droits démocratiques et des libertés politiques avant leurs revendications de salaires. Ainsi ont-elles imposé la liberté des prisonniers politiques dès le premier jour.

C'est la raison pour laquelle cette tentative de coup qui survient après l'échec du coup contre révolutionnaire au Chili, après la résistance en bloc de la classe ouvrière en Uruguay n'ouvre aucune nouvelle perspective pour l'impérialisme et la bourgeoisie en Argentine. Ce coup, d'autres qui peuvent suivre, contre la gauche, contre le mouvement syndical et la direction de la jeunesse, contre nos camarades en Argentine peut ralentir le rythme du processus, mais ne peut pas l'annuler. Pour cela il faudrait détruire la cohésion, la centralisation des masses péronistes contre le capitalisme, et ce n'est pas par des manœuvres dans l'appareil justicialiste que l'impérialisme va réussir là où il a échoué pendant 18 ans, alors qu'il avait à sa disposition tous les moyens de pression, de répression contre le mouvement péroniste et le prolétariat.

Les intentions de ce coup, pour freiner, contenir le processus en cours en Argentine et son pouvoir d'attraction sur tout le processus nationaliste révolutionnaire en Amérique Latine sont bien évidentes, mais en même temps, Campora n'a fait qu'appliquer le programme que Péron lui-même avait proclamé et c'est Péron qui assume le pouvoir à sa place. Ce n'est pas, comme le prétend maintenant la direction péroniste un changement prévu d'avance, complètement planifié, en accord avec Campora lui-même, sinon il l'aurait annoncé depuis le premier jour. C'est bien d'une crise entre la droite et la gauche dans le péronisme qu'il s'agit. Pour la résoudre, la droite ne peut imposer un autre représentant que Péron, or celui-ci n'a pas annoncé qu'il allait mener une autre politique, prendre d'autres mesures. Il cherche seulement à se situer au-dessus de la lutte interne, pour éviter les déchirements au sein du mouvement. Même s'il le voulait — et toute son histoire personnelle montre que ce n'est pas le cas — Péron ne pourrait pas préconiser une politique ouvertement bourgeoise et de droite. Il ne peut pas oublier que les masses ne se sont pas mobilisées autour de sa personne, qu'elles ne sont pas venues par millions pour le recevoir à son premier retour, qu'elles ont attendu, de voir ce que Péron allait faire. Elles l'ont jugé d'après les premières mesures prises par Campora et c'est pour cette raison qu'elles ont assisté par millions au retour de Péron à Ezeiza ; pour impulser la ligne de gauche, les mesures anti-impérialistes et anticapitalistes, pour imposer ce qu'il y a de plus avancé dans le mou-

vement péroniste : la Jeunesse péroniste, les Montoneros, les Syndicats combattifs, le programme de Huerta Grande et La Falda.

Là où, comme dans le camp syndical par exemple, les secteurs de droite ont cherché à se servir de la puissance de l'appareil d'Etat pour évincer des directions ou des dirigeants de gauche, la base ouvrière péroniste a réagi violemment en expulsant les représentants droitiers de la direction nationale de la C.G.T. et en renouvelant sa confiance aux dirigeants de gauche, même si ceux-ci sont connus comme marxistes ou non péronistes, comme c'est le cas à Cordoba.

Ce qui permet encore à la droite, à un tout petit secteur à la direction du justicialisme, d'agir de la sorte et d'évincer le candidat pour lequel avait voté 60 % des masses, 90 % du prolétariat argentin, sans consulter celui-ci, c'est la faiblesse des structures du mouvement péroniste. C'est contre cette faiblesse que le camarade Posadas mettait en garde la gauche péroniste, le secteur qui, à la direction du mouvement, veut avancer dans le nationalisme révolutionnaire. C'est cette contradiction entre la direction bourgeoise et la base prolétarienne de masses du mouvement que le camarade Posadas appelle la section argentine de la IV^e internationale à résoudre dans la jeunesse péroniste, dans les syndicats combattifs.

Dans son article « LES SYNDICATS, LES MASSES PERONISTES ET LA NOUVELLE ETAPE DE LA LUTTE POUR LE SOCIALISME EN ARGENTINE » du 18 mars 1973, le camarade Posadas prévoyait la crise qui vient de s'ouvrir : « Les pressions vont être très grandes, et comme il n'y a pas de parti constitué, organisé en cellules où la classe ouvrière puisse peser dans la vie normale du parti, l'aile droite a encore les moyens de s'imposer dans l'appareil et d'imposer une structure au moins de centre. Il faut donc s'attendre à une lutte très grande dans le Frejuli, sans que pour cela elle se développe essentiellement dans le Frejuli : elle va plutôt avoir lieu dans les syndicats. Il faut s'orienter à voir que la lutte essentielle va se développer dans les syndicats. Il faut donc intervenir là pour faire pression sur le Frejuli, en tenant compte que celui-ci est un mouvement qui n'a pas de vie organique, qui n'est pas un parti. Il faut unir la jeunesse aux syndicats, en partant de la tendance qu'elle montre à la réaliser... »

En posant l'analyse et en prévoyant les difficultés du processus, le camarade Posadas pose aussi la ligne, propose les mesures pour la résolution de la crise : faire peser le prolétariat, faire intervenir de manière indépendante la base ouvrière péroniste. Celle-ci dispose d'instruments formidables : la C.G.T. de masses et une tendance de gauche dans cette C.G.T. que représentent les Syndicats combattifs : un programme qui déborde le camp strictement syndical et pose un ensemble de mesures anti-impérialistes et anticapitalistes : celui de Huerta Grande et celui de la Falda ; dans les usines, une tradition de conseils d'usines, d'assemblées, de délégués élus. Il faut redonner à ce mouvement toute sa puissance et son indépendance en imposant une direction qui corresponde à la volonté de la base, et non à la désignation de la direction bourgeoise du justicialisme. Il faut le fonctionnement démocratique dans les usines, la révocabilité des mandats et le fonctionnement usine-quartier pour discuter non seulement de la planification de la production, des étatisations nécessaires pour assurer un développement de l'économie en bénéfice de la grande majorité de la population, mais aussi toutes les expériences et conquêtes des masses du monde, dans les Etats Ouvriers, au Vietnam, à Cuba, au Chili, les conseils d'usine en Italie, LIP et le Front unique sur un programme de gouvernement de gauche en France etc. Il faut faire peser la structure mondiale de la révolution socialiste, les quatorze Etats ouvriers, les seize Etats révolutionnaires, la crise totale du système capitaliste et les échecs de l'impérialisme partout, depuis le Vietnam

jusqu'au Chili en passant par le Moyen Orient et le virage à gauche des grands partis socialistes comme l'allemand ou l'anglais. Le sens du nationalisme, c'est le progrès de l'immense majorité de la population, et celui-ci ne peut se réaliser en supportant les conséquences de la concurrence et de la crise du capitalisme mondial.

Pour progresser économiquement, socialement, l'Argentine doit se lier aux forces qui avancent dans le monde qui sont les Etats ouvriers, les Etats révolutionnaires, c'est une nécessité inéluctable que même un secteur de la bourgeoisie argentine avait compris en imposant à Lanusse la reconnaissance de la Chine. Les masses péronistes voient la tentative de la droite, mais ont en même temps confiance en leurs propres forces et la gauche péroniste a démontré en répondant les armes à la main au terrorisme et à l'intimidation que recherchait la tuerie perpétrée par la C.I.A. à Ezeiza, sa décision, sa volonté de ne reculer devant aucun moyen, y compris la guerre civile et la constitution des milices populaires pour défendre les conquêtes fondamentales des masses. Maintenant, les masses péronistes ne vont pas s'opposer à la venue de Péron, mais en tenant compte du rapport de forces, elles vont pousser celui-ci à maintenir et développer la ligne marquée depuis le triomphe des élections. Ce qu'il faut construire, ce sont les instruments pour cela, structurer la direction de la gauche, qui est puissante, qui a des équipes partout et des liens profonds avec tous les secteurs des masses, non seulement les ouvriers mais aussi la petite-bourgeoisie, les étudiants, les techniciens, mais qui manque de structure et d'instrument. Développer cette direction dans le processus de la construction du Parti Ouvrier basé sur les syndicats, qui est le mot d'ordre pour lequel a lutté et lutte la IV^e Internationale en Argentine, liée, fuslonnée, au meilleur de l'avant-garde péroniste. Pour toutes ces tâches, est fondamentale l'organisation, l'élévation d'une direction marxiste révolutionnaire, qui se base sur la compréhension du phénomène péroniste et des structures de la révolution mondiale, qui élève sa sécurité et sa confiance dans le marxisme, seul instrument capable de résoudre tous les problèmes d'Argentine.

Comme l'analyse le camarade Posadas dans le document antérieurement cité, le Parti communiste argentin, le mouvement communiste en général portent une lourde responsabilité dans le retard de l'organisation de cette direction marxiste révolutionnaire là comme dans tous les pays où le processus de la révolution s'est développé à travers le nationalisme révolutionnaire. Encore aujourd'hui, le parti communiste argentin, et en particulier le Parti communiste français, même s'ils ne mettent plus au centre de leurs analyses comme ils le faisaient il y a quelques mois encore Péron = fascisme, mettent l'accent sur les erreurs, les limitations de la direction péroniste en cherchant à séparer un secteur de la gauche et à le faire agir contre et en concurrence avec, l'immense majorité des masses péronistes. Nous pensons que ce nouveau développement de la situation en Argentine doit être l'occasion d'une discussion dans les Partis communiste et socialiste, dans la C.G.T. en France sur les documents du camarade Posadas sur le péronisme et en particulier sur le nationalisme révolutionnaire, en tenant compte du fait que l'appui la compréhension, du mouvement communiste, du mouvement ouvrier, de l'avant-garde syndicale mondiale, vont avoir une influence très profonde sur le processus de structuration de la direction de gauche dans le mouvement péroniste, en donnant une base stable, des relations, des contacts à cette gauche, élevant sa confiance et sa propre compréhension du rapport de forces mondial et tel qu'il s'exprime en Argentine. L'union Populaire doit intervenir résolument, comme dans le cas du Chili, en appui aux forces anti-impérialistes et anticapitalistes en Argentine.

VIVE LES 26 ANS DE "VOZ PROLETARIA" !

Organe du Parti Ouvrier (trotskiste), Section Argentine de la IV^e Internationale
et instrument théorique et politique d'organisation mondiale du posadisme !

PRÉSENTATION

Notre Parti salue avec toute son affection, sa joie et fierté communiste notre chère section argentine de l'Internationale, le Bureau Latino américain et le camarade J. Posadas pour cet anniversaire qui a une signification particulière, comme l'explique l'article publié par "VOZ PROLETARIA" à cette occasion.

Il exprime, pour toute l'Internationale, pour l'avant-garde révolutionnaire, communiste, nationaliste, mondiale et latino-américaine la continuité de la pensée marxiste et de la conception bolchévique sur la base de laquelle le camarade Posadas a construit le Parti. C'est avec une telle structure que la IV^e Internationale intervient en Argentine dans cette étape de triomphe et d'élévation immense des masses péronistes pour abattre l'impérialisme et le capitalisme, et construit les cadres dirigeants de l'avant-garde qui lutte pour le pouvoir et le socialisme en Argentine, dans toute l'Amérique Latine et s'appuie de plus en plus sur le marxisme, sur le posadisme pour se structurer. Les 26 ans de "Voz Proletaria" coïncident aussi avec la reparation publique du Parti Ouvrier (Trotsky) et la sortie du journal imprimé, légalement, après de nombreuses années de clandestinité.

"Voz Proletaria", la section argentine, depuis sa fondation par le camarade Posadas avec le "Groupe Cuarta Internacional" jusqu'à aujourd'hui, sont un exemple, un stimulant, un point d'appui irremplaçable pour notre propre construction et progrès et pour toute l'avant-garde communiste et révolutionnaire, car ils sont la démonstration que la capacité de triomphe se trouve dans la confiance dans les idées et la construction de l'instrument conséquent avec ces idées.

C'est en juin 1947 que parut le premier numéro de VOZ PROLETARIA. Il y a 26 ans, son édition a donné un instrument « d'organisation collective » au Groupe Quatrième Internationale (Grupo Cuarta Internacional - G.C.I.). Posadas avait constitué, organisé et structuré le G.C.I. comme point d'appui pour la continuité des idées et du programme du trotskisme, comme base de la continuité du marxisme. En Amérique Latine, le G.C.I. a été un centre de compréhension du phénomène du nationalisme, du péronisme en Argentine et, immédiatement, un organisateur de la direction marxiste révolutionnaire latino-américaine.

« Voz Proletaria » a surgi comme une conclusion dialectique d'organisation, d'extension du G.C.I., comme l'organisateur du Bureau latino-américain de la IV^e Internationale. Posadas a fondé le journal, l'a organisé, en a écrit les textes et a structuré une équipe autour de cette conclusion : maintenir vivantes la pensée et les idées de Trotsky, jeter les bases de la IV^e Internationale en Amérique Latine, incorporer à la compréhension du trotskisme le phénomène du nationalisme et du péronisme et être un centre pour l'organisation de la direction révolutionnaire en Argentine et en Amérique Latine.

LE MEETING ORGANISE...

(Suite de la page 2)

encore enclin à concilier avec la droite et à limiter son programme parce qu'il ne voit pas, ne sent pas de points d'appui dans les autres organisations. La classe ouvrière, la petite-bourgeoisie, ont la décision de lutter pour ces points : les grèves des dockers, de Cockerill, tout comme les mobilisations des étudiants l'ont montré. Il fait transmettre toute la décision de front unique au travers de formes organiques : au travers des comités d'usines, de quartiers, d'écoles, au travers des formes qui permettent la mobilisation et l'intervention de toute la population. Faire des

réunions communes, des assemblées, et meetings avec le PCB et le PSB, les JC et les JS, et les autres organisations de gauche, en posant les revendications de la population travailleuse, la lutte anti-capitaliste, les nationalisations sous contrôle ouvrier, le plan ouvrier pour résoudre la crise capitaliste, pour combattre l'inflation, en la faisant payer par les plus favorisés, par ceux qui gagnent le plus, par les possédants ; discuter et lutter pour l'organisation d'un gouvernement de gauche qui applique ces points en se basant sur le fonctionnement des organismes de masses !

24.7.73

LA C.I.A., LE MASSACRE D'EZEIZA ET LE PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRE EN ARGENTINE

21 Juin 1973

J. POSADAS

Sur demande à l'adresse du journal.

Voz Proletaria a rempli cette fonction primordiale. En divulguant les idées de Trotsky et de Posadas, il a été le constructeur des équipes, des cadres et des partis qui sont aujourd'hui la base de la IV^e Internationale. Les objectifs centraux du rôle assigné à VOZ PROLETARIA ont été atteints.

En ce 26^e anniversaire, notre mouvement a l'assurance que donne le triomphe d'une partie fondamentale des objectifs qui l'ont fait naître : maintenir, étendre, organiser la continuation du trotskisme. C'est pourquoi la fondation de Voz Proletaria, œuvre d'une décision consciente, et sa continuation permanente, sont intimement liées et font partie du développement du trotskisme en Amérique Latine et dans le monde, des 18 sections de la IV^e Internationale Posadiste dans le monde et de l'action dirigeante et organisatrice de J. Posadas.

La reparation de Voz Proletaria en édition imprimée, marque également le développement et les progrès ininterrompus du trotskisme-posadisme et le bond en avant des masses dans le processus révolutionnaire, bond en avant qui a imposé ces conditions.

Pendant toute une période, Voz Proletaria a été l'instrument organisé par Posadas dans la lutte pour maintenir l'intransigeance et la pureté de la compréhension scientifique du marxisme et pour donner un centre pour la construction d'une équipe, bolchévique, par sa conception morale révolutionnaire et par son activité organisée et « fusionnée aux sang et os du prolétariat ». Voz Proletaria a été, dès son origine, un constructeur du parti et de l'avant-garde révolutionnaire dans ses grandes actions, dans ses grandes mobilisations et dans ses conquêtes programmatiques. C'est dans ses colonnes que Posadas a livré les plus formidables batailles idéologiques de cette étape de la pensée révolutionnaire, en défense de la pensée trotskyste, du marxisme de cette époque.

Dès son premier numéro dont les deux principaux textes étaient : « Plan quinquennal ou révolution permanente » et « Au sujet de notre presse », Voz Proletaria a été l'instrument d'analyse et de compréhension du phénomène des masses péronistes, de leur unification dans le processus mondial de la révolution après la seconde guerre mondiale ; instrument de combat contre toutes les tendances du mouvement ouvrier — socialiste et communiste — qui nièrent ce processus, par une fausse interprétation du mouvement péroniste. Il a été un instrument de polémique contre toutes les vieilles équipes trotskystes qui se montraient incapables d'organiser et de progresser. C'est pourquoi il a maintenu inaltérable sa continuité. Il ne s'agissait pas d'un acte d'abnégation, mais d'une politique, d'un programme, d'objectifs qui se montraient justes, possibles et nécessaires pour le progrès de la révolution.

Quand Posadas assume la direction mondiale de la IV^e Internationale, face à la capitulation de l'ex-direction de Pablo, Mandel etc., à partir de la conférence d'avril 1962, Voz Proletaria est au centre de cette lutte, et devient partie du processus des progrès de la IV^e Internationale, avec les progrès des sections, des journaux, des revues, des publications de la IV^e Internationale dans le monde entier. Voz Proletaria, s'élève fondamentalement, comme divulgateur et applicateur des textes de Posadas, des apports faits par lui au marxisme au cours de ces dernières années avec : du nationalisme à l'Etat Ouvrier, la qualité de la quantité, l'entrisme installé, la régénérescence partielle de la direction des Etats Ouvriers et des Partis communistes, la rencontre historique, les Etats révolutionnaires, l'inévitabilité de la guerre atomique contre-révolutionnaire préparé par l'impérialisme, l'héroïsme social-historique des masses du Vietnam, etc.

Dans le pays, Voz Proletaria est l'organisateur de la pensée de la tendance de gauche dans le péronisme, à travers les programmes de Huerta Grande et La Falda, à travers l'activité pour la C.G.T. unique, pour le parti ouvrier basé sur les syndicats, pour l'ascension du gouvernement populaire basé sur les syndicats.

Ce 26^e anniversaire survient alors que Voz Proletaria est en pleine ascension et extension, et apparaît de plus en plus comme un instrument utile ; comme un outil de progrès pour l'avant-garde ouvrière et révolutionnaire ; d'où sa continuité. La clandestinité, les persécutions n'ont jamais interrompu sa publication. Grâce aux moyens mis en place par l'activité des militants de notre Parti, de ses amis, de ses sympathisants et de ses adhérents, Voz Proletaria a maintenu sa continuité. Ce 26^e anniversaire coïncide avec sa reparation imprimée, après des années d'illégalité. Notre satisfaction est donc double. Tout d'abord l'anniversaire du journal, confirmé dans ses idées et son programme par le développement mondial de la révolution, par la conquête que représente pour les masses — dont notre Parti est un élément conscient — l'avènement du péronisme au pouvoir, et donc la défaite que cela signifie pour le capitalisme. C'est aussi la possibilité de pouvoir revenir dans cette étape à des formes de fonctionnement démocratique avec la libération des emprisonnés politiques, notre fonctionnement légal, nos éditions imprimées.

Cet anniversaire doit être utilisé par nos camarades et amis pour réaliser des réunions de discussions sur le rôle de Voz Proletaria pour établir des plans de développement de sa diffusion et de sa vente, pour établir des réseaux de vente dans les usines et les quartiers, pour construire des comités d'appui au journal avec des souscripteurs et des collectes de soutien.

A l'occasion de ce 26^e anniversaire, nous saluons tous nos camarades, le Parti, tous les Partis de la IV^e Internationale posadiste et le camarade J. Posadas, constructeur, fondateur et orientateur permanent de Voz Proletaria.

La Rédaction de Voz Proletaria

(Publié dans Voz Proletaria, n° 778 du 27-6-1973)

ELARGIR A TOUTES LES LUTTES....

(Suite de la page 2)

Ouvriers, 16 Etats révolutionnaires, front-unique mondial objectif, triomphe du Vietnam, crise globale du capitalisme, volonté et décision de l'humanité de changer et de prendre en mains son propre destin. Toute cette structure de la révolution mondiale a été analysée par le camarade Posadas dans une série de textes fondamentaux. Voilà ce qui impose aux partis communistes la nécessité de discuter, de raisonner, de progresser. Cela détermine par conséquent la lutte très profonde en cours dans le Parti Communiste Français, lutte dans laquelle la droite conserve le contrôle de l'appareil, mais n'a plus la force d'empêcher la réalisation d'un front unique qui la déborde de toutes parts, comme cela vient de se voir au Cirque d'Hiver. La gauche n'a pas encore assez d'assurance pour livrer la bataille nécessaire, qui n'est pas d'éliminer la droite, mais de la soumettre à la politique anticapitaliste: l'avant-garde cherche à lui transmettre son impulsion. C'est ce qu'a exprimé le Cirque d'Hiver. L'inertie de l'appareil du P.C. est très grande mais le meeting a montré que celui-ci n'est plus tout puissant. Faible, c'est lui qui doit en dernière instance se soumettre à la nécessité du progrès du Front unique.

La préoccupation de l'avant-garde communiste est très élevée. Non seulement elle a été capable d'impulser un tel progrès dans le P.C.F., mais elle a su attirer les gauchistes à la discussion, alors que ceux-ci sont un mouvement organisé, à ses débuts, pour combattre le Parti Communiste, et qui maintenant commence à être gagné à la compréhension de la nécessité du Front Unique, à la compréhension de ce que le centre de l'organisation de la direction révolutionnaire passe par la crise d'élévation que con-

naît le P.C.F. L'avant-garde communiste cherche à remplir sa fonction avec la plus haute conscience, d'où la préoccupation de s'y préparer théoriquement et politiquement. Cette préoccupation s'est manifestée dans le meeting par la vente, très importante, de LUTTE COMMUNISTE (contenant le texte du camarade Posadas sur le Congrès du Parti Socialiste) et des textes du camarade Posadas édités en brochures par notre Parti, par les discussions avec nos camarades, par l'acceptation et la reconnaissance, par toute une tendance, du rôle de bien public du trotskysme posadisme. C'est la reconnaissance du rôle irremplaçable joué par les textes du camarade Posadas expliquant aux gauchistes et aux communistes la nécessité d'en finir avec les polémiques agressives, et les appelant à discuter pour se mettre d'accord sur les buts anticapitalistes communs.

L'avant-garde voit la crise mondiale du capitalisme, exprimée par la crise du dollar, qui ébranle toute la structure, toute l'assurance de ce qui reste de ce système. Elle assiste à la mise en déroute de l'impérialisme au Chili, en Argentine, à la défaite que signifie pour les Etats-Unis le traité avec l'U.R.S.S., le recul du capitalisme en France même. Elle voit que son propre parti ne profite pas assez de ces conditions pour progresser plus vite dans les conquêtes et la lutte pour le pouvoir.

Le gouvernement et la bourgeoisie française sont d'une très grande faiblesse. Lip établit des normes de relations et de fonctionnement qui sont contre le capitalisme. La bourgeoisie, qui le voit, n'ose pas affronter ce conflit. Elle cherche à le soutenir, à le résorber: elle craint de mon-

trer la peur que lui inspire le sens profond de Lip. Lip exprime ce qui est déjà dans la conscience de toutes les masses du pays: le capitalisme est inutile, il est possible d'organiser la société de manière plus juste et plus digne, en se passant de lui, et pour cela, il faut prendre le pouvoir. Lip, Fos, Péchiney sont des grèves anticapitalistes, qui débordent le cadre de la lutte pour le salaire et posent les problèmes de l'organisation de la production et de la vie, auxquels le capitalisme est incapable de faire face. Ces grèves attirent l'appui, la solidarité, la participation directe, non seulement des millions de personnes qui ont voté pour le Programme Commun, mais d'au moins 30 % de ceux qui ont encore voté pour le gouvernement aux dernières élections.

La base communiste et socialiste voit ces conditions immensément favorables, mais voit aussi que ses partis et syndicats n'en profitent pas. Elle sent que de toutes façons, la bourgeoisie va tenter un coup d'Etat, même si elle est contrainte de le faire dans les pires conditions et que ni le P.C., ni le P.S., ni la C.G.T. ne se préparent pour ces conditions de guerre civile.

La base communiste et socialiste fait pression pour imposer ces progrès dans leur parti, dans l'Union Populaire. Si elle est freinée, si elle ne trouve pas la réponse nécessaire, elle va tendre à agir de manière indépendante. Le meeting du Cirque d'Hiver a permis de mesurer la profondeur de sa décision.

Il a montré également un immense progrès du front unique, condition nécessaire pour organiser toutes les prochaines luttes. Lip, Péchiney, Fos expriment l'état d'esprit des masses de l'ensemble du pays. C'est pourquoi elle trouvent un tel appui: cela veut dire que le front unique est déjà irréversible dans la conscience des masses. Le meeting du 4 juillet confirme qu'il l'est aussi dans les partis ouvriers: communiste, socialiste, trotskyste-posadiste, gauchistes. Il faut organiser la continuité de ce progrès. Les directions n'ont pas cette préoccupation et d'ailleurs elles ne savent pas comment faire. Voilà pourquoi elles se contentent du meeting. Il faut que le front unique réalisé au meeting soit transporté, sous forme organique dans la vie quotidienne des masses, du prolétariat, de l'avant-garde ouvrière et révolutionnaire des usines, des quartiers, des écoles, des universités. Toutes les conditions sont mûres pour constituer les organismes nécessaires de front unique: conseils d'usine, de quartier, d'école, etc. Il faut poursuivre la discussion dans le

Parti communiste et dans le Parti socialiste, dans les organisations gauchistes, dans des réunions communes, des assemblées, des meetings, avec l'objectif d'organiser la lutte pour la défense des libertés démocratiques, contre la dissolution de la Ligue Communiste, pour la libération de Rousset et Krivine, pour les revendications des masses, pour le programme anticapitaliste d'étatisations, de contrôle ouvrier, pour la planification de l'économie, pour la dignité humaine dans les usines et dans la société, pour la gauche au pouvoir.

Il faut faire des réunions publiques, des meetings de front unique où participent toutes les tendances ouvrières et révolutionnaires: discussions organisées pour échanger des idées, des expériences, des conclusions, avec l'esprit ouvert à accepter l'influence des expériences et des initiatives plus élevées des autres tendances, la volonté de s'unir autour des conclusions anticapitalistes les plus avancées. Il ne s'agit pas d'aller aux réunions simplement pour polémiquer, en voulant rester chacun sur ses positions, mais de se mettre d'accord sur les moyens, les méthodes et le programme nécessaires pour atteindre l'objectif commun: abattre le capitalisme, construire le socialisme, organiser le front unique pour ces tâches. Le front unique n'est pas seulement un accord entre les directions, mais un rapport fraternel socialiste, soviétique dans la discussion, dans la décision et dans les organismes de base. Le Cirque d'Hiver a montré la maturité de l'avant-garde qui a déjà établi ces rapports. Il faut leur donner maintenant la forme d'organismes: conseils d'usine, de quartier, d'école, comités usine-quartier-syndicats, unification de toutes les luttes, conseils inter-usines. Il faut couvrir le pays d'un réseau d'organismes de front unique des masses auxquels participent les partis ouvriers et les syndicats.

Cette activité du prolétariat et des masses est la base pour la sélection dans les partis, les syndicats, et surtout dans les grandes usines, des directions représentatives de cette décision des masses de préparer consciemment la lutte pour le pouvoir. Le front unique est la norme de ce progrès. Nous appelons les Partis communiste, socialiste, les gauchistes, la tendance qui, dans le Parti communiste progresse dans l'organisation de la lutte pour aller au gouvernement et au pouvoir, à tirer ces conclusions du meeting et à avancer dans l'organisation de la gauche communiste et socialiste et du front unique organique avec ce fonctionnement et cet objectif.

EDITORIAL

(Suite de la page 1)

Le Parti Socialiste, malgré la participation d'une partie de sa direction au gouvernement, ne peut plus rester indifférent à un tel processus intérieur de la classe ouvrière; il cherche des palliatifs à la crise du capitalisme; mais tout ce qu'il est en train de faire va contre la stabilité du système capitaliste: c'est très important la tournée que fait une équipe du PSB dans plusieurs Etats Ouvriers, en agissant comme s'ils étaient les porteparole d'un gouvernement. Ils publient des communiqués communs entre le PSB et les Partis Communistes des Etats Ouvriers, reconnaissant comment la Bulgarie, l'URSS sont en train de construire la société socialiste, posant la nécessité d'augmenter les relations commerciales, économiques, culturelles avec les Etats Ouvriers. Cette "politique d'ouverture à l'Est" n'est pas celle du gouvernement tripartite actuel qui, au contraire, cherche à maintenir de meilleures relations avec l'impérialisme américain (achat des avions américains au lieu des français, propositions des mesures pour soutenir le dollar). C'est une crise très profonde qui s'accumule au sein même du Parti Socialiste. Il faut que le courant de gauche en profite, sans attendre les discussions officielles pour la préparation du prochain congrès doctrinal du PSB.

Il faut discuter dans le PSB, dans le Parti Communiste et dans les syndicats: comment faire face à l'approfondissement de la crise, monétaire, économique, du capitalisme. Est-ce que le développement des relations avec les Etats Ouvriers est une solution suffisante? Cela va certainement contenir un peu le chômage, mais toute la crise va rester entière. De même il faut appuyer la décision du Front Commun: non au blocage des salaires! Mais cela ne suffit pas non plus. De même pour le plan de "régionalisation", que certains secteurs de gauche du PSB et de la FGTB voient comme une issue à la crise: l'installation du SDR ne va pas signifier un progrès économique, ni de nouveaux emplois, parce que le capitalisme n'a pas la capacité, ni l'intérêt pour développer économiquement les régions, en fonction des besoins de la population. Et dans la situation actuelle de guerre commerciale et monétaire mondiale du capitalisme, il augmente au contraire la liquidation des petites et des moyennes entreprises, la concentration.

Il faut s'appuyer sur les expériences et les exemples que nous donnent la classe ouvrière en France, en Italie, en Angleterre: il faut attaquer les causes de la crise capitaliste, et pas seulement quelques uns de ses effets: proposer tout un plan de nationalisations sous contrôle ouvrier des principales entreprises capitalistes de Belgique, étatisation des banques et des sources d'énergie pour permettre une planification de l'économie, développer un programme comme le Programme Commun en France, comme le Programme d'Action des TUC et du Parti Travailleiste en Angleterre, comme le plan des syndicats en Italie.

Les discussions d'une équipe de dirigeants socialistes avec les Etats Ouvriers sont une bonne base pour la gauche: il faut faire toute une campagne pour expliquer, montrer comment les Etats Ouvriers se développent, sans crises monétaires, ni chômage, comment "ils construisent une société socialiste" comme le constate le journal "Le Peuple": c'est sur la base de l'étatisation des moyens de production! de l'expropriation du capitalisme, et de la lutte pour le pouvoir.

Nous faisons appel au Parti Socialiste, au PCB, à la FGTB et la CSC à développer cette discussion. Il faut l'incorporer à un plan pour répondre dans l'immédiat à la crise capitaliste. Le Front Commun pose: NON AU BLOCAGE DES SALAIRES! Il faut imposer cette revendication dans les faits, parce qu'il faut pouvoir empêcher la baisse constante du pouvoir d'achat des salaires, et, en même temps, riposter aux capitalistes qui vont fermer des usines, mettre des centaines de travailleurs en chômage pour essayer de se sauver eux-mêmes: il faut lutter pour L'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES ET LE PARTAGE DU TRAVAIL. Aussi ces mesures ne peuvent pas être arrachées au capitalisme sur la base de discussions, de pressions, de négociations. C'est nécessaire d'organiser les

mobilisations massives de la classe ouvrière, de toutes les couches exploitées de la population pour faire reculer la bourgeoisie.

Nous appelons le courant de gauche du PSB, le PC, la gauche syndicale à faire cette campagne, à impulser le front unique, les discussions dans les usines et les quartiers, à proposer, et organiser directement partout où on en a les moyens, des organismes de délibération, de discussion, de résolution de la classe ouvrière: assemblées d'usines pour discuter un plan ouvrier face à l'inflation capitaliste! faire, partir des usines l'offensive anti-capitaliste, faire appel à des réunions, des assemblées de tous les ouvriers, syndiqués et non syndiqués; que les assemblées prennent des résolutions, proposent le programme d'action et fassent appel au Front Commun à organiser, sans plus attendre, la mobilisation générale de la classe ouvrière. De nombreux secteurs syndicaux ont annoncé des mouvements de grève, pour septembre, déposé des préavis. Il faut unifier toutes ces luttes avec un PLAN COMMUN DE REVENDICATIONS! Ce ne sont pas les masses qui doivent subir les conséquences de l'anarchie, de l'incapacité, de la concurrence capitaliste. Que le capitalisme paie lui-même sa crise!

**ABONNEZ
VOUS
A
LUTTE
OUVRIERE**

Editeur responsable: Claudine Pôlet, 322, ch. de Charleroi à 6080 Montigny-s-Sambre

Correspondance: Boîte Postale 273 - 6000 Charleroi

25.7.73

La lutte pour le pouvoir en France et le congrès du Parti Socialiste

J. POSADAS

25 Juin 1973

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

LUTTE



OUVRIERE

ORGANE DU

PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IV^e INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB 11^e ANNEE JUILLET 1973 No 188 189

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem.
de soutien 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

SOMMAIRE

- EDITORIAL : voir page 2
- LE PROCHAIN CONGRES DU P.S.B. voir page 3
- SUR LE CONGRES DES METALLURGIQUES FGTB voir page 5
- RESOLUTION DU BUREAU POLITIQUE voir page 2

La grève des dockers et les mobilisations pour organiser la gauche

J. POSADAS

10 Juin 1973

La grève de huit semaines des dockers d'Anvers, contre leur direction syndicale, est une expression de la volonté des masses d'imposer une meilleure relation dans les conditions de travail favorable à l'humanité. C'est une décision de la classe ouvrière, qui transpose sur le plan des relations, quotidiennes entre le prolétariat et la bourgeoisie, l'assurance de la classe pour changer le système, et pour le changer dès maintenant. La classe ouvrière élève des protestations, des revendications, pose des programmes qui altèrent toute la structure et la programmation du fonctionnement du système capitaliste. C'est la base pour organiser la gauche.

Il ne faudra plus longtemps avant que les ouvriers se lancent à des actions plus profondes. Mais la décision des dockers d'Anvers est très, très profonde. Il faut tenir compte que leur lutte se base sur un syndicat très peu solide. Quand ils se lancent, malgré cette solidité insuffisante, à cette lutte qui requiert une envergure très grande, que leur secteur professionnel ne possède pas - (ni par le nombre de travailleurs, ni par leur fonction dans l'économie du fait que le capitalisme belge peut détourner les navires sur d'autres ports) - c'est parce qu'ils expriment un état d'esprit, de sentiments, de conscience et de volonté général. Les conditions existent pour organiser la gauche dans les syndicats et dans le Parti Socialiste. C'est là qu'elles s'expriment.

La grève d'Anvers ne pose pas essentiellement des revendications économiques. Il y a des revendications économiques: meilleures conditions de travail, défense de l'emploi. Mais son objectif principal est une nouvelle organisation du travail et du fonctionnement dans le syndicat, permettant à la classe ouvrière d'intervenir et de décider contre le vieil appareil syndical, incrusté dans l'appareil capitaliste. Ce n'est pas une grève parmi d'autres. C'est une grève pour chasser les directions bureaucratiques. Ce même phénomène se présente dans tous les partis communistes, les partis socialistes, les centrales ouvrières. C'est un processus de crise, non de crise de destruction, mais de réajustement des relations entre la masse, qui impulse, dans le quartier, à l'usine; et la direction, qui reste en arrière. Cela s'exprime sous une forme très élevée dans tout le mouvement communiste mondial.

Cette attitude des ouvriers de Belgique exprime la nécessité de l'unification du mouvement ouvrier, de la liquidation de la bureaucratie, du remplacement des vieilles directions syndicales - communistes, socialistes ou démocrates - chrétiennes - par des jeunes dirigeants, qui interviennent en faveur du développement de la lutte des masses. Ce que sont en train de faire les ouvriers d'Anvers, ce que fait le secteur le plus important de la CGIL en Italie - les syndicats métallurgiques de la FIOM et de la FIM -, ce que sont en train de faire les ouvriers dans le Parti Communiste Français, sont toutes des actions destinées à organiser la nouvelle direction du mouvement ouvrier. Même quand un secteur de la direction est obligé d'avancer ou de se soumettre à un certain progrès, il le fait sous une forme très médiocre, sans affecter ni même essayer d'affecter le pouvoir du capitalisme.

Ce n'est pas simplement une grève pour changer une direction et la remplacer par une autre qui ait plus de rendement. Cette grève exprime que les ouvriers sentent qu'ils peuvent aller au gouvernement, qu'ils peuvent écraser le capitalisme, et cherchent comment s'organiser. Comme il n'y a pas de parti, la crise s'élève dans le mouvement syndical. S'il y avait un parti révolutionnaire, c'est lui qui organiserait la crise. Mais comme il n'existe pas un tel parti, la crise se produit dans le Parti Socialiste et dans les syndicats. Cela signifie un avantage immense pour le système capitaliste. Mais cet avantage est une question de temps, de jours, rien de plus. Ce n'est pas un avantage historique qui lui donne un répit.

La fin de cette grève des ouvriers d'Anvers, n'est qu'une pause. Ce n'est pas une défaite ni une désorganisation. Ils ont perdu quant aux revendications. Mais ils ont fait une activité nécessaire, totalement nécessaire. En 1970 les ouvriers ont voulu faire la même chose et ils n'ont pas pu. En France, non plus. Le Parti Communiste s'est opposé à la

libération de l'Algérie il a collaboré avec l'impérialisme pour maintenir la domination de celui-ci en Algérie. Mais le gagnant, ce ne fut pas la politique du Parti Communiste: l'Algérie a conquis l'indépendance, la révolution mondiale s'est développée et a influencé le Parti Communiste. Voilà l'image de ce qui est près de se passer en Belgique, tout comme en France et en Italie.

La lutte intérieure des partis communistes n'est

pas due à ce qu'un secteur a découvert que l'on peut aller au pouvoir. Si la droite pouvait aller au gouvernement sans mobiliser les masses, elle le ferait. Elle ne peut pas le faire, pas même compénétrativement. Ils sentent que les masses ont une puissance immense, et que la dualité de pouvoirs augmente de façon évidente, constante, en puissance et en ampleur. Cela pèse sur les partis communistes et sur les syndicats. Il n'y a pas de structure stable qui permette au capitalisme de triompher d'une grève et recueillir les résultats de ce triomphe. Il peut vaincre une grève, comme celle d'Anvers par exemple, mais il en sort mille autres qui l'emportent contre lui et compensent cette défaite à tout point de vue.

Cette grève n'est pas une grève comme d'autres, de résistance à une direction parce que celle-ci n'affronte pas le patronat. Elle est l'expression d'une structure qui existe dans le monde entier: une structure économique, sociale, politique, qui ne peut être contrôlée, ni dominée par aucune des forces dominantes; ni le capitalisme, ni les Etats Ouvriers, ni les pays capitalistes vivant un processus de dualité de pouvoirs. C'est une structure qui exige des changements, des changements. L'humanité veut des changements, veut des transformations. Les conditions économiques, sociales et politiques, scientifiques, militaires même, existent; mais la direction n'existe pas. La distance est grande et s'agrandit entre la volonté de pouvoir des masses et l'incapacité, la peur, le refus des directions d'aller au pouvoir. Cette énorme poussée des masses a provoqué des changements. Un secteur des PC accepte déjà d'aller au gouvernement. Il est en voie de perdre son caractère de bureaucratie. Sans l'aban-

(Suite page 8)

VIVE LA LIBERATION AU MEXIQUE DE FRANCISCO LUNA

Nous saluons avec une immense joie la libération au Mexique de notre camarade Francisco LUNA LEAL, emprisonné à Lecumberri depuis novembre 1967 et condamné à 18 années de prison. Avec cette libération, plus aucun militant trotskyste-posadiste ne se trouve emprisonné au Mexique. Cette mesure qui fait suite à la libération depuis l'avènement d'Echeverría de presque tous les emprisonnés politiques détenus lors des grands mouvements de grèves ouvrières et étudiantes du pays au cours des années 60, est aussi une expression du processus d'élévation du nationalisme révolutionnaire au Mexique.

TELEGRAMME ENVOYE A LA SECTION MEXICAINE

Hernandez — Apartado 66-587 MEXICO DF

SALUONS AU NOM TOUTE L'INTERNATIONALE LIBERATION LUNA ET PRISONNIERS POLITIQUES EXPRESSION PROGRES ELEVATION REVOLUTION MEXIQUE LUTTE SECTION MEXICAINE ET STRUCTURE IRREVERSIBLE REVOLUTION MONDIALE TRIOMPHE POSADAS QUATRIEME INTERNATIONALE HUMANITE.

P.C.R (t) — section française de la IV^e Internationale

TIRER L'EXPERIENCE DE LA VICTOIRE DU FRONT UNIQUE AU CHILI, EN ARGENTINE, EN FRANCE POUR ORGANISER LA GAUCHE EN BELGIQUE

EDITORIAL

La grève des dockers d'Anvers et de Gand, a montré la nécessité d'organiser une nouvelle direction du mouvement syndical et ouvrier. Ces directions syndicales, bureaucratiques, réactionnaires empêchent de faire des conquêtes, d'obtenir des revendications.

Cette grève fait partie de toute une structure mondiale de progrès du Front Unique, de l'unification de la classe ouvrière contre le capitalisme. Cette grève a été une lutte nécessaire, et elle se prolonge aujourd'hui dans les victoires incessantes que fait la classe ouvrière et les masses dans toutes les luttes.

Les dockers n'ont pas obtenu les revendications demandées, ils n'ont pas triomphé dans leur revendications économiques, mais leur mouvement triomphe dans la victoire des travailleurs de Cockerill qui ont fait reculer le gouvernement, et obtenu une importante augmentation de salaire plus une prime de 1.500Fr par travailleur. Le délégué syndical a dû reconnaître cette grève alors qu'au départ elle était contre, mais soutenait par contre les dockers en grève. Le triomphe d'une grève n'est pas déterminé par elle-même seulement, mais par les répercussions qu'elle a eu, par les victoires de la classe ouvrière dans le reste du pays et dans le monde.

Précisément, dans toutes les mobilisations en Europe, en France, en Italie, en Argentine, en Uruguay, au Chili, ce sont les masses qui prennent toutes les initiatives, qui obtiennent des victoires importantes. Aucune force ne peut empêcher la volonté des masses de triompher. Et cela est une base de confiance inépuisable, pour les dockers et toute la classe ouvrière belge, qui prépare de nouvelles mobilisations importantes. En même temps, cela élève dans les Partis ouvriers et les Syndicats des tendances de gauche à intervenir.

La tentative de faire un coup d'état de droite de la part de Bordaberry en Uruguay, est très faible, tellement faible qu'il a été obligé de proposer une augmentation de salaires de 75 pour cent pour essayer d'avoir un peu de crédit auprès des travailleurs. Face à ce coup, les Syndicats paralysent tout le pays par une grève générale. De plus, il n'y a aucun point d'appui dans le reste de l'Amérique Latine, partout, il y a des gouvernements progressistes, ou nationalistes comme au Pérou, Chili, Equateur.

En Argentine, deux millions de personnes ont accueilli Péron. La classe ouvrière argentine, l'avant garde péroniste cherche à attirer tout le peuple d'Argentine, dans un processus qui dépasse déjà de beaucoup les propres directions péronistes. Elle entraîne le pays dans un processus de changements très profonds contre la propriété privée, contre le système capitaliste que l'impérialisme ne peut pas supporter de voir s'étendre et se développer. Pour cela la CIA, s'est lancée brutalement à assassiner, lors de l'accueil de Péron sur l'aérodrome. C'est un massacre organisé par l'impérialisme contre l'avant garde ouvrière et péroniste, contre les masses. Comme le qualifie le Cde Posadas, c'est un massacre

semblable à celui de Tlatelolco, en 1968, au Mexique sur la Place des trois cultures lors des grandes manifestations étudiantes. Au Chili, les masses font échouer la tentative de coup de droite, en organisant une grève générale, pour soutenir le gouvernement d'Unité Populaire. Dès le début de la tentative du coup il y a eu une énorme manifestation d'un million et demi de personnes rien qu'à Santiago. En France, il y a un processus constant, d'élévation dans toutes les manifestations de masses. La manifestation du 20 juin, a rassemblé 100.000 personnes, pour la défense des libertés démocratiques. Elle avait une puissance de pouvoir. Pour défendre les libertés démocratiques aujourd'hui, il faut organiser la gauche au pouvoir et l'application immédiate du programme commun. Le PCF est en train de se préparer à cela. Il y a une constante élévation dans ces interventions, déclarations et prises de positions. Face à cela, la bourgeoisie réprime, et applique la loi "anticasseur", et dissout la Ligue Communiste, croyant à la passivité des autres directions du mouvement ouvrier. Immédiatement le PC a condamné. Il y a eu un meeting de Front unique, pour défendre la Ligue, où toutes les organisations ont participé, CGT et PCF y compris. C'est un événement d'une grande importance. L'unification est une nécessité pour faire face au système capitaliste et cela est en train de se réaliser à un niveau très élevé en France.

Les ouvriers de LIP continuent à faire fonctionner l'usine sous contrôle ouvrier et à vendre la production 40 pour cent moins cher. Ils démontrent par leur lutte qu'il est possible de se passer du capitalisme pour produire, et de vendre moins cher, et de maintenir un salaire des travailleurs en fonction des besoins et non des capacités. C'est "seulement" le bénéfice patronal qui est éliminé. Toute cette situation en France, a exercé une influence et une pression sur le Parti Socialiste qui a pris toute une série de résolutions de gauche dans son dernier Congrès à Grenoble.

Cela est un processus général. Dans tous les pays d'Europe capitaliste où il y a de grands partis socialistes, la droite doit supporter des positions de gauche. La droite est paralysée, n'a plus l'initiative. Les conclusions principales de ce Congrès ont été que l'Union Populaire est un processus irréversible et qu'il faut la défendre.

C'est toute cette force mondiale qui donne confiance aux dockers, et à toute la classe ouvrière belge et qui va être un point d'appui pour de prochaines luttes. La force mondiale du processus et la grève des dockers, ont accentué la crise dans les directions du mouvement ouvrier et syndical. Les discussions préparatoire au Congrès du PSB, les discussions au Congrès des Syndicats de la métallurgie le montrent bien. Gust Wallaert a dû faire une critique publique parce que le Syndicat a abandonné les dockers. Dans le propre PSB, il y a aussi un certain gauchissement. Les dirigeants socialistes vont être obligés de prendre des posi-

tions de gauche dans le prochain Congrès Doctrinaire, sinon ils vont être balayés. Le gouvernement annonce de nouvelles augmentations des prix. Les chemins de fer, les transports publics vont être augmentés. Déjà tous les produits alimentaires augmentent à une allure fulgurante. Les ministres discutent pendant des heures, des masses de projet de lois, de toute sorte, qui ne vont rien changer.

La crise du capitalisme belge s'accroît chaque jour davantage, on ne peut pas

pallier à cette crise par des réformes. Il est nécessaire que les syndicats et les Partis Ouvriers, répondent à cette crise, qui va de nouveau signifier: fermetures d'usines, et chômage. Il faut une riposte d'ensemble des Partis ouvriers et des Syndicats pour donner une issue ouvrière à la crise capitaliste et poser un programme d'expropriation de toutes les usines en crise, un programme général d'augmentation des salaires, de meilleures conditions de travail, et d'intervention permanente de la classe ouvrière dans des organismes, d'usines et de quartiers. L'exemple de "LIP" démontre que les capitalistes ne sont pas nécessaires pour organiser la production.

Le 3 juillet 1973

SUR LA DISSOLUTION DE LA "LIGUE COMMUNISTE" EN FRANCE

Résolution du Bureau Politique

NON A LA DISSOLUTION DE LA LIGUE COMMUNISTE EN FRANCE POUR LA DEFENSE DES DROITS DEMOCRATIQUES DES MASSES EN FRANCE COMME EN BELGIQUE

A L'EXEMPLE DE LA FRANCE, ELEVER LE FRONT UNIQUE DE LA GAUCHE AVEC UN PROGRAMME DE LUTTE POUR LA DEFENSE DES DROITS DEMOCRATIQUES, POUR LA DEMOCRATIE SYNDICALE, POUR L'ISSUE DU GOUVERNEMENT DE GAUCHE EN BELGIQUE

Le Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotsky) section belge de la IVe Internationale Posadiste s'élève avec toute son énergie, contre la dissolution de la Ligue Communiste prononcée par le gouvernement français et fait un appel à tout le mouvement ouvrier et révolutionnaire en Belgique à se prononcer contre de telles atteintes aux droits démocratiques de la population et du mouvement ouvrier et révolutionnaire, en commençant par la France, mais qui est aussi un objectif de toute la bourgeoisie en Europe, et en Belgique également.

Par cette mesure, la bourgeoisie française manifeste en même temps sa profonde faiblesse. Ceux qu'elle vise et qu'elle n'ose pas attaquer de front, ce sont les grands centres de la classe ouvrière, le PC, le PS, les syndicats. Ce sont aussi toutes les luttes, les initiatives des masses, les manifestations très importantes du 20 juin, l'occupation de l'usine LIP, sa mise en fonctionnement et la vente des montres par les ouvriers qui montrent comment la classe ouvrière a conscience de pouvoir se passer du capitalisme pour produire, la grève et l'occupation des chantiers de Fos, le progrès de l'Union Populaire et du Programme Commun de Gouvernement, l'affirmation du cours irréversible de ce processus dans le récent congrès du Parti Socialiste. Le capitalisme français n'a pas de forces pour attaquer les masses, il doit même supporter tous les effets de leur influence sur ses propres organismes de répression, la police et l'armée. C'est pour quoi il a lancé cette provocation du 21 juin, espérant retourner l'opinion des policiers en sa faveur, et il a prononcé l'arrestation de Krivine, la dissolution de la Ligue Communiste. Son intention est de frapper et réprimer le mouvement ouvrier. Il n'a pas la force de le faire. Aussi il essaie avec les organisations qu'il croit les plus faibles, les plus isolées.

Il ne comptait pas sur une telle réaction DU FRONT UNIQUE DES MASSES! ni sur la riposte immédiate de toutes les tendances du mouvement ouvrier, qui ont posé à juste titre, que ces mesures sont une tentative d'attaquer tout le mouvement ouvrier, que la meilleure manière d'y parer, c'est en prenant l'offensive, en front unique de toutes les tendances. Nous pensons que, face aux meetings, aux mobilisations des groupes fascistes, c'est nécessaire de prendre l'initiative, et qu'une mobilisation massive, en front unique pouvait écraser les manifestations fascistes directement.

Mais, dans la situation actuelle, la position prise par le Parti Communiste Français est très importante! elle résulte du progrès de "la crise d'élévation" du PC au sein duquel tout un courant s'est élevé à la compréhension de la nécessité de lutter pour le pouvoir, de se mobiliser pour appliquer et imposer le programme commun sans attendre les élections de 1976, se proposer d'unifier toutes les forces communistes et hors du PC pour avancer vers ces objectifs, à bref délai. Ce progrès du Parti Communiste se manifeste dans son changement d'attitude envers les gauchistes: il passe de qualifier les gauchistes de provocateurs, agents de la bourgeoisie, à se mobiliser pour les défendre face au capitalisme, tout en polémiquant sur leurs positions politiques. Nous saluons cette prise de position du PCF. Dans ces changements, les positions les analyses, les textes du camarade J. Posadas (entre autres, les textes sur le gauchisme) ont joué un rôle fondamental, de même que l'intervention persistante du Parti Communiste Révolutionnaire (Trotsky) section française de la IVe Internationale Posadiste, pour persuader et imposer au Parti Communiste le droit des posadistes et de toutes les tendances révolutionnaires, à discuter comme communistes, et partici-

(Suite page 8

La lutte pour le pouvoir en France et le congrès du Parti Socialiste

J. POSADAS

25 Juin 1973

Présentation

C'est avec une immense joie révolutionnaire que nous saluons ce document du camarade Posadas analysant la profonde signification du Congrès du Parti Socialiste de Grenoble. Cette réponse immédiate de la direction de l'Internationale pour orienter l'évolution à gauche, pour le front unique et la lutte pour le pouvoir d'un courant de masse irremplaçable du processus révolutionnaire en France, va signifier un point d'appui très grand pour toute l'avant-garde socialiste qui veut faire aussi de son parti un instrument de la lutte pour le pouvoir, et pour l'avant-garde communiste, pour se lancer à la construction des organes de front unique à la base.

Nous appelons tout le mouvement ouvrier, socialiste et communiste à mettre ce document en discussion.

D'après tout le rapport et les lettres reçues des camarades qui ont assisté, comme représentants de « Lutte Communiste » aux travaux du Congrès du PS de France à Grenoble, la poussée à gauche de ce Parti apparaît d'une profondeur immense.

La base essentielle de l'inclinaison à gauche du Parti Socialiste est le processus mondial de la révolution. Avant le congrès, il y a eu les manifestations et mobilisations au Chili — un million de personnes à Santiago, deux millions dans tout le pays : c'est-à-dire tout le prolétariat, 70 % de la population active. Trois millions de personnes sont allés recevoir Péron. Cela montre la mobilisation de toutes les couches du prolétariat, de la petite-bourgeoisie, des paysans, des cadres, des intellectuels, qui veulent intervenir, peser et décider dans ce processus en cours dans chaque pays. Telle est la physiologie du monde entier, avant la tenue du congrès du Parti Socialiste.

Ce congrès se tient au moment où Brejnev et Nixon se réunissent et jurent qu'ils ne feront jamais la guerre. Cette réunion Brejnev-Nixon ne va faire cesser aucune des activités de la classe. L'impérialisme espérait gagner de l'autorité sur le monde avec la réunion Nixon-Brejnev, contenir le scandale du Watergate, contenir la pression s'exerçant contre Nixon, et avoir un moyen de pression sur le prolétariat mondial, la petite-bourgeoisie, les paysans, pour contenir leurs luttes. Il n'en a rien été. Celles-ci se sont aiguës, élevées, approfondies, elles ont incorporé de nouvelles couches dans le monde entier.

L'accord Brejnev-Nixon

L'entrevue Nixon-Brejnev n'a signifié aucun arrêt de l'activité des masses, de la lutte pour la dualité de pouvoir, des mobilisations syndicales. Au contraire, dans leurs luttes, les masses du monde, le prolétariat gagnent toutes les autres couches — entre autres en Italie et en France. L'entrevue Nixon-Brejnev n'a donc eu aucune transcendance. C'est un accord qui sert l'impérialisme yankee, et l'Etat Ouvrier soviétique à gagner du temps. Ni l'un ni l'autre ne croit que cette signature signifie la paix. Le capitalisme ne peut pas concurrencer les Etats Ouvriers, ni le prolétariat mondial, au moyen de la paix. Il doit répondre par la guerre, la répression, les armes. Au même moment où Nixon et Brejnev signent le pacte de non-agression, ce serment réciproque de coexistence pacifique, un ministre français dit que l'armée est le dernier recours pour défendre la France.

Le capitalisme se prépare à essayer de répondre par la répression, en utilisant l'armée. L'accord Brejnev-Nixon n'a aucune valeur. Tous deux le savent. Le Parti Communiste de l'U.R.S.S. pense gagner des étapes, du temps. Il ne se trompe pas sur le fait que l'accord n'a aucune valeur. Il profite de l'existence de la tendance Nixon, qui cherche un accord avec l'URSS, tandis qu'il maintient la politique de répression dans le reste du monde. Mais c'est un affaiblissement du capitalisme, pas aussi profond qu'il pourrait être, mais c'est, de toutes façons, une défaite de celui-ci. Il a signé un document avec un dirigeant du Parti, non avec un Etat. Brejnev représente la révolution russe, le parti qui a fait la révolution et qui est en train d'appuyer tous les mouvements révolutionnaires du monde. Il le fait de façon limitée, mais il le fait. Et l'impérialisme est obligé de lui rendre tous les honneurs officiels.

La puissance des Etats ouvriers, le développement de la révolution, aux côtés des Etats ouvriers, impose des changements dans les relations diplomatiques, dans le fonctionnement du système capitaliste et oblige celui-ci à

accepter que c'est le Parti qui organise le pays et non le gouvernement ou la jurisprudence. Les masses du monde voient, observent cette attitude, cette défaite de l'impérialisme. Elles n'approuvent pas la politique de l'URSS, mais elles sentent que l'impérialisme ne se renforce pas. Sous un certain aspect, il gagne un délai historique, parce qu'il permet à Nixon de se présenter devant le prolétariat, les masses petites-bourgeoises en Amérique du Nord, comme quelqu'un capable de faire la paix. Cela lui permet de gagner et de maintenir une certaine autorité sur des couches — surtout celles qui ont peur de la guerre. Au lieu d'aiguiser les contradictions et l'antagonisme de classe en Amérique du Nord, cela les atténue. Voilà le mal très grand et irréparable. On ne peut mener aucune politique entre les Etats ouvriers et les pays capitalistes sans considérer les répercussions, les incidences au sein de la classe, dans les organismes de la classe : syndicats partis, classe ouvrière. Cette politique fait un tort considérable dans ce sens. Elle est une des causes et des conséquences du retard dans l'organisation de classe et indépendante, politique, du prolétariat nord-américain.

Il est légitime de passer un traité de paix entre l'Union Soviétique et l'impérialisme en profitant des faiblesses de ce dernier, de son besoin de faire des concessions, ses reculs. Cependant, il ne faut pas donner au prolétariat mondial la sensation que l'activité syndicale, politique, économique, révolutionnaire des Partis Communistes va se soumettre ou se développer sur la base de cet accord de paix. Il faut poser, par contre, comment la signature montre que l'Union Soviétique veut la paix et que l'impérialisme ment en disant qu'il la veut. Il faut développer conjointement les partis communistes, le mouvement syndical, les centrales ouvrières dans la lutte pour le pouvoir partout dans le monde, stimuler les luttes des peuples pour expulser l'impérialisme d'Asie, d'Afrique, et d'Amérique Latine, et consolider ainsi la victoire du Vietnam. C'est sur cette base que le traité

de paix montre la puissance des Etats ouvriers et combine le fait de profiter de la faiblesse du système capitaliste et l'impulsion de la lutte vers le pouvoir. C'est ainsi que l'impérialisme montre son immense faiblesse. L'impérialisme se préparait à écraser le Vietnam pour préparer, à partir de là, la guerre contre l'Union Soviétique. Il doit reculer, mais pour mieux se préparer dans l'attente d'autres occasions, qui ne sont pas déterminées par lui, mais par les conditions du monde. C'est pour cela qu'il signe ces traités.

L'intérêt, la conclusion de l'impérialisme est de faire la guerre. Il ne peut concurrencer ni économiquement, ni socialement avec les Etats ouvriers, ni avec le prolétariat mondial. Son régime ne sert plus, il a été dépassé, il est caduque. Tout ce que l'impérialisme invente porte en soi la misère, le chômage et la guerre. Toute invention, tout progrès des Etats ouvriers — de l'URSS, Chine, Pologne, Cuba, Yougoslavie — est une impulsion au développement du bien-être des gens. L'humanité voit et mesure cela. L'impérialisme ne peut le supporter ; il est obligé de l'accepter jusqu'au moment où il pourra lancer la guerre. Voilà ce que doivent dire les partis communistes et les syndicats. Mitterand devait se prononcer là-dessus. Il n'a pas pris position sur un des événements les plus importants, qui signifie une défaite du système capitaliste et un progrès des Etats Ouvriers. Il ne s'est pas prononcé. Il faut exiger une prise de position. Il faut appeler à continuer la lutte pour impulser, dé-

velopper en France la marche vers le pouvoir, la lutte pour le pouvoir tout en montrant la faiblesse du système capitaliste : Nous saluons aussi l'Union Soviétique, les Etats Ouvriers dans leur désir de chercher la paix.

Or ce traité de paix ne signifie aucune paix. Il ne garantit ni ne consolide rien. Le traité durera jusqu'à ce que l'impérialisme se sente en force, ou sera obligé par sa crise à lancer la guerre. Ils ont déjà signé vingt mille traités. Il a signé cinq traités en Indochine et les a tout de même ignorés. C'est le développement de la révolution qui l'oblige à signer ce traité.

Avec ce traité de paix il ne faut pas que les masses nord-américaines voient leur gouvernement comme un partisan de la paix. Les partis communistes, les syndicats, les partis socialistes, en front unique avec les trotskystes, avec le mouvement radical de gauche, les mouvements nationalistes de gauche doivent montrer que, de toutes manières, l'impérialisme cherche la guerre et se prépare à la faire. Il l'a fait à petite et grande échelle. Il a subi une défaite mondiale au Chili, en Argentine, au Pérou, au Mexique, dans toute l'Europe en Indochine, au Cambodge, Laos ; à l'intérieur même des Etats-Unis, il y a une crise

(Suite page 4)

LE PROCHAIN CONGRES DU P.S.B. ET L'ORGANISATION DE LA GAUCHE SOCIALISTE

La discussion du Conseil Général du PSB en vue de préparer le prochain congrès socialiste montre la crise profonde par laquelle passe le Parti Socialiste en Belgique, comme tout le mouvement socialiste en Europe et dans le monde. C'est une crise de croissance, qui doit conduire à une évolution vers la gauche dans le PSB, à la structuration d'une gauche avec un programme et une conception marxiste.

L'article du camarade J. Posadas, que nous publions dans ce numéro de LUTTE OUVRIERE donne une analyse d'ensemble des causes, des racines de cette crise dans les partis socialistes qui provient de l'impossibilité pour les directions social-démocrates de continuer à jouer cette fonction ; la crise de décomposition du système capitaliste ne laisse plus de place à la politique de gérer le capitalisme en échange de quelques concessions. Le progrès des masses dans le monde entier conduit à de nouvelles conquêtes contre le capitalisme : comme l'Unité Populaire et le Gouvernement de gauche au Chili, le triomphe des masses péronistes en Argentine qui poussent le pays vers une issue socialiste, le triomphe de l'Union Populaire, du programme commun en France qui se démontre bien un processus irréversible, le progrès vers la gauche du Parti Socialiste en Italie, en Allemagne.

Quand des dirigeants socialistes comme Simonet, se mettent à faire un procès de la société capitaliste et posent qu'il faut aboutir à changer radicalement cette société, pas seulement par des moyens parlementaires, mais aussi par la mobilisation des syndicats et par l'action des masses, quand ils appellent à tirer les conclusions du virage à gauche dans le PS Français et Allemand, sous peine de voir mourir le PSB, cela montre que le courant de gauche dans le Parti Socialiste a une très grande force. Cette force ne s'est pas exprimée dans la discussion du Conseil Général, si ce n'est de façon très limitée. Mais elle se trouve, dans le progrès de la plupart des partis socialistes vers la gauche dans le monde, et dans la volonté de combat, de triomphe et de pouvoir que la classe ouvrière en Belgique montre dans toutes ses luttes, de la grève des dockers aux ouvriers de Cockerill, dans les mobilisations des étudiants, des employés, des petits commerçants, dans la lutte ouverte au sein du mouvement syndical pour une réorientation de la lutte contre le capitalisme, dans la réanimation du MPW, dans la radicalisation de tendances chrétiennes de gauche, et des syndicats chrétiens qui reçoivent les syndicats soviétiques dans leurs congrès ou remettent en question les conseils d'entreprises comme organismes de collaboration de classes.

(Suite page 6)

immense. Grâce à ce traité, l'impérialisme gagne du temps. Il faut profiter de la signature pour faire une campagne dirigée aux masses nord-américaines, appeler à organiser un parti indépendant de classe avec un programme anticapitaliste pour faire face à la crise en cours aux Etats-Unis, réaliser la planification de l'économie. Il faut faire une campagne générale de propagande, appelant à prendre exemple sur le développement des Etats Ouvriers.

Ils ne disent rien des famines en Afrique, des 25 millions de gens qui meurent, meurent et meurent. Les Etats-Unis ont un excédent de céréales de 40 millions de tonnes ; la moitié de cela suffirait à calmer la faim en Afrique pendant deux mois et demi. Et la bombe atomique ? Pourquoi ne pas l'utiliser pour faire tomber la pluie en Afrique ? Voilà ce qu'ils devraient faire au lieu de ces expériences atomiques visant à détruire. Voilà ce que devait discuter Brejnev avec Nixon, proposant des recherches pour résoudre le problème de la faim, au lieu de faire des armes atomiques, proposer de se consacrer à étudier, à utiliser la science atomique pour faire tomber la pluie, pour éliminer les sécheresses et les famines. Nous proposons à tous les partis communistes du monde de mener cette campagne.

Le capitalisme n'a reçu aucun renfort, aucun appui, aucun soutien au travers de cette politique de Brejnev. Tout en étant erronée, elle n'a pas favorisé la force, l'affirmation du système capitaliste, ni économiquement,

La volonté irréversible du Front Unique Socialistes-Communistes

Le Congrès du Parti Socialiste s'inscrit dans ce processus. Il signifie que la décision part du plus profond de celui-ci. Ce n'est pas quelque chose de circonstanciel, de momentané, mais de très profond et qui va continuer dans la vie du Parti Socialiste. Il faut intervenir, en particulier dans l'usine, pour organiser des groupes et des tendances qui mènent une activité indépendante de leur direction, élevant la lutte pour la dualité de pouvoir et l'activité vers la conclusion organisationnelle d'application immédiate du programme commun. Cela signifie construire des organes de pouvoir, et, tandis qu'on lutte pour eux, développer des organes de double pouvoir, d'usines, de quartiers, dans les campagnes, les bureaux, les casernes.

Ce Congrès est une ratification de ce que les masses du Parti Socialiste veulent le front unique avec le Parti communiste, les radicaux de gauche. Il faut étendre cette conclusion vers les usines. Si le front unique se réalise dans l'Union Populaire, pourquoi ne pas le faire à l'usine ?

Pourquoi ne pas l'étendre, l'intensifier ? Pourquoi ne pas porter dans les usines la conclusion, la signification de ce Congrès en développant les droits démocratiques, l'organisation de la protestation des usines en faisant discuter de tous les problèmes du pays, de l'économie, de l'usine au quartier, du quartier à la campagne, appuyant l'alliance, le front unique socialistes-communistes.

Nous avons orienté l'avant-garde communiste, les Partis Communistes les dirigeants communistes à parvenir à la conclusion que la sociale-démocratie l'est chaque fois moins et se rapproche de plus en plus du rôle d'un parti socialiste. Eux-mêmes le disent maintenant : « Nous ne sommes pas sociaux-démocrates, nous sommes socialistes ». Pourquoi se régénèrent-ils ? Parce que le capitalisme n'a pas de forces, pas de base propre et il ne peut faire jouer à la sociale-démocratie son rôle dans la mesure où sa base la dépasse. Celle-ci est alimentée par les Etats Ouvriers, par la révolution mondiale, par la lutte des masses. Voilà pourquoi le Parti Socialiste français se régénère. Il le fait en maintenant les Mitterrand et les Defferre qui s'adaptent à la situation, mais ne changent pas, ce qui va provoquer une lutte dans le P.S. Il faut y intervenir pour changer la direction.

Dans la lutte pour le pouvoir, Mitterrand voit que s'il voulait être auparavant président avec l'approbation de la bourgeoisie, il doit l'être aujourd'hui avec celle du Parti Communiste. Mais même ainsi, il ne peut être un président de la bourgeoisie et lui-

ni socialement, ni politiquement. C'est que les masses du monde se sentent sûres, inébranlables. Pendant que Brejnev est aux Etats-Unis, 3 millions de personnes sont allées recevoir Peron. La jeunesse péroniste, les armes à la main, a repoussé l'agression des agents de la C.I.A. Selon les informations, il y a plus de morts du côté de la C.I.A. que parmi les jeunes. Pendant que Brejnev fait semblant qu'un accord est passé, les masses chiliennes se mobilisent par millions pour affirmer leur appui au gouvernement, en partant des centres principaux comme Santiago.

Le Parti Communiste Français convoque une manifestation à Paris, à laquelle 80.000 personnes participent, ce qui équivaut à un demi-million, parce que l'avant-garde est allée manifester, malgré le sabotage de la C.G.T., de la C.F.D.T. et du P.S. Cela indique la capacité de mobilisation du Parti Communiste. Le public de la manifestation n'était pas exclusivement communiste. Il y avait aussi des socialistes, des syndicalistes, des chrétiens. La mobilisation a montré que des secteurs importants de la petite-bourgeoisie et du prolétariat cherchent un centre pour manifester leur décision de combattre le capitalisme. La visite de Brejnev aux Etats-Unis, l'accord avec Nixon, n'ont aucune influence pour diviser, faire reculer, contenir le niveau très élevé de la lutte de classe et de la décision du prolétariat d'abattre le capitalisme.

même exprime déjà qu'il ne voit pas de perspective... Voilà pourquoi il faut intervenir davantage dans le parti socialiste pour organiser la gauche, l'aider avec des analyses sur les problèmes économiques. Il faut former des tendances, des groupes et observer le degré de mobilisation du P.S. pour pouvoir décider des formes que prend la lutte pour la nouvelle direction ou pour faire pression sur la direction actuelle pour qu'elle avance.

Ce Congrès du P.S. montre que le changement lui a été imposé. Il ne vient ni de maintenant, ni de la mobilisation du 20 juin. Même si celle-ci a incidé fortement, elle ne l'a pas promu. Il vient d'avant. Les élections ont montré le changement dans le progrès énorme du P.S., indiquant que celui-ci devait s'incliner à gauche et non à droite. Les gens n'ont pas voté pour lui pour qu'il fasse une politique de droite. Les votes au P.S. ont été une continuation des mobilisations antérieures des masses, des grèves, de leurs succès. De la sorte que dans ce Congrès, les changements venaient de bien avant et l'activité de Mitterrand montrait qu'il devait pencher à gauche. Ainsi a-t-il cherché le contact avec les P.C. ; il s'est rendu en Italie et dans d'autres pays.

Les changements sont encore dans la forme, mais même si le programme est limité, le point essentiel en est la lutte pour le programme commun, pour la continuité de l'Union Populaire. Des racines très profondes l'obligent à adopter cette position. Là est le guide pour comprendre que l'unification socialiste-communiste va

exercer une influence très grande sur le développement de la lutte des classes dans le pays. Elle va influencer des tendances, des courants ouvriers, petits bourgeois de la paysannerie encore non influencés par le prolétariat ou influencés dans les grèves ou politiquement, mais non électoralement. Cela va aider à changer, à modifier favorablement la structure du P.S. et du P.C. ; va aider à la formation des gauches.

L'importance du Congrès du P.S. est qu'il a discuté sur le terrain des be-

Le poids de la révolution mondiale sur le P. S.

Les résolutions adoptées par le Congrès du P.S. sont le produit d'une grande pression mondiale et nationale, de l'influence des luttes des masses du monde, de l'existence de quatorze Etats Ouvriers, des changements en Union Soviétique, et dans les autres Etats Ouvriers, particulièrement en Yougoslavie, et de l'insistance continue du prolétariat pour abattre le capitalisme.

Le Parti Socialiste montre ses limitations dans le fait qu'il n'y a aucune discussion théorique de fond, ni sur les problèmes mondiaux, ni sur la crise mondiale du capitalisme, ni sur le processus de montée de la révolution, ni sur les mobilisations immenses qui ont lieu en France et dans toute l'Europe, ni sur les événements d'Argentine ou du Chili, ni sur la réunion Nixon-Brejnev.

La visite de Brejnev en France ne va signifier aucun appui aux tendances conciliatrices, mais va maintenir, développée et affirmée intégralement la décision des masses de s'opposer au système capitaliste. C'est en partie le résultat de la politique du Parti Communiste, qui maintient l'agitation, la propagande, les explications, les appels à la mobilisation de classe, à l'activité syndicale, pour affirmer le programme de l'Union Populaire.

Quand les Socialistes ont fait l'Union Populaire, ils montraient qu'ils penchaient vers la gauche. Ils ont essayé, en cours de route, de s'en soustraire, de s'en éloigner. La pression de la base les y a obligés et la pression actuelle, la lutte actuelle les obligent à faire ce qu'ils font maintenant. Aussi faut-il prendre ce point de départ pour lutter pour une seule Centrale Ouvrière, avec pleine démocratie et un programme anti-capitaliste : le programme élargi de l'Union populaire.

Il faut des appels pour le front unique dans les usines. La conclusion doit être : démocratie syndicale, vie démocratique dans les usines, dans les syndicats. Il faut poser tous les problèmes et entre autres, discuter le plan de revendication de la C.G.T. qui, bien élevé, est insuffisant pour répondre aux besoins de la classe ouvrière et à sa décision. Le programme doit répondre à la décision et aux besoins de la classe ouvrière. Les conditions existent pour imposer des programmes beaucoup plus élevés. Aussi faut-il faire une campagne d'éducation, de propagande, de publications spécifiques, sur les problèmes économiques, sur la nécessité de l'étatisation centralisée, de la planification, sur le fait que le capitalisme ne peut rien donner de plus. Il faut des dirigeants pour répondre à

ce programme et à cette politique. Il faut discuter comment éliminer les structures archaïques du P.S. dans un processus où la sociale-démocratie est en train de passer à un fonctionnement de parti socialiste. Cela indique la profondeur du processus révolutionnaire et l'incapacité du capitalisme à le contenir. Ce processus du Parti Socialiste n'est pas une simple manœuvre électorale, il correspond à un degré de conscience (non utilisée du point de vue de classe et révolutionnaire), de couches, de dirigeants, socialistes qui cherchent à répondre à cette nécessité avec un programme indéfini, mais qui n'est pas capitaliste ; ce sont les 13 points de l'Union Populaire. Cela ne se fait que lorsque la base a dépassé sa direction, et lorsque les dirigeants eux-mêmes ont conscience que le capitalisme est à bout.

Les problèmes de l'OTAN n'ont pas été discutés dans le Congrès du P.S. parce que l'avant-garde socialiste ne veut rien savoir avec elle. Autrefois, c'était le contraire : pour se différencier, le P.S. avait un objectif : plaire à la bourgeoisie. Avoir laissé de côté les problèmes de l'OTAN est impor-

soins de changements profonds. Mitterrand a mis en avant l'Union Populaire et son programme d'une part et de l'autre qu'il ne faut pas attendre les élections pour y parvenir. Pour ce faire, il faut mobiliser les masses, puisque, selon le calendrier, ce gouvernement en a encore pour trois ans avant les prochaines élections présidentielles. Il faut en conséquence un mouvement qui mobilise les gens pour renverser le gouvernement, pour en imposer un autre, y compris sans élection. La tâche pour atteindre le programme de l'Union Populaire sans attendre les élections est facilitée par une politique, par le programme du front unique.

tant, parce que cela exprime la pression, très grande de la base socialiste dans les luttes syndicales, le poids mondial de la révolution sur les partis socialistes.

Il ne s'agit pas d'un congrès de défense du système capitaliste. Il a été un progrès immense pour la base socialiste, indiquant que celle-ci veut impulser les luttes pour aller au pouvoir. C'est à ces conclusions qu'ils sont en train d'arriver. Cela exige de mener de l'avant des actions concrètes. L'essentiel en ce sens, c'était de ratifier l'accord d'Union Populaire et de montrer que, bien qu'ayant perdu électoralement, il s'agissait d'une victoire. Ce n'est pas là une manœuvre de Mitterrand. Il y a une base de manœuvre, mais pas seulement cela.

L'autre aspect fondamental de ce Congrès est qu'il prépare la discussion postérieure en vue de l'organisation de la gauche. Eux-mêmes s'en préviennent et parlent d'élimination de tendances, d'élimination de groupes de centralisation du parti. Le fait que Mitterrand a rassemblé 65 % des voix n'est pas concluant. C'est toujours le même appareil. Cet appareil ne peut pas donner une direction à ces conclusions vers la gauche. Des changements doivent venir de toute façon. Ils vont venir des luttes syndicales, des luttes politiques et du processus mondial.

En Italie, la tendance qui s'appuyait sur Nenni a obtenu moins de 5 % dans le Parti Socialiste. Par contre la gauche en a 45 %. Dans le secteur De Martino, qui l'a emporté avec 55 % des voix, appuyé par Nenni, 20 % proviennent d'une gauche qui est avec de Martino pour le moment, parce qu'il est un pont. L'évolution des tendances, non encore organisées en tendance, positions et programme, indique un très grand progrès.

Il faut s'attendre à des luttes postérieures pour la rénovation du Parti Socialiste. La vieille équipe socialiste est épuisée. Il faut une nouvelle équipe, une direction de gauche. Le congrès démontre qu'il n'y a pas une réelle gauche. Il n'y a pas eu de discussion programmatique. Ils ont étudié la seule discussion programmatique qu'ils avaient déjà engagée celle sur l'autogestion. Ils l'ont étudiée parce qu'ils ne savent pas quelle position prendre. Il est très important que la direction du PS ait corrigé sa position primitive. Elle n'appuie pas inconditionnellement l'autogestion. Il y a des doutes, parce que au sein même du Parti Socialiste et dans les usines l'autogestion est discutée. Les usines interviennent déjà démocratiquement,

La lutte pour le pouvoir en France et le congrès . . .

sans demander la permission, contre les directions socialiste et communiste. Les usines discutent : l'autogestion, qu'est-ce que c'est que ça ?

L'autogestion est une nouvelle forme de propriété, élargie certes, mais c'est de toute façon une nouvelle forme de propriété. Tel est le fond historique de l'autogestion. Pour les ouvriers elle ne signifie pas une nouvelle forme de propriété, mais une façon d'utiliser le rendement du travail. Mais telle qu'elle se présente maintenant, l'autogestion est une nouvelle relation de l'usufruit de la propriété. L'avant-garde voit qu'il en est ainsi. L'autogestion développe les contradictions. Pour cette raison, en Yougoslavie ils sont en train de se corriger, en lui enlevant son aspect primitif et ils la transforment en collectivisation :

D'autre part, cette direction, en éludant la discussion sur la situation mondiale, démontre toute son insécurité. Elle se voit obligée d'avancer, sans avoir la préparation antérieure, sans avoir un programme qui surgit comme conclusion d'une préparation antérieure. Dans ce congrès il y a eu un manque considérable de discussion théorique de conception programmatique. Les discussions n'ont pas porté exclusivement sur les groupes et les tendances ; il y a eu une prise de position programmatique générale avec l'affirmation de l'Union Populaire. Mais ils n'ont pas discuté ni pris position sur les problèmes essentiels, ni même sur les partis socialistes d'Europe. La Finlande, la Suède, le Danemark, l'Allemagne commencent à échapper au contrôle strict de l'impérialisme. Ils n'ont pas discuté cela. Ils n'ont pas prononcé le mot de « révolution », ni de « crise du capitalisme ».

Ce congrès est une impulsion aux luttes très profondes qui vont se développer postérieurement dans le camp syndical. Le Parti Socialiste va devoir intervenir. Mais le fait de ne pas prendre position sur les problèmes essentiels indique une faiblesse très grande. Il élude la responsabilité de se prononcer il a peur de se prononcer et d'autre part il a une grande faiblesse politique. Autrement ils prendraient position, ils se prononceraient sur la visite de Brejnev.

Brejnev et Nixon sont près de signer un plan de paix. Que dit le congrès à ce sujet ? Il devait se prononcer. La position correcte à adopter est la suivante : saluer l'Union Soviétique pour le désir qu'elle montre de chercher la paix, dénoncer l'impérialisme pour son hypocrisie et ses mensonges. Montrer ce qu'il a fait en Indochine, ce qu'il fait au Moyen-Orient, avec Israël, en Amérique Latine, ce qu'il a toujours fait, dénoncer qu'il signe uniquement parce qu'il ne peut pas lancer la guerre atomique maintenant. Il veut gagner du temps, c'est tout. De la part de l'Etat Ouvrier, c'est une politique qui ne répond pas à la nécessité, ni à la réalité. L'Etat

Ouvrier veut la paix, mais l'impérialisme veut la guerre. On ne peut pas présenter l'impérialisme comme s'il voulait la paix et tenir parole. Mensonge ! Il ne va rien respecter ! Il faut le dire. Nous appelons tous les partis communistes, les syndicats, les partis socialistes à dénoncer que l'impérialisme signe hypocritement la paix mais qu'il ne veut et ne peut pas faire la paix. L'impérialisme est la guerre. Il ne peut se maintenir que par la guerre. La puissance militaire et la pression de l'URSS, le développement de la lutte de classes obligent l'impérialisme à dissimuler ses intentions et à prolonger les délais. Mais on ne peut le dissuader de sa finalité historique. Il ne peut se maintenir que par la guerre. Quand il entre dans un pays pour le dominer, il ne peut le faire au moyen de la persuasion. Il le fait au moyen de la guerre. Il fallait discuter cela dans le congrès.

Un autre aspect à discuter est la fonction des partis socialistes et le progrès immense du mouvement socialiste en Europe. Ils ne se sont pas prononcés là-dessus. Ils doivent le faire. Tous les partis socialistes connaissent un changement à gauche et augmentent leur poids prolétarien. Il est donc nécessaire de discuter pour élever la capacité politique, théorique, programmatique des partis socialistes, pour avancer des mesures allant dans le sens de supplanter, remplacer et éliminer le capitalisme. Ce courant montre que cette discussion est nécessaire. Le fond historique est le suivant : il existe deux formes de propriété : la propriété privée et la propriété collective. Il n'y en a pas d'autre. S'il y en a une autre ils doivent dire quelle est sa base théorique. Cela revient à imaginer une nouvelle forme de gestion de l'usine et d'organisation du travail. Il n'existe que deux formes : Propriété privée ou propriété collective. Il n'y a pas de forme intermédiaire.

Le Parti Socialiste ne s'est pas prononcé sur tous ces aspects, parce qu'il n'a pas de politique, en relation aux problèmes fondamentaux de cette étape. Cependant, dans toute l'Europe les partis socialistes progressent. Ce progrès se heurte à une difficulté très grande, du fait que les PS ne donnent pas de réponse historique au problème de la forme de propriété, au rapport prolétariat-propriété. Ils n'ont pas de réponse. Politiquement les partis socialistes progressent, parce qu'ils doivent avancer des mesures, une politique et un objectif qui ne sont pas favorables au capitalisme. Mais ils ne prennent pas position sur tous les problèmes fondamentaux. Cela veut dire que la crise va venir bientôt.

Nous appelons le Parti Socialiste à discuter tous ces problèmes. Nous avons écrit sur tous ces problèmes parce que ce sont les problèmes fondamentaux auxquels est confronté tout le mouvement socialiste.

L'évolution à gauche de tous les partis socialistes

On ne doit pas considérer le Parti Socialiste Français séparément des autres. Tous les partis socialistes sont en évolution. Les PS de France et d'Italie, après celui du Japon, ont les bases prolétariennes les plus puissantes du monde capitaliste. Les PS danois, norvégiens, suédois sont très puissants, mais ils ont une petite base ouvrière. Il faut donc voir, dans ce gauchissement du Parti Socialiste, la démonstration du processus révolutionnaire qui se développe en France. Il existe des conditions pour des « mai intérieurs » permanents. C'est le résultat du déséquilibre entre l'incapacité de la part du capitalisme de contenir les masses, de les intimider, de les satisfaire au moyen d'augmentations de salaires et de meilleures conditions de vie et le fait que les masses ont acquis un niveau de conscience et de compréhension historique et concrète qui les pousse à rejeter une simple amélioration de leur niveau de vie, et à éliminer les facteurs qui sont la cause de l'indignité de la vie.

Il ne s'agit plus seulement de revendications de salaires et politiques, mais bien d'abattre le système capitaliste. Pour cette raison, les syndicats en France et en Italie, élèvent leur niveau de préoccupation et adoptent des programmes qui correspondent à une direction politique du pays.

Il faut discuter de tout cela dans le Parti Socialiste. Il ne s'agit pas de faire un changement partiel pour des raisons électorales. Ce changement des masses dans le Parti Socialiste requiert une direction pour aller au pouvoir. Ni Guy Mollet, ni Defferre ne peuvent aller au pouvoir. Quand ils y étaient, c'était pour défendre la bourgeoisie ou pour assassiner les masses. Les masses n'ont pas confiance en eux et ne veulent pas en entendre parler. Ils sont encore à la direction du Parti, ils sont encore candidats, parce que l'appareil a encore une domination. Il faut abattre les appareils.

Il faut élever la direction qui correspond à cette politique, qui développe les conditions pour la mener de l'avant dans le Parti, dans la classe, dans les centrales ouvrières, et qui établisse les relations avec les autres Partis Communistes, la CGT dans ce but. La direction actuelle ne peut pas le faire ; c'est une direction qui manœuvre, qui veut diriger et décider en tant qu'appareil. De ce fait elle agit lentement, en retard, et en manœuvrant sans cesse pour ne pas trop se distancer de la bourgeoisie, parce qu'elle a peur de devoir se soumettre à la décision des masses. Il faut discuter tous ces problèmes. Cela va signifier une aide puissante à la crise de croissance, à la régénérescence partielle dans le Parti Communiste. Il faut s'adresser au Parti Communiste : c'est dans un tel processus que celui-ci doit intervenir. Une façon d'intervenir, c'est de donner la démocratie syndicale et la pleine démocratie dans le Parti.

Il faut développer de nouvelles directions. Le processus mondial va constamment favoriser, soutenir et étendre ces conclusions. Le capitalisme n'a pas de force, pas de souffle, ni de possibilité de se maintenir.

Ce Congrès du Parti Socialiste constitue une partie fondamentale de la lutte pour l'organisation de la gauche. Il faut dominer toute la structure qui a motivé ce congrès. D'où vient-il ? Quelles sont les forces mondiales, et locales qui l'ont soutenu ? Il faut dominer tout cela pour pouvoir intervenir et organiser le courant qui ose mener la lutte intérieure. Ils ne vont pas oser le faire maintenant, parce qu'il n'y a pas de direction, il n'y a pas de tendances capables de mener cette lutte intérieure. Il faut aider à leur formation. Il en est de même pour le Parti Communiste. C'est une phase du processus d'organisation de la gauche pour une nouvelle direction de la révolution en Europe, qui se combine avec le processus de révolution en Amérique Latine.

Le Parti Socialiste du Chili est une des bases de stimulant à l'organisation de la gauche dans tous les partis socialistes du monde. Mais le Parti Socialiste du Chili est lui-même une conséquence de l'élévation du processus mondial de la révolution. Il faut aider les jeunes et les vieux socialistes qui veulent faire un Parti pour aller au pouvoir, un parti révolutionnaire.

Quand Mitterrand se pose candidat à la présidence, c'est parce qu'il sent qu'il n'y a pas d'autre voie. L'autre voie, est de se présenter comme candidat de la bourgeoisie. Mitterrand fait le calcul d'avancer, bien que de façon limitée, pleine de peur, d'hésitation. Mais il ne peut déjà plus faire le jeu de représenter la bourgeoisie. Inévitablement il doit répondre à la nécessité du progrès de la France. La base de ce progrès est dans le fait que les syndicats et le Parti Communiste, les masses socialistes et communistes veulent le progrès révolutionnaire, le changement de la structure du pays. Ce processus est déjà en marche. Il vient d'une force mondiale, qui engendre à son tour des forces locales.

La conclusion de ce congrès est qu'il prouve que la gauche augmente ses forces, a une puissance très grande, et que le Parti Communiste rencontre un grand écho dans la base socialiste. De grands mouvements se préparent qui déboucheront sur la grève générale.

J. POSADAS
27 juin 1973

ÉDITION REVUE MARXISTE

NUMÉRO 24

J. POSADAS

Sur l'évolution à gauche des partis socialistes en Europe

(quatre articles sur les partis socialistes anglais, suédois, belge allemand)

Sur demande à l'adresse du journal.

VIVE LA GREVE GENERALE EN URUGUAY!
FRONT.UNIQUE ANTIIMPERIALISTE POUR METTRE EN ECHEC LA
TENTATIVE DE COUP REACTIONNAIRE!

Ce n'est pas la direction du PSB qui est en train de changer, d'avancer vers la gauche. Mais si elle doit prendre position comme elle le fait, c'est pour se défendre contre la montée de la gauche au sein du PSB, et aussi parce que le capitalisme, dans sa crise, ne lui donne plus les moyens de pratiquer la collaboration de classes. Dans l'article sur "la crise du capitalisme en Belgique et la nécessité de la gauche révolutionnaire" (voir Lutte Ouvrière n. 185), le camarade Posadas analyse que la bourgeoisie n'a plus confiance dans le PSB. C'est une des bases de la crise de cette direction. Au gouvernement, le PSB n'a obtenu aucun avantage pour les masses, et un secteur de la bourgeoisie est déjà décidé à s'en débarrasser et a essayé de provoquer plusieurs crises gouvernementales. La situation n'est pas allée plus loin parce que la bourgeoisie n'a aucune autre alternative politique pour s'imposer. Le gouvernement tripartite est le moindre mal pour elle. Mais il ne peut être la source d'aucun progrès pour la population. Le procès de la société capitaliste exige donc (comme le posait le camarade responsable de "Links" au Conseil Général) de rompre avec ce gouvernement, de donner une autre issue, de développer l'union des forces de gauche. La direction du PSB ne le fait pas, mais elle est sans forces pour faire taire la gauche socialiste. Elle doit se montrer démocratique, appeler à faire des assemblées ouvertes pour discuter le prochain congrès. Ce sont toutes des conditions très bonnes pour donner une grande impulsion à la gauche socialiste et donner la lutte pour changer la direction du Parti Socialiste! Il faut s'appuyer pleinement

sur les progrès du PS en France, en Italie, en Allemagne, sur le Chili, sur toutes les luttes et l'exemple que donnent les masses. Nous appelons les Jeunes Socialistes, les sections socialistes de quartier, d'usines, LINKS, COMBAT, à prendre résolument l'initiative d'organiser, dans tout le pays, dans tous les quartiers, une campagne d'assemblées ouvertes d'y inviter toute la population travailleuse à s'exprimer pleinement, d'y donner la parole à toutes les tendances du mouvement ouvrier et révolutionnaire, aux communistes, aux chrétiens de gauche, aux trotskystes posadistes, à discuter dans ces assemblées les expériences du monde, la crise sans issue du capitalisme mondial et en Belgique, la nécessité de l'issue socialiste, l'exemple de l'Union populaire et du programme commun en France, du programme des 25 points de nationalisations des TUC et du LP en Angleterre, l'exemple du progrès socialiste au Chili, des Etats Ouvriers. Nous appelons la gauche socialiste à intervenir dans la préparation du congrès doctrinal avec des documents, des textes pour donner une analyse et des conclusions marxistes. Nous appelons le Parti Communiste à intervenir de toutes ses forces pour aider la gauche à s'organiser dans le PSB. Cet article du camarade J. Posadas sur le congrès du Parti Socialiste en France, de même que brochure rassemblant plusieurs textes sur les partis socialistes de Suède, Allemagne, Angleterre, Belgique (en vente sur demande à l'adresse du journal) sont une partie fondamentale de cette discussion et nous invitons les camarades socialistes à les lire, les discuter et les diffuser autour d'eux.

LA C.I.A., LE MASSACRE D'EZEIZA ET LE PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRE EN ARGENTINE (extrait)

21 Juin 1973

J. POSADAS

Le nouveau Tlatelolco (1) organisé par la C.I.A. à Ezeiza, Argentine, lors du retour de Peron, est un acte criminel d'une très grande signification. Il équivaut à l'assassinat de Kennedy, au Watergate. Quelle que soit l'excuse ou la justification qu'ils en donnent, il s'agit d'une action de commando, de gens spécialisés, préparés pour cette tâche. Ce n'est pas le résultat d'une réaction spontanée, de la fébrilité, de l'excitation qui les aurait poussés à tirer. C'est une action préparée et organisée. On ne tue pas 20 personnes, on n'en blesse pas 300, — ou peut-être le double comme ce serait normal vu les circonstances — par hasard. C'est une action de commando réalisée par qui a intérêt à saboter la stabilité du mouvement péroniste lui-même. Mais fondamentalement, ils cherchent à empêcher que la gauche gagne de l'autorité, s'élève, acquière un poids important ou prédominant au sein du péronisme. Ils ont un plan qu'ils vont développer et appliquer en faisant de nouveaux assassinats.

Cette action est dirigée contre la gauche péroniste. C'est une lutte ouverte, qui se développe déjà de façon aiguë, et sous une forme criminelle. La droite a organisé des commandos parallèles avec des groupes dont elle dispose encore dans le gouvernement, la police, l'armée, même si dans ces commandos il y a quelques naïfs, de bonne foi. Cette action ne provient pas d'une dispute où surgissent des coups de feu. Faire un tel massacre dans une foule est une action de commandos. Un groupe politique, se serait arrêté. Il aurait reculé devant l'ampleur du désastre qu'il allait provoquer. Cette action par contre, montre qu'un plan, comportant une série d'assassinats, (comme ils l'ont déjà fait avec les généraux) est en cours de développement.

C'est le signe que l'impérialisme a senti que l'Argentine est le guide de l'Amérique Latine, dans des conditions où l'Amérique Latine a déjà tous les instruments pour ordonner le processus. Ce n'est pas un processus qu'il faut encore mettre en marche. L'Argentine y met de l'ordre. Il y a une passion, une impétuosité qui se montre au Chili. La réaction du Chili est très bonne. Au Mexique, des représentants du gouvernement dénoncent la CIA et déclarent qu'ils sont en train d'éliminer les agents de la CIA, du gouvernement, des syndicats, des partis. La même chose a lieu en Uruguay.

Il y a un aiguisement de la lutte. Avant, la droite espérait l'emporter au moyen du péronisme, du justicialisme, de Peron. La venue de Peron suscite comme réac-

tion de sa part un Tlatelolco, parce qu'elle voit qu'elle ne peut plus profiter de lui. Elle voit que si Peron appuie, elle ne recevra aucun accueil de la part de l'immense majorité de la base péroniste. Et c'est la base qui est déjà en train de décider dans quelle voie va s'engager l'Argentine et de toute l'Amérique Latine.

La droite voit qu'elle ne peut imposer aux masses péronistes d'appuyer un programme de droite, de défense stricte des intérêts du capitalisme, mais que les masses péronistes vont appuyer le programme de Peron accompagné d'un programme de mesures socialistes, d'expropriations, d'élimination de cadres qui sont des agents du capitalisme, dans les universités de professeurs, doyens, des ministres ou des vice-ministres. C'est une lutte très aiguë.

Le Tlatelolco vise à intimider Peron et à établir un lien avec la droite de l'armée afin que celle-ci intervienne. Mais on voit qu'ils n'espèrent pas convaincre Peron d'appuyer l'attitude de la droite, autrement ils compteraient le dominer. Ils espèrent, par cette action, s'imposer à lui. Cela montre aussi qu'ils sentent que les masses péronistes ne vont pas respecter un programme de soumission à la bourgeoisie. Elles veulent des mesures qui conduisent à l'élimination du capitalisme et des dirigeants qui répondent à cela. Pour cette raison on tend déjà à entrer dans une crise très profonde et, comme nous l'avions prévu, la lutte de classes se développe sous une forme très aiguë au sein du péronisme.

Cela va influencer toute l'Amérique Latine. La nomination officielle de Gelsel comme candidat à la présidence du Brésil est un écho direct de cette conclusion. C'est un nationaliste et il n'est pas de droite. Il n'est pas de gauche non plus, mais il n'appartient pas à la droite. Il a des parents qui sont de gauche. Dans un processus comme celui du Brésil, où la droite était montante, l'Escadron de la Mort est maintenant contenu et même condamné, et il surgit directement un candidat nationaliste qui n'est pas de droite et qui annonce déjà une série de mesures de nationalisme, contre l'impérialisme; ce processus indique que le processus du péronisme, les élections en Argentine, ont stimulé tous les courants nationalistes d'Amérique Latine. (•••)

DECLARATION DU PARTI OUVRIER (TROTSKISTE) section argentine de la IVe Internationale - Posadiste

Déclaration insérée dans les deux principaux journaux argentins : CLARIN et MAJORIA (péroniste) du 1^{er} Juin

NE PAS FAIRE LE JEU DE LA PROVOCATION

Devant l'évidence des actions provocatrices et anarchistes de secteurs qui se proclament « trotskistes » et suite à la référence faite par Peron sur le fait que « La provocation se réfugie dans les centres gorilles et trotskistes », nous déclarons :

La proclamation de l'ERP, les provocations à Villa Devoto et Plaza de Mayo visent entre autres à couper le FRONT UNIQUE, la fusion des idées socialistes avec le processus nationaliste révolutionnaire qui s'est installé le 25 mai avec le Gouvernement Populaire Basé sur les Syndicats du compagnon Campora. Elles vont à contre-courant de l'histoire dans la mesure où, mondialement et en Argentine, le progrès que signifie le nationalisme révolutionnaire et populaire va de pair avec la recherche du socialisme, même « national », mais indiscutablement fondu au processus révolutionnaire mondial, au triomphe des Etats ouvriers, au Vietnam, au Chili, à Cuba. L'impérialisme, la CIA et la droite font ces provocations en s'appuyant sur des méthodes anarchistes de substitution à l'action et organisation révolutionnaire des masses, de la part de ces groupes, en vue de créer des foyers de tension qui justifient la contre-révolution, et pour dévier les véritables idées marxistes. Voilà pourquoi, notre Parti a été le premier et l'unique à dénoncer depuis son apparition la provocation à travers l'ERP, tout comme le font aujourd'hui la Jeunesse Péroniste et Peron.

Le trotskisme, dirigé par le camarade J. Posadas, est représenté en Argentine par le PARTI OUVRIER

(trotskiste) et son organe « Voz Proletaria », qui depuis 26 ans, luttent au sein du mouvement des masses, et fondamentalement dans le péronisme et dans les syndicats, pour l'organisation de la direction consciente pour la lutte pour le pouvoir et pour le socialisme, pour le PARTI OUVRIER BASE SUR LES SYNDICATS, pour la CGT unique de classe et révolutionnaire, pour le front unique anti-impérialiste et pour les organes de contrôle et l'intervention des masses dans la lutte pour l'Etat révolutionnaire vers l'Etat Ouvrier. Cette politique a déterminé notre appui critique au FREJULI. Jamais ces idées ne peuvent être le refuge « de la provocation ».

Notre déclaration vise seulement à empêcher que cette mention de « trotskiste » soit utilisée par des groupes et des secteurs mal intentionnés, de droite ou bureaucratique, pour confondre sur la ligne réelle du trotskisme qu'a été et est le Parti Ouvrier (trotskiste).

Vive l'installation du Gouvernement Populaire du compagnon CAMPORA !

Vive l'application des Règles Programmatiques sur la voie des programmes du mouvement ouvrier de Huerta Grande et la Falda !

Vive les droits démocratiques déjà conquis, la liberté des emprisonnés politiques, les relations avec Cuba, et les autres Etats Ouvriers, et les mesures populaires qui commencent à être appliquées !

1^{er} juin 1973

PARTI OUVRIER (trotskiste)

Le texte complet est publié en brochure :

EDITION

REVUE MARXISTE N° 25

LE CONGRES DES METALLURGISTES ET LA NECESSITE DE LA DEMOCRATIE SYNDICALE

C'est le Congrès National des Métallurgistes qui s'est tenu à Liège qui a fonctionné pour discuter des perspectives et aussi de l'action de la classe ouvrière cette dernière période.

Nous croyons que, bien qu'en discutant une série de problèmes ayant trait à la défense du pouvoir d'achat, les problèmes centraux de cette étape n'ont pas été évoqués. Et s'ils l'ont été, comme celui des grèves "sauvages", ce ne fut qu'au passage ou, pis encore, en vase clos.

Il faut certes discuter de la nécessité du contre-pouvoir syndical international, et nous croyons cela nécessaire et positif, mais il n'est pas possible de se donner une tactique d'intervention sans faire une analyse de la période dans laquelle nous vivons. C'est-à-dire que, face à la crise approfondie du capitalisme, la concurrence mondiale et sa décision d'affronter la classe ouvrière, de diminuer son pouvoir d'achat pour maintenir ses bénéfices, il est presque puéril de vouloir opposer à cela un syndicalisme délié des perspectives politiques.

Dans tous les pays d'Europe, et aussi dans le nôtre, il s'entame un processus d'unification des forces de gauche; ceci étant produit par une nécessité et étant imposé par l'intervention et l'action de la classe ouvrière.

La réponse qu'aurait dû donner le Congrès, c'est de discuter face à l'incapacité du capitalisme et aux fermetures, quel programme de nationalisations sous contrôle ouvrier proposer et impulser. La nécessité de nationaliser des secteurs clés de la métallurgie, sans quoi le processus d'accroissement du chômage ne va pas s'arrêter.

Aussi, pourquoi ne pas avoir discuté l'action des syndicats italiens, particulièrement la FIOM (Fédération Italienne des Ouvriers Métallurgistes), action qui a permis des conquêtes très importantes pour les métallos italiens.

Dans le texte préparatoire au Congrès, ils font une analyse absurde du syndicalisme français et italien en disant que celui-ci se caractérise par une action politique des syndicats, l'intolérance et la violence, la contestation et le refus des règles du jeu. Est-ce que respecter les règles du jeu signifie respecter la "paix sociale" comme dans le cas de l'UBOT qui a abandonné et trahi les dockers?

Même Wallaert, Secrétaire Général, disait que "Nous n'avions pas le droit de les abandonner et c'est ce que nous avons fait avec les dockers". Il disait aussi: "Les travailleurs ont le droit de se tromper, ils ont le droit d'avoir tort".

Les dockers ne se sont pas trompés, au contraire. Une telle mobilisation était l'expression de la nécessité d'en finir avec la domination féodale de la bureaucratie syndicale, de conquérir la démocratie, et ceci à travers l'action déjà décidée, non seulement des dockers, mais dans toute la classe ouvrière. Une telle décision n'appartient pas à un secteur isolé de la classe; ils n'auraient pas trouvé la force s'ils ne sentaient pas l'appui de tout le reste et inclus de secteurs des syndicats qui sont sensibles.

Le capitalisme est décidé à affronter car c'est sa seule issue mais il n'a pas de force. Sa force il la trouve encore dans le manque d'une direction ouvrière décidée à mobiliser toutes les forces des travailleurs. C'est le vide laissé aux dockers qui lui fait sentir encore la possibilité de donner des coups. C'est pour ça aussi qu'il a pu frapper une deuxième fois à Caterpillar parce qu'il avait déjà vu comment la bureaucratie syndicale était intervenue. C'est la seule force du capitalisme car socialement il n'en a pas. Le triomphe des métallurgistes italiens est la preuve de cela.

Pourquoi n'a-t-on pas discuté ouvertement des grèves dites "sauvages"? L'appareil a peur d'en parler parce que dans le propre syndicat il y a des secteurs qui sont contre ce qu'a fait Davister à Charleroi avec Caterpillar et qu'ils sont

contre les agissements de l'UBOT.

Il existe tout un courant à l'intérieur des syndicats qui sent qu'il faut s'appuyer sur les luttes sur la classe ouvrière et du reste de la population pour faire face au capitalisme.

Toutes les résolutions du Congrès ont été impulsées par ce courant mais on n'a rien discuté ouvertement de peur que la crise n'éclate.

Et la crise va éclater. La grève des dockers n'est qu'un prélude. La décision est dans toute la classe ouvrière et de nouvelles grèves vont se produire et en partant de ce niveau.

La direction syndicale veut cacher, escamoter tout ceci parce qu'elle compte encore garder ses privilèges d'appareil mais l'expérience de la classe en Belgique, en Europe et dans le monde, va dans le sens de liquider les directions conciliatrices.

Dans ce congrès, il n'y a pas eu de discussion de la démocratie syndicale. On a dit que l'UBOT a abandonné les dockers. Mais quel a été le fonctionnement de l'UBOT? On n'a pas discuté de Caterpillar où il s'agissait de savoir où est passée la démocratie syndicale, c'est l'appareil régional, Davister en tête, qui a obligé la rentrée au travail devant une assemblée de 600 et personne n'a pu voter.

Davister lui même pose qu'il faut se baser sur le marxisme comme forme d'analyse. Ce même Davister faisait appel à des "patrons dynamiques" Est-ce que ce sont les conclusions aux quelles il est arrivé avec le marxisme? Le marxisme enseigne que le capitalisme et la classe ouvrière sont deux classes antagoniques car l'une exploite l'autre pour son profit et ceci n'a pas changé malgré toutes les âneries que disent les bureaucrates. C'est pour cela que nous nous opposons à la dite concertation qu'ils ont proposée dans le congrès.

L'analyse marxistes consiste à voir que le capitalisme est en crise et que, com-

me le pose l'inventaire de la FGTB sur les Fabrications Métalliques à Liège, et les 3/4 des usines sont fermées. Il y a 2 aciéries de moulage dans la région de Charleroi qui ont été fermées. Et la solution qu'ils proposent est de se concerter avec le patron qui licencie et ferme les usines? C'est absurde, naïf et conciliateur, c'est à nouveau créer les nouveaux organismes de concertation qui servent à justifier le rôle de la bureaucratie, mais qui ne peuvent apporter aucune solution car le capitalisme est à bout de souffle dans ces branches.

Ce qu'il faut faire c'est un plan de nationalisations sous contrôle ouvrier, organiser à partir d'assemblées dans toutes les usines métallurgiques ou autres une discussion qui aboutisse à des mouvements nationaux de grèves pour imposer ces nationalisations.

Un autre élément central est comment est préparé ce congrès. Il n'y a pas eu une seule, pas une seule assemblée de la métallurgie pour discuter ces points. Les documents préparatoires... qui est-ce qui en a eu connaissance? Et aussi, les discussions à porte fermée dans le congrès. Qu'on ne vienne pas dire que ce n'est pas possible de faire une discussion dans les usines. S'ils ne la font pas, c'est parce que ça irait beaucoup plus loin que ce qu'ils sont décidés à aller.

Nous appelons les camarades délégués FGTB et CSC à discuter qu'est ce qui empêche de faire des discussions dans toutes les usines? Pourquoi ce ne sont pas les métallurgistes eux-mêmes dans les usines qui ont discuté et proposé ces points?

Nous croyons nécessaire de faire un bilan des luttes de la classe dans tous les

secteurs et aussi des métallurgistes d'Italie, de France. Voir que la crise du capitalisme ne se donne pas seulement ici, et que les formes pour y parer et aussi imposer des conquêtes sociales, arrêter la dégradation du pouvoir d'achat, c'est à travers la mobilisation, les grèves et manifestations.

Des manifestations qui prennent aussi comme mots d'ordre des points tels que les nationalisations, l'indexation des barèmes fiscaux, le contrôle ouvrier, la mise en fonctionnement sous contrôle ouvrier des usines menacées de fermeture avec un plan d'investissements de l'état pour leur reconversion.

Discuter la nécessité de l'organisation de la gauche syndicale, non en dehors du syndicat, mais qui fonctionne pour imposer ces points cités en s'appuyant sur les mobilisations, la démocratie syndicale, une gauche qui discute pour développer tous ces points à partir des usines. C'est à travers le fonctionnement de cette gauche et de la formation de liens unissant toutes les forces de cette tendance que peut avancer le mouvement syndical. Ce ne sont ni les dockers ni autres qui mettent en danger le syndicat mais bien les bureaucrates comme l'UBOT, comme Davister et cie. et bien d'autres qui par leur action sapent la structure du syndicat. Ce sont ces appareils bureaucratiques qu'il faut détruire. La conscience acquise et la décision des dockers de changer tout cela comme de toute la classe ouvrière sont dans ce sens: chasser toutes les entraves au fonctionnement démocratique du syndicat.

4 / 7 / 73

LA PRESSE TROTSKISTE

ALGERIE
REVOLUTION SOCIALISTE -
Organe du Groupe IV^e Internationale

ALLEMAGNE
ARBEITER STIMME - Organe
de la section allemande de la
IV^e Internationale.
Paul SCHULZ - Postfach 16708
Frankfurt/M - 16.

ANGLETERRE
RED FLAG Organe du Revolu-
tionary Worker's Party, 24, Cran-
bourn Street, Leicester Square,
Londres.

ARGENTINE
VOZ PROLETARIA - Organe du
Partido Obrero (T)

BELGIQUE
LA LUTTE OUVRIERE - Organe
du Parti ouvrier révolutionnaire
(T) C. Polet - B.P. 273
Charleroi L—

BOLIVIE
LUCHA OBRERA - Organe du
Partido Obrero Revolucionario
(trotskiste).

BRESIL
FRENTE OPERAIA - Organe du
Partido Operario (T) Clandestin.

CHILI
LUCHA OBRERA - Organe du
Partido Obrero Revolucionario
(T) Juan Urrutia Munos Co-
quimbo 291. Talcahuano (Chili).

CUBA
VOZ PROLETARIA - Organe du
Partido Obrero Revolucionario
(T) Montes 12 ap 11 Piso 2,
Habana (Cuba).

EQUATEUR
LUCHA COMMUNISTA - Organe
du Partido Comunista Revolu-
cionario (T) Apartado 3726 —
Quito.

ESPAGNE
LUCHA OBRERA - Organe du
Partido Obrero Revolucionario
(T) Clandestin (s'adresser aux
journaux belge, français, italien).

GRECE
KOMMUNISTIKIPALJ - Organe
du Parti Communiste Révolu-
tionnaire (T) Clandestin.

ITALIE
LOTTA OPERAIA - Organe du
Parti Communiste Révolution-
naire (T) Pietro Leone - Casilla
Postale 5059.
00153 Rome Ostiense.

MEXIQUE
VOZ OBRERA - Organe du Parti
Ouvrier Révolutionnaire (T)
Jose L. Hernandez - Apdo. Pos-
tal - Num. 66-587, Mexico 12 DF.

MOYEN-ORIENT
REVOLUTION SOCIALISTE. -
Bulletin en langue arabe et perse
organes des militants arabes et
perses de la IV^e Internationale.

PEROU
LUCHA OBRERA - Organe du
Parti Ouvrier Révolutionnaire
(T) Apartado 5044 Correo Cen-
tral, Lima.

URUGUAY
FRENTE OBRERO - Organe du
Parti Ouvrier Révolutionnaire
(T) Montevideo.
Zulma Noguara, Casilla de Cor-
reo 1204, Montevideo (Uruguay).

CUARTA INTERNACIONAL -
Organe du Comité exécutif de
la IV^e Internationale,
- Casilla 1204, Montevideo
(Uruguay).

**REVISTA MARXISTA LATINO-
AMERICANA** - Organe du S.I.
de la IV^e Internationale,
- Casilla 1204, Montevideo
(Uruguay).

**EUROPEAN MARXIST RE-
VIEW** - Organe du B.E. du S.I.
de la IV^e Internationale. Edition
en anglais, 24 Cranbourn Street,
Leicester Square, Londres.

**REVUE MARXISTE EUROPE-
NE** - Organe du B.E. du S.I. de
la IV^e Internationale Edition en
Français, 63, rue Victor-Hugo,
92-Courbevoie.

**REVISTA MARXISTA EURO-
PEA** - Organe du B.E. de la IV^e
Internationale (édition en ita-
lien) Pietro Leone - Casilla Pos-
tale 5059 - 00153 Roma Ostiense
(Italia).

**REVUE MARXISTE EN ARA-
BE** - Organe du Bureau Arabe
du S.I. de la IV^e Internationale
(Edition en langue arabe).

La grève des dockers (Suite de la page 1)

donner entièrement, il est en train d'en perdre les traits essentiels. Mais le progrès qu'il fait est très lent pour répondre à la volonté de progrès des masses.

Dans n'importe quelle partie du monde, toute grève importante (non une grève locale), entraînant des secteurs importants de la population, devient une expression de la volonté d'éliminer le capitalisme. Le capitalisme ne peut plus gouverner, ni diriger. Il n'en a pas les moyens ni la capacité. Mais un fait plus important encore que celui-là, c'est que les masses se sentent disposées déjà à supprimer le capitalisme. De là leur contradiction avec des directions qui programment encore, comme en Italie, en France, en Angleterre, en Belgique, la subsistance du système capitaliste. Il se produit une lutte intérieure très grande. Celle-ci ne s'exprime pas à l'extérieur, parce qu'il n'y a pas une activité organisée. Dans les partis communistes, socialistes, nationalistes, il n'y a personne qui prenne la direction pour organiser la lutte. Alors celle-ci s'exprime de façon défigurée, au travers de la résistance envers les dirigeants, du rejet des dirigeants, de l'expulsion de dirigeants par des syndicats de masses, par des secteurs de la population, par exemple en Italie, en France, en Allemagne capitaliste. Cela se produit de façon toujours plus massive, plus fréquente, dans des délais de plus en plus courts. On a chassé des dirigeants également en Hongrie, en Roumanie, en Yougoslavie, dans l'Allemagne Etat Ouvrier.

En même temps que la volonté de lutte des masses ininterrompues, dans des grèves, des élections, des manifestations. Les manifestations se succèdent sans interruption; les masses leur donnent le même caractère: la volonté de combat pour triompher. Elles mettent autant de passion à manifester pour le Vietnam, pour chasser l'armée yankee, pour défendre le Vietnam que pour voter, pour donner leur appui électoral au Parti Travailleuse, Socialiste ou Communiste.

Le capitalisme n'a pas de forces, pour pouvoir répondre à ce processus. Il doit réprimer et ses propres organes de répression remettent leur fonction en question. Les Etats Ouvriers progressent de façon ininterrompue. La science et la technique avancent et sont assimilées par des pays aussi arriérés que l'Arabie Séoudite. Il y a une constante élévation, qui fait que des organes aussi arriérés que l'Organisation de l'Unité Africaine sort des résolutions de lutte à très élevées, d'unité avec les pays qui luttent contre l'impérialisme, d'unification contre l'impérialisme. Cela donne aux masses la conscience d'une force puissante, d'une force imbattable. Dans n'importe quelle partie du monde, les masses se sentent invincibles. Par exemple: les grèves au Maroc.

Dans le monde entier, l'avant-garde prolétarienne communique à toute la population exploitée la volonté de triomphe, la volonté de combat, et l'entraîne. Les secteurs les plus arriérés de la population, les pays les moins engagés dans le mouvement anti-impérialiste, sont en train d'élever, d'unifier, d'organiser, de programmer des luttes contre l'impérialisme. Par exemple, l'O.U.A. qui a pris des résolutions de combat très profondes, d'alliance avec les Etats Ouvriers, et les pays d'Amérique Latine. Cela donne une force immense au prolétariat. Ni les partis communistes, ni les partis socialistes, ne répondent. Le prolétariat cherche, de toutes manières, un centre, un moyen, un organe qui lui permette d'exprimer cette volonté de combat, qui vient du plus profond de lui-même.

Il faut unir à cela le progrès très grand des Etats Ouvriers, le nettoyage très profond qu'ils sont en train de faire. Celui-ci a un caractère compénétratif; mais il vise à couper les ailes de la bureaucratie. Le prolétariat sent et voit sa puissance. Il ose faire face. Il cherche à construire des organes contre le capitalisme, et potter à l'intérieur des partis ouvriers, la décision, la volonté et l'assurance du combat historique.

Les ouvriers d'Anvers, ceux de Caterpillar avant eux, ne sont pas l'expression d'une capacité locale de combat. La nécessité du changement de direction ne surgit parce que les ouvriers sont convaincus qu'ils en ont besoin pour l'une ou l'autre grève. Non! C'est pour abattre toute cette merde de système que nous sommes en train de vivre! Il y a un processus tel qu'il suffit qu'un contremaître réponde mal à un ouvrier pour qu'éclate une grève qui entraîne tout le monde. Les grèves, les protestations s'organisent avec une grande rapidité; et toutes s'accompagnent de revendications comme: "la dignité au travail", "diminution des heures de travail" "nous ne voulons plus faire d'heures supplémentaires". Avant, on avait l'ambition de faire des heures supplémentaires pour acheter des chaussures; maintenant les ouvriers ne veulent plus faire d'heures supplémentaires. En Italie par exemple, pendant la grève des postiers, ceux-ci ont dit au cours d'une interview: "nous sommes des êtres humains, pas des ânes". "Quand il y a un tel niveau de la technique, c'est un crime de devoir faire des heures supplémentaires". Ils veulent dire que la science et la technique existent et que le régime actuel ne peut pas les utiliser parce que sa structure, ses intérêts ne le lui permettent pas.

Voilà la raison pour laquelle il y a ces grèves de contestation des dirigeants, un affrontement public. Quand l'affrontement acquiert une telle profondeur, c'est parce que le prolétariat rencontre déjà un accueil. Il ne le rencontre pas entièrement dans cette grève d'Anvers, à cause de circonstances particulières, parce que toutes les conditions ne sont pas mûres, parce que la coordination n'a pas été complète. Mais il sent qu'il y a une ambiance favorable. Le prolétariat n'accomplit aucune action historique qui ne corresponde pas à une nécessité. Il se peut qu'il sorte prématurément; mais cela n'est pas un facteur décisif. Prématurément; c'est quand il se lance et que les autres ne l'accompagnent pas. Mais si lui ne se lance pas maintenant, les autres ne sortiront pas non plus. La sortie des ouvriers d'Anvers indique: il n'y a pas de solution par la voie des élections, des discussions, il faut faire comme nous pour changer les directions. La classe ouvrière va comprendre la leçon de la grève d'Anvers.

Les ouvriers se rebellent contre ces directions, non pour des motifs de travail direct, mais parce qu'ils veulent accomplir une nécessité, ils veulent aboutir à une action beaucoup plus à fond: abattre le système capitaliste. Telle est la volonté des ouvriers. Les ouvriers qui sont allés d'Anvers à Charleroi, ne sont pas venus demander une aide économique. Ils sont allés chercher une compréhension historique. Ils en ont profité pour rassembler de l'argent, faire de l'agitation pour la grève. Mais leur intention consciente, était de faire une agitation et impulser l'avant-garde prolétarienne à se lancer pour abattre cette direction, cette pourriture. De tels événements ne sont pas déterminés par des motifs de salaires, de conditions de travail. Ces motifs existent, mais ils sont très restreints. Le motif essentiel, c'est que la structure mondiale déjà acquise requiert des nouvelles directions pour abattre le système capitaliste.

En Belgique, cela fait deux ans que la crise se manifeste: crises de gouvernement, crises de directions syndicales, sans interruption. Il y a quasi simultanément une crise de gouvernement - comme il y a 6 mois - et une crise du mouvement de gauche. Ce ne sont pas les partis de gauche qui provoquent cette crise, ce sont les masses. Il y a constamment des prises de positions, des revendications. Toutes les directions syndicales sont mises en question, rejetées, parce qu'elles ne répondent pas aux besoins des masses.

Quand il y a une telle crise, comme en France, en Angleterre, cela vient du plus profond de la volonté des masses. Cette crise s'exprime dans un affrontement direct entre le Parti Travailleuse et les Trade Unions, et les TUC lancent un programme de 25 points de nationalisations. Ce n'est pas

une chose quelconque. En France, le Programme Commun contient 13 points qui sont anti-capitalistes. Cela indique que les crises de ces partis ne sont pas le produit de disputes de camarillas, d'une politique, d'une tendance ou d'une tactique circonstancielle; elles viennent de la fonction historique de ces partis. La crise ne s'exprime pas sous forme de lutte pour un programme, une tactique, mais dans une lutte générale, en tant que parti, direction, syndicat. Sa cause est la nécessité de nouvelles directions dans les Partis Communistes, dans les syndicats. Voilà le fond, de la liaison de tout ce processus. Une partie fondamentale en est la régénérescence partielle qui se déroule dans les Etats Ouvriers. C'est une partie fondamentale, ce n'est pas seule. Il y a aussi l'intervention des ouvriers. Les ouvriers d'Anvers, par leur lutte persistante, expriment ce processus mondial. Ils expriment en même temps un facteur local qui a beaucoup d'importance pour déterminer les conditions locales de la lutte. La tâche la plus importante est de changer la direction. Il faut changer la direction! afin qu'elle réponde au besoin qu'a le prolétariat de dominer le processus. Il y a une nouvelle Argentine, un nouveau Cuba, un nouveau Pérou, un nouveau Mexique. Il faut voir tout cela comme partie d'un processus mondial de changements, qui s'exprime sous une forme assez profonde. Le prolétariat s'alimente, se nourrit du processus mondial, et non du processus local. S'il n'existait que des conditions locales, il n'aurait pas une telle volonté de lutte, de résistance, de triomphe. Il faut acquérir la compréhension du processus de l'histoire, qui est favorable à la révolution, au socialisme; un changement de direction est nécessaire. Cette direction ne sert pas. Elle vient d'une ancienne étape. Il ne s'agit pas seulement d'une dispute interbureaucratique. C'est une expression de la résolution du prolétariat d'imposer des changements, et du manque de directions répondant à la nécessité de la montée de la révolution et de la lutte pour le socialisme.

Il ne s'agit pas d'un processus de crise à un niveau local. C'est une structure mondiale, qui s'exprime de façon inégale dans l'une ou l'autre crise. Si on voit seulement un processus dans un endroit ou un autre, on ne peut comprendre la grandeur de sa force; on ne comprend pas que ce processus ne s'arrête pas après une défaite, après un arrangement ou un accord. C'est une structure déjà atteinte, déjà établie, partant des relations favorables aux Etats Ouvriers et au prolétariat mondial.

Notre force part de cette structure. Sa racine est dans l'existence de 14 Etats Ouvriers, qui alimente constamment ce processus. Cette structure l'alimente, elle ne le détermine pas exclusivement. Mais elle alimente le prolétariat de France, d'Angleterre, d'Argentine. Le prolétariat, à son tour répercute cette influence en affaiblissant le système capitaliste. C'est pour cela que l'impérialisme change ses plans. Il y a déjà longtemps qu'il aurait fait la guerre, mais on l'a obligé à changer de plan. Il ne s'est pas dit: "je laisse ce plan pour plus tard". Il est allé directement en Indochine, il avait déjà préparé les cartes d'invitation pour entrer en Indochine, comme s'était préparé Hitler pour aller à Moscou. Mais ce qui entra à Moscou, ce fut la photo du cadavre de Hitler. C'est la même chose au Vietnam pour Nixon.

Il ne s'agit pas d'une lutte dans un endroit ou un autre. C'est une structure qui s'exprime d'une façon inégale selon les pays. C'est une structure acquise, qui ne termine pas à la défaite ou au triomphe du prolétariat dans un endroit déterminé. C'est une chaîne où tout se suit. Structure: cela veut dire qu'un niveau de relations s'est déjà établi, sur la base de 14 Etats Ouvriers et d'un processus très aigu de régénérescence partielle. Même s'il est limité, il est aigu, il tend à remplacer les directions tricheuses et menteuses par des directions qui répondent à la nécessité du progrès de la révolution, sans encore employer des méthodes révolutionnaires. Il faut partir de là. De cette façon nous nous basons sur une force inépuisable.

J. POSADAS

10 JUIN 1973

RESOLUTION DU BUREAU POLITIQUE (Suite de la page 2)

per à toutes les activités du PC et de l'Union Populaire.

La IVe Internationale Posadiste n'est pas d'accord avec les positions de la Ligue Communiste. Indépendamment de notre position, nous appelons à prendre exemple sur le magnifique front unique qui est en train de progresser en France! pour faire la même chose en Belgique! Nous appelons le PCB, le PSB, la FGTB, la CSC, tous les groupes gauchistes à développer un front unique des tendances de gauche, pour exiger le respect des droits démocratiques, tant en France qu'en Belgique: exiger, entre autres, la libération du camarade d'AMADA qui a été arrêté lors de la grève des dockers à Anvers, exiger le respect des droits démocratiques des travail-

leurs immigrés en Belgique qui sont soumis de plus en plus à la discrimination, à la répression de la part du gouvernement capitaliste qui veut réduire l'immigration à cause de la crise économique, maintenir toute la mobilisation et se préparer à mettre en échec toute nouvelle tentative de mettre les projets Vranckx ou Vanden Boeynants sur le tapis.

L'interdiction du rassemblement des fascistes à Anvers, l'expulsion d'Almirante, la mise en échec du projet de loi Vanden Boeynants, Vranckx, ont été imposés grâce à la mobilisation, en front unique des tendances de gauche. Nous faisons un appel à élever ce front unique, et lui donner une base solide avec un programme de lutte contre le capitalisme, pour la défense de tous les droits

démocratiques des masses, pour imposer le fonctionnement démocratique des syndicats et de toutes les organisations ouvrières, il faut s'appuyer sur l'ensemble de la France, pour faire avancer l'Union de la gauche avec un programme anti-capitaliste, pour un gouvernement de gauche.

Nous appelons à développer la discussion polémique fraternelle au sein du mouvement ouvrier et révolutionnaire, dans le but de faire progresser ce front unique! Nous appelons le Parti Communiste, les J.C. à discuter l'expérience de la France, pour ce qui est des gauchistes et à ne plus les traiter de provocateurs, d'éléments réactionnaires, mais au contraire: avancer le programme de lutte vers le pouvoir, pour le socialisme,

prendre appui sur le programme commun et l'union populaire en France, sur les progrès du gouvernement populaire d'Allende au Chili, sur l'attitude et les luttes des masses péronistes en Argentine, des mouvements nationalistes révolutionnaires, militaires, au Pérou, en Uruguay, pour gagner les groupes gauchistes; à établir une discussion au sein du PC et ouverte à tous les révolutionnaires, aux trotskystes-posadistes, sur le programme, d'unification du mouvement communiste et révolutionnaire mondial, d'unification de toutes les forces anti-capitalistes en Europe et en Belgique pour avancer vers le pouvoir.

Le Bureau Politique du P.O.R. (T)
4.7.73.

SUR LA MONTEE DU PROCESSUS

REVOLUTIONNAIRE ET LE ROLE DU PERONISME

15 JUIN 1973

J. POSADAS

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE



OUVRIERE

ORGANE DU

PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IV^e INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB 11^e ANNEE 24 AOUT 1973 No 190

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem.
de soutien 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

Édition REVUE MARXISTE n° 21
**Les syndicats, les masses
péronistes et la nouvelle
étape de la lutte**
pour le Socialisme en Argentine.
18-3-1973 J. POSADAS

Dans ce numéro :

LA PREPARATION DU PROCHAIN CONGRES DU P.S.B.
ET L'ORGANISATION DE LA GAUCHE SOCIALISTE.

POUR AFFRONTER LA HAUSSE DU COUT DE LA VIE :
L'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES.

EDITORIAL POUR UN PLAN

Le processus de la lutte de classes et révolutionnaire n'a pas connu de "vacances", ni en Belgique ni dans le reste du monde. La grève des ouvriers de la Brasserie de Ghlin, les grèves de solidarité dans les grandes brasseries du pays, les prises de position qui sont montées de plusieurs usines montrent le sentiment et la décision de combat du prolétariat. L'accueil réservé à la délégation des travailleurs de LIP le montre aussi. Pourquoi en "pleine période de vacances" toute la direction de la FGTB et de la CSC, les dirigeants socialistes, se sont tant préoccupés de se montrer aux côtés des travailleurs et ont fait des déclarations condamnant les fondements mêmes du régime capitaliste? Ils ont affirmé leur appui total à la lutte de LIP et l'ont prise comme un exemple pour toute la classe ouvrière européenne. Pourtant quand ils ont dû répondre à des problèmes semblables en Belgique, leur comportement a été fort différent: Glinne, aux Glaces de Courcelles, a servi de liquidateur de la grève, alors que les ouvriers occupaient l'usine et discutaient comment la faire fonctionner sous contrôle ouvrier. Davister, face à la grève de Caterpillar laissait réprimer les droits syndicaux des ouvriers et licencier les délégués syndicaux. Simonet a été le champion de la restitution à la propriété privée des régies communales d'électricité. Ces mêmes dirigeants, aujourd'hui, se sont promenés partout avec la délégation des ouvriers de LIP et se sont montrés solidaires de leurs luttes. Ils sont obligés de faire cela, de se montrer favorables au progrès de la gauche, pour pouvoir contenir le développement réel de cette gauche, tant dans le Parti Socialiste que dans le mouvement syndical.

Dans la période antérieure, ils ont encore su empêcher la victoire et l'extension des grèves de la classe ouvrière en Belgique, mais cela ne leur a donné aucune force, aucune stabilité pour contenir ou intimider la classe ouvrière: le processus du double pouvoir a continué de s'étendre et de s'approfondir. La grève des dockers d'Anvers est venue porter un nouveau coup très profond à la structure féodale du mouvement syndical et à la toute-puissance de la bureaucratie. Maintenant les ouvriers des brasseries recueillent ces expériences et manifestent dans les rues de Mons en criant "on ne fera pas un deux-

UNIR LA LUTTE POUR LES DROITS SYNDICAUX ET D'ACTION FACE A LA VIE CHERE ET AU CHOMAGE !

ième Caterpillar". L'expérience formidable des ouvriers de LIP, qui ont fait fonctionner l'entreprise sous contrôle ouvrier démontre qu'on peut se passer des capitalistes, que la classe ouvrière a la capacité de produire, de diriger l'entreprise et aussi toute la société! C'est le double pouvoir en plein fonctionnement. Lip a rencontré un tel écho dans toutes les masses de France, d'Europe et, en particulier de Belgique, parce que toute la classe ouvrière s'identifie à cette lutte, et se sent capable et avide d'en faire autant! La bourgeoisie a peur de réprimer ce mouvement. Ce n'est pas parce qu'elle redoute les réactions de solidarité du mouvement ouvrier de France et d'Europe, mais c'est essentiellement, parce qu'elle doit répondre à la petite-bourgeoisie qui sent une attraction pour la classe ouvrière, qui n'a plus confiance dans le capitalisme et se range derrière le prolétariat, pour une issue socialiste. Même après l'occupation de l'usine par les CRS, (où le gouvernement français a pu profiter de la passivité des directions ouvrières), le ministre Charbonnel doit proposer, comme issue au conflit: une coopérative ouvrière! Le capitalisme est dans une situation de crise, de décomposition et de faiblesse très profonde! C'est la raison fondamentale pour laquelle les directions ouvrières en Belgique essaient de se couvrir derrière la délégation de LIP, et doivent apparaître solidaires de cette lutte qui met en cause le capitalisme. Quand les ouvriers en Belgique ont voulu faire comme ceux de LIP, la bureaucratie syndicale a cherché à les écraser. Cependant la crise du capitalisme belge continue à s'aggraver de jour en jour: nouvelles fermetures d'usines, augmentation du chômage, rationalisation, fusion d'entreprises aux dépens des travailleurs, conditions de travail et de vie indignes et dangereuses (un exemple récent, c'est l'assassinat d'un enfant à cause des explosions de dynamite dans une carrière de pierres à la frontière française), augmentation du coût de la vie qui équivaut à des impôts!

Cette crise ne laisse plus de marge à la bureaucratie du mouvement ouvrier pour contenir le mécontentement, la volonté de lutte des masses. La paix sociale est rompue d'une manière irréversible. Toutes les actions de la classe ouvrière, en Belgique, comme en France, comme dans

le monde entier, cherchent à porter des coups au capitalisme, à imposer des décisions de pouvoir ouvrier face au pouvoir capitaliste. Il y a un processus mondial de guerre civile, qui se développe à des niveaux différents, mais avec le même contenu. Le capitalisme est mis en déroute, en France, au Chili; mais il ne se laisse pas déloger, il fomente la guerre civile pour saboter l'économie pour liquider le gouvernement populaire au Chili; (c'est cela

le but de la grève des transporteurs qui ne sont pas des ouvriers, mais des patrons); il a essayé de provoquer un recul en Argentine avec la démission de Campora du gouvernement; le Pentagone et la CIA provoquent les attentats pour assassiner Nixon, pour avoir un président des Etats-Unis soumis à la préparation de la guerre atomique contre-révolutionnaire. Mais ce sont

Suite Page 6

FAIRE DE LA FETE DU DRAPEAU ROUGE UNE MANIFESTATION DE LUTTE ET DE FRONT UNIQUE

Nous saluons de toute notre fraternité révolutionnaire la décision de faire du "Drapeau Rouge" un journal quotidien. La fête du "Drapeau Rouge" peut être une impulsion pour la réalisation de cet objectif.

Cet article n'a pas pour but de donner des conseils aux camarades communistes, mais bien d'ouvrir une polémique fraternelle sur la conception avec laquelle il faut organiser une telle manifestation. Nous pensons que les camarades du PC ont encore une conception erronée du rôle de la presse communiste, et ceci est confirmé par l'article du "Drapeau Rouge" ("La vérité aussi doit être quotidienne") qui justifie la publication quotidienne du "D.R.", par la seule raison d'une information qui rétablit la vérité que la presse capitaliste cherche à cacher ou à déguiser. Nous pensons que ce n'est qu'une faible partie du rôle que doit remplir la presse communiste. Son rôle essentiel est d'être l'instrument d'analyse marxiste du processus de l'histoire qui avance invinciblement vers le socialisme, un instrument qui transmette la confiance et la sécurité du prolétariat mondial, dont l'accumulation des victoires sur l'impérialisme et le capitalisme a fait basculer le rapport des forces. Aujourd'hui ce qui pèse et détermine, ce sont les forces de la révolution. Il faut montrer aussi toute la profondeur de la crise du capitalisme, qui perd toutes ses bases d'appui social, qui est à l'agonie et use ses dernières cartouches dans d'ultimes et inutiles tentatives pour survivre.

Le rôle de la presse communiste est de renforcer la confiance et l'assurance de l'avant-garde en Belgique, en faisant connaître sur quelles bases s'est développée la supériorité sociale des Etats Ouvriers. Il faut transmettre les expériences des luttes révolutionnaires du prolétariat dans le monde, pour généraliser les expériences et être un centre organisateur des luttes en Belgique.

Le prolétariat belge a la même décision, la même volonté de lutter pour abattre le capitalisme que, par exemple, le prolétariat français qui s'est exprimé dans l'occupation et la mise en fonctionnement de l'usine LIP. Ce qui fait défaut c'est une direction révolutionnaire, une direction qui élabore un programme de pouvoir ouvrier, un programme concret de nationalisation des secteurs-clé de l'économie, de mise en fonctionnement sous contrôle ouvrier, des entreprises menacées de fermeture, un plan de défense de l'emploi et de lutte contre le chômage, un plan de démocratisation de tous les services publics: gratuité des soins de santé, des transports en commun, amélioration et gratuité de tout l'équipement sanitaire et social du pays.

Nous publions des extraits d'un article de J. Posadas, sur la "Fête de l'Humanité", qui développe avec profondeur la façon, dont il faut organiser une fête de la presse communiste:

"C'est tout à fait possible d'organiser la

(Suite page 6)

POUR AFFRONTER LA HAUSSE DU COUT DE LA VIE : L'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES

Une consigne centrale qu'il faut développer dans la préparation et l'organisation des prochaines luttes ouvrières, c'est l'échelle mobile des salaires, c'est à dire l'augmentation automatique et immédiate des salaires en fonction du coût réel de la vie. L'Index "officiel" et les augmentations de salaires qui dépendent de lui, sont très loin de compenser la hausse véritable du coût de la vie, la détérioration constante du pouvoir d'achat de la classe ouvrière et de toute la population travailleuse.

Et devant l'aggravation de la crise monétaire et économique du capitalisme, devant l'inflation galopante on a besoin d'un moyen de défense beaucoup plus important.

Quand la famille ouvrière fait le budget du ménage, on se rend bien compte que les hausses de salaires dues à la hausse de l'Index sont très réduites et toujours en retard. Entre cet index, établi par le gouvernement, les patrons, avec une faible intervention des syndicats, et celui qu'on établit pratiquement, quand on fait les comptes, il y a une fameuse différence. Cette situation a été tellement flagrante qu'à plusieurs reprises les dirigeants du Front Commun ont du refuser de cautionner l'Index officiel. Mais leur action se limite à cela. Ou bien ils font une dispute sur des augmentations sans importance, ils manoeuvrent sur l'un ou l'autre produit pour ralentir la hausse. Mais tout cela ne permet pas de compenser, pour la classe ouvrière, les pertes de plus en plus importantes, de son pouvoir d'achat.

Il y a d'autres choses anormales dans cette indexation officielle, ce sont les différences entre les secteurs ouvriers et employés, entre les métallurgistes et les Services Publics par exemple. Pourtant le pain, le lait, les vêtements, les transports, tout augmente pour tout le monde de la même façon.

La bourgeoisie utilise souvent l'argument que la hausse des salaires entraîne la hausse des prix, qui entraîne de nouvelles hausses de salaires et que toute cela forme un cycle infernal dont il n'y a pas moyen de sortir. Conclusion, il faudrait que la classe ouvrière soit plus "modérée" dans ses revendications, pour ne pas provoquer une inflation encore plus grave. Telle est une des bases des déclarations gouvernementales, lorsque le gouvernement a discuté le budget de l'Etat pour 1974 et les mesures nécessaires pour faire face à la crise monétaire. Beaucoup de dirigeants FGTB et CSC et de délégués syndicaux se soumettent à cette pression et emploient les mêmes arguments pour empêcher ou contenir la volonté de lutte des ouvriers. Cependant le Front Commun a du s'opposer à toute mesure de blocage des salaires. Mais comme il ne propose aucun plan de lutte contre le capitalisme, de mobilisations, de revendications de salaires communes à tous les secteurs de la classe ouvrière, il se prépare à accepter dans les Il faut prendre comme un progrès, le fait que le Front Commun se soit opposé catégoriquement au blocage des salaires. Mais cela ne suffit pas! D'autre part, les

augmentations de salaires ne peuvent pas dépendre de l'Index officiel, qui masque la réalité. Ce sont les familles ouvrières qui sont le mieux à même d'établir un index véritable. Les syndicats doivent le prendre en charge: il faut former des comités ouvriers dans les usines et les quartiers, avec tous ceux qui sont disposés à faire cet inventaire des prix réels, des besoins d'une famille normale, avec les ménagères, les pensionnés, les petits commerçants. Il faut discuter ensemble du coût réel de la vie et établir un Index du Syndicat; et le corriger constamment et exiger que les salaires augmentent automatiquement en conséquence! Les patrons vont répondre qu'ils vont se ruiner, qu'ils ne résisteront pas à la concurrence internationale: que les capitalistes paient leur propre crise! il faut donc les exproprier s'ils sont incapable d'assurer les conditions de vie convenables aux ouvriers. Et dans cette perspective, il n'y a aucune raison que la classe ouvrière paie les conséquences de la crise monétaire, économique, dont le système capitaliste porte toute la responsabilité, parce que c'est le régime du profit pour une petite minorité. Dans l'étape actuelle de "crise totale du système capitaliste", n'importe quelle revendication importante de la classe ouvrière, porte un coup à la structure, au fonctionnement du capitalisme. La lutte pour augmenter les salaires est aussi une attaque au capitalisme, puisque chaque conquête salariale diminue une partie des bénéfices des patrons. Mais ce sont les bureaucrates syndicaux qui emploient ces arguments comme des menaces pour intimider. Il faut voir l'exemple des ouvriers de LIP, de la classe ouvrière au Chili des Etats Ouvriers qui montrent comme ils se passent bien du capitalisme pour organiser l'économie.

Les ouvriers des chaînes de montage chez Renault, qui ont fait grève pour changer toute l'organisation des chaînes, les ouvriers allemands qui ont imposé aux patrons d'entrer travailler à n'importe quelle heure entre 7 et 9 heures du matin: toutes ces luttes désorganisent, et affaiblissent le capitalisme; mais ce sont des luttes "pour la dignité humaine". La lutte pour le salaire minimum vital, et l'échelle mobile des salaires également.

Nous appelons le Front Commun syndical, la gauche socialiste le PC à faire toute une campagne de discussions, d'assemblées d'usines et de quartiers, de réunions populaires pour mobiliser les masses en défense du niveau de vie, pour imposer un salaire minimum supérieur à 12.500 F. et l'échelle mobile des salaires. Ce mot d'ordre ne peut se conquérir que dans la lutte, dans la grève. Il doit faire partie d'un plan d'action du mouvement ouvrier pour faire face à la crise capitaliste. faits une nouvelle détérioration du pouvoir d'achat des masses travailleuses. Par

exemple, une des revendications interprofessionnelles du dernier programme FGTB-CSC était les 12.500 F de salaire minimum garanti. Mais comme le Front Commun n'a pas fait appel à la classe ouvrière, n'a pas mobilisé les masses, organisé des luttes, un mouvement de grèves, des manifestations pour appuyer cette revendication qui est fondamentale, elle n'a pas été obtenue. Pourtant c'est là un minimum! Le salaire minimum vital nécessaire pour une famille avec deux enfants, devrait s'élever à 16.000 F. au moins. Il faut l'établir au moyen d'une discussion dans les quartiers, dans les usines, faire l'inventaire de tous les besoins vitaux d'une famille; le résultat est bien supérieur à 12.500 F. Le Front Commun est resté enfermé dans une politique de négociations, de pressions diplomatiques. Cela fait le jeu du capitalisme.

Les causes de cette hausse des prix viennent intégralement du capitalisme. Le capitalisme belge dépend du fonctionnement du capitalisme mondial, du capitalisme américain fondamentalement; celui-ci essaie de faire payer sa propre crise au reste du capitalisme et aux masses. Le dollar a dévalué de 50 pourcent en peu de temps. Le reste du capitalisme doit soutenir le dollar, directement ou indirectement (comme viennent encore de le faire le Japon, l'Allemagne en réévaluant leur monnaie et en rachetant des quantités énormes de dollars), sous peine de s'effondrer lui aussi. Il y a de plus en plus de masses d'argent en circulation qui ne correspondent pas à des marchandises. Pour cela le franc perd constamment de sa valeur, de son pouvoir d'achat. Dans chaque billet, il y a une part qui paie les dépenses improductives, de guerre, du

capitalisme n'a aucun moyen de surmonter, d'éliminer une telle situation, parce que cela fait partie de sa nature même: il emploie une part immense des forces productives à travailler pour la guerre, contre les Etats Ouvriers, contre la révolution dans le monde, contre le Vietnam, le Chili, l'Argentine, contre les masses d'Europe. (voir à ce sujet l'article du camarade J. Posadas: "La Nouvelle Crise du dollar, la banqueroute du système capitaliste et la nécessité du front unique mondial anti-impérialiste et anti-capitaliste (14/2/73). Tous les arrangements monétaires que peuvent faire les gouvernements capitalistes ne vont pas empêcher l'approfondissement de cette crise. Les propositions que vient de faire le gouvernement belge non plus, l'établissement du budget pour 1974 va signifier pour les masses exploitées une nouvelle détérioration de leur niveau de vie en général: ce sera un frein aux augmentations salariales des Services Publics, une attaque indirecte aux droits à la Sécurité Sociale, à l'enseignement, aux moyens de transport en commun. Toutes ces hausses-là n'entrent pas en ligne de compte dans l'Index Officiel mais elles vont peser dans les comptes des familles ouvrières. La seule raison qui a empêché la bourgeoisie d'aller beaucoup plus loin - alors qu'elle en aurait un grand besoin pour se maintenir - c'est sa peur de la classe ouvrière! elle a peur des conséquences sociales, du développement de grandes luttes des masses. Elle n'ose pas sortir une nouvelle "loi unique", malgré la présence du PSB au gouvernement, parce que le PSB n'aura pas la force suffisante dans son appareil pour retenir la volonté de combat de la classe ouvrière.

LE PROCHAIN CONGRES DU P.S.B. ET L'ORGANISATION DE LA GAUCHE SOCIALISTE

L'année prochaine se tiendra le congrès du P.S.B., et ceci à la suite déjà d'une série de déclarations de différents dirigeants du P.S.B. du document préparatoire et d'une série de voyages des membres de la direction dans les Etats Ouvriers et de déclarations communes.

Dans le monde entier se produisent des changements dans les Partis Socialistes. C'est le cas pour le P.S. en France qui a ouvert un processus dans la formation du front de la gauche qui est un coup à la bourgeoisie mais aussi à la droite socialiste qui ne voulait nullement continuer l'expérience du programme commun et qui tentait encore de faire des accords avec des secteurs de l'U.D.R. Même l'U.D.R. avait fait des appels à l'insu de ce secteur en disant que la majorité pouvait être élargie. La gauche à répondu non, a imposé à Mitterrand de réaffirmer la continuité du programme commun avec ce que cela implique. Ces progrès se manifestent également dans l'intervention du Parti Socialiste au Chili, l'intervention du Parti Travailleuse en Angleterre où un groupe de parlementaires vient de faire un projet de 81 nationalis-

ations ce qui mettrait même en péril le fonctionnement de la bourgeoisie, etc. Nous nous proposons d'écrire une série d'articles pour permettre justement et aider à l'organisation de la gauche socialiste. Discuter des expériences des P.S. dans les autres pays pour pouvoir appliquer ici en Belgique des conclusions organisatives programmatiques, pour discuter de ce qu'il est nécessaire de faire sur la base de l'analyse des forces de la classe ouvrière, de la décision que cette dernière a montré de changer, liquider toutes les directions conciliatrices ou qui sont déjà insérées dans le fonctionnement du régime capitaliste.

Les articles à paraître dans cette rubrique sont:

- Le Programme du Front de la Gauche et avec qui le constituer.
- Autogestion, planification du capitalisme et l'économie planifiée.
- Nature de la crise du capitalisme.
- Unification socialiste de l'Europe.
- Centrale Européenne des Syndicats.

L'avant-garde socialiste ouvrière est en train déjà de nettoyer et se prépare à organiser, au cours des luttes, de nouvel-

SUR LA MONTEE DU PROCESSUS REVOLUTIONNAIRE ET LE ROLE DU PERONISME

15 JUIN 1973

J. POSADAS

(Le titre et les sous-titres sont de la rédaction)

Le Front Unique de la révolution socialiste mondiale s'élève, s'étend, s'approfondit, croît constamment en qualité. L'avant-garde prolétarienne est la démonstration magnifique de ce processus irréversible, qui montre l'assurance invincible des masses dans la lutte pour le pouvoir, dans la lutte pour supprimer toute forme d'exploitation, d'inégalité humaine, toute forme de répression et de dispute. Les masses s'orientent à éliminer tous les facteurs qui déterminent l'affrontement entre les êtres humains. L'avant-garde prolétarienne mondiale entraîne déjà tous les peuples du monde vers la solution socialiste, seule capable de résoudre tous les problèmes de la société.

Il faut résoudre, au fur et à mesure, des problèmes qui sont nouveaux dans l'histoire ; des problèmes que ni Marx, ni Engels, ni Lénine, ni Trotsky, aucun de

Persuader avec le marxisme

Des tendances irréversibles à un front unique mondial se développent puissamment, imposées par la structure déjà atteinte par l'économie, par l'existence de 14 Etats Ouvriers et de 16 Etats Révolutionnaires, par la volonté des masses qui apprennent en cours de route, et qui, contre toutes leurs directions, décident leur unification et en résolvent tous les problèmes. Toutes les masses du monde nous en donnent de magnifiques démonstrations, de formidables exemples. Et entre autres, les masses argentines qui s'unifient à travers l'expérience la plus puissante qu'elles réalisent, à travers leurs luttes syndicales et politiques, c'est-à-dire, des luttes dirigées par le mouvement syndical mais qui tendent à chercher des solutions politiques, des solutions de pouvoir. C'est ce qui pousse au Front Unique de toutes les directions, même contre leur volonté. Celles-ci sont responsables de tous les retards.

Le front unique ne se présente plus à cette étape de l'histoire comme au temps de Marx, de Engels, de Lénine ou de Trotsky. Il se développe aujourd'hui en même temps que l'existence combinée, la symbiose de 16 Etats Révolutionnaires, 14 Etats Ouvriers et d'un puissant mouvement qui commence comme mouvement de protestation et débouche sur la tendance à instaurer l'Etat Ouvrier. L'humanité a déjà acquis une expérience qui lui indique que pour qu'elle puisse progresser il faut que l'économie soit étatisée, la production centralisée, et il faut placer cette dernière sous le contrôle des masses pour éviter l'organisation de nouveaux groupes de pouvoir, avec leurs privilèges et leurs intérêts individuels. Les masses du monde ont déjà appris tout cela.

C'est la raison pour laquelle, domine dans les mouvements syndicaux, un courant puissant qui impose la fin de tous les privilèges, la fin de toutes les inégalités. Telle est la tendance irréversible des masses des grands syndicats de France, d'Italie, d'Angleterre, d'Allemagne. Elles démontrent ainsi apprendre beaucoup plus que leurs directions. Elles n'ont pas d'intérêt individuel ou de famille ; leurs intérêts sont objectifs et collectifs. Elles peuvent interpréter collectivement les besoins nécessaires, la planification en raison de leur situation dans l'histoire, de leur rôle dans la production et dans l'économie. Elles peuvent le faire, sans lésions dues aux intérêts individuels.

C'est sur ce courant que nous nous basons. Nous nous appuyons sur cette nécessité historique et sur cette tendance irréversible en Amérique Latine, et en particulier à cette étape en Argentine, mais aussi et bientôt au Mexique, au Chili, en Uruguay, au Brésil, au Pérou, en Bolivie : c'est la tendance à centraliser, à prendre des mesures conduisant à des Etats Révolutionnaires et de là à des Etats Ouvriers. L'expérience des masses pèse, c'est pourquoi l'action en Argentine de la jeunesse péroniste, de la jeunesse ouvrière en général tendant à intervenir pour peser et faire décider, est magnifique.

Ce processus n'a pas été prévu par nos maîtres. Ils nous ont légué la ligne générale de compréhension. Trotsky nous a donné cette ligne en disant : « dans dix ans, des millions de révolutionnaires sauront remuer ciel et terre » et ils sauront résoudre tous les problèmes de l'humanité. Nous faisons partie de ce processus. Ces problèmes sont nouveaux par la forme sous laquelle ils se présentent. Il s'agit de rapport sociaux, économiques, politiques et syndicaux nouveaux qui n'étaient pas prévus avant. Les masses mûrissent beaucoup plus de leurs directions, limitées, pleines de crainte. Elles n'ont pas appris le marxisme, ne se sont pas appuyées, ne se sont pas développées dans l'assurance qu'il donne. Par leur expérience de la vie, elles acquièrent la notion pratique du marxisme, la notion de son application générale. Elles n'apprennent pas les fondements théoriques, mais l'application concrète. Entre autre chose, elles apprennent : la nécessité du Front Unique, de la socialisation, de l'égalité, du contrôle des masses, la nécessité de gagner les tendances catholiques et nationalistes de gauche. La tendance des masses est de peser sur les courants nationalistes, entre autres le péronisme, pour les gagner au socialisme. Aucune direction ne fait cela, communistes et socialistes ne l'ont ni compris, ni senti.

Le processus se présente maintenant sous la forme de mûrissement de tous ces courants en Amérique

nos maîtres n'avait prévu. Il s'agit de problèmes nouveaux dans l'histoire, dus aux rapports sociaux, économiques, politiques et militaires historiques créés par l'existence de 14 Etats Ouvriers et de 16 Etats Révolutionnaires. Les pays capitalistes les plus puissants sont encerclés, pris en tenaille par le développement des Partis communistes, socialistes, des mouvements nationalistes et catholiques de gauche, et par le puissant mouvement syndical en marche dans le monde entier : Japon, Allemagne, Italie, France, Angleterre, Belgique et maintenant les processus en cours en Argentine, au Chili, à Cuba, au Pérou, au Mexique : c'est un processus inépuisable, qui s'étend constamment, par le pouvoir des masses, par l'élévation de leur conscience et de leur capacité organisationnelle. Les masses ont déjà la conscience révolutionnaire ; elles acquièrent et développent la conscience organisationnelle.

Latine. Ce processus de mûrissement qui doit les conduire à passer, de nationaliste de gauche — et même très à gauche, comme dans le cas du péronisme ou des tendances en développement au Pérou et au Mexique — à l'étape de l'organisation consciente, en les aidant à mûrir et à comprendre.

C'est un processus qui exige beaucoup de publications, un grand nombre de textes particuliers, spécifiques, pour chaque situation, pour chaque pays. Dans le cadre du processus général, il y a une tendance de l'histoire qui démontre la nécessité de l'étatisation, de la structuration de l'économie sur la base de l'étatisation, de la centralisation et de la planification. La forme sous laquelle le processus se développe, diffère, selon chaque pays, en rythme, en dynamisme. Les lois générales sont les mêmes, leurs applications sont limitées quant à leurs effets particuliers.

Les lois générales ne se développent pas et ne s'annulent pas non plus en raison des particularités de chaque pays, au contraire, elles s'appliquent aux particularités du pays, au mûrissement des conditions sociales et économiques, à l'existence et à la maturité de l'avant-garde, à l'existence d'organes de pouvoir comme les syndicats, les partis, les mouvements révolutionnaires.

C'est sur cette base qu'il faut mûrir pour aider l'avant-garde à comprendre. Il faut fournir beaucoup d'explications ; expliquer le processus de l'économie, la nécessité de l'étatisation et comment la réaliser. Comment intervenir avec les masses, qui aspirent à une Argentine, grande, immense. Nous voulons tous que l'Argentine soit grande, immense, de même que nous voulons tous faire un Chili grand, immense, ou un Brésil grand, immense. Nous voulons tous que l'Europe soit énorme, grande, immense. Mais comment et pourquoi ? Il faut donc expliquer le processus, la nécessité de la structuration de l'économie que la base de la planification, de la centralisation, de la nationalisation, sur la base de formes de contrôle ouvrier. En Argentine, en particulier à cette étape, il y a un processus et un conflit essentiels : la lutte de classes se développe au sein du péronisme. Il faut intervenir pour pouvoir aider avec des arguments l'avant-garde péroniste à comprendre cette lutte et à la mener, non pas sous la forme de déchirements dans le mouvement, mais en donnant à cette avant-garde l'assurance théorique et politique, l'assurance de l'instrument. Nous ne voulons pas tout soumettre au nom du marxisme. Nous voulons expliquer, persuader, et pour cela, il faut écrire.

Cela exige une extension de la capacité pour pouvoir mûrir et expliquer, organiser et exprimer toute notre capacité, pour que les masses péronistes, nationalistes, et catholiques de gauche sentent et voient que nous interprétons ce qu'elles sentent et que nous voulons la même chose qu'elles. Mais il faut en même temps construire les organes pour mener le combat. Ce n'est pas seulement un problème de persuasion et d'explication, en attendant que les effets du raisonnement convainquent les tendances bourgeoises et petites-bourgeoises, capitalistes, toutes ces tendances qui ont peur du marxisme, qui se sont éduquées dans la conception capitaliste et qui pensent selon cette conception. Il faut préparer l'avant-garde au combat, un combat de polémique, décidé, exigeant mais en même temps souple et persuasif, tout en restant intrinsèque sur les principes. Les voies, la tactique, les formes d'applications peuvent être souples, mais s'accompagnent de la décision, de combiner l'activité syndicale, politique et économique dans la voie nécessaire, qui est celle de la centralisation, de la planification de l'économie et de l'intervention d'organes de contrôle pour empêcher le développement de privilèges.

L'être humain tend à se libérer de toute oppression, de toute forme de dispute humaine, il tend à en finir avec tous les moyens de répression. A cette étape, il faut atteindre cet objectif.

L'avant-garde prolétarienne péroniste, communiste, socialiste, catholique de gauche, nationaliste de gauche, les militaires de gauche ou qui, en tout cas, cherchent à comprendre, à donner une explication à la vie, et qui comprennent que leur fonction n'est déjà plus de tuer des gens, que cette fonction est inutile, recherchent le front unique. Nous incorporons ces militaires à la société : il faut les incorporer et les gagner et pour cela il faut expliquer, expliquer et expli-

quer ! Il faut donc préparer nos cadres pour ce rôle. Pour cela, il faut des cours, des écoles, très dynamiques, très rapides, à un rythme très rapide. Il faut augmenter notre capacité de persuasion.

Tous les problèmes qui se présentent en Amérique Latine exigent de nos cadres une plus grande compréhension, un plus grand dynamisme dans la publication et plus de militants. Mais tout cela part d'une base essentielle et irremplaçable : l'élévation de la capacité théorique et politique. Il faut améliorer nos journaux, élever notre discipline, élever la vie, la rigueur et le dynamisme militants, maintenir un rythme rapide de croissance et un niveau élevé de compréhension. Il faut élever notre capacité de compréhension, et de persuasion. Pour cela, il faut élever la capacité théorique et politique, comprendre tous les phénomènes de cette époque dont l'axe essentiel est la régénérescence partielle et la rencontre historique.

Un immense processus de régénérescence partielle est en cours et domine toutes les préoccupations des Etats Ouvriers. Ce ne sont plus les camarillas dirigeantes qui dominent, ce sont les partis communistes qui tendent à exercer leur fonction, qui avancent en cherchant à se dégager de leur passé stalinien, des directions corrompues du passé.

Aider les P.C.

à avancer vers le pouvoir

C'est une étape de développement. Une autre reste à franchir. Il faut aider les Partis Communistes à avancer vers le pouvoir, il faut aider les socialistes, les catholiques et les nationalistes de gauche, les militaires de gauche. Cette étape n'exige pas de nous un nouvel « Anti Dürhing ». Elle exige de nous la compréhension nécessaire pour aider les Partis Communistes à prendre le pouvoir. Notre finalité est d'être le courant trotskiste-posadiste du mouvement communiste mondial et cette fonction est déjà en train de se développer. Nous tendons déjà à fonctionner de cette façon. Cette finalité historique est déterminée par le fait que nous n'avons pas la force nécessaire pour décider directement ; par contre, nous avons la capacité de convaincre et de persuader ceux qui ont la force de décider, mais qui n'ont pas de direction pour cela. Tel est notre objectif. Bientôt nous serons des millions, les millions dont parlait Trotsky quand il disait en 1938 : « Dans dix ans des millions suivront le programme de la IV Internationale et sauront remuer ciel et terre ». L'avant-garde révolutionnaire mondiale et nous, sommes en train de remuer ciel et terre. Ce sont nos textes qui mettent de l'ordre dans la pensée de l'avant-garde communiste mondiale, y compris dans les Etats Ouvriers.

Les textes doivent être appliqués à chaque pays, à ses particularités, à ses rythmes et formes, à son dynamisme. Ces particularités dépendent du rapport de force qui existe entre le mouvement syndical, politique, les partis communistes petits ou grands, les mouvements nationalistes, catholiques, ou militaires. Il faut connaître ce rapport de force pour pouvoir intervenir. Cela pose le problème de la tactique, de la préparation consciente pour argumenter et pouvoir alors donner confiance à ces tendances pour les aider à avancer.

Il y a un immense progrès de l'Internationale, déjà centralisée et unifiée dans la compréhension qu'elle est un bien public de l'histoire, que le processus de la régénérescence partielle avance de manière irréversible ainsi que la rencontre historique.

Ce sont des éléments d'un même processus qui répond à une structure déjà atteinte par l'histoire et qui ne peut revenir en arrière. Comme nous l'avons écrit dans le texte sur le Comité Central du PCUS, intitulé : « la crise du capitalisme, la lutte de classes et révolutionnaire et l'unification du mouvement communiste mondial » du 10 mai 1973, il s'agit d'une structure, d'un processus de l'histoire qui ne peut reculer, ayant plus qu'un poids économique, un poids social immense. Ce poids est celui des masses des Etats Ouvriers, des grands pays capitalistes, des pays antérieurement arriérés et qui, tout en le restant sur le plan économique, sont maintenant parmi les plus avancés sur le plan social. Ces pays autrefois les plus arriérés et qui maintenant sont parmi les plus avancés pèsent dans l'histoire, interviennent de manière permanente, d'où le processus constant, permanent, la succession interrompue de fronts uniques comme on n'en avait jamais vu à aucune autre étape de l'histoire, avec des grèves invincibles. En Italie, par exemple, où la démocratie chrétienne obtient encore quelque cinq millions de voix parmi les ouvriers, les paysans et les petits-bourgeois, mais dans les grèves et les mouvements de protestations contre le gouvernement et contre le capitalisme ces cinq millions d'électeurs suivent intégralement des directions qui ne sont pas catholiques. La tendance à la centralisation des masses augmente. Celles-ci s'unifient dans le combat. Ce sont les directions qui ne sont pas capables de comprendre et d'interpréter ce processus.

En Amérique Latine, le processus est en cours d'élévation. L'impérialisme reçoit des coups formidables, depuis Panama jusqu'en Islande. Ces deux pays sont petits géographiquement, mais ils sont immenses par leurs actions ; immenses parce qu'ils représentent et reflètent la volonté des masses du monde de se libérer de toute oppression. Cette lutte passe encore, dans

ces pays, par l'étape de la libération nationale, par la tendance à la libération et à l'indépendance de chaque pays. Il faut aider à développer ce processus, aider les tendances qui ressentent la nécessité d'utiliser le marxisme pour construire l'économie.

Il faut élever la capacité théorique et politique de nos cadres, étudier les textes et à chaque phase, donner une opinion et une orientation précises, qui répondent en même temps à la volonté de combat des masses latino-américaines et en particulier des masses péronistes, pour les élever à la compréhension de la méthode marxiste. La lutte très profonde qui se développe dans le mouvement péroniste vient de ce qu'il ne sait pas qu'elle méthode utiliser. La manière d'agir du justicialisme n'est pas une méthode: le justicialisme n'est qu'un nom. Pour analyser, pour interpréter l'his-

Le développement de la lutte de classes à l'intérieur du péronisme

Le manque d'une définition précise est dû au fait que ce mouvement n'a pas une direction sûre et à l'existence d'une base qui fait énormément pression et qui échappe au contrôle de toute direction bourgeoise. Par conséquent, il faut bien voir que tout en étant une direction bourgeoise qui se propose de développer l'Argentine d'un point de vue capitaliste, sa base ne l'est pas. La direction intermédiaire se situe à mi-chemin entre la grande direction bourgeoise et la base, qui ne l'est pas. C'est pourquoi il y a lutte. C'est pour cette raison qu'une lutte de classes va se développer à l'intérieur du mouvement péroniste. Il faut avoir une très grande souplesse, une très grande capacité de persuasion, pour aider l'avant-garde péroniste à comprendre. La base consiste à organiser des organes, des groupes, des tendances, où il soit possible d'agir. Les péronistes n'ont aucune tradition, aucune habitude des luttes de tendances et de fractions. C'est pour cette raison qu'ils se centralisent autour de Péron, autour d'un Etat-Major. C'est un mouvement d'origine bourgeoise qui doit apprendre à interpréter à développer et à programmer des mesures qui ne le sont pas. D'où la lutte intérieure entre les couches bourgeoises — couches liées au système capitaliste et, à travers celui-ci, à l'impérialisme — et les couches qui sentent et voient — ce sont la majorité — qu'il est nécessaire de prendre des mesures qui ne conviennent pas au système capitaliste, même si elles n'arrivent pas jusqu'à la destruction du système capitaliste.

La réaction immédiate des masses, des militants, dans les syndicats, mais en particulier dans les universités ou les masses disposent de plus de liberté de mouvement est de se lancer pour détruire toute la structure mise en place par Lanusse et au cours de l'étape antérieure, toute la structure bourgeoise rigide, de direction imposée favorable aux intérêts de l'impérialisme, de l'oligarchie et des grands secteurs capitalistes du pays. Le petit secteur capitaliste n'a pas d'avenir. Les contradictions au sein du secteur des petits capitalistes vont inévitablement s'aggraver: ceux-ci sont pris entre leur penchant — dû à leur nature de classe — à se lier au grand capital, et la tendance de celui-ci à les éliminer! Les petits capitalistes recherchent alors dans le mouvement petit-bourgeois, et dans le prolétariat un appui pour combattre le grand capital. Ce secteur, pris dans cette contradiction, n'a pas de poids social et ne peut donc avoir de signification politique.

La centralisation de l'économie élimine tous ces secteurs. La dispute intérieure, la lutte de classes, à l'intérieur du mouvement péroniste et du gouvernement va être énorme. Elle va se jouer sur le type de politique de programme adopté. C'est pourquoi la base tend à donner une réponse immédiate de contrôle, à travers son intervention directe pour imposer des mesures qui échappent au contrôle, aux intentions, à la programmation du secteur bourgeois. Cela demande du temps.

Les secteurs syndicaux et politiques qui étaient en place avant les élections reçoivent maintenant une pression pour en finir avec cette étape. C'est pour cette raison qu'il y a maintenant des attaques contre le trotskysme, attaques qui ne viennent pas seulement de la droite, mais aussi de secteurs qui sans être de droite veulent avancer, prétendant avancer avec des mesures nationalistes, sans tomber dans les mesures socialistes, communistes, et sans être dominées par cela. Ces tendances n'ont pas de perspectives. L'exemple du Pérou le montre. Pendant toute une étape, les dirigeants du mouvement posaient dans ce pays: « ni communisme, ni capitalisme ». Ils doivent, maintenant, programmer et aller vers le marxisme, même s'ils le font encore avec des limitations, des craintes, des résistances; ils doivent aller à la recherche du marxisme. Ils voient en effet que seule l'existence d'organes leur permet d'organiser. Le capitalisme ne fournit ni idées, ni programme, ni politique pour une économie capable d'assurer le développement de l'Amérique Latine. Le capitalisme n'a ni les bases économiques, ni les bases sociales pour cela. La structure du monde va vers le progrès. Pour développer un pays il faut étatiser et planifier. Cela est déjà démontré par l'exemple des Etats Ouvriers. C'est aussi celui des progrès d'un pays aussi arriéré que le Chili et qui se lance aussitôt à de telles mesures. Cuba et le Chili sont des exemples pour toute l'Amérique Latine. Ils montrent comment des pays, dans des conditions d'indigence tellement grandes, se développent sur la base de l'étatisation, de la centralisation et de la planification.

Les organes de pouvoir — de constitution du pouvoir et de contrôle de celui-ci — doivent être liés au développement de l'économie. Ce doivent être des organes qui permettent de planifier et de faire en sorte que la planification se développe et rende effectivement. Tel est le développement en Argentine et en Amérique Latine. La tendance à l'unification de l'Amérique Latine n'est pas simplement une déclaration générale, politique, électorale: c'est une nécessité.

Il n'est pas possible de réaliser l'unification d'un point de vue capitaliste. L'unification de l'Amérique Latine ne peut se faire que sur la base du développement de la lutte contre le système capitaliste et contre

l'impérialisme qui signifie en fait lutter contre le système capitaliste. Sans en arriver encore à la lutte directe contre ce système, la lutte contre l'impérialisme est la forme qu'elle prend.

Tels sont les problèmes qui sont en discussion. Il faut assimiler l'expérience du Chili pour l'appliquer en Argentine. Le Chili montre qu'il n'est pas possible d'avancer sans détruire les organes du pouvoir bourgeois. C'est donc ce qu'il faut faire. Le Chili en est l'exemple: au bout de presque trois ans, la discussion porte toujours sur la façon d'avancer! La résistance vient des organes bourgeois, de la structure juridique, politique, économique et sociale du système capitaliste dans la justice, les banques, l'armée, la police. C'est toute une structure bourgeoise. La structure juridique est celle du capitalisme. Pour avancer, il n'y a pas d'autre solution que de la détruire. Il y a une limite à l'avance progressive, réformatrice, compénétrative. Au Chili, la direction doit affronter, il faut donc prendre cet exemple. Il n'y a pas d'autre solution. L'attaque d'Allende contre la Cour Suprême le montre. Ce n'est pas que ceux qui siègent dans cette cour soient de mauvais types, mais ils s'appuient sur une structure juridique bourgeoise. Il faut donc les renverser, les liquider. Il faut en finir avec la structure juridique sur laquelle ils s'appuient. Il faut mettre en place une nouvelle structure qui réponde aux nécessités, et ce, sans attendre de nouvelles élections. La bourgeoisie démontre la possibilité de se maintenir au pouvoir, ou, en tous cas, de conserver une force importante d'opposition.

Il faut faire un travail plus intense en direction de l'armée. L'armée peut participer dignement à la vie et les militaires peuvent utiliser leur étude, leur activité, pour servir au développement de la société. Au lieu de se consacrer à la guerre, pour tuer et être tués, il faut se consacrer à créer, à créer et à créer! sans renoncer à faire la guerre si nécessaire, mais contre l'impérialisme. Il faut donc élever l'armée. Cela exige l'intervention des usines, des syndicats des partis ouvriers, afin de peser et de démontrer que ce sont eux qui décident, et qu'ils sont disposés à le faire.

La fonction du prolétariat dans l'économie est irremplaçable

Le prolétariat tire son assurance de son rôle dans l'économie et dans la société. Par son essence, par sa structure collective dans le fonctionnement, le prolétariat, en tant que classe ne peut pas développer d'intérêts individuels, personnels. Il développe des intérêts collectifs, parce qu'ainsi le veut la fonction collective dans la société, sa capacité et son assimilation facile du marxisme. Le prolétariat, tout en n'ayant pas la compréhension théorique du marxisme se développe de manière marxiste.

Il y a déjà les bases pour que se développe, dans le mouvement péroniste, la tendance socialiste consciente: une tendance qui, sans avoir encore la compréhension historique de classe, ait notion de la nécessité des mesures économiques d'étatisation, de centralisation et de planification pour pouvoir avancer, et de la nécessité des mesures de contrôle des masses, de plein développement de la démocratie syndicale, des droits démocratiques, de la discussion la plus large de tous les problèmes, y compris avec les militaires. Il faut faire intervenir les militaires dans la discussion. Il faut leur faire sentir que leur rôle est d'intervenir dans la construction de la société, que leur fonction passe de la défense d'une couche de privilégiés à celle de développer toute la société, en s'appuyant sur la classe ouvrière pour éliminer toute forme de guerre, toute forme d'oppression.

Les attaques qui ont eu lieu contre le trotskysme, les attaques publiques et directes, vont s'accroître. L'intervention de la CIA va de même s'aggraver, mais celle-ci va perdre aussi pas mal de ses moyens, de sa capacité et de ses bases de recrutement. Le développement de la révolution en Argentine et en Amérique Latine a lieu comme une partie du développement mondial de celle-ci, qui est déjà une structure, dont les éléments se compensent mutuellement. Cette compensation s'élève de plus en plus et ôte à la CIA ses bases. La CIA va intervenir, elle va répéter des provocations type ERP ou autres. Mais ces provocations n'ont aucune perspective de développement. De même, la bureaucratie soviétique a déjà été éliminée sur certains aspects et sur d'autres elle est en voie d'élimination, tandis que s'élève la fonction des Partis communistes.

Watergate est le produit de la crise intérieure, des contradictions, fruits elles-mêmes du manque de perspectives. Sinon, il n'y aurait pas une telle crise. Les méthodes genre Watergate — que l'impérialisme continue d'ailleurs à utiliser — sont communes et normales dans l'impérialisme. On l'a vu avec l'assassinat de Kennedy. Watergate est, en partie un assassinat de Nixon, sans mise à mort. Ils cherchent à assassiner

Nixon pour l'empêcher d'arriver à des accords importants avec Brejnev. Et en même temps, on assiste à la réaction de secteurs qui veulent aller plus loin: dans des mesures pour nettoyer la Maison Blanche de toute la pourriture. Mais il est impossible de faire aussi bien l'un que l'autre. Même le secteur qui veut empêcher que Nixon parvienne à des accords, est dans l'impossibilité de le faire. Seule l'élévation des luttes des masses peut réaliser ce nettoyage et ceci constitue une impulsion puissante pour aider l'avant-garde prolétarienne à organiser un Parti indépendant aux Etats-Unis.

Il faut avancer dans la compréhension du fait que ceci est un processus d'élévation qui entre dans une étape de crise puissante; et que le mouvement nationaliste péroniste n'a pas d'autre solution que d'impulser la révolution latino-américaine et de chercher des formes et des mesures qui échappent au contrôle capitaliste. Sans se proposer de renverser le système capitaliste et la propriété privée, ce mouvement n'a pas d'autre solution que celle de stimuler des forces qui vont dans cette voie. C'est ce qu'a fait le mouvement péroniste dans le camp syndical. Il faut avancer dans cette voie.

Quand le congrès de la CGT fait une telle réunion et lance des invitations aux syndicats à échelle mondiale, c'est parce qu'il ressent la nécessité du développement objectif, de classe, programmatique, révolutionnaire, pour pouvoir exister et répondre, en tant que CGT à l'énorme pression, mobilisation et progrès des masses. La centralisation des voix autour de Péron est la manière dont les masses expriment que telle est la base de leur volonté centralisée d'avancer dans la voie du socialisme. Il ne s'agit pas d'appuyer un candidat qui représente Péron, mais d'une voie pour atteindre les mesures socialistes. C'est la forme sous laquelle ce processus a lieu en Argentine. C'est un processus de concentration politique dans le péronisme et dans les syndicats dirigés par lui. Dans ce mouvement des tendances profondes sortant du plan du péronisme existent déjà, et se lancent vers le marxisme, vers le communisme, vers le mouvement socialiste, vers la planification de l'économie. Cela pèse à l'intérieur du mouvement péroniste et détermine l'apparition de tendances qui seront celles qui imposeront le progrès. Voilà pourquoi il faut intervenir.

Il faut s'organiser pour aider l'avant-garde péroniste à mûrir, pour l'aider à intervenir dans un mouvement très grand, très fort et très profond qui va déchirer partiellement le mouvement péroniste. La droite péroniste va chercher à utiliser le mouvement pour le faire servir à une finalité nationaliste. Elle va tendre à concilier avec l'impérialisme et avec les autres secteurs réactionnaires et impérialistes d'Amérique Latine, tandis que les cadres moyens et la base péroniste vont tendre à avancer vers des mesures contre l'impérialisme. Il faut se rappeler que lors de sa première présidence en 1946, Péron tenta de mettre en place des dirigeants révolutionnaires. Cela ne veut pas dire qu'il va faire la même chose maintenant. Mais il a essayé de prendre une mesure qui allait plus loin que ce qu'il se proposait antérieurement et par la suite, a été obligé de reculer. Il lui manquait un parti, une organisation, un mouvement. Il dépendait de l'appareil. Il faut escompter que le résultat de la lutte sera le développement d'une gauche: il existe mondialement des conditions infiniment plus favorables qu'avant pour le développement d'une gauche progressant consciemment vers des mesures socialistes plus avancées.

Une lutte très profonde est en cours de développement dans les partis communistes, les mouvements nationalistes, les mouvements catholiques, le mouvement péroniste, les militaires; lutte dans laquelle une tendance assimile déjà les expériences du développement de la révolution et voit la nécessité de mesures économiques et sociales. Elle ne voit pas encore la nécessité de créer des organes de masses, mais elles voient celle d'étatiser, de planifier, d'établir des relations avec les Etats Ouvriers. Cette tendance ne voit pas le besoin d'organes de masses qui le fassent, et ce parce que ni les Etats Ouvriers, ni les Partis communistes ne le font. Cette tendance se situe donc de manière beaucoup plus lointaine, mais tout le processus indique qu'on va vers cette structure. Cette tendance est en train de vivre à travers sa propre expérience le fait que ce sont les masses, et en leur sein le prolétariat, qui alimentent ce processus révolutionnaire. Cette tendance voit qu'elle dépend d'une structure mondiale, déjà atteinte, et où le capitalisme n'a pas la force de la détruire.

La bureaucratie soviétique, la bureaucratie des Partis Communistes, les directions arriérées, « coloniales », de Partis Communistes comme celui d'Argentine ou du Mexique sont impuissantes. Elles n'ont pas la force d'empêcher le progrès des idées révolutionnaires, de l'expérience révolutionnaire, de l'organisation scientifique de l'avant-garde communiste. Cette dernière voit qu'il est nécessaire de lutter pour le pouvoir, de faire participer les masses, qu'il faut discuter, établir un échange de connaissances d'expériences; qu'il faut mettre en parallèle les idées, les impressions, et instaurer sans crainte un débat public. Seule les appareils ont peur de discuter. Nous devons lancer ce mot d'ordre: il faut discuter publiquement de tout!

Il faut mettre en évidence l'expérience et la nécessité de la planification. Si l'Union Soviétique, la Chine, Cuba ou le Chili ne progressent pas d'avantage c'est parce que la planification n'est pas suffisante. Il faut cependant rendre hommage à tous les Etats Ouvriers, y compris la Chine et Cuba, pour les progrès énormes qu'ils ont réalisés et pour la volonté qu'ils manifestent. Aucun Etat Ouvrier, malgré toutes les difficultés, n'a renoncé, abandonné ou concilié. Certains cherchent à temporiser, mais aucun n'a concilié au bénéfice de la droite. Ils contiennent le processus, le retiennent, l'empêchent de présenter des aspects beaucoup plus éloquents et véhéments, mais ils ne peuvent ni empêcher le progrès ni le faire reculer. Les masses font ainsi l'apprentissage d'une expérience juste et logique. Elles comprennent de par leur propre expérience que les programmes de pouvoir sont nécessaires.

Notre influence sur le mouvement mondial des masses

A tous ceux qui nous disent que nous ne sommes pas un organisme de masses, que nous ne sommes que de petits groupes, que nous ne grandissons pas. Nous répondons : « Non, ce n'est pas vrai ». Nous sommes un organisme de masses. Nous n'avons pas les masses avec nous : elles sont avec eux, c'est-à-dire avec les communistes, les péronistes, les mouvements nationalistes, catholiques, militaires. Mais nous, nous influençons tous ces mouvements. A travers cette influence et en posant l'orientation, la politique, la position, les objectifs à impliquer, nous mobilisons des masses. Ainsi a lieu le processus de l'histoire. Ils n'ont pas de capacité programmatique : nous l'avons ! Ils ont les masses, pas nous. Le processus historique a lieu ainsi parce que ni les Etats Ouvriers, ni la direction des Partis Communistes n'ont rempli leur rôle historique qui est d'organiser la révolution mondiale. Le processus se produit donc comme nous le voyons, mais ce n'est pas un avantage pour le capitalisme. Cela retarde le développement de la révolution, mais elle se développe de toutes façons. Le rapport de forces est déjà, de manière prépondérante, en termes absolus, favorable à la révolution socialiste mondiale. Telle est la structure atteinte et sur laquelle nous devons nous baser.

Ce n'est pas nous qui sommes à la tête du mouvement de masses mais eux, mais nous pesons sur lui. C'est pourquoi notre objectif est déjà dans sa partie essentielle atteint : nous influençons les centres qui décident du cours de l'histoire, nous influençons tout le mouvement communiste mondial, les Etats Ouvriers, les Partis Communistes. Nous les influençons et nous les aidons à comprendre, à utiliser la méthode dialectique, à se baser sur le processus mondial de la lutte des classes et sur les rapports des forces mondiaux favorables à la révolution, et par conséquent, à baser leurs perspectives non sur les moyens dont ils disposent à échelle locale mais sur le processus mondial, tout en tenant compte de l'orientation concrète du processus local. Voilà ce qu'il faut enseigner à l'avant-garde révolutionnaire. Il faut le lui apprendre parce que les communistes ne l'ont pas fait. Il faut aider l'avant-garde communiste à apprendre de cette façon de sorte à pouvoir nous mêmes l'influencer.

Notre fonction dans l'histoire est de nous consacrer à cette tâche de la préparation théorique, politique, à l'orientation du mouvement révolutionnaire mondial. En dehors de nous, il n'y a personne pour accomplir cette tâche, alors que c'est une nécessité de l'histoire ; d'où notre rôle consacré à la compréhension théorique et politique du processus mondial afin de pouvoir orienter, alimenter, les directions des partis communistes et des mouvements révolutionnaires. Déjà cette fonction, le poids qui est le nôtre sont ressentis par toutes les directions conscientes et honnêtes qui progressent, qui avancent dans la lutte contre le capitalisme et impulsant des mesures de progrès très importantes.

La déclaration de Péron, selon laquelle il est nécessaire d'unir l'Amérique Latine, va avoir un énorme écho. Unir l'Amérique Latine est en effet, un besoin de l'histoire. Et même si, dans sa première étape, l'union proposée reste dans le cadre bourgeois, c'est une nécessité qui va impulser localement le développement de l'économie.

L'unité latino-américaine, la lutte pour unir l'Amérique Latine, ne peuvent avoir lieu sous forme capitaliste. Même si elle commence par des accords entre pays capitalistes par les voies diplomatiques, l'Union de l'Amérique Latine ne peut pas atteindre sous cette forme les objectifs nécessaires : la structuration commune des économies, leur centralisation pour se développer, et ce, dans un processus où le reste du monde n'est pas dominé par le capitalisme mais par les progrès de la centralisation, de l'étatisation et de la planification de l'économie. La Chine, la Corée, le Vietnam montrent que c'est bien la voie du progrès. Péron n'a pas de Parti pour unir l'Amérique Latine ; il n'a pas un parti marxiste où il puisse décider. Le parti dont il dispose est un parti de conception bourgeois, qui dépend de rapports bourgeois et d'intérêts bourgeois combinés à ceux de la classe ouvrière. Telle est la symbiose que réalise un mouvement dans un pays semi-colonial : il a un appui immense des masses et une direction bourgeoise ! Passer de la direction bour-

geoise à la direction prolétarienne, n'est pas simple ! Ce processus doit s'accompagner du développement du reste des luttes en Amérique Latine et dans le monde entier. Toutes les conditions sont favorables, immensément favorables. Il faut s'attendre, en quelques années, à un écho très favorable à la révolution au Chili. Le développement de la révolution dans le reste du monde va favoriser toute l'Amérique Latine.

Il faut passer par cette lutte au sein du mouvement péroniste, du mouvement nationaliste à échelle mondiale, des partis communistes et socialistes, pour y organiser la nouvelle direction : les gauches dans les Partis communistes et socialistes, dans le mouvement péroniste, dans les mouvements nationalistes en général, chez les militaires. Le processus mondial appuie ce développement, tout en signant récemment l'accord passé avec l'impérialisme yankee, l'Union Soviétique est obligée d'impulser la lutte de classes à échelle mondiale. Sans orienter à prendre le pouvoir, elle impulse la lutte de classes.

Il faut gagner des postes syndicaux, il faut s'efforcer d'occuper des charges syndicales importantes, passer des accords. Il ne faut pas mener une lutte frontale contre la droite péroniste, mais nous baser sur des accords avec la gauche et surtout, tendre à donner beaucoup d'explications très persuasives, afin que cette

Le développement de la lutte de classes à l'intérieur du péronisme

La possibilité de se maintenir au pouvoir, ou, en tous cas, de conserver une force importante d'opposition.

Il faut faire un travail plus intense en direction de l'armée. L'armée peut participer dignement à la vie et les militaires peuvent utiliser leur étude, leur activité, pour servir au développement de la société. Au lieu

Le manque d'une définition précise est dû au fait que ce mouvement n'a pas une direction sûre et à l'existence d'une base qui fait énormément pression et qui échappe au contrôle de toute direction bourgeoise. Par conséquent, il faut bien voir que tout en étant une direction bourgeoise qui se propose de développer l'Argentine d'un point de vue capitaliste, sa base ne l'est pas. La direction intermédiaire se situe à mi-chemin entre la grande direction bourgeoise et la base, qui ne l'est pas, c'est pourquoi il y a lutte. C'est pour cette raison qu'une lutte de classes va se développer à l'intérieur du mouvement péroniste. Il faut avoir une très grande souplesse, une très grande capacité de persuasion, pour aider l'avant-garde péroniste à comprendre. La base consiste à organiser des organes, des groupes, des tendances, où il soit possible d'agir. Les péronistes n'ont aucune tradition, aucune habitude des luttes de tendances et de fractions. C'est pour cette raison qu'ils se centralisent autour de Péron, autour d'un Etat-Major. C'est un mouvement d'origine bourgeoise qui doit apprendre à interpréter à développer et à programmer des mesures qui ne le sont pas. D'où la lutte intérieure entre les couches bourgeoises — couches liées au système capitaliste et, à travers celui-ci, à l'impérialisme — et les couches qui sentent et voient — ce sont la majorité — qu'il est nécessaire de prendre des mesures qui ne conviennent pas au système capitaliste, même si elles n'arrivent pas jusqu'à la destruction du système capitaliste.

La réaction immédiate des masses, des militants, dans les syndicats, mais en particulier dans les universités ou les masses disposent de plus de liberté de mouvement est de se lancer pour détruire toute la structure mise en place par Lanusse et au cours de l'étape antérieure, toute la structure bourgeoise rigide, de direction imposée favorable aux intérêts de l'impérialisme, de l'oligarchie et des grands secteurs capitalistes du pays. Le petit secteur capitaliste n'a pas d'avenir. Les contradictions au sein du secteur des petits capitalistes vont inévitablement s'aggraver : ceux-ci sont pris entre leur penchant — dû à leur nature de classe — à se lier au grand capital, et la tendance de celui-ci à les éliminer ! Les petits capitalistes recherchent alors dans le mouvement petit-bourgeois, et dans le prolétariat un appui pour combattre le grand capital. Ce secteur, pris dans cette contradiction, n'a pas de poids social et ne peut donc avoir de signification politique.

La centralisation de l'économie élimine tous ces secteurs. La dispute intérieure, la lutte de classes, à l'intérieur du mouvement péroniste et du gouvernement va être énorme. Elle va se jouer sur le type de politique de programme adopté. C'est pourquoi la base tend à donner une réponse immédiate de contrôle, à travers son intervention directe pour imposer des mesures qui échappent au contrôle, aux intentions, à la programmation du secteur bourgeois. Cela demande du

gauche progresse, prenne confiance pour avancer dans les idées et les positions révolutionnaires ou en tout cas sur des positions qui, sans être tactiquement révolutionnaires, sont anticapitalistes et font progresser le contrôle des masses, la création d'organismes des masses. Toute la direction péroniste, toutes les directions, y compris les communistes, manquent de confiance dans les organes des masses. Elles les prennent comme de simples points d'appui, elle ne les considère pas capables de délibérer et de résoudre. Ces directions n'acceptent pas que c'est l'impulsion des masses qui leur donne à elles-mêmes la confiance nécessaire pour avancer.

Si les masses ne bougeaient pas, ne se mobilisaient pas, ne s'agitaient pas, si elles ne manifestaient pas un tel sentiment une telle conception, un tel concept de responsabilité et de progrès — en tendant à progresser objectivement dans la distribution, le partage, les salaires, l'économie — les dirigeants ne seraient pas capables, d'eux-mêmes, de progresser. C'est leur volonté qui les stimule. S'ils n'avancent pas, les masses cherchent des organes pour le faire, comme ceux qui se créent au Chili : les cordons industriels, les J.A.P. (Juntas de Abastecimiento Popular — Conseils de Ravitaillement Populaire). Dans ces organes, les masses se sentent et se voient capables parce qu'elles sont unifiées à la base.

communisme, ni capitalisme ». Ils doivent, maintenant, programmer et aller vers le marxisme, même s'ils le font encore avec des limitations, des craintes, des résistances ; ils doivent aller à la recherche du marxisme. Ils voient en effet que seule l'existence d'organes leur permet d'organiser. Le capitalisme ne fournit ni idées, ni programme, ni politique pour une économie capable d'assurer le développement de l'Amérique Latine. Le capitalisme n'a ni les bases économiques, ni les bases sociales pour cela. La structure du monde va vers le progrès. Pour développer un pays il faut étatiser et planifier. Cela est déjà démontré par l'exemple des Etats Ouvriers. C'est aussi celui des progrès d'un pays aussi arriéré que le Chili et qui se lance aussitôt à de telles mesures. Cuba et le Chili sont des exemples pour toute l'Amérique Latine. Ils montrent comment des pays, dans des conditions d'indigence tellement grandes, se développent sur la base de l'étatisation, de la centralisation et de la planification.

Les organes de pouvoir — de constitution du pouvoir et de contrôle de celui-ci — doivent être liés au développement de l'économie. Ce doivent être des organes qui permettent de planifier et de faire en sorte que la planification se développe et rende effectivement. Tel est le développement en Argentine et en Amérique Latine. La tendance à l'unification de l'Amérique Latine n'est pas simplement une déclaration générale, politique, électorale : c'est une nécessité.

Il n'est pas possible de réaliser l'unification d'un point de vue capitaliste. L'unification de l'Amérique Latine ne peut se faire que sur la base du développement de la lutte contre le système capitaliste et contre l'impérialisme qui signifie en fait lutter contre le système capitaliste. Sans en arriver encore à la lutte directe contre ce système, la lutte contre l'impérialisme est la forme qu'elle prend.

Tels sont les problèmes qui sont en discussion. Il faut assimiler l'expérience du Chili pour l'appliquer en Argentine. Le Chili montre qu'il n'est pas possible d'avancer sans détruire les organes du pouvoir bourgeois. C'est donc ce qu'il faut faire. Le Chili en est l'exemple : au bout de presque trois ans, la discussion porte toujours sur la façon d'avancer ! La résistance vient des organes bourgeois, de la structure juridique, politique, économique et sociale du système capitaliste dans la justice, les banques, l'armée, la police. C'est toute une structure bourgeoise. La structure juridique est celle du capitalisme. Pour avancer, il n'y a pas d'autre solution que de la détruire. Il y a une limite à l'avance progressive, réformiste, compénétrative. Au Chili, la direction doit affronter, il faut donc prendre cet exemple. Il n'y a pas d'autre solution. L'attaque d'Allende contre la Cour Suprême le montre. Ce n'est pas que ceux qui siègent dans cette cour soient de mauvais types, mais ils s'appuient sur une structure juridique bourgeoise. Il faut donc les renverser, les liquider. Il faut en finir avec la structure juridique sur laquelle ils s'appuient. Il faut mettre en place une nouvelle structure qui réponde aux nécessités, et ce, sans attendre de nouvelles élections. La bourgeoisie démontre que grâce à la structure du pays, elle a encore

Le prochain congrès du P.S.B. (Suite de la page 2)

les directions qui répondent, elles, aux besoins de la population laborieuse. Ceci n'est pas un désir que nous formulons, bien au contraire. La grève des dockers était l'expression ouverte, décidée de cette nécessité de changements profonds, de liquider toutes les entraves au progrès des luttes de la classe ouvrière. C'était toute la population, les familles qui ont participé, les femmes, les enfants qui ont trouvé un ample appui de leur population. Si ceci n'était pas vrai, il n'y aurait pas eu cet appui dans tout le pays, ces collectes, la solidarité, même avec toute la campagne de diffamation, de mensonges. Les familles n'auraient pas participé d'une telle façon s'il s'agissait seulement d'une revendication salariale. Cela

signifie qu'il y a déjà la décision de se lancer à balayer les vieux appareils ankylosés. Les camarades socialistes diront que ce n'est pas un élément qui peut servir pour établir une règle générale. Mais, non seulement ce n'est pas la première fois, mais en plus s'il y a un événement d'une telle ampleur sociale, force est de l'analyser, tirer l'expérience, les conclusions pour voir que ceci ne peut pas se donner de façon isolée.

Si nous posons cette discussion c'est pour voir sur quelle base on va intervenir dans ce congrès du P.S.

La plupart des jeunes socialistes, des militants de gauche socialistes, de l'opposition de gauche à l'intérieur du Parti s'attendaient (en relation aux documents pré-

paratoires au congrès) à ce que ces documents soient beaucoup plus conservateurs. Une fois qu'ils l'ont lu, comme le disaient les J.S., ils en étaient heureusement surpris. Mais ce qu'il y a c'est qu'ils ne se basaient pas sur une vision d'ensemble de la lutte et de la discussion dans le mouvement socialiste. Le progrès dans les P.S. est produit par le niveau atteint par l'intervention des masses et, d'un autre côté, par la crise de désagrégation sociale, économique, financière du capitalisme qui fait que, pour chercher à se sauver, les dirigeants socialistes cherchent d'autres alliés et ceci en cherchant à approfondir les relations économiques avec les Etats Ouvriers. Dans la crise d'incapacité du capitalisme pour résoudre les problèmes de l'emploi,

face au processus de chômage croissant qui s'amorce produit par la nouvelle dévaluation du dollar, face à la concentration du capitalisme, les dirigeants voient cela et cherchent une planche de salut, et elle est du côté de l'Est.

C'est pour cela que, dans son document, Simonet déclare que le capitalisme est incapable de combler les besoins matériels, sociaux et culturels de la population, que ce qu'il faut c'est une distribution qui permette l'épanouissement de tous les travailleurs.

Pourquoi doit-il déclarer ceci ? Il disait aussi qu'il fallait aller vers le contre-pouvoir Européen pour faire face aux monopoles et le besoin que l'Etat prenne une part active dans l'industrie. Il faut se souvenir que c'est lui qui a privatisé la Régie

aussi défaits sur défaits que l'impérialisme subissent dans le monde entier: au Cambodge, où les masses révolutionnaires sont près de prendre Pnom Penh; en Amérique Latine, où la classe ouvrière et la population du Chili se mobilisent directement et forment des organismes populaires pour affronter la réaction; en Argentine où le gouvernement n'a reculé sur aucune des mesures progressistes prises par Campora, et maintenant Peron déclare sa décision de lutter pour un programme anti-impérialiste et d'unification de l'Amérique Latine; la crise et la décomposition du capitalisme mondial se manifeste aussi avec une grande amplitude en Grèce! où la Junte Militaire proclame la République et l'amnistie de tous les prisonniers politiques, ne laissant en prison que la droite; dans le Marché Commun, où les capitalistes ont pour but de s'unifier, c'est la division, le pessimisme qui gagne des secteurs importants de la bourgeoisie. Ces secteurs cherchent à se sauver eux-mêmes échapper aux conséquences de la crise de l'impérialisme américain, et augmentent leurs liens avec les Etats Ouvriers. Le capitalisme se présente avec une division et un affaiblissement très profonds, tandis que les masses du monde, d'Europe montrent l'élévation constante de leur unification et

de leur décision de lutter pour le pouvoir, pour changer toute la société.

C'est dans ce contexte que les travailleurs de LIP ont organisé leur action audacieuse et révolutionnaire. Ils ne sont pas un secteur spécial de la classe ouvrière, ils sont les représentants de ce que tout le prolétariat veut et cherche à mener de l'avant, en France et en Belgique aussi. Les dirigeants socialistes et syndicaux ont tenu à se montrer aux côtés de LIP, parce qu'ils voient toutes les forces qui se lèvent dans le mouvement ouvrier belge pour faire la même chose, malgré les coups que la bureaucratie leur a donné récemment, malgré les répressions. Beaucoup de déclarations importantes ont été faites lors de cette visite des travailleurs de LIP: toutes mettent en accusation les fondements du système capitaliste, la propriété privée, et reconnaissent la capacité de la classe ouvrière pour diriger les entreprises et l'économie sans avoir besoin des patrons.

Ce sont des indices des changements très profonds qui mûrissent au sein du PSB, comme du mouvement syndical. Mais les dirigeants socialistes et syndicaux n'ont pas invité les travailleurs de LIP à discuter avec les travailleurs belges, ils n'ont proposé aucune assemblée, aucune réunion ouvrière, ils n'ont pas dit qu'aux

PROCHAIN CONGRES DU P.S.B. ET L'ORGANISATION

d'Electricité. Les mêmes Simonet et Glinne ont signé le livre d'Or des ouvriers de l'usine LIP en France, usine que les ouvriers ont mis en fonctionnement pour faire face à la fermeture. Ils ont inscrit dans le livre d'Or que "c'est une lutte exemplaire". Il faut que la gauche socialiste les prennent au mot, qu'elle impulse la mise en fonctionnement sous contrôle ouvrier, face aux fermetures en Belgique et à l'incapacité du capitalisme.

Il ne faut pas se laisser enfermer, dans ce congrès, dans la lutte pour l'un ou l'autre amendement. C'est aux J.S., à

Glaces de Courcelles ils ont refusé de mener la lutte et sont donc responsables de la fermeture actuelle de l'usine, ils ont fait un écran entre les ouvriers de LIP et la classe ouvrière de Belgique: ils ont besoin d'une couverture de gauche parce qu'ils ne savent pas empêcher le progrès anti-capitaliste des luttes, mais ce ne sont pas eux qui vont organiser, impulser, ni diriger ces luttes. Autrement, le devoir d'une direction est de discuter, de faire intervenir toutes les masses pour apprendre de l'expérience de LIP et la prendre comme appui pour faire la même chose, de faire discuter: où conduit cette lutte? est-ce que l'auto-gestion est possible? Non. La grève de LIP, comme toutes les expériences de double pouvoir que la classe ouvrière est en train d'approfondir, en France comme au Chili, en Angleterre, en Italie et en Belgique, pose la conclusion catégorique: il faut l'étatisation et le fonctionnement sous contrôle ouvrier des entreprises capitalistes en crise, pour assurer le plein emploi. Le devoir de la direction est d'appeler à développer cette discussion, à établir un programme anti-capitaliste pour unifier toutes les luttes, en prenant appui sur l'exemple de LIP. Mais "LIP" se trouve aussi aux Glaces de Courcelles qui vont fermer, dans l'industrie du pétrole, de l'électricité, dans la métallurgie: il faut poser l'étatisation et le fonctionnement sous contrôle ouvrier de toutes les entreprises en crise et de tous les secteurs-clé de l'économie. Il faut étatiser immédiatement, sous contrôle ouvrier les Glaces de Courcelles, le Val-Saint-Lambert (au lieu de la mascarade de nationalisation qui s'y est faite). Nous appelons le Parti Socialiste, le Parti Communiste, le front commun syndical à organiser la discussion dans tout le mouvement ouvrier sur la signification de la grève de LIP, sa portée réelle et l'expérience qu'elle donne pour résoudre les problèmes de l'emploi en Belgique: nous appelons la gauche socialiste, les journaux Links, Combat, les militants et dirigeants de la gauche syndicale de la FGTB et de la CSC, le Parti Communiste, unis aux trotskystes posadistes, à impulser cette discussion dans toutes les entreprises, les écoles, les bureaux, dans le but de préparer l'action des masses travailleuses en Belgique contre le capitalisme et d'unir les luttes avec le programme d'étatisations, contrôle ouvrier, échelle mobile des salaires et des heures de travail, front unique pour un gouvernement de gauche, organismes de front unique dans les usines.

L'opposition de poser un programme qui tienne principalement compte de ces déclarations. Imposer que le P.S.B. soit le fer de lance de la mise en fonctionnement sous contrôle ouvrier. On pouvait le faire aux glacières de Courcelles et éviter les 80 licenciements. Il faut poser un programme pour l'unification syndicale en Europe, pour la discussion socialiste de l'Europe, pour une économie planifiée en fonction des besoins de la population exploitée. Dans ces documents et déclarations préparatoires au Congrès, il n'y a aucune mise en question de la participation du P.S.B. au gouvernement.

Les déclarations de Victor Larock pour le désarmement et l'ouverture à l'Est, les déclarations que font les ministres au sujet des massacres du Portugal, ainsi que la ré-

Fête de l'Humanité pour qu'elle soit un centre d'activité culturelle révolutionnaire, sans élever les frais. Ce qu'il faut modifier c'est la conception de la Fête".(..) "Il faut profiter de réunions comme celle de la "Fête de l'Humanité" pour discuter les problèmes de la construction de l'Etat Ouvrier, et du passage de l'Etat Ouvrier au socialisme..." "Il ne faut pas se limiter à une activité de distractions ou de vente de boissons ou d'objets. Il faut mettre les activités politiques comme centre essentiel de la Fête..."

Rien n'empêche de développer, sur chaque lieu de vente et de réunion, une activité politique de discussions et d'élévation culturelle générale. C'est ainsi qu'il faut montrer les relations supérieures de la vie socialiste par rapport à la vie capitaliste... C'est une occasion magnifique de combiner les distractions avec les activités culturelles. Par exemple: faire une activité constante de meetings, de discussions, de chants, qui expliquent l'histoire de la révolution, la lutte du prolétariat dans les différentes parties du monde, l'unité existant entre les luttes révolutionnaires du monde entier; montrer qu'il n'existe aucune séparation entre les luttes révolutionnaires des masses de n'importe quel coin de la terre, montrer que les révolutions nationales ne sont qu'un aspect d'un processus mondial, éduquer les masses pour qu'elles comprennent le processus mondial et pour qu'elles sachent l'utiliser pour éduquer et organiser le reste de la population.

Il faut monter des scènes de théâtre, des films, organiser des chants révolutionnaires, mener des discussions, en reprenant les traditions de la Commune, de la Révolution Russe et de la Révolution chinoise. Chaque manifestation artistique doit élever la culture de l'être humain.

La culture, cela veut dire les sentiments collectifs, les relations socialistes, la fraternité humaine, l'affection, l'union des enfants, des vieux et des adultes dans le but d'élever la fraternité humaine. Une activité artistique qui ne cherche pas cette finalité, stimule inévitablement des intérêts individuels, égoïstes, conservateurs. Chaque activité culturelle doit tendre à élever les sentiments collectifs de l'humanité. Il faut utiliser toutes les ressources artistiques, du chant le plus simple, au chœur, aux symphonies, pour élever les masses à élever leur capacité de comprendre rapidement tous les problèmes...

Il faut inviter tous les Partis Communistes du monde et les syndicats à participer à une discussion publique, pour montrer à toute la population que les communi-

ception que fait Glinne au représentant du FRELIMO Mozambique, les déclarations de Cools au sujet de la dissolution de la Ligue Communiste, etc., sont en contradiction avec la politique du gouvernement où participent les socialistes.

La Belgique fournit des armes qui partent de Zeebruges et qui servent à massacrer des populations entières au Mozambique et en Angola, les bombes à billes qu'on fabriquait pour le Vietnam, le soutien à l'OTAN. Il y a également le fait que des ministres socialistes, ou anciens ministres comme Vranckx préparent des projets de loi qui servent déjà à réprimer, à empêcher les luttes de la classe ouvrière, que des dirigeants socialistes utilisent leur poste pour se remplir les poches, etc.

Il est nécessaire que la gauche socialiste mène une campagne pour nettoyer le Par-

stes discutent publiquement de tous les problèmes sans crainte de la polémique. Les masses sont très avides de culture révolutionnaire et en seraient très influencées...

Nous pensons aussi qu'il faut permettre l'intervention de tous les courants ouvriers et révolutionnaires dans une telle fête: les socialistes, les trotskystes, et même les "gauchistes" et développer une polémique sur la base des idées, des positions. Nous invitons le Parti Communiste à préparer cette discussion avec une orientation préalable, pour faciliter les débats...

Donner aux courants révolutionnaires un stand avec la possibilité de sa manifester, de polémiquer. La base de cette polémique doit être la discussion, l'échange des idées. C'est ainsi que faisaient Marx Engels, Lénine, Trotsky et l'Etat Ouvrier Soviétique, et le Parti Bolchévique du temps de Lénine et Trotsky. Les discussions publiques permettent d'élever l'assurance de la classe ouvrière et sa capacité d'entraîner les autres couches de la population qui voient ainsi que le prolétariat discute de tout et est capable de construire le communisme sans aucune peur. Toutes les tendances, tous les groupes et mouvements qui n'ont pas de justification historique ne résistent pas à une discussion publique. Il faut avoir complètement confiance dans l'objectivité des masses. L'existence même de 14 Etats Ouvriers est la preuve que les masses ne se centralisent pas dans des mouvements qui vont contre le progrès socialiste de l'histoire. Les ouvriers n'accepteront jamais de revenir en arrière sur les conquêtes obtenues. Il n'y a aucune raison de redouter la discussion publique entre toutes les tendances du mouvement ouvrier. Si les putschistes exagèrent ou défendent des positions idéalistes, les masses vont les réfuter. Certains secteurs peuvent être entraînés dans l'une ou l'autre grève, mais les masses ne donnent pas un appui durable aux putschistes. Ce qu'elles font c'est obliger leurs directions à améliorer leur politique, leur programme, leur organisation. Quand on n'est pas contre le fonctionnement démocratique révolutionnaire du syndicat et du Parti, on doit pouvoir échanger des idées.

Nous invitons le Parti Communiste à agir ainsi...

Il faut conclure par des actes qui unifient toute la population présente, et qui mettent en communication les participants à la Fête et l'ensemble de la population. Il faut conclure par des meetings sur le Gouvernement de gauche et par le chant de l'Internationale".

20/8/73

ti de tout cela, fasse des dénonciations en appelant au fonctionnement de cellules dans les usines, les cellules des Jeunesses Socialistes, appeler à faire des résolutions, distribuer, mener une campagne publique pour redonner au mouvement socialiste une action de gauche pour qu'il soit un véritable Parti Ouvrier qui représente les intérêts de la classe ouvrière. Si le P.S. en Belgique a reculé comme il l'a fait c'est parce qu'il a dégénéré jusqu'à en arriver à donner des Vranckx qui n'ont rien à voir avec le socialisme.

Unir à cela des appels à discuter la nécessité du front de la gauche, de discuter avec la gauche sociale-chrétienne et le Parti Communiste, établir un programme d'ensemble avec les syndicats, les partis ouvriers et tendances révolutionnaires pour impulser la gauche au pouvoir.

LA MARCHÉ DE LA LYBIE A L'EGYPTE ET LE DEVELOPPEMENT DE LA REVOLU TION DANS LES PAYS ARABES

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

24/7/73

J. POSADAS

LUTTE



OUVRIERE

ORGANE DU

PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem.
de soutien 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

7 FB 11e année 15 septembre 1973 n° 191

Dans ce numéro:

- * LA PREPARATION DU PROCHAIN CONGRES DU P.S.B. ET L'ORGANISATION DE LA GAUCHE SOCIALISTE.
- * BILAN DE LA FETE DU «DRAPEAU ROUGE»

ÉDITORIAL

Partir du triomphe de la grève de Brassico pour organiser la mobilisation de tout le pays!

Depuis une semaine, une série de grèves, "sauvages" ou pas, se succèdent dans tout le pays : aux charbonnages d'Argenteau et Collard, à la Fabrique Nationale d'Armes, dans d'autres secteurs métallurgiques ; quelles qu'elles soient, elles se développent toutes avec une très grande sécurité, qui provient du triomphe de Ghlin. Cette grève a signifié une défaite du capitalisme, car elle l'a fait reculer et lui a imposé la réintégration des deux délégués syndicaux. Ce triomphe ne s'est pas limité seulement aux ouvriers de Brassico. Il a été imposé aussi par la grève générale de la région de Mons. Il a été imposé par la décision de toute la population de faire face au capitalisme dans une action commune.

Il y a la décision de toute la classe ouvrière d'entamer des luttes, qui s'exprime à travers la défense de deux délégués syndicaux, le rejet des délégués conciliateurs, à travers la lutte pour imposer une nouvelle direction.

Toutes ces luttes sont, et vont contre le régime capitaliste, contre l'exploitation. La classe ouvrière se sent déjà capable de diriger les usines, de les faire fonctionner, elle se sent capable de diriger toute la société. C'est pour cela que LIP vit dans les discussions de tous les jours. LIP n'est pas resté enfermé en France, ou à Besançon. Il se discute tous les jours en Belgique, en Allemagne, en Angleterre, en Italie, en Suède. L'exemple des ouvriers de LIP est déjà suivi, très concrètement : à Liège, la petite entreprise de 50 ouvriers dont les patrons avaient fait faillite fonctionne elle aussi, sous la direction et le contrôle des ouvriers ! Pourquoi une telle diffusion ? parce que c'est l'exemple que la classe ouvrière est déjà décidée à se passer du capitalisme. D'autre part, cela montre qu'elle est capable de faire fonctionner les usines.

La CSC écrivait que la classe ouvrière n'a pas besoin du capitalisme, pour LIP. De la même manière, les dernières déclarations faites par les dirigeants de la FGTB et de la CSC au sujet de la vague de grèves en Belgique, ne mettent pas en cause le fait que ces grèves sont "sauvages" pour beaucoup. Ils montraient, au contraire, que ces grèves expriment le désir de la classe ouvrière de ne pas payer les frais de la crise capitaliste, de l'inflation, de la diminution du niveau de vie. C'est évident que les directions syndicales veulent rattraper le mouvement. Et ceci aussi, pour le contrôler. Mais en même temps, il y a des secteurs du syndicat, tant à la FGTB qu'à la CSC, qui sont influencés par le processus mondial des luttes, par LIP, par le Chili, et qui doivent changer pour répondre à cette situation nouvelle. C'est dans ce cadre que s'inscrivent les déclarations de la CSC sur la nécessité de remplacer les conseils d'entreprises (où le patron et les syndicats sont ensemble) par des conseils ouvriers.

ERRATUM

NOUS NOUS EXCUSONS AUPRES DE NOS LECTEURS POUR UNE ERREUR DANS LE MONTAGE DU PRESENT NUMERO DE LUTTE OUVRIERE, DE L'ARTICLE SUIVANT:

LE PLAN DE MOBILISATION REVOLUTIONNAIRE ET LE RÔLE DU SOCIALISME. J. POSADAS. 15 JUIN 1973.

Par suite d'une inversion, le dernier paragraphe n'est pas paru, et le premier paragraphe a été placé 2 fois. Nous publions ce dernier paragraphe page 6.

La classe ouvrière se lance à l'offensive. Ghlin est le triomphe à partir duquel il faut préparer le front de la gauche à échelle nationale. L'appui rencontré dans la région de Mons par l'U.D.P. aux dernières élections était dû à un processus de radicalisation de toute la population ; entre autres des masses chrétiennes. C'est pour cela que les doyens de l'église ont senti la confiance pour faire une lettre à lire dans toutes les églises où ils qualifient d'injustice sociale le licenciement des deux délégués syndicaux. Il y a un grand gauchissement du mouvement chrétien, ouvrier et petit-bourgeois, dont la lutte de Mons a été l'expression.

Avec la même confiance qu'ont montré les ouvriers à Ghlin, à LIP, avec la même confiance il faut lancer cette mobilisation de la classe ouvrière, pour préparer la grève générale.

Tout ce processus est influencé par le progrès de la révolution mondiale, par le Chili. En effet, le Chili est le centre d'impulsion, de décision, des courants de gauche, soit dans les Partis socialistes, soit dans les Partis Communistes. Des tendances entières sont en train de discuter le Chili, et discutent pour l'appuyer. De l'expérience du Chili, une conclusion ressort clairement : on peut aller au gouvernement, même par des élections, on peut prendre des mesures de mobilisations, d'expropriation ; mais pour éliminer le capitalisme, il faut mobiliser les masses, rompre la structure juridique de la justice du capitalisme et l'affrontement est inévitable. La guerre civile au Chili est inévitable, même si celle-ci se déroule comme maintenant, au travers d'affrontements partiels, au travers des sabotages que fait la droite, au travers des coups qu'a tenté la bourgeoisie chilienne appuyée par la CIA et l'impérialisme.

Il faut, immédiatement, lancer des résolutions d'appui au Chili. Nous ap-

pelons les syndicats, le PC, le PSB, la gauche chrétienne, les groupes gauchistes, à faire une campagne, à participer à l'activité mondiale de solidarité avec le Chili, à faire prendre des résolutions, dans les assemblées d'usines, dans les réunions des partis. Il faut appuyer les centaines de milliers de travailleurs qui se mobilisent actuellement au Chili pour défendre et appuyer le gouvernement d'Allende ; ce sont eux qui font fonctionner le Chili.

C'est possible de faire cela, en unissant cette activité à la mobilisation, aux grèves de la classe ouvrière en Belgique, pour toutes les revendications. Dans leur décision, les travailleurs de Belgique font partie du même processus mondial qui s'exprime dans les luttes en Belgique, comme à LIP, comme dans les grèves des ouvriers métallurgiste en Allemagne, comme dans le progrès très grand que représente la Conférence des "pays monolignés" à Alger : les masses se sentent capables de fonctionner sans le capitalisme.

Il faut s'appuyer sur ce processus, pour organiser la mobilisation dans tout le pays et s'imposer au capitalisme. La gauche socialiste doit voir en cela la possibilité de discuter, de lutter, de faire sortir le PSB de ce gouvernement capitaliste. La direction socialiste ne fait qu'administrer, gérer le capitalisme. La politique conciliatrice d'un Glinne est là pour donner encore quelques délais de subsistance au capitalisme.

Il faut discuter comment unir les grèves qui ont lieu actuellement, avec une mobilisation, une lutte d'ensemble, nationale pour la garantie de l'emploi, pour augmenter les salaires, pour lutter contre l'exploitation capitaliste, pour défendre le niveau de vie et l'élever.

Nous appelons la CSC et la FGTB, le PSB, le PC, la gauche chrétienne à discu-

(Suite page 2)

PREPARER UN PLAN DE MOBILISATIONS POUR APPUYER LE CHILI IMMEDIATEMENT !

LE PROCHAIN CONGRES DU P.S.B.

LA DISCUSSION SUR LES «GLACES DE COURCELLES» ET LA NECESSITE DES NATIONALISATIONS SOUS CONTROLE OUVRIER

L'intervention du courant de gauche socialiste dans la préparation du prochain congrès du PSB, son poids, son développement et son autorité, dépendront pour une part fondamentale de la décision avec laquelle la gauche propose un programme anti-capitaliste aux militants du PSB, à tout le mouvement socialiste, à tout le mouvement ouvrier. Dans ce programme les étatisations sous contrôle ouvrier sont essentielles. Cette discussion se poursuit et se développe dans le PSB, et dans le mouvement syndical, même si la gauche ne se montre pas encore résolue, comme en France, en Angleterre, à sortir avec un programme et un plan d'étatisations des grandes entreprises et holdings du pays et de toutes les entreprises en crise. La lutte des travailleurs de LIP, la mise en fonctionnement sous leur contrôle de l'usine a ranimé cette discussion dans le mouvement socialiste. C'est en fonction de cette préoccupation des militants socialistes et syndicaux, que Glinne et la direction du PSB de Charleroi remettent sur le tapis le problème des "Glaces de Courcelles", et font circuler une note pour justifier leur attitude et se défendre des préoccupations et de la condamnation de la base socialiste et d'une bonne partie des cadres du parti et du syndicat.

Dans notre intervention et notre appui à la grève des ouvriers des Glaces, notre Parti avait posé qu'il faut lutter pour imposer l'étatisation de l'usine et sa mise en fonctionnement sous contrôle ouvrier, tandis que nous dénoncions que les intentions des capitalistes étaient de fermer l'usine parce que celle-ci n'était pas suffisamment "rentable" en fonction des plans internationaux de la société américaine. Le problème des "Glaces de Courcelles" ne venait pas de ce que la direction de l'entreprise avait mal utilisé les fonds de l'Etat, mais que la concentration de plus en plus grande de l'économie au profit des sociétés capitalistes les plus puissantes se fait aux

dépens de la classe ouvrière. Face à cela il n'y a pas de remède, pas de moyen d'"améliorer" la gestion. L'expérience des travailleurs de LIP auquel se réfère le PSB et Glinne fait voir cette conclusion ; les ouvriers l'ont dit eux-mêmes clairement : il n'y a pas de solution à la crise dans le cadre du régime capitaliste. Ils ont fait fonctionner l'usine et mis en vente les produits, non parce que c'était plus facile à faire qu'aux Glaces de Courcelles, mais pour faire la démonstration que la classe ouvrière est capable de se passer des capitalistes pour gérer, diriger l'entreprise et l'économie. C'est faux de dire comme le fait la note de Glinne que "le maintien de l'activité de l'entreprise, que celle-ci fût privée, mixte ou publique, s'avérait impossible à cause des conditions de la production et du marché (les Glaces de Courcelles ne sont pas LIP, avec un outil convenable, des stocks, un marché, des produits commercialisables) et il valait dès lors mieux ne pas engager les travailleurs dans une lutte et des sacrifices vains". Le problème est : oui ou non, faut-il lutter pour empêcher la détérioration du potentiel économique (en particulier dans la région de Charleroi), défendre le plein emploi, le droit au travail de la classe ouvrière. Comment y parvenir ? L'intervention de l'Etat a servi à fournir des subventions aux patrons de l'usine. La suppression postérieure et la demande de récupérer l'argent de l'Etat dont parle la note du PSB, si elles ont eu lieu, si elles aboutissent jamais à un résultat, se sont produites à cause de la grève. Sans l'action résolue des travailleurs de Courcelles appuyés par les ouvriers verriers de toute la région, plus personne ne parlerait plus des Glaces de Courcelles, Mais si la grève n'a pas abouti à une victoire c'est justement parce que les ouvriers n'ont pas rencontré un soutien complet, de classe, de la part du syndicat et du propre PSB, et d'autre part, parce qu'ils n'avaient pas une préparation suffisante pour faire ce qu'ont fait les travailleurs de LIP : faire fonctionner l'usine et vendre les produits. C'était tout à fait possible de le faire. Pour cela, notre

Parti l'avait proposé. Mais ce n'est pas une fin en soi, comme le montre LIP également : les ouvriers ne veulent pas de l'auto-gestion, ni d'une coopérative ouvrière. L'auto-gestion ne permet pas d'en finir avec la propriété privée. Elle est, comme le pose le camarade J. Posadas : ("une nouvelle forme de propriété, élargie certes, mais c'est de toutes façons une nouvelle forme de propriété. Tel est le fond historique de l'autogestion. Pour les ouvriers elle ne signifie pas une nouvelle forme de propriété mais une façon d'utiliser le rendement du travail. Mais telle qu'elle se présente maintenant, l'auto-gestion est une nouvelle relation de l'usufruit de la propriété. L'avant-garde voit qu'il en est ainsi. L'auto-gestion développe les contradictions. Pour cette raison, en Yougoslavie ils sont en train de se corriger, en lui en levant son aspect primitif et ils la transforment en collectivisation" (La lutte pour le pouvoir en France, et le congrès du Parti Socialiste - 27.6.73 - Lutte Ouvrière n° 188).

Les ouvriers veulent assurer le maintien intégral de leurs conditions d'emploi et de vie : et c'est l'Etat qui doit prendre cela en charge. Effectivement, en situant le problème sur le plan de la "rentabilité", des possibilités de concurrence des Glaces de Courcelles dans le marché national et mondial, il n'y a aucune perspective. Mais il faut poser en même temps : l'étatisation de l'industrie du verre, de Glaverbel et toutes les entreprises verrières du pays, sous contrôle ouvrier. Dans ce cadre il faut envisager le maintien ou la reconversion des Glaces de Courcelles, en fonction des besoins de la population, et non plus en fonction de la loi du profit capitaliste.

L'expérience des Glaces de Courcelles montre en plus qu'on ne peut compter que sur l'action, la mobilisation de la classe ouvrière, son intervention directe pour imposer une solution ouvrière. Mais en même temps, le programme anti-capitaliste est nécessaire pour faire aboutir cette lutte à la victoire, ou pour imposer des mesures favorables aux travailleurs, contre les décisions des capitalistes. Les dirigeants syndicaux du Front Commun, du PSB, et Glinne en particulier, faisaient pression sur les travailleurs pour qu'ils perdent l'initiative et la direction de leur grève, pour qu'ils acceptent "quelques licenciements qui seraient la condition pour maintenir l'usine en vie". De toutes façons l'usine ferme. Même si elle maintient une certaine activité, un grand nombre d'emplois ont été perdus par les travailleurs. Tel est le résultat de la politique conciliatrice avec le capitalisme. Les militants et les cadres de la FGTB, de la CSC et du PSB sont en train de se poser toutes ces conclusions. Les exemples de la gauche travailliste en Angleterre qui lutte pour un programme de nationalisations des 25 plus grandes entreprises anglaises et pour que le Labour Party aille au gouvernement avec ce programme, l'expérience de l'Union Populaire en France avec le Programme Commun, l'expérience concrète et vive des travailleurs de LIP qui par leur propre action sont en train d'élargir la portée du Programme Commun et de montrer qu'il faut et que l'on peut imposer un gouvernement de gauche en France ; la gauche socialiste en Allemagne, les Jusos s'organisent avec un plan de lutte pour étatiser l'économie et pour

le contrôle ouvrier. La victoire de la classe ouvrière et Brassico montre aussi que la force se trouve dans la mobilisation, l'intervention unifiée des travailleurs et la mobilisation jusqu'à imposer la décision ouvrière au capitalisme. Le problème des "Glaces de Courcelles" est important, parce qu'il va se reproduire : dans tous les secteurs de l'économie, le capitalisme va encore accentuer le processus de rationalisation, de concentration et chercher à faire payer sa crise à la classe ouvrière. C'est pourquoi un PLAN DE NATIONALISATIONS SOUS CONTROLE OUVRIER des grandes entreprises du pays et de toutes les usines en crise, doit être discuté dans le Parti Socialiste, en même temps que les moyens d'action pour mener ce plan de l'avant : avec la participation du PSB au gouvernement PSC-PLP, ce n'est pas possible de le faire avancer. Il faut lutter pour ce plan en y associant toutes les tendances de gauche qui sont en lutte contre le capitalisme, les chrétiens de gauche, le P. Communiste, les syndicats, unis à notre Parti, et l'unir à la lutte pour abattre le gouvernement tripartite et pour un gouvernement de gauche en Belgique, qui garantira l'application de ce programme.

EDITORIAL

(Suite de la page 1)

ter avec notre Parti, avec les groupes gauchistes, un plan ouvrier pour combattre le capitalisme, pour nationaliser sous contrôle ouvrier toutes les usines en crise, comme cette usine de Liège que les travailleurs font fonctionner. Contrôle ouvrier sur les cadences, sur l'emploi ! Faire un plan pour que toutes les usines en crise, ou qui font des lock-out, soient nationalisées. Nationaliser les secteurs-clé de l'économie : par exemple, la F.N. qui fait des bénéfices énormes avec le trafic des armes et refuse 3F50 d'augmentation aux ouvriers. Nationalisation, et en plus, contrôle ouvrier sur la production et la destination de ces armes. Ce sont les fusils mitrailleurs de la FN qui servaient à décimer les populations du Mozambique, d'Angola. Alors le PSB au gouvernement se fait complice de cela. Il faut faire un plan pour reconvertir la production vers d'autres activités industrielles.

ÉDITION REVUE MARXISTE

NUMÉRO 24

J. POSADAS

Sur l'évolution à gauche des partis socialistes en Europe

(quatre articles sur les partis socialistes, anglais, suédois, belge allemand)

Sur demande à l'adresse du journal.

ABONNEZ VOUS

A

LUTTE OUVRIERE

LA MARCHÉ DE LA LYBIE A L'EGYPTE ET LE DEVELOPPEMENT DE LA REVOLU TION DANS LES PAYS ARABES

24/7/73

PRESENTATION

Nous saluons ce document du camarade Posadas sur la Marche de la Lybie à l'Egypte, qui permet de comprendre le cours actuel du processus révolutionnaire au Moyen Orient, comprendre que les masses s'appuient sur les forces de la révolution mondiale pour faire progresser des mesures anti-impérialistes et anti-capitalistes, malgré qu'elles n'ont pas une direction consciente pour les organiser. Des dirigeants comme Khadaffi et Sadate cherchent à réaliser l'unification de la Lybie et de l'Egypte, comme un moyen de contenir la révolution. Ils se trouvent en permanence dans des contradictions : d'une part pour faire avancer le pays, ils sont obligés de s'opposer à l'impérialisme ; d'autre part ils s'opposent aussi aux masses pour les empêcher de prendre la direction du pouvoir, le pouvoir. C'est ce qui explique pourquoi Khadaffi essaie de dominer les masses, de les soumettre à la religion musulmane. Mais en même temps, le processus qui pousse ces directions, a une telle puissance qu'il favorise l'intervention, la discussion de tendances plus radicales, qui veulent des mesures socialistes. Maintenant la Libye nationalise 51% des compagnies pétrolières impérialistes et approfondit les positions, les mesures anti-impérialistes. Ces derniers événements confirment très clairement l'analyse que fait Posadas dans ce document.

Nous invitons en particulier les militants communistes à lire et étudier ce texte dans les cellules du PC, dans les lieux de travail, pour mener une discussion dans le Parti Communiste sur la signification, la fonction, la perspective du nationalisme révolutionnaire - non seulement au Moyen Orient, mais dans tous les pays arabes, en Afrique, en Asie, en Amérique Latine. En Argentine en particulier. Les PC n'ont pas toujours soutenu ces mouvements tels que le péronisme, le mouvement révolutionnaire palestinien. Ils ne se sont pas préparés pour acquérir la compréhension marxiste de ce processus. Aujourd'hui, le PC argentin change complètement de position en quelques mois, et donne son appui à la candidature de Peron, alors qu'il a toujours traité ce mouvement de "fasciste", et il ne donne aucune explication à l'avant-garde communiste. Il faut discuter tout cela.

Dans la Conférence des non alignés, le progrès du nationalisme révolutionnaire va se manifester avec une très grande force. Toute la ligne de la conférence est anti-impérialiste, contre l'impérialisme américain. Nous invitons le Parti Communiste, tous les PC et les Etats ouvriers, à intervenir dans cette conférence - comme l'a déjà fait en partie le PCUS au travers du télégramme de Brejnev - pour impulser le FRONT UNIQUE MONDIAL ANTI-IMPERIALISTE, pour apporter la solidarité, l'appui, des masses du monde, et en particulier d'Europe à la lutte révolutionnaires des masses d'Afrique, d'Amérique Latine, d'Asie.

La marche que les masses lybiennes, parties de Tripoli, ont effectué sur le Caire, n'a pas les objectifs auxquels prétend Guedaffi, et la direction nationaliste bourgeoise de Lybie. Celle-ci voudrait utiliser la volonté des masses de faire avancer les pays arabes, comme un moyen pour contenir la révolution. L'objectif essentiel qui est l'unification de la Lybie et de l'Egypte ne peut se réaliser de la manière dont ils le font, qui est en soi un arrièrément historique. Sous sa forme actuelle cette unification a pour but de contenir la révolution, et non de la faire progresser. Mais comme ces directions ne peuvent opposer à la nécessité du progrès des mesures bourgeoises concurrentielles, elles doivent prendre des mesures qui correspondent à la nécessité de la révolution. C'est le cas de l'unification entre la Lybie et l'Egypte. Les formules programmatiques adoptées par ces directions ne sont pas correctes, mais elle doivent reprendre un point du programme historiquement nécessaire. Les masses prennent ce point nécessaire.

C'est un processus qui s'élève, et qui est en train d'assimiler les formes du processus mondial de la révolution. Sa direction est empirique. Les lignes d'expression de ce processus sont empiriques ; mais leur origine n'est pas empirique. Ces lignes naissent, surgissent, et se développent à partir de la volonté des masses de progresser dans la voie de la révolution et dans la direction socialiste du processus. En absence d'une direction, c'est la volonté des masses, concentrées au niveau atteint par le monde dans les Etats Ouvriers, dans les pays capitalistes, dans les pays où existe un Etat révolutionnaire, qui permet à ce processus de se présenter sous une forme unifiée. Mais en même temps, ce processus se déroule sans direction cohérente, sans programme, sans objectifs préétablis. De là, sa forme empirique. Il n'est représenté par aucune

direction consciente, capable de donner à l'humanité un instrument pour se libérer de l'oppression des directions qui ne répondent pas au besoin d'ordonner scientifiquement les relations humaines, alors qu'il est possible de le faire.

Il existe un progrès, malgré le manque de direction. Ce progrès se réalise sous une forme empirique du fait qu'il n'est pas ordonné, organisé, développé systématiquement et harmonieusement pour atteindre la finalité prévue, et du fait que ce progrès atteint les objectifs qu'il se propose grâce à la volonté des masses, mais contre leurs directions, qui sont entraînées, conduites. C'est la raison pour laquelle l'auto-gestion a surgi.

Le centre essentiel de ce processus révolutionnaire est l'avance impétueuse, mondiale de la révolution sous toutes ses formes : le processus mondial de révolution permanente. Entre autres, la régénérescence partielle, et les formes empiriques sous lesquelles elle se présente : inégale, inconstante, sans direction, sans programme, sans objectifs précis. La régénérescence partielle, avance parce que c'est une nécessité de l'histoire. Les forces nécessaires existent : la technique, la science, la capacité sociale des masses, le progrès des Etats Ouvriers.

Ce progrès se vérifie dans la confrontation, la dispute, l'antagonisme historique entre Etats ouvriers et Etats capitalistes, entre l'économie socialiste et l'économie capitaliste. Dans cette dispute historique, l'humanité a déjà fait son choix. Toute révolution qui avance, aussi minime soit le degré de cette avance, adopte les formes et les principes de la révolution socialiste. Immédiatement, elle exproprie, étatisé, planifie. Tels sont les principes de la révolution socialiste. Il ne s'agit pas de la révolution socialiste en soi, mais de principes de la révolution socialiste.

La révolution est anticapitaliste et cherche à atteindre des objectifs socia-

listes : ces principes s'expriment dans le monde entier. Quand un processus révolutionnaire a lieu, quel que soit le degré de pauvreté historique, économique, sociale et politique, de l'arrièrément, du manque de moyens, qui caractérise ses conditions de départ, immédiatement les masses interviennent pour lui donner cette portée de mesures socialistes.

C'est la première fois qu'une telle mobilisation de masses a lieu en Lybie. Les mobilisations qu'il y a eu dans le passé étaient des mouvements de masses qui devaient fuir parce qu'on cherchait à les assassiner. Cette fois il y a mobilisation, et la manifestation entraîne à son passage une foule immense, passant ainsi de 10.000 à 50.000 personnes. Et tous ceux qui participent à la marche ne sont ni des bourgeois, ni des employés, ni des fonctionnaires de l'Etat ; ils n'ont pas tous été payés pour faire cela. C'est une partie du peuple lybien qui veut intervenir dans la révolution mondiale. Et sous un certain aspect, il s'agit bien d'une révolution culturelle, qui attend de pouvoir intervenir pour décider. C'est la première fois dans l'histoire que les masses lybiennes peuvent intervenir avec une telle ampleur.

En Lybie il n'y avait pas de syndicats ni de partis politiques. Il n'y en a toujours pas. Et ceux qui existent sont contrôlés et imposés par le gouvernement. Ceux qui étaient contre lui ont été assassinés. La Lybie est un pays dans lequel la justice a encore recours à des moyens comme couper les mains de ceux qui volent, alors que les principaux voleurs ont les mains libres. Mais quand on en vient à utiliser la terreur pour essayer d'éviter le vol, c'est que le vol est une nécessité profonde, qu'il est une nécessité sociale. S'il s'agissait de vols normaux et courants, il ne serait pas nécessaire de brandir une telle menace : la condamnation normale suffirait. Le fait de recourir à une telle menace montre que la nécessité de changements est très profonde. Il ne s'agit plus de lutter contre le vol mais contre la nécessité de changements, et il va donc y avoir une tendance à imposer ces changements par la force. Quand ils disent qu'ils vont couper les mains de tous ceux qui volent, c'est une menace destinée non seulement aux voleurs, mais aussi à tous les opposants révolutionnaires, qui veulent prendre des mesures, et aussi contre la droite. La menace n'est pas seulement dirigée contre les révolutionnaires qui cherchent à avancer dans la nécessité de la construction d'un Etat ouvrier, mais aussi la droite qui voudrait maintenir la Lybie dans l'immobilisme dans lequel elle vivait. Et cette direction sent que si elle reste

immobile elle va perdre l'initiative au profit de la petite bourgeoisie qui, au contact de la révolution mondiale, et aussi du processus intérieur de la Lybie, cherche à intervenir intellectuellement. Il y a eu en Lybie des dirigeants syndicaux trotskistes. Il y avait et il y a dans le gouvernement lui-même, des courants trotskistes qui lisaient et discutaient les positions et les publications des trotskistes posadistes. Il y avait et il y a dans l'armée, des militaires qui avaient des positions semblables ou très proches des positions trotskistes posadistes.

La marche sur l'Egypte exprime la situation qui existe à l'intérieur de la Lybie, et qui exige de faire intervenir les masses, de progresser dans la lutte contre l'oppression, contre la répression, contre le capitalisme, contre la morale bourgeoise. Guedaffi ne reprend de tout cela, que les aspects les moins importants. Il reprend certains aspects, condamne la vie bourgeoise, la boisson, la corruption, l'usage du tabac : il choisit les aspects qu'il est possible de lier au Coran, pour essayer de retenir l'impulsion d'une révolution qu'il sent ne pas pouvoir briser. Il veut maintenir cette révolution dans la ligne du Coran, alors qu'il n'y a plus moyen de soutenir une discipline religieuse ni mahométane. L'attitude de Guadaffi exprime qu'à l'intérieur de la Lybie, on discute actuellement, et très profondément, qu'il est nécessaire de progresser, qu'il est nécessaire d'en finir avec le capitalisme, avec la bourgeoisie, avec l'oppression et les différenciations. Guadaffi cherche à donner à cette révolution un caractère nationaliste et religieux qui lui permette de contenir et de dominer les masses.

Mais pour le faire il doit impulser l'intervention des masses, il doit permettre que celles-ci se mobilisent et, en le faisant celles-ci montrent qu'il y a déjà longtemps qu'elles voulaient intervenir, peser, décider. Elles ont saisi cet aspect pour le faire, parce que c'est celui auquel le gouvernement pouvait le moins s'opposer. Les masses ont saisi l'occasion que leur offrait cette marche parce qu'elles n'ont ni parti, ni syndicat, ni direction politique pour accomplir cette tâche.

On a par moment l'impression d'un jeu entre Guadaffi et Sadate. Ce n'est pas un jeu, mais il doivent se tolérer l'un l'autre face à la droite et à l'impérialisme. En effet, aussi bien la déclaration de Sadate que celle de Guadaffi va contre la droite, et va stimuler la gauche. L'emprisonnement récent des militaires de l'armée égyptienne est un résultat de la lutte

(Suite page 4)

EDITION REVUE MARXISTE

J. POSADAS

**LA REGENERESCENCE PARTIELLE,
LA REUNION DE CRIMEE
ET LA LUTTE POUR LE SOCIALISME**

27 juillet 1973

interne. Ce n'est pas nécessairement Sadate qui l'a fait : comme dans le péronisme, c'est la droite qui a les leviers de commandement et qui décide.

Il ne faut pas prendre cette mobilisation de 50000 personnes comme une invention de Guadafi. Ce n'est pas une invention. C'est Guadafi qui a lancé le cri. Mais quand une telle réponse se produit, elle obéit non pas à l'appel de Guadafi, mais au désir des masses de faire sentir leur présence. C'est pour cette raison qu'on avait parlé avant de révolution culturelle, d'en finir avec les habitudes bourgeois. Dans la prise de position de Guadafi, même s'il attaque le marxisme, il s'agit d'une attaque faible par rapport à la profondeur de l'attaque lancée contre la "société de consommation", en Egypte, mais aussi en Lybie. Cela exprime le mûrissement des conditions révolutionnaires en Lybie et l'existence de conditions favorables au progrès de tendances et d'ailes qui veulent faire avancer la révolution et doivent déjà exister dans l'armée elle-même.

Cette marche est, de la part de Guadafi, une manoeuvre pour couper le chemin à des courants qui cherchent à utiliser les masses pour des fins révolutionnaires conscientes. Il cherche à couper court, mais de cette façon là. Avant il assassinait les opposants et il leurs coupait les mains, maintenant il doit permettre aux masses de marcher sur le Caire pour essayer de les contenir en cours de route et essayer ensuite d'en rejeter la faute sur les "mauvais musulmans, corrompus, bureaucrates buveurs, ivrognes, riches". Il essaie de rejeter la faute sur ce secteur. Si ce dernier était fort, Guadafi essaierait de faire peser la faute sur le marxisme, sur la société marxiste. Au lieu de cela il se retourne contre la droite. Cela indique la très grande profondeur de l'influence révolutionnaire mondiale à l'intérieur de la Lybie et de tous les pays arabes.

En même temps, ce processus certifie la justesse de notre appel à l'Union Soviétique au moment de la crise d'Egypte*. Nous disions : "L'Union Soviétique doit apprendre la tactique pour intervenir dans ce processus. Elle doit apprendre que l'actuel Parti Communiste d'Egypte ne lui sert à rien et qu'il est nécessaire de former un parti capable de mobiliser les masses". C'est bien ainsi que se déroule ce processus. Cette mobilisation des masses lybiennes doit être prise comme une expression dévoyée que la direction nationaliste bourgeoise cherche à contrôler. Nous disons "direction nationaliste bourgeoise" et "non direction bourgeoise" parce que cela signifie qu'elle est capable et qu'elle est disposée à faire certaines concessions importantes aux masses. Il faut en profiter pour aller plus loin. Cela exprime un processus très profond, l'inquiétude et l'agitation qui existent dans les masses de Lybie, sous les effets de la révolution mondiale.

Il est nécessaire de prendre ce processus pour le mesurer à échelle mondiale et comprendre quelle est la phase de la régénéscence partielle. En Lybie il n'y a pas de syndicats libres. Ceux qui existent sont organisés et contrôlés par le gouvernement : ou plus exactement, par les mêmes qui sont au gouvernement. Il n'y a pas de partis politiques, ils sont tous interdits. Seul peut parler qui est d'accord avec Guadafi. Il n'y a pas de syndicats ni un développement de l'industrie qui permette aux masses de s'organiser. C'est à peine si le prolétariat existe. Il n'y a que de petits noyaux autour des transports, du pétrole et du port. Sur 1 million neuf cent mille personnes qui composent la population, le prolétariat représente une infime minorité qui n'a ni tradition, ni vie d'organisme de classe. Pourquoi alors une telle nécessité de recourir à une révolution culturelle ? Pourquoi une révolution culturelle dans un pays aussi arriéré ? Quand le gouvernement recourt à la révolution culturelle, c'est parce qu'il se sent obligé à aller de ce côté là. Quand il fait usage de tels arguments et d'un tel programme, c'est parce qu'il essaie de répondre au processus en voie d'élévation qui cherche à s'exprimer de manière

révolutionnaire : mesures contre l'impérialisme, étatisations, planification de l'économie, unification avec tous les autres pays arabes pour lutter contre l'impérialisme, contre l'agence impérialiste d'Israel et pour le développement du mouvement révolutionnaire dans tout le Moyen Orient.

Guadafi se lance pour couper court à ce processus et non pour le favoriser, pour le diriger. Mais il n'a pas non plus l'intention de l'assassiner. D'ailleurs il ne le pourrait pas. Il essaie de contenir et de dominer. C'est pour cette raison qu'il doit poser certaines des nécessités de ce mouvement, entre autres : la révolution culturelle. Il faut tenir compte du fait que la révolution culturelle en Chine pose une série de problèmes qui ne sont ni agréables, ni bénéfiques pour le capitalisme. La révolution culturelle met en question la direction, l'enseignement bourgeois ; en posant la nécessité de la révolution culturelle, on pose la ressemblance avec la Chine. On prend la Chine comme exemple pour développer un pays arriéré. Ce faisant on ne prend pas pour exemple les Etats Unis ni l'Egypte, ni la France ni l'Angleterre ni l'Allemagne. On prend en exemple la Chine. Il n'est pas possible de prendre un pays en exemple si on y est complètement étranger. Quand le gouvernement cite la Chine en exemple c'est parce qu'il est obligé de courir de ce côté-là, sinon il reste en marge. Quand il en arrive à menacer l'Egypte de l'envahir pour lui imposer la révolution culturelle, c'est par ce qu'il sent le même processus à l'intérieur de l'Egypte, dans tout le Moyen Orient et qu'il va dans ce sens.

La politique de Guadafi exprime qu'il y a la base pour un développement beaucoup plus élevé de la révolution au Moyen Orient, soit quand il pose la

révolution culturelle soit quand il pose l'unification pour développer les peuples. De quels développements s'agit-il ? De quels peuples et quel programme ? Cela indique qu'en Lybie, même sans partis, sans l'existence préalable de partis, sans grands mouvements de masses, sans mobilisation syndicale, les masses, la petite bourgeoisie, les étudiants, les intellectuels de Lybie ont reçu, reçoivent les impulsions de la révolution mondiale, des 14 Etats Ouvriers, des 16 Etats Révolutionnaires, des luttes des masses du monde entier, en particulier de France, d'Italie, du Japon, d'Argentine, du Chili.

Le processus en cours en Lybie montre comment le processus mondial est déterminant dans l'évolution des processus locaux. Ce n'en est pas la cause exclusive ni absolue, mais il est le facteur déterminant des processus locaux. Face à cette politique de Guadafi, il faut proposer : dans l'immédiat : droit démocratique de toutes les masses à l'organisation syndicale, liberté de partis politiques, droit démocratique de toutes les masses à l'organisation syndicale, liberté de partis politiques, droit démocratique de parler, de discuter, liberté de la presse, liberté de parole, liberté de religion totale. Nous ne nous opposons ni à la religion musulmane ni à n'importe quelle autre. Le droit à la religion signifie aussi le droit d'attaquer et de critiquer la religion. Pour combattre la religion, comme l'a enseigné Marx, et comme le montre l'Etat Ouvrier, il faut le faire au moyen du développement concret et objectif. C'est ce qui montre au peuple que ce qu'il cherche en Dieu, il peut le trouver dans l'Etat Ouvrier, et il l'aura dans le socialisme.

Il faut appeler à une discussion publique en Lybie, sur l'unification avec

l'Egypte. Il faut s'opposer à toute unification qui ne signifie pas un progrès dans les conditions de vie, dans les droits démocratiques, d'organisation révolutionnaire des masses lybiennes et de tout le Moyen Orient. Toute unification qui fait reculer le mouvement démocratique des masses, la possibilité de planification de la société, de planification de l'économie, signifie un recul historique. Toutes les conditions existent déjà, tant au Moyen Orient qu'en Egypte et en Lybie, pour planifier sur la base d'un programme socialiste.

Ce programme est agité, suscité par la situation qui existe parmi les masses, par la petite bourgeoisie, par les intellectuels de tout le Moyen Orient. Al Guadafi se lance à le couper, il veut montrer qu'il est capable de répondre à cette nécessité pour ne pas être lui-même dépassé. D'autre part, Sadate, en Egypte, coupe les têtes sans le dire, sans le rendre légal, et il met en prison tous les opposants. Cela indique que dans un bref délai, les luttes sociales au Moyen Orient vont reprendre avec une impulsion beaucoup plus grande vers le progrès révolutionnaire, vers la lutte anti-capitaliste, en combinant la lutte contre l'impérialisme et contre Israel impérialiste, et pour l'unification de tout le Moyen Orient avec le droit à l'autodétermination des masses d'Israel. C'est la conclusion de ce processus.

24 JUILLET 1973

J. POSADAS

*Texte du 3 août 1972 de J. Posadas : "L'expulsion des techniciens soviétiques d'Egypte et l'élévation de la crise révolutionnaire au Moyen Orient." publié dans Lutte Ouvrière n° 179 du 15-10-1972.

BILAN DE LA FETE DU DRAPEAU ROUGE

La fête du Drapeau Rouge a exprimé un progrès par rapport aux années précédentes. Ce changement ne s'est pas vérifié au niveau de l'organisation de la fête, où seuls, les stands des dockers et celui de la Jeunesse Communiste, exprimaient une préoccupation et une vie politique. Ce changement s'est exprimé dans l'intervention, les relations, la vie des militants qui veulent peser dans la discussion en Belgique et veulent impulser leur Parti en s'appuyant sur la force qu'a exprimé le prolétariat d'Anvers et de Gand, sur la force et la décision qu'exprime le prolétariat du monde. Toute cette force, que les organisateurs n'ont pas réussi à faire exprimer en impulsant les militants à discuter de tous les problèmes, s'est exprimée avec puissance et conviction au moment où tout le monde a chanté la chanson des dockers et l'"Internationale". Elle s'est exprimée aussi dans les discussions passionnées des militants entre eux et avec l'équipe de camarades posadistes qui étaient à l'entrée de la fête à vendre les publications de la IVe Internationale, ou à l'intérieur.

C'est une erreur de croire que les militants communistes vont à la fête du Drapeau Rouge surtout pour faire la fête. Les distractions et les amusements font partie de la fête, mais ne devraient pas en être le centre. L'objectif de la fête était d'impulser la publication du "Drapeau Rouge" quotidien et de faire appel aux suggestions des militants. Or, le stand du "D.R. quotidien" était un des endroits les plus morts et déserts de la fête. Qu'est-ce qui empêchait de prendre un porte-voix et d'appeler tous les militants à se rassembler autour du stand et à discuter de la

nécessité d'un journal quotidien pour orienter l'avant-garde, discuter de son objectif, son contenu, discuter aussi sur la façon de s'organiser financièrement pour pouvoir le maintenir ? Il était possible de faire la même chose autour du stand des dockers pour tirer l'enseignement de la grève, et également autour du stand des J.C. qui exposait de belles photos du Festival de la Jeunesse à Berlin, pour expliquer tout ce qui s'est discuté dans ce Festival.

Nous pensons que la fête doit être l'occasion pour chaque section du Parti de connaître et de vivre les expériences, les activités, les discussions, de l'ensemble du Parti. Elle doit être aussi l'occasion de faire peser sur les sympathisants qui vont à la fête la supériorité sociale des Etats ouvriers. Exposer des voitures et des appareils électroniques, est une façon de montrer le développement économique des Etats ouvriers, mais ne montre en aucune façon l'essentiel : le développement social, les relations sociales supérieures qui surgissent de la structure des Etats ouvriers. De même il y avait une absence complète du mouvement communiste mondial, de la vie, des luttes révolutionnaires du monde, ni le Chili, ni l'Union Populaire en France.

Notre Parti est intervenu dans la Fête du Drapeau Rouge, en distribuant un tract et en vendant les brochures de J. Posadas et le journal "Lutte Ouvrière". Un petit commando a attaqué nos camarades et essayé de déchirer journaux et tracts et menacé d'appeler la police pour nous déloger. Il a renoncé à mettre ses intentions en pratique, devant la réprobation des militants communistes et la

résolution de nos camarades à défendre, coûte que coûte, le droit communiste à discuter, intervenir, polémiquer, persuader, des posadistes — comme de toute tendance révolutionnaire — comme une partie du mouvement communiste. Nous condamnons ces méthodes, qui viennent de l'appareil qui a peur de la confrontation des idées et nous appelons tous les camarades communistes à les condamner, et à passer outre ces intimidations. La violence de ce groupe de la direction du PC provient de sa peur devant le progrès des idées révolutionnaires communistes, c'est un coup contre le progrès du courant qui veut avancer dans le PC. Nous appelons les camarades communistes à y répondre en impulsant la vie politique et révolutionnaire du Parti Communiste, et en développant le front unique des tendances révolutionnaires, en discutant et luttant concrètement ensemble avec les posadistes. Le commando qui a attaqué nos camarades a montré qu'il était sans forces ; il n'a pas su empêcher les discussions et les ventes de journaux et de textes du camarade J. Posadas aux militants communistes, qui ont montré leur passion, leur désir de progrès communiste, leur préoccupation pour tous les problèmes de la révolution mondiale, de la construction des Etats Ouvriers, du front unique, auxquels le Parti Communiste ne leur donne pas de réponse. Entre autres, les problèmes qui ont été le plus discutés avec nos camarades portaient sur : pourquoi la division entre l'Union Soviétique et la Chine, pourquoi des crises comme en Tchécoslovaquie, en

(Suite page 5)

SUR LA MONTEE DU PROCESSUS REVOLUTIONNAIRE ET LE ROLE DU PERONISME

15 JUIN 1973

La fonction du prolétariat dans l'économie est irremplaçable

Le prolétariat tire son assurance de son rôle dans l'économie et dans la société. Par son essence, par sa structure collective dans le fonctionnement, le prolétariat, en tant que classe ne peut pas développer d'intérêts individuels, personnels. Il développe des intérêts collectifs, parce qu'ainsi le veut la fonction collective dans la société, sa capacité et son assimilation facile du marxisme. Le prolétariat, tout en n'ayant pas la compréhension théorique du marxisme se développe de manière marxiste.

Il y a déjà les bases pour que se développe, dans le mouvement péroniste, la tendance socialiste consciente : une tendance qui, sans avoir encore la compréhension historique de classe, ait notion de la nécessité des mesures économiques d'étatisation, de centralisation et de planification pour pouvoir avancer, et de la nécessité des mesures de contrôle des masses, de plein développement de la démocratie syndicale, des droits démocratiques, de la discussion la plus large de tous les problèmes, y compris avec les militaires. Il faut faire intervenir les militaires dans la discussion. Il faut leur faire sentir que leur rôle est d'intervenir dans la construction de la société, que leur fonction passe de la défense d'une couche de privilégiés à celle de développer toute la société, en s'appuyant sur la classe ouvrière pour éliminer toute forme de guerre, toute forme d'oppression.

Les attaques qui ont eu lieu contre le trotskisme, les attaques publiques et directes, vont s'accroître. L'intervention de la CIA va de même s'aggraver, mais celle-ci va perdre aussi pas mal de ses moyens, de sa capacité et de ses bases de recrutement. Le développement de la révolution en Argentine et en Amérique Latine a lieu comme une partie du développement mondial de celle-ci, qui est déjà une structure, dont les éléments se compensent mutuellement. Cette compensation s'élève de plus en plus et ôte à la CIA ses bases. La CIA va intervenir, elle va répéter des provocations type ERP ou autres. Mais ces provocations n'ont aucune perspective de développement. De même, la bureaucratie soviétique a déjà été éliminée sur certains aspects et sur d'autres elle est en voie d'élimination, tandis que s'élève la fonction des Partis communistes.

Watergate est le produit de la crise intérieure, des contradictions, fruits elles-mêmes du manque de perspectives. Sinon, il n'y aurait pas une telle crise. Les méthodes genre Watergate — que l'impérialisme continue d'utiliser — sont communes et normales dans l'impérialisme. On l'a vu avec l'assassinat de Kennedy. Watergate est, en partie un assassinat de Nixon, sans mise à mort. Ils cherchent à assassiner Nixon pour l'empêcher d'arriver à des accords importants avec Brejnev. Et en même temps, on assiste à la réaction de secteurs qui veulent aller plus loin dans des mesures pour nettoyer la Maison Blanche de toute la pourriture. Mais il est impossible de faire aussi bien l'un que l'autre. Même le secteur qui veut empêcher que Nixon parvienne à des accords, est dans l'impossibilité de le faire. Seule l'élévation des luttes des masses peut réaliser ce nettoyage et ceci constitue une impulsion puissante pour aider l'avant-garde prolétarienne à organiser un Parti indépendant aux Etats-Unis.

Il faut avancer dans la compréhension du fait que ceci est un processus d'élévation qui entre dans une étape de crise puissante ; et que le mouvement nationaliste péroniste n'a pas d'autre solution que d'impulser la révolution latino-américaine et de chercher des formes et des mesures qui échappent au contrôle capitaliste. Sans se proposer de renverser le système capitaliste et la propriété privée, ce mouvement n'a pas d'autre solution que celle de stimuler des forces qui vont dans cette voie. C'est ce qu'a fait le mouvement péroniste dans le camp syndical. Il faut avancer dans cette voie.

Quand le congrès de la CGT fait une telle réunion et lance des invitations aux syndicats à échelle mondiale, c'est parce qu'il ressent la nécessité du développement objectif, de classe, programmatique, révolu-

tionnaire, pour pouvoir exister et répondre, en tant que CGT à l'énorme pression, mobilisation et progrès des masses. La centralisation des voix autour de Péron est la manière dont les masses expriment que telle est la base de leur volonté centralisée d'avancer dans la voie du socialisme. Il ne s'agit pas d'appuyer un candidat qui représente Péron, mais d'une voie pour atteindre les mesures socialistes. C'est la forme sous laquelle ce processus a lieu en Argentine. C'est un processus de concentration politique dans le péronisme et dans les syndicats dirigés par lui. Dans ce mouvement des tendances profondes sortant du plan du péronisme existent déjà, et se lancent vers le marxisme, vers le communisme, vers le mouvement socialiste, vers la planification de l'économie. Cela pèse à l'intérieur du mouvement péroniste et détermine l'apparition de tendances qui seront celles qui imposeront le progrès. Voilà pourquoi il faut intervenir.

Il faut s'organiser pour aider l'avant-garde péroniste à mûrir, pour l'aider à intervenir dans un mouvement très grand, très fort et très profond qui va déchirer partiellement le mouvement péroniste. La droite péroniste va chercher à utiliser le mouvement pour le faire servir à une finalité nationaliste. Elle va tendre à concilier avec l'impérialisme et avec les autres secteurs réactionnaires et impérialistes d'Amérique Latine, tandis que les cadres moyens et la base péroniste vont tendre à avancer vers des mesures contre l'impérialisme. Il faut se rappeler que lors de sa première présidence en 1946, Péron tenta de mettre en place des dirigeants révolutionnaires. Cela ne veut pas dire qu'il va faire la même chose maintenant. Mais il a essayé de prendre une mesure qui allait plus loin que ce qu'il se proposait antérieurement et par la suite, a été obligé de reculer. Il lui manquait un parti, une organisation, un mouvement. Il dépendait de l'appareil. Il faut escompter que le résultat de la lutte sera le développement d'une gauche. Il existe mondialement des conditions infiniment plus favorables qu'avant pour le développement d'une gauche progressant consciemment vers des mesures socialistes plus avancées.

Une lutte très profonde est en cours de développement dans les partis communistes, les mouvements nationalistes, les mouvements catholiques, le mouvement péroniste, les militaires ; lutte dans laquelle une tendance assimile déjà les expériences du développement de la révolution et voit la nécessité de mesures économiques et sociales. Elle ne voit pas encore la nécessité de créer des organes de masses, mais elles voient celle d'étatiser, de planifier, d'établir des relations avec les Etats Ouvriers. Cette tendance ne voit pas le besoin d'organes de masses qui le fassent, et ce parce que ni les Etats Ouvriers, ni les Partis communistes ne le font. Cette tendance se situe donc de manière beaucoup plus lointaine, mais tout le processus indique qu'on va vers cette structure. Cette tendance est en train de vivre à travers sa propre expérience le fait que ce sont les masses, et en leur sein le prolétariat, qui alimentent ce processus révolutionnaire. Cette tendance voit qu'elle dépend d'une structure mondiale, déjà atteinte, et où le capitalisme n'a pas la force de la détruire.

La bureaucratie soviétique, la bureaucratie des Partis Communistes, les directions arriérées, « coloniales », de Partis Communistes comme celui d'Argentine ou du Mexique sont impuissantes. Elles n'ont pas la force d'empêcher le progrès des idées révolutionnaires, de l'expérience révolutionnaire, de l'organisation scientifique de l'avant-garde communiste. Cette dernière voit qu'il est nécessaire de lutter pour le pouvoir, de faire participer les masses, qu'il faut discuter, établir un échange de connaissances d'expériences ; qu'il faut mettre en parallèle les idées, les impressions, et instaurer sans crainte un débat public. Seule les appareils ont peur de discuter. Nous devons lancer ce mot d'ordre : il faut discuter publiquement de tout !

Il faut mettre en évidence l'expérience et la nécessité de la planification. Si l'Union Soviétique, la Chine, Cuba ou le Chili ne progressent pas d'avantage c'est parce que la planification n'est pas suffisante. Il faut cependant rendre hommage à tous les Etats Ouvriers, y compris la Chine et Cuba, pour les progrès énormes qu'ils ont réalisés et pour la volonté qu'ils manifestent. Aucun Etat Ouvrier, malgré toutes les difficultés, n'a renoncé, abandonné ou concilié. Certains cherchent à temporiser, mais aucun n'a concilié au bénéfice de la droite. Ils contiennent le processus, le

J. POSADAS

retiennent, l'empêchent de présenter des aspects beaucoup plus éloquentes et véhéments, mais ils ne peuvent ni empêcher le progrès ni le faire reculer. Les masses font ainsi l'apprentissage d'une expérience juste et logique. Elles comprennent de par leur propre expérience que les programmes de pouvoir sont nécessaires.

Notre influence sur le mouvement mondial des masses

A tous ceux qui nous disent que nous ne sommes pas un organisme de masses, que nous ne sommes que de petits groupes, que nous ne grandissons pas. Nous répondons : « Non, ce n'est pas vrai ». Nous sommes un organisme de masses. Nous n'avons pas les masses avec nous : elles sont avec eux, c'est-à-dire avec les communistes, les péronistes, les mouvements nationalistes, catholiques, militaires. Mais nous, nous influençons tous ces mouvements. A travers cette influence et en posant l'orientation, la politique, la position, les objectifs à impliquer, nous mobilisons des masses. Ainsi a lieu le processus de l'histoire. Ils n'ont pas de capacité programmatique : nous l'avons ! Ils ont les masses, pas nous. Le processus historique a lieu ainsi parce que ni les Etats Ouvriers, ni la direction des Partis Communistes n'ont rempli leur rôle historique qui est d'organiser la révolution mondiale. Le processus se produit donc comme nous le voyons, mais ce n'est pas un avantage pour le capitalisme. Cela retarde le développement de la révolution, mais elle se développe de toutes façons. Le rapport de forces est déjà, de manière prépondérante, en termes absolus, favorable à la révolution socialiste mondiale. Telle est la structure atteinte et sur laquelle nous devons nous baser.

Ce n'est pas nous qui sommes à la tête du mouvement de masses mais eux, mais nous pesons sur lui. C'est pourquoi notre objectif est déjà dans sa partie essentielle atteint : nous influençons les centres qui décident du cours de l'histoire, nous influençons tout le mouvement communiste mondial, les Etats Ouvriers, les Partis Communistes. Nous les influençons et nous les aidons à comprendre, à utiliser la méthode dialectique, à se baser sur le processus mondial de la lutte des classes et sur les rapports des forces mondiales favorables à la révolution, et par conséquent, à baser leurs perspectives non sur les moyens dont ils disposent à échelle locale mais sur le processus mondial, tout en tenant compte de l'orientation concrète du processus local. Voilà ce qu'il faut enseigner à l'avant-garde révolutionnaire. Il faut le lui apprendre parce que les communistes ne l'ont pas fait. Il faut aider l'avant-garde communiste à apprendre de cette façon de sorte à pouvoir nous mêmes l'influencer.

Notre fonction dans l'histoire est de nous consacrer à cette tâche de la préparation théorique, politique, à l'orientation du mouvement révolutionnaire mondial. En dehors de nous, il n'y a personne pour accomplir cette tâche, alors que c'est une nécessité de l'histoire ; d'où notre rôle consacré à la compréhension théorique et politique du processus mondial afin de pouvoir orienter, alimenter, les directions des partis communistes et des mouvements révolutionnaires. Déjà cette fonction, le poids qui est le nôtre sont

BILAN DE LA FETE

(Suite de la page 2)

Yougoslavie, qu'est-ce que le péronisme ? que signifient les changements en Grèce ? quelle perspective surgit de la situation au Chili, en France ? comment discuter pour gagner les gauchistes, et pour faire progresser le front unique de la gauche en Belgique ? Le centre de vie politique, qui faisait défaut dans la fête du Drapeau Rouge, et que les militants communistes recherchaient, ils l'ont rencontré dans la discussion avec l'équipe de militants posadistes qui est restée à l'entrée toute la journée. Il faut continuer cette discussion, développer et organiser de façon continue ce front unique, qui a pour but, de pousser le Parti Communiste à agir comme une direction révolutionnaire, dans la lutte pour le pouvoir et la construction du socialisme en Belgique.

ÉDITION REVUE MARXISTE

Les Syndicats, les masses péronistes et la nouvelle étape de la lutte pour le Socialisme en Argentine

J. POSADAS

18-3-73

LETTRE A LA SECTION ARGENTINE... (Suite de la page 5)

ressentis par toutes les directions conscientes et honnêtes qui progressent, qui avancent dans la lutte contre le capitalisme et impulsant des mesures de progrès très importantes.

La déclaration de Péron, selon laquelle il est nécessaire d'unir l'Amérique Latine, va avoir un énorme écho. Unir l'Amérique Latine est en effet, un besoin de l'histoire. Et même si, dans sa première étape, l'union proposée reste dans le cadre bourgeois, c'est une nécessité qui va impulser localement le développement de l'économie.

L'unité latino-américaine, la lutte pour unir l'Amérique Latine, ne peuvent avoir lieu sous forme capitaliste. Même si elle commence par des accords entre pays capitalistes par le voies diplomatiques, l'Union de l'Amérique Latine ne peut pas atteindre sous cette forme les objectifs nécessaires : la structuration commune des économies, leur centralisation pour se développer, et ce, dans un processus où le reste du monde n'est pas dominé par le capitalisme mais par les progrès de la centralisation, de l'étatisation et de la planification de l'économie. La Chine, la Corée, le Vietnam montrent que c'est bien la voie du progrès. Péron n'a pas de Parti pour unifier l'Amérique Latine ; il n'a pas un parti marxiste où il puisse décider. Le parti dont il dispose est un parti de conception bourgeois, qui dépend de rapports bourgeois et d'intérêts bourgeois combinés à ceux de la classe ouvrière. Telle est la symbiose que réalise un mouvement dans un pays semi-colonial : il a un appui immense des masses et une direction bourgeoise ! Passer de la direction bourgeoise à la direction prolétarienne, n'est pas simple ! Ce processus doit s'accompagner du développement du reste des luttes en Amérique Latine et dans le monde entier. Toutes les conditions sont favorables, immen-

sément favorables. Il faut s'attendre, en quelques années, à un écho très favorable à la révolution au Chili. Le développement de la révolution dans le reste du monde va favoriser toute l'Amérique Latine.

Il faut passer par cette lutte au sein du mouvement péroniste, du mouvement nationaliste à échelle mondiale, des partis communistes et socialistes, pour y organiser la nouvelle direction : les gauches dans les Partis communistes et socialistes, dans le mouvement péroniste, dans les mouvements nationalistes en général, chez les militaires. Le processus mondial appuie ce développement, tout en signant récemment l'accord

passé avec l'impérialisme yankee, l'Union Soviétique est obligée d'impulser la lutte de classes à échelle mondiale. Sans orienter à prendre le pouvoir, elle impulse la lutte de classes.

Il faut gagner des postes syndicaux, il faut s'efforcer d'occuper des charges syndicales importantes, passer des accords. Il ne faut pas mener une lutte frontale contre la droite péroniste, mais nous baser sur des accords avec la gauche et surtout, tendre à donner beaucoup d'explications très persuasives, afin que cette gauche progresse, prenne confiance pour avancer dans les idées et les positions révolutionnaires ou en tout cas sur des positions qui, sans être tactiquement révolutionnaires, sont anticapitalistes et font progresser le contrôle des masses, la création d'organismes des masses. Toute la direction péroniste, toutes les directions, y compris les communistes, manquent de confian-

Une structure mondiale d'unification des masses

Les masses mondiales se sentent partie d'un Front Unique gigantesque. Elles essaient de faire pression sur leurs dirigeants pour qu'ils combinent leur capacité à celle du reste de la population pour avancer. C'est un processus irréversible qui s'étend et progresse beaucoup, et même dans certaines directions comme la péruvienne.

Il faut tenir compte du fait qu'il n'est pas possible d'appeler directement à la prise du pouvoir, sans progresser préalablement. Il faut appeler à avancer dans la compréhension du pourquoi de la démocratie ouvrière, des directions publiques nécessaires, des raisons pour lesquelles il faut ouvrir la discussion sur les problèmes d'étatisation, de planification ; d'étatisation de la propriété et de planification de l'économie. Il faut unifier l'Argentine avec le reste de l'Amérique Latine, montrer pourquoi il est nécessaire que la classe ouvrière soit le centre vital qui pèse sur tout ça, soit au parlement, soit dans les syndicats. Il est par conséquent nécessaire de créer les organes de pouvoir, les comités et conseils d'usines, comme ils ont fonctionné pendant la première étape, à l'origine du mouvement péroniste. A cette époque, Péron l'avait accepté. Il avait favorisé et impulsé le développement des conseils d'usines comme autant de points d'appui contre la droite bourgeoise, pour faire pression sur l'impérialisme et sur

certaines secteurs de la bourgeoisie.

Une tendance révolutionnaire hétérogène, qui n'a pas d'antécédents est en cours de formation, car ni le Parti communiste, ni le Parti socialiste ne se sont montrés capables. Tous ces petits groupes : communistes, socialistes et autres qui s'étaient lancés pour recueillir les miettes du processus, ou croyaient que les masses reviendraient les chercher, ont échoué et sont maintenant liquidés. Notre autorité, au contraire, augmente et se développe. Mais pour cela, des publications, des publications et encore des publications sont nécessaires ! Nous devons apprendre que notre force se trouve dans notre capacité rationnelle d'organiser notre compréhension, et pour cela, il faut éditer, publier, vendre, gagner des postes de délégués, et faire preuve de persuasion et de souplesse dans nos interventions, en aidant tous ces secteurs à avancer dans la compréhension. Il y a parmi ces secteurs une grande proportion de petite-bourgeoisie, étudiante et universitaire surtout, professeurs et doyens d'université, mais aussi des dirigeants, des cadres, des militants et des délégués ouvriers. Il faut donc développer nos relations avec cette activité.

Il faut développer d'une manière persuasive, en expliquant pour accroître la compréhension. Il ne faut pas mettre ces secteurs au pied du mur en les obligeant à affronter leur direction bourgeoise. Il faut faire avancer leur compréhension et surtout assurer le progrès d'organismes où les masses puissent délibérer, discuter, avancer et entraîner le reste de la classe : mobiliser et avoir des relations avec le reste de la classe. C'est la tâche essentielle à réaliser à cette étape. Le processus mondial y aide ; que ce soit en Europe, et Amérique Latine, en Afrique ou en Asie, le processus mondial avance partout.

Il faut progresser davantage dans cette compréhension. Le processus progresse et il ne peut être ni arrêté, ni contenu. Le capitalisme n'a pas la force de le faire. Cette structure de l'histoire va continuer à s'accroître dans le sens favorable à la révolution. Même sans adopter des mesures et une tactique révolutionnaires, la révolution progresse parce que toutes les mesures nécessaires au progrès de ces pays vont contre le système capitaliste, contre les rapports capitalistes. Même sans recourir à des mesures révolutionnaires, même sans affrontements armés et même sans affrontements politiques aigus contre le système capitaliste, il y a des progrès anticapitalistes.

La preuve en est que le Parti Communiste Français appelle au programme de l'Union Populaire, au Programme commun, qui est un programme anticapitaliste. Le PCF développe des activités qui stimulent et appellent la jeunesse à des attitudes anticapitalistes. La même chose a lieu, en partie, dans le Parti Communiste Italien. Il y a, dans ce Parti et dans le PCF une puissante lutte entre la droite, le centre et la gauche, dans laquelle c'est la gauche qui avance et progresse. Le progrès des partis communistes est encore limité mais il s'éleve. Il ne peut être ni arrêté, ni contenu par la direction soviétique, ni par aucune direction d'Etat Ouvrier. Cette étape connaît un processus de transition dans la lutte de la gauche pour changer les directions. Comme il n'y avait pas de préparation préalable, de lutte préparée dans les Partis communistes et dans les Etats Ouvriers, ce processus de transition est très lent. Il se combine avec la politique de la bureaucratie soviétique et du PCUS qui cherchent à gagner du temps par rapport à l'impérialisme. Ces directions cherchent à le retenir, pour empêcher la guerre, mais en même temps elles sont obligées à appeler, à continuer d'appeler à lutter contre le système capitaliste. Les Partis communistes, en défense de leurs propres intérêts, font actuellement quelque chose de très semblable : sans appeler à la prise du pouvoir au moyen de la révolution, ils avancent vers des mesures et des positions anticapitalistes.

La défaite du gouvernement de centre-droite en Italie est un exemple frappant. Après une telle expérience, au cours de laquelle le centre-droite et le fascisme se sont mobilisés, en essayant de créer un mouvement de réaction fasciste, de droite, pour intimider les masses et provoquer un soulèvement réactionnaire et contre-révolutionnaire, qui a échoué, la bourgeoisie est obligée d'en revenir au centre-gauche. Cela va stimuler immensément les masses italiennes qui sentent que ce sont elles qui ont gagné, que ce sont elles qui ont imposé une telle solution qui va influencer le cours postérieur, vers un centre-gauche plus à gauche qu'avant et qui va avoir une influence dans le monde entier.

Le triomphe du péronisme, son programme qui inclut la reconnaissance de la Corée du Nord, du Nord-Vietnam, du GRP, de Cuba et de la Chine, la lutte immédiate, en front unique, contre le capitalisme, contre l'impérialisme, va signifier un progrès énorme et faciliter notre tâche.

J. POSADAS
15 juin 1973

LA PRESSE TROTSKISTE

ALGERIE

REVOLUTION SOCIALISTE - Organe du Groupe IV^e Internationale

ALLEMAGNE

ARBEITER STIMME - Organe de la section allemande de la IV^e Internationale. Paul SCHULZ - Postfach 16708 Frankfurt/M - 16.

ANGLETERRE

RED FLAG Organe du Revolutionary Worker's Party, 24, Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.

ARGENTINE

VOZ PROLETARIA - Organe du Partido Obrero (T) Casilla de Correo n° 2938. Correo Central - Capital Federal.

BELGIQUE

LA LUTTE OUVRIERE - Organe du Parti ouvrier révolutionnaire (T) C. Polet

BOLIVIE

LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (trotskiste). Amadeo Vargas Arte, Casilla 644 Oruro (Bolivie).

BRESIL

FRENTE OPERAIA - Organe du Partido Operário (T) Clandestin.

CHILI

LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T) Juan Urrutia Muñoz Coquimbo 291. Talcahuano (Chili).

CUBA

VOZ PROLETARIA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T) Montes 12 ap II Piso 2, Habana (Cuba).

EQUATEUR

LUCHA COMUNISTA - Organe du Partido Comunista Revolucionario (T) Apartado 3726 - Quito.

ESPAGNE

LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T) Clandestin (s'adresser aux journaux belge, français, italien)

GRECE

KOMMUNISTIKIPALI - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T) Clandestin

ITALIE

LOTTA OPERAIA - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T) Pietro Leone - Casilla Postale 5059. 00153 Rome Ostiense.

MEXIQUE

VOZ OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Jose L. Hernandez - Apdo. Postal - Num. 66-587, Mexico 12 DF.

MOYEN-ORIENT

REVOLUTION SOCIALISTE - Bulletin en langue arabe et perse organes des militants arabes et perses de la IV^e Internationale.

PEROU

LUCHA OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Apartado 5044 Correo Central, Lima.

URUGUAY

FRENTE OBRERO - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Montevideo. Zulma Noguera, Casilla de Correo 1204, Montevideo (Uruguay).

CUARTA INTERNACIONAL - Organe du Comité exécutif de la IV^e Internationale. Casilla 1204, Montevideo (Uruguay).

REVISTA MARXISTA LATINO-AMERICANA - Organe du S.I. de la IV^e Internationale. Casilla 1204, Montevideo (Uruguay).

EUROPEAN MARXIST REVIEW - Organe du B.E. du S.I. de la IV^e Internationale. Edition en anglais, 24 Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.

REVUE MARXISTE EUROPEENNE - Organe du B.E. du S.I. de la IV^e Internationale Edition en Français, 63, rue Victor-Hugo, 92-Courbevoie.

REVISTA MARXISTA EUROPEA - Organe du B.E. de la IV^e Internationale (édition en italien) Pietro Leone - Casilla Postale 5059 - 00153 Roma Ostiense (Italia)

REVUE MARXISTE EN ARABE - Organe du Bureau Arabe du S.I. de la IV^e Internationale (Edition en langue arabe)

L'exacerbation de la crise du capitalisme en Europe et la politique des partis ouvriers.

J. POSADAS

28-8-1973

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

LUTTE



OUVRIERE

ORGANE DU

PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB 11e ANNEE 26 SEPTEMBRE 1973 No 192

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem.
de soutien 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

A NOS LECTEURS

A compter du prochain numéro
"Lutte Ouvrière", paraîtra
chaque semaine.

SOUTENEZ LA!
ABONNEZ VOUS

IL FAUT APPUYER INCONDITIONNELLEMENT LA REVOLUTION CHILIENNE

13 Septembre 1973

J. POSADAS

La résistance du prolétariat chilien est en train de transmettre au prolétariat du monde que les ouvriers chiliens ne se rendent pas, n'abandonnent pas leurs positions, et que s'ils sont écrasés c'est en raison de leur manque de politique et de la supériorité militaire de l'ennemi et non par manque de courage et de décision historique. Ce que fait le prolétariat de Santiago, de tout le Chili, est une répétition de la Commune de Paris, de Stalingrad, du Vietnam.

Dans beaucoup d'usines les ouvriers se battent, refusent de se rendre. Mines, locaux, universités sont bombardés et le prolétariat continue à se battre et à transmettre sa décision à l'ensemble de la population. Puisqu'il y a un nombre aussi élevé de morts, on doit se demander comment sont-ils morts. La junte dit 1.000 morts et seulement 500 à Santiago. Mais s'ils disent 500 il faut calculer 2.000. Les ouvriers, la petite-bourgeoisie, des secteurs de la paysannerie, sont en train de se battre. Cela va avoir un effet très grand dans le prolétariat mondial, cela va avoir un poids très important et compenser dans une grande proportion le manque de politique de leur direction. Les ouvriers chiliens vont transmettre un stimulant immense. Les meetings qui se réalisent actuellement dans le monde entier font partie de cette décision. Dans le monde entier, il y a des meetings! Et le meeting du 13 septembre en France, la puissante manifestation qui a eu lieu en France et dont la presse capitaliste elle-même est obligée de dire que ce fut une manifestation « sérieuse, pleine de dignité et d'émotion », fait également partie de cette décision. L'émotion venait de ce que les ouvriers ne sont pas disposés à se laisser abattre. L'émotion venait de la solidarité de combat, du respect, de la fraternité et des relations solidaires avec le prolétariat chilien. Les manifestants ont montré qu'ils étaient disposés à faire la même chose en France.

Il faut rendre hommage au prolétariat chilien, qui par son action héroïque, comme la Commune de Paris, comme 1905, comme la Révolution russe et Stalingrad, est la source de la sécurité historique du prolétariat: celui-ci ne se rend pas même si on le tue! Cette résolution transmet au prolétariat mondial la conclusion qu'il a toutes les conditions pour vaincre. Et s'il est en mesure de vaincre alors qu'il doit affronter un ennemi qui dispose d'une supériorité militaire de l'ordre de 1 million contre un, comment ne l'a-t-il pas fait avant! C'est pour cela qu'il faut tirer cette conclusion. Il ne s'agit pas simplement de rendre hommage au prolétariat chilien: c'est la conclusion pratique et organisationnelle qu'il faut appliquer maintenant. Cela démontre la volonté qui existait au sein des masses pour écraser la contre-révolution.

La réaction qui se produit dans les pays d'Europe dirigés par les socialistes, indique que cette expérience chilienne est, pour la base socialiste, une impulsion très puissante. Le parti socialiste de Norvège vient de gagner les élections,

et il réalise un front unique avec le Parti communiste, avec des secteurs dissidents du parti socialiste, et avec le parti socialiste de gauche. Cela veut dire qu'en Norvège vient de se réaliser le front unique. Il va se produire la même chose en Suède. Cela va avoir une influence très puissante sur tout le mouvement socialiste mondial. En Amérique Latine, Peron vient de faire des déclarations qui sont agressives contre l'impérialisme yankee. Il a dit: « C'est l'impérialisme yankee qui a fait ce coup, je n'en ai pas de preuve, mais je sais bien comment ils manœuvrent ». Cela indique l'immense pression qu'il reçoit. Il y a eu des manifestations et des arrêts de travail en Bolivie, dans toute l'Amérique Latine, à Costa Rica, et dans quatre parlements, celui d'Argentine, de Colombie, du Venezuela et du Mexique, on a observé une minute de silence et on a voté trois jours de deuil national pour l'assassinat de Allende. Cela indique l'émotion profonde qui règne qui est l'émotion des masses. Ces gouvernements doivent prendre ces mesures parce qu'ils sont liés aux masses et qu'ils ressentent ce qu'elles sentent, et en même temps, parce qu'ils doivent se défendre de ce que l'impérialisme prépare. Les masses sont prêtes à s'opposer à cela.

La déclaration de Peron est très importante parce qu'il condamne l'impérialisme yankee. Le délégué argentin à Genève, un dirigeant de la CGT, appelle à une grève continentale en faveur du Chili. Il y a une réponse de combat très importante qui oblige l'impérialisme à se cacher, à ne pas manifester bruyamment que c'est lui qui a tout préparé. Avant il le faisait pour intimider, maintenant il a peur parce qu'il y a une réaction très profonde dans le monde entier. Etcheverria intervient directement pour organiser personnellement les manifestations en faveur du Chili, et deux parlementaires démocrates des Etats-Unis demandent l'ouverture d'une enquête pour déterminer quel a été le rôle de la CIA dans ce coup d'Etat. Il faut également appuyer la réaction de l'Ambassade cubaine à Santiago qui a eu un comportement révolutionnaire en résistant à l'assaut de ces assassins.

La conclusion qu'il faut en tirer pour le Chili est, qu'en même temps qu'on avance à travers le parlement par la voie des élections, il faut se préparer pour la réaction armée. Le capitalisme maintient son autorité sur la petite-bourgeoisie au moyen du respect de la « légalité » et de « l'ordre », or voilà que maintenant il y a un gouvernement légal et ils le renversent. Cette conclusion va avoir un effet immense sur toute la petite-bourgeoisie. Il est évident que le coup d'Etat se préparait. Les ouvriers faisaient des meetings, la Flotte allait aux usines et dissolvait les réunions, elle agissait comme une police, comme un pouvoir civil, et le gouvernement ne disait rien! Le gouvernement aurait dû couper court à l'ingérence de l'armée dans les affaires sociales. Ce n'est pas le rôle de l'armée.

Quelle que soit l'issue de la lutte actuelle, et même si tous les ouvriers sont massacrés, le prolétariat chilien a d'ores et déjà donné une énorme impulsion à la révolution socialiste en Amérique Lat. Les réactions de Peron et de tous les autres sont dus à la résistance du prolétariat: ces dirigeants ont vu la trêpe du prolétariat qui transmet sa résolution à toute l'Amérique Latine: « Nous ne nous rendrons pas et nous allons vaincre! Il est possible que maintenant nous perdions, mais nous gagnerons de toutes façons ». Le prolétariat ne se sent pas plongé dans la défaite, il sent qu'il peut être vaincu par les armes et tout le peuple tire la conclusion qu'il faut s'armer à partir de maintenant. Une défaite, par manque de réaction, par manque d'intervention, de courage et désintègre, mais pas dans ces conditions-ci: la classe ouvrière n'est pas désintégré. La haine de classe, la résolution de classe continue! Il faut faire connaître, proclamer partout cette action, et rendre hommage au prolétariat chilien, à la petite-bourgeoisie, aux paysans qui se battent. Il y a trois jours que le coup d'Etat a eu lieu, et la junte ne peut pas encore parler en patron! Ils ont dû fermer la frontière, et ils ne peuvent pas parler comme patron.

La résistance approfondit la lutte intérieure en cours au sein de la junte. Un jour après avoir annoncé la rupture des relations avec tous les pays communistes, ils doivent se rectifier et dire qu'ils rompent seulement les relations avec Cuba. Ils ont laissé partir tous les Cubains, 150, qui avaient été pourtant pris en pleine lutte, ils les ont laissé partir. L'attitude normale de la part de la junte aurait été de les arrêter et de les faire passer en jugement pour s'être mêlés des « problèmes intérieurs d'un autre pays ».

Les événements du Chili sont un véritable « boomerang », et quand cet effet existe, c'est en raison de sa forme et de sa structure de boomerang, et non de celui qui le manipule. Le Chili est un boomerang parce qu'il y a déjà une structure mondiale qui ne peut pas revenir en arrière. On peut la faire reculer sur tel ou tel aspect, mais pas partout, et même au sein de l'équipe qui a réalisé ce coup, il y a une aile qui ne va pas vouloir rompre avec le prolétariat, ni avec un secteur des communistes et des socialistes. C'est le contraire du coup de Gonzales Videla qui voulait massacrer tout le monde. Par contre, dans cette junte, il y a un secteur, et le plus im-

(Suite page 4)

Mobilisation permanente de toute la gauche en défense de la Révolution chilienne!

Toute la classe ouvrière, l'avant garde communiste et socialiste, tous les militants du mouvement ouvrier, des Syndicats, sont préoccupés par la situation actuelle du Chili, et appuient la lutte héroïque de la classe ouvrière et des masses du Chili, pour faire échec au coup militaire. Elle sent que le Chili, c'est son affaire, qu'elle doit et peut intervenir pour soutenir immédiatement la lutte des masses chiliennes. Le sentiment, la volonté d'intervenir de toute la classe ouvrière belge a eu des conséquences dans les directions du mouvement ouvrier, qui ont organisés des meetings et des manifestations en Front unique de différentes tendances: PSB, PCB, FGTB et CSC, Démocratie chrétienne de gauche, JC, et JS, MOC. Le Front unique est nécessaire, indispensable pour mener une action massive pour le Chili. Ce Front Unique doit

être développé et étendu, dans tout le pays, et à toutes les tendances de gauche y compris les trotskystes posadistes.

Il est nécessaire d'organiser en Belgique une mobilisation permanente de toute la gauche pour faire face comme une partie de l'appui mondial indispensable, à la défaite transitoire contre les masses que signifie le coup militaire de la Junte. Dans tout le Chili, la résistance s'organise, se maintient, les masses chiliennes avec la classe ouvrière à sa direction, est en train de préparer une contre offensive. Partout la Junte se heurte à une résistance héroïque de tout le peuple. Elle ne contrôle presque rien du pays. Pour venir à bout de la résistance elle est obligé de massacrer aveuglément, de bombarder au Napalm. L'usine "Sumar" a été bombardée, et plusieurs dizaine d'ouvriers ont été

L'exacerbation de la crise du capitalisme en Europe et la politique des partis ou

28-8-1973

J. I

Toute la bourgeoisie européenne et en particulier celle de France, d'Italie et d'Allemagne, discute, analyse, élabore des textes tendant à réorienter la couche dirigeante de leur propre appareil à comprendre qu'on est à une étape différente de l'histoire, qu'on est en train de parcourir les dernières traites de cette étape. Tout le prolétariat, toute la paysannerie, toute la petite-bourgeoisie et les secteurs inférieurs de la bourgeoisie sont influencés par ce processus, tous sont contre le système capitaliste. Les secteurs inférieurs de la bourgeoisie, ces patrons qui emploient 3 ou 4 ouvriers sont également influencés par ce processus. Sans passer dans le camp du prolétariat, ils ne donnent plus rien au grand capital. C'est un processus qui s'élève constamment entraînant toute la population vers des changements, vers des transformations sociales. Il ne s'agit ni de kermesses, ni de cirque, ni de carnaval, mais de mobilisations qui tendent à changer la société.

La bourgeoisie française est très profondément préoccupée : « Il faut négocier ». Avec ses attitudes racistes envers les travailleurs immigrés nous revenons aux pires époques du féodalisme. Ce que l'ouvrier de Marseille a fait, n'importe quel Français aurait pu le faire. Il était ivre et c'est tout ». Voilà ce que dit la bourgeoisie ».

En ce qui concerne Lip elle dit : « c'est vrai qu'il y a Lip, mais maintenant, il y a « la rentrée » et il faut arriver à un arrangement ». Tous ces éléments sont très importants car ils expriment qu'un secteur de la bourgeoisie cherche à organiser une tendance capable de diriger à cette étape. La vieille couche dirigeante du capitalisme en est en effet incapable. Elle ne savait que réprimer, mais aujourd'hui elle voit que ça ne sert plus à rien. Avant, nous réprimions pour intimider, mais maintenant ça ne sert plus à rien. Il nous faut une politique pour cette étape, puisque de toutes façons nous allons crever. Il faut tenir le coup le plus possible. C'est ce que pose « Le Figaro ».

Il cherche à créer une couche de dirigeants, de politiciens bourgeois capables de comprendre cette étape et d'être réformistes. C'est une espèce de réforme luthérienne de cette étape. Telle est la conclusion qu'ils recherchent : « Il faut faire des réformes, sinon nous périssons tous. Il faut céder. Il faut « purifier ». Il faut expulser les racistes. Comment est-ce possible qu'une chose pareille ait lieu en France ? » ainsi parle « Le Figaro ». C'est le même sens que les déclarations d'Edgar Faure. C'est tout un courant du capitalisme qui voit qu'il doit introduire des changements ou sinon mourir tous. Tous les éditoriaux des journaux bourgeois comme « Le Figaro », « Le Monde » ou le « Corriere della Sera » le posent.

L'étape du « Mai Français » se reproduit maintenant sous la forme d'un « mai intérieur ». La bourgeoisie sent qu'elle doit faire face à un mouvement ordonné conscient, de ce qu'il veut depuis le début. En France c'est le Larzac, Romans, Lip. C'est pourquoi un secteur de la presse bourgeoise et en particulier « Le Figaro » publie régulièrement deux ou trois éditoriaux dans cette ligne. Il montre par là à la bourgeoisie : « Il faut une direction politique capable de comprendre cela pour faire une politique de conciliation ». Il ne met pas l'accent sur les armements, sur les armes atomiques, mais sur la nécessité de disposer d'une équipe qui comprenne qu'à cette étape, il est nécessaire de se montrer compréhensif et de céder pour contenir « après, on verra ».

Ils n'ont pas de programme, pas de politique, pas de moyens de contenir et toute l'équipe de direction bourgeoise est à la recherche de comment s'y prendre avec le parti Communiste. Elle veut rechercher des changements, créer une couche bourgeoise qui comprenne comment dialoguer, comment négocier avec le mouvement ouvrier, comment empêcher que la petite-bourgeoisie soit, dans sa totalité organisée par le mouvement ouvrier, par le parti Socialiste et que les couches inférieures de la bourgeoisie, confirmées dans leur déception, ne passent dans le camp du prolétariat. Les secteurs composés de petits patrons qui emploient 5 ou 6 ouvriers, les commerçants, les petits actionnaires, se sentent déçus.

La dernière expression d'agonie du capitalisme a été le référendum organisé par De Gaulle après Mai 1968 et la manifestation organisée par lui sur les Champs-Élysées où participèrent 200.000 personnes. Nous avons dit, alors : « C'est un défilé de vieux qui n'ont aucun poids ni dans l'économie, ni dans la société. Ils n'ont pas de force ». Le capitalisme ne s'est plus senti avec assez de forces pour faire une autre manifestation ; il ne sait pas ce qui va se passer demain. Ses enfants sont gauchistes. Pendant que les parents allaient manifester pour De Gaulle les enfants participaient en Mai Français. 60 % des fils de familles aisées sont gagnés au gauchisme. C'est la raison pour laquelle la manifes-

tation des gaullistes n'a pas eu la moindre transcendance. Les « Grands chefs » ont dû aller défilé. Quand, dans le camp bourgeois, les « grands chefs » doivent aller placer les bombes eux-mêmes, c'est qu'ils n'ont plus de force. Dans le camp du prolétariat, ce n'est pas la même chose, parce qu'il est normal que tout le monde, y compris les principaux dirigeants, participent à toutes les tâches. Mais dans le camp de la bourgeoisie, les « Grands chefs » se contentent de donner des idées, quand ils doivent aller poser les bombes eux-mêmes c'est qu'ils n'ont plus ni force ni pouvoir d'attraction.

Par contre, en France aujourd'hui, en pleine période de vacances, les Partis ouvriers et les syndicats convoquent une manifestation en solidarité avec Lip à Paris et 15.000 personnes s'y rendent, c'est-à-dire le meilleur de tout le prolétariat. C'est une expression qui indique l'énorme influence de la révolution et de la décision de la classe de prendre le pouvoir, exerçant leur effet jusque sur la bourgeoisie pour la dissoudre. Les cadres, les couches que la bourgeoisie influençait autrefois au moyen de la technique, de la science de la culture, de l'argent, en leur fournissant des emplois, sont toutes gagnées maintenant par le prolétariat, par le sentiment de dignité humaine, par les relations humaines supérieures qui existent dans les Etats Ouvriers.

Ces secteurs de la bourgeoisie que représentent « Le Monde », « le Figaro », « Il Corriere della Sera » se consacrent à préparer une nouvelle couche, une nouvelle équipe bourgeoise capable de comprendre cette étape. Cela n'exclut pas l'autre équipe, celle qui réprime, qui dirige la police. Mais la bourgeoisie cherche maintenant à combiner ce secteur avec une équipe capable de comprendre la profondeur du processus, la nécessité de céder et de négocier à temps. Ces journaux le disent ouvertement. Tous les jours ils publient des articles dans ce sens.

A propos de la manifestation de solidarité avec les paysans qu'il y a eu en France, au Larzac, le « Figaro » dit : « C'est très profond... Il faut y prêter attention... il faut voir ce qui se passe... C'est un petit noyau : 50.000 personnes,

mais les anarchistes, les communistes, les socialistes, les pro-chinois y sont allés et tout cela dans une petite localité ». « Attention vous êtes en train d'affronter l'armée ! ». C'est ainsi déjà. Il ne s'agit pas que communistes, socialistes trotskistes, soulèvent le peuple contre l'armée : c'est déjà fait. Une partie de l'armée s'est d'autre part déjà jointe au mouvement. C'est la raison pour laquelle il y avait là deux généraux, ayant renoncé à leur fonction de défenseur du système capitaliste. Ils continuent à la défendre, mais sans toutes leurs armes, car ils disent « les armes atomiques n'ont aucune valeur ». Ce n'est plus seulement Edgar Faure qui le dit, mais deux généraux. Cela exprime le déchirement intérieur du système capitaliste, déchirement dont il faut tenir compte pour réaliser n'importe quelle grande tâche et pour organiser la gauche dans les partis communistes.

Toute l'Europe entre dans ce jeu. Les grèves, en Allemagne, ont une portée très profonde. Elles ont été déclenchées par des ouvrières turques, espagnoles, portugaises, avec l'appui complet des ouvriers allemands ; cela va se transférer immédiatement en France où est parti le mouvement avec la grève des O.S. de Renault. Quand il y a une circulation aussi rapide, c'est parce que tout est déjà préparé dans l'esprit : la confiance, l'assurance, la décision et la résolution. Il y a maintenant en Allemagne 60.000 ouvriers en grève, presque tous des étrangers, et jusqu'à présent, le gouvernement ne s'est pas décidé à réprimer. Il veut trouver un arrangement alors que cette grève est également dirigée contre ses plans économiques et que le patronat accepte de discuter ! Cette initiative des ouvriers émigrés va impulser les ouvriers allemands à des luttes beaucoup plus grandes. Ils exigent des améliorations économiques et les mêmes droits politiques et sociaux que les ouvriers allemands qui les appuient.

Ceci démontre que les masses veulent le pouvoir. Ce sont des ouvriers portugais et espagnols qui, une fois de retour dans leur pays, vont transmettre cette expérience. Cependant, dès maintenant, les ouvriers restés en Espagne ou au Portugal voient, par l'exemple, ce qu'il faut faire. Cette situation existe dans tout le système capitaliste. Elle est alimentée, sans interruption, par le processus mondial. Elle existe aussi bien en Espagne qu'en France, en Angleterre, en Allemagne ou en Italie ; et c'est le prolétariat qui dirige ce processus.

L'équipe dirigeante actuelle de la bourgeoisie ne sert à rien pour comprendre cette étape qui n'est plus celle où l'on réprime pour pouvoir négocier ensuite. C'est une autre étape, qui exige une équipe capable de la comprendre. Willy Brandt est le seul dirigeant qui serve encore en partie pour cette étape ; mais il a déjà un pied dans l'autre camp. Le capitalisme n'a pas d'autre solution, il n'est pas en condition de se soutenir. La bourgeoisie n'a pas d'équipe dirigeante pour cette étape. Le dernier a été Churchill. Il fut un pont entre l'étape antérieure du capitalisme et celle-ci. La bourgeoisie se propose maintenant d'établir une coordination entre le capitalisme et les Etats ouvriers pour gagner du temps. Elle est au désespoir et se montre épuisée, exsangue. Elle doit liquider une équipe et en mettre une autre à la place, d'où les éditoriaux des grands journaux, agents directs, véritables ministères de la bourgeoisie. Ce sont eux qui donnent l'orientation générale. Ils sont les plus côtés et leurs directeurs gagnent plus que quatre ministres réunis.

La bourgeoisie ne peut offrir un programme d'élargissement, de renforcement du pouvoir du capitalisme. Elle ne peut pas. La dernière tentative en ce sens à cette étape a été l'organisation des fascistes. Cela ne veut pas dire qu'elle va renoncer à les employer à nouveau. Au contraire, elle va tenter une nouvelle fois. Lorsque le grand capital a mobilisé les fascistes, le reste du capitalisme observait ce qui se passait. Si la tentative avait réussi, les autres secteurs du

capitalisme l'auraient appuyé. Comme cela a mal tourné, ils jouent maintenant les opposants, parce qu'ils craignent que la couche petite-bourgeoise, sur laquelle ils s'appuient eux-mêmes, leur retire son appui. Ils perdent constamment une partie de cet appui. Le capitalisme ne peut plus s'offrir de programme alternatif, d'un secteur contre l'autre. Ils ne peuvent plus se remplacer dans une bagarre entre eux. La bourgeoisie n'a pas de programme à offrir. La petite-bourgeoisie est gagnée par le prolétariat, tout comme la paysannerie. Le prolétariat dirige ce processus. Il ne reste plus de marge à la bourgeoisie, si ce n'est la guerre atomique, qu'elle a tenté et tente de faire. Les mobilisations fascistes devaient être le prélude à la guerre atomique, mais elles ont échoué. Maintenant la bourgeoisie déclare : « Attention ! Attention ! Nous ne sommes pas racistes, nous sommes ennemis du racisme... pour Lip, il faut discuter... il faut céder ce sont des formes nouvelles... C'est un progrès dont il faut tenir compte... » Tel est le langage que la bourgeoisie emploie aujourd'hui, alors qu'hier encore elle disait : « Que les fascistes interviennent ! La patrie avant tout ! Le drapeau tricolore ». Maintenant elle dit : « Il faut discuter, il faut raisonner ». Quand les bourgeois baissent la voix et dissimulent leurs intentions, c'est qu'ils ne peuvent plus dominer. C'est pourquoi la bourgeoisie a besoin d'une nouvelle direction, de nouveaux politiciens qui soient capables de mener cette politique, même s'ils appartiennent à la vieille équipe, incapable d'appliquer cette politique. Elle ne sait pas s'adapter à cette situation. Son éducation, son organisation, son développement mental reposent sur la répression. Elle ne sait qu'affronter la classe ouvrière, la menacer, la terroriser pour imposer. Mais « Le Figaro » dit : « cela ne sert à rien ». Avant, chaque fois qu'il y avait une grève, on faisait appel à la police, on licençait les ouvriers et c'était fini. Maintenant, on occupe l'usine, la police intervient et fait évacuer, mais la grève continue comme avant et le nombre de ceux qui l'appuyaient augmente.

S'appuyer sur organiser le préparer un

EDITORIAL

La classe ouvrière a senti le coup de force militaire et assassin de l'impérialisme au Chili comme un coup contre elle-même, en Belgique et dans le monde entier. Elle a senti aussi le courage social historique du prolétariat et des masses du Chili, qui est le même que celui des masses du Vietnam — comme le pose le camarade Posadas dans l'article que nous publions dans ce numéro de Lutte Ouvrière — comme une partie de ses propres forces pour affronter le capitalisme belge. Le capitalisme a déjà échoué dans ses intentions assassines de terroriser les masses, de donner ce coup au Chili pour faire reculer la volonté de pouvoir de la classe ouvrière dans le reste du monde. C'est la bourgeoisie qui se trouve encore plus en crise à présent, parce que les événements du Chili sont en train d'impulser profondément les tendances de gauche dans le PSB et dans la démocratie chrétienne, à rompre avec la confiance dans la « voie légale au socialisme », à voir qu'il faut aller le plus loin possible dans l'utilisation de la

me vriers OSADAS

Les ouvriers de Lip sont très peu nombreux. Ce n'est pas une usine décisive, et pourtant ils ont plus d'appui qu'avant. Cet appui s'étend et c'est un point de référence et de soutien pour toutes les luttes qui s'élèvent en France. La bourgeoisie voit qu'elle n'est pas en condition de tenir tête. Les idéologues, les représentants de la bourgeoisie essaient de créer une nouvelle couche de dirigeants qui puisse servir à cette étape. C'est ce qui correspondrait pour le capitalisme, au réformisme, mais à l'étape de la disparition du capitalisme. Ce n'est pas encore un courant qui s'organise au moyen de la préparation culturelle.

Le « Figaro », le « Monde », « Corriere della Serra », « Der Spiegel », « The Observer » tout un secteur fondamental de la presse capitaliste se consacre à préparer, à éduquer une nouvelle couche de dirigeants du capitalisme, pour qu'elle comprenne cette étape. C'est leur manière de se préparer pour la guerre. Cela ne veut pas dire qu'ils vont céder, ni qu'ils cèdent parce qu'ils sont émus, mais parce qu'ils ne trouvent pas les moyens de répondre par la répression ou la guerre, qui ne peut être qu'atomique. Ils sont à décomposer intérieurement et voient tous leurs plans de répression et de bagarre désorganisés par la lutte de classes.

Ils doivent admettre — comme le fait la bourgeoisie française à Lip — que leur pouvoir est mis en question. Le pouvoir de la propriété privée est mis en question. Le gouvernement est le pouvoir, mais le pouvoir passe par qui est capable de l'appliquer ; c'est déjà un élément couramment, communément admis. La priorité, elle aussi, est mise en question. Lip pose en même temps le problème de la propriété et du pouvoir. A qui appartient la propriété ? Quel usage faut-il en faire ? Au profit de qui ? Est-ce le gouvernement qui fait respecter ses décisions ? ou bien les changements et les normes sont-ils imposés par les gens, par les ouvriers, avec l'intervention de toute la population ? Les masses vivent tout cela. Ce sont les ouvriers de Lip qui gagnent, et

ils ont déjà introduit un précédent très important, base du développement des nouvelles luttes : « Pas une fermeture d'usine ! » Rouvrir toutes les usines et si les patrons ne le peuvent pas, nous les rouvrirons. Les ouvriers disputent au capitalisme les plans de production, les plans économiques, en préparant ainsi les bases d'un pouvoir gigantesque.

Une des tâches essentielles consiste à unir les syndicats et les partis en un seul parti. Mais cela passe tout autant dans le camp syndical, comme dans celui des partis, par des luttes intérieures pour se débarrasser des vieilles directions qui sont impuissantes et incapables de comprendre ce processus. Elles ont en effet développé des intérêts matériels, qui les empêchent de comprendre. Ce processus attende contre ses intérêts, de postes, de carrière, leur situation de famille, leur place dans l'appareil. Ils ont développé le pouvoir comme un système familial et maintenant doivent transformer leurs partis. C'est la raison pour laquelle les changements sont si longs. Mais une fois en marche, le processus sera beaucoup plus dynamique et c'est alors qu'on mesurera mieux l'importance des petits noyaux qui ont la qualité théorique et politique.

Il faut appeler à programmer une discussion publique de tous les syndicats d'Europe avec les Centrales des Etats Ouvriers, pour discuter les problèmes de la lutte pour supprimer le régime capitaliste, aller au gouvernement et organiser le pouvoir. Il faut préparer ainsi les conditions d'une discussion beaucoup plus profonde avec les partis pour arriver à un front unique : partis et syndicats, au pouvoir. Il faut faire un front unique et il faut que les Partis Communistes et les Centrales Ouvrières des Etats Ouvriers interviennent avec cette finalité. Il faut discuter les expériences communes, celles que peuvent apporter les syndicats et les partis ouvriers des pays capitalistes. La discussion ne doit pas seulement porter sur ce qui intéresse les syndicats et les partis communistes des Etats Ouvriers, mais sur toutes les expériences pour les généraliser.

28. 8. 1973.

J. POSADAS

es conclusions du Chili pour ont Unique de la gauche et grève générale de toute la métallurgie

«légalité» du capitalisme, tout en préparant les forces des masses pour prendre et défendre le pouvoir par la force. Le Chili centralise des forces au sein de l'avant-garde socialiste, communiste et chrétienne pour élever leur décision, leur compréhension théorique et programmatique pour mener la lutte contre la bourgeoisie en Belgique, pour impulser le front unique de toutes les tendances de gauche et des syndicats et lutter pour la gauche au pouvoir. C'est cela qui approfondit encore la crise du capitalisme belge : cette impulsion dans le PSB et dans la démocratie chrétienne est très profonde et ne vient pas seulement de la classe ouvrière, mais aussi des secteurs de la petite-bourgeoisie qui étaient très influencés par l'expérience du Gouvernement d'Unité Populaire au Chili. C'est pour cela que le gouvernement belge doit suspendre ses relations diplomatiques et suspendre toute aide économique au Chili. Et c'est pour cela aussi que les dirigeants socialistes ; qui participent au gouvernement

tripartite en Belgique, doivent se prononcer en défense du Gouvernement Populaire du camarade Allende. Dans le PSC et dans le Rassemblement Wallon, les groupes, les tendances de gauche se sont sentis très bouleversés de la situation au Chili et de l'attitude de la droite démocratie chrétienne de Frei qui a reconnu la Junte contre-révolutionnaire ; cela aiguise la crise intérieure dans le mouvement chrétien pour faire mûrir la conclusion que c'est nécessaire de rompre avec le PSC, d'organiser un parti indépendant de la gauche chrétienne qui veut lutter pour le socialisme, comme au Chili, et qui sent, comme le posait G. Cappelleman dans un meeting à Charleroi, que les masses chiliennes ont appuyé le gouvernement d'Allende, non pour avoir de meilleures conditions économiques, mais parce qu'elles étaient heureuses de construire des relations sociales de fraternité.

La classe ouvrière en Belgique ne s'est pas laissée abattre une minute par le coup de l'impérialisme au Chili. Elle continue sans

cesse grèves et mobilisations pour affronter la crise du capitalisme et pour défendre toutes ses conquêtes, tous ses droits acquis ; en même temps, elle élève la lutte pour imposer des changements dans ses propres organisations, pour les obliger de bouger, de répondre à la crise capitaliste avec les méthodes de la lutte de classe et pour imposer, en cours de route, une nouvelle direction : c'est cela que signifie la grève de la FN, de Cockerill, de Caterpillar, qui reprennent toutes les objectifs des dockers d'Anvers et Gand : il faut une direction syndicale anti-capitaliste ! Il faut la démocratie ouvrière dans le syndicat pour pouvoir vaincre le capitalisme ! La classe ouvrière n'a pas eu les moyens de se mobiliser massivement pour défendre la révolution chilienne, parce que les directions ouvrières bloquent tous les moyens de s'exprimer, d'intervenir. Les ouvriers voient que les mêmes dirigeants qui parlent avec flamme du Chili, de la défense de la démocratie, ne laissent jamais la parole aux travailleurs dans les assemblées, et s'opposent à toutes les luttes. Mais les usines, les grands centres ouvriers comme Cockerill ou les ACEC, montrent l'immense volonté de lutte de la classe ouvrière, et pas seulement pour une augmentation de salaires, mais pour affronter le capitalisme, lui imposer la volonté des masses : la revendication qui centralise maintenant la classe ouvrière, c'est l'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES. Pour imposer cela c'est nécessaire une mobilisation générale de la classe ouvrière, classe contre classe. Avec cette conscience, les ACEC appellent à la grève générale de toute la métallurgie ! Il faut appuyer et discuter cette revendication partout : préparer la grève générale en métallurgie et dans toute l'industrie pour défendre le niveau de vie des masses, et que le capitalisme paie sa crise !

La bourgeoisie belge cherche, elle aussi comment y faire face : elle prépare une armée professionnelle, comme le pose le nouveau projet de loi de Van den Boeynants de faire une armée de métier d'ici 5 ans et de réduire le service militaire à six mois. La bourgeoisie belge agit comme un pilier de l'OTAN, parce que cette armée doit servir pour l'OTAN dans ses préparatifs contre-révolutionnaires, contre les masses d'Europe et contre les Etats ou-

vriers. La bourgeoisie ne peut plus compter sur une armée de miliciens, parce que les soldats sont influencés par tout le progrès de la révolution, par la perspective du socialisme et ne se batront pas contre les ouvriers, contre les masses. La bourgeoisie n'a pas de forces sociales sur lesquelles elle peut compter pour affronter les luttes des masses. Ce projet d'armée professionnelle montre bien toute sa crise ; mais il montre aussi — comme l'a montré le Chili — que le capitalisme n'abandonne pas la scène de l'histoire sans employer tous les moyens pour se défendre comme classe. Il prépare une armée professionnelle contre la révolution en Belgique, contre les masses qui luttent pour le pouvoir. Il faut unir toutes les mobilisations pour la défense des salaires, du niveau de vie, à la lutte pour liquider ce projet de la bourgeoisie : non à l'armée de métier ! pour les 6 mois de service militaire ! pour le droit à se syndiquer, à une activité politique de tous les soldats pendant le service ! Le PSB doit rompre le pacte de la défense nationale dans lequel la bourgeoisie veut l'enfermer ! C'est une conclusion fondamentale du Chili.

Il faut impulser la discussion, en front unique, sur tous les lieux de travail et dans les syndicats, en défense de la révolution chilienne et pour unir toutes les forces de la classe ouvrière pour frapper le capitalisme en Belgique : tout notre appui à la grève des ouvriers de Cockerill, de la FN, préparer la grève générale de toute la métallurgie, comme centre pour préparer la grève générale dans tout le pays : pour l'échelle mobile des salaires, pour l'échelle mobile des heures de travail ! à bas le plan de Van den Boeynants ! L'expérience du Chili, et la solidarité avec les masses héroïques du Chili, signifie qu'il faut élever le front unique de toute la gauche en Belgique, et que la gauche socialiste, chrétienne, communiste, la gauche syndicale avance avec le programme anti-capitaliste, et la lutte pour imposer la démocratie syndicale la plus complète dans les usines, dans les organisations.

23/9/73

Edition REVUE MARXISTE n° 21
**Les syndicats, les masses
péronistes et la nouvelle
étape de la lutte**

pour le Socialisme en Argentine.
18-3-1973

J. POSADAS

Vient de paraître

16 sept. 1973 J. POSADAS

**CONCLUSIONS DU COUP
TEMPORAIRE PORTE AU
PROLETARIAT ET AUX
MASSES CHILIENNES ET
ET DE L'HEROISME AVEC
LEQUEL ILS L'AFFRONTENT**

Sur demande à l'adresse du journal.

IL FAUT APPUYER...

(Suite de la page 1)

portant, qui est lié aux masses petites-bourgeoises, et à un certain secteur d'ouvriers et de paysans, qui pour vivre doit avoir un appui populaire. L'appui populaire est lié à l'attitude des masses communistes et socialistes. Cette situation va exercer une profonde, une énorme influence sur eux.

Nous rendons hommage à Allende parce qu'il s'est défendu, parce qu'il a résisté. Il faut montrer que son gouvernement a mené une politique limitée, et que ce même courage, cette même résolution, s'il s'était appuyé sur une politique destinée à armer les ouvriers, les paysans, les étudiants, et à réduire le pouvoir de l'armée, aurait triomphé. Il faut affronter cette force, réduire le pouvoir de l'armée, la soumettre au pouvoir civil, réduire son pouvoir d'intervention et élever le rôle du syndicat, de l'organisation de pouvoir à partir des syndicats : milices, organes syndicaux qui interviennent dans les quartiers, comités d'usines, comités de zones. Il faut montrer que ni la bourgeoisie, ni le gouvernement bourgeois ne sont disposés à admettre et à respecter la volonté populaire, que tôt ou tard ils vont s'y opposer. Il faut donc se préparer, donner cette éducation aux masses.

Il faut discuter toutes les conclusions du Chili : aucun gouvernement bourgeois n'accepte une défaite. Tôt ou tard, il essaie le coup d'Etat. Ils n'ont pas de force sociale, c'est pour cette raison qu'ils doivent recourir à l'armée en alliance avec l'impérialisme. Il faut expulser l'impérialisme du monde entier, et en même temps qu'on installe le gouvernement, créer dès maintenant des pouvoirs parallèles dans les syndicats, dans les quartiers, qui interviennent sous forme d'organismes de pouvoir. Depuis le contrôle des prix jusqu'à l'application des lois, pour tous les problèmes du quartier, de voirie, de transports, d'hôpitaux, jusqu'à l'orientation de la politique. Les organismes des masses doivent donner leur opinion sur la vie politique du pays, ils doivent s'adresser aux syndicats, travailler en front unique avec les syndicats et les partis. Partis, syndicats, comités d'usines, comités de zones : il faut démontrer que le Chili exige cela et met en évidence cette nécessité.

Il faut appeler à l'organisation d'une grève continentale à échelle de toute l'Amérique Latine, une grève partout avec le programme d'occupation d'usines, d'exiger l'expulsion de l'impérialisme de tous les pays, exproprier l'impérialisme, organiser des comités d'usines, de front unique de toutes les tendances pour expulser l'impérialisme et lutter dans chaque pays pour mener au pouvoir des Gouvernements Populaires, des Gouvernements Nationalistes, des Gouvernements Socialistes, afin de transformer le pays, avec comme base essentielle : empêcher que l'impérialisme fasse dans toute l'Amérique Latine la même chose qu'il vient de faire avec le Chili. Il faut donner le pouvoir aux travailleurs, que ceux-ci disposent des moyens de se défendre et de défendre ce pouvoir : organismes, armes pour pouvoir le faire. Il se démontre une fois de plus qu'une des tâches essentielles est de détruire l'armée qui est héritée du capitalisme : il faut la détruire ! C'est le nid de la bourgeoisie. Le capitalisme a besoin de l'armée parce qu'il l'utilise comme instrument de contre-révolution. L'armée capitaliste n'est pas un « instrument de la patrie », destinée à défendre la patrie, c'est faux ! La seule chilienne est d'avoir maintenant massacré le prolétariat.

Une conclusion définitive est qu'il n'est pas possible de maintenir des illusions sur le caractère légaliste et démocratique de l'armée. C'est une naïveté de la part du gouvernement d'Allende et de l'Unité Populaire qui ne contredit pas le courage et l'audace, la résolution dont ils ont fait preuve, que de croire que l'armée n'allait pas se soulever. Si au contraire ils avaient dit : « L'armée va se soulever, il faut se préparer pour cette opportunité » tout le monde aurait été préparé pour affronter l'armée. Cette campagne aurait désintégré l'armée de l'intérieur. Il faut appeler les militaires à ne pas exécuter les ordres contre le gouvernement populaire, contre les mesures sociales et progressistes, contre les masses.

Le progrès de la révolution est invincible, il peut connaître des pas en avant, des reculs, des déviations, être freiné, mais à échelle mondiale, il continue d'avancer. A échelle locale, il peut y avoir des reculs, et même des reculs profonds, mais pas mondialement. Au fond de tout cela il y a la nécessité de construire la direction consciente. Mais même dans ces conditions la révolution avance, elle

avance de toutes façons. Il faut tirer les expériences du putsch militaire : en fait ce n'est pas un putsch mais une action préparée consciemment par l'impérialisme.

Quand Peron a été renversé en 1955 en Argentine, on a massacré des centaines d'ouvriers, en Bolivie aussi, au Mexique aussi, ou encore au Pérou, et tout cela a été regagné ensuite par les masses. En Espagne, la répression a été beaucoup plus profonde, mais après la guerre l'Espagne est restée isolée et la réaction ne s'est pas étendue. Au Brésil il y a une dictature, mais celle-ci doit céder pour pouvoir vivre économiquement et garder le contact avec les masses petites-bourgeoises. Toute conclusion qu'on tire sur le Chili, tout calcul, toute analyse, doit tenir compte de ces conclusions. Ce qu'il faut tirer du Chili c'est une expérience : qu'est-ce que cela veut dire ? Quelle conclusion en tirer ? Comment organiser ? Comment tout cela a-t-il pu surgir ? Ce coup d'Etat a surgi parce qu'il est nécessaire d'organiser le pouvoir à l'avance, il faut s'organiser à l'avance avec les organes de masses qui fonctionnent, et parce que : LE POUVOIR SE PREND ET SE DEFEND PAR LA FORCE. C'est clair et décisif, et en même temps, il faut gagner la majorité de la population. Et c'est de cette façon qu'on peut gagner la « majorité ».

L'autre conclusion fondamentale à tirer est que dans le processus d'avance de la révolution il faut détruire l'armée. La tâche essentielle est de détruire l'armée capitaliste tout en gagnant une partie, tout en influençant et en désorganisant l'armée en tant qu'institution capitaliste. Il est possible de progresser dans les mesures compensatrices très importantes jusqu'à une certaine limite, à partir de laquelle il est nécessaire de prendre le pouvoir par la force. Il faut discuter ces événements du Chili sur la base de ces conclusions.

Ces événements sont un coup assez important aux directions du mouvement ouvrier et révolutionnaire. Celles-ci sont maintenant pleines de craintes, essaient de se justifier. Aucune d'elles ne montre que tout cela pouvait être prévu, comme nous l'avons prévu nous-mêmes, et que ce n'est rien d'autre qu'un coup d'Etat.

Le comportement du prolétariat dans tout le Chili, à l'usine SUMAR de Santiago dont on sait que c'est le bastion de la résistance, a la même signification que la défense de la Commune de Paris, que le comportement du prolétariat soviétique défendant Stalingrad contre les nazis.

Nous appelons maintenant, concrètement, à soutenir la résistance des ouvriers dans les usines, à élargir cet appui, à les encourager, à résister dans les usines, dans tous les endroits où ils sont en train de se battre, parce que cela va stimuler la décomposition de l'armée. Tous les pays d'Amérique Latine, tous les Gouvernements qui ont déclaré leur appui, les Etats ouvriers et les organisations de masses, doivent envoyer des volontaires en défense du gouvernement constitutionnel et des droits du peuple chilien.

Nous appelons à maintenir immédiatement la reconnaissance du Gouvernement d'Unité Populaire, sur la base des ouvriers qui le défendent et des militaires restés loyaux à Concepcion. Il faut former un Gouvernement de l'Unité Populaire, avec tous les partis de gauche, les syndicats, en alliance avec ce secteur de militaires : que les syndicats des Etats ouvriers, les Partis Communistes des Etats ouvriers lancent un appel au prolétariat mondial pour appuyer le Chili, saboter l'impérialisme, l'expulser, l'exproprier de tous ses biens dans tous les pays. Il faut que les syndicats, les centrales ouvrières et les partis communistes de l'Union Soviétique et de tous les Etats ouvriers fassent cet appel : il faut faire appel au prolétariat mondial à célébrer une réunion mondiale pour organiser la défense du Chili, la défense des masses chiliennes. Les Etats ouvriers doivent intervenir avec toutes leurs forces, en envoyant des armes, une aide économique, et tout leur appui, à n'importe quel prix, quels que soient les risques qu'on encourt si un gouvernement représentant le peuple chilien se constitue. Il faut ignorer la junte militaire et reconnaître immédiatement le gouvernement qui se forme dans la clandestinité. L'impérialisme yankee est intervenu ouvertement contre le gouvernement élu par les masses, par conséquent les syndicats, les partis communistes des Etats ouvriers, doivent appeler à renverser le coup d'Etat militaire réactionnaire et donner leur appui inconditionnel au soulèvement des masses en défense du gouvernement de l'Unité Populaire. Il faut

offrir à celui-ci une aide inconditionnelle et de toute sorte contre la junte militaire et l'impérialisme. Nous appelons à convoquer une Conférence Mondiale des syndicats, des centrales ouvrières, des Partis communistes, socialistes, trotskistes, des mouvements nationalistes révolutionnaires, de tous les mouvements du monde pour organiser l'appui inconditionnel aux masses chiliennes. La Conférence des « non alignés » qui s'est réali-

sée à Alger doit se joindre à cette campagne en défense du droit du peuple chilien. Il faut appeler à cet appui les Etats ouvriers et les masses du monde entier, appui qui va encourager immensément le progrès de la révolution dans toute l'Amérique Latine et dans le monde entier.

J. POSADAS

13 septembre 1973.

Mobilisation permanente de la gauche...

(Suite de la page 1)

tués. Le Chili est un nouveau Vietnam. Dans les massacres de la Junte, mais surtout dans l'attitude héroïque social historique de la classe ouvrière chilienne. Les meetings organisés à Charleroi et à Bruxelles par le PSB, PCB, les syndicats, les chrétiens de gauche sont importants mais très insuffisants, limités dans les conclusions et réalisés trop tard. Il n'y a eu aucune propositions d'action immédiate de la part des directions, pour développer une campagne massive. Le Front Commun syndical à BX a décidé de se réunir le 9 Octobre, ce qui est beaucoup trop tard. On ne peut pas dire aux masses chiliennes : Attendez jusqu'au 9 Octobre ! il faut développer immédiatement une campagne massive d'informations aux usines, dans tous les lieux de travail, pour corriger tous les mensonges de la presse et de la radio, organiser dans tout les pays des comités de soutien pour le Chili qui inclus toutes les tendances de gauche, qui organise des collectes dans tous les lieux de travail pour envoyer des armes, médicaments et des vivres.

Il faut participer à toute la discussion qui se fait à échelle européenne, pour coordonner une action dans tous les pays d'Europe. Pour une grève générale européenne de 24H. Marchais et Berlinguer, sont en train de chercher à coordonner les forces dans les différents pays d'Europe, pour intervenir. Il faut s'associer et répondre à l'appel de la FSM, qui appelle à une mobilisation mondiale en défense du Chili ; il faut rompre les relations diplomatiques avec le nouveaux gouvernement et reconnaître comme seul Gouvernement légitime : L'Unité Populaire ! Il faut faire des appels à organiser des brigades internationales !

Il est nécessaire de faire une campagne

Le 23 septembre 1973

Derniers documents parus sur le Chili : Mobilisation des masses et montée de la révolution au Chili pour écraser la contre-révolution

J. POSADAS

10-8-1973

- Signification historique de la tactique, de la politique et du programme pour écraser la contre révolution au Chili.

J. POSADAS 26/8/1973

- Conclusions de la défaite de la tentative de contre révolution au Chili.

J. POSADAS 31/8/1973

- Il faut défendre inconditionnellement la Révolution chilienne.

J. POSADAS 13/9/1973

- Résolution du Bureau Politique du PCR (t) : Bilan de la manifestation du 11 septembre en solidarité avec l'Unité Populaire et le peuple chilien.

12/9/1973

Ed. resp. G. Pôlet - 59 rue Bois Ronceux - 6000 Montigny-S-S - Belgique
Correspondance: G. Pôlet - B.P. 273 - 6000 Charleroi

Conclusions du coup transitoire de la contre-révolution et de l'héroïsme du prolétariat et des masses chiliennes

J. POSADAS

(voir pages centrales)

16-9-1973

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

LUTTE



OUVRIERE

ORGANE DU

PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB 11e ANNEE 4 OCTOBRE 1973 No 193

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem.
de soutien 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

Les grèves et occupations dans la région liegeoise posent la nécessité de l'organisation de la gauche syndicale

EDITORIAL

Cette grève de Cockerill est un prolongement de celle des dockers; elle est un prolongement car les délégués d'usine, forts de l'appui des ouvriers et de leur décision d'imposer au capitalisme leurs conditions et non celles de la conciliation qui fait peser toute l'élévation du coût de la vie sur la classe ouvrière, se sont lancées dans la mobilisations en passant par-dessus l'appareil régional du syndicat. Une fois de plus, les directions régionales désavouent les délégués de base qui répondent, eux, aux pressions de la base. Les directions régionales interdisent et veulent empêcher les réunions des ouvriers de Cockerill en disant qu'elles ne peuvent avoir lieu qu'avec l'accord de la Fédération.

Ces dirigeants se croient propriétaires de la classe ouvrière, des organisations syndicales. De quel droit veulent-ils empêcher des réunions d'ouvriers et, en plus, en dehors des usines comme à l'intérieur? S'il y a quelqu'un qui a le droit de se réunir et de discuter ce sont les ouvriers. Eux, ils ne touchent pas des primes de réunions comme les permanents.

C'est encore une mentalité féodale de patrons qu'ont ces dirigeants, et la grève des ouvriers, la décision de continuer à faire face malgré les menaces de la Régionale F.G.T.B., montre que ces ouvriers et délégués de base se sentent sûrs; ils s'appuient sur les forces de la classe ouvrière du monde entier. Ils sont stimulés par la résistance héroïque du peuple chilien, ils sont stimulés et font partie de la décision de se passer du capitalisme comme le montrent les ouvriers de LIP. Ils font partie de la force exprimée par les 100.000 manifestants à Besançon pour LIP ce week-end.

Avant, c'était du mouvement étudiant que partaient les impulsions, comme ce fut le cas en Mai 68. Maintenant, les impulsions partent directement de la classe ouvrière et se transmettent à tout le monde. C'est cette sécurité qui a fait continuer la grève de la FN après plus de 4 semaines de grève.

C'est avec cette sécurité que les mineurs du puit Colard ont occupé le fond de la mine, même si cela n'a duré qu'une journée.

Ces affrontements, principalement celui des Aciéries Cockerill, sont le symptôme de la discussion qu'il y a dans les syndicats et comment la classe ouvrière, sans rompre sa centralisation avec son syndicat, gagne des délégués au combat de classe.

La bureaucratie syndicale fait des accusations et désavoue les délégués qui mènent la lutte; avec cela, elle laisse le champ libre

aux capitalistes de licencier les délégués. C'est la bureaucratie qui lésione le syndicat et non les grévistes.

Il est nécessaire que cette grève se discute dans toutes les délégations FGTEB et CSC du pays, que le PS en discute et que les Jeunesses socialistes, la gauche socialiste mènent de l'avant une campagne pour en discuter, de même que la CSC, le MOC, la JOC.

Dans le dernier congrès des métallurgistes Wallaert disait que la direction de l'UBOT avait abandonné les dockers. Maintenant, la Fédération FGTEB de Liège fait la même chose.

Nous appelons les militants socialistes, communistes, chrétiens de gauche, les militants syndicaux à mener avec nous, les trotskistes posadistes, une discussion sur le rôle des syndicats, leur fonction, leur origine, leur fonctionnement, la démocratie syndicale.

Ces mêmes dirigeants qui désapprouvent les délégués ouvriers n'ont rien fait pour le Chili. Pendant que des centaines d'ouvriers meurent au Chili en chantant l'Internationale face aux pelotons assassins de Pinochet, les directions syndicales n'ont rien organisé pour appuyer la lutte des masses chiliennes. C'est honteux de la part de dirigeants syndicaux. C'est seulement dans quelques jours que les comités FGTEB et CSC vont se réunir pour faire une "déclaration solennelle"!

Nous appelons toute l'avant-garde syndicale, les militants socialistes, communistes, chrétiens de gauche, CSC, FGTEB, les militants révolutionnaires à mener avec nous une campagne de discussions violentes pour imposer de nouvelles directions et pour liquider les dirigeants conservateurs.

Quand des milliers d'ouvriers se battent pour défendre les conquêtes socialistes et l'Union Populaire au Chili, ici on ne fait que des déclarations, et encore, un mois après le coup réactionnaire de la bourgeoisie et de l'impérialisme.

Tout ce processus se vit dans tout le pays. A Charleroi, la métallurgie vit le même processus. Il y a les discussions aux ACEC pour les conventions, les soudeurs à Caterpillar, enfin, toute la classe discute et se mobilise. Elle fait partie d'un processus mondial où la classe ouvrière se sent déjà capable, est décidée à se passer du capitalisme.

Il faut faire un plan de mobilisations pour unir tous les mouvements dans le pays en groupant toutes les revendications dans un seul programme et faire un seul programme et faire un seul mouvement de force qui

ERRATUM

Dans "Lutte Ouvrière" n° 192, une traduction incorrecte a déformé le sens d'une idée développée dans le texte de J. Posadas: "L'exacerbation de la crise du capitalisme en Europe et la politique des partis ouvriers". En page 2, ligne 72, 1ère colonne, à la place de: "... et que les couches inférieures de la bourgeoisie, confirmées dans leur déception, ne passent dans le camp du prolétariat", il faut lire: "et que les couches inférieures de la bourgeoisie, influencées par le développement des luttes du prolétariat, ne soient confirmées dans leur déception". Nos camarades lecteurs auront sûrement corrigée cette erreur eux-mêmes.

Elle montre la nécessité d'une élévation de la capacité et la préoccupation scientifique du Parti, à laquelle nous nous engageons.

Le Comité de Rédaction.

impose au capitalisme. Unir à cela la campagne de solidarité avec le Chili, avec la lutte de la classe ouvrière et pour l'envoi d'armes, de munitions, de vivres et de médicaments pour les ouvriers qui résistent au coup militaire.

La bourgeoisie est dans une très grande crise de décomposition produite par le manque de perspectives capitalistes et par la lutte des masses. Les Partis bourgeois tels le PLP se désagrègent. La division des pays en 2 régions complètement séparées et même antagoniques comme ils sont en train de le faire maintenant, montre que chaque secteur cherche sa propre issue. Le capitalisme, pour faire face à la lutte constante des masses, aurait besoin d'être centralisée nationalement. Par contre, ces mesures ne font que l'affaiblir. Elle tâche de faire une armée professionnelle pour en faire un instrument payé pour exécuter la répression. Mais, en même temps, elle se divise et cela montre son insécurité et sa faiblesse. Pour cela nous disons que, face à sa crise, il est possible de triompher en mobilisant la classe ouvrière sur la base d'un programme; en particulier maintenant, l'unissant à la solidarité, mobilisations, meetings, assemblées, avec la révolution chilienne.

C'est dans cette tâche que va se construire la gauche syndicale et dans cette tâche il faut aussi avancer avec la gauche socialiste, les communistes, les syndicats, vers le front unique des tendances de gauche pour imposer l'issue ouvrière à la crise capitaliste.

Le 30/9/73

Bilan de la manifestation pour le Chili à Bruxelles

La manifestation de Vendredi dernier à Bruxelles en appui à la lutte des masses du Chili, a exprimé la volonté d'intervention de toute une série de militants de l'avant garde, et aussi de secteurs plus larges de la population qui n'a pas pu intervenir directement par manque de direction qui centralise la préoccupation générale des masses.

Depuis longtemps, il n'y a pas eu de telle manifestation combative et décidée, avec une importante participation, sans être massive. Il y avait une majorité de militants de différentes tendances et organisations politiques et démocratiques mais aussi beaucoup d'autres qui n'interviennent pas habituellement dans de telles actions.

Tout le monde se sent concerné, bouleversé par les événements du Chili, par les massacres de la Junte militaire, et veut intervenir. En même temps que la colère, la révolte contre le putsch militaire, les participants exprimaient un sentiment d'optimisme et d'allégresse, en chantant et en criant des mots d'ordre, convaincus que la lutte héroïque de la classe ouvrière et des masses chiliennes, avec l'appui de toute la population et des masses du monde, va triompher malgré le coup de la bourgeoisie et de

l'impérialisme. Tout le monde était convaincu, que ce coup est transitoire, que la résistance à la Junte est très puissante, et que la classe ouvrière et les masses vont triompher. Dans la manifestation tout le monde se sentait content, avec un sentiment fraternel communiste, uni pour le même objectif, appuyant la lutte des masses chiliennes. Cela s'est exprimé dans les mots d'ordre qui étaient criés avec passion et force: LE VIETNAM A VAINCU, LE CHILI VAINCRA! ITT, CIA, ASSASSINS! Le fascisme ne passera! pas! Pinochet, ASSASIN!

CHILI, OUI! YANKEE NO! ... Un autre aspect important de cette manifestation a été le Front Unique qui s'est exprimé: Toutes les tendances ouvrières, les organisations politiques et démocratiques, les groupes politiques étaient représentés: PSB, PCB, FGTEB, Jeunesses socialistes, Jeunesses communistes, Trotskyistes-Posadistes, FDF, Comité Europe Amérique Latine, LRT, tous unis contre le même ennemi: L'impérialisme et le capitalisme. Il faut développer ces actions de Front unique, en permanence.

Notre Parti a participé à cette manifestation en appui à la Révolution Chilienne et à la lutte de la classe ouvrière et des masses, de tous les militants de l'Unité Populaire, des militants révolutionnaires en montrant également la nécessité d'aller plus loin dans les positions politiques et de briser la structure du système capitaliste. La banderole avec laquelle nous avons participé portait les mots d'ordre suivant:

LA CLASSE OUVRIERE AU CHILI CONTINUE DE SE BATTRE POUR DEFENDRE LES CONQUETES SOCIALISTES! A BAS LE COUP MILITAIRE DE LA BOURGEOISIE ET DE L'IMPERIALISME! MOBILISATION PERMANENTE DE TOUTE LA GAUCHE EN BELGIQUE!

Bien que cette manifestation ait été importante, elles est insuffisante. Et cela n'est pas la responsabilité de ceux qui veulent intervenir. Si la classe ouvrière de la région bruxelloise n'a pas participé massivement, c'est la direction syndicale qui est responsable. Le Front Commun syndical va discuter le 9 Octobre! C'est trop tard!

Il faut faire dès maintenant, des assemblées, dans tous les lieux de travail, des meetings, dans toutes les usines, des arrêts de travail partout pour le Chili, comme cela c'est déjà fait dans plusieurs pays d'Europe et du monde.

Nous invitons la FGTEB et la CSC à faire une campagne massive pour le Chili, à organiser de nouvelles manifestations comme celle là où toute la classe ouvrière de la région soit mobilisée et puisse intervenir en faveur du Chili, en liant cet appui à la lutte anticapitaliste en Belgique.

Nous saluons le meeting final qui a concentré son intervention sur l'appui à la lutte héroïque de la classe ouvrière et des masses, sur la résistance massive, contre le coup, et sur la nécessité d'une mobilisation permanente dans tout le pays. Le camarade a rappelé que face au peloton d'exécution les travailleurs par groupes de 30 à 40 chantaient l'Internationale. Il a terminé par un enregistrement de l'Internationale en espagnol au cours d'une manifestation au Chili. Cela était un moyen de se sentir, fusionnés, liés à la lutte au Chili.

Tous les manifestants ont ensuite accompagné ce chant.

Le 30 Septembre 1973.

NOTRE PARTI LANCE UN APPEL FINANCIER URGENT POUR AIDER NOTRE SECTION CHILienne LE "PARTIDO OBRERO REVOLUCIONARIO TROTSKISTA" DANS SA LUTTE AUX COTES DE LA CLASSE OUVRIERE, DES PAYSANS, DES MILITANTS DE L'UNITE POPULAIRE ET REVOLUTIONNAIRES POUR DEFENDRE LES CONQUETES SOCIALISTES AU CHILI ET ECRASER LA BOURGEOISIE ET LES PUTCHISTES.

Envoyez vos versements au C.C.P. 976234 de C. Pôlet avec la mention "Chili".

Les conclusions à tirer de la situation actuelle au Chili sont claires. Il n'y pas lieu d'être pessimiste, ni de se sentir vaincu ou mis en échec ; il n'y a aucune raison pour un retard ou un allongement des délais. Le Chili n'est pas un recul : c'est une conséquence inévitable du processus qui était en cours, cela devait se produire tôt ou tard.

L'humanité doit nécessairement traverser certaines expériences historiques. Si ces expériences pouvaient toujours se réaliser au moyen de congrès, de conférences, dans des discussions, ce serait évidemment beaucoup mieux. Mais ce n'est pas possible. Il faut que les choses aient lieu comme ça. Ce n'est pas l'étape de se sentir abattu, ni pour l'avant-garde, ni pour la classe. Au contraire ! Pour faire face à la situation, en 1940, l'URSS était seule, et elle avait dû supporter tous les massacres de Staline, toutes les « St-Barthélemy » organisées par lui. Il avait assassiné toute l'avant-garde ! Le prolétariat soviétique a, malgré tout, et grâce à son comportement de classe, à sa conduite et à sa décision, soutenu l'URSS. Il a permis la construction de nouveaux cadres qui se sont développés dans le cours de la guerre pour vaincre le nazisme et développer la révolution dans toute l'Europe. Après la prise du pouvoir par Staline, les assassinats des bolchevicks, les massacres de 1936-38, après l'invasion d'Hitler et des nazis, le prolétariat soviétique a su impulser tout le prolétariat d'Europe. Le résultat de cette action a été le surgissement de 10 nouveaux Etats Ouvriers. Or, la guerre contre les nazis a été bien pire que les crimes actuels au Moyen-Orient et au Chili. Quel a été son résultat : l'Etat Ouvrier Allemand, l'Etat Ouvrier Tchèque, l'Etat Ouvrier Polonais, c'est-à-dire, des Etats Ouvriers dans tous les pays occupés par les nazis.

Notre optimisme n'est pas le produit d'une confiance aveugle : il part d'une conclusion scientifique. Il faut tirer plus concrètement les enseignements du processus que connaît le Chili, pour aider à organiser la nouvelle direction. Aux élections de Norvège, la droite a perdu et les socialistes vont former un gouvernement en alliance avec les communistes. En Suède, la gauche n'a pas subi le recul que prévoyait la bourgeoisie. Elle prédisait une catastrophe pour la gauche ; or

La Junte n'a pas vaincu

L'expérience montre que le Chili n'est pas perdu. C'est une guerre de guérilla qui commence, et qui va avoir des effets, — et très grands — sur tous les pays d'Amérique Latine, parmi lesquels l'Argentine, où il existe déjà des précédents. C'est maintenant que vont intervenir les vrais « Tupamaros » et non plus les groupes inventés par la C.I.A. Des guérillas urbaines vont s'organiser sous direction des partis. Une sélection va s'opérer pour progresser, élever l'expérience. Il fallait en passer par là. Nous n'avions pas les moyens de substituer ce processus par un autre. Il faut le prendre tel qu'il se produit. Pour construire la nouvelle direction, il fallait passer par certaines épreuves historiques. Nous n'avions rien pour remplacer cette défaite.

Il y avait, au Chili, des protestations, des plaintes, des cris contre le gouvernement. Une semaine avant le coup d'Etat, Altamirano lui avait fait des critiques très profondes. Il y avait, en prison, 150 sous-officiers et des soldats de la marine, arrêtés sur ordre du gouvernement et qui, s'ils avaient été en liberté, auraient empêché le putsch. C'est le produit de la naïveté de la direction : les marins voulaient bombarder et occuper les installations de l'Etat Major de la Marine pour empêcher celui-ci de faire le coup d'Etat. C'est pour cette raison que le putsch a éclaté d'abord dans la marine : ils avaient peur qu'une autre équipe fasse la même chose que ceux arrêtés ! Toutes ces manifestations n'ont pas rencontré la direction nécessaire. Cependant, les bases sont prêtes, l'avant-garde est résolue, et cela va engendrer une nouvelle direction. L'avant-garde n'a été ni écrasée, ni soumise par la peur, le manque de force ou de volonté : elle a été écrasée, militairement. En Union Soviétique, les nazis ont pu s'avancer jusqu'à 7 kilomètres de Moscou ; 23 millions de soviétiques ont perdu la vie dans cette guerre et rien qu'à Stalingrad il en est mort 3 millions. Mais c'est l'Union Soviétique qui a gagné !

Il faut reprendre l'exemple de Stalingrad, parce que c'est un fait historique dont les conclusions sont applicables maintenant, avec des effets directs assez importants. S'il était possible de faire des expériences, d'organiser la capacité de penser et de raisonner, de tirer des conclusions et de les appliquer à l'élaboration de la politique révolutionnaire, sans passer par une seule défaite, ce serait beaucoup mieux. Mais l'expérience sociale démontre que ce n'est pas possible. Rosa Luxembour disait : « le chemin du socialisme est semé de défaites, c'est une rose dont les épines sont autant de défaites », mais la défaite enseigne. La commune de Paris a rendu possible 1905, 1905 a conduit à 1917 et depuis, il y a 14 Etats Ouvriers qui se sont construits !

L'expérience du Chili va servir à toute l'Amérique Latine. Si ce coup s'était produit dans un processus mondial en recul, il aurait exercé une influence négative. Mais le cours mondial de la révolution est ascendant. On a porté un coup au Chili, mais la situation n'est pas encore perdue. La fait que les combats continuent signifie que rien n'est encore perdu. Le prolétariat chilien se bat dans des conditions désavantageuses pour lui, mais en aucun cas on ne peut dire qu'il a perdu la partie. Toute la classe ouvrière mondiale l'a bien senti. 6 jours après le coup, la Junte ne peut pas encore ouvrir les frontières du pays ! Elle est incapable de réunir un cabinet et de donner des ordres. Sur qui a-t-elle autorité ? Cela veut dire que la Junte n'a pas la situation en main.

Les événements du Chili constituent

Conclusions du coup tr contre-révolution et de l'héroï des masses chi

16 Septembre 1973

si les socialistes ont perdu 25 sièges, la droite en a perdu 23. Il y a donc une polarisation, mais celle-ci n'est pas défavorable aux socialistes.

C'est en analysant ainsi, en vivant les leçons tirées de l'expérience, que l'on crée la nouvelle direction. Au fur à mesure des événements, on doit en dégager les expériences ; mais un fait est à la base de tout : il y a aujourd'hui 14 Etats Ouvriers, 16 Etats Révolutionnaires qui avancent et progressent constamment ! Il vient d'y avoir un coup au Chili, mais au même moment, il y a les nouvelles de Grèce : les droits démocratiques sont rétablis et tous les partis peuvent se présenter aux élections, sauf les communistes, et même dans le cas des communistes, ils peuvent le faire sous un autre nom. Si la Junte n'était pas disposée à les laisser intervenir ainsi, elle ne les aurait pas tous libérés.

En Turquie, le remplacement de tout l'Etat Major de l'Armée signifie un coup porté à la droite.

En URSS, l'Etoile Rouge, le journal de l'Armée soviétique, affirme que les militaires soviétiques sont partisans d'une forme supérieure de relations mondiales, avec le droit d'intervenir dans certaines circonstances en défense d'un pays socialiste. C'est donc le droit d'intervenir en défense d'un pays sur le point de devenir socialiste. C'est une impulsion, un encouragement très grand donné à tous les Etats Ouvriers, à toute l'avant-garde, leur permettant de ne pas vivre avec le souci constant et sous la pression permanente de l'intervention de l'impérialisme où d'un soulèvement de la droite. C'est l'armée soviétique qui fait cette déclaration ; c'est un avertissement adressé aux yankees, mais aussi aux Chinois.

La critique erronée de Rouge

Voilà l'expérience et la leçon qu'il faut tirer des événements du Chili. Il ne s'agit pas de se lamenter mais de faire un bilan. En France, la critique de « Rouge » à l'Unité Populaire du Chili est erronée et criminelle : ce n'est pas de cette façon qu'on tire une expérience critique. Leur critique écrase. Ils veulent montrer, que l'Unité Populaire, le Parti Communiste, le Parti Socialiste, ne valent rien : ils veulent les écraser. Tel est le fond de tout ce qu'ils disent sur le Chili. C'est pour cette raison que la bourgeoisie publie leurs articles. Ce qu'il faut, c'est tirer des conclusions, établir un jugement critique, à la façon dont nous le faisons. Tous ces groupes cherchent à écraser le Parti Communiste et le Parti Socialiste sous leurs critiques et à démontrer que eux seuls ont raison. Leur comportement est hystérique. On ne peut pas ne pas rendre hommage à Allende, c'est absurde. Allende ne s'est pas rendu : il est mort en luttant.

Les communistes ne se sont pas livrés non plus : ils se sont défendus. Ils ont commis des erreurs monumentales, mais ce sont des erreurs qu'il faut corriger et la masse communiste va le faire : nous l'y aidons.

Notre objectif est maintenant d'appuyer la résistance et d'aider à son organisation pour reconquérir le pouvoir. Entre temps, il s'agit de faire une analyse et de démontrer les conclusions qui se dégagent de cette expérience du Chili, pour ne pas répéter les erreurs commises. Il faut donc apprendre à critiquer. Mais dans le cas du groupe « Rouge », en France, ce n'est pas qu'ils ne savent pas critiquer : c'est que leur objectif n'est pas de tirer objectivement les leçons du Chili pour impulser. Ils se situent en concurrence avec le Parti communiste et cherchent donc à écraser et à se mettre eux-mêmes en évidence, alors qu'ils n'ont rien fait pour le Chili, n'ont pas donné une seule idée ! Le MIR, lui, a critiqué très sévèrement le gouvernement Allende, mais il l'a défendu à tout moment, puis est descendu en armes dans la rue pour le défendre.

Les événements du Chili sont très riches en enseignements pour l'Internationale et pour toute l'humanité. Le coup des militaires est le commencement d'une défaite, mais en aucun cas un écrasement. S'il s'était agi d'une défaite totale, la classe ouvrière aurait déjà abandonné la lutte. Tant qu'elle continue à se battre, ce n'est pas une défaite.

La classe ouvrière donne une nouvelle démonstration de la dignité de sa fonction, de sa capacité historique à remplir son rôle de classe. Elle transmet, à tout le peuple chilien, à tous les peuples d'Amérique Latine : « c'est comme ça qu'on se défend ! » Elle a été vaincue parce que sa direction n'a pas su bien organiser, mais cette direction s'est défendue et a tâché de défendre les conquêtes de la révolution. Elle n'a pas su organiser, elle n'a pas su donner la politique correcte. Elle s'est montrée naïve, a cru à la Constitution et aux « devoirs constitutionnels ». Mais il est évident que si nous respectons la Constitution, la bourgeoisie, elle, ne va pas la respecter ! Il faut donc se préparer, armes en mains, à lui imposer le respect d'une exigence essentielle de la Constitution : le respect du gouvernement que le peuple s'est donné. Il faut imposer ce respect par la force !

La classe ouvrière a donné une démonstration de sa dignité et aussi de ce qu'elle est sûre de savoir corriger les erreurs

Le rôle décisif de la classe ouvrière

La classe ouvrière de toute l'Amérique Latine et du monde va voir le comportement de la classe ouvrière, des paysans, de la petite-bourgeoisie du Chili et cette expérience va impulser une relance de la lutte dans le monde entier. Ecrasée militairement, la classe ouvrière chilienne n'a pas été vaincue ni socialement, ni politiquement et c'est cette confiance qu'elle transmet. Les masses sont fermes et se sentent sûres d'elles-mêmes. Elles comprennent que si elles ont été vaincues, ce n'est pas par manque de capacité de leur part, mais parce que leur direction a eu la naïveté de croire que l'armée n'allait pas se soulever. Malgré cette naïveté, les masses ont essayé de gagner : la preuve en est l'arrestation de ces 150 marins, parmi lesquels quelques officiers qui ont dénoncé les préparatifs de putsch, et se préparaient à l'empêcher.

Le rôle de la classe ouvrière est décisif, tant au Chili que dans toute l'Amérique Latine. C'est sur lui qu'il faut se baser dans les prochaines étapes. La situation n'est pas encore perdue au Chili, et il ne faut surtout pas la donner pour perdue. Au bout de sept jours, la Junte n'est pas encore en mesure de dire : « tout est fini ! rouvrez les commerces. Les frontières du Chili sont à nouveau ouvertes sur le monde ! » Cela signifie qu'elle est loin d'être sûre d'elle-même. Elle ne peut répondre ni des masses, ni du comportement de l'armée elle-même. Ce qu'il faut discuter c'est donc l'organisation d'une contre-offensive générale contre la Junte, accompagnée d'appels à l'armée à se retourner contre elle, en stimulant un secteur de l'armée à se prononcer publiquement contre la Junte pour entraîner les autres. Il faut lancer constamment des appels aux soldats à retourner leurs armes contre leurs officiers. Ces appels, mêmes s'ils ne parviennent pas à les faire changer de camp, affaiblissent de toutes façons la capacité d'action de l'ennemi. Il faut faire le maximum pour obtenir l'envoi de volontaires à partir de tous les pays d'Amérique Latine. Il faut organiser publiquement des mobilisations pour réclamer l'envoi de volontaires, faire des collectes pour envoyer des armes, appeler les militaires à intervenir pour battre le fascisme sous la forme sous laquelle il se présente au Chili, sous la direction de l'impérialisme yankee.

nsitoire de la me du prolétariat et ennes

J. POSADAS

La classe ouvrière fait preuve de l'assurance la plus complète : elle n'abdique pas, elle ne se retourne pas, elle ne se laisse pas soumettre par les dangers que représente la résistance, ni par la supériorité militaire de l'ennemi. Elle ne se laisse pas soumettre ! Elle défend les usines occupées et, le faisant, elle donne la preuve d'avoir déjà acquis la conscience de sa capacité de diriger le pays. Elle se montre apte à diriger tout le pays et à entraîner derrière elle le reste de la population ! Son attitude transmet aux masses de toute l'Amérique Latine et du monde entier la résolution et le courage nécessaires pour faire face au putsch, sans rien ! C'est parce que la classe ouvrière a confiance dans l'avenir qu'elle le défend concrètement maintenant. Dans le cas contraire, elle se sentirait abattue, mais là, elle ne déserte pas. D'autres, placés dans cette situation, auraient déserté. Or, il y a sept jours que le coup d'Etat s'est produit et les quartiers ouvriers sont encore occupés par les masses. Cela indique, d'autre part, que le gouvernement de l'Unité Populaire a quand même réalisé une tâche importante, sinon, rien de tout cela n'aurait pu se faire.

Il faut donc condamner l'attitude de groupes comme « Rouge » en France. Où les ouvriers ont-ils pris leurs armes ? Nous critiquons le gouvernement de Allende et l'Unité Populaire à cause de leur naïveté, de leur politique limitée, mais le gouvernement ne s'est pas opposé à l'armement des masses. S'il s'y était opposé, la résistance actuelle n'aurait pas lieu. Ce qu'il faut critiquer, c'est l'ingénuité et les limitations de ce gouvernement. Il faut maintenant une direction capable de tirer les conclusions de cette expérience et de démontrer que les masses sont prêtes à lutter pour le pouvoir. Ce que les masses font maintenant, elles auraient pu le faire beaucoup mieux avant le putsch si on les avait armées, ouvertement, elles auraient pris le pouvoir ! Il faut montrer que l'affrontement armé est inévitable. Péron, dans le passé, avait posé la nécessité d'armer 20.000 miliciens : et à cette époque, c'est ce qui décida son renversement. Par contre aujourd'hui, en Argentine, ces miliciens armés se sont organisés avant même que Péron ne revienne

Les directions agissent avec retard

A Cuba, du temps de Batista, on a assassiné dix fois plus qu'au Chili maintenant. Il est vrai que l'impérialisme yankee jouait sur les deux tableaux. Il espérait dominer Fidel Castro si celui-ci venait à gagner, il lui donnait donc un certain appui. Mais en aucune manière l'impérialisme n'a facilité le renversement de Batista pour instaurer le régime cubain actuel. L'impérialisme croyait pouvoir dominer Fidel Castro. Mais Batista a fait une véritable tuerie, et la guerre de guérilla elle-même a été une tuerie. Mais ce n'est pas ce qui a empêché le développement de la guerre, ni les masses de prendre le pouvoir après. C'est de cette façon qu'il faut voir ce qui s'est passé à Cuba.

Les masses du Chili font actuellement la même chose qu'au Vietnam. Tout mouvement révolutionnaire important tend maintenant à ressembler au Vietnam. Il faut donc demander, aux camarades du Parti Communiste et du Parti Socialiste, si c'est oui ou non une guerre civile ? Il faut la prochaine fois prévoir cet éclatement de la guerre civile en se préparant à l'avance. Il est nécessaire de compter avec des directions qui acceptent cette conclusion. Il faut faire des discussions dans tout le mouvement communiste, socialiste, radical, chrétien de gauche ; nationaliste de gauche, pour tirer les conclusions de ces expériences. Le Chili a, de plus, démontré la nécessité du Front Unique, et c'est ce que les masses faisaient, mais une semaine encore avant le coup d'Etat, les pays de l'Unité populaire s'étaient présentés séparément aux élections syndicales de Huachipato (la principale usine, sidérurgique du Chili, et dans d'autres endroits encore. Cet exemple montre bien le retard avec lequel agissent les directions.

Il y a maintenant un Vietnam au Chili. Les masses chiliennes, avec moins de possibilités que les masses chiliennes, ne se sont pas laissées abattre ou disperser. Un tonnage de bombes équivalent à cinq bombes atomiques, n'a pas pu abattre le courage du peuple vietnamien, alors que c'était l'objectif primordial recherché par l'impérialisme. Il voulait abattre le moral des masses pour qu'elles cessent leur résistance. Les masses chiliennes, à plus forte raison, ne vont pas abandonner ! La preuve c'est qu'elles ont immédiatement répondu au putsch par l'organisation de guerrillas. Même si momentanément elles sont écrasées militairement, elles vont se réorganiser sous forme de guerrillas. Et cette lutte va impulser une nouvelle étape ascendante des luttes révolutionnaires en Amérique Latine. Un grand nombre de ces luttes vont prendre des formes armées, militaires, beaucoup plus profondes. Il est nécessaire de compter sur des directions qui correspondent à cette phase ascendante des luttes.

Toutes les analyses que nous avons faites à propos du péronisme vont mal-

tenant complètement se vérifier. Il faut mener à fond la « lutte de classe » au sein du mouvement péroniste. La direction bourgeoise va essayer de freiner, pour ne pas se heurter à l'impérialisme et aux Juntes du Chili et du Brésil, mais les masses péronistes vont la déborder. Il faut s'attendre à une crise intérieure du péronisme.

Tout n'est pas fini, la Junte n'a pas encore gagné. La lutte n'est même pas finie militairement. Les masses du monde entier comprennent que si au bout de 6 jours la Junte ne gouverne pas encore le pays, c'est parce que les masses chiliennes l'affrontent avec héroïsme et décision et qu'elles ont trouvé les moyens de lui résister. Parce qu'il n'est pas possible de se défendre seulement à coup d'héroïsme et de décision : les masses chiliennes ont des armes ! Cela veut dire que, malgré ses limitations, le gouvernement de Allende leur a permis une certaine préparation, il les a préparées dans une certaine mesure. Les masses de toute l'Amérique Latine vont devoir se préparer en armes. L'héroïsme des masses chiliennes ne les aurait pas

empêchées d'être écrasées si elles n'avaient pas eu d'armes. Puisqu'elles ont des armes et des moyens de se défendre, c'est qu'il est possible de s'en procurer ; il faut le faire !

Ce n'est pas un recul historique. Ce coup montre simplement que la droite n'a pour elle ni la raison, ni la force sociale. C'est un recul momentané. Ils ont tué le meilleur de la classe ouvrière chilienne, et il faut rendre hommage à ces camarades. Mais le meilleur hommage est de suivre leur exemple. Il faut se préparer, en montrant que la leçon la plus claire qui se dégage de cette expérience est, que tout en allant aussi loin que possible dans la compénétration — parce que les forces qui dirigent le mouvement sont ce qu'elles sont, et nous ne pouvons pas l'éviter — il faut préparer en même temps un mouvement conscient à travers la

lutte de classes, qui nous montre que l'ennemi n'abandonne jamais les positions qu'il occupe sans avoir épuisé tous les moyens dont il dispose. Ce que la bourgeoisie fait maintenant au Chili, elle l'a fait avant en Indochine, et va le faire dans la prochaine guerre mondiale. Cette conclusion est déterminée par la lutte de classes, et non par nos propres désirs, notre volonté ou la « Constitution ». C'est la lutte de classes qui montre que la bourgeoisie n'abandonne jamais le pouvoir. Au Chili, elle voyait que la classe ouvrière avançait vers le pouvoir, gagnant la petite bourgeoisie à sa cause et décomposant l'armée comme l'intervention des 150 marins et sous-officiers de Valparaíso en a donné la preuve. La bourgeoisie a vu tout cela et s'est décidée à faire le coup d'Etat avant que la décomposition n'aille trop loin.

Le recul au Chili est partiel

De ces expériences, il faut tirer maintenant les conclusions. Il est possible de progresser et de gagner un maximum de positions électoralement, et il faut le faire. Mais en même temps, il faut montrer que c'est la lutte de classes qui doit déterminer notre position, et ne jamais abandonner cette conception. La lutte de classes nous enseigne que l'ennemi n'abandonne jamais, une seule position sans avoir utilisé tous les moyens dont il dispose pour s'y maintenir. Il faut donc tirer la conclusion qu'il est nécessaire de briser les institutions sur lesquelles s'appuie l'ennemi, pour en créer de nouvelles. Sinon, l'ennemi a toujours sur qui s'appuyer. Le Parlement, les institutions, ont donné à l'ennemi, aux Forces Armées, le droit de réquisitionner les armes, de perquisitionner dans les locaux, les usines, les maisons des ouvriers. C'est de cette façon qu'ils se sont préparés pour le putsch. Il aurait donc fallu donner aux soldats et sous-officiers le droit de s'organiser en syndicats et de mener une vie politique dans les casernes. C'est la meilleure manière d'exercer le contrôle et de briser la direction politique qu'exercent les « chefs », qui ne doivent avoir aucun pouvoir de décision. Tout mouvement de troupes doit être communiqué au gouvernement qui doit décider. L'armée ne peut donner aucun ordre. C'est le gouvernement qui décide avec l'accord des syndicats de marins et de soldats. Il faut imposer cette mesure !

La bourgeoisie a vu que des formes de soviets étaient en voie de développement : les « cordons industriels ». Les « Commandos municipaux » et les Juntes de ravitaillement (JAF). Ces organismes allaient vers un fonctionnement soviétique, tout comme les comités créés par les marins. C'est pour cette raison, c'est pour couper court à cette expérience que l'impérialisme américain lié à la bourgeoisie chilienne, a donné ce coup. Mais ils ne peuvent pas annuler cette expérience, même s'il peuvent la limiter et ralentir son développement. Les masses de toute l'Amérique Latine l'ont vue en même temps que la classe ouvrière chilienne. Elle vit maintenant dans leur tête, et elles vont l'appliquer. La classe ouvrière argentine et bolivienne en particulier vont se lancer corps et âme à l'appliquer. Telle est la leçon à tirer : pour prendre le pouvoir. Il faut liquider les institutions de la bourgeoisie, ôter tout pouvoir politique à l'armée, gagner une partie des militaires par la persuasion, en les faisant intervenir dans l'économie, dans la société, comme une partie d'un organisme qui bourgeoise, l'oligarchie et l'impérialisme lui-même tirent toute leur force de l'armée en tant qu'institution, et faire intervenir politiquement les soldats, les sous-officiers et les officiers ; qu'à l'armée comme ailleurs, il y ait une intense vie politique. La bourgeoisie, l'oligarchie et l'impérialisme lui-même tirent toutes leur force de l'armée. C'est leur moyen d'intervenir, par manque de base sociale. Elle a encore un certain poids électoral, parce que là, tout le monde vote. Il faut faire en sorte que ce soit ceux qui jouent un rôle dans la production qui votent. C'est pour cette raison que nous proposons que tous ceux qui jouent un rôle dans la production aient le droit de voter, même s'ils n'ont que 6 ans.

Nous condamnons du plus profond de nos sentiments révolutionnaires les assassinats que la Junte est en train de perpétrer contre les camarades communistes, socialistes, trotskistes, chrétiens de gauche, nationalistes et du MIR. Nous saluons le digne comportement de la classe ouvrière chilienne, de la petite bourgeoisie révolutionnaire, des paysans et des dirigeants de l'Unité Populaire, qui transmettent le message suivant : « ils peuvent nous vaincre — (ce n'est pas encore fait !) — parce qu'ils ont plus d'armes que nous, parce qu'ils nous ont pris par surprise. Mais les masses montrent, de par leur attitude, qu'elles n'abandonnent pas les positions conquises. Elles indiquent aussi dans quel sens il faut tirer les conclusions pour demain. C'est justement là l'expérience la plus importante que doivent en retirer les Partis Socialistes, Communistes, catholiques de gauche, nationalistes révolutionnaires.

Les conclusions sont tout aussi optimistes qu'après 1905, alors que les masses avaient été vaincues, ou que pendant le siège de Léninegrad, alors que les conditions étaient infiniment pires que maintenant. Les bolchéviques ne se sont sentis à aucun moment perdus. C'est une expérience assez grave, due surtout à la fausse politique menée par la direction.

La défaite n'est pas rendue fatale par le fait que l'ennemi dispose de beaucoup plus d'armes que nous. Nous pouvons compenser cette infériorité par une bonne organisation politique. Il était possible de mener une politique qui aurait préparé la destruction des organes capitalistes et aurait provoqué l'éclatement de l'affrontement beaucoup plus tôt, alors que la bourgeoisie n'était pas encore organisée et en état de réagir. Si l'Unité Populaire avait détruit dès le début les organes de la bourgeoisie, celle-ci n'aurait pas pu faire la tuerie à laquelle elle se livre en ce moment.

Le prolétariat chilien a l'appui du processus mondial, favorable à la révolution, ce qui va permettre une relance immédiate au Chili. Le capitalisme ne dispose ni des bases économiques, ni des bases sociales pour pouvoir asseoir un recul important de la révolution. Il faut compter sur des reculs partiels ici ou là ; sur une certaine tendance à la stagnation. Mais dans le monde entier, la révolution progresse, progresse, progresse. Cela favorise le combat des masses chiliennes et la décision des partis communistes et socialistes, des trotskistes posadistes, des radicaux de gauche, des chrétiens de

(Suite page 4)

Le prolétariat chilien affronte les fusillades au chant de " L'INTERNATIONALE " ! Organisons par tous les moyens la défense de la révolution chilienne et de sa direction !

Conclusions du coup transitoire... (Suite de la page 3)

gauche, des nationalistes révolutionnaires. Ceux-ci ont un terrain d'appui mondial.

La Junte ne reçoit aucun appui et ne peut se maintenir que militairement. Cela va décomposer immédiatement l'armée. Ni économiquement, ni socialement, la Junte ne peut supporter les effets de ce manque d'appui.

Lors de la guerre civile espagnole, qui préparait les conditions de la guerre de l'impérialisme nazi contre les autres impérialismes dits « démocratiques », la réaction espérait écraser les masses du monde entier. Mais en pleine guerre mondiale, les masses se sont soulevées et ont écrasé le fascisme et le capitalisme. Le monde était mûr pour cela. Au Chili, le recul ne peut être que partiel, infime, et en aucun cas la bourgeoisie ne peut le prendre comme une base pour se réanimer. La Junte doit se justifier de son putsch, et l'impérialisme garde le silence, alors qu'il devrait profiter de l'occasion pour intervenir et encourager les autres bourgeoisies. Il doit se taire ; faire comme s'il n'avait rien à voir dans l'affaire, pour ne pas apparaître impliqué aux yeux des masses de son propre pays, afin de ne pas y susciter une opposition encore plus grande contre lui. La Junte ne peut pas non plus s'adresser aux autres bourgeoisies latino-américaines, car celle-ci s'appuient sur des masses qui sont contre le putsch.

L'impérialisme ne peut pas appuyer ouvertement le coup d'Etat ni le citer publiquement en exemple parce qu'il n'a pas de public auquel s'adresser avec ce genre de discours. La bourgeoisie s'exprime diplomatiquement et politiquement à travers ses journaux. Mais, même là, elle cherche à dissimuler, parce qu'elle sait que cela va choquer son propre public, les masses du monde entier, et aussi l'affronter aux Etats Ouvriers. Si l'impérialisme fait une défense publique du coup d'Etat au Chili, il oblige les Etats Ouvriers à intervenir, eux aussi publiquement. Dans tous les Etats Ouvriers, il y a des manifestations d'appui aux masses chiliennes, ce qui fait bien apparaître la nature contradictoire de la bureaucratie et le rôle très limité que jouent les partis communistes des Etats Ouvriers.

Nous appelons les syndicats à lancer des appels et à organiser des manifestations : que les syndicats et les partis

communistes des Etats Ouvriers appellent les masses latino-américaines à des manifestations pour expulser l'impérialisme et le capitalisme. Il faut faire des réunions mondiales, des meetings, pour l'expulsion de l'impérialisme de tous les pays et l'expropriation de tous ses biens. Il faut appuyer la réunion des dirigeants des partis communistes français et italien et les appeler à s'unir dans un mouvement commun pour renverser l'impérialisme et le capitalisme, pour appliquer un programme commun anticapitaliste, pour triompher électoralement en s'appuyant sur la grève générale, tout en se préparant à imposer ce programme par la force, parce que le capitalisme va s'y opposer. La réaction du capitalisme européen montre qu'il a une peur panique : il cherche à prévoir et à se prévenir, en se préparant à résister par la force militaire, dans le cas où un résultat électoral lui serait défavorable.

L'impérialisme montre sa faiblesse et son indécision. Et comme les partis communistes et socialistes allongent les délais, l'impérialisme cherche à gagner du temps, afin d'attendre l'occasion propice pour coordonner ses forces avec celles des bourgeoisies et lancer la guerre. C'est pour cette raison qu'ils gardent Nixon comme Président. C'est le candidat qui sert à tout ; il fait aussi bien l'affaire de la CIA que de jouer le jeu qu'ils mènent en ce moment. Kissinger fait partie du même jeu. L'impérialisme cherche à tirer le maximum d'avantages de la situation, mais sans oser proclamer qu'il faut faire partout comme au Chili, parce que cela stimulerait le capitalisme à le faire à lancer la réaction. L'impérialisme a peur que les résultats ne se retournent contre lui. Un grand nombre de secteurs vont voir maintenant que le progrès n'est du côté ni du capitalisme, ni de l'impérialisme mais bien du côté du socialisme. C'est pour cette raison que le capitalisme dissimule les fins qu'il poursuit, bien qu'il dispose d'armes pour tenir tête. Ce qui détermine est la lutte de classe et non la volonté. Celle-ci a son importance. La bourgeoisie va, par intérêt, utiliser toutes ses armes ainsi que l'armée, qui est la structure dont elle dispose.

Pour mesurer le niveau de divergences atteint entre gouvernements capitalistes il suffit de voir que le gouvernement italien et Fanfani ont condamné le coup d'Etat.

Il faut discuter publiquement toutes les expériences du Chili, et faire un front unique de toutes les tendances révolutionnaires anticapitalistes d'Amérique Latine, pour en expulser l'impérialisme. Il faut l'expulser dans tous les domaines : militaire, économique, social, politique ! Dehors ! Lancer des appels aux masses brésiliennes à s'organiser à travers de grandes mobilisations syndicales, ouvrières, et paysannes, pour développer les luttes et pousser les secteurs militaires nationalistes à aller beaucoup plus loin, à développer une aile plus à gauche que celle qui existe ou est en voie de formation en ce moment.

L'impérialisme agit le fantôme du Brésil, mais c'est un mensonge ! La dictature brésilienne n'a aucun point d'appui pour s'étendre. Après le coup terrible de 1964, il y a eu le triomphe de Torres, celui de l'Unité populaire au Chili, le triomphe du Peronisme, les processus d'Equateur, du Venezuela, du Mexique, de Panama, du Costa-Rica, du Honduras. Cuba a rompu l'encerclement et va maintenant intervenir beaucoup plus puissamment.

Les masses du monde voient qu'au Chili les masses ont gagné les élections,

puis cette victoire s'est renforcée de 8 %, indiquant un progrès du gouvernement, malgré ses erreurs et ses limitations. Les masses y ont vu un très grand progrès et ont tâché de l'impulser. C'est pourquoi le nombre de voix a tellement augmenté d'une année à l'autre et ce, malgré les grèves provoquées par la bourgeoisie, malgré le manque de ravitaillement. La bourgeoisie a vu que les masses appuyaient de manière consciente le gouvernement et qu'elles poussaient à aller beaucoup plus loin. Aussi a-t-elle décidé de couper là. Les masses du monde voient donc qu'elles peuvent aller au gouvernement au moyen des élections, mais qu'elles doivent défendre le nouveau pouvoir par la force. C'est l'exemple du Chili. La même chose s'était produite déjà en Argentine. un gouvernement qui avait 60 % des voix avait été renversé par une poignée de militaires dépendant d'un petit secteur de l'oligarchie et de l'impérialisme.

Cette expérience va peser énormément sur la conscience de l'avant-garde pour donner lieu, sans ruptures, à une nouvelle direction. L'avant-garde apprend à formuler des jugements critiques.

Vive l'héroïsme des masses chiliennes

L'héroïsme des masses chiliennes est magnifique ! Elles n'ont rien ! Et pourtant elles résistent dans tous les quartiers ouvriers ! Cela montre l'élévation de leur conscience historique mais aussi de leur compréhension scientifique et concrète des forces dont elles disposent. Il ne s'agit plus de élections ; les masses se défendent maintenant dans les quartiers ouvriers de Santiago et du reste du Chili. Les masses se sentent appuyées par le pays tout entier. Elles sentent que leur rôle est décisif dans l'histoire et elles sont disposées à toutes sortes de sacrifices, à tous les efforts. Elles apprennent à organiser, à diriger, elles acquièrent les connaissances militaires qu'elles n'avaient pas avant. C'est ainsi qu'elles parviennent à tenir les putschistes en échec dans de nombreuses régions. Elles s'organisent en guérillas. Toutes les masses du monde vont le voir. La bourgeoisie ne se sent pas sûre d'elle, malgré le coup militaire, malgré les massacres.

En Indonésie, ils ont écrasé les masses, avec un million de communistes et d'anti-impérialistes assassinés. Ensuite, il y a eu le triomphe du Vietnam les masses ne se sont donc pas laissées intimider. Bien au contraire, elles ont enregistré les expériences, pour en tirer les conclusions et progresser. L'Indonésie a été une expérience, le Chili en est une autre. Le Vietnam aussi. Ce dernier a montré que c'est armes en mains qu'il faut se défendre, et non avec le parlement ou des discussions. L'impérialisme ne voulait rien savoir : on le lui a imposé par la force. Les masses vietnamiennes se sont imposées aussi aux directions soviétique et chinoise : sans leur action, l'une et l'autre auraient concilié avec l'impérialisme. Les masses chiliennes sont le prolongement du Vietnam, de la décision du peuple vietnamien de ne pas céder. Leur direction a commis des erreurs, mais elle a lutté honnêtement, en cherchant à progresser. Ce n'était pas la bonne voie. Les masses ne se sont pas contentées de critiquer leur direction ; elles ne l'ont pas condamnée : elles ont été avec elle pour l'aider à aller de l'avant. C'est pour cette raison qu'elles continuent à se battre, unifiées par leur volonté d'impulser l'Unité Populaire vers la construction du socialisme. Les masses ont compris que leur direction pouvait disparaître mais pas elles. Leur volonté de triompher est claire et décisive.

Nous condamnons tous les assassinats de dirigeants communistes, socialistes, trotskystes, radicaux, catholiques de gauche, du M.I.R., mais manifestons en même temps notre joie la plus profonde devant le digne comportement historique de la classe ouvrière chilienne, qui montre que la classe ouvrière est invincible. De la commune de Paris à Santiago du Chili c'est le même comportement. Les masses sont passées par 1905, 1917, Stalingrad, la construction des Etats Ouvriers après la guerre mondiale, la révolution en Chine, à Cuba, au Vietnam, et tout cela centralise leur volonté de triompher.

Il faut lancer des appels aux soldats à ne pas tirer, sinon contre leurs chefs. C'est très important pour le Chili comme pour le reste de l'Amérique Latine, et du monde. Il faut appeler les nationalistes d'Amérique Latine, les révolutionnaires, les partis ouvriers, les syndicats à se mobiliser en appui au Chili tout en développant dans chaque pays les conditions pour empêcher d'autres coups semblables, au Pérou par exemple où il faut organiser des mobilisations de masses en appui au gouvernement. Il faut réduire à aussi le rôle politique de l'Armée, parce qu'un secteur de celle-ci va quetter le moment favorable pour se soulever, en cherchant une alliance avec l'armée chilienne et bolivienne. L'impérialisme a peu de bases, mais il va chercher à s'en servir pour stimuler la contre-révolution. Il faut donc appeler à étendre la révolution. Pour cela, il faut exproprier totalement l'impérialisme ; développer au maximum toutes les mesures d'expropriation et de planification pour réduire le pouvoir de la bourgeoisie. De telles mesures, aurent, au Chili, réduit l'ampleur du coup. Il fallait, par exemple exproprier les camions.

Il faut adresser des appels aux soldats, aux sous-officiers et officiers en leur expliquant que la cause que défend l'Unité populaire est celle du progrès social, alors qu'on leur fait défendre celle d'un petit groupe de patrons qui veulent

maintenir l'inégalité sociale ; la faim et la misère, tout en préparant la guerre. Il faut donner des arguments politiques dans ces appels aux soldats, en leur rappelant qu'ils sont fils de familles ouvrières, qu'on les oblige à tuer leurs pères, leurs frères, leurs familles, leurs frères de classes, de pauvres gens comme eux. Qu'en agissant ainsi, ils ne défendent ni patrie, ni pays, contre aucune invasion : ils défendent les intérêts des patrons, de tous ceux qui ont volé à la population chilienne tout ce qui lui appartient. Il faut appeler les soldats à changer de camp, et montrer que ce que veut faire l'Unité populaire est développer des mesures économiques qui éliminent la misère, le chômage, élèvent le niveau de vie de tout le monde.

Les Etats Ouvriers doivent intervenir, comme ils l'ont fait au Vietnam en défense publique des masses chiliennes, et en donnant leur aide économique, politique, sociale et militaire. Il faut envoyer des armes aux masses chiliennes, créer des milices dans les Etats ouvriers, envoyer des volontaires. Cela va stimuler les Etats révolutionnaires et les gouvernements nationalistes révolutionnaires à affronter l'impérialisme et à s'armer.

Nous appelons les Etats ouvriers et les Etats révolutionnaires, les gouvernements populaires, à condamner la Junte militaire du Chili, à ne pas la reconnaître et à donner toute l'aide aux masses chiliennes pour la renverser, dénoncer les massacres et les crimes et à aider à l'organisation de guérillas clandestines. Il faut appuyer par des mobilisations, des manifestations, des assemblées, des meetings des débrayages, des collectes pour acheter des armes, des vivres, des médicaments, et envoyer des volontaires pour appuyer le prolétariat et les masses du Chili. Il faut appeler à organiser ces actions en les coordonnant mondialement pour restaurer au Chili le gouvernement populaire.

J. Posadas. 16-9-73

Le capitalisme ne pourra profiter de la situation

Les masses du monde entier observent cette expérience de manière critique, mais favorable, en appui à l'Unité Populaire. Le capitalisme ne va pas pouvoir profiter de la situation. Le Vietnam a déjà transmis son expérience aux masses du monde qui veulent prendre le pouvoir et qui sentent bien que c'est un problème de direction, de politique et de moyens matériels. Tout cela, les masses vont l'acquiescer. Dès maintenant, telle est leur volonté et elle poussent leurs directions à avancer, parce que aucune ne s'est préparée à l'avance avec l'expérience nécessaire et la volonté, la décision d'appliquer les méthodes révolutionnaires. Cela exige donc certains délais historiques, mais la volonté des masses est unanime dans le monde entier. C'est ce qui gagne la petite-bourgeoisie et désorganise le capitalisme. Les masses peuvent ainsi compenser leurs défaites, les limitations, ou les insuffisances de leurs directions, ainsi que les coups que l'impérialisme peut encore leur asséner, comme au Chili. Immédiatement, les masses reprennent leur action et progressent à nouveau. Il n'y a pas besoin d'attendre de délais historiques. C'est l'impérialisme qui ne peut même plus tirer parti des coups qu'il donne ! En ce moment, il devrait faire dans le monde entier une campagne de propagande en faveur de la Junte chilienne, or il est obligé de faire campagne clandestinement, alors que nous, socialistes, communistes, trotskistes posadistes, nationalistes révolutionnaires, proclamons publiquement notre appui aux masses chiliennes. Les masses voient qu'il est possible de triompher légalement, constitutionnellement, au moyen des élections, mais qu'ensuite il faut se maintenir au pouvoir par la force, parce que l'impérialisme s'y oppose. C'est l'expérience du Chili et il faut l'appliquer dans des pays d'Europe comme la France et l'Italie.

Si ce coup d'Etat avait provoqué un revirement de la petite-bourgeoisie contre le socialisme, par crainte, par peur, Palme aurait perdu les élections en Suède. La bourgeoisie s'attendait à ce que le parti de celui-ci perde plus de sièges. Il y a eu polarisation des voix, et Palme n'a pas perdu, ou plutôt, il n'a perdu que 6 sièges, ce qui n'est pas beaucoup. Par contre, les communistes gagnent 2 sièges et la gauche dans son ensemble progresse. Elle a perdu des voix, mais elle s'est renforcée. Le capitalisme ne gagne pas, parce que les secteurs petits-bourgeois qui ont encore voté pour les partis de la bourgeoisie vont être influencés au cours des prochaines luttes, grèves et manifestations pour des revendications sociales ; ces secteurs appuieront alors la gauche.

Il faut appeler, dans toute l'Amérique Latine, à une discussion sur les expériences du Chili. Le mouvement péroniste doit en particulier, se préparer armes en mains à désorganiser l'armée, à lui ôter tout pouvoir politique. Cela va provoquer des heurts, mais il faut les affronter. Il faut ôter tout pouvoir à l'armée, tout de suite, immédiatement ! Il faut accorder aux soldats, aux sous-officiers, le droit de discuter, de s'organiser, de mener une vie politique dans les casernes, et ôter à l'armée tout pouvoir de décision et de commandement. Que le gouvernement décide et que les syndicats aient le droit de s'adresser à l'armée ! L'Etat Major va être contre cette mesure, mais il faut l'appliquer quand même ; c'est la seule manière de garantir, de maintenir la capacité d'action de l'armée, au service des masses, tout en renforçant ses liens sociaux avec elles.

Les syndicats et les partis doivent se préparer dès maintenant à intervenir directement comme pouvoir, en détruisant immédiatement les organes de pouvoir de la bourgeoisie, banque, justice, législation, propriété privée. Sans étatiser toute la propriété, il faut briser sans attendre, les organes de pouvoir de la bourgeoisie et établir une justice, des codes, une jurisprudence qui correspondent à la révolution. L'armée est le soutien de la bourgeoisie et il faut la détruire, même si une majorité de militaires appuie la révolution, comme c'est le cas au Pérou : il faut détruire son vieux statut et en établir un nouveau permettant aux masses d'intervenir sur l'armée. Indépendamment de la construction des organes des masses, c'est ce qu'il faut faire et organiser sur cette base le parti révolutionnaire. Il faut le créer sans attendre !

Ed. resp. - C. Pôlet - 39 rue Bois Monceau - 6080 Montignies-s-Sambre
Correspondance : C. Pôlet - B.P. 273 - 6000 Charleroi

CONCLUSIONS DE LA DEFAITE TRANSITOIRE DE LA REVOLUTION SOCIALISTE CHILIENNE

21 Septembre 1973

(Voir pages centrales)

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE



OUVRIERE

ORGANE DU

PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB 11e ANNEE 11 OCTOBRE 1973

N° 193

APPEL FINANCIER
POUR NOTRE SECTION
CHILIENNE LE "PARTIDO
OBRERO REVOLUCIONA-
RIO TROTSKISTA" DANS
SA LUTTE AUX COTES
DE LA CLASSE OUVRI-
ERE, DES PAYSANS, DE
L'UNITE POPULAIRE
POUR DEFENDRE LES
CONQUETES SOCIALISTES
AU CHILI ET ECRASER
LA BOURGEOISIE ET
LES PUTCHISTES.

versements au

C.C.P. 976234 de C. Pôlet
avec la mention "Chili".

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem.

de soutien 300 F

Correspondance :

B.P. 273 Charleroi

C.C.P. 976234 de C. Pôlet

La grève de Cockeril, la lutte pour la nouvelle direction syndicale et l'organisation de la gauche socialiste. EDITORIAL

La grève de Cockeril n'est pas un simple conflit entre quelques délégués syndicaux et des ouvriers et la Régionale de la FGTB. C'est un processus beaucoup plus profond. C'est la décision de la classe ouvrière de défendre les délégués mis à la porte par le capitalisme, avec l'aide que l'appareil syndical régional et R. Lambion lui a donné en enlevant le mandat de ces camarades. Les ouvriers veulent défendre leurs 7 délégués licenciés, et les 23 autres désavoués par la bureaucratie, à tout prix. Ils occupent l'usine. Ils expriment la décision de la classe ouvrière, de construire de nouvelles directions, dans les syndicats et de liquider l'appareil conservateur, féodal, de la bureaucratie et les statuts qu'elle a imposé aux syndicats : c'est absurde que les délégués sont obligés de répondre à la fédération au lieu de devoir rendre des comptes à la classe ouvrière. Les délégués sont élus par les ouvriers et ils doivent donc exécuter ce que les ouvriers décident, et non ce que les bureaucrates syndicaux veulent bien.

La classe ouvrière a développé sa conscience que, pour avancer dans la lutte contre le capitalisme, il faut une nouvelle direction. Son assurance, sa confiance, vient de la sécurité des masses du monde, de LIP, du Chili, de la lutte dans le monde entier contre l'impérialisme et le capitalisme. L'impérialisme et la bourgeoisie ont donné un coup au Chili, mais celui-ci se retourne déjà contre eux : d'autres secteurs de la révolution mondiale ont déjà pris la relève ! Le déclenchement de la guerre israélo-arabe, est un élément de cet affrontement mondial entre les forces de la réaction, contre le sionisme et Israël qui servent à l'impérialisme pour contenir la révolution, et les forces des mouvements arabes qui avancent vers des Etats révolutionnaires, ou des Etats révolutionnaires. La classe ouvrière du Chili, par son combat, résiste, et riposte à l'impérialisme ; et maintenant, cette

offensive au Moyen Orient est un boomerang qui retourne contre le capitalisme. Le capitalisme n'a aucune possibilité de se stabiliser nulle part.

En Belgique, la grève de Cockeril agit comme un centre pour impulser la gauche syndicale. En même temps, elle transmet de l'assurance à la gauche socialiste, à des dirigeants comme Claude Dejardin, qui écrit dans "Le Peuple", que le Chili devient une nouvelle Espagne et que la direction du PSB doit réagir au lieu de se soumettre au gouvernement tripartite, à l'OTAN, à l'ITT, à la Compagnie Boeing etc... Une telle analyse vient approfondir beaucoup la crise dans le PSB. Il est possible de discuter, aujourd'hui, sur la base d'un programme beaucoup plus élevé. Pourquoi la gauche socialiste ne lutte-t-elle pas avec un programme comme celui du Labour Party, qui vient de décider dans son congrès, de lutter pour la nationalisation des secteurs clés de l'industrie, de l'énergie etc... Il y a les conditions pour discuter un programme semblable dans le PSB, et dans les syndicats. La décision des métallurgistes en grève à Cockeril est déjà plus élevée que ce programme lui-même. Il en était de même pour les dockers.

La déclaration de Claude Dejardin, tout comme le récent congrès du PSB à Bruxelles, montrent que des secteurs veulent transformer le PSB pour en faire un vrai Parti Socialiste et non plus un parti d'administrateurs des intérêts de la bourgeoisie. Ce congrès n'a pas pu s'achever parce qu'il a du discuter une série de points qui n'étaient pas à l'ordre du jour : par exemple, l'armée professionnelle, le décret linguistique. Les ministres socialistes, les dirigeants du Parti avaient déjà discuté et approuvé les deux projets. Glinne a même signé le décret linguistique. Malgré cela on le rediscute et le congrès décide de remettre en question le plan pour une

Le "décret de septembre", la décomposition du capitalisme belge et la lutte pour le front unique prolétarien wallons-flamands.

Le "décret de septembre" sur l'emploi obligatoire du flamand dans les entreprises de la région flamande et des environs de Bruxelles est une mesure réactionnaire, imposée par des intérêts locaux de la bourgeoisie belge et qui tend à provoquer la séparation du pays. Le Conseil Culturel Flamand, qui est une sorte de parlement régional, a voté ce décret à une forte majorité et avec l'appui du Parti Socialiste. Il a été contresigné par deux ministres socialistes, de gauche. En apparence il se montre comme une mesure favorable aux droits des travailleurs flamands de s'exprimer dans leur propre langue et il se sert, pour se justifier, des attitudes arrogantes d'une partie du capitalisme dans la région flamande, des patrons, des cadres supérieurs qui ne s'adressaient qu'en français aux ouvriers pour imposer leur autorité, leur mépris de la population par ce moyen. C'est cet argument que les dirigeants socialistes emploient pour expliquer leur vote favorable à ce décret. Mais il faut voir pourquoi, c'est la bourgeoisie elle-même, ou un secteur de la bourgeoisie, qui a eu l'initiative d'une telle mesure ; sous des apparences de correction d'une injustice sociale, elle vise à diviser la

classe ouvrière de Flandres et de Wallonie, les travailleurs flamands des ouvriers immigrés, et, surtout, à camoufler la base réelle de la crise en Belgique : la crise économique et sociale du capitalisme. Avec un tel décret, ils veulent montrer que les antagonismes en Belgique ne sont pas des antagonismes de classe, mais des conflits entre les populations, entre les communautés, qu'il est impossible de s'entendre, d'établir des relations justes entre la partie flamande et la partie wallonne. C'est une mesure qui cherche à aiguïser une dispute dans la population, et surtout, à confondre la petite bourgeoisie et l'écarter de l'influence de la classe ouvrière, de la solution socialiste de ses problèmes. Ce décret cherche aussi à associer les ouvriers et les capitalistes de la région, à faire croire que les responsables du chômage, du manque d'emplois, des fermetures d'usines, de la stagnation économique d'importantes régions, ce sont "ceux qui parlent français", c'est le pouvoir central de la bourgeoisie, et qu'il faut faire une séparation du pays pour permettre le développement, le progrès de la région flamande — idem pour la région wallonne.

armée de métier et le décret sur les langues. C'est un désaveu d'une partie de la direction, qui les avait défendus.

Quand il y a une telle discussion dans le PSB, et que ce sont les secteurs plus à gauche qui gagnent, c'est que les conditions pour la gauche socialiste sont entrain de se réunir. La gauche socialiste se sent capable d'affronter l'appareil du Parti parce qu'elle a un exemple à Cockeril des affrontements dont l'avant-garde ouvrière est capable. C'est elle qui leur donne confiance. C'est absurde de vouloir faire croire que le temps de réunion était terminé au congrès du PSB et qu'il fallait évacuer la salle. Un parti qui est au gouvernement, avec un premier ministre socialiste, ne trouve pas les moyens de rester dans une salle ! Avant, la droite imposait. Maintenant elle doit manoeuvrer, avec une immense faiblesse et inventer de tels prétextes, auxquels personne n'a cru. Cela montre qu'elle ne sait pas empêcher la gauche d'intervenir. S'il n'y a pas plus de résultats, c'est dû au manque d'initiatives et de décision de la gauche socialiste. Les conditions sont là. Il faut intervenir ! Par exemple, la gauche socialiste devrait mener une campagne pour défendre les délégués de Cockeril et dénoncer les manoeuvres de Lambion et de l'appareil syndical qui, avec les privilèges qu'il a en mains, livre les délégués combattifs aux patrons.

Il faut aussi mener une campagne très large, de discussion sur les statuts du syndicat, il faut les changer. Les délégués représentent les ouvriers et non l'appareil syndical et ils ne doivent pas obéir à la régionale, mais aux ouvriers.

Il faut lancer un vaste mouvement pour organiser la gauche syndicale. On peut se baser sur des secteurs, comme la FGTB du Centre, qui vient d'appeler à faire une grève de 5 minutes dans toute la région le 9 octobre, en appui aux masses du Chili. C'est très bien ! Il faut le continuer et étendre ces appels et ces actions à tout le pays. Nous appelons tous les camarades socialistes, des JS, du PCB, de la FGTB, de la CSC ; à mener cette tâche de l'avant, avec les trotskystes posadistes.

6/10/73

Mais une telle mesure va aussi contre les intérêts centralisés de la grande bourgeoisie, parce que les grands capitalistes n'ont pas intérêt à un tel décret, leur intérêt pour avoir une production, un fonctionnement dynamique, rapide, pour pouvoir faire la concurrence dans les meilleures conditions au reste du capitalisme mondial, c'est d'utiliser toutes les langues possibles, qui permettent de commander vite, de travailler vite, de gagner vite leurs bénéfices ; pour cela ils ont besoin de l'anglais, du français, qui leur convient mieux dans leur course au profit. Alors cette décision d'imposer le flamand, prise par le Conseil Culturel flamand, ne favorise pas, ne renforce pas le pouvoir centralisé du capitalisme. Il montre comme le régime capitaliste est incapable de résoudre aucun problème de la population, ni économique, ni culturel. Si un gouvernement de gauche prend le pouvoir en Belgique, il résoudra cette situation avec une facilité et une rapidité très grande, parce que sa préoccupation fondamentale sera : le développement culturel des masses. La culture, c'est la capacité de construire des relations sociales de progrès, harmonieuses, fraternelles. Entre les ouvriers flamands, wallons et immigrés, entre la population pauvre de n'importe quelle région de Belgique, quelle différence y a-t-il ? quels intérêts antagoniques y a-t-il ? Les masses ont déjà montré de mille manières comme elles sont avides et passionnées pour progresser, pour intervenir, pour discuter, pour établir un nouvelle société qui permette de telles relations fraternelles. Le problème des langues en Bel-

J. POSADAS

gique se résoudra très simplement, parce que le gouvernement de gauche, sous le contrôle des syndicats et des masses, prendra des mesures qui répondent à ce que veulent les masses !

Ce décret de septembre par contre, répond à l'intérêt privé, local, d'un secteur de la bourgeoisie belge. La classe ouvrière, de la région flamande et wallonne, a montré à sa manière, quel "décret linguistique" elle met en application : c'est la grève des dockers d'Anvers et de Gand qui est un exemple de la conscience, de la maturité, des sentiments des masses, de Flandres et de Wallonie, de Bruxelles : les dockers ont parcouru tout le pays en parlant la langue de la lutte de classes, de la fraternité humaine, du socialisme ; alors personne n'a eu aucune peine à se comprendre, on a trouvé les traducteurs tout de suite, et on a trouvé aussi que chacun savait un peu de chaque langue ; surtout, la communication s'établissait parce que les objectifs sont communs entre les ouvriers flamands et wallons, entre la classe ouvrière et de larges couches de la population exploitée de tout le pays. Les dockers n'ont pas eu besoin de décret linguistique, pour recueillir la solidarité formidable de tous les coins du pays et de tous les secteurs de la population, ouvriers, employés, petits commerçants, ouvriers belges, immigrés, et même des policiers.

Ce "décret de septembre" veut, par contre, créer, faire croire à une profonde divergence d'intérêts entre "flamands" et "wallons" et qu'il est nécessaire pour défendre les droits des flamands, de prendre des décisions autoritaires, de punir d'emprisonnement et de fortes amendes, ceux qui oseraient parler une autre langue que le flamand dans les entreprises flamandes. Ce décret a créé une certaine confusion dans la petite-bourgeoisie. La responsabilité en revient fondamentalement au Parti Socialiste et au mouvement syndical. La droite du FDF et du RWont pu y puiser un regain de chauvinisme et essayer d'étouffer les tendances de gauche qui se développent au sein de ces partis, qui se sont exprimés en défense de la révolution au Chili et du gouvernement populaire du camarade Allende.

Mais le PSB n'apparaît pas avec une position de classe face à ce problème. Les députés socialistes ont voté, en grande partie, ce décret au conseil culturel, et Glinne, Close, ministres socialistes l'ont signé, même à contre-cœur. Ils l'ont contresigné de peur de provoquer par leur refus la chute du gouvernement tripartite, et de provoquer au sein même du PSB, un approfondissement de la crise intérieure et l'éclatement, au plein jour de cette crise, et la possibilité pour la gauche d'intervenir avec plus de décision. Le PSB a accepté ce décret en faisant un étroit calcul électoral, en s'imaginant par ce moyen, maintenir une influence sur des secteurs de la petite-bourgeoisie.

La gauche socialiste, le Parti Communiste, les syndicats, doivent intervenir publiquement en polémique contre cette prise de position de la direction PSB. Il faut montrer clairement la position indépendante de la classe ouvrière ; font unique des travailleurs flamands et wallons pour imposer une issue ouvrière à la crise du capitalisme. Front unique pour imposer un gouvernement de gauche dans le pays qui prendra les mesures de défense des droits culturels de toutes les couches de la population travailleuse ! Front unique pour lutter contre le chômage, contre les licenciements, pour l'augmentation des salaires, pour faire face à la hausse du coût de la vie, qui ne connaît pas de différence linguistique !, pour un programme anti-capitaliste, d'étatisations sous contrôle ouvrier des industries clés du pays et planification de l'économie selon les besoins de la population. Développer les organismes de front unique, de discussions entre les usines, les usines et les quartiers, entre les usines des deux régions pour unifier les forces, faire en permanence ce qu'ont fait les dockers. Montrer l'unification complète de la classe ouvrière dans ces objectifs de progrès pour le pays, parce que c'est la manière de gagner, d'entraîner la petite-bourgeoisie qui est confondue avec des mesures linguistiques comme ce décret de septembre. Sous la direction de la classe ouvrière, avec un gouvernement de gauche, il y aura du travail pour tout le monde, quelle que soit sa langue, dans les administrations, dans les usines, dans les services publics. La langue est un moyen de communication, et non de dispute comme veut le faire l'intérêt du capitalisme, de la propriété privée.

7/10/73

Conclusions de la défaite de la révolution socialiste

21 Septembre 1973

L'expérience du Chili va nourrir tout le mouvement ouvrier et révolutionnaire mondial. Ses conséquences favorables vont s'exprimer immédiatement et non pas après une certaine période. Les délais se raccourcissent. Le discours de Brejnev en Bulgarie représente un immense raccourcissement des délais. Neuf jours après le coup au Chili, ce dernier intervient pour attaquer directement l'impérialisme yankee. Sans le nommer, il pose que ce coup est son œuvre et celle de l'oligarchie et qu'il faut utiliser tous les moyens pour faire triompher les révolutions. Cela veut dire que les rapports de forces, à échelle historique, s'élèvent, et que l'armée soviétique intervient favorablement.

L'URSS agit pour ne pas perdre une position acquise, en faveur de la révolution. L'invasion, au début de la deuxième guerre mondiale, de la Finlande et de la Pologne par les soviétiques, montrait que des moyens militaires pouvaient aussi servir à développer la révolution politique,

Une expérience nouvelle dans l'histoire

Des mouvements qui à l'origine ne sont pas révolutionnaires surgissent, et n'ont pas d'autre possibilité que de prendre des voies révolutionnaires. Ils ne le font pas de façon pure, ni complète, mais doivent le faire. Ils ne peuvent s'arrêter à une étape de conciliation à partir de laquelle ils freinent et reculent, parce que le progrès n'admet pas d'autre mesure que l'étatisation ; et l'étatisation stimule toute forme révolutionnaire de lutte. Le progrès passe par l'étatisation, la centralisation, la planification. C'est un processus qui puise en lui-même ses stimulants et son soutien ; l'Union Soviétique en est la base essentielle. Nous insistons une nouvelle fois : les impulsions peuvent venir de n'importe quel côté, mais les décisions se prennent en Union Soviétique (non dans les Etats Ouvriers en général, mais bien en Union Soviétique).

Cette déclaration sur le Chili faite par Brejnev en Bulgarie, a une importance historique immense ; c'est une impulsion très grande à la révolution mondiale. Elle a pour objectif essentiel de montrer qu'une conquête comme le Chili ne peut revenir en arrière. L'expérience est faite tardivement, mais ce discours montre qu'il y a en Union Soviétique, des forces qui obligent à la faire. Cette force c'est la structure atteinte par l'Union Soviétique ; elle s'exprime à travers l'armée, les masses, les syndicats, à travers les commentaires des intellectuels. Ne parlons pas des idiots tels que Soljenitsine et Sakharov, mais des intellectuels qui discutent la nécessité d'appuyer le Chili. Les masses soviétiques ont fait des milliers de manifestations pour le Chili, comprenant que leur direction donne son appui, mais l'obligeant à faire ce qu'a fait Brejnev : appeler le mouvement communiste mondial à défendre toutes les conquêtes de la révolution, et par des moyens qui ne sont pas pacifiques. Brejnev se réfère à l'Amérique Latine, « domaine réservé de l'impérialisme yankee », et cela après avoir signé les accords avec Nixon. C'est la preuve d'une pression et d'une préoccupation très grandes, dont l'origine se trouve dans des secteurs déterminants. Cette pression ne vient pas d'un petit groupe, mais surgit des syndicats, des masses, de l'armée, qui veut défendre un rapport de forces favorable à l'URSS contre l'impérialisme.

Il ne faut rien considérer comme perdu au Chili. S'ils tuent tous nos camarades, nous leur rendrons hommage, mais notre orgueil est de savoir que nos camarades ont rempli leur devoir de révolutionnaires et se sont défendus, les armes à la main, comme l'a fait tout le peuple chilien, dirigé par le prolétariat.

L'expérience montre que tout le peuple chilien était et est disposé à avancer sur le chemin de la révolution, tout comme le gouvernement ; mais celui-ci a eu la naïveté de croire qu'il était possible de le faire par la voie légale, qu'ayant obtenu la majorité, il pouvait imposer et faire respecter la discipline de la constitution. On voit qu'il n'en va pas ainsi. Mais si l'on prend une attitude de condamnation, d'écrasement, de répudiation de la politique du gouvernement d'Allende, on ne peut mener une équipe entière de dirigeants, ni une partie des masses à la compréhension de cette expérience. Les masses montrent, par leur action, qu'elles ont compris l'erreur de leur direction. Mais elles ne l'abandonnent pas. Elles critiquent leur direction, tout en défendant les positions acquises. Nous avons la même attitude : nous critiquons et défendons toutes les positions, tout en rendant hommage à Allende. Nous défendons inconditionnellement et avec intransigeance, la révolution chilienne. Nous l'avons fait avant, nous le faisons maintenant. Nous le ferons demain aussi, parce que rien n'est terminé.

Il s'agit d'une expérience nouvelle dans l'histoire de la révolution latino-américaine, mais non sur le plan mondial : les bolchéviques l'ont déjà connue ainsi que les masses pendant la guerre contre les nazis. Mais ici, il s'agit d'un cas différent. Pour les bolchéviques et les masses d'Europe, il y avait la guerre, mais ici, il s'agit d'une élection qui a mis au pouvoir un gouvernement qui, constitutionnellement, voulait faire avancer des mesures socialistes. Le gouvernement a avancé un peu ; les masses dix mille fois plus. La preuve en est la défense qu'elles ont en train d'organiser, face à la tentative de coup contre-révolutionnaire fasciste. Ils ne peuvent instaurer le fascisme ; mais ils emploient des méthodes fascistes,

la révolution permanente ; c'étaient des mesures de protection qui allaient impulser, postérieurement, la révolution. Le problème de la tactique à cette étape est, par rapport aux étapes antérieures, des plus difficiles. Il y a une série de combinaisons, de contradictions, de mesures et de positions qui, dans la forme sont compréhensibles, pour apaiser et contenir, mais qui sont dans le fond des bases et des moyens pour impulser la révolution. Il faut donc comprendre cette étape de l'histoire.

Le prolétariat n'a pas été vaincu

Etats ouvriers s'élèvent. L'Union Soviétique a pris cette attitude neuf jours après les événements. Cela indique qu'il y a eu des résistances, des réflexions, des disputes intérieures. Si le communiqué sort, au bout des neuf jours, c'est qu'il résulte de la pression de mouvements, d'organismes de poids. Entre autres : l'armée soviétique, qui n'agit pas comme caste, comme bureaucratie, mais comme un instrument de l'Etat ouvrier, sentant que les relations entre l'impérialisme et les Etats ouvriers ne doivent pas aller en faveur des premiers.

Le Chili a fait éclater une étape de mûrissement qui ne trouvait pas son expression dans les directions. Il fallait, inévitablement, passer par une étape plus ou moins semblable à celle-ci, où il faut malheureusement passer par une défaite et l'assassinat de milliers de militants et dirigeants révolutionnaires, entre autres, Allende.

Il faut rendre hommage à tous et entre autres, aux dirigeants de l'Unité Populaire. Nous les critiquons pour leur naïveté, leur passivité, pour une certaine peur et timidité, croyant qu'ils pourraient avancer en gagnant peu à peu. On voit qu'il n'en va pas ainsi. Les masses voyaient que leurs directions n'allaient pas capituler. C'est pourquoi elles résistent comme elles le font, sans attendre non plus celles-ci. Si les masses avaient suivi leur direction, de façon négligente, incohérente, sans assurance, tout serait aujourd'hui dispersé, désorganisé. Mais il y a au bout de neuf jours, une résistance telle que la Junte doit admettre l'existence de « foyers de résistance » et continue à ne pas dominer tout le pays. Les masses se sont préparées avant, à cette résistance ; cela ne vient pas de maintenant. Le gouvernement lui-même les a laissés s'armer ; les dirigeants ont préparé la résistance. Tout cela montre les rectifications à faire.

Le prolétariat n'a pas été vaincu

L'Unité Populaire a subi une défaite parce qu'elle n'a pas eu une politique correcte. Mais ni le prolétariat, ni le mouvement révolutionnaire des masses, ni même les communistes et les socialistes n'ont été vaincus. Il faut critiquer et corriger la politique fautive, erronée, timide, du Parti Communiste et Socialiste. Ce n'était pas une politique de trahison, mais une politique fautive, très limitée, qui a permis à l'ennemi de s'armer. Cette expérience montre qu'on peut avancer beaucoup, compréhensivement et électoralement ; mais il faut, en même temps se préparer, les armes à la main, et préparer des organes de pouvoir dans les usines, les quartiers, les syndicats, dans l'économie. C'est ce qu'ont fait les masses. De là leur résistance. Les militaires croyaient qu'ils allaient faire une promenade, qu'il suffisait de jeter des bombes, tuer les dirigeants et que tout serait fini. Au début, ils ne voulaient pas tuer Allende, mais seulement le faire démissionner, et présenter cette démission comme une capitulation, pour pouvoir s'emparer du gouvernement. Allende a résisté, à coups de fusil, déjouant les plans des militaires qui voulaient présenter sa démission, monter en épingle sa reddition, pour répandre le découragement dans les rangs de l'Unité Populaire. Merde pour la reddition ! Aucun dirigeant de l'Unité Populaire ne s'est rendu. Ou bien ils ont été tués, ou bien ils sont dans la clandestinité. Ils ont commis des erreurs qui seront corrigées.

Il faut ouvrir une discussion dans le mouvement ouvrier mondial, communiste, socialiste, nationaliste et catholique de gauche sur les voies de la construction du socialisme. Il faut montrer que le capitalisme s'oppose à la possibilité de le construire en utilisant les moyens que lui-même a établis, c'est-à-dire sa constitution, son parlement. Le Chili montre qu'il n'est pas possible d'agir ainsi.

C'est dans ces conditions que l'avant-garde prolétarienne s'élève, mûrit, ne se laisse ni intimider ni effrayer. Même quand elle est battue ou frappée brutalement comme au Chili, elle ne s'effraie pas, ne dépose pas les armes, ne se retire pas ; elle cherche à s'expliquer le coup, tente de persister, de résister. Ses attitudes sont d'un point de vue social, héroïques, comme au Chili ; la classe ouvrière agit ainsi non seulement en espérant vaincre, mais pour dire au monde : IL FAUT RESISTER ! Voilà ce qu'elle transmet au monde entier.

A une autre étape de l'histoire, des défaites comme celle du Chili, des reculs, des stagnations du processus révolutionnaire, provoquent une désorganisation, un découragement. Aujourd'hui, il n'y a pas le moindre découragement ! Rien n'est désorganisé ! Il y a déjà 14 Etats ouvriers. Le prolétariat mesure et juge. Ce n'est pas l'existence d'autres révolutions qui lui donne du courage. Il se sent sûr et ferme, parce qu'il analyse. Telle est une des qualités essentielles que doit avoir le Parti. Aujourd'hui le prolétariat développe cette qualité sans son Parti. Cela montre la maturité des conditions historiques. Cette fonction dont les partis devraient s'acquiescer comme l'on fait les bolchéviques est exercée aujourd'hui par les masses dans leur vie normale de tous les jours. C'est un progrès immense de la révolution.

Cette discussion sur le Chili n'écrase personne, mais tout le monde se demande : « pourquoi avons-nous perdu ? » « Comment avons-nous perdu ? » Personne n'admet une défaite ! Dire « transitoire », « défaite transitoire », ce n'est ni un baume, ni un calmant. C'est une qualification exacte et juste, car personne ne se sent vaincu. Au fond, une partie de la direction communiste et socialiste reconnaît : « nous avons perdu parce que nous n'avons pas su gagner ! » Ils n'osent pas aller jusqu'au bout, et voir que les méthodes réformistes sont responsables de cette défaite. Nous disons bien mé-

thodes réformistes et non « conception réformiste » car sinon il ne se serait pas formé de « cordons industriels ».

L'intervention de l'URSS et des autres Etats ouvriers est un progrès de la solidarité et de la politique de centralisation de la révolution mondiale. Il ne s'agit pas seulement de solidarité, « un acte solidaire », d'une révolution envers une autre, mais la nécessité de la concentration, de la planification, du front unique mondial des Etats ouvriers. L'avant-garde est en train de discuter de tout cela ; elle veut voir pourquoi les Etats ouvriers ne sont pas unis, en particulier en défense du Chili. Dans tous les partis communistes, la question du pourquoi les Etats ouvriers ne sont-ils pas unifiés va surgir ! Pourquoi la Chine, en particulier, ne défend-elle pas le Chili ! C'est la meilleure manière de gagner du temps historique et d'éliminer l'impérialisme, pour développer la Chine. Il faut en discuter immédiatement.

Les événements du Chili impulsent et vont impulser encore plus, la discussion dans tout le mouvement communiste mondial : quelles sont les méthodes, la voie, les formes de la révolution ? Certaines régions sont-elles à ce sujet, différentes des autres ? La voie chilienne, la voie belge ou française, existent-elles réellement ? Il faut discuter. Il n'existe pas de voie partielle, régionale ou nationale, vers le socialisme. Il existe des conditions régionales, partielles, nationales ; mais ce ne sont pas des voies différentes. Les voies sont uniques. Le capitalisme n'abandonne pas le pouvoir sans utiliser tous les moyens dont il dispose pour se maintenir et résister, par la guerre, que ce soit au niveau d'une région, d'un pays ou du monde. D'ici là, et cela s'exprime déjà, les forces centralisées du capitalisme, la concentration du pouvoir capitaliste, vont se désagréger, mais pas le système capitaliste. Il va réagir. On peut gagner pas mal de gens, comme Torres, en Bolivie, Prats et d'autres qui ont certainement été gagnés au Chili (peu de généraux interviennent dans la Junte chilienne, ce qui veut

ite transitoire liste chilienne

J. POSADAS

dire qu'un bon nombre a été gagné). Ces généraux n'ont pas un pouvoir de commandement pour décider ; ils n'ont pas la capacité ou la conviction nécessaire pour intervenir. Par contre, si le parti se prépare suffisamment, il peut gagner les militaires et faire avec eux une tâche politique beaucoup plus profonde.

L'avant-garde socialiste et communiste du monde entier reste étonnée devant ce processus : que faire ? Comment comprendre ? Elle se sent toute puissante, mais voit que sa direction n'a pas réagi, et ce, par manque de préparation. Elle ne s'est pas préparée pour recevoir la contre-révolution. Les « cordons industriels », les « conseils communaux » n'ont pas eu le temps de s'organiser plus profondément. Malgré ces conditions, 10 jours après le soulèvement criminel assassin, des quartiers, diverses zones du pays, dix jours après le soulèvement criminel et assassin, elles continuent la résistance. Elles prouvent qu'elles ne se sont pas laissées intimider. Elles doivent céder du terrain parce qu'elles manquent de moyens, mais le combat n'est pas encore terminé. Le pro-

létariat n'a pas encore été écrasé, mais il a déjà provoqué une désagrégation à l'intérieur de la Junte.

Au bout de dix jours, la Junte doit garder les frontières fermées. Elle a peur de chaque coup de vent, peur du contact avec l'extérieur. Non seulement elle redoute les guérillas, mais elle a peur des communications qui vont s'établir. Sa structure intérieure révèle une très grande faiblesse. S'ils se sentaient sûrs et forts, ils ouvriraient les frontières tout de suite ; ce serait la meilleure manière pour eux de montrer à la bourgeoisie : « nous sommes forts ! nous sommes sûrs de nous ! » « courage ! voyez ce que nous faisons ». Mais ils ont une telle peur qu'ils gardent toutes les frontières fermées. Ils ont peur ! Ils assassinent, mais ils ne peuvent pas paraphraser leur victoire. Bien sûr qu'ils ont des armes et qu'ils assassinent et tuent. Il faut compter au moins 20.000 personnes assassinées. Ils ont tiré sur les vivants et sur les morts. C'est pour cette raison qu'ils ont annoncé, au début, qu'Allende avait été atteint par 17 balles.

Il n'y a pas de « voie chilienne au socialisme »

La « voie chilienne », c'est-à-dire la politique de passivité, avec l'espoir de gagner la bourgeoisie et l'armée au respect de la constitution, est impossible. Il faut gagner tout ce qui est possible, par la méthode compénétrative, parlementaire, électorale ; mais c'est la lutte de classes qui dira jusqu'où on peut aller. C'est au travers de la lutte de classes qu'il faut mesurer. Voilà ce qu'il faut discuter. C'est elle qui détermine le comportement, la conduite des classes. Il ne faut jamais l'abandonner dans l'espoir que l'armée ou la bourgeoisie vont respecter, se soumettre à la constitution, passer des accords. Cela revient à remplacer la lutte de classes par les désirs, les sentiments, la charité. L'avant-garde prolétarienne tire actuellement cette conclusion. Il s'agit d'erreurs et non de trahison, de décomposition, d'insécurité, de lâcheté historique. Il s'agit d'erreurs, dont il faut tirer les conclusions pour pouvoir avancer. Nous ne discutons pas dans le vide, dans l'incertain. Il y a 14 Etats ouvriers.

Il faut appeler les Etats ouvriers à fournir toute l'aide, à organiser le mouvement ouvrier mondial pour qu'il prenne le pouvoir de force. Il faut avancer au maximum compénétrativement, électoralement ; tout en préparant les organes de pouvoir, les conseils d'usines, les conseils de quartiers. Les Cordons industriels, les commandos communaux étaient des organes de pouvoir soviétique, issus d'une initiative des masses qui cherchaient, à travers eux, à intervenir et à communiquer avec la population. Un seul organe de fonctionnement des cordons industriels a suffi pour créer un sentiment d'assurance immense dans la population. Voilà tout ce qu'il faut discuter.

Il faut avoir bien présent à l'esprit, avec conscience et résolution, qu'il s'agit d'une étape nouvelle. C'est un coup très grand, très très grand. Mais ce n'est une défaite ni totale, ni complète, ni un recul important, même au Chili. C'est un coup très grand. Mais, par leur riposte, les masses sont en train de stimuler toute l'Amérique Latine sur la façon de défendre les positions acquises. Elles montrent que ce coup provient d'une erreur, et non d'une capitulation, d'un abandon, ni d'un manque de combat. Il y a eu erreur politique, due au manque d'organisation. Toutes les masses latino-américaines sont en train de le comprendre ainsi. De là, les mobilisations dans toute l'Amérique Latine. C'est l'impérialisme qui se cache ; qui est clandestin. L'Union Soviétique sort en défense intransigeante du Chili, avec le discours de Brejnev en Bulgarie. L'Etat ouvrier se sent la force et la capacité de prendre une telle mesure, alors que l'impérialisme ne dit pas un seul mot. Il a peur, en parlant, de se compromettre aux yeux de la petite-bourgeoisie. Par contre, tous les gouvernements nationalistes d'Amérique Latine — qui forment la majorité — ont donné leur appui au gouvernement d'Allende et font des manifestations contre le coup d'Etat de ces assassins.

Tout cela va renforcer la discussion, la préoccupation de la base communiste, socialiste, catholique et nationaliste de gauche pour discuter les voies de la construction d'une société supérieure. L'épreuve du Chili montre qu'on peut gagner la majorité. Mais c'est eux qui ont les ar-

mes et l'armée. Il faut discuter la fonction de l'armée : pourquoi doit-elle avoir un statut séparé et particulier ? Pourquoi peut-elle avoir une attitude de pouvoir, au-dessus du pays et de l'Etat ? Qui représente-t-elle ? Elle ne représente pas du tout la défense de la patrie. Il n'y a pas plus d'envahisseurs espagnols ou anglais. Les envahisseurs sont les yankees. Ils sont sur place, tout simplement, représentés au Chili par la bourgeoisie, les propriétaires fonciers locaux. Voilà ce que l'armée défend. Les masses d'Amérique Latine voient cela clairement, la petite-bourgeoisie aussi, et même ses secteurs aisés d'où il ressort clairement qu'il faut se préparer, tandis qu'on avance compénétrativement, à s'imposer par la force, pour prendre des mesures sociales et économiques progressistes. Les mesures prises au Chili ne sortaient pas des normes d'un pays capitaliste quelconque : étatisations, contrôle de l'économie par l'Etat. L'oligarchie s'est soulevée et a fait cet énorme massacre par haine, par désespoir de classe et par manque d'avenir. Si elle avait un futur, elle ne le ferait pas. En faisant preuve d'une telle peur, elle avoue que sa structure est très très faible, qu'elle peut se casser à tout moment. Voilà pourquoi, elle promet qu'elle va respecter les conquêtes ouvrières. Mensonges ! Elle ne va rien respecter. Ce sont des assassins. Ils veulent gagner du temps. Mais ils doivent dire cela parce qu'ils n'ont aucune assurance ; ils ne sont pas sûrs de leur propre base, des soldats, des sous-officiers et d'une large couche d'officiers.

Il faut des organes de pouvoir des masses

Tout cela va être discuté par le prolétariat mondial et, en Argentine, en particulier dans le mouvement péroniste. Celui-ci va raisonner d'une manière beaucoup plus élevée. Il va raisonner dans le sens où nous le posons. Il faut ouvrir cette discussion, pour transposer toutes ces conclusions, en Argentine et dans le reste du monde.

Il faut discuter toutes les erreurs commises par la direction de l'Unité Populaire sur ces bases. Il faut éliminer, réfuter toutes les attaques que font des secteurs gauchistes en France, en Belgique, en Italie, accusant l'Unité Populaire de traître, de capitulard, accusant de passivité Allende et le gouvernement d'Unité Populaire. S'il avait été traître, capitulard, passif, il aurait été renversé depuis longtemps. La Junte a dû se cacher pour faire son coup ; elle a dû le faire en silence et clandestinement. Les masses ont réalisé des conquêtes sous des formes soviétiques développées. Elles ont formé leurs organes de luttes, non contre le gouvernement, ni en cachette, mais publiquement. L'expérience qui surgit de tout cela est très riche : on peut avancer très profondément sous forme de compénétration, mais il faut, en même temps, construire les organes de pouvoir. Il faut faire fonctionner des organes en même temps qu'on avance le plus possible par la compénétration, électoralement, constitutionnellement, dans le système capitaliste.

Il faut considérer que les organismes doivent être préparés, parce que la bourgeoisie va répondre par la guerre civile. Voilà la conclusion qu'il faut tirer. La politique menée par la direction était insuffisante, très limitée, elle ne tenait pas compte de la volonté des masses ; elle ne considérait pas qu'on devait et qu'on pourrait gagner un secteur de l'armée. Il faut faire des appels à l'armée, rompre sa structure capitaliste. L'armée doit être au service de l'Etat. L'Etat dirigé par l'Unité Populaire devait disposer de tout le pouvoir sur l'armée, déterminer tout son fonctionnement. On pouvait gagner directement toute une équipe militaire. L'attitude de Prats le montre. Il est parti en Argentine parce qu'il n'était pas d'accord ; autrement il serait resté et aurait collaboré avec eux. On peut gagner un grand nombre de militaires. La révolution russe et chinoise ont démontré que c'est possible. Mais il ne faut pas rester dans leur dépendance, ni rester soumis à des manœuvres pour gagner du temps, ou pour éviter le soulèvement militaire. Non. Il faut préparer effectivement les conditions pour le soulèvement armé, pour la guerre civile.

L'impérialisme va appuyer tous les mouvements du type de cette Junte. Il faut en tenir compte. On peut avancer au maximum de façon compénétrative, en respectant la constitution bourgeoise. Il faut en profiter au maximum, mais en même temps, préparer les organes, démontrer que la bourgeoisie, à un moment déterminé, va faire la guerre civile, avec l'appui du capitalisme mondial. En même temps il a peur et pour cette raison doit cacher sa satisfaction du coup contre-révolutionnaire fasciste. Par contre, l'Union Soviétique, les Etats Ouvriers, les partis communistes, les trotskystes-posadistes, les nationalistes, les catholiques de gauche proclament ouvertement : il faut faire des milices pour défendre le Chili. Nous avons l'appui du prolétariat, de la petite-bourgeoisie, des paysans. C'est l'étape de l'intelligence et de la raison. La raison du monde est contre la barbarie de ces canailles fascistes, contre les massacres qu'ils sont en train de commettre. Il faut combiner la résistance à de tels massacres à la guerre pour reprendre le pouvoir et réimposer le gouvernement d'Unité Populaire avec l'expérience qui surgit de toute cette étape : la nécessité de construire des organes, de mener une vie démocratique, une animation des discussions internes pour tirer et coordonner toutes les expériences des masses.

Mettre l'armée sous le contrôle des masses

Il faut tirer la conclusion que l'armée ne peut donner aucun ordre qui ne soit contrôlé par les syndicats, par les représentants des soldats. Il faut imposer cela. Ne pas faire confiance à l'armée, qui est un serviteur, un agent du capitalisme, des secteurs opposés au progrès de la société. Désigner des représentants afin que l'armée ne puisse donner des ordres par elle-même ; ceux-ci doivent être vérifiés et approuvés par des comités et des délégués des masses. Qu'ils viennent seulement dire que l'armée est là pour défendre la patrie ? Quelle patrie ? Voyez le Chili. L'armée des Etats-Unis en Indochine est-elle en train de défendre la patrie ? Il faut discuter. Quelle patrie défendent-ils ? Ils envahissent le Vietnam, le Cambodge, le Laos, ils écrasent les populations qui luttent pour leur libération, pour se débarrasser du capitalisme, de l'arriération féodale et pour développer des voies de progrès : voilà à quoi servent les armées capitalistes !

Il y a un autre aspect fondamental : la riposte du prolétariat chilien a démontré que les masses du monde n'ont pas peur de la guerre atomique. Cette guerre, est-elle atomique, oui ou non ? Il y a des milliers de massacrés ; mais il n'y a pas la moindre vacillation dans le prolétariat chilien. Il n'a pas peur, ne se replie pas, il sort au combat et continue à se battre. Voilà le message du prolétariat chilien aux masses du monde : nous n'avons pas peur de la guerre atomique que prépare le capitalisme mondial. Il fait un appel aux directions des Partis communistes, socialistes, nationalistes, catholiques : il faut compter sur la volonté des masses ! Il faut les faire intervenir et construire des organes partant des usines, des quartiers, des conseils qui unissent les usines, les syndicats et qui s'étendent pour contrôler, diriger, et intervenir dans tous les aspects de la vie du pays. Faire des structures et des directions où les masses puissent exercer leur contrôle.

Pour progresser, pour appliquer la politique, il faut tenir compte de la volonté des masses et non des calculs des dirigeants. Donner aux masses les moyens d'exprimer ce qu'elle veulent, des moyens de s'adresser à l'armée, aux techniciens, aux fonctionnaires, à travers des conseils

Il ne faut pas donner le Chili pour perdu. Il faut maintenir et répandre dans le monde entier, l'appui à la lutte et à la résistance des masses. C'est un exemple pour les masses du monde. L'héroïsme du prolétariat chilien démontre qu'il ne se sent ni abattu ni vaincu : il sent qu'il n'a pas suffisamment d'armes, mais il a l'assurance historique. Il s'appuie sur le Chili et sur le reste du monde.

Les journaux rapportent la visite de quelques journalistes au quartier « ho Hermida ». Ils interrogent trois habitants pourtant sélectionnés par la Junte, qui ont dans le dos les fusils des soldats. Ils disent : « oui, nous avons appuyé Allende. Maintenant nous ne voulons plus rien savoir de la politique. Nous avons appuyé Allende, maintenant nous ne croyons plus en personne. » Tous disent en premier lieu : « Nous avons appuyé Allende ! » afin que les journalistes transmettent au monde : « nous avons appuyé Allende, nous l'appuyons encore et nous continuerons à l'appuyer ! Ici, nous ne pouvons pas en dire plus. » Voilà ce qu'ils veulent dire. De telles déclarations, avec le canon du fusil dans le dos, après avoir été bombardés, montrent que la Junte est transitoirement au pouvoir. Tout cela est complètement transitoire ! Toute la population est disposée à écraser tous ces types. C'est comme les Chinois contre l'armée de Tchang Kai Chek ! C'est comme Stalingrad ! C'est eux qui sont assiégés ! Ils doivent emmener 80 soldats armés jusqu'aux dents pour faire un interrogatoire à trois personnes, dont un enfant.

Voilà les conclusions qu'il faut tirer pour toute l'Amérique Latine et le monde. Une partie des directions des partis communistes et socialistes sont dans un processus de crise de croissance ; elles voient que la politique menée est la responsable essentielle de la possibilité qu'ont eu les fascistes de faire ce coup. C'est la faille essentielle, sinon l'exclusive. En même temps, on voit que les structures de ces partis ont besoin d'une vie démocratique socialiste plus profonde. Une vie politique plus profonde est nécessaire. Il faut vivre, discuter, analyser, tirer les expériences ; que les masses interviennent en liaison avec les syndicats, les conseils d'usines, et les quartiers. Il ne s'agit pas de discuter n'importe quoi, mais de discuter des expériences comme celle-ci, et que les masses interviennent pour contrôler.

d'usines, de quartier. Oter à l'armée tout pouvoir et la soumettre à la détermination du pouvoir civil. Qu'elle soit sous le contrôle des masses, qu'elle permette leur intervention. Cela ne va pas effrayer

(Suite page 4)

Conclusions de la défaite (Suite de la page 3)

la petite-bourgeoisie ni les paysans. Le Chili prouve qu'ils ne s'effraient pas. Bien sûr, des alliés bourgeois vont l'être, mais peu importe de les perdre, ils n'ont aucune importance.

Dans tout processus révolutionnaire, le capitalisme essaie de gagner du temps et de s'unifier. Malgré les divergences très profondes au Chili, entre le Parti National, fasciste et la Démocratie Chrétienne, ces derniers se sont unifiés pour empêcher l'expérience de progrès vers l'Etat ouvrier. Tout le capitalisme latino-américain et mondial a appuyé cela. Mais ils doivent le faire clandestinement parce qu'ils redoutent les conséquences défavorables face à leur public électoral, qui suivait cette expérience avec sympathie.

Tout cela va se répercuter très fort sur les masses péronistes, qui sont en train de faire une expérience très riche, très vive. Elles font des manifestations quotidiennes, en appui à la révolution chilienne, au gouvernement d'Allende. Il en va de même dans toute l'Amérique Latine, dans le monde entier. Si un pays si petit, dont la contribution à l'économie est très réduite, produit un tel effet mondial, a une telle résonance, un écho si profond, c'est parce que l'attitude des masses chiliennes représente la volonté des masses du monde. Elle entre en contact avec un même sentiment, une même résolution, un même degré de maturité qui existe partout. Tous les Etats Ouvriers doivent sortir en défense de la révolution chilienne, comme Brejnev dans le discours de Bulgarie, qui a dû se lancer, bien que tardivement, parce que la pression intérieure l'oblige à le faire : cela montre que les conditions sont mûres pour un Front Unique Mondial anti-impérialiste et anti-capitaliste. Il faut tirer cette conclusion, montrer qu'il défend non seulement le gouvernement d'Allende et revenir au gouvernement d'Unité Populaire en écrasant la contre-révolution fasciste. Il faut tirer des conclusions beaucoup plus élevées : les masses du monde ont démontré leur dis-

position à balayer le système capitaliste. Un pays si petit, d'une si faible importance économique, provoque une telle commotion mondiale, une telle commotion dans le système capitaliste, dans les masses, dans les Etats ouvriers, parce qu'il met en lumière un état de sentiments, de résolution de volonté révolutionnaire des masses du monde.

Voilà ce qu'il faut discuter et ce que discutent les masses péronistes. Il faut gagner des délais historiques dans cette discussion, expliquer avec véhémence, et avec patience et souplesse à la fois, toutes ces expériences. Tels sont les sentiments des masses ; c'est pourquoi elles coordonnent l'appui à Péron avec l'appui à Allende et à la « patrie socialiste ». Dans cette dualité « patrie » et « socialisme » c'est le socialisme qui prévaut ; et elles s'y préparent. Il faut intervenir pour impulser le front unique latino-américain anti-impérialiste, avec un programme d'expropriation et d'expulsion de l'impérialisme, l'étatisation des principales sources de production. Il faut enlever aux capitalistes, aux propriétaires fonciers, les centres de production qu'ils détiennent, les leur enlever ! Si on ne leur ôte pas les centres de pouvoir contre-révolutionnaire qu'ils détiennent, comme l'armée, ils vont essayer de frapper. Il faut donc tirer deux conclusions : enlever le pouvoir économique aux propriétaires fonciers, à l'impérialisme, et par conséquent aussi à la bourgeoisie nationale et latino-américaine, et leur enlever aussi le pouvoir militaire. Les masses en Amérique Latine sont en train de discuter ces conclusions. Il faut les développer. Donc : un front unique anti-impérialiste entre les partis ouvriers, les trotskystes-posadistes, les communistes, les socialistes, les nationalistes, catholiques, les petites mouvements agraires, les syndicats. Un Front Unique de toutes les centrales ouvrières et les syndicats d'Amérique Latine, de tous les partis ouvriers, y inclus les posadistes, pour chasser concrètement l'impérialisme de toute l'Amérique Latine.

Combiner la lutte politique et de guérillas

Il faut combiner la lutte politique et la lutte de milices et de guérillas. Dans ce cas, l'organisation de milices et de guérillas est légitime dans un but pratique d'activité militaire, accompagnée de l'activité syndicale et politique. Faire un front dans lequel entrent tous les partis ouvriers, nationalistes, catholiques, les syndicats. Mener la lutte pour chasser la Junte, mobiliser la population en combinant cela à la lutte de guérillas. Appeler l'armée à ne pas obéir aux chefs, à tirer contre eux. Faire des raisonnements, sous mille formes, adressés aux soldats, aux sous-officiers, aux officiers ; leur montrer qu'ils défendent le pouvoir d'un petit noyau pour écraser la population, pour défendre l'impérialisme qui prépare la guerre comme au Vietnam. Nous appelons les soldats à tirer sur leurs officiers pour pouvoir développer l'économie, la société, pour éliminer toutes les conséquences du système capitaliste qui engendre la misère, le chômage et la guerre.

La défaite de l'Etat révolutionnaire au Chili devrait signifier une inclination favorable à l'impérialisme, dans le rapport de forces mondial. Ce n'est pas le cas. La structure atteinte par la révolution oblige et impose aux Etats ouvriers la défense de toutes manières des progrès de la révolution, même si la direction politique tarde comme l'a fait Brejnev. Elle a tardé deux jours à tirer les conclusions, alors qu'elle pouvait le faire le jour suivant. Mais elle doit tirer cette conclusion. Cela signifie qu'il existe un processus de régénérescence partielle, un processus de révolution politique. Le processus mondial est favorable à la réanimation du processus révolutionnaire au Chili et dans toute l'Amérique Latine ; il ne favorise pas le maintien au pouvoir des fascistes au Chili.

Le prolétariat chilien est en train de se défendre — sans armes, sans alliés, sans centre de direction — Même s'il y a vingt centres de direction politique, tous sont coordonnés par le même sentiment : l'expérience de l'Unité populaire démontrait être la base sur laquelle ils allaient avancer vers la construction de l'Etat ouvrier. C'est la preuve de la maturité, de la préoccupation, de la capacité d'assimilation scientifique des masses. Le Front unique est dans la rue. Il faut verser toute cette expérience en Argentine ! S'attendre à ce que l'impérialisme yankee, le capitalisme de chaque pays essaie de prendre appui sur le coup transitoire du Chili, pour tenter de ranimer les coups en Amérique Latine — entre autres en Argentine, au Pérou, au Mexique également (bien que là ce soit plus difficile).

Quant le Chili a un tel écho, c'est parce que les masses du monde vivent déjà, dans chaque pays leur « Chili ». Brejnev, au bout de neuf jours, doit sortir une déclaration accusant l'impérialisme, appelant à défendre les conquêtes sociales de la révolution chilienne, à appuyer la lutte contre l'impérialisme, et doit dire qu'il maintient « la politique de classe » dans les relations internationales malgré les accords

Nous appelons les partis communistes, les Etats ouvriers, à ouvrir une discussion sur l'expérience du Chili, sur la soi-disant « voie chilienne » au socialisme, démontrant qu'il n'y a pas une telle voie. Par contre il y a des expériences, des aspects du processus chilien dont on peut profiter et qu'il faut étudier. Mais toute expérience de ce type montre qu'elle atteint vite sa limite, et qu'il arrive inévitablement une étape où la bourgeoisie fait front avec la guerre civile. Il faut donc se préparer, avec des organes, et non avec des avertissements, avec des organismes de fonctionnement, d'activité pratique, qui dominent les aspects essentiels de l'économie, de la jurisprudence, de la justice, de l'armée, de la police. Voilà l'expérience qu'il faut tirer. Cela va signifier et signifie déjà une réimpulsion au mouvement révolutionnaire mondial.

avec le système capitaliste : cela veut dire qu'il est venu une réaction de la structure de l'Etat ouvrier, mais aussi, des masses du monde qui sont une partie de la structure de l'Etat ouvrier. Cela indique qu'il n'y a pas de base d'appui pour le recul au Chili. L'impérialisme n'a pas de points d'appui mondiaux. Les masses ne sont pas effrayées, ne se sont pas retirées. La défense des masses chiliennes montre qu'elles sont bien vivantes. Mais, malgré tout leur héroïsme, elles ont besoin d'une plus grande aide militaire.

Il faut appeler les Etats ouvriers à aider, à intervenir militairement, ouvertement. Organiser les masses d'Amérique Latine et du monde en défense du droit des Etats ouvriers à défendre le Chili. Tandis que l'Union soviétique intervient pour défendre un Etat Révolutionnaire, l'impérialisme ne peut défendre publiquement la Junte chilienne, qui est pourtant sa création ! L'impérialisme doit se cacher, démentir sa participation, dire qu'il n'y est pour rien ! Alors que les Etats ouvriers, et entre autres Cuba, disent ouvertement qu'ils défendent ce gouvernement. Cela montre que le rapport de forces est favorable à la révolution mondiale !

Ce coup contre-révolutionnaire est transitoire. Il est important de remarquer qu'aussi bien la déclaration conjointe des Vietnamiens et des Cubains, que les déclarations soviétiques et l'article du Nham-Dhan parlent de « défaite transitoire ». Cette lutte des masses chiliennes prépare des réactions, dans le monde et en Amérique latine, contre cette Junte militaire fasciste. C'est en comptant là-dessus qu'il faut organiser toute l'activité. Il faut poser la nécessité de l'aide au Chili sous forme de Brigades Internationales. Le mouvement communiste mondial doit discuter, tirer les conclusions et intervenir de manière unifiée en appui au Chili. Aucun Etat ouvrier ne doit reconnaître le régime de la Junte : il faut rompre toutes les relations diplomatiques avec le Chili ! Ce qu'on perd au Chili va être compensé mille fois par l'influence exercée sur le développement de la lutte de classes dans le reste du monde. Cela va signifier une influence infiniment plus grande que ce que peut signifier le maintien des relations avec le Chili. Que les Etats ouvriers rompent les relations diplomatiques avec le Chili et exigent la reconnaissance du seul gouvernement légitime, du gouvernement constitutionnellement désigné et qui était en train de réaliser des transformations sociales et constitutionnelles.

Il faut poser publiquement cette discussion, aux Nations Unies, devant le Parlement européen, partout ! Dans le mouvement ouvrier, dans les syndicats, dans les usines ! Le mouvement ouvrier chilien, les socialistes, les communistes, les catholiques et les nationalistes de gauche, les trotskystes-posadistes, suivaient une voie dont ils ont été évincés par la force ! L'impérialisme yankee, associé à la réaction et à la contre-révolution chilienne les ont empêchés de poursuivre leur action. C'est une décision historique qu'a pris l'impérialisme et non une intervention courante, normale : c'est une action de règlement de compte final, qui correspond à la guerre atomique à une échelle globale. Il faut le poser ouvertement.

Le comportement des masses chiliennes démontre que celles-ci ne craignent pas la guerre atomique. Pas plus que les masses vietnamiennes ! Le Chili est une synthèse de la Commune de Paris, de la révolution russe, de Stalingrad et de la lutte des masses chinoises et vietnamiennes. Le Chili est toute une synthèse. Et pourtant, la lutte ne dure que depuis peu de jours !

Il faut porter cette discussion dans le mouvement communiste et socialiste. Quand les masses de Stalingrad ont entrepris la défense de la ville, elles ne savaient pas ce qui allait se produire ensuite. Elles ne savaient pas que de là allaient surgir 13 Etats ouvriers. Et pourtant, elles l'ont fait ! Sans Stalingrad, la révolution chinoise n'aurait pas triomphé. Et penser que cette même direction chinoise calomnie aujourd'hui les masses devant l'Histoire ! Stalingrad a vaincu le capitalisme mondial. Une victoire d'un telle ampleur que Roosevelt a répondu à Churchill qui venait lui proposer d'envahir l'U.R.S.S. : « Vous êtes fou ! Moi aussi je voudrais bien ! Mais si nous envahissons l'U.R.S.S., c'est la révolution aux Etats-Unis. Et en Europe, donc, nous n'en ferons rien ! »

Il faut suivre les événements du Chili avec tout le sérieux et toute la passion communiste du monde ! C'est le commencement d'une étape par laquelle il fallait passer, de toutes façons. Cela aurait été mieux sans la défaite, mais on peut dire aussi que l'Histoire aurait été beaucoup mieux sans la défaite de la Commune : et pourtant la Commune de Paris n'a pas servi à ensevelir la révo-

lution, mais au contraire à l'élever. Le progrès du socialisme est une nécessité de l'histoire, et comme telle, il s'impose de toutes façons. La défaite du Chili n'était pas nécessaire, mais il fallait une expérience pour démontrer qu'il est nécessaire de changer de politique et d'unir le progrès électoral, compénétratif, la préparation de la lutte armée. Il faut combiner les deux actions.

Les masses ont démontré qu'elles paraient les organes pour cela. Ces organes sont le fruit de leur initiative. Cette expérience confirme aussi le rôle nécessaire joué par le M.I.R. et les gauchistes. Ils jouent un rôle nécessaire en faisant ce que ne font pas les Partis Communistes. L'Histoire nous donne raison, malheureusement, avec des coups comme celui du Chili. Mais à la différence de Trotsky, lors de la défaite de la révolution chinoise, cette étape n'est pas un recul : c'est une phase de progrès. Nous nous rappelons la phrase de Trotsky, à quelqu'un qui lui disait : « Maintenant le Parti Communiste va te suivre, parce que tu as démontré que tu avais raison ». Trotsky répondit : « Malheureusement, cette raison vient avec la défaite, il va y avoir dispersion. Parce qu'il n'y a pas un parti révolutionnaire ». Maintenant c'est le contraire. La révolution progresse.

Il faut faire appel au mouvement communiste mondial à s'unifier. Il faut condamner le congrès du Parti communiste Chinois qui qualifie l'U.R.S.S. de social-impérialisme. C'est une des mesures les plus atroces, qui profite le plus à l'impérialisme. Cela crée la confusion dans le mouvement ouvrier et empêche et entrave l'influence de la révolution sur les couches nationalistes, catholiques, sur les militaires, sur les savants, qui peuvent être gagnés à la cause du socialisme pour renverser ce qui reste du système capitaliste.

Il faut imposer la nécessité du Front unique mondial, dès maintenant, de tous les partis socialistes, communistes catholiques et nationalistes de gauche trotskystes-posadistes, avec toutes les centrales ouvrières, et les syndicats pour renverser ce qui reste du système capitaliste. Il faut poser que c'est à l'U.R.S.S. en particulier, de mener de l'avant cette tâche. Les accords avec Nixon n'ont aucune valeur. Ils disent qu'ils ne vont pas faire la guerre atomique ou qu'ils vont prévenir s'ils la font, mais cela n'a aucune valeur. C'est le Chili qui montre ce que le capitalisme va faire. Il ne fait pas encore la guerre atomique, mais, comme au Chili, il cherche à récupérer des positions perdues en Amérique Latine, pour la faire. Le Chili, comme le Vietnam et le Moyen-Orient, fait partie de la guerre atomique. Telle est la discussion à faire.

Il faut appeler à l'unification du mouvement communiste mondial et à discuter ces expériences : il n'y a pas de voie pacifique vers le socialisme. De notre part, il y a des progrès pacifiques, dans certaines limites mais l'affrontement violent et le recours aux armes ne pourront jamais être évités. Les décisions finales doivent être imposées de force et seulement par la force on peut le faire. Les déclarations de la Pravda, du Nham Dhan et maintenant de Brejnev vont dans ce sens. Cela signifie une grande pression sur la structure de l'Etat ouvrier qui reçoit comme un coup la réaction au Chili, qui le voit comme un danger et réagit. A travers les masses, les syndicats et le prolétariat mondial, la direction des Etats ouvriers doit l'admettre. Cela veut dire que cette pression exerce ses effets il faut donc la faire sentir plus encore.

J. Posadas
21 septembre 1973

L'AUTOGESTION, LES SOVIETS ET LA DISCUSSION DANS LA CRISE DU PARTI COMMUNISTE YOUGOSLAVE (extraits) 9 août J. POSADAS

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE



OUVRIERE

ORGANE DU

PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB 11e année 18 octobre 1973 N° 194

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem.
de soutien 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

APPEL FINANCIER POUR NOTRE SECTION CHILIENNE LE "PARTIDO OBRERO REVOLUCIONARIO TROTSKISTA" DANS SA LUTTE AUX COTES DE LA CLASSE OUVRIERE, DES PAYSANS, DE L'UNITÉ POPULAIRE POUR DEFENDRE LES CONQUÊTES COIALISTES AU CHILI ET ECRASER LA BOURGEOISIE ET LES PUTCHISTES.

versements au
c.c.p. 976234 de C. Pôlet
avec la mention "Chili".

CONFERENCE DEBAT

au Cafe du Square, bd.
Janson à Charleroi
(près du monument)

Mercredi 24.10 à 19hs :

CHILI, MOYEN-ORIENT
ET L'ORGANISATION
DE LA GAUCHE EN
BELGIQUE

A la crise de la bourgeoisie répondre par la préparation de la grève générale.

Editorial

Jamais comme maintenant il n'y a eu une telle dissension entre les trois composantes du gouvernement. Jamais auparavant, il n'y a eu autant de discussions et d'opposition aux décrets, d'abord approuvés par les ministres, et ensuite refusés ou contestés par leur propre parti. Il faut alors se demander quelle est l'origine, la cause d'une telle crise : c'est d'une part, la lutte permanente de la classe ouvrière et des autres secteurs de la population comme la petite-bourgeoisie qui n'accepte plus de subir la crise du capitalisme. Il y a une mobilisation, une discussion permanente de la classe ouvrière qui, à chaque nouvelle épreuve de force avec le capitalisme, cherche aussi à construire une nouvelle direction, à impulser ses délégués de base et ses directions pour s'engager dans une lutte contre le capitalisme.

Les grèves de Cockerill n'ont pas été une défaite, même si l'appareil régional de la FGTB a accepté le licenciement des délégués syndicaux et fait plier ceux-ci. Au contraire, elles sont une base de nouvelles luttes : comme le fut la grève des dockers qui ont montré que la classe ouvrière, sans rompre sa centralisation dans le syndicat, se lance en même temps à contruire une direction et impose des conquêtes au capitalisme. Les instituteurs ont rompu leurs discussions avec les représentants du gouvernement et se préparent à la grève générale. C'est la même assurance que montrent les soudeurs de Caterpillar, qui continuent leur grève depuis deux semaines ; de même dans l'industrie textile. De même la grève générale aux ACEC.

Toutes ces luttes s'appuient aussi sur les triomphes que la classe a imposés à Herstal, à la FN, et à l'usine Salée de Liège, qui ont triomphé complètement. Toutes ces luttes font partie de la même décision qui est celle des masses du Chili quand elles affrontent la Junte Militaire ; au lieu de plier, elles chantent l'Internationale, le poing levé avant d'être fusillées. C'est la même décision inébranlable que montrent les masses syriennes face aux bombardements de l'impérialisme et d'Israël ; elles disent : "s'ils veulent faire un nouveau Hanoi nous sommes prêts". C'est à dire, que l'impérialisme a été vaincu là-bas et le sera ici aussi". La déclaration de l'Union Soviétique transmet aussi une grande assurance, lorsque l'URSS condamne vivement Israël, mettant en garde l'impérialisme. De même, les ouvriers de chez LIP, dans leur décision de continuer la grève, montrent leur résolution à affronter le capitalisme. Une telle assurance ne serait pas possible si les masses n'avaient déjà dans leur esprit cette conclusion : "on peut se passer du régime capitaliste".

Cette décision des masses se développe aussi, face à la crise croissante de décom-

position du capitalisme belge : il y a une polarisation des forces qui se réalise. Par exemple, lorsque les syndicats des Cadres de la CSC discutent de transformer leur syndicat, d'instrument de conciliation, en un instrument de contestation, et de lutter pour le socialisme. De plus ils refusent de laisser passer à la radio des informations glorifiant "Brasil-Export" et ont dénoncé les partis pris des informations au sujet du Chili. C'est tout un processus d'unification qui se développe, au travers de ces différents secteurs, qui luttent côte à côte, avec des degrés divers, mais avec une ligne commune : la mise en question des structures de la société et du régime capitaliste.

C'est tout ce processus qui a obligé les directions syndicales FGTB et CSC à se réunir le 9 octobre pour condamner le putsch militaire au Chili. Ceci est très bien, car c'est la première fois qu'ils se réunissent pour un problème politique. Mais pourquoi ne pas appeler en même temps à la préparation de la grève générale en Belgique ! Il ne s'agit pas de la lancer sans préparation. Mais la décision de la classe ouvrière est là. Il faut l'unir à un programme anticapitaliste ? La crise de la bourgeoisie est profonde. Le décret de septembre est un aspect de sa décomposition. Alors que le capitalisme en Europe cherche, dans l'unification de ses forces, à faire face à la concurrence des Etats Unis, du Japon, des Etats ouvriers, et à la lutte des masses de leurs propres pays ; ici, un secteur régional de la bourgeoisie cherche à se préserver, elle. C'est le signe de la déconfiture et du manque de perspectives du capitalisme. Cette même crise fait qu'il se produit une crise du budget et en même temps une concurrence entre le PSB et la bourgeoisie à propos du projet Ibramco. Face à cette crise, il faut donner un centre. Ce centre doit être un programme de nationalisations et de contrôle ouvrier, et la préparation d'une mobilisation générale pour les imposer : c'est à dire, préparer la grève générale.

En Angleterre, le Labour Party vient d'approuver, dans son congrès, un programme important de nationalisations. Il ne s'agit pas seulement de faire la concurrence, au moyen d'Ibramco, aux monopoles pétroliers. Il faut les nationaliser, nationaliser toute l'énergie, le pétrole, le gaz naturel, l'électricité, ainsi que les centres vitaux de l'économie ; les ACEC, la FN, Cockerill etc... Il faut unir à ce programme des points tels que l'indexation des barèmes fiscaux, les augmentations immédiates de salaires pour faire face à l'inflation, une augmentation minimum et immédiate de 10 F. Pour tout le monde.

Il faut répondre, avec ce programme, à la suite page 4

Résolution du Bureau Politique du P.O.R.(T) sur le MOYEN-ORIENT.

POUR L'APPUI RESOLU DE TOUTES LES FORCES DU MOUVEMENT OUVRIER A LA GUERRE DE LIBERATION NATIONALE ET SOCIALE DES MASSES ARABES AU MOYEN ORIENT ! POUR L'UNIFICATION SOCIALISTE DU MOYEN ORIENT ET LE DROIT DES MASSES JUIVES

Depuis huit jours, la nouvelle guerre au Moyen Orient continue à se développer. L'impérialisme yankee et les chefs militaires d'Israël qui agissent en son nom, comptaient sur une nouvelle "guerre éclair" contre les pays arabes pour imposer un recul du processus révolutionnaire des masses arabes. Ils comptaient reproduire, à une plus vaste échelle, le même coup qu'au Chili. Comme l'explique l'appel du Secrétariat International de la IVe Internationale (que nous publions dans ce même numéro de "Lutte Ouvrière") : "le coup d'Etat au Chili n'est pas le produit d'une action réalisée par surprise par le capitalisme... Ces massacres sont le visage du capitalisme. C'est la méthode qu'il emploie et qu'il tentera d'employer partout, tandis qu'il fait semblant d'accepter la politique de détente avec l'URSS et les autres Etats ouvriers, d'accepter une politique de paix et de coexistence".

Le capitalisme mondial est resté dans l'expectative, attendant un triomphe militaire d'Israël et se soumettant à la décision de la guerre prise par l'impérialisme yankee. Mais ce qui a empêché ce triomphe militaire, c'est la lutte héroïque des masses de Syrie, d'Egypte, le front unique qui s'établit de plus en plus fermement entre les mouvements nationalistes révolutionnaires du Moyen Orient, les Etats révolutionnaires, et les Etats Ouvriers, en particulier l'Union Soviétique. En 1967, la IVe Internationale - au travers des textes du camarade J. Posadas - analysait que les masses arabes avaient subi un

A L'AUTODETERMINATION ! FRONT UNIQUE POUR SOUTENIR LA LUTTE ANTI-IMPERIALISTE DES MASSES ARABES. AU CHILI, AU VIETNAM ET AU MOYEN ORIENT : UN MEME ENNEMI : A BAS L'IMPERIALISME ET LE CAPITALISME !

échec militaire, mais qu'elles avaient remporté une victoire sociale dans la guerre des Six Jours, parce qu'elles sentaient que leur propre intervention, leur mobilisation, leur action directe, est un élément essentiel pour progresser et triompher de l'impérialisme. Depuis 1967, la confiance en soi des masses, s'est enrichie de tous les progrès de la révolution mondiale, du triomphe de l'humanité au Vietnam, de l'incorporation de nouveaux pays aux Etats révolutionnaires, comme la Somalie, le Yémen du Sud, la Libye. Il y a eu un progrès immense des mesures contre l'impérialisme et le capitalisme dans tout le Moyen Orient, des nationalisations, expropriations des terres, l'élévation de l'intervention de l'Union Soviétique et des autres Etats ouvriers pour impulser le progrès économique et social des Etats révolutionnaires. Mais fondamentalement, les masses ont développé leur propre intervention, leur organisation sociale, elles ont formé des organismes de pouvoir populaire, comme les milices en Syrie et en Irak, comme les soviets qui avaient commencé à s'organiser à Irbid en 1970. Malgré les coups, les assassinats terroristes que l'impérialisme, Israël, le régime réactionnaire de Jordanie ont porté aux masses palestiniennes et des autres arabes, cette confiance dans le triomphe n'a fait que s'accroître. C'est l'assurance communiste des masses du Vietnam et des masses du Chili, qui anime les masses arabes.

L'impérialisme, l'armée israélienne suite page 3

SOLIDARITE AVEC LES CAMARADES DOCKERS D'ANVERS ET DE GAND !

NOTRE PARTI APPELLE A ENVOYER DES TELEGRAMMES, DES RESOLUTIONS DE PROTESTATION A LA DIRECTION DE L'UBOT A ANVERS, QUI VEUT EXPULSER DU COMITE SYNDICAL DEUX DELEGUES, STAF PHILIP ET DOLF KERSCHAEVER, RESPONSABLES DE LA GREVE DES DOCKERS ! ET A ADRESSER EGALEMENT DES TELEGRAMMES ET RESOLUTIONS, EXIGEANT L'ACQUITTEMENT PUR ET SIMPLE DE A. DE CONINCK RESPONSABLE DU COMITE DE GREVE DES DOCKERS DE GAND !

RESOLUTION DU SECRETARIAT INTERNATIONAL SUR LE CHILI. (voir pages centrales) le 30 septembre

L'AUTOGESTION, LES SOVIETS ET LA DISCUSSION DANS LA CRISE DU PARTI COMMUNISTE YOUGOSLAVE 9 août 1973 J. POSADAS extraits

Le processus de crise de croissance s'élève en Yougoslavie. Le programme de discussion pour le 10^e Congrès du Parti Communiste, la discussion sur l'autogestion, les rectifications, les changements sont très profonds. La Yougoslavie qui était le maillon le plus faible du stalinisme, est maintenant le maillon le plus faible de la conception bureaucratique de l'Etat ouvrier. Les yougoslaves discutent à présent les conclusions et les conséquences de leur expérience d'autogestion.

La Yougoslavie s'est caractérisée par deux traits essentiels : sa résistance et son refus correct d'être soumise à Staline, son opposition à la domination stalinienne et son désir d'un développement marxiste. Elle fit appel à la IV^e Internationale. La direction qui était alors à sa tête a répondu de la manière la plus simpliste et superficielle. L'intention des yougoslaves était de rechercher auprès de la IV^e Internationale, les orientations, les textes, la discussion, qui leur per-

mettraient de voir comment développer la Yougoslavie sans se soumettre au stalinisme. La direction de l'Internationale de l'époque fut impuissante, incapable de fournir des idées. Au contraire, trois ans plus tard, elle déclarait déjà que la Yougoslavie était retournée au capitalisme. Nous avons essayé de discuter, nous avons discuté, en cherchant à maintenir la Yougoslavie dans le camp du communisme, en posant qu'elle devait se rendre indépendante. Mais elle ne pouvait pas le faire. Il était très difficile qu'un Etat Ouvrier isolé, arriéré, dépendant et ayant des frontières communes avec d'autres Etats Ouvriers soumis, eux, à Staline, puisse se développer. Le Parti Communiste Yougoslave était très faible, très nouveau. Il avait surgi de la guerre avec une très forte structure d'appareil bureaucratique. Ce n'était encore qu'une structure bureaucratique, pas encore une bureaucratie, mais toutes les conditions étaient réunies pour que le PC yougoslave se décompose rapidement.

Au moment de la construction de l'Etat Ouvrier en Yougoslavie, 180.000 jeunes du monde entier se rendirent dans ce pays pour aider à la construction de l'Etat Ouvrier, indiquant que la jeunesse du monde entier se précipitait là où elle trouvait un centre lui permettant de développer son désir humain de construire l'histoire. Cent quatre vingt mille jeunes sont allés en Yougoslavie construire de

leurs mains des dizaines et des dizaines de kilomètres de voies ferrées ! A la place de montagnes, des centaines et des milliers de jeunes ont construit cent soixante kilomètres de voies ferrées, en travaillant du matin au soir, toute la journée ! Et la nuit, ils chantaient, organisaient des conférences. Ils construisaient alors les chemins de fer du monde !

L'intervention de la classe ouvrière mondiale et l'autogestion

Ceci montre bien que la classe ouvrière mondiale, la jeunesse du monde entier comprenaient quelle était la portée de la révolution yougoslave et se lançaient à son secours. Cette intervention éleva son rôle en Yougoslavie, et son influence sur tout le reste de la population qui s'incorporait au développement industriel, créant une base solide de protection du communisme. Toutes ces canailles de technocrates, de planificateurs et d'administrateurs ont pu se développer sans entraîner, ni soumettre la classe ouvrière yougoslave, pas plus que la jeunesse, ni les intellectuels. Voilà ce qui a permis à l'Etat ouvrier de se soutenir et de se maintenir.

L'action de la classe ouvrière mondiale et le développement du mouvement communiste mondial se sont opposés à Staline et ont empêché, après la disparition de celui-ci, la bureaucratie soviétique d'envahir la Yougoslavie. Qui a gagné ? La Yougoslavie ! Ce n'est pas grâce à Tito, mais grâce à la structure historique, supérieure, des Etats Ouvriers, qui ont besoin de s'identifier mutuellement. C'est l'exemple décisif pour tous ceux qui rêvent que le conflit sino-soviétique soit un affrontement entre deux Etats Ouvriers. Ils ne verront jamais une guerre entre l'URSS et la Chine ! La Chine est le prolongement de l'URSS tout comme l'URSS est le prolongement de la Chine ! En effet, si en raison de ses origines, c'est la Chine qui, légitimement est le prolongement de l'URSS, cette dernière ne pourrait pas vivre sans la Chine. Non qu'elle en ait besoin du point de vue du développement économique, mais parce que la classe ouvrière soviétique, qui a déjà écrasé Hitler, qui a défendu la Yougoslavie contre l'impérialisme et contre Staline, en leur disant : « Vous n'envahirez pas la Yougoslavie ! », guette le moment où elle pourra donner un petit coup de pied à la direction du Parti Communiste de l'URSS, pour lui imposer le rétablissement des relations avec la Chine. C'est ce qu'attendent les classes ouvrières soviétiques et chinoises.

Elles interviennent, non plus comme classe ouvrière, mais comme Parti Communiste, ce qui est une forme supérieure. Pour le moment, tant que le Parti Communiste ne fonctionne pas comme parti révolutionnaire, la classe ouvrière joue un rôle immense. Mais quand le Parti fonctionne comme parti révolutionnaire, il est supérieur à la classe : il la représente et il a autorité sur tout le monde. C'est ce que fait actuellement la classe ouvrière soviétique : elle fait pression sur son parti pour qu'il exerce son rôle et appuie la révolution mondiale.

L'autogestion n'est ni une mesure nécessaire, ni une mesure qui impulse le développement des Etats Ouvriers. C'est une mesure de circonstance, adoptée par la direction du Parti Communiste Yougoslave pour établir des relations avec la classe ouvrière, avec les paysans, et développer son influence en appui au reste du mouvement mondial. Elle a été adoptée comme une mesure dans le camp du communisme. Par la suite, il s'est démontré que l'autogestion a servi à développer tout ce que Tito combat maintenant : l'intérêt individuel, l'intérêt de camarillas, de certaines couches. Celles-ci, à leur tour, ont développé des intérêts régionaux, d'où la séparation en républiques fédérées donnant ainsi naissance à un pays qui n'était centralisé que dans la forme. Dans le fond, ceux qui dirigeaient étaient divisés. C'est ainsi que se manifeste le rapport entre structure, forme et contenu. Le contenu était très faible et pratiquement absent de la préoccupation des directions, des technocrates et des dirigeants du Parti Communiste. C'est ainsi que le Parti Communiste Yougoslave en est arrivé à être dirigé par une bande de types dont la majorité réclamait le retour à l'intérêt privé et à une combinaison entre propriété étatisée et intérêt privé. Les formes de l'Etat Ouvrier étaient hors du communisme.

Mais la structure ne reflétait pas le contenu. Le contenu : Etat Ouvrier et propriété étatisée, avait fait la preuve qu'il était la source et la base de l'économie. La Yougoslavie était passée du néant, à devenir un pays industriel, où les conditions de vie s'étaient élevées, où l'économie et la production se développaient. Les républiques étaient aux mains des technocrates qui avaient divisé le pays en intérêts privés fédératifs. Ils stimulaient et étendaient les intérêts à la manière d'intérêts capitalistes privés. Pour voyager en train d'une république à une autre en passant par une troisième, il fallait utiliser des billets différents ! Maintenant, tout est réuni, mais avant, c'était une fédération de républiques dont chacune développait ses intérêts particuliers. Unies par l'intérêt économique, il y avait déjà, la force, les tendances, la préparation pour mener la lutte dans le parti communiste, pour en éliminer les communistes et réduire le parti à un simple nom derrière lequel seraient représentés les intérêts bureaucratiques capitalistes et la combinaison des intérêts capitalistes et bureaucratiques. C'est le même processus que Dubcek devait suivre par la suite. Il a appris de l'exemple yougoslave, et a cru

qu'ainsi allait l'histoire. Il s'est lancé avec toute sa hargne, à travers Ota Sisk — qui tentait de donner un fondement théorique — pour essayer de faire la même chose qu'en Yougoslavie.

Le résultat a été que la structure de l'Etat Ouvrier Yougoslave, et le processus mondial de la révolution, ont vaincu la politique erronée, conciliatrice, le gigantesque recul de la Yougoslavie. Le processus mondial a fourni la force qui a permis au prolétariat yougoslave d'expulser et de jeter par la fenêtre gérants et directeurs.

Avant que ne se produisent en Yougoslavie les réformes actuelles qui la ramènent à ses origines et même, sur certains aspects, la mettent à un niveau supérieur à ce qu'elle était au moment de la rupture avec Staline, les ouvriers yougoslaves démontraient, en jetant par la fenêtre leurs directeurs, que le pouvoir des technocrates et la division du pays en républiques fédérées étaient arrivés à une limite.

L'autogestion fut, en son temps, une mesure destinée à stimuler la production. Elle cherchait à s'attacher par l'intérêt, les masses ouvrières, paysannes, les cadres et techniciens, pour ne pas succomber face à la pression de Staline. Elle cherchait à donner à la fois un centre et un stimulant à la production. Conscients de ce qu'il n'était pas possible d'aller au communisme avec un pays aussi arriéré et isolé, les dirigeants yougoslaves ont cherché un substitut dans la production, dans le développement de l'économie. Ils ne disposaient ni du matériel, ni des matières premières, ni des richesses, ni de la capacité de concurrence mondiale nécessaires ; ils ont donc cherché à substituer les mesures communistes par le stimulant de la production. Le résultat en fut l'autogestion. C'était le stimulant le plus facile à contrôler, parce qu'il était en rapport avec la production et la productivité, déterminé par elles. L'autogestion a engendré le développement du pays sur la base des intérêts privés de chacune des républiques, accentuant les traits nationaux, les retards, l'horrible arriération nationale de chaque nationalité, qui retournait à l'étape antérieure à l'Etat Ouvrier.

Dans le sentiment des masses, l'autogestion était le moyen de se défendre de la bureaucratie et de pouvoir déterminer une distribution plus équitable. Voilà ce que signifiait l'autogestion aux yeux de la classe ouvrière et d'une partie du Parti Communiste, y compris de Tito lui-même. C'était une tendance qui pensait de cette façon remplacer le manque de moyens matériels, le manque d'appui économique mondial, pour ne pas dépendre du système capitaliste mondial ni se soumettre à Staline, en substituant les Soviets. Il n'y avait pas moyen de construire des Soviets : la Yougoslavie était un pays sans ressource, sans tradition, à qui il manquait une base ouvrière et une tradition de Parti Communiste. Dans ces conditions, il n'était pas possible de faire des Soviets. Les bolchéviques ont pu les faire parce qu'ils avaient, à l'avance, le Parti. Le Parti Communiste de Tito n'avait pas de base pour faire des Soviets. Il a

Tito n'était pas préparé à la lutte contre le stalinisme

Si le processus de la révolution s'était à échelle mondiale arrêté, avait été contenu ou dévié, cela aurait influencé la Yougoslavie. Si, au contraire, le processus mondial de la révolution s'élevait, cela allait l'aider à s'élever. Mais le problème était le stalinisme, et la direction du Parti Communiste, avec Tito, à sa tête, n'était pas préparée, n'avait pas la compréhension nécessaire pour le combattre, en tant que courant réactionnaire dans le mouvement communiste mondial. La lutte dérivait donc vers une dispute entre un Etat Ouvrier et tous les autres, dirigés par le stalinisme. Telle a été la source, la base de la corruption intérieure du Parti Communiste Yougoslave.

Deux aspects essentiels ont marqué le développement de la Yougoslavie. Le premier est la centralisation et la planification qui ont favorisé tout le développement économique. Le second de ces aspects est l'absence de démocratie prolétarienne à l'intérieur et le manque de points d'appui mondiaux. La démocratie intérieure n'était cependant pas complètement absente. Il y en avait un peu et on a discuté beaucoup. La Yougoslavie devait cependant passer par une étape de développement planifié de l'économie, sans pouvoir compter sur les autres Etats Ouvriers. Isolée et seule pour les affronter elle était dépourvue de base prolétarienne, sans tradition de Parti Communiste, avec une large base paysanne très arriérée, son Parti Communiste, était affaibli par la perte, durant la guerre de ses meilleurs cadres, et soumis à la pression des autres Partis Communistes. Tout ce processus engendra le développement du carriérisme, du technocratie, et donna lieu à un développement rapide de l'économie liée au système capitaliste. Telle fut la base de la dégénérescence de l'Etat Ouvrier Yougoslave.

La puissance de celui-ci est cependant démontrée par le fait que, malgré la politique économique et sociale contradictoire suivie, le pays a progressé, économiquement, vers les formes d'Etat Ouvrier, alors que la distribution ne correspondait pas à ces formes. La distribution allait déterminer la source, les racines, la base du système de production : les technocrates ont réalisé les plans économiques en fonction de leurs propres intérêts, et c'est encore en fonction de ces intérêts qu'ils ont recherché certaines relations internationales.

Pour briser son isolement, la Yougoslavie a dû prendre des mesures qui n'avaient pas toutes un sens, une origine réactionnaire, même si le but qu'elles poursuivaient l'était. Pour ne pas se soumettre à Staline tout en continuant à être un Etat Ouvrier, la Yougoslavie a cherché, avec sa politique à l'égard du système capitaliste mondial à survivre, croyant ainsi se maintenir dans un processus de libération intérieure, tout en faisant des concessions aux technocrates, aux planificateurs, à des couches régionalistes. Elle a voulu se maintenir à travers le système de la Fédération. A l'intérieur même du Parti, on devait établir une structure fédérale qui devait par la suite le dévorer.

Mais la structure de l'Etat Ouvrier s'est démontrée plus puissante que la Fédération aux intérêts réactionnaires. La classe ouvrière yougoslave avait suffisamment de poids et d'autorité sociale pour cela. Le développement de la Yougoslavie, en tant qu'Etat Ouvrier, a donné à la population une force telle, qu'elle a pu supporter toutes ces canailles de technocrates qui ont voulu faire retourner la Yougoslavie au système capitaliste. C'est là l'expérience la plus riche du processus yougoslave.

L'autogestion fut établie à l'origine par Tito comme une mesure de protection. Elle n'était donc pas condamnable en soi, parce qu'elle était une tentative de défense, pour essayer de se maintenir face au stalinisme. Il n'y avait pas de Parti communiste fort, ni de classe ouvrière développée. Les dirigeants yougoslaves ont grâce à l'autogestion essayé d'associer et de développer l'économie. Ce faisant, ils ont donné origine à une orientation qui se retournait contre le marxisme, contre l'Etat Ouvrier. Ils ont suscité dans certaines couches de la population, dépendantes du secteur technocrate et d'individus vivant aux crochets de l'Etat Ouvrier, des intérêts propres. Grâce à leurs capacités techniques, économiques, et scientifiques ces secteurs ont pu occuper des postes décisifs dans la production. Comme l'Etat Ouvrier Yougoslave ne pouvait pas négocier avec les

autres Etats Ouvriers, il le fit avec le système capitaliste. Toute la structure alors atteinte fit pression pour que le commerce avec le système serve de base, à une structure économique, sociale et politique, lui donnant un avantage énorme, immense. Les portes se sont trouvées ouvertes pour essayer de faire retourner la Yougoslavie au capitalisme.

Staline n'a pu envahir la Yougoslavie alors qu'il l'avait fait pour la Pologne et la Finlande. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait dans le cas de la Yougoslavie ? Parce que les Etats Ouvriers l'en ont empêché. Bien que le Parti Communiste d'Union Soviétique et des autres Etats Ouvriers aient été les satellites de Staline, la classe ouvrière, la composition prolétarienne de chacun de ces Etats ont empêché que Staline puisse envahir la Yougoslavie. Sinon, il l'aurait fait. Ce n'est pas l'impérialisme yankee qui l'en a empêché mais la classe ouvrière de l'URSS et des autres Etats Ouvriers.

L'autogestion est une invention qui cherchait à remplacer le manque de possibilité de planification, le manque de moyens économiques, pour tenter d'échapper à l'arriération et pour se lier au marché mondial. L'autogestion est une mesure qui tend à associer l'intérêt de certaines couches de la population au développement de l'économie, pour stimuler l'intérêt individuel et développer l'économie aux dépens de la planification centralisée. Qui a gagné à cela ? La Yougoslavie était arrivée au point culminant de cette contradiction, et ce, avant qu'Ota Sisk et Dubcek surgissent en Tchécoslovaquie. Quatre des plus importantes banques de Yougoslavie avaient des rapports directs avec la Banque Mondiale. Il y avait, dans une seule des Républiques fédérées, six grandes usines de chaussures qui se confrontaient entre elles et se concurrençaient sur le marché. Cela va contre la planification. C'est l'intérêt des bureaucraties qui y conduit. Une république « exporte » ses marchandises dans les autres républiques de la Fédération. Il y a des régions riches et des régions pauvres. En URSS, cela existe aussi, mais les régions riches sont moins riches et les régions pauvres moins pauvres, le niveau est plus égal, mais il y a encore des régions de Sibérie qui n'ont ni téléphone ni électricité. Cependant, toutes les agglomérations de toutes les régions de l'URSS envoient continuellement des lettres à Moscou disant : « Nous n'avons pas d'électricité, nous n'avons pas de téléphone ! » Les lettres mettent deux mois à arriver, mais elles arrivent. Elles ont la persévérance de parcourir des milliers de kilomètres sans s'essayer, sans faire cas de ce menteur de Medvedev.

RESOLUTION DU SECRETARIAT INTERNATIONAL SUR LE CHILI.

Aux Etats-Ouvriers, aux Partis Communistes, Aux syndicats et a tout le mouvement ouvrier et révolutionnaire mondial, A la conférence mondiale pour la Paix, la Démocratie et le Socialisme.

Pour l'appui inconditionnel à la lutte des masses au Chili, pour la libération du camarade Luis Corvalan et de tous les prisonniers politiques

Au nom du Secrétariat International de la IV^e Internationale, nous appelons les Partis Communistes, les syndicats des Etats Ouvriers à intervenir et à mener une campagne mondiale pour soutenir, par l'envoi d'armement et de brigades internationales la résistance des masses chiliennes contre la junte criminelle.

Nous appelons le mouvement ouvrier mondial, la Conférence Mondiale pour la Paix, la Démocratie et le Socialisme qui doit avoir lieu prochainement à Moscou tous les Partis Communistes, Socialistes, catholiques de gauche, les radicaux, les mouvements nationalistes, à agiter partout, dans les mobilisations, leur rejet, leur condamnation, leur refus de reconnaître cette junte d'assasins. Il faut condamner cette junte et appeler à l'attaque toutes les masses ouvrières du monde entier. Il ne suffit pas de condamner, mais il faut prendre des mesures concrètes pour la renverser. Nous appelons tous les Etats Ouvriers, les Partis Communistes, les centrales ouvrières du monde entier, tout le mouvement ouvrier mondial à prendre position en mobilisant contre cette junte d'assasins, contre le système capitaliste mondial, car ce qui est en cause, c'est une épreuve de force contre le régime capitaliste et le futur de l'humanité. Le coup d'état du Chili est un coup porté contre le droit légitime des masses d'avancer dans la voie du progrès social en utilisant les moyens constitutionnels bourgeois. C'est l'arrogance du système capitaliste qui s'oppose au progrès social, même quand celui-ci s'effectue dans le cadre des lois que lui-même a élaborées. Ils ont renversé un gouvernement constitutionnellement élu et qui avait été constitué et fonctionnait légalement, parce qu'il prenait des mesures qui affectaient les intérêts de la bourgeoisie ou d'un secteur de celle-ci.

Nous appelons le mouvement ouvrier à prendre position, à appeler les Etats Ouvriers, les Partis Communistes, Socialistes, catholiques de gauche, nationalistes, à prendre position en condamnant la junte et en rompant les relations diplomatiques avec elle. Nous appelons les Etats Ouvriers, les Etats Révolutionnaires à rompre toute relation avec la junte militaire au Chili, tout en maintenant leur reconnaissance au gouvernement de l'Unité Populaire comme le seul gouvernement légal et légitime au Chili. Nous appelons les partis ouvriers et anti-impérialistes, les centrales ouvrières et les syndicats, toutes les organisations de masse des pays capitalistes à se mobiliser, avec des manifestations, des meetings, des arrêts de travail, en votant des résolutions pour imposer aux gouvernements capitalistes la rupture avec la junte militaire et la reconnaissance du gouvernement de l'Unité Populaire comme le seul gouvernement légitime du Chili.

Nous appelons à développer une campagne mondiale de manifestations, meetings résolutions et arrêts de travail, en front unique de tous les Etats Ouvriers, de tous les partis Communistes, Socialistes, de tous les mouvements ouvriers et anti impérialistes, de tous les mouvements nationalistes, révolutionnaires, catholiques de gauche, pour empêcher l'assassinat du Camarade Luis CORVALAN et exiger sa mise en liberté immédiate. Que cette campagne mondiale impose également le cessation immédiate du massacre, des assassinats et des tortures perpétrés par la junte militaire et la libération de tous les emprisonnés politiques : syndicalistes, étudiants, paysans, intellectuels, militaires. Il faut unir cette campagne mondiale aux luttes des masses de chaque pays.

(Suite page 4)

L'AUTOGESTION, LES SOVIETS ...

donc dû chercher un autre moyen. Par contre, s'il y avait eu, en Yougoslavie, un Parti bolchévique, celui-ci aurait fait des Soviets et cela aurait exercé une énorme influence sur tous les autres Etats Ouvriers. Staline, alors, serait intervenu.

Une des conditions pour lesquelles la bureaucratie soviétique n'est pas intervenue, c'est qu'elle a cru que la Yougoslavie allait se noyer, parce qu'elle était dans l'impossibilité de recourir aux Soviets, aux formes supérieures du communisme. La bureaucratie s'attendait à ce que la Yougoslavie étouffe. La bureaucratie du Parti Communiste de Yougoslavie était d'origine stalinienne, mais ses racines historiques étaient supérieures au stalinisme, parce qu'elle a triomphé les armes à la main. Cela a conféré au Parti Communiste de Yougoslavie une supériorité historique immense. L'origine stalinienne de la direction du Parti l'empêcha de trouver des ressources dans la révolution mondiale. Mais elle en a aussi été empêché par sa petitesse et son isolement. Tous ces éléments sont autant de facteurs qui se sont combinés pour conduire à l'autogestion.

La réaction actuelle en Yougoslavie montre la puissance de l'Etat Ouvrier

Sa structure exige la compréhension et l'utilisation scientifique. C'est pourquoi elle ne supporte pas l'autogestion. Elle la supporte pendant une période, comme c'est le cas en Yougoslavie, mais elle doit l'expulser. Ou c'est l'autogestion qui est expulsée, ou c'est elle qui écrase la propriété étatisée. Si l'autogestion s'améliore — c'est ce qui est en train de se faire en ce moment, elle est alors la base pour une reconsidération de toute l'économie, pour passer de l'autogestion à la planification centralisée et collectivisée. C'est ce qui se discute en Yougoslavie, même si pour le moment ils maintiennent l'autogestion, mais sous une forme plus scientifique et plus élevée.

Ce processus de la Yougoslavie est un processus de régénérescence partielle. C'est la forme que prend la révolution politique. Celle-ci ne veut pas dire faire le coup de feu. Il peut y avoir des coups de feu, mais pas maintenant. De toutes façons, il y en aura. Cette réaction des masses yougoslave démontre l'importance et le poids décisif de la classe ouvrière dans les Etats ouvriers, pour la rectification, la remise en ordre et la régénérescence de ces Etats. Ce n'est pas le fait de discussions entre les dirigeants. C'est la classe ouvrière qui se prépare à intervenir et qui corrige les dirigeants, non seulement en Yougoslavie mais dans tous les autres Etats Ouvriers. C'est la classe ouvrière de chaque pays qui intervient. C'est la révolution politique qui progresse et qui contient, réduit, élimine, le pouvoir bureaucratique tout en élevant le pouvoir du parti de manière communiste.

La classe ouvrière a alors son expression la plus importante, non comme classe comme sous le capitalisme, mais dans le parti et les syndicats. En Yougoslavie, ceux-ci jouent un très grand rôle. Le Parti déperissait et ce sont les syndicats qui ont refusé de périr. Nous appelons les camarades communistes à prêter attention à ce qui se passe en Yougoslavie. Le Parti était inerte. Ce sont les syndicats qui ont maintenu vivante, et permanente, la réaction contre les technocrates et contre tous ces faussaires du communisme.

L'autogestion n'a pas été une mesure adoptée pour concurrencer la centralisation et le communisme : c'était une mesure d'isolement et de repli, provoquée par la conception d'origine stalinienne. Organisationnellement, les dirigeants yougoslaves avaient rompu avec Staline, mais non dans la mentalité. C'est pour cette raison qu'ils ont rapidement basé leur développement sur la technocratie. Mais en même temps, ils ont cherché à comprendre ; et c'est la raison pour laquelle ils se sont adressés à la IV^e Internationale.

Il ne faut pas sous-estimer l'origine de l'autogestion. Ce n'est pas une mesure qui a été prise en plein développement, en plein progrès de la planification, mais dans des conditions où Staline tenait le pays à la gorge. Le Parti yougoslave était alors un parti d'origine stalinienne, récemment sorti de la guerre, à moitié détruit, sans base prolétarienne importante, dans un pays dont le retard, comparable à celui de l'Albanie, était énorme. Tous ces facteurs unis ont déterminé l'autogestion.

Nous appelons les militants du PC à être attentifs. Ce sont les syndicats des Etats Ouvriers qui ont maintenu la résistance et le refus de se livrer et de se soumettre à la bureaucratie à travers l'autogestion. Les bureaucrates avaient liquidé le Parti Communiste, la classe ouvrière ne pouvait plus intervenir à travers le PC yougoslave. La classe est intervenue dans les syndicats. Elle s'en est servie pour gagner le cœur de la population, pour élever son poids dans le

— suite page 4

Resolution du Bureau Politique sur le Moyen-Orient

suite de la page 4

s'acharnent en particulier contre la Syrie. Là aussi ils espéraient en finir rapidement. Mais les masses se mobilisent intégralement, les enfants, les femmes, les soi-disant vieillards, autour et parmi les soldats. Pour cela, les gens disent normalement dans les rues de Damas : "ils veulent faire de Damas un nouvel Hanoï" ! Qu'ils viennent ! ils doivent savoir ce qui les attend ! Damas sera le cimetière de l'armée israélienne". Cette comparaison avec Hanoï ne vient pas par hasard. Les masses syriennes et de tout le Moyen Orient sont disposées à lutter, à vaincre, et à diriger la révolution, comme au Vietnam. Elles reprennent toute l'expérience des masses vietnamiennes, et elles reçoivent leur aide directe : en effet le Vietcong offre des volontaires pour aller aider le peuple syrien à organiser sa résistance à l'impérialisme.

Au Moyen Orient, c'est un affrontement mondial qui se concentre : comme pour le Chili : "ce qui est en cause, c'est une épreuve de force entre le régime capitaliste et le futur de l'humanité". L'impérialisme démontre une nouvelle fois que pour lui, la détente n'est qu'un moyen de gagner du temps, tandis qu'il prépare la guerre atomique. Le Moyen-Orient est un aspect de la guerre atomique. Face à cela, l'intervention de l'Union Soviétique est très importante, avec l'organisation du pont aérien pour fournir des armes aux masses arabes, avec la menace de représailles plus directes si Israël et l'impérialisme yankee veulent attaquer Damas. Cette intervention est en train de peser pour contenir l'impérialisme mais il va continuer son agression de toute façon. Cette guerre ne se décidera pas sur le gain d'un morceau de territoire : ce sera comme au Vietnam : il faut expulser l'impérialisme yankee par la force ! il faut renverser l'Etat réactionnaire d'Israël, et aussi les régimes réactionnaires arabes, comme la Jordanie et l'Arabie Séoudite. Ceux-ci donnent une certaine aide militaire à la guerre parce qu'ils y sont obligés pour limiter la pression contre eux dans leur

propre pays, mais ils se retrouvent contre la révolution dès qu'ils le peuvent ! Il faut lutter pour l'unification socialiste du Moyen Orient et inclus, le droit à l'auto-détermination des masses juives d'Israël !

La discussion de toute cette situation est très importante pour la gauche en Belgique. Elle fait partie de la lutte pour organiser la gauche dans le PSB, dans les syndicats, pour développer l'intervention du Parti Communiste : c'est la lutte de classes qui doit déterminer quelles sont les forces progressistes du Moyen Orient. Israël n'a rien à voir avec un Etat qui assure le progrès des masses juives, après leur persécution par le nazisme en 1940-45 en Europe. Israël est un Etat inventé de toutes pièces par l'impérialisme yankee pour avoir un bastion de contre-révolution contre le progrès du Moyen Orient. De même l'impérialisme a installé et défend les bases militaires de l'OTAN dans toute l'Europe et en Belgique, pour organiser à partir d'elle, la contre-révolution, l'intervention armée contre les progrès de la gauche, en France, en Belgique, en Angleterre ou en Italie. Il se prépare à faire cela, la même chose qu'il a fait au Chili, et qu'il fait au Moyen Orient. Nous appelons toutes les tendances de gauche à unir la discussion contre le projet de réforme de l'armée, le refus de l'armée de métier en Belgique, la lutte pour expulser l'OTAN, pour exproprier l'impérialisme et le capitalisme, avec le soutien intégral à la lutte des masses arabes contre l'impérialisme yankee et Israël qui est son bras armé. Nous appelons à développer, dans un même front unique anti-impérialiste : la défense du gouvernement de l'Unité Populaire au Chili, l'appui à la résistance des masses chiliennes, le soutien à la lutte des masses arabes et la lutte contre le capitalisme en Belgique !

Le 14-10-73

Le Bureau Politique du P.O.R.(T)

**ABONNEZ-VOUS A
"LUTTE OUVRIERE"**

LUTTE OUVRIERE Page 3

A la crise de la bourgeoisie...

discussion à l'intérieur du PSB. Il existe déjà les conditions pour qu'un tel programme y trouve un écho. On l'a vu dans le dernier congrès politique du PSB. Ce n'est pas par hasard que ce congrès s'est élevé contre le décret de septembre qui était déjà signé, entre autres par Glinne, et aussi contre la formation d'une armée de métier, également approuvée par les ministres socialistes. Une telle décision surgie dans le congrès, ne vient pas du congrès lui-même : elle vient du Chili ! C'est certain qu'une telle armée ne peut qu'être l'instrument de la répression. C'est ce que la bourgeoisie prépare, avec l'OTAN. L'armée n'interviendra pas uniquement si la gauche arrive à prendre le pouvoir. Elle cherchera à le faire même avant, dans le but de contenir et d'écraser la lutte et la décision des masses de passer par-dessus le capitalisme.

Au milieu d'une telle crise gouvernementale, des partis de la bourgeoisie, les secteurs les plus réactionnaires, liés à l'OTAN peuvent prétendre à lancer un coup.

Il faut s'appuyer sur le progrès de la gauche dans le monde entier — et malgré des coups transitoires comme au Chili —, se lancer à intervenir pour impulser le courant de gauche dans le PSB, se lancer à construire une nouvelle direction dans le PSB. C'est absurde, qu'un nom du PSB, des dirigeants défendent publiquement

(suite de la page 1)

Israël alors que c'est un bras de l'impérialisme au Moyen Orient pour contenir la révolution, massacrer les masses et les bombarder comme au Vietnam. C'est cette même direction qui fait des accords avec l'OTAN. Même des ministres de gauche se trouvent compromis dans cela. Ils n'ont pas d'autre issue. Ils se sont mis dans les rouages du système capitaliste et, de là, contraints d'approuver des projets comme celui de l'armée professionnelle, ou le décret de septembre, de peur de "provoquer la crise gouvernementale" ! Pour développer une politique de gauche, il faut rompre avec ce gouvernement tripartite, qui est l'exemple le plus clair de la crise et de l'impuissance du capitalisme.

Il faut mener une vaste campagne pour discuter la grève de Cockerill, la suspension des 30 délégués syndicaux par la bureaucratie syndicale. Celle-ci sent que tout se prépare pour sa propre liquidation. La classe ouvrière persiste à imposer des directions combattives. Cette persistance se base sur le niveau de décision qu'elle a déjà atteint, qu'il faut abattre le régime capitaliste, que le monde n'a pas besoin de l'exploitation du capitalisme, ni des appareils bureaucratiques, pour progresser.

14.10.73

L'AUTOGESTION, LES...

suite de la page 3

PC yougoslave. Telle est la riche expérience du rôle des syndicats à cette étape de l'histoire. Le syndicat ne remplace pas le parti en tant qu'instrument et direction mondiale de l'histoire, mais circonstanciellement, le syndicat joue le rôle que le parti ne peut pas jouer.

C'est nous qui avons dit en 1956 à propos de la Bolivie, que les syndicats remplaçaient le parti. Ce n'est pas nous qui le déterminons ; c'est comme ça. Le processus n'est pas le même partout : cela fait partie de la régénérescence partielle. Les événements de Yougoslavie sont une des plus riches contributions au mouvement communiste mondial, pour utiliser toutes les forces qui se développent pour peser dans la concentration qui permettra de passer de cette étape — qui durera encore une période — à la prochaine, qui sera la régénérescence consciente. Déjà, à cette étape, il y a des éléments de régénérescence consciente, en Yougoslavie, ce n'est pas complet, mais en partie c'est une régénérescence consciente. On ne peut s'attendre à un processus bien propre ; c'est tout un cours de développement intérieur, de croissance contradictoire dans lequel se développent les forces qui réduisent, contiennent, éliminent progressivement le pouvoir de la bureaucratie, en même temps que s'élève le pouvoir des organes de forme soviétique, qui vont bientôt surgir en Yougoslavie pour la deuxième fois (la première fut pendant la guerre).

Il faut dominer ce processus, le vivre. Il est d'une richesse et d'une concentration immense. Il ne faut pas s'attendre à ce que la révolution politique survienne dans un pays avec grèves, insurrections, soulèvements contre la bureaucratie. Il n'y aura peut-être pas d'insurrection. L'insurrection viendra peut-être plus tard. Tel est le processus en Yougoslavie. Le Vietnam est la révolution politique sur un aspect. Ce n'est pas une direction qui a

fait cela consciemment, mais maintenant le processus acquiert des formes conscientes. Le Vietnam cherche à généraliser le triomphe militaire sur le plan politique. Tel est le sens des articles de Le Duan.

Le développement de la régénérescence partielle et de la révolution politique est liée à la lutte pour le pouvoir dans chaque pays. On ne peut pas les dissocier, les séparer, les prendre comme des compléments qui s'ajustent les uns aux autres. C'est un processus unique qui cherche à s'articuler. Dans ce processus mondial, ce sont les traits les plus prononcés qui déterminent les formes de cette articulation et c'est la forme la plus générale sous laquelle se développe la régénérescence partielle. Pour le moment, le processus le plus accentué est celui de Yougoslavie. Peu importe son poids économique, le nombre de sa population ; ce qui compte c'est son rôle dans l'histoire, dans le mouvement communiste mondial. La Yougoslavie joue un rôle énorme dans le mouvement communiste mondial. Il y a cinq ans que c'est en marche. Il y a quatre ans qu'ils ont pris un type et qu'ils l'ont pendu à la fenêtre. Ensuite les Polonais se sont dit : faisons la même chose !

Ce processus doit encore s'articuler, mais il se combine avec le processus de la lutte pour le pouvoir dans chaque pays, dans chaque PC et avec la nécessité qui s'exprime de plus en plus sous forme de pression constante, de l'unification de tous les Partis Communistes. Cette unification n'a pas lieu parce que les directions des partis ne prennent pas politiquement une résolution en ce sens, parce qu'elles considèrent et résolvent que c'est convenable pour l'intérêt de tel ou tel parti : c'est la structure du processus mondial de la révolution qui exige la coordination, l'harmonisation la centralisation du mouvement communiste mondial. 9-8-73. J. POSADAS

L'Etat Ouvrier, au contraire, a intérêt à la paix. Les Etats Ouvriers sont intéressés par le règlement de la dispute sur la base d'une compétition économique, et historique mondiale. Dans une telle compétition, c'est l'Etat Ouvrier, c'est le socialisme qui gagne. Mais le capitalisme ne va pas l'accepter. Il va y répondre comme il vient de le faire au Chili. Le Chili était le théâtre d'une concurrence entre le système capitaliste et un gouvernement qui, bien que de manière limitée, progressait dans la voie du développement de l'économie du pays au moyen de mesures qui conduisaient à l'édification d'un Etat Ouvrier, qui jetaient les bases pour construire le socialisme. Le capitalisme y répond par une haine acharnée. C'est la réponse du système capitaliste à la possibilité d'une concurrence entre l'Etat Ouvrier et lui. Nous ne sommes pas contre la détente : nous voyons que c'est une mesure impossible. Le capitalisme ne va pas l'accepter. Ce n'est pas seulement l'impérialisme yankee qui est contre, mais aussi l'impérialisme français, anglais, et ils vont chercher mille manières, mille artifices pour gagner du temps, pour allonger les délais, pour mieux s'armer et se préparer à la guerre. L'Etat Ouvrier, lui a réellement intérêt à la détente parce qu'il sait que dans le cadre de la compétition économique et sociale avec le système capitaliste, c'est lui qui gagne.

Le capitalisme est un régime de misère, d'exploitation, de guerres. L'Etat Ouvrier n'a nul besoin de la guerre ni de l'exploitation. La structure historique de son régime, qui repose sur la propriété étatisée, l'économie planifiée, et centralisée, lui permet de développer l'économie et d'éliminer la misère, le chômage et la faim ; et par conséquent élimine aussi la nécessité de résoudre les conflits entre pays au moyen de la guerre. Au contraire, le régime de l'Etat Ouvrier tend à centraliser et à unifier tous les pays et à planifier ensemble, de manière concentrée, leurs productions.

Nous appelons le mouvement ouvrier mondial à discuter que le Chili n'est pas un cas particulier, une exception, c'est la norme qu'applique le système capitaliste partout dans le monde. Il faut en même temps établir une comparaison entre l'expérience chilienne et les autres. Le coup d'Etat au Chili n'est pas le produit d'une action, réalisée par surprise par le capitalisme.

Les massacres qui ont lieu au Chili, le gouvernement assassin, fasciste qui s'est

Nous appelons au Front Unique et à l'unification de tous les Etats Ouvriers. Nous appelons à l'unification du mouvement communiste mondial, en y incluant les trotskistes-posadistes, nous appelons à un front unique avec un programme anticapitaliste et anti-impérialiste. Nous appelons à appuyer cette unification des Etats-Ouvriers, pour qu'ils planifient ensemble leur production, leur politique, leurs interventions militaires, à les coordonner et les centraliser entre elles, à faire une politique d'ensemble, au nom des Etats Ouvriers, en défense des intérêts des Etats Ouvriers, et au nom des intérêts du plus grand contre ceux du plus petit.

Nous appelons à ouvrir une discussion publique des divergences sino-soviétiques. Il faut discuter, en Chine et en URSS, dans les syndicats, dans les quartiers, dans chaque maison et ouvrir une discussion publique dans le mouvement ouvrier, communiste et socialiste mondial. Une discussion qui inclut tous les points actuels de dispute et toutes les divergences sino-soviétiques montrera que, sur la base des intérêts des Etats Ouvriers respectifs, il n'y a pas de base pour un conflit ni des divergences. Celles-ci sont produites par les intérêts des directions, et en particulier par la direction chinoise. L'attitude de cette dernière, d'accuser l'URSS de "social-impérialisme" est une attitude criminelle, qui puise ses exemples dans l'époque antérieure, dans le temps de Staline. C'est l'absence de vie socialiste, de vie soviétique qui conduit à de telles conclusions. Il faut faire une discussion publique dans tous les Etats Ouvriers, dans les Partis Communistes, les syndicats, les usines, les quartiers, en tirant la conclusion de la nécessité de l'unification du mouvement communiste. La planification doit se faire en accord avec les intérêts des pays les plus arriérés ; les moins développés, pour les élever au niveau des plus développés.

Il faut augmenter les échanges commerciaux des Etats Ouvriers entre eux, et entre les Etats Ouvriers et les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine. Il faut appuyer de manière inconditionnelle la lutte des peuples pour leur libération, pour expulser l'impérialisme, qu'il soit portugais, français, anglais ou yankee, de tout pays. Il faut appeler les organisations démocratiques, catholiques, radicales, nationalistes, le mouvement socialiste mondial, le parti socialiste, à s'incorporer à ce Front Unique Anti-Impérialiste, avec un programme de développement de l'économie mondiale, pour une planification des investissements de manière à amener l'économie des pays les plus arriérés au niveau de celle des pays les plus développés. Nous appelons à un Front Unique de toutes les centrales ouvrières, de tous les syndicats, de tous les partis ouvriers des pays capitalistes et des Etats Ouvriers avec un programme anti-impérialiste, contre la guerre que prépare l'impérialisme, pour la liberté et le droit de tous les peuples, y compris celui du Chili, de se développer, de se donner les gouvernements capables de résoudre les problèmes et de développer l'économie étatisée, centralisée, vers le socialisme. Nous appelons la Conférence Pour la Paix, la Démocratie et le Socialisme à faire siens ces objectifs et à organiser la lutte en faisant appel au mouvement ouvrier mondial.

30 septembre 1973

SECRETARIAT INTERNATINAL DE LA IVe INTERNATIONALE

Résolution du Secrétariat International...

Nous appelons en même temps à défendre — en lui assurant l'appui d'un front unique mondial — le droit de tout gouvernement, de tout pays, à prendre des mesures progressistes contre le système capitaliste, en nationalisant, en étatisant ou en mettant en oeuvre des mouvements qui développent des mesures allant vers le socialisme. Il faut protéger tout gouvernement qui avance en ce sens contre toute menace intérieure ou extérieure de la part du système capitaliste. Il faut dénoncer que le Chili a été victime d'un complot international et que, par conséquent, le prolétariat doit y répondre de manière internationale. C'est une mesure qu'il faut discuter en l'unissant à la lutte du prolétariat de chaque pays pour ses propres revendications.

Nous appelons à un front unique mondial contre le capitalisme et l'impérialisme. Tout on simulant des accords avec les Etats Ouvriers, tout en faisant semblant d'adhérer à la politique de détente, le capitalisme organise, renforce, stimule, partout les groupes, secteurs, tendances, couches et pays contre-révolutionnaires, en vue d'attenter au progrès révolutionnaire des masses.

Edit. Resp.: Claudine Pôlet, 39 rue Bois-Monceau 6080 Montignies S/S

LE X^e CONGRÈS ET LA LUTTE DE TENDANCES DANS LE PARTI COMMUNISTE CHINOIS

21 Septembre 1973

(Voir pages centrales)

J. POSADAS

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE



OUVRIÈRE

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IV^e INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB 11^e ANNEE 24 OCTOBRE 1973 N° 195

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem.
de soutien 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

SOUTENONS
LA LUTTE ARMÉE
DES MASSES
ARABES
CONTRE
L'IMPÉRIALISME
ET ISRAËL !

La semaine prochaine
paraît
le numéro n°5 de
**LUTTE
ETUDIANTE**
demandez la à nos
militants ou
à l'adresse du
journal

EDITORIAL

L'échec du gouvernement à résoudre la crise bourgeoise et la nécessité du front-unique pour avancer vers le gouvernement de gauche.

La bourgeoisie cherche une équipe politique plus sûre que l'actuelle pour imposer des mesures réactionnaires, comme la réforme de l'armée, le blocage des salaires, la répression des droits démocratiques et syndicaux des masses. Sans aller jusqu'à rompre le gouvernement tripartite, la droite a provoqué la crise qui vient d'éclater de nouveau, afin de soumettre plus étroitement le PSB à ce plan. La bourgeoisie n'a pas confiance dans le PSB. Celui-ci n'est pas un allié sûr, parce que la direction socialiste ne peut pas laisser de côté les pressions des masses, des luttes de la classe ouvrière, les discussions, les revirements intérieurs. Le coup fasciste du Chili a des conséquences très grandes en Belgique — contre le capitalisme, il a été la cause directe de la remise en question du projet de réforme de l'armée. La direction du PSB avait aussi accepté des restrictions budgétaires qui se feraient sur le dos des masses. En particulier dans les services publics. Mais les masses ne sont pas disposées à faire les frais de cette crise : les services publics préparent de très grandes mobilisations pour défendre les salaires, le pouvoir d'achat, les droits acquis. Le PSB ne peut pas ignorer toutes ces forces qui veulent progresser.

Face à cela, la bourgeoisie cherche à pressionner la droite socialiste au gouvernement. Elle a manœuvré pour qu'un PLP soit élu à la présidence du Conseil Culturel Wallon, elle développe une attaque concentrée contre le projet Ibramco. Mais elle n'a pas, par elle-même, de force suffisante pour imposer un changement de gouvernement, un "pouvoir fort", ou un coup d'Etat. Elle doit constater — comme le fait Vanden Boeynants — que le PLP n'a pas réussi à être "un vrai parti de droite", et que le PSC est traversé de courants socialistes, ou fédéralistes, qu'il est profondément divisé, qu'il doit affronter des tendances qui veulent la lutte de classes ou qui menacent de rompre et de former un nouveau mouvement. Pour toutes ces raisons, la bourgeoisie s'accroche encore au gouvernement tripartite actuel.

Pour donner une stabilité à ce gouvernement, le capitalisme devrait avoir une perspective d'expansion, de développement, de progrès, en Belgique et dans le monde. Mais il n'y a rien de tout cela. Le développement de la guerre au Moyen

Orient approfondit la crise du système capitaliste. Le gouvernement belge, au lieu de faire un seul bloc avec l'impérialisme yankee et Israël en fonction de son alliance dans l'OTAN, décrète l'embargo sur toutes les livraisons d'armes au Moyen Orient, Israël inclus. Il est obligé de prendre cette position, parce que la petite-bourgeoisie, la même qui vote encore pour le PSC ou le PLP, ne veut pas s'associer aux plans de guerre de l'impérialisme américain et elle élève, au contraire ses revendications contre le capitalisme, elle est entraînée du côté de la classe ouvrière. L'impérialisme yankee et Israël ont subi un important échec déjà au Moyen Orient, indépendamment des conséquences militaires de la guerre : ils n'ont pas réussi à entraîner le reste du capitalisme mondial dans l'accomplissement d'un objectif qui est fondamental pour la préparation de la guerre atomique ! Les autres pays capitalistes répondent, comme au moment des bombardements de Hanoï. C'est pour cela que maintenant Kissinger doit courir à Moscou, pour discuter les moyens de gagner du temps, de prolonger "la détente". Le front unique des masses arabes et de l'Etat Ouvrier s'est imposé. En pleine crise du Moyen Orient, le scandale du Watergate connaît de nouveaux rebondissements ; un secteur du capitalisme américain veut contenir les plans de la CIA, retarder la décision de lancer la guerre mondiale contre-révolutionnaire, et pour cela, cherche à provoquer la destitution de Nixon. Leur désaccord ne porte pas sur les objectifs de la guerre, mais sur les délais pour la lancer. Tout le capitalisme américain soutient Israël, soutient le coup fasciste au Chili ; de même que tout le capitalisme mondial n'aura pas d'autre issue que de suivre l'impérialisme yankee. Mais toute cette crise entraîne le développement de secteurs pessimistes dans la bourgeoisie, qui perdent confiance dans l'avenir du capitalisme et cherchent à se sauver, chacun pour soi. Cette crise s'exprime avec force en Belgique, dans la crise gouvernementale, dans la décision de l'embargo sur les armes, dans le décret de septembre, dans les disputes furieuses entre les secteurs capitalistes pour tirer le meilleur parti de la régionalisation, des SDR etc... Avec une équipe plus restreinte. (Suite page 4)

La grève de Cockerill pose la nécessité du fonctionnement de la démocratie syndicale.

Les grèves de Cockerill, la grève des A.C.E.C., et dans plusieurs secteurs de la Sidérurgie, les grèves dans la CGCP enseignement, les grèves à Caterpillar mettent à l'ordre du jour, la nécessité indispensable d'organiser, de structurer à échelle nationale une gauche syndicale qui lutte effectivement contre les patrons et le système capitaliste.

Les dockers d'Anvers et de Gand ont déclaré maintes fois : "Nous ne sommes pas contre les Syndicats, nous sommes contre la dictature de la bureaucratie syndicale, nous voulons prendre le pouvoir dans l'organisation syndicale, et cette grève ouvre l'étape de la fin de la dictature de la bureaucratie syndicale en Belgique. Toutes les grèves après celle des dockers posent les mêmes problèmes. Pour obtenir n'importe Quelle conquête contre le patronat, contre le capitalisme, il faut une direction syndicale qui agisse en défense des intérêts des travailleurs.

La crise actuelle du système capitaliste, l'augmentation vertigineuse du coût de la vie, l'augmentation du chômage, des licenciements, et l'accélération des cadenc-

es et de la productivité, exigent une riposte unifiée de toute la classe ouvrière pour obtenir, des primes de vie chère, la sécurité du volume de l'emploi, et des conditions de travail dignes dans les entreprises.

C'est pour cela que se battent les travailleurs de Cockerill, des ACEC mais ils se trouvent en permanence en conflit avec les directions syndicales, qui sont liées par les conventions collectives par les accords de Paix Sociale et qui empêchent, contiennent et s'opposent aux mouvements de lutte de la classe ouvrière. Le capitalisme pour se maintenir a besoin des directions bureaucratiques syndicales, des directions socialistes qui soient une garantie de "tranquillité" dans le pays. Mais face à la flambée de l'augmentation des prix, la crise économique, financière et sociale du capitalisme, il faut réagir, intervenir et mener une lutte qui mette en cause le système. Toutes les revendications exigées par les travailleurs sont légitimes et nécessaires. Les délégués d'usines, des délégués de base et même certains dirigeants des Fédérations ap-

(Suite page 4)

Les conclusions du coup militaire au Chili et la lutte contre le projet d'armée de métier de la bourgeoisie belge.

Le renversement du Gouvernement d'Unité Populaire au Chili par la Junte Militaire réactionnaire appuyée par l'impérialisme américain, a provoqué une commotion très profonde dans le mouvement ouvrier en Belgique, en particulier dans le mouvement socialiste. L'avant-garde ouvrière, étudiante, intellectuelle, dans tout le pays est intervenue pour manifester son indignation, sa solidarité totale avec le Chili de l'Unité Populaire, son appui à la résistance que la classe ouvrière chilienne continue à opposer à la domination de la Junte. Mais aussi la réflexion : comment le gouvernement populaire a-t-il pu être renversé ? comment cela a été possible, malgré toutes les forces des mobilisations des masses au Chili ? Cette commotion et cette réflexion n'atteignent pas seulement la base du mouvement socialiste, mais ébranlent toute la structure de l'appareil du PSB, et provoquent des réactions, des discussions, une polémique très vives à l'intérieur du PSB, qui remettent en question la politique de participation du

PSB au gouvernement tripartite.

La discussion sur le projet de loi de réforme de l'armée revient à l'ordre du jour avec une force que lui donnent les événements du Chili. Dès dirigeants socialistes remettent en question un projet de loi, qui avait déjà été discuté dans les commissions parlementaires et qui avait déjà été approuvé par la direction socialiste, comme une partie du "pacte de défense nationale".

Une première étape de contestation vigoureuse de ce projet réactionnaire a forcé la bourgeoisie à un recul. Le ministre de la défense, Vanden Boeynants a du retirer du projet la suppression des sursis, l'imposition d'un service militaire par famille, l'impôt familial. Mais le reste du projet, c'est à dire l'essentiel : la constitution d'un corps d'armée de métier, était maintenu. La discussion, le bouleversement que l'expérience du Chili a signifié pour une multitude de socialistes, de chrétiens de gauche, viennent

(Suite page 4)

Le X^e Congrès et la lutte de terre dans le Parti Communiste chinois

21 Septembre 1973

Le Congrès du Parti Communiste Chinois représente un compromis entre le secteur de Chou En Lai et un secteur apparemment plus à gauche. Pour cette raison, ils ont utilisé un tel langage : ils rappellent la révolution culturelle, ils disent qu'elle était juste, qu'elle va être continuée par eux, qu'il faut épurer le Parti des éléments bourgeois pouvant y revenir. Tout cela implique et cache un attentat à la fois contre les tendances de gauche et de droite. Ils ont encore des relations avec des ex-patrons, avec des types qui, encore récemment, étaient propriétaires de terres.

Dans cet accord, ils mettent l'accent sur la nécessité du développement de la Chine vers le socialisme. Chou En Lai a dû se référer un grand nombre de fois au prolétariat, comme point d'appui de la révolution chinoise. Mais tout cela sert aussi à cacher une politique de droite. Nous ne savons pas qui est ce nouveau dirigeant, Wang Ho Weng. Le fait qu'il vienne de la révolution culturelle, ne veut pas dire qu'il soit un représentant de l'aile gauche, parce qu'il n'a ni programme, ni politique.

Dans leur accord et leur compromis, il se peut qu'ils aient cherché à nommer un dirigeant ayant participé à la révolution culturelle, pour contenir et calmer les masses chinoises, leur montrer qu'ils ne vont pas à droite. Ils emploient un langage apparemment de gauche, mais ils ne proposent pas de programme, ils ne montrent aucune préoccupation pour le processus mondial.

Ce congrès montre que le Parti Communiste Chinois passe une étape transitoire. Il n'a résolu aucun des problèmes de la Chine. Il n'a discuté aucun des problèmes de la situation mondiale : la lutte des masses, le progrès de la révolution mondiale, le progrès des Partis Communistes, la situation en Europe et les luttes du prolétariat pour prendre le pouvoir, la crise au Chili, le processus révolutionnaire au Chili et dans le reste du monde, la lutte du Vietnam, l'extension de la révolution par les masses vietnamiennes. Ils ont ignoré tout cela, parce qu'ils ont voulu ne pas heurter l'impérialisme ni la bourgeoisie mondiale et ne pas donner d'éléments d'approfondissement de la lutte intérieure de tendances. Une telle situation ne peut se maintenir longtemps parce que la Chine doit, nécessairement, prendre position sur tous ces problèmes.

Lors de ses discussions avec Pompidou, postérieures au Congrès, Chou En Lai a mis en évidence cette politique, qui consiste à chercher ces accords avec des secteurs de la bourgeoisie pour se renforcer face à l'impérialisme yankee et, en même temps, face à l'Union Soviétique. Il défend un intérêt stalinien, de bureaucrates, de couches de la société qui cherchent le développement économique, social et politique de la Chine, en tant que "chinois". Ils n'ont pas de perspective. Au moment où le processus impulse les Etats Ouvriers à s'unifier, à chercher l'unification mondiale du mouvement communiste, les chinois s'isolent, cherchent une alliance avec la bourgeoisie contre les autres Etats ouvriers et, par conséquent, contre la révolution. Mais ils ne peuvent le faire directement, ni complètement, à cause des désaccords intérieurs.

L'accord réalisé à l'intérieur de ce congrès indique la prédominance du secteur bureaucratique, qui doit faire des accords avec l'aile apparemment de gauche. C'est pour cela qu'ils adoptent un langage manifestant la volonté de faire avancer la révolution. Mais aucune politique concrète ne correspond à ce langage. On a l'impression qu'il s'agit d'attitudes transitoires. Ils parlent aussi d'incorporer et de développer l'activité des syndicats et des dirigeants syndicaux. Mais tout cela peut faire partie d'un compromis, de concessions de langage, de forme, et non de contenu.

Ce congrès s'est tenu clandestinement, secrètement. Il n'a pas été préparé. Il ne s'est pas réalisé pour résoudre publiquement les problèmes. Ils l'ont fait sans aucune préparation, à l'improviste. Ils l'ont réuni pour définir une situation. Entre autres, parce qu'ils devaient donner une explication, prendre une posi-

tion sur l'affaire de Lin Piao. Ils sont arrivés à un compromis entre l'aile supposée de gauche, une aile centriste et l'aile droite du Parti, dont la base est de faire disparaître Lin Piao. Dans ce compromis, la droite et le centre ont encore la prédominance. Mais quand ils doivent expliquer le problème de Lin Piao en présentant celui-ci comme un assassin, qui s'est infiltré dans le Parti pour être assassin, carriériste, un agent du capitalisme, toutes les masses chinoises se posent la question - la même qu'elles se sont posées avec Staline : "Comment est-il resté si longtemps dans le Parti ? Qui l'a appuyé ? Pourquoi ne l'a-t-on pas dénoncé ? comment a-t-il pu parvenir au pouvoir ? est-ce que la moitié du Parti est semblable à lui ? Il n'a pas pu faire une telle activité sans l'appui et le consentement du Parti !". Cela crée une confusion, un désordre intérieur, une très grande déception, dans certaines couches du Parti. Mais cela crée dans d'autres secteurs, le besoin d'étudier, d'élever la compréhension et la capacité afin de mettre de l'ordre dans le Parti.

L'économie chinoise est en développement, mais il se développe aussi une aile qui a des intérêts de type stalinien, nationalistes, rétrogrades, très liée à l'intérêt régional, exclusivement "chinois". On n'est plus à l'étape où cela était possible. L'histoire, l'économie, le développement de la science dans les Etats ouvriers ne permettent plus la création d'une aile stalinienne. On peut encore assister à l'utilisation de méthodes et de moyens staliniens comme ce fut le cas dans ce Congrès, mais cette aile n'a pas de perspectives de développement. Au contraire, toutes les perspectives sont favorables au développement postérieur d'ailes gauches. Il faut s'attendre à la confirmation de toutes ces conclusions et collaborer à cette activité en développant la révolution mondiale.

Il y a la Chine, mais à côté, il y a le Vietnam, qui a des positions de gauche dans le mouvement communiste mondial, et qui intervient comme aile consciente. Leur orientation et leurs positions se ressemblent aux nôtres et coïncident sur beaucoup de points. Cela montre que les secteurs bureaucratiques qui recherchent le développement de leur propre pays au bénéfice d'eux mêmes et d'eux seuls, ne peuvent pas obliger le reste du monde à se soumettre à eux, comme l'avait fait Staline en son temps. Le développement de la révolution brise l'isolement de chaque secteur. Du temps de Staline, au contraire, le recul de la révolution isolait chaque secteur et le soumettait à la bureaucratie soviétique.

Il faut donc s'attendre à de grandes luttes, à de grandes discussions, dans le cours desquelles nous devons, nous allons intervenir. Il n'y a pas de perspective pour les tendances à l'isolement, pour le développement de tendances staliniennes. L'alliance du capitalisme avec la Chine n'a pas d'avenir non plus. Le capitalisme essaie de se servir de la Chine contre l'Union Soviétique, l'ensemble des Etats Ouvriers et la révolution mondiale. Il n'y

a pas de perspective à cela. C'est la raison pour laquelle Chou En Lai et Pompidou ne sont parvenus à aucune conclusion. Ils se sont limités à des déclarations sans conclusions. Le but du voyage était de rechercher un appui mutuel, mais aucun des deux n'a obtenu la réponse favorable qu'il voulait. Par contre la révolution progresse dans le monde entier, malgré le recul que signifie le coup de

La polémique insensée du P. C. chinois contre l'Union Soviétique

L'aile droite du Parti Communiste Chinois a échoué dans sa tentative de dresser le Parti contre l'Union Soviétique et contre les autres Etats ouvriers, ce qui équivaut à le dresser contre la tactique actuelle de la révolution mondiale, qui est de pousser les pays coloniaux et semi-coloniaux contre l'impérialisme. Telle est la base de l'accord entre Chou En Lai et Pompidou. Bien sur, il y a des divergences entre eux ! L'impérialisme français agit ainsi pour essayer d'exploiter la direction chinoise ; les chinois veulent exploiter l'impérialisme français ; le premier contre le progrès du mouvement révolutionnaire mondial, les seconds contre l'Union Soviétique. Ils ont échoué les uns et les autres. Ils n'ont rien obtenu. La révolution est plus puissante !

Le manque d'assurance de la direction chinoise, qui s'exprime dans la façon dont elle a réalisé ce Congrès secret du PC Chinois, ne lui donne aucune force, aucune supériorité par rapport à la révolution mondiale. Ils veulent contenir la révolution mondiale. Mais au moment où se réunissait ce Xème Congrès du Parti Communiste Chinois - un Congrès qui n'a produit que des déclarations très générales et aucune résolution d'impulsion à la révolution socialiste mondiale - les masses chiliennes ont fait la démonstration qu'elles vivent en se basant sur l'expérience et la sécurité qui se dégage de la lutte révolutionnaire du prolétariat dans le monde entier.

La résolution du Xème Congrès du Parti Communiste Chinois est un texte de dispute avec la direction du Parti Communiste et avec le gouvernement de l'Union Soviétique et dans cette dispute la direction du PC Chinois cherche un appui dans le système capitaliste, en développant des intérêts régionaux, nationalistes, complètement étrangers au socialisme. C'est le cas quand la résolution pose que l'URSS doit remettre au Japon une série d'îles. L'Etat ouvrier possède des îles qui lui appartiennent et qui sont le produit de son développement social. Même si à l'origine, ces îles ont appartenu à un autre pays, elles se sont développées socialement comme une partie de l'Etat ouvrier. L'étatisation de la propriété y a été établie et elles progressent vers le socialisme. Elles sont passées de l'état arriéré, féodal, de l'esclavage dans lequel elles vivaient avant, à l'Etat ouvrier. La direction du PC Chinois demande maintenant qu'elles soient rendues au système capitaliste, c'est à dire, qu'elles retournent en arrière. C'est insensé ! C'est la réponse à des intérêts de groupes, de caste, bureaucratiques, nationalistes et régionalistes, qui vont contre l'Etat ouvrier. Ce n'est pas une mesure proposée en fonction des intérêts de l'Etat ouvrier. Même si ces territoires ont appartenu, dans le passé, à un autre pays, l'Etat ouvrier les a développés d'un point de vue socialement supérieur, dans le cadre de l'Etat ouvrier et de la marche de celui-ci vers le socialisme, il n'y a donc rien à "rendre". Au contraire ! Au contraire, il faut deman-

der à l'URSS de faire avec le Japon la même chose qu'elle a fait avec ces îles !

La direction du PC Chinois ne raisonne pas de cette façon parce qu'elle est aveuglée par ses intérêts bureaucratiques, de caste, en dispute avec l'Etat ouvrier. Mais cette politique de la bureaucratie chinoise prend origine aussi en URSS, dans la politique de la bureaucratie soviétique du temps de Staline, qui pratiquait alors envers les autres la même politique que mène maintenant la direction chinoise. Politique de Staline qui s'est poursuivie du temps de Kroutchev. Les antécédents de la politique actuelle de la Chine sont Yalta et Téhéran, et le temps où Staline et d'impérialisme se partageaient le monde.

La politique de la direction chinoise est due à sa rivalité et à sa dispute avec la bureaucratie soviétique. Mais on est maintenant à une étape supérieure. Il continue à y avoir, en URSS, des intérêts bureaucratiques, la bureaucratie est encore solidement implantée, mais il se développe également, à l'intérieur de l'URSS, un processus de régénérescence partielle qu'il faut suivre, appuyer sans pour autant cesser de critiquer la bureaucratie et de combattre ses intérêts. Mais pour cela, il faut discuter dans le cadre de l'Etat ouvrier. Au lieu de cela, la direction du PC chinois fait appel au capitalisme contre les Etats ouvriers. Elle s'associe à l'impérialisme japonais, français, yankee, contre l'Etat ouvrier soviétique. Ce qu'elle défend là, ce sont des intérêts bureaucratiques, et non des intérêts révolutionnaires. Une telle dispute a son origine dans le manque de vie soviétique, d'organismes d'intervention des masses et de vie soviétique, de vie communiste.

Voilà ce qu'il faut poser pour résoudre le conflit sino-soviétique, pour en finir avec cette attitude insensée et criminelle de la direction du PC Chinois. Il faut poser la renaissance des soviets dans les Etats ouvriers, en URSS, en Chine, la pleine démocratie soviétique, la discussion pleine, fraternelle, communiste entre tous les Etats ouvriers et tous les Partis Communistes ; en recherchant les conditions pour la reconstruction de l'Internationale Communiste, pour l'unification de tous les Etats ouvriers, pour une planification entre eux, à tous les niveaux : politique, social, économique et militaire afin de mieux se préparer pour la guerre que va déclencher l'impérialisme.

Malgré les intérêts de la bureaucratie contre ces intérêts, l'Etat ouvrier chinois a besoin, de toute façon, de s'exprimer et il va trouver le moyen de le faire. C'est la structure déjà atteinte par l'Etat ouvrier, les communes, certains aspects et formes de vie soviétique en Chine, le développement économique et social du pays, le développement du prolétariat, l'intervention de la Chine en Corée comme au Vietnam, c'est à dire, toute la structure atteinte par l'Etat ouvrier qui oblige à voir la réalité de manière plus directe et immédiate. Tout en demandant à l'URSS de livrer certaines îles au sys-

ndances inois POSADAS

tème capitaliste, la direction du PC chinois doit dénoncer que l'impérialisme se prépare à la guerre, et faire des déclarations pour développer des cadres pour aller vers le socialisme. C'est la structure de l'Etat ouvrier qui oblige la direction chinoise à poser cela. Ce qui, par contre, montre que cette direction défend des intérêts bureaucratiques et régionalistes, c'est sa demande que l'Etat ouvrier soviétique livre certaines de ses îles au système capitaliste. Alors qu'elle devrait, au contraire, appeler les masses des pays capitalistes à faire comme en Union Soviétique pour développer leur pays, quelles que soient les critiques qu'on adresse à la direction du Parti Communiste Soviétique, il faut faire comme en URSS, qui est passée du néant à être le second pays du monde de point de vue du développement, pour certains aspects, le premier. C'est l'appel que la direction chinoise doit adresser aux masses des pays capitalistes : faire comme en URSS ! au lieu de demander à celle-ci de livrer certaines de ses îles au système capitaliste !

Le processus antérieur dans le Parti Communiste chinois, le retard dans l'organisation de ce Congrès cherchaient à mener à l'établissement d'un programme de conciliation de type stalinien : un programme de conciliation avec le système capitaliste mondial. La base de cette conciliation est la défense des intérêts d'une caste bureaucratique, d'un secteur bureaucratique en concurrence avec les autres Etats ouvriers et leur bureaucratie. Cette direction bureaucratique chinoise cherche à regrouper les différents intérêts régionaux, de castes ou de groupes sous la dénomination générale de "défense des intérêts de la Chine contre l'oppression soviétique". D'où la qualification de "social impérialisme" attribué à l'URSS, qui est absurde, dépourvue de toute base scientifique et de toute réalité. Ni l'URSS, ni le PC soviétique ne pratiquent le "social-impérialisme". Nous critiquons la bureaucratie et le Parti Communiste de l'URSS parce qu'ils ne mènent pas une politique conséquente contre le système capitaliste, bien que nous appuyons beaucoup des activités qu'ils réalisent, et bien que nous appuyons l'intervention de l'URSS en faveur de la lutte des masses des pays coloniaux ou semi-coloniaux, dans le reste du monde.

Cette attitude de la direction du PC chinois visait - avec l'aide de l'impérialisme yankee et du système capitaliste mondial - à exercer une pression contre l'Union Soviétique en se servant des pays dits "non alignés" pour essayer d'affaiblir les positions de l'Union Soviétique dans le monde. Cela intéresse le capitalisme mondial. En s'appuyant sur la dispute, la rivalité entre la bureaucratie chinoise et tous les autres Etats ouvriers, le capitalisme cherche à gagner du temps historique, en tâchant d'empêcher que les pays dits "non alignés" ne soient influencés par les Etats ouvriers. C'est tout le contraire qui s'est produit. Les Etats ouvriers ont influencé les pays dits "non alignés" et ceux-ci se sont alignés dans un front mondial anti-impérialiste. Bien qu'ils n'aient pas encore adopté programmatiquement cette position, les résolutions adoptées par la Conférence d'Alger sont anti-impérialistes. Elles ne vont pas contre l'Union Soviétique, mais contre l'impérialisme yankee.

La discussion, à Alger, des pays non alignés a été une défaite pour l'impérialisme. Une série de pays, entre autre l'Arabie Saoudite, étaient venus à la Conférence dans le but d'influencer le reste des délégations dans un sens défavorable

à l'URSS et aux Etats révolutionnaires qui avançaient vers la construction d'Etats ouvriers. Tel était le fond de leurs intentions : poser qu'il ne s'agissait pas d'un problème de classe, ni de structures économiques historiques, ni de systèmes de production, ni de régimes de propriété, mais simplement un problème de pays riches et de pays pauvres. L'intervention de Fidel Castro, la véhémence avec laquelle il a parlé, les analyses et les conclusions qu'il a exposées montrant quel est le rôle de l'Union Soviétique, ont pesé de manière décisive et ont brisé la tentative de l'aile réactionnaire, dirigée par l'Arabie Saoudite. Cette dernière cher-

Le Xe Congrès est un congrès provisoire

Le Parti Communiste Chinois, avec son programme anti-soviétique, la campagne anti-soviétique qu'il mène et sa préoccupation constante de faire apparaître l'URSS comme l'agresseur, montre par son attitude qu'il défend les intérêts d'une caste bureaucratique. Il ne s'agit pas d'une politique erronée. Ce n'est pas l'expression d'un Parti Communiste ou d'un pays qui ne sait pas quelle politique mener. Non et non ! La direction du Parti Communiste Chinois défend des intérêts bureaucratiques qu'elle sent menacés par le développement de l'URSS. Il s'agit d'une dispute, de rivalités d'intérêts inter-bureaucratiques. Mais la dispute inter-bureaucratique a des limites : celles que fixent les intérêts communs des deux Etats ouvriers contre le système capitaliste mondial.

Ce sont ces mêmes intérêts communs qui lient les bureaucraties roumaine et yougoslave à l'URSS.

L'attitude du gouvernement chinois montre l'existence, en Chine, d'une couche bureaucratique qui préfère l'alliance avec le système capitaliste à la défense des Etats ouvriers. C'est une position qui ne peut se maintenir et qui ne va pas durer. Elle va contre toute la nature de la révolution chinoise, contre le progrès, contre la structure déjà atteinte par le développement des communes et le développement de certaines formes de vie intérieure-démocratique dans les communes, contre l'immense progrès réalisé par toute la population chinoise, par l'économie, contre le développement social, scientifique et technique de la Chine. Il n'y a pas en Chine un état d'arrière-pensée du pays qui fournisse des points d'appui pour une telle politique. Le retard de la Chine est relatif. Il faut donc s'attendre à des événements d'importance et au développement d'une aile gauche.

Ce Xème Congrès du PC Chinois s'est fait en cachette, au milieu des conciliabules et dans la pénombre. Il n'en sort ni un programme, ni une conclusion programmatique objective sur : "où va le monde ?" Il ne tient aucun compte de ce qui se passe dans le reste du monde, il ne prend pas comme objectif central la lutte contre l'impérialisme et débouche sur une conclusion ambiguë. Il ne transmet pas un seul mot au reste du monde, il n'y a pas une seule conclusion programmatique. Que cherche la direction chinoise ? Développer le pays ? Bien, et comment ? En attendant, que faut-il faire vis à vis de l'impérialisme et du système capitaliste mondial ? Quelle attitude faut-il adopter à l'égard des luttes de peuples coloniaux et du Vietnam ? Ils nomment le Vietnam en passant, ils lui consacrent quatre lignes. Il n'y a pas un mot de l'attitude envers les pays qui luttent contre l'impérialisme, ni une seule condamnation de l'impérialisme, ni une seule résolution programmatique d'appui à la lutte des peuples contre le système capitaliste et contre l'impérialisme.

Tout montre que le congrès qui vient de se dérouler est un congrès provisoire, mais qu'en même temps, il prépare une nouvelle étape. La direction issue de ce congrès ne domine pas, programmatiquement, la situation. Ce congrès n'est pas le résultat de toute une activité antérieure de préparation, de discussion, au sein du parti, pour comprendre, comparer. C'est seulement une aile qui a pris la direction sur la base d'un compromis, d'un accord totalement provisoire. La preuve en est

chaît à dresser toute la conférence dans une condamnation à la fois des yankees et des Etats ouvriers, en particulier de l'URSS. Ce fut une défaite pour l'impérialisme yankee. Il avait là une possibilité de parvenir à ses fins, mais ni son argent, ni les pressions commerciales, financières et militaires n'ont été un moyen de pression suffisant. Cela signifie que les Etats ouvriers pèsent très profondément sur les pays dits "non alignés", qui, dans leurs immense majorité, sont "alignés sur les Etats ouvriers". D'où l'importance de la déclaration de Boumediène : elle manifeste l'élévation du processus mondial de la révolution.

que ce congrès n'a pris aucune résolution importante, et concilie avec le système capitaliste. La direction chinoise cherche un accord avec le système capitaliste contre les soviétiques, dans l'espoir de pouvoir ainsi se débarasser des soviétiques et développer les intérêts bureaucratiques de cette caste issue de la révolution chinoise. Cette politique n'a ni base ni perspective. La droite et le centre du PC chinois n'ont pas de forces ; la preuve en est qu'à l'occasion de ce Congrès ils ont dû faire une alliance avec une gauche, ou des secteurs qui, au moins, apparaissent comme étant de gauche.

Les explications fournies à propos de Lin Piao sont une comédie sans la moi-

Le prolétariat chilien, image et représentant du prolétariat mondial

La direction chinoise a cherché à peser contre l'URSS. Si cela avait eu de l'influence sur les Partis Communistes et sur les masses du monde, en particulier sur les masses chiliennes, celles-ci se seraient senties anéanties par une telle conclusion : voir que le PC Chinois et le PC soviétique, les deux PC et les deux Etats ouvriers les plus puissants du monde, se disputent entre eux, et la Chine, utilisant les méthodes stalinienne, accuse l'URSS d'être impérialiste et d'avoir le dessein d'envahir la Chine. C'était suffisant pour confondre, désorienter et abaisser la cohésion du prolétariat mondial. Mais le prolétariat chilien démontre par son attitude qu'il n'est pas abattu du tout, que le prolétariat a une compréhension infiniment supérieure à celle de toutes ces directions, qu'il est confiant et sûr de lui et qu'il comprend qu'il s'agit d'une dispute interbureaucratique. Le prolétariat ne reconnaît pas, dans ce congrès du PC chinois et dans ses attaques contre l'Union Soviétique, le vrai visage de l'Etat ouvrier. Il y voit le fait d'une direction, non d'un Etat ouvrier.

Si le prolétariat mondial pensait que l'attitude du gouvernement chinois est l'expression de ce qu'est l'Etat ouvrier, le communisme, sa confiance historique en serait diminuée. Or, au contraire, le prolétariat chilien démontre l'immense élévation de son assurance. Il administre en même temps la preuve que l'attitude du PC Chinois, de son Xème Congrès, n'a lésionné en rien l'assurance historique du prolétariat mondial.

Le prolétariat est apte pour une immense compréhension de tout cela. L'Etat ouvrier le plus grand, le plus puissant, de plus de poids dans l'histoire après l'Union Soviétique accuse celle-ci d'être fasciste et de s'allier avec l'impérialisme, alors que c'est la Chine qui vient, encore récemment, de s'allier avec Pompidou en cherchant à concilier avec celui-ci contre l'URSS. Cela devrait être suffisant pour briser la confiance, la résolution et l'orientation du prolétariat mondial. Celui-ci devrait se sentir anéanti, désorienté, plein d'insécurité en voyant un pays socia-

dre véridité. Ils ont tué Lin Piao dans le cadre d'une lutte entre tendances. C'est le recours aux méthodes de Staline. Mais on n'est plus à l'étape où l'on pouvait se permettre d'utiliser les méthodes de Staline. La liquidation de Lin Piao, que la direction chinoise cherche à justifier, ne fait que démontrer que cette direction défend des intérêts de caste bureaucratiques. Même si la dispute est très grande, quand on en arrive à tuer, c'est parce que les intérêts légitimes n'a pas besoin de tuer, de liquider physiquement ses adversaires, ni de se livrer à la farce sinistre qu'invente la direction chinoise pour se justifier : "Il y a trente ans qu'il préparait la trahison de livrer le pays au capitalisme !".

Pour la première fois, Chou En Lai parle de s'appuyer sur le prolétariat chinois ; mais lui-même ne représente pas les intérêts du prolétariat chinois. Il défend les intérêts de la bureaucratie et cherche, pour cela, à s'appuyer sur le prolétariat. Mais c'est la première fois qu'il mentionne le prolétariat et aussi qu'il admet la légitimité et même la poursuite de la révolution culturelle. Cela veut dire une dispute et une discussion intérieure qui ne porte pas sur les problèmes économiques de la Chine, mais bien sur les problèmes mondiaux de la révolution. Il faut donc s'attendre dans un délai très court à une nouvelle crise très profonde dans le PC Chinois.

liste, la seconde direction en importance historique, accuser l'URSS d'être fasciste et employer des méthodes stalinienne, des méthodes empruntées au capitalisme. La direction chinoise emploie partout le mensonge, c'est évident. Il suffit pour s'en convaincre de lire la biographie et la condamnation de Lin Piao qu'ils publient. C'est un pur mensonge ! Et les accusations contre l'URSS sont un autre mensonge.

Et non seulement le prolétariat chilien ne se sent pas anéanti, n'est pas désorienté, mais il se maintient uni, organisé, centralisé dans ses partis et dans ses syndicats. C'est le symptôme le plus important de la maturité, comme direction, du prolétariat mondial. Les événements auraient dû le secouer, lui faire perdre de son assurance historique. Son attitude au Chili montre qu'il n'a pas perdu un milligramme de cette assurance historique ! Au contraire, celle-ci s'est renforcée et la classe ouvrière résiste !

Cette étape d'accords avec le capitalisme de la part de la direction chinoise est totalement provisoire. L'impérialisme se prépare à la guerre. Il signe des accords, il accepte embrassades de Brejnev à Nixon, mais c'est seulement pour gagner du temps, parce qu'il ne se sent pas assez sûr actuellement pour lancer la guerre. Mais une aile, au sein de l'impérialisme, va la déclencher : c'est la CIA, c'est l'aile qui provoqué le coup d'Etat au Chili. Le comportement des masses chiliennes est une expérience très riche pour s'adresser à tous les Partis Communistes.

Camarades communistes, il faut discuter cette conclusion : le prolétariat chilien a démontré qu'il suit au jour le jour les problèmes mondiaux de la révolution et des Partis Communistes. Il faut s'appuyer sur cette expérience, sur cette capacité d'analyse, de conclusion, de comportement historique du prolétariat chilien, qui est l'image et le représentant de tout le prolétariat mondial.

J. POSADAS

21 Septembre 1973

RECENTS TEXTES DE J. POSADAS SUR LE CHILI

- Conclusions de la défaite de la tentative de contre-révolution au Chili (31.8.73)
- Il faut défendre inconditionnellement la Révolution Chilienne ! (13.9.73)
- Conclusions du coup transitoire de la contre-révolution et de l'héroïsme du prolétariat et des masses chiliennes (16.9.73)
- Conclusions de la défaite transitoire de la révolution socialiste chilienne (21.9.73)
- Les Etats Ouvriers doivent intervenir de toutes leurs forces pour arrêter les massacres réorganiser et animer pour le socialisme au Chili ! (23.9.73).

Les conclusions...

(Suite de la page 1)

tout remettre en cause de nouveau.

Le capitalisme belge, en présentant ce projet d'armée professionnelle, ne le fait pas en son seul nom. Il le fait pour appliquer les décisions de l'impérialisme yankee, de l'OTAN, qui ont besoin d'une armée sûre en Europe. Ils cherchent le pays qui leur donne cette assurance. Mais aucun pays capitaliste n'est capable de donner une telle garantie : même en Suisse, après le coup contre la révolution chilienne, les soldats se sont rebellés contre leurs chefs qui refusaient de mettre les drapeaux des casernes en berne, en signe de deuil. En France, de hauts chefs militaires participent à des manifestations pacifistes à Larzac, marquent leur réprobation du comportement de l'armée chilienne, et de l'état-major de l'armée française. En Angleterre, les soldats britanniques désertent pour ne pas se battre contre la révolution irlandaise. Dans les pays nordiques, les militaires réclament le droit de se syndiquer, de considérer l'Etat comme un patron et laissent "la patrie" aux archives. En Allemagne également. En Belgique, l'armée de miliciens n'offre aucune garantie pour la défense de la bourgeoisie. La bourgeoisie et l'OTAN nécessitent d'une armée capable de réprimer les masses, d'empêcher la prise du pouvoir, d'empêcher l'instauration de gouvernement de gauche, de gouvernements populaires en Europe. Tel est l'objectif de ce projet de réforme de l'armée.

Sous le gouvernement Eyskens, la bour-

geoisie belge avait déjà conclu un accord avec l'OTAN permettant à l'armée de l'OTAN d'intervenir en Belgique, en cas d'atteinte grave à la sécurité nationale, à la sécurité donc, du Shape. Mais cette mesure n'est pas suffisante pour affronter les luttes révolutionnaires, massives qui sont en train de se préparer dans toute l'Europe.

Une partie des dirigeants socialistes ont participé à l'élaboration de ce projet de loi, ils y ont incorporé certains aspects plus démocratiques, comme le droit à la syndicalisation, l'appartenance à un parti politique, pour les militaires de carrière, le droit pour les soldats de désobéir à un ordre contraire aux intérêts humains. Mais ces aspects ne peuvent pas servir pour camoufler l'essentiel, qui est la préparation d'une armée professionnelle, échappant au contrôle, à l'influence de la population. Pourtant ces mêmes dirigeants socialistes ont accepté ce principe, parce que toute la politique du PSB le compromet dans la soumission à l'OTAN, aux plans de préparation de la guerre contre les Etats ouvriers et contre la révolution mondiale.

C'est tout cela qui est profondément remis en cause maintenant, au sein même de l'appareil et de la direction du PSB ! Au Chili, l'armée, en tant qu'institution structurée pour défendre la propriété privée, le régime capitaliste, est intervenue pour abattre un gouvernement constitutionnellement élu, selon les propres lois de la bourgeoisie. Devant cela, les dirigeants socialistes sont ébranlés : V.

La grève de Cockerill...

(Suite de la page 1)

puient ces luttes, et même les organisent comme cela s'est passé à Caterpillar et à Cockerill. Les directions bureaucratiques, ont réagi violemment contre ces délégués combattifs, leur ont enlevé leurs mandats syndicaux et le patronat en a profité pour les licencier. Cela s'est passé ainsi à Cockerill. Cette crise dans l'organisation syndicale est très profonde parce qu'il ne s'agit pas seulement de jeunes délégués syndicaux mais de vieux militants qui ont déjà des années de fonctionnement dans l'organisation syndicale. La bureaucratie sent son pouvoir mis en cause. Pour cela elle réagit avec une telle agressivité contre tous les mouvements de lutte des masses. La protestation des travailleurs, la rébellion de la classe ouvrière sont des sentiments généraux, unanimes, qui touchent tous les secteurs des masses exploitées. Dans toute la classe ouvrière, il y a une volonté de changement social, de changer le système.

La bureaucratie syndicale sent que la Belgique est un volcan, qu'il suffit d'une étincelle pour mettre le feu aux poudres, que la classe ouvrière veut faire du Syndicat un instrument de la lutte de classes. La direction syndicale sent que ce se prépare est une grève générale et que c'est ce que toute l'avant garde ouvrière a dans la tête. C'est ce que font les instituteurs, mais justement la CGSP la limite à une grève tournante. Pour obtenir n'importe quelle revendication, la Démocratie syndicale est indispensable. La grève à Cockerill le démontre. Par leur lutte, les travailleurs ont obtenu une prime de vie chère de 1.500 Fr et une autre de 2.500 Fr. Un secteur de l'usine, qui a continué la grève pour obtenir l'incorporation des primes dans le salaire alors que le reste de l'usine et d'autres usines de la région ont acceptés les accords patronaux, ont été réprimés par le patron après que les directions réactionnaires des Fédérations ont retirés les mandats syndicaux à 30 délégués. La

bureaucratie syndicale s'est lancée à frapper ces délégués par crainte de la généralisation du conflit à toute la région, pour chercher à terroriser et contenir. Quelques soient les problèmes qui se posent entre les Fédérations syndicales, entre les délégations d'usine comme le comité FGTEB de Cockerill et le Comité de grève, un principe fondamental doit être appliqué dans toutes les discussions : **ASSEMBLEES GENERALES DES TRAVAILLEURS QUI DECIDENT PAR VOTE A MAINS LEVEES !** et non par référendums. **ASSEMBLEES GENERALES DANS LESQUELLES LES DELEGUES QUELS QU'ILS SOIENT DOIVENT REPENDRE DE LEURS MANDATS !** même si eux-mêmes ne sont pas d'accord avec la décision des travailleurs, ils doivent la respecter ! **DISCUSSIONS PUBLIQUES DE TOUS LES PROBLEMES !** Les ouvriers décident tout dans leurs assemblées et les délégués doivent être soumis à ces décisions.

En même temps qu'il est fondamental d'organiser dans toutes les usines des organismes de pouvoir de la classe ouvrière qui fonctionnent tout le temps, qui sont le résultat d'une élection en assemblées et qui représentent tous les travailleurs : syndiqués et non syndiqués, socialistes, chrétiens de gauche, communistes, trotskystes et sans partis ; il faut établir des organismes de liaisons inter-usines. Dans la grève de Cockerill, cela aurait permis une attitude homogène des différentes usines de la région, qui aboutit alors à une action plus centralisée, permet alors d'obtenir les conquêtes et de faire face d'une manière unanime, unifiée à la répression patronale.

Une expérience d'une richesse très grande sur laquelle il faut s'appuyer pour organiser cela en Belgique sont les **CONSEILS D'USINES** qui fonctionnent déjà en Italie comme des organes de double pouvoir.

Le 22 octobre 1973

Larock conclut dans un éditorial du Peuple, que "pour sauver ses positions dominantes, le capitalisme supranational est prêt à tout ... Entre le conservatisme à visage béni et la réaction autoritaire, il n'y a que la distance d'un changement de conjoncture". Et Claude Dejardin : "... Comprendrons-nous que le martyre du Chili aujourd'hui pourrait être celui de la Belgique demain si le rassemblement des progressistes est réalisé ? ... Pas d'armée de métier en Belgique ! et, encore moins, entraînée hors de nos frontières". Il faut donc discuter dans tout le mouvement ouvrier en Belgique les expériences de ce coup d'Etat fasciste au Chili, le rôle de l'armée ; celle-ci ne reste jamais neutre, en tant que structure organisée pour la défense de la propriété privée. On peut gagner, dans l'armée, une bonne partie des soldats et même des officiers (comme le Chili le montre aussi). Mais le mouvement ouvrier doit agir comme la direction de la transformation de la société pour cela, participer à la discussion et la résolution de tous les problèmes ; les militaires doivent voir l'intervention, la discussion, l'organisation de toutes les masses dans la production, l'orientation de la planification économique, de tous les problèmes ; il faut lutter pour construire des organismes de pouvoir des masses. Au Chili, ces organismes commençaient à fonctionner : les cordons industriels, les JAP (comités pour le ravitaillement populaire). Ils ont joué un rôle important dans l'organisation de la résistance armée de la classe ouvrière au coup de la Junte et ils ont influencé à la rébellion une grande quantité de soldats

ÉDITORIAL

(Suite de la page 1)

te de ministres, ou d'autres remaniements ministériels, il n'y aura pas plus de solution qu'aujourd'hui. Le PSB doit mesurer toute cette situation pour rompre avec ce gouvernement ! Si, comme l'affirme A. Cools, "la participation au gouvernement n'est pas un but en soi, mais seulement un moyen pour appliquer le programme socialiste", il faut en finir avec ce gouvernement. La tendance qui veut cette rupture élève de plus en plus la voix dans le PSB. Il faut l'organiser sur la base d'un programme et d'une direction clairement anti-capitaliste.

Dans tout le pays, les secteurs de la population qui entrent en lutte ou se préparent à le faire, ne sont pas tous des bases d'appui du PSB. Mais ils sont tous contre le capitalisme. Il faut leur proposer un programme, une alternative. Les déclarations des dirigeants PSC qui redoutent la discussion de leur prochain congrès, montrent que la gauche chrétienne est disposée à s'unifier avec la gauche socialiste. Ce front unique est la base essentielle pour progresser en Belgique. Il doit s'appuyer sur les syndicats et proposer aux masses exploitées de Belgique, un programme pour faire face à toute cette crise : il faut en finir avec ce gouvernement. Il est, certes, incapable d'appliquer la politique dont la bourgeoisie aurait besoin, mais il ne peut appliquer non plus la moindre mesure favorable à la population. Pour cela le PSB n'a rien à en retirer. Il faut discuter et agiter l'alternative progressiste : le gouvernement de gauche, qui s'appuie sur les mobilisations et les organismes de la population. Il faut construire de tels organismes à partir des quartiers populaires, des usines, des écoles, des universités. Il faut développer les comités de quartiers, les comités d'usines, les comités inter-usines, les comités qui unissent les usines, les syndicats, les quartiers, et qui préparent la Grève Générale. Ils sont un centre d'attraction pour attirer

et même de sous-officiers. Mais ce n'était pas suffisant. Il faut discuter toutes ces conclusions pour les appliquer en Belgique. Nous invitons tous les militants socialistes, communistes, toute l'avant-garde ouvrière, étudiante, à lire et discuter les textes de J. Posadas qui font l'analyse, le bilan de toute cette expérience du Chili (*).

Le projet de formation d'une armée de métier en Belgique doit être combattu et éliminé ! Nous faisons un appel à toutes les organisations de gauche, les partis ouvriers, les syndicats, le mouvement étudiant à développer, sans interruption, une campagne d'explications, de discussions, de lutte pour éliminer le projet de réforme de l'armée. Il faut exiger la réduction du service militaire à six mois, et que les miliciens, les sous-officiers, aient aussi les droits syndicaux et politiques, comme les militaires de carrière : droit à se syndiquer et à faire des réunions dans les casernes, droits démocratiques et humains des soldats, droit à désobéir à tous les ordres qui vont contre la population, contre les luttes des masses pour le progrès. Nous appelons à préparer une mobilisation de tout le pays contre ce projet sur l'armée et à faire avancer dans ce combat, le front unique des tendances anti-capitalistes, l'unification des forces de gauche pour unir au refus de l'armée de métier, un programme pour affronter le capitalisme, pour imposer un gouvernement de gauche en Belgique, pour expulser les bases de l'OTAN et rompre tous les pactes militaires avec l'impérialisme américain !

20/10/73.

et gagner des secteurs de la petite bourgeoisie, des commerçants, des secteurs, qui tout en luttant socialement contre le capitalisme, continuent à voter PSC, des secteurs fédéralistes. Ceux-ci verront que la perspective est de lutter pour un programme anti-capitaliste, pour l'unification anti-capitaliste de toutes les forces de gauche. Par exemple les pompistes indépendants se mobilisent pour défendre leurs conditions de vie et de travail. Ce sont des secteurs exploités par le capitalisme ; mais la droite va essayer de les utiliser, contre la gauche, en les montant contre le projet Ibramco, en faisant apparaître une entreprise publique, comme leur concurrent, au même titre que les grandes sociétés capitalistes privées. Ce sont des secteurs petits-bourgeois qu'il faut gagner. La politique actuelle du PSB ne peut pas les attirer ! mais quand les pompistes annoncent qu'à côté de leurs luttes prochaines, la manifestation des paysans de 1971, ne sera qu'une promenade, cela montre le degré de leur décision, de leur volonté de lutte ! A tous ces secteurs qui se révoltent contre l'exploitation capitaliste, sans pouvoir donner par eux-mêmes une issue socialiste, il faut s'adresser avec un programme anti-capitaliste : nationalisations de l'énergie, des banques, des principales industries, plan de développement, qui donnera du travail à tous, la sécurité d'emploi ; contrôle ouvrier qui signifie la participation, l'intervention de la population sur tous les problèmes. Pour cela, il faut développer les organismes dans lesquels les masses discutent, donnent des idées, échangent leurs expériences, décident comment organiser les luttes. La gauche socialiste, la gauche syndicale, le PCB doivent incorporer cela à leur programme, pour donner une base au rassemblement des progressistes, montrer la nécessité du gouvernement de gauche pour appliquer le programme.

21/10/73.

Les Etats ouvriers doivent intervenir avec toutes leurs forces pour arrêter le massacre et réorganiser et réanimer la lutte pour le socialisme au Chili

23 septembre 1973

(Voir page 2)

J. POSADAS

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE



OUVRIERE

ORGANE DU

PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7FB 11e ANNEE 2 NOVEMBRE 1973 N° 196

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem.

de soutien 300 F

Correspondance :

B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

Les problèmes

de la révolution en Espagne

et le VIII^e congrès

du Parti Communiste Espagnol.

Février 1973

J. POSADAS

Édition Revue Marxiste N° 30

demandez la à l'adresse du journal

EDITORIAL

La grève des enseignants et la nécessité du gouvernement de gauche.

La crise du gouvernement s'accroît chaque jour davantage. Il cherche à contenir l'opposition qui existe à l'intérieur des Partis qui participent au gouvernement. Mais il n'a pas une minute de répit ; il doit supporter les mobilisations ininterrompues de la classe ouvrière et des masses exploitées, et entre autres la dernière grève générale des enseignants.

Le replatrage que Leburton et les ministres sont en train de faire maintenant, est pour maintenir le gouvernement tripartite encore quelque temps.

Le seul objectif de maintenir le gouvernement tel quel, est de maintenir le PSB qui est utilisé comme élément de contention aux mobilisations de la classe ouvrière et des masses exploitées. Les secteurs de la bourgeoisie les plus durs auraient besoin d'une politique de répression, auraient besoin de faire un coup d'état, pour appliquer et défendre ses intérêts. Mais pour imposer cela la bourgeoisie n'a pas d'équipes, n'a pas de points d'appui social. Et les mobilisations des lycées contre le projet de Vanden Boeynants, contre la loi

Elever le front-unique mondial anti-impérialiste pour expulser l'impérialisme du Moyen-Orient et du monde! Le cessez le feu ne résout rien : pour l'unification socialiste du Moyen-Orient et le droit à l'autodétermination des masses juives.

L'impérialisme yankee et Israël, qui agit comme son bras armé, n'a pas réussi à écraser la volonté révolutionnaire des masses arabes, ni militairement, ni socialement. Il n'a pas pu détruire les forces des Etats Révolutionnaires arabes, — la Syrie, l'Irak, l'Egypte, ni surtout démoraliser, ni terroriser les masses de ces pays. Pour cela, il accepte de signer un cessez-le-feu. Mais il le fait uniquement pour gagner du temps et continuer la préparation de la guerre atomique.

Israël, malgré le cessez-le-feu, continue à avancer, attaque la ville de Suez, s'empare des bases de fusées égyptiennes. Face à cette arrogance de l'impérialisme, c'est légitime de la part de l'Union Soviétique, de proposer d'envoyer des troupes soviétiques pour imposer l'application effective du cessez-le-feu. Nous appuyons une telle mesure, qui vient de la structure même de l'Etat ouvrier et qui a été proposée par l'armée soviétique, par le prolétariat. C'est devant cette décision que l'impérialisme américain a fait mettre en état d'alerte atomique toutes les troupes yankees, toutes les bases dans le monde. Un secteur du capitalisme yankee avec la

CIA et le Pentagone sont déjà disposés et décidés à lancer la guerre, maintenant s'ils peuvent. Il compte encore, pour gagner du temps, sur les hésitations de la direction soviétique.

A l'intérieur de l'URSS se développe une lutte et une discussion très profondes. Des secteurs de l'Etat ouvrier voient comme l'impérialisme a déjà commencé, de façon fragmentée, la guerre atomique. Ils veulent que l'Etat ouvrier intervienne, de toutes ses forces, pour affronter l'arrogance de l'impérialisme, appuyer les masses arabes par tous les moyens ! Ce sont les mêmes secteurs qui sont intervenus pour que l'Union Soviétique rompe ses relations diplomatiques avec la Junte Militaire fasciste au Chili. "Cette attitude de l'Union Soviétique marque une nouvelle étape de l'histoire".* Ils voient que l'impérialisme signe des accords de non agression nucléaire avec l'Union Soviétique, et à la première occasion, il rompt ces accords.

"Ce n'est pas la détente qui domine les relations mondiales de force ; c'est la lutte de classes". Le cessez-le-feu actuel ne va pas pouvoir durer. Il ne donne aucune solution à tous les problèmes des masses du Moyen Orient — ni des mas-

Vranckx démontrent comment la population accueille les tentatives d'imposer des lois répressives.

Le PLP n'a pas la force sociale pour faire un coup d'état, alors que telle serait son intention et une nécessité pour lui. Il est divisé en 5 partis, libéraux différents, bruxellois, flamand, wallon. Le candidat de remplacement pour réorganiser la droite est le PSC. Mais il pousse des cris d'alarme pour se maintenir cohérent et unifié. Il sent que des secteurs chrétiens de gauche au sein du PSC, qui ont appuyé l'Unité Populaire et appuient la lutte de la classe ouvrière contre la Junte Militaire, cherchent à impulser une politique anti-capitaliste, cherchent à rompre le PSC et à s'organiser en courant chrétien de gauche indépendant du PSC. La prise de position du PSC dans son congrès qui vient de se terminer, de condamner Brasil-Export a pour objectif de contenir l'aile gauche chrétienne, d'empêcher l'éclatement du Parti. L'aile gauche chrétienne a été bouleversée par les événements du Chili, par les massacres

de la Junte Militaire fasciste, par la résistance héroïque de la classe ouvrière et a tiré des conclusions de cette expérience. Le Congrès du PSC a condamné Brasil-Export pour contenir la gauche chrétienne qui veut aller plus loin que la simple condamnation des tortures, et qui veut une politique anticapitaliste en Belgique, et pour cela rompre avec le PSC. La gauche socialiste doit chercher l'unification avec ces secteurs pour discuter la nécessité d'un gouvernement de gauche avec un programme de nationalisations, un programme anticapitaliste.

La seule planche de salut pour le gouvernement est finalement le PSB au gouvernement, parce que il intervient comme médiateur, comme tampon pour discuter avec les travailleurs qui se mobilisent en permanence pour la dignité au travail, contre le chômage, les licenciements. Ernest Glinne a été utilisé et est utilisé au sein du gouvernement dans cet objectif. Voilà pourquoi il n'a pas été écarté de l'équipe ministérielle. Le gouvernement a besoin d'un ministre

(Suite Page 6)

NON A BRASIL EXPORT!

Notre Parti soutient la campagne contre "Brasil Export", adhère au Comité qui mène cette lutte et dénonce cette exposition comme une émanation de la dictature du Brésil. L'exposition en soi n'est pas importante ; il y a en a d'autres semblables tous les jours, inclus des expositions organisées par l'impérialisme. Aussi faut-il expliquer le pourquoi de cette opposition.

Il est vrai que le Brésil a connu un "boom économique" ; mais celui-ci n'est que fictif. Ceci pour plusieurs raisons. La grande industrialisation s'est faite sur la base de grands investissements de compagnies étrangères auxquelles la dictature militaire garantissait l'exonération totale d'impôts si leur production était destinée à l'exportation. Mais cette industrialisation ne correspond pas à des possibilités de marché interne. Avec ces investissements, les compagnies multinationales peuvent produire avec une main d'oeuvre 10 fois moins chère qu'aux Etats-Unis ou en Europe. Mais il n'y a pas d'augmentation du pouvoir d'achat de la population. Cela ne permet pas de fermer le

circuit du capitalisme. Certains secteurs de la bourgeoisie nationale voudraient, quant à eux, augmenter le niveau de vie pour permettre l'écoulement d'une partie des biens de consommation, dans la population brésilienne. Mais ce secteur lui-même s'est gonflé en partie, sur la base de très grands prêts consentis par le capitalisme mondial. Le "boom économique" repose sur une dette nationale énorme, qu'ils ne peuvent payer qu'en contenant le mouvement revendicatif des masses.

Ce secteur de la bourgeoisie n'a pas d'autorité sociale ni de pouvoir. S'il laisse gouverner la Junte Militaire c'est parce qu'il ne peut contenir les luttes des masses. C'est l'armée qui garantit la tranquillité sociale aux investisseurs, par la répression, les persécutions, les tortures, le terrorisme, les assassinats. Même ainsi, cette tranquillité n'existe pas. Il suffit de voir les dizaines de milliers de paysans qui manifestent dans le nord du pays, à Rio Grande do Sul ; la radicalisation des chrétiens, les prises de position de Don Helder Camara, les manifestations de dizaines de milliers

(Suite Page 5)

Les Etats ouvriers doivent intervenir avec toutes leurs forces pour arrêter le massacre et réorganiser et réanimer la lutte pour le socialisme au Chili

23 septembre 1973

J. POSADAS

L'Union Soviétique a rompu les relations diplomatiques avec la Junte du Chili dix jours après le coup d'Etat. Cette décision indique une grande discussion, une grande pression et une grande préoccupation du mouvement communiste mondial. L'armée soviétique est intervenue, entre autre, et a pesé, en tant que représentante de l'Etat ouvrier, pour maintenir le rapport de forces favorable à la révolution. Cette rupture est une attitude politique adoptée en prévision des processus postérieurs. C'est une politique qui doit se baser sur la mobilisation des masses, et cela indique qu'il va leur falloir inévitablement recourir à cette mobilisation. La rupture des relations diplomatiques implique une attitude dure de la part de l'URSS et c'est la raison pour laquelle le capitalisme a peur. Les yankees n'ont encore fait aucun commentaire: ils ont peur! Si l'URSS n'avait pas rompu, cela aurait signifié de sa part une tactique diplomatique: choisir de supporter. Ce n'est pas le cas: elle prend une attitude dure! Une attitude dure qui va pousser les partis communistes à impulser une politique offensive, d'attaque au système capitaliste. C'est une attitude qui va susciter une discussion dans tout le mouvement communiste dans lequel augmente la préoccupation: "Pourquoi avons nous perdu le Chili?" Sans aller jusqu'à provoquer des déchirures ou des ruptures, la préoccupation va augmenter. Elle va montrer qu'il est possible de discuter de tout ce qu'il est nécessaire de discuter, des aspects les plus profonds, sans provoquer de rupture. Maintenant, le prolétariat mondial est plein d'assurance: il y a 14 Etats ouvriers! Du temps de Lénine et de Trotsky, l'Etat ouvrier devait encore démontrer que son existence était légitime. Maintenant, c'est fait! L'avant garde prolétarienne mondiale discute sans crainte pour ce qui va se passer. Elle est sûr de gagner, quoi qu'il se passe. C'est ce qui lui fait dire: "cette situation est transitoire..." La défaite est transitoire. Il faut partir de cette base pour discuter.

Cette attitude, de la part des soviétiques, marque une nouvelle étape dans l'histoire. Ce n'est pas le résultat de la réflexion de la direction du PC de l'URSS. Celle-ci a tardé plus de dix jours à prendre cette décision, qui lui a été imposée par une certaine structure du monde. Si les soviétiques avaient pris cette décision le jour même, cela aurait tout changé; la résistance intérieure aurait triplé. En même temps, nous évaluons la puissance historique, indestructible, invincible que représente l'Etat ouvrier soviétique, tous les Etats ouvriers, et tous les Etats révolutionnaires du monde. Si le prolétariat chilien avait été isolé, il n'aurait pas pu réagir comme il l'a fait. Il faut se rappeler que la révolution russe a triomphé, non seulement sous l'effet des facteurs principaux - qui ont été le Parti Bolchevique, l'Armée Rouge, construite par Trotsky et par les masses soviétiques - mais aussi en raison du comportement du prolétariat mondial. Et c'est encore grâce au comportement du prolétariat mondial, que la révolution chinoise a triomphé. Sinon elle n'aurait pas vaincu! Elle le doit, entre autres, au prolétariat européen, qui a renversé le système capitaliste dans la moitié de l'Europe.

Cette rupture des relations diplomatiques de la part de l'URSS n'est pas un problème de défense abstrait. C'est une mesure politique de la plus haute importance historique. C'est l'affirmation de la défense du droit, pour un pays, d'opérer une transformation sociale y compris par les moyens parlementaires, constitutionnels. Reconnaître la Junte, c'est légitimer le maintien par la force du système capitaliste; c'est reconnaître qu'on peut, par les armes de manière arrogante, s'imposer à la volonté populaire et la briser, l'écraser. Tel est l'enjeu de la discussion et l'attitude des soviétiques est très importante parce qu'elle implique la défense du droit, de la volonté populaire d'aller

ROMPRE TOUS LES RAPPORTS AVEC LA JUNTE ASSASSINE !

C'est très, très important et il faut donner une énorme valeur à cette attitude des soviétiques. C'est une attitude de défense de la part de la direction soviétique, qui tend à contenir la grande pression exercée par l'armée, qui agit poussée, non pas par un intérêt de caste ou professionnel, mais par l'intérêt communiste qui dit que nous ne pouvons pas permettre que les positions conquises au

au pouvoir, même si c'est en utilisant les moyens constitutionnels bourgeois. La discussion actuelle porte aussi sur cela, et pas seulement sur le fait que la Junte assassine et tue.

A côté de la douleur et des regrets que nous éprouvons devant l'assassinat des masses chiliennes, c'est une joie de voir le digne comportement du prolétariat chilien, qui transmet au monde entier: "Nous sommes invincibles parce que nous défendons le progrès de l'humanité!" Les ouvriers chiliens ne défendent ni leurs salaires ni leur poste de travail: ils défendent les conquêtes de la révolution chilienne. Voilà ce qu'ils défendent! Le prolétariat, la petite bourgeoisie du monde entier voient la dignité du comportement du prolétariat chilien qui ne lutte pas pour défendre des augmentations de salaires ou de meilleures conditions de vie, mais pour préserver des conquêtes sociales au bénéfice de tous, de toute l'humanité. Le prolétariat montre qu'il se sent responsable de cette défense et il entraîne, la petite bourgeoisie à en faire autant. C'est un fait qui va avoir d'immenses conséquences dans toute l'humanité. Cette attitude du prolétariat montre qu'il apprécie la valeur de sa direction. Tout en faisant, mentalement des critiques à cette direction qui ne l'a pas organisé, le prolétariat comprend que ce n'est pas le moment de faire des critiques, et il cherche au contraire à impulser pour qu'elle progresse. Ou plutôt, en peut faire des critiques à n'importe quel moment, mais maintenant la critique n'aurait pas de sens. Il faut organiser la défense tout en portant un jugement critique pour préparer les conclusions critiques qu'il faudra tirer demain. S'il était nécessaire de tirer des jugements critiques pour corriger tout de suite, en cours de route, les masses le feraient; mais Allende a été tué, et le gouvernement de l'Unité Populaire devait passer par cette expérience.

Chili sont perdues. Le Parti Communiste de l'Union Soviétique sent, lui aussi, qu'il ne peut pas perdre de l'autorité sur le mouvement ouvrier et communiste mondial et qu'il doit impulser le reste des Partis Communistes. En effet, ces événements constituent un avertissement pour tous les Partis Communistes du monde et doivent les pousser vers des attitudes révolutionnaires plus dignes. C'est

une rectification, une correction, que la structure de l'Etat ouvrier impose par la force. Quand Staline signa le pacte avec Hitler, l'armée soviétique envahit la Finlande et la Pologne, ce qui était une nécessité pour l'Etat ouvrier et un besoin de l'armée. L'armée capitaliste est une chose, l'armée de l'Etat ouvrier en est une autre. Dans l'Etat ouvrier, l'armée défend le progrès. Dans le système capitaliste, elle défend le retard, le massacre, le recul.

Ce qu'il faut discuter maintenant, c'est comment développer et organiser la résistance. Que faut-il poser? La chute de la Junte, un gouvernement provisoire, des élections, ou le retour de l'Unité Populaire au pouvoir? Il faut proposer un objectif. Et pour commencer, personne ne doit reconnaître cette Junte: il faut les qualifier d'assassins et les expulser de la civilisation humaine! Ils n'ont pas de part à la capacité humaine de raisonner! Les nazis, Djakarta et Pinochet, tous les mêmes! Il faut proposer de les expulser! Faire un referendum parmi les ouvriers et former un nouveau gouvernement dont le programme soit la poursuite de celui de l'Unité Populaire. Il s'agit de continuer l'Unité Populaire, et non de la répéter. Il faut rendre un hommage à Allende et à son gouvernement, qui se sont défendus les armes à la main. Cela n'annule pas les critiques que nous formulons aux limitations politiques de ce gouvernement, mais il a démontré qu'il n'avait pas l'intention de trahir. Il aurait été possible d'amener un tel gouvernement à se corriger et il y avait le temps pour le faire, mais cela mettait en cause la direction communiste et socialiste: il faut montrer que c'était possible et pendant ce temps, lancer une campagne mondiale pour la non reconnaissance de la Junte, appeler à renverser la Junte en toute légitimité. C'est un gouvernement qui, comme celui des nazis s'est imposé par la force, par la violence, par les armes. Il ne faut donc pas le reconnaître: il n'y a aucun droit constitutionnel qui l'admette! C'est le droit d'asservissement du temps des conquérants! Le gouvernement Allende était un gouvernement populaire, démocratiquement élu et qui appliquait la politique pour laquelle il avait été élu et qui avait l'appui des masses. Avant le coup d'Etat assassin, un million deux cent mille personnes, dans tout le Chili, avaient manifesté leur appui à ce gouvernement: une telle manifestation était un plébiscite! Il faut donc refuser de reconnaître la Junte! La reconnaître, c'est admettre l'asservissement, l'arrogance, les méthodes nazies pour résoudre les problèmes et s'opposer au progrès social, dont le gouvernement Allende était une expression, avec l'appui des masses.

C'est tout simplement une stupidité, un aveuglement historique de vouloir créer, en Amérique Latine, un régime corporatif. Ce n'est pas une erreur: c'est de la stupidité! Franco n'est jamais parvenu à implanter un tel régime en Espagne, et maintenant la bourgeoisie espagnole doit se démenner comme une désespérée pour essayer de se débarrasser de son passé fasciste. La structure actuelle du monde rejette, expulse tout régime corporatif. Il est impossible qu'un tel régime puisse fonctionner actuellement.

Le coup d'Etat au Chili est le résultat d'un complot de la bourgeoisie mondiale, soutenue directement par la CIA et l'impérialisme américain, avec Nixon à sa tête. Le capitalisme mondial a encouragé, appuyé ce coup d'Etat, parce que celui-ci servait les intérêts de tout le système capitaliste, et maintenant, il laisse

passer un certain délai. Le Chili représentait une expérience pour les masses et tout montrait que cette expérience allait exercer une immense influence, car elle démontrait ce que la classe ouvrière est capable de faire, en partant de rien, et malgré le sabotage économique et militaire, malgré les actes de terrorisme de la bourgeoisie. A aucun moment, les masses chiliennes ne se sont senties intimidées, désorganisées, désintégréées!

Ce coup assassin, criminel, peut être comparé aux actions de Tchang Kai Tchek, aux crimes des nazis, aux massacres de Djakarta. Mais les méthodes les plus parfaites d'extermination de l'humanité ont échoué. Le prolétariat n'est ni découragé, ni écrasé, ni déçu: il lutte armes en mains en guettant l'occasion de reprendre le pouvoir. Il faut se lancer en défense de cette lutte en refusant de reconnaître la Junte et en posant ouvertement ce qui est l'une des principales préoccupations de tout le prolétariat mondial, de tous les partis communistes et socialistes: il ne faut pas reconnaître la Junte, il ne faut pas abandonner la partie, laisser les choses aller ainsi, comme ce fut le cas avec l'Espagne. Il faut imposer le retour de l'Unité Populaire au pouvoir en corrigeant les erreurs, les points faibles du programme et de la politique, et appeler les Etats ouvriers à appuyer cette activité. Il faut que les Etats ouvriers refusent de reconnaître cette Junte et reconnaissent un gouvernement chilien en exil.

Nous avons proposé que l'Union Soviétique refuse de reconnaître la Junte chilienne et le lendemain, les journaux ont publié la nouvelle de la rupture des relations diplomatiques. C'est une résolution qui est le produit d'une discussion politique très profonde, car il ne s'agit pas d'une simple question diplomatique: c'est une décision politique, parce qu'une telle mesure doit être accompagnée d'une politique et d'une tactique qui la prolongent. Cela veut dire que l'attitude de l'URSS n'est ni d'attente, ni d'adaptation ni d'arrangements: elle est décidée à employer des méthodes assez dures et cela va avoir des répercussions postérieurement dans pas mal d'aspects. Il est certain que cette attitude affecte les relations avec les yankees. La preuve en est le silence qu'observent ces derniers: ils attendent que le choc passe, tout en aidant en sourdine la Junte; ils doivent envoyer actuellement au Chili des armes, des munitions, des conseillers, des crédits de l'argent, de tout, mais ils sont obligés de le faire en cachette, parce qu'ils ont peur d'affronter la petite bourgeoisie. Par la suite, ils vont aider ouvertement s'ils le peuvent et si les masses leur en laissent le temps.

Il faut adresser cet appel à toute l'Amérique Latine et en particulier au gouvernement Péron, pour qu'il affronte, par des mobilisations l'axe que l'impérialisme se prépare à mettre en place pour essayer de gagner de nouveaux délais et de se préparer à la guerre en essayant de regagner certaines positions perdues.

L'expérience du gouvernement de Allende et de l'Unité Populaire est très positive pour l'humanité. Cette expérience était en voie de démontrer que la propriété étatisée est supérieure, infiniment, à la propriété privée, et que les masses, quand elles interviennent dans l'économie, sont infiniment supérieures à tous les administrateurs et à tous les gérants bourgeois. C'est une expérience vivante de cette supériorité et c'est la raison pour laquelle les masses la défendent. Ce n'est

(Suite Page 3)

pas une question de meilleur niveau de vie : les masses n'avaient pas de viande, pas de nourriture, parce que la bourgeoisie sabotait le ravitaillement et cependant, il n'y a pas eu une seule désertion du côté des masses : elles défendent actuellement une expérience positive, qui représente un grand progrès social historique, dans la marche vers le socialis-

me. Il faut appeler à défendre avec intransigeance ce progrès. Ce n'est pas une question de diplomatie d'Etat; il s'agit de rapports, d'affrontements historiques. D'où l'importance de l'attitude de l'URSS : c'est une mesure qui a été imposée à la direction soviétique, c'est vrai, mais elle a dû céder : on n'en est plus à Yalta ni à Téhéran !

POUR UN FRONT UNIQUE MONDIAL POUR EXPULSER LA JUNTE ET RETABLIR LE GOUVERNEMENT DE L'UNITE POPULAIRE

Il faut appeler le mouvement communiste mondial, la direction du PC chinois également, à une discussion publique et appeler le mouvement ouvrier, toutes les centrales syndicales, tous les partis ouvriers, les mouvements catholiques de gauche, nationalistes et militaires révolutionnaires, à un front unique mondial pour expulser la Junte assassine et criminelle du Chili et imposer à nouveau le gouvernement de l'Unité Populaire, avec un programme supérieur à celui qui était le sien avant le coup, et avec des mesures et un progrès supérieur dans le sens des étatisations et de la planification.

Il faut faire comprendre à tous ces groupes gauchistes qui accusent Allende et les dirigeants de l'Unité Populaire d'avoir trahi, qu'il ne s'agit pas de discuter pour rompre et détruire. Nous discutons pour impulser. Ce que nous voulons, c'est avancer vers la prise du pouvoir, et non les gagner à nos rangs. C'est la raison pour laquelle nous n'abandonons pas notre attitude critique, profondément critique. Mais critiquer pour détruire et briser, c'est autre chose, qui tient à la fausse conception selon laquelle il est possible d'organiser de nouveaux mouvements. C'est stupide de croire une telle chose : il n'y a, dans l'histoire, ni lieu ni temps pour de nouveaux mouvements. Les deux choses : il n'y a pas de temps, parce que le délai qui nous sépare de la guerre est très court ; il n'y a pas lieu de le faire parce que les masses sont concentrées dans leurs partis. Il faut discuter en partant de la base que tel est le processus. C'est la même attitude qu'il faut avoir vis à vis du mouvement nationaliste : que faut-il en faire ? Le briser pour qu'il ne prenne pas le pouvoir ? Non ! Qu'il prenne le pouvoir ! et l'encourager ensuite à prendre les mesures de nationalisations qui vont le transformer intérieurement, et enseigner aux masses ce qu'elles doivent appuyer.

Ce processus est l'un des grands phénomènes qui exerce une pression et impulse une série de sentiments, de positions qui, sans être encore décidés, cristallisent maintenant. Tout le monde est secoué et publie des résolutions qu'il n'osait pas adopter dans le passé, ou pour lesquelles il attendait. C'est une impulsion pour aller de l'avant. Et il faut le faire, que ce soit dans le Parti Communiste, dans le Parti Socialiste ou chez les radicaux, les catholiques de gauche, la gauche nationaliste, dans le péronisme.

Il y a déjà une base qui démontre que cette pression mondiale rencontre un écho, qu'elle se communique au prolétariat, à l'armée soviétique et au Parti Communiste de l'URSS. Cela va contre la politique que menait récemment Brejnev. Mais c'est aussi une des conséquences de la réunion de Crimée : les embrassades et les accolades innécessaires de Brejnev à Nixon peuvent lui valoir son limogeage. La presse avait dit, à l'époque, que Brejnev rencontrait des difficultés et que l'aile dure offrait beaucoup de résistance. Il n'est pas exclu que Brejnev soit remplacé. Il faut tenir compte de ce que signifie la rupture des relations avec le Chili : c'est une position qui signifie qu'il faut ou bien changer de politique, ou bien changer Brejnev. Il a déjà dû changer ouvertement. D'où la préoccupation du capitalisme mondial qui se demande : "Mais alors, les accolades avec Nixon, et la détente, il n'en reste plus rien ?"

La réaction du journal français "Le Monde" exprime la peur devant les soviétiques. C'est pour cette raison que ce journal insulte la Junte en la traitant de lâche. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait plus tôt ? Il y a douze jours du coup d'Etat !

Et au début, quand on assassinait en masse, c'était bien pire. Maintenant la Junte veut montrer qu'elle s'occupe de gouverner le pays : elle laisse aux autres le soin d'assassiner. "Le Monde" prend cette position parce qu'il voit que l'attitude qu'adopte l'URSS va être accompagnée par tout le mouvement communiste mondial. C'est ce qui lui fait peur. Les journalistes disent à la bourgeoisie : "liquidez ces types là, mettez-en d'autres ! d'autres qui y mettent les formes ! Et arrêtez les assassinats, parce que cela ne nous rapporte rien de bon !" Bientôt, ils vont ajouter : « Au Vietnam nous avons fait la même chose, et en Corée aussi, et à quoi cela nous a-t-il servi ? » L'attitude du « Monde » est défensive : ce n'est pas une simple protestation contre les crimes commis : ces mêmes secteurs ont gardé le silence pendant qu'on assassinait des milliers de personnes, eux mêmes ont publié qu'il y avait eu cinq mille morts. Mais maintenant, la bourgeoisie voit que l'attitude des soviétiques n'est pas la réaction d'un gouvernement qui se sent offensé, vexé, furieux. Cette attitude part d'une structure qui ne peut pas revenir en arrière et qui va atteindre jusqu'à la direction chinoise !

Cette protestation du "Monde" exprime toute la peur de la bourgeoisie. Elle tend à donner des apaisements à la petite bourgeoisie qui constate que les communistes sont ce qu'ils sont, et que, sans doute, ils ont leurs Sakharov, mais qu'ils n'ont pas de Pinochet ! La bourgeoisie a une peur terrible : avant, elle ne disait rien, elle laissait commettre assassinats sur assassinats.

Cette résolution de l'URSS survient ex abrupto, tout à coup : elle n'est pas le résultat, la conclusion, d'une discussion. Ils prennent cette résolution comme on frappe un coup. Il n'y a pas eu de préparation, et il n'y a pas maintenant non plus de préparation à continuer. Il faut demander à poursuivre dans le sens de la non-reconnaissance de la Junte : que les Etats ouvriers se mobilisent et tirent des conclusions pratiques. Il faut accuser cette Junte de criminelle et poser, dans tout le mouvement communiste mondial, aux Nations Unies, partout, qu'il faut refuser de reconnaître ces Attila de notre temps, ces ennemis de l'humanité ! Il faut les expulser de l'humanité : c'est la conclusion que la IVème Internationale appelle à appliquer.

Il faut tenir tête à ce coup d'Etat qui est un attentat contre la vie, contre l'existence ! Le Chili suivait un processus normal ; le gouvernement d'Unité Populaire avait gagné les élections et appliquait un programme qu'il avait annoncé à l'avance : il avait annoncé qu'il prendrait une série de mesures, jusqu'à atteindre le socialisme. La bourgeoisie ne peut affronter ce processus, ni socialement, ni électoralement, alors elle emploie les moyens de la Junte. Avec cet exemple, le capitalisme démontre ce qu'il est disposé à faire demain. Comment imaginer, devant cet exemple, qu'ils ne vont pas répondre à la révolution par la guerre ? Ce n'est pas nous qui avons demandé la guerre civile, nous ne voulons pas la guerre civile, mais ce sont eux qui la font ! Ce sont eux qui violent leur propre constitution ! Ils violent la constitution, leurs propres règlements et les structures qu'ils ont mises en place parce qu'ils n'ont plus de force : ils se sentent dépassés par l'histoire. L'économie, la société, exigent des formes supérieures à celles du système capitaliste.

C'est un processus qui ne va cesser d'augmenter. La résolution que vient d'adopter l'URSS a une très grande im-

portance historique. Mais il ne faut pas s'attendre à ce que la direction soviétique continue dans cette voie et élargisse la portée de cette décision. Mais cela veut dire qu'elle a dû céder. On ne peut pas espérer qu'elle va répondre à la nécessité : elle n'a pas la préparation nécessaire. Et la preuve en est que les journaux des Partis Communistes ne parlent pas d'organisation : ils se contentent de dénoncer, de décrire les tueries. Mais on ne peut pas décrire de la même façon un crime passionnel et les massacres que commettent actuellement ces assassins ! Les communistes écrivent pour éveiller l'émotion, la pitié. Alors que ce qu'il faut démontrer c'est la nécessité de se préparer à affronter ce processus, pour empêcher que de nouveaux crimes ne soient commis. Il faut condamner les crimes ; mais ce qui est le plus nécessaire, c'est publier, des documents qui montrent que la classe ouvrière chilienne lutte, sans crainte, et qu'il faut l'aider dans cette lutte, qu'il faut accompagner cette lutte des ouvriers chiliens de mesures, de mobilisations dans tous les pays, en liant la solidarité avec le Chili à la lutte pour les revendications et à la préparation des élections. La base du Parti Communiste est disposée à le faire : elle progresse, elle raisonne, elle apprend à considérer chaque événement, non comme un mouvement local qui a la même importance ici ou là, mais d'un point de vue mondial. Les communistes ont du mal à y arriver. C'est toute une structure, un appareil qu'il faut briser, et ce n'est pas facile. C'est une structure toute faite, avec des intérêts matériels créés, en liaison avec le manque de compréhension, ou l'ankylose et la stagnation de la compréhension politique : ils en sont restés à l'étape antérieure !

Il faut tenir compte du fait que ce processus oblige les Etats ouvriers à prendre des positions qui n'étaient pas prévues et pour lesquelles ils n'étaient pas préparés.

CONCLUSIONS DE L'INTERVENTION DE L'ARMEE

Il ne faut pas voir seulement les aspects favorables de la récente déclaration de ce chef d'Etat Major français, selon lequel "l'armée n'est pas au service de la défense du système capitaliste". La réponse rapide de ce militaire n'a pas pour but de faire connaître qu'ils seraient disposés à accepter la volonté populaire : elle tend à répondre à un état de discussion très profond, très déchirant, au sein du capitalisme français. Cette déclaration démontre que les militaires discutent s'ils vont intervenir ou non, s'ils vont, ou non, prendre les devants. Il faut faire une comparaison ; déjà, de Gaulle avait pensé faire la même chose ; c'est lui qui est allé chercher Massu. Mais aujourd'hui de Gaulle n'est plus là. Le capitalisme français a voulu faire plusieurs fois la même chose ; il a eu l'armée la plus réactionnaire d'Europe. Une armée qui, comme l'armée et le corps expéditionnaire anglais à été sélectionnée en vue des guerres coloniales. Cette armée est aujourd'hui défaite : la révolution colonial l'a démolie, brisée, complètement écrasée.

Sans la lutte révolutionnaire des masses, qui a écrasé l'armée, il n'est pas possible d'obtenir que le reste, un secteur de militaires, devienne favorable à la révolution socialiste et l'appuie ou reste neutre.

Il est possible aujourd'hui de gagner un secteur de l'armée, mais en tant qu'institution, c'est n'est pas possible. L'aile réactionnaire a été brisée, mais la structure de l'armée reste en place. Il faut voir quelle est l'origine de ces armées pour comprendre que toute leur structure, leurs institutions, leur préparation, leur discipline reste soumise au système capitaliste.

Il n'est pas correct de poser, comme l'ont fait les dirigeants de plusieurs partis communistes, parmi lesquels le Parti Communiste français, qu'il y a une différence entre l'armée chilienne et l'armée de leur pays. Ce sont des armées de métier, dans tous les cas. Les seuls qui ne sont pas professionnels sont les simples soldats, qui font leur service militaire, et cela est vrai aussi bien au Chili qu'en France. Ce qu'il faut poser - comme le

Cette rupture avec la Junte d'assassins du Chili n'est pas seulement l'effet des problèmes du Chili : c'est une question de relations mondiales avec le système capitaliste. C'est, pour l'URSS, un très grand progrès que de prendre des décisions d'ensemble comme celle-ci, qui vont peser sur les rapports mondiaux entre les Etats ouvriers et le système capitaliste mondial et en particulier avec l'impérialisme yankee. Mais ni le gouvernement soviétique, ni le Parti Communiste de l'URSS ne prennent des initiatives cohérentes et conséquentes. Il faut appeler maintenant à une mobilisation des masses, faire des manifestations et des meetings pour le Chili dans tous les Etats ouvriers, en lançant des appels aux masses des Etats Unis, aux masses chiliennes, aux masses latino-américaines, pour qu'elles se soulèvent contre la barbarie ! Il faut faire des meetings, des discussions dans toutes les usines, dans le monde entier, discuter la défense du Chili tout en montrant l'impuissance, l'incapacité du capitalisme mondial, criminel qui ne respecte ni ses propres lois ni ses propres institutions !

Il ne suffit pas de le dénoncer au Parlement ou dans des déclarations, il faut mobiliser pour créer un état d'esprit, de résolution, et peser sur l'armée, la police, les juges, la petite bourgeoisie. Pour cela il faut que la mobilisation soit complète et constante. Nous voulons que la volonté populaire soit respectée, et nous voulons aussi disposer des moyens nécessaires pour imposer cette volonté populaire. Au Chili, les masses ont pris l'initiative en créant les JAP, les "cordons industriels", les "conseils communaux". Le gouvernement a fait preuve de naïveté en ne voyant pas qu'il fallait étendre ces pouvoirs et briser l'armée. L'armée est, pour le capitalisme, un centre de la contre-révolution parce que c'est elle qu'il peut le plus facilement dominer en raison de la structure même et de la fonction de l'armée, qui obéit au système capitaliste.

fait le Programme Commun de l'Union Populaire en France - c'est que les soldats jouissent de tous les droits syndicaux et politiques, qu'ils puissent discuter de tout et aussi se refuser à réaliser des actions qui les conduisent à attenter contre le peuple, contre un gouvernement basé sur la volonté populaire. Il faut faire cette déclaration et lancer un appel aux soldats et aux officiers.

Il faut ouvrir une discussion publique : qu'est-ce qui est le mieux l'économie capitaliste ou l'économie de l'Etat ouvrier, l'économie centralisée ? Il faut montrer, dans la discussion, à quoi conduit l'économie capitaliste et à quoi conduit l'économie centralisée et la planification. Les dirigeants communistes font maintenant des démonstrations de plus en plus fréquentes à ce propos, mais c'est encore insuffisant. Il faut montrer que l'économie de l'Etat ouvrier permet aux populations d'intervenir dans le processus de la production, de la technique et de la science, même en partant des niveaux les plus arriérés de développement comme ce fut le cas pour l'URSS et la Chine. Il faut analyser et citer des exemples. L'armée révolutionnaire chinoise, construite à partir de rien, a été capable de vaincre l'armée la plus puissante de toute l'Asie et qui comptait, en outre, avec l'appui de l'impérialisme. Et quand elle a gagné la guerre, elle n'a pas cherché à imposer la domination d'un pays sur l'autre, mais elle s'est employée à développer ce pays. Les forces militaires ont été utilisées à développer le bien-être social des populations, en éliminant l'analphabétisme, la misère, la pauvreté, les luttes entre habitants. Il n'y a jamais eu, dans toute l'histoire de la Chine, des relations sociales aussi harmonieuses entre tous les membres de la population. Ces relations sont déterminées par la structure de l'Etat ouvrier. Voilà ce qu'il faut dire aux militaires et les appeler à le défendre.

C'est ce que les chiliens et le gouvernement de Allende voulaient faire, c'est ce que nous voulons nous aussi. Nous appelons les militaires à collaborer à cette

(Suite Page 4)

tâche, non pas à la défense de l'intérêt de l'un ou de l'autre, à la concurrence d'une entreprise avec l'autre : qu'ils collaborent au progrès social dans lequel c'est le progrès de la technique et de la science qui s'impose. Le capitalisme ne peut pas développer la technique et la science au profit de toute la population. Ce développement se heurte aux structures du système capitaliste. C'est la "rébellion des forces productives" dont parle Marx. Les forces productives, c'est le développement de l'automatisation, de la cybernétique, c'est l'utilisation de toute la capacité scientifique qui surgit de l'application de l'automatisation. Le capitalisme est incapable de l'utiliser. Il ne peut pas créer les conditions de développement social qui permettraient de la faire. C'est donc lui qui doit être éliminé. Par contre, dans ces forces se trouvent les bases d'un développement infini, à bref délai, de l'ensemble de l'économie. Il s'agit de structurer la mentalité humaine de manière à

répondre aux besoins sociaux et non pour tuer ou mourir.

Ce qu'il faut discuter, ce n'est pas de savoir si les Etats ouvriers ont assez de force ou si leur développement est suffisant. Il faut montrer que l'URSS, qui est partie de rien il y a cinquante six ans, a atteint un tel niveau de progrès. C'est cela, et non le cas de Sakharov et de Soljenytsine, qu'il faut discuter. Nous discutons, nous critiquons, quand c'est nécessaire et en fonction du développement de la société soviétique. Nous ne critiquons pas pour freiner. Il faut maintenant établir une comparaison entre le développement des Etats ouvriers et celui du capitalisme : voilà ce qu'il faut discuter ! Nous revendiquons la démocratie soviétique dans les Etats ouvriers mais nous défendons inconditionnellement ceux-ci, comme nous défendons inconditionnellement la révolution chilienne. Et en disant cela, nous parlons de la révolution, et non de tel ou tel dirigeant, ou de telle ou telle direction.

**DISCUTER DANS TOUT LE MOUVEMENT OUVRIER MONDIAL
L'EXPERIENCE CHILIENNE**

La révolution chilienne constitue un immense exemple pour toute l'Amérique Latine. Le capitalisme est intervenu pour couper court à cette expérience. Il n'a pas pu liquider l'expérience chilienne, et il est intervenu maintenant pour briser celle-ci, mais il ne va pas y réussir non plus. La défaite des masses, des partis ouvriers et du prolétariat chiliens est transitoire.

Les discussions des aspects théoriques et politiques de cette expérience, en cours dans le mouvement ouvrier et communiste, vont s'accroître. Pourquoi le Chili est-il tombé ? Est-il possible de gagner une partie de l'armée ? Il est évident que celle-ci ne va jamais rester neutre. Il est possible d'en gagner une partie. Il faut mener les discussions de manière à en tirer les conclusions qu'il est impossible d'aller vers le socialisme sans affronter la résistance, l'opposition, par tous les moyens, y compris la lutte armée et l'utilisation des armes atomiques, du système capitaliste mondial. C'est un système, et non une entreprise : une entreprise peut céder, parce qu'elle n'a pas de force, il est possible d'épuiser sa résistance, mais le système trouve toujours en lui-même la force de s'y opposer. Le Chili en est une preuve décisive.

Il faut donc discuter cette expérience. Au lieu de faire cela, les partis communistes et socialistes éludent la discussion. Ils prennent des résolutions, mais il ne s'agit pas seulement de ça : il faut discuter ! Il faut ouvrir une discussion dans le mouvement communiste mondial, pour discuter le Chili, le dixième Congrès du Parti Communiste chinois, et l'aberration que représente le fait que le Congrès d'un Parti Communiste exige de l'URSS qu'elle restitue des îles au Japon, c'est à dire au système capitaliste ! Ou plutôt, on ne peut pas parler de restitution : il s'agit de livrer ces îles au capitalisme ! Ces îles n'étaient rien tant qu'elles appartenaient au système capitaliste, maintenant elles font partie de l'Etat ouvrier et il n'y a plus ni misère, ni famine, ni analphabétisme, ni chômage, ni disputes, ni morts de faim, ce qui était courant sous le régime capitaliste. Voilà ce qu'il faut discuter. Alors le mouvement ouvrier mondial doit condamner cette proposition de la direction du Parti Communiste chinois. Mais en même temps, il faut montrer que ce genre de proposition est l'héritage d'une étape antérieure, dans laquelle c'est de cette manière qu'on discutait dans le mouvement communiste. La direction soviétique doit donc y répondre, non seulement en condamnant les chinois, mais en posant la nécessité d'une discussion pour réunir l'Etat ouvrier chinois et l'Etat ouvrier soviétique. Nous appelons à discuter de cette façon la réunification du mouvement communiste mondial et en particulier des Etats ouvriers. Que ceux-ci planifient ensemble sur les plans économique, social et militaire, pour affronter ce qu'il reste du système capitaliste. La situation du Chili

montre bien la fragilité des accords passés entre Brejnev et Nixon.

Nous ne sommes pas contre la "détente". S'il était possible, par ce moyen, d'aller au socialisme, d'accord ! Mais c'est le capitalisme qui ne peut pas faire une politique de détente ! Son régime ne le supporterait pas ! La concurrence et les contradictions intercapitalistes, son antagonisme avec l'Etat ouvrier ne lui permettent pas d'accepter la détente. Il faut gagner le plus de temps possible, mais il faut aussi se préparer en tenant compte du fait que cela ne peut pas durer. Nous sommes d'accord pour faire le maximum d'efforts, mais, dans le même temps, il faut préparer les organes des masses, des organes que celles-ci puissent utiliser pour la lutte pour le pouvoir, des organes qui luttent pour le pouvoir dès maintenant. Et il faut dire que le capitalisme va résister.

La discussion essentielle actuellement posée dans le mouvement communiste est de savoir s'il est possible d'aller au gouvernement et du gouvernement au pouvoir sans passer par la guerre civile. Il faut le discuter, non comme un objectif en soi, mais sur la base des expériences qui existent. La rupture des relations entre l'URSS et la Junte Militaire criminelle du Chili fait partie du processus de la révolution politique, qui s'exprime actuellement sous forme de régénérescence partielle. Il faut donc discuter les deux aspects de la question ; le coup du Chili, mais aussi les changements, favorables à la révolution, qui se préparent en URSS et aussi en Chine.

La réaction des Etats ouvriers au coup d'Etat criminel du Chili, même tardive, exprime que la situation, loin de se relâcher, s'éleve. Ce n'est pas la détente qui domine les rapports à l'échelle mondiale, mais bien la lutte de classes. Le Chili surgit en pleine "détente". Qu'est-ce que cela signifie ? Que nous appliquons la détente, mais que le capitalisme ne l'applique pas. Si c'est possible, il est correct de vouloir favoriser une compétition mondiale, sur le plan économique et social entre les Etats ouvriers et le système capitaliste. C'est bien là le fond de la question. Mais le capitalisme n'accepte pas ce genre de compétition. Et il ne peut pas l'accepter parce qu'il sait qu'il y perd. Certains secteurs, comme Willy Brandt, peuvent l'accepter sans cesser pour autant de défendre le système capitaliste et l'impérialisme. Mais on peut voir que, pour le Chili, Willy Brandt n'a même pas posé la question de savoir ce que son gouvernement allait faire pour défendre un gouvernement qui était socialiste comme lui. Cela veut dire que tous les partis qui sont à la fois socialistes et sociaux démocrates se sentent dépassés par le Chili. Cela dépasse les limites de ce que ces partis, avec le genre de préparation qu'ils ont connue, peuvent atteindre. Et pourtant, à l'intérieur de chacun de ces partis, une discussion est en cours pour arriver aux mêmes limites que le Chili.

Cette discussion va exercer également une influence sur les Partis Communistes.

La défaite provisoire du prolétariat chilien est une source immense de progrès en obligeant les dirigeants soviétiques, les Partis Communistes à penser, à tirer de cette expérience la leçon qu'il est nécessaire de lutter en combinant le progrès "compénétratif", électoral, parlementaire, avec le recours à la force.

Nous n'avons jamais dit, ni avant ni maintenant, que nous allons prendre le

pouvoir en l'imposant par la force. Le pouvoir nous revient parce que c'est légitime et nécessaire pour appliquer une certaine politique. Voilà ce qu'il faut dire. Mais pour y arriver, il faut utiliser la force. Il faut recourir à la force pour appliquer la politique nécessaire au progrès de l'humanité et au développement de la science et nous allons au pouvoir avec l'appui de la majorité de la population, même si celle-ci ne s'exprime par électoralement.

LE PROLETARIAT CHILIEN DEFEND LE PROGRES DE L'HISTOIRE

Le prolétariat chilien défend actuellement le progrès de l'histoire. Il ne défend ni ses biens, ni sa maison, ni ses intérêts, ni son usine, ni un compte en banque. Il se bat pour le progrès de l'histoire. Le prolétariat est la classe objective, en raison de sa place dans la production et dans la société. Il doit être universellement objectif, et penser au nom de toute l'humanité. J'insiste sur la joie que signifie de voir le comportement digne du prolétariat, des masses chiliennes, des militants communistes et socialistes, catholiques, tous. Notre polémique avec eux ne porte pas sur cela, mais sur le meilleur moyen d'avancer. Les masses chiliennes, les masses du monde entier peuvent trouver là un exemple de la façon dont il faut défendre la révolution. Il fallait être naïf pour ne pas voir plus tôt que l'armée allait se soulever, et pour ne pas s'être préparé à temps. Il fallait faire des brigades, des organes pour affronter l'armée détruire la structure bourgeoise de l'armée et de l'ensemble du pays. Tout cela est en discussion et l'expérience du Chili montre qu'il faut détruire complètement la structure du système capitaliste.

Il faut garder présent à la mémoire le comportement du prolétariat et des masses chiliennes, communistes socialistes, catholiques de gauche, radicales, miristes : les masses et leurs directions ont lutté dignement et il faut leur rendre hommage. Personne n'a capitulé. La Junte n'a pu obtenir d'aucun dirigeant qu'il déclare : "Nous nous sommes trompés. . . nous avons eu tort. . ." Les masses communistes et socialistes le voient. Elles comprennent que leurs dirigeants se sont trompés, mais qu'ils se sont comportés dignement : aucun d'eux n'a capitulé. Au contraire, dans les rangs de la Junte, plus de la moitié de ces assassins va capituler parce qu'ils n'ont pas d'avenir historique. Communistes et socialistes représentent l'avenir de l'histoire. Cela confirme l'invincibilité du triomphe de la révolution socialiste et des masses chiliennes à bref délai.

Il faut discuter les expériences qui se dégagent du Chili et du comportement du prolétariat mondial, qui ne s'est pas senti abattu, qui ne s'est pas répandu en lamentation. Ce sont les directions communistes et socialistes qui ont en partie contenu la mobilisation. Il y a un mot d'ordre qui est absolument nécessaire, d'une urgence criante : il faut appeler à l'activité en front unique de tous les syndicats, tous les Etats ouvriers, tous les partis ouvriers ! Front unique mondial et unité du mouvement communiste mondial ! On ne peut pas laisser perdre le Chili ! Le coup contre-révolutionnaire a fourni au capitalisme un succès provisoire. Mais pour que ce soit un véritable succès pour le capitalisme il ne suffisait pas de tuer, d'assassiner Allende, les dirigeants communistes, socialistes, miristes, catholiques et nationalistes de gauche : le capitalisme cherchait, par ce coup, à intimider les masses du monde pour réactiver le capitalisme et lui permettre de récupérer les positions perdues et se préparer ainsi à la guerre atomique.

Quand les nazis ont envahi l'URSS il y a d'abord eu une sorte d'immense peur. Puis, quand la réaction soviétique a commencé à se développer, ce fut une énorme sensation de soulagement. Les nazis ont avancé jusqu'aux portes de Moscou. Quand ils ont été battus, la réaction a été instantanée. Si cela a pu se produire, c'est parce qu'il y avait, d'avance, dans la pensée, dans les déductions de l'avant-garde mondiale, non seulement ouvrière mais aussi petite bourgeoise, la conviction, l'espoir, la confiance : "Les

soviétiques vont résister !" C'est pour quoi, d'un jour à l'autre, après la première victoire soviétique, ce fut la débâcle pour les armées nazies. La débâcle qui commença à Stalingrad ! Le procès en cours au Chili va conduire, dans un délai très court, qu'on ne peut pas calculer en mois ou en jours, mais qui va être très court, à une discussion dans l'ensemble du mouvement communiste mondial. La réaction ne va pas être immédiate parce que beaucoup de problèmes y sont mêlés : la guerre, la politique de la direction soviétique - direction qui insiste sur les objectifs de paix et de détente et tout ça. Mais, pour commencer, le gouvernement soviétique a dû passer des accolades et embrassades avec Nixon à la rupture des relations diplomatiques avec la Junte du Chili !

Le prolétariat ne s'est pas senti intimidé par ce coup d'Etat. Il répond par une activité pleine de décision. C'est sur cette base que nous adressons aux dirigeants des mouvements communistes, socialistes, catholiques et nationalistes de gauche un appel à un front unique mondial ! Le Chili est un centre d'affrontement, de concentration ; c'est une tentative, de la part du capitalisme, pour mesurer les effets de leur coup contre-révolutionnaire. Il faut y répondre avec toutes nos forces ! En y répondant, ce n'est pas seulement le Chili qu'on défend, c'est le progrès, les conquêtes sociales du monde entier ! L'expérience que laisse le Chili est qu'il est possible et nécessaire d'avancer de manière compénétrative, mais en préparant en même temps les organes pour prendre le pouvoir par la force.

Ce que nous défendons, ce que défendaient les masses du Chili, le gouvernement Allende et l'Unité Populaire, malgré leurs erreurs que nous avons critiquées, malgré une certaine passivité et leur naïveté, c'est le progrès social. Il faut faire des appels concrets, spécifiques : Unité du mouvement communiste mondial comprenant les posadistes ! Front unique mondial entre communistes, socialistes, Etats ouvriers, centrales syndicales, mouvements catholiques et nationalistes de gauche, pour prendre des gouvernements et écraser ce qu'il reste du système capitaliste. En prenant toutes les précautions nécessaires dans certains pays, où il ne faut pas parler de recours à la force ou de certaines mesures constitutionnelles ou légales, il faut dire qu'il faut écraser le capitalisme. C'est clair, définitif : tant qu'il lui restera une bribe de pouvoir le capitalisme va l'utiliser ! Il n'est pas possible de le dissuader, il faut le lui imposer.

Les élections sont même une des bases sur lesquelles s'appuyer pour lui en imposer. Il faut donc rechercher toutes les victoires électorales possibles, tout en se préparant en montrant que le capitalisme ne va respecter aucune victoire électorale, de la même manière qu'il ne respecte jamais aucune conquête des masses : il signe un accord sur les salaires, et le lendemain, il augmente les prix d'un côté, et de l'autre la répression.

Tout le processus va vers un gigantesque front unique mondial. La "rébellion des forces productives" n'a pas pu se produire, comme le prévoyait Marx, dans chaque endroit. Nous ne pouvons pas prévoir le temps que cela va prendre et cela ne dépend pas de nous mais il y a, en concentration, une immense rébellion. L'attitude des soviétiques, en rompant les relations avec la Junte en fait partie. C'est une politique nécessaire : la direction soviétique a été obligée de répondre.

(Suite Page 5)

Avant, ils abandonnaient, ils conciliaient. Mais cette fois, bien que tardivement, ils ont été obligés de répondre. C'est en même temps une attitude préventive, pour le cas où la Junte chercherait à utiliser l'URSS pour un chantage.

Mais de toutes façons, cette attitude de la part de l'URSS stimule la résistance et la lutte contre le système capitaliste.

Il faut exiger que tous les Etats ouvriers organisent des meetings, des manifestations, dans les syndicats, dans les usines, dans les quartiers, dans les villes et villages. Il faut développer toutes ces idées. Il faut que les Etats ouvriers lancent un appel à un immense arrêt de travail mondial, à un front unique mondial contre les assassinats, pour expulser de l'humanité ces assassins qui sont ses ennemis jurés. Hors de la civilisation la Junte criminelle ! Organiser un mouvement mondial pour la défense du prolétariat et de la révolution socialiste chilienne et pour, en même temps, prévenir les autres coups du même type que prépare actuellement l'impérialisme. Cette mobilisation est une exigence, une nécessité du développement de l'histoire, de la civilisation et du mouvement communiste mondial. L'humanité doit sentir, à cette occasion, qu'elle dispose d'un puissant instrument pour faire face à tous les plans criminels, à tous les projets de dévastation de l'impérialisme, à toutes ses tentatives d'invasion. Cela exige l'unité du mouvement communiste mondial et aussi l'unité entre communistes et socialistes. Cette union représente une immense puissance au service du développement et du progrès de l'histoire. Il faut discuter qu'il est nécessaire de se préparer à prendre le pouvoir par la force.

S'il est possible de passer du capitalisme au socialisme sans besoin de passer par la guerre civile, pourquoi l'armée soviétique poursuit-elle ses préparatifs ? Pourquoi l'impérialisme ne cesse-t-il de renforcer son potentiel atomique ? Les soviétiques viennent d'essayer, avec succès, un sous-marin d'une puissance supérieure à tous les sous-marins atomiques

yankees. Nous en sommes très contents. Nous ne sommes pas des partisans de la guerre, ni de la guerre atomique, ni d'aucune autre, mais la guerre est une nécessité pour le capitalisme et il va la faire. Si nous pouvions parvenir au socialisme sans guerre nous le ferions, nous sommes disposés à attendre 20, 30 ans. Mais le capitalisme ne va pas attendre. C'est une structure, la base de sa vie est la propriété. Il faut passer à une nouvelle étape de l'humanité, qui est le socialisme et éliminer tout sentiment selon lequel la propriété ou le pouvoir sont nécessaires pour vivre. Les capitalistes sont encore le résultat d'un passé que l'humanité cherche actuellement à effacer au moyen de la lutte pour la révolution socialiste.

La résolution prise par la direction de l'URSS en rompant les relations avec la Junte indique la nécessité dans laquelle cette direction se trouve de faire face à la menace de l'impérialisme. La direction soviétique doit prendre le coup contre-révolutionnaire au Chili comme une attaque de l'impérialisme qui incide sur le rapport de forces mondial et qui cherche à faire pencher ce rapport de forces dans un sens favorable au système capitaliste. L'URSS doit prendre cette attitude parce qu'il n'est pas possible de séparer la défense du Chili, qui était en voie de devenir un Etat ouvrier, de la défense de l'ensemble des Etats ouvriers. Cette réaction, même tardive, indique la peur de la direction soviétique d'être dépassée par les masses et obligée à affronter l'impérialisme ou à l'inciter à l'affrontement. Le fait que la direction soviétique ait pris cette mesure indique que ce n'est pas seulement les masses, les mobilisations et le mouvement mondial en faveur du Chili qui ont pesé, mais l'armée soviétique qui, elle aussi, est intervenue. L'armée intervient comme élément du parti, non en défense d'intérêts de caste ou de groupe. Bien sûr, il y a une bureaucratie dans l'armée comme partout ailleurs, mais dans ce cas l'armée est intervenue comme parti, pour imposer une mesure nécessaire.

LA DEFENSE DU CHILI EXIGE L'UNITE DU MOUVEMENT COMMUNISTE MONDIAL

Il faut en tirer la conclusion qu'il ne suffit pas de rompre les relations avec la Junte : il faut développer une activité, prendre des initiatives, proposer des mesures, appeler tout le mouvement ouvrier mondial, tous les Etats ouvriers à refuser de reconnaître cette Junte, à faire front unique avec les pays dits "non alignés" dans un front unique mondial basé sur la conclusion que le Chili montre ce qu'est l'impérialisme et qu'il faut, par conséquent, le liquider.

L'impérialisme prépare d'autres coups au Pérou, en Argentine, partout. Il faut donc se préparer pour l'affaiblir, le désintégrer, briser son hégémonie, en finir avec l'intervention sociale de l'armée. Celle-ci doit être, partout, soumise au pouvoir civil et les ouvriers doivent pouvoir y intervenir, y participer et décider. Entre autre, il faut poser les droits des soldats à s'organiser en syndicats, à lire la presse de gauche, à discuter et à faire de la propagande politique au sein de l'armée. La structure fermée, hermétique, de l'armée, est un fonctionnement dirigé contre les masses, contre les partis de gauche, qui favorise le capitalisme. La preuve : le capitalisme utilise l'armée comme son parti, le mobilise et s'en sert pour des coups d'Etat. L'armée est organisée de manière hermétique afin que personne ne puisse pénétrer dans un organe qui appartient exclusivement à la bourgeoisie. Il faut en finir avec cela. Que l'armée soviétique donne l'exemple en montrant que dans l'armée on discute de tout. La même chose en ce qui concerne l'armée chinoise : il faut montrer qu'on y discute de tout et que c'est l'armée la plus efficace du monde. L'armée chinoise a battu l'impérialisme yankee et écrasé la coalition la plus puissante qui se soit jamais constituée jusqu'à présent dans l'histoire. Et elle a vaincu parce que c'est une armée politisée. Il faut faire appel aux militaires et leur montrer ces exemples.

Il faut organiser une propagande en reprenant les exemples de la révolution russe, de la révolution chinoise, des autres révolutions, en montrant comment vit le peuple dans les Etats ouvriers, comment y vivent les militaires eux mêmes. Sous le système capitaliste, les militaires vivent dans la peur de devenir les agents d'assassins, de devenir eux mêmes des assassins ou d'être tués. Et tout cela pour défendre quoi ? Il faut faire une propagande et une intense agitation autour de tous ces thèmes. Montrer l'URSS, la Chine, Cuba, l'état arriéré dans laquelle vivaient ces pays avant la révolution et ce qu'ils sont maintenant ! Il faut montrer le bond qu'a fait Cuba en douze ans, avec l'impérialisme yankee tout à côté et la base de Guantanamo sur son territoire. Il faut lancer un appel aux militaires : voilà ce que nous voulons faire ! Voilà ce que nous faisons ! Mais surtout, il faut donner la démocratie socialiste la plus pleine : cela va avoir une immense influence sur les militaires, c'est le pas qu'il faut franchir pour les gagner. Il faut démontrer que dans les Etats ouvriers on applique la démocratie socialiste, comme les soviétiques l'ont fait dans le passé. Il est possible de faire beaucoup mieux maintenant, parce qu'il y a quatorze Etats ouvriers, l'autorité sociale et militaire dont ceux-ci jouissent. Les militaires voient que le capitalisme n'a plus l'exclusivité d'être expert dans le domaine militaire. Le général le plus important de l'histoire, ce n'est pas Napoléon : c'est Trotsky, parce que ce dernier exprimait la force de la révolution qui, sans armée, est capable de transformer le monde. Il a pris des paysans et il en a fait l'armée la plus efficace du monde.

L'importance de l'évènement historique que signifie la rupture des relations diplomatiques entre l'URSS et la Junte chilienne vient du fait qu'il élève le rôle de l'Union Soviétique. Mais pour le moment,

NON A BRASIL EXPORT !

d'étudiants qui ont agi, à un certain moment, comme un centre pour entraîner le reste de la population. Il faut voir des luttes de la classe ouvrière, que le gouvernement a affronté en liquidant les dirigeants qui agissaient comme centres et comme exemples.

C'est le cas de notre camarade Olavo Hansen, dirigeant syndical de la Chimie, de Rui Oswaldo, de camarades communistes, socialistes, chrétiens de gauche, assassinés par le gouvernement pour détruire les noyaux d'avant-garde. Les militaires ont fait une campagne constante pour avoir un contrôle des syndicats. Il y a eu et il y a encore un grand nombre d'occupations de terres. Tous ces éléments montrent que la tranquillité sociale n'existe pas et que la bourgeoisie se maintient au Brésil, sur la base de la répression.

Ce n'est pas qu'il y a un manque de combativité dans la classe ouvrière, dans le mouvement paysan, étudiant. Il y a surtout, encore un manque de direction, de programme, de partis ouvriers, de mouvements de masses qui centralisent nationalement les luttes. Il n'y a pas d'unification entre les luttes paysannes et ouvrières, ni entre la direction des étudiants et les directions ouvrières. Mais il ne faut pas compter, seulement sur la possibilité de triomphe d'un soulèvement populaire ; il faut se préparer à une combinaison entre les luttes populaires et l'intervention d'un secteur nationaliste révolutionnaire de l'armée, qui se lance contre la dictature militaire, sous l'influence du processus mondial de la révolution, du processus révolutionnaire au Pérou, du Vietnam. Déjà, à une étape antérieure, des secteurs militaires, comme Brizzola, se sont lancés dans ce combat. Mais aujourd'hui ces secteurs vont aller beaucoup plus loin.*

Si nous dénonçons cette exposition de "Brasil Export" et si nous appelons le PSB à imposer au gouvernement une mesure pour expulser cette manifestation de Belgique, c'est parce que le développement économique du Brésil n'est pas le développement de tout le monde, comme nous l'expliquons plus haut. Il ne profite qu'à une petite minorité de riches, mais ne sert pas au développement du pays.

Il faut unir la campagne contre cette exposition au soutien, le plus large, aux masses du Chili pour ne pas permettre l'installation d'un nouveau gouvernement semblable à celui du Brésil. Il faut unir la dénonciation de "Brasil Export", de la répression, des tortures, des assassinats au Brésil et les assassinats massifs commis par la Junte fasciste au Chili.

Il ne s'agit pas de dénoncer un capitalisme brésilien, qui serait pire que l'exploitation de l'impérialisme, ou moins démocratique. Quand le capitalisme sent qu'on veut le déloger, c'en est fait de sa "façade démocratique". Le Chili est là pour en témoigner. Il faut donc dénoncer, en Belgique aussi, les groupes financiers qui sont intéressés à la réalisation de "Brasil Export", et qui sont les mêmes qui préparent l'armée de métier, la soumission complète à l'OTAN en cas de révolte des masses. Alors, c'en est fini de "la petite Belgique démocratique".

Le congrès du PSC vient de voter une résolution qu'aucun représentant officiel ne doit participer à Brasil Export. Il fait cela à cause de la pression exercée par les secteurs plus à gauche, comme la JOC, le MOC ; mais surtout, il le fait comme un moindre mal pour pouvoir contenir une radicalisation de la démocratie chrétienne. Il ne faut pas oublier que Van Den Boeynants est un des dirigeants du PSC ; c'est lui qui a fait les projets sur l'armée professionnelle et qui prépare le terrain pour un gouvernement de rechange à l'actuel, plus à droite, et pour un coup de force, quand le moment sera venu.

Il faut accompagner cette campagne contre "Brasil Export" de la discussion sur la nécessité de l'organisation d'un parti chrétien de gauche en Belgique. Le PSC ne peut changer. Au Chili, c'est le parti démocrate chrétien de Frei qui a servi de point d'appui à la Junte de Pinochet. Il ne faut pas se laisser prendre au vocabulaire soi-disant "démocratique" du PSC. Frei employait un langage encore plus à gauche. N'empêche qu'il a servi avec son parti à organiser la répression, les assassinats des masses, à cautionner la Junte.

Nous appelons la JOC, le MOC, le MCP, les prêtres ouvriers de gauche, les militants chrétiens de gauche, à rompre avec le PSC pour organiser un parti chrétien de gauche se basant sur l'expérience du Chili, et pour appliquer en Belgique, les conclusions qui surgissent de la dénonciation de "Brasil Export".

Nous appelons également à participer à la manifestation nationale du 10 novembre prochain !

29.10.73

* Cette analyse sur le Brésil se base d'après un texte de J. POSADAS : "la crise du capitalisme au Brésil, le développement du nationalisme, la lutte pour les revendications démocratiques et pour le gouvernement ouvrier et paysan" - 18.12.71. Nous invitons nos camarades lecteurs à demander ce document, à l'adresse du journal.

il s'agit seulement de déclarations et non de résolutions organisatives précises. Il faut impulser la direction soviétique à prendre ces mesures organisatives. Il faut le faire en pesant à travers les Partis Communistes, le mouvement socialiste, le mouvement ouvrier et révolutionnaire mondial : que ceux-ci prennent des mesures organisatives concrètes, en refusant de reconnaître la Junte, et en appelant à la lutte intérieure au Chili et en appuyant cette lutte. Il faut renverser la Junte militaire. Ce n'est pas se mêler des problèmes intérieurs d'un autre pays : c'est un acte de défense du gouvernement légal. Et de plus, c'est intervenir en faveur du progrès de l'humanité. Il s'agit de choisir entre la jurisprudence, le règlement des Nations Unies, et les exigences

du progrès de l'humanité. Il faut avancer dans ces conclusions.

Il faut également profiter de cette occasion pour lancer des appels au Parti Communiste chinois pour développer une discussion sur ce point ; que la direction chinoise prenne position en refusant de reconnaître la Junte et en appelant à défendre et appuyer l'Unité Populaire.

Il faut appeler à appuyer la guerrilla, la résistance armée, pour défendre le gouvernement légitime. Il ne faut pas considérer celui-ci comme liquidé, mort. Il a été réversé, mais le gouvernement de l'Unité Populaire est et reste le gouvernement légitime du Chili.

J. POSADAS

23 Septembre 1973

La grève des enseignants...

(Suite de la page 1)

comme Glinne pour gagner du temps, pour empêcher que des mobilisations de la classe ouvrière ne débordent et pour se maintenir encore un petit peu. Mais cette situation est très transitoire, parce qu'au sein même du PSB, existent des tendances dans les J.S., dans certains dirigeants et dans le FGTB qui veulent la rupture du PSB avec le gouvernement, et une politique socialiste et non social-démocrate, qui veulent que le PSB défende les principes de la lutte de classes, de la Charte de Quaregonon et cela sans rompre avec le PSB, parce que, à la différence du PSC, le PSB est un parti ouvrier.

La grève des enseignants est très importante. Ce n'est pas seulement une grève de plus. Elle a signifié un affrontement public, direct entre la CGSP et le PSB au gouvernement. La CGSP a organisé ce mouvement de grève nationalement. C'est la première grève générale organisée par les Syndicats contre un gouvernement auquel participe le PSB, avec grandes manifestations dans les différentes villes du pays, dont la dernière à Bruxelles qui a rassemblé 10.000 personnes. La CGSP a pris dans ce conflit une attitude combative, d'affrontement avec la politique de collaboration de classes du PSB. Et ce n'est encore qu'une grève d'avertissement, qui prépare un mouvement plus profond, plus vaste. Cette grève tournante a maintenu pendant toute la semaine, une attention, une préoccupation pour discuter les problèmes de l'enseignement.

L'objectif de cette grève était d'obtenir l'application des barèmes pour les enseignants. Mais en fait, cette grève remet en question toute la politique du gouvernement, qui consacre ces budgets à l'industrie de guerre, qui cherche aussi à faire des économies sur le dos de l'enseignement, parce qu'il n'a pas intérêt à consacrer beaucoup d'argent pour ce secteur. C'est une grève de protestation, de lutte pour la dignité humaine, pour faire respecter la fonction d'instituteurs. Cette mobilisation a rencontré l'appui, l'adhésion de toute la population, par ce qu'elle représente et exprime les sentiments de toute la population exploitée du pays. Les instituteurs, qui sont des secteurs de la petite bourgeoisie, sont proches de la population, dans les quartiers, ils reçoivent plus directement l'influence de la classe ouvrière, ils sentent et voient les problèmes auxquels sont confrontés les familles ouvrières et pauvres de leur quartier. Tout cela sont des éléments qui les rapprochent du prolétariat, et qui permet de recevoir l'influence des luttes et mobilisations de la classe ouvrière, qu'ils versent alors avec toute la force et la

sécurité dans la mobilisation générale, dans toutes les manifestations. La participation massive, à 90% de grévistes, alors que 50% seulement des enseignants sont syndiqués expriment la sécurité et la confiance avec laquelle ils agissent.

Pour faire face à cette situation, la bourgeoisie n'a pas d'équipes, n'a pas de forces pour imposer un gouvernement fort, alors que telle est bien son intention. Et même elle est obligé de céder, pour contenir le processus, pour gagner du temps. C'est pour cette raison que l'Index a été augmenté en une fois de 0,75 point, ce qui va entraîner rapidement une augmentation générale des salaires. Cette mesure n'est qu'un palliatif à la crise du capitalisme, pour retarder une mobilisation générale de toute la classe ouvrière et des masses du pays.

Cette crise ne dépend pas seulement de la Belgique, mais du monde, et de la politique des Etats-Unis qui veut faire retomber la crise du dollar, la crise économique et financière sur les pays capitalistes d'Europe. La guerre du Moyen Orient est un élément qui accentue la crise de la bourgeoisie et du Parti Socialiste aussi. La CIA a déclenché l'alerte 3, dans toutes les bases atomiques mondiales, sans avertir aucun gouvernement capitaliste d'Europe, qui se sont d'ailleurs opposés à cette attitude de préparatifs de guerre atomique par l'impérialisme. La Belgique est particulièrement touchée, étant donné que c'est un bastion important de l'OTAN. Mais le PSB, au gouvernement ne peut être d'accord avec cette attitude. Il doit exiger le retrait de toutes les bases de l'OTAN du pays! Il doit faire appel au Boycott des armes de la FN pour Israël et pour le Chili et appuyer la lutte héroïque des masses chiliennes et arabes! Mais pour développer cette politique, il doit sortir du gouvernement. La classe ouvrière et toute la population belge sentira cela comme une impulsion très grande à la lutte anticapitaliste, ic. Il y a toutes les conditions et les forces dans la gauche socialiste, dans la gauche chrétienne, dans les Syndicats, pour discuter l'unification de ces tendances avec le Parti Communiste pour établir un Gouvernement de gauche basé sur les mobilisations des masses, qui propose un programme anti capitaliste, une solution ouvrière à la crise capitaliste, qui appelle à discuter cette perspective dans des Assemblées générales d'usines. Il faut discuter dans ces assemblées la préparation d'une grève générale dans tous les secteurs, pour unifier toutes les luttes, pour concentrer toutes les forces des masses avec un objectif anticapitaliste.

Elever le front unique...

ses palestiniennes, ni des autres pays arabes —. Une Conférence sur la Paix, dans six mois, n'aura pas la force d'imposer à Israël le retrait de tous les territoires qu'il occupe, si la force militaire directe ne l'a déjà pas permis. Il faut rejeter l'intervention des casques bleus de l'ONU! Partout où l'ONU est intervenue avec des forces militaires, c'est pour appuyer et défendre les intérêts du capitalisme mondial. Nous appuyons par contre, la décision de faire intervenir directement l'armée soviétique, pour faire face à l'impérialisme yankee et à Israël! et pour défendre aux côtés des masses arabes, les conquêtes révolutionnaires, socialistes qu'elles ont acquis en Syrie, en Irak, et pour aider les masses des autres pays arabes à renverser les régimes féodaux et réactionnaires de Jordanie, d'Arabie Séoudite, du Koweït.

Les masses arabes et du monde entier, se sentent victorieuses face à l'impérialisme et Israël. Elles ont fait face à un ennemi armé jusqu'aux dents et qui a utilisé, comme au Vietnam, les bombes au napalm, les bombes à bille, essayé de terroriser la population. La réponse des masses est formidable: tous les pays arabes sont engagés dans un processus de changements révolutionnaires très importants. Au Koweït, la classe ouvrière a imposé par la grève générale, que le gouvernement réduise la production de pétrole et elle exige la nationalisation de toute l'industrie pétrolière aux mains des capitalistes américains et anglais ou français. L'Irak a imposé de nouvelles nationalisations; en Egypte, les syndicats ouvriers organisent les milices populaires et élèvent leur intervention pour que le gouvernement de Sadate ne fasse pas de concessions à l'impérialisme et Israël.

La bourgeoisie égyptienne est prête à concilier et à négocier avec l'impérialisme et Israël, et même disposée à accepter une paix séparée avec Israël. Ce sont les masses, les milices populaires, et une partie de l'armée qui contiennent l'armée d'Israël. Mais une partie de la bourgeoisie égyptienne ne mène pas la lutte contre Israël, elle permet à l'armée israélienne de continuer à avancer, de prendre des fusées Sam, à Suez. Elle cherchait dans la guerre, à disposer d'une meilleure position pour négocier avec Israël, tandis que les masses, les syndicats, les militaires nationalistes se sont lancés dans la lutte pour abattre l'arrogance de l'impérialisme. Ce sont les masses qui sont, par leur mobilisation, leur décision, leur courage historique, les meilleurs alliés des Etats ouvriers. Elles se préparent à continuer le combat contre l'impérialisme yankee et à imposer de nouvelles mesures révolutionnaires, socialistes, dans tous les pays arabes.

L'aide de l'Union Soviétique a été très importante! Nous faisons appel aux Etats ouvriers, à l'Union Soviétique en particulier, à continuer cette aide par tous les moyens, militaires, techniques économiques, financiers, à appeler les

masses arabes à s'unifier avec un programme socialiste, à défendre inconditionnellement le droit du peuple palestinien à vivre dignement, à appeler les masses d'Israël à lutter contre l'Etat impérialiste de Golda Meir et à s'unir aux masses arabes pour chasser l'impérialisme de tout le Moyen Orient!

La crise est très aigue dans le capitalisme mondial et en particulier aux Etats-Unis! Le nouveau Watergate aux Etats-Unis est provoqué par la CIA et le Pentagone pour imposer Nixon comme chef du gouvernement. L'alerte atomique est utilisée aussi par le Pentagone pour pressions la bureaucratie soviétique et pour s'imposer dans la crise intérieure aux Etats-Unis. La classe ouvrière américaine cherche à intervenir dans cette crise. C'est très important que l'AFL-CIO soit intervenue en exigeant la destitution de Nixon. Il faut appeler à élever le front unique mondial pour chasser l'impérialisme et en finir avec le capitalisme fauteur de toutes les guerres! Nous réitérons l'appel du Secrétariat International de la IVème Internationale Posadiste au Congrès Mondial des forces de paix qui se tient actuellement à Moscou*, pour que ce Congrès impulse, cette lutte, ce front unique mondial. L'impérialisme américain, et mondial, prépare la guerre et cherchera à la lancer dans n'importe quelles conditions. Le cessez-le-feu au Moyen-Orient n'est qu'un moment, transitoire, de cette lutte mondiale.

Il faut profiter de la crise qui s'aiguisse dans le capitalisme mondial, en particulier entre l'impérialisme américain et la bourgeoisie européenne! La bourgeoisie en Europe n'a pas accompagné complètement l'impérialisme américain dans la guerre au Moyen-Orient. Elle n'a même pas été avertie, dans le cadre de l'OTAN, de la décision de mise en état d'alerte atomique des troupes américaines. De toutes façons, elle n'aura pas d'autre issue que de suivre l'impérialisme, pour défendre ses propres intérêts de classes, contre les masses.

Mais il faut intervenir dans cette crise en organisant le front unique de toutes les tendances de gauche, dès maintenant! Il faut appeler à rompre avec l'OTAN! Nous appelons à imposer de boycott complet de toutes les fournitures d'armes à Israël! Nous appelons le PSB, le BC, la gauche chrétienne et les Syndicats, tous les groupes de gauche-inclus les trotskystes-posadiste, à unir dans une même lutte: le combat contre la Junte militaire du Chili, contre la dictature militaire au Brésil, et contre l'impérialisme américain et Israël, qui sont tous des visages du capitalisme mondial contre la révolution!

28/10/73

* J. POSADAS: "Les Etats Ouvriers doivent intervenir de toutes leurs forces pour arrêter le massacre, réorganiser et ranimer la lutte pour le socialisme au Chili!" (23.9.73)

** Publié dans LUTTE OUVRIERE N° 193 du 17/10/73.

LA LUTTE DES MASSES AU CHILI CONTINUE, DE MEME QUE LES INTENTIONS ASSASSINES ET LA REPRESSION POUR LA CONTENIR. NOTRE PARTI APPELLE TOUS LES PARTIS OUVRIERS, LE PARTI SOCIALISTE, LE PARTI COMMUNISTE, LES SYNDICATS, LA GAUCHE CHRETIENNE, LE M.O.C., LA J.O.C., LES MOUVEMENTS DE LA JEUNESSE COMMUNISTE ET SOCIALISTE ET LES MILITANTS REVOLUTIONNAIRES A CONTINUER AVEC NOUS LA CAMPAGNE POUR LE CHILI.

NOUS APPELONS LES PARTIS OUVRIERS ET LES ETATS OUVRIERS A SOUTENIR LA REINSTALLATION DU GOUVERNEMENT D'UNITE POPULAIRE.

NOUS APPELONS A SOUTENIR FINANCIEREMENT CELUI-CI ET, DANS L'IMMEDIAT, NOTRE SECTION CHILIENNE ET A FAIRE CIRCULER DES LISTES DE SOUSCRIPTIONS A ENVOYER A NOTRE PARTI.

NOUS APPELONS A SOUTENIR LA CONTINUATION DE LA LUTTE DES MASSES AU CHILI EN ORGANISANT DES MEETINGS, MANIFESTATIONS ET MOUVEMENTS DE GREVES REGIONALES ET NATIONALES.

NOUS SALUONS LA REGIONALE NAMUR FGFB ET CSC POUR LA GREVE QU'ILS ONT FAITE EN SOLIDARITE AVEC LES TRAVAILLEURS CHILIENS ET APPELONS A ETENDRE CET EXEMPLE DANS TOUT LE PAYS.

NOUS APPELONS A LA RUPTURE DE TOUTES RELATIONS DIPLOMATIQUES ET AU BOYCOT ECONOMIQUE DE LA JUNTE MILITAIRE AU CHILI

LA NOUVELLE GUERRE ISRAELO-ARABE ET LA LUTTE DE CLASSES

26 octobre 1973 J. POSADAS

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE



OUVRIERE

ORGANE DU

PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IV^e INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB 11^e ANNEE 9 NOVEMBRE 1973 Nr. 197.

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem.
de soutien 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

**Communiqué de la IV^e
Conférence Mondiale de
la IV^e Internationale
(posadiste)**

(Voir page 4)

ABONNEZ-VOUS A "LUTTE OUVRIERE"

La crise du gouvernement, le procès aux ACEC, et la nécessité d'une riposte globale par la préparation d'une grève générale. -

EDITORIAL

Le boycott du pétrole par les pays arabes, accentue la crise des pays capitalistes d'Europe. Et il s'agit là d'une crise économique très sérieuse. Le capitalisme européen a besoin du pétrole comme base du fonctionnement de toute l'économie du pays, tant du point de vue industriel que de point de vue de la consommation courante. L'approvisionnement a été coupé pour la Hollande et rationné pour les autres pays. Les gouvernements capitalistes d'Europe ne vont pas pouvoir supporter très longtemps un embargo sur le Pétrole parce que cela accentue les crises intérieures auxquelles ils doivent déjà faire face : Crise sociale, financière et politique, l'inflation, et les mobilisations ininterrompues de la classe ouvrière, de la petite bourgeoisie, des étudiants, des enseignants des commerçants de toute la population exploitée. Le conflit du Moyen-Orient ajoute à tout cela la crise du Pétrole. Les gouvernements capitalistes d'Europe n'ont pas suivis complètement l'attitude des Etats-Unis, qui s'est lancé à des préparatifs de guerre atomique en mobilisant toutes ses bases dans le monde, parce qu'ils savent que ce sont eux qui vont encaisser le contrecoup du pétrole le plus fortement. Il faut profiter de la crise intérieure entre l'impérialisme américain et le capitalisme européen. Mais il faut voir aussi que ces contradictions ne sont que transitoires, parce que aux Etats-Unis, comme ailleurs il s'agit d'un problème de lutte de classes, et les gouvernements vont réagir en fonction de leurs intérêts de classe contre l'avance le progrès incessant des luttes de la classe ouvrière et des masses. Ils vont suivre l'impérialisme américain, ils vont se ranger à ses côtés dans ses préparatifs de guerre atomique contre la Révolution Mondiale et les Etats Ouvriers, l'URSS et la Chine. La direction soviétique a cherché à utiliser cette division, pour obliger les Etats-Unis à arrêter la guerre, à accepter les accords de cessez-le feu. Et en partie l'impérialisme les a accepté (pour un moment seulement), parce qu'il n'a pas pu compter sur la "solidarité" immédiate des pays d'Europe dans sa politique de guerre. La guerre va recommencer, l'impérialisme a démontré au Vietnam, au Chili qu'il ne respectait rien.

L'intervention directe des Etats-Unis aux côtés d'Israël, contre la Syrie, et

l'Irak principalement montre clairement aujourd'hui, qu'il ne s'agit pas seulement d'une guerre entre le sionisme représenté par Israël d'une part, et le mouvement palestinien et les pays arabes d'autre part. Il s'agit bien d'une épreuve de force, entre Israël, bras armé de l'impérialisme américain et la Révolution Arabe, et les Etats Ouvriers. Pour cela, l'intervention de l'URSS est très importante et représente un stimulant pour le renversement des gouvernements réactionnaire arabes du Koweït, de l'Arabie Saoudite, du Maroc de la Tunisie.

Il faut intervenir dans cette crise, en organisant, en Belgique, le front unique des tendances, de gauche pour expulser toutes les bases de l'OTAN du pays ! Pour boycotter tout envois d'armes de vivres, de munitions, de matériel, pour Israël, pour la Junte du Chili ! Il faut condamner l'opération 11.11.11 qui est un mensonge organisé pour soutirer de l'argent à la population en utilisant des sentiments humanitaires, mais qui en fait va être utilisé dans des objectifs tout à fait différents. Le gouvernement ne peut tout de même pas organiser une campagne publique, ouverte, massive pour Israël, ou pour la Junte du Chili, ou pour tous les régimes réactionnaires que le gouvernement belge soutient. Il ne faut pas se faire d'illusions, l'argent récolté n'ira pas au Sahel, ni au Vietnam ou en proportion infime pour faire passer le reste. Dans toutes les manifestations, dans les meetings, organisés dans cette période

contre Brazil-Export pour le Chili, il faut unir la campagne contre le Brésil contre la Junte fasciste du Chili, à la lutte anticapitaliste dans chaque pays. En Israël, au Chili, au Brésil, il faut mener le même combat : C'est le capitalisme qui agit contre les forces révolutionnaires contre le mouvement ouvrier, partout. En Belgique, le capitalisme va chercher à faire payer la crise du Pétrole à la classe ouvrière, aux masses exploitées, et va entraîner inévitablement une augmentation des prix des produits dérivés du Pétrole : du mazout de chauffage entre autres. Le gouvernement est entré dans une crise sans issue. Il est obligé d'augmenter les prix, il ne peut pas faire autrement. L'augmentation de l'Index, de 0,75 point en une fois, est une mesure prise pour contenir les mobilisations, pour freiner la lutte pour les revendications. Malgré tous les efforts de Leburton, il ne sera pas possible de continuer la politique du gouvernement. Il faut que le PSB s'en retire. Nous appelons à ce que toutes les sections socialistes d'entreprises, toutes les sections régionales se réunissent et imposent que le PSB sorte du gouvernement.

La classe ouvrière et les masses ne vont plus supporter longtemps l'augmentation incessante des prix, la diminution du pouvoir d'achat, l'altération quotidienne des conditions de vie et de travail. Le capitalisme doit supporter, les mobilisations, les grèves qui n'arrêtent de se déclencher dans tous les secteurs :

Le congrès du PSC, la gauche chrétienne et le parti chrétien de gauche

La fin du Congrès du PSC a permis de connaître la ligne centrale de ce Parti. Bien qu'ayant en son intérieur une forte opposition, celle-ci s'est limitée à discuter différents amendements. Et finalement à l'issue du Congrès le programme décennal du PSC ne comprend qu'une très légère modification, très superficielle face aux propositions faites par un secteur plus à gauche. L'attachement et le soutien au régime capitaliste reste bien évident dans tout son programme. Surtout dans les aspects qui traitent de l'économie et des mécanismes de l'économie de marché ; où il est dit dans le paragraphe 4 : "La prospérité de l'économie et la répartition des responsabilités dans l'économie de

marché impliquent que l'esprit d'entreprises et d'initiative soient valorisés et encouragés à tous les niveaux".

De la même manière, il est posé que les petites et moyennes entreprises doivent être libérées au maximum de la bureaucratie fiscale et administrative. Ce qui veut dire poser comme perspective essentiellement le développement du capitalisme en appelant l'Etat à le soutenir, pour le libérer des taxes et augmenter encore ses profits (au détriment de la classe ouvrière évidemment). Mais il n'est pas discuté le rôle des entreprises multinationales. Il est dit qu'il est nécessaire de garantir "l'égalité d'accès aux biens collectifs" et "d'assurer intégralement

Cockerill, les ACEC, les enseignants les étudiants, les pompistes. Le capitalisme est au bout du rouleau. Au travers de chaque grève, de chaque conflit, il s'engage une épreuve de forces entre le capitalisme et la classe ouvrière. C'est ce qu'il se passe aux ACEC. Le procès qui va avoir lieu de 19 novembre, contre des travailleurs des ACEC, qui ont fait grève, tout à fait légalement après le dépôt d'un préavis légal, met en cause le principe de défense du droit de grève. Les travailleurs ont reçu des pressions sous toutes les formes, à leur domicile. Le patronat exige même de vouloir leur faire payer 150.000 de dommages et intérêts par jour de grève pour compenser les pertes de production. Au travers de ce procès, les patrons de Westinghouse, démontrent qu'ils ne sont pas capables de respecter les propres lois de la bourgeoisie. Le droit de grève est légitime, et reconnu en Belgique. Mais comme au Chili, la bourgeoisie démontre qu'elle ne respecte pas sa propre constitution, quand la situation se retourne contre ses intérêts. Avec ce procès, le patronat tate le terrain, pour voir la réaction des organisations syndicales et ouvrières de la région. Et cela pas seulement pour les ACEC, mais parce que à échelle de tout

les pays, il se prépare à intervenir contre une mobilisation globale, générale de tous les travailleurs. Nous appuyons la réaction des sections communistes et socialistes des ACEC, et aussi la délégation syndicale qui vont intervenir dans ce procès pour défendre le droit de grève, les droits acquis, des conquêtes sociales. Il faut intervenir dans ce procès en faisant le procès du capitalisme, et appeler tous les travailleurs de la région à arrêter le travail ce jour, et à venir envahir le Palais de (suite page 4)

l'épanouissement de l'homme". Ces déclarations ne sont faites que pour berner les gens.

Comment garantir l'égalité d'accès aux biens collectifs dans une société dirigée par le profit, par l'appropriation privée du capitalisme de ces "biens collectifs". Comment assurer intégralement l'épanouissement de l'homme quand le capitalisme ne peut créer les conditions d'un développement social parce qu'il se base sur son propre développement comme classe au détriment des autres, qu'il exploite. Il s'agit là, de structures de la mentalité humaine pour répondre aux besoins sociaux. Le capitalisme structure

(suite page 4)

LA NOUVELLE GUERRE ISRAELO-ARABE

26 octobre 1973

Les pays arabes mènent cette guerre pour se débarrasser de la pression impérialiste, mais c'est fondamentalement une guerre réalisée avec le but de freiner le processus révolutionnaire, le cours de la décomposition des directions bourgeoises, et de donner une issue permettant de contenir la pression révolutionnaire et la crise qui se développait dans ces pays sous la pression de la gauche, mais aussi de la droite, et d'éviter un soulèvement.

Du côté de l'Egypte cette guerre a de nouveau été dirigée par des généraux et des officiers qui avaient fait l'objet de sanctions pour leur inaptitude et leur incapacité, et pour avoir réalisé des accords avec Israël au cours de la guerre de 1967. Tous ces généraux que Nasser avait expulsés de l'armée parce qu'ils étaient responsables de la défaite de 1967 et appartenaient à la classe des grands propriétaires fonciers, de la haute finance, Sadate les avait réincorporés. Ce sont eux qui ont dirigé cette guerre. Ces militaires ne pouvaient pas le faire. C'est le premier aspect.

Le second aspect dont il faut tenir compte est qu'il ne s'agit pas d'une guerre qu'on peut gagner, ou même affronter, sur le plan des armes. Les missiles sont importants; l'intervention soviétique est fondamentale; mais c'est le soulèvement et l'intervention de la population qui est décisif pour combiner la guerre contre l'impérialisme à travers son représentant Israël, avec la lutte contre les bourgeoisies arabes, qui est la manière de stimuler les masses d'Israël à se soulever elles aussi.

Pour gagner cette guerre il faut décomposer le front qui s'est formé en Israël. Et il est possible de le faire au moyen de l'intervention des masses arabes en lutte pour le pouvoir. Si une solution militaire favorable aux pays arabes intervenait, ce serait important et stimulerait le lancement de la révolution. Mais la bourgeoisie égyptienne y gagnerait de l'autorité et reconstituerait et renforcerait son appareil, ce qu'elle cherche et continuera de rechercher. La bourgeoisie égyptienne préfère perdre la guerre si cela lui assure le contrôle du pays. Le fait que les Israéliens occupent Suez ou d'autres villes ne la préoccupe absolument pas: ce qui est important pour elle, c'est de continuer ses affaires. Les déclarations des dirigeants israéliens sont destinées à tranquilliser cette bourgeoisie, en lui assurant qu'on ne va pas y toucher, que cette guerre n'est pas contre elle. Les financiers d'Egypte, aussi bien que de Syrie et de Jordanie, n'ont pas intérêt à un triomphe (ce n'est pas le cas de ceux d'Israël) si la victoire signifie le triomphe de la révolution. La seule chose qui intéresse les capitalistes c'est de profiter de leurs affaires, d'exploiter les moyens dont ils disposent, leurs investissements. Si le progrès de la révolution met en péril, ces intérêts, ils préfèrent perdre la guerre. Une nouvelle fois, des négligences militaires ont été commises, qui ne sont pas dues à une incapacité militaire: c'est l'intérêt social des officiers qui les rend négligents. Ils se lancent à une activité sans s'assurer un appui suffisant dans les masses, ou sans perspectives d'appui, alors que la guerre risque de continuer.

Il n'est pas possible de gagner cette guerre exclusivement par les armes, parce que les yankees ravitaillent Israël dans une proportion infiniment supérieure aux armes que fournit l'Union Soviétique aux Etats arabes. De plus, même si l'URSS a compensé, par ses fournitures, le déséquilibre sur le plan de l'armement, l'armée d'Israël est une armée de professionnels. Israël est un pays installé par l'impérialisme yankee, alors que les pays arabes sortent d'un état très arriéré, dans lequel se sont formés leurs dirigeants militaires. Les armées arabes n'ont ni la capacité, ni l'efficacité, ni la préparation militaire, ni les cadres dont disposent les Israéliens. Le fait que ces derniers soient entrés dans Suez montre la faiblesse égyptienne, car il était possible de les contenir. Si les dirigeants égyptiens, prévoyant l'entrée des Israéliens, avaient suscité un mouvement de masses, et organisé des milices, ils l'auraient empêchée, mais ils ont préféré l'occupation israélienne - qu'ils prévoyaient - au risque de perdre leur propriété. C'est une guerre de classes. Pour la gagner il faut l'organiser d'un point de vue de classe.

Il n'est pas possible de mener cette guerre comme la guerre d'un pays contre un autre pays, même s'il s'agit de pays opprimés comme les pays arabes, qui doivent affronter l'impérialisme à travers son

représentant Israël. Il faut mobiliser les masses pour progresser socialement, exproprier, développer des mesures sociales révolutionnaires: on donne ainsi un exemple à suivre pour les masses israéliennes. Si les masses arabes avaient exproprié le grand capital, les grandes propriétés foncières, et appelé les masses israéliennes à faire la même chose, cela aurait eu un effet désorganisateur immense sur la bourgeoisie. Les pays arabes ne l'ont pas fait et ont réduit la guerre à un problème entre puissances capitalistes, même si, de la part de l'Egypte, il s'agit d'une guerre légitime car ses territoires sont occupés par l'impérialisme. Il n'était pas possible de gagner la guerre sans mobiliser les masses. Les pays arabes ne pourront jamais gagner tant qu'ils feront la guerre comme ils la font. C'est un aspect qui montre les limitations des directions arabes: la peur de classe pousse la bourgeoisie arabe à perdre la guerre plutôt que de faire agir les masses.

L'intervention des soviétiques constitue l'autre événement fondamental. Les Soviétiques ont fourni une grande quantité d'armes et de conseillers qui a permis de faire durer cette guerre un grand nombre de jours. C'est la preuve de la très bonne intervention des Soviétiques. Israël espérait régler la question en deux jours, et la guerre en a duré 17, et si les troupes israéliennes sont entrées ou vont entrer dans Suez, elles ont été obligées de reculer sur d'autres points.

Nous insistons sur le fait que si les Israéliens sont entrés dans Suez, c'est parce que la bourgeoisie égyptienne le leur a permis. Par contre, pour la première fois, l'Union Soviétique apparaît aux yeux de tous les pays du Moyen-Orient et du monde comme disposée à appuyer toutes les luttes contre l'impérialisme yankee. Cette intervention rend manifeste la faiblesse des accords passés avec les yankees. La réponse de ces derniers, menaçant de recourir aux armes atomiques, indique leur propre faiblesse. Il est intervenu dans la menace atomique yankee une part de manœuvre de la part de Nixon pour faire oublier Watergate. C'est vrai. Mais Nixon n'aurait pu se livrer à une telle manœuvre si cela ne correspondait à une nécessité réelle. Ce ne sont pas des manœuvres pour provoquer une discussion; la très grande profondeur de la réaction démontre la faiblesse de l'impérialisme.

Cette menace a mis également en évidence le manque d'assurance des bourgeoisies européennes: aucune d'elles n'a fait la moindre mobilisation en appui à l'impérialisme yankee. Si elles ne l'ont pas fait, c'est parce qu'elles ont senti et vu que les masses l'auraient rejetée. Elles ne sont pas intervenues. C'est une preuve de plus, très simple, de l'opposition des masses d'Europe à l'impérialisme yankee. La prise de position de Willy Brandt n'est pas une attitude personnelle ou superficielle: elle reflète l'opposition très profonde à l'impérialisme qui existe dans les masses allemandes, y compris les jeunes du Parti Libéral et d'un secteur du Parti Démocrate Chrétien. Les masses sont contre l'intervention des yankees, sinon, le gouvernement allemand n'aurait pas refusé à ces derniers l'utilisation des bases allemandes et il aurait orchestré toute une campagne d'appui aux yankees, face au danger dans lequel ils se trouvaient.

Cette réaction des bourgeoisies européennes va placer l'impérialisme yankee devant la nécessité de prendre une série de mesures, de réaliser des discussions et

d'exercer des pressions sur les gouvernements et les partis capitalistes d'Europe pour coordonner leur politique. En ne cédant pas, en ne répondant pas à l'intérêt de l'impérialisme yankee, les gouvernements capitalistes ont montré qu'ils ont peur des masses de leurs pays respectifs et même de certains secteurs de la petite bourgeoisie qui constituent encore en ce moment leur clientèle électorale. Ils s'abstiennent par peur des réactions de ces secteurs.

En fait, tous ces gouvernements appuient l'impérialisme yankee. Ils voient bien quel est le fond de la question, et que ce n'est pas un problème entre Israël et les pays arabes. Une défaite d'Israël signifierait une immense impulsion à la révolution dans tout le Moyen-Orient. C'est pourquoi, directement ou indirectement, ils appuient Israël et ne vendent des armes aux pays arabes que d'une manière très calculée: ils leur vendent assez d'armes pour qu'ils dépensent leur argent et succombent aux dépenses militaires, mais pas assez pour triompher! Dire que l'impérialisme français fournit des armes aux pays arabes est un mensonge! C'est faux! C'est une vente calculée de manière à permettre à l'impérialisme de se procurer de l'argent grâce à sa production d'armes et de se débarrasser des propres problèmes. L'Union Soviétique est la seule à avoir aidé objectivement les pays arabes à écraser l'impérialisme en Israël. Cette situation a mis en évidence l'affrontement entre l'impérialisme et les masses d'Europe, y compris la petite bourgeoisie qui appuie encore les gouvernements et les partis capitalistes, mais qui n'est déjà plus d'accord avec certaines mesures prises par ces gouvernements. Cette opposition n'est pas le fruit d'un mûrissement qui vient de se produire: il date de beaucoup plus longtemps, mais cette guerre l'a révélé.

L'URSS a été obligée de répondre à la situation créée en appuyant les pays arabes. Elle ne l'a pas fait avec toute l'urgence qui était nécessaire, mais elle a contenu l'invasion qu'Israël avait l'intention de réaliser au dépens des pays arabes. Bien que l'Egypte soit le plus important de tous les pays arabes, ce n'est pas elle qui dirige ni qui détermine, ce qui montre en même temps la faiblesse des pays arabes. Pour triompher contre Israël et l'impérialisme yankee, l'Egypte doit transformer son armée, la nettoyer de tous les éléments qui y représentent les intérêts des propriétaires fonciers, des commerçants, des financiers, qui ne tiennent absolument pas à vaincre Israël car cela signifierait le progrès de la révolution. Le haut commandement israélien le comprend et adresse des appels et des communiqués à ces secteurs: ils tiennent un langage de classe.

L'aspect le plus intéressant est l'intervention de l'URSS. Celle-ci a aidé en fournissant des armes; elle est intervenue en envoyant des conseillers militaires, mais il est démontré qu'on ne peut pas gagner de cette façon. Il faut adresser des appels directs aux masses. Celles d'Israël ne sont pas intervenues. Les dirigeants communistes d'Israël se sont opposés à la guerre et se sont bagarrés avec la bourgeoisie dans le parlement, mais du côté des pays arabes il n'y a pas eu un seul appel aux masses. En Egypte et en Syrie la population a cherché à intervenir en se mobilisant, mais il n'y a eu aucun appel. C'est pourtant ce qu'il faut faire.

Il fallait appeler les syndicats à se mobiliser, à exproprier tous les capitalistes, à imposer la planification, le contrôle ouvrier, les milices ouvrières. Il fallait appeler à l'unification du monde arabe. Les masses auraient vu alors qu'il n'était pas question de guerre sainte, ni d'une guerre menée par les pays arabes opprimés, mais d'une guerre de classe. Voilà ce qu'auraient dû faire l'URSS et les syndicats soviétiques. Le gouvernement soviétique est intervenu, pas les syndicats. Ils auraient dû, ils doivent le faire. L'attitude des Soviétiques est fondamentale parce qu'elle a contenu l'impérialisme yankee, mais elle n'a pas empêché que celui-ci soit en position de force pour négocier.

Il faut adresser un appel aux masses des pays arabes. Se débarrasser d'Israël a pour but de permettre de développer les pays arabes. Il n'est pas possible de le faire avec la bourgeoisie à leur tête. Il faut donc transformer le pays, appeler les masses d'Israël à abattre leur bourgeoisie et à créer un gouvernement ouvrier et paysan. Les masses arabes pourront alors vivre à leurs côtés et leur reconnaître leur droit à l'autodétermination. On ne gagne pas la guerre sans agiter ce programme.

Il faut inclure au programme l'autodétermination des masses d'Israël et appeler ces dernières à partager la vie des pays arabes. Les masses arabes doivent renverser leurs bourgeoisies ou en tout cas avancer vers des positions qui exproprient le capitalisme. C'était possible et il faut le faire. Ce n'est pas une attitude folle ou empirique: c'est ce qui correspond aux besoins de la guerre. La bourgeoisie égyptienne, la plus forte des bourgeoisies arabes est incapable de gagner la guerre contre Israël parce que, bien qu'elle en ait eu les moyens matériels, sa principale préoccupation a été d'empêcher les masses d'exproprier leurs bourgeoisies. C'est pour cette raison qu'elle a permis aux Israéliens de franchir le canal. Tout le monde le dit. Il n'était pas impossible de l'empêcher mais les bourgeoisies arabes ont peur, aussi bien de l'intervention soviétique que de celle de leur propres masses.

Israël mène la guerre ouvertement parce qu'il s'appuie sur un pays fabriqué et installé par l'impérialisme yankee. Ce dernier a exporté là toute une équipe d'ouvriers spécialisés, de paysans, de petits bourgeois, d'intellectuels et de savants. Les pays arabes n'ont rien de cela. Par contre, ils ont des bourgeoisies très puissantes, comme la bourgeoisie égyptienne qui s'est encore renforcée par l'emprisonnement de tous les éléments de gauche, ouvriers et étudiants. C'est cette bourgeoisie qui a dirigé la guerre du côté arabe. Avant son commencement, le gouvernement égyptien avait remis en liberté quelques étudiants, quelques intellectuels et quelques journalistes afin de rechercher un appui, créer un front intérieur et faire semblant de défendre des intérêts communs à tous les arabes, alors que ce qu'ils cherchent à freiner en réalité c'était un processus de radicalisation. Ils devaient également se défendre contre une tentative de coup de droite pour éliminer ce qui restait de l'influence soviétique.

La bourgeoisie a dirigé la guerre avec l'objectif de défendre ses intérêts. C'est pourquoi elle n'a pas pu expulser les Israéliens. Dans la population, au contraire, il y avait une très grande résolution, une immense décision, et elle montrait par sa conduite qu'elle était disposée à continuer la guerre en la transformant socialement, en expropriant, en étatisant, en planifiant. Malgré les limitations de cette guerre dues au fait que c'est la bourgeoisie arabe qui en a assumé la direction, la situation est différente selon les pays arabes: en Irak, un processus révolutionnaire est en cours. En Syrie aussi, mais à un autre niveau. Mais ni l'Irak, ni la Syrie ne dirige, c'est l'Egypte qui décide parce que c'est elle qui est la plus forte du point de vue numérique, du point de vue de l'armement, et parce qu'elle a le plus grand poids social.

Israël n'est pas très agressif contre l'Egypte parce qu'il espère arriver à un accord avec elle: la bourgeoisie égyptienne voit le danger de la révolution. La bourgeoisie israélienne n'a pas non plus intérêt à voir la révolution se développer en Egypte parce que de là elle gagnerait Israël. Ce dernier est un pays installé mais il y a beaucoup d'ouvriers et c'est un Parti Travailleur qui est au gouvernement.

Les Soviétiques ont été un élément essentiel, un facteur déterminant de cette guerre. L'aide qu'ils ont fournie est très importante, mais ce qui est plus important encore, c'est qu'en intervenant comme ils l'ont fait, les Soviétiques ont annoncé qu'ils ne pourront plus désormais s'abstenir d'intervenir pour aider tous les pays opprimés, menacés ou occupés par l'impérialisme. L'URSS va intervenir. Les observateurs qu'elle a envoyés sur le canal, même sans être armés, jouent un rôle militaire. Même s'ils sont habillés en civil, leurs fonctions est de préparer des actions militaires. Ils sont les supports d'une intervention qui peut se transformer en intervention militaire en un laps de temps très court. L'impérialisme sait que ce sont des organisateurs, des dirigeants militaires,

ISRAËL ET LA LUTTE DE CLASSES

J. POSADAS

mais il a dû encaisser leur présence.

Le fait que les Soviétiques interviennent comme partie prenante dans le conflit indique que la politique de l'URSS ne peut pas se désintéresser de ce processus. Brejnev doit intervenir sous peine de mettre en danger sa position. Et de toutes façons, Brejnev ne suit plus la même politique qu'avant. La réponse qu'il a donnée à Nixon n'est pas celle de quelqu'un qui cherche à concilier : il essaie de freiner. C'est pourquoi il informe Nixon qu'il faut "être sérieux et responsable et ne pas se livrer à des aventures", et pendant ce temps, il envoie des observateurs. Ceux-ci ne portent pas d'armes, mais d'autres viendront, qui en auront. Ces observateurs militaires se sont rendus en Égypte pour observer, analyser, faire pression pour contenir Israël, mais ils peuvent également intervenir. Ils sont là pour représenter l'Union Soviétique, arrêter les Israéliens et intervenir. Leur présence à elle seule stimule les masses arabes et montre que, de toutes façons, l'objectif que l'Union Soviétique poursuit au Moyen-Orient développe objectivement la révolution dans cette région. Même si les Soviétiques ne le disent pas, s'ils ne parlent pas de révolution au Moyen-Orient, le développement de la lutte contre Israël est objectivement une intervention en faveur de la révolution au Moyen-Orient.

La politique des Soviétiques au Moyen-Orient n'est pas la politique correcte. Ils auraient dû, comme au Vietnam, lancer un appel à toutes les masses du monde, dénoncer l'impérialisme, mobiliser les masses des États ouvriers, appeler à la participation à la guerre par l'envoi de volontaires, d'aides militaire et économique, et en même temps, poser leur propre intervention. La parodie à laquelle les yankees se sont livrés avec l'alarme atomique annonce des faits réels. Si l'URSS n'a pas appelé à mobiliser, ce n'est pas parce que Nixon est contre : ce sont les bourgeoisies arabes qui s'y opposent, qui n'y ont pas intérêt, parce qu'une telle mobilisation met en danger leurs biens, leur domination, leur rôle dirigeant dans la société.

L'intervention des Soviétiques est un très grand encouragement à l'intervention des masses, limité par le fait qu'elle est venue en retard et qu'elle est restée à l'intérieur de certaines limites. Mais elle montre la fragilité des accords passés avec l'impérialisme yankee. Les ruptures de ces accords vont se multiplier et la menace de guerre atomique ira en s'accroissant. La parodie de l'alarme atomique américaine cache le but réel de l'impérialisme, qui est de faire la guerre atomique, mais on en voit les effets, en France, en Angleterre et en Allemagne. En France, la bourgeoisie se prépare, en cas de guerre, à contrôler ceux qui vont en sortir gagnant, c'est-à-dire l'Union Populaire. En Allemagne, Willy Brandt ne veut rien savoir de cette affaire parce que cette guerre (qui intervient en pleine mobilisation des métallurgistes) aggrave sa crise intérieure. En Angleterre, le gouvernement reproche à l'impérialisme yankee de ne pas l'avoir prévenu à l'avance. C'est faux : il était au courant. Il cherche à justifier, aux yeux des masses travaillistes et d'une partie des jeunes du Parti Conservateur, qu'il a un certain poids, un pouvoir de décision historique, afin de ne pas apparaître comme électoralement diminué : il défend son intérêt de classe dirigeante.

Les yankees protestent contre le peu d'appui qu'ils ont reçu des bourgeoisies européennes. Ce n'est pas une blague, ce n'est pas une farce, ni une plainte. Les bourgeoisies européennes ont senti qu'en intervenant activement elles auraient provoqué une réaction massive dans leur propre pays. Au Danemark, en Norvège, en Suède, il y a déjà une mobilisation massive contre l'impérialisme. La réforme constitutionnelle de Pompidou, bien qu'elle ait gagné au parlement, n'a pas eu l'appui nécessaire pour s'imposer et a démontré à Pompidou qu'il ne dispose pas de la supériorité qu'il pensait avoir. L'impérialisme a fait un essai en agitant sa menace de guerre atomique et il n'a intimidé personne. Les Soviétiques ont quand même envoyé des soldats - habillés en civil -, qu'ils déclarent en outre : "représentants de l'Union Soviétique". L'URSS ne s'est pas laissée intimider, au contraire. Dans sa réponse, elle déclare que "l'URSS aidera tous les pays du tiers-monde qui luttent contre l'impérialisme". C'est une preuve du degré de mûrissement atteint. Toutes les conditions existent pour que l'impérialisme lance la guerre. Cependant, l'Union Soviétique doit intervenir dans

tout processus moyennement important. Telles sont les conclusions fondamentales de ce processus.

En URSS, Brejnev est assailli par les secteurs qui sont à sa gauche. Son discours devant le Congrès Mondial de la Paix n'est pas dans la ligne des embrassades avec Nixon. Il a cité Lénine trois fois. Ce discours indique que la crise en URSS et la pression qui s'exerce sur Brejnev sont très puissantes et que les secteurs qui sentent qu'il n'est pas possible de permettre à l'impérialisme de prendre de l'avantage ne cessent d'augmenter. D'où l'attitude de l'impérialisme yankee pour essayer de freiner, d'intimider, tout en démontrant à Israël et à la bourgeoisie mondiale qu'il va intervenir. La bourgeoisie européenne n'a pas appuyé ouvertement les yankees (elle l'a fait, mais pas de manière ouverte). Cela ne veut pas dire que la bourgeoisie européenne est neutre : elle va intervenir dans n'importe quelle crise. La preuve en est l'attitude de la bourgeoisie française qui prépare ses forces de choc, son armée, pour intervenir en cas de guerre ou de grève générale importante. La bourgeoisie tire ses conclusions. C'est pourquoi la comédie, la "répétition générale" des yankees a un fond de réalité : ils voient qu'ils vont devoir intervenir pour arrêter le progrès de la révolution. De leur côté, les masses ont démontré qu'elles ne se laissent pas intimider.

Le coup en Thaïlande montre toute la faiblesse de la domination impérialiste. L'impérialisme recule en Turquie, en Grèce, perd des points d'appui. Il a lancé sa menace atomique pour intimider les bourgeoisies de tous ces pays et essayer de les maintenir à l'intérieur de sa sphère d'influence. La réponse des Soviétiques, en montrant qu'ils n'ont pas peur, encourage la résistance à l'impérialisme. A son tour, le gouvernement soviétique doit adopter cette attitude parce qu'en URSS, dans le parti et dans l'armée il y a un secteur qui veut contenir l'impérialisme yankee et qui est disposé à l'affronter. Par sa réponse Brejnev tient tête à l'impérialisme. Nous appelons l'URSS à intervenir en tirant les conclusions du Chili pour le Moyen-Orient. L'impérialisme va essayer de gagner le plus de temps possible. Il est intervenu au Chili pour essayer de regagner de l'autorité. Il n'a rien regagné du tout, il n'a pas récupéré le moindre terrain en Amérique Latine : la lutte continue dans ce continent. Au Moyen-Orient il s'est servi d'Israël pour essayer de terroriser les masses et de contenir le développement de la révolution arabe. Là aussi il a échoué. C'est lui qui a dû s'arrêter et renoncer à son intention tandis que les Soviétiques ont augmenté leurs relations avec les pays arabes. L'appui de l'URSS a été très général, c'est une attitude faible, qui ne compte pas sur les masses, qui ne les appelle pas à se mobiliser, et qui va avoir ses répercussions à l'intérieur de l'URSS en faisant sentir la nécessité d'appeler les masses arabes.

L'URSS, les États ouvriers, ne peuvent plus rester étrangers à aucun processus, quelle que soit la partie du monde dans laquelle il se produit. Ils ont établi des bases au Moyen-Orient et ils n'en sortiront plus. Les yankees sont obligés de respecter les bases que l'URSS a établies. Sadate avait expulsé presque tous les conseillers militaires soviétiques ; la politique de l'URSS s'appuyait sur les rapports avec Sadate. Cette guerre va lui démontrer qu'il n'est pas possible de s'appuyer sur une direction bourgeoise qui obéit aux intérêts des grande monopoles, des propriétaires terriens, et de la finance égyptienne qu'elle représente. Quand ces secteurs monopolistes voient que leurs intérêts sont en danger à cause du développement de la révolution, ils préfèrent qu'Israël gagne. Cette conclusion va pousser les Soviétiques à continuer à apprendre la tactique nécessaire, les obliger à chercher davantage d'appui populaire et à se lier plus directement aux masses.

Mondialement cette guerre ne rapporte aucun bénéfice, aucun progrès, aucun appui à l'impérialisme yankee. Au contraire, il connaît de nouveaux reculs en Turquie, en Grèce et même en Espagne qui a refusé d'être la base d'appui pour les avions yankees intervenant au Moyen-Orient. Au Chili, les masses réagissent et luttent : elles organisent déjà la guérilla. Au Mexique, le processus est favorable au développement de la lutte anti-impérialiste. Dans toute l'Europe, les luttes des masses vont contre l'impérialisme. Nous appelons l'Union Soviétique à s'appuyer sur l'ensemble de ce processus.

L'impérialisme va faire la guerre atomique. Il attend le moment qui lui convient le mieux, mais il va la faire. Le Chili n'a pas été un accident ou un hasard, le coup ne s'est pas produit parce qu'Allende était allé trop loin ou avait divisé le pays. C'est l'impérialisme qui divise parce qu'il en a besoin pour faire la guerre. Le Chili, comme le Moyen-Orient, démontre que l'impérialisme va recourir à la guerre civile, à la guerre atomique, quand il aura épuisé les autres moyens. Il va y être conduit parce qu'il n'y a pas d'autre solution pour lui. C'est l'expérience la plus importante à retenir. Il faut donc avancer au maximum en gagnant des positions partout dans le monde au moyen de la lutte révolutionnaire. Gagner des positions signifie faire progresser le contrôle et l'intervention des masses dans la société, dans les luttes sociales, gagner des postes au niveau des localités, des provinces, des villes, développer le contrôle ouvrier, l'organisation des conseils ouvriers, d'usines, de quartiers, de zones. Il faut avancer le plus possible dans cette voie, tout en appelant à l'unification du mouvement communiste mondial. Il n'y a pas lieu à divergences ou à divisions. Il faut réaliser une discussion publique des expériences du Chili, pour montrer que l'impérialisme va faire la guerre civile, et qu'il faut donc progresser au maximum en préparant les organes adéquats, les cadres nécessaires, en gagnant une partie de l'armée, en structurant des organismes et en organisant l'économie et la société sur la base des organes de pouvoir des masses, pour affronter l'impérialisme.

La menace atomique de l'impérialisme avait pour but de renforcer, d'encourager le reste du capitalisme mondial en montrant que les yankees sont disposés à faire la guerre atomique. Il faut donc démontrer qu'il est nécessaire de s'y préparer. L'impérialisme se prépare à la guerre atomique, ce qui ne signifie pas qu'il va la faire tout de suite. Brejnev a dû déclarer : "Les conditions sont meilleures qu'il y a 15 ans pour éloigner le danger d'une guerre nucléaire". Il base ses calculs sur certaines conclusions, mais pendant ce temps, l'avant-garde communiste et prolétarienne mondiale est de plus en plus convaincue que l'impérialisme prépare la guerre atomique.

Brejnev dit : "La détente peut se poursuivre", mais l'avant-garde voit que les États Unis préparent la guerre. Au Chili, l'impérialisme a provoqué la guerre civile et il montre qu'il se prépare à la guerre en intervenant comme il le fait pour défendre un pays aussi petit qu'Israël. L'avant-garde prolétarienne comprend que ce n'est pas la liberté d'un pays que l'impérialisme défend : il protège un centre contre-révolutionnaire, armé de bombes atomiques, préparé pour l'attaque. Israël n'est pas un pays en lutte pour sa liberté ou son indépendance. C'est un centre contre-révolutionnaire, bourré d'armes atomiques, au service de l'impérialisme. L'avant-garde prolétarienne l'a compris.

Nous appelons les masses d'Israël à se soulever pour faire front unique avec les masses arabes, contre le capitalisme arabe et israélien. Nous appelons les masses des États Unis à intervenir. Que l'URSS s'adresse à elles à travers les syndicats, les Partis Communistes des États ouvriers ! Pour cela, il faut développer chez ces derniers une vie politique soviétique : faire des manifestations, des débats publics, des discussions. Il faut inviter les Chinois à une discussion publique et leur exiger et leur imposer d'y participer. Il faut démontrer qu'il n'y a aucune cause historique, aucune raison concrète à des divergences politiques. Deux États ouvriers peuvent diverger entre eux sur la manière de produire telle ou telle chose : il ne peut pas y avoir entre eux de conflits historiques. Les directions s'opposent entre elles au nom d'intérêts locaux. Un tel exemple ne peut pas contribuer à aider les masses américaines à se débarrasser de l'impérialisme. Par contre, si ces dernières voient les États ouvriers discuter, planifier, et résoudre tous leurs problèmes au moyen de la discussion, suivant les besoins de la concentration et de la planification centralisée, elles vont se sentir éduquées et attirées. C'est un des buts les plus importants de cette intervention dans la situation actuelle au Moyen-Orient.

Nous appelons l'Union Soviétique à intervenir pour aider les pays arabes à se débarrasser de leurs bourgeoisies, à nettoyer leurs armées dont les états majors sont composés pour la moitié de représentants du grand capital, du commerce, des finances et des grands propriétaires fonciers. Il faut appeler les masses d'Israël à

renverser leur bourgeoisie et à réaliser des accords avec les pays arabes. Il faut poser le problème de la Palestine. Nous sommes d'accord avec le droit à l'autodétermination des Palestiniens, mais ce problème n'a pas de solution à part. La politique nécessaire ne peut être menée par aucun gouvernement bourgeois : il s'agit de mener la lutte pour le pouvoir, afin de réaliser la véritable indépendance à laquelle les Palestiniens aspirent par leur autodétermination. Ils ne sont pas en condition de constituer un pays et cela n'aurait pas de sens non plus. Comme ce n'est pas le problème fondamental, il faut le poser dans le cadre du problème d'ensemble des pays arabes. Il faut donc appeler les Palestiniens à intervenir pour renverser les bourgeoisies dans ces pays et en Israël afin de gagner leur droit à l'autodétermination ou à s'organiser ensemble avec les autres masses de la région. Le problème palestinien n'aura pas de solution tant qu'existera le système capitaliste. L'impérialisme yankee ne peut permettre ni le développement d'un tel processus révolutionnaire, ni une intervention beaucoup plus poussée des Soviétiques. C'est la raison pour laquelle les yankees n'osent pas exploiter à fond le coup militaire porté par Israël aux pays arabes : ils agissent avec précaution.

La menace de guerre atomique, la mobilisation lancée par l'impérialisme indique sa débilite. Il n'a aucune confiance dans le respect des accords passés avec l'URSS. Il sent que même si le gouvernement soviétique était décidé à respecter les accords et à ne rien faire, les masses de leur côté agirait quand même. L'impérialisme a vu en outre que l'URSS ne peut se dispenser d'intervenir dans n'importe quel problème d'une importance moyenne. Cette intervention est imposée à la direction soviétique par la structure de l'État ouvrier. Les yankees ont donc lancé la menace atomique parce qu'ils sentent qu'actuellement ces problèmes se discutent en URSS, mais que les masses ne peuvent pas encore intervenir et se mobiliser en défense de la révolution. Nous appelons à réaliser de telles mobilisations dans tous les États ouvriers, en URSS, en Chine, à Cuba, en Pologne, en Roumanie, à développer une activité syndicale permanente, à réaliser des conférences, des meetings, à voter des résolutions d'appui à la révolution au Moyen-Orient comme cela se fait actuellement pour le Chili. Nous appelons la direction chinoise à s'unir aux autres États ouvriers sur la base d'un programme anti-capitaliste et anti-impérialiste. Nous appelons à ouvrir une discussion publique avec tous les Partis Communistes sur l'appui à donner aux pays arabes pour les aider à renverser Israël, tout en appelant les masses israéliennes à renverser leur bourgeoisie, créer leur propre gouvernement ouvrier et paysan. Nous appelons les pays arabes à reconnaître un tel gouvernement et à lui offrir une planification commune dans le cadre de la Fédération des différents pays du Moyen-Orient.

Nous appelons l'URSS et les États ouvriers à intervenir en formulant pour le Moyen-Orient un programme anti-impérialiste et anti-capitaliste et en constituant les milices populaires. Les syndicats et les Partis Communistes des États ouvriers doivent appeler aux expropriations, étatisations et planification afin que les masses arabes voient dans la guerre un moyen de progrès social. Nous appelons les Partis Communistes à discuter et à résoudre la polémique entre Chinois et Soviétiques tout en condamnant l'attitude chinoise qui accuse l'URSS de chercher à dominer le Moyen-Orient. Il s'agit de la part des Chinois, d'une erreur intéressée, qui fait partie de leur dispute avec la bureaucratie de l'URSS. Pour que cet appel ne tombe pas dans le vide, comme un concept abstrait, nous appelons à réaliser dans tout le mouvement communiste mondial, dans les partis et syndicats ouvriers, une discussion au sujet de l'origine des divergences qui apparaissent entre l'URSS et la Chine au sujet de deux problèmes fondamentaux. A propos du Chili, l'URSS et la Chine ont des positions divergentes. Quant au Moyen-Orient, ils sont d'accord sur qui appuyer, mais ils divergent quand au but à poursuivre. Cela ne peut pas apparaître logique aux masses du Moyen-Orient y compris celles d'Israël. Elles ne peuvent éprouver ni confiance, ni assurance, et cela les rejette dans la dépendance politique de leurs directions bourgeoises. Le conflit sino-soviétique est un des facteurs les plus nocifs pour la révolution au Moyen-Orient.

Les Partis Communistes doivent demander, exiger une discussion, et un programme d'appui commun aux masses arabes, d'expropriation de la bourgeoisie et de développement de la lutte pour créer des États ouvriers au Moyen-Orient. L'URSS et les États ouvriers doivent appeler à respecter Israël, à unifier tous les pays du Moyen-Orient sur la base de l'étatisation de la propriété et de la planification de l'économie. Il faut appeler les masses d'Israël à renverser leur bourgeoisie et à créer un pays qui puisse coexister avec les arabes dans le cas où, par l'exercice de

sa mentalité en fonction de la rentabilité, de l'exploitation, et quand il est menacé dans sa structure alors il tue, il assassine, il détruit tout ce qui représente un progrès.

L'expérience du Chili est là pour en témoigner. Le capitalisme chilien appuyé par l'impérialisme et l'ITT, et ne forme qu'un seul corps avec lui, il n'a pas hésité à assassiner, à détruire, à bombarder même des usines. Avec ces déclarations, ils veulent faire croire que le capitalisme est plus humain ici, qu'il est plus développé et qu'ils ne feront pas les massacres du Chili. Le capitalisme le plus développé, le plus avancé est bien celui des Etats Unis, qui a organisé les massacres collectifs au Vietnam ; qui a financé avec l'ITT le coup fasciste du Chili, qui a voulu effacer de la carte Haiphong et Hanoi. Et pourtant c'est lui qui est perdant. Cela démontre que lorsque le capitalisme se sentira en péril, il n'hésitera pas à appuyer sur les boutons de la guerre atomique. L'organe de la LRT, "La gauche" dit que cela est une absurdité, que l'impérialisme ne va jamais déclencher une guerre atomique. Il faut être bien naïf pour dire de telles choses. D'une part, "La Gauche" dit pour le Chili, qu'il fallait comprendre que le bourgeoisie ne laisse pas déloger de l'histoire sans avoir utilisé tous les moyens pour se maintenir, et qu'il faut détruire par la violence révolutionnaire la structure du capitalisme. Il faut tirer les mêmes conclusions pour l'impérialisme américain. Sinon c'est seulement pour "jouer" que l'impérialisme déclenche une alerte atomique sur toutes ses bases, et c'est encore pour "jouer" qu'il s'arme de plus en plus. Il faut être naïf comme l'était le gouvernement d'Allende pour croire que l'impérialisme américain ne va pas se servir de ses armes atomiques.

Il se prépare la même chose en Belgique avec les projets d'armée de métier, qui sont des préparatifs pour répondre avec l'OTAN à toutes les mobilisations des masses, et à affronter les Etats Ouvriers. La gauche chrétienne est prisonnière de ce processus, si elle ne se décide pas à rompre avec le PSC, et à se lancer à organiser un PARTI CHRETIEN DE GAUCHE avec un programme anticapitaliste, qui prévoit la nationalisation des principales sources d'énergie, le pétrole, l'énergie atomique, le charbon. Un programme qui prévoit l'unification avec les objectifs de la classe ouvrière de contrôle des cadences, du développement du pouvoir de décision dans les usines, en organisant des Comités Ouvriers qui remplacent les Comités d'entreprises comme le posait la CSC. Ce n'est que retarder l'échéance de la rupture avec le PSC, que de croire qu'en imposant un langage plus à gauche, celui-ci va devenir un Parti qui représente les intérêts de la classe ouvrière. Au Chili, la démocratie chrétienne de Frei avait dans son programme la Réforme Agricole. Mais il a servi, en partie la droite dans l'organisation du coup d'état des militaires assassins. Par la suite,

il a cherché à se différencier, pour garder un peu la face, mais il est responsable de l'assassinat de dirigeants, d'ouvriers, de paysans, qui défendaient les conquêtes socialistes, de toute l'humanité, et pas seulement d'eux.

Ils sont complices et responsables de l'assassinat d'Allende et d'autres dirigeants de l'Unité Populaire, du MAPU et du MIR, des socialistes et des communistes. Il faut comprendre cela et en tirer les conclusions pour la Belgique, pour impulser une issue de gauche, anticapitaliste, qui ne se trouve pas dans le PSC. Il est nécessaire d'organiser un PARTI CHRETIEN DE GAUCHE en comptant avec des secteurs du MOC, de la JOC, de la CSC, et d'autres groupes chrétiens de gauche pour avancer ensuite dans l'unification des forces de gauche en Belgique. Ce Parti recueillerait un appui important d'un secteur de la classe ouvrière qui vote encore PSC parcequ'il ne voit ni dans le PSB, ni dans les autres Partis Ouvriers, la décision d'intervenir comme direction politique anticapitaliste. Il voit que la direction socialiste qui participe au gouvernement n'est pas très différente du PSC, et que le Parti Communiste n'intervient pas avec suffisamment de décision et d'audace parcequ'il manque de politique globale pour répondre à la crise du système capitaliste.

La discussion du Programme est la base essentielle de l'organisation du Parti chrétien de gauche : Nationalisations de la métallurgie, de l'industrie chimique, comme Solvay, de l'Electricité, de toutes les entreprises clefs du pays, des banques.

Augmentation générale des salaires, Echelle mobile des salaires et des heures de travail, Imposition aux gros revenus, aux fortunes, aux héritages.

Salaires minimum vital, Contrôle Ouvrier sur les cadences, sur l'Embauche. Blocage des prix, organisation de comités de quartiers pour contrôler les prix, et pour discuter la planification des régions, l'organisation des rues, des routes, l'organisation de la lutte contre la pollution, contre le bruit et les saletés.

Ce programme va rencontrer un appui immédiat comme l'a rencontré le programme de l'Unité Populaire au Chili, le programme de l'Union de la gauche en France.

Il faut organiser également une campagne de discussion envers l'armée, envers les soldats pour désagréger l'armée en tant qu'instrument du capitalisme et gagner les soldats pour qu'ils appuient toutes les mesures de progrès. Pour cela, il faut développer au maximum des organismes de pouvoir ouvrier, comme cela s'est fait au Chili avec les cordons industriels, les JAP.

Il faut se lancer à cette tâche, en sentant la sécurité avec laquelle les masses au Chili, continuent de résister, d'affronter la Junte militaire parceque elles sentent le soutien, l'appui de la classe ouvrière de monde entier, et de Belgique également. Le 4 novembre 1973

ÉDITORIAL

(Suite de la page 1)

Justice. Il faut sortir du cadre "juridique" et utiliser les méthodes de lutte de classes. Pour cela, nous appelons la FGTEB, la CSC, le PC, le PS et toutes les organisations ouvrières de la région à organiser dans toutes les usines, un arrêt de travail de toute la journée pour garantir le droit de grève. Nous appelons à organiser un arrêt de travail dans tous les sièges des ACEC. Le meilleur moyen de garantir de droit de grève est de l'organiser. C'est là,

une manière directe de tirer les conclusions du Chili, par l'action organisée de la classe ouvrière pour faire face à toute attaque du patronat et du capitalisme.

En même temps que cela, il faut préparer dans les assemblées syndicales, une réponse globale de tout le mouvement ouvrier et syndical à la politique du gouvernement, de hausse des prix, de restrictions du pouvoir d'achat, par la préparation d'une grève générale.

Le 4 novembre 1973

son droit à l'autodétermination il décide de s'intégrer à la Fédération Arabe (dans le cas contraire, il peut décider de rester à part). Il faut fournir un programme. Quel est celui du gouvernement égyptien? Expulser l'impérialisme israélien? D'accord. Il n'en a pas les moyens militaires mais il peut le faire en recourant aux mobilisations de masses. Nous appelons à réaliser de telles mobilisations. Nous nous adressons également à la direction chinoise. Celle-ci dispute à la bureaucratie soviétique la direction de l'activité dans le monde, la direction du mouvement communiste et des Etats ouvriers. Elle rivalise

également avec la bureaucratie soviétique sur le terrain des rapports avec les pays capitalistes et des accords avec les yankees. La direction chinoise veut empêcher l'URSS de passer des accords avec les yankees à ses dépens mais de son côté, elle cherche à en réaliser au détriment de l'URSS. C'est une politique néfaste aussi bien pour l'un que pour l'autre Etat ouvrier. Nous appelons à en discuter dans les syndicats, dans les kolkhoses et dans les syndicats soviétiques, dans les communes et syndicats chinois, afin d'établir un plan commun pour le développement de la Chine et de l'URSS et de tous les pays qui cherchent à se libérer de l'impérialisme. Il faut planifier entre eux tous les Etats ouvriers sur la base d'un programme commun conforme aux besoins de tous, et particulièrement des plus pauvres, et non au profit des plus développés. Nous appelons à étendre cette centralisation et cette planification communes à la politique militaire.

J. POSADAS
28.10.73

Communiqué de presse de la IV^e Conférence Mondiale de la IV^e Internationale (posadiste)

Au cours des premiers jours de septembre, la IV^e Internationale posadiste a réalisé sa IV^e Conférence Mondiale, avec l'assistance de délégations de 18 pays. Les principaux thèmes qui ont été discutés sont :

● Le processus ininterrompu en élévation et en extension de la révolution socialiste mondiale ; le cours de la révolution permanente qui combine la révolution politique dans les Etats ouvriers et la révolution dans les pays capitalistes, en Asie, en Afrique, en Amérique Latine ; les formes combinées sous lesquelles se donne ce processus et la préparation d'un nouveau bond dans l'histoire.

● La division du mouvement communiste mondial et la nécessité de son unification, de celle de tous les Etats ouvriers et de tous les Partis Communistes ; front unique mondial de toutes les organisations ouvrières politiques et syndicales ; le cours permanent de la régénérescence partielle et de la rencontre historique, thèmes fondamentaux qui sont la base essentielle du développement révolutionnaire de cette étape de l'histoire ; la crise de croissance du mouvement communiste mondial qui signifie à la fois la nécessité et l'existence de conditions, d'un progrès de la vie politique et de discussions au sein du mouvement communiste mondial.

● La structure et le niveau de puissance sociale, économique et militaire atteints par les Etats ouvriers ; le développement de la lutte des masses en Europe, en Afrique, en Amérique Latine, dans le monde entier qui, en se combinant avec le développement économique, social, technique, scientifique et militaire des Etats ouvriers, crée les conditions nécessaires pour que le processus de régénérescence partielle se poursuive de manière continue malgré certains reculs ; la nécessité de la planification économique, sociale, syndicale et militaire, de la vie de tous les Etats ouvriers, de tous les pays socialistes, afin d'impulser le cours mondial de la révolution socialiste.

Ces problèmes essentiels ont été discutés dans le cadre du cours favorable et en extension de la révolution socialiste.

La IV^e Conférence Mondiale de la IV^e Internationale posadiste a posé la nécessité d'une discussion ouverte dans le mouvement communiste, ouvrier et révolutionnaire mondial, pour parvenir à un front unique de toutes les forces, de tous les partis communistes, socialistes, trotskistes-posadistes, mouvements nationalistes, catholiques et militaires de gauche, afin d'impulser le développement et le progrès social qui consiste en la transformation des structures économiques de production et d'échange, et des structures sociales pour éliminer ce qu'il reste du système capitaliste mondial. La IV^e Conférence Mondiale a également analysé la nécessité d'impulser le processus de révolution politique en cours dans les Etats ouvriers, sous la forme qui cause le moins de dommages possible à ces derniers, tout en préparant le règlement des comptes final avec le système capitaliste face à la guerre mondiale, atomique que prépare le système capitaliste. Un autre thème essentiel de la discussion a été celui des causes du « retard historique » du prolétariat nord-américain, qui ne dispose pas encore d'organisation politique de classe et dont le poids social dans le processus de la révolution est minime. La connaissance de ces causes historiques permet de poser la possibilité de combler et de surmonter ce retard historique.

La IV^e Internationale a rendu à cette occasion un hommage à la mémoire de Léon Trotsky pour le 33^e anniversaire de son assassinat. En rendant hommage au souvenir de Trotsky, la IV^e Conférence Mondiale a adressé un salut à toutes les masses révolutionnaires du monde qui luttent pour le progrès, à la révolution chilienne, à tous les mouvements qui sont à la direction de processus révolutionnaires, parmi lesquels l'Unité Populaire du Chili, et a lancé un appel à impulser le processus révolutionnaire au Chili en permettant aux masses d'intervenir à travers leurs propres organes de pouvoir en appelant à la préparation de la guerre civile que la bourgeoisie va déclencher inévitablement.

La IV^e Conférence mondiale de la IV^e Internationale a adressé un salut à tout le mouvement ouvrier et révolutionnaire mondial, aux masses vietnamiennes, à leur puissant triomphe et au front unique mondial qui s'est exprimé au Vietnam : l'humanité a vaincu l'impérialisme yankee au Vietnam. Elle a salué également le puissant mouvement des masses d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine qui sont en train d'écraser ce qui reste du capitalisme.

La IV^e Conférence Mondiale a salué le puissant progrès économique de l'Union Soviétique, de la Chine, de Cuba, de la Tchécoslovaquie, de tous les Etats ouvriers, qui s'ajoute à l'intervention des masses pour peser dans ce processus de règlement de comptes final avec le système capitaliste.

La IV^e Conférence Mondiale a adressé un salut à toutes les sections de l'Internationale qui pour diverses raisons n'ont pas pu assister à la réunion et a constaté les progrès très grands accomplis par la IV^e Internationale dans tous les pays et son intervention dans la lutte de classe. La Conférence Mondiale a également salué le camarade Posadas et les textes qui orientent l'avant-garde prolétarienne mondiale, et terminé sa réunion par un appel au mouvement communiste mondial pour qu'il s'unifie, planifie entre eux tous les Etats ouvriers, réalise l'unification du mouvement communiste et révolutionnaire mondial, y compris les trotskistes, l'aile trotskiste-posadiste du mouvement communiste mondial, et pour qu'il construise un front unique mondial de toutes les tendances : communistes, socialistes, nationalistes, catholiques et militaires de gauche, pour impulser le processus de libération nationale et sociale, la révolution socialiste, dans tous les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine, en Europe, pour en finir avec ce qu'il reste du capitalisme et se préparer à affronter les coups de l'impérialisme qui va déclencher la guerre atomique. En effet, malgré les accords signés avec l'Union Soviétique, le traité de non-agression nucléaire, l'impérialisme se prépare de toutes façons pour la guerre atomique, guerre qu'il développe déjà actuellement, de manière fragmentée dans toutes les parties du monde.

La IV^e Conférence Mondiale a salué avec toute sa passion communiste l'immense effort des militants de la IV^e Internationale qui interviennent afin d'être « bien public de l'histoire », et qui s'incorporent au mouvement communiste et révolutionnaire mondial en y fonctionnant avec leurs textes, leurs positions pour orienter l'avant-garde communiste, fraterniser avec lui, avec le mouvement socialiste, nationaliste et catholique de gauche afin de constituer un front unique anti-impérialiste et anti-capitaliste basé sur la défense inconditionnelle des Etats ouvriers, pour en finir avec le système capitaliste et affronter le règlement de comptes final, la guerre atomique que prépare l'impérialisme.

Secrétariat International de la IV^e Internationale Posadiste

A propos du "retard historique" du prolétariat américain

7 août 1973

(Voir pages centrales)

J. POSADAS

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE



OUVRIERE

ORGANE DU

PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB 11e ANNEE 16 NOVEMBRE 1973 Nr. 198

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem.
de soutien 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

VIVE LE 56^e ANNIVERSAIRE DE L'ETAT OUVRIER SOVIETIQUE! POUR L'UNIFICATION DU MOUVEMENT COMMUNISTE MONDIAL!

La crise du pétrole, la défense des droits syndicaux et la réponse de la classe ouvrière.

EDITORIAL

La crise actuelle du gouvernement est déterminée avant tout, par l'incompatibilité chaque fois plus grande entre la direction du PSB participant à la tripartite et le reste du Parti, en particulier les secteurs de gauche. Leburton et son équipe auraient besoin de la plus large liberté d'action, et que personne "ne fasse des vagues" dans le Parti. Depuis la dernière crise, les liens entre les différents secteurs du gouvernement ne tiennent que par la peur de la classe ouvrière. Ils voient que s'ils ne maintiennent pas la coalition actuelle, la crise va éclater; non seulement la crise institutionnelle, mais la crise sociale, à tous les niveaux. Face à l'incapacité maintes fois exprimée déjà, de ce gouvernement, la gauche cherche à impulser une issue anti-capitaliste, un front des forces de gauche.

Malgré le besoin de tranquillité gouvernementale, le PSB a du déposer un projet de loi sur l'avortement qui est à l'opposé de celui du PSC et qui sera un élément de dispute et de crise très aiguës. Le problème de la régionalisation est un autre des aspects par lequel le gouvernement se montre incapable de donner aucune solution aux besoins de la population. La grande bourgeoisie, les monopoles capitalistes ont besoin de la centralisation de l'économie et du pouvoir, et non du désagrègement du pays, comme le pose, par exemple, le décret de septembre. Mais la faiblesse du capitalisme en Belgique est telle qu'il ne peut imposer ce pouvoir centralisé. Il est soumis à toutes les pressions régionales, locales des différents secteurs de la bourgeoisie; d'autre part, il cherche, avec la régionalisation, à détourner le front unique anti-capitaliste de la classe ouvrière, à entraîner les directions syndicales, les directions du mouvement ouvrier, dans la défense de ces intérêts régionaux. Mais, même cela, le gouvernement tripartite est incapable de la réaliser. Il doit, par contre, supporter un "décret de septembre", qui lui est imposé par un secteur de la bourgeoisie de la région flamande.

A tous ces éléments de crise, vient s'ajouter celui qui est déterminé par le conflit du Moyen Orient, la crise du

pétrole. Il est évident que la bourgeoisie, les monopoles pétroliers ESSO, SHELL, FINA etc., utilisent l'augmentation du prix du pétrole brut comme un moyen de pression sur le gouvernement et pour obtenir de nouvelles augmentations des prix de vente de l'essence et du mazout. De plus, cette augmentation du mazout va de 0,30 F pour les quantités de plus de mille litres, à 0,90 F par 50 litres. Evidemment les plus fortes augmentations retombent sur le dos de la classe ouvrière. Ce ne sont pas les industries, les médecins, les hopitaux, qui achètent le mazout par moins de 100 litres.

La réaction des directions syndicales devant une telle situation est honteuse. Les centrales syndicales disposent d'une puissance immense: la combativité de la classe ouvrière, dans tout le pays; et ils ne proposent qu'une mesure tout à fait timide. Ils proposent d'indexer le prix du mazout! La FGTB et la CSC devraient en finir avec cette soumission aux monopoles! Les arguments que présente le gouvernement, au travers du ministre Claes sont de l'imbécilité: ils se disent désarmés face aux grands monopoles. Mensonge! Que signifie, être désarmé: ne pas connaître le prix de revient de l'essence. Mensonge! S'ils sont capables d'utiliser une loi répressive, punissant d'amendes allant jusqu'à 3 millions, pour les excès de vitesse des automobilistes, pourquoi ne pas utiliser la répression contre la bourgeoisie! Face à la bourgeoisie, ils tremblent. Nous appelons les syndicats à réagir immédiatement, en exigeant l'ouverture des livres de compte des compagnies pétrolières. Voilà ce que devraient faire les socialistes également! S'ils refusent, il faut faire un décret pour nationaliser toutes les compagnies de pétrole. Voilà les moyens qu'il faut employer pour affronter cette crise.

Au lieu de se limiter à cette ridicule réclamation, le front commun syndical devrait lancer une grève générale pour toutes les revendications de la classe ouvrière, pour unifier les différents secteurs qui sont en lutte: métallurgie, chimie, les enseignants, les petits commerçants. Incorporer à ces revendications, l'exigence de l'ouverture de tous les livres de comptes des monopoles pétroliers et avancer vers la nationalisa-

tion. L'un après l'autre, les différents secteurs de la classe ouvrière interviennent, montrant leur décision de lutte. Les directions bureaucratiques du syndicat abandonnent à nouveau les ouvriers, comme dans la grève de Volkswagen. Et cela, après avoir accepté le licenciement des délégués syndicaux de Cockerill, de Caterpillar, les sanctions de la justice bourgeoise contre les dockers de Gand et d'Anvers etc. La crise à l'intérieur de la direction syndicale, arrive à un stade qui va faire éclater les appareils.

L'opposition syndicale à la direction bureaucratique devient de plus en plus profonde. Nous saluons la décision de tout un secteur de militants et dirigeants

syndicaux, qui organisent la pétition pour la ré-intégration des délégués de Cockerill, à leur poste de travail et dans leur mandat de délégué. Pourquoi la FGTB et la CSC ne prennent-ils pas cette lutte dans leurs mains directement? parce que cela choque avec leur intérêt d'appareil bureaucratique et particulièrement, avec les intérêts de l'appareil régional de Liège du syndicat, de la direction de Lambion qui ne vit que par la politique de conciliation avec le capitalisme. Mais la réponse nécessaire, à tous les coups que la bourgeoisie peut donner contre le mouvement ouvrier, c'est la préparation de la grève générale. La bourgeoisie donne des coups, et plusieurs avec succès, non par manque de combativité de la classe ouvrière, mais grâce aux capitulations de l'appareil syndical: de Caterpillar à Cockerill, et aux dockers de Gand et d'Anvers. Aux ACEC aussi le capitalisme a essayé de frapper; mais il s'est heurté à une

suite page 4

Communiqué de presse

Nous informons l'opinion publique, démocratique, de l'arrestation, dans la semaine du 25 octobre 1973, à La Paz - Bolivie, de l'étudiante: FLORES ITALIA DE MAMAN, étudiante, militante du mouvement étudiant et anti-impérialiste. Elle a été arrêtée alors qu'elle était avec son enfant, âgé de 1 an.

Cette camarade a été, et est encore, soumise à la torture. Elle n'a pas pu être mise en communication avec sa famille, ni avec des avocats. La police refuse de donner la moindre indication sur elle. Il faut intervenir rapidement auprès du gouvernement de Banzer, pour exiger le cessation des tortures, la libération de cette camarade, son droit à être défendue, le respect des droits démocratiques.

Dans la crise actuelle du gouvernement bolivien, celui-ci ne pourra rester insensible à l'effet d'une campagne internationale, menée par les organisations juridiques, politiques, syndicales. Banzer n'a pas pu empêcher que la Centrale Ouvrière Bolivienne (grande centrale syndicale) se réorganise, que les radios ouvrières des mises nationalisées fonctionnent à nouveau. La presse bolivienne, entre autre le journal PRESENCIA, se fera l'écho d'une campagne internationale.

Nous demandons donc, à toutes les organisations juridiques, à toutes les personnalités politiques et syndicales, aux avocats, aux organisations politiques et syndicales, étudiantes de Belgique, de se prononcer d'envoyer des lettres de protestation, des télégrammes au gouvernement bolivien.

Il faut adresser lettres et télégrammes à:

PRESIDENTE HUGO BANZER SUAREZ

Palacio de Gobierno

La Paz - Bolivia

(il n'existe pas d'ambassade de Bolivie en Belgique).

Adressez également copies de ces textes à la rédaction du journal:

PRESENCIA

LA PAZ - BOLIVIA

Parti Ouvrier Révolutionnaire (trotskyste)
section belge de la IVe Internationale Posadiste

6/11/73

Nous informons nos lecteurs que, jusqu'à présent, nous avons reçu une réponse favorable de La Ligue des Droits de l'Homme, du Comité Europe-Amérique Latine, des Jeunesses Socialistes, de différentes personnalités participant à la séance du Tribunal Bertrand Russel réuni à propos de Brasil

A propos du "retard historique" du prolétariat américain

7 août 1973

J. POSADAS

Les masses des Etats Unis n'interviennent pas activement dans le processus mondial de la révolution. Il est certain que ce fait représente un énorme déficit pour le progrès de la révolution: il faut incorporer les masses américaines! Il faut trouver les voies, les moyens, pour les faire participer activement au processus mondial de la révolution.

Il n'est pas vrai que la bonne situation économique aux Etats-Unis empêche les masses de s'incorporer à l'activité politique révolutionnaire; pas plus qu'il n'est vrai qu'elles seraient trop arriérées pour s'intéresser à la politique. Ces deux affirmations sont mensongères.

Le fait qu'elles jouissent d'un niveau de vie supérieur a eu et conserve un certain effet. En général, le niveau de vie des américains est supérieur à celui de tous les autres peuples, mais il y a également aux Etats Unis 20 millions de personnes dont le niveau de vie les situe dans l'aire de la faim, et 12 à 15 millions qui connaissent réellement la faim. Noirs et "chicanos" (américains d'origine mexicaine) représentent environ 25 millions de personnes, dont 15 millions ont faim! Il y a une augmentation constante de la combativité des groupes ethniques qui interviennent le moins dans l'économie du pays, qui sont économiquement et socialement les moins forts, ceux qui consomment le moins.

Le syndicalisme américain est très puissant. L'un des intérêts essentiels du capitalisme aux Etats Unis est de parvenir à briser les syndicats. Comme il n'a pas pu le faire, et il ne le fera pas, il a corrompu leurs dirigeants. Il y parvient en se basant sur une situation et un processus antérieurs de structuration du mouvement syndical, qui le permettent. Mais là n'est pas la base essentielle. Ce qui pèse le plus, n'est pas l'absence de tradition syndicale antérieure, mais bien le manque d'influence, sur le prolétariat américain, de normes socialistes et communistes du mouvement ouvrier mondial, qui l'ont fait en rester là, dans le camp syndical. Comme les syndicats ne trouvent pas de points d'appui, ni au Mexique, ni aux Etats Unis eux mêmes, ni dans le reste du monde pour développer leur activité, cela donne aux chefs syndicaux la possibilité de les dominer. Ce n'est donc pas simplement un problème des Etats Unis, mais un problème mondial.

Tous les dirigeants réformistes, tous ceux qui sont passés par la IVème Internationale, adressent des critiques au prolétariat américain. Ils expriment leur déception et leur surprise devant le fait qu'il ne s'organise pas, et en rendent responsables les conditions internes des Etats Unis. Selon eux, le prolétariat américain a une mentalité spéciale, du fait qu'il vit bien, et ne s'intéresse pas à la politique. Tout cela est faux! Le prolétariat américain se mobilise constamment dans des luttes syndicales qu'il remporte. Il a gagné toutes les grandes luttes qu'il a menées au cours de la dernière période. Le capitalisme a cédé partout: dans les charbonnages, aux chemins de fer, à l'électricité, dans la sidérurgie, l'automobile, etc. Dans l'industrie textile elle-même, les ouvriers ont obtenu, au cours d'un mouvement récent, de considérables augmentations de salaires. La tactique de l'impérialisme yankee est de céder pour ne pas en arriver à un affrontement avec le mouvement ouvrier. Il cède pour contenir, pour n'avoir pas à affronter une lutte intérieure.

Mais le prolétariat américain, qui du même coup fait l'expérience qu'il est possible d'arracher à la bourgeoisie une série de conquêtes, ne trouve pas le point d'appui à l'échelle mondiale pour se développer intérieurement. Il ne trouve ces

points d'appui ni dans les Etats ouvriers, ni dans les partis et syndicats ouvriers du reste du monde. Mais il reçoit l'exemple des luttes du prolétariat italien, français,

anglais, japonais, de toutes les grandes luttes prolétariennes, des grandes luttes des masses latino-américaines. Tout cela l'émeut et l'influence profondément.

LA STRUCTURE DU PROLETARIAT AMERICAIN ET L'EXEMPLE DES ETATS OUVRIERS

La structure du prolétariat est aux Etats Unis différente de ce qu'elle est en France, en Italie, en Angleterre et au Japon. L'aristocratie ouvrière y est plus puissante. La structure de fonctionnement du mouvement ouvrier permet au capitalisme d'exercer un plus grand contrôle, d'avoir une plus grande maîtrise de la vie du prolétariat dans les usines, et de son activité. Ce qui manque à ce dernier, c'est l'exemple politique, l'influence politique, organisationnelle et syndicale. Il manque d'exemples qui le déterminent, à partir de la base, à s'élever pour faire pression, et créer de nouveaux cadres, avant ou pendant la guerre, pour parvenir à abattre le capitalisme américain. C'est le résultat de l'absence, dans le mouvement ouvrier mondial, d'une discussion libre et ouverte, sans limitations, de tous les problèmes, et d'une politique ouvertement anti-capitaliste. Jusqu'à présent, ni les syndicats, ni les Partis Communistes n'ont mené une telle politique. Ils ont suivi une politique de conciliation, d'accords, de compénétration, mais pas une politique anti-capitaliste, ni un programme anti-capitaliste. Que les Partis Communistes adoptent pendant quatre ans une attitude différente, qu'ils affrontent plus ouvertement le capitalisme avec une politique révolutionnaire contre lui, et ce serait une très grande base pour aider les couches du prolétariat américain qui ne voit pas appliquer, dans les Etats ouvriers, la démocratie syndicale. Il ne voit pas le parti, le syndicat, disposer d'une indépendance de fonctionnement. Il voit l'U.R.S.S. intervenir en appui au Vietnam, aux luttes des peuples opprimés. Il la voit fournir les crédits sans intérêts, ou à moins de la moitié du taux qu'exige le capitalisme, fournir une aide économique et technique gratuite. Mais le prolétariat américain, qui voit tout cela, ne voit ni le prolétariat, ni le Parti Communiste exercer cette fonction. C'est la direction du gouvernement soviétique qui joue ce rôle, et non les syndicats, le Parti Communiste ou les usines.

Si les syndicats des Etats ouvriers tenaient des assemblées publiques, normales, régulières; si les Partis Communistes des Etats ouvriers tenaient des réunions, des assemblées, menaient une vie de cellules, une vie politique, adoptant des résolutions, des communiqués, participant à toute l'activité du processus mondial de la révolution; si les syndicats soviétiques faisaient des meetings, des manifestations et menaient une activité programmatique en appelant les masses du monde entier à renverser le système capitaliste; si le Parti Communiste de l'U.R.S.S. et des autres Etats ouvriers publiaient des résolutions anticapitalistes appelant les masses du monde entier à prendre le pouvoir; si pendant la guerre du Vietnam ou même maintenant, les syndicats des Etats ouvriers appelaient à réaliser des assemblées pendant la journée de travail, à suspendre le travail dans toutes les usines de tous les Etats ouvriers pendant une demi heure — en la récupérant après — pour tenir des assemblées dans lesquelles tous les ouvriers décident d'appuyer inconditionnellement la lutte des masses en Amérique Latine, en les appelant à renverser partout le capitalisme, et d'aider par tous les moyens à résoudre les conséquences de la sécheresse en Afrique de l'ouest, toute cette activité aurait une immense influence sur le prolétariat américain. Il en serait de même si les syndicats et les Partis Communistes des Etats ouvriers décidaient

de consacrer un pourcentage prélevé sur leurs salaires — c'est-à-dire une énorme quantité — pour aider les masses d'Afrique. Les Syndicats, les Partis Communistes des Etats ouvriers en assemblées, doivent adopter des résolutions appelant les masses des Etats-Unis à discuter publiquement et à lutter pour l'étatisation de la propriété sous toutes ses formes, à liquider tous les moyens par lesquels l'impérialisme yankee cherche à dominer le monde. Il faut appeler les masses des Etats-Unis à combattre l'existence des armes atomiques, à lutter pour les détruire et paralyser leur fabrication, en utilisant ces capitaux pour construire des logements. Il faut faire cet appel en montrant que la seule manière efficace de combattre l'armement atomique consiste à renverser le système capitaliste. Les Etats ouvriers n'ont aucun intérêt à maintenir cette production, et il est contraire à leur nature historique de la maintenir pour essayer de l'utiliser pour dominer le monde. La bureaucratie existe, c'est un fait, mais elle n'a déjà plus la force, ni la liberté de faire cela.

En raison de cette absence d'influence, la vie du prolétariat américain reste pour le moment limitée aux syndicats, à une vie syndicale très arriérée. Cette situation continue à exister et ce n'est pas de sa faute. Ce retard n'est pas dû à une disposition particulière de l'esprit du prolétariat américain: ce n'est pas un manque d'intérêt de sa part. Mais en raison des conditions historiques dans lesquelles s'est développé le mouvement ouvrier dans le pays économiquement le plus puissant du monde, le syndicalisme américain avait besoin d'une aide mondiale pour pouvoir s'organiser de manière indépendante. Cette aide, il ne l'a pas reçue.

Il faut tenir compte du fait que le capitalisme américain est le plus puissant du monde. Qu'il a pesé et pèse encore pour empêcher, freiner, l'action indépendante du prolétariat. C'est le pays qui compte sur une aristocratie ouvrière fabuleuse-

ELEVER LES BASES D'UNE ORGANISATION DE CLASSE ET DE MASSES AUX ETATS-UNIS

La situation à l'intérieur des Etats-Unis est d'une importance vitale pour le cours de la révolution, de la lutte anti-capitaliste et anti-impérialiste. Les Partis Communistes manifestent un certain étonnement parce qu'ils ne comprennent pas pourquoi le prolétariat des Etats-Unis ne bouge pas. Ils croient que c'est dû à des qualités spécifiques, différentes de celles du reste du prolétariat mondial. Ce n'est pas vrai. Ce n'est pas correct de le poser ainsi.

En raison de son rôle dans la société et dans la production, le prolétariat est le même partout. Cette identification mondiale s'est manifestée par une orientation historique commune. Par nature, le prolétariat est anticapitaliste. Il ne peut pas engendrer, en tant que classe, le désir de devenir propriétaire, comme, de manière indirecte, certains Partis Communistes et l'U.R.S.S. elle-même en accusent le prolétariat des Etats-Unis. Mais alors, pourquoi ne réagit-il pas? Ces Partis Communistes n'excluent pas la possibilité qu'il en ait l'ambition. Ce n'est pas vrai. En raison de la place du prolétariat dans l'économie, celui-ci ne peut pas prendre une telle orientation. Au contraire, du fait de la place qu'il occupe dans la société, il doit développer des idées opposées à la propriété privée. Nous comprenons le rapport de

ment développée. Les principaux gangsters ont commencé leur carrière dans les syndicats. Or, malgré le fait que les syndicats soient un repaire de gangsters, les syndicats ont donné leur appui aux manifestations contre la présence de l'impérialisme américain au Vietnam qui ont regroupé jusqu'à 40 millions de personnes. Malgré toute la puissance économique de l'impérialisme yankee, certains aviateurs participant aux bombardements contre le Cambodge viennent de déclarer: « Nous sommes étonnés, nous ne comprenons pas qu'on nous envoie bombarder là où il n'y a pas la guerre, là où il n'y a pas de combats en cours ». Ils dénoncent le fait qu'on les envoie bombarder sans raison. Ce ne sont pas des déclarations qui tombent dans le vide. Ces aviateurs expriment, dans leur résolution, leur répugnance pour ce travail: ce n'est pas un problème personnel. Il y a toujours eu des objecteurs de conscience. Mais quand des aviateurs — donc d'un grade assez élevé dans l'armée américaine — et en certain nombre, s'opposent à bombarder des endroits où il n'y a pas de combats en cours, c'est qu'ils ne raisonnent plus en capitalistes, ni en militaires au service du capitalisme. Ils raisonnent en êtres humains exerçant une fonction qu'ils considèrent comme utile. Et ils la remettent en question: « Pourquoi ne nous emploie-t-on pas mieux? Pourquoi sommes-nous obligés de tuer, d'assassiner? Cela n'a pas de sens! » Pourquoi lorsque les aviateurs américains eux-mêmes se mettent à raisonner, les ouvriers ne le feraient-ils pas? C'est absurde de ne pas venir en aide au prolétariat américain.

Nous lançons un appel à l'Union Soviétique, à tous les Etats ouvriers à intervenir sur les Etats-Unis. Quand les aviateurs, soumis à la discipline militaire, font de telles déclarations, sans peur des conséquences pour leur grade, quand ils manifestent leur inquiétude, leur sentiment humain, en disant: « C'est un crime! pourquoi devrions-nous bombarder! », quand de telles conclusions surgissent, c'est parce que le climat, l'ambiance aux Etats-Unis mêmes, y est favorable. Sinon, ces aviateurs n'agiraient pas de la sorte. D'où tirent-ils cette conclusion? Où prennent-ils la décision d'affronter la discipline militaire? Le prolétariat n'est pas étranger à cette résolution. Il désire intervenir, peser, diriger.

forces immensément défavorable au prolétariat, le poids très, très grand des couches moyennes et aisées de la petite-bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière. Nous comprenons le poids que ces secteurs exercent contre le prolétariat.

Mais la petite-bourgeoisie des Etats-Unis — la silencieuse et celle qui ne l'est pas, et a manifesté être plus importante que la première, en mobilisant 40 millions de personnes contre la guerre du Vietnam — n'a pas bougé d'un doigt pour défendre Nixon dans l'affaire du Watergate et manifeste de manière directe sa répudiation de la guerre du Vietnam.

Toutes les couches de cette petite-bourgeoisie, énorme aux Etats-Unis, jouent un très grand rôle dans l'économie et exercent une très grande autorité sur l'aristocratie ouvrière, qui la transporte au sein du prolétariat, mais ce n'est pas le facteur décisif. Le poids de la petite-bourgeoisie aisée — plus grand aux Etats-Unis que dans n'importe quel autre pays du monde — l'existence d'une très nombreuse aristocratie ouvrière avec encore de très nombreux niveaux intermédiaires jusque dans le prolétariat, n'est pas l'élément décisif. La concentration de la production et des investissements élimine des secteurs en-

tiers de la petite-bourgeoisie, la concentre dans les secteurs qui travaillent dans l'électronique, IBM etc. La bourgeoisie perd de sa force numérique et de son poids alors qu'il est impossible de réduire le nombre et le poids du prolétariat.

Le poids immense de la structure de l'aristocratie ouvrière peut dominer le prolétariat des Etats-Unis parce que celui-ci ne reçoit pas d'aide dans sa lutte pour la démocratie intérieure. Il n'a même pas d'exemples d'une telle démocratie. Si dans les Etats ouvriers les syndicats faisaient des réunions régulières et rendaient publiques des résolutions, si les Partis communistes menaient une vie de discussions publiques, cela aurait des effets immenses sur le prolétariat des Etats-Unis, compensant toute l'influence de la petite-bourgeoisie, de l'aristocratie ouvrière et des secteurs intermédiaires, qui cherchent à s'opposer à la pénétration, dans le prolétariat, de la conscience de la nécessité de se développer en vue d'une politique anticapitaliste.

Le niveau de vie des masses américaines est supérieur, c'est vrai, mais relativement. Il y a cinq millions de chômeurs aux Etats-Unis. Le coût de la vie augmente constamment, d'environ 7 % par an. Cependant, c'est encore le pays capitaliste où l'inflation a progressé le moins. Il y a une immense accumulation de capitaux qui permet de constants réinvestissements et une élévation et un progrès incessant de la productivité. La productivité, l'accumulation de capitaux et la richesse de l'impérialisme yankee et mondial augmentent sans cesse. Et pourtant, il y a quelque chose qui progresse plus vite que cette accumulation : c'est le développement de la révolution mondiale, son autorité et l'exemple qu'elle donne, de la nécessité d'étatiser, de planifier et d'établir le monopole du commerce extérieur. Ce qui détermine l'absence de mouvements de classe et de masses du prolétariat américain (il y a des mouvements de classe, mais ils ne sont pas de masse), ce n'est pas l'existence de couches privilégiées du prolétariat, d'une aristocratie ouvrière de couches intermédiaires et d'une petite-bourgeoisie aisée, ni l'absence de poids et de mobilisation paysannes ; ce qui est déterminant, c'est l'absence d'exemples et d'aide historique qui aident le prolétariat américain à avancer.

Il est nécessaire de retenir qu'en raison des conditions historiques dans lesquelles vit le prolétariat américain, et étant donné le niveau atteint par la régénérescence partielle, tenir compte de la situation de ce prolétariat va devenir vital au cours

des prochaines étapes. Il faut intervenir, c'est nécessaire, vital, pour aider le prolétariat américain à prendre part dès maintenant, même si ce n'est pas de manière immédiate, dans le processus actuel, qui précède la guerre atomique, de manière à élever les bases d'une organisation de classe et de masses aux Etats Unis.

Le processus de régénérescence partielle est inégal. Il a certains points d'appui dans les pays, les zones, les centres les plus développés pour peser sur les pays, les centres où le processus est le moins développé. Mais il y parvient sous une forme plus mitigée, moins nette, avec moins d'influence. L'absence de courants révolutionnaires politiques, y compris des "pro-chinois", l'échec des courants "chinois" et "trotskistes" en général, a favorisé les plans du capitalisme qui sont de maintenir le prolétariat à l'écart de l'activité politique révolutionnaire.

Mais cette situation, à elle toute seule, n'explique pas tout. La raison essentielle du retard du prolétariat des Etats Unis vient de ce qu'il n'y a jamais eu, si on excepte de brèves périodes, d'organisations révolutionnaires conséquentes dans ce pays, ni communistes ni trotskistes. Et l'absence de courants marxistes révolutionnaires aux Etats-Unis ne permet pas encore de mesurer le prolétariat américain et son avant-garde. Il n'est pas possible de mesurer le processus d'après le niveau de développement économique : il faut partir de l'absence d'influence marxiste sur les couches du prolétariat, sur les intellectuels.

Depuis le temps de Staline, période au cours de laquelle le prolétariat américain n'a pu recevoir aucune influence révolutionnaire, jusqu'à maintenant, l'Etat ouvrier n'a jamais eu de politique révolutionnaire. L'Etat ouvrier n'a fourni au prolétariat américain aucun exemple de comment s'organiser, comment continuer, comment discuter, quelle politique appliquer, quel programme suivre. On ne peut donc pas prendre le prolétariat américain, comme un parasite, qui serait immunisé contre l'influence de la révolution, comme un corps impénétrable. Il faut voir quelles sont les circonstances historiques qui entourent le prolétariat américain, confronté avec la puissance capitaliste la plus grande, celle qui a connu le développement économique, mais aussi le développement individuel le plus puissant de tout le système capitaliste. Nous mêmes devons intervenir plus activement, pour que les Etats ouvriers et les Partis Communistes interviennent.

L'INFLUENCE DE LA REVOLUTION MONDIALE ET DE LA POLITIQUE DES ETATS OUVRIERS SUR LE PROLETARIAT AMERICAIN

L'accord de Brejnev avec Nixon ne favorise pas le prolétariat américain, au contraire, il va contre lui. Mais si les syndicats et le Parti Communiste de l'URSS avaient lancé des appels au prolétariat américain, celui-ci aurait vu d'une part, le gouvernement qui doit faire une certaine politique et le Parti et les syndicats qui en mènent une autre. Il aurait vu alors le rôle du Parti et des syndicats.

C'est un des problèmes essentiels pour la régénérescence partielle ; cela n'a pas un poids décisif dans l'immédiat, mais il va le devenir. Il n'est pas possible de poursuivre encore longtemps ce processus sans faire intervenir le prolétariat américain. C'est absurde ! Il ne s'agit pas d'une renonciation ou d'un abandon de ce prolétariat : les soviétiques, les Partis Communistes et Socialistes veulent faire intervenir le prolétariat américain, mais ils se heurtent à une résistance, une incompréhension et même un certain rejet.

Les soviétiques n'ont pas encore adressé un véritable appel au prolétariat des Etats Unis, appel qui doit s'adresser directement au prolétariat et indirectement, à travers ses organisations. Ces organisations sont dirigées par des gangsters, les masses n'ont pas de parti de classe et de masse. Le Parti Communiste est un parti de classe, mais petit. Le Parti Socialiste des Etats Unis n'est par un parti de classe : son caractère est ambigu ; c'est un

parti de la bourgeoisie et du prolétariat. Le parti qui se déclare trotskiste, le Socialist Workers' Party (SWP), n'est pas un mouvement révolutionnaire. Il conserve certaines positions révolutionnaires, mais certaines autres sont monstrueuses ; entre autres choses, ils accusent le gouvernement péruvien d'être persécuteur de révolutionnaires, fasciste et assassin.

Il n'y a pas de parti de classe et de masses aux Etats Unis. Par conséquent, il n'est pas possible de mesurer les effets de la révolution mondiale et de ses progrès, qui s'expriment autant par la lutte de l'usine Lip en France, que par les 25 points de nationalisations du programme du Labour Party anglais ou par les progrès du Parti Communiste italien, et l'immense développement des luttes des masses italiennes. Tout cela fait partie de la révolution mondiale. Ce n'est pas seulement la prise du pouvoir dans tel ou tel pays, c'est le processus permanent qui développe des politiques, des mesures et se détermine d'après la portée et le niveau de développement de l'action révolutionnaire des masses. Comment concevoir que le prolétariat américain puisse ne pas être influencé ? Les camarades soviétiques disent qu'il n'est pas possible d'émouvoir le prolétariat américain. Ce n'est pas vrai. La preuve : le prolétariat américain s'est mobilisé en défense du Vietnam.

Les Etats ouvriers, les Partis Communistes et Socialistes doivent adresser des appels, des résolutions, au prolétariat des Etats Unis : c'est un des problèmes sur lesquels il faut intervenir au cours de la prochaine étape. Mais pour cela, il faut que ces appels soient accompagnés d'exemples, en particulier de la part des Etats ouvriers : exemples de vie démocratique soviétique, de démocratie socialiste, de démocratie prolétarienne. Le prolétariat des Etats Unis doit voir, en Italie, les ouvriers occuper les usines, créer des conseils d'usines, de zone, de quartier, décider des mesures de progrès. Ils doivent voir les ouvriers italiens assumer le pouvoir et non laisser le pouvoir de décision au capitalisme, même si c'est encore à échelle locale, comme dans le cas de l'usine Lip en France.

Bien que le prolétariat des Etats Unis ne se soit pas organisé en parti de classe et de masses (le Parti Communiste est un parti de classe, mais il est petit, le SWP est partiellement, et de loin, un parti de classe), il écoute, il lit, il observe, il assiste au processus mondial, et il n'y est pas indifférent. Si non, il n'y aurait pas eu 46% d'abstentions aux élections, mais seulement 10%. Si le prolétariat américain était indifférent, les 15 millions de noirs qui se sont abstenus auraient voté.

Le prolétariat américain écoute, observe le processus. Il accumule des connaissances, une résolution, il se prépare intérieurement. Quand il commencera à agir, il n'aura pas besoin de parcourir tout le chemin que nous mêmes avons parcouru. Il va sauter les étapes. Il ne lui sera pas nécessaire de refaire l'expérience de l'organisation de classe : il va passer rapidement sur tout cela en appliquant une conclusion et une qualité qui n'est pas fondamentale aujourd'hui, mais qui est très importante aux Etats-Unis : ils ont développé le sens pratique de l'activité. Le capitalisme américain s'est toujours caractérisé et se caractérise encore — entre autres avantages qui ont permis le développement capitaliste des Etats-

LES MANOEUVRES POLITIQUES DE LA BOURGEOISIE NE PEUVENT PLUS

CONTENIR LE MURISSEMENT DE LA CLASSE OUVRIERE AMERICAINNE.

Le Parti Démocrate et le Parti Républicain, mais davantage le premier, incluent dans leur structure des ailes destinées à remplir cette tâche : gagner la petite bourgeoisie, le prolétariat et faire apparaître le parti comme un parti avant tout américain, au-dessus des classes et s'appuyant sur le développement économique des Etats Unis. La bourgeoisie a créé dans le passé cette base de tradition qui lui permet d'utiliser les conditions économiques et de développement des Etats Unis pour influencer le prolétariat, l'aristocratie ouvrière et les couches ouvrières les plus éloignées de l'activité politique du prolétariat, pour peser contre toute tentative d'organiser le prolétariat avec une orientation indépendante.

Le capitalisme s'est servi de ces arguties pendant des dizaines d'années. Mais aujourd'hui, il y a quatorze Etats ouvriers, seize Etats révolutionnaires et le monde entier est en ébullition révolutionnaire. C'est déjà suffisant pour peser sur le prolétariat américain. Si cela ne produit pas encore d'effets, c'est parce qu'il manque encore les éléments intermédiaires, les secteurs moyens, les "ponts" indispensables. Cette fonction est celle des Partis Communistes et des grands syndicats, et des Etats ouvriers. Pour s'organiser, le prolétariat américain doit surmonter les obstacles de la structure sociale des Etats Unis, du poids, de l'autorité de la petite bourgeoisie et le rôle important qu'elle joue dans l'économie, très supérieur à ce qu'il est dans n'importe quel autre pays, du développement constant de l'économie américaine, et du poids de l'aristocratie ouvrière, qui est énorme. De plus, le problème noir, en séparant un secteur très important de la classe, est un facteur interne de division et de retard dans l'organisation indépendante, de classe, du prolétariat.

La bourgeoisie a détourné contre les noirs une partie des préoccupations sociales de la petite bourgeoisie et cela, à son

Unis — par le sens pratique avec lequel il s'est élaboré, développé, affermi, à l'étape de croissance du système capitaliste.

Le capitalisme voudrait faire croire que le prolétariat américain vit dans des conditions de vie très supérieures à celles que connaît le reste du prolétariat mondial, qu'il n'a pas de conscience de classe, qu'il n'a pas de formation de classe. C'est une tentative de faire croire que la puissance de l'Etat capitaliste américain est tellement supérieure à celle de l'Etat ouvrier que c'est lui qui influence le prolétariat. C'est totalement faux. La situation actuelle est due seulement aux conditions historiques dans lesquelles le mouvement syndical aux Etats-Unis a du se développer, et le manque d'une aide extérieure à temps pour permettre d'organiser le prolétariat américain de manière indépendante, de classe.

Le poids très grand qu'exerçait la petite bourgeoisie américaine commence à diminuer. Un des symptômes de ce phénomène, d'une très grande signification historique, est l'exemple des aviateurs, des professeurs, des étudiants, des intellectuels, des artistes qui passent dans le camp de la révolution ou refusent de servir d'exécuteurs criminels du capitalisme, comme c'est le cas pour les aviateurs. Ces manifestations indiquent un processus très profond de réflexion au sein de la petite bourgeoisie, et démontrent l'influence qu'exerce sur elle la révolution mondiale. Les 40 millions de personnes qui ont manifesté contre la guerre du Vietnam — à l'occasion du Moratorium Day — indiquent que cette influence de la révolution est particulièrement importante sur les couches populaires et normales de la petite bourgeoisie. Ce qui manque encore, c'est la direction et l'aide extérieure qui impulse ces secteurs à décider de s'organiser intérieurement. Ce qui est nécessaire, c'est une organisation qui, sans être numériquement très importante, puisse se développer sur une base de classe pour organiser la classe ouvrière et la petite bourgeoisie.

tour, a pesé sur le prolétariat. Mais s'il en a été ainsi, c'est à cause du manque d'un parti de classe. Si ce dernier avait existé, la petite bourgeoisie n'aurait pas eu les moyens de peser et d'influencer. Ce qu'il manque pour résoudre ce problème, c'est un parti de classe et de masses.

Le prolétariat américain accumule actuellement toute une compréhension et une résolution qu'il ne peut pas encore appliquer mais qui vont lui permettre de se développer très rapidement. C'est le même phénomène par lequel un pays très arriéré assimile les expériences les plus riches du pays avancé. Tout n'est pas arriéré, c'est faux : le prolétariat américain n'est pas inerte, sans intérêt. Il ne peut pas intervenir actuellement, mais il accumule de l'expérience.

Pour démontrer cette conclusion, il faut citer l'exemple des trois mille étudiants américains qui sont allés à Cuba pour la récolte de canne à sucre de l'année dernière. Trois mille étudiants, habitués aux études, aux travaux de plume et au confort, sont allés travailler à Cuba et pendant quinze jours, ils ont manié le machette. Ils s'essayaient pour couper la tête à Nixon ! L'année précédente, c'est deux mille étudiants qui avaient fait le voyage. Constamment des milliers d'étudiants des Etats Unis se rendent à Cuba, qui est le contraire des Etats Unis ! Et ces trois mille voyagent en représentation d'un nombre au moins dix fois plus grand. C'est un état d'opinion qui ne se limite pas aux trois mille qui font le voyage, mais représentatif à une échelle beaucoup plus vaste.

Il ne faut pas non plus compter au nombre des limitations et des difficultés le fait qu'il y ait, dans le Parti Démocrate, des ailes destinées à gagner la petite bourgeoisie. Ce n'est pas une difficulté qui puisse empêcher d'organiser le prolétariat. Le capitalisme utilise ce genre de moyens pour empêcher, perturber ou retarder

(Suite page 4)

l'organisation indépendante de la petite bourgeoisie et du prolétariat.

Le Parti Démocrate présente la candidature Mac Govern, qui a dû se présenter comme opposé à la guerre du Vietnam, mais dont le programme économique n'est pas très différent de celui du candidat républicain. Cela veut dire qu'on ne peut pas espérer que de l'un ou l'autre de ces partis surgissent des ailes petites bourgeoises tournées vers le prolétariat. Il faut exclure cette possibilité. A une certaine étape et pendant un moment, les mouvements communiste et socialiste du monde ont espéré voir surgir aux Etats Unis un mouvement démocratique. Il faut maintenant l'exclure. Par contre, il faut espérer qu'un mouvement surgisse de l'action des syndicats, des noirs, des "chicanos", de tous les groupes de couleur aux Etats Unis : tous ensemble peuvent former une masse concentrée, centralisée, dans un mouvement de classe, indépendant.

Nous sommes à l'étape du progrès croissant de la révolution mondiale et c'est de cette étape qu'il faut partir, au lieu d'adresser des récriminations aux syndica-

AIDER LES MASSES DES ETATS-UNIS A ORGANISER LEUR PARTI DE CLASSE.

La faiblesse du prolétariat américain vient de ce qu'il manque d'organismes sociaux. Comme classe, il représente une immense puissance, mais politiquement, il n'a pas d'organes qui le représentent, parce que les conditions historiques ont permis de développer aux Etats Unis une grande richesse : c'est le pays capitaliste le plus riche, celui où le capitalisme est le plus développé, où la petite bourgeoisie, de ses couches inférieures à ses couches les plus élevées, a le plus de poids. Il faut considérer, d'un côté, le développement constant de l'économie, le dynamisme et la grande puissance économique, et de l'autre, le manque d'intervention et d'exemples de la part des Partis Communistes et des Etats ouvriers : voilà ce qui a empêché la classe ouvrière américaine de s'organiser de manière indépendante.

Le manque de démocratie prolétarienne et syndicale, le manque de vie révolutionnaire, communiste, organique, dans les Etats ouvriers, n'a pas fourni d'exemple à la classe ouvrière des Etats Unis. Celle-ci a fait mille tentatives pour surmonter son retard. L'avant-garde, les secteurs militants du prolétariat américain ont essayé de recevoir l'influence du prolétariat mondial et des Etats ouvriers dont, malgré la bureaucratie, ils ont vu la supériorité. Ils ont vu aussi un meilleur comportement de la part des Partis Communistes et des gouvernements des Etats ouvriers, plus proche des besoins de la révolution. Ces secteurs se sentent encouragés, mais manquent d'organes. C'est la raison pour laquelle le prolétariat des Etats Unis a fait de grandes grèves, et aussi de grandes mobilisations en défense du Vietnam.

Le Vietnam a été pour lui un exemple immense de conduite militante révolutionnaire prolétarienne. Il a vu également l'immense progrès social accompli par l'URSS, la Chine, Cuba, la Pologne, la Tchécoslovaquie, et vu en même temps le comportement socialiste militant des masses vietnamiennes. Il y a répondu en essayant de peser par les grandes mobilisations qui se sont produites pour tenter d'obliger les Etats Unis à se retirer du Vietnam. Ces mobilisations étaient composées essentiellement de petits bourgeois, étudiants, professeurs, etc., mais regroupaient aussi certains secteurs ouvriers, certains syndicats, comme celui de l'automobile qui prit, dès le début, des mesures contre la guerre du Vietnam. Il est nécessaire de doter les masses des Etats Unis d'un organe. La manque d'organisation politique du prolétariat américain est l'un des plus grands déficits de l'histoire. Le Parti Communiste des Etats Unis est un petit parti, les trotskistes conservent de manière très atténuée certains traits de parti ouvrier : il défend en partie les intérêts du prolétariat et en partie ceux de la démocratie bourgeoise. Un organe de masses, dans lequel celles-ci puissent développer leur organisation politique, est nécessaire, et il faut le créer en partant des conditions qui existent. Les bases sont : le prolétariat américain, les étudiants et un secteur de la petite-bourgeoisie. Mais le rôle fondamental revient au prolétariat organisé dans les syndicats. Il faut partir de là

listes, aux communistes, aux socialistes, aux trotskistes, à cause du passé.

Mais il faut prendre, comme point central de préoccupations cet impératif : il faut aider le prolétariat américain à organiser son parti de classe, indépendant. Telle est la tâche la plus importante et elle revient essentiellement aux Partis Communistes, aux grandes centrales syndicales ouvrières, aux Etats ouvriers. Nous renouvelons notre appel à tous les camarades des Partis Communistes, des syndicats, des grandes centrales syndicales, des Etats ouvriers : il faut intervenir pour aider le prolétariat des Etats Unis à s'organiser de manière indépendante, de classe ! Et il faut intervenir en ce sens, en passant par dessus et en allant contre les accords de Brejnev avec l'impérialisme yankee. Les syndicats de l'URSS et des autres Etats ouvriers doivent jouer ce rôle nécessaire, remplir leur obligation d'aider le prolétariat américain à s'organiser de manière indépendante et de classe. Il est certain que ce n'est pas une question de jours ou de semaines, mais de toutes façons, le processus sera court.

car c'est là que le prolétariat fait son expérience de vie centralisée, en vue de la centralisation politique, pour construire le parti ouvrier basé sur les syndicats. Mais ce mot d'ordre correspond à une étape antérieure. Le développement, la montée des luttes, la préparation du règlement de comptes final entre le capitalisme et la révolution mondiale, l'influence immense exercée par les luttes des masses en particulier des masses du Vietnam, le mûrissement mondial du prolétariat permettent de réunir les conditions pour sauter rapidement les étapes : le processus, aux Etats Unis, est fait d'étapes très dynamiques. Ce qu'il faut poser, ce n'est déjà plus parti ouvrier basé sur les syndicats, mais bien : parti ouvrier marxiste basé sur les syndicats. Le parti ouvrier basé sur les syndicats est la base, mais son programme doit, dès le début, affronter l'impérialisme. L'étape du parti ouvrier basé sur les syndicats est transitoire et ce parti prendra rapidement la forme de parti marxiste basé sur les syndicats. Il faut prévoir ce développement. A travers les Partis Communistes et Socialistes nous devons aider le prolétariat américain à remplir cette tâche. L'aider signifie lui donner des exemples de vie démocratique socialiste et de lutte pour abattre le système capitaliste. Les masses des Etats-Unis doivent voir dans le mouvement ouvrier mondial un appel à affronter le système capitaliste et à le renverser, tout en progressant au sein du système capitaliste pour lui arracher des conquêtes plus grandes et gagner la majorité pour essayer d'avoir le plus grand écho parlementaire possible, mais en se préparant consciemment contre la contre-révolution et la guerre atomique que prépare l'impérialisme. Sans renoncer à progresser le plus possible, il faut donc préparer les organes, l'état d'esprit, la compréhension, le parti et les organes de fonctionnement, de dualité de pouvoir, pour affronter cette mesure que le capitalisme va prendre.

Il faut avancer au maximum dans le cadre du système capitaliste mais en même temps proposer un programme et des mesures de développement économique, politique et social, qui vont contre le système capitaliste, qui entrent en concurrence avec lui et lui soient même antagoniques, qu'il s'agisse du Marché Commun, de l'Afrique, de l'Asie ou de l'Amérique Latine. Les masses des Etats Unis doivent voir en application une politique qu'elles puissent prendre pour exemple pour l'appliquer dans leur pays. Les progrès de la révolution en Afrique, en Asie, en Amérique Latine, les nouveaux Etats ouvriers, les immenses progrès de la révolution, de la Somalie jusqu'à la Corée, ont un énorme effet sur les masses des Etats Unis ; mais celles-ci n'ont ni organes, ni tradition, ni expérience, ni exemples d'après lesquels se guider. C'est la raison pour laquelle il dépend essentiellement des Etats ouvriers, des Partis Communistes et Socialistes et des grandes centrales ouvrières du monde entier, de donner cet exemple aux masses des Etats Unis pour les aider à organiser leur parti de classe.

J. POSADAS
7 Août 1973

(suite de la page 1)

résistance beaucoup plus grande des directions elles-mêmes, de la section communiste et socialiste de l'usine ; c'est cela qui a fait reculer les patrons !

Tous ces coups portés à la classe ouvrière ne viennent pas du hasard. Ils font partie d'un plan organisé de la bourgeoisie, qui va de pair avec la préparation de l'armée de métier, avec la préparation de l'affrontement contre les masses et les Etats Ouvriers, de la guerre civile.

Camarades socialistes, communistes, de la FGTB, de la CSC, camarades chrétiens de gauche ! Il n'est pas possible de répondre aux préparatifs de guerre civile de la bourgeoisie par de simples demandes d'inclure le prix du mazout à l'index ! Il faut organiser une vaste campagne de mobilisation de toute la population exploitée. Il faut unir toutes les revendications des masses, depuis les enseignants jusqu'aux usines, mettre au centre l'augmentation des salaires, la défense du niveau de vie de la population travailleuse, le contrôle ouvrier et l'ouverture des livres de comptes des compagnies pétrolières et la nationalisation de ces entreprises. Il faut unir ce programme à la lutte pour organiser la gauche dans le Parti Socialiste, la gauche syndicale et pour former un parti catholique de gauche.

S'il y a une telle crise, c'est parce que ce gouvernement défend les intérêts du capitalisme, et que les dirigeants du PSB ne font qu'administrer ce régime d'exploitation. La direction PSB, comme le PSC au gouvernement ont toléré l'installation de l'exposition "Brasil-Export" au Heysel. Cette crise est le résultat de l'incapacité du capitalisme à résoudre quoi que ce soit pour la classe ouvrière. Il gouverne, planifie, développe l'économie, en fonction de son intérêt de classe, en fonction de l'accumulation capitaliste, du profit, et au moyen de l'exploitation de la classe ouvrière et des autres couches de travailleurs. Il ne peut avoir intérêt à l'amélioration du niveau de vie de la classe ouvrière. S'il consent certains progrès, c'est comme résultat de la lutte permanente des masses, des grèves, des mobilisations, des manifestations. On le voit de façon très simple, quand le gouvernement capitaliste belge donne des millions pour soutenir le dollar, augmente encore sa contribution à l'OTAN, tandis qu'il diminue le budget de l'éducation — il y a chaque fois

moins d'instituteurs et les classes sont de plus en plus nombreuses. C'est le gouvernement tripartite qui mène cette politique et le PSB est dedans.

La gauche socialiste doit lancer une campagne acharnée dans tout le pays, pour dénoncer cela. Tout le monde sent le besoin de lutter, d'intervenir. La manifestation du 10 novembre contre Brasil-Export l'exprime. La manifestation a rassemblé près de 15.000 personnes, avec une combativité très grande. Cette force, avec laquelle ces jeunes, issus dans la grande majorité de la petite bourgeoisie ont manifesté, est transmise par la classe ouvrière. La sécurité qui s'est exprimée dans cette manifestation, c'est la même qui pousse des délégués et des dirigeants syndicaux à faire la pétition pour réintégrer les délégués de Cockerill. C'est la combativité de tous les jours de la classe ouvrière qui se transmet à eux. Cette pétition doit être accompagnée de la discussion d'une action d'ensemble des différents secteurs pour imposer la réintégration des ouvriers. Les travailleurs de Cockerill se sont trouvés confrontés à l'appareil syndical de Lambion, qui a capitulé devant les capitalistes. Pour être plus forts qu'eux, pour imposer la lutte aux directions syndicales il faut préparer la grève générale. C'est une tâche immédiate à accomplir, camarades ! Il faut discuter nationalement la mobilisation pour défendre le niveau de vie des masses, pour garantir l'emploi, pour défendre les droits démocratiques et syndicaux.

Aux coups que la bourgeoisie prépare, il faut faire face, en prenant les devants. Il ne faut pas attendre qu'elle ait pris l'initiative. Il faut tirer, ici aussi, les conclusions de la situation du Chili ! Pour cela, il ne faut pas permettre un nouveau Cockerill, un nouveau Caterpillar, il ne faut pas laisser le capitalisme s'armer.

Il faut préparer la grève générale dans tout le pays, sur la base de la plus large discussion, faire des assemblées, des meetings. C'est la tâche nécessaire, par laquelle il faut passer. Nous appelons les militants de gauche, communistes, socialistes, chrétiens, et révolutionnaires, — et nous-mêmes y sommes disposés — à développer cette campagne d'agitation et de mobilisation dans tout le pays.

11.10.73

EDITION REVUE MARXISTE

J. POSADAS

**Conclusions du coup
transitoire
de la contre-révolution
et de l'héroïsme
du prolétariat et
des masses chiliennes**

16-9-73

La lutte inter-bourgeoise et la crise capitaliste en Grèce

24 octobre 1973

(Voir page 2)

J. POSADAS

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE



OUVRIERE

ORGANE DU

PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB 11e ANNEE 23 NOVEMBRE 1973 N° 199

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem.

de soutien 300 F

Correspondance :

B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pölet

Vive la grève des ouvriers
et la résistance héroïque
des masses chiliennes
pour expulser la junte
militaire assassine !

Pour un plan national d'action contre la vie chère et pour les droits démocratiques.-

EDITORIAL

En même temps que s'élèvent partout les mobilisations de tous les secteurs des masses exploitées en Belgique, la crise intérieure des directions du mouvement ouvrier s'approfondit, et en particulier dans le PSB, où les contradictions sont de plus en plus aiguës entre les partisans du gouvernement qui appuient la politique capitaliste, et la gauche socialiste qui veut prendre exemple de l'Union Populaire en France, et qui cherche à tirer les conclusions du Chili. Il se produit une polarisation des forces dans le mouvement socialiste, et les courants de gauche cherchent à se regrouper, à s'organiser autour d'un programme anticapitaliste, ou des points de programme anticapitaliste. Le contre-manifeste de la Fédération Socialiste d'Alost, qui pose la nécessité de la nationalisation du secteur de l'énergie, et ensuite la nationalisation de toutes les entreprises clef du pays, est une expression très claire de cela. La lutte qui se développe d'une manière très profonde dans toutes les discussions du PSB se fait autour des problèmes centraux qui préoccupent le gouvernement : l'Armée de métier, la crise du Pétrole, la régionalisation.

Les secteurs de gauche du PSB, sont stimulés par les mobilisations ininterrompues de tous les secteurs des masses exploitées. La manifestation de 15.000 contre Brazil Export, la manifestation contre l'implantation d'un camp militaire à Marche en Famenne, l'occupation des locaux aux ACEC d'Herstal par 9 travailleurs, les grèves pour des primes de vie chère, pour de meilleures conditions de travail, qui se développent partout, sont toutes des expressions d'une volonté inépuisable de lutte, et surtout l'expression d'une volonté de changement social.

Les mobilisations constantes, les discussions qui se font dans toutes les lieux de travail contre la participation au gouvernement, sur la crise du Pétrole, sur le Moyen Orient, sur le Chili, démontrent l'existence d'une avant garde socialiste, chrétienne de gauche, communiste et syndicale décidée à intervenir, à organiser une riposte de toutes les masses exploitées du pays non pas seulement pour une ou une autre revendication économique, mais pour un changement de régime pour porter la gauche au pouvoir.

Les secteurs de gauche socialistes et chrétiens sont stimulés par toutes ces mobilisations, et développent la sécurité dans leurs interventions parce qu'ils sentent que dans toute population ils ont des points d'appui, pour se lancer à défendre un programme anticapitaliste, pour réaliser l'Union de la gauche en Belgique.

Dans le camp syndical également la crise s'accroît. Les directions syndicales elles-mêmes ont senti qu'elles n'ont aucun pouvoir de décision dans les SDR. Dans ces organismes, qui allaient soi-disant aider au développement des régions wallonnes les plus défavorisées, en implantant de nouvelles usines ; les directions syndicales n'ont rien à dire. Elles ne peuvent pas intervenir et ont été bernées. Dans les SDR, c'est seulement la droite socialiste, le PSC, le PLP qui interviennent. Et les SDR ne donnent aucune solution à la crise de l'emploi, aux problèmes de la classe ouvrière. Au niveau régional, certaines fédérations syndicales se lancent dans des actions combatives, qui sont la

conséquence de la pression qu'elles reçoivent de la classe ouvrière. Entre autres le comité de défense des militants syndicaux licenciés à Cockerill est une réponse combative, qui se lance à défendre les droits de toute la classe ouvrière. Une autre réponse qui ne s'est pas fait attendre, est celle de la Fédération FGFB Bruxelles Hal-Vilvorde. Face au licenciement d'un délégué syndical dans une petite usine de papier peints, la FGFB appelle à une manifestation massive le Jeudi 22 à Bruxelles. Toutes ces prises de positions sont importantes, et sont fondamentalement stimulées par la volonté de lutte de tous les travailleurs, mais elles sont limitées, et insuffisantes. Il est nécessaire de coordonner toutes les luttes à échelle nationale, et de donner une réponse globale nationale à la crise du système capitaliste.

Cela manque encore dans les propositions de la FGFB et du Front Commun, qui face à la crise du pétrole, propose une mesure très timide, d'incorporer le Mazout à l'Index. Et la FGFB pose cela comme si cela allait résoudre tous les problèmes. Il faut organiser partout, dans toutes les usines, les ateliers, dans tous les milieux de travail, des assemblées générales, des meetings, pour discuter un programme précis face à la vie chère, face à la crise du pétrole, que le capitalisme paye sa crise et non les masses. Il faut que la FGFB et la CSC propose tout un programme de nationalisation de l'énergie, de la métallurgie, de toutes les industries clefs du pays, d'augmentation générale des salaires, de primes de vie chère égale pour tous les travailleurs, et des moyens d'actions pour appliquer le programme, pour lutter contre le chômage, contre les licenciements.

Sans attendre que la FGFB, CSC organise toutes les discussions, nous invitons tous les militants syndicaux des usines, à organiser la lutte à la base en s'appuyant sur la volonté de lutte de tous les travailleurs. Sans attendre que la FGFB organise une riposte massive, il faut discuter au travers d'assemblées dans les usines, un programme anticapitaliste, et établir des organismes de liaison interusines indépendant de la direction syndicale. Il faut faire comme au Chili, organiser des organes de pouvoir de la classe ouvrière et des masses dans les usines, les quartiers qui permettent de maintenir une

intervention indépendante. Les JAP, les cordons industriels sont des organismes qui ont permis aux travailleurs chiliens de résister à la Junte militaire fasciste.

La polarisation des forces se fait aussi dans le camp de la bourgeoisie, du capitalisme. La droite veut faire un coup de force, un coup d'Etat. Dans la mesure où le capitalisme belge n'a pas de force sociale, et en a de moins en moins, il se prépare à utiliser des moyens militaires. Et la crise du capitalisme belge est alimentée par la crise sans issue de l'impérialisme américain, de tout le capitalisme européen. La grève des dockers à Liverpool, le programme de nationalisations des Syndicats et du Parti Travailleurs en Angleterre, sont des points d'appui sur lesquels la gauche socialiste doit s'appuyer. La bourgeoisie européenne bien qu'elle n'accompagne pas complètement la politique de préparation de guerre atomique des Etats-Unis, doit rester dépendante de l'OTAN. C'est l'impérialisme américain qui décide. L'Union Soviétique cherche à profiter des divisions internes entre les bourgeoisies européennes et l'impérialisme américain, et insiste avec la sécurité européenne. La crise du Pétrole, a provoqué en Europe des conflits très profonds, qui dans une étape antérieures auraient été un prétexte de guerre. Les Pays-Bas menace les pays d'Europe de couper le gaz naturel, s'ils ne lui donnent pas un peu de pétrole. L'approvisionnement du Pétrole pour les Pays-Bas est complètement bloqué, et il ne l'est pas totalement pour les autres pays. Les pays d'Europe ne se font pas la guerre entre eux, parce que les masses, la classe ouvrière de tous ces pays en profiteraient pour renverser tous les régimes capitalistes.

Les luttes de la classe ouvrière, des masses du monde, la résistance héroïque du peuple chilien contre la Junte militaire fasciste, la lutte des masses arabes, sont tous des éléments qui approfondissent la crise des bourgeoisies européennes, et du capitalisme belge. Il faut s'appuyer sur toutes ces luttes pour élever l'intervention de la gauche en Belgique et préparer une mobilisation générale.

Le 19 Novembre 1973

Le progrès de la gauche socialiste dans la lutte contre l'armée de métier.-

Le Conseil Général du PSB, réuni samedi pour approuver le projet de loi du ministre Van den Boeynants sur la réforme de l'armée, a été obligé de reporter sa décision à une réunion ultérieure. Ce fait doit être un encouragement pour le courant de gauche du PSB, dans son opposition résolue, catégorique à l'adoption de cette loi réactionnaire. La discussion au Conseil Général, qui est très loin de représenter les sentiments, les opinions, la volonté de la base socialiste, montre le profond mûrissement d'une tendance dans le PSB, qui veut raisonner, qui cherche à tirer les conclusions de tout le

processus du monde — du coup d'Etat fasciste au Chili principalement, mais aussi de la nouvelle guerre du Moyen Orient, et de la préparation évidente de l'impérialisme américain à la guerre mondiale —, pour voir que la bourgeoisie belge n'est pas différente des autres et qu'elle défend et défendra jusqu'au bout, les intérêts de la classe capitaliste mondiale. C'est dans ce but qu'elle veut former une armée de métier. Dans le PSB, la bourgeoisie a des alliés, comme G. Cudell qui défend avec cynisme ce projet militaire, en se référant comme exemple à "l'efficacité de l'armée israélienne dans la guer-

re du Moyen Orient" ! Mais ce ne sont pas ces faits-là qui sont nouveaux. Ce qui est nouveau et très important pour l'organisation de la gauche en Belgique — aussi bien dans le PSB, que dans le PCB, dans le mouvement syndical — c'est que la direction du PSB n'a pas les mains libres pour imposer sa politique d'alliance avec la bourgeoisie.

La bourgeoisie belge a une faiblesse très grande, parce qu'elle dépend, pour beaucoup, de ce que les PSB va discuter et décider sur ce projet de réforme de l'armée. Elle n'a pas de force politique par elle-même pour imposer ce projet. Et dans le PSB, l'opposition se renforce. Mais il ne faut pas la laisser au niveau des discussions dans l'appareil. La proposition des dirigeants socialistes de reporter le vote, est une manoeuvre pour essayer de gagner du temps et de trouver d'autres moyens de faire passer ce projet de loi. La discussion même, au Conseil Général n'a pas exprimé l'opposition réelle qui existe, dans tout le pays, à cette réforme réactionnaire : par exemple, la Fédération de Charleroi du PSB a voté une motion rejetant la réforme, et personne n'a parlé en son nom. Il y en a beaucoup d'autres dans le même cas.

Il faut organiser une discussion avec toutes les forces du mouvement socialiste : les militants des sections de quartier et d'usines, les organisations de base, les Jeunes Socialistes pour imposer dans le PSB le rejet de cette réforme et pour organiser la lutte pour les droits démocratiques et syndicaux dans l'armée, unis à la lutte pour toutes les revendications des masses contre le capitalisme, et pour un gouvernement de gauche. Nous appelons les camarades de la gauche socialiste, tous les militants et les cadres socialistes qui sont intervenus avec décision dans ce Conseil Général, les Jeunes Socialistes, à faire une campagne de mobilisation contre le projet d'armée de métier, à partir de la base socialiste, et en impulsant un front unique de toutes les tendances de gauche avec cet objectif.

La discussion au Conseil Général, a mis à jour des problèmes très importants à discuter, et approfondir dans la tendance de gauche : contre quel ennemi l'armée devrait-elle se battre ? il faut rompre la dépendance de la Belgique de l'OTAN, il faut imposer des droits démocratiques dans l'armée, comme dans n'importe quel service public ; l'armée sert, en dernière instance, à défendre le régime capitaliste, donc l'alternative : armée de métier-armée de miliciens n'est pas suffisante ; il faudrait une milice populaire, comme au Vietnam, pour permettre aux ouvriers de se défendre contre le capitalisme.

L'armée réagit et interviendra, en tant qu'institution du capitalisme, chargée de défendre la propriété privée. C'est une structure qui fait partie intégrante du système capitaliste. Mais il faut que le mouvement ouvrier intervienne au maximum en son propre sein, pour augmenter sa décomposition, sa division intérieure : pour cela, la lutte pour les droits démocratiques et syndicaux des miliciens, des soldats, des sous-officiers, et aussi des officiers, est très importante. De même au sein de la police et de la gendarmerie. Le Chili est une expérience historique pour tout le mouvement ouvrier, en ce sens. La lutte pour changer les structures de l'armée, c'est une lutte pour la conquête du pouvoir, pour changer les structures de la société elle-même. La résolution initiale du Conseil Général du PSB ferme les yeux sur la

SUITE P. 4

La lutte inter-bourgeoise et

PRESENTATION

Les récents événements en Grèce sont un élément important, dans le contexte du développement des luttes des différents secteurs à l'intérieur du régime et du gouvernement grec. Ils montrent, comment le secteur qui voulait l'ouverture à une certaine démocratisation et qui n'était pas intervenu contre les occupations de l'université polytechnique et face à l'extension de la grève, n'a pas pu contenir l'aile la plus réactionnaire, qui a fini par se lancer à la répression, avec les chars. La raison principale en est que, si la classe ouvrière commence à intervenir, ils perdent complètement le contrôle de tout le mouvement.

Comme l'explique ce document du camarade J. Posadas, au sein de l'équipe gouvernementale et de l'armée en Grèce, trois secteurs différents se trouvent confrontés, dont celui qui laissait faire, et avait pris des mesures de libéralisation, y inclus des positions d'ouverture aux Etats Ouvriers, dans le but de contenir le processus de radicalisation d'un secteur plus à gauche, et pour contenir aussi la réponse de la classe ouvrière. L'importance des mobilisations actuelles réside surtout dans le fait que la classe ouvrière est en train d'intervenir.

Ce que ce coup de force de la droite tente de contenir c'est aussi le processus d'unification à travers Papandréou, un mouvement dont les composantes seraient tant de droite socialiste que de gauche, comme ce fut le cas de la concentration dans le cimetière qui est à l'origine de cette répression.

Mais, le problème central c'est que, bien que permettant une certaine agitation du mouvement étudiant où se mélangent des secteurs de droite et de gauche, l'équipe des militaires de droite veut surtout contenir l'intervention de la classe ouvrière.

Nous croyons l'étude de ce document nécessaire, surtout pour démêler la confusion et le mélange que fait la gauche, en englobant les différents secteurs de la Junte dans un seul bloc "fasciste". Il est certain que ce gouvernement doit contenir et réprimer, et qu'il n'est pas favorable à la classe ouvrière mais, en même temps il doit tâcher de contenir les secteurs plus réactionnaires, pour essayer de prévenir une mobilisation générale de la classe ouvrière et contenir le développement d'une aile gauche dans la propre Junte, dont Makarezos faisait partie.

Il est une étape à partir de laquelle aucun mouvement ne peut plus faire revenir en arrière les conquêtes des masses, des Etats ouvriers, et l'expérience acquise de la nécessité de la politique révolutionnaire. Les masses du monde entier ont atteint cette étape. C'est la raison pour laquelle la crise de la bourgeoisie a une telle profondeur et se développe avec une telle rapidité et un tel dynamisme. La crise en Grèce en est un exemple. Ils ont tardé longtemps à voter le passage de la monarchie à la république. Mais maintenant qu'ils ont voté en faveur de la république, la crise a connu en quelques mois un développement qui équivaut aux sept années antérieures. La crise est immense parce que le gouvernement ne sait plus que faire maintenant. C'est dans cette situation qu'apparaît Makarezos, ou autre - pour le moment c'est Makarezos - c'est-à-dire une tendance qui se rend compte que cela ne peut plus marcher de cette façon. C'est la tendance la plus à gauche de la junte, qui n'est pas strictement capitaliste, avec à sa tête Makarezos ou quelqu'un qui est avec Makarezos.

Les déclarations de Markezinis lui-même indiquent l'existence de cette crise. Il dit que tout le monde peut parler, discuter, intervenir: il cherche à parvenir à un accord pour freiner et permettre aux forces de la bourgeoisie de se réanimer, pour qu'elles puissent fonctionner, non plus au bénéfice de la monarchie, mais dans le cadre de la démocratie bourgeoise. L'équipe dirigeante grecque voudrait procéder au changement historique sans douleur. C'est impossible. Il faut procéder au changement, aussi bien du régime de propriété que du régime de production. Il n'est pas possible de réaliser un tel changement sans de nouvelles directions. La bourgeoisie, ne peut pas le faire, mais un secteur de celle-ci, oui. Et les socialistes, ou tout au moins une partie d'entre eux, peut s'y associer. Mais l'autre secteur socialiste, dans lequel se trouverai vraisemblablement Papandréou, voit que ce n'est pas une affaire, qu'une crise très profonde va se produire à bref délai, et qu'il n'y a pas de perspective de développement du capitalisme en Grèce.

Celle-ci est parmi les pays les plus arriérés. Or, y développer le capitalisme signifie entrer en concurrence avec le reste du monde capitaliste, développer le prolétariat et affronter la concurrence internationale. Il n'y a pas de place pour la Grèce dans la concurrence inter-capitaliste. Il est possible de développer l'économie mais hors du cadre capitaliste, comme Etat ouvrier. La Grèce est entourée par l'Albanie, la Bulgarie et la Yougoslavie.

LES DIVISIONS AU SEIN DE LA BOURGEOISIE ET LA LUTTE INTERIEURE DANS LA JUNTE MILITAIRE

Cette situation nationale et tout le processus mondial influencent la Grèce. Le résultat des élections en Turquie va avoir un très grand effet. Il faut considérer que le Parti Républicain Populaire a progressé d'environ 25 %. Le pourrissement, la fragmentation de la tyrannie en Turquie se confirme. Ce fait est démontré par le

Pour analyser le gouvernement grec, il ne faut pas se fier à des schémas rigides: il faut se laisser guider par le fait que ces militaires ont donné une impulsion historique en rompant avec le roi, qui témoigne déjà d'une grande audace. Cette décision ouvre les portes au doute en ce qui concerne les structures du régime capitaliste. Le coup est dirigé contre le roi, mais le doute porte sur tout le régime capitaliste. Les militaires voient qu'il n'y a pas de progrès en système capitaliste, que la Grèce est restée une terre de bergers. Ils voient en même temps que l'Albanie, qui était encore moins que ça, a accompli des progrès énormes. L'Albanie est toute proche et elle exporte des machines. Les militaires grecs observent cela, et ils doivent se dire: « comment allons-nous nous y prendre pour développer le pays? »

Les aspirations capitalistes ne sont pas également développées chez tous les membres du gouvernement. Ils n'ont pas confiance dans la nécessité du socialisme, mais ils ne croient plus au capitalisme non plus. Quand il font un coup d'Etat contre le roi, ils répondent à une tendance qui se dresse contre les structures du pays. Sans cela, ils n'auraient pas fait ce coup d'Etat dont ils comprennent la portée: ils sont conscients de ce que signifie, à cette époque, avec de telles mobilisations, renverser un roi dans un pays qui a connu deux révolutions et où s'est également développé le mouvement nationaliste de Venizelos. Ils savent que c'est un pays qui a certaines traditions et qui peut leur imposer une solution différente.

Le triomphe du Parti Républicain Populaire, ses déclarations en faveur d'un programme populaire qui comporte certaines mesures qui ne sont pas strictement favorables au capitalisme et par la décomposition de l'opposition bourgeoise, qui s'est divisée en plusieurs mouvements.

24 octobre 1973

La bourgeoisie voit venir un processus qu'elle doit apprendre à affronter mais au lieu de cela, elle se disloque et se divise en fractions. L'armée a déjà démontré son impuissance en Argentine et elle va bientôt la démontrer aussi au Chili. Quand Peron dit, à propos de la junte militaire chilienne: « Ça va pas durer longtemps », ce n'est pas une déclaration en l'air. Il voit réellement que ce régime va s'écrouler comme vont être éliminées dans peu de temps toutes les déclarations actuelles contre le marxisme du Parti Péroniste. Peron a essayé de combiner une politique bourgeoise avec certaines mesures de progrès que les bourgeois n'ont pas voulu prendre. C'est déjà ce qu'il avait voulu faire en 1946, mais maintenant, ce n'est plus possible. Le gouvernement grec sent lui aussi que pour freiner la révolution, il doit contenir la montée des luttes des masses leur très grande politisation. En effet, bien que le poids du prolétariat soit très petit, il y a en Grèce une très grande politisation et un immense désir de progrès. Bien qu'il n'y ait pas eu de grands mouvements paysans organisés, la paysannerie, stimu-

lée par les luttes des pays environnants, exerce une très grande influence dans ce processus. La Bulgarie par exemple était un pays agricole, un pays de bergers, tous les pays qui entourent la Grèce étaient en majorité agricoles. Maintenant la Bulgarie exporte des machines et elle envoie des techniciens et des experts en Amérique Latine pour enseigner le fonctionnement de ces machines. Il y a par exemple au Mexique une mission bulgare chargée d'installer des machines. Ces mêmes bulgares étaient des paysans depuis des siècles! Il y a en Grèce une équipe militaire et paysanne qui voit ce progrès et qui se dit: nous pourrions vivre mieux! Ces exemples ont une influence culturelle et politique très grande sur l'élévation de cette équipe.

A l'échelle mondiale, tout le processus tend à stimuler, affermir, élever l'équipe qui pense de cette façon. Ce n'est pas qu'elle veuille faire la révolution ni encourager le prolétariat à intervenir, mais elle se rend compte que pour progresser, elle doit s'allier à la fois avec le prolétariat et la paysannerie. C'est un phénomène nouveau. Le gouvernement militaire se rend compte qu'il doit chercher des alliés. Il cherche et il cherchera à éviter tout engagement, toute dépendance pour tenter de dominer, mais il n'a pas d'autre issue. Le gouvernement voit que pour progresser il doit en passer par là. Les militaires grecs ne sont pas allés en Chine simplement pour voir Mao Tsé Toung. Ils y sont allés pour mettre sur pied un programme économique, ce qui indique bien la tendance de ces gens-là.

Pendant ce temps, l'autre secteur de l'armée appelle la bourgeoisie à intervenir en appelant Karamanlis. Quand la junte invite Karamanlis à rentrer en Grèce, c'est parce qu'il y a une lutte d'orientation et de direction politique, sinon elle n'aurait pas besoin de lui. La junte fait appel aux mouvements de base bourgeoise pour les affronter à ce nouveau courant dont le poids se développe dans l'armée et qui va s'attirer l'appui des ouvriers et des paysans. Ce secteur cherche à réaliser un front pour l'opposer à un autre front. Si l'équipe gouvernementale n'avait pas de rivaux, pourquoi appellerait-elle Karamanlis? C'est le gouvernement qui impose, qui dicte ses conditions. En appelant Karamanlis, ils disent à la bourgeoisie: « si vous ne venez pas, c'est fichu, parce que d'autres forces vont donner une issue ».

Cette crise surgit dans le gouvernement grec au moment de passer à l'organisation concrète des formes et des structures sociales du progrès économique. Du point de vue bourgeois, il n'y a pas de solution. Faire appel à Karamanlis est un recul, une stagnation. Cela ne répond à aucune nécessité. Quelle politique économique peuvent-ils faire dans ce cadre? Ils peuvent faire des investissements, construire une

usine ou deux, ils peuvent améliorer l'exploitation agricole, ce qui peut intéresser un grand nombre de gens, ils peuvent mécaniser le travail agricole. Mais pour cela, ils doivent réaliser une transformation qui, à son tour, va créer des conditions de développement qui vont se retourner contre eux. Il faut bien voir que c'est un processus nouveau. Les militaires grecs sont passés de la monarchie à la république en liquidant le roi. Ils l'ont payé très cher, mais ils l'ont liquidé! Ils ne voulaient pas du tout faire la révolution, mais maintenant ils se divisent en deux courants. L'un, celui de Makarezos cherche un appui dans la classe ouvrière, ce qui ne veut pas dire qu'il ait l'intention de faire un parti anti-capitaliste et révolutionnaire. Mais pour développer l'économie, il n'y a pas d'autre solution que de s'allier avec la classe ouvrière. Il n'y a pas d'autre issue en Grèce. Ou bien c'est la politique du grand capital qui ne permet aucun développement du pays, ou bien c'est une politique qui justifie l'appui des ouvriers, des paysans et de la petite-bourgeoisie, c'est-à-dire une politique d'étatisations et de planification. Il n'y a pas d'autre solution. C'est pour cette raison que le Parti Communiste est paralysé, complètement défait, parce qu'il voit bien que le processus se développe comme ça, mais cela les choque dans toutes leurs conceptions, leurs traditions, leur éducation. Ils sont choqués!

Tel est le processus en cours en Grèce et qui reçoit l'influence mondiale. Le plus important est d'avoir clairement cette conception de ce qui se passe actuellement et des perspectives. Celles-ci ne sont pas d'applications immédiates, mais elles ne sont pas non plus à très long délai. Il y a une lutte très grande entre les militaires et ils ont une peur épouvantable. Papadopoulos est en pleine panique. Et cependant, Makarezos est allé en Chine et ils ont dû le lui permettre. Il a fait du commerce avec la Chine et on lui a permis, à son retour, de faire des déclarations qui sont tout un éloge des Chinois et de l'économie chinoise. Il a déclaré: « Regardez les Chinois, ils n'avaient rien et regardez maintenant où ils en sont! Pourquoi n'en ferions-nous pas autant? » Evidemment, les militaires grecs n'ont pas un parti comme celui des Chinois. En Chine, il y avait un Parti Communiste, un parti révolutionnaire. Mais les secteurs qui en Grèce cherchent à apprendre comment progresser ont besoin d'adopter des formes, des structures économiques et de propriété que le capitalisme ne peut pas leur fournir. Au Pérou, Velasco Alvarado a commencé par dire: « Nous ne sommes ni communistes, ni capitalistes », et ils ont pris une série de mesures qui effectivement n'étaient ni communistes, ni capitalistes. Maintenant, ils mettent l'accent sur le fait qu'ils ne sont pas capitalistes, et ils ajoutent « ni communistes non plus ». Communistes non plus signifie une distance qui reste à parcourir, par contre, le gouvernement péruvien affirme maintenant son caractère anti-capitaliste. Il ne dit plus qu'il est contre le communisme, mais il rappelle: « Du communisme nous avons l'expérience de Staline ». Voilà ce que disent les généraux qui n'ont eu aucune au-

L'INFLUENCE DES ETATS OUVRIERS

Aucune discussion au sein de la junte ne peut plus avoir lieu sans la participation des masses. Celles-ci vont intervenir. C'est la raison pour laquelle la junte a remis tout le monde en liberté. Ce n'est pas une attitude héroïque de sa part, c'est une mesure destinée à essayer de redonner une certaine confiance et à permettre à la bourgeoisie de décider vers où aller. L'accord réalisé a pour but d'empêcher que l'aile gauche ne canalise cette situation en sa faveur, mais ils ne peuvent pas la supprimer. Makarezos n'a pas été écrasé, ce n'est pas vrai. Il a été battu dans la dispute intérieure mais les autres n'ont pas de perspectives. La Grèce est entourée

la crise capitaliste en Grèce

J. POSADAS

tre préparation antérieure que celle du capitalisme.

Makarezos voit que point de vue capitaliste la Grèce ne peut pas supporter la concurrence avec le Marché Commun Européen ni avec le capitalisme mondial. Il cherche la Grèce ne peut pas supporter la concurrence avec le Marché Commun Européen ni avec le capitalisme mondial. Il cherche le moyen de développer l'économie et le pouvoir capitaliste. Il s'oriente donc à chercher une solution de remplacement qui, sans les placer dans la dépendance du prolétariat, permettrait de faire appel à celui-ci et de l'intéresser à intervenir. Toutes les libertés qui ont été rétablies sont le produit d'un accord entre la tendance Makarezos et les autres. C'est en même temps le résultat d'une nécessité de donner certaines garanties pour que le peuple intervienne, pour lui faire sentir qu'il peut manifester son opinion, faire pression au moyen de certaines luttes, de mouvements démocratiques sous le régime de Papadopoulos. Cet accord avait pour but de couper la voie à une solution type Makarezos ou une autre encore plus à gauche.

La conclusion qui surgit de manière évidente de l'analyse de la situation en Grèce, c'est l'échec d'une solution strictement capitaliste réactionnaire que cherchait à imposer la tendance qui s'appuyait et s'appuie sur Papadopoulos. Cette tendance a cherché à négocier jusqu'au bout avec la grande bourgeoisie et en particulier avec Karamanlis. Ils ne peuvent pas concilier parce que les intérêts économiques de la grande bourgeoisie ne coïncident pas avec les objectifs de cette junte.

La junte veut prendre des mesures économiques de développement, réaliser des investissements, des accords, trouver un marché mondial, et elle ne peut pas le faire avec le roi, les vieux secteurs militaires, les politiciens et les économistes dépendants de l'ancienne bourgeoisie féodale et semi-féodale et de l'oligarchie. Il n'est pas possible de restructurer l'économie sur cette base. Il se crée donc un vide dans la vie économique de la Grèce que la junte ne peut remplir qu'à travers une dispute et une lutte entre ses secteurs pour arriver à un accord, une déclaration, qui soit, en même temps un éclaircissement des mesures qu'elle compte appliquer et du régime économique dans lequel elle se place. En attendant, il y a les masses, le peuple, les Etats ouvriers. La junte ne peut donc pas mener cette discussion dans la tranquillité, la passivité, le vide de l'histoire. Elle doit discuter en pleine effervescence, en plein développement mondial de la révolution, alors que les masses tendent partout à intervenir, même si elles ne trouvent pas de direction, ni au sein du Parti Communiste, ni dans aucune autre organisation du mouvement ouvrier. Grâce à leur propre expérience dans le camp syndical, les masses cherchent à pousser et à remporter des succès comme ceux qu'à obtenu le syndicat du bâtiment ou d'autres. Le prolétariat transmet cette volonté au reste de la population et en particulier aux paysans.

OUVRIERS ET DE LA TURQUIE

de trois Etats ouvriers et par un autre pays, la Turquie, dans lequel est en cours un processus de désintégration du système capitaliste. Cela ne veut pas dire que la situation est réglée en Turquie, mais c'est un processus de désintégration dans lequel tous les assassinats qui ont été commis ne sont pas parvenus à intimider les masses. Dès qu'elles ont pu se prononcer, elles ont donné leur appui au Parti Républicain Populaire. Il faut tenir compte du fait que la Turquie a donné au mouvement ouvrier une série de héros. Les jeunes, les étudiants, ont réalisé des actions héroïques : c'était une folie car ils ne pouvaient pas obtenir grand-chose, mais ils voulaient montrer leur indignation et leur haine en-

vers la junte militaire, contre les assassins. Quand les étudiants et les jeunes ouvriers réalisent de telles actions, il faut en tenir compte, car ils expriment le sentiment national. Voilà ce qu'est aujourd'hui la Turquie, son sentiment national. Deux ans après ces affrontements, le Parti Républicain Populaire progresse de 25 %. Il faut tenir compte en outre des lois qui limitent le droit de vote. Si les jeunes avaient le droit de vote à 18 ans, en Turquie comme dans presque tout le monde, le Parti Républicain Populaire aurait eu le double de voix. En outre, il y a plus d'un million d'ouvriers turcs à l'étranger : s'ils avaient voté, le Parti Républicain Populaire aurait eu encore beaucoup plus de voix.

Papadopoulos recherche l'appui de la grande bourgeoisie, de certaines tendances liées à la petite bourgeoisie, aux ouvriers et aux paysans, il recherche l'appui de Papandréou pour donner au débat le sens d'une discussion et d'une lutte démocratique au sein du système capitaliste et de convaincre le grand capital qu'il doit admettre une opposition. En fait, ils veulent structurer la révolution démocratique bourgeoise sans révolution, tel est le fond de ce qu'ils veulent faire. Ce n'est pas possible. S'ils ne développent pas l'économie, le pays, s'ils ne permettent pas le développement social, les conquêtes, le droit démocratique des masses de lutter pour conquérir des revendications, la lutte de classes et révolutionnaire va s'aiguïser. L'attitude de Makarezos correspond à cela et la déclaration de Markezinis reflète cette même attitude. C'est un processus qui commence à se développer. Rien n'a été écrit là-dessus. Les socialistes publient une revue, qui est de Papandréou, qui joue un rôle de centre dans lequel on peut discuter : il y a lieu pour une opposition socialiste mais non révolutionnaire. La bourgeoisie cherche à contenir parce qu'elle y sent un danger. Si on laisse faire Papandréou, et s'il y a un certain développement de l'économie, on peut obtenir des investissements et le marché intérieur peut permettre de développer pas mal de choses et alors, des tendances révolutionnaires vont surgir. Immédiatement ! Et ce n'est pas l'armée qui va pouvoir les contenir parce qu'elles vont se développer sur la base de l'expérience acquise par l'avant-garde ouvrière, petite-bourgeoise et, en partie, paysanne, qui ont fait la guérilla. Ces tendances vont essayer de rechercher

LES LUTTES OUVRIERES ET LA NECESSITE DE DEVELOPPER L'ECONOMIE GRECQUE

Il est maintenant dans la pensée universelle que pour progresser il faut développer une économie qui soit au service du pays. Le pays ce n'est pas la bourgeoisie. Pour les pays arriérés, pour le monde entier, la bourgeoisie n'est pas le pays. Le pays ce sont les masses pauvres, les paysans, la petite bourgeoisie. Cette conception du pays représente un progrès. Quand le grand capital, la bourgeoisie et l'impérialisme commandaient, quand ceux qui investissaient l'argent dirigeaient, le drapeau était leur expression à tous, le sentiment du pays c'était eux. Maintenant les gens disent : "Non ! Le pays c'est nous ! Alors c'est nous qui allons développer le pays !" Développer le pays signifie développer l'économie de manière à tenir compte des intérêts de la population.

La Somalie, qui n'a rien, est avec le Yémen du Sud parmi les pays socialement et politiquement les plus avancés, même par rapport à l'URSS et les Etats ouvriers. Economiquement ils sont infiniment en retard, mais c'est là qu'existent les meilleures relations communistes, les meilleurs sentiments, les meilleures activités et rapports communistes. Ce sont les vités et rapports communistes. Ce sont les plus riches.

Il faut tenir compte du fait que le capitalisme peut venir en aide à la junte et à la bourgeoisie grecque, mais ce qu'il peut faire est bien peu. Ce n'est que dans un

une solution semblable à celle de Bulgarie d'Albanie et de yougoslavie, et à celle qui va se développer bientôt en Turquie.

Tout le processus mondial tend à renforcer les courants, les secteurs qui recherchent une tendance non capitaliste et le progrès de l'économie. Pas un seul pays arriéré ne peut se développer économiquement et socialement dans le système capitaliste. Pas un seul ! La bourgeoisie, l'impérialisme, peuvent y prendre le pouvoir mais ils ne peuvent pas développer le pays. La concentration mondiale du capital dans les sociétés dites multinationales, la concentration de la grande et de la moyenne production, la préparation de la guerre enlèvent toute marge à la concurrence des pays arriérés. Ils ne peuvent pas supporter la concurrence. Pour le faire, ils doivent développer une économie qui, sans être fermée au marché mondial, doit tenir beaucoup plus compte du marché intérieur et de la production pour la consommation interne, de manière à attirer les masses. Aucune économie capitaliste ne peut réaliser cela. Le capitaliste peut réaliser de grands investissements pour créer des produits de grande consommation, mais il a besoin nécessairement d'exporter, de concurrencer le reste du marché capitaliste. Il doit importer des machines, investir pour s'installer : c'est une dépense que le capitaliste ne réalise pas sans la perspective de récupérer ses fonds à bref délai. L'impérialisme n'a pas intérêt à de tels investissements. Les pays arriérés ont toujours été et sont pour lui des fournisseurs de matières premières, des centres d'investissements de capitaux, c'était le cas des pays arriérés d'Europe comme la Grèce, la Turquie et l'Espagne, d'Amérique Latine, d'Afrique et d'Asie. Cette situation continue mais maintenant le capitalisme n'investit plus. Il sent que s'il investit de grandes quantités de capitaux, il court le risque qu'on le lui enlève. En investissant, il développe les classes prolétariennes et petites bourgeoises qu'il ne contrôle plus, qu'il ne domine plus. Il ne peut plus créer une aristocratie ouvrière au sein du prolétariat. Il ne peut plus non plus se faire des agents dans la petite bourgeoisie comme il le faisait avant, avec des bourses, des concessions, en les formant comme techniciens, gérants, administrateurs, planificateurs de l'économie, membres de l'université. Il ne peut plus développer de tels secteurs en espérant qu'ils resteront à son service : il les forme, ils se développent et ils deviennent révolutionnaires !

pays arriéré et sans perspectives qu'un armateur comme Onassis peut avoir un tel pouvoir. Ce n'est plus de cette époque. Qu'un armateur qui dispose de millions soit le centre de l'économie du pays, indique son retard immense. Il ne faut pas oublier que la Grèce à ses côtés la Yougoslavie, la Bulgarie et l'Albanie, trois pays qui étaient au-dessous du niveau de la Grèce. Il faut voir où ils en sont maintenant. Cela pèse en Grèce et en Turquie aussi, et cela pèsera de plus en plus à mesure que le processus mondial avance irrésistiblement : cette situation pèse sur les intellectuels, la petite bourgeoisie, les militaires. Papadopoulos se hâte de dire aux capitalistes : "Venez et investissez ! Donnez confiance à l'armée en investissant, sinon elle va s'en aller de l'autre côté !" Mais les militaires sont de plus en plus attirés de l'autre côté parce qu'ils voient qu'il n'y a pas de perspectives de développement capitaliste.

L'influence du processus mondial va peser lourdement en Grèce. Les récentes luttes des syndicats, très importantes, les conquêtes réalisées et les concessions faites par le gouvernement indiquent que ce dernier cherche l'appui, le consentement des ouvriers pour une issue bourgeoise, mais que dès que ceux-ci ont vu la plus petite occasion de s'exprimer, ils l'ont fait. C'est le cas de la grève des tramways : le gouvernement a concédé des au-

guementations, la police a arrêté certains dirigeants, ils ont été libérés et la grève a continué. Et il faut tenir compte que cela ce passe dans le secteur des tramways et des autobus qui, dans de nombreux pays, n'a pas beaucoup d'importance, mais qui en a beaucoup en Grèce. Il a de l'importance parce qu'il exprime l'opinion publique des ouvriers, des paysans et des petits bourgeois. Dans d'autres pays, ce sont les métallurgistes qui jouent ce rôle, mais en Grèce, étant donné la petitesse du pays, et le faible développement de l'économie, un syndicat bien que petit a une plus grande importance. Demain, ce sera différent, mais aujourd'hui, cette lutte a cette importance politique : elle signifie que le prolétariat n'est ni intimidé, ni désorganisé. Relativement, il continue à se battre. Pas dans son ensemble, mais il se bat : les tramways, le bâtiment, ont fait des grèves et obtenu des triomphes. Les secteurs du prolétariat qui ont un poids dans l'économie du pays et dans ses relations économiques, comme c'est le cas des transports, sont intervenus en profitant de leur situation pour faire pression et progresser. Par contre, ni communistes, ni socialistes, ne sont intervenus dans ce processus.

En Grèce, les communistes ont démontré qu'ils ne comprennent pas le cours de la junte militaire. Ils sont restés, dans la discussion, au niveau des critiques à la junte, sans prévoir que celle-ci ne pourrait pas rester au pouvoir sans développer l'économie, et que, pour ce faire, il lui faudrait liquider la dictature. Les communistes n'ont pas prévu cela, et pourtant, nulle part dans le monde, une dictature ne peut se maintenir dans ces conditions. Van Thieu lui-même ne se maintient pas parce que c'est une dictature : il reste au pouvoir parce que derrière lui il y a les yankees avec la bombe atomique. Tout seul, il tomberait.

Les Partis Socialistes, mais surtout Communistes, n'ont pas su le comprendre, et les divergences et les dissidences qui se produisent chez eux en sont le produit. Ils n'ont pas compris le processus intérieur. S'ils l'avaient fait, il n'y aurait pas une telle désintégration, une telle crise, et la formation de deux partis communistes et de quatre directions. Les communistes n'ont pas participé à ce processus de lutte intérieure dans le camp bourgeois, dans lequel une tendance qui veut sauver le régime capitaliste n'a pas d'autre solution que d'affaiblir la structure bourgeoise. Le devoir de tout parti de la classe ouvrière, sans se rendre complice, est d'aider à la décomposition de l'appareil bourgeois. Cela ne veut pas dire appuyer la junte ou lui donner un soutien : il s'agit de maintenir un fonctionnement de lutte pour appuyer une tendance et ne pas la mettre en difficulté, sans se soumettre à elle, et tout en développant la lutte pour les revendications démocratiques. En agissant ainsi on avive la lutte inter-bourgeoise. On aiguise sa crise en la comprenant au lieu de condamner en bloc, comme le font les communistes en ne voyant là qu'une dictature. Les communistes n'ont pas su comprendre que ce n'était pas simplement une dictature, qu'il y avait une tendance d'où est sorti un Makarezos. C'est pourquoi les communistes se sentent aujourd'hui isolés et sans politique, et ils vont rester comme ça encore longtemps.

Nous devons intervenir dans la crise du Parti Communiste en cherchant à approfondir notre argumentation. Il faut leur montrer que les choses sont comme ça et qu'ils se sont trompés, parce qu'ils n'ont pas de méthode et parce qu'ils n'ont pas préparé leur parti pour prendre le pouvoir. Ils voient une dictature dans tout mouvement militaire parce qu'il leur fait concurrence : ils croient que de cette manière ils vont avoir l'appui des masses, du prolétariat, et même de certains secteurs de la bourgeoisie comme Karamanlis. Ce Karamanlis que la junte militaire appelle pour en faire son allié est le même dont «l'Humanité» et «l'Unita» ont fait l'éloge en disant : «Bien sûr c'est un droitier, mais c'est un démocrate...!»

(Suite page 4)

Il faut discuter avec les communistes en leur montrant que leur crise est due au fait qu'ils n'ont pas compris la désintégration que signifiait pour la bourgeoisie la chute du régime monarchique. S'ils avaient compris, ils auraient affaibli la junte en aidant à développer en son sein une aile nationaliste qui recherchait l'appui du mouvement ouvrier et paysan. Agir ainsi ne signifie pas appuyer un secteur militaire, mais seulement ne pas lui créer de difficultés, tout en continuant à lutter pour les revendications démocratiques, pour les étatisations, pour le contrôle ouvrier, pour l'échelle mobile des salaires et des heures de travail, pour l'étatisation des entreprises, pour la réforme agraire et pour le développement des relations commerciales avec les Etats ouvriers. Telle est la discussion à faire avec les communistes. Il faut appeler à une discussion pour réaliser un front unique de tous les partis et tendances ouvrières afin de présenter une candidature ouvrière si des élections ont lieu pour un gouvernement démocratique. Il faut se présenter à ces élections avec un programme de revendications du mouvement ouvrier, de développement du droit démocratique des masses, d'étatisation, de planification et de commerce avec les Etats ouvriers. Telle est l'activité générale à mener. Il faut combiner cette tâche avec une analyse du processus mondial de la révolution en montrant que le cours mondial de la situation ne donne aucun appui, aucun aliment, aucune base de soutien à un gouvernement bourgeois. Le processus mondial tend à affaiblir l'ensemble de la structure du système capitaliste. C'est dans ce cadre qu'il faut placer toute analyse de la Grèce.

Entre autres choses, il faut montrer la Turquie, la Thaïlande et aussi l'Espagne. En Espagne, c'est la quatrième fois que le procès de Camacho est ajourné. Il y a longtemps qu'il aurait dû être condamné ! Même en Espagne il y a, dans l'armée, une tendance qui cherche à ne pas approfondir l'affrontement avec la classe ouvrière, afin de développer l'économie et d'es-

POUR LA REUNIFICATION DU MOUVEMENT COMMUNISTE EN GRECE

Il n'y a pas entre les deux Partis Communistes grecs une discussion basée sur un programme, une conception, un objectif de classe et une analyse des expériences historiques pour s'y baser, pour voir ce qu'il faut faire. Il y a beaucoup plus de disputes que de discussions objectives entre eux. Les deux Partis Communistes grecs doivent discuter objectivement et réunifier le mouvement communiste. Nous avons intérêt à la réunification du mouvement communiste grec.

Nous appelons à une discussion dans tout le mouvement ouvrier, communistes, socialistes, nationalistes, catholiques de gauche, pour faire un programme de mouvement syndical, pour un front unique toutes les tendances en y incorporant les paysans avec le mot d'ordre de révolution et réforme agraire, un programme de revendications pour poursuivre la lutte tandis qu'on tire les expériences de l'étape antérieure. Nous appelons les communistes à intervenir et à mener cette discussion. Il faut montrer aux camarades communistes qu'ils doivent bien voir que la rupture du parti n'a pas été due à des discussions programmatiques de classe. Il y a eu des divergences de positions, mais une divergence ne justifie pas une rupture. S'il y a une rupture, c'est parce qu'il y a un vide politique et programmatique. Il peut y avoir des divergences politiques pour telle ou telle raison, mais on reste unis par le programme, les objectifs, les méthodes. La divergence est alors occasionnelle et ne porte que sur un point. Une rupture de cette nature est le produit de l'absence de programme et d'objectifs conscients de classe. Nous appelons les communistes grecs à une nouvelle discussion et à appeler à l'unification du mouvement communiste mondial. Il faut discuter pourquoi la Chine et l'URSS sont séparés, pourquoi chaque Etat ouvrier à «sa révolution», pourquoi ils ne sont pas unifiés alors qu'il est nécessaire de planifier en commun leurs économies, leurs politiques, l'objectif d'avancer dans l'appui mondial à la révolution où qu'elle se développe, avec l'objectif d'écraser ce qu'il reste du système capitaliste. Il faut rejeter la conception selon laquelle le capitalisme pourrait accepter la coexistence pacifique. Le Vietnam, le Moyen-Orient, le Chili, montrent qu'il n'y a pas de coexistence pacifique. En ajoutant ces conflits

sayer de détendre la situation. Ce n'est pas un effet de la politique des Soviétiques qui les appelle à la détente. C'est l'obstination, la volonté de fer de la classe ouvrière qui les affaiblit tous. Si la classe ouvrière avait reculé, il n'y aurait pas eu la Thaïlande, la Turquie, et l'impérialisme aurait frappé. Le Moyen-Orient indique que l'impérialisme aurait non seulement donné l'avantage d'armes à Israël, mais il l'aurait poussé à envahir tous les pays arabes pour écraser la classe ouvrière et le prolétariat de ces pays, intimider la classe ouvrière et le prolétariat mondial et gagner la petite-bourgeoisie pour qu'elle appuie tout le plan de guerre de l'impérialisme yankee. La lutte des masses arabes a montré qu'en contenant l'impérialisme en Israël, ces masses jouent un rôle historique révolutionnaire immense. Les Soviétiques sont obligés d'intervenir : le fait que l'URSS ait dû le faire ouvertement au Moyen-Orient en affrontant les yankees le montre, et cela va peser beaucoup, énormément en Grèce. Il faut en discuter avec les communistes en leur montrant qu'ils n'ont pas analysé d'un point de vue marxiste, qu'ils ont fait une analyse sectaire qui, en outre, repose sur une conception fautive de la lutte de classes. Cela ne veut pas dire se soumettre à la junte, mais comprendre que, par rapport au roi, cette junte est plus favorable au développement de l'histoire parce qu'elle aiguise la lutte inter-bourgeoise, qu'elle affaiblit le système capitaliste. Les communistes ne l'ont pas compris, comme ils n'ont pas compris Velasco Alvarado quand il a fait son coup d'Etat militaire au Pérou, et comme ils n'ont pas compris le péronisme. Quand ce dernier a surgi, ils l'ont traité de fascisme, et maintenant, au bout de 25 ans, ils finissent par appuyer Peron, alors que celui-ci est resté le même : au contraire, jusqu'à présent, dans son second mandat, il en a fait moins que lors du premier, quand il avait nationalisé une série d'industries, ce qui avait affaibli le capitalisme en Argentine et dans toute l'Amérique Latine.

les uns aux autres, cela fait au moins 40.000 morts et s'il n'y en a pas plus, ce n'est pas une raison pour dire que cette politique est juste : il y a ces morts, ces assassinats, ces coups d'arrêt au processus de l'histoire. Si on avait renversé le système capitaliste, si on l'avait délogé de ses positions, il aurait fait la guerre atomique mais on l'aurait supprimé. Il vient de tuer 20.000 personnes au Chili, il en a tué autant dernièrement au Vietnam, au Moyen-Orient il assassine par milliers et maintient constamment prête une armée d'invasion. Cela indique bien que ce n'est pas la conciliation ou la détente qui conviendrait à l'impérialisme. Au contraire, on lui donne la possibilité de déchaîner la guerre locale ou générale à n'importe quel moment. Il n'y a pas de détente. Quand l'impérialisme fait des guerres locales, et partiellement générales comme au Vietnam, c'est parce qu'il en prépare d'autres plus grandes. Si l'impérialisme acceptait la détente, il mettrait fin à toutes les guerres, il cesserait d'envahir les pays, il se retirerait du Vietnam, du Moyen-Orient, il rappellerait toutes ses missions militaires en Amérique Latine qui sont autant de guerres à retardement, toutes préparées.

Nous appelons les camarades communistes à discuter. Nous ne sommes pas contre la détente si elle était possible, nous ne sommes pas contre la coexistence pacifique si elle était possible. Mais c'est le capitalisme qui prépare la guerre, qui la fait, c'est lui qui emploie la violence et nous nous défendons parce que nous n'avons pas d'autre moyen pour épargner des vies humaines, pour gagner du temps historique et empêcher ainsi que le capitalisme ne provoque encore plus de désastres. Il faut argumenter ainsi et montrer la nécessité d'un programme de front unique de tous les Etats ouvriers avec les partis ouvriers du monde entier, un front unique mondial anti-impérialiste. Il ne faut pas se limiter à une concurrence, à une déclaration : que cette conférence élabore un programme d'actions et de luttes économiques, syndicales et politiques, un programme qui appelle à l'action revendicative syndicale dans laquelle la base pour progresser consiste à déloger le capitalisme en l'expropriant, en étatisant et en planifiant sous contrôle ouvrier. Il faut préparer les forces politiques et militaires parce que l'impérialisme va

répondre localement et mondialement par les moyens militaires, par la guerre civile. Le Chili, le Moyen-Orient en sont la preuve.

Il faut tirer cette conclusion et en même temps gagner, progresser au maximum au moyen des luttes revendicatives, démocratiques, dans le système capitaliste, tout en préparant les organes des masses pour que ceux-ci soient prêts à se soulever quand la bourgeoisie manifesterait son intention de le faire. C'est une sorte de guerre préventive.

Il faut montrer fermement que pour toute une période le mouvement syndical en Grèce va avoir pour activité la réorganisation de la classe. En même temps les problèmes de revendications vont se poser de manière plus aigue. Si des élections ont lieu et que les socialistes y participent, ils vont obtenir beaucoup de voix. La classe va agir avec plus de confiance et d'assurance sur le terrain syndical, mais elle va chercher un instrument qui lui permette de s'exprimer de manière cohérente dans tout le pays et d'influencer toute la population.

Dans un processus comme celui de la Grèce, les partis politiques et les syndicats ont peu de poids. En raison de la répression, de l'insatisfaction que celle-ci a provoquée, des pressions, des tortures, des persécutions, les syndicats ont peu de poids, mais ils n'ont jamais cessé de fonctionner. Ils n'ont pas pu jouer leur rôle de centre de regroupement, d'opposition de classe à la bourgeoisie. Ils ont été son opposant de classe mais ils n'ont pas joué le rôle d'un centre de regroupement. Ils ont eu peu de poids. Au cours de cette nouvelle étape, ils vont se développer plus que les partis, parce qu'ils vont être le centre de réanimation du fonctionnement de la lutte de classes en Grèce. Nous disons bien réanimer, parce que cette lutte n'est pas morte. Elle va devenir plus active et cette situation va beaucoup sti-

muler la formation de courants, la discussion de tendances et l'apparition d'une gauche dans le Parti Socialiste. Si Papandréou rentre en Grèce, se présente aux élections, intervient dans les activités et développe un Parti Socialiste, il va créer un centre dans lequel les communistes vont se mettre. Du Parti Socialiste va surgir une tendance de gauche liée aux syndicats, et comme, de toutes façons, le parti de Papandréou ne va pas représenter les intérêts révolutionnaires de la classe, les gens vont chercher un autre centre pour s'exprimer : ce centre sera les syndicats. Il faut s'attendre à une réanimation et un développement des syndicats en Grèce. Il faut intervenir dans les luttes en combinant les revendications démocratiques et les revendications économiques : contrôle ouvrier, étatisations, échelle mobile des salaires et des heures de travail, contrôle ouvrier sur l'orientation des investissements afin que ceux-ci servent aux intérêts du pays, c'est-à-dire, les intérêts des masses, de la consommation. Il faut combiner les luttes pour les revendications démocratiques avec des alliances, un front unique, pour faire progresser de manière combinée ces revendications démocratiques avec un programme de développement économique qui comporte les étatisations, le contrôle ouvrier, les échanges avec les Etats ouvriers, et le progrès de l'étatisation et de la planification. Si dans le cours de ce processus apparaît un secteur de l'armée qui manifeste des tendances nationalistes et qui cherche à avancer, il faut appuyer toutes les mesures progressistes qu'il puisse prendre, tout en maintenant l'indépendance du mouvement ouvrier et en poursuivant la lutte de celui-ci pour ses revendications et pour un programme d'étatisations et de planification. Tel est l'objectif.

J. POSADAS.
24.10.73

Le progres de...

SUITE DE LA P. 1

réalité, quand elle propose qu'une loi interdise à l'armée d'intervenir en cas de conflit social. Même si le Parlement vote 50 lois comme celle-là, la bourgeoisie ne respectera pas sa propre légalité quand son pouvoir et sa propriété seront mises en danger. Elle cherchera à imposer un gouvernement "fort", un coup d'état, et toutes les dispositions du projet de loi actuel ont pour seul objectif de disposer d'une équipe militaire assez sûre pour réaliser ce coup de force. La gauche, le PSB, n'auront jamais le contrôle sur cette structure militaire capitaliste, même si un gouvernement de gauche parvient à s'installer en Belgique. C'est cela que montre le Chili.

D'autre part, il faut discuter que l'Union Soviétique et les Etats Ouvriers ne sont pas des "ennemis" de "la nation belge". En grande partie, la campagne faite par la bourgeoisie, par la droite socialiste, contre l'URSS, qui aurait envahi la Tchécoslovaquie comme une puissance militaire impérialiste, tend à mettre cette confusion dans le mouvement ouvrier en Bel-

gique, au sein de la gauche socialiste en particulier. Les intellectuels qui signent des manifestes "pour la Tchécoslovaquie libre et socialiste", font le jeu de la bourgeoisie dans ce sens, quelles que soient leurs bonnes intentions. Nous appelons les camarades socialistes de gauche, à incorporer dans la campagne contre l'armée de métier, la discussion sur les Etats Ouvriers, à montrer que par leur nature même, ils ne peuvent être impérialistes, chercher à conquérir et exploiter d'autres pays. L'armée belge ne doit défendre le pays d'aucun envahisseur. Elle existe fondamentalement pour défendre les intérêts de la classe capitaliste et pour empêcher la classe ouvrière, les masses d'imposer la solution socialiste à la crise actuelle.

Le seul fait pour la direction du PSB de devoir reporter la discussion sur le projet Van Den Boeynants est un point important de gagné pour la gauche. Pour faire triompher ses positions, il faut faire intervenir, avec toute leur force, l'opinion, la résolution, la décision des masses socialistes dans ce débat.

VIE DU PARTI

Dans la manifestation de solidarité avec la lutte du peuple chilien et contre Brasil-Export, notre Parti est intervenu avec une banderole portant les consignes suivantes :

- "FRONT UNIQUE MONDIAL ANTI-IMPÉRIALISTE !
- A BAS LA DICTATURE MILITAIRE AU BRÉSIL ET CHILI !
- VIVE LA LUTTE HÉROÏQUE DES MASSES CHILIENNES !
- RETABLIR LE GOUVERNEMENT D'UNITE POPULAIRE !
- NON A L'ARMÉE DE MÉTIER — DEHORS L'OTAN
- A BAS LE CAPITALISME ! LA GAUCHE AU POUVOIR !

Cette manifestation a exprimé la grande volonté de lutte contre l'impérialisme et le capitalisme des étudiants, des jeunes, des secteurs populaires qui veulent exprimer leur insatisfaction, leur rejet de la société capitaliste, leur aspiration à une société construisant des relations humaines fraternelles. Parmi les manifestants il y avait un très grand nombre de chrétiens, employés, étudiants, militants syndicaux. Toute l'énergie, la combativité exprimée par la manifestation ne porte pas seulement sur un objectif anti-impérialiste, de solidarité avec le peuple du Chili et du Brésil. Mais c'était la volonté de lutter contre le capitalisme et l'impérialisme en Belgique même. Pour cela, les mots d'ordre d'appui aux masses du Chili étaient unis aux cris contre l'OTAN, contre le projet de réforme de l'armée. Le front unique fraternel qui s'est formé dans la manifestation doit trouver le moyen de s'organiser dans toutes les luttes concrètes contre le capitalisme en Belgique.

Dans le but de faire avancer ce front unique, notre Parti adhère au "Rassemblement des Progressistes pour la Démocratie et contre l'Oppression", qui s'est formé dans la région de Charleroi avec la participation des partis ouvriers, des syndicats et des mouvements de jeunesse : P.S.B. — P.C.B. — M.O.C. — P.O.R (T) — J.C. — J.S. — Jeunesses Syndicales — F.G.T.B. — C.S.C. — M.J.T. — Femmes Prévoyantes Socialistes — Maison de la Paix — Infor. Jeunes.

LA CRISE DU CAPITALISME EN EUROPE, LA GRÈVE DES PETITS COMMERÇANTS EN FRANCE ET LA LUTTE DE CLASSES

11 novembre 1973

(Voir page 2)

J. POSADAS

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE



OUVRIERE

ORGANE DU

PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB 11e ANNEE 30 NOVEMBRE 1973 N° 200

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem.
de soutien 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

SOMMAIRE

- Editorial : Que le capitalisme paie sa crise!
Front Unique pour défendre nos salaires et nos droits démocratiques! p. 5.
- J. Posadas: La fonction de la cellule et la formation du militant comme dirigeant de la lutte pour le pouvoir et de la construction du socialisme (21.11.72 — extraits) p. 4
- Bolivie : Liberté pour Itala de Mamani Flores! p. 4

LE PROGRAMME POUR LA LUTTE POUR LA GAUCHE EN BELGIQUE

4.11.1973

J. POSADAS

La crise du capitalisme belge et sans solution. Aucun pays capitaliste ne peut surmonter sa crise, au moyen d'une augmentation de la production, de la productivité, de la consommation, des investissements. Il doit surmonter cette crise — inclus la crise économique — au travers d'une lutte très aigue, ou de la guerre. Dans le cours de cette lutte, la consommation diminue, l'inflation augmente. Sans doute peuvent-ils trouver des arrangements — et ils le font — grâce aux crises monétaires, aux emprunts, grâce à cette monnaie qu'ils veulent inventer pour fermer les fissures, boucher les trous terribles du système capitaliste. Cette monnaie permettrait à un pays d'entrer dans un marché, en décidant quelle monnaie il va présenter. C'est une escroquerie complète envers la production, et les petits pays qui vont en payer les conséquences.

Il se crée ainsi tout un processus d'instabilité dans le système capitaliste. Le capitalisme belge est un des plus instables. Cette instabilité ne s'exprime pas plus fort sur le plan économique, parce que le capitalisme belge a une productivité élevée, une bonne exportation d'armes, de charbon, de fer ; il produit et transforme une série de matières premières qui lui permettent de faire la concurrence. Il possède la "Société Générale", qui est un centre de domination de l'économie, concentrant des capitaux yankees, français, allemands et belges. Mais le manque de décision pour trouver une solution politique, rend le capitalisme conscient que cette situation ne va pas durer. C'est pourquoi il veut former une armée professionnelle. S'il en était autrement, cette armée n'aurait pas de sens, car elle coûte très cher. C'est une armée contre-révolutionnaire, une armée permanente de mercenaires.

Mais l'étape actuelle ne donne pas de conditions pour faire une armée permanente de mercenaires, parce que l'influence du développement de la révolution et des Etats ouvriers atteint toutes les couches de la sociétés et retient la couche de "lumpen". Cette couche était très

nombreuse à d'autres étapes de l'histoire. Maintenant, elle compte peu pour les capitalistes. Le capitalisme ne peut plus utiliser le "lumpen" comme avant. Il y a des chômeurs. Ceux-ci sont déclassés du fait qu'ils n'ont plus de situation dans la classe, mais ils se joignent à elle. C'est un facteur de plus qui augmente la faiblesse, l'instabilité du système capitaliste. Cela permet de gagner des délais historiques et de compenser la faiblesse due à l'absence de direction. Il manque une direction capable de profiter de la crise du capitalisme pour donner une issue anti-capitaliste, au moyen des luttes syndicales, ou de la grève générale, pour préparer la prise du pouvoir, s'y préparer, en s'adressant à l'armée et en gagnant une partie de celle-ci.

Il existe une crise terrible du capitalisme, et de toutes les directions. Celle-ci ne s'exprime pas plus, parce qu'il n'y a pas encore de grand mouvement. Mais le prolétariat d'Anvers a déjà démontré cette crise. En persistant dans sa grève il a dit : "nous avons raison ! nous allons continuer !". Il a stimulé et organisé la résolution de faire la gauche. Il faisait un appel au prolétariat belge et du reste d'Europe, lui faisant voir les conditions qui existent. Ce n'est pas un fait nouveau. Le mouvement ouvrier a déjà mené des dizaines de mobilisations qui ont été conduites par les ouvriers du port, du fait des conditions plus faciles dans lesquelles ils se trouvent. Il y a eu plusieurs fois des actions communes, des sabotages contre le capitalisme, une opposition au chargement d'armes pour le Vietnam, ou au déchargement du cuivre contre le Chili.

Ni les socialistes, ni les communistes, ni les catholiques, ni les groupes flamands ou wallons ne donnent une réponse à la nécessité d'organiser un programme de gauche pour le prolétariat belge. Celui-ci est sensible, en outre, aux efforts que fait le prolétariat immigré et il en est influencé.

Le prolétariat immigré, considéré comme un protégé par les organisations syndicales belges, est en train d'impulser le prolétariat belge pour qu'il avance. Il

recueille les influences de la révolution et développe un sentiment de très grande résolution. Il intervient très bien et pèse sur le prolétariat belge par son attitude, sa conduite, sa résolution inaltérable.

Il influence le prolétariat belge, français, allemand aussi — quoique dans une mesure moindre dans ces cas, parce que ces derniers ont eux-mêmes un poids social plus grand —. Une preuve déterminante en est que le prolétariat immigré, ne s'adapte pas au capitalisme, ne se laisse pas corrompre, il ne sert pas de support au patron contre les ouvriers belges. Pas un seul ouvrier immigré n'agit ainsi ! Cela veut dire que le prolétariat immigré vit les problèmes mondiaux, en tant que classe. Ceux qui, lorsqu'ils sont arrivés en Belgique, n'étaient pas encore incorporés à la lutte de classes active du fait de leur jeune âge, rejoignent tous cette lutte. La preuve en est que des jeunes garçons de 15, 16, 18 ans, qui commencent à travailler, sont, d'emblée, communistes, socialistes ; ils sont tous de gauche. Aucun ne cherche à faire carrière. Le capitalisme n'a pu en attirer aucun. Tout le monde intervient immédiatement : communistes, socialistes, gauchistes, catholiques de gauche.

Une des conditions favorables, en Belgique, pour organiser la gauche, réside dans le fait qu'il y a déjà une structure apte pour y parvenir. Il faut compter sur ce processus, il faut le dominer. Une bonne domination permet de comprendre avec assurance comment on peut influencer le processus, comment on peut rapprocher les étapes. Elles ne se rapprochent pas encore en Belgique, par contre dans le reste du monde, oui.

Le capitalisme n'a pas la possibilité de se stabiliser. Cette crise va continuer. La haute finance veut se soumettre les partis socialiste, catholique, libéral, les communistes, les wallons, et elle n'y parvient pas. Elle doit les utiliser tous. Mais à leur tour, ces partis ont derrière eux des masses qui ne veulent pas se soumettre, ils doivent leur donner une réponse. Les masses veulent améliorer leur sort, elles voient que le monde va vers le socialisme.

Il faut considérer que cette crise empêche le capitalisme de se stabiliser. Par conséquent, la gauche est toujours, et de plus en plus, nécessaire, tant dans le camp syndical que dans le camp politique. Il faut appeler à la formation d'une gauche dans le Parti Socialiste, dans le Parti Communiste, dans les partis fédéralistes, dans chacun des partis qui a des liens avec la classe ouvrière, la petite-bourgeoisie, la paysannerie. La nécessité d'appuyer la gauche, implique une lutte conséquente pour les revendications du prolétariat, pour de meilleures conditions de travail, de vacances, pour la stabilité de l'emploi, l'augmentation des salaires, l'échelle mobile des salaires, et en même temps, un programme d'étatisations, de progrès technique, scientifique qui profite aux masses, et non au capitalisme.

La gauche répond à une nécessité logique, dans le camp syndical comme dans le camp politique. Il faut argumenter pourquoi il faut que la gauche ait une politique défendant avec intransigeance l'intérêt des masses, le développement du pays par les étatisations. Il faut faire un front unique entre les syndicats et les partis ouvriers, avec un programme commun. En même temps il faut défendre les droits démocratiques, rompre le fonctionnement bureaucratique du syndicat, et établir un programme d'intervention, en se basant sur la révocation des mandats des délégués syndicaux : les délégués doivent défendre le programme qui surgit du syndicat, de l'usine, des sections. Le délégué est responsable devant sa section, il doit répondre au mandat que sa section lui a donné. Il faut rompre le secret des discussions imposé dans les conseils d'entreprise. Quel secret ? C'est le secret professionnel du capitalisme ! Le délégué est responsable devant sa catégorie, son usine, sa section ; c'est son secteur qui doit décider ce qu'il doit faire, ou bien, dans le cas d'une revendication partielle, la section, l'atelier. Il faut appeler au front unique des partis et des syndicats ; avec un programme dont la base essentielle doit être la suivante : non à une

(Suite page 5)

LA CRISE DU CAPITALISME EN EUROPE, LA GRÈVE DES PETITS COMMERÇANTS EN FRANCE ET LA LUTTE DE CLASSES

11 novembre 1973

J. POSADAS

Le capitalisme européen se prépare à affronter globalement le prolétariat. C'est la raison pour laquelle les « Neuf » ont voté la proposition de Giscard d'Estaing de blocage des salaires. C'est proposition a pour but de réglementer la lutte des capitalistes européens entre eux, de la contenir, pour arriver à un accord sur les prix au dépens des masses, des petits commerçants, de la petite-bourgeoisie. Giscard d'Estaing cherche à réduire les disputes, à mettre fin aux aspects les plus aigus de l'affrontement entre eux, afin que le capitalisme puisse consacrer ses forces à affronter le prolétariat, en essayant de l'écraser socialement. Il faut prévoir que de grandes luttes vont avoir lieu pendant toute la prochaine période, non pas dans tel ou tel pays, mais dans toute l'Europe. Et il va se mêler à ce processus la consigne d'Etats-Unis Socialistes d'Europe, qui est un mot d'ordre contre le Marché Commun européen.

La discussion des "neuf" sur le blocage des prix et des salaires, bien qu'elle n'ait pas abouti à des discussions définitives, a pour but d'affronter le mouvement ouvrier. Le capitalisme prépare une tentative d'épreuve de force globale avec le prolétariat en Europe, parce qu'en fait le blocage des prix et des salaires n'est que le blocage des salaires. Le grand capital dispose de mille moyens pour éluder le contrôle des prix. Par contre, les salaires sont effectivement bloqués pour le prolétariat puisque le patron ne paie pas.

Le mot d'ordre central à agiter pour faire face à cette situation, pour lequel il faut se battre et tâcher de l'appliquer dès aujourd'hui, c'est l'échelle mobile des salaires liée à l'échelle mobile des heures de travail, en y ajoutant que toute conquête due au développement de l'industrie et de la technique, qui fasse progresser la production, doit être appliquée au bénéfice des masses, en réduisant les heu-

LA GUERRE AU MOYEN-ORIENT EXACERBE LES CONTRADICTIONS INTER CAPITALISTES

Il faut tenir compte du résultat des quatre élections partielles en Angleterre, qui sont un test ou une partie. Dans trois zones s'unissent, parce que l'impérialisme ne les conservateurs gagnait auparavant, ils ont perdu cette fois-ci brutalement et les libéraux ont gagné. Il s'agit de zones très bourgeoises. Dans la troisième les conservateurs ont gagné à (1). Ce n'est pas seulement un changement parce que c'est une région aristocratique. Dans une autre région encore où les travaillistes gagnaient dans le passé, c'est un nouveau parti qui a gagné, le Parti de la Révolution Ecossoise. Ce n'est pas que les travaillistes aient perdu des voix. Les nationalistes écossais, qui dans le passé donnaient leurs voix au Parti Travailleur, se sont prononcés pour ce nouveau parti. Les travaillistes marquent un recul, mais le camp de l'opposition au système capitaliste ne perd pas de voix, puisque ce Parti Nationaliste écossais mène une activité syndicale et sociale très importante, en posant une certaine division de la Grande-Bretagne, mais en s'attaquant aussi à la reine. Ces votes pour ce parti sont des votes pour la gauche. Ce n'est donc pas une défaite des travaillistes, mais un partage des voix dans le camp travailliste. Par contre, c'est une défaite réelle pour les conservateurs dans les trois des quatre circonscriptions. Ils n'ont conservé leur siège que dans une seule, et encore, avec moins de voix que celles qu'ils avaient avant, et c'est une zone aristocratique: les travaillistes et conservateurs ont perdu des voix, seuls les libéraux en ont gagné. Pour le camp capitaliste, c'est un reflux constant, consistant. La petite bourgeoisie passe du côté des travaillistes ou des libéraux ou s'abstient. Dans toute l'Europe, il en est de même.

Il faut prévoir le cours que va suivre ce processus, cours qui est lié au problème du Moyen-Orient et à la crise aux Etats-Unis, qui est assez grande. La crise du Moyen-Orient est un très grand coup porté à l'ensemble du système capitaliste. Elle a obligé l'impérialisme à changer en pleine marche et à chercher de nouveaux points d'appui pour contenir l'entrée en

laissées intimider. Bien que la direction égyptienne ait trahi une fois de plus, les masses ne sont ni écrasées, ni abattues. Toute cette situation aggrave la crise de l'impérialisme et celui-ci en déverse les effets sur l'Europe.

L'impérialisme yankee doit écouler ses excédents agricoles, qui sont immenses, mais s'il le fait, il ruine toute la production agricole du continent en introduisant des tomates, des légumes, du blé, des œufs, du lait, du beurre, à la moitié de leur prix en Europe.

Bien que la consommation de beurre soit relativement basse en Europe, il y a des excédents bruts de plusieurs milliers de tonnes, qui ont été vendus à l'U.R.S.S. à la moitié de leur coût de production. C'est à la fois un moyen de se débarrasser des excédents, mais c'est également un moyen de commercer avec l'Etat ouvrier, ce qui révèle la situation angoissante, à tout point de vue, du capitalisme. S'il se sentait fort, il ne ferait pas un tel accord commercial, parce qu'il y perd: il affaiblit son marché intérieur et renforce, affirme, les secteurs essentiels, les secteurs les plus puissants du capitalisme, aux dépens des petits et des moyens capitalistes. Le capitalisme, affaiblit socialement son propre marché, sa propre composition de classe, mais il n'a plus d'autre solution.

Il faut prévoir que le capitalisme va suivre, en Europe, un cours globalement dirigé contre les masses. En tout cas, la décision est globale au niveau des intentions et des plans des directions capitalistes, mais il n'existe pas entre elles un accord suffisant pour que l'accord nécessaire puisse être global. Les situations ne sont pas identiques en Allemagne, en Belgique, en Angleterre, en France et en Italie. A bref délai chacun de ces gouvernements va montrer qu'il n'y a pas unanimité entre les capitalistes européens pour engager cet affrontement: chacun doit faire face à une crise différente, chacun est pressonné par les masses de son propre pays.

LA GREVE DES PETITS COMMERÇANTS ET LA PREPARATION DE LA GREVE GENERALE EN FRANCE

Il faut comprendre le degré atteint par la crise de la société capitaliste. Quand Maire (Secrétaire Général de la Centrale syndicale française CFDT) doit parler contre le capitalisme avec une telle assiduité, sans formuler de propositions programmatiques, il démontre quel est le sentiment d'une très vaste couche de petits commerçants et de l'ensemble de la population. Si cette dernière n'avait pas été solidaire avec les petits commerçants, cela aurait provoqué une crise terrible. Tous les gens se plaignent que tout va mal. Quand la bourgeoisie ne parvient pas à retourner toute la rage populaire, toute l'antipathie contre les petits commerçants en les rendant coupables de tout, c'est parce que la colère populaire est beaucoup plus grande et qu'il ne s'agit pas seulement de cela.

Maire s'adresse aux petits commerçants pour les unir aux ouvriers, il les pousse, eux et leur famille, c'est-à-dire un secteur important de la petite bourgeoisie, à se joindre au mouvement ouvrier. Tous les problèmes essentiels du pays sont à résoudre. La menace de grève générale — même avec un préavis afin de laisser la porte ouverte à des arrangements préliminaires — va être une grève générale pour de vrai. Les masses voient que pour résoudre les problèmes, elles doivent employer les méthodes de force. Au sein du Parti Communiste, les critiques progressent contre l'attitude passive du parti. L'avant-garde prolétarienne, tout en

Il faut prévoir, de toutes façons, un mouvement. Il faut appeler à une action commune dans toute l'Europe pour affronter cette tentative de blocage des salaires, en exigeant que les améliorations techniques et scientifiques procurent des avantages aux ouvriers, et par une campagne d'appui aux masses d'Espagne et du Portugal pour renverser la dictature.

La réunion des « neuf », la proposition de Giscard d'Estaing, de blocage des salaires à échelle européenne comme une des bases pour stabiliser la situation coïncide avec la volonté des autres capitalistes qui est d'adopter une attitude uniforme vis-à-vis du prolétariat. C'est une conclusion, une solution globale, en tant que système et non de tel ou tel autre gouvernement capitaliste, qui doit lui permettre de tenir tête au prolétariat européen dans son ensemble, pour empêcher que les ouvriers d'un pays ne fassent pression sur ceux de l'autre. Les « neuf » cherchent à coordonner leurs politiques, mais en même temps Giscard d'Estaing propose un accord sur l'agriculture, sur la vente de matières premières agricoles, qui permettrait aux yankees de venir vendre leurs produits en Europe. Or, les yankees qui ont déjà des excédents agricoles énormes peuvent encore augmenter leur production de 20 % à bref délai et à des prix inférieurs de moitié à ceux des meilleurs producteurs d'Europe, que ce soit les Allemands, les Anglais ou les Français... Le blocage des salaires s'accompagne donc d'une ouverture de l'Europe à l'entrée de la production agricole yankee, car les excédents agricoles sont une des plaies de l'impérialisme aux Etats-Unis: il a donc besoin de cette mesure pour compenser le déficit constant de sa balance commerciale.

Tous ces éléments sont autant de facteurs de pression pour la grève générale, et pour une résistance des masses encore beaucoup plus grande que la seule grève générale. C'est une partie du processus qui va s'unir à ce mouvement des petits commerçants français.

formulant ses critiques, se maintient fermement unie dans le Parti Communiste et dans le Parti Socialiste. Il n'y a pas le moindre déclin, ni chez les socialistes, ni chez les communistes, mais au contraire une progression. La C.G.T. a augmenté le nombre de ses voix et de ses mandats de délégués dans toutes les dernières élections partielles, la gauche progresse sans cesse et quand elle ne gagne pas, comme c'est le cas d'une élection récente où l'UDR a gagné, cette dernière perd 2000 voix alors que la gauche en gagne 800. Partout la gauche réalise de grands progrès. Un processus de concentration, de polarisation est en cours. Les problèmes de l'armée sont discutés comme des problèmes vitaux du pays. La bourgeoisie se prépare et astique ses armes. Elle prépare ses armes dans deux terrains: sur le terrain matériel, ses armes atomiques, et elle se prépare aussi sur le plan politique. Ce qui se prépare est clair. Il n'y a pas la moindre possibilité de rester passif et cela va augmenter les facteurs de crise dans les partis communiste et socialiste. La préoccupation de l'avant-garde socialiste et communiste pour intervenir va augmenter.

Il faut se guider d'après ces conclusions. La déclaration de Maire reproduite par la presse bourgeoise est très importante. Elle cherche en réalité à tirer profit d'un processus en se plaçant à sa tête et en essayant de le contenir, parce qu'il ne donne aucune réponse programmatique: com-

ment unir cette lutte des petits commerçants à celle des ouvriers, des paysans, des employés? Comment unir les points de revendications pour frapper ensemble et donner aussi une issue d'ensemble. Cette issue d'ensemble est contre le système capitaliste. C'est pourquoi Maire le pose, mais il ne dit pas comment faire. C'est une déclaration sans programme, il faut lui en donner un qui unisse ces revendications aux autres exigences du mouvement ouvrier pour pouvoir intervenir. Les commerçants qui sont en grève en raison de leur situation, de leur lien, de leurs relations, dépendent beaucoup de l'appareil d'Etat. Ils sont une clientèle électorale du gouvernement, une clientèle électorale facile, dont la vie ne dépend pas de sa force de travail mais d'une situation déterminée. Quand de tels secteurs manifestent ouvertement contre le gouvernement et formulent des menaces, quand ils disent qu'ils vont employer les mêmes méthodes que les ouvriers, c'est parce que la crise est très profonde. Ce n'est pas seulement un problème de fruits et légumes, c'est beaucoup plus profond, et cette crise va avoir des répercussions. Elle va s'unir avec la grève générale que les partis et les syndicats préparent, mais en s'accordant un mois de délai pour d'éventuelles négociations. L'annonce de la grève générale elle-même est un moyen de pression, le préavis laisse un délai pour discuter et arriver à un arrangement, alors que les facteurs favorables à un débrayage et à une mobilisation générale sont très puissants. Le fait que le mouvement touche tous les commerçants de Paris, et s'étende à tout le pays, indique que la crise du capitalisme est très grande. Le capitalisme n'a plus de fonds pour répondre aux besoins et tend constamment à décharger sa crise sur les petits commerçants, les transporteurs, les intermédiaires, les ouvriers.

C'est la crise du système capitaliste qui s'exprime par l'inflation, la crise monétaire et la hausse des prix. Cette dernière est une conséquence normale de l'inflation.

En raison de la nature du système capitaliste, le petit commerçant tend à être délogé par le grand. Il n'est pas possible d'annuler complètement le petit commerce non pas parce que le capitalisme n'est pas disposé à le faire, mais en raison de la structure de l'économie: les couches les plus pauvres sont obligées de dépenser au jour et d'acheter à la "boutique du coin". Elles n'ont pas assez d'argent pour faire des provisions, pas de place pour les emmagasiner, pas le moyen de consacrer une grande somme à leurs achats, elle ont donc besoin des petits commerçants. Mais le petit commerce qui employait avant des milliers de personnes est maintenant éliminé dans une proportion de 60%. L'attitude du gouvernement est de tendre à continuer cette élimination, tant au niveau de la distribution et de la vente, qu'à celui de la petite production agricole, afin de favoriser les grands monopoles. C'est à cela que répond le Marché Commun Européen, c'est la conclusion inévitable du fonctionnement du système capitaliste. Ce processus prend actuellement la forme en France, d'une augmentation des impôts et des charges qui frappent les petits commerçants, mais c'est un problème qui est posé dans toute l'Europe, parce que le capitalisme n'a pas d'autre solution, pour concurrencer le reste du monde et en particulier les Etats ouvriers, pour sauver les grands équipements financiers, il lui faut frapper les petits et les moyens commerçants. Ce n'est pas une chose qui surgit par hasard, parce qu'au moment d'établir la liste des impôts le gouvernement a eu la main lourde pour les petits commerçants. Il a toujours fait la même chose. En surchargeant les petits commerçants d'impôts, le capitalisme veut les éliminer pour laisser le contrôle de la distribution aux grands consortiums financiers. C'est la raison pour laquelle nous disons que le système capitaliste ne croit pas mais qu'au contraire il se rétrécit: il renforce sa concentration et sa puissance financière, mais il réduit son rayon d'action et sa capacité d'action sociale.

Il faut appeler le petit commerçant à participer à la transformation de la société. L'Etat ouvrier n'a pas intérêt à éliminer mais au contraire à le gagner et à l'élever pour que les efforts qu'il doit

faire dans cette vie pour se débrouiller plus ou moins bien lui permettent de vivre dans l'Etat ouvrier sans nécessité de tels efforts. Il ne faut pas promettre que l'Etat ouvrier va leur créer de meilleures conditions que dans le système capitaliste, c'est faux! Ce que nous voulons éliminer, c'est qu'ils soient obligés de travailler toute la journée de 6 heures du matin jusqu'à minuit, qu'ils ne soient plus obligés à mener la vie barbare qui est la leur maintenant, et qui leur crée de grands problèmes familiaux parce qu'ils n'ont même plus le temps d'avoir une vie de famille. Nous voulons que les petits commerçants vivent comme des êtres humains, et pour cela il faut transformer le régime. Après une brève période, ils vont se rendre compte d'eux mêmes qu'il est plus intéressant pour eux d'être un ouvrier de plus, de vivre comme tout le monde et cent fois mieux que comme commerçant. Ils vont comprendre que le sentiment de propriété est dépassé par le sentiment social de progrès. Nous appelons les camarades communistes à s'adresser à eux en leur donnant ces explications. Les petits commerçants mènent une vie d'esclave. Nous conserverons momentanément la petite propriété et le petit commerce, mais nous leur expliquerons: "la vie que vous menez est une vie d'esclave, et ce n'est pas ce que nous voulons. Nous voulons éliminer le fait que le petit commerçant doive vivre ainsi pour essayer d'être indépendant et pour cela, nous voulons élever la société". Le petit commerçant veut être propriétaire, parce que ça lui permet de manifester une certaine indépendance. Il croit donc qu'il va être mieux en étant indépendant. Nous aussi nous voulons qu'ils vivent mieux, mais pour cela, il faut éliminer le régime capitaliste. Avec le développement de la société socialiste, il n'y aura plus la moindre nécessité de vivre comme des bêtes. Le socialisme va les gagner tous. On ne peut pas faire des promesses à ces secteurs comme le fait le Parti Communiste. Pour développer l'économie l'Etat ouvrier a besoin de centraliser et de collectiviser la propriété. Sans cela, il ne serait qu'une économie capitaliste mieux dirigée. Il est nécessaire d'unir cette situation à la préparation de grève générale.

Toutes ces expériences montrent la nécessité du gouvernement d'Union Populaire, sur la base du "Programme Commun". Il faut discuter également l'expérience du Chili. On ne peut pas laisser de côté une expérience aussi profonde, et d'ailleurs il faut considérer que le Chili se discute. Le capitalisme de toute l'Europe lui-même discute du rôle de l'armée. Il faut proposer d'ouvrir une discussion dans le mouvement ouvrier, dans les partis ouvriers sur le rôle de l'armée et comment l'appeler à collaborer à la construction de l'Etat ouvrier. Il ne faut pas attendre que l'armée en tant qu'institution passe dans le camp de la révolution, mais provoquer en son intérieur les changements nécessaires pour qu'une différenciation intervienne pour pouvoir ainsi gagner une partie des militaires. Il faut reprendre la proposition de la revue de la tendance ERIS, du PS, pour discuter ouvertement. Il n'y a pas le moindre danger ni le moindre recul. La petite bourgeoisie ne va pas s'éloigner et l'armée ne va pas cesser d'être ce qu'elle est. C'est au contraire la seule manière de la gagner. Une proportion très grande de militaires sent que leur rôle qui est de tuer ou d'être tué n'a pas de sens. Elle sent qu'elle défend des intérêts de patron, pour soutenir un petit noyau de capitalistes contre une quantité immense de la population. Il faut poser que nous voulons éliminer les ordres imposés, la soumission d'un être humain par un autre. Mais pour cela, il est nécessaire de poser la destruction de la base économique et sociale de tout cela, et aussi que c'est le

prolétariat qui va réaliser cette tâche, non pas parce qu'il a été éduqué pour cela, non pas parce qu'on le lui a appris, mais en raison de sa fonction dans l'histoire et dans l'économie. Le prolétariat n'a pas d'autre solution que de libérer toute la société; il ne peut pas, en raison de son rôle dans l'économie, qui est de remplacer le capitalisme, de devenir un nouveau patron. Il faut le poser clairement: le rôle historique du prolétariat est déterminé par sa place dans l'écono-

mie et dans la société et non parce qu'il veut qu'il en soit ainsi. Il faut discuter tous ces points: Moyen-Orient, Chili, crise

LA REUNION DES « NEUF » ET LA PREPARATION DES AFFRONTMENTS CLASSE CONTRE CLASSE EN EUROPE

La réunion des « neuf » prépare une « neuf » n'a pas été une réunion commerciale, mais une réunion de classe du capitalisme européen pour affronter le blocage des salaires et des prix, le capitalisme européen se prépare à donner une réponse massive. Ils ne vont pas bloquer du tout les prix, mais bien les salaires. Le capitalisme n'est pas en condition de céder. Mais il ne l'était pas non plus en Allemagne, or les masses arrachent continuellement des conquêtes et provoquent une crise intérieure qui oblige le gouvernement à admettre la politique de Wenner. C'est une politique qui tend à augmenter le détachement, la séparation entre l'Allemagne et le reste des « neuf ». Sans s'en séparer, elle exerce une pression vers l'extérieur. Le capitalisme allemand sent qu'il dépend pour subsister de la possibilité de s'armer, et il n'a pas le temps historique de se créer une grande armée, et s'il essayait de le faire, tout son potentiel économique s'écroulerait complètement. Il doit choisir et son choix est pessimiste puisqu'il se prononce pour l'accord avec les Etats ouvriers. Il ne se soumet pas à eux, il ne se place pas dans leur dépendance, mais il réalise un accord qui donne une base d'avantages très grande au mouvement ouvrier. Le capitalisme ne peut pas contrôler, dominer, empêcher cette tendance des Allemands. Le capitalisme est faible. En même temps, il prépare une offensive parce qu'il veut se préparer pour le règlement des comptes final. C'est la guerre du Moyen-Orient qui l'a poussé à prendre cette mesure de blocage. Cela ne veut pas dire qu'il va l'approuver et l'appliquer. Il y a polémique et contradiction entre les « neuf », entre l'Allemagne et les autres, et une polémique très profonde, mais cette mesure indique la voie que prend le capitalisme: celle de mesures d'ensemble, en tant que système pour se sauver comme système. La réunion des

« neuf » n'a pas été une réunion commerciale, mais une réunion de classe du capitalisme européen pour affronter la révolution en Europe et dans le monde: il cherche à se concentrer dans les hautes finances pour se défendre de l'offensive prolétarienne. L'offensive du prolétariat allemand, français, italien, le triomphe de la Guinée Bissao sont autant d'événements dont le capitalisme sent qu'ils l'affaiblissent très profondément. De même que la résolution de l'ONU qui déclare officiellement son appui à tout mouvement colonial qui lutte, même au Mozambique, pour se débarrasser de toute oppression ultérieure". L'ONU doit faire une telle concession parce qu'elle sait que les masses vont l'imposer de toutes façons et elle essaie de décharger sur les pays les moins puissants - en ce cas le Portugal - la grande pression qu'exercent sur elle les pays d'Afrique, d'Asie, et en partie d'Amérique Latine.

Il faut considérer que cette décision des « neuf » - représentant la bourgeoisie européenne - va être suivie d'autres mesures qui vont poser dès maintenant la réponse et la solution en bloc: les Etats Unis Socialistes d'Europe. Face au Marché Commun Européen il faut une politique qui élève la lutte vers une solution supérieure au système capitaliste, comme c'est posé en partie dans le Programme Commun en France: la lutte pour la démocratie et le socialisme dans toute l'Europe. Il faut insister sur cette mesure sans pour autant négliger d'appuyer toutes les démarches, toutes les mesures capables d'impulser la lutte contre le régime capitaliste.

J. POSADAS
11.11.1973

(1) Il s'agit de l'accord de cessez-le-feu signé par l'Egypte d'abord.

TURIN: Intervention de la IV^{ème} Internationale posadiste à la manifestation européenne pour le Chili

Nous saluons l'importante et très combative manifestation qui a réuni, le 17 novembre à TURIN, 300 000 jeunes venus de tous les pays d'Europe, y compris l'URSS et les autres Etats ouvriers, qui a manifesté sa solidarité avec les masses chiliennes, sa condamnation de la Junte assassine. Un tiers au moins des jeunes qui ont défilé étaient de jeunes ouvriers représentant les usines de toute l'Europe.

Une délégation de la IV Internationale posadiste, composée par une représentation de nos camarades de la section italienne et de notre section, française, avec trois immenses banderoles, appelant à l'intervention des Etats ouvriers en soutien à la lutte des masses chiliennes pour renverser la junte et à l'unité du mouvement communiste mondial. Plusieurs centaines de journaux et de brochures contenant des textes du camarade J. Posadas ont été vendues.

La gigantesque manifestation de Turin, composée de communistes, socialistes, trotskistes - posadistes et de militants des groupes révolutionnaires italiens a été une puissante expression du front unique anti-impérialiste et anti-capitaliste qu'il faut maintenant poursuivre et développer dans des actions semblables dans tous les pays.

ABONNEZ-VOUS A "LUTTE OUVRIERE"

BOLIVIE : LIBERTE POUR ITALA DE MAMANI FLORES!

Dans la semaine du 25 octobre 1973, à La Paz — Bolivie, a eu lieu l'arrestation de l'étudiante Flores Itala de Mamani, militante du mouvement étudiant et anti-impérialiste. Elle avait été arrêtée, alors qu'elle était accompagnée de son enfant, âgé d'un an. La police l'a torturée et laissée sans communication avec personne pendant plusieurs jours. La campagne de protestation qui s'est développée dans le monde a déjà eu comme premier résultat de permettre d'entrer en contact avec cette camarade.

Nous demandons de continuer la campagne, exigeant le respect des droits démocratiques; le droit à la défense et la libération de la camarade Flores, et de tous les emprisonnés politiques et syndicaux en Bolivie. Il faut continuer à adresser télégrammes, motions, résolutions venant des organisations politiques, syndicales, démocratiques à

Présidente Hugo Banzer Suarez
Palacio de Gobierno
La Paz — Bolivia

ainsi qu'une copie de ces textes à la rédaction du journal PRESENCIA
La Paz-Bolivia.

De nouvelles résolutions ont été adressées au gouvernement bolivien : Amnesty International, les fédérations de Charleroi de : FGTB, CSC, MOC, PSB, PCB, JC, JS, MJT, Femmes Prévoyantes Socialistes, La Maison de la Paix, Infor-Jeunes, Comité Espagnol de Soutien aux Commissions Ouvrières.

En Italie, nous apprenons les prises de position de la CGIL (syndicat communiste) CISL (socialiste)-UIL (chrétien) de la région de Florence.

Lettre à la Section Mexicaine de la IV^e Internationale :

LA FONCTION DE LA CELLULE ET LA FORMATION DU MILITANT COMME DIRIGEANT DE LA LUTTE POUR LE POUVOIR ET DE LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME

21 Novembre 1972

(extraits)

J. POSADAS

Présentation

Nous publions cette lettre du camarade J. Posadas à la section mexicaine parce que tout en se référant à la situation spécifique du pays, elle touche à des problèmes d'organisation fondamentaux pour toutes les sections de l'Internationale. C'est avant tout un appel à comprendre le rôle irremplaçable de la cellule comme organe de base du parti, tel que l'a posé Lénine. Dans cette lettre le camarade Posadas se réfère de fait à tous les problèmes touchant l'organisation et la vie du parti, mais surtout aux problèmes de la construction du militant, du dirigeant dans la perspective de son rôle non seulement pour la prise du pouvoir, mais pour la construction du socialisme. Nous saluons avec une grande joie révolutionnaire ce document, instrument irremplaçable de la formation de l'avant-garde militante communiste.

Il faut compter sur deux faits, deux conditions à garder constamment présents et vivants à l'esprit : c'est le cours mondial de la révolution qui alimente la révolution mexicaine, sans pour autant la déterminer. Cela veut dire que la révolution mexicaine a des bases qui lui sont propres, mais si le corps n'est pas prêt à recevoir l'aliment, celui-ci ne sert à rien. Dire que le cours mondial l'alimente signifie qu'étant donné le stade auquel est arrivé le processus, celui-ci le fait mûrir rapidement. Bien que les cadres du centre de ce processus ne soient pas encore structurés et organisés, l'ensemble du cours les aide à se développer, parce qu'à l'échelle mondiale, le processus est très élevé et alimente cette révolution. Cela facilite aussi la compréhension des niveaux possibles d'atteindre : Gouvernement Populaire basé sur les Syndicats. Parti Ouvrier basé sur les Syndicats, Gouvernement Ouvrier et Paysan.

Une conception essentielle dont il faut tenir compte est celle du caractère transitoire de certains mots d'ordre qui peuvent être rapidement dépassés au profit d'autres. En raison du caractère particulier, très ordonné de la révolution mexicaine — elle est désordonnée, mais elle a un centre qui la dirige —, il est possible que certains mots d'ordre transitoires comme : Gouvernement Populaire basé sur les syndicats, gouvernements locaux, se répètent, se maintiennent ou conservent pendant un certain temps de leur validité. Il faut donc préparer le Parti pour cette compréhension et utiliser le terrain universitaire au maximum possible.

Cela exige une très bonne préparation théorique et politique de notre Parti, une vie théorique et politique intense. Vous devez écrire et encore écrire. Peu importe que vous vous trompiez : on le corrige ! Mais ce que vous ne pouvez pas faire, c'est ne pas donner de réponse : il faut toujours répondre ! Avec le sentiment et la conscience pleinement responsables, avec tout l'amour communiste pour écrire ce qu'il y a de mieux, tout en étant conscients du fait que si on se trompe, on se corrige et c'est tout. Il n'y a en cela aucun problème, mais il faut s'y mettre.

Par ailleurs, l'avant-garde prolétarienne va très bien le comprendre, parce qu'elle voit que c'est le produit de la volonté d'intervenir. Elle voit que ce ne sont pas des erreurs dues à l'empirisme, à l'aventurisme, mais seulement notre Parti veut intervenir et il n'a encore ni les moyens, ni la préparation suffisante pour le faire. L'avant-garde comprend. Mesurez-le d'après le comportement de l'avant-garde ouvrière allemande qui vote pour le Parti Socialiste tout en étant consciente que la direction de ce Parti n'est pas la direction révolutionnaire, parce qu'elle-même, dans ses syndicats, se sent dix fois plus élevée que sa direction politique.

Les publications et la vie cellulaire de l'appareil technique d'éditions

Vous devez écrire et publier davantage. Vous devez reproduire toutes les publications qui vous parviennent, établir un plan, créer une équipe technique, d'édition qui mène la vie normale d'une cellule, de discussions, d'activité, mais dont le travail essentiel est l'appareil technique. Si cela est nécessaire, que cette équipe se consacre exclusivement au travail de l'appareil technique d'éditions, mais alors elle doit mener une vie politique intense afin qu'elle sente qu'elle participe à l'activité quotidienne du Parti. Ces camarades doivent vivre tous les problèmes. Il ne faut jamais faire du travail technique d'édition une activité exclue du reste de l'activité politique.

Le travail technique est la fonction que ces camarades exercent comme

activité pratique, ou dite pratique. Ils ne font pas d'activité à l'extérieur, à l'usine, dans le syndicat ou dans le milieu étudiant, mais leur préparation politique est la même. La préparation politique de l'équipe technique, sur tous les problèmes, ne doit en rien être diminuée. Cette équipe doit prendre des résolutions, vivre la vie de l'appareil technique ; c'est là qu'il lui revient d'appliquer les résolutions prises et elle les applique. Et si elle dispose de

temps, elle peut faire certaines tâches extérieures. La préparation politique que est la même : il faut lire tous les textes, les discuter et en tirer des conclusions. Etudier toutes les résolutions reçues, les discuter, en tirer les conclusions et les transmettre. Il faut chercher, de toutes manières, en cercle restreint, à appliquer. Cette activité ne doit pas être mise en question, elle est indispensable et ne peut être ni compensée, ni remplacée par aucune autre.

Il faut se procurer des finances. La base essentielle pour cela découle de l'activité organique et politique, de la volonté et de la discipline militante. Le fait que les finances soient liées à la vie organique et organisationnelle signifie que vous devez faire un plan de travail liant ce que vous faites avec les objectifs des cellules. Il faut étendre l'autorité du Parti à tout le pays, convaincre, impulser et gagner à cette politique des courants et des tendances. Et gagner des militants au Parti. C'est aussi un aspect de la vie organisationnelle, parce que le Parti s'organise et mène une vie disciplinée pour atteindre cet objectif. Les camarades doivent se constituer en cellule sur chaque lieu de travail, chaque cellule doit préciser quel est son programme et ses moyens de travail, un programme à conquérir, que ce soit en milieu étudiant, à l'usine, au Syndicat ou dans le STERM. Il faut la préparation politique que requiert cette tâche. Pour cela, et pour discuter ce qu'elle veut atteindre, la cellule doit connaître le milieu dans lequel elle, a à travailler. Comme le mouvement nationaliste exerce au Mexique une grande influence, il faut comprendre qu'elle est, elle, dans le milieu où l'on travaille.

La préparation politique est indispensable, irremplaçable. Elle ne peut pas changer, elle est invariable. Et l'appareil technique doit se donner comme objectif la reproduction de toutes les brochures et de toutes les publications qui vous parviennent de l'Internationale, et vous fixer une quantité minimum de publications à vendre.

Il est très important que vous vous décidiez à publier tout ce que vous recevrez parce que vous allez rencontrer un public nombreux auprès de qui les diffuser. La dépense initiale pour les publications, n'est pas très grande : il faut acheter le papier, l'encre. Mais il faut vendre les publications et récupérer les frais. Pour cela, il faut remettre tout l'argent provenant des ventes. Il faut fixer un prix, auquel il soit possible de vendre les brochures, et non d'après le critère de gagner ou de perdre de l'argent. Le seul critère est que le prix doit être tel que les gens puissent acheter, que le prix soit conforme aux habitudes, aux coutumes, au désir des gens.

Il faut faire des cellules paysannes, ouvrières, étudiantes, lycéennes, et que chacun de nos organismes édite une publication particulière. Ce qui ne veut pas dire strictement à part des autres, mais particulière au milieu dans lequel la cellule agit. Mais si la nécessité du mouvement et l'objectif que nous recherchons exigent de renforcer le caractère agitatif ou propagandiste, tous les organes du Parti doivent se concentrer en fonction de cette nécessité.

Tout ceci sont des normes générales, des principes, qui ne sont pas strictement déterminants et dont vous jugerez vous-mêmes du moment où il convient de les appliquer. Ce sont des orientations précises, mais très générales...

Chers camarades,

La cellule est un instrument d'application. Dans cette application entre en jeu la capacité des militants de développer dans leur sphère d'action, la capacité d'organiser, d'appliquer, d'étendre, de concentrer et de planifier les contacts. La cellule est le bras du Parti et met celui-ci en communication avec le lieu de travail, avec la classe. Pour le faire, la cellule a besoin d'une très bonne préparation politique. Elle est un organe d'élaboration et constructeur. Développer cette fonction exige d'elle la préparation scientifique : elle doit étudier les textes ! Durant le reste de la semaine le militant doit mener la vie de la maison, se préparer et développer sa préoccupation pour lire, étudier, penser, développer des idées. Il ne se rend pas à la réunion de cellule pour y commencer son activité : celle-ci se déroule pendant toute la semaine.

La cellule coordonne la capacité d'application de ses membres. Sinon le militant attend qu'elle lui donne toute faite la capacité que lui-même doit développer personnellement, par l'étude, en y consacrant du temps, en choisissant et en sélectionnant ses activités. Au lieu d'aller par exemple au cinéma, au théâtre ou en promenade, se mettre à lire et à étudier, créant ainsi le désir et la tendance à étudier. Le militant doit s'orienter vers des problèmes qui organisent sa tête, sa capacité de penser, et qui lui permettent de se fixer. La cellule doit toujours avoir un plan d'action et des objectifs, et se préparer à les atteindre. Cela peut être de « bloquer » une usine, c'est-à-dire travailler de manière concentrée sur elle, ou l'activité dans le syndicat, ou dans le quartier. Il faut connaître le lieu de travail et se fixer un plan. Que veut la cellule ? Croître en nombre de militants, augmenter le poids et l'influence du Parti, distribuer des tracts, vendre des journaux. A travers le déroulement de l'application du plan on vérifie l'application de la vie de Parti.

C'est ainsi que le militant apprend dans la cellule, à coordonner et à organiser. Chaque militant apprend à développer des qualités d'organisateur, en même temps qu'il développe sa capacité pratique, qu'il diffuse les positions du Parti, qu'il analyse. Lui-même, à l'aide de la politique du Parti, interprète son lieu de travail et y intervient. Mais le Bureau Politique doit mener une vie de préparation du travail des cellules : c'est lui qui doit discuter, résoudre et orienter l'activité et les objectifs à atteindre. Sans cela, la fonction nement reste diffus. Le Bureau politique doit donc avoir une très bonne vie politique, faire une bonne préparation, de bonnes discussions et publier les textes.

Que le capitalisme paie sa crise!

Front Unique pour défendre nos salaires et nos droits démocratiques.

EDITORIAL

Le nouveau coup d'Etat en Grèce, les profonds désaccords au sein de la bourgeoisie européenne, la crise du pétrole, la crise du gouvernement en Belgique; tous ces faits qui se succèdent avec rapidité, montrent comme le capitalisme se débat dans la crise qui le désintègre et met en évidence son manque de perspectives, son incapacité à résoudre aucun problème, ni à dominer le pays. Toutes ces conditions sont un point d'appui, d'impulsion constante pour la formation et l'organisation de la gauche en Belgique, pour proposer l'alternative, l'issue ouvrière à cette crise. Les deux articles de J. Posadas que nous publions dans ce numéro de "Lutte Ouvrière", sur le programme pour la gauche en Belgique, et les conditions pour préparer le front unique anti-capitaliste dans toute l'Europe pour faire face à la crise de la bourgeoisie, sont un instrument, théorique et organisateur, pour développer la discussion dans la gauche et pour voir toutes les forces qui mûrissent, et pour se lancer à organiser la gauche, à faire avancer ce front unique.

En Grèce, la droite de l'armée vient de donner un coup de force contre l'aile de Papadopoulos, alliée avec les secteurs les plus réactionnaires de la bourgeoisie grecque, et l'impérialisme américain, la bourgeoisie européenne, elle se propose de restaurer la monarchie, de faire un front entre les milieux politiques les plus réactionnaires; c'est un coup lancé pour se prévenir de l'intervention des masses, et d'un secteur nationaliste dans l'armée, allant contre le capitalisme pour développer le pays. Ce nouveau coup d'état montre la crise dans laquelle se trouve, non seulement le capitalisme grec, mais tout le capitalisme européen, et d'autre part les directions du mouvement ouvrier européen, qui ne savent pas quoi faire face à cette situation (voir l'analyse du camarade J. Posadas sur "la lutte inter-bourgeoise et la crise du capitalisme en Grèce" publié dans le n° précédent de Lutte Ouvrière). Ces secteurs en Grèce veulent revenir à 1967, alors que tout cette politique s'est effondrée, et que la bourgeoisie s'est divisée profondément parce qu'elle ne peut donner aucune issue à la crise. Mais cette crise n'est pas seulement le fait de la Grèce, c'est la même crise qui désintègre toute la bourgeoisie en Europe, dans le reste du monde. On voit l'exemple du Japon, une des plus grandes puissances capitalistes, qui doit changer de position sur le Moyen Orient, parce que son économie est vulnérable et qu'ils ne dominent plus le monde.

La bourgeoisie belge cherche aussi une issue dans un coup de force réactionnaire, avec la préparation de l'armée de métier, et d'autre part, la recherche d'un regroupement politique des forces de la droite.

C'est pourquoi on voit simultanément ces attaques au Parlement contre le PSB au gouvernement, les congrès du Rassemblement Wallon et de la Volksunie qui se déclarent prêts à participer à un gouvernement, et le congrès du Parti Libéral Flamand, qui veut former un nouveau parti de droite, ralliant tous les secteurs réactionnaires, tant du PSC, du RW, de la VU, et faisant la réunification du Parti Libéral. L'objectif essentiel de ce nouveau regroupement c'est d'avoir un centre politique pour imposer un gouvernement de droite, pour réprimer les droits démocratiques, attaquer les conquêtes de la classe ouvrière, bloquer les salaires, s'appuyer sur l'armée professionnelle. Le PVV en appelle à la bourgeoisie européenne et à l'impérialisme américain, pour intervenir militairement dans un des pays arabes et réquisitionner de force le pétrole.

Ces tentatives ne vont pas donner de répit pour autant à la bourgeoisie belge. Elle vient de recevoir, indirectement, un coup important quand le Conseil Général du PSB a ajourné le vote devant approuver le projet de loi sur l'armée; le capitalisme est obligé de dépendre du PSB, de l'appui que lui donne la direction socialiste au gouvernement.

La rébellion qui s'est exprimée avec force au sein de ce Conseil Général reflète un sentiment et une décision de lutte de toute la population, au travers de la classe ouvrière, de la base du PSB, des masses socialistes. On veut en finir

avec cette situation qui crée chaque jour plus de difficultés pour vivre! Toutes les couches de la population, la petite-bourgeoisie manifestent leur mécontentement, leur rébellion contre le gouvernement, contre les capitalistes. Personne n'accuse les pays arabes d'être responsables de la crise, mais tout le monde se dresse contre le capitalisme; contre le chantage scandaleux et la spéculation des grands monopoles pétroliers et la soumission du gouvernement à ce chantage. On voit que les capitalistes parlent de rouvrir des charbonnages, alors qu'ils les ont tous fermés en Belgique quand cela ne leur rapportait pas des profits immédiats. Ils s'en foutent des intérêts et des besoins de la population. C'est tout cela qui nourrit l'indignation, le raisonnement de la classe ouvrière, des masses.

Le capitalisme voit avec préoccupation que les "dimanches sans autos" ne provoquent pas un vide, ni la panique dans la petite-bourgeoisie. L'intelligence et la raison font voir aux gens que les autos sont un produit de profit pour le capitalisme, et non un besoin des masses! Cette conclusion va encore augmenter les sentiments anti-capitalistes des masses.

D'autre part, la bourgeoisie belge reçoit solennellement Giersek, le représentant de l'Etat ouvrier polonais; elle fait les éloges de la Pologne, de ses progrès économiques et sociaux. C'est le capitalisme qui, pour survivre, doit courir derrière les Etats ouvriers; il va acheter du charbon en Pologne, et cherche là un débouché; quand son objectif historique est de détruire les Etats Ouvriers, il a besoin d'eux pour contenir sa propre crise, contenir l'augmentation du chômage etc.

Mais il doit aussi, en même temps, affronter la résistance, l'opposition croissante de la classe ouvrière, des masses. La timidité, la passivité des directions syndicales ne suffisent pas à contenir le besoin d'intervenir de la classe ouvrière. La FEB s'est opposée durement à la demande de modification de l'index. Ce n'est pas seulement pour le problème du mazout. C'est pour préparer l'épreuve de force avec le mouvement ouvrier, avec les syndicats. Le même processus se donne dans toute l'Europe. Pour cela aussi, la bourgeoisie fait systématiquement licencier des délégués syndicaux, refuse toute augmentation de salaires.

Il y a un grand besoin de riposter ensemble et partout à cette offensive capitaliste. Il faut approfondir cette discussion dans l'avant-garde ouvrière, syndicale et politique. Un affrontement classe contre classe se prépare. En Belgique, la classe ouvrière se heurte à une direction qui ne cède pas, qui n'est pas sensible comme en France par exemple, où les syndicats vont organiser la grève générale de 24 heures contre la vie chère. Mais ici ce sont les mêmes problèmes, les mêmes nécessités qu'en France! Il faut une réponse nationale, et européenne de la classe ouvrière.

La gauche, dans le PSB, dans le PCB, élève la discussion programmatique dans le mouvement ouvrier. Il faut unir cette discussion avec des propositions concrètes, pour les revendications et les luttes immédiates de la classe ouvrière: proposer la mobilisation générale de la classe ouvrière face au capitalisme. Il faut appuyer ce progrès dans la discussion du programme de gauche, sur un lien beaucoup plus étroit avec les

usines, les quartiers ouvriers et populaires. Il faut développer le front unique communistes-socialistes-chrétiens de gauche-trotskyistes possédistes, dans les entreprises, sur tous les lieux de travail. Nous appelons les camarades communistes, socialistes, chrétiens de gauche, à mener ensemble l'organisation de la rébellion dans le PSB, dans l'appareil syndical, et l'organisation, la préparation de la grève générale à partir des usines. La manifestation qui s'est déroulée à Bruxelles, à l'appel du SETCA est un bon exemple à étendre partout, pour riposter aux licenciements des délégués syndicaux. De même la décision des travailleurs des ACEC, qui refusent que Westinghouse donne certaines satisfactions dans une région, et pas dans les autres, et qui exigent une négociation globale. Il faut discuter la nécessité de la grève générale pour obtenir des conquêtes importantes pour la classe ouvrière, pour la population. Nous appelons également les camarades socialistes, communistes, chrétiens de gauche, à impulser les organismes pour développer cette discussion, pour se préparer: comités d'usines, front unique des tendances ouvrières dans les usines, comités qui unissent différentes usines d'une même région, comités de quartier, comités unissant les usines, les quartiers, les syndicats pour permettre la participation pleine des ouvriers, des employés, des ménagères, des jeunes, des pensionnés à la discussion de leurs problèmes, préparer la réponse des masses à toute tentative d'un coup de droite, et imposer les revendications de salaires, d'emploi, de conditions de vie.

25.11.73

LE PROGRAMME POUR...

— (Suite de la page 1) —

politique de soumission au capitalisme, aux plans de guerre, à la politique de guerre, à l'OTAN! Tout cela à la porte! Pour une politique tenant compte du développement de la Belgique, proposant des investissements qui satisfont les besoins et permettent les progrès de la population. Il faut décider qui investit, comment orienter les investissements, quels résultats on en attend, qui les contrôle. Mais il faut avoir le pouvoir pour pouvoir faire cela. De là vient la nécessité d'étatiser la banque, sous contrôle des ouvriers et des employés, d'étatiser les principales industries. Au lieu d'usines d'armes, faire des usines produisant des ustensiles pour faciliter la vie, des moyens de transport collectifs, des hôpitaux, des routes. Dans un pays où le brouillard, l'humidité provoquent beaucoup de morts et d'affections pulmonaires et cardiaques, il faut établir un plan pour en finir avec tout cela. Tout progrès de la technique et de l'automatisation doit aller au bénéfice des masses et non de l'accumulation de capital. L'accumulation du capital conduit à une concentration des centres de décision du capitalisme dans un petit noyau qui décide ce que doit faire tout un pays, et, par conséquent, décide la guerre atomique. Il faut augmenter l'intervention des masses, étatiser les principaux moyens de production, inclus la production agricole. Il faut faire un plan pour la production agricole et appeler la gauche à intervenir.

Les problèmes posés dans le camp syndical ne peuvent être résolus de façon conséquente, si ce n'est dans le camp politique. Mais on ne peut attendre que les conditions soient toutes réunies, dans le camp syndical et politique en même temps. Il faut donner l'impulsion là où la situation est la plus apte. Voilà la tâche à réaliser. La structure de tout le processus du monde favorise le développement de la

lutte de classe dans tous les pays. Il peut y avoir une stagnation, un recul momentané; mais la nécessité n'en est pas moins là.

Le capitalisme belge est dans une crise insoluble. Les sociétés dites multinationales sont une expression de la crise du système capitaliste. Elles ne représentent pas une puissance du capitalisme. Si le capitalisme pouvait se développer, se concentrer et, en même temps développer l'économie, la production, la consommation, il ne serait pas en crise. Mais il fait les sociétés multinationales — qui sont une concentration de capitaux de différentes origines dans une même entreprise — sur le dos de la population et des autres capitalistes, parce que la révolution, les Etats ouvriers, la révolution coloniale avancent plus qu'eux. La crise du système capitaliste avance aussi. Ils sont en train de subir une crise. Ils la supportent au moyen de l'appareil d'Etat, de façon à absorber artificiellement une série de facteurs de crise qui s'accumulent, mais ils n'éliminent pas ces facteurs pour autant. De cette manière, quand leur crise éclatera, ce ne sera pas comme à d'autres étapes, quand ils pouvaient gagner du temps, reculer les délais. Non! la crise va éclater de façon catastrophique pour eux. Elle va se développer à une vitesse catastrophique, parce qu'ils mettent de côté des mesures d'urgence. Avant ils trouvaient encore des points de soudure, maintenant non. Ils sont en train d'éliminer toute possibilité de recourir à des points d'appui transitoires. Ce sera la guerre atomique à la minute. Telles sont les conclusions sociales historiques de cette phase du fonctionnement du système capitaliste.

Les "sociétés multinationales" sont la façon de vivre de l'impérialisme, aujourd'hui. Mais pour vivre il aurait besoin du fascisme. Comme à l'époque de Hitler, le

capitalisme allemand avait besoin du fascisme pour se développer. Cependant, aujourd'hui, au lieu de cela, Willy Brandt refuse aux Yankees l'utilisation des bases pour aider Israël. Voilà la faiblesse du capitalisme! S'ils ne sont pas encore renversés, c'est à cause du manque de direction révolutionnaire.

Il faut appeler au front unique syndical, en vue d'actions concrètes. Il faut être très explicatifs, très didactiques. Expliquer pourquoi tout progrès technique, scientifique doit se faire au bénéfice de la population, du prolétariat; les deux choses: au bénéfice du peuple, par la diminution des prix, et au bénéfice du prolétariat par l'amélioration des conditions de travail et de salaires. Il faut exiger une participation directe des masses à l'appareil de production. Exiger la démocratie prolétarienne: que l'on puisse parler! que toutes les tendances interviennent, vendent toutes leurs publications dans le camp ouvrier. Il faut stimuler l'intervention du prolétariat comme classe dirigeante, lui permettre d'intervenir aujourd'hui afin de déterminer, de décider dans l'appareil de production. Pour arriver à cela, il faut une intervention consciente, qui se propose, prévoit, s'oriente à défendre de façon conséquente les intérêts du prolétariat. Mais pour le faire, le prolétariat doit aller au pouvoir. Dans ce sens, il est important d'écrire sur le Chili. Ne pas faire une discussion pour condamner ou pour approuver, mais pour tirer les conclusions, tout en faisant les critiques nécessaires.

L'expérience du Chili montre que la bourgeoisie utilise la force. Elle est une classe, elle pense comme classe, et elle ne va pas abandonner ce qu'elle a. Tel est le principe établi par le marxisme. Le marxisme est l'instrument le plus important qui soit pour comprendre l'histoire, au

Suite Page 6

LE PROGRAMME POUR...

travers de la méthode dialectique.

Une gauche syndicale est nécessaire pour défendre les intérêts, les conquêtes — pour les défendre et les augmenter. Il faut mettre le développement de la technique, de la science, de la production, au service de la population : les ouvriers, les paysans, la petite-bourgeoisie aisée, les couches plus aisées aussi. C'est le prolétariat qui peut réaliser cela. Il doit avoir une direction syndicale qui réponde à cette nécessité, et une direction politique qui s'en occupe également. Le capitalisme est faible, il doit avoir recours au Parti Socialiste pour pouvoir vivre.

Il y a un autre aspect fondamental à inclure dans le programme pour l'organisation de la gauche : c'est le problème des langues. Le capitalisme ne peut résoudre ce problème. Il faut y prêter attention parce qu'ils sont vécus par quasi toute la petite-bourgeoisie, et une partie du prolétariat. La bourgeoisie amplifie artificiellement ces problèmes pour dévier l'attention de classe, empêcher l'activité de classe, l'unité et la centralisation de classe. Il veut empêcher l'unité, pour empêcher de penser comme classe ; et la centralisation — pour empêcher d'agir comme classe. Il faut montrer que la division des langues est totalement non nécessaire. Le développement social tend à unifier la culture, l'économie. Une preuve d'arrière-pensée dans ce pays qui existe depuis tant d'années, c'est le fait qu'il n'est pas encore unifié. Le capitalisme a été incapable de le faire. La division du pays en deux langues ne provient pas d'une nécessité de l'histoire. Le capitalisme en est responsable parce que c'est sa manière de vivre. En Union Soviétique il y avait bien plus de deux langues, mais le pays s'est unifié. En Chine aussi. Il faut résoudre le problème des langues en tenant compte objectivement du développement de l'humanité de l'économie, des relations sociales, en mettant la culture au service du progrès de la société. Par contre, diviser le pays en différentes langues, c'est essayer de l'empêcher de s'unifier et de progresser.

Il faut appeler à l'unification du mouvement ouvrier de toutes les parties de Belgique. Il faut poser que le prolétariat n'est pas coupable si le pays est divisé à cause des langues ; la responsabilité en revient à l'incapacité du capitalisme à cause duquel un tel retard subsiste en Belgique. Cette division va même contre les intérêts commerciaux, contre les intérêts des investissements capitalistes. Mais dans ce cas le capitalisme choisit le pire mal, parce qu'il veut faire obstacle au progrès de l'unification des masses, et empêcher que la petite-bourgeoisie ne soit gagnée ou influencée par le développement objectif de la lutte de classes. Le problème wallons-flamands est créé artificiellement. Les couches les plus aisées de la petite bourgeoisie transmettent cette préoccupation aux autres. Elles peuvent le faire tant qu'il n'y a pas une direction qui se propose de résoudre les problèmes grâce aux nationalisations, étatisations, au contrôle ouvrier et à la planification de l'économie. Si on planifie la Belgique, c'en est fini du problème des langues. Il faut prendre exemple sur l'URSS, la Chine, le Vietnam : on y parlait une quantité énorme de dialectes, et ces pays se sont unifiés. Quel avantage y a-t-il à maintenir la division du pays en différentes langues ? est-ce que cela favorise la

science, l'économie ? non ! qu'est-ce qui en sort ? la division sociale des masses et de la petite-bourgeoisie.

Le problème des langues est aussi une expression de la lutte inter-bourgeoise, des contradictions du régime capitaliste. Dans ce conflit, la bourgeoisie de la région flamande essaie d'obtenir des avantages parce que c'est elle qui intervient le plus dans l'appareil de production et dans le commerce, qui a le plus de poids ; elle essaie d'augmenter son poids à la direction du pays. Elle profite de la lutte inter-bourgeoise et donne à cette lutte une portée beaucoup plus grande dans le sens d'empêcher que la petite-bourgeoisie soit gagnée par le prolétariat et de la maintenir au plan de la lutte pour la patrie, le pays, la langue etc. Il faut donc affirmer avec insistance qu'il est absurde de contenir le développement du pays, à cause d'un problème de langues. Cela revient à contenir, le développement culturel, scientifique, économique du pays. C'est la preuve que la bourgeoisie est incapable de diriger le pays ; elle ne sait décider qu'en fonction de l'intérêt égoïste d'une petite camarilla. Le prolétariat au pouvoir va résoudre ces problèmes comme il l'a fait en URSS et en Chine.

Au travers du Moyen Orient, les masses du monde ont vu que les Soviétiques vont intervenir, et stimulent l'intervention de tout le monde. C'est une infamie, de la part d'un secteur des dirigeants chinois, d'accuser les Soviétiques d'être une "superpuissance". Les masses du monde — et les masses de Chine aussi — font des comparaisons : comment l'URSS peut-elle être une "superpuissance", "de nouveaux tsars" quand elle fournit aux Arabes des armes contre les Israéliens, c'est à dire contre les Yankees. Il y a des changements en Union Soviétique. Celle-ci est obligée de les faire pour se maintenir, se développer, pour trouver des bases d'appui dans les pays d'Afrique, d'Asie, et d'Amérique Latine. Elle doit intervenir directement, même au risque de la guerre mondiale. Assad et Sadate sont une chose ; autre chose, ce sont les masses qui démontrent toute leur volonté d'abattre le système capitaliste. Les masses se sentent l'assurance de renverser la bourgeoisie dans chaque pays. Cela va provoquer une crise immense dans les Partis Communistes. Cette situation exige une tactique, une compréhension du monde, auxquelles les Partis Communistes n'étaient pas préparés, et avec lesquelles ils n'étaient pas d'accord. Ils avaient une compréhension contemplative : en Allemagne, en Belgique, par exemple, ils attendaient leur croissance, que le parti se développe numériquement, que les masses viennent à lui. Au lieu de cela, il se développe une crise profonde en Allemagne, et un secteur du mouvement communiste mondial va dire aux communistes allemands, la même chose que nous avons proposé aux petits partis communistes : "vous n'êtes pas le parti des masses, vous êtes un petit parti qui doit aider la gauche à prendre le pouvoir". Maintenant, Marchais a dit la même chose aux communistes allemands. Le résultat en est que les communistes allemands ont fait un congrès et en ont sorti des résolutions de gauche : ils posent un programme anti-capitaliste, alors qu'ils ne l'avaient pas 15 jours plutôt. Cela va avoir un poids, inévitablement, dans tous les partis communistes. En Belgique également.

Ces principes se généralisent dans le monde entier. Aujourd'hui, il n'y a plus de distance entre le processus d'un pays et celui d'un autre : tout est uni. Cette attitude d'un secteur du Parti Communiste Français requiert la formation d'une gauche. Mais ils n'osent pas la faire. Cependant, ils stimulent des gens qui peuvent se décider à apparaître comme une gauche, au cours d'une étape déterminée, d'un processus, d'une grève. La discussion mène déjà à cette conclusion. Il en est de même dans les Partis Socialistes. La Fédération de Paris du Parti Socialiste Français a voté une résolution sur le Moyen Orient (N. de la T. : condamnant Israël et l'impérialisme américain et favorable à la lutte des peuples arabes) qui rompt avec la ligne du Parti Socialiste Français et essaie de donner une explication dialectique. Cette résolution n'est pas le résultat de l'élaboration d'un groupe de militants, mais d'un état de compréhension existant dans tout le parti.

Tous ces facteurs déterminent et doivent déterminer des changements de position, une nouvelle direction, impulser de nouveaux cadres, de nouveaux dirigeants. Il y a un retard dû au fait qu'ils doivent sortir d'une structure monolithique, qui ne développait aucune vie intérieure, aucun échange d'expériences scientifiques. Mais comme la pression et le processus pèsent avec plus d'importance, de poids, tout cela s'élimine et toutes les conditions existent pour la formation de la gauche. Les conditions existent. Et la gauche commence déjà à fonctionner, de façon inorganique, mais très directe. Les éléments sont déjà réunis pour le faire. La base communiste, socialiste, nationaliste, catholique, veut le pouvoir ! Les directions conciliatrices, compénétratives, réformistes ne peuvent plus rester à la tête de la direction. Il faut se baser sur ces éléments pour montrer que les facteurs, les moyens existent pour organiser la gauche.

4 novembre 1973

J. Posadas.

Hommage au camarade Pablo Fredes (Martin) assassiné en Argentine

Nous rendons hommage au camarade Pablo Fredes (Martin), militant du Parti Ouvrier (Trotskyiste), section argentine de la IV^e Internationale, assassiné par la C.I.A. et la droite péroniste utilisant comme instrument les bandes armées de la bureaucratie syndicale, le 1^{er} novembre 1973. Le camarade Martin était délégué et dirigeant de UTA (Union Tranviarios Automotors, syndicat des ouvriers du transport), principal organisateur et dirigeant de l'organisation péroniste « 17 octobre », qui adhère à la J.T.P. (Juventud Trabajadora Peronista). Cet assassinat est une réaction de classe de la bourgeoisie et a pour objectif d'essayer de freiner le développement des tendances révolutionnaires dans le péronisme, le front unique péroniste-trotskyiste-posadiste, et en particulier le développement du trotskisme-posadisme à l'intérieur du prolétariat et des masses péronistes, comme expression consciente de la lutte pour abattre le capitalisme en Argentine.

Agissant ouvertement comme trotskiste-posadiste, et comme membre de la J.T.P., il menait actuellement une lutte pour imposer le contrôle ouvrier et pour l'application des conclusions anti-capitalistes du programme de Huerta Grande et La Falda. La bourgeoisie l'a assassiné pour empêcher le développement de la tendance socialiste et marxiste dans le péronisme. La réponse de l'avant-garde prolétarienne a été une réponse de classe et de combat : notre camarade assassiné a été nommé président d'honneur du meeting de 30 000 personnes qui s'est tenu au Luna Park de Buenos-Aires, à l'appel des J.T.P., des Syndicats Combatifs, du Péronisme de Base et des Montoneros, tous réunis au cri de « Patria Socialista ».

Le camarade Martin reste dans la lutte avec le progrès des idées, du programme et de la politique révolutionnaire. Comme tant d'autres révolutionnaires qui sont tombés dans la lutte, comme les masses chiliennes, le camarade Martin fait partie du progrès de la révolution socialiste latino-américaine et mondiale.

Avec cet hommage, nous faisons parvenir également à notre chère section argentine notre plus fraternel salut et notre reconnaissance communiste pour la tâche formidable d'organisation de la direction révolutionnaire en Argentine, en application des textes, analyses, politique, tactique et conception militante du camarade Posadas.

VIVE LE CAMARADE MARTIN !

VIVE LE FRONT UNIQUE DE PERONISTES, TROTSKYSTES-POSADISTES, ET DES AUTRES TENDANCES REVOLUTIONNAIRES DANS LA TACHE DE LA CONSTRUCTION DE LA DIRECTION DE CLASSE ET REVOLUTIONNAIRE EN ARGENTINE !

VIVE LA SECTION ARGENTINE DE LA IV^e INTERNATIONALE !

La crise totale du capitalisme et le programme de l'Europe socialiste

19 novembre 1973

(Voir page 2)

J. POSADAS

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE



OUVRIERE

ORGANE DU

PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB 11e ANNEE 7 DECEMBRE 1973 N° 201

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem.
de soutien 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

Page 4
MEETING DE SOLIDARITE
AVEC LES 10 DE CARABACHEL !

Page 4.
LA DEFENSE DES TRAVAILLEURS IMMIGRES ET DE
L'EMPLOI AVEC L'ECHELLE MOBILE DES HEURES DE TRAVAIL
ET L'ELARGISSEMENT DE LEURS DROITS POLITIQUES.

Page 3
**LA CAPITULATION
DU GOUVERNEMENT CHINOIS
DEVANT L'O.T.A.N.**

8 novembre 1973

J. POSADAS

Face au blocage des salaires que prépare le capitalisme, discuter une mobilisation européenne pour l'échelle mobile des salaires.

EDITORIAL

Les "neuf" vont voter la proposition de Giscard d'Estaing sur le blocage des prix et des salaires mais, comme l'explique Posadas dans le document de "la crise du capitalisme en Europe", bien que les salaires puissent être bloqués et le sont en réalité car c'est le capitalisme qui paye les ouvriers, par contre, le grand capital dispose de mille moyens pour ne pas bloquer les prix.

La crise énergétique du pétrole est, en outre, un des centres de la préoccupation du capitalisme pour bien des raisons. L'une d'elles c'est que, au niveau du capitalisme même, ne pouvant pas compter avec une croissance industrielle il devra verser toutes ses forces pour augmenter ses profits à travers un affrontement plus large de la classe ouvrière et des masses en général. Le capitalisme est déjà en train de préparer cet affrontement global avec la classe ouvrière. C'est une dure épreuve de force qui se prépare. La discussion des "neuf" sur le blocage des salaires est là pour en témoigner. Un autre des éléments ce sont les mesures de limitation de la main-d'oeuvre étrangère, comme ils sont déjà en train de le faire au Danemark.

Cet affrontement se prépare aussi en Belgique. Le procès des 4 ouvriers des ACEC pour fait de grève, pourtant déclarée après préavis, fait partie de la préparation du capitalisme pour lancer une offensive contre la classe, les droits syndicaux

et le niveau de vie. Evidemment ici, dans cette grève des 4 ouvriers des ACEC, c'est absurde que la direction syndicale ait laissé ceux-ci partir en grève de façon isolée. C'était toute l'usine qui devait partir en grève en unissant à la solidarité avec les 4 les revendications de tous les ouvriers et fondamentalement, la nécessité de l'échelle mobile des salaires avec une augmentation conjoncturelle de 5 Fr de l'heure pour tout le monde.

C'est certain que la direction syndicale comme la section socialiste et communiste ont répondu à ce procès en y envoyant des avocats mais, pour arrêter les intentions du capitalisme, ce sont des mesures qui ne peuvent être qualifiées que de défensives. De même que le comité pour la réincorporation des délégués de Cockerill. C'est un progrès très important qu'il y ait tout un secteur qui se lance à défendre les droits syndicaux, mais le fait est déjà accompli et ce sera très difficile de revenir en arrière.

Les mesures possibles, les seules qui puissent enrayer cette offensive du capitalisme, c'est la mobilisation de l'ensemble comme à Brassico pour imposer les conquêtes ouvrières et la défense des droits syndicaux, d'assemblées, de grève.

Le capitalisme lance cette offensive, non parce qu'il est puissant mais parce que, intérieurement, il affronte aussi une crise profonde de décomposition. Le pétrole, la guerre du Moyen-Orient en font partie. Ils doivent s'unifier pour faire face à la classe ouvrière dans tous les pays

d'Europe mais, en même temps, il existe entre eux des dissensions profondes car chacun cherche à se sauver individuellement. Avec le pétrole, bien que solidaire de la Hollande, ce n'est pas le capitalisme français qui va donner des hydrocarbures parce que ce qui l'intéresse plus encore c'est que le prolétariat français qui prépare la grève générale n'ait pas encore un élément supplémentaire de mécontentement.

Bien qu'ils connaissent une décomposition intérieure très grande, ils se préparent à donner une réponse d'ensemble face à la lutte et aux grèves du prolétariat en Italie, en France, en Allemagne, en Angleterre et en Belgique.

Le prolétariat anglais a refusé de faire des heures supplémentaires dans les charbonnages parce que le pétrole manquait. Il n'accepte pas de devoir payer les conséquences de la crise de l'énergie qui est un produit de l'intérêt de classe du capitalisme. De la même manière ici, ni les élèves ni les parents n'acceptent qu'on change les horaires et qu'on produise des perturbations de tout ordre parce qu'il n'y a pas de chauffage. Il y a suffisamment de stocks de pétrole et on exporte suffisamment pour que les besoins de la population soient respectés.

Cette situation nécessite une réponse concentrée de la classe ouvrière et ceci non seulement au niveau de la Belgique mais au niveau européen, une lutte qui prenne comme centre l'échelle mobile des salaires car ce n'est pas à la classe ouvrière

de supporter les effets de l'inflation ou de la diminution du pouvoir d'achat qui sont créés par le capitalisme. Le capitalisme lui, d'année en année, augmente ses profits par le moyen de l'augmentation des cadences, du développement de l'industrie et de la technique. C'est pour cela que nous posons que tous les bénéfices de l'automatisation, du progrès technique, scientifique et industriel aillent aux travailleurs, ceci à travers la réduction du temps de travail, mesure qui permettrait aussi de résorber le chômage, et, en deuxième lieu, par des augmentations de salaire. C'est ceci qu'il faut faire et nous appellons la FGTB et la CSC à établir un programme de revendications immédiates qui ait centralement ces trois points : Echelle mobile des salaires, échelle mobile des heures de travail et tous les progrès de la technique et de l'automation au bénéfice des masses.

Ce ne sont pas des mesures insensées ou à long terme, ce sont les seules qui permettent de lutter contre l'offensive que prépare le capitalisme à échelle européenne comme la proposition des "Neuf" du blocage des salaires.

Les militants syndicaux doivent s'appuyer sur la décision de lutte de la classe ouvrière pour imposer ces mesures à travers la mobilisation, à travers la grève générale. Mais en tenant compte qu'il faut prendre immédiatement la résolution de le faire avec la CGT et CFDT en France, les Trade Unions en Angleterre, les syndi-

(Suite page 4)

Hommage au camarade Pablo Fredes (Martin) assassiné en Argentine

Nous rendons hommage au camarade Pablo Fredes (Martin), militant du Parti Ouvrier (Trotskyiste), section argentine de la IVe Internationale, assassiné par la C.I.A. et la droite péroniste utilisant comme instrument les bandes armées de la bureaucratie syndicale, le 1er novembre 1973. Le camarade Martin était délégué et dirigeant de UTA (Union Tranviarios Automotors, syndicat des ouvriers du transport), principal organisateur et dirigeant de l'organisation péroniste « 17 octobre », qui adhère à la J.T.P. (Juventud Trabajadora Peronista). Cet assassinat est une réaction de

classe de la bourgeoisie et a pour objectif d'essayer de freiner le développement des tendances révolutionnaires dans le péronisme, le front unique péroniste-trotskyiste-posadiste, et en particulier le développement du trotskisme-posadisme à l'intérieur du prolétariat et des masses péronistes, comme expression consciente de la lutte pour abattre le capitalisme en Argentine.

Agissant ouvertement comme trotskyiste-posadiste, et comme membre de la J.T.P., il menait actuellement une lutte pour imposer le contrôle ouvrier et pour l'application des conclusions anti-capitalistes du programme de Huerta Grande et La Falda. La bourgeoisie l'a assassiné pour empêcher le développement de la tendance socialiste et marxiste dans le péronisme. La réponse de l'avant-garde prolétarienne a été une réponse de classe et de combat : notre camarade assassiné a été nommé président d'honneur du meeting de 30 000 personnes qui s'est tenu au Luna Park de Buenos-Aires, à l'appel des J.T.P., des Syndicats Combattifs, du Péronisme de Base et des Montoneros, tous réunis au cri de « Patria Socialista ».

Le camarade Martin reste dans la lutte avec le pro-

grès des idées, du programme et de la politique révolutionnaire. Comme tant d'autres révolutionnaires qui sont tombés dans la lutte, comme les masses chiliennes, le camarade Martin fait partie du progrès de la révolution socialiste latino-américaine et mondiale.

Avec cet hommage, nous faisons parvenir également à notre chère section argentine notre plus fraternel salut et notre reconnaissance communiste pour la tâche formidable d'organisation de la direction révolutionnaire en Argentine, en application des textes, analyses, politique, tactique et conception militante du camarade Posadas.

VIVE LE CAMARADE MARTIN !

VIVE LE FRONT UNIQUE DE PERONISTES, TROTSKYSTES-POSADISTES, ET DES AUTRES TENDANCES REVOLUTIONNAIRES DANS LA TACHE DE LA CONSTRUCTION DE LA DIRECTION DE CLASSE ET REVOLUTIONNAIRE EN ARGENTINE !

VIVE LA SECTION ARGENTINE DE LA IVe INTERNATIONALE !

LA CRISE TOTALE DU CAPITALISME ET LE PROGRAMME DE L'EUROPE SOCIALISTE

16 novembre 1973

J. POSADAS

Nous publions de longs extraits de ce texte du camarade J. Posadas, que notre parti a publié intégralement sous forme ronéotypée comme contribution aux discussions du Colloque International sur la crise monétaire et ses conséquences pour la classe ouvrière et les peuples en Europe capitaliste, organisé par les Partis communistes d'Europe capitaliste et tenu à St-Denis les 26 et 27 novembre 1973. Nous appelons le P.C.B., le P.S., toute l'avant-garde communiste, socialiste, le mouvement gauchiste à en faire une large discussion et à unir cette discussion aux tâches de la préparation de la grève générale et du programme du front unique anti-capitaliste.

Nous saluons avec toute notre fraternité communiste les réunions que réalisent ou préparent ensemble les Partis Communistes d'Europe pour envisager en commun l'affrontement avec le système capitaliste et pour discuter des problèmes qui se posent à chacun d'eux. Nous saluons en particulier la prochaine réunion qui doit se tenir à Paris pour traiter de la crise monétaire internationale. Ces colloques et réunions sont un important pas en avant réalisé dans la lutte contre le système capitaliste, contre la guerre criminelle que prépare l'impérialisme.

Nous appelons en même temps à mener cette discussion dans tout le mouvement ouvrier et syndical, dans les usines, à discuter publiquement de tous ces problèmes. Le Parti communiste doit être le centre d'une discussion sur la crise monétaire du système capitaliste qui est l'expression de la crise totale de ce système.

Les rapports monétaires sont la forme d'expression la plus élevée des rapports capitalistes. Quand, comme c'est le cas maintenant, la crise monétaire est quotidienne, se développe sans interruption, c'est que le système capitaliste est continuellement à la recherche de réajustements intérieurs dans ses rapports, sans pouvoir y parvenir parce qu'il doit en même temps concentrer sa capacité militaire et financière en vue de la guerre et soutenir la concurrence intérieure au système. Cette concurrence interne ne peut plus s'exprimer ouvertement comme elle le faisait auparavant, alors que les Etats ouvriers n'existaient pas encore. Ces derniers exercent une pression constante, pèsent d'un poids énorme sur l'ensemble du système capitaliste, l'empêchant de contrôler le marché mondial. C'est ce qui pousse constamment les pays capitalistes à d'incessantes dévaluations et variations de leurs monnaies.

L'accumulation de la plus-value reste la base essentielle du système capitaliste. C'est pourquoi la crise de celui-ci n'a pas de solution, parce qu'il se heurte à l'existence des Etats ouvriers, du Vietnam, du Moyen-Orient, l'Amérique Latine, échappent à son contrôle. Si les pays capitalistes pouvaient investir dans leurs colonies, comme dans le passé, il n'y aurait pas de crise monétaire : tout au plus une crise économique dans tel ou tel pays. Ils ne peuvent plus investir comme avant parce qu'ils ont peur d'être expropriés et aussi parce que le développement des masses, des Etats ouvriers et des Partis communistes, leur démontre que nous sommes à la veille du règlement de comptes final. Cette situation rend plus active la concurrence inter-capitaliste, et celle-ci est encore aggravée par le très haut niveau de technification atteint, qui diminue constamment le temps de travail socialement nécessaire pour la production. Cela signifie à la fois une grande accumulation mais qui ne peut déjà plus servir à la reproduction du cycle d'expansion du capitalisme. Le système doit rétrécir de plus en plus son aire de fonctionnement et c'est la base fondamentale de sa crise.

Nous appelons les Partis communistes à se baser sur cette conclusion pour établir un programme pour l'Europe, qui puisse être étendu au reste du monde et qui comporte des revendications de salaires, l'échelle mobile des salaires et des heures de travail, des garanties sur l'emploi, l'expropriation sans indemnisation des moyens de production, l'élimination de toute la production d'armes. Tous ces capitaux doivent être mis au service des besoins humains. Il faut également poser l'égalité des droits économiques, sociaux et politiques des ouvriers étrangers dans n'importe quel pays : par le seul fait de travailler dans un endroit, un ouvrier doit avoir les mêmes droits que tous les autres, car il fait partie du facteur essentiel de la vie de ce pays, qui est la production.

Il faut montrer que le Marché commun européen est une des bases qui permet, ou qui le cherche en tout cas, l'unification des forces européennes en une armée commune, dirigée par l'impérialisme yankee et qui, de toutes façons, qu'elle soit ou non placée sous commandement américain direct, sera au service du capitalisme, le bras armé de l'impérialisme yankee en Europe.

Il faut prendre l'Europe comme une partie inséparable du système capitaliste. Toutes les réactions de concurrence des pays capitalistes européens vis-à-vis des yankees, se limitent à la compétition économique : la concurrence essentielle est contre les Etats ouvriers. D'où la préparation militaire de l'Europe. Le but logique vers lequel l'impérialisme yankee achève cette crise financière, est de faire pression sur les bourgeoisies européennes pour leur montrer que la seule issue est la guerre contre les Etats ouvriers. Quelle que soit l'utilisation que les Etats ouvriers puissent et doivent faire de l'aggravation de la compétition inter-capitaliste, ils doivent voir que tous ces Etats capitalistes sont déterminés, poussés, organisés par la nécessité de s'unifier contre les Etats ouvriers et pour préparer la guerre.

Les pays arabes peuvent adopter l'attitude de restreindre les fournitures de pétrole aux pays capitalistes parce qu'ils s'appuient sur la présence de l'Union Soviétique et des Etats ouvriers, sur la résolution de lutte des masses arabes et sur la lutte du prolétariat des pays capitalistes du monde entier, sur la résistance à l'impérialisme. C'est sur cette situation que les camarades du Parti communiste doivent se baser dans les réunions qu'ils organisent pour préparer les perspectives et le programme d'action en comptant avec cette lutte mondiale du prolétariat qui limite la capacité économique et militaire et affaiblit en partie mondialement le système. Par contre, la possibilité d'intervention des pays socialistes et les perspectives de lutte des masses du monde s'élèvent infiniment. Il faut compter sur le fait que la lutte va aller en s'aggravant. Ce n'est pas un conflit statique contre le système capitaliste. Si les pays capitalistes d'Europe ne sont pas encore entrés en guerre entre eux, c'est parce qu'ils redoutent les conséquences de la lutte des masses, la révolution : ils ont peur que les masses d'Europe n'en profitent pour prendre le pouvoir et ils craignent aussi que les Etats ouvriers ne sortent gagnants d'un tel conflit. C'est sur cette base que les Partis communistes d'Europe et du monde doivent envisager leur programme d'action. Cela signifie compter sur la force mondiale de ce processus révolutionnaire, des luttes des masses pour les stimuler et les impulser, et baser là-dessus de manière concrète les conquêtes de chaque pays.

LA DESINTEGRATION DU CAPITALISME ET LE FRONT UNIQUE DES MASSES

Un des aspects essentiels auquel il faut répondre est l'appel aux masses arabes à lutter pour le pouvoir. Il n'y a pas de solution possible dans aucun pays capitaliste, parce que le capitalisme n'a plus ni force ni capacité et parce que la cohésion, le front unique mondiale des masses croît et se développe plus que lui. Les masses du monde élèvent leurs sentiments fraternels communistes, leur préoccupation et leur intervention dans la lutte. C'est la base essentielle de tout programme pour coordonner le front des Partis communistes d'Europe, en appelant au front unique les Partis socialistes, les mouvements de gauche, et en appelant aussi les mouvements gauchistes à participer à ce processus sur la base d'un programme de lutte générale contre le système capitaliste, et en ouvrant aussi la plus large discussion démocratique sur tous les problèmes : méthodes, programme et objectifs à atteindre. Une discussion publique de toute la population va amener toute la petite bourgeoisie à la conclusion qu'il est nécessaire d'en finir avec le système capitaliste, à cause de la vie chère, de l'oppression, du manque de culture et de la mort de millions de personnes causée par la sécheresse en Afrique. C'est aux Partis communistes, aux masses du monde, aux syndicats, qu'il incombe d'empêcher ce massacre. Le sentiment de dignité humaine doit pousser à empêcher la mort de millions de personnes. On ne meurt pas en Europe, mais ceux qui meurent en Afrique font partie du genre humain. (...)

C'est une crise totale du système capitaliste. L'Eglise, les appareils militaires, policiers, judiciaires, se désintègrent. Cela ne veut pas dire que le capitalisme va se dissoudre, mais le fait qu'il se désintègre signifie qu'il perd sa capacité de réaction et d'action coordonnée. Les hautes finances vont garder la direction, mais elles perdent une capacité et une force historique énorme.

Le mouvement ouvrier et révolutionnaire mondial ne répond pas encore avec tous ses moyens à cette crise financière du système capitaliste, à ses conséquences pour le mouvement ouvrier, à la crise totale du système capitaliste. Il en est empêché par le conflit sino-soviétique, par le manque de coordination et de planification conjointe des Etats ouvriers. Cette coordination et cette planification doivent se baser sur le fonctionnement démocratique socialiste, soviétique, sur la démocratie soviétique. La petite bourgeoisie est gagnée à cette conclusion. Quand, dans des pays comme la France, l'Italie, des juges, des secteurs de la police et de l'armée se mettent à discuter des normes démocratiques et déclarent qu'ils ne vont pas défendre le système capitaliste, c'est qu'ils sont gagnés à la conception démocratique soviétique, qu'ils reconnaissent supérieure à la démocratie bourgeoise. La démocratie soviétique signifie le droit à discuter de tout, à parler, à discuter, à résoudre, et développer le sentiment de distribution égalitaire. Cela donne une puissance énorme aux masses du monde entier, en particulier aux masses des Etats-Unis, qui ont besoin de l'appui, de la coordination du mouvement ouvrier et révolutionnaire mondial et des Etats ouvriers, comme nous l'avons posé et proposé dans l'article sur « le retard historique du prolétariat des Etats-Unis » d'août 1973. (Voir Lutte Communiste numéro 310).

C'est pour cette raison que les congrès des partis bourgeois d'Europe, comme le récent congrès de l'UDR en France, tentent de mettre en avant des solutions populistes, tout en menaçant avec des mesures de répression, dictatoriales. Cela montre la faiblesse du système capitaliste et que la petite bourgeoisie est influencée par la lutte des masses et voit que le système capitaliste croule.

POUR L'UNITE DU MOUVEMENT COMMUNISTE MONDIAL, POUR L'EUROPE SOCIALISTE !

La réponse est : « Europe socialiste ! » Appeler à l'Europe socialiste ! C'est l'appel de Lénine ! Ce n'est pas une élucubration : Lénine a été le premier à lancer cet appel. La petite bourgeoisie est apte pour cela. Elle s'incline toujours plus puissamment du côté des partis ouvriers, qui reçoivent l'appui électoral, syndical, l'incorporation des masses petites bourgeoisies comme on peut le voir en Angleterre, en Allemagne, en France. Lip démontre que la petite bourgeoisie recherche des organes, issus de la classe ouvrière, pour répondre à la crise du système capitaliste. L'Europe est mûre pour une issue socialiste ! Electoralement, cet appel aura également un très grand succès.

Il faut unir la lutte du prolétariat dans toute l'Europe avec la défense du prolétariat et des luttes des masses au Portugal, en Espagne, en Grèce. Il faut appeler à la lutte pour les droits démocratiques et syndicaux des masses en Afrique, Asie, et à une grève générale en défense des masses et du prolétariat de ces pays. Ce n'est pas seulement une réponse financière qu'il faut donner à la crise financière du capitalisme : il faut y donner une réponse de classe, sociale, de lutte syndicale et politique, qui signifie la lutte pour le pouvoir, la lutte pour aller au gouvernement et du gouvernement au pouvoir, ou la lutte directe pour le pouvoir, avec un programme anti-capitaliste : étatisation des principaux moyens de production, élimination des armes atomiques et de leur fabrication, utilisation du potentiel industriel pour répondre aux besoins des masses, unification du mouvement ouvrier européen avec les syndicats et centrales ouvrières des pays socialistes, y compris la Chine, et avec le mouvement ouvrier du monde entier. Ce programme anti-capitaliste doit donner une issue à la crise économique, financière, sociale et politique du système capitaliste. Nous pensons que telle est la réponse que doivent donner les Partis communistes.

La IVe Internationale posadiste appelle les camarades des Partis communistes à discuter dans cette ligne. Nous appelons à l'unification du mouvement communiste mondial, dont l'une des tâches les plus essentielles est de résoudre le conflit entre la Chine et l'U.R.S.S. et le développement de la démocratie soviétique dans les Etats ouvriers. Les syndicats, les Partis communistes doivent intervenir, adresser des appels aux masses des Etats-Unis, aux masses des pays capitalistes, à la lutte contre le capitalisme. Parti communiste et syndicats soviétiques, doivent établir une communication directe avec les masses du monde entier. Des manifestations, des assemblées, des réunions des discussions, le fonctionnement de la démocratie soviétique, dans les Etats ouvriers, tout cela va avoir une énorme influence sur les masses des Etats-Unis tout particulièrement. La centrale unique ouvrière européenne, la centrale étudiante, vont dans le même sens.

Il faut approfondir le front unique avec les Partis socialistes et rechercher également le front unique avec les mouvements nationalistes ou d'origine nationaliste, du reste du monde, pour impulser le front de lutte contre le capitalisme. Il faut appeler les Partis socialistes d'Europe à un front unique réel, avec un programme électoral, syndical et politique, pour aller au gouvernement et du gouvernement au pouvoir ou directement au pouvoir en éliminant le régime capitaliste. Il faut prévoir la réaction du capitalisme et en tenir compte : celui-ci va intervenir en utilisant ses armées. Il faut s'y préparer en apprenant la leçon du Chili qui montre qu'il ne faut pas faire confiance à l'armée, qu'il ne faut pas se fier aux déclarations et aux promesses : il faut créer les organes pour affronter n'importe quelle éventualité, parce que la crise financière et monétaire du capitalisme inclut toutes ces conséquences. L'armée va se soulever pour défendre le capitalisme. Dans ces réunions des Partis communistes, il faut développer la préoccupation d'organiser des relations programmatiques, des organismes, où prennent part tous les mouvements révolutionnaires du monde entier. Il faut appeler au Front unique concret avec les partis socialistes, et les partis petits-bourgeois, comme les radicaux de gauche en France, sur la base d'un programme anti-capitaliste et anti-impérialiste.

Nous pensons, camarades communistes, que telle est la stratégie que vous devez envisager. Le point essentiel de toutes ces discussions doit être que le capitalisme va répondre par tous les moyens dont il dispose, y compris les armes atomiques, avant de disparaître. Il n'y a pas lieu à dramatiser, ni à considérer cette perspective avec angoisse, il faut constater la faiblesse du système capitaliste. De la même façon que le mouvement communiste et socialiste a déjà remporté et remporte actuellement de nombreuses victoires, il va gagner aussi cette bataille.

J. POSADAS, 19 novembre 1973

LA CAPITULATION DU GOUVERNEMENT CHINOIS DEVANT

L'O.T.A.N.

8 novembre 1973

J. POSADAS

Chou En Lai a déclaré à un journaliste américain du « New York Times » qu'il appuie le renforcement de l'O.T.A.N. face au pacte de Varsovie. Une telle déclaration signifie une conception antagonique à celle de l'Union Soviétique et montre la décomposition de la direction chinoise. Si une telle prise de position politique n'a pas de conséquences plus immédiates dans la lutte intérieure, c'est parce que sur le plan économique cette direction maintient une certaine progression dans la production. Mais c'est une politique qui va contre la volonté, le désir, la capacité, la compréhension et la conscience du peuple chinois. Cela doit s'exprimer dans une lutte intérieure: comme elle n'apparaît pas publiquement, on ne le sait pas. Ils maintiennent la discussion en secret comme ils l'ont fait pour le Xe Congrès. Mais il doit y avoir une discussion intérieure très grande parce que cette déclaration est une capitulation complète. C'est ainsi qu'il faut dénoncer l'attitude de Chou En Lai: c'est une capitulation politique devant l'impérialisme en défense d'intérêts chauvins et nationalistes, économiques et territoriaux.

Il faut le dénoncer et faire une campagne mondiale pour appeler le mouvement communiste, le mouvement ouvrier, le mouvement socialiste, nationaliste et catholique à une mobilisation mondiale pour condamner cette politique du gouvernement chinois. Il faut s'adresser au peuple chinois, lui lancer des appels, ainsi qu'au peuple soviétique. Dans le cadre de cette campagne, il faut, en Union Soviétique, développer la démocratie soviétique, faire fonctionner les syndicats de manière indépendante, et que ceux-ci s'adressent, en tant que syndicats, au reste du mouvement ouvrier pour l'appeler à la lutte pour renverser le système capitaliste. Il faut appeler à une alliance de tous les pays coloniaux et semi-coloniaux contre l'impérialisme.

La déclaration de Chou En Lai est l'indice d'une décomposition très grande. Elle indique en même temps que cette direction cherche à tout prix à faire des concessions à l'impérialisme. Sur le plan de la conception, des rapports, de la politique, elle cède énormément. C'est l'expression d'une très grande faiblesse. Cette direction cherche à se gagner l'appui des yankees en leur faisant des concessions de tous les points de vue. Immédiatement après le Xe Congrès nous avons posé que l'alliance avec la gauche ne pourrait pas durer longtemps. La gauche ne peut pas supporter une telle position. Il doit y avoir un état de mécontentement très, très grand. Devant une telle déclaration de Chou En Lai on ne peut plus parler de politique erronée: c'est une infamie! Comparable aux étapes de décomposition de la bureaucratie soviétique, quand la clique de Staline fit alliance avec Hitler

Reconnaître l'OTAN et la défendre contre le Pacte de Varsovie, contre les Etats ouvriers, est une capitulation très dangereuse, car elle affaiblit l'Etat ouvrier. La direction chinoise ne parviendra pas à s'allier à l'impérialisme contre l'Etat ouvrier, parce que cela peut produire une révolution en Chine. Il est impossible de faire une telle chose. Mais en attendant, cette prise de position affaiblit l'Etat ouvrier et accorde à l'impérialisme les moyens et les délais dont il a besoin pour arracher de nouvelles concessions et de nouveaux avantages. Cette position sert à contenir la crise du capitalisme, l'aide à se maintenir sans que le système souffre de plus grandes détériorations. Il faut dénoncer qu'il s'agit d'une décomposition politique et accompagner cette dénonciation d'un appel à l'unité du mouvement communiste mondial et d'une discussion à propos de: pourquoi la direction chinoise en est-elle arrivée à une telle attitude? Ce n'est pas un produit de l'Etat ouvrier chinois, mais d'un manque de vie politique, soviétique, communiste, dans tous les Partis communistes de tous les Etats ouvriers. L'exemple doit venir des Etats ouvriers eux-mêmes: en U.R.S.S., à Cuba, en Tchécoslovaquie, faire en sorte que les syndicats, le Parti, les cellules, vivent politiquement et s'adressent directement au reste du monde; que les syndicats et les centrales ouvrières fassent des assemblées, des conférences, des meetings, que les Partis communistes fonctionnent en cellule, fassent des réunions par quartier et par zone, et s'adressent au monde entier et en particulier aux masses et aux syndicats de Chine.

La direction chinoise va le cacher, le dissimuler, elle va essayer d'éluder cet appel. Mais il sera entendu à l'intérieur de la Chine. Il faut poser que ce n'est pas un problème qui concerne seulement les directions de la Chine et de l'U.R.S.S.: il

concerne les masses, les organismes des Etats ouvriers. Ceux-ci doivent fonctionner en tant qu'organes des Etats ouvriers. Il faut donc un programme de planification, d'unification du mouvement communiste mondial, y compris les posadistes, et une planification de l'économie des Etats ouvriers entre eux au niveau économique, social et militaire. Il faut appeler le peuple chinois à discuter et s'adresser à lui par tous les moyens, par la radio, par des articles dans les journaux, sous mille formes. Il faut rechercher la voie pour avoir accès aux masses chinoises et faire en sorte que cet appel parvienne également aux masses américaines. C'est un moyen de contribuer à l'organisation politique indépendante des masses des Etats-Unis.

Par son intervention au Chili et au Moyen-Orient, l'impérialisme a démontré qu'il est aux aguets, guettant les conditions favorables pour lancer la guerre. L'attitude de Chou En Lai, de reconnaître la Junte militaire du Chili, est criminelle. C'est accorder de l'autorité à cette Junte face aux masses chiliennes. Les Soviétiques, au contraire, corrigeant certaines attitudes antérieures, brisent toute relation avec la Junte et refusent de jouer un match de football à Santiago, profitant de cette occasion pour porter une accusation contre la Junte, ce qui lance contre celle-ci un poids politique énorme qui va contribuer à désintégrer sa structure. Cette décision de l'Union Soviétique est destinée — outre le stimulant qu'elle apporte aux masses, au prolétariat chilien et à l'Union Populaire — à briser la cohésion intérieure de la Junte. C'est une politique correcte, qu'il faut appuyer. A l'inverse, les Chinois reconnaissent la Junte pour défendre leurs intérêts de bureaucrates, de mandarins, et non de dirigeants communistes. Les positions de Chou En Lai sont l'expression d'intérêts bureaucratiques, chauvins, régionaux, d'une application régionaliste et domestique du marxisme. Ils appliquent partiellement le marxisme en ce qui concerne l'économie et le développement de la science et de la technique, mais pas en ce qui concerne la politique et le développement de l'Etat ouvrier comme base de la nouvelle civilisation humaine, comme nouvelle base de l'histoire. Tel est pourtant le centre essentiel du marxisme: la compréhension du processus de l'histoire exprimée à travers la lutte pour parvenir à construire le communisme. C'est la partie essentielle du marxisme, car c'est elle qui permet de résoudre les problèmes qui sont la base pour résoudre ensuite tous les autres: éliminer le système capitaliste, l'oppression et la guerre; éliminer la nécessité de recourir à la violence pour vivre. Cette lutte donne la base pour résoudre ensuite tous les autres problèmes.

Il faut condamner cette attitude de Chou En Lai: en qualifiant l'OTAN d'organisme nécessaire, il s'allie politiquement

à l'impérialisme contre les Etats ouvriers. C'est une attitude criminelle, déterminée par un intérêt chauvin. Quiconque se comporte de cette manière ouvre la porte à de nouvelles et plus importantes concessions. Cette politique n'a pas de points d'appui intérieurs en Chine. Cette politique est menée par la direction chinoise complètement en marge du peuple chinois. Il n'a pas de littérature, à l'intérieur de la Chine, pour justifier une telle politique. La direction ne peut pas la justifier parce que le peuple chinois est contre, de la même façon que les masses soviétiques étaient contre la politique de Staline.

A bref délai, une lutte va devoir s'exprimer à l'intérieur des Etats ouvriers contre cette capitulation politique de la direction chinoise, contre cette alliance avec l'impérialisme contre les Etats ouvriers. En déclarant que l'OTAN est nécessaire, Chou En Lai soutient un des centres essentiels de l'agression, de la guerre impérialiste contre les Etats ouvriers, contre la lutte des peuples du monde, contre les pays qui cherchent à écraser l'impérialisme. Ni au Moyen-Orient, ni en Amérique Latine, les Chinois n'interviennent: ils ne prennent pas position pour ne pas se heurter à l'impérialisme. Quand ils prennent position, c'est pour reconnaître la Junte chilienne! Ils reconnaissent l'OTAN et ils déclarent qu'ils ne vont pas intervenir dans la crise intérieure de l'impérialisme yankee, dans l'affaire du Watergate, parce qu'il s'agit des « affaires intérieures d'un autre pays »! Alors qu'il faut intervenir en montrant que Watergate est l'expression de la décomposition de l'appareil capitaliste et qu'il prépare une dictature militaire pour lancer la guerre. Tel est l'objectif de ce scandale.

L'intervention de l'U.R.S.S. au Moyen-Orient, quel qu'en soit le résultat, signifie que les Soviétiques sont désormais une partie inséparable de toute l'activité au Moyen Orient et dans le monde. L'Etat ouvrier intervient comme un facteur à la

tête de tout ce processus. C'est la raison pour laquelle les dirigeants chinois disent que l'OTAN est nécessaire: ils opposent leur égoïsme étroit, régional, au développement mondial de la révolution. Ce n'est pas qu'ils manquent des notions tactiques les plus élémentaires: dans la lutte contre Tchang Kai Chek, ils ont démontré beaucoup de capacité tactique. Mais dans le processus mondial, il ne suffit plus d'appliquer la tactique du temps de la lutte contre Tchang Kai Chek, lutte dans laquelle toutes les tendances, tous les appétits nationaux et régionaux se trouvaient unifiés. Ici, il s'agit du développement de la révolution dans le monde, qui implique le programme révolutionnaire. C'est alors qu'on peut mesurer toute l'étroitesse des dirigeants chinois, et qu'éclatent toutes les contradictions qui les conduisent à la capitulation politique.

Cela ne veut pas dire que cette direction a trahi la Chine. Elle a capitulé pour s'allier à l'impérialisme contre l'Etat ouvrier soviétique. Si elle continue dans cette voie, cela va stimuler la contre-révolution. Mais cette direction ne va pas pouvoir aller très loin parce que la structure du monde et de la Chine va l'en empêcher. Sinon, elle le ferait. Cette capitulation politique prépare toute une équipe qui se montre docile aux accords avec les yankees, en tenant compte de ses intérêts na-

suite page 4

LA PRESSE TROTSKISTE

ALGERIE

REVOLUTION SOCIALISTE - Organe du Groupe IV^e Internationale

ALLEMAGNE

ARBEITER STIMME - Organe de la section allemande de la IV^e Internationale. Paul SCHULZ - Postfach 16708 Frankfurt/M - 16.

ANGLETERRE

RED FLAG Organe du Revolutionary Worker's Party, 24, Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.

ARGENTINE

VOZ PROLETARIA - Organe du Partido Obrero (T)

BELGIQUE

LA LUTTE OUVRIERE - Organe du Parti ouvrier révolutionnaire (T) C. Polet - B.P. 273 Charleroi I

BOLIVIE

LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (trotskiste).

BRESIL

FRENTE OPERAIA - Organe du Partido Operario (T) Clandestin.

CHILI

LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T) Juan Urrutia Munos Coquimbo 291. Talcahuano (Chili).

CUBA

VOZ PROLETARIA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T) Montes 12 ap Il Piso 2, Habana (Cuba).

EQUATEUR

LUCHA COMMUNISTA - Organe du Partido Comunista Revolucionario (T) Apartado 3726 - Quito.

ESPAGNE

LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T) Clandestin (s'adresser aux journaux belge, français, italien).

GRECE

KOMMUNISTIKIPALI - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T) Clandestin.

ITALIE

LOTTA OPERAIA - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T) Pietro Leone - Casilla Postale 5059. 00153 Rome Ostiense.

MEXIQUE

VOZ OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Jose L. Hernandez - Apdo. Postal - Num. 66-587, Mexico 12 DF.

MOYEN-ORIENT

REVOLUTION SOCIALISTE. - Bulletin en langue arabe et perse organes des militants arabes et perses de la IV^e Internationale.

PEROU

LUCHA OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Apartado 5044 Correo Central, Lima.

URUGUAY

FRENTE OBRERO - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Montevideo. Zulma Noguara, Casilla de Correo 1204, Montevideo (Uruguay).

CUARTA INTERNACIONAL - Organe du Comité exécutif de la IV^e Internationale, Casilla 1204, Montevideo (Uruguay).

REVISTA MARXISTA LATINO-AMERICANA - Organe du S.I. de la IV^e Internationale, Casilla 1204, Montevideo (Uruguay).

EUROPEAN MARXIST REVIEW - Organe du B.E. du S.I. de la IV^e Internationale. Edition en anglais, 24 Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.

REVUE MARXISTE EUROPEENNE - Organe du B.E. du S.I. de la IV^e Internationale Edition en Français, 63, rue Victor-Hugo, 92-Courbevoie.

REVISTA MARXISTA EUROPEA - Organe du B.E. de la IV^e Internationale (édition en italien) Pietro Leone - Casilla Postale 5059 - 00153 Roma Ostiense (Italia).

REVUE MARXISTE EN ARABE - Organe du Bureau Arabe du S.I. de la IV^e Internationale (Edition en langue arabe).

La défense des travailleurs immigrés et de l'emploi avec l'échelle mobile des heures de travail et l'élargissement de leurs droits politiques

Le capitalisme dans la crise produite par le manque de pétrole est en train de préparer une série de mesures contre la classe ouvrière dans son ensemble comme l'est le blocage des salaires, mais aussi contre les travailleurs immigrés.

Le Danemark vient de faire connaître une mesure qui prend effet immédiatement et qui est celle-ci : Plus aucun ouvrier étranger, sauf ceux de la CEE, ne pourra travailler au Danemark, ceci pour prévenir un chômage important découlant de la crise de l'énergie.

Cette mesure qui est prise est un exemple pour les autres bourgeoisies qui exploitent la main-d'oeuvre étrangère, comme ici en Belgique, pour faire une partie des plus sales boulots (par exemple, la mine et le bâtiment) et qui les fout à la porte quand elle n'a plus besoin d'eux ou qu'une crise se rapproche.

Nous alertons et nous appelons des syndicats, les militants de gauche socialistes, chrétiens, communistes à dénoncer cela et à mener une campagne pour s'opposer de toutes leurs forces à ces mesures en organisant l'échelle mobile des heures de travail au cas où il y ait des perspectives plus grandes de chômage.

Les syndicats et les partis ouvriers se doivent de mettre toutes leurs forces pour défendre les ouvriers immigrés parce qu'ils sont en train d'aider le prolétariat belge en affermissant sa sécurité par la communication avec le prolétariat du monde, et parce qu'ils ne se sont pas laissés utiliser par le capitalisme comme briseurs de grèves, ils ne se sont pas laissés corrompre.

A travers les manifestations et les différentes interventions pour les droits démocratiques et contre les dictatures en Espagne, Grèce, Portugal, ils font participer et transmettent au prolétariat belge leur expérience de lutte.

Les ouvriers immigrés participent à toutes les luttes syndicales, les mobilisations pour les conquêtes salariales, pour l'amélioration du niveau de vie et ils n'ont même pas le droit de faire de la politique, d'intervenir comme partie intégrante et active dans l'économie nationale. Le prolétariat étranger paie des impôts comme tout le monde et le capitalisme lui refuse le droit à l'égalité avec les autres travailleurs. Beaucoup d'entre eux retournent dans leurs pays d'origine mais, après plusieurs années de travail, ils ne voient ni pension ni rien de ce qu'ils ont versé au capitalisme pendant ces années.

C'est pour cela qu'il faut en discuter maintenant. Que le Danemark prenne cette mesure indique que les autres pays vont bientôt suivre l'exemple. Il faut unir à la défense du droit de rester et travailler ici tous les droits politiques les plus complets en forme égale aux travailleurs belges.

Nous appelons les organisations syndicales, la FGTB et la CSC à réagir immédiatement. Déjà il y a deux mois, un ouvrier immigré de la STIB fut tabassé par la police. La réaction des ouvriers immigrés fut immédiate : grève ! Mais les directions syndicales n'ont rien organisé sauf des lettres par ci par là mais qui n'empêchent pas les forces de répression d'agir à nouveau. Il fallait donner la réponse par une grève immédiate.

Nous appelons la FGTB et la CSC à envoyer des résolutions au gouvernement du Danemark en condamnant ces mesures et à faire appel à la centrale syndicale danoise à réagir immédiatement.

Nous appelons à discuter un plan de revendications pour les ouvriers immigrés, pour éliminer les différences dans les salaires, les nominations, les avantages extra légaux, et mener la lutte pour avoir un statut des étrangers qui garantisse les mêmes droits et qui tienne compte du principe de "à travail égal salaire égal ou avantages égaux".

LA CAPITULATION DU GOUVERNEMENT CHINOIS DEVANT L'O.T.A.N.

(Suite de la page 3)

tionalistes, locaux, domestiques. C'est la raison pour laquelle ces dirigeants emploient un marxisme domestique, qui sert seulement pour le développement de l'économie, sans plus. Pour l'analyse des autres problèmes, qui sont essentiels, de la lutte de classes et révolutionnaire, ils n'emploient pas le marxisme. Il n'y a plus que l'intérêt du maître de la maison ! C'est la raison aussi pour laquelle la direction chinoise fait l'éloge de l'OTAN et demande à celle-ci de contenir et de menacer l'U.R.S.S. C'est la raison aussi pour laquelle elle n'intervient pas au Moyen-Orient, et quand elle intervient sur le Chili, c'est pour approuver la Junte. Ce sont les intérêts domestiques, que l'Etat ouvrier chinois ne va pas pouvoir supporter parce qu'ils sont en contradiction antagonistique avec sa propre structure et cet antagonisme devra inévitablement s'exprimer.

C'est pourquoi il est fondamental de dé-

velopper une campagne mondiale pour contenir l'attitude criminelle de la direction chinoise. Sans omettre les critiques à la direction de l'U.R.S.S.; mais dans ce cas c'est aux Chinois qu'il faut adresser l'appel.

Il faut unir cet appel à la discussion pour l'unité du mouvement communiste mondial, sur la base de la planification économique, sociale, politique et militaire conjointe; pour la réanimation de la démocratie soviétique dans tous les Etats ouvriers, pour le fonctionnement indépendant des syndicats et des centrales ouvrières, pour que celles-ci s'adressent au mouvement ouvrier mondial, entre autres aux pays d'Amérique Latine, d'Afrique et d'Asie, aux centrales ouvrières des grands pays capitalistes pour organiser le front unique mondial contre l'impérialisme.

J. POSADAS 8 novembre 1973

Suite de l'EDITORIAL.

cats allemands et ceux de toute l'Europe. Bien que la situation dans ces différents pays ne soit pas la même, les objectifs de la bourgeoisie européenne tendront à s'unifier pour faire face aux masses.

Déjà la droite et les secteurs les plus réactionnaires veulent imposer leur solution : la tentative de coup d'Etat en Italie, le nouveau coup d'Etat en Grèce directement lié à la CIA et coupant court à un processus qui leur était défavorable, les projets d'armée de métier en Belgique, font partie de ce même objectif.

La lutte contre le projet d'armée de métier qui se donne à l'intérieur même du Parti Socialiste doit être incluse dans ce programme car il est de tout intérêt que ce projet ne passe pas.

Nous appelons les militants communistes à mettre ces points en discussion dans le prochain congrès du PCB ainsi que

dans la réunion des PC d'Europe qui se tiendra à Bruxelles.

Nous appelons les militants du PS, la gauche socialiste, la gauche chrétienne, le PC et les militants syndicaux, les jeunes socialistes et communistes ainsi que tous les militants politiques à mener comme on le fait une campagne pour discuter dans tous les partis ouvriers, les usines, syndicats, écoles et bureaux ces points de programme Faire une mobilisation d'ensemble du pays qui parte des assemblées d'usines et autres pour organiser déjà la grève générale qui s'unifie avec toute l'Europe et qui inclut la nécessité de la lutte pour la démocratie et le socialisme ainsi que le renversement des régimes du Portugal, Grèce Espagne et qui donne une impulsion à la lutte anticapitaliste dans son ensemble

Le 1/12/73.

MEETING DE SOLIDARITE AVEC LES 10 DE CARABANCHEL!

Charleroi - le 7 décembre à 19h
'Maison des Huit Heures'.

AVEC LE RASSEMBLEMENT DES PROGRESSISTES POUR LA DEMOCRATIE ET CONTRE L'OPPRESSION

Regroupant les fédérations de Charleroi de : J.S., P.S.B., J.C., P.C.B., F.G.T.B., C.S.C., M.O.C., Jeunesses Syndicales, J.O.C., La Maison de la Paix, la M.J.T le P.O.R. (Trotskyiste - Posadiste), les Femmes Prévoyantes Socialistes, Infor-Jeunes, en collaboration avec le Comité Espagnol de soutien aux Commissions Ouvrières.

EXIGEONS :

- l'annulation du procès et la mise en liberté des syndicalistes !
- la fin de la répression contre les ouvriers !
- les libertés syndicales et politiques !

10 syndicalistes espagnols incarcérés depuis 17 mois dans les geôles de Franco vont passer en jugement et risquent 162 ans de prison pour activité syndicale !

Les problèmes

de la révolution en Espagne

et le VIII^e congrès

du Parti Communiste Espagnol.

Février 1973

J. POSADAS

Édition Revue Marxiste N° 30

demandez la à l'adresse du journal

BOLIVIE Liberté pour Itala de Maman Flores !

Nous demandons de continuer la campagne, exigeant le respect des droits démocratiques; le droit à la défense et la libération de la camarade Flores, et de tous les emprisonnés politiques et syndicaux en Bolivie. Il faut continuer à adresser télégrammes, motions, résolutions venant des organisations politiques, syndicales, démocratiques ainsi qu'une copie de ces textes à la rédaction du journal

Présidente Hugo Banzer Suarez

Palacio de Gobierno

La Paz - Bolivia

PRESENCIA

La Paz-Bolivia.

ABONNEZ-VOUS A "LUTTE OUVRIERE"

La crise totale du capitalisme et le programme de l'Europe socialiste

19 novembre 1973

(Voir page 2)

J. POSADAS

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE



OUVRIERE

ORGANE DU

PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB 11e ANNEE 7 DECEMBRE 1973 N° 201

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem.
de soutien 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

Page 4
MEETING DE SOLIDARITE
AVEC LES 10 DE CARABANCHEL !

Page 4.
LA DEFENSE DES TRAVAILLEURS IMMIGRES ET DE
L'EMPLOI AVEC L'ECHELLE MOBILE DES HEURES DE TRAVAIL
ET L'ELARGISSEMENT DE LEURS DROITS POLITIQUES.

Page 3
**LA CAPITULATION
DU GOUVERNEMENT CHINOIS
DEVANT L'O.T.A.N.**

8 novembre 1973

J. POSADAS

Face au blocage des salaires que prépare le capitalisme, discuter une mobilisation européenne pour l'échelle mobile des salaires.

EDITORIAL

Les "neuf" vont voter la proposition de Giscard d'Estaing sur le blocage des prix et des salaires mais, comme l'explique Posadas dans le document de "la crise du capitalisme en Europe", bien que les salaires puissent être bloqués et le sont en réalité car c'est le capitalisme qui paye les ouvriers, par contre, le grand capital dispose de mille moyens pour ne pas bloquer les prix.

La crise énergétique du pétrole est, en outre, un des centres de la préoccupation du capitalisme pour bien des raisons. L'une d'elles c'est que, au niveau du capitalisme même, ne pouvant pas compter avec une croissance industrielle il devra verser toutes ses forces pour augmenter ses profits à travers un affrontement plus large de la classe ouvrière et des masses en général. Le capitalisme est déjà en train de préparer cet affrontement global avec la classe ouvrière. C'est une dure épreuve de force qui se prépare. La discussion des "neuf" sur le blocage des salaires est là pour en témoigner. Un autre des éléments ce sont les mesures de limitation de la main-d'oeuvre étrangère, comme ils sont déjà en train de le faire au Danemark.

Cet affrontement se prépare aussi en Belgique. Le procès des 4 ouvriers des ACEC pour fait de grève, pourtant déclarée après préavis, fait partie de la préparation du capitalisme pour lancer une offensive contre la classe, les droits syndicaux

et le niveau de vie. Evidemment ici, dans cette grève des 4 ouvriers des ACEC, c'est absurde que la direction syndicale ait laissé ceux-ci partir en grève de façon isolée. C'était toute l'usine qui devait partir en grève en unissant à la solidarité avec les 4 les revendications de tous les ouvriers et fondamentalement, la nécessité de l'échelle mobile des salaires avec une augmentation conjoncturelle de 5 Fr de l'heure pour tout le monde.

C'est certain que la direction syndicale comme la section socialiste et communiste ont répondu à ce procès en y envoyant des avocats mais, pour arrêter les intentions du capitalisme, ce sont des mesures qui ne peuvent être qualifiées que de défensives. De même que le comité pour la réincorporation des délégués de Cockerill. C'est un progrès très important qu'il y ait tout un secteur qui se lance à défendre les droits syndicaux, mais le fait est déjà accompli et ce sera très difficile de revenir en arrière.

Les mesures possibles, les seules qui puissent enrayer cette offensive du capitalisme, c'est la mobilisation de l'ensemble comme à Brassico pour imposer les conquêtes ouvrières et la défense des droits syndicaux, d'assemblées, de grève.

Le capitalisme lance cette offensive, non parce qu'il est puissant mais parce que, intérieurement, il affronte aussi une crise profonde de décomposition. Le pétrole, la guerre du Moyen-Orient en font partie. Ils doivent s'unifier pour faire face à la classe ouvrière dans tous les pays

d'Europe mais, en même temps, il existe entre eux des dissensions profondes car chacun cherche à se sauver individuellement. Avec le pétrole, bien que solidaire de la Hollande, ce n'est pas le capitalisme français qui va donner des hydrocarbures parce que ce qui l'intéresse plus encore c'est que le prolétariat français qui prépare la grève générale n'ait pas encore un élément supplémentaire de mécontentement.

Bien qu'ils connaissent une décomposition intérieure très grande, ils se préparent à donner une réponse d'ensemble face à la lutte et aux grèves du prolétariat en Italie, en France, en Allemagne, en Angleterre et en Belgique.

Le prolétariat anglais a refusé de faire des heures supplémentaires dans les charbonnages parce que le pétrole manquait. Il n'accepte pas de devoir payer les conséquences de la crise de l'énergie qui est un produit de l'intérêt de classe du capitalisme. De la même manière ici, ni les élèves ni les parents n'acceptent qu'on change les horaires et qu'on produise des perturbations de tout ordre parce qu'il n'y a pas de chauffage. Il y a suffisamment de stocks de pétrole et on exporte suffisamment pour que les besoins de la population soient respectés.

Cette situation nécessite une réponse concentrée de la classe ouvrière et ceci non seulement au niveau de la Belgique mais au niveau européen, une lutte qui prenne comme centre l'échelle mobile des salaires car ce n'est pas à la classe ouvrière

de supporter les effets de l'inflation ou de la diminution du pouvoir d'achat qui sont créés par le capitalisme. Le capitalisme lui, d'année en année, augmente ses profits par le moyen de l'augmentation des cadences, du développement de l'industrie et de la technique. C'est pour cela que nous posons que tous les bénéfices de l'automatisation, du progrès technique, scientifique et industriel aillent aux travailleurs, ceci à travers la réduction du temps de travail, mesure qui permettrait aussi de résorber le chômage, et, en deuxième lieu, par des augmentations de salaire. C'est ceci qu'il faut faire et nous appellons la FGTEB et la CSC à établir un programme de revendications immédiates qui ait centralement ces trois points : Echelle mobile des salaires, échelle mobile des heures de travail et tous les progrès de la technique et de l'automation au bénéfice des masses.

Ce ne sont pas des mesures insensées ou à long terme, ce sont les seules qui permettent de lutter contre l'offensive que prépare le capitalisme à échelle européenne comme la proposition des "Neuf" du blocage des salaires.

Les militants syndicaux doivent s'appuyer sur la décision de lutte de la classe ouvrière pour imposer ces mesures à travers la mobilisation, à travers la grève générale. Mais en tenant compte qu'il faut prendre immédiatement la résolution de le faire avec la CGT et CFDT en France, les Trade Unions en Angleterre, les syndi-

(Suite page 4)

Hommage au camarade Pablo Fredes (Martin) assassiné en Argentine

Nous rendons hommage au camarade Pablo Fredes (Martin), militant du Parti Ouvrier (Trotskyiste), section argentine de la IVe Internationale, assassiné par la C.I.A. et la droite péroniste utilisant comme instrument les bandes armées de la bureaucratie syndicale, le 1er novembre 1973. Le camarade Martin était délégué et dirigeant de UTA (Union Tranviarios Automotors, syndicat des ouvriers du transport), principal organisateur et dirigeant de l'organisation péroniste « 17 octobre », qui adhère à la J.T.P. (Juventud Trabajadora Peronista). Cet assassinat est une réaction de

classe de la bourgeoisie et a pour objectif d'essayer de freiner le développement des tendances révolutionnaires dans le péronisme, le front unique péroniste-trotskyiste-posadiste, et en particulier le développement du trotskisme-posadisme à l'intérieur du prolétariat et des masses péronistes, comme expression consciente de la lutte pour abattre le capitalisme en Argentine.

Agissant ouvertement comme trotskyiste-posadiste, et comme membre de la J.T.P., il menait actuellement une lutte pour imposer le contrôle ouvrier et pour l'application des conclusions anti-capitalistes du programme de Huerta Grande et La Falda. La bourgeoisie l'a assassiné pour empêcher le développement de la tendance socialiste et marxiste dans le péronisme. La réponse de l'avant-garde prolétarienne a été une réponse de classe et de combat : notre camarade assassiné a été nommé président d'honneur du meeting de 30 000 personnes qui s'est tenu au Luna Park de Buenos-Aires, à l'appel des J.T.P., des Syndicats Combattifs, du Péronisme de Base et des Montoneros, tous réunis au cri de « Patria Socialista ».

Le camarade Martin reste dans la lutte avec le pro-

grès des idées, du programme et de la politique révolutionnaire. Comme tant d'autres révolutionnaires qui sont tombés dans la lutte, comme les masses chiliennes, le camarade Martin fait partie du progrès de la révolution socialiste latino-américaine et mondiale.

Avec cet hommage, nous faisons parvenir également à notre chère section argentine notre plus fraternel salut et notre reconnaissance communiste pour la tâche formidable d'organisation de la direction révolutionnaire en Argentine, en application des textes, analyses, politique, tactique et conception militante du camarade Posadas.

VIVE LE CAMARADE MARTIN !

VIVE LE FRONT UNIQUE DE PERONISTES, TROTSKYSTES-POSADISTES, ET DES AUTRES TENDANCES REVOLUTIONNAIRES DANS LA TACHE DE LA CONSTRUCTION DE LA DIRECTION DE CLASSE ET REVOLUTIONNAIRE EN ARGENTINE !

VIVE LA SECTION ARGENTINE DE LA IVe INTERNATIONALE !

La décomposition de la Junte d'État du mouvement ouvrier

12 novembre 1973

tracts... Aujourd'hui même, des tracts circulent, des meetings ont lieu, les soldats effacent les inscriptions des murs et elles

réapparaissent! Et c'est de nuit que l'armée fait enlever les inscriptions murales. Au matin, elles sont de nouveau en place.

Une des conclusions les plus importantes de la situation au Chili est de définir la forme que prend la lutte contre la junte, quelle est l'issue pour la classe ouvrière et quels sont les points d'appui dont cette dernière dispose. Du point de vue mondial, l'appui politique est très faible. Il est certain qu'il y a un très grand courant de fraternité, de solidarité envers le prolétariat chilien, mais il n'y a pas de discussion politique au sujet de pourquoi le coup d'Etat s'est produit et des expériences ou des conclusions à en tirer. A l'échelle mondiale, ni communistes, ni socialistes, ni démocrates-chrétiens, ni nationalistes, ne discutent des problèmes du Chili et de leurs conclusions. Mais pendant ce temps, la classe ouvrière chilienne, elle, discute. Dès le premier jour du coup d'Etat, nous avons rendu hommage à la classe ouvrière chilienne et nous avons prévu que son attitude, sa décision de résister, allait désintégrer l'ennemi et stimuler, postérieurement, une reprise de la lutte à grande échelle. C'est ce qui se produit actuellement. La résistance des ouvriers est très profonde et c'est sur cette base qu'il faut organiser la politique à mener à cette époque.

Il faut partir de la volonté et de la décision très élevées de la classe, de l'approfondissement du front unique. Une des conséquences les plus importantes qu'on peut déduire de ce que rapportent les journaux capitalistes eux-mêmes, c'est le développement et l'approfondissement du front unique du prolétariat. Il faut se baser sur ce point de vue. Le soulève-

ment dont parlent ces mêmes journaux pourrait très bien être une manœuvre, avoir été inventé de toute pièce pour justifier les assassinats, mais ce qui se dégage de l'ensemble du processus, c'est la très grande combativité, l'absence de peur, de prostration et la grande activité de front unique des masses. C'est sur cette conclusion qu'il faut élaborer la politique.

CONTRE TOUT ACCORD AVEC LES DIRIGEANTS DEMOCRATES-CHRETIENS ASSASSINS !

Il faut combattre toute tentative de rechercher un accord avec les démocrates-chrétiens. Ce qu'il faut, c'est lutter pour les revendications démocratiques, pour la liberté d'organisation, mais en aucun cas, il ne faut le faire avec la démocratie chrétienne. Il faut appeler la gauche à rompre toute relation avec elle et dénoncer ses dirigeants comme assassins. Il faut approfondir la crise qui existe dans la démocratie chrétienne. La tactique basée sur l'idée que les circonstances permettent de réaliser un front avec la démocratie chrétienne tente à renforcer à la direction une bande d'assassins qui a collaboré avec le coup d'Etat, et qui maintenant voudrait faire cette politique d'alliance parce qu'elle n'a pas d'autre solution. Nous nous opposons de toutes nos forces à cette politique erronée et suicidaire! La direction démocrate-chrétienne recherche maintenant un accord avec la gauche parce qu'après avoir assassiné et essayé de détruire la résistance du prolétariat, elle voudrait recueillir le bénéfice de la nouvelle situation en se présentant comme moins criminelle que la junte. Ils sont pareils qu'elle! S'allier à la démocratie chrétienne signifie lui accorder un immense délai historique alors que, dans la situation telle qu'elle se présente pour le moment, la junte n'en a pas pour six mois.

La très grande résistance des masses est la mesure sur laquelle baser la politique à réaliser. Faire un accord avec la démocratie chrétienne, c'est lui faire une faveur, faciliter sa réactivation et accorder de l'autorité et du crédit à l'un des secteurs de cette bande d'assassins. C'est prolonger leur existence sans aucun avantage pour les masses et, au contraire, produire une crise au sein de celles-ci, car elles vont s'opposer à une telle politique. Depuis deux mois, la junte doit continuer à fusiller et à assassiner; elle ne peut pas se maintenir au pouvoir sans couvre-feu: c'est l'indice d'un pouvoir qui ne peut se soutenir que par le massacre. C'est un signe de débilite et non de décision ni de force. La junte dispose de très peu de moyens, en fait elle n'en a qu'un seul: assassiner! Il faut donc appeler à une mobilisation pour les revendications démocratiques et appeler la base démocrate-chrétienne, la petite bourgeoisie au front unique pour ces revendications. Il faut souligner et préciser: les dirigeants démocrates-chrétiens sont les véritables assassins, de manière à provoquer maintenant un nettoyage dans le mouvement démocrate-chrétien. Il ne faut pas le remettre à plus tard, c'est maintenant qu'il faut le faire! Il faut combiner le front unique pour les revendications démocratiques avec des actions armées, et organiser en même temps que la mobilisation politique et syndicale, la mobilisation armée. Bien qu'il n'y ait pas encore les conditions, dans l'immédiat, pour des mobilisations syndicales, il faut se préparer en vue de telles actions.

La décomposition de la junte se développe très, très rapidement. Le fait qu'ils doivent imposer encore le couvre-feu deux mois après le coup d'Etat, montre qu'ils ne sont même pas sûrs de leurs propres rangs. La résistance des masses et la condamnation mondiale produisent des effets très profonds dans la junte. En ce sens, l'attitude des Etats ouvriers, qui ont rompu les relations diplomatiques, a une

très grande importance. Il faut condamner la direction chinoise qui, en maintenant les relations diplomatiques, avec la junte sert de couverture à celle-ci. L'attitude de la direction chinoise incline au front unique avec la démocratie chrétienne. Il faut condamner cette politique fautive et suicidaire, qui repose sur la même base de capitulation politique que l'appui à l'OTAN contre l'Union Soviétique. Cela ne veut pas dire que la direction chinoise capitule politiquement sur tous les points. Par exemple, dans le cas de Formose, elle ne cède pas parce que ses intérêts sont directement engagés, parce qu'il s'agit de sa zone. Mais quelle différence y a-t-il entre Formose et l'OTAN? Tous deux sont des instruments de l'impérialisme!

Il faut appeler tout le mouvement ouvrier à une discussion publique sur l'étape actuelle de la situation au Chili. Nous acceptons que les Partis Communistes fassent tous les festivals de solidarité qu'ils organisent actuellement, mais ils doivent faire également des réunions politiques, de discussions. Il faut montrer que c'est la résistance du prolétariat chilien, les mille manières qu'il a de résister, son union, sa cohésion, le fait que cette cohésion de classe se soit renforcée depuis le coup d'Etat qui désintègre la junte et la met en déroute. Une des preuves que c'est la force du prolétariat qui désintègre la junte est que les yankees ne peuvent pas intervenir directement au Chili, alors que les Soviétiques l'ont fait, ouvertement, au Moyen-Orient. Cela indique les rapports de forces favorables à la révolution. L'évolution qui se produit actuellement en Argentine va contre la junte chilienne au lieu de la renforcer.

La junte n'est pas parvenue à écraser, désintégrer et décourager la résistance du prolétariat, à provoquer des réactions de sauve-qui-peut. L'objectif qu'elle poursuivait était de terroriser les masses à tel point que chacun se replie sur sa famille, sa maison, son travail. C'est exactement l'inverse qui se produit. Les masses ont élevé leurs sentiments, leur conscience, leur résolution fraternelle et solidaire, leur capacité d'organisation et d'unification de classe qui attirait et entraînait la petite bourgeoisie, les petits paysans et aussi les démocrates-chrétiens. En se basant sur cette situation, il faut appeler à la lutte pour les revendications démocratiques et attendre une étape postérieure en agitant, en développant un front unique pour les revendications de salaires en fonction du coût de la vie, contre la pénurie des produits alimentaires. Il faut faire une campagne sur la base de: « nous voulons du pain! nous voulons du lait! nous voulons des œufs! nous voulons du beurre! Avant on en avait, maintenant on n'en a plus! » Mais en même temps: « nous voulons la démocratie! nous voulons les libertés démocratiques! nous voulons avoir le droit de discuter, de décider, de penser, de réclamer, d'exiger de meilleures conditions de travail et de salaire! nous voulons qu'il soit mis fin à tous les procès, à tous les assassinats et que tous les prisonniers politiques soient mis en liberté! » il est certain qu'il n'est pas possible de faire une telle campagne ouvertement, mais il faut la développer, en restant dans la clandestinité, mais de manière visible pour les grandes masses: sur les murs, avec des

LA TACTIQUE POUR ORGANISER LE FRONT UNIQUE ET GAGNER LA BASE DE LA DEMOCRATIE CHRETIENNE

C'est un problème de tactique révolutionnaire, de tactique et de politique de classe. Cette junte ne se maintient au pouvoir que par la terreur: elle a assez d'armes pour le faire, et elle va continuer ainsi aussi longtemps qu'elle le pourra. La seule manière de la liquider c'est de l'affronter avec les masses. Il est maintenant démontré que la démocratie chrétienne est un des soutiens de la junte, qu'elle est le parti au sein duquel naissent et se développent toutes les juntes assassines comme celle-ci. Ce sont les partis de la bourgeoisie qui permettent que se développent en leur sein de tels secteurs. C'est cela qu'il faut briser. Quant à ceux qui disent qu'ils veulent éviter la guerre civile, la tuerie, qu'est-ce qu'ils font des 40.000 personnes qu'ils ont tuées? Ils étaient tous contre la guerre civile, ils ne la voulaient pas, mais la guerre civile est venue et on a assassiné 40.000 prolétaires! Chacun de ceux qui se sont opposés à la préparation armée du prolétariat devrait sentir maintenant tout le poids de leur conscience, de leurs remords. La voilà la preuve! 40.000 assassinés au Chili, 80.000 en Indochine, 40.000 au Moyen-Orient! N'est-ce pas l'équivalent d'une action de guerre atomique! A tous ceux qui disent que nous voulons la guerre atomique, nous répondons: nous non plus nous ne voulons pas la guerre, c'est le capitalisme qui la fait, et il peut la faire parce qu'il a les armes. L'empêcher, la contenir, la retarder, tout cela c'est une blague! Pour le moment, la guerre est ajournée mais le capitalisme va la faire de toutes façons. Alors, pourquoi ne mettrions-nous pas cet ajournement à profit pour nous préparer nous aussi? Officiellement, l'Internationale Socialiste dénonce 40.000 assassinats: il faut faire un appel à en tirer les expériences. Il faut préparer la conclusion que pour aller au pouvoir, il faut détruire la structure du système, l'appareil de l'Etat capitaliste. C'est l'expérience la plus claire, la plus concluante, à travers laquelle les masses mûrissent. Mais c'est une expérience innécessaire: il était possible d'y arriver sans avoir besoin de cette défaite. On aurait pu faire une discussion politique au sein de la classe, discuter de la révolution d'Octobre, de la révolution chinoise, de la révolution cubaine et de toutes les autres, qu'on nous montre donc une seule révolution dans laquelle les masses sont allées au pouvoir sans guerre civile. En Tchécoslovaquie, même la bourgeoisie avait préparé une contre-révolution, c'est ce qui a obligé les communistes à prendre le pouvoir. Il n'y a pas eu une seule révolution par les moyens parlementaires. Même en commençant par ces moyens-là, il faut ensuite recourir à la force pour défendre et maintenir la révolution.

Nous le répétons: nous ne voulons ni la guerre civile, ni la guerre atomique, mais c'est la bourgeoisie qui la fait. Comme nous le prévoyons, nous nous préparons et nous préparons les organes pour détruire l'appareil du capitalisme. Il faut aller au pouvoir en détruisant les organes du capitalisme et en gagnant une partie de l'armée. On peut en gagner une partie! La première mesure à prendre est de détruire le pouvoir politique de l'armée: c'est une conclusion fondamentale. En même temps, il faut armer le prolétariat, organiser tout le pays en milices territoriales. C'est une guerre de classe: il ne s'agit pas de progrès démocratique. Le prolétariat applique des normes démocratiques, mais la bourgeoisie emploie le fascisme, la guerre, les armes, comme au Moyen-Orient, comme en Indochine, et comme elle l'a fait dans le passé à Cuba. Il faut tirer ces conclusions et appeler maintenant à un mouvement mondial d'appui au Chili. La petite bourgeoisie appuie. C'est le capitalisme qui est impuissant. Un secteur de l'armée voit qu'il est utilisé comme chair à canon pour défendre les privilèges de quelques-uns. En tant que structure, l'armée ne va pas être gagnée, mais un secteur peut l'être, comme dans toute révolution. Mais

comment le gagne-t-on? Par la persécution? En le demandant, en respectant les normes constitutionnelles bourgeoises. Non! La constitution est démocratique bourgeoise. Cela veut dire qu'elle respecte la liberté tant que cela ne la dérange pas tant que cela n'affecte pas ses intérêts capitalistes, mais quand elle le peut, elle fait un coup d'Etat. C'est pourquoi elle n'est pas une démocratie bourgeoise, c'est pourquoi nous lui opposons la démocratie socialiste, c'est-à-dire la démocratie la plus complète qui permet de transformer la société. La bourgeoisie ne va pas l'admettre.

Il faut souligner l'attitude que viennent de prendre les Soviétiques en refusant de jouer le match contre le Chili, en rompant les relations diplomatiques et en condamnant la direction chinoise. Il faut appeler cette dernière à une discussion publique pour déterminer quel doit être le comportement communiste, qui est ce que nous avons signalé dans chacun des Etats ouvriers. Tout le mouvement ouvrier, syndical, politique, le prolétariat mondial, les prolétariats des Partis Communistes d'Europe capitaliste et des Etats ouvriers, les Partis Socialistes, les centrales ouvrières doivent avoir parmi leurs tâches principales celle de préparer la discussion sur les expériences du Chili, organiser l'appui, préparer le mouvement ouvrier, syndical et politique à travers toutes ces discussions.

La base démocrate-chrétienne ne peut être gagnée que par l'action politique décidée, par le combat. Il est certain qu'une partie importante de la base démocrate-chrétienne est contre la junte, mais politiquement et électoralement son attitude va rester la même qu'avant. Elle doit voir que le prolétariat est capable de résoudre les problèmes de la société, et elle le voit respecter à nouveau les normes bourgeoises, la constitution bourgeoise, elle va rester là où elle est: elle ne sent pas alors attirée et gagnée par une attitude supérieure. Ce n'est pas par des plaintes, des campagnes de solidarité contre les tortures et les assassinats qu'on gagne de l'influence, comme il est possible de le faire maintenant sur la base démocrate-chrétienne. Si ce n'est par conviction politique — et pour cela il faut un changement de conception politique — la couche qu'on va pouvoir gagner va être très mince. Par contre, quand elle voit l'Unité Populaire décidée à prendre les pouvoirs, à détruire toute la structure d'appareil bourgeois, à gagner directement une partie de l'armée, à armer le prolétariat — qui a pleinement le droit de le faire — à structurer une défense pour pouvoir progresser contre le régime capitaliste, toute cette couche petite bourgeoisie va être gagnée, parce qu'elle voit alors la décision de changement existant dans la société. Sans cela, elle ne voit qu'une campagne de solidarité pour les assassinats, à laquelle elle participe, mais elle ne voit aucune transformation politique. Il n'est pas possible d'attendre que la petite-bourgeoisie préfère l'Unité Populaire aux fascistes, parce que l'Unité Populaire n'assassine pas ou parce qu'elle croit qu'on peut aller au pouvoir par les voies parlementaires. Il faut lui démontrer qu'il faut prendre le pouvoir par la force. Prendre le pouvoir de force, cela ne veut pas dire tuer et assassiner dans les rues: c'est imposer, par la force du prolétariat, par les résolutions des syndicats et du parlement, les décisions prises mais aussi prendre les armes si besoin et soutenir par la force armée ces décisions.

La situation est favorable dans toute l'Amérique Latine. La commission qui doit réviser les statuts de l'OEA s'est réunie contre l'impérialisme yankee. Le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay n'y ont pas assisté: ils ont peur qu'il n'en sorte une résolution anti-impérialiste — et c'est bien en effet ce qui va en sortir —. Toute la situation en Amérique Latine est favorable pour tirer les conclusions du Chili

La crise totale du capitalisme et le programme de l'Europe socialiste

19 novembre 1973

(Voir page 2)

J. POSADAS

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE



OUVRIERE

ORGANE DU

PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB 11e ANNEE 7 DECEMBRE 1973 N° 201

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem.
de soutien 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

Page 4
MEETING DE SOLIDARITE
AVEC LES 10 DE CARABANCHEL !

Page 4.
LA DEFENSE DES TRAVAILLEURS IMMIGRES ET DE
L'EMPLOI AVEC L'ECHELLE MOBILE DES HEURES DE TRAVAIL
ET L'ELARGISSEMENT DE LEURS DROITS POLITIQUES.

Page 3
**LA CAPITULATION
DU GOUVERNEMENT CHINOIS
DEVANT L'O.T.A.N.**

8 novembre 1973

J. POSADAS

Face au blocage des salaires que prépare le capitalisme, discuter une mobilisation européenne pour l'échelle mobile des salaires.

EDITORIAL

Les "neuf" vont voter la proposition de Giscard d'Estaing sur le blocage des prix et des salaires mais, comme l'explique Posadas dans le document de "la crise du capitalisme en Europe", bien que les salaires puissent être bloqués et le sont en réalité car c'est le capitalisme qui paye les ouvriers, par contre, le grand capital dispose de mille moyens pour ne pas bloquer les prix.

La crise énergétique du pétrole est, en outre, un des centres de la préoccupation du capitalisme pour bien des raisons. L'une d'elles c'est que, au niveau du capitalisme même, ne pouvant pas compter avec une croissance industrielle il devra verser toutes ses forces pour augmenter ses profits à travers un affrontement plus large de la classe ouvrière et des masses en général. Le capitalisme est déjà en train de préparer cet affrontement global avec la classe ouvrière. C'est une dure épreuve de force qui se prépare. La discussion des "neuf" sur le blocage des salaires est là pour en témoigner. Un autre des éléments ce sont les mesures de limitation de la main-d'oeuvre étrangère, comme ils sont déjà en train de le faire au Danemark.

Cet affrontement se prépare aussi en Belgique. Le procès des 4 ouvriers des ACEC pour fait de grève, pourtant déclarée après préavis, fait partie de la préparation du capitalisme pour lancer une offensive contre la classe, les droits syndicaux

et le niveau de vie. Evidemment ici, dans cette grève des 4 ouvriers des ACEC, c'est absurde que la direction syndicale ait laissé ceux-ci partir en grève de façon isolée. C'était toute l'usine qui devait partir en grève en unissant à la solidarité avec les 4 les revendications de tous les ouvriers et fondamentalement, la nécessité de l'échelle mobile des salaires avec une augmentation conjoncturelle de 5 Fr de l'heure pour tout le monde.

C'est certain que la direction syndicale comme la section socialiste et communiste ont répondu à ce procès en y envoyant des avocats mais, pour arrêter les intentions du capitalisme, ce sont des mesures qui ne peuvent être qualifiées que de défensives. De même que le comité pour la réincorporation des délégués de Cockerill. C'est un progrès très important qu'il y ait tout un secteur qui se lance à défendre les droits syndicaux, mais le fait est déjà accompli et ce sera très difficile de revenir en arrière.

Les mesures possibles, les seules qui puissent enrayer cette offensive du capitalisme, c'est la mobilisation de l'ensemble comme à Brassico pour imposer les conquêtes ouvrières et la défense des droits syndicaux, d'assemblées, de grève.

Le capitalisme lance cette offensive, non parce qu'il est puissant mais parce que, intérieurement, il affronte aussi une crise profonde de décomposition. Le pétrole, la guerre du Moyen-Orient en font partie. Ils doivent s'unifier pour faire face à la classe ouvrière dans tous les pays

d'Europe mais, en même temps, il existe entre eux des dissensions profondes car chacun cherche à se sauver individuellement. Avec le pétrole, bien que solidaire de la Hollande, ce n'est pas le capitalisme français qui va donner des hydrocarbures parce que ce qui l'intéresse plus encore c'est que le prolétariat français qui prépare la grève générale n'ait pas encore un élément supplémentaire de mécontentement.

Bien qu'ils connaissent une décomposition intérieure très grande, ils se préparent à donner une réponse d'ensemble face à la lutte et aux grèves du prolétariat en Italie, en France, en Allemagne, en Angleterre et en Belgique.

Le prolétariat anglais a refusé de faire des heures supplémentaires dans les charbonnages parce que le pétrole manquait. Il n'accepte pas de devoir payer les conséquences de la crise de l'énergie qui est un produit de l'intérêt de classe du capitalisme. De la même manière ici, ni les élèves ni les parents n'acceptent qu'on change les horaires et qu'on produise des perturbations de tout ordre parce qu'il n'y a pas de chauffage. Il y a suffisamment de stocks de pétrole et on exporte suffisamment pour que les besoins de la population soient respectés.

Cette situation nécessite une réponse concentrée de la classe ouvrière et ceci non seulement au niveau de la Belgique mais au niveau européen, une lutte qui prenne comme centre l'échelle mobile des salaires car ce n'est pas à la classe ouvrière

de supporter les effets de l'inflation ou de la diminution du pouvoir d'achat qui sont créés par le capitalisme. Le capitalisme lui, d'année en année, augmente ses profits par le moyen de l'augmentation des cadences, du développement de l'industrie et de la technique. C'est pour cela que nous posons que tous les bénéfices de l'automatisation, du progrès technique, scientifique et industriel aillent aux travailleurs, ceci à travers la réduction du temps de travail, mesure qui permettrait aussi de résorber le chômage, et, en deuxième lieu, par des augmentations de salaire. C'est ceci qu'il faut faire et nous appellons la FGTB et la CSC à établir un programme de revendications immédiates qui ait centralement ces trois points : Echelle mobile des salaires, échelle mobile des heures de travail et tous les progrès de la technique et de l'automation au bénéfice des masses.

Ce ne sont pas des mesures insensées ou à long terme, ce sont les seules qui permettent de lutter contre l'offensive que prépare le capitalisme à échelle européenne comme la proposition des "Neuf" du blocage des salaires.

Les militants syndicaux doivent s'appuyer sur la décision de lutte de la classe ouvrière pour imposer ces mesures à travers la mobilisation, à travers la grève générale. Mais en tenant compte qu'il faut prendre immédiatement la résolution de le faire avec la CGT et CFDT en France, les Trade Unions en Angleterre, les syndi-

(Suite page 4)

Hommage au camarade Pablo Fredes (Martin) assassiné en Argentine

Nous rendons hommage au camarade Pablo Fredes (Martin), militant du Parti Ouvrier (Trotskyiste), section argentine de la IVe Internationale, assassiné par la C.I.A. et la droite péroniste utilisant comme instrument les bandes armées de la bureaucratie syndicale, le 1er novembre 1973. Le camarade Martin était délégué et dirigeant de UTA (Union Tranviarios Automotors, syndicat des ouvriers du transport), principal organisateur et dirigeant de l'organisation péroniste « 17 octobre », qui adhère à la J.T.P. (Juventud Trabajadora Peronista). Cet assassinat est une réaction de

classe de la bourgeoisie et a pour objectif d'essayer de freiner le développement des tendances révolutionnaires dans le péronisme, le front unique péroniste-trotskyiste-posadiste, et en particulier le développement du trotskisme-posadisme à l'intérieur du prolétariat et des masses péronistes, comme expression consciente de la lutte pour abattre le capitalisme en Argentine.

Agissant ouvertement comme trotskiste-posadiste, et comme membre de la J.T.P., il menait actuellement une lutte pour imposer le contrôle ouvrier et pour l'application des conclusions anti-capitalistes du programme de Huerta Grande et La Falda. La bourgeoisie l'a assassiné pour empêcher le développement de la tendance socialiste et marxiste dans le péronisme. La réponse de l'avant-garde prolétarienne a été une réponse de classe et de combat : notre camarade assassiné a été nommé président d'honneur du meeting de 30 000 personnes qui s'est tenu au Luna Park de Buenos-Aires, à l'appel des J.T.P., des Syndicats Combattifs, du Péronisme de Base et des Montoneros, tous réunis au cri de « Patria Socialista ».

Le camarade Martin reste dans la lutte avec le pro-

grès des idées, du programme et de la politique révolutionnaire. Comme tant d'autres révolutionnaires qui sont tombés dans la lutte, comme les masses chiliennes, le camarade Martin fait partie du progrès de la révolution socialiste latino-américaine et mondiale.

Avec cet hommage, nous faisons parvenir également à notre chère section argentine notre plus fraternel salut et notre reconnaissance communiste pour la tâche formidable d'organisation de la direction révolutionnaire en Argentine, en application des textes, analyses, politique, tactique et conception militante du camarade Posadas.

VIVE LE CAMARADE MARTIN !

VIVE LE FRONT UNIQUE DE PERONISTES, TROTSKYSTES-POSADISTES, ET DES AUTRES TENDANCES REVOLUTIONNAIRES DANS LA TACHE DE LA CONSTRUCTION DE LA DIRECTION DE CLASSE ET REVOLUTIONNAIRE EN ARGENTINE !

VIVE LA SECTION ARGENTINE DE LA IVe INTERNATIONALE !

Vive le triomphe de la grève et des manifestations du 6 ! Partir de ce front-unique irréversible pour construire les organes pour imposer les revendications et porter la gauche au pouvoir !

DECLARATION DU BUREAU POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE (TROTSKISTE) SECTION FRANÇAISE DE LA IV^e INTERNATIONALE (POSADISTE)

La classe ouvrière, les masses de tout le pays ont triomphé ! Elles ont vaincu le gouvernement, la bourgeoisie et son régime dans la grande épreuve de force de la grève générale du 6 décembre. La grève de millions de travailleurs s'est étendue à tous les centres vitaux du pays ; les manifestations massives ont couvert tout le pays. L'immense défilé de 600.000 personnes à Paris a dominé, ordonné, concentré toute la vie de la France pendant 6 heures. Il a été le centre vital du gigantesque front unique de toutes les masses, unies autour du prolétariat. Ce front unique, ce défilé ont exprimé leur puissante volonté et décision de pouvoir. La décision des syndicats et des partis de gauche d'appeler ensemble à la grève a donné un point d'appui fondamental pour atteindre cet objectif. Il faut en tirer la conclusion pour toutes les prochaines luttes !

L'objectif de la gauche, en convoquant cette mobilisation, destinée à l'action contre la vie chère, était de montrer à tout le pays, de le convaincre de l'impuissance et l'incapacité du gouvernement de la haute finance à résoudre n'importe quel problème des masses. Ce but, pleinement atteint, signifie un très grand progrès. Toute l'avant-garde s'est mobilisée avec le sentiment de chercher des changements profonds pour le pays, et pas seulement quelques améliorations du niveau de vie des masses. La grève générale et la manifestation ont exprimé, avec une force invincible, cette volonté de changement.

Nous saluons la décision, la passion de tous les cadres et les militants du Parti Communiste, du Parti Socialiste, du PSU, de toutes les organisations participantes pour préparer cette journée de lutte. Les militants, l'avant-garde, toute la classe ouvrière, sont intervenues dans la manifestation de Paris, dans le but d'impulser la gauche à aller au pouvoir. Cette manifestation a été un exemple de volonté, d'ordre, de discipline prolétarienne. Elle fut une concentration puissante et joyeuse, qui a exprimé, en même temps qu'une immense fraternité communiste des relations, le sentiment immense d'unification de toutes les masses. La classe ouvrière a entraîné toute la petite-bourgeoisie dans la conviction qu'il faut aller au pouvoir. Une telle manifestation ne s'est pas vue depuis 1968, et elle est plus profonde qu'en 1968 et va exercer un effet immense sur toute la population laborieuse du pays.

C'est l'Union Populaire, et non la CGT ou autres syndicats, qui a été le centre de toute la préoccupation et de tous les mots d'ordre. Cela n'était pas dirigé contre les syndicats ; c'est une manifestation de la conviction que la solution est politique. Pour la même raison, le mot d'ordre : "une seule solution, la révolution" ! a été repris avec une telle insistance — en

particulier par la jeunesse — sans jamais la mettre en contradiction avec l'Union Populaire et le Programme Commun. Le centre de tous les mots d'ordre était politique, contre le gouvernement, contre le régime capitaliste, pour le pouvoir ; et le chant de l'Internationale montait tout le temps de la masse des manifestants. Tout cela est l'expression d'un degré très élevé de compréhension et de politisation.

Dans la manifestation, il y avait une immense quantité d'ouvriers, mais aussi d'étudiants, de ménagères, de petits commerçants, d'employés, d'artisans. L'intervention ardente, véhémence de la jeunesse était très belle et émouvante, comme celle des vieux, des enfants. Les ouvriers des cimenteries ont reçu l'appui le plus complet à leur lutte, au travers du succès de la collecte, des applaudissements qui les accueillaient.

Le front unique était complet, sans faille. Pas la moindre dispute ; aucun secteur n'a été exclu de la manifestation. Les gauchistes ont participé avec enthousiasme et véhémence. Leurs mots d'ordre, tout en étant limités, partiels, allaient tous contre le capitalisme et n'avaient aucun esprit de dispute ou de concurrence.

L'Union Populaire, le Programme Commun sont un centre politique, parce qu'ils représentent un organisme concret, un programme déjà affirmé, que les masses prennent pour se centraliser, lutter pour aller au gouvernement, l'appliquer en cours de route, l'étendre et le développer pour avancer vers la prise du pouvoir.

La participation d'un contingent de policiers à la manifestation de Paris a une profonde signification. Ceux-ci agissaient comme représentants d'un grand nombre d'autres policiers qui n'ont pas osé intervenir directement, mais ont impulsé ceux qui ont manifesté. Quand une manifestation comme celle-ci attire un secteur de la police, cela veut dire que même ceux qui composent les organismes les plus directement liés à la défense des privilèges du pouvoir, de la corruption de la bourgeoisie, sentent l'indignité de cette fonction. C'est le sentiment de la dignité humaine qui se lève en eux : c'est le Vietnam qui a impulsé tout cela ! C'est un symptôme des plus importants de la maturité des conditions pour lutter pour le pouvoir !

Cette mobilisation du 6 décembre est la conséquence des mobilisations très élevées des masses pour le Vietnam, pour le Chili. Le triomphe des masses arabes, le progrès de la révolution mondiale l'ont préparée et soutenue. La grève générale du 6 va, à son tour, impulser toutes les luttes du prolétariat européen.

Cette journée est une impulsion immense au front unique pour porter la

gauche au pouvoir ; elle va aussi pousser les tendances de gauche dans les partis ouvriers et les syndicats à coordonner et systématiser leur activité dans ce but. La conclusion du 6 décembre pour les masses, c'est qu'il faut abattre ce gouvernement, mener au pouvoir un gouvernement de gauche, appliquer le Programme Commun et l'affirmer, le développer en cours de route.

La bourgeoisie a senti la force de cette conclusion, avec une panique énorme. L'entrevue Sanguinetti Ségué, organisée en toute hâte par le gouvernement, est une tentative de contenir ce processus en utilisant les tendances les plus conciliatrices de la direction syndicale. Mais les masses sont à mille kilomètres des propositions de conciliation de Ségué et vont s'appuyer sur la puissance de leur front unique dans cette grève générale pour préparer les prochaines luttes.

Nous appelons à discuter les conclusions de cette grève générale dans les usines, dans les quartiers, sur tous les lieux de travail, d'études. Il faut continuer le puissant front unique du 6 décembre dans des organes permanents de front unique et de fonctionnement démocratique des masses : conseils d'usines, conseils de quartiers, conseils usines — quartiers — syndicats. Nous appelons à faire des assemblées, des meetings partout ! Nous appelons le PCF, le PS, le PSU, le MRG, les centrales syndicales à discuter toutes ces conclusions, à développer une vaste campagne nationale pour attirer, impulser la petite-bourgeoisie au front unique constant avec la classe ouvrière dans le but de porter la gauche au pouvoir, d'appliquer le Programme Commun. Pour cette lutte il faut la démocratie syndicale, la vie d'assemblées, il faut remplacer tous les dirigeants syndicaux conciliateurs, conservateurs,

venant du vieil appareil, par la nouvelle avant-garde de militants communistes, socialistes, trotskystes-posadistes, qui expriment la volonté anti-capitaliste du prolétariat.

Il faut mener une campagne en direction de la police, de l'armée, pour persuader les secteurs les plus influencés, sensibles à la lutte, la mobilisation des masses, que leur devoir est de se soumettre à la volonté démocratique de la population. La police et l'armée, en tant qu'institutions, vont réagir en défense du capitalisme, mais beaucoup de secteurs sont déjà gagnés à un sentiment de dignité humaine par les luttes des masses du monde et de France. Il faut les persuader. Mais en même temps il faut construire les organes de front unique, d'exercice du pouvoir par les masses de dispute du pouvoir au capitalisme par le prolétariat et les masses : conseils d'usines et de quartiers, front unique des partis de gauche et des syndicats.

Notre Parti, qui a participé à la préparation de la grève et aux manifestations du 6 décembre, avec les consignes centrales de Conseils d'Usines et de Quartier — Porter la Gauche au Pouvoir — Pour l'Europe Socialiste —, appelle les militants et dirigeants communistes, socialistes, gauchistes, tout le mouvement ouvrier, à discuter ensemble et tirer ces conclusions en vue d'organiser la lutte pour le gouvernement de gauche et le pouvoir.

6.12.72.

Bureau Politique du P.C.R.(T)
section française de la IV^e
Internationale (Posadiste)

ABONNEZ-VOUS A " LUTTE OUVRIERE "

LA DECOMPOSITION DE LA JUNTE. (Suite de la page 3)

La crise ouverte par le Chili, avec cette expérience, n'a pas d'autre issue : c'est soit le prolétariat au pouvoir, soit l'impérialisme et le massacre fasciste. Il n'y a pas de troisième voie. Les pays voisins ne se sont pas laissés intimider. La Junte brésilienne, qui apparaissait comme un axe, qui allait ne faire qu'une bouchée du Chili, doit faire bien attention à la crise qui se développe en son sein, et Banzer refuse de recevoir Pinochet.

Il faut compter avec la situation mondiale. Une lutte furieuse se déroule en Argentine, et là aussi on va vers la guerre civile parce que la droite va être mise en pièces. Cela va beaucoup influencer le Chili. Il faut discuter le rôle joué par les cordons industriels et l'importance des organismes de type soviétique. Nous disons bien de type soviétique et non soviétique. Cette initiative doit être reprise et, dès maintenant, il faut construire des cordons industriels restreints, très restreints dans leur action, leur portée, leur fonctionnement. L'important est de maintenir une action qui coordonne l'activité de la classe ouvrière et que celle-ci transmette au reste de la population. C'est difficile parce qu'il n'y a pas de direction centralisée. Il faut donc appeler les communistes, les socialistes, le MAPU, le MIR, les catholiques de gauche, à publier des documents, à lancer des appels constants, des bilans, des orientations, pour lutter pour les revendications démocratiques en unissant ces luttes à celles du reste du monde.

La tâche la plus importante est de rétablir le fonctionnement unifié de toute la gauche : socialistes, communistes, MAPU, MIR, trotskistes. Cela va avoir un poids énorme contre la Junte. Il faut appeler les Etats ouvriers, en même temps qu'ils refusent à jouer au football, à lancer un appel aux masses, aux syndicats, et aux centrales ouvrières d'Amérique Latine à intervenir. Il ne faut pas se contenter de condamner, il faut intervenir avec des mobilisations, des débrayages, une agitation contre la Junte militaire et faire pression en même temps sur les gouvernements argentin, bolivien et péruvien, pour qu'ils permettent l'entrée de tous les exilés (en exerçant un contrôle car la Junte va chercher à glisser des espions) pour qu'ils les autorisent à mener une activité politique contre la Junte assassine du Chili.

J. POSADAS.
12 novembre 1973.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE



OUVRIERE

ORGANE DU

**PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE**

7 FB 11e ANNEE 21 DECEMBRE 1973 N° 203

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem.

de soutien 300 F

Correspondance :

B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

SOMMAIRE

page 3

LE 21e CONGRES DU PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

page 4

**POUR LA NATIONALISATION ET LE FONCTIONNEMENT
DES ACEC SOUS CONTROLE OUVRIER !**

**SOLIDARITE AVEC LES 10 MILITANTS EMPRISONNES A
CARABANCHEL-ESPAGNE !**

**EXIGEONS LEUR LIBERATION ET CELLE DE TOUS LES
PRISONNIERS POLITIQUES ET SYNDICAUX !**

Front-Unique de la gauche pour imposer l'échelle mobile des salaires, le partage du travail au travers la mobilisation de la classe ouvrière!

EDITORIAL

Les multiples réunions des représentants des pays capitalistes d'Europe, entre eux, avec l'impérialisme américain, avec des gouvernements des pays arabes, pour discuter la crise monétaire, l'"Europe Sociale", les problèmes de l'OTAN ou la crise dite du pétrole, aboutissent immanquablement à la conclusion de l'incapacité, de l'impuissance du système capitaliste pour assurer le développement de l'Europe, le besoin fondamental qu'a le capitalisme européen de rester uni à l'impérialisme yankee, économiquement et militairement, et aussi la nécessité pour le capitalisme de faire payer les frais de sa crise aux masses travailleuses. Dans ce sens, tous les gouvernements capitalistes d'Europe exagèrent la portée de la pénurie de pétrole, pour y trouver un prétexte "extérieur" à l'augmentation du chômage, à la hausse des prix, au blocage des salaires, à la diminution de la consommation pour les masses. L'exemple de l'Angleterre est le plus évident ; mais c'est la même crise qui se développe dans tous les pays capitalistes d'Europe, et en particulier en Belgique, où le capitalisme dépend très fort des autres pays d'Europe, qui sont les principaux acheteurs de sa production, ou du capitalisme américain qui possède d'importantes entreprises en Belgique - ACEC, Caterpillar etc.

Le problème du pétrole ne vient qu'ajouter un élément de plus à toute la crise qui déjà est contenue dans toutes les relations économiques, sociales, politiques en Europe, et en Belgique. Le démantèlement des ACEC par les patrons de Westinghouse, le rationnement de sucre, de sel, d'allumettes, l'augmentation vertigineuse de tous les prix des produits courants, les menaces sur l'emploi dans les grands magasins, dans les banques, l'augmentation du chômage, tous ces problèmes n'ont pas de relation avec une soi-disant pénurie de pétrole. Ils sont le résultat de la crise totale du capitalisme, face aux progrès des Etats Ouvriers, face aux progrès constants des luttes des masses dans le monde pour leur libération nationale et sociale, et face aux luttes profondes que déploient les masses de toute l'Europe pour porter des coups au capitalisme. Les grèves qui se déroulent

actuellement en Espagne avec des mobilisations ordonnées au niveau de tout le pays, les grèves formidables de la classe ouvrière en Angleterre qui démontre sa décision de renvoyer "le boomerang" de la crise au pouvoir capitaliste en le privant d'énergie électrique, de transports, de poste, de charbon ; la grève générale contre la vie chère et pour la gauche au pouvoir qui s'est déroulée récemment en France ; les mobilisations de la classe ouvrière, des employés, en Belgique, toutes ces luttes montrent que les conditions se renouvellent et s'élevèrent pour un front unique anti-capitaliste à échelle de toute d'Europe ! que le capitalisme européen paie sa crise ! Il est très nécessaire que les syndicats et les partis ouvriers de toute l'Europe capitaliste organisent ce front unique pour attaquer, ensemble, le capitalisme, pour lui arracher des revendications pour tous les travailleurs européens, telles que : échelle mobile des salaires et des heures de travail ! tous les bénéfices de l'automation doivent aller aux masses ! Les négociations dans lesquelles sont embourbées les directions du Front Commun Syndical, ou du PSB pour "l'Europe Sociale", n'ont aucune perspective. Sans la mobilisations des masses, ce sont les "Neuf" qui s'entendent pour un plan commun anti-populaire, anti-ouvrier. Notre Parti appelle toutes les organisations du mouvement ouvrier en Belgique, le PSB, le PCB, la FGTB, la CSC, la gauche chrétienne, toute l'avant-garde ouvrière dans les usines, les quartiers, sur tous les lieux de travail, à discuter cette perspective, à l'inscrire dans les motions, les résolutions, les décisions d'action et de mobilisation qui se développent de plus en plus dans différents secteurs des masses travailleuses.

Nous appelons à unir cette perspective européenne de lutte anti-capitaliste avec l'organisation, le renforcement du front unique anti-capitaliste en Belgique même, en développant les mobilisations, les grèves, les manifestations, qui vont depuis les métallurgistes qui vont déposer le préavis de grève générale à Charleroi, aux employés des Grands Magasins qui luttent pour leur emploi, aux employés des banques qui dénoncent que les grosses banques sont responsables de l'inflation et ne veulent pas faire les frais de cette

situation, aux travailleurs, ouvriers, employés, ingénieurs, de tous les sièges des ACEC qui exigent le maintien en vie de leur entreprise !

La grève générale des travailleurs des grands magasins, avec les manifestations et les meetings de masses qui se sont déroulés dans tout le pays, a eu une portée anti-capitaliste bien profonde, que les directions syndicales ne voulaient pas donner à cette lutte. Les travailleurs ont manifesté, essentiellement, contre leurs patrons, contre les gros capitalistes qui dirigent les grands magasins, et pas contre les petits commerçants. Les dirigeants du Front Commun ont voulu faire une grève corporative, en proposant comme objectif à la lutte le retrait de la proposition de loi Akkermans (proposition qui vise à protéger les petits et moyens commerçants contre les grosses sociétés capitalistes de distribution), et pratiquement, une alliance avec les patrons des grands magasins ! dans toutes les manifestations par contre, les ouvriers, les employées, chantaient l'Internationale, portaient des drapeaux rouges, avaient confectionné des pancartes disant : "nous ne luttons pas pour nos patrons !", "nous exigeons le maintien intégral de l'emploi dans les grands magasins", "nous ne sommes pas contre les petits commerçants !". Cela montre le sentiment et la conscience de classe de la classe ouvrière, et aussi la conscience politique qu'elle a de ne pas vouloir faire un front contre un autre secteur exploité de la population, la petite-bourgeoisie, les petits commerçants. Cela montre aussi la nécessité en Belgique, d'un front politique des forces de gauche, socialistes, communistes, gauche chrétienne, gauche wallonne et flamande, trotskystes, appuyé sur les syndicats, pour proposer un programme anti-capitaliste, un programme comme en France. Il faut unir les intérêts de la classe ouvrière avec ceux des petits commerçants, et, pour cela, offrir une perspective politique, contre le capitalisme, pour un gouvernement de gauche, qui répondra aux problèmes des petits commerçants. Pour cela, il faut aussi lutter pour la démocratie syndicale dans tout le mouvement syndical, basé sur un fonctionnement en assemblées sur la participation de tous les travailleurs, et pour nettoyer les syndicats de ces direc-

tions comme celle de la Centrale Générale dans ce cas, et du Setca, de la CNE qui défendent des intérêts d'appareils, corporatifs et terminent par une alliance avec les grands capitalistes contre la petite bourgeoisie ! Nous appelons les camarades de la gauche socialiste, du Parti Communiste, de la gauche syndicale, de la gauche chrétienne à discuter et intervenir sur ces problèmes, à prendre position dans leur organisation et exiger une discussion publique, et à continuer toute leur lutte pour organiser le front unique de la gauche avec un programme anti-capitaliste, un programme pour aller au gouvernement et du gouvernement au pouvoir.

La discussion autour des ACEC est très importante dans cette voie. Lors du rachat des ACEC par Westinghouse, notre Parti a été le seul à exiger la nationalisation sous contrôle ouvrier de l'entreprise. Le PC a agité pendant un petit temps ce mot d'ordre et l'a ensuite abandonné. Maintenant, non seulement le Parti Communiste la reprend comme un centre, mais aussi le PSB, au travers de la section socialiste de l'usine, et au travers du vote de toute la fédération de Charleroi du PSB. C'est aussi la proposition qui a été faite par le Rassemblement des Progressistes à Charleroi, qui comprend des chrétiens du MOC et de la CSC. La NATIONALISATION SOUS CONTROLE OUVRIER fait partie du programme autour duquel la gauche cherche à s'organiser et doit élever son organisation. Nous saluons cette résolution, elle signifie un important progrès pour l'unification des tendances de gauche. Nous faisons un appel à mobiliser toutes les forces, aux ACEC, dans toutes les régions autour de ces usines, pour appuyer la lutte des travailleurs pour la nationalisation sous contrôle ouvrier de Westinghouse, et en même temps, d'appeler toute la classe ouvrière à s'unifier et se mobiliser pour lutter, ensemble, contre la vie chère, contre le chômage : pour l'échelle mobile des salaires et des heures de travail ! étendre à tous les secteurs, et à tout le pays, la résolution de grève générale de la métallurgie de Charleroi, contre la vie chère !

7 Août 1973

La régénérescence partielle s'exprime à des niveaux très inégaux et combinés. Son développement est, avec le progrès des Etats ouvriers, le centre essentiel qui détermine le cours du processus de cette étape de l'histoire. Notre préoccupation pour en comprendre à fond toutes les phases est déterminée par la nécessité de définir quelle politique, quelle tactique appliquer, quelle est notre orientation, quelle doit être notre activité. Notre objectif est d'influencer le mouvement communiste mondial pour aider l'aile de la direction qui doit se développer comme direction marxiste, l'aile gauche des mouvements communistes, socialistes, nationalistes et catholiques de gauche à s'organiser, et de nous fonder à elle dans le cours de ce processus en vue de l'étape de lutte beaucoup plus ouverte qui doit avoir lieu, inévitablement, dans un bref délai. Cette lutte ouverte ne va pas pouvoir être différée occultée ou rejetée plus longtemps car c'est la structure même du processus mondial qui exige son développement.

Ce n'est pas un développement, un calcul, une détermination politique que nous prenons en fonction de notre capacité. C'est la structure du processus qui l'exige. Cette structure exige l'application conséquente d'une politique révolutionnaire, au niveau de la politique proprement dite, du programme et des objectifs. Un niveau plus élevé de cette structure est déjà contenu dans cette étape du processus. Les Etats ouvriers, les Etats révolutionnaires et la lutte du prolétariat des pays capitalistes développés, constituent l'inter-structure de ce processus. Les formes que prendra l'organisation sociale de la prochaine étape s'organisent actuellement et se dessinent. Tous les mouvements ouvriers importants ont recours aux relations avec les Etats ouvriers; les Etats révolutionnaires requièrent immédiatement leur aide. Et une tendance, déterminée par le niveau atteint, lui-même déterminé par la structure économique, exige une politique déterminée. Il n'est pas possible d'y échapper. On peut le cacher, le rejeter, mais la structure économique exige des rapports et un comportement identiques, l'harmonisation de tous les Etats ouvriers, et de tous les Etats révolutionnaires entre eux et avec les mouvements révolutionnaires qui devront, inévitablement en venir à suivre la ligne déterminée et déjà prouvée par l'histoire : il est nécessaire de construire l'Etat ouvrier comme une étape intermédiaire. L'humanité a fait la preuve qu'il en est ainsi, elle en a des expériences logiques. La plus frappante de toutes est l'exemple de l'Union Soviétique, qui partie de rien il y a cinquante-cinq ans est aujourd'hui la deuxième puissance du monde, et la première pour bien des aspects. C'est la puissance, non pas économique comme disent les statisticiens, mais sociale de l'URSS, exemple de l'organisation de l'humanité.

Ce processus ne se donne pas, de toutes façons sous la forme la plus élevée possible. Tous les Etats ouvriers sans égaler le niveau de l'URSS connaissent des développements, des progrès qui, joints au progrès économique de l'URSS, organisent et structurent la physionomie de l'Etat ouvrier, de ce qu'il devrait être. Entre l'Etat ouvrier Soviétique, les relations qui existent en Chine, à Cuba, en

LE NIVEAU DE LA REGENERESCENCE PARTIELLE EST DETERMINE PAR LA STRUCTURE DE L'HISTOIRE

L'avant garde communiste observe tous ces facteurs. Le prolétariat mondial, la petite bourgeoisie à échelle mondiale, certains secteurs de la paysannerie, incorporés aux luttes sociales en cours dans le monde entier, observent ce processus. Ils guident leur comportement, leur conduite, leur orientation politique d'après l'appréciation qu'ils en font. Les Etats ouvriers, les Etats révolutionnaires, les luttes du prolétariat de France, d'Italie, du Japon, d'Angleterre, d'Allemagne, déterminent la conduite de l'humanité. Ce n'est pas le capitalisme, ses lois, ses universités, ses journaux, sa littérature. Les Etats ouvriers, les Etats révolutionnaires et le prolétariat des pays capitalistes développés, qui est en lutte constante, créent tous ensemble une structure qui impulse et tend à faire progresser la révolution. Cette structure crée une base d'influence à l'intérieur même des Etats ouvriers.

Les directions ne reprennent pas ce processus, elles ne se basent pas sur lui comme guide. Mais cette conduite du prolétariat mondial, son action révolutionnaire

Tchécoslovaquie, en Yougoslavie : cette structure s'élève et atteint son niveau le plus haut. Les deux éléments essentiels en sont : la structure économique, la production et les rapports sociaux. Etant donné qu'il n'y a pas une direction unique, qui organise, qui ait intérêt à dégager toutes les expériences pour porter au degré maximum le progrès des Etats ouvriers et de la révolution mondiale, on trouve, dans des pays plus arriérés que l'URSS, des relations communistes et révolutionnaires plus élevées qu'en URSS. C'est un processus instable dans lequel tend à se développer une structure irremplaçable et que tout le processus exige : étatisations, planification, monopole du commerce extérieur, intervention des masses dans l'économie. Ces mesures progressent d'une manière de plus en plus éloquente. La Yougoslavie, la Roumanie, la Pologne, Cuba, la Chine, l'expriment. Ce n'est pas encore le cas en URSS de manière prédominante, mais les Etats ouvriers, dont le poids économique est le moins important, sont ceux qui ont la plus grande importance sur le plan moral et organisationnel. Ceci constitue une structure d'Etat ouvrier qui attire et gagne toute lutte sociale en lui enseignant comment il faut faire.

C'est sur cette base qu'il faut s'appuyer pour les discussions à développer avec les camarades du Parti Communiste Espagnol et d'autres partis communistes. Il faut prêter une attention spéciale à ce processus dans les discussions, les analyses, pour bien le dominer. Il y a une structure mondiale qui progresse et qui combine le développement économique le plus élevé - qui est celui de l'URSS - avec le développement de rapports communistes, de formes d'organisation plus élevées, comme en donnent l'exemple la Chine, Cuba, la Yougoslavie, la Roumanie. Sans qu'aucun de ces pays n'ait atteint un niveau très élevé quant à l'organisation des relations communistes, ou du développement économique, dans leur ensemble, ils montrent que pour le développement des Etats ouvriers sont nécessaires aussi bien le développement économique de l'URSS que les relations supérieures qu'essaient d'instaurer la Yougoslavie ou la Chine.

surgissent d'une nécessité : celle de la lutte contre le système capitaliste, aussi les directions des Etats ouvriers et des partis communistes sont-elles obligées d'en tenir compte. Ces directions ne peuvent ni repousser cette nécessité, ni la rejeter en bloc. Elles doivent en recevoir l'influence. Mais il n'y a pas de discussion consciente au sein de ces directions, par manque de préparation antérieure, programmatique, théorique et politique. Ces directions n'ont pas de tradition antérieure de ce type de discussion, et de compréhension. Le processus apparaît donc, au moins en surface, très lent. Les progrès, les mesures prises, sont lents, mais par contre les progrès en cours dans le sentiment et la conscience du prolétariat, de la petite bourgeoisie et des masses, sont énormes. Un processus de concentration est en cours. Il ne s'agit pas seulement d'accumulation, mais de concentration, de centralisation d'expérience et de décision dans le sein des masses des Etats ouvriers et des Etats révolutionnaires et du prolétariat de France, d'Italie, d'Angleterre, d'Allemagne, du Japon, et cela va donner lieu, dans une étape très courte,

à un immense bond en avant.

Ce n'est pas encore visible à la surface. La discussion actuelle dans le Parti Communiste Espagnol en est une expression. On ne voit pas encore, à la surface, toute la profondeur, toute la portée du niveau atteint par l'humanité, toute la portée de la volonté des masses d'intervenir pour corriger les défauts, les insuffisances, les anomalies, la mauvaise organisation, la bureaucratisation des appareils des Etats ouvriers. Les masses ne parviennent pas encore à les corriger à les changer ou à les transformer de manière suffisante pour éliminer toutes ces défaillances. Mais nous n'en sommes plus à l'étape où nous devions nous défendre du stalinisme. Maintenant, la préoccupation est : « Comment impulser ce processus ! » Telle est l'étape actuelle de l'histoire et l'avant-garde prolétarienne mondiale l'a bien compris. C'est pourquoi sa conduite est si sensible, et manifeste une telle préoccupation de ne rien faire qui puisse gêner, entraver l'Etat ouvrier, lui porter préjudice. Le prolétariat yougoslave n'a rien fait qui puisse gêner son Etat ouvrier. Il a eu la patience de manifester en portant le portrait de Tito en tenue de guerrillero pour lui dire : « c'est comme ça que nous te voulons ».

Le prolétariat a eu la patience historique d'attendre l'occasion de pouvoir intervenir et il est intervenu. La Yougoslavie n'est pas un exemple isolé : c'est la base de ce qui va être la norme demain, parce que c'est un effet de la centralisation de l'influence de ce processus mondial qui s'est donné, en Yougoslavie, en combi-

naison avec des difficultés économiques et ont permis ce progrès; de même la révolution en URSS a été le produit de la fois de circonstances et de relations mondiales, mais aussi de circonstances particulières comme celles qu'avait connues l'Espagne.

Ce processus d'élévation de la révolution exige la préoccupation scientifique et rejette l'empirisme de la planification bureaucratique ou la superficialité de la planification. Ce progrès exige la science, l'organisation scientifique, la transcendance de l'expérience pour organiser la capacité de penser, de raisonner et d'expliquer. C'est un processus qui progresse, progresse sans cesse. Il se développe de manière ininterrompue et s'exprime au plus haut degré de manière très faible, très atténuée dans les partis communistes, dans les partis socialistes, dans les mouvements de masses. Cette expression est encore faible parce qu'elle ne se manifeste pas dans une discussion publique, pour dégager des expériences. Un fait notable, par exemple, que nous discutons depuis l'époque de Trotsky : la Révolution espagnole ne faut en discuter l'expérience. On ne peut pas la laisser pour morte. Et il ne s'agit pas de condamner telle ou telle organisation pour les assassinats commis contre les trotskystes, les socialistes, les communistes ou les anarchistes, non ! Il faut tirer les conclusions. Condamner aussi, parce que c'est nécessaire : ce n'est pas une attitude incorrecte, mais ce qu'il faut discuter c'est : Pourquoi avons nous été vaincus ? Les discussions des dirigeants des partis communistes nous font parvenir à la même pensée : il faut discuter l'Espagne.

DISCUTER PUBLIQUEMENT L'UNIFICATION DES ETATS OUVRIERS

Quand on parle de l'Espagne, après tant d'années, ce n'est pas pour revivre des anecdotes, des faits, des expériences : c'est parce que c'est nécessaire pour en tirer les conclusions pour aujourd'hui, pour briser avec une politique incorrecte comme celle qui fut appliquée en Espagne. Il faut aussi ouvrir une autre discussion : pourquoi Soviétiques et Chinois sont-ils divisés ? C'est absurde ! Comment deux Etats ouvriers peuvent-ils être divisés s'ils sont identiques historiquement et concrètement, du point de vue de la structure économique et du régime social ? Dans ces pays, c'est la structure économique qui détermine la base d'un nouveau régime social : pourquoi y-a-t-il conflit entre eux ? C'est absurde ! Il est logique qu'il y ait des conflits entre pays capitalistes parce qu'ils se concurrencent. L'Etat ouvrier par sa nature, par sa structure, par le régime de la propriété étatisée, ne peut pas entrer en concurrence avec un autre Etat ouvrier. C'est la propriété privée qui est la base de la concurrence entre pays capitalistes. L'Etat bourgeois est la centralisation des intérêts les plus puissants de chaque pays pour concurrencer de manière organique les capitalistes des autres pays : ils utilisent, pour cette concurrence, les ressources du pays tout entier. L'Etat ouvrier, c'est la propriété étatisée, par conséquent, il ne représente pas les intérêts d'un tel ou un tel mais ceux de la propriété étatisée. Quand certains secteurs développent, dans l'Etat ouvrier des intérêts particuliers, c'est parce qu'ils usurpent leurs fonctions et exploitent l'Etat. Ce n'est ni un effet de la structure de la propriété, ni de l'Etat ouvrier, mais d'une politique erronée.

C'est la nature de l'Etat qui détermine celle de la direction. Entre régime capitaliste et Etat ouvrier il y a antagonisme. Le premier, c'est la propriété privée, le second la propriété étatisée, et cette dernière conduit à des mesures socialistes. Le capitalisme mène à la guerre atomique. Les Etats ouvriers ont des intérêts, un avenir et des structures identiques. Il ne peut surgir ni antagonismes, ni contradic-

tions entre eux, ils ne peuvent se concurrencer. Puisqu'il s'agit de régimes de propriété et de structures de production supérieures au capitalisme, cela doit se terminer entre eux un rapprochement, pour défendre ensemble contre le système capitaliste qui est leur ennemi antagonique.

Si un tel rapprochement, une coordination entre Etats ouvriers ne s'établissent pas, c'est parce que la politique de ces directions ne répond pas aux exigences de la structure de l'Etat ouvrier. C'est sur cette base qu'il faut discuter. Si la politique des directions répondait de la structure de l'Etat ouvrier, ceux-ci se seraient unifiés face au capitalisme. Au lieu de rencontrer Nixon, les directions chinoises et soviétiques se rencontreraient pour passer des accords contre lui. Le prolétariat américain progresserait alors dans sa confiance et dans sa sécurité historique car il verrait à la fois que les Etats ouvriers représentent un régime supérieur et en même temps, qu'ils sont disposés à liquider le capitalisme. Tant que les directions se comportent comme elles le font, les masses américaines restent dans le parti, de même que les masses démocrates-chrétiennes. Malgré cette politique erronée des directions il y a un progrès indiscutable dans les Etats ouvriers. Ils sont entrés dans une aire de discussion qui les conduit à la politique anti-capitaliste, qui les conduit à s'opposer au capitalisme, à le condamner.

Même si tel ou tel Etat ouvrier n'est pas à ce niveau, ne développe pas tel intérêt, dans leur ensemble les Etats ouvriers orientent leur politique de coopération avec le système capitaliste vers la liquidation de celui-ci, et imposent une série de mesures, une politique de suppression du capitalisme. Il ne s'agit pas de révolution mais de supprimer le capitalisme, en agissant ainsi ils stimulent la nécessité de renverser le système capitaliste. Ils opposent Etat ouvrier contre Etat capitaliste. Le but est révolutionnaire, parce qu'il tend à supprimer le capitalisme, la tactique et la politique ne sont pas, c'est pour cette raison que n-

RESCENCE PARTIELLE

J. POSADAS

arlons de réformisme révolutionnaire. Ce n'est pas une invention de notre part, ni une déclaration, ni une qualification superficielle : elle explique les contradictions dans lesquelles se meut l'Etat ouvrier.

C'est une qualification qui tient compte de la fois du but que se propose l'Etat ouvrier et des moyens qu'il emploie. C'est fondamental. Il faut tenir compte aussi de cet objectif et ces intentions ne sont pas identiques dans tous les Etats ouvriers et dans tous les partis communistes. Mais ce qui détermine le tout, ce qui s'impose à tous les partis communistes, c'est la ligne des plus avancés : supprimer le capitalisme. Ce ne sont pas les partis communistes qui tentent de s'adapter au capitalisme qui vont déterminer la politique des autres, mais au contraire, la ligne générale va être de supprimer le capitalisme. Ce ne serait pas

possible s'il y avait une résistance dans les Etats ouvriers. Ce ne serait pas eux qui détermineraient la ligne s'il y avait conflit en leur intérieur. Il y a des doutes, des hésitations, un manque de conséquence et de continuité dans la politique à mener pour supprimer le capitalisme. Il y a constamment, de la part des partis communistes, des tendances à s'adapter aux pays capitalistes. Bien que n'étant plus prédominante, cette politique d'adaptation détermine encore la vie intérieure des partis, entrave leur développement, ne leur permet pas de comprendre la nécessité d'abattre le capitalisme. Les PC justifient cette vie intérieure par la nécessité de vivre au sein du capitalisme en attendant des étapes postérieures, un mûrissement, des progrès plus grands de la crise du capitalisme, alors que cette situation existe déjà aujourd'hui.

LA LEGITIMITE ET LA NECESSITE DU PARTI BOLCHEVIQUE DANS L'HISTOIRE

Ce qui caractérise essentiellement la rénéscence partielle, c'est que la ligne essentielle des partis communistes et des Etats ouvriers passe actuellement et continuera à évoluer d'une étape d'adaptation au système capitaliste à une étape de rupture avec cette adaptation, de tentative de supprimer le capitalisme tout en vivant en même temps la révolution et la guerre. C'est l'objectif qui détermine la politique, la tactique et le programme qui sont nécessaires. Si la politique de suppression du capitalisme n'est pas suffisante, il faut l'étendre à montrer que la fin détermine les moyens. Le développement des partis communistes même sous les formes qu'il adopte, incertaines, instables, inconséquentes, est orienté par ses conclusions : il faut supprimer le système capitaliste !

L'avant-garde prolétarienne qui jusqu'à y a quelques années n'intervenait pas, fait maintenant ; elle résonne et impose ses changements de conduite comme ceux qu'on peut voir en Yougoslavie, en Pologne, en Tchécoslovaquie, à Cuba. Elle exige ces changements et impose leur mise en application. Cela se fait encore très empiriquement et non de manière organisée. C'est le produit de l'expérience des masses, de l'avant-garde prolétarienne, de certaines couches des partis communistes qui progressent dans la compréhension de telles rectifications sont nécessaires, qu'elles ne vont provoquer aucun désastre, et que ce n'est pas la faute ni l'Etat ouvrier, ni du prolétariat mais une fausse politique mise en œuvre par le parti.

Le Parti bolchévique n'a pas pu survivre à cette étape de l'histoire. Cela ne peut pas dire qu'il n'a pas supporté l'épreuve mais qu'il n'a pas pu survivre à cette étape. Mais ce qui démontre en même temps la légitimité de son origine historique, c'est que sa structure et ses principes n'ont pu être détruits. Il a continué à vivre dans la structure de l'Etat ouvrier. Le Parti bolchévique a été assassiné, mais l'Etat ouvrier est vivant et par son développement, il va engendrer le renouveau, la régénéscence du Parti bolchévique. Ce sera le résultat d'une activité scientifique qui doit combiner la structure actuelle du processus avec les expériences de toute l'histoire antérieure avec les cadres préparés pour réaliser cette tâche. Telle est notre fonction. Ce n'est pas un art magique, ni le résultat de la publication d'un texte, ou d'une activité en tel ou tel endroit (tout cela est nécessaire et important) : ce rôle est dû au fait que les conditions sont réunies pour que cette activité que nous menons soit bien accueillie. Nous pouvons avoir l'influence parce que la structure de l'histoire permet qu'il en soit ainsi. Ce n'était pas possible du temps de Trotsky, c'est maintenant.

Le développement de ce processus, la séparation pour y intervenir, exigent la

connaissance de l'histoire. Toute la littérature de la bourgeoisie et d'une partie du mouvement communiste rejette la responsabilité de ce qui s'est passé en URSS et du processus de bureaucratisation sur l'existence du Parti bolchévique, sa centralisation, sur Lénine. Bien avant de pouvoir s'exprimer, d'être représenté par l'Etat ouvrier, construit essentiellement pas Lénine, mais aussi par Trotsky, le léninisme s'identifiait au Parti bolchévique à l'instrument nécessaire pour parvenir à ce but. C'est ce parti qui est nécessaire à nouveau. Un parti qui vive comme le Parti bolchévique, qui engendre, comme parti de cadres, la capacité des cadres dirigeants des usines, des syndicats, de la population. Le Parti bolchévique n'est pas un instrument replié sur lui-même : il met en communication avec toute la population, il incorpore et organise celle-ci dans l'Etat ouvrier. Il ne se base pas sur la division ou la séparation, il a besoin de vivre comme parti, de se consacrer à cette fonction spécifique comme parti pour incorporer toute la population. Son fonctionnement permet de remplacer les organismes qui sont nécessaires tant que la population n'intervient pas parce qu'elle n'a pas encore assez de connaissances et d'expérience de son rôle de direction. Mais à mesure que la population acquiert cette expérience, ces connaissances, à quoi bon ces organismes ? Pour qu'un petit groupe d'administrateurs, d'intellectuels, crayons en main, écrivent tout, en ce qui concerne la production, la programmation et la planification, en ne tenant compte que de l'appareil ?

Les bolcheviques ont réalisé la première expérience de l'histoire. Avant eux le prolétariat n'avait jamais eu accès au pouvoir, il ne l'avait jamais exercé sous forme d'Etat ouvrier. L'expérience qui s'en est approché le plus, la Commune de Paris, n'a pas permis au prolétariat de diriger le pays et de l'organiser. Ce fut une expérience très brève réalisée pendant la guerre et pour les besoins de la guerre. En URSS, pendant toute la première étape, le prolétariat a pu diriger la construction d'un Etat ouvrier. Il s'en est montré capable, il a manifesté quels sont les idées, le programme, la tactique, quel est le parti qui réalise ces tâches. Ce n'est pas un gouvernement, c'est le parti qui peut réaliser cette tâche dont le but est de supprimer l'intérêt individuel, l'exploitation, toute forme d'oppression, de prépotence, de rapports d'agression. Ce n'est pas très loin de nous : cela va se donner dans une étape très courte. Même là où il n'y a pas encore d'Etat ouvrier, comme aux Etats Unis, l'humanité fait son apprentissage. Les bolcheviques ont dû réaliser pour la première fois cette tâche : incorporer cent millions de paysans à la révolution, restructurer leur mentalité en leur donnant le temps historique nécessaire pour le faire. Cette tâche n'est plus nécessaire maintenant :

le paysan, le petit bourgeois, progressent déjà dans la confiance que l'Etat ouvrier est nécessaire. C'est un acquis. C'est l'expression du progrès immense de l'histoire dû à l'existence de 14 Etats ouvriers, de 16 Etats révolutionnaires, et à la lutte

puissante du prolétariat, du Japon, d'Italie, de France, d'Allemagne, d'Angleterre, d'Amérique Latine, et à un moindre degré d'Afrique et d'Asie, parce que le poids du prolétariat est plus faible dans ces pays-là.

VIETNAM CONCENTRE LES ETAPES ET MONTRE LA CONDUITE A SUIVRE

Mais de toutes façons, même lorsque le prolétariat a un faible poids, le Vietnam donne l'exemple : au Vietnam, le prolétariat a un poids minime et cependant, c'est la forme la plus élevée de construction du socialisme, plus qu'en Pologne, en Tchécoslovaquie, et plus qu'en Chine. Au Vietnam, la planification et l'application des mesures socialistes sont supérieures à celles qui existent en Chine, et cependant, le prolétariat vietnamien n'a qu'un faible poids : il n'a pas de ressource propre, il dépend de ce qu'il reçoit de l'URSS, et cependant il a mis à son programme la construction du socialisme. Construire le socialisme en pleine guerre ! Le Vietnam n'a ni les ressources de l'URSS, ni celles de la Chine ou de Cuba ; il n'a pas la structure sociale de ces pays, le poids social du prolétariat mais il s'appuie sur l'expérience de l'URSS, de la Chine, de Cuba, du prolétariat mondial, il reçoit l'appui mondial des masses. De plus, il peut compter sur une population qui a déjà fait l'expérience qu'elle est capable de tout et qui y est résolue. C'est l'apport du Vietnam à la pensée communiste mondiale. Il n'a pas de moyens économiques mais il a la résolution de construire le communisme. En agissant ainsi, il montre à l'humanité que le problème ne consiste pas à remplacer un régime par un autre pour avoir plus de biens qu'avant : il s'agit de supprimer les inégalités humaines. C'est ce que montre le Vietnam : que l'objectif n'est pas un partage plus juste, que chacun ait sa maison, sa bicyclette, sa voiture ou sa radio, c'est la conviction d'une communication humaine sans obstacle. Les obstacles à la communication entre les êtres humains s'appellent intérêt, conservatisme, agression, dispute, lutte de classes. Dans l'aire de la lutte de classes mondiale contre le système capitaliste, le Vietnam qui n'a rien se dispose à construire une société socialiste, il l'a construit déjà. Il éduque ses fils pour le socialisme. En plein milieu de la barbarie impérialiste, le Vietnam prépare ses enfants pour le socialisme.

C'est une expérience pour toute l'humanité, qui touche profondément les ouvriers, la petite bourgeoisie des Etats Unis. L'émotion provoquée par le Vietnam est à l'origine de la conversion de beaucoup d'intellectuels et d'artistes américains qui étaient jusque là les enfants gâtés du capitalisme. Ce dernier ne peut plus se raccrocher qu'à des vieillards imbeciles, comme Bob Hope.

Le Vietnam enseigne à résoudre les

problèmes nationaux et démontre que ces soi-disant problèmes nationaux ne sont qu'une entrave du passé. L'Indochine est divisée en cinq Etats : Laos, Cambodge, Vietnam du Sud, du Nord et du centre. L'impérialisme cherche maintenant à créer un nouvel Etat autour de Saigon, d'en faire un pays à part, bourré de bombes atomiques, comme base pour de futures opérations militaires. Il ne cherche pas autre chose alors que l'humanité voit que les problèmes nationaux se résolvent pas la construction du socialisme. Il n'y a pas de différences ethniques, linguistiques, de structures géographiques, insurmontables. Les différences sont dans la portée sociale et politique, il faut les analyser de manière marxiste.

Le Vietnam fait la démonstration que le marxisme résout tous les problèmes et diffuse cet exemple dans toute l'Asie. Toute l'Asie a les yeux tournés vers le Vietnam, plus que vers la Chine, parce qu'elle observe comment le Vietnam résout les problèmes. Ce n'est pas un mépris pour la Chine : elle a joué ce rôle avant le Vietnam, c'est elle qui a donné l'exemple, mais ce n'est plus elle maintenant qui a l'initiative et qui impulse le processus, c'est le Vietnam. Encore celui-ci est-il entravé par les intérêts de la bureaucratie chinoise et par le conflit entre celle-ci et la direction du PC de l'URSS. Ce conflit pèse sur les Etats ouvriers, sur le mouvement communiste et sur le mouvement ouvrier mondial.

L'ensemble de la situation montre que le progrès est inégal mais qu'il est combiné et qu'il se centralise. Malgré toutes ses difficultés, le Vietnam se centralise, impulse les autres Etats ouvriers, élève la discussion et l'activité intérieure dans le mouvement communiste pour y faire progresser la démocratie, et impulse les masses du monde à élever leur conscience de classe, ce qui permet de concentrer les étapes, jamais de les sauter. Le Vietnam concentre les étapes et montre l'exemple de la conduite à suivre. L'humanité a dépassé toute la structure montrée par le système de propriété privée sur la base de l'intérêt individuel, des normes dictées par ce dernier et des associations basées sur la nécessité et l'interdépendance des intérêts individuels. Toute l'humanité n'est pas encore passée par cette expérience mais ceux qui déterminent le cours et la conduite de l'ensemble de l'humanité l'ont faite : c'est le Vietnam, les Etats ouvriers, les masses des Etats ouvriers.

J. POSADAS

7 Août 1973

Le 21^e congrès du Parti Communiste de Belgique.

Notre Parti est intervenu dans la réalisation du 21^e Congrès du PCB, en lui adressant un salut, et un document : "LE 21^e CONGRES DU P.C.B., LE PROGRAMME ET LA TACTIQUE POUR PORTER LA GAUCHE AU GOUVERNEMENT ET DU GOUVERNEMENT AU POUVOIR — sous-titres : la crise de décomposition du capitalisme mondial et la possibilité du front unique pour abattre, à bref délai, ce qui reste du capitalisme — le programme pour porter la gauche au pouvoir et les organismes de contrôle et de direction de la classe ouvrière — la fonction du Parti Communiste en Belgique est d'impulser le front unique de la gauche vers le pouvoir et le socialisme —".

Ce document peut être obtenu en écrivant à l'adresse du Parti. Dans le prochain numéro de "Lutte Ouvrière", nous publierons un article pour analyser les conclusions et les perspectives qui surgissent du 21^e congrès du PCB et de tout le progrès de la discussion intérieure sur les objectifs, la politique, la tactique pour avancer vers le pouvoir, dans la construction du socialisme.

POUR LA NATIONALISATION DES A.C.E.C. ET SON FONCTIONNEMENT SOUS CONTROLE OUVRIER !

COMME A LIP : OCCUPATION DE TOUTE L'USINE ET MISE EN FONCTIONNEMENT AVEC UN PLAN OUVRIER DE PRODUCTION AU BENEFICE DE LA POPULATION !
COMITES DE FRONT UNIQUE DANS TOUS LES ATELIERS POUR MOBILISER TOUTES LES FORCES ET FAIRE

Nous appuyons et soutenons pleinement la lutte de tous les travailleurs des ACEC et de leurs délégations syndicales pour la défense de l'emploi et contre le démantèlement de l'entreprise, que veulent réaliser les patrons de Westinghouse. Cette lutte a une importance très grande pour les travailleurs des ACEC et toute la classe ouvrière de Belgique et d'Europe. C'est une épreuve de force que le capitalisme engage contre toute la classe ouvrière en attaquant un de ses bastions les plus combattifs. Elle fait partie de la crise globale du système capitaliste, en Europe et aux Etats-Unis, qui veut faire payer les frais de cette crise aux masses exploitées. Depuis la vente des ACEC au capitalisme américain, la bourgeoisie et le gouvernement belge qui est son exécutant, ont démontré cent fois que les intérêts des travailleurs n'ont rien à voir avec leurs intérêts. Malgré les signatures, les promesses, les conventions signées valent ce que vaut le rapport des forces en présence. C'est pour cela que, malgré les signatures, 2000 emplois ont été perdus, la câblerie a été vendue à un capitaliste italien, plusieurs secteurs sont en voie de liquidation ou de rationalisation selon les profits les meilleurs des grands patrons de Westinghouse. Ce que le capitalisme et le gouvernement concéderont, dépend de la force et de la mobilisation au travers desquelles la classe ouvrière imposera son point de vue et sa résolution.

Notre Parti défend dans son programme, le principe des nationalisations sous contrôle ouvrier. Nous sommes très contents de voir les positions prises par la section socialiste des ACEC, par le Parti Communiste, par la Fédération du PSB de Charleroi, et aussi par le Rassemblement des Progressistes de Charleroi, en faveur de la nationalisation des ACEC. C'est, en effet, la seule perspective pour maintenir l'usine en vie et défendre le droit au travail des ouvriers, des employés, des cadres. Mais nous croyons en même temps que, pour imposer la nationalisation des ACEC, il FAUT UNE MOBILISATION TRES PUISSANTE, UNIFIEE DE TOUS LES TRAVAILLEURS ET L'APPUI ACTIF DE TOUTE LA CLASSE OUVRIERE DU PAYS. Il ne faut pas faire des ACEC un nouveau Val-Saint-Lambert. D'ailleurs, ce que la bourgeoisie et le gouvernement ont pu accepter pour une cristallerie qui est peu importante sur le plan économique, ils ne l'accepteront pas pour une entreprise aussi importante que les ACEC et qui, en plus, oblige à affronter directement l'impérialisme américain ! Nous ne devons pas espérer que les discussions, les pressions plus ou moins fortes amèneront le gouvernement à répondre aux revendications et aux nécessités des travailleurs.

L'occupation de la fonderie à Gand, est un exemple qu'il faut étendre à tous les départements. Nous proposons de

ENSEMBLE UN PLAN DE COMBAT !
FRONT UNIQUE DE TOUTES LES TENDANCES DE GAUCHE ET MOBILISATION POPULAIRE POUR SOUTENIR ET FAIRE TRIOMPHER CETTE LUTTE A CHARLEROI ET DANS TOUT LE PAYS !

DISCUTER UN PLAN DE LUTTE au travers d'assemblées dans les ateliers, dans les bureaux, d'assemblées générales, dans lesquelles chacun prend librement la parole, comme le faisaient les ouvriers de LIP en France pour préparer et mener leur formidable mouvement. Il faut établir dans ce plan, quels secteurs occuper et faire fonctionner directement sous contrôle ouvrier ; organiser la production et décider la fabrication de produits qui sont utiles à la population, décider dans ce plan de produire des marchandises qui pourraient être achetées par l'Union Soviétique ou les autres Etats ouvriers, ou par les Etats Révolutionnaires d'Amérique Latine, d'Afrique, du Moyen Orient. Nous appelons à discuter les expériences de LIP, des chantiers de La Clyde en Angleterre, pour les appliquer aux ACEC.

La décision des employés et des cadres de déposer le préavis de grève générale montre que ce ne sont pas seulement les ouvriers qui sont résolus à mener la bataille, et qu'on peut intéresser et attirer les autres secteurs à suivre le Plan de lutte. Les ingénieurs qui acceptent de partir en grève, voient que le capitalisme leur ferme toute perspective tout débouché, toute possibilité d'avancer. Le capitalisme ne regarde pas si les gens ne sauront pas comment vivre après avoir été mis à la porte ! Il ne s'intéresse qu'à ses profits. Si les ouvriers discutent, avec les organisations syndicales, dans un fonctionnement démocratique du syndicat, et proposent un plan de lutte, ils montrent au travers de cela, que la classe ouvrière est capable de se passer du capitalisme pour organiser, diriger la production ; et cela va avoir un grand effet d'attraction sur les cadres, leur donner confiance dans une perspective socialiste. Ils vont appuyer cette lutte, y participer, en apportant les connaissances techniques ou scientifiques qu'ils ont. Nous appelons la section socialiste, la section communiste, le front commun syndical des ACEC à élaborer un plan concrètement, le mettre en discussion dans toute l'usine, dans tous les sièges des ACEC, le soumettre à la critique, aux opinions, aux changements que voudront y apporter les ouvriers. Quelle perspective faut-il donner autrement à l'occupation de la fonderie de Gand ? si c'est en faire un moyen de pression plus fort sur le patron et le gouvernement ce n'est pas suffisant. Le seul moyen de les faire reculer, c'est de les y contraindre par la force. Pour cela, il faut montrer que ceux qui ont droit de propriété sur l'usine, c'est la classe ouvrière ! parce que c'est elle qui est capable de faire vivre l'usine et pas les patrons de Westinghouse ! Pour imposer la nationalisation sous contrôle ouvrier des ACEC, il faut démontrer la capacité et la décision des travailleurs de faire fonctionner leur usine eux-mêmes, coûte que coûte !

La Rassemblement des Progressistes de Charleroi a voté une résolution de solidarité avec la lutte des travailleurs des ACEC et appuie la revendication de nationalisation de l'entreprise. Nous faisons un appel à tous les partis, les organisations qui composent ce front, dont notre Parti fait partie, à organiser une campagne de mobilisation, de discussions dans tous les quartiers de la région sur l'enjeu de la lutte des ACEC, à organiser des meetings dans les quartiers, invitant la population à participer, discuter, échanger ses idées.

Nous appelons les camarades des ACEC à former des comités de front unique, s'appuyant sur la résolution des

sections socialiste et communiste, dans chaque atelier, dans chaque secteur, avec les travailleurs syndiqués ou non syndiqués, pour discuter le Plan de lutte et mobiliser dans ce but toutes les forces des travailleurs, convaincre ceux qui ne voient pas toute la perspective de cette lutte, montrer la volonté massive, démocratique (et pas seulement par un vote d'appui à main levée), vivante, des travailleurs des ACEC - ouvriers, employés et cadres - à ne pas tolérer le démantèlement de l'usine et à défendre leur droit au travail par tous les moyens nécessaires !

16.12.73.

Solidarité avec les 10 militants emprisonnés à Carabanchel Espagne! Exigeons leur libération et celle de tous les prisonniers politiques et syndicaux !

Notre Parti appelle à développer toutes les actions, manifestations de solidarité avec la lutte résolue de la classe ouvrière et du peuple espagnol, qui mènent actuellement d'importants mouvements de grève contre le capitalisme, contre le régime de Franco ; et à exprimer notre solidarité et notre exigence de libération pour les militants syndicaux qui vont passer en procès le 20 décembre, ainsi, que pour tous les emprisonnés politiques et syndicaux en Espagne !

Dans le cadre de cette campagne, un meeting s'est tenu à Charleroi, organisé par le Rassemblement des Progressistes pour la Démocratie et Contre l'Oppression. Notre Parti a adressé à cette manifestation, le message suivant :

Le Comité Régional de Charleroi du P.O.R. (Trotskyiste) - section belge de la IVe Internationale Posadiste

- constate avec satisfaction le travail positif que le Rassemblement des Progressistes pour la Démocratie et contre l'Oppression, dont il fait partie, tend à réaliser. Notamment, concrètement aujourd'hui, par l'organisation de ce meeting. Il approuve et appuie cette initiative qu'il faut amplifier au maximum.
- dénonce violemment les arrestations et procès des syndicalistes espagnols qui participent à la lutte pour les revendications immédiates, liées à la lutte contre le régime de Franco, pour le Pouvoir et le Socialisme.
- estime que si le gouvernement espagnol continue à réprimer avec des condamnations aussi barbares, c'est pour tenter d'effrayer la classe ouvrière qu'il voit prête à se lancer dans des mobilisations très importantes et déterminantes. La répression vise aussi à essayer d'empêcher l'influence et la propagande du mouvement ouvrier européen qui conteste de plus en plus le pouvoir capitaliste. Mais toute cette répression ne change rien dans l'affaiblissement économique, social et politique du régime !
- salue cette lutte juste et courageuse du peuple espagnol, appelle au Front Unique de toutes les tendances : socialistes, communistes, anarchistes, trotskystes, catholiques de gauche, nationalistes basques et catalans : un front unique pour le pouvoir !
- pour donner plus d'assurance à ces camarades dans leur intervention il est nécessaire que les Partis, socialiste, communiste, catholique de gauche du monde entier, mais en particulier d'Europe, fassent une agitation et une mobilisation pour abattre Franco et son régime.
- appelle à la mobilisation en Europe, en Belgique, en faveur de la lutte pour abattre le régime franquiste, pour les libertés démocratiques, pour l'indépendance du mouvement ouvrier, pour le droit irréversible du mouvement ouvrier, paysan, étudiant espagnol, et pour un accord de tous les partis ouvriers et centrales syndicales d'Europe pour cette lutte !

LIBERTE POUR LES 10 DE CARABANCHEL ET TOUS LES AUTRES PRISONNIERS POLITIQUES ET SYNDICAUX !

**ABONNEZ-VOUS A
" LUTTE OUVRIERE "**

vient de paraître

J. POSADAS

**LE PROCESSUS REVOLUTIONNAIRE, LE NOUVEAU MAI
ET LA LUTTE POUR LE POUVOIR EN FRANCE**

Sélection de textes 1972 - 1973

Edit. Resp.: Claudine Pôlet, 39 rue Bois Monceau 6080 Montignies 8/8
contacts : R. Andersen, 126 Grand-Rue 6080 Montignies 8/8